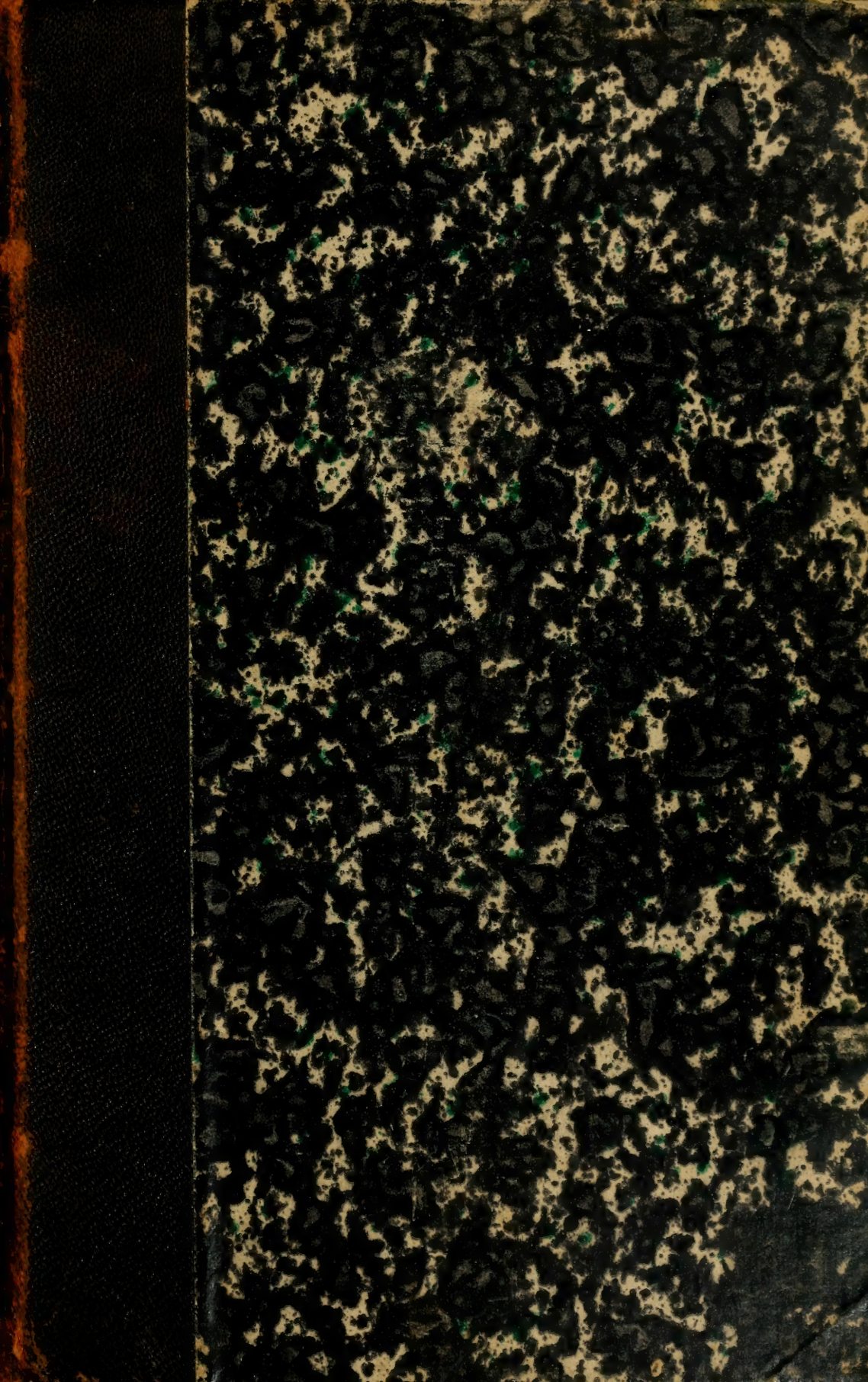
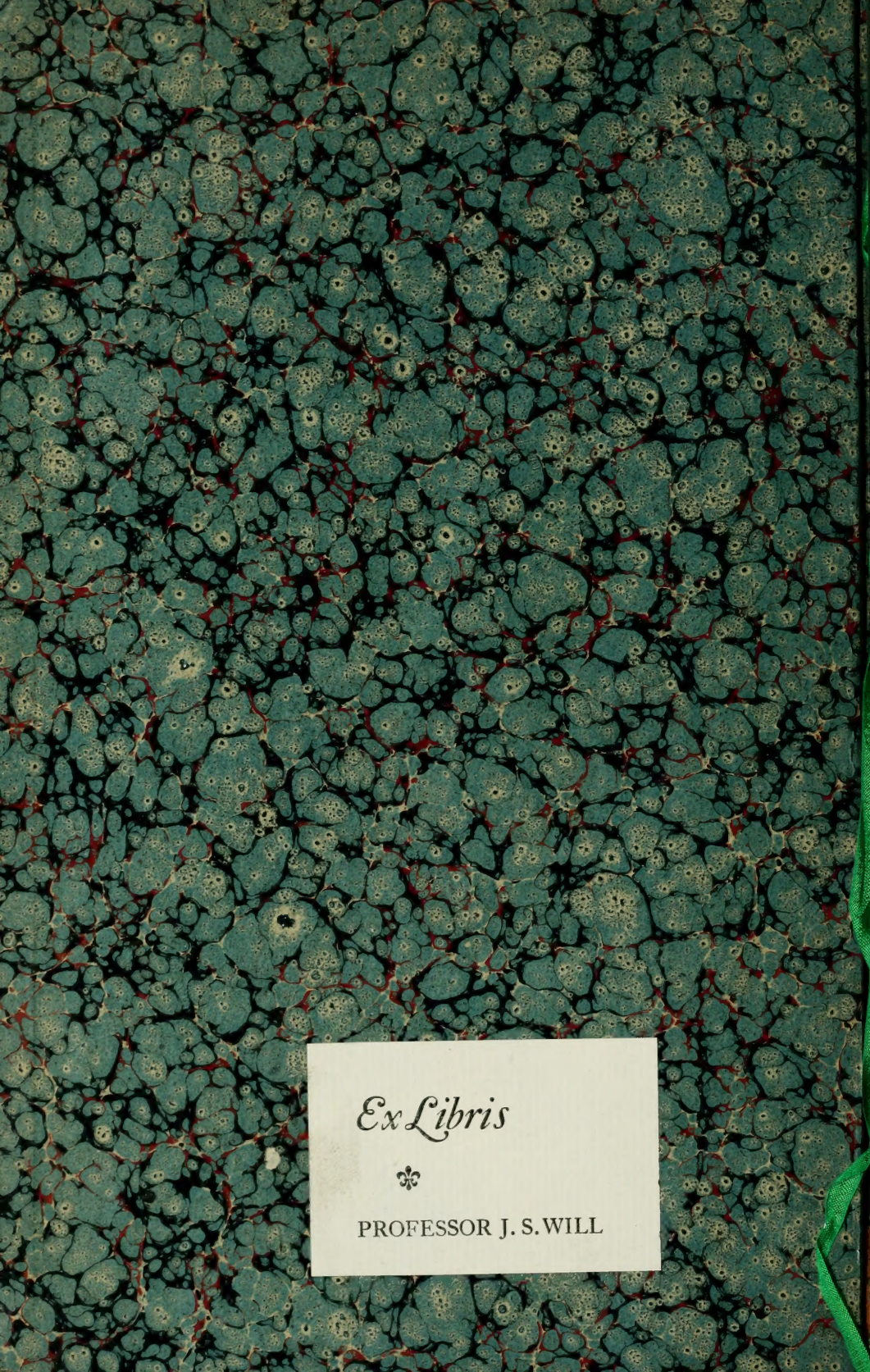


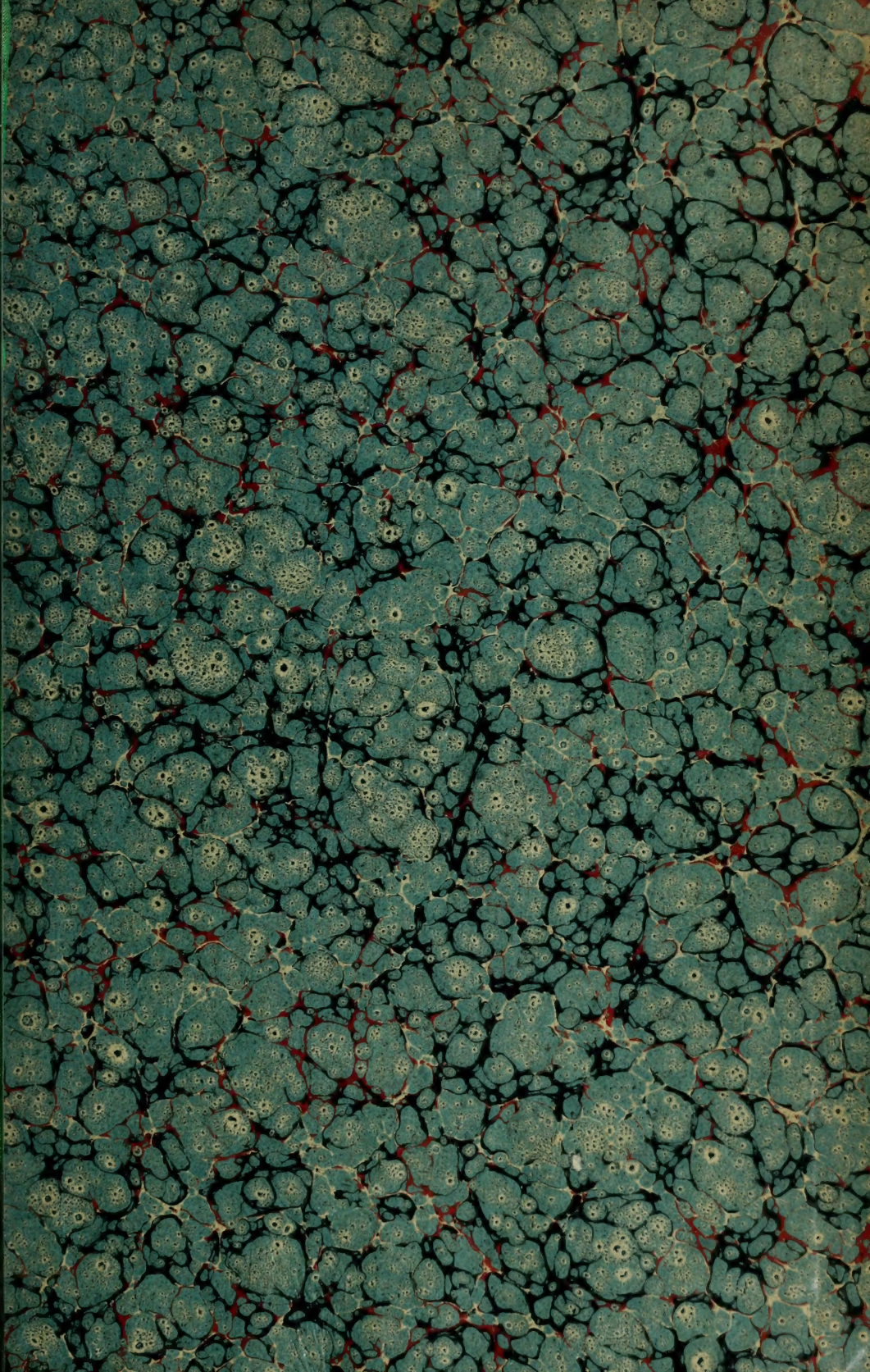


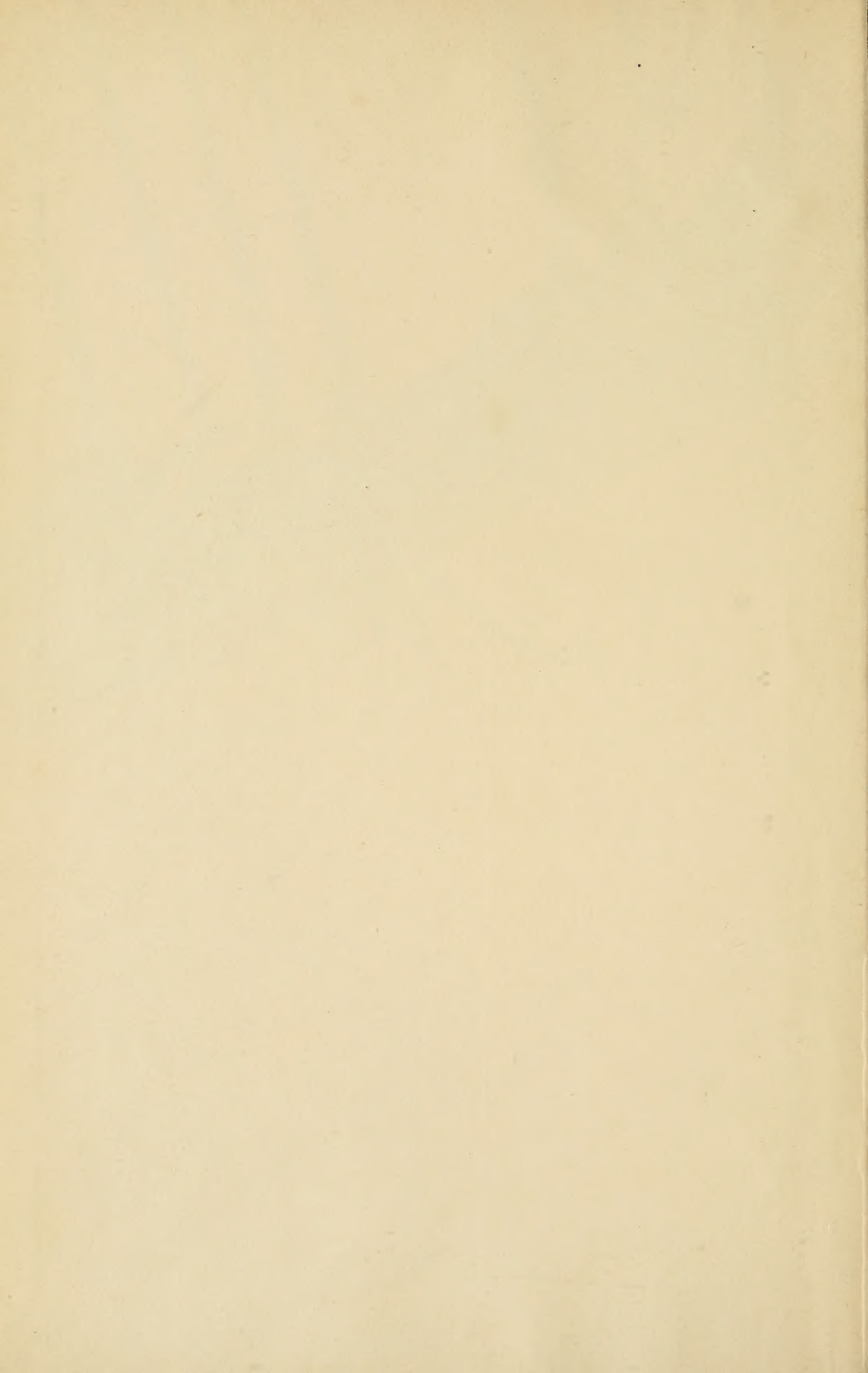
The image shows the front cover of a book. The cover is decorated with a traditional marbled paper pattern, featuring large, irregular, dark teal or greenish-blue spots with lighter, yellowish-green centers, separated by a network of fine, reddish-brown veins. A small, white rectangular label is affixed to the lower center of the cover. On the right edge of the cover, a portion of a bright green ribbon is visible, likely used for binding the book.

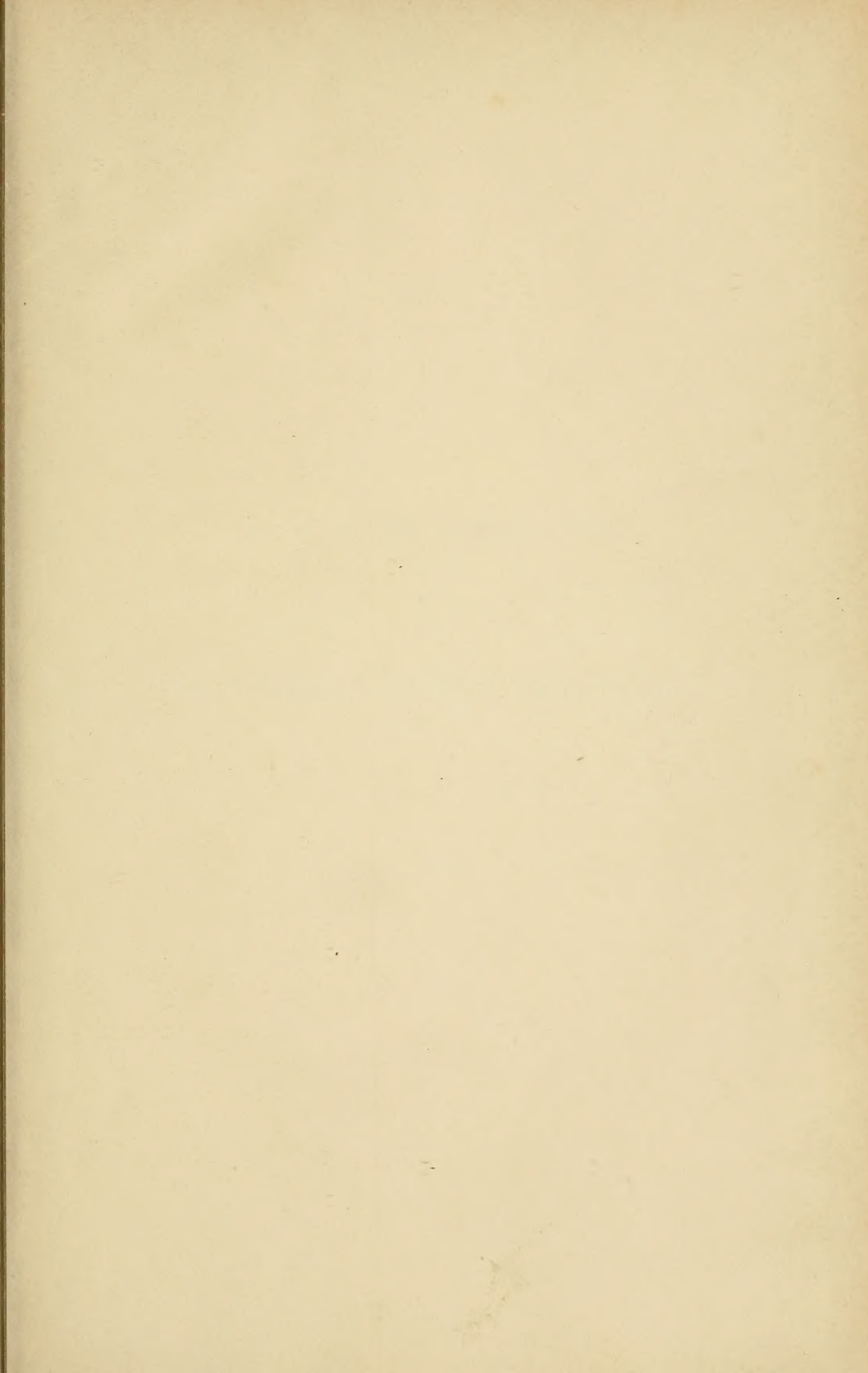
Ex Libris

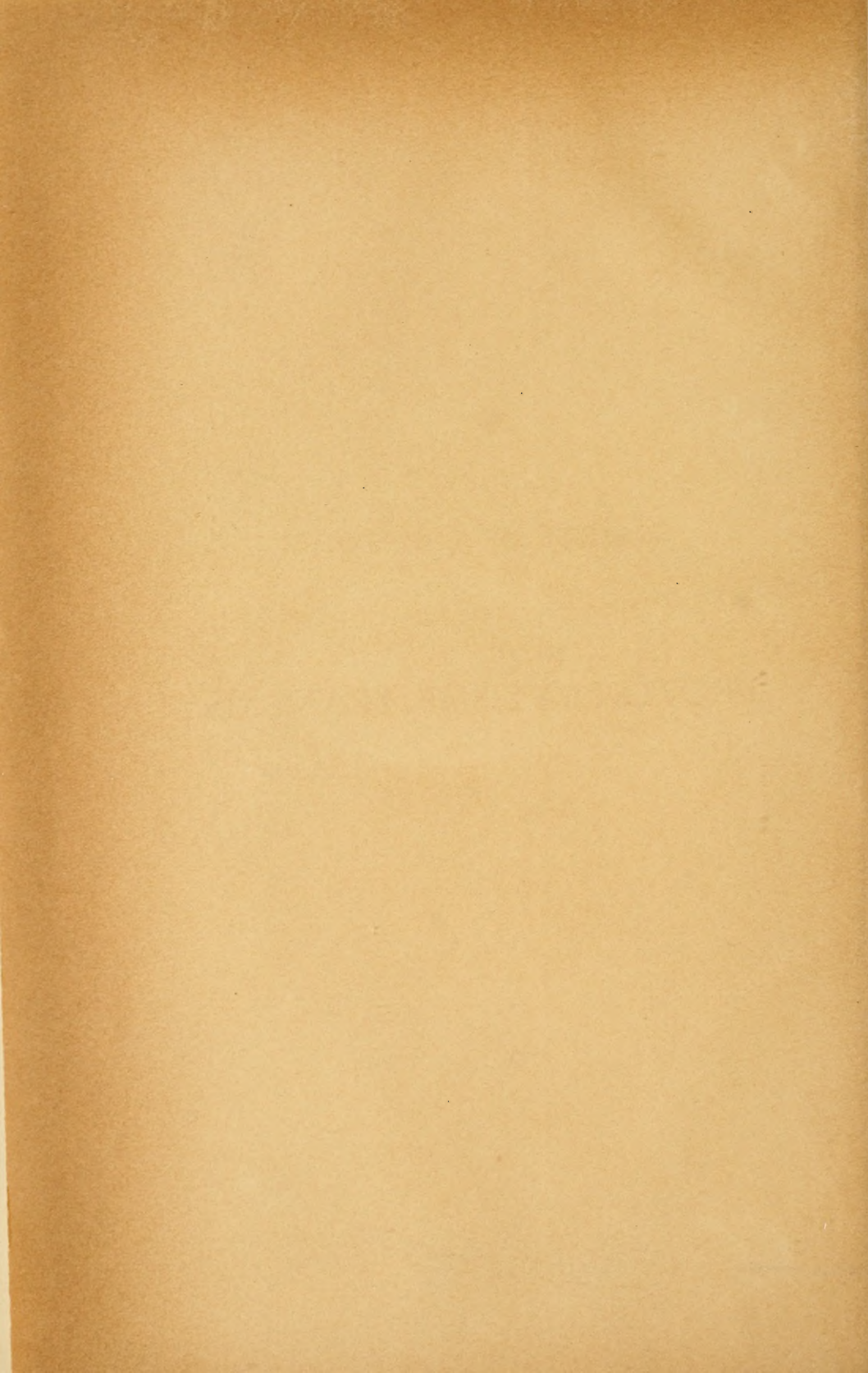


PROFESSOR J. S. WILL









SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

4576 -- L.-Imprimeries réunies, B, rue Mignon, 2. — MAY et MOTTEROZ, directeurs.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN
HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XLII

QUATRIÈME SÉRIE. — DEUXIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
54, RUE DES SAINTS-PÈRES, 54

1893

BX

9450

S64

année 42



768288

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

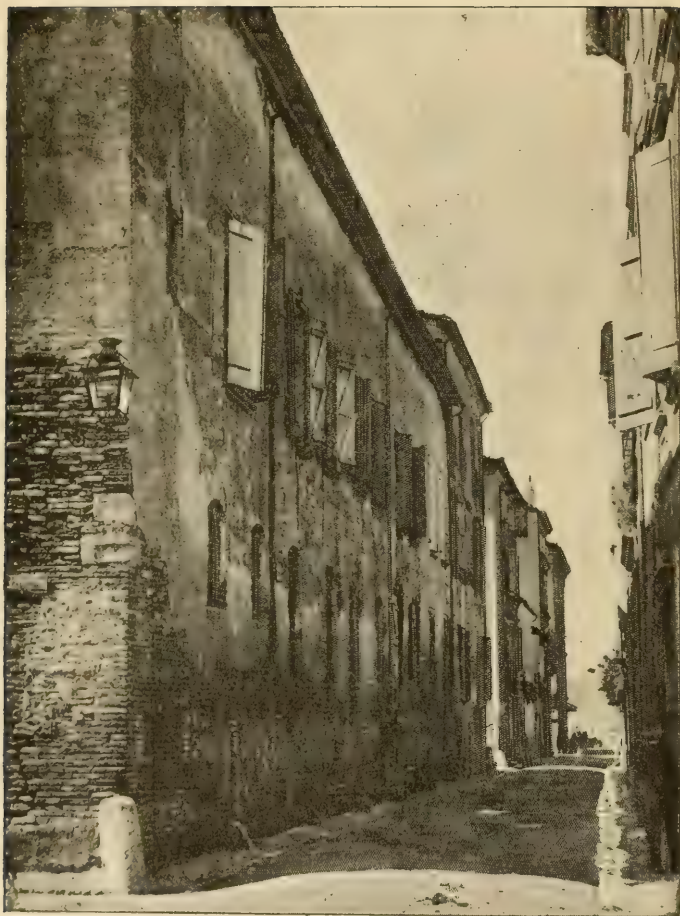
QUATRIÈME SÉRIE, DEUXIÈME (42^e) ANNÉE

Involontairement, on ne l'a que trop rappelé, la date qui s'inscrit en tête de cette année nous reporte vers quelques-uns des plus lamentables souvenirs de notre histoire. Involontairement aussi, en comparant aujourd'hui 1793, ou la suppression violente de toute liberté, à 1789 qui en marque le magnifique épanouissement, on se demande si notre patrie est éternellement condamnée à osciller entre le Capitole et la roche Tarpéienne. — Quatre-vingt-treize, n'était-ce pas l'échafaud pour le fondateur politique de la liberté religieuse, Rabaut-Saint-Étienne, pour Lasource et tant d'autres qui ne comprenaient pas l'affranchissement sans la justice, c'est-à-dire sans la conscience? N'était-ce pas la lie d'une coupe d'amertume pour le patriarche des proscrits, Paul Rabaut? — Et lorsqu'il cherche l'élément solide, résistant qui nous aurait épargné tant de luttes ou plutôt tant de suicides, l'historien qui remonte des effets aux causes premières ne découvre-t-il pas ce peuple huguenot anéanti, expulsé ou anémié qu'un critique peu suspect de partialité pour la Réforme, M. F. Brunetière, appelait naguère, dans la *Revue des Deux Mondes* (15 octobre 1892), « la substance morale de la France! »

Que chacun nous aide donc de plus en plus à montrer, sous leur véritable aspect, ceux auxquels on consent si rarement et si tardivement à rendre justice; — mais ne nous exposons pas au reproche de « bâtir les tombeaux de nos prophètes et d'orner les sépulcres de nos justes ».

N. W.

Paris, 10 janvier 1893.



L'ANCIENNE ACADEMIE DE MONTAUBAN

Façade de a rue Léon de Maleville. Sur la pierre de taille inférieure
encastée dans l'angle, on lit les dates 1597-1598.

Études historiques

LES PRÉLUDES DE LA RÉVOCATION A MONTAUBAN

(1659 — 1661)

I

Trente années s'étaient écoulées depuis que le cardinal de Richelieu avait vu s'ouvrir devant lui les portes de la vieille cité montalbanaise et que, pour la première fois depuis le début de la Réforme, la religion catholique s'y était implantée en souveraine sous la protection de l'autorité royale.

Ces trente années n'avaient été qu'un long et patient effort de la royauté, qui, en réduisant à la fois les libertés politiques et la liberté religieuse, amenait insensiblement notre pays à l'absolutisme de Louis XIV et à la révocation de l'édit de Nantes. Attachés aux vieilles franchises de nos cités de France, aux institutions consulaires qui avaient été leur sauvegarde en tant d'époques troublées, plus attachés encore à la religion réformée par eux librement pratiquée jusqu'alors, les Montalbanais avaient résisté pied à pied. Mais le temps n'est plus où l'autorité royale est faible et lointaine, où les rênes flottent sans direction, où les favoris se succèdent, où le roi de Paris semble si loin, si loin, dans les brouillards du nord. Avec Louis XIII et Richelieu, avec Louis XIV et Mazarin une main plus ferme, une volonté plus arrêtée dirigeant, règlent, ordonnent tout. Le parti protestant n'est plus en tant que parti politique, et ceux qui professent encore la religion réformée se voient chaque jour opprimés, enserrés dans les liens de mille arrêts, mille défenses, jusqu'au coup de massue final de 1685.

Malgré tout, en 1659 encore les protestants tenaient le haut bout à Montauban. Le consulat avait, il est vrai, été mi-parti dès 1632, ainsi que le conseil général, mais si le gouvernement et surtout le clergé romain, toujours en éveil, avaient réussi à introduire de nouvelles familles dans la ville, l'an-

cienne population était demeurée fidèle à sa foi. Parmi les nouveaux venus quelques hauts fonctionnaires tenaient la tête, conseillers au présidial, procureurs du roi, puis des avocats immigrés des villes voisines, Caylus, Cahors, Montech; en bas enfin des paysans, des ouvriers, pas ou presque pas de bourgeoisie. Dès 1635 les Montalbanais, très jaloux des traditions, témoignent leur étonnement en voyant paraître au rang des consuls Tombelle, ancien cordonnier et l'hôte du logis « où pend l'enseigne des Trois Rois ». Le pouvoir central n'avait pas le choix; il fallait prendre ceux-là à défaut d'autres. La terre, les maisons et la fortune demeuraient aux protestants.

Deux circonstances particulières rendaient leur situation plus solide, semblait-il, malgré les atteintes reçues. L'académie et le collège de Montauban, comptant déjà plus de cinquante années d'existence, avaient acquis une telle réputation qu'il y vint, dit le chanoine Lebreton, « une fourmilière d'écoliers qui s'y rendirent de tous côtés, Suisses, Hollandais et Écossais. » Ces jeunes gens, au nombre de plus de cinq cents, hardis, ardents, avec la fougue de leur âge, étaient toujours naturellement disposés à défendre la cause qu'ils considéraient comme celle de Dieu même. Dans l'autre moitié du collège mi-parti, lors des premières années de réaction catholique (voir d'Olive), les jésuites n'avaient au contraire qu'un très petit nombre d'élèves, et on peut trouver dans cette disproportion une des causes des scènes qui vont suivre.

En outre de leur collège, par une prudente et habile conduite, les Montalbanais avaient obtenu sous la Fronde de relever autour de leur ville ces bastions superbes qui avaient vu se briser à leurs pieds les régiments de Louis XIII et qu'ils n'avaient consenti à rendre que quand le duc de Rohan et toutes les Églises s'étaient déjà soumis au roi. Quatorze bastions ceignaient de nouveau la cité, défendus par de larges et profonds fossés. Autour du corps de place s'élevaient les anciennes murailles qui avaient vu la guerre albigeoise et la guerre anglaise, repoussé les cornettes noires de Montluc, les vieilles tours de Lizié, du Griffoul, du Pont, que n'avaient point découronnées tant de sièges. A l'abri de ces murs, de ces bas-

tions, vivaient encore beaucoup de ceux qui avaient traversé l'époque héroïque, les guerres de 1621 à 1630. Devant l'oppression qui, chaque jour plus pesante, plus inexorable, s'étendait sur des voisins moins redoutables et moins redoutés qu'eux, les Montalbanais, ou du moins certains d'entre eux, pouvaient songer à ces remparts qui les avaient déjà sauvés une fois, qui peut-être seraient encore leur défense si l'on voulait les pousser à bout.

De là, résistance aux ordres du roi; les intendants, le prévôt du chapitre Lebret, que dirigeait l'évêque Bertier, ne désiraient pas autre chose. Habile à saisir toutes les occasions, prêt à monter à cheval à toute heure pour aller supplier la reine, intéresser les jésuites à sa cause, obtenir un nouvel arrêt contre la malheureuse Église, Lebret, après une histoire de Montauban assez modérée, a laissé un curieux pamphlet, témoin de ses espérances, de ses actions et de ses désirs : *Récit de ce qu'a esté et de ce qu'est présentement Montauban*. — Montauban, chez François Descaussat; 1701, in-8°, 56 p.

Dans tout ce qui va suivre nous retrouverons la main de ce prévôt Lebret.

II

L'académie de Montauban devait fournir l'occasion si longtemps épiée, de frapper un grand coup, de mettre fin à la résistance de ce petit peuple obstiné, de le livrer sans défense au pouvoir de ses ennemis. Bien des vexations s'étaient déjà succédées. Avant Claude, le grand ministre, Jean de Labadie avait été obligé de fuir de la ville et même de France, mais il était réservé à cette dernière affaire d'achever la ruine de l'Église montalbanaise.

Nous ne possédons guère sur cette période de notre histoire que des documents catholiques et la plupart suspects. Ni les écrivains protestants, ni le tiers parti, les anciens politiques, ne nous ont rien laissé. L'histoire de Leclerc, qui jetterait de si curieux éclaircissements sur le passé de notre ville, sur la Réforme dans le sud-ouest, est perdue depuis plus

de cent années. On ne peut guère marcher qu'à tâtons dans cette obscurité voulue, au milieu des réticences, des paraphrases que Lebret et Perrin accumulèrent pour cacher la vérité et qu'on peut résumer d'un mot : jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes les protestants n'auraient cessé d'opprimer, de menacer les catholiques dans leurs situations, dans leurs biens, dans leurs vies. Sectaires farouches, ils auraient été un perpétuel danger pour l'État et ce que le roi a fait est simplement pour préserver ses paisibles sujets contre des loups dévorants. C'est au lendemain de cette révocation, quand par toutes les frontières fuyaient des milliers d'hommes abandonnant famille, argent, richesses humaines, sans qu'une épée ait été tirée du fourreau pour défendre tous ces biens terrestres, que Lebret a le triste courage d'écrire ces choses. Il a eu raison cependant. Parlant seul jusqu'ici, il a été seul écouté. Nul n'a pris la défense, n'a justifié la trop admirable patience de ces peuples qui ont supporté si chrétiennement de si effroyables injustices, eux dont les pères avaient placé sur le front d'Henri de Béarn la couronne fleurdelisée de France.

Le collège avait été mi-parti depuis longtemps déjà, mais le partage n'était point égal¹. Autant les maîtres protestants, « le grand nombre de professeurs qu'ils affectaient d'avoir en « théologie, philosophie, humanités et langue hébraïque » (Lebret), les Pierre Bérauld, les Daniel Chamier, les Cameron, les Garrissolle, les Verdier, les Martel, les Duncan, les Constantin, les de Vismes, avaient attiré et attiraient encore de fervents disciples autour de leurs chaires, autant le collège des jésuites était peu rempli. Lebret l'avoue lui-même. La jalousie ne pouvait que s'en mêler et les plus faibles souhaitaient l'expulsion de si dangereux rivaux, pour demeurer seuls maîtres à l'avenir. L'occasion tardant, il fut aisé d'en trouver une.

Le 5 juillet 1659 l'évêque de Montauban, Pierre de Bertier, Lebret et les consuls catholiques adressent au cardinal de Mazarin la lettre suivante, qu'il faut citer en entier :

1. Voir *Histoire de l'ancienne académie de Montauban*, par Michel Nicolas ; Montauban, 1885, in-8°.

« Les gens de la religion prétendue réformée sont entrés ce matin au nombre de deux à trois cents dans le collège, où ils ont attaqué les jésuites et les écoliers catholiques à coups de pierres et de poignards et les ont poursuivis par les rues, où ils en ont blessé quelques-uns et poussé les autres jusque dans l'église, où il s'en est peu fallu que le prêtre qui disait la messe n'ait été assommé. Les officiers du présidial et les consuls catholiques ont couru la même fortune, parce que s'étant saisis des auteurs de la sédition, le nommé Gaillard, ministre, est venu à la tête de ses écoliers, qu'ils nomment proposants, les leur arracher, et ayant vu que l'on en avait mis un dans les prisons royales, ils y sont allés et après en avoir rompu les portes à coups de hache, et même fort excédé les magistrats qui les en voulaient empêcher, ils en ont tiré et ce prisonnier et tous les autres qui y étaient pour dettes, pour vol et pour meurtre.

« Nous espérons, monseigneur, que Votre Éminence sera touchée de nos misères et qu'elle nous mettra à l'abri de tant de violences par un *châtiment exemplaire* qu'elle aura la bonté de nous procurer de ces séditeux, que la seule impunité de toutes leurs fautes passées a fait tomber dans celle-ci et qui en viendraient à la fin à ce comble d'insolence de ne plus souffrir ici aucun catholique; c'est ce dont ils nous menacent à toute heure et c'est sur quoi nous supplions très humblement Votre Éminence de réfléchir.

« *Signé* : PIERRE, évêque de Montauban ; LE BRET, député du chapitre cathédral, etc. »

Cette lettre est écrite le soir même du tumulte, si tumulte il y a eu. Mais elle ne paraîtra pas assez vive, l'affaire n'y semblera pas assez corsée, assez grossière; de plus on n'y parle que du châtiment des coupables. Le vrai but, l'expulsion de l'académie apparait, dans une nouvelle lettre écrite trois jours après à Mazarin par les mêmes personnes. On a eu le temps de réfléchir sur le parti à tirer de ce tapage, qui, nous le verrons, est à peine une querelle d'écoliers, et tout le plan est admirablement tracé d'avance. Il faut la citer encore¹ :

« Ce 8 juillet. Montauban (1659).

« Les huguenots de Montauban, se persuadant qu'ils sont craints et considérés dans l'État, font tous les jours des crimes qu'ils

1. Ces lettres sont empruntées aux Archives du Ministère des Affaires étrangères.

croient ou qu'on ne leur imputera pas ou qu'on ne châtiara pas et qui érigeront leur ville en asile d'impiété et de désobéissance.

« Huit jours après m'avoir voulu brûler dans ma maison pour m'avoir voulu forcer à leur rendre un jeune homme qu'ils disaient y être venu pour se faire catholique, ils ont attaqué le collège des Pères Jésuites; ils en ont frappé quelques uns à coups de bâton, ils ont poussé leurs écoliers l'épée à la main jusque aux autels, ils en ont assassiné avec des poignards et lorsque les officiers de justice ont arrêté l'un des coupables de ces crimes, les ministres Gailard et Verdier, et les consuls Dubreil et Assery ont armé les plus séditieux de la ville avec les écoliers qui étudient pour être ministres, ont forcé le château Royal où sont les prisons du Roi, il en ont tiré ce prisonnier, ils l'ont mené en triomphe par toute la ville en criant Vive la sainte liberté, et l'ont donnée en effet à tous les prisonniers détenus pour d'autres crimes.

« Ce crime, Monseigneur, commis dans le temps que Votre Éminence donne la paix à la chrétienté, la sollicite à le faire châtier, afin que nous jouissions auprès des autels que nous servons de la tranquillité que vous allez rendre universelle.

« N'y ayant jamais eu de punition dans Montauban pour les séditions passées, l'impunité en attire tous les jours de nouvelles. Votre Éminence, Monseigneur, aura maintenant lieu de *faire châtier toutes les anciennes* que la raison d'État a fait dissimuler.

« Votre Éminence aura lieu de casser le Collège et Académie qui sont la source de toutes les séditions, et s'il en faut donner aux huguenots, le Roi le pourra faire dans des villes plus propres à contenir la violence des proposants et des écoliers qui étudient ici pour être ministres; ils y font apprentissage de rébellion et désobéissance sous des maîtres qui leur font faire essai sur nous de ce qu'ils leur ont enseigné. Cependant que les bastions qui environnent cette ville persuadent aux factieux qui les habitent qu'elle est distinguée des autres qui ne sont pas fortifiées par la difficulté qu'on y donne à la soumettre aux lois communes, traitez cette ville, Monseigneur, comme les autres, et Votre Éminence y verra croître la foi et y établir la justice.

« Nous ne saurions plus être libres que par une citadelle ou une garnison, et si quelqu'un de ces moyens ne nous aide, il faudra que les catholiques quittent la ville, ils le voulaient tous faire en cette occasion, mais j'en ai suspendu la résolution jusques aux ordres de Votre Éminence. »

« Signé : PIERRE, évêque de Montauban. »

Le chanoine Lebret, dans son *Récit de ce qu'a esté* raconte naturellement de la même façon les événements du 5 juillet et cherche à en rejeter la responsabilité sur les protestants. Son compte rendu, en partie calqué sur les lettres citées plus haut, ayant depuis fait autorité, a été reproduit par tous les historiens.

Au fond ce tumulte, dont l'animosité de leurs adversaires tira pour les réformés de si terribles conséquences, se réduit à bien peu de chose. La ruine de l'Église de Montauban, après celle de tant d'autres, était résolue, arrêtée, décidée; un bien petit incident suffit pour l'amener : les écoliers catholiques dressaient chaque année dans une des salles de leur collège un théâtre où ils jouaient quelque pièce de circonstance pour instruire ou pour distraire les élèves et leurs parents. Cette année-là ils le dressèrent non seulement dans la grande cour du collège, qui ne leur avait point été dévolue, mais même de telle sorte qu'il bouchait les portes des classes où devaient se rendre les réformés. C'est là la version protestante, qui n'est pas contredite sur ce point (voir Élie Benoit, *Hist. de l'Édit*, tome III). Il n'en fallait pas davantage pour que cette jeunesse ardente, vive, emportée, imprudente peut-être, ne prit feu et, cherchant à se faire justice elle-même, ne démolît le théâtre de planches. Les jésuites étant les plus faibles, dès qu'ils ont bien animé la scène par cette espèce de provocation, se réfugient dans le clocher, où ils sonnent les cloches dans le dessein d'appeler du secours. On pense si ce tocsin inattendu devait soulever la ville.

Les consuls catholiques arrivés avec leurs collègues réformés, à l'ouïe de ce tumulte, essayent de tout apaiser, de tout calmer. Peut-être y auraient-ils réussi, mais l'évêque jugeant à propos d'intervenir, on ne sait de quel droit, dans cette querelle, envoie « ce qu'il peut trouver de gens résolus », sous la conduite de Lebret (*Récit de ce qu'a esté*). Ces gens se saisissent de leur propre autorité d'un proposant nommé Gelius et l'enferment au château Royal. L'irritation se calmait déjà, quand au bruit de cette arrestation injustifiée commise par les domestiques de l'évêque sur un écolier, les têtes se montent de nouveau. On sait avec quelle ténacité chacun

tenait aux privilèges sous l'ancien régime, avec quelle âpreté notamment l'université avait toujours défendu les siens. Nouveau motif pour les écoliers de demander leur condisciple. La foule s'amasse, s'accroît, et Gellius délivré, les portes de sa prison ayant été enfoncées sans lutte, tout rentre dans l'ordre.

Voilà les faits. Ils sont peu graves. Où trouve-t-on trace de querelles et de persécutions religieuses contre les catholiques montalbanais ? C'est une dispute d'écoliers dans l'intérieur de leur collège, provoquée par une manœuvre cléricale, qui est la source de tout ce bruit. On a assassiné nos écoliers avec des poignards, s'écrie Lebret, et pas un blessé ne peut se retrouver ; la porte seule de la prison a eu à souffrir.

Mais le parti qui avait juré la perte des protestants et de l'académie ne devait pas en rester là. Les lettres du 5, du 8, du 13 juillet, d'autres encore, obtiennent leur effet ; l'enquête est faite par le parlement de Toulouse, et ce parlement si souvent fanatique et barbare décrète prise de corps contre les plus coupables !

Une enquête existe encore sur ces faits aux Archives nationales. Tout y est déguisé, travesti, chargé à plaisir. Les documents judiciaires de cette époque ne nous habituent guère à une grande impartialité. Gellius est représenté comme arrêté par le premier consul catholique, M. de Cahusac, non plus par les gens de l'évêque, ainsi que le dit Lebret, qui les a conduits. De plus, fait grave, le brisement des portes de la prison est rapporté au lendemain 6 juillet, ce qui permet d'établir la préméditation, tandis que non seulement Elie Benoit le met en un même jour, de suite après le tumulte du collège, mais encore le prélat, Pierre de Bertier, écrivant le 5 juillet, raconte comme s'étant passé le matin le forçement de la prison où, dit encore Lebret textuellement, « Gellius ne fut toutefois qu'autant de temps qu'il en fallut pour assembler les factieux qui forcèrent la prison. »

L'enquête essaye d'englober le plus de monde possible dans cette soi-disant émeute, et, chose étrange, ne cite guère que des bourgeois, et des plus hauts de la ville. D'Assier, le premier consul protestant, homme d'une des bonnes

familles du pays, Gaillard, Verdier, Ramondou, ministres, Mila, Caminel, Dumas, procureurs; presque tous les notaires de la ville, Dupuy, Labrunie, Rigaud; des praticiens, des avocats, des médecins, des représentants des familles siégeant au Conseil général des quatre-vingt-dix, Lavergne, France-Lagravière, Noaillan, Sénil, Barrau, etc.; en un mot presque toute la cité était là. On se représente mal ces hommes graves, ces pasteurs, ces bourgeois, ces notaires, la parcourant en armes et l'emplissant de tumulte et de cris.

Enquête bonne ou mauvaise, sincère ou de parti pris, le parlement de Toulouse avait condamné. Les réformés immédiatement firent appel devant la chambre mi-partie de Castres et se pourvurent au conseil privé. L'affaire était si visiblement grossie que malgré leur peu de créance en cour, les appelants obtinrent le 12 août 1659 un arrêt portant surséance à l'exécution des décrets du parlement.

Cela ne faisait pas l'affaire de ceux qui avaient mis toute la machine en train; il fallait absolument que le plan concerté d'avance aboutit. Le prévôt Lebret se met en chemin pour Paris, et grâce à l'appui de la reine-mère, « dont le zèle était infatigable pour toutes les bonnes œuvres », obtient un nouvel arrêt, daté du 29 septembre, qui casse l'arrêt de surséance du 12 août. Cela ne suffit pas encore au bouillant prévôt et à l'évêque Pierre de Bertier, dont les contemporains ont vanté la charitable conduite envers ses frères séparés. Avec l'arrêt toujours suspendu sur la tête des prétendus coupables, l'émissaire du clergé rapporte l'ordre de translation de l'académie protestante de Montauban à Puylaurens et celui de la démolition des bastions. Le résultat était enfin atteint, semblait-il, et les proposants, relégués en une lointaine petite ville, ne seraient plus l'éternelle menace pour le repos des catholiques dont parle Lebret. Mais pour les Montalbanaï, quel désastre!

S'ils avaient été les rebelles, les séditeux, les criminels dont parle le parlement de Toulouse, quelle occasion pour eux de prendre les armes, de renouveler sur ces bastions à peine relevés les triomphes de gloire et d'héroïsme dont leurs pères avaient illustré leurs vieilles murailles! Elles se

dressaient encore sur le plateau qu'enserrent les trois rivières, les tours qui avaient vu fuir Montluc et ses Espagnols, Louis XIII et ses vieilles bandes françaises; les bourgeois n'avaient point été désarmés, et quelques années auparavant la cité protestante avait encore su jeter plus d'un millier d'hommes au secours de son roi, dans les troubles de la Fronde. Mais l'idée de rébellion était bien loin de tous les esprits, nul ne menaçait plus, nul n'aspirait plus aux luttes, aux ardeurs des villes libres; cinquante années écoulées avaient changé le cœur et l'esprit des hommes; le seul désir était de vivre en paix sous les édits du roi, côte à côte avec la population catholique. Une grande partie de cette population partageait les mêmes sentiments. Les grandes idées de tolérance s'insinuaient, progressaient, le frottement de la vie commune produisait ses effets naturels. Une partie du clergé seule poursuivait sa tâche avec acharnement, la destruction de l'hérésie. Une lettre de M. de Fauris, procureur du roi au présidial, indique comment la conduite de l'évêque était jugée dans son propre parti (Lettre à S. E. le cardinal Mazarin, du 8 octobre 1659).

On y trouve cette phrase :

« Vous ne permettrez pas que les officiers fidèles au Roy et si attachés au service de Votre Éminence soient opprimés par le caprice de leurs ennemis, qui, pour satisfaire leur passion, fomentent une telle division à Montauban entre les habitants catholiques et de la R. P. R. que les suites en sont toujours à craindre dans une ville où la diversité des religions divise les esprits. »

Voilà donc les jésuites triomphants. L'université est transférée dans les montagnes du pays castrais; la chaire des Chamier, des Martel, des Garrissolles, des Cameron désormais sera muette. Les murailles tombent pierre à pierre; chose triste à dire, chaque jour, musique en tête, des ouvriers des communes voisines viennent la pelle ou la pioche sur l'épaule travailler aux démolitions. Nul Montalbanais, quelle que fût sa religion, n'a voulu se prêter à cette œuvre, tant elle semblait odieuse à tous. Il semble que le parti de la persécution dût se montrer satisfait. Mais non, il lui fallait

plus encore, pour peser sur le pouvoir central, trop mou à son gré, pour faire mettre à exécution les fameux arrêts du parlement de Toulouse, pour terroriser l'Église en la décimant.

Après la translation de l'académie, la partie inoccupée était demeurée close et les clefs entre les mains des consuls; l'intendant ordonna la remise de ces clefs aux jésuites, afin que tout le collège leur appartint. Le parti protestant n'avait pas désespéré de faire revenir le roi sur son cruel arrêt de translation de décembre 1659. La ville et l'académie depuis de si longues années semblaient si identifiées que la séparation paraissait devoir être fatale à l'une comme à l'autre. En outre de l'honneur que tirait Montauban d'être comme une pépinière de professeurs, de ministres pour le royaume, un centre vivant de foi et de savoir, les intérêts matériels étaient en jeu. Professeurs, étudiants enrichissaient la ville, faisaient monter le prix des loyers, facilitaient l'écoulement des produits. Tout se réunissait pour rendre cette crise doublement pénible. Nul ne voulait croire à une définitive séparation; des professeurs demeurent encore installés à Montauban, les thèses des élèves sont imprimées aux presses de cette ville. Chacun espérait; aussi l'arrivée de l'intendant Hotman avec l'ordre de rendre le local entier aux jésuites bouleversa tout le monde.

Selon la coutume, dès que les exigences nouvelles de l'autorité royale eurent été notifiées, les trois consuls de la religion alors en charge, Élie Darassus, Daniel Martin et Jean Ruelle, laboureur à Verlhaguet, réunirent les plus notables bourgeois dans la salle aménagée sur les derrières du temple neuf et qui servait d'ordinaire aux délibérations du consistoire. Tous les restes de l'Église jadis si puissante, aujourd'hui si humble, s'y trouvèrent rassemblés. Malgré sa faiblesse, elle était nombreuse encore. En outre de ses pasteurs, malgré le vide causé parmi eux par la fuite à d'injustes arrêts, presque toutes les familles de noblesse ou de vieille bourgeoisie étaient fidèles. La situation était grave. Il paraissait évident qu'on ne cherchait qu'à pousser les réformés à bout. L'intendant avait bien parlé des ordres du roi, il ne

les avait pas montrés, et selon Élie Benoit, qui sera ici un guide précieux, il ne cherchait qu'à irriter les esprits, préparer une révolte dans la partie ardente du peuple; c'est là-dessus qu'on délibéra. Délibération solennelle des débris de cette Église déjà mutilée, qui hier traitait d'égal à égal avec le roi, qui demain sera dispersée sanglante et saignante, une ombre, à peine un souvenir...

Cependant, tandis que dans la petite salle du consistoire les Viçoze, les Pechels de Boissonnade, les Daliès, les Leclerc, les Garriçon, les Durban, les Darassus, de France, Dumas, Bardon, les de Bar de Mauzac, les Lavernhe, Viallette, Satur, Olivier, Langlade, Roques, Valette, les chefs des familles qui d'ordinaire composaient le Conseil général, délibéraient sur l'ordre du roi, le menu peuple s'amassait dans les rues et les ruelles qui avoisinent le temple neuf. Comme le dit éloquemment l'historien de l'Édit de Nantes (tome III), ce peuple se souvenait encore du siège que ses pères avaient vaillamment repoussé. Sur une des portes de la ville les armes du roi brisées par le premier coup de canon de Mayenne rappelaient la fatale défaite de leur oppresseur et la lâcheté n'avait jamais habité le cœur de ces hommes qui, « naissaient braves soldats ».

Assemblés au nombre de plusieurs centaines, petits bourgeois, artisans, paysans venus des hameaux voisins, jeunes hommes portés aux extrêmes, tous ils comprenaient que de tracasserie en tracasserie, de vexation en vexation, on en voulait à l'existence même de leur religion. Un mot, un cri pouvaient faire naître le tumulte si ardemment souhaité par leurs ennemis.

Sages dans leur malheur, les Montalbanais surent l'éviter. A ce peuple si profondément croyant, si fier, mais si fidèle, si dévoué, si humble devant son Dieu, Dieu seul pouvait commander. Les pasteurs ouvrirent grandes les portes du temple, qui n'avait que bien peu d'années à vivre encore (voir la belle *Histoire du Temple neuf* par M. H. de France); lentement, avec recueillement les bancs se remplirent et le service divin commença. La prière calma les cœurs; on chanta un psaume, on s'humilia devant celui qui voit et qui peut tout, on pleura

ensemble et les ministres renvoyèrent soumis et confiants ceux qui étaient prêts à la colère et à la vengeance.

La crise était passée. Devant les terribles destinées la résignation et les pleurs seront les seules armes; devant le boureau il y aura des victimes et des martyrs, et plus de soldats.

III

La conduite des Montalbanais avait été irréprochable, quoi qu'en ait voulu dire Lebreton, qui parle d'un peuple soulevé par le consistoire, de l'intendant bloqué dans sa maison. Outre l'autorité de Benoit, nous avons le témoignage d'une relation contemporaine. Tristement, elle raconte les vexations incessantes qui pour nos pères précédèrent la Révocation et qui disparaissent pour nous aujourd'hui, perdues dans le grand éclat final de 1685.

« Il n'y a eu ¹, en cette prétendue émotion qu'on leur a imputée, ni une épée dégainée, ni un coup de pistolet tiré, ni une goutte de sang répandue, ni un chapeau percé, quoique ce ne fut qu'une Assemblée de peuple convoquée au Temple selon les formes ordinaires d'où l'on députa vers M. l'Intendant de la province pour le supplier de surseoir l'exécution d'une lettre de cachet qui leur ôtait ce qui leur appartenait légitimement, c'est-à-dire les classes d'un collège qu'ils avaient fait bâtir à leurs dépens, et les donnait aux Jésuites. On demandait donc une surséance jusques à ce que ceux de la religion eussent représenté à sa Majesté leurs raisons, et qu'ils eussent su précisément sa volonté, avec protestation de s'y soumettre entièrement. C'est le crime pour lequel ils ont été traités avec la même sévérité que s'ils eussent attenté contre l'État; depuis ce temps là ils ont été exposés en proie à la passion des prêtres qui exercent une tyrannie impitoyable contre ces pauvres habitants. »

Les réformés donc députèrent en cour, auprès de M. de Turenne, MM. de Vigose et Pechels pour essayer, de la part du consistoire, de faire révoquer l'arrêt qui livrait leur collège aux jésuites et obtenir surséance des condamnations du parlement de Toulouse, selon la première décision du conseil

1. Relation succincte de l'Estat où sont maintenant les Églises réformées de France, in-4° s. l.

privé. Mais, à défaut de prétexte, le parti fanatique, « nos hayneux » comme le dit un écrivain du temps, étaient décidés à s'en passer. On feignit de considérer cette innocente assemblée de peuple comme une nouvelle révolte, et au lieu d'adoucir ces ordres, la cour en envoya de plus sévères encore. Les classes devaient être remises aux jésuites sans différer, les jugements mis à exécution, et le marquis de Saint-Luc, à la tête de 4,000 hommes, eut charge de venir soumettre la ville, raser le reste de ses murailles et désarmer ses habitants.

Le 16 août, quarante années après que les soldats de Louis XIII avaient paru devant la ville, les régiments de Saint-Luc envahissaient la cité. Le logement se fit chez les protestants seuls; les soldats y vécurent à discrétion, retenus seulement par l'argent que les riches bourgeois et le consistoire donnèrent à pleines mains pour se racheter.

Villebourbon, le faubourg bâti par Henri de Béarn où déjà étaient réfugiés le plus grand nombre des huguenots, fut livré aux Irlandais fanatiques, aux régiments de Vendôme et de l'Estrade. La dragonnade s'essayait; dans vingt ans, sûre d'elle, elle va revenir. En même temps les murs mêmes de la cité tombaient, la place forte devenait une ville ouverte, et, chose plus cruelle pour les bourgeois, ils étaient impitoyablement désarmés. Piques, épées, mousquets, halberdards chargés sur de longs bateaux plats descendaient lentement le cours du Tarn vers Bordeaux; c'est ce que, disent les chroniqueurs, nos pères, résignés à tout, supportèrent pourtant avec le plus d'impatience. Comme leur ville, les habitants ne pouvaient plus se défendre, livrés à la merci de leurs ennemis.

Ces ennemis ne les épargnaient guère. Le grand procès de 1659 repris, accru sans cesse, aboutissait à de lâches et terrifiantes exécutions. A Villebourbon, Ruscanière est pendu sur la place du Pont; près de là, jadis un orme avait balancé au vent le frère du comte de Toulouse, au temps des guerres albigeoises, pour trahison et forfaiture à son Dieu, à son peuple et à son seigneur. Mila est pendu et brûlé à Villeneuve, pour que chaque quartier ait sa part du spectacle, Corbiac condamné aux galères perpétuelles, Montagne, Segui, Guerre, Gasques, Delmas au bannissement, au fouet, à

l'amende. D'autres, plus nombreux, avaient réussi à fuir ; on les condamna par contumace, Prunet à être pendu, Fournier marchand à être roué ; Cambourg roué, Delsous aux galères, Sainte-Foy roué, Picard pendu, Rivayrol aux galères perpétuelles, Brandouy pendu, Cardailhac pendu, Laplume pendu, Cappelle pendu, Bergis banni de la ville, Maton, Lafite pendus... Nous nous arrêtons dans cette lugubre liste.

Mais ce n'était pas assez. On continuait la procédure, on confirmait de nouvelles condamnations (21 octobre 1661). Lescure est condamné à être livré à la justice, conduit sur un chariot à travers la ville, pendu et étranglé. Desportes, Sabastian sont pour la vie trainés aux galères, leurs biens confisqués au profit du roi ; Desquines et Doumerc bannis pour trois ans de la province de Guyenne et frappés d'amende.

Les pierres mêmes et les briques portèrent la trace de la fureur et de la haine du pouvoir royal. Les maisons de Langlade et de Brandouy furent rasées les 5, 6 et 7 octobre et on dressa des pyramides pour marque perpétuelle de ce triomphe.

De nombreux livres de religion furent livrés aux flammes. En 1621, quelques jours avant le siège fameux, dit le manuscrit rouge, le marquis de Villars, frère du duc de Mayenne, étant entré dans une ferme près de Montauban, trouva une bible et la lacéra, puis en jeta les feuillets au feu. Comme un seigneur de sa suite lui reprochait de brûler des objets inanimés et la parole de Dieu : « Si le maître était là je lui en ferais autant », répondit le marquis. — Peu de jours après le feu prenait aux poudres du camp royal, brûlait affreusement le marquis de Villars, qui expirait au bout de deux jours d'atroces souffrances. Il n'en fut plus de même cette fois et les exécuteurs de ces auto-da-té n'en portèrent point la peine aux yeux des Montalbanais.

Terrifiés du reste, ceux-ci cédaient enfin à la volonté royale et à celle de ses soldats. Poussé à coups de bâton et de plats d'épée, épuisé de garnisaires, le menu peuple courait à la messe, envahissait les églises, malgré les efforts du consistoire, de quelques vaillants qui essayaient de résister. Le torrent les emporta. Une première et grave brèche est faite

au troupeau; la chute finale n'est plus qu'une affaire de jours et d'heures, elle trainera encore et se fera attendre vingt-quatre années¹.

En cette même époque funeste de 1661 les trois consuls protestants Élie Darassus, Daniel Martin et Jean Ruelle, appelés auprès de Saint-Luc, se voyaient enlever leur chaperon, remis à trois catholiques, Dupré, un des témoins à charge les plus violents du procès, Lemoine, et Andrieu dit Farine, laboureur. Par la même occasion le conseil général était réduit à 40 membres et Saint-Luc statua (18 octobre 1661) qu'il ne serait plus composé que des principaux et plus considérables habitants et de deux officiers du sénéchal pour le moins.

Il est inutile d'aller plus loin dans ce récit². Chaque jour est un pas nouveau vers l'absolutisme religieux et politique. Arrivée de la cour des aides du Quercy, transférée malgré elle de Cahors à Montauban pour renforcer les familles catholiques; destruction du temple neuf, que remplace une croix de fer; expulsion de Claude, déjà chassé du Languedoc; expulsion des ministres Senil, Bardeau, Lafontaine, Benech, Charles, Albouy, Belvèze, Bastide fils, Bertelié, Solignac, Bernous (14 novembre 1666); rasement du temple vieux, etc.

Peut-être un jour sera-t-il permis de raconter en détail ces dernières étapes de l'Église montalbanaise sur son chemin de mort. Sans la suivre jusque-là, dès 1660 elle est frappée, elle ne pourra plus se relever, et nul ne se fait plus d'illusion sur elle. Qu'a-t-il fallu pour amener ce résultat? Une représentation dramatique des Jésuites montée de manière à provoquer quelques bousculades d'écoliers!

La cause a été jugée et perdue par le protestantisme, mais il est bon d'en remettre, pour son honneur, les pièces devant les yeux de la postérité. Elles font toucher du doigt la bassesse, la lâcheté, la révoltante fourberie de cette succession de procès invraisemblables intentés par un pouvoir despotique qui brisèrent le courage, épuisèrent la force de résistance de nos pères bien avant le coup d'assommoir de 1685.

CH. GARRISSON.

1. Voir *Montauban justifié*, par le père Meynier, jésuite.

2. Que complète, d'ailleurs la plainte reproduite plus loin.



L'ANCIENNE ACADÉMIE DE PUY-LAURENS

(12 déc. 1650. -- 5 mars 1685)

Documents

PLAINTÉ DES HUGUENOTS DE MONTAUBAN AU ROY

(1668)

Le factum suivant, devenu extrêmement rare, peut être ajouté à cette brève étude sur la situation du protestantisme dans l'ancien boulevard de la Réforme en haute Guyenne en 1660. Il en forme en quelque sorte le résumé. Il date, il est vrai, de quelques années plus tard puisqu'il mentionne la destruction du Temple neuf, mais rien n'a changé et la cité est encore sous le coup de la tempête de 1659-1661.

Inutile de dire que la requête reproduite ici et dont l'original se trouve à la Bibliothèque nationale (L D ⁴⁷⁶ 387, in-folio d'une seule page) n'eut pas un meilleur succès que celles qui l'avaient précédée et dont la plupart sont perdues. Aucune des plaintes des protestants ne fut écoutée et plus que jamais ils durent obéir et courber la tête.

Quant à l'homme qui a signé « pour les supplians », nous retrouverons son nom, si le *Bulletin* consacre un jour une étude à la Révocation elle-même dans le Montalbanais. C'est un titre de gloire pour lui d'être cité dans les mémoires de l'intendant Foucault (Paris, Impr. impériale, 1862) comme celui d'un des séditeux de 1685, c'est-à-dire comme celui d'un homme qui plaça sa conscience au-dessus de toutes choses humaines.

C. G.

Au Roy.

Sire,

Vos sujets de la Religion prétendue Réformée de Montauban représentent très humblement à Votre Majesté que quoy qu'ils n'ayent jamais manqué à leur devoir, ayans rendu à Votre Majesté en toutes rencontres avec ardeur et exactitude leurs très humbles obéissances (comme ils feront toute leur vie), de quoy Votre Majesté ne peut douter, s'il lui plaist de se ressouvenir, qu'en l'année 1650 Vostre Majesté ayant assiégé la ville de Bordeaux et ayant envoyé un ordre aux supplians de lui lever des gens de guerre, ils lui en-

voyèrent en mesme temps cinq cents hommes armez, qu'ils levèrent à leurs despens ; qu'ensuite en l'année 1651, toute la province de Guyenne estant tombée dans une manifeste rébellion, et les ennemis de Vostre Majesté, appuyez par des puissances qui avoient droit d'y commander, y ayans voulu engager les supplians, ils leur résistèrent de leur propre mouvement et se mirent en défense pour le maintien de leur ville au service de Vostre Majesté. Le sieur marquis de Saint-Luc lieutenant de Vostre Majesté en la mesme province, voulant réduire à l'obéissance la ville de Moissac qui avoit suivy le party des rebelles, et n'ayant aucunes troupes pour exécuter son dessein, les supplians lui fournirent douze cens hommes, qui seuls forcèrent la garnison qui estoit dans cette ville, s'en rendirent les maistres et emmenèrent prisonniers le régiment d'infanterie de Gondrin et une compagnie de cavalerie qui estoit dans ladite place. Et le sieur comte d'Harcourt général de vos armées, venant en ladite province pour soumettre les rebelles et dégager les régiments de Champagne et Lorraine, assiégez dans Miradoux et qui estoient aux abois, sur l'ordre que les supplians reçurent de se saisir du lieu d'Auvillar sur la Garonne, distant à dix lieues de Montauban, ils y envoyèrent en toute diligence cinq cents hommes qui favorisèrent le passage de la rivière à l'armée de Vostre Majesté, et aidèrent à la délivrance de ces deux considérables corps.

Néanmoins, comme si les supplians avoient été les plus grands rebelles du monde, il n'y a aucuns maux que les Catholiques de Montauban ne leur aient procuré.

Ils avoient, Sire, un collège de fondation royale à eux accordé par le Roy Henry III, confirmé par les roys Henry IV et Louis XIII, ayeul et père de Vostre Majesté, qui leur servoit non seulement pour l'instruction de leurs enfans, mais mesme leur donnoit moyen de gagner leur vie et payer plus facilement les tailles à Vostre Majesté. Cependant en l'année 1659 lesdits Catholiques, sur de faux faits, le firent transférer en la ville de Puylaurens.

Ils avoient pareillement un Temple dont la place leur avoit été marquée par les Commissaires exécuteurs de l'Édict de l'an 1561. Mais sous prétexte que lorsqu'ils l'avoient rebasty, ils y avoient joint une petite partie d'un hospital, qui ne faisoit pas la vingtième partie du dit Temple et pour laquelle les supplians en avoient baillé par contr'eschange une autre de vingt fois plus de valeur : lesdits Catholiques le leur firent démolir en l'année 1665, et les obligèrent de s'assembler dans un Temple qui ne contient pas à peine deux mil cinq cens personnes (bien que les supplians soient en nombre de dix ou

douze mille de la dite Religion), et qu'on ne peut agrandir pour estre environné de toutes parts de places publiques et inaliénables : et s'estans les supplians opposez dans les voyes de Justice depuis la démolition, à ce qu'on ne leur prist pas cette ancienne place, qui leur avoit esté marquée pour ledit Temple ; le premier Consul, prenant cet acte d'opposition pour une rébellion, par un emportement qui n'a pas d'exemple, a décrété le syndic des supplians le premier Décembre 1668.

Mais, Sire, ce qui les réduit à la dernière misère est de se voir priver, par un arrest du Conseil rendu sans défense, du Consulat dont ils avoient jouy entièrement pendant un siècle et qui estoit mi-party depuis l'année 1631 ; d'où les Catholiques tirent les moyens de les opprimer, vu qu'estans les seuls maîtres de la Maison de Ville, non seulement ils imposent sur les supplians ce que bon leur semble, mais mesme ils se licentient au préjudice des arrêts du Conseil de refuser ceux de la dite Religion P. Réformée, quand ils se présentent pour estre receus aux mestiers.

Et par ce, Sire, que, lors dudit arrest, les supplians n'ont esté ouïs ny appelez ; — que Vostre Majesté est trop juste pour refuser de les écouter ; — qu'ils sont fondez en Édicts et Déclarations, le 27 article de l'Édict de Nantes les rendant capables de tenir toutes charges publiques dans les Villes ; — qu'ils payent, de sept portions, les six des tailles qui s'imposent annuellement ; — que d'ailleurs ils rapportent des actes qui n'ont jamais esté veus de Vostre Majesté et qui les justifient de ces prétendues accusations, surtout un Jugement souverain rendu par le sieur Hotman, Intendant de ladite Province, lorsque ledit Consulat leur a esté osté, qui les absout du prétendu crime qui a donné lieu au dit Arrest ; — que les faits concernans le Collège sont pareillement faux et supposez et que les supplians ne peuvent se recueillir dans le Temple qui leur reste, ny l'agrandir ; —

A ces causes, Sire, il plaira à Vostre Majesté de les restablir audit Consulat et Conseil politique, conformément à la Déclaration de 1631 ; — leur rendre le Collège et Académie ; — permettre de bâstir un Temple dans ladite Ville ; — et, en cassant et annulant le Décret donné par ledit Consul, défendre aux Catholiques de les troubler en la jouissance de l'ancienne place de leur Temple : — et les supplians continueront à prier Dieu pour la santé et la prospérité de Vostre Majesté sacrée.

(Signé : VERDIER, Député des supplians).

L'HÉRÉSIE DE JEAN GOUJON

A PROPOS D'UN MARTYR INCONNU

(Paris, 17 mai 1542)

Il s'en faut de beaucoup, on le sait, que la longue liste de martyrs huguenots dont Crespin a dressé l'acte de décès et parfois raconté la vie, soit complète. Elle ne le sera jamais, à cause des énormes lacunes des archives judiciaires du xvi^e siècle. Mais ce qui subsiste de ces dernières permet, comme je l'ai déjà démontré, non seulement de rectifier ou préciser les données du martyrologe protestant, mais encore d'y ajouter un nombre considérable de noms et de faits peu ou point connus. En voici quelques-uns que j'ai annoncés il y a déjà quelques mois, en publiant dans le *Bulletin* du 15 septembre 1892 (p. 466) l'arrêt de mort de *Claude Lepeintre*.

On se rappelle peut-être que le supplice particulièrement barbare de ce jeune compagnon orfèvre avait été décrit par un témoin oculaire, Eustache de Knobelsdorf, dans une lettre du 10 juillet 1542 que le *Bulletin* avait déjà publiée en 1858 (VI, 420). En la mentionnant je disais que je ne savais pas si Jayme Enzinas ou Dryander avait aussi assisté à cette exécution. M. A. Bernus m'a fait remarquer depuis lors qu'il en parle précisément, avec quelques détails supplémentaires, dans une lettre adressée au même professeur, Georges Cas-sander, et datée d'Anvers, 20 février 1542¹ (et non 1541, comme M. Boehmer l'avait inféré de la date fausse de Crespin). — M. Bernus pensait même que la lettre d'E. de Kno-

1. » Juvenis parisiensis quidam aurifaber, postquam Genevae, apud illos christianissimos viros habitarat, post triennium reversus est Parisios, ubi, ut quidam dicebant, propter invidiam, ut quidam vero aiebant, propterea quod respiceret pecuniam quamdam sibi debitam, delatus est ad iudices tanquam haereticus; tractus est miser in carcerem crudeliter et immanissime, quinq̄ies fuit tortus, ut alios etiam detegeret; caeterum tam constanti animo omnia pertulit, ut jam non tanti faciam constantiam illius Scaevolae... Hic enim juvenis, dum torquetur, dum lingua ejus ter abscinditur, dum denique crematur, ne vultum quidem mutavit. » (*Illustr. el clar. virorum Epistolae selectiores, scriptae vel a Belgis, vel ad Belgas*. Lugd. Bat. 1617, in-8°, p. 63.)

belsdorf ne faisait pas allusion à Cl. Lepeintre puisqu'elle raconte le supplice ordonné par l'arrêt du 17 novembre 1541, *après* avoir parlé des prières publiques succédant à une lettre de François I^{er}, du 2 mai 1542 et suivies, d'après Sleidan et l'*Histoire ecclésiastique* (I, 20), de processions et de « brûlemens¹ ». — J'ai pu lui répondre que pour la période comprise entre le mois de novembre 1541 et le 10 juillet 1542 *exclusivement*², les registres criminels du Parlement de Paris (qui subsistent *sans lacunes*), ne mentionnent, *dans cette ville*, que deux exécutions capitales, celle de C. Lepeintre et celle dont nous allons parler et à laquelle E. de Knobelsdorf a également assisté. Voici, en effet, cette seconde partie de son récit :

Le sort du vieillard fut un peu plus doux, mais me révolta beaucoup plus. C'était un bourgeois de Paris, père d'une nombreuse famille. Ayant tenu quelques propos trop libres contre les moines au sujet de l'invocation des saints (car ici il faut être sur ses gardes), et ayant dit que tous les chrétiens sont prêtres, il fut convaincu par des témoins et jeté en prison. Attaqué là par des théologiens, il fut aisément réduit au silence; il ne savait pas discuter. Il avoua son erreur et déclara qu'il se repentait. Ce triomphe vint fort à propos pour le clergé, car de telles gens donnent souvent beaucoup de besogne, même à nos docteurs les plus fameux. On exhorta le vieillard à persévérer dans ses sentiments de pénitence et on lui dit qu'il mourrait ainsi en chrétien, tandis que s'il ne s'était pas rétracté il serait mort en luthérien. Il fut lié par le bourreau et placé sur une charrette, à côté de deux jeunes gens qui furent attachés à lui, revêtus de chemises blanches et portant dans leurs mains des torches ardentes. Ils avaient entendu le vieillard parler contre les moines et ne l'avaient point dénoncé. C'était là leur crime. Conduits avec le vieillard à Notre-Dame, ils y obtinrent leur pardon. Le vieillard y dut de nouveau se rétracter en invoquant la sainte Vierge. De là, il fut mené au gibet où il répéta tout ce qu'il avait rétracté et qu'il

1. En relisant attentivement cette lettre, on voit qu'elle dit seulement que l'auteur a vu brûler deux luthériens, sans spécifier que les deux exécutions eurent lieu après le 2 mai 1542.

2. Il y eut un supplice ce jour même, mais dont Knobelsdorf ne parle pas, autrement il aurait certainement dit que le jour où il écrit, il revenait de la place Maubert. D'ailleurs cette exécution, dont nous connaissons l'arrêt, ne ressembla à aucune des deux qu'il mentionne.

n'avait rien de commun avec Luther. En conséquence, il fut subitement étranglé, puis jeté, demi-mort, dans les flammes. Beaucoup d'assistants jugeaient cette peine trop douce; ils auraient voulu voir le vieillard brûlé vif. S'ils m'avaient interrogé, ils auraient trouvé en moi des sentiments tout à fait opposés... »

Il suffit de lire, en regard de ce texte, l'arrêt circonstancié que je publie aujourd'hui, pour se convaincre que le vieillard qui, peut-être par égard pour sa nombreuse famille, consentit à se rétracter, mais n'en fut pas moins exécuté, est bien le *Geoffroy le Blanc*, qui, en même temps que *Henri Durant* et d'autres, sans doute fugitifs, avait « proféré et dogmatizé plusieurs parolles et doctrines irrévérantes, scandaleuses et blaphèmes contre l'honneur et révérence de Dieu, de nostre mère sainte Eglise, constitutions, déterminations et traditions d'icelle¹ ».

Ces propos avaient été tenus en présence de plusieurs jeunes gens qui se gardèrent bien de les dénoncer, probablement parce qu'ils ne les désapprouvaient pas. Le correspondant de Cassander nous dit que ce péché d'omission en fit condamner deux à faire amende honorable en même temps que le vieillard qui les avait endoctrinés. L'arrêt est plus explicite. Il confirme pleinement la lettre de l'étudiant en déclarant que pour avoir « assisté ès propos maulvais », deux jeunes gens « feraient amende honorable, piedz et teste nudz et en chemise, et, pour ce faire, seroient menez et conduictz au cul de la charreste en laquelle ledict Le Blanc sera mené à l'exécution de mort, devant l'église Nostre Dame de Paris, ayans chacun d'eulx en leurs mains une torche de cire ardent du poix de deux livres,... et... place Maubert... assister... à veoir faire ladite exécution de mort en la personne dudict Le Blanc. » Mais il nous apprend, en outre, que deux autres jeunes gens furent poursuivis en même temps, et l'un d'eux assez sérieusement compromis pour être torturé, condamné à l'amende honorable, au bannissement perpétuel et à la confiscation de tous ses biens. Enfin l'arrêt nous donne seul le nom de toutes ces victimes qui avaient déjà — il ne faut pas l'oublier — subi, à la Conciergerie du Palais de justice, une détention plus ou moins longue

1. Arch. nat., X^{te} 93.

Celui des quatre qui n'était coupable que d'avoir « hanté » les autres, et qui fut élargi après une simple admonestation, peut-être parce qu'il avait dénoncé ses amis, s'appelait *Jehan Ebrossard*. — Parmi les trois dont il était exhorté à fuir désormais la compagnie, se trouvaient deux frères, *Nicolas* et *Christophle Cahu*, le premier desquels n'échappa que tout juste au sort de Geoffroy le Blanc¹. Enfin le compagnon de Christophle Cahu sur la fatale charrette qui alla de la Conciergerie au parvis Notre-Dame et de là, place Maubert, s'appelait *Jehan Goujon*.

Bien que le conseiller du Parlement qui a fait rédiger cet acte ait — intentionnellement peut-être — négligé de mentionner les professions de ces diverses victimes, je crois pouvoir identifier cette dernière avec le célèbre « maitre de la sculpture française ». — Je sais bien que Crespin mentionne un martyr du même nom, exécuté à Senlis le 5 décembre 1562² et qui aurait pu avoir été poursuivi pour hérésie une première fois vingt ans auparavant. Mais l'article, assez détaillé, qu'il lui consacre, nous explique que cet « ouvrier de laines » fut gagné à l'Évangile, à Meaux, « du temps des quatorze », c'est-à-dire lors de l'autodafé du grand marché de cette ville, lequel est du 7 octobre 1546. — L'année 1542 est, au contraire, vraisemblablement celle où le « tailleur de pierres et masson » Jean Goujon vint à Paris, travailler, d'abord pour le connétable de Montmorency, puis pour le roi. Comme, d'autre part, depuis la découverte de M. Tommaseo Sandonini, nous savons que lorsqu'en 1562, Jean Goujon s'enfuit, avec d'autres suspects, en Italie, ce fut pour cause de religion³, rien ne nous empêche d'admettre que déjà en 1542, un esprit jeune, indépendant et entreprenant comme le sien, ait été attiré vers ceux qui parlaient de Réforme. Peut-être ses deux compagnons Nicolas et Christophle Cahu exerçaient-ils

1. Il ne fut pas conduit à Notre-Dame et place Maubert en même temps que le vieillard et ses deux compagnons, sans doute parce que la sentence qui le condamnait, étant plus grave que celle de son frère, fut exécutée séparément.

2. Edit. de Toulouse 1885, I, 501, et III, 269.

3. Voy. sur ces divers points, le résumé d'un article de M. A. de Montaiglon, dans le *Bulletin* de 1886 (XXXV), pag. 376.

la même profession que lui. Et l'humiliation publique qui leur fut à tous infligée pour n'avoir pas dénoncé leur interlocuteur, n'explique-t-elle pas que, malgré sa notoriété professionnelle, le célèbre sculpteur ait vécu et travaillé à Paris pendant vingt ans, à peu près ignoré, précisément parce qu'il évitait d'attirer sur lui l'attention?

Si rien ne vient détruire ces hypothèses au moins très vraisemblables, il faudra désormais inscrire parmi ceux qui enseignèrent au chef de notre école de sculpture à préférer à la Vierge et aux saints du calendrier catholique, les apôtres, les évangélistes et les figures symboliques de la Foi, de l'Espérance et de la Charité — un obscur martyr huguenot, *Geoffroy le Blanc*.

N. WEISS.

Veu par la Court le procès fait et instruit par le prevost de *Paris* ou son lieutenant criminel alencontre de *Geoffroy le Blanc*, *Jehan Goujon*, *Nicolas Cahu*, *Christofle Cahu* et *Jehan Ebrossart* prisonniers en la consiergerie du palais, pour raison de ce que ledict *Geoffroy le Blanc* a dict et proféré et dogmatizé plusieurs parolles et doctrines irrévérentes, scandaleuses et blaphèmes contre l'honneur et révérence de Dieu, de nostre mère sainte Église, constitutions, déterminations et traditions d'icelle, et lesdits *Goujon*, *Nicolas* et *Christofle Cahu* pour avoir par eulx assisté ès propos maulvais damnez et hérétiques tenuz, dictz et proférez par ledict le *Blonc*, *Henry Durant* et autres mal sentans de la Foy, et ledict *Ebrossart* pour soy estre trouvé et hanté avec lesdicts le *Blonc*, *Goujon* et *Cahu*, le tout ainsi que plus à plain est contenu audict procès contre eulx fait; — les conclusions sur ce prinses par le procureur général du Roy; — veues aussi les dénégations faictes par lesdits le *Blonc*, et *Nicolas Cahu* en la torture et question à eulx baillée par ordonnance de ladicte Court; — et tout considéré, —

La Court, pour réparation desd. cas, a condamné et condamne ledict *Geoffroy le Blanc* à estre mis et ataché à ung posteau qui, pour ce faire, sera planté et dressé à la place *Maubert* au lieu plus commode, alentour duquel posteau sera fait ung feu, auquel, après avoir esté estranglé, son corps sera brulé, mis et converty en cendres.

Et quant auxdicts *Nicolas Cahu* et *Jehan Goujon*, icelle Court les a condamnez et condamne, pour raison desdictz cas, à faire amende honorable piedz et teste nudz et en chemise, et, pour ce faire, estre

menez et conduictz au cul de la charreste, en laquelle ledict le Blanc sera mené à l'exécution de mort, devant l'église *Nostre Dame de Paris*, ayans chascun d'eulx en leurs mains une torche de cire ardent du poix de deux livres, et illec requérir et demander mercy et pardon à Dieu, à la glorieuse vierge Marie, aux saintz et saintes de Paradis, au Roy et à Justice, et soy repentir desdictz propos, et de y avoir assisté; — et, ce faict, estre conduictz et menez jusques audict lieu de la place Maubert, et illec assister, et estre présens à veoir faire ladicte exécution de mort en la personne dudict le Blanc.

Et ledict Christoffle Cahu à faire pareille et semblable amende honorable, sans toutesfoys assister à ladicte exécution de mort d'icelluy le Blanc; — et a déclairé et déclaie icelle Court, tous et chascun les biens dudict le Blanc acquis et confisqueuz à qui il appartient; — et a banny et bannist ledict Nicolas Cahu à tousjours de ce royaume de France, sur peine de la hart, et aussi a déclairé et déclaie tous les biens dudict Nicolas Cahu acquis et confisqueuz à qui il appartient.

Et entant que touche ledict Jehan Ebrossart, icelle Court a ordonné et ordonne les prisons luy estre ouvertes et luy a enjoinct et enjoinct de bien et catholicquement vivre doresnavant et ne se trouver ou hanter aucunement en la compagnie de gens mal sentens de la foy, sur peine de la hart.

DE SAINT ANDRÉ

CHANTECLERC.

Prononcé et exécuté le dix-septiesme jour de may l'an mil cinq cens quarante deux.

AGRIPPA D'AUBIGNÉ

RÉCIT AUTOGRAPHE DE SA DERNIÈRE MALADIE ET DE SA MORT

PAR SA VEUVE RENÉE BURLAMACHI

(19 avril-9 mai 1630)

On n'avait jusqu'ici, sur la mort du célèbre huguenot, dont le *Bulletin* a encore parlé récemment (1892, p. 488), que quelques lignes inexactement citées et publiées par La Beaumelle. Elles ont été reproduites, entre autres, par M. Lallanne (*Mémoires de Th. A. d'A.*, 1854, p. 456. cf. *Fr. prot.*, 2^e éd., I, 495). Nous avons la bonne fortune, grâce à une ac-

quisition récente de notre président, de pouvoir donner aujourd'hui, pour la première fois, le texte intégral de ce récit, par la seconde femme de d'Aubigné, Renée Burlamachi, qui raconte en détail la fin du glorieux lutteur. Cette pièce, bien que non signée, est autographe, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre en la comparant avec une autre lettre, signée celle-là, que renferme la même collection. Il est superflu de faire ressortir l'importance de ce témoignage que nous avons reproduit tel quel, nous bornant à le ponctuer, et à réduire les dates qu'il renferme à la réforme du calendrier opérée, ailleurs qu'à Genève, en 1585.

N. W.

Monsieur Daubigni, de très-heureuse mémoire, devint malade le dimanche à 4 heures du matin le 9 jour du mois d'avril stil vieux 1630.

Il c'estoit fort bien porté depuis le commencement de l'année jusques à l'heure mesme que le mal le print, après avoir dormi fort doucement toute la nuit. Il s'esveillia avec des espraintes et envie d'aller à ses affaires, mais il ne pouvoit, se mal luy augmenta, avec une très grande inquiétude, qui le faisoit lever si souvant que, aussi tost qu'il estoit dans le lit il se relevoit pour aller sur la chese percée; il fust à l'instant secouru par clistères, et le jour mesme il fust purgé, et soulagé par le demi bain et nous croyons et luy aussi qu'il seroit guéri par se remède qui luy apaisoit pour quelque temps la douleur.

Il passa le dimanche et lundi en cest estat; le mardi au matin, les espraintes l'avoient laissé et luy vint une glande à la cuisse, et aussi tost l'érisipèle à la jambe, dequoy il se resjouyt, pource que c'estoit son mal ordinaire, et n'i avoit aucun mauvais accidant. Il eut la fièvre, et la jambe rouge, mais la rougeur ne luy dura que trois ou quatre jours, et fust sans fièvre; il avoit le pous trèsbon, et ses forsses se maintenoient bonnes jusques au 10^e jour de sa maladie.

Il mangeoit asses pour un malade, se n'estoit pas avecques apétit, mais il prenoit plaisir à ce qu'il demandoit selon son goust; il recomansa à se plaindre de ses espraintes, et avoit de grandes douleurs de reins et de ventre, dequoy il estoit soulagé par les remèdes que l'on y apportoit. Il print médecine par 2 fois, qui firent aussi bonne opération que l'on eut peu souhaiter, il fust saigné, avec les

sanssues. Cependant le mal continua et encores que les remèdes fissent l'effet comme on désiroit, c'estoit pour peu de temps, et les espraintes recomancèrent avec maus de cœur et de très grans efforts pour rejetter, en fasson que je crois qu'il s'estoit rompu une vaine dans l'estomac, car il crachoit beaucoup de sang.

Il a esté traité par son médecin ordinaire de qui il c'estoit tous-jours bien trouvé, il fut visité par divers médecins ses amis, à qui on a comuniqué tout ce que l'on faisoit, autant pour sa nourriture que pour les remèdes. A la fin il se laissa conseiller de prendre un autre médecin, ce qu'il n'avoit voulu permettre, car estant en santé, il blasmoit le nombre, et disoit qu'il aimoit mieus un seul et que c'estoit son opinion. M. de la Fosse y a tousjours esté; nous apelâmes donc M. Dauphin, qui nous donna espérance de mieus, et tous ensemble conclurent que s'il se fust nourri, selon l'aparance, il se fust bien porté, car quant il avoit pris nourriture, il sembloit tout remis et prenoit plaisir d'entretenir ses amis de ses agréables discours.

Le jeudi 14 du mois il soupa encores bien d'un restaurant qu'il trouva bon, et print la nuit son lait d'amande comme il avoit accoustumé, mais, le vandredi, le voilà en humeur de ne rien prendre tout affait. Il demeura 24 heures sans rien mestre dans son cors, ni pour prières ni suplications de ses amis, ni pour mes larmes; on ne peut jamais rien obtenir de luy, tellement que nous ne luy en osions plus parler, car il se mettoit en collère. Il fust en inquiétude tout ce jour, qui luy donna le coup, car n'ayant pris nourriture, il perdit ses forces et comança à s'abaisser. La nuit du samedi il print son lait d'amandes, qui nous donna de la joye, mais aussi se fust le dernier, car il n'en voulust plus prendre, mais il se laissoit persuader de prendre, de fois à autres, quelques cuillérées de restaurant de perdris, de jus de mouton, et du sirop de capandu; s'a esté sur la fin sa plus agréable nourriture.

Cependant ses forces estoyent encores bonnes, qui ne nous ostoient pas du tout l'espérance, car le mecredi au soir qu'il mourut le landemain au matin, il crachoit encores jusques au milieu de la chambre, et chacun disoit que une persone mourante ne pouvoit avoir ceste force. Il eust très bonne conoissance jusques quelques heures avant qu'il mourut; le mecredi tout le jour il someillioit et s'esveillioit en riant et eslevant les mains et les yeus au ciel, il nous a rendu grand tesmoignage de la joye qu'il sentoit, et quand il faisoit ses difficultés de pouvoir prendre nourriture, il disoit m'amie laissez moy aller en pais, je veus aller manger du pain céleste.

Il a esté servi en tout ce qui m'a esté possible de m'imaginer, ma peine n'a esté rien, car si j'eusse peu donner mon sang et ma vie pour luy, je l'eusse fait et de bon cœur. En ses deus dernières nuits, il fust consolé par deus excellens ministres ses amis, enfin et jour et nuit il ne luy a esté manqué, ni d'assistance ni de consolation, jusques à son dernier soupir, par tous ses bons amis, et des plus excellents hommes de la ville ; se n'eusse seu estre tant, que son mérite en requerroit encores davantage, mais je vous prie de croire que, pour le lieu où nous sommes, on a fait tout ce que l'on a peu.

Il est regretté de toutes les gens de bien, il a achevés ses jours en pais, et deus jours devant sa fin, il me dit d'une fesse joyeuse et un esprit paisible, et contant : La voici l'heureuse journée, que Dieu a faite à plein désir, par nous soit joye démenée et prenons en elle plaisir.

Mélanges

LE TEMPLE DU « DÉSERT » A LA ROCHE-CHALAIS

La petite ville de La Roche-Chalais, qui fut un marquisat et une justice seigneuriale, est située dans la Dordogne, à la pointe que fait ce département au sud-ouest vers la Charente-Inférieure et la Gironde, elle a été au xvi^e siècle un centre protestant très remuant.

En février 1594, après la cérémonie du sacre de Henri IV, les protestants de Libourne, ayant témoigné leur mécontentement de l'abjuration du roi et s'étant exprimés un peu vivement sur sa défection, furent chassés de Libourne et s'établirent à la Roche-Chalais. Ils y trouvèrent des coreligionnaires qui, en 1572, étaient venus, accompagnant ceux de Guitres et de Coutras, faire une tentative sur Libourne avec ceux qui avaient quitté cette ville fuyant les dangers de la Saint-Barthélemy dans les provinces¹.

Lorsque les temples furent fermés, lorsque les protestants durent se réunir au désert, ceux de La Roche-Chalais suivirent l'exemple de leurs frères de France.

1. Souffrain, *Essais sur la ville de Libourne*. 1806, *passim*.

Il m'a paru intéressant, étant en vacances à La Roche-Chalais, de rechercher où était exactement l'endroit où se réunissaient nos coreligionnaires de la Roche-Chalais. J'avais entendu parler par plusieurs personnes de ma famille, qui habite le pays depuis de très longues années, d'un endroit appelé Jarnicot situé dans les bois qui entourent la ville du côté du nord et de l'est, comme étant le lieu de réunion que je désirais retrouver.

Lorsqu'on inaugura le temple actuel de la Roche-Chalais, en 1845, une dame catholique, morte aujourd'hui, dont je pourrais dire le nom, voyant passer les protestants qui se rendaient à la cérémonie, dit : « Ils peuvent aller à leur temple; nous les verrons bientôt retourner à Jarnicot. »

Etant, dans mes recherches, arrivé au village du Maineneu (maine neuf, domaine neuf), qu'on m'avait indiqué comme le lieu habité le plus près de Jarnicot, je trouvai là un habitant de Parcou, un sieur Duthil, qui travaillait à faire des fagots et qui me conduisit sur ma demande à Jarnicot; il me raconta, sans que je lui eusse fait part de ce qui m'attirait dans ce pays, que dans le temps il y avait eu un temple à Jarnicot, et que même, le grand-père du sacristain actuel de l'église catholique de Parcou y avait habité lorsque les protestants s'y réunissaient. Cela n'est pas exact, car il n'y a jamais eu de constructions à Jarnicot. Mais, il est certain que le lieu de réunion au désert des protestants de La Roche-Chalais et des environs était Jarnicot.

Jarnicot, qui est aujourd'hui dans une *nauve* (prairie humide située entre deux coteaux boisés) entourée de terres en culture ou de prairies, était évidemment au milieu des bois au moment où les protestants s'y réfugiaient pour célébrer le culte; il se trouve dans la commune de Parcou (Dordogne) pas loin du département de la Charente.

Le point exact où avaient lieu les réunions est marqué par une fontaine profonde entourée d'arbustes, dont l'eau bleue a une renommée dans le pays à cause de sa fraîcheur, de sa saveur, et aussi parce qu'elle est toujours abondante quelle que soit la sécheresse de l'été.

Le site n'a d'ailleurs rien de remarquable et il est inté-

ressant seulement à cause des souvenirs qu'il évoque.

La fontaine de Jarnicot se trouve exactement entre le village du Maineneu et le village de Feuillevert, à deux ou trois cents mètres environ de chacun des deux villages, dans le fond de la dépression de terrain qui sépare ces deux villages, situés sur des plateaux peu élevés d'ailleurs.

Feuillevert a été longtemps habité par la famille Chaucherie-Laprée, surnommée Laprée-Feuillevert, qui était protestante.

Ma mère m'a raconté que lorsque les protestants allaient à Jarnicot entendre les pasteurs nomades d'alors, chacun portait un morceau de la chaire, qu'on reconstituait sur le lieu du culte, et que cette vieille et vénérable chaire dont les anciens auraient voulu orner le nouveau temple de La Roche-Chalais, en souvenir des cultes du désert, avait été finalement envoyée à Périgueux.

La Roche-Chalais est aujourd'hui dans un pays entièrement catholique et les protestants s'y font rares; l'Église fait partie du consistoire de Moncarret.

Peut-être un jour, quand je reviendrai dans le pays, à la fin de ma carrière, ferai-je des recherches plus complètes sur l'histoire de cette petite Église; en attendant j'ai cru qu'il pouvait y avoir quelque intérêt à communiquer au *Bulletin* ces notes rapides, afin de sauver de l'oubli ces souvenirs.

Edgar TRIGANT-GÉNESTE.

LA SITUATION DU PROTESTANTISME FRANÇAIS EN 1825

Bien des gens s'imaginent que la liberté religieuse, le droit pour chacun de professer publiquement ce qui lui paraît vrai et de s'associer pour cela avec ceux qui pensent comme lui, n'ont été foulés aux pieds qu'il y a cent ou cent cinquante ans. Voici une pièce qui n'était certes pas destinée à la publicité (elle émane peut-être de M. P. A. Stapfer¹) et qui les

1. Ancien ministre plénipotentiaire. Voir sur ce nom l'*Histoire de la Société Biblique protestante de Paris*, dont il était un des fondateurs et vice-présidents (p. 387).

édifiera sur ce que nous pouvions espérer ou plutôt redouter en 1825, — il n'y a pas encore soixante et dix ans!

N. W.

*Mémoire pour Messieurs les Notables Protestans réunis le 1^{er} Jeud de chaque mois chez Monsieur François Delessert*¹.

Paris, ce 1^{er} Janvier 1825.

Rien ne prouve mieux l'imperfection de l'organisation ecclésiastique des Protestans de France que la nécessité où se trouvent quelques membres notables de l'Eglise Réformée, domiciliés à Paris, de s'assembler une fois le mois pour s'entretenir de ce qui a rapport aux intérêts religieux de leur communion.

Un ministre qui, au milieu des reproches que d'ardens amis des libertés publiques se crurent en droit de lui adresser, montra cependant une tendre affection pour la cause des Protestans, avoit réuni autour de lui quelques-uns des hommes les plus marquans, choisis dans les deux communions protestantes, pour les consulter à des époques fixes sur les matières qui les intéressoient et qui ressortissoient à son département.

Ce Conseil, s'il avoit été confirmé par une ordonnance, ou plutôt si sa formation avoit été l'objet d'une loi, auroit pu rendre de grands services; mais, comme la plupart des institutions créées par M. le duc Decazes, il ne survécut pas longtemps à la disgrâce de son auteur, et son abolition, de quelque manière qu'elle ait été prononcée, étoit un nouveau présage, ajouté à tant d'autres, de l'interprétation défavorable à la cause du protestantisme qu'on ne tarderoit pas à donner à la disposition de la Charte qui déclare la Religion Catholique, Apostolique et Romaine Religion de l'État.

Cette religion s'avance menaçante pour toutes les libertés; aux prétentions insupportables par lesquelles elle désespéroit nos aïeux et ceux d'entre nous qui étions parvenus à l'âge d'homme avant la Révolution, elle en ajoute chaque jour de nouvelles, inconnues dans les temps de son règne le plus absolu, telles que l'exclusion des Protestans des fonctions de témoins dans les actes sacramentaux de l'Eglise catholique, la rebaptisation des Protestans de tout âge qui abjurent leur religion pour rentrer dans le sein de l'Eglise, les entraves à l'éducation religieuse de la jeunesse protestante dans les

1. Le banquier bien connu, membre du Consistoire Réformé de Paris, frère de Gabriel Delessert et fils du célèbre baron Benjamin Delessert.

établissements nationaux, etc. Déjà on refuse en plusieurs lieux d'enterrer dans le cimetière commun les morts protestans avec les catholiques. Un Boissy-d'Anglas, un Benjamin Delessert (noms que je choisis entre tant d'autres qui jouissent des respects de la France et du monde civilisé) seront jetés au milieu d'un champ, si le hasard les fait mourir en passant par telle ou telle ville du royaume. Un clergé furieusement bigot exerce ces horribles persécutions contre les morts, en attendant que la législation lui livre les vivans ; et, du train que vont les choses, elle les lui livrera probablement avant la fin de la présente session.

Ce système a aujourd'hui des auxiliaires jusqu'au sein des États Protestans ; car, par une complication de causes de nature très différente, il est arrivé du bouleversement de l'Europe par Napoléon un résultat inespéré pour le catholicisme.

Tous les souverains protestans, la plupart d'entre eux du moins, ont acquis des sujets catholiques : la Belgique a été annexée à la Hollande ; de grandes principautés entièrement catholiques ont été données aux Rois de Prusse, d'Hanovre, de Wurtemberg, aux Grands-Ducs de Hesse, de Bade ; il n'y a pas jusqu'à cette pauvre petite République de Genève qui ne se soit arrondie de quelques villages catholiques cédés par la souveraineté du Duché de Savoye. De l'agrandissement des États Protestans par des sujets Catholiques est né en Europe un ordre de choses auquel il semble qu'on n'ait pas encore bien pris garde. On a non seulement laissé à ces nouveaux sujets leurs curés, ce qui est tout à fait juste, mais il a fallu y ajouter toute la hiérarchie catholique, Chanoines, Evêques, Archevêques ; on n'a pu abolir les couvens existans, on ne peut plus s'opposer à l'érection de nouveaux établissemens de ce genre. Il a fallu consentir à l'établissement de séminaires. Des nonces du Pape se trouvent dans des lieux où depuis trois siècles on n'en avoit plus vu. Le Catholicisme, enfin, a mis garnison au milieu de tous les États Protestans.

Je dois excepter les trois Royaumes Scandinaves ; mais leur faiblesse (celle de la Suède surtout depuis la perte de la Finlande et de ses possessions en Allemagne) est telle qu'on ne sauroit plus les compter au nombre des puissances influentes de l'Europe.

Reste l'Empire Britannique. Mais sans m'arrêter à l'examen de la question de savoir quelle est sa religion, le malheur de la Grande-Bretagne est d'être forcément maîtresse de l'Irlande. Cette Ile, peuplée de six millions de catholiques, pauvres, ignorans, d'un naturel féroce et fanatiquement soumis à leurs prêtres, est comme

une meule de moulin suspendue au cou de la fière Albion qui ne peut s'en séparer et en est gênée dans tous ses mouvemens.

Dans ce moment, l'Irlande est particulièrement agitée par l'association catholique qui s'y est récemment formée et dont je parlerai peut-être plus tard.

Cette connexion entre l'Angleterre et l'Irlande, et l'importance que cette dernière acquiert graduellement, ôte au Gouvernement Anglais la possibilité de montrer, en cas de besoin aux Protestans sur le continent une partie de l'intérêt dont il les environnait autrefois. Je suis entré dans les détails qui précèdent pour faire voir rapidement que les Protestans français, menacés au dedans, ne pourront, dans l'heure du péril, attendre du dehors qu'une compassion stérile. Le Catholicisme a su pervertir à son propre usage jusqu'à l'esprit de tolérance qui est si propre aux Protestans, et cet esprit a affaibli les moyens de protection dont les partisans de la Réforme s'entr'aidoient autrefois d'un bout de l'Europe à l'autre.

Il ne reste donc aux Protestans français d'autre moyen de résistance à l'oppression dont ils sont menacés par le Clergé catholique et les promoteurs des doctrines jésuitiques que *leur union*.

Je vais jeter un coup-d'œil sur la situation actuelle. Le nombre des Protestans français peut s'élever à 1,500,000 âmes, dont 1,200,000 appartiennent à l'Église Réformée et 300,000 à celle de la Confession d'Augsbourg ¹.

Les Protestans de la Confession d'Augsbourg se divisent en sujets français avant et depuis la Révolution.

Les premiers sont les habitans des départements des Haut et Bas-Rhin (ci-devant Alsace).

Les seconds, ceux de la principauté de Montbéliard, enlevée dans les premières années de la Révolution à la maison de Wurtemberg, et incorporée dans les départements du Doubs et de la Haute-Saône.

Ces protestans ont conservé, les uns jusqu'à l'époque de la Révolution, les autres jusqu'à leur réunion à la France, les droits d'une *Église établie*, assurés par les puissances garantes du traité de Westphalie. — Malgré les innombrables atteintes portées aux droits des protestans d'Alsace, depuis Louis XIV jusqu'à la Révolution, leur religion était aussi solidement établie dans les lieux qui la professoient à l'époque de la cession de cette province à la France, qu'elle l'est encore aujourd'hui dans les contrées d'Allemagne où la religion évangélique est *celle de l'État*.

1. Ces chiffres sont exagérés, comp. Bull. 1889, p. 48, 109 et 1890, p. 159.

Cette existence fondée sur des actes diplomatiques reconnus et respectés par toutes les puissances de l'Europe, établissoit une grande différence entre les sujets du Roi professant la confession d'Augsbourg, et ceux bien plus nombreux de la communion réformée.

Ceux-ci, dispersés dans une grande partie du royaume, mais principalement dans les provinces méridionales, sont, à peu d'exception près, les restes déplorables de ces Réformés qui, à une certaine époque de notre histoire, comptoient parmi eux l'héritier de la couronne, plusieurs princes du sang, la moitié de la noblesse et le tiers des plébéiens de la France d'alors. — Après avoir mis sur le trône leur valeureux chef, à qui il ne manquoit qu'un peu plus d'énergie pour y faire asseoir avec lui la religion qu'il avoit professée toute sa vie, ils furent négligés par lui, lorsqu'il n'eut plus besoin d'eux, persécutés par son fils, torturés et enfin proscrits par son petit-fils. Le règne de leur charte (l'édit de Nantes), dura nominativement quatre-vingt-sept ans; mais comment avoit-elle été exécutée ?

Cent quatre années s'écoulèrent jusqu'à l'époque mémorable où une Assemblée nationale, composée de 1200 membres de tout ce qu'il y avoit de distingué dans le clergé, la noblesse et le tiers état, et qui ne comptoit peut-être pas 20 membres qui ne fussent catholiques, rendit aux réformés leurs droits religieux, civils et politiques, que le vertueux mais timide Louis XVI n'avoit osé ni leur promettre, encore moins leur restituer par son célèbre Édit de novembre 1787. Mais le décret de l'Assemblée nationale ne fut, à l'égard du culte du moins, qu'une simple déclaration de principes.

Bientôt arriva le règne de la Convention nationale, et parmi les souvenirs fâcheux qui se rattachent au nom de cette assemblée, il faut surtout ranger celui du mépris pour la religion chrétienne dans toutes les subdivisions, mépris qui fit envisager avec horreur la cause de la liberté en France, non seulement par les Français restés fidèles à l'ancien régime, et les étrangers amis de l'absolutisme, mais même par beaucoup de personnes qui l'avoient saluée à son aurore de leurs acclamations les plus enthousiastiques.

Pendant cette période, il faut bien l'avouer, les protestans participèrent, quoique dans une portion infiniment moindre que leurs concitoyens catholiques, à l'esprit d'indifférence et même d'hostilité qui régnoit alors pour tout ce qui avoit rapport à la Religion; et c'est à cette cause peut-être qu'il faut attribuer le peu de zèle avec lequel ils secondèrent ceux d'entre eux qui, lorsque les circon-

stances furent devenues favorables, travaillèrent à la réorganisation de l'Église Réformée, détruite en 1685.

Cette œuvre, entreprise par Napoléon, fut confiée à des hommes qui manquoient en général de connaissances positives, mais surtout de bonne foi, pour la rendre en tout suffisante aux besoins; et la loi organique des cultes, du 18 germinal anX, ne se ressent quetrop de cette législation d'*Ordres du jour* sous laquelle nous avons vécu pendant toute la durée du règne de Napoléon, et qui nous gouverne encore. Rien ne prouve mieux l'incohérence des idées de cet homme extraordinaire sur les affaires des protestans, que la contradiction entre la loi dont je viens de parler, et la disposition principale du décret d'organisation de l'Université impériale, portant que l'enseignement exclusif de la religion catholique, ap. et romaine aura lieu dans toutes les écoles du royaume.

C'est de ce décret, qui est daté du 17 mars 1808, qu'il faut dater la direction rétrograde imprimée par le gouvernement lui-même à la cause protestante en France; car on prétendrait en vain que 28 millions et demi de catholiques doivent à la longue l'emporter sur un million et demi de protestans, dispersés parmi eux, et qu'en conséquence les droits des uns et des autres ne peuvent être les mêmes; en pareil cas la question ne doit pas être examinée selon les masses générales, mais selon les masses locales; or à Nismes, à Strasbourg, à Colmar, à Mulhausen, l'état des protestans, comparé à celui des catholiques, n'est assurément pas le même qu'à Rennes, à Rodez ou à Avignon; et puisqu'on ne peut faire que des loix générales, il faut accorder des droits égaux.

Si le protestantisme n'a pu se soutenir en France sur un pied d'égalité avec le catholicisme sous le règne de Napoléon, enfant et héritier d'une Révolution qui avoit proclamé la liberté et l'égalité, mais qui apporta sur le trône, sinon tous les préjugés, du moins toute l'ignorance d'un Corse catholique sur ce qui touchoit à la religion Protestante, son sort ne pouvoit s'améliorer sous la Restauration, non seulement de la dynastie des Bourbons, mais de leur noblesse et de leur clergé; et ce seroit une folie de croire que dans un avenir, du moins prochain, les choses iront mieux pour nous. — Je sais qu'on nous trouve malheureusement trop nombreux, trop riches, trop industriels, trop éclairés, trop influens. — La tendance constante du gouvernement sera donc de diminuer notre nombre, nos fortunes, notre industrie, nos lumières, notre influence. — Cela lui sera beaucoup plus aisé qu'on ne le pense; les loix qui seront rendues sur les mariages mixtes et leur issue seront calculées de

manière à diminuer la population protestante; on laissera éteindre les pairies protestantes, et on n'en créera plus de nouvelles; on entravera l'élection de députés protestans à la deuxième Chambre, et si on souffre quelques rares élections de religionnaires, ce ne sera qu'en faveur de candidats connus d'avance par leur dévouement absolu au système du gouvernement dans toutes ses parties.

Tous les emplois de l'État, soit dans la magistrature, l'administration, les offices municipaux, les finances, soit dans l'armée de terre et de mer, étant à la nomination exclusive du ministère, il lui sera facile d'en écarter les protestans. Par le rétablissement de corporations, des Jurandes, des Maîtrises, dont nous sommes menacés depuis quelques années (et quelle est la sinistre menace qui ait été faite, qui ne se soit promptement réalisée dans notre pays?), on pourra comprimer l'essor de l'industrie et du commerce parmi les protestans. — Enfin l'éducation publique étant monstrueusement placée entre les mains du gouvernement, qui n'a pas hésité d'en confier la direction suprême à un prêtre connu par sa bigoterie et sa propension au prosélytisme¹, n'est-il pas à craindre que la jeunesse protestante sera imbue de fausses idées en matière de religion dans les écoles nationales, ou abreuvée d'humiliations, ou du moins élevée dans une ignorance absolue des principes et enseignemens de la religion de ses pères? Et si par motifs de conscience elle s'absente des écoles publiques, où puisera-t-elle de l'instruction?

Ce tableau, quelque rembruni qu'il soit, n'est point exagéré et je n'ai pas exprimé toutes mes appréhensions. On m'objectera peut-être les paroles sorties d'une bouche royale : mais on ne gouverne pas l'État par des mots plus ou moins heureux; mais le roi peut dire une chose, et le ministère en faire une autre; mais le ministère lui-même, en le supposant, dans le véritable intérêt de l'État, favorable aux protestans, est-il, sera-t-il le maître de suivre ses inclinations? Ne marche-t-il pas visiblement à la suite d'une corporation puissante, créée pour combattre la Réforme, abolie dans tous les États de l'Europe lorsque les peuples et les gouvernemens furent devenus tolérans, rétablie dans tous les États catholiques ou prête à l'être, parce que les gouvernemens sont malheureusement persuadés qu'ils ont d'autres intérêts que ceux de leurs peuples!

Et de quoi s'agit-il cependant?

Les protestans en France n'ont rien à conquérir; ils ne désirent

1. L'abbé de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, aumônier de Louis XVIII, nommé le 26 août 1824, ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.

que la conservation de ce qu'ils possèdent, et de voir exécuter tout ce que les lois leur ont accordé. Si par exemple les Synodes étoient organisés, les protestans de la communion réformée auroient des organes légaux comme ceux de la confession d'Augsbourg; mais il n'est pas probable que l'on permettra aujourd'hui pour la première fois la convocation de corps ecclésiastiques, qui ne figurent dans la loi de 18 germinal an X que pour mémoire.

Dans cette absence totale de protecteurs, ou du moins d'avocats naturels et légitimes des Protestans auprès du trône, il est d'une absolue nécessité de confier la défense de leurs intérêts à des protecteurs bénévoles.

Dans l'Angleterre proprement dite, où les communions dissidentes de l'Église nationale, quoique professant la même religion, ont cependant reconnu nécessaire de s'organiser en état de défense contre les prétentions du clergé de l'Église dominante, il existe une société spéciale à cet effet, sous le nom de *Society for better protecting Protestant Dissenters*.

Cette société, soutenue par des contributions volontaires, a un comité général à Londres et des comités particuliers dans les principales localités du royaume.

La Société des amis, dits Quakers, a une organisation à peu près semblable.

L'esprit d'association, surtout pour des objets purement intellectuels, est encore peu connu en France, et plus nous allons en avant, plus cet esprit est comprimé par le gouvernement. C'est sans doute une grande erreur de sa part, s'il a véritablement à cœur le développement de tout ce qui tend à la prospérité publique. Le peu d'associations existantes qui s'occupent d'objets religieux ou moraux dans un sens autre que celui du catholicisme sont menacées ouvertement d'une destruction prochaine.

Néanmoins, tant que les lois actuelles ne seront pas formellement abrogées et que par conséquent l'organisation de pareilles associations sera possible, il faut avoir recours à ce moyen pour réunir en une masse commune toutes les lumières, toutes les forces morales et intellectuelles d'une portion importante de la nation, confondue depuis trente-cinq années avec ses concitoyens, mais qu'on commence à considérer principalement sous les rapports religieux et à en faire comme une classe particulière de sujets du roi.

Jusqu'à présent il n'existe en France de société embrassant dans sa sphère d'action tous les Protestans, pour un intérêt commun, que la *Société Biblique*.

Mais le but de cette Société est spécial pour un seul objet ; elle y est restée scrupuleusement fidèle ; si elle s'en écartoit le moins du monde, elle compromettrait elle-même son existence. Prête d'atteindre le complément de son organisation, cette Société a enseigné aux Protestans ce qu'ils peuvent et doivent faire pour s'assurer une protection régulière à leurs intérêts divers.

Unique jusqu'à présent, elle a déjà reçu une foule de lettres où, dans l'absence d'une autre institution spéciale, son intervention étoit réclamée pour des objets qui lui sont étrangers ; et comme de raison, il n'a pu être fait droit à ces réclamations.

Mais le fait même de ces lettres prouve que sur plusieurs points de la France on sent le besoin d'une Société qui puisse s'occuper de tous les intérêts des Protestans sous leurs rapports religieux et qu'on applaudiroit à son établissement. Pour ne pas donner à ce mémoire une étendue disproportionnée au temps que les honorables personnes à qui il est adressé pourront consacrer à sa lecture, je dirai brièvement (sauf à entrer dans de plus grands détails dans un mémoire supplémentaire, s'ils m'étoient demandés) qu'il me paroît utile, nécessaire, indispensable qu'il se forme en France, sans autre délai, une *Société protestante* sur les mêmes bases et avec le même plan d'organisation que la Société biblique ; que cette Société, composée de souscripteurs des deux communions ; ait un comité peu nombreux à Paris, avec des comités correspondants dans les principales localités protestantes du Royaume ; que cette Société s'interdise toute correspondance avec aucune autorité ou société dans les pays étrangers ; que son but soit de servir par des moyens légaux la cause protestante, et de la défendre contre toute oppression ; enfin, de maintenir les Protestans dans la jouissance libre et sans molestation de tous les droits religieux, civils et politiques qui leur ont été accordés successivement par les loix du royaume, et confirmés par la Charte constitutionnelle.

Si je parle de souscriptions, c'est qu'il est facile de prévoir que la Société aura des dépenses à faire pour atteindre son but. Outre un local pour le comité et les frais de bureau et de correspondance, elle aura à offrir des honoraires aux écrivains qui se consacreront à son service et travailleront sous la direction de son Comité. Car si nos aïeux ont établi leurs droits par l'épée, c'est-à-dire par la puissance physique, nous vivons dans un siècle où la vérité ne doit, pour sa défense, en appeler qu'à la force morale et intellectuelle ; c'est là la guerre que nous devons faire

à nos ennemis. L'Évangile, la Charte, les loix, les écrits des hommes de bien et de bonne foi, voilà désormais nos places de sûreté, nos La Rochelle, nos Sancerre.

Je n'ajouterai plus qu'une réflexion. Les personnes à qui j'adresse ce mémoire s'assemblent sans mission et dans de simples vues philanthropiques. Mais que peuvent-elles faire, n'étant point appuyées par une association? D'autre part, ces personnes appartiennent à l'élite de la population protestante et de la capitale; elles ont tous les droits à la confiance du gouvernement; voudront-elles laisser échapper une occasion de se constituer régulièrement les organes de leurs coreligionnaires? Et si le Jésuitisme, fidèle à ses anciennes maximes, en venoit à l'emploi de certains moyens pour nous ramener dans le giron de l'Église, sous peine de perdre nos droits religieux et politiques, et que l'emploi de ces moyens produisit des troubles, voudroient-elles laisser tomber en d'autres mains que les leurs le soin de maintenir ou ramener l'ordre parmi leurs frères opprimés? Une Société protestante, formée aujourd'hui, peut éviter bien des malheurs et sauver au gouvernement bien des fautes, bien des regrets.

Je vais plus loin, j'ose croire que les bons esprits, même dans l'administration supérieure de l'État, ou en connexion avec elle, applaudiroient à une création qui est toute dans l'intérêt de l'ordre public et qui feroit honneur à notre nation.

P.-S. — J'avois le dessein de parler de l'Association catholique en Irlande. J'ajourne cette matière qui exige trop de développement pour trouver place ici, et la traiterai séparément lorsque j'aurai acquis la certitude que mes idées ont été prises en considération par les personnes à qui je les soumetts.

BIBLIOGRAPHIE

LE MARQUIS DE RUVIGNY

DÉPUTÉ GÉNÉRAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES AUPRÈS DE LOUIS XIV

(1643-1685¹)

Ce livre est comme une brillante conférence. Le style en est clair et rapide, l'intérêt soutenu, l'émotion discrète. Il est le fruit de nom-

1. Par *A. de Galtier de Laroque*. 1 vol. in-18, 310 pages, Paris, librairie Plon, 1892.

breuses lectures, mais non pas de recherches nouvelles ; partant, un livre de vulgarisation, non d'acquisitions historiques.

Cependant, pour la première fois qu'un volume est consacré à Ruvigny il eût été bon de nous faire connaître le personnage tel qu'il fut en réalité.

Certes, M. de Galtier de Laroque a raison de le placer au centre de la société huguenote DE COUR du XVII^e siècle. Cette place lui convient par l'étendue de ses relations, par la faveur dont il ne cessa de jouir auprès de Mazarin et de Louis XIV, par la part qu'il prit aux affaires, par son titre, ses fonctions de Député général et surtout par la façon dont il s'en acquitta.

Mais le portrait que l'auteur trace de lui et le jugement qu'il porte sont tout de convention. Pour être conformes à ceux de la plupart des historiens, ils n'en sont pas moins, l'un superficiel, l'autre erroné.

Ruvigny a eu la chance qu'on s'est peu occupé de lui. Sa mémoire, consacrée par quelques lignes de ses contemporains mal informés ou prévenus par l'amitié, est arrivée jusqu'à nous protégée par la bienveillance que lui valurent son tact, sa souplesse, ses complaisances et ses flatteries. On n'a pas eu l'idée de l'étudier de près. On n'a pas recherché dans ses actes publics, dans ses lettres, dans ses négociations, et dans ce qu'on peut appeler la politique générale de sa vie les véritables traits de son caractère et l'appréciation qui s'en dégage.

Devant le portrait flatté qu'ont laissé le ministre Daillé¹, Larrey² et Saint-Simon, les historiens, n'ayant guère que ces affirmations sans preuves, sont demeurés hésitants, incertains, à moins que leur tempérament ou leurs préférences ne les portassent à la confiance.

Les hésitants ont gardé un silence prudent et sage : tel M. de Félice.

Les confiants ont plus ou moins reproduit ce qu'on en avait dit d'abord. Voici par exemple M. Douen, après Larrey : « Ruvigny jouit de l'estime du roi et de celle des protestants³. »

Est-ce un éloge ou un blâme, quand il s'agit de l'estime du persécuteur et de celle de ses victimes ? Si l'on répond : « C'est un fait », nous répliquons : « C'est une erreur ».

1. Voir sa dédicace à Ruvigny dans l'*Explication de la première épître de saint Paul à Tim. en 48 sermons*. Cette dédicace est de 1662. Si grand ami qu'il fût de Ruvigny, nous aimons à penser qu'il ne l'eût pas écrite, en 1669, après le supplice de Marcilly ; encore moins s'il eût vécu jusqu'à la Révocation.

2. Larrey : *Histoire de France sous le règne de Louis XIV.*

3. Douen : *Encyclopédie des sciences religieuses*, art. Ruvigny.

Ouvrez en divers endroits la grande et belle œuvre d'un contemporain du Député général, Elie Benoist, pasteur, membre des synodes, l'homme du temps qui connut le mieux les personnages, les événements et les sentiments des Églises réformées, l'historien consciencieux, véridique et impartial par excellence. Plusieurs fois il signale les jugements contradictoires qui avaient cours sur le compte de Ruvigny parmi ses coreligionnaires. Il résulte de ce qu'il relate que le Député général n'eut l'estime que d'une petite minorité, où figuraient les politiques, dont la plupart finirent par abjurer et dont les autres n'avaient pas un seul fil de l'étoffe des héros et des martyrs. La grande majorité se défiait de ce courtisan, pseudo-député imposé aux Églises. Ils se sentaient sinon vendus, du moins lâchés par lui. C'est ce qu'on lit entre les lignes d'Élie Benoist, qui s'efforce néanmoins, pour diverses raisons, de ménager Ruvigny, mais qui va jusqu'à écrire : « Ce partage de sentiments n'a jamais été vidé ».

S'il n'a pas cru devoir faire connaître sans ambages sa propre opinion, il a eu soin du moins de souligner à l'occasion l'insuffisance et le manque de zèle du Député général.

En faisant cela il a infirmé par avance le jugement porté par Guizot et celui qu'ont exprimé les frères Haag.

Guizot, éminent historien, fort de son autorité légitime sur telle matière ou telle période de l'histoire, crut sans doute pouvoir suppléer par l'intuition à une étude documentaire de Ruvigny, dont il a incidemment fait un portrait de fantaisie que le Dictionnaire de Larousse, entre autres, a néanmoins reproduit avec celui de Saint-Simon :

« Le marquis de Ruvigny s'acquitta de cette ingrate mission avec un zèle habile, souvent désagréable et même suspect aux deux parties, mais également fidèle au roi et à son Église, et s'inquiétant peu de leur déplaire tour à tour, pourvu qu'il réussit à maintenir entre eux le droit et la paix. »

Rectifions ce portrait, dont le dernier coup de pinceau, donné par tout autre que Guizot, pourrait être pris pour une sinistre plaisanterie : « le maintien du droit des Églises !... »

Le marquis de Ruvigny s'acquitta de cette mission — qui avait fait de lui un personnage important et lui valut l'estime, la faveur du roi, un fort traitement annuel, des pensions, des gratifications et les missions rémunératrices dont il fut chargé en Angleterre, — il s'en acquitta, disons-nous, avec un zèle habile quand il s'agissait de faire accepter les dures et iniques volontés de son royal maître; souvent désagréable et même suspect aux protestants, mais jamais au roi;

aussi fidèle au monarque et à ses propres intérêts, qu'indifférent à ceux de sa religion; s'inquiétant beaucoup de déplaire au roi, mais se souciant fort peu de déplaire aux protestants, pourvu qu'il réussit à les maintenir dans une absolue résignation, tandis qu'il assistait impassible, sans indignation, sans protestations, à la ruine systématique de tous leurs droits religieux, civils et naturels!

Mais il vaudrait mieux laisser Ruvigny lui-même réfuter Guizot. Nous avons noté ses actes et recueilli ses paroles, afin de le montrer un jour peint par lui-même. Il faut cependant nous borner ici à deux citations. Écoutez d'abord l'homme qui, au dire de Guizot, s'inquiétait peu de déplaire au roi :

« Je vous regarde, sire, comme Dieu sur la terre, puisque vous y êtes son image, et aussi je reçois vos volontés avec la même résignation que je fais les siennes. Commandez, sire, tout ce qu'il vous plaira, votre Majesté sera servie de toutes mes forces, bien malheureux de ce quelles sont usées et en état de ne pouvoir pas répondre à la dignité d'un si grand maître, etc. ». Il y en a encore tout autant sur le même ton.

Passons à son zèle et à sa fidélité envers la Religion : « J'ai reçu et je reçois encore souvent des lettres de plusieurs ministres et de plusieurs consistoires français lesquels me prient d'intercéder pour eux auprès de S. M. et de représenter les raisons de leurs Églises. Je n'ai rien à dire là-dessus, si ce n'est que la volonté du roi soit faite au bien de son état et de son service. »

Et il se borne, en effet, à ajouter, comme tous les autres ambassadeurs de Louis XIV, en pays protestants, Colbert, Barrillon, Davaux etc., que « *les ennemis du roi font de grandes exagérations du traitement qu'on fait aux huguenots* et que tout le monde à Londres, sauf la cour, s'intéresse dans ce sujet ».

Du reste, pas un seul mot de regret, de désapprobation, pas une étincelle de pitié ou d'intérêt, pas la plus petite demande d'intervention en faveur des Églises opprimées.

Si même il s'est décidé à écrire ce qui précède, c'est parce que les pasteurs et les consistoires l'ont harcelé et que le ministre de Danemark est venu tout exprès l'en entretenir.

Ceci en mai 1668, alors que Ruvigny mettait toute sa ruse et tout son zèle royaliste et servile à corrompre Morland et à espionner le bon protestant Marcilly pour le dénoncer et le livrer à la vengeance de Louis XIV, qui le fit périr sur la roue¹.

1. Cet épisode, encore très obscur, sera prochainement étudié ici même.

Une autre fois seulement les Églises réformées furent de la part de leur zélé Député général l'objet d'un paragraphe ajouté négligemment à une dépêche, — Dépêche au roi? — Ruvigny s'en gardait bien! Jamais il ne lui écrivit *un mot* au sujet des Églises, quoiqu'il lui écrivit directement presque chaque semaine sur tout autre sujet, voire sur les scandales de la cour, les racontars graveleux qu'il délayait dans ses lettres avec autant d'esprit que d'impudeur, histoire d'amuser Louis XIV.

Donc cette seconde fois, c'est à M. de Pomponne qu'il écrit, en 1674, comme la première, en 1668, à M. de Lionne :

« Il y a environ six semaines que quelques-uns des députés particuliers des provinces, qui sont à Paris pour leurs procès, prièrent ma femme de mettre dans son paquet une lettre pour moi... »

Il en résume la teneur : on vient de supprimer d'un seul coup à peu près toutes les Églises de bailliage de Bourgogne, et les députés lui rappellent en outre une requête générale déposée par son intermédiaire *depuis* DEUX ANS et qui est demeurée sans aucune réponse...

« Je ne fis pas de réponse, dit-il, à leur lettre, parce que j'espérais encore alors de retourner dans peu de temps auprès de S. M. et de lui parler moi-même de ces sortes d'affaires¹. Je me contentai de leur dire seulement que j'espérais d'être dans peu de jours à la cour, et que cependant ils savaient bien qu'ils devaient toujours être sages et soumis dans leurs plaintes et dans leurs demandes, qu'ils n'avaient qu'à suivre les voies ordinaires, qui étaient de s'adresser à M. de Chateaufort; mais à présent que j'ai ordre de demeurer ici et que personne ne peut voir de si près que je fais ce qu'il y peut avoir en cela du propre service de S. M., je crois, Monsieur, qu'il est de mon devoir en toutes manières de représenter que les ennemis du Roy n'ont pas eu de moyen plus effectif pour tourner ici les esprits

1. Comme tous les ambassadeurs et les envoyés, Ruvigny ne quittait *jamais* son poste, non pas même pour aller passer quelques jours auprès de sa nièce en Angleterre, sans y être spécialement autorisé par le roi. *Jamais* il ne demanda à venir en France pour les affaires des Églises et *jamais* aussi, il n'y vint pour cela. Du reste il ne fit qu'une ou deux visites en France pendant ses longues missions en Angleterre où l'on a vu que le soin des Églises était le moindre de ses soucis.

M. de Galtier de Laroque n'en a pas moins écrit ceci :

« Ruvigny, malgré les missions prolongées qu'il remplit à l'étranger, ne perdit jamais de vue les intérêts supérieurs qu'il avait à défendre. Il venait d'Angleterre à Paris toutes les fois qu'il jugeait sa présence nécessaire pour conjurer quelque nouveau danger menaçant les réformés ou obtenir un adoucissement à leur dure situation. »

Toujours la légende, si différente de l'histoire.

des peuples contre la France et n'en ont point encore de plus seur pour les y affermir que de répandre partout qu'on a dessein formé de ruiner entièrement en France et en Angleterre la religion protestante. Il me semble qu'il serait important pour le service du Roy en ce pays¹ de faire en sorte qu'on traitât plus doucement² les affaires de cette nature et particulièrement celles des Églises de Bourgogne, et qu'il plût à S. M. de faire entamer l'examen de cette requête³ ».

Le lecteur trouvera peut-être que Ruvigny n'a pas trop dit ni parlé trop fort, surtout s'adressant à un ministre, à un ministre janséniste de ses amis, et dans un cas aussi grave que la suppression totale, arbitraire et violente de plusieurs Églises.

Ruvigny estime au contraire qu'il en a trop dit. Il se hâte donc d'ajouter :

« Mais comme le Roy est le maître et qu'il cognoist ses intérêts beaucoup mieux que personne, après m'être acquitté de mon devoir en l'informant de tout ce qui regarde son service⁴, je n'ai en mon particulier qu'à me soumettre entièrement à sa volonté. »

C'est tout. Autrement dire : je m'en lave les mains comme Pilate. — « Qu'est-ce que la vérité ! » faisait celui-ci — « Qu'est-ce que le droit ! » faisait celui-là avec indifférence.

Et pourtant des auteurs autrement compétents que M. Guizot en matière d'Histoire ecclésiastique protestante, les érudits frères Haag, on dit de Ruvigny : « Peut-être montra-t-il trop de circonspection et de timidité ; mais on ne saurait sans être injuste lui refuser un dévouement sincère à sa Religion et une habileté remarquable dans le maniement des affaires des Églises. »

M. Galtier de Laroque va plus loin que les auteurs de *la France Protestante*. Il admet bien la « timidité » et la « circonspection » de Ruvigny, mais il n'entend pas qu'on le blâme, voire avec la délicatesse dont usent les frères Haag :

« On ne pourra désormais, conclut-il à propos d'une simple lettre, incriminer la timidité et la circonspection de Ruvigny. »

Il s'agit de la lettre au chancelier Le Tellier, et M. de Laroque l'oppose sans doute aux frères Haag, qui ont taxé cette timidité et cette circonspection d'excessives, et à Elie Benoist, plus sévère encore.

1. En Angleterre, pas en France. Ici on peut tout faire contre les réformés sans que le service du roi en souffre.

2. Il trouvait donc qu'on y mettait quelque douceur !

3. Vieille de deux ans et plus !

4. Même de cela !

Mais les frères Haag et Elie Benoist connaissaient bien cette lettre. C'est même celui-ci qui nous l'a conservée¹.

Oui, répliquera probablement M. de Laroque ; mais, dit-il, dans une note de son livre :

« Elie Benoist, qui publie cette lettre aux pièces justificatives de son quatrième volume, commet ici une erreur en l'attribuant au Député général en exercice². Il suffit de la lire pour se convaincre qu'elle est du vieux Ruvigny. C'est d'ailleurs ce que le révérend Agnew a compris avec raison. »

Tout beau ! messieurs les critiques ; où voyez vous que Benoist ait attribué cette lettre au jeune Ruvigny, alors député général en exercice ? Il dit nettement, on ne peut plus clairement, *tout le contraire*. Écoutez plutôt :

« Lorsqu'on eut avis de ce cahier, le *Député général* était malade... On ne *put rien faire* de plus que d'obliger *Ruvigny* à écrire au chancelier³. »

Qui était ce député général malade ? Ruvigny *le fils*. A partir du moment où, *deux ans auparavant*, il avait succédé à son père dans cette charge, le titre de Député général, employé seul, lui était *réserve et exclusivement donné* par Benoist, qui avait fait connaître en ces termes le changement survenu : « Le député général se démit de son emploi et il obtint du Roi que son fils aîné fut mis en sa place⁴. »

Et quel est le *Ruvigny* que l'on oblige à écrire la lettre au chancelier ? Evidemment le père, puisque le fils est le Député général et le malade.

D'ailleurs ce nom de Ruvigny tout court ne le dit-il pas ? Le nom sans prénom a toujours désigné le chef de famille quand on parle de deux ou de plusieurs membres de celle-ci. Benoist se conforme toujours à cet usage.

Si l'on veut que le Député malade fut le père infirme, il faut encore reconnaître que le nom de Ruvigny, seul, le désigne.

Enfin, preuve décisive, Benoist a écrit dans sa *Table des matières* : « Lettre du *Vieux* Député général. »

Le titre de Marquis qui est en tête de la lettre ne prouve rien. Il était simultanément porté par le père et le fils et leur était aussi

1. La tenait-il de Ruvigny lui-même ou de l'un de ceux qui la lui avaient faite ?

2. C'est-à-dire, au fils.

3. *Histoire de l'Édit de Nantes*, tome IV, page 412, année 1680.

4. Tome IV, page 357, année 1678.

donné indistinctement. Benoist dit, tome III, page 161, année 1652, qu'après la mort du Député Arzilliers, « le roi donna cet emploi au *marquis* de Ruvigny, et, tome IV^e, page 458, année 1681 : « La requête fut donc présentée par Ruvigny, qui avait été Député général et qui en faisait encore les fonctions *avec le marquis, son fils*, dans les occasions importantes »

Alors où est l'erreur? — Dans le livre de M. de Galtier de Laroque, qui est allé, paraît-il, la cueillir dans celui d'Agnew.

Oui, et il est regrettable que M. de Laroque, qui doit tant à Benoist, d'ailleurs comme tous les écrivains qui se sont occupés de l'histoire des Églises réformées, lui ait attribué une erreur qu'il n'a pas commise.

Quant à sa remarque : « il suffit de la lire (la lettre) pour se convaincre qu'elle est du vieux Ruvigny », elle n'est fondée que s'il s'agit de quelques termes et de la phrase où il est parlé de ses *infirmités*. Mais le ton général, la façon dont on y dénonce la *violence des ennemis impitoyables* des Protestants, comparés au sépulcre qui reçoit toujours et ne dit jamais c'est assez, voilà qui n'est assurément pas de Ruvigny. Rien de spontané, rien de personnel. Il n'a fait ici que tenir la plume, copier ou écrire sous la dictée de ceux qui, dit Benoist, « *l'obligèrent à écrire au chancelier... Il écrivit comme on le souhaitait*, et sa lettre était assez forte pour faire connaître qu'il appuyait les intérêts de la religion avec autant d'affection qu'on en devait espérer de lui. »

Et puisque nous voilà sur le chapitre des erreurs, signalons-en deux ou trois autres que M. de Laroque pourra faire disparaître de la prochaine nouvelle édition de son très intéressant ouvrage.

Les deux lettres de Mme de Saint-Géran à Mme de Maintenon, dont il cite quelques lignes pour montrer le zèle de Ruvigny, sont malheureusement du faussaire La Beaumelle, qui en forgea bien d'autres. La chose a été on ne peut mieux prouvée par M. Th. Lavallée.

Burnet n'était pas évêque de Londres, mais de Salisbury.

Loin de tenir Ruvigny en suspicion, le duc d'York se confiait à lui ; ils ne cessèrent d'être en fort bons termes. Le duc devenu roi l'accueillit avec faveur à son arrivée en Angleterre et le nomma conseiller d'État.

De la triste affaire Roux de Marcilly, dans laquelle Ruvigny joua un rôle odieux¹, M. de Laroque, comme les autres historiens qui en

1. Est-ce pour cela que plusieurs l'ont passé sous silence? Le fils Daillé, écrivant en France sous Louis XIV, ne mentionne même pas le nom de

ont parlé, sait peu de chose et y mêle des inexactitudes. Ce n'est pas sa faute : il n'a pas eu connaissance des preuves inédites que nous avons recueillies. Il croit, par exemple, que « par une faveur singulière le pasteur Daillé obtint d'accompagner Marcilly jusqu'au pied de l'échafaud. »

Le fils de Daillé nous apprend que le matin du supplice, son père fut inopinément et coup sur coup mandé deux fois et conduit par un officier de police sur l'échafaud où le supplicé était déjà lié sur la roue. Et le ministre d'État de Lionne raconte, dans une lettre inédite, qu'on alla chercher Daillé dans l'espoir d'un aveu que rien n'avait pu arracher à Marcilly, « qui mourut en protestant de son innocence », ajoute, de son côté, Le Fèvre d'Ormesson.

Nous soupçonnons Ruvigny d'avoir suggéré au Conseil l'emploi de son *ami* Daillé, « homme paisible, timide, ne pouvant porter aucun ombrage à la cour », comme il avait fait charger son *ami* Turenne, déjà mûr pour l'abjuration, d'aider à l'enlèvement de Marcilly sur le territoire suisse.

De la perte de Marcilly, Ruvigny avait fait tout particulièrement son affaire. On conçoit la haine de l'homme qui élevait sa fortune sur les ruines des Églises contre l'homme qui n'hésitait pas à se sacrifier pour le salut de ces mêmes Églises.

Mais il mourut Protestant ! — Le beau dévouement, en vérité, quand il avait tout à perdre à se faire catholique !

D'abord, il est évident que Louis XIV n'aurait pas voulu qu'il abjurât avant la Révocation. Il l'avait nommé Député général pour le faire servir jusque là à l'accomplissement de ses desseins contre la Religion réformée. Aussi quand, en 1679, le vieux Ruvigny voulut laisser sa charge à son fils, le roi n'y consentit qu'à une condition : le père assisterait le fils dans ses fonctions, euphémisme pour dire que le vieux Ruvigny veillerait à ce que la cour trouvât dans le fils la même complaisance que dans le père. Il y a des scélérats qui endorment leurs victimes avant de les dévaliser et de les assassiner ; le rôle de Ruvigny fut d'énervier, de contenir, d'endormir les Protestants, tandis que la cour les dépouillait de tous leurs droits et assassinait peu à peu les Églises.

Marcilly encore moins celui de Ruvigny. Son père lui avait donné l'exemple. Celui-ci s'est bien gardé de faire connaître le message dont l'avait chargé le supplicié : « Dites à nos Églises que je meurs martyr de leur cause. » Cependant rien n'était plus vrai.

L'abominable calomnie de Ruvigny accusant Marcilly d'intention régicide a fait son œuvre jusqu'ici. Il est grand temps que l'histoire en fasse justice.

Après la Révocation, l'abjuration de Ruvigny était plus impossible encore. Il n'eût pas sacrifié seulement « l'honneur de son âme », comme dit M. Guizot, mais aussi l'honneur de son nom. Autant proclamer que pendant plus de vingt ans il avait joui de sa belle charge de Député général tout en trahissant et détruisant les Églises dont il était censé et dont il prétendait défendre les intérêts.

Louis XIV lui-même, malgré son manque absolu de sens moral et de pudeur, n'essaya pas de lui imposer cette colossale et stupide infamie. Il n'existe aucune preuve qu'il ait simplement osé la lui conseiller. En présence de ce qui eût été un véritable suicide moral, son fanatisme recula, et comme pour tromper l'opinion publique sur le rôle néfaste auquel s'était prêté Ruvigny à l'égard de sa religion, il lui en permit l'exercice dans sa maison s'il voulait demeurer en France.

Mais Ruvigny qui avait deux patries, comme il le disait déjà en 1664 à Charles II, et qui s'était fait naturaliser Anglais dès 1680, trouvait bien plus d'avantages à passer en Angleterre. Dans ce pays protestant il arrivait avec l'auréole, mensongère sans doute, mais très apparente aux yeux du public, d'un exilé volontaire pour la foi proscrite. Il y retrouvait des parents, des amis, des connaissances en grand nombre, une cour plus française qu'anglaise par la langue, les mœurs et les aspirations, auprès de laquelle il avait été à deux reprises envoyé extraordinaire de France, où il était aimé, recherché et où il faisait aussi grande figure qu'à Versailles, assuré au surplus d'un bel avenir pour ses enfants, car de quelque côté que sourit la fortune, il s'était ménagé des amis : dans le parti de la cour et dans l'opposition.

Enfin il convient d'ajouter que Ruvigny était trop instruit et trop intelligent pour ne pas préférer, intérêt à part, sa religion au papisme.

CÉSAR PASCAL.

SÉANCES DU COMITÉ

18 octobre 1892.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Bonet-Maury, Douen, Franklin, Gaufres, Lods, Puaux, Read et Tanon. M. Raynaud se fait excuser.

M. le président ouvre la séance en plaçant ce nouvel exercice sous la bénédiction de Dieu et fait lire le procès-verbal. Puis il

communiquée une lettre de M. A.-M. Baird, accompagnée de sa photographie, pour qu'au moins nous connaissions les traits d'un des plus éloignés parmi nos nouveaux membres honoraires.

M. Weiss dépose sur le bureau l'accusé de réception de notre réponse affirmative au sujet de l'exposition de Chicago. La place étant, paraît-il, fort limitée aux sociétés savantes, cette lettre ne prouve pas que nous soyons définitivement admis à exposer. — Puis il rend compte de la visite que le congrès des bibliothécaires anglais a fait à notre bibliothèque en septembre. On s'est efforcé de la leur montrer et expliquer, mais ces messieurs et ces dames étaient si nombreux, plus d'une centaine, que quelques-uns seulement ont pu réellement profiter de cette visite à laquelle M. Read a bien voulu assister. M. le président qui venait d'arriver à Paris la veille, regrette de n'avoir pu être prévenu à temps pour recevoir en personne les visiteurs. Il est donné lecture ensuite de quelques lettres de MM. Farjat, Dalton et Benet demandant ou donnant des renseignements historiques, ainsi qu'un aperçu de documents nouveaux, en particulier sur Etienne Dolet, découverts dans les archives criminelles du Parlement de Paris.

Bulletin et bibliothèque. — Au sujet du premier, M. Weiss explique que le dernier numéro subira un retard forcé du chef de la table alphabétique, qui ne pourra être complétée que sur la mise en pages du fascicule de décembre. La bibliothèque s'est enrichie de plusieurs dons de M. F. Buisson, édition rare du *Discours merveilleux de la vie... de Catherine de Médicis*, 1578; — de M. Weiss, un exemplaire du livre de cantiques qui était en usage dans la chapelle de l'ambassade de Suède à Paris, 1748; — et de M. F. de Schickler : *Traité du mespris de la mort, distingué en huit livres par Christofle de Beauieu, seigneur de Jaulge gentilhomme françois*, Anvers, 1584; *Introductiones artificiales in Logicam Jacobi Fabri Stapulensis, per Judocum Clichtoveum*, Lugduni, 1545, et surtout un volume rarissime dont on ne connaît pas un deuxième exemplaire : *Histoire notable de la trahison et emprisonnement de deux bons et fidèles personnages en la ville d'Anvers : c'est assavoir de Christophle Fabri ministre de la Parole de Dieu en ladite ville, et d'Olivier Bouck professeur en la langue latine en la très-fameuse et très-renommée université d'Heydelberch... par Guy de Brès*, 1565.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

THÉODORE DE BÈZE, GRAMMAIRIEN

Une des conséquences les plus ignorées et les plus inattendues de la Réforme en France a été l'éclosion de toute une littérature didactique, *grammaires, traités de prononciation*, par laquelle les réformés français cherchaient à enseigner leur langue à leurs coreligionnaires étrangers, avec qui ils sentaient le besoin d'entrer et de rester en communion directe. Parmi les livres qui virent alors le jour, l'ouvrage de Théodore de Bèze sur la bonne prononciation française, *De francicæ linguæ recta pronuntiatione*, est sinon l'un des plus complets, du moins un des plus intéressants à tous les points de vue. Préoccupé de la décadence de sa langue maternelle et blâmant les tentatives faites avant lui, entre autres par Meigret, pour réformer l'*orthographie*, Théodore de Bèze n'admet pas non plus que la prononciation de la Cour soit la règle absolue. Cela était bon, dit-il, du temps du roi François I^{er}, le Père des lettres, mais depuis sa mort, *sic paulatim una cum moribus immutatam fuisse francicam totam linguam constat*¹, et c'en est que dans les vieilles familles parlementaires qu'on peut trouver encore la bonne prononciation. Nous doutons fort pour notre part que Bèze ait étudié la prononciation française dans quelque famille appartenant au Parlement de Paris, et lorsque, retiré à Genève, il composa à l'âge de 65 ans ce petit traité latin, ce furent ses souvenirs d'enfance et de jeunesse bien plutôt que ses études spéciales

1. « Il est évident que toute la langue française s'est ainsi modifiée peu à peu en même temps que les mœurs. »

qu'il résuma en quelques pages¹. Ce dédain de la prononciation de la Cour est du reste partagé à cette époque par tous les auteurs huguenots, par Henri Estienne surtout, qui prétend que « de dix courtisans (en exceptant ceux qui ont « quelques lettres) vous n'y en orriez pas huict parler vint « mots (de ceux qui ne sont pas des plus ordinaires et vul- « gaires) sains et entiers, et sans aucune depravation² ».

Ce fut en 1584³, à un moment de sa vie où, déjà assez avancé en âge, il avait presque renoncé à la lutte et à la propagande religieuse, que Théodore de Bèze fit paraître son traité de la prononciation. Ce livre n'était en réalité que la rédaction de leçons faites au mois de septembre de la même année au jeune baron de Zérotin, venu avec quelques amis de Moravie à Genève, pour saluer le savant théologien, avant de se rendre en France. L'édition originale est remplie de fautes d'impression que le professeur Tobler a corrigées dans sa réimpression de 1868⁴. Avant lui, Diez avait utilisé cet ouvrage pour sa *Grammaire des langues romanes*, et M. Ch. Livet en avait déjà donné une analyse assez complète⁵.

Destiné à des étrangers de langue allemande, pour lesquels le livre allait être ce que l'ouvrage de Claude de Saint-Liens⁶ avait été quelques années auparavant pour les Anglais, le traité de Théodore de Bèze ne manque pas de signaler tout particulièrement les défauts de prononciation que doivent éviter les Allemands, comme la confusion du *b* et du *p*, de l'*f* et du *v*, du *d* et du *t*, quelquefois de l'*a* et de l'*o*, les fortes aspirations et aussi la décomposition des triptongues, dans le mot *Dieu*, par exemple, qu'il faut prononcer d'une seule émission de voix, et non en deux : *Di-eu*.

Après quelques considérations générales, l'ouvrage se divise tout naturellement en différents chapitres consacrés succes-

1. Voy. Thurot, *De la prononciation française*, t. I (1881), p. xl.

2. *Deux dialogues du nouveau langage françois italianizé...* (Genève, 1578), p. 127.

3. « Apud Eustathium Vignon. »

4. Berlin, petit in-8°.

5. *La grammaire française et les grammairiens au XVI^e siècle* (Paris, 1859, in-8°), p. 510-533.

6. *De pronuntiatione linguæ gallicæ libri duo* (Londres, 1580, in-8°).

sivement aux *voyelles*, aux *consonnes*, aux *diphtongues* et aux *triphthongues*. Bèze, suivant en cela l'exemple de ses devanciers imité depuis jusque de nos jours, a le tort de considérer les sons *eu* et *ou* comme des diphtongues et non comme des voyelles; il ignore aussi l'existence des voyelles nasales *â* (*an*) et *ê* (*en*, prononcé *in*), qui dans la plupart des dialectes français se sont confondues dès le XII^e siècle¹.

Rien de bien spécial à signaler pour les *voyelles*, sauf la distinction à faire entre l'*i* voyelle et l'*i* consonne (= *j*), l'*u* voyelle et l'*u* consonne (= *v*). Cette distinction jusqu'au XVIII^e siècle n'a pas eu lieu dans l'écriture, et par suite a quelquefois égaré la prononciation : c'est ainsi que des mots comme *avrai*², *avra*, des noms propres comme *Lefebvre* ont été lus à tort avec un *u* voyelle : *aurai*, *aura*, *Lefebure*, et quoique fautifs, ont aujourd'hui droit de cité sous leur nouvelle forme et avec leur nouvelle prononciation.

A propos des *consonnes*, nous n'avons guère à mentionner qu'une longue liste de mots commençant par une *h* aspirée, les mêmes que les grammairiens de nos jours donnent encore en exemples. Bèze parle aussi de l'*l* mouillée, que nous ne savons plus prononcer aujourd'hui et que nous remplaçons par un *j* (*prod* (*ailleurs*, prononcé *ayeurs*); il fournit enfin une explication fautive de l'*x* au lieu d'*s*, à la fin des groupes *au* et *eu*, en le comparant au signe que les Allemands placent dans l'écriture cursive au-dessus de l'*u*, pour le distinguer de l'*n*.

Aux chapitres des *diphtongues* et des *triphthongues*, il nous faut citer l'historique de la diphtongue *oi*, qui se prononçait *ouai*, *oè*, et a fini par aboutir à *ai* au XVIII^e siècle. On connaît les difficultés que rencontra jusqu'au milieu du XIX^e siècle la nouvelle orthographe dite de Voltaire, quand elle voulut substituer la notation *ai*, représentant la vraie prononciation³, à la notation *oi*, n'ayant pour elle que son archaïsme.

1. Voy. P. Meyer, *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*, t. I (1870), p. 244 et suiv.

2. Théodore de Bèze dit que l'on écrivait *aurai* (= *avrai*), mais que l'on prononçait *arai*.

3. Voy. dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} décembre 1891 un article de M. Michel Bréal, *Le langage et les nationalités*, où il est fait allusion (p. 623) aux deux sons actuels *ai* et *oi* ayant primitivement même origine.

Cette diphtongue *oi* n'était pas prononcée de la même façon dans toutes les provinces de France du vivant même de notre auteur; il a grand soin de nous en avertir, comme il le fait d'ordinaire quand se présente une remarque de ce genre. Car, il faut bien le dire, l'un des mérites principaux de l'opuscule de Bèze est l'attention qu'il apporte à mentionner les différences dialectales. En groupant les remarques de ce genre éparses dans l'ouvrage, on peut arriver à constituer l'ensemble très intéressant d'un certain nombre de caractères déterminés des dialectes français au milieu du xvi^e siècle. C'est ce que nous allons essayer de faire.

Les *Picards* gardent le son dur du *c* latin devant *a*, *o* et *u* au lieu du son français chuintant, et admettent le son chuissant devant *e* et *i* au lieu du son sifflant; ils distinguent aussi les voyelles nasales *an* et *en* (*in*), et prononcent distinctement les deux voyelles des diphtongues *ai* et *ei* en une seule émission de voix; c'est à peu de chose près la prononciation allemande de *ei* ou de l'*i* anglais dans *time*. Bèze cite comme essentiellement *picards* les mots *horion* et *hucher*, dont l'étymologie est encore douteuse : pour ce dernier la forme *picarde* serait *huquer*.

Les *Normands*, qui ne prononcent pas bien les nasales finales, ont conservé la diphtongue *ei* (= *ai*) et ne l'ont pas fait passer au son *oi*. Ils écrivent et prononcent *e-u* et non *eu* (*u*) les finales des participes passés en *u*; cette prononciation, que Bèze reproche à la *Normandie*, comme aussi au pays de *Chartres* et à l'*Orléanais*, est au contraire un archaïsme qui n'a rien de blâmable. Ne pas oublier l'accent trainard des *Normands*, que notre auteur qualifie très exactement d'accent *interrogatif*.

Les *Manceaux* remplacent l'*r* simple par une double *r* (*fairre* pour *faire*), au contraire des *Lorrains* et des *Poitevins*, qui prononcent l'*r* double comme une *r* simple. Ces derniers ont une forme spéciale pour leur troisième personne du pluriel de l'indicatif présent : ils *disant*, ils *parlant* pour ils *disent*, ils *parlent*.

Les *Bourguignons*, les *Berrichons* et les *Lyonnais* laissent tomber leurs *h*. Les premiers prononcent *ai* en place d'*a*; les

autres (*Berrichons* et *Lyonnais*) ont parfois la prononciation *ou* au lieu d'*o*. Bèze n'a pas remarqué que cette prononciation, reprochée par Henri Estienne aux courtisans, ne se présente que lorsque la voyelle est suivie d'une *s*¹. Les *Berrichons* changent parfois le *g* en *j* (*ajace* pour *agace*).

Les *Gascons* confondent le *v* et le *b* (*bin* pour *vin*) et prononcent l'*é* fermé suivi d'une *r* ou d'une *s*, comme un *è* ouvert (*arrivair* pour *arrivér*, *bontès* pour *bontés*) ; à la troisième personne du pluriel *aimoint*, qui se retrouve aussi dans le parler de *Toulouse*, la finale se prononce comme *soin*.

En *Provence*, en *Dauphiné*, en *Savoie*, l'*o* n'a pas toujours abouti à *ou* (*dolour* pour *doulour*). Les *Savoyards* ont gardé la forme ancienne *m'espée* au lieu de *mon espée*.

Les *Parisiens*, qui abrègent les syllabes, changent comme les habitants d'*Auxerre* et de *Vezelai* (patrie de Théodore de Bèze), l'*r* en *s* : *chaise* pour *chaire*, *Théodose* pour *Théodore* ; ils font passer la diphtongue *oi* au son *è* (*verre* pour *voirre*). Les formes *fesant* (pour *faisant*), *iau* (pour *eau*), *ieul* (pour *œil*), *baurra* (pour *baillera*), *agardez* (pour *regardez*) sont particulièrement *parisiennes*.

Bien qu'incomplètes, ces remarques sur les différents dialectes dénotent chez Théodore de Bèze un esprit de recherche scientifique qu'on ne retrouve pas au même degré chez les autres grammairiens de son temps. Ses connaissances linguistiques ne se bornent pas du reste au français : au cours de son livre, nous avons l'occasion de constater qu'il avait certaines notions d'ancien français, qu'il savait bien l'allemand, l'italien, l'espagnol et le grec, le grec surtout qu'il avait étudié tout spécialement, dont il abuse peut-être un peu, et pour l'amour duquel il se fait le complice d'une étymologie malheureuse, en dérivant *oui* (anciennement *oil*, latin *hoc-illud*), particule affirmative française, de *ούκ*, particule négative grecque ; et cela par l'intermédiaire des Marseillais, descendants des colons grecs de Phocée !

Le chapitre consacré aux lettres qui ne se prononcent

1. Voy. notre recueil de *Rondeaux et autres poésies du XVI^e siècle* publié pour la *Société des anciens textes français* (1889), p. LVII-LVIII.

pas, *de literis quiescentibus*, comme les nomme Théodore de Bèze, est doublement utile à lire. Il nous prouve, comme nous le savons d'ailleurs, que la plupart des lettres que nous avons supprimées depuis dans notre orthographe ou que nous ne prononçons plus, ne se prononçaient déjà pas au xvi^e siècle ; tels sont les mots comme *baïller*, *âge*, *reçu*, *écu*, *épée*, *gâter*, etc., qui se prononçaient alors comme ils s'écrivent aujourd'hui, mais s'écrivaient *baïllier*, *aage* ou *eage*, *receu*, *escu*, *espée*, *gaster* ; tels sont aussi les mots comme *saoul*, *paon*, *faon*, qui au xvi^e siècle se prononçaient comme de nos jours. Dans les formes *fol*, *col*, *sol*, l'*l* comme aujourd'hui s'était vocalisée, et l'on prononçait déjà *fou*, *cou*, *sou*.

Un autre fait à noter est que dans un grand nombre de mots, certaines lettres introduites, sous prétexte d'étymologie, dans l'écriture mais non pas dans la prononciation, par les humanistes de la Renaissance, sont prononcées aujourd'hui par la classe aisée de la société, qui met sa prétention à faire entendre toutes les lettres demandées par notre orthographe souvent bizarre et toujours inconséquente. Le peuple, continuant la tradition ancienne, prononce avec raison, aujourd'hui comme au temps de Théodore de Bèze, *oscur* et non *obscur*, *ostiné* et non *obstiné*, *diton* et non *dicton* ; nous devrions aussi dire, comme au xvi^e siècle, *hureux* et non *heureux*, *sine* et non *signe*, *résiné* et non *résigné*, etc., etc.

La dernière partie de l'ouvrage se rapporte aux *accents* ; elle a moins d'importance pour nous, d'autant qu'elle repose sur des théories qui sont en contradiction absolue avec les règles nouvelles de la critique moderne.

Malgré ses légers défauts et ses lacunes évidentes, le livre de Théodore de Bèze, conçu par un esprit droit et sensé, dégagé de tout préjugé, forme un des chaînons, non le moins important, de cette longue suite d'ouvrages qui, depuis l'*Art de pleine rethorique* de Pierre Fabri, au commencement du xvi^e siècle, jusqu'aux derniers travaux lexicographiques de ce temps, ont été consacrés à faire apprendre et connaître le *parler de France*.

GASTON RAYNAUD.

Documents

A CAEN, CINQ ANS APRÈS LA RÉVOCATION

LETTRES ET INTERROGATOIRES DE PRISONNIERS

POUR CAUSE DE PROTESTANTISME

L'ancienne et importante Église réformée de Caen est une de celles sur laquelle nous possédons le plus de renseignements. Sans parler des notes publiées par M. F. Waddington en 1862¹, ni de l'excellente monographie que lui a consacrée en 1877 M. Soph. Beaujour, elle figure très souvent déjà dans ce *Bulletin*. Rappelons seulement, pour mémoire, deux articles de M. A. Galland en 1890² sur le procès intenté au temple et celui que l'année suivante³ j'ai publié sur trois évasions du couvent des nouvelles catholiques de cette ville, en 1700. — Il s'en faut néanmoins, et de beaucoup, que la matière soit épuisée. J'ai pu m'en convaincre récemment en parcourant un volumineux dossier des Archives nationales (TT 317^A) que M. Huillard avait communiqué dès le 6 mars 1859 à M. F. Waddington, mais dont celui-ci n'a extrait et publié que quelques très brèves mentions.

Ce dossier me permet aujourd'hui d'ajouter quelques pages aussi intéressantes qu'édifiantes, dans le sens le plus élevé de ce mot, à l'histoire de la liberté religieuse, ou plus exactement du despotisme religieux dans la capitale du pays de Caux cinq ans après la Révocation. Il renferme, en effet, d'abord une série importante d'états ou de listes de pensionnaires des nouveaux et nouvelles catholiques et des jésuites de Caen en 1690. Ces états, joints à ceux que conservent les archives du Calvados, fourniraient à eux seuls les éléments d'une forte brochure sur ce lamentable sujet des séquestra-

1. *Le protestantisme en Normandie depuis la Révocation*, Paris, Dumoulin, in-8.

2. Pages 569 et 617.

3. Page 533 ss.

tions pour cause de religion et par ordre du roi dans cette cité aux xvii^e et xviii^e siècles.

Au milieu de ces listes se trouve une lettre écrite à la maison des nouvelles catholiques de Caen le 8 avril 1690 par dix femmes ou jeunes filles protestantes qui y avaient été enfermées deux ans auparavant, après avoir séjourné déjà plusieurs mois dans divers couvents et prisons, et notamment dans le donjon du château qui domine encore aujourd'hui le point culminant de la ville. Rédigées par l'une des prisonnières, *Esther Osmont*¹, et signées par elle et par toutes ses compagnes de captivité, ces lignes sont un éloquent témoignage des souffrances endurées pour la cause de l'Évangile par ces nobles femmes, dont l'une, *Anne Lesage*, veuve du sieur de Cairon, n'avait pas moins de soixante-dix-huit ans. On nous saura certainement gré d'avoir transcrit cette touchante requête et de l'avoir accompagnée d'un fac-similé des signatures ainsi que d'une vue exacte de la maison de la rue Guilbert² dans les greniers de laquelle elles furent tracées.

Monseigneur,

Vous estes très humblement supplié de recevoir les justes plaintes d'Anne Lesage vefue du sieur de Cairon âgée de plus de soixante et dix huit ans, Suzanne du Vivier femme du sieur Duruel, Suzanne Paisant femme du sieur Badenhop, Anne Bernesent femme du sieur du Coudray, Françoise, Anne et Marie de Varignon, Ester Osmont, Ester Vincent et Sara Morin³ arrêtées il y a près de quatre ans par l'ordre du sieur de Gourgues cy devant intendant en la généralité de Caen qui nous fit conduire dans divers couvents et prisons d'où il nous fit mener dans le donjon du château de ladite ville et de là traduire, après y avoir esté cinq mois enfermées, dans la maison des nouvelles catholiques de Caen le 27 d'aoust 1688, où

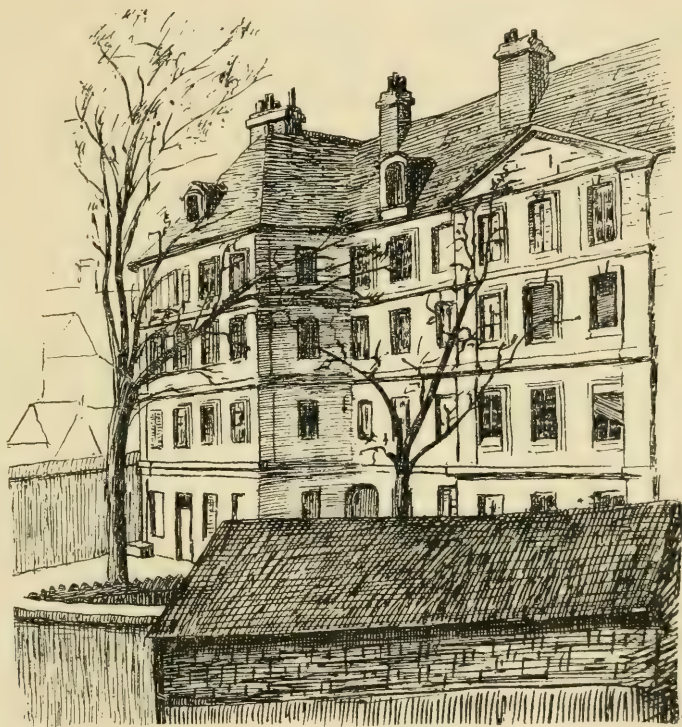
1. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer l'écriture de la lettre avec cette signature.

2. L'ancienne maison des nouvelles catholiques est située entre les rues Guilbert et des Carmes. La vue que nous donnons est prise de la rue des Carmes dont la maison est séparée par un jardin, la façade de la rue Guilbert ne faisant pas, d'ailleurs, partie de l'ancien bâtiment.

3. Je laisse aux Caennais le soin d'identifier ces noms dont quelques-uns sont encore représentés, si je ne me trompe, parmi les protestants de la ville.

nous sommes depuis ce temps recluses dans des greniers, sans avoir communication avec qui que ce soit et traitées avec autant de rigueur comme si nous étions criminelle de laize-majesté au premier chef.

Nous avons fait présenter plusieurs requestes audit sieur de Gourgues, aussy bien qu'à Monsieur Foucault qui luy a succédé, qui n'ont eu aucun efet, ayant toutes été rejetées. L'estat déplo-



nable où nous sommes réduites, privées de nos familles, nos maisons et nos biens abandonnés, sur lesquels on a fait payer de grosses pensions, quoy qu'on nous dénie la meilleure partie de notre nécessaire, nous fait prendre la liberté, monseigneur, de vous exorter par les compasions de Jésus-Christ, d'avoir pitié de notre misère; il n'y a que vous, monseigneur, qui nous en puissies faire sortir, en représentant, à sa majesté, dont la clémence est sans exemples, les traitement qu'on nous fait.

Nous ne demandons point de grâces sy on peut nous convaincre

de quelques malversations. Mais s'il se trouve qu'il n'y ait rien à redire à notre conduite, nous demandons à jouir des mesmes faveurs que le roy accorde sy libéralement à toutes celles qui nous ressemblent; nos souhaits sont justes mais cependant, monseigneur, nous n'en pouvons rien espérer que par votre puissante protection que nous implorons pour cet effet. C'est d'elle dont nous attendons notre liberté qui nous rendra à nos familles, à nos enfants et à nos parents qui seront tenus comme nous à pousser continuellement nos vœux et nos prières au ciel pour la conservation de vostre illustre personne dont nous serons pendant toute notre vie,

Monseigneur,	les très humbles et très
ANNE LESAGE, SUZANNE DU VIVIER,	obéissantes servantes
SUZANNE PAISANT,	
ANNE BERNECENT, MARIE DE VARIGNON,	ESTHER OSMONT,
ESTER VINCENT, FRANÇOISE DE VARIGNON,	ANNE DE VARIGNON,
	SARA MORIN.

A la maison des Nouvelles Catholiques
de Caen, le 8 avril 1690.

Quel peut avoir été le crime de ces dix suppliantes? Sans doute d'avoir essayé de sortir du royaume pour échapper au despotisme et à l'hypocrisie. Ces malheureuses s'imaginaient qu'en s'adressant au ministre d'État, elles auraient plus de succès qu'auprès des intendants. Pour les laisser en prison, ignoraient-elles que le ministre n'avait qu'à leur appliquer le traitement que « le roi accordait si libéralement à toutes celles qui leur ressemblaient »? — Mais passons à d'autres pièces que renferme le même dossier, et qui complètent très heureusement cette lettre. Elles nous révèlent, en effet, que pendant que ces femmes souffraient et priaient pour leur délivrance dans ces greniers, quelques anciens protestants de Caen, que la terreur avait fait abjurer à la Révocation, se réunissaient secrètement chez l'un d'entre eux, Jacques Simon dit Triasnon, beau-frère de Pierre Le Cavalier.

Il y eut deux de ces réunions clandestines dans la chambre de Simon, le dimanche avant Noël et le jour de Noël 1689, c'est-à-dire un peu plus de quatre ans après la suppression violente du protestantisme. Quinze à seize personnes y assistèrent, se mirent à genoux pour prier, lurent la Bible et un sermon, chantèrent des psaumes, et prièrent de nouveau,

qui nous vendra a nos familles, a nos enfants, et a nos parents qui seront venus
comme nous a puiser continuellement nos vœux et nos prières au Ciel pour la
conservation de votre illustre personne dont nous serons pendant toute notre
vie

Monsieur

Les très humbles et très
obéissantes servantes

Amélie & Susanne Duvivier

Susanne paisant

avec Bernegant maris de comines

Esther Dant

Esther Vincent Françoise de vignon

Anne de vignon
Lara morin

a la maison des nouvelles catholique
de caen le Sauril 1690

entre autres pour la prospérité du grand roi qui avait interdit sous peine de mort ce culte si simple et si sincère.

Qu'on ne s'y trompe pas : ces deux réunions, dans la chambre haute de Jacques Simon nous font assister à la résurrection de l'Eglise réformée de Caen après la tourmente de 1685. Je n'en connais pas qui les ait précédées, — l'intendant Foucault en parle d'ailleurs comme d'un événement absolument insolite, — et pendant près d'un siècle encore il ne devait pas y en avoir d'autres.

Mais les prières que ces « nouveaux convertis » firent monter au ciel le jour de Noël 1689 n'étaient pas encore achevées que « les gardes de Monsieur l'Intendant » survinrent avec des soldats de la garnison et mirent en prison Simon, que sa femme et d'autres ne devaient pas tarder à y rejoindre. Une instruction criminelle fut ouverte, et tous ceux qui avaient pris part à ces assemblées furent successivement interrogés. Un extrait des confrontations qui furent faites au cours de ce procès, daté du 30 janvier 1690, nous a été conservé. Je le reproduis intégralement malgré son étendue relative, car il constitue en quelque sorte l'acte de fondation de l'Eglise réformée de Caen actuellement existante.

Il offre encore un autre intérêt. L'arrestation et l'information qui la suivit épouvantèrent les inculpés. La contravention dont ils étaient coupables, et qui nous paraît aujourd'hui si minime, ou plutôt si digne de respect, ne les exposait à rien moins que la peine de mort, aux termes de l'édit d'octobre 1685, de la déclaration du 1^{er} juillet 1686 et de l'ordonnance du 1^{er} mars 1689. C'est Foucault lui-même qui le dit dans une lettre jointe à l'extrait et qui est du 10 février 1690. Sous l'impression bien naturelle de cette terreur et sur les instances de la femme de Simon, Madeleine Le Cavelier, les malheureux commencent par nier. Mais bientôt leur conscience se révolte, et dès le 30 janvier, ainsi que le constate le document qu'on va lire, ils se décident tous à rendre hommage à la vérité. Rien n'est touchant comme cette confession dans la bouche de quelques-uns d'entre eux. Ainsi Renée Quesnel, qui paraît avoir eu la première idée de ces réunions, et sa sœur Suzanne se mettent à genoux en pleu-

rant devant le juge d'instruction, et celle-ci déclare que « le plus grand péché qu'elle ait fait est d'avoir menti ». Désormais pas un seul des coupables n'hésitera plus à s'accuser.

A tous les points de vue on peut donc dire que la résurrection secrète de l'Église réformée de Caen est le résultat d'un retour à la vérité qui avait été abandonnée ou reniée en face du péril, mais qui fut confessée en dépit de ce péril même. Il y a bien dans ce dossier une lettre de Simon (9 février 1690) qui plaide les circonstances atténuantes, c'est-à-dire déclare qu'il « ignorait l'importance de la chose », mais en même temps elle renouvelle la déclaration qu'il avait faite un mois auparavant lorsqu'il fut confronté avec ceux auxquels il avait servi en quelque sorte de ministre ou prédicant sous la croix.

Du cahier des confrontations des tesmoins ouïs contre plusieurs nouveaux convertis accusez de s'estre assemblez, et avoir fait l'exercice de la R. P. R., a esté extrait ce qui ensuit.

Du lundy 30 janvier 1690.

M^r Robert Estienne le Cairu sixie^e tesmoin ouï en l'information recolé en sa déposition, fait venir pour estre confronté à Jacques Simon dit Triasnon prisonnier, etc.

Et par ledit *Simon dit Triasnon* a esté dit que jusqu'à présent il ne nous a pas dit la vérité sur ce que nous luy avons demandé touchant lesd^{es} assemblées parce que depuis qu'il est prisonnier, sa femme et d'autres, soit la fille de *Pierre le Cavalier* sa nièce aagée de sept ans ou environ luy ont apporté, tantost l'une tantost l'autre, des billets dans lesd. prisons par lesquels on luy mandoit de persister à desnier les choses comme elles se sont passées dans la vérité, dans lesquels billets il n'y avoit point de signature ni de suscription adressante à luy ni ne connut point le caractère desdits billets au nombre de trois, et sa femme et sa niepce ne luy avoient point dit de quelle part elles luy apportoit lesdits billets et ne s'en estoit point informé.

A dit qu'il est prest de nous dire la vérité scavoir que la femme de *Jean Caignard* qui demeure avec *Anne du Bois*, fille, dans une chambre sur celle du respondant au troisieme estage, estoit allée plusieurs fois dans la chambre du respondant. Elle luy avoit dit

qu'ils estoient bien malheureux de n'avoir plus de temple pour faire leurs prières, et qu'il falloit s'assembler à cet effet; elle sollicita le respondant de consentir qu'on en fit l'assemblée dans la chambre du respondant, à quoy ayant condescendu, ils estoient convenus d'en faire l'assemblée *le dimanche précédent le jour de Noël dernier*, et le mesme dimanche au matin ladite Quesnel femme dud^t Caignard entra dans la chambre du respondant *avec Suzanne Quesnel sa sœur, Anne du Bois, Jean Gautier* menuisier demeurant à la neuve rüe et sa femme, *la femme d'Isaac Lhonorey* menuisier aussi demeurant en la neuve rüe, *la femme d'un surnommé les Sablons* droguiste demeurant vis-à-vis de l'hostellerie du signe de la Croix, et *Anne Bourget*. Et après, le respondant ayant pris sa bible, il en auroit fait lecture en la présence des susnommés; ensuite ladite Anne du Bois ayant pris ladite Bible, elle en avoit aussi fait lecture, après quoy le respondant ayant pris un livre ou il y avoit un sermon moullé de leur Religion il en avoit fait lecture, toutes lesquelles lectures avoient esté faites hautement, ensuite ils chantèrent à haute voix un Pseaume de leur Religion P. R., et le respondant et quelques uns des autres ayant chacun un livre de pseames où ils chantoient et ensuite ils avoient, à genoux, fait des prières à haute voix qui sont à la fin des Pseames, et après la cérémonie finie, ils s'en allèrent chacun de leur costé après que lad^t femme dud^t Caignard eut déclaré à toute l'assemblée qu'on s'assembleroit au mesme lieu, pour le mesme sujet, le jour de Noël ensuivant.

Et led^t jour de Noël dernier environ les neuf à dix heures du matin, le respondant et sa femme estant dans leur chambre, lad^t Renée Quesnel femme dud^t Quaignard estoit entrée dans leur chambre accompagnée des mesmes personnes cydessus desnommées et de deux des fils de *Jacob Gautier* de S^t Contest et d'un homme qu'il crut estre leur serviteur domestique, deux des filles d'un nomme *le Bastard* et leur servante demeurant en la grande rüe parroisse S^t Pierre, et d'un compaignon ou apprentif de Jean Gautier menuisier, ne sçachant point le nom dudit apprentif, et d'abord, ils s'estoient tous mis à genoux, et avoient fait ensemble des prières à haute voix, après quoy le respondant leut hautement un autre sermon, et ensuite ils chantèrent à haute voix ensemble un pseaume de leur religion, et après, s'estants remis à genoux, ils avoient fait des prières à hautes voix, et mesme ils firent des prières pour la santé et prospérité du Roy et pour la paix du Royaume; et après le compaignon ou apprentif de Jean Gautier ayant pris la bible, il en avoit fait la lecture hautement. A dit que sa femme avoit aussi

esté à la première assemblée ainsi qu'il a parlé cy dessus, et qu'on n'a pas fait d'autres assemblées dans sa chambre, n'ayant point connoissance qu'on en ait fait dans aucune autre; se souvient aussi qu'une fille qu'on luy a dit s'appeler *Françoise Boullin* qui est prisonnière estoit aussi avec les autres dans l'assemblée qui se fit dans sa chambre le jour de Noël dernier; lecture faite ont déclaré persister à ce que dessus et ont signé.

Après quoy, ayant fait retirer ledit Simon dit Trianon, nous avons fait entrer *Magdelaine le Cavelier* sa femme pour estre confrontée audit le Cairu, etc.

Et par ladite le Cavelier a esté dit qu'elle demande pardon à justice des dénégations qu'elle a faites sur les charges de ce procès et qu'à présent elle est preste d'en dire la vérité, scavoir que le jour et feste de Noël dernier Renée Quesnel femme d'un nommé Caignard entra dans la chambre de la respondante environ les dix heures du matin accompagnée de Suzanne Quesnel sa sœur, d'Anne du bois qui demeure avec ladite Renée Quesnel sur la chambre de la respondante, et de deux des filles d'un surnommé le Bastard, Anne Bourget et de sa niepce, d'un nommé Gautier, et un autre homme à elle inconnu, et de deux des fils d'un nommé Gaultier de Saint-Contest accompagnés d'un homme à elle inconnu, ne sçait point si c'est leur serviteur domestique. Et dabord ledit Simon son mary ayant pris un livre de psaumes de leur R. P. R., il en avoit fait lecture hautement, et le compagnon ou apprentif dudit Gauthier menuisier avoit fait lecture dans d'autres livres hautement, et s'estans mis à genoux ils avoient fait des prières ensemble à haute voix et sa mère estoit demeurée dans sa petite chambre à costé de celle de la respondante, et après ils se séparèrent chacun de leur costé. Et après, les gardes de M. l'Intendant estans arrivez, ils avoient arresté le mary de la respondante; desniant qu'on ait fait d'autres assemblées dans sa chambre, a dit que la cause qu'elle ne nous avoit pas dit les choses cy dessus est, que Renée Quesnel femme dudit Caignard et la femme dudit Gaultier luy avoient dit de ne pas reconnoistre la vérité; lecture faite, est tout ce qu'elle a dit.

Après, nous avons fait comparoir *Marguerite Olivier* autre accusée pour estre confrontée audit Cairu.

Et par ladite Olivier a esté dit que le jour et feste de Noël dernier estant couchée en son lit, dans sa petite chambre, à costé de celle dudit Triasnon, et elle avoit ouï chanter des personnes dans ladite chambre dudit Triasnon et elle ouï des personnes qui descendoient et montoient en icelle, et est ce qu'elle a dit.

Après, avons fait comparoir *Renée Quesnel* autre accusée et prisonnière pour estre confrontée à *Joseph le Gentil*, etc.

Ladite *Renée Quesnel*, s'estant mise à genoux, les mains jointes, a dit qu'elle demande pardon à Dieu et à la justice d'avoir menti devant nous et que ce qu'elle en a fait n'a esté que pour sauver un homme des gallères.

Surquoy nous luy avons dit de s'expliquer plus amplement sur ce qu'elle nous vient de dire, sur quel sujet elle a menti, et qui est l'homme qu'elle a prétendu par ses mensonges ou dénégations sauver des gallères. Et, après s'estre relevée suivant nostre ordre, a dit qu'elle est preste de dire vérité, scavoir qu'il est vray qu'elle a assisté à plusieurs assemblées qui ont esté faittes dans la chambre de *Jacques Simon* dit *Trianon*, et que la femme dudit *Simon* luy en avoit donné occasion après estre montée en sa chambre luy demandant si elle vouloit descendre dans la chambre dudit *Simon* dit *Trianson* pour prier Dieu, et que le jour de Noël dernier au matin, la femme dudit *Simon* dit *Trianson* estant montée en sa chambre, elle luy avoit dit que si elle vouloit descendre dans la chambre dudit *Simon*, on y alloit faire les prières, ce qui l'avoit obligée d'y descendre, et elle y trouva plusieurs personnes tant hommes, femmes que filles ne pouvant en dire le nombre ; et y estants assemblés, ledit *Simon* dit *Trianson* y fit lecture hautement dans leurs bibles, et après, s'estants tous mis agenoux, ledit *Simon* dit *Trianon* avoit commencé à chanter à haute voix tous ensemble des pseumes de leur religion, comme ils les avoient chantez dans leur Temple, et qu'il n'y eut point d'autres personnes qui fissent lecture que ledit *Simon* dit *Trianon* ; et qu'Anne du Bois fille avec laquelle elle demeure ne descendit point de leur chambre avec la respondante, parce que comme elle est lingère elle estoit occupée à rendre du linge qu'elle avoit blanchy, mais pendant que ledit *Trianson* lisoit et qu'ils chantoient, ladite Anne du Bois descendit dans la chambre où ils estoient, mais elle n'y tarda pas longtemps, sans avoir pris garde si elle s'y estoit mise à genoux, parce qu'on l'avertit d'aller porter du linge.

Ce qui a donné lieu à la respondante de nous dénier jusques à présent toutes ces choses, a esté que la femme dudit *Simon* dit *Trianson*, dès le mesme soir que son mary fut arrêté, luy avoit dit qu'il ne falloit pas rien annoncer ni rien reconnoistre parce qu'il en arriveroit du mal à son mary, et depuis ladite femme *Simon* l'a sollicitée plusieurs fois et en différents jours qu'il falloit que la respondante ne dit pas les choses comme elle estoient passées pour

éviter que son mary ne fust condamné aux galères, et c'est ce qui l'a obligée de faire toutes les dénégations précédentes sur ce sujet, mais depuis hier au soir que nous l'envoyasmes prisonnière y ayant fait reflection, elle s'est résolue et déterminée à nous dire la vérité.

Nous avons fait comparoir *Magdeleine le Cavelier* pour estre confrontée à Françoise Boullin, pourquoy nous avons fait lecture des responses et déclarations de ladite le Cavelier en la présence de ladite Boullin ausquelles ladite le Cavelier a déclaré persister disant qu'elles contiennent vérité, et qu'elle advoue présentement qu'on fit aussi dans sa chambre une autre assemblée d'autres femmes et filles le dimanche précédent le jour de Noël dernier et qu'elle ne remarqua pas bien si ladite Boullin en estoit du nombre, mais elle l'avoit bien remarquée parmi les autres en l'assemblée du jour de Noël dernier, et déclare aussi avoir veu en la première assemblée lesdites Renée et Suzanne Quesnel et Anne du Bois.

Nous avons fait comparoir *Anne Bourget* prisonnière pour estre confrontée à Françoise Boullin, lesquelles, en présence l'une de l'autre, après, etc.

Et par ladite Bourget a esté dit que jusqu'à présent elle reconnoist avoir toujours dénié la vérité et que sur les remontrances que nous luy faisons présentement, elle déclare que le dimanche précédent le jour de Noël estant allée chez ledit Simon dit Trianon pour rendre visite à la belle-mère dudit Simon dit Trianon, laquelle est aagée et qu'on avoit dit estre indisposée, elle y avoit trouvé plusieurs personnes assemblées tant hommes que filles, à la réserve dudit Simon dit Trianson, de sa femme et desdites Renée et Suzanne Quesnel et Anne du Bois, et ledit Simon dit Trianon fit lecture dans un livre de leur religion et firent tous ensemble les prières, s'estants mis à genoux, et avoient fait des prières hautement et avoient aussi chanté a haute voix des Pseaumes de leur religion, et se souvient que la femme de *Pierre Hettier* pendant ce y estoit aussi entrée mais elle n'y resta pas longtemps, et elle ouït dire dans cette assemblée sans se souvenir par qui, qu'on s'assembleroit dans la mesme chambre dudit Simon dit Trianon le jour de Noël suivant pour faire des prières pour la naissance de nostre Seigneur et pour nostre Roy, et cela luy donna occasion de retourner à la mesme heure du matin environ les neuf à dix heures où il se fit pareille assemblée. Elle y avoit veu les mesmes personnes que le dimanche précédent, à la réserve qu'elle n'y avoit point remarqué ce jour là la femme dudit Hettier, et que cette invitation faite le dimanche précédent le jour de Noël l'avoit obligée d'y retourner ledit jour de Noël, et que ce

fut encore ledit Trianson qui avoit fait la lecture et fait les mesmes prières, tous à genoux, et chanté les pseumes de leur religion ; lecture faite et ont signé.

Nous avons fait comparoir *Françoise Boullin* et *Suzanne Quesnel* prisonnières pour estre confrontées à la déclaration de ladite Boullin.

Et par ladite Suzanne Quesnel a esté dit, sur les remontrances que nous luy avons faites de dire vérité, s'estant mise à genoux et ayant pleuré, que le plus grand péché qu'elle ait fait est d'avoir menti devant nous et qu'elle n'a pas avoué les choses comme elles se sont passées dans la crainte de faire du mal à Jacques Simon dit Trianson ; après elle a dit qu'il est vray que le dimanche précédent le jour et feste de Noël, environ les neuf heures du matin, elles estoient descendues dans la chambre dudit Trianson, ou il y avoit une assemblée de femmes ou filles, et dudit Trianon, de sa femme et d'un homme qu'on luy dit s'appeller le Cavelier et estre frère de la femme dudit Trianon, lequel Simon dit Trianon fit lecture dans un livre de la Religion et, s'estant tous mis à genoux, ils avoient fait les prières ordinaires de leur religion qu'avoient esté commencées par ledit Trianon et avoient chanté des pseumes à haute voix, et après ils s'estoient séparés sans avoir ouï dire qu'on deust se rassembler le dimanche suivant jour de Noël. Et comme elle alloit voir sa sœur Renée Quesnel tous les dimanches elle retourna luy rendre visite le dimanche jour de Noël environ les neuf heures du matin, et ensuite n'y ayant point trouvé ladite Renée Quesnel, elle descendit et entra dans la chambre dudit Trianon où elle trouva ladite Renée Quesnel sa sœur, ledit Trianon et sa femme, ledit Cavelier frère de la femme dudit Trianon, ladite Boullin présente, Anne Bourget et encore plusieurs autres dont elle ne se souvient à présent et ledit Trianon avoit fait la lecture dans un livre de la religion, et s'estoient mis à genoux et fait leurs prières et chanté à haute voix des pseumes de leur religion, et sur la fin ils furent advertis que les gardes de M. l'Intendant et des soldats arrivoient pour les arrêter et cela les fit cesser. Après nous luy avons demandé par quel ordre leurs assemblées avoient esté faites, et si Pierre Hettier sa femme et Pierre Angot estoient pas du nombre de ceux qui s'étoient assemblez.

A dit qu'elle ne sçait point par quel ordre lesdites assemblées s'estoient faites et qu'elle n'y avoit point vu ledit Pierre Angot, ledit Hettier ni sa femme ; lecture faite ont persisté et signé.

Autre reconnaissance et déclaration faite par ladite Françoise Boullin lors du recollement.

Lecture à elle faite de ses responses aux interrogatoires. Adjoustant que jusqu'à présent elle ne nous a point dit [vérité] et que sur les remonstrances que nous luy en faisons elle va déclarer ce qu'elle en sçait, sçavoir que le jour et feste de Noël dernier Anne Bourget et sa niepce qui demeurent aussi en partie aux maisons du sieur de Precourt Bacon, descendant du degré qui est commun à la respondante environ les neuf heures et demie du matin, avoient dit à la respondante qu'on alloit faire les prières dans la chambre dudit Trianon. Sur cela ayant demandé si on luy souffriroit d'y estre, elles luy dirent qu'elles n'en sçavoient rien ; après, la respondante ayant suivy ladite Bourget sa niepce, elles entrèrent dans la court dudit Hettier, et après elles allèrent dans la Chambre dudit Simon dit Trianon, où elle trouva ledit Trianon, sa femme, et plusieurs hommes, femmes ou filles, et après Renée et Susanne Quesnel et Anne du Bois y entrèrent les unes après les autres, et il y en entra encore d'autres dont elle ne sçait les noms, et elle ne connut point les personnes qu'elle trouva dans ladite chambre. Après, y estant tous assemblés, ledit Trianon prit un livre et en fit hautement lecture, après il commença des prières qu'ils firent ensemble s'estant mis à genoux, et avoient tous chanté hautement, et comme il y estoient encore, on leur dit qu'il y avoit des gardes du Roy servant près de nous et des soldats qui y arrivoient, et cela donna occasion à ladite témoin et aux autres de sortir et d'aller de costé et d'autre ; a dit qu'elle n'avoit point veu dans ladite chambre dudit Trianon Pierre Hettier, ni sa femme, ni Pierre Angot.

Dit que le Dimanche précédent ladite Anne Bourget et sa mère luy ayant dit qu'on alloit faire les prières dans la chambre dudit Trianon, elles y étoient allées avec ledit Bourget et sa niepce, où il y avoit des hommes, femmes ou filles assemblées, entre lesquelles estoient ledit Trianon et sa femme, et lesdites Renée et Suzanne Quesnel et Anne du Bois, où ledit Trianon fit lecture dans un livre et ensuite les prières hautement, s'estants les uns les autres mis à genoux, et ils avoient chanté des pseumes de leur religion, et que ce fut avant midy, ne pouvant dire combien de temps ils y demeurèrent, et qu'elle ne connut point les autres femmes ou filles. A déclaré que si elle avoit sçeu la conséquence des assemblées, elle ne s'y seroit pas trouvée ; lecture faite et a signé.

Nos lecteurs se demanderont sans doute maintenant ce que devinrent les femmes enfermées dans le grenier des Nouvelles Catholiques, Jacques Simon et ses auditeurs. J'ai le regret de

ne pouvoir répondre d'une manière précise. J'ai attentivement parcouru les listes de pensionnaires des Nouvelles Catholiques que je connais. J'y ai vu que *Esther Osmont* y était entrée le 11 juin 1686, au prix de 300 livres. En 1690, elle y était donc depuis quatre ans. Parmi les autres je n'ai retrouvé que les noms de *Mlle Morin* — à 150 livres par an, dont 100 à la charge de la régie des biens des fugitifs et 50 à la charge des parents — et *Mme Lesage*, entrée le 18 may 1688, au même prix, mais à la charge de 100 livres pour sa famille et de 50 pour la régie. Ces deux derniers noms se trouvent sur un état envoyé par M. Foucault le 14 octobre 1693. Les autres prisonnières étaient-elles libérées ? Je ne sais. Mais cette pauvre Mme Lesage passait sans doute pour une des plus dangereuses ou des plus obstinées, puisqu'à 81 ans, et après cinq années de détention, on ne la jugeait pas encore assez punie.

Quant aux participants aux assemblées de Noël 1689, je ne puis que citer sur leur cas l'avis de l'intendant Foucault, tel qu'il le donne dans une lettre au ministre datée de Caen 27 février 1690 :

...« Il me paroîtroit, Monsieur, qu'il y auroit du danger de laisser cette entreprise impunie, mais aussi la peine de mort sembleroit un peu rude pour une assemblée faicte dans une maison particulière et sans port d'armes et où il y avoit plus de femmes que d'hommes ; on pourroit, monsieur, commuer la peine de mort en celle des galères à l'égard des hommes et en celle du bannissement pour les femmes, que l'on pourroit retenir en prison après le jugement pour les empescher d'abuser de la liberté qui leur seroit donnée. »

Ces réflexions ne sont-elles pas le commentaire le plus instructif de l'acte dont elles discutaient si gravement le caractère criminel ?

N. WEISS.

Mélanges

LE DOCTEUR JEAN DE ROSTAGNY

RIMAILLEUR PLAISANTIN

DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

(Mars-Septembre 1685)

On a parodié, on a vilipendé les plus belles et les meilleures choses, les immortels chefs-d'œuvre du génie humain : *l'Iliade ! l'Enéide !* On a mis en rondeaux *l'Histoire romaine !* S'agissant de l'antiquité, ce n'étaient là que jeux de savants et de lettrés.

Mais voici un quidam — (il ne semble pourtant pas avoir été un meurt-de-faim ni le dernier venu) — qui s'est avisé, au grand siècle, de s'asseoir au banc des moqueurs et de rimailleur de petites satires burlesques, pour tourner en dérision la Religion Réformée et les Protestants. Et c'était à l'heure où ceux-ci se trouvaient dans l'accablement et la consternation, où ils n'avaient plus que *dix-huit* temples en France, de *neuf cents* qu'ils avaient naguère possédés (il le proclame avec joie), au moment suprême enfin où l'édit de Nantes, outrageusement violé et mis en pièces, allait être finalement anéanti par l'infâme édit révocatoire du 22 octobre 1685 !

Ce quidam était « escuyer, docteur en médecine, médecin de Son Altesse Royale Madame Isabelle d'Orléans, duchesse de Guise ». Il se signait son « très humble et très obéissant « serviteur et domestique ». En cette qualité, il était logé au Palais du Luxembourg (alors Palais d'Orléans), d'où il date ses missives¹.

Le titre général du rare petit volume que nous avons sous

1. Il n'a pas d'article dans les Biographies, mais nous avons trouvé de lui à la Bibliothèque Nationale les deux publications suivantes :

Nouveau Traité de M. Boyle, de l'Acad. Roy. de Londres sur la convenance des remèdes spécifiques avec la philosophie des corpuscules et sur l'usage des médicaments simples. De la trad. de M. Rostagny, de la Soc. Roy. de Paris, méd. ord. de S. A. R. Mad. la Duchesse de Guyse : —

les yeux est : INSTRUCTION DE LA FILLE DE CALVIN DÉMASQUÉE A MESSIEURS DE LA R. P. R., *avec des Lettres en prose et en vers libres, pour seconder les pieux desseins de notre invincible Monarque* (Paris, chez Claude Barbin, 1685. Avec privilège du Roy), in-12 de 128 pages, avec 12 feuillets préliminaires non paginés et une planche en taille-douce, représentant « la figure mise par Bèze dans les livres de la R. P. R. pour en estre l'emblème »¹.

A la page 1 (qui est ainsi paginée au 13^e feuillet) se trouve le titre spécial de ce ramas de onze verbeuses rimailles burlesques, que l'auteur qualifie « d'épigrammes *héroïques* », ayant 8 à 10 pages chacune et dédiées par lui à diverses personnes marquantes de la R. P. R., afin de bien accentuer ainsi ses généreuses railleries. Pour plus de clarté, nous allons d'abord passer en revue les onze épîtres dédicatoires.

I

La première (page 9) vient à la suite d'une rimaille intitulée : *Le Pèlerinage du Petit Troupeau de Paris à Charenton*. Elle est datée du 20 mars 1685, et adressée à Madame la comtesse du Luc, en ces termes :

« Et voilà, Madame, la découverte du lieu dont je me réserve la description pour quelque autre lettre, outre les dix-huit lettres et vers héroïques, où je métends plus au loûg sur tous les points controversés, que je donnerai quelque jour au public, avec mes autres ouvrages, tant sur la médecine que sur d'autres matières; et c'est alors que je pourrai faire les éloges de l'illustre Maison de Forbin de laquelle vous descendez, aussi bien que de celle de Monsieur le

A Lyon, 1689 (in-12. Achevé d'imprimer pour la première fois le 30 déc. 1688. Le privilège est du 25 juillet 1686).

Traité de Primerose sur les erreurs vulgaires de la médecine, avec des additions très curieuses. Par M. de Rostagny, médecin de la Soc. Roy. et de S. A. R. Mad. de Guise. A Lyon, chez Jean Certe, 1689 (in-8. Achevé d'imprimer pour la première fois le 14 avril 1689. Le privilège est du 17 mai 1686. Dédicace à l'évêque de Marseille, frère de M. le comte du Luc, et « qui s'est signalé dans la défaite de l'Hérésie »).

1. Voir sur cet emblème ou « portrait de la Vraie Religion », *Bull.* II, 9, et XXX, 174.

Comte du Luc, votre très cher époux, laquelle a donné autrefois des Empereurs à la Grèce et produit un très grand nombre de grands hommes, sans compter que la mère du grand saint Antoine en étoit aussi. Attendant cet honneur, faites moi la grâce de m'honorer toujours et de votre estime et de votre protection, puisque je suis avec un très grand respect, Madame, Votre très humble et très obéissant serviteur

DE ROSTAGNY.

Avant ledit *Pélerinage* se trouve une première lettre ou, ce semble, une première partie de cette même épître à ladite « comtesse du Luc¹ », et dont le contenu mérite d'être ici reproduit à cause des détails topiques qu'elle renferme.

« Il faudroit une plume plus fine et plus hardie que la mienne pour pouvoir vous raconter toutes les merveilles et les conversions que fait encore tous les jours S. A. R. Madame de Guise, principalement dans son Duché d'Alençon, dont elle va faire mettre à bas le Temple, qu'elle fit fermer l'année passée; et j'apprends qu'à l'exemple de cette grande princesse, mon Seigneur de Marseille, monsieur le Comte du Luc, son frère et vous, en faites de même en Provence, ayant obtenu du Roy la démolition de celui qui est au Luc. Quand au Temple fameux de Charenton près de Paris, je vous dirai, Madame, qu'il est à la veille d'estre rasé, et comme je sçai que vous estes curieuse de sçavoir au vrai ce que l'on y fait, je vous envoie la relation de mon Pélerinage vers ce lieu, bien qu'il ne s'y en fasse aucun, à faute d'objets de vénération. Toutefois, s'il m'est permis d'en imaginer quelqu'un, je peux faire passer les rêveries de Calvin pour une de ses productions et nommer sa fille l'Hérésie qu'il a établie en France et que l'on professe à Charenton. La curiosité me porta, les années dernières, d'y faire plusieurs voyages, et, après avoir fait réflexion sur tout ce qui s'y passe, j'ai cru ne vous pas déplaire, Madame, de vous en faire un détail entier d'un style à vous divertir. Je sçai qu'on ne doit traiter qu'avec beaucoup de respect les matières de Religion, mais comme

1. On vient de voir que le comte du Luc était frère de l'évêque de Marseille, lequel s'était « signalé dans la défaite de l'hérésie ». — Notre exemplaire porte en tête du premier feuillet de garde : *Pour Monsieur le Comte du Luc, à Marseille*. Ces huit mots semblent être tracés de la main de Rostagny, et notre exemplaire serait ainsi un envoi d'auteur. Beaucoup d'erreurs d'impression sont corrigées à la plume, de la même écriture et de la même encre, comme corrections d'auteur.

je n'en ai trouvé aucune trace dans ce lieu, aussi n'ai-je point eu de peine à me résoudre de traiter le tout d'un air libre, pour marquer au juste cette pensée de saint Paul (Tim. III, 9) : « *Ils n'avanceront pas plus outre* (dit-il), *lorsque leur folie sera manifestée à tous* ». C'est sur ce fondement que je commence le récit de mes premières démarches vers cette nouvelle Babylone ou cette assemblée de confusion.

Nous reviendrons plus loin sur la rimaille du *Pèlerinage* dont il s'agit ici et sur les suivantes.

II

La seconde rimaille du sieur de Rostagny (11 pages) est dédiée à *Mademoiselle de La Force*¹ :

Mademoiselle, il n'est rien de plus agréable à tous les hommes que le ressouvenir d'un péril évité et des circonstances du naufrage où l'on a esté sur le point de périr. Sur ce fondement, je prends la liberté de vous faire ma cour, en vous présentant le crayon de cette nouvelle barque où l'Erreur vous avait mise à deux doigts de votre perte. J'espère vous divertir par le ridicule des chaînes dont on se sert pour y retenir encore aujourd'hui ceux qui voguent sur le misérable Lac de Genève et sur la Rivière de Marne, où se trouve l'original de la copie que je vous présente. Que si les Religionnaires trouvent un peu étranges mes railleries, je les prie de croire que je ne fais qu'imiter Saint Augustin, écrivant à Maxime une lettre pleine de raillerie au sujet de ses fausses divinités, en réponse de celle qu'il en avoit reçue. Que s'ils n'approuvent pas, dis-je, ma manière d'écrire au sujet de la Religion, je les renverrai à la lettre en vers qu'écrivoit le grand Saint Paulin à Romanus, à dessein de le gagner à Dieu. En combattant leur erreur, j'honore fort leurs personnes.

Et il termine ainsi :

Vous me rendrez cette justice, Mademoiselle, de témoigner que dans tout ce que je viens de vous avancer qu'il n'y a pas un coup à faux, et que tout est conforme à tout ce que vous avez vu autrefois et entendu. C'est la grâce que je vous demande en faveur de mes

1. Fille du premier mariage du duc de La Force avec Marie de Saint-Simon Courtomer. Sa sœur paternelle Suzanne avait épousé Marc-Auguste de Briquemault.

frères errants, *qui n'ont plus que dix-huit temples en France, de neuf cens qu'ils avoient*. Mon dessein n'est point de les chagriner dans ce rencontre : au contraire, ce n'est que le seul zèle pour leur salut qui m'oblige d'en parler ainsi. J'ai prouvé à Monsieur Briquemau, votre beau-frère, par Saint Augustin, que Jésus-Christ a institué son corps et son sang le jour de la Cène, et qu'il a voulu que ce sacrement servit à l'Église de sacrifice quotidien. Ce même Père assure que les démons cessèrent de tourmenter les serviteurs d'une maison de campagne après qu'un de ses prêtres y eût offert le sacrifice du corps et du sang de Jésus-Christ. Je finis avec tout le respect que vous doit, Mademoiselle, votre très humble et très obéissant serviteur

DE ROSTAGNY.

Du Palais du Luxembourg, ce 15 may 1685.

III

La troisième rimaille (de 9 pages) est datée du 20 mai et dédiée à *Madame la Duchesse de La Force*¹.

Madame,

Rien ne dispose tant un malade à se soumettre aux remèdes que lorsque le médecin lui représente toutes les circonstances de son mal et les suites funestes qu'il en doit craindre. Dans cette pensée, je souhaiterois, Madame, avoir assez de lumière pour entreprendre les cures de l'esprit, comme je fais celles du corps. Je ne désespère pas qu'après vous avoir fait connoître que le mal héréditaire où votre Religion vous engage seroit facile à guérir par les soins qu'en prend mesme S. A. R. pour l'estime particulière que cette grande Princesse fait de votre illustre personne. C'est ce que je me suis proposé de faire, en vous représentant les moyens dont on se sert pour vous retenir dans un parti qui n'est redevable de son établissement qu'à l'ambition, qu'à la passion de vos pères. Ayez la bonté de faire réflexion aux paroles de Saint Augustin que vous honorez si fort. « Ceux, dit-il, qui sont séparés de l'Église Catholique ont beau se flatter d'une vie pure et innocente, ce seul crime d'être hors de l'unité de Jésus-Christ fait qu'ils n'ont point la vie en eux

1. Suzanne de Béringhen, fille de Jean de B., secrétaire du roi, ancien du consistoire de Charenton, et sœur de Mme Le Coq, conseiller au Parlement. Elle fut d'abord enfermée dans un couvent à Evreux, puis expulsée du royaume après la mort de son mari.

et que la colère de Dieu demeure sur eux. Ceux, au contraire (continue ce Père), qui sont dans cette Église n'ont qu'à bien vivre, les péchés des autres ne leur font aucun tort, parce que chacun portera son fardeau, comme dit l'Apôtre. »

Cette rimaille est une caricature de la Sainte Cène célébrée à Charenton (voir plus loin). Après quoi :

Voilà, Madame, ce grand mystère qui vous entretient dans la séparation de l'Église hors de laquelle il n'y a point de salut. Je prie le Ciel de vous donner les grâces nécessaires par une solide réflexion et je n'en désespère point, après des remèdes pour un mal que l'on croyoit incurable. C'est ce que je demande par mes prières incessamment au Ciel, pour vous témoigner par là avec combien de zèle et de respect je suis, etc.

DE ROSTAGNY.

IV

La quatrième rimaille (17 pages) est datée du 25 mai, du Palais d'Orléans, et adressée à *Madame Le Coq*¹.

Madame,

Tous ceux de votre parti publient hautement que la Réalité² est le principal motif qui les a engagés à faire secte à part, en se séparant de l'Église où vos pères ont été faits chrétiens. Mais quoiqu'un de vos fameux ministres, le sieur Daillé, ait fait voir clairement, dans son Apologie de votre union avec les Luthériens, qu'il n'y avoit qu'un peu de méprise et que ce motif n'estoit point suffisant pour rompre les liens de la Charité, je veux encore dans cette lettre vous faire voir le peu de solidité de vos raisons pour défendre les autres points, qui sont de moindre conséquence et qui néanmoins vous retiennent dans la division qui, selon vos propres maximes, est un estat où il n'y a point de salut à espérer. Je vous connois d'un esprit trop équitable pour n'y pas faire de bonne heure une sérieuse réflexion. Il ne s'agit de rien moins que d'une éternité malheureuse, et la vie ne nous est prolongée que pour prévenir le plus grand de tous les malheurs, puisque telle vie, telle fin, comme vous l'allez voir dans ce qui suit. J'espère que vous y ferez quelque réflexion,

1. Sœur de la duchesse de La Force, comme il est dit dans la note précédente.

2. La présence réelle.

sachant, Madame, que vos erreurs ne sont point les fruits de vostre présomption ni d'aucune témérité, puisque vous ne vous y trouvez engagée que par le malheur que vos pères du dernier siècle ont eu de s'y laisser séduire. J'espère, dis-je, que vous vous mettrez en peine après cela de chercher la vérité et que vous la suivrez dès qu'elle vous paroitra. Ce seroit peu et presque rien pour un cœur dur; mais pour un esprit tel que vous l'avez, c'est beaucoup et même quelque chose de grand.

Et pour conclure :

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, mais lorsqu'il s'agit du salut on ne doit rien dissimuler. Je crois m'en estre acquitté dans cette lettre que je finis, crainte que je n'en aie déjà trop dit pour vous déplaire, quoique je n'aie point d'autre dessein que de vous assurer de plus en plus que je suis, Madame, etc.

DE ROSTAGNY.

V

La cinquième rimaille (10 pages) est datée du 1^{er} juin 1885 et adressée à *Mademoiselle Théobon*¹.

Mademoiselle,

Le blasphème de Calvin que les Pasteurs de la Religion Pré-tendue Reformée ont inséré dans leur Catéchisme, où l'on assure que le Sauveur de nos âmes a été damné, est un des endroits qui a donné le plus d'atteinte aux esprits, pour avoir de l'horreur d'une doctrine si opposée à la vérité, et les ministres en ont si bien reconnu les conséquences qu'il se sont vus obligés de changer le mot de damné en celui de condamné. La justification des petits enfants dès le ventre de leurs mères, est encore un des points insoutenables et qui répugnent entièrement à l'effet du baptême institué pour détruire le péché original. L'examen de ces deux points et de quelques autres aussi mal fondés ont sans doute été du

1. Fille de Charles Bordeaux de Rochefort, marquis de Théobon, qui avait quitté le royaume avec sa femme, Marie de Caumont La Force. Ses filles avaient été mises aux Nouvelles Catholiques, puis au Cherche-Midi, enfin confiées à leur tante, Mlle de Théobon, convertie. — Mlle de Théobon se convertit en 1686, fut nommée dame d'honneur de la reine et obtint en 1688 une pension de 1,000 livres (Arch. nat., E. 3372 et 3374). « Belle prime offerte à l'hypocrisie (disent les frères Haag) ! »

nombre des motifs qui vous ont engagée à quitter le parti. Pour contribuer à la joie que vous en ressentez présentement, je me suis avisé de vous en rafraîchir la mémoire par les vers libres qui suivent.

Et après ces « vers libres », auxquels nous reviendrons, il conclut :

Cette suite de mes réflexions sur la doctrine et sur la politique de Charenton vous marquera particulièrement que je souhaite vous persuader de plus en plus mes reconnaissances des bontés que vous avez toujours eu pour moy et que je ne cesserai jamais d'estre, Mademoiselle, etc.

DE ROSTAGNY.

VI

Sixième rimaille (14 pages). Elle est datée du 28 aoust 1685 : *A Mademoiselle de la Périère*¹.

Mademoiselle,

Le bon accueil que vous avez fait à ma première lettre, par le témoignage que vous m'avez rendu, que vous aviez pris plaisir en la lisant, m'engage de continuer mon voyage et de vous rendre compte de ce qui s'est passé à mon retour. Si jamais vous avez suivi cette route par eau, vous y reconnoistrez, Mademoiselle, les particularités du départ et des entretiens mêlés de chants jusqu'à la descente du terrain. Vous y trouverez quelques applications un peu fortes; mais il est impossible de traiter autrement des malades opiniâtres, et puisque les raisons de tant d'écrivains illustres n'ont pu rien jusqu'à présent sur leurs esprits, j'ai cru qu'il fallait prendre le contrepied et les traiter de ridicules comme vous allez voir.

Et, comme conclusion :

Vous me direz peut-estre que le style dont je me sers est un peu libre, mais je crois imiter en cela le prophète Hélié, se moquant des faux prophètes, et Saint Augustin parlant aux Donatistes et

1. Dans la liste des protestants du Poitou persécutés par Marcillac en 1681, on trouve un La Perrière, à Niort. (*Fr. Prot.* de Haag, VII, 417). — Hector d'Astorg de Montbartier, sieur de la Perrière, dont la veuve, née Madeleine Froment, fut enterrée au cimetière huguenot de la rue des Saints-Pères, le 9 juin 1679. — S'agit-il ici d'une fille de ce gentilhomme ?

écrivain à Maxime payen. Mais j'ai encore un autre dessein que je ne déclare qu'à vous, au moment que je vous avoue que c'est pour vous divertir. A présent que vous avez renoncé à Calvin, fasse le ciel que Mesdemoiselles Froment, vos tantes, en fassent de même. Je suis sans réserve, avec tout le respect, Mademoiselle, etc.

DE ROSTAGNY.

VII

Septième rimaille (8 pages), datée du 30 aoust. *A Mademoiselle Martel :*

Mademoiselle,

Un de mes étonnements étoit de voir une personne issue d'une famille si illustre demeurer si longtemps dans l'erreur, et que le grand Charles Martel, libérateur de l'Église, dans la défaite de trois cent milles Sarrasins, eust laissé parmi sa postérité des persécuteurs de la même Église, qui, au lieu de marcher à la faveur de ses lumières, se sont laissés aveugler par les ténèbres de ses ennemis¹. La Vérité, jalouse de ses intérêts, ne donne qu'un temps au Mensonge pour régner. Elle vous a fait enfin la grâce de connaître les faux pasteurs qui vous abusoient. Je les nomme ainsi, puisque où ne se trouve point de mission valable il n'y a point de pasteur, et sans pasteur point d'Église. Je crois, Mademoiselle, que ce motif n'a pas peu contribué à vous retirer de ce troupeau abandonné à une si mauvaise conduite. Car, au moment qu'une de leurs ouailles implore leur secours, en présence de quelque bon controversiste, ils battent en retraite. Toute la Cour en a une extrême joie. Il n'est pas même un bon catholique qui n'en ait été touché. Et n'a-t-on pas juste raison, Mademoiselle, puisque votre vie si exemplaire et votre conduite édifient tous ceux qui ont l'honneur de vous connoître. Une dame de qualité qui loge dans ce Palais, et d'un mérite extraordinaire, m'a témoigné que vous agréeriez que je vous adresse celle-ci,

1. *L'étonnement* des lecteurs ne sera pas sans doute moins grand que celui du sieur de Rostagny, à la rencontre d'une si stupéfiante descendance, prise au sérieux par ce flagorneur éhonté. Il eût été capable de faire descendre de Charles Martel les Martel de Cognac, pour faire à leur fine-champagne une réclame dont elle peut heureusement se passer! — Les Martel étoient une famille normande très ancienne, divisée en plusieurs branches longtemps avant la Réformation. Un Fontaine-Martel, qui fut premier écuyer de la duchesse d'Orléans, a eu une fille de son mariage avec Anne de Bordeaux. C'est peut-être d'elle qu'il s'agit ici.

contenant, entre autres choses, les plaintes que font encore tous les jours les pèlerins du Petit Troupeau au sujet de leurs pasteurs.

Et plus loin :

Je finis, vous suppliant, Mademoiselle, de me faire l'honneur de croire que de tous les hommes il n'en est point qui soit plus passionné que moy d'estre toute sa vie avec grand respect, Mademoiselle, etc.

DE ROSTAGNY.

VIII

Huitième rimaille (8 pages), datée du 25 avril 1685. *A Mademoiselle de Roucy*¹ :

Mademoiselle,

Rien n'a tant fait de fruit dans l'Église, pour ramener ceux de votre parti à la connoissance de la Vérité, que l'union politique de vos Ministres avec les Luthériens. Il ne faut que du bon sens pour en juger, après les oppositions qui se trouvent dans les écrits de Calvin et de Luther sur le fait de la Réalité². On ne sauroit trop retoucher cet endroit, puisqu'il fait voir clairement que le motif de cette union n'est qu'un effet de la politique humaine, pour accroître ses forces et défendre son parti à quelque prix que ce soit. Les affaires du Salut n'ont rien de commun dans ce commerce où l'Ennemi du genre humain cherche à se conserver par la force, et le Sauveur du Monde ne demande que la douceur. Nostre grand Monarque suit cette règle, afin de ménager vos esprits et vous donner des marques d'un véritable père, au lieu que, selon la rigueur des lois, il pourroit vous punir comme enfants des Rebelles qui ont mis autrefois sa couronne à deux doigts de sa perte, ne pouvant souffrir de chef, ni temporel ni spirituel. Il ne faut pas remonter bien loin dans l'his-

1. Frédéric-Charles de Larochevoucauld, comte de Roucy (dans l'élection de Laon) et de Roye, lieutenant-général du roi, passa en Danemark et en Angleterre. Le fils aîné, avant la Révocation, avait abjuré moyennant une pension de 12,000 livres accordée le 12 février 1685. Ses deux frères mis chez les jésuites, au collège Louis-le-Grand, en sortirent catholiques. De même pour trois sœurs, Isabelle, Marie et Éléonore, mises au couvent du Notre-Dame de Soissons et qui furent converties. Mais trois autres des enfants demeurèrent protestants. (Voir *Bull.* VIII, 468, et *Arch. nat.*, E. 3373.)

2. La présence réelle.

toire pour trouver les preuves de ce que j'avance, et vous en trouverez assez dans ce qui suit pour vous persuader ce que je me suis proposé.

Et en finissant

Je vous crois trop raisonnable, Mademoiselle, pour ne vous pas rendre à la raison. L'opiniâtreté est messéante à une personne qui a autant d'esprit et de mérite que vous. On ne doit point se faire ici un point d'honneur d'avoir pris naissance dans un mauvais parti, dans lequel on ne risque pas moins que de renoncer à son salut et de s'exposer à des peines éternelles. L'exemple de Messieurs vos frères, les comtes de Roy, qui ont surmonté toutes les difficultés qui vous retiennent aujourd'hui, par la recherche des lumières dont ils avoient besoin, vous engagent par les lois du sang de faire de même, ce qui me causeroit la plus grande joie que je puisse ressentir en ma vie. Si j'étois assez heureux d'y contribuer en quelque manière, mes vœux au ciel pour vous étant exaucés, j'espère dans peu cette satisfaction, et de vous assurer alors que je suis ce que j'étois à feu Monsieur le comte de Renay, je veux dire, Mademoiselle, etc.

DE ROSTAGNY.

IX

La neuvième rimaille (9 pages) est datée du 1^{er} septembre 1685, et adressée à *Monsieur CLAUDE, Premier Ministre des P. P. R. en France.*

Monsieur,

Ce n'est point d'aujourd'hui que votre grande érudition et que la délicatesse de votre plume ont porté votre nom dans les quatre coins de l'Europe, et l'estime que vous avez acquise parmi les plus beaux esprits du parti contraire à celui dont vous entreprenez la défense les engagent aujourd'hui de s'écrier en soupirant : Est-il possible qu'une aussi méchante cause ait pu rencontrer un avocat si célèbre et que les ténèbres puissent compatir avec tant de lumière ? Dieu seul s'est réservé la pénétration de nos cœurs, et s'il m'étoit permis d'approfondir le vôtre sans témérité, j'y découvrerois de deux choses l'une : ou la faiblesse ordinaire de ceux qui se font un point d'honneur de maintenir un parti dans lequel ils ont pris naissance, ou une résolution conditionnée de rentrer au giron de l'Église. Vous êtes trop éclairé, Monsieur, pour croire que la Vérité puisse se

multiplier, et qu'il y ait plus d'une Église. Vous y êtes, ou vous n'y êtes pas. Si vous y êtes, tous vos pères et les nôtres, tous nos rois et tous nos saints évêques, depuis la fondation de la Monarchie, sont damnés à jamais. Puisque le ciel ne les a pas favorisés jusqu'à ce point que Calvin ait pris naissance dans leurs siècles, il faut que les Pères qui nous ont conservé les traces de l'ancienne doctrine se soient tous trompés, que Jésus-Christ et son épouse soient demeurés dans l'oisiveté depuis douze cens ans pour attendre la venue de ce second Messie, auquel vous êtes plus attaché qu'à l'Église. Tous les fidèles vous conjurent avec moi d'y faire une sérieuse réflexion, puisqu'il y va du salut éternel de plusieurs âmes, que vous abusez ; et pendant que vous attendez l'occasion favorable pour ce retour dont vous ne pouvez vous dispenser sans renoncer à l'éternité, un nombre considérable de votre troupeau se perd et n'aura jamais le moment heureux que vous attendez. Dieu se lasse souvent et dit à la fin, comme aux Vierges folles, qui pour trop ménager l'huile, laissent éteindre leur lampe : qui l'engage à la fin de leur dire : « Je ne vous connois point ». J'ose vous supplier de lire les Motifs de conversion de Monsieur Bréguet, ci-devant Ministre de Neufchatel (chez Muguet, pages 4, 78, 82), qui fait toucher au doigt la fausseté de la doctrine de Charenton et l'impossibilité d'y pouvoir faire son salut. Il dit que le Ciel n'est pas plus éloigné de la terre que l'Écriture l'est de votre doctrine. J'espère que vous suivrez ses traces et que votre conversion fera la joie du Ciel et de la terre en même temps. C'est dans cette attente raisonnable, dépouillé des intérêts humains, que je demeure, Monsieur, etc.

DE ROSTAGNY.

X

La dixième rimaille (7 pages) est datée du 2 septembre et adressée à *Monsieur Monginot, Docteur en médecine*¹ :

Monsieur,

Ce seroit grand dommage qu'un homme d'un si haut mérite et qui craint Dieu, comme vous, demeurât plus longtemps dans l'erreur et dans le schisme, puisqu'au dire de votre Ministre Daillé, celui qui rompt l'union de l'Église commet un aussi grand crime que les

1. Médecin renommé, mis à la Bastille, puis au château d'Angers, et enfin expulsé du royaume.

Juifs qui ont déchiré ses sacrés membres dans le temps de sa Passion. L'esprit particulier et de désunion, source unique de tous les désordres, n'a pris naissance parmi les fidèles que sous Luther et Calvin, pour en faire un article de foi qui vous engage sous peine de damnation, de croire que la plus stupide de vos assemblées a autant de droit de rejeter tel livre qu'il lui plaira de l'Ecriture Sainte, et de dire que c'est le Saint-Esprit qui leur inspire ce discernement que tous les assemblés en un Synode¹. Si cela peut avoir lieu des livres entiers, à plus forte raison, pour expliquer chaque passage le plus obscur, il se trouvera un paradoxe que tout homme sera menteur selon le Prophète-Roi, et qu'il sera véritable en même temps selon Calvin et Luther, étant inspiré du Saint-Esprit. Les contradictions de cette nature sont familières parmi ceux qui se laissent conduire par le père du mensonge. Vous jugerez, Monsieur, par l'échantillon de votre article 4, ce que peuvent être les autres qui ne roulent que sur celui-là. Si le caustique est un peu fort dans mes expressions, c'est un médecin qui veut votre guérison, à quelque prix que ce soit, et, comme la maladie est un peu invétérée, il a cru ne devoir point se servir des remèdes ordinaires, parceque notre divin Hippocrate *ad extremos morbos extrema exquisita remedia comparata, optima* (Alphor. Hipp. cap. VI, sect. 2). Je ne sçaurois jamais vous mieux témoigner le désir que j'ai de vous faire connaître l'estime que je fais de votre mérite et de votre personne, qu'en vous souhaitant d'être catholique. Fasse le Ciel que cela soit bientôt. Je vous supplie de prendre le tout en bonne part et de me croire, Monsieur, etc.

DE ROSTAGNY.

XI

La onzième et dernière rimaille est datée du 3 septembre (une par jour!) et dédiée *A S. A. Royale Madame de Guise*. — Il lui dit que « la première partie de ses Ouvrages sur les controverses ne pouvoit paroître au jour sans une protection royale : ce qui m'a engagé à *finir par où j'ai commencé, les petits vers* ». — Il ajoute que « s'il a fait une digression en adressant celle [la partie] qui compose le corps [les onze rimailles précédentes] à plusieurs particuliers, ce sont *des personnes qui ont quitté l'hérésie ou qui sont encore engagées*

1. Sic. (Le texte de cette fin de phrase se trouve altéré.)

dans ce malheureux parti, excepté Madame la Comtesse du Luc [1^{re} rimaille].

J'avois besoin, pour les uns et pour les autres, d'un modèle de piété aussi achevé que celui de Votre Altesse Royale. Nous n'avons que les prières pour désarmer la justice de Dieu et demander miséricorde pour nous et nos frères dévoyés. C'est à quoi Votre Altesse Royale s'occupe depuis plusieurs années, avec tant de zèle et à quoi la reconnaissance m'engage le reste de mes jours pour la prospérité et santé, par devoir et avec un profond respect, en qualité, Madame, de V. A. R. le très humble et très obéissant serviteur et domestique

DE ROSTAGNY.

Tout cela, remplissant 128 pages, fut donc réuni par ledit sieur en un volume in-12, avec « Privilège du Roy, enregistré sur le Livre de la Communauté des Libraires et Imprimeurs de Paris, le 29 juillet 1685 ». (Le Privilège se trouve ainsi *antidaté* relativement aux rimailles d'août et septembre suivante). Dont extrait :

LOUIS, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à nos amés et féaux, etc. Salut. Notre cher et bien amé Jean de Rostagny, médecin de notre très chère Cousine Isabelle d'Orléans, Duchesse de Guise, nous a fait remontrer qu'il a composé un livre de morale, contenant plusieurs lettres écrites à des personnes de qualité, avant leur conversion à la véritable Église Romaine, ... lequel désiroit faire imprimer... Nous lui avons permis et accordé, permettons et accordons, etc., etc.

Ce privilège précède le *Pélerinage du Petit troupeau de Paris à Charenton* qui est à la page 1 et précède la première rimaille ci-dessus indiquée. Mais il est lui-même précédé de douze feuillets non paginés (composé bizarre de pièces et de morceaux) et contenant :

1^o. — Une lettre, datée du 27 août 1685, à S. A. Royale Madame de Guise. Il y est dit que, Dieu ayant appelé à lui la Reine Marie-Thérèse (morte le 30 juillet 1683), à laquelle il allait présenter ces premiers crayons de l'Hérésie de Calvin, cette « fille masquée depuis un siècle », et qu'il entendait

démasquer, il ne pouvait mieux s'adresser qu'à S. A. R., qui marche sur les traces de la feue Reine et « imite le plus grand des monarques qui fut jamais et qui ne peut rien laisser de plus glorieux dans son histoire que d'avoir réuni pendant son règne au giron de l'Église une Secte si fière et si opiniâtre ». — Il a fait, ajoute-t-il, « plusieurs voyages tout exprès [à Charenton] et s'est entretenu avec les plus zélés du parti, afin de ne rien omettre et de ne rien avancer contre eux que sur de bons mémoires », etc.

2°. — Les quatre feuillets suivants sont remplis par une lettre à la feue Reine et des sonnets-anagrammes sur le nom de Marie-Thérèse d'Autriche, dignes d'un parfait Trissotin; rogatons faits du vivant de la défunte et qu'il ne voulut pas laisser perdre pour la postérité.

3°. — Puis vient une planche gravée en taille-douce, qui n'est aussi que l'emblème bien connu de la *Religion*, placé au frontispice de tant de livres huguenots¹.



4°. — Les neuf pages qui suivent sont une rimaille en *stances*, commentant ladite planche et intitulée : *La Fille de Calvin*

1. Ne pouvant reproduire ici cette planche (qui a 16 1/2 cent. de haut. sur 13 de large), nous la remplaçons par une équivalente. qui n'est autre que la marque xylographique d'un des ouvrages de Dumoulin. — Dans la description ironique que Rostagny lui fait faire d'elle-même, elle dit :

Ce cadavre dessous mes pieds
Est le marchepied de mon trône.

Ce qui implique une idée du carnage doublement fausse. Ce cadavre est simplement *la Mort*, foulée aux pieds par la Vraie Religion. Nous avons dit dans ce Bulletin (en mai 1853, II, 40) que le Psautier publié en 1657, in-18, et « se vendant à Charenton », contient une *Description de la*

démasquée, ou *Explication de la figure mise par Bèze dans les livres de la R. P. R. pour en être l'emblème*. — Cette rapsodie charentonesque, où il fait parler ladite figure, débute ainsi :

Ecoute, pauvre Babylone,
 Dans tes déserts de Charenton,
 Accorder sur un autre ton
 Les chants de ta triste amazone,
 Au moment que l'Astre des cieux
 Cherche à lui dessiller les yeux...

Une note a soin d'expliquer que « l'Astre des cieux », c'est « le Roy, qui les ramène peu à peu ». Suit une longue description caricaturale que la Religion fait d'elle-même, et une autre note indique que c'est « l'explication des parties de la figure que l'on voit en chaque livre de Charenton ». Vrai salmigondis de calembredaines où tout passe à la ronde, les donatistes, les iconoclastes, les libertins, etc., etc.

Malgré le secours de leurs armes,
 Et l'artifice du Moulin,
 Mon parti se voit au déclin.
 Son *Bouclier*¹ n'a pas de charmes.
 Daillé me perd dans ses écrits :
 Vous passez pour des antéchrists
 De joindre Luther à mon père.
 Après lui Claude n'en peut plus.
 Charenton pleure sa misère :
 Tous ses efforts sont superflus.
 De carosse aller en charette
 N'est pas du goût de ces docteurs.

Vraie Religion, en 22 vers, par demandes et par réponses. Voici les deux derniers :

D. — *Pourquoi dessous tes pieds foules-tu la mort blême ?*
 R. — *Pour autant que je suis la mort de la Mort même.*

Le président Gramond, le Toulousain (dans son *Histoire de la Rébellion*) s'est imaginé de voir là « l'archange Saint-Michel (!) lançant des regards de courroux sur un homme nud étendu à ses pieds (!) ». Ce président était un toqué et il eût fallu, après lui, tirer l'échelle, s'il ne s'était rencontré plus tard avec Rostagny.

1. En note : « *Le Bouclier de la Foy* » (de Pierre Dumoulin.)

Je ne fais marcher mes Pasteurs
 Qu'au son de la Boite à Perrette¹...
 Adieu donc, le Petit Troupeau...
 Adieu, mes soldats légitimes...
 Si vous demeurez obstinés,
 Qu'aux Quinze-Vingts l'on vous conduise :
 C'est le lieu des aveugles-nés...

5°. — Enfin aux 22^e et 23^e pages (non foliotées), qui précèdent le privilège, se trouve la lettre à *Madame la Comtesse du Luc*, qui semble être le début de celle dont nous avons reproduit ci-dessus une queue, à la suite de la première rimaille, celle du *Pèlerinage* (voir *suprà*, p. 78).

On comprendra maintenant le titre panaché que porte ce volume dont nous venons de détailler le menu compliqué :

INSTRUCTION DE LA FILLE DE CALVIN DÉMASQUÉE.
 A Messieurs de la Religion Prétendue Réformée.

Avec des Lettres en prose et en vers libres, pour
 seconder les pieux desseins de notre
 invincible Monarque.

Dédié à S. A. R. Madame de Guise
 par le sieur de ROSTAGNY, Esq. Docteur en
 Médecine et Méd. de Son Altesse Royale.

Première Partie.

A Paris, chez Claude Barbin, marchand libraire,
 au second pilier de la Sainte Chapelle
 et Jean d'Houry, marchand libraire, rue Saint
 Jacques, au Saint-Esprit.

M. DC. LXXXV.

Au bas de la page 128 et dernière, on lit : *A Paris, De l'Imprimerie de la veuve Adam, sur le quai des Augustins. 1685.*

1. Sur le sens de cette locution appliquée à l'Eglise Réformée, voir les éclaircissements que nous avons publiés jadis dans le *Bulletin* : VII, 219 ; VIII, 41, 48, 271, 272, 384 ; X, 204 ; XI, 8 ; XIII, 145. — (On retrouvera la *Boite à Perrette* en deux autres endroits ci-après.)

Tallemant des Réaux nous apprend que les *dames* assistaient au prêche, masquées. Il est bien possible que ce soit là ce qui aura donné à ce *versificateur libertin* l'idée de présenter une « fille de Calvin *démasquée* », alors qu'il personnifiait en elle l'Eglise Réformée, l'Hérésie.

Tout ce qui précède nous *démasque*, à son tour, cet auteur, le sieur de Rostagny, ce fils d'Esculape devenu controversiste, convertisseur, et poétaillon satirique par dessus le marché, pour complaire au Roi, à la Reine, à la duchesse de Guise, sa cliente et patronne. C'était un de ces faquins de la horde des « détestables flatteurs, présent le plus funeste!... » Il nous reste à donner des échantillons de ses rimailles, que nous avons réservées pour le bouquet.

C'est qu'à vrai dire ces onze rimailles n'en font qu'une, entrelardée par les *onze* lettres-dédicaces qu'on vient de lire. C'est, à chaque fois, *le Pèlerinage de Paris à Charenton* qui se reprend et se continue, ce pèlerinage pour le narré duquel notre *pèlerin* a fait (écrit-il à Madame du Luc) plusieurs fois le voyage, de manière à pouvoir, en un style *propre à divertir*, donner le détail de cette *nouvelle Babylone* où règne *la fille de Calvin*, L'HÉRÉSIE.

Ce que Rostagny appelle ses « vers libres » n'est qu'une interminable kyrielle de dizains ou de quatrains prosaïques, en vers de huit syllabes, lesquels forment un ensemble de 110 pages. On pense bien que nous n'allons pas insister sur les banalités et les sottes injures que délaye ce radotage. Nous nous bornerons à citer ce qui se rapporte aux localités, aux coutumes de ceux de la R. P. R., que le ridicule paraphraseur cherche à ridiculiser, et qu'il a soin de spécifier par des notes.

I. — Voici le début du pèlerin. Au sortir de Paris par le Mail¹, il accoste des Huguenots.

1. Le *Mail*, ou *Palmail*, était une avenue plantée d'arbres qui longeait l'Arsenal sur la berge du petit bras de l'île Louviers et aboutissait aux fossés de la Ville, en face du quai de la Rapée. Un passeur les faisait franchir, et l'on se trouvait aussitôt « à la campagne ».

Muses qui cherchez du travail
Abandonnez votre montagne,
Passons jusqu'au delà du Mail
Pour prendre l'air de la campagne...

Allons joindre les pèlerins
Que j'ai vu, dès le Pont-Marie,
Marcher comme des Mathurins
Vers les côtes de Barbarie.

Pour savoir s'ils sont du troupeau
De cette Réforme nouvelle,
Je vais, sans leur pincer la peau,
Les mettre bientôt en cervelle :

— « Chers frères, peut-on avec vous
Marcher quelques pas hors la ville ? »

— « Oui, monsieur, venez avec nous,
Vostre demande est trop civile. »

— « Jusqu'ici j'ai doublé le pas ;
Étant à jeun, je vous confesse
Que j'aurois besoin d'un repas.....
Si j'avois entendu la messe.

« La voulez-vous entendre aussi ?
Entrons dans Sainte-Catherine :
Les Picpus sont bien loin d'ici..
Quoi ? messieurs, vous changez de mine ?

« Sans moi, dedans les Célestins
Vous l'avez sans doute entendue ?
Ou peut-être que les destins
Vous ont fait de la Prétendue ?

« S'il est ainsi, vous avez tort
De courir en hochant la tête.
Vous pourrez calmer ce transport
En déjeunant à l'*Arbaleste*. »

On voit qu'il a feint de prendre pour des catholiques les protestants qu'il accostait, leur a demandé permission de cheminer avec eux et les a engagés doucereusement à entrer à l'église Sainte-Catherine et à entendre une messe avec lui, pour après pouvoir casser une croûte. Puis, reconnaissant que ceux-ci sont de la « *Prétendue* »¹, il leur dit qu'ils pourront,

1. Il fallait bien déjeuner et même dîner (faire le repas de *midi* à Charenton, quand le service de l'*après-midi* y retenait les fidèles. Et puis il

eux, déjeuner à l'*Abaleste*, et une note nous indique que c'était « leur cabaret de rendez-vous ». — Comme on passe devant une croix, près les Picpus, il fait l'étonné et se scandalise de ce que ses compagnons ne lui rendent pas hommage ; il plaint « leur aveuglement funeste » et, se mettant à déblatérer :

« D'un étonnement tout nouveau
Je suis saisi, quand je contemple
Le chemin si large et si beau
Qui vous conduit à vostre Temple.
Y voyant *Cérès* et *Bacchus*,
Le monde en carosse ou en chaise,
Il me semble voir là *Vénus*
Où courait le peuple d'Ephèse ¹.
Ce sont les trois divinités
De vostre cabale mutine
Qui, suivant ses brutalités,
Ne va qu'où le plaisir domine.... »

Passons trois pages d'invectives contre Calvin et sa doctrine.

« C'est donc là ce Charentonneau
Où Bacchus conserve sa trogne ?
Quel est ce spectacle nouveau ?
Est-ce ici l'Hôtel de Bourgogne ² ?

Une note explique qu'il s'agit de « la place devant le Temple ».

y avait les pasteurs à la mode, les prédicateurs plus connus que d'autres qui attiraient plus de monde. Les aubergistes préparaient leurs brochures en conséquence, et si tel prédicant ne nécessitait qu'une simple broche, il y avait ce qu'on appelait des prédicateurs à deux, à trois brochures. La cuisine et l'esprit de société ne perdirent point leurs droits, même chez les sévères huguenots. Voir les anecdotes de cette mauvaise langue de Tallemant des Réaux, huguenot lui-même, et certes pas des plus sévères !

1. Le malotru veut sans doute faire allusion au dicton : *Sine Cerere et Baccho friget Venus*. Mais on ne voit guère à quoi cela rime. — Il est capable d'avoir voulu personnifier ici : dans *Cérès* la mangeaille, dans *Bacchus* la boisson, dans *Vénus* la débauche. Pauvre Charenton, le voilà bien loti ! Il y avait pourtant loin de là au monastère de Sainte-Rosalie.

2. L'hôtel de Bourgogne, rue Mauconseil, où était alors le théâtre des comédiens italiens. On y jouait la farce. L'assimilation est digne d'un Rostagny !

Note utile, on en conviendra, mais que nous aimerions plus détaillée.

« L'on ne voit que des cabarets,
Une infinité de carosses,
Carreaux, parasols, tabourets :
Tout y rit, ce ne sont que nopces!

On dit que dans les premiers temps
Adam ne mangeoit que des pommes :
Aujourd'hui pour le pasetemps
Ses enfants sont bien d'autres hommes !

Sans crainte du qu'en dira-t-on,
Pour vivre heureux loin de l'envie,
Je ne voudrois que Charenton,
Si je n'espérois l'autre vie... »

Dirait-on pas que Charenton était un lieu de plaisance et de bombance ! Et pour justifier sa belle plaisanterie sur les pommes d'Adam, croira-t-on que notre plaisantin prend la peine de citer en note : *Genèse*, III, 8 ? O le savant homme ! et comme il est nourri, lui, de la Sainte Écriture !

« Je vois que vostre bastiment
Paroist d'assez nouvelle forme.
Est-ce du Nouveau Testament
Que vous tirez cette Réforme ?

« Non, il tient de l'antiquité
Et ressent fort son Paganisme,
Dont vous couvrez l'antiquité
Par le voile du Judaïsme... »

Là dessus, il part en guerre contre les basiliques, grecques, romaines ou juives, et prédit la ruine prochaine de celle de Charenton :

« Car je crains que ce fondement,
Près de la Marne si muable,
Ne renverse un jour lourdement,
N'estant basti que sur le sable.

« Il pourroit bien tomber à bas
Sans refaire la brèche entière,
Car vos matériaux ne sont pas
Tirés d'une bonne carrière.

« De tous côtés on voit le jour
 Dans ce petit fort de bataille,
 Et des ormes plantés autour
 Enceints d'une grande muraille... »

Une note dit que c'est là « le Temple par le dehors », et si l'on demande pourquoi « tant de lumière », notre plaisantin va répondre :

« J'en découvre la vérité :
 C'est que vous voulez (fines bêtes!)
 Que toute la Postérité
 Vous estime autres que vous n'êtes. »

C'est le cas de s'écrier comme Philinte : Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont mises !

CH. READ.

(A suivre.)

UN PSAUTIER PROTESTANT INCONNU

(1532)

Entre deux mains indicatrices : LE LIVRE DES PSALMES. Une vignette, embrassant toute la page, représente l'ange qui vient secourir Jésus, et les trois apôtres endormis. Au bas : « *Misericorde envieronnera celluy qui espere | au seigneur dieu.* Psal. xxxii. »

Petit in-8° de notre format in-16, imprimé en caractères gothiques, et aux deux encres, rouge et noire (M. Ad. Gaiffe).

Au verso du titre, un tableau des dates du carême, de pâques, de l'avent, du nombre d'or, etc., pour les années 1532 à 1540. Puis un calendrier en 9 ff. non ch.; la Préfation : « Plusieurs des anciens etc. », en 10 ff. non ch. Enfin le Psautier en 24 cahiers signés a—B. Les cahiers C et D contiennent les cantiques bibliques lus ou chantés dans les églises. — Sommaires développés, versets séparés mais non numérotés, pas de notes, de parallèles, ni de lettres de repère. Les psaumes ne sont pas désignés par la première phrase du texte latin. Sans lieu, ni nom, ni date, à cause de la persécution.

Mais l'almanach donne cette date, qui ne peut être que 1532 ou la fin de 1531. En outre, rapprochés de l'important travail de M. N. Weiss sur les traités de Luther (*Bullet.*, 3^e sér., VI et VII), d'autres indices permettent de nommer en toute assurance l'imprimeur. 1^o Les

saints du calendrier différant de ceux de la Bible d'Anvers 1530, l'ouvrage n'a pas vu le jour aux Pays-Bas; 2° la vignette servant de titre a son analogue dans le *Livre de vraye et parfaicte oraison* (Bullet., VII, 156); 3° la lettre ornée par laquelle débute la « Préfation » se retrouve dans les *Quatre instructions fideles pour les simples et pour les rudes* (Bullet., VII, 433); 4° les deux mains indicatrices figurent aussi au titre d'un livre appartenant à la même famille (*les Epistres et Evangiles pour les 52 semaines de lan — B. du prot.*); 5° enfin le caractère gothique employé est celui de la *Consolation chrestienne* (Bullet., VI, 665), des *Quatre instructions*, des *Epistres et Evangiles* et du *Nouveau Testament* d'octobre 1525, c'est-à-dire celui de Simon Dubois, qui disparaît de Paris en 1529 et imprimé à Alençon dès 1530, sous la protection de Marguerite de Navarre.

Vu le lieu d'impression, le titre et la date, il est à peine nécessaire de dire que, nonobstant certaines précautions de langage, la préface, dont nous allons donner des extraits, est tout imprégnée des principes de la Réforme.

« ... Nous avons veu ce temps passe qu'on portoit infinitz livretz sans saveur et sans utilite, esquelz soubz honneste et favorable tiltre (legendes et exemples des saintz les appelloit on), bourdes de vieilles et mensonges treseshontez estoient contenuz. Tout estoit tellement remply de telz escriptz egaleme[n]t folz et infideles, que ce pendant les Psalmes gisoyent contemnez en tenebres, et que navions pas un seul Psalme commodement interprete on entendu. »

Après avoir affirmé que le Psautier est la fine fleur « de toutes les vraies histoires des saintz », l'auteur poursuit :

« Tu trouveras icy non seulement la vie dung saint, mais comment Christ chef de tous les saintz a ete affecte ou me[u] de courage, car icelluy est vivement descript es Psalmes. Comment aussy tous saintz ont este affectez et en prosperite et en adversite... Droicte[m]ent pourrois-tu appeller le Psautier : La petite Bible; car en luy toutes choses plus amplement exposees en toute la Bible, sont par merveilleuse et tresdelectable brevite serrez en ung tresbeau Manuel. Si Dieu mesmes te bailloit du ciel quelque livret, lequel il collaudast par voix divine, ho que tu laurois en grandes delices, que tu le prendrois avidement! Le saint Esperit, nen double point, luymesmes, comme ung pere pour ses petitiz enfantz, a prescript ceste forme de prieres, il a compose ce manuel pour ses disciples... Si donc tu ne pouvois lire toute la Bible, voicy par la seule lecon du Psautier, tu as non seulement le sommaire de piete, mais aussi toutes choses souveraines et experiences tresspirituelles. ... Les aultres histoires

et exemples des saintz, ...si elles sont comparees au Psautier, elles nous proposent les saintz muetz, et tout y est muet; dans ces Psalmes, parce quilz sont les voix des priantz en foy, tout est vivant, tout est spirant, et nous montre les saintz vivantz, alaigres et dressez par affection de foy, aussi au milieu des afflictions. Lhomme muet doit plusost estre dict ung tronc mort que homme... En iceulx [Psalmes] on poeut veoir dedans les cueurs des saintz tout ainsy que dedans ung paradis ou ciel ouvert, en quelle variete la sortissent par quelques intervalles les amyables fleurettes et estoillettes tres estincellantes des affections tres douces envers Dieu et ses benefices... Finalement les Psalmes sont en la vie des saintz, la partie que tu poeuz plus seurement ensuyvir. Les aultres exemples et histoires par lesquelles, non les voix et les parolles, mais seulement les œuvres des saintz sont descriptes, contiennent moult de choses que nous ne pouvons ensuyvir es saintz, comme les miracles et puissances. Item plusieurs oeuvres sont telles, qu'on ne les poeut ensuyvir sans grand péril, pource quelles excitent sectes et heresies, et appellent hors de lunite de lesperit. Mais les Psalmes meinent hors des sectes, a lunité de lesperit... Pourtant veillons que en cestuy nostre siecle ne soyons point ingratz pour cette revelation de parolles, pour ce don inenarrable de Dieu. Usons de ces tant excellents dons a la gloire de Dieu et a lutilité du prochain, affin que ne soyons grevement punyz de nostre ingratitude. Car quelque temps a esté ouquel on eust estime grand thresor, si nous eussions eu ung Psalme bien congneu ou entendu, et nous nen avons pas eu ung. Mais maintenant nous sommes bienheureux en telle abondance et bienheureux sont les yeulx qui voyent ce que nous voyons et les aureilles qui oyent ce que nous oyons... »

L'ouvrage lui-même, qui contient une revision partielle de la Bible de 1530, offre plus d'intérêt encore. L'auteur s'écarte très fréquemment de la Vulgate pour suivre l'original, mais non cependant d'une manière continue et systématique, excepté dans la numérotation des chapitres.

Il a certainement eu recours à quelqu'une des traductions latines de l'hébreu qui existaient alors, notamment au Psautier polyglotte de Justiniani, auquel il emprunte quelques passages de l'interprétation latine du chaldéen; mais en même temps il s'aventure parfois à corriger sur l'hébreu même. — Un seul exemple suffira pour faire apprécier tout à la fois la parenté et la dissemblance des deux textes de 1530 et de 1532.

Bible de 1530.

Pourquoy ont este esmeutz les gens et ont les peuples pense choses vaines?

Les roix de la terre ont este presens, et les princes ont convenu ensemble contre le seigneur dieu et contre son christ.

Rompons leurs lyens, et jettons arriere de nous les charges diceulx.

Celuy qui habite es cieulx se rira deulx et le seigneur dieu se moquera deulx.

Adonc il parlera a eulx en son ire, et en sa fureur les troublera.

Mais moy je suis constitue roy de par luy sus Syon sa sainte montaigne, preschant son commandement.

Le seigneur dieu ma dit, tu es mon filz, je tay aujourd'hui engendre. Requiers moy et je te donneray les gens pour ton héritage, et pour ta possession les fins de la terre.

Tu les gouverneras en verge de fer, et comme le vaisseau du potier tu les froisseras.

Et vous roix maintenant entendez, soyez instructz vous qui jugez la terre.

Servez au seigneur dieu en crainte, et vous esjouyssez en luy en tre-meur.

Apprehendez discipline, affin que le seigneur dieu ne se courrouce aucunefois, et que ne perissez de la voye juste.

Quant lire diceluy sembrase-ra de brief, bienheureux seront tous ceux qui se confient en luy.

Psautier de 1532.

Pourquoy font les gentz tumulte, et les peuples parlent choses vaines?

Pourquoy conspirent les roix de la terre et les princes consultent ensemble contre le seigneur et contre son christ?

Rompons leur alliance, et jectons arriere de nous leur seigneurie.

Celluy qui habite aux cieulx se rira de eulx et le seigneur dieu se moquera de eulx.

Adonc il parlera a eulx en son ire, et par son indignation les troublera.

Jay constitue mon roy sur Syon ma sainte montaigne.

Je prescheray la constitution du seigneur dieu, il ma dit, Tu es mon filz, je tay aujourd'hui engendre.

Requiers moy et je te donnerai les gentz pour ton héritage, et pour ta possession les fins de la terre.

Tu les gouverneras en verge de fer, comme le vaisseau du potier tu les froisseras.

Parquoy vous roix maintenant entendez, soyez instructz vous qui jugez la terre.

Servez au seigneur dieu en crainte, et vous esjouyssez en luy en tre-meur.

Addonnez vous a son filz, affin qu'il ne se courrouce, et que ne perissez de la voye.

Quant lire diceluy sembrase-ra subitement, bienheureux sont tous ceulx qui se confient en luy.

Outre les variantes tirées de l'hébreu, on remarquera dans le psautier de 1532 une certaine indépendance d'allure, le *pourquoy* répété du second verset, la substitution trop hardie d'*alliance* et *seigneurie* à *lyens* et *charges*, la liaison excellente *parquoy* vous rois, et la substitution de *subitement* à *de brief*. En bien des endroits, le reviseur fait preuve d'une pureté de goût fort rare à cette époque : il sort du gaulois et trouve la véritable expression française qui est restée.

Bible de 1530.

Ps. iv. Quant je invoquoye

Tu as donne l'yesse en mon cuer.

Ps. v. Ilz faisoient fraudes de leurs langues.

Ps. xxxiv. Espans le glaive.

Ps. xxxv. Il a este assistent a toute voye non pas bonne.

Ps. xxxvi. Le pecheur considere le juste et le quiert mettre à mort.

Ps. xxxvii. Il n'y a pas de sante en ma chair devant la face de ton ire, il ny a point de paix a mes os au regard de mes pechez.

Ps. xxxviii. Devant que je m'en voyse et que je ne seray plus.

Ps. xxxix. L'homme duquel le nom du seigneur son dieu est son esperance.

Mais toy seigneur dieu ne fais point que tes misérations soient loing de moy...

Ps. xli. Mon ame a soif après dieu fort...

Je confesseray la louenge diceluy.

Ps. xlii. Discerne ma cause.

Ps. xlii. Car tu as prins plaisir en eulx.

Ps. cxxxviii. Tu as congneu ma session et ma resurrection.

Psautier de 1532.

Ps. iv. Quant je te invoque.

Tu mas remply le cuer de joye.

Ps. v. Ils flattent fruduleusement de leurs langues¹.

Ps. xxxv. Tire le glaive².

Ps. xxxvi. Il sarreste a toute voye maulvaise.

Ps. xxxvii. Le pecheur considere le juste et le quert pour le mettre a mort.

Ps. xxxviii. Il ny a point de sante en ma chair a cause de ton indignation, il ny a point de paix en mes os a cause de mes pechez.

Ps. xxxix. Devant que je men voyse et que je ne soye plus.

Ps. xl. L'homme duquel le nom du seigneur est lesperance.

Aussi seigneur dieu tu nas èlongne de moy tes misérations...

Ps. xlii. Mon ame a soif de dieu fort...

Je le celebreray.

Ps. xliii. Defendz ma cause.

Ps. xlii. Car tu les aymoies (Segond, id.).

Ps. cxxxix. Tu as congneu mon asseoir et mon lever.

La Bible de 1530 avait conservé, au Ps. i, le non sens de la Vulgate : « Ceulx qui sont sans piete *ne ressuscent point en jugement*, ne les pecheurs au conseil des justes » ; le reviseur a compris l'hébreu : « Ceulx qui sont sans piete, productz en jugement ne consisteront point, ne les pecheurs en la congregation des justes ». Assurément l'expression laisse à désirer ; mais le passage est à peu près intraduisible en français. Aucune version, même parmi les plus récentes, ne l'a rendu d'une manière satisfaisante (Danicourt, *se soutenir* ; Cahen et Segond, *résister* ; Perret-Gentil, *se tenir* ; Reuss, *subsister* ; rien de tout cela n'est bon, non plus que le *non confondus* de Claude et de La Jugie ; la moins imparfaite des traductions est peut-être encore celle de Bruston, *se tenir debout*). — Dans la seconde partie d'un verset du Ps. xl, traduite d'une manière incom-

1. Olivetan, Ilz flattent de leur langue.

2. Olivetan, Si sacque la lance.

préhensible par Lefèvre (aussi bien que par les anciennes versions latines et par Vatable lui-même) : « Ilz ont dict parole inique a lencontre de moy; *celuy qui dort fera il qu'il ressuscite?* », le reviseur, et ce n'est pas un petit mérite, donne le véritable sens en un langage tout à fait moderne : Ps. xli, « Celluy qui est couche ne sen relevera jamais » [Segond, Le voilà couché, il ne s'en relèvera pas].

— Au Ps. xxxvi, dans le fameux passage : « Jay passe oultre et voicy il nestoit plus », négligeant la traduction latine et fautive de l'hébreu qui se trouve dans Justiniani, il suit l'hébreu même : Ps. xxvii, « Il est passe et voicy il n'estoit plus ». — Dans un verset du Ps. xliii non compris par Lefèvre : « Tu as afflige les peuples et les a dechasse », il a senti d'instinct le parallélisme, sans toutefois faire disparaître l'amphibologie qui gâte le morceau : Ps. xliv, « Ta main a destruit les gentz et tu les as plante [nos peres], tu as afflige les peuples et les as faict germer [nos peres] ».

— Au Ps. xxxviii, la Bible de 1530 disait, brouillant tout : « Jay defaillly par la force de ta main en tes reprehensions; tu as corrige l'homme pour liniquite », le reviseur rétablit encore le parallélisme : « Je suis defaillly par la force de ta main; en tes reprehensions tu as corrige l'homme pour son iniquite ».

Naturellement toutes ses corrections ne sont pas aussi heureuses. Au lieu de : « Venez à luy et soyiez enluminez », il met, au Ps. xxxiv : « Venez a luy et vous hastez ». Il semble avoir eu sous les yeux *naharou*, auquel il donnait le sens de couler, affluer, et par une extension non justifiée, celui de s'empresser. Les modernes n'ont point adopté ce sens. — Au lieu de : « Garde innocence et vois equite, car ce sont les fins delaissees a l'homme paisible », il met, au Ps. xxxvii : « car ce vault a l'homme paisible ». Outre que l'expression « ce vault » manque de clarté, on ne voit pas où il a pu la prendre, et les modernes ont un sens tout différent : « Il y a une postérité pour l'homme de paix ». — A la traduction exacte de Lefèvre : « Mais comme un sourd je noioye goutte », il substitue un contre-sens : Ps. xxxviii, « Je ne escoute point ». — Au lieu de « quel est le nombre de mes jours, affin que je sache ce qu'il me deffault », il met au Ps. xxxix : « ce qu'il me fault », qui n'a point de rapport avec le contexte. — Au lieu de la traduction exacte de 1530 : « Tu a retourne tout son lict en sa maladie », il imagine une traduction nouvelle qui n'est pas la bonne : Ps. xli « Tu as oste tout ce sur quoy il couchoit en sa maladie », c'est-à-dire les ordures, la litière; mais *panach* ne signifie pas ôter.

Doué du sens historique, lequel manque à Lefèvre, il ne voit plus

partout le Christ dans les Psaumes, et la plupart de ses sommaires sont d'une parfaite exactitude. Enfin il a encore sur Lefèvre une évidente supériorité, qui consiste dans l'heureux emploi des divers temps du verbe. Tandis que Lefèvre se sert à peu près comme au hasard du passé, du présent et du futur, sans s'occuper de la liaison des idées et de la corrélation des temps, ce qui donne à son style une sorte de raideur hiératique, celui du reviseur est plein de souplesse, de mouvement et de vie.

Bible de 1530.

Ps. xxxix. Mais moy je suis mendiant et pauvre, le seigneur Dieu a soing de moy.

Ps. xli. Mes larmes mont esté pains jour et nuit quant par chascun jour on me dit : Ou est ton Dieu ?

Jay eu mémoire de ces choses, et ay espandu mon âme en moy ; car je passeray au lieu du tabernacle admirable, jusques à la maison de Dieu.

En la voix de exultation et confession, sera le son de la solennité.

Psautier de 1532.

Ps. xl. Jestoye afligé et paovre, le seigneur Dieu a eu soing de moy.

Ps. xlii. Mes larmes mont esté pains jour et nuit quant par chascun jour on me disoit : Ou est ton Dieu ?

Jespandoye mon ame en moy, incontinent que j'avoye recordation du temps que je alloye au lieu du tabernacle admirable jusques à la maison de Dieu.

Et que en voix de exultation et de confession estoit le son de la solennité.

Quel peut être l'auteur de cet essai si remarquable au double point de vue de la langue et de l'exégèse ? Outre les raisons ci-dessus alléguées, il en est une tout à fait péremptoire qui empêche de penser à Lefèvre : la plupart des corrections de 1532 ne figurent pas dans la nouvelle revision de la Bible qu'il a publiée en 1534. Lefèvre étant écarté, il n'y a lieu de chercher que parmi ses disciples. Or l'un deux, docteur de Sorbonne, esprit hardi, aventureux, mal pondéré et plus distingué par les talents que par la rectitude de la conscience, ne s'était pas borné à prêcher la réforme à Paris en 1524 ; il s'était livré à une étude assez approfondie du Psautier pour en faire, en 1525, l'objet d'un cours public au collège de Cambrai, cours bientôt interdit sous prétexte d'hérésie. Décrété d'accusation le 3 octobre, en même temps que Lefèvre, Roussel, etc., le prédicateur et professeur avait cherché un refuge près de Marguerite, qui le mit au nombre de ses aumôniers, et lui donna, en 1530, une cure dans sa ville d'Alençon. Le doute paraît donc à peine possible, et, pour notre part, nous n'hésitons pas à attribuer le Psautier alençonnais de 1532 au futur adversaire de Calvin, Pierre Caroli.

O. DOUEN.

BIBLIOGRAPHIE

LA RÉFORME ET LA LIGUE EN CHAMPAGNE ¹

Le *Bulletin* a déjà signalé (XXXVII, 327) le premier volume de cette belle et utile collection de documents, paru en 1888, et renfermant des lettres originales sur la période de 1546 à 1598, une entre autres, inédite, de Théodore de Bèze aux Églises de Châlons-sur-Marne et de Vitry-le-François, datée du 1^{er} novembre 1578.

L'intérêt du second volume n'est pas moindre. Il offre une quantité considérable de matériaux de tout genre, classés par ordre chronologique et facilement utilisables pour les historiens. dont ils abrègeront les recherches. Là où les pièces ne sont pas citées *in extenso*, elles sont analysées ou mentionnées avec l'indication des sources, la plupart du temps manuscrites, quelquefois aussi imprimées. Et il faut louer M. Hérelle de n'avoir pas eu la superstition de l'inédit au point de négliger les rares plaquettes publiées par les Ligueurs champenois.

Une œuvre de cette nature ne peut échapper à quelques critiques. L'auteur est allé au-devant de la principale en déclarant, dans la préface, qu'il ne prétend pas être complet, et qu'il aurait dû examiner des centaines de volumes à la seule Bibliothèque nationale pour recueillir tout ce qui intéresse son sujet. Un choix s'imposait donc, et l'on doit reconnaître que M. Hérelle a eu la main heureuse dans la rencontre des manuscrits qu'il a dépouillés. Au premier rang de ces textes figure l'*Histoire ecclésiastique de l'Église réformée de Troyes* par N. Pithou (fonds Dupuy, n° 698) dont la publication serait si désirable, et que nous ne connaissons qu'imparfaitement par l'abrégé, d'ailleurs utile, que M. le pasteur Recordon en a donné en 1863.

Voici quelques-uns des extraits que M. Hérelle a empruntés au manuscrit de Pithou :

Page 5. — Répression du protestantisme dans le Perthois. Bonnet de Moreau, commissaire, Léonard Bernard, procureur du Roi à Saint-Dizier. Leurs excès (1559).

Page 21. — Fondation de l'Église de Vassy (1561). Dispute du ministre Gravelle avec l'évêque de Châlons, p. 28. Massacre de Vassy, p. 29. Bar-sur-Seine pris et repris pendant la première guerre de religion.

1. Documents (tome II). — Pièces diverses publiées sur les manuscrits de la Bibliothèque nationale et de plusieurs dépôts de province (1559-1600) recueillies par G. Hérelle, professeur de philosophie, correspondant du ministère de l'instruction publique. 1 vol. in-8°, 667 pages, tiré à 100 exemplaires sur papier vergé fort. Paris, Champion éditeur, 9, quai Voltaire.

Page 66. — L'Église de Saint-Léger-sous-Margerie et le ministre J. Thévenin, etc.

Si M. Hérèlle n'entend pas décourager ceux qui voudraient après lui glaner à Paris, en revanche il n'a pas laissé grand'chose à recueillir dans certaines archives locales, ce dont lui sauront gré tous ceux qui ont éprouvé combien ces dépôts sont difficilement accessibles aux chercheurs.

Les archives municipales de Châlons ont fourni de nombreux renseignements sur l'origine de l'Église de cette ville, ses traverses, son rétablissement lors de l'Édit de Nantes (p. 15, 40 à 48, 53, 296, 360, 602, etc.)

Il en est de même pour Vitry-le-François (p. 53, 70, 76, 100, 603, etc.) où le culte réformé avait trouvé un terrain plus favorable qu'en aucun lieu de la province. Un détail caractéristique relevé par M. Hérèlle (p. 53) témoigne même d'une quasi-parité admise un moment entre les deux cultes rivaux : une somme de vingt deniers est payée par les administrateurs de la léproserie de Vitry à « Ancellet Jacquier, clerc en l'Église réformée dudict Vitry, pour avoir publié à l'issue du presche fait en ladite Église le 18 nov. 1565 » la mise à prix des grains appartenant à la léproserie, en même temps que cette publication était faite par un vicaire de l'Église Notre-Dame au prône de la messe paroissiale.

Notons encore quelques pièces utiles pour l'histoire des Églises de Nettancourt et de Heiltz-le-Maurupt (p. 26, 602, 603), dont la dernière est la seule qui se soit maintenue jusqu'à nos jours, et citons (p. 602) l'*État des ministres actuellement servants ès Églises réformées à présent restablies, 1601* (Arch. munic. de Vitry.)

PROVINCE DE CHAMPAGNE : 1^o *Colloque de Chaalons, Chaalons*, le sieur Vuiriot. — *Bocourt*¹, le sieur Canelle. — *Vuon*, le sieur Gastines. — *Francheval*, le sieur Gantois.

2^o *Colloque de Vitry. Vitry*, le sieur Yolland. — *Espace*, le sieur de Beaune, filz. — *Vassy*, le sieur Chevilette. — *Netancourt*, le sieur Chandomer. — *Helmauru*, le sieur Cousin.

3^o *Colloque de Troyes. Saint-Mard*, le sieur Carré.

4^o *Colloque d'Esparney. Ay*, le sieur Brisebar. — *Saponnay*, le sieur Merlette. — *Béru* (?)², le sieur Cornouailles.

5^o *Colloque de Brie. Toucquin*, le sieur du Val. — *Meaux*, le sieur Chocquet.

Nous avons insisté, comme il convenait de le faire dans ce *Bulletin*, sur les renseignements plus particulièrement importants au point de vue de l'histoire de la Réforme, et il faut bien dire qu'en étendant

1. C'est *Raucourt* (Ardennes) et non *Bocourt* qu'il faut lire.

2. Il doit y avoir une faute de lecture pour ce nom de lieu. Il faudrait lire sans doute *Lisy*.

ses recherches de ce côté M. Hérelle aurait pu facilement augmenter le nombre de ces documents. Le procès et la condamnation de Jehanne Philippes de Sainte-Menehould (1548), les assemblées secrètes du moulin d'Osches près de la même ville (1549), le supplice de Macé Moreau à Troyes (1550)¹, la conférence de Blacy (1571)², la lettre d'Alain de Vassan au nom de l'Église de Vitry (1561)³, etc., etc., auraient pu figurer ou trouver une mention dans l'un ou l'autre des volumes de M. Hérelle et combler quelques lacunes dans la période relativement peu documentée de 1546-1584.

A partir de 1585 les documents surabondent, et ce n'est pas un médiocre mérite que de les avoir disposés avec autant d'ordre et de clarté. S'il subsiste quelque confusion, et si le lecteur éprouve quelque peine à s'orienter dans les traités, les trêves, les sièges et les escarmouches de cette époque agitée, il faut l'imputer à l'histoire elle-même plutôt qu'à l'historien. Depuis le 31 décembre 1584, où fut signée la convention de Joinville entre l'Espagne et les Guise, jusqu'au traité de Vervins, aucune province, en France, ne fut plus déchirée que la Champagne par la guerre civile et la guerre étrangère. Les Ligueurs et les Royalistes se disputaient avec acharnement ce pays de frontières, où les Guise disposaient de nombreuses influences et étaient soutenus par les Lorrains et les Espagnols. L'anarchie qui résulta de cet état de choses, l'autonomie presque complète de certaines villes, la misère des habitants des campagnes, des épisodes héroïques comme la défense de Jametz, sur laquelle notre volume donne (p. 188 et suiv.) des documents nouveaux, suggéreront autant d'études et de monographies pour lesquelles il ne sera pas possible de se passer du recueil excellent de M. Hérelle.

H. DANNREUTHER.

CORRESPONDANCE

Jeanne d'Albret et M. A. Planté. — M. A. Planté a écrit au président de notre Société pour se plaindre de la critique faite par nous de ses appréciations en ce qui concerne Jeanne d'Albret (*Bull.* de 1892, p. 670), critique qu'il a trouvée injuste et blessante. Je regrette infiniment d'avoir peiné l'honorable maire d'Orthez, le président de la Société des sciences, lettres et arts de Pau, d'avoir ainsi paru oublier le courtois accueil qu'il nous fit il y a deux ans.

1. V. N. Weiss. *La Chambre ardente*, 1889, p. xxxviii, ci et n^{os} 76, 116.

2. *Bulletin* XXXIX, 128.

3. *Bulletin* XL, 474.

Il n'en est certes rien, Dieu merci ! Et si ma critique, trop sommaire pour ne pas lui paraître injuste, a pu lui faire grief, qu'il me permette de lui en rendre ici raison de façon un peu détaillée.

Je transcris d'abord le passage de M. Planté relatif à Jeanne d'Albret :

« Au milieu de difficultés sans nombre, qu'elle ne craignit pas
« d'augmenter encore, en abjurant le catholicisme et en imposant la
« religion nouvelle à son peuple fermement attaché à la foi de ses
« pères, elle montre une énergie peu commune et une intelligence
« que beaucoup de princes lui envieraient.

« Les guerres de religion ensanglantèrent tristement le Béarn et
« la basse Navarre.

« Terride, au nom du roi de France, Montgomery, au nom de la
« reine Jeanne, se disputèrent le pays et le couvrirent de ruines.

« Le siège d'Orthez en 1560 (*sic*), le sac de cette ville, la destruction
« de ses monuments, le massacre de ses habitants par les troupes de
« Montgomery, le guet-apens dans lequel, malgré la foi jurée, une
« partie de la noblesse béarnaise périt assassinée par ordre du lieu-
« tenant de la reine Jeanne, sont restés dans le souvenir de tous
« comme une des pages les plus désolantes de cette douloureuse
« époque.

« En 1570, la reine interdisait l'exercice du culte catholique en
« Béarn et faisait procéder à la saisie des biens ecclésiastiques. »

« En 1572 elle mourait à Paris. »

Je ne puis m'empêcher de contester la valeur de ces affirmations.

I. Jé ne crois pas que Jeanne, en abjurant le catholicisme, ait imposé la religion nouvelle à son peuple. A-t-elle, comme Charles IX ou Louis XIV, exigé l'abjuration de ses sujets, et châtié, comme on le faisait de son temps, ceux qui s'y refusaient ? A-t-elle fait poursuivre, emprisonner, torturer, proscrire, déporter, pendre ou brûler les catholiques qui ne voulaient pas de la Réforme ? Peut-on citer un ordre, une proclamation, un acte public, un texte émané de la reine qui permette d'établir un seul fait de cette nature ? Peut-on citer un catholique béarnais qui ait été, à cette époque, martyr de ses convictions religieuses, un seul procès intenté pour cause de religion ?

Il y a plus. Non seulement aucun texte n'autorise à dire que Jeanne ait imposé la religion nouvelle à son peuple. Mais, ainsi que je l'ai écrit ici même (*Bull.* 1891, 261-295), des faits empruntés aux historiens tant catholiques que protestants, prouvent que si elle n'a rien négligé pour faire entendre à ses sujets la prédication du pur

Évangile; si, à Sauveterre seulement et pour des raisons locales, elle a été jusqu'à obliger les moines à écouter ces prêches, — jamais elle n'a forcé les consciences, c'est-à-dire imposé sa religion, ni formellement interdit soit la profession, soit l'exercice public du catholicisme. Si elle l'avait fait, comment aurait-elle pu écrire confidentiellement à Th. de Bèze, le 3 déc. 1566: « Je vous prie me mander *comme je dois user du faict de la Religion* pour abattre entièrement l'idolâtrie », — et dans son *Règlement* de la même année: « Est défendu à tous de la religion romaine de faire aucune procession publiquement... *ainsi si bon leur semble les feront en leurs cloîtres et temples et non autre part.* » Pourrait-on soutenir que si elle autorisait les processions dans l'intérieur des couvents et des églises, elle n'y tolérât pas le culte dont ces processions font partie? Et ne sait-on pas que, dans plusieurs localités, ce culte continuait à être célébré dans les mêmes églises où avait lieu le préche?

II. Peut-on dire que les guerres de religion aient éclaté à la suite des efforts faits par Jeanne d'Albret « avec une énergie peu commune », pour imposer sa religion à ses sujets? A-t-elle armé les protestants contre les catholiques, levé des troupes, déchaîné la guerre par ses violences? N'est-il pas vrai que cette guerre a été déchaînée par l'excommunication et les provocations du pape et par les menées aussi fourbes que cupides de Charles IX? Les domaines de Jeanne d'Albret appartenaient-ils au pape et au roi de France? Encouragé, excité par le premier, ce dernier soudoie des traitres, foment des troubles et finalement charge Terride de s'emparer du Béarn. Si, sous prétexte que tel individu propage une religion qui me déplaît, j'employais ces procédés pour mettre la main sur ses propriétés et si cet individu faisait lui-même empoigner mes gens par ses serviteurs, écrirait-il que mes hommes et les siens se sont *disputé* son bien? Il ne faut donc pas écrire cela à propos de la campagne déloyale de Terride et du châtimant que lui infligea Montgomery.

Assurément celui-ci n'a pas pu déloger les brigands qui opéraient pour le roi de France, sans qu'il y eût batailles, sièges, incendies, morts et blessés. Et il est infiniment regrettable que la ville d'Orthez, dans les murs de laquelle eut lieu la lutte décisive, ait été saccagée. Mais où sont ici les vrais coupables? Du côté du pape et de Charles IX qui essayent de ruiner et de confisquer un pays qui ne leur appartient pas, ou du côté de Jeanne qui attend les dernières extrémités pour faire chasser les traitres et les usurpateurs? Il con-

1. Je renvoie, une fois pour toutes, pour les preuves de mes assertions, à mon travail sur *l'intolérance de Jeanne d'Albret* (Bull., 1891, 261-295) où j'ai indiqué toutes les sources auxquelles j'ai puisé.

vient donc de ne pas se borner à signaler l'action désastreuse de Jeanne d'Albret et de son lieutenant.

III. Peut-on dire qu'il y ait eu un *guet-apens dans lequel, malgré la foi jurée, une partie de la noblesse béarnaise périt, assassinée par ordre du lieutenant de la reine* ? Non, il y eut une capitulation, le 15 août 1569, portant que les prisonniers transférés à Navarrenx ne seraient libérés que contre des otages ou une rançon. Plusieurs d'entre eux violèrent cette capitulation en essayant de s'évader et six furent surpris et tués. Personne, en outre, n'a jamais vu ni publié le prétendu ordre de Montgommery en vertu duquel cette exécution aurait eu lieu, et enfin Jeanne l'ignorait complètement puisque son lieutenant n'eut d'elle aucune communication depuis le jour où il quitta Castres jusqu'au 4 septembre. Voilà à quoi se réduit cet affreux et lâche massacre d'une partie de la noblesse béarnaise, d'après les textes authentiques, découverts, publiés et annotés par MM. L. Cadier, Communay et L. Marlet, et exactement cités dans mon étude. On ne saurait désormais se borner à répéter sur ce point les calomnies de Favyn¹.

IV. La reine Jeanne a-t-elle interdit, en 1570, l'exercice du culte catholique en Béarn et fait procéder à la saisie, c'est-à-dire à la confiscation, des biens ecclésiastiques ? — L'exercice du culte catholique a été interdit en Béarn *non par Jeanne d'Albret*, mais par deux ordonnances de d'Arros et Montamat, des 26 novembre 1569 et 28 janvier 1570. Or elles ont été abrogées par celle de Jeanne, du 26 novembre 1571. A la requête des Etats, celle-ci déclare le protestantisme religion officielle, mais *n'abolit pas le culte catholique*, lequel continua à être professé là où la population n'avait pas adopté la Réforme. Enfin, les biens ecclésiastiques délaissés pendant les troubles, — n'ont nullement été confisqués, mais simplement affectés aux besoins du culte que professaient désormais les Béarnais.

A moins que je ne m'abuse, ces observations montrent que si l'exposé de M. Planté est exact (comme il le croit), il ne l'est qu'en tant que résumé des calomnies de Favyn ou des déclamations de Poeydavant et de ceux qui se sont inspirés de ces auteurs. Mais il n'y a pas été tenu compte des découvertes et des travaux qui ont mis en lumière la vérité méconnue ou travestie par eux.

En veut-on une dernière preuve ? Les membres de l'Association pour l'avancement des sciences qui, sur la foi de cet exposé, s'api-

1. Le fait que Bordenave qui écrivait vers la fin du xvi^e siècle accueille, sur ce point et non sans hésitation, la légende du *Théâtre de la cruauté des hérétiques* ne prouve rien contre les témoignages contemporains, entre autres, de Montluc et de Jeanne d'Albret elle-même (cf. Marlet, *Le comte de Montgomery*, p. 107, et *Bull.*, 1891, 284).

toieront une fois de plus sur les désastreux résultats de l'administration huguenote de Jeanne d'Albret, pourront-ils seulement se douter que plusieurs protestants très connus et qui ne portèrent jamais les armes, même pour leur souveraine, eurent précisément le sort lamentable de cette *partie* de la noblesse béarnaise dont il vient d'être question ?

M. Planté m'objectera peut-être que, dans un si bref résumé, il ne pouvait tout dire. J'entends bien. Mais alors je me demande pourquoi, lorsqu'il parle de Henri de Béarn échappant « miraculeusement » (lisez : grâce à une abjuration fortement *imposée*) à la Saint-Barthélemy, il ait trouvé la place nécessaire pour cette parenthèse : « *La Saint-Barthélemy que, a-t-on dit, les massacres béarnais avaient inspirée sous prétexte d'odieuses représailles.* » — M. Planté peut-il croire réellement à cette fable ? Qu'il me permette de le lui demander en toute conscience.

Qu'il préfère la version catholique de l'histoire béarnaise à celle qui résulte d'une étude impartiale des textes originaux et contemporains, c'est son droit incontestablement. Mais lorsqu'il en use dans un livre destiné au public, ce dernier — dont nous faisons partie — a tout aussi incontestablement le droit de trouver cette version mauvaise, fausse, et de critiquer les écrivains qui l'adoptent. Et lorsqu'il s'agit d'une femme, d'une reine incriminée, uniquement pour avoir professé et propagé, bien plus libéralement que la plupart de ses contemporains, des convictions religieuses que nous partageons et honorons comme elle, tout Français comprendra que j'aie répliqué avec vivacité.

N. WEISS.

Récit de la dernière maladie et de la mort d'Agrippa d'Aubigné.

— Dans son numéro du 15 janvier, le *Bulletin* reproduit une narration intéressante de la mort d'Agrippa d'Aubigné, due à la plume de sa femme, Renée Burlamachi. Le *Bulletin* pense que de ce récit il n'a été jusqu'ici publié que la partie mutilée et modifiée par La Beaumelle.

Cependant M. Théophile Lavallée, dans *la Famille d'Aubigné et l'Enfance de madame de Maintenon*, page 42, note, a, en 1863, publié ce récit d'après un « autographe du cabinet de M. de Noailles ». Il n'en a supprimé que les passages d'un caractère exclusivement médical, c'est-à-dire : paragraphe 2, depuis : *et envie d'aller jusqu'à la fin*; les paragraphes 3 et 4 en entier; enfin, au paragraphe 7, les deux lignes où il est dit que d'Aubigné, la veille de sa mort, « *crachait encores jusques au milieu de la chambre* ». Pour le reste, le texte est le même que celui que vous avez donné, sauf qu'il substitue le mot de *quintes* à celui d'*espraintes* : « *M. d'Aubigny s'esveilla avec des quintes...* »

On craignait que l'autographe précieux eût fait partie des papiers donnés par M. de Noailles à la bibliothèque du Louvre et brûlés en 1871. Votre publication permet d'espérer que c'est la pièce même copiée par M. Lavallée que possède aujourd'hui M. de Schickler. Il est bien surprenant que M. Ludovic Lalanne, qui a connu les papiers de Noailles, ait laissé échapper celui-là, et se soit contenté du mauvais texte de La Beaumelle.

Il existe au *British Museum* (n° 15,904, f°s 172-174) une copie ancienne du récit sous ce titre : *Relation de la maladie et de la mort de Théodore Agrippa d'Aubigné par Renée Burlamachi, sa seconde femme*. J'ai copié moi-même ce manuscrit à Londres en 1884. Il est pour ainsi dire identique à celui reproduit par le *Bulletin*. Je ne vois à signaler que deux variantes. A. — *Bulletin* : « Il s'éveilla avec des espraintes et envie d'aller à ses affaires, mais il ne pouvoit, etc. » Manuscrit du *British* : « Il s'éveilla avec des épreintes et envie d'aller, mais il ne pouvoit, etc. », ce qui semble plus conforme au contexte. B. — Le second médecin appelé auprès d'Agrippa est nommé *Dauphin* par le manuscrit du *Bulletin*, *Daufin* par celui de M. Lavallée, et *Dantin* par celui du *British Museum*. Ce dernier manuscrit n'a pas été connu de l'auteur de : *The life of Theodore Agrippa d'Aubigné*, publié à Londres en 1772.

Veuillez, etc.

HENRI MONOD.

Le manuscrit que j'ai reproduit est bien réellement de la main de Renée Burlamachi, ainsi que le prouve la comparaison de l'écriture avec celle d'une lettre de la même, signée, adressée *A Monsieur de Villette, à Mursai près Niort*, et datée du 7 de mai 1641. Je ne comprends dès lors pas comment « l'autographe du cabinet de M. de Noailles », que M. Th. Lavallée a, en partie, reproduit, renferme le mot de *quintes* à la place de celui d'*espraintes*, à moins toutefois que M. L. ait pris sur lui de faire ce changement, ou ait commis une faute de lecture. Notre texte a été, non seulement copié, mais encore corrigé sur l'original.

Ajoutons encore un mot en réponse à une question de M. le pasteur Th. Monod à propos des dates que j'ai mises sous le titre. J'ai pris la dernière dans la *France prot.*, 2^e éd., I, 514, note. Elle me paraissait exacte parce que M. Bordier dit que « les actes authentiques de Genève » indiquent le 29 avril comme date de la mort. Mais je n'ai pas remarqué au même moment que Renée Burlamachi donne comme date de la mort le *jeudi 21 avril*, ce qui correspond au 1^{er} mai nouveau style. Si elle a raison contre les actes de Genève, et cela me paraît probable, il faudrait corriger ainsi ma parenthèse : (19 avril — 1^{er} mai 1630) et écrire désormais qu'Agrippa d'Aubigné est mort le 1^{er} mai 1630.

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

ÉGLISES RÉFORMÉES DISPARUES EN TOURAINE

CHINON ET L'ILE-BOUCHARD

Nous avons consacré un article à l'Église de *Preuilley* qui a disparu sans laisser de traces¹. Les Églises de *Chinon* et de *l'Ile-Bouchard* ont eu le même sort et nous voudrions essayer de conter leur histoire. Les documents dont nous disposons sont peu nombreux ; mais ils éclairent suffisamment le passé pour nous permettre de retracer à grands traits les destinées de ces deux centres protestants d'autrefois.

Qu'on ne s'étonne pas de voir les noms de l'Ile-Bouchard et de Chinon rapprochés l'un de l'autre ; car l'Église de Chinon a disparu la première et les protestants de cette ville ont été visités, à partir de la fin du xvi^e siècle, par les pasteurs de l'Ile-Bouchard. Au xvii^e siècle ces deux villes faisaient partie de la même paroisse.

L'Ile-Bouchard est un chef-lieu de canton des bords de la Vienne. L'ancien prieuré, dont l'église est fort riche en curieuses sculptures du xi^e siècle, et un dolmen composé de sept pierres énormes (l'un des blocs qui forment le toit, mesure 6 m. 20 de longueur), attirent les archéologues ; mais la ville elle-même n'a rien d'intéressant. Son château, construit dans une île de la Vienne, a complètement disparu et, sur l'emplacement du vieux donjon, l'on ne voit aujourd'hui

1. *Bulletin* de 1891, p. 23.
1893. — N^o 3, 15 mars.

qu'une mairie et une école de fort modeste apparence. Chinon, au contraire, est l'une des villes les plus attrayantes de Touraine. Assise sur les bords de la Vienne, appuyée au coteau dont le vin fit autrefois les délices de Rabelais, elle est dominée par les ruines grandioses de son manoir féodal. « Cette ville insigne, d'après un auteur du ^{xvi}^e siècle, ville noble, ville antique, voyre première du monde », a perdu l'importance qu'elle avait autrefois, lorsque Charles VII y recevait Jeanne d'Arc ; mais elle a gardé toute sa grâce et les tours de son château fièrement dressées sur la colline, témoignent de sa grandeur passée.

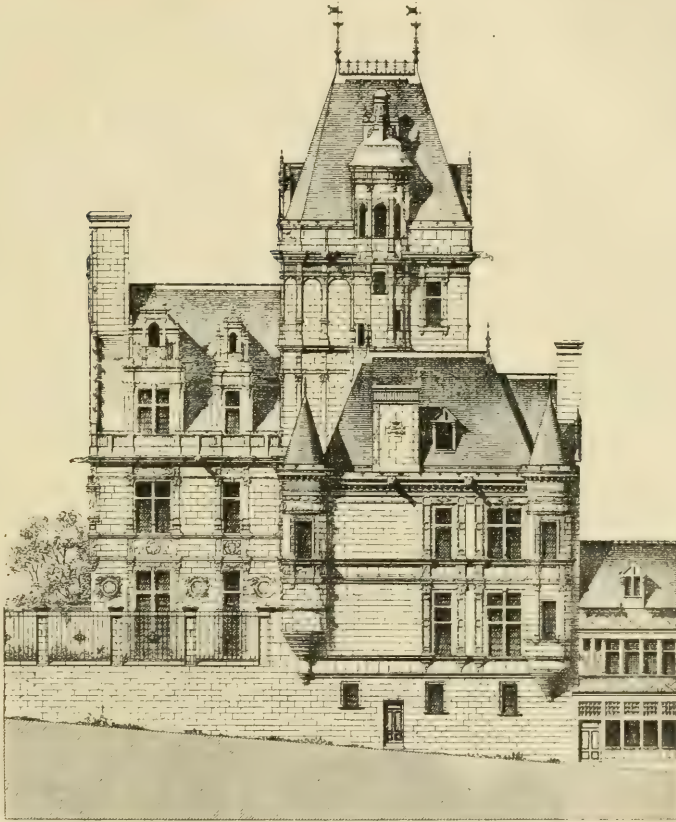
L'Ile-Bouchard n'est séparé de Chinon que par une distance de 17 kilomètres. Ces deux villes, situées dans le même val, ont eu de tout temps des rapports quotidiens. La Réforme en s'établissant dans l'une devait pénétrer rapidement dans l'autre. Occupons-nous d'abord de cette dernière.

I

En 1561, il y avait à Chinon, une Église « dressée », c'est-à-dire entièrement organisée et pourvue d'un pasteur régulier. C'était là, non le début, mais bien plutôt le résultat d'un mouvement déjà ancien. Nous savons en effet par d'autres documents que, environ vingt ans auparavant, Chinon passait déjà pour un nid d'hérétiques et qu'au lieu de poursuivre sévèrement ces derniers, les autorités locales paraissaient les favoriser ou, du moins, les tolérer. Dans ce cas, le parlement de Paris n'hésitait pas à confier des pouvoirs exceptionnels à des officiers du dehors. C'est ainsi que, vers 1544, le lieutenant criminel du sénéchal d'Anjou, maître Christophe de Pincé, ennemi acharné des « luthériens », fut chargé de se transporter à Chinon « et illec vacquer et enquérir des habitants d'icelle ville chargez et suspectez de la secte luthérienne, faire et parfaire leurs procez et iceulx, ensemble les prisonniers, renvoyer par devers la Court ».

Ce Christophe de Pincé, sieur du Bois et des Broses-Saint-Melaine, était un véritable personnage. Échevin à Angers depuis 1535, il y devint maire le 14 septembre 1538, et habi-

tail l'admirable *Hôtel d'Anjou* que son père y avait fait construire en 1530 par Jean de Lespine. C'est lui qui venait de poursuivre et de faire emprisonner le pauvre poète Germain Colin, ainsi que plusieurs autres membres de la petite com-



VUE DE L'HÔTEL DE PINCE, A ANGERS

d'après un projet de restauration.

munauté protestante secrète d'Angers, et qui devait, douze ans plus tard faire mourir si cruellement l'ex-cordelier Jean Rabec (*Bull.*, 1890, 80, et 1891, 68), et remonter à d'Andelot qu'il contrevenait aux édits en faisant prêcher en son logis

lors de son passage à Angers (*Hist. eccl.*, I, 150). — Sa mission, peut-être sollicitée pour faire du zèle, ne put s'exercer aussi facilement en Touraine. Dans une requête, du 26 juillet 1544, il se plaint, en effet, au Parlement que « le baillif de Touraine et son lieutenant audict Chinon auroient fait refus et délai de obeyr à l'ordonnance et commission de ladite Court, faisans contraventions et empeschemens à l'exécution d'icelle commission ». La Cour, présidée ce jour-là par Pierre Lizet, enjoint aussitôt au bailli et à son lieutenant de se soumettre sous peine de suspension de leurs offices pendant un an, et s'ils récidivent, de destitution et d'une amende de 100 marcs d'argent. En même temps elle charge le procureur du roi à Tours d'aller à Chinon, d'y activer et appuyer le travail du commissaire et de menacer les officiers récalcitrants, à la deuxième récidive, d'être pris au corps et d'avoir leurs biens confisqués.

Désormais, Christophe de Pincé est maître de la situation, et il faut croire qu'il eut un grand nombre de procès à instruire puisque, huit mois plus tard (27 février 1545), il réclama au Parlement le prix de *soixante-dix-sept* journées de vacation, et obtint une somme de 326 livres 2 sols, denier que le receveur ordinaire du domaine en Touraine dut lui payer. Son greffier, Pierre Christofle obtint, d'autre part, 120 livres 5 sols tournois pour avoir, de son côté, « vacqué à escripyre lesd. procès *depuis le premier jour de juillet jusques au douziesme jour de septembre derniers passez* (1544) et iceulx procès apportez de la ville de Chynon en ceste ville de Paris ». Quel dommage que toutes ces procédures aient disparu ! Tout ce qui en subsiste, c'est l'arrêt de mort du principal inculpé qui n'était autre que le contrôleur du grenier à sel à Chinon, *Anthoine Georges*. Sa mère Marguerite Tricot et sa femme Jehanne de Lespine essayèrent vainement de le faire passer pour faible d'esprit, mais il n'en fut pas moins brûlé après avoir fait amende honorable devant l'église et avoir été préalablement et secrètement étranglé, sur la place publique de Chinon, en juillet 1545¹, ainsi que

1. Les renseignements qui précèdent, ainsi que les deux arrêts qui les complètent, m'ont été obligeamment communiqués par M. N. Weiss.

le constatent les curieux textes qu'on trouvera plus loin¹.

Antoine Georges fut donc, très probablement, le premier martyr de l'Évangile à Chinon, dans la première moitié du xvi^e siècle. Mais il ne fut pas le seul. Les quelques registres du Parlement de cette époque, qu'on n'a pas fait disparaître, nous en font connaître deux autres. Trois ans après que ce premier bûcher eût été consumé, le 24 septembre 1548, *Jaspart* ou *Gaspart Cambray* fut condamné « pour raison des blasphèmes et erreurs luthériens dont il était chargé...

« A faire amende honorable devant le grant portail de la principale église de Chinon, à jour de dimanche ou aultre feste solennelle, ledict prisonnier estant à genoulx, teste et piedz nudz et en chemise, tenant en ses mains une torche de cire ardant, du poix de deux livres de cire, en disant et déclairant à haulte voix que follement, malicieusement et témérairement, il a dict et proféré les parolles scandaleuses contre l'honneur et révérence du Saint-Sacrement de l'autel, de nostre mère sainte Église, constitutions et commandements d'icelle, et aultres cas et crimes... dont il se repend et en requerra pardon et mercy à Dieu, au Roy et à justice. Et, avant que faire la dicte amende honorable, assistera à une grande messe qui sera dicte et célébrée en ladicte église à genoulx, teste et piedz nudz... Et le lendemain ensuivant (sera) battu et fustigé nud de fouetz, ayant la corde au col par les carrefours du dict Chinon. Et au surplus, luy faict la dicte Chambre inhibitions et deffences de plus tenir, proférer ou réciter aucuns propos erronez et scandaleux contre l'honneur de Dieu, de la Vierge Marie, des saints du paradis et constitutions de nostre mère sainte Église *sur peine du feu*, ains luy enjoinct sur la dicte peine de vivre comme ung bon et vray catholicque chrestien²... »

L'arrêt de mort d'A. Georges est du 15 juillet, mais ne fut sans doute exécuté qu'à la fin du mois ou au commencement d'août.

1. L'hôtel d'Anjou, qu'on appelait en 1542 « les Crâneaux », étant une merveille d'architecture de la Renaissance, nous joignons à cet article une reproduction de la façade principale d'après une gravure insérée dans une brochure de feu M. A. Joubert (*La restauration artistique de l'Hôtel de Pincé*, extrait de la *Revue de l'Anjou*, 1889). Crespin (éd. de Toulouse, III, 304), mentionne d'ailleurs un avocat huguenot, *François Melet, sieur de Pincé*, qui fut massacré en 1562, qui paraît avoir été allié à cette famille; et on remarquera peut-être que la femme du martyr Anthoine Georges, s'appelait *Jeanne de Lespine*, comme l'architecte qui construisit cette œuvre d'art.

2. N. Weiss, *La Chambre ardente*, p. 234 et 235.

Le 4 octobre 1548, *Antoine Sébilleau*, accusé des mêmes crimes que Gaspard Cambray, et poursuivi cette fois par le lieutenant du bailli de Touraine rendu plus zélé, toujours pour « blâphèmes exécrables et hérétiques, propos scandaleux et erroneux... contre l'honneur de Dieu et de la Vierge Marie », fut encore plus cruellement frappé. La Chambre (ardente) le condamne, est-il dit dans le jugement :

« A estre mené dedans ung tumbereau... jusqu'aux halles de ceste ville de Paris, et illec estre soubzlevé à une potence, à l'entour de laquelle sera fait un grand feu, et en icelluy estre ars et bruslé vif et son corps consommé et converty en cendres... Et la dicte exécution réelle faicte en ceste dicte ville de Paris, sera le dict Sébilleau bruslé par figure en la ville de Chinon... Et si le dict Sébilleau persiste après la prononciation de ce présent arrest ès dictz blâphèmes, que incontinent qu'il commencera à blâphémer, luy sera couppee la langue. Et si il n'y persiste et faict vraye démonstration de contrition, après avoir senty quelque peu le feu, sera estranglé¹. »

Le jour même cette sentence fut exécutée et un peu plus tard, la place qui avait vu flamber le bûcher de 1545, fut éclairée par l'incendie d'un mannequin qui représentait Sébilleau.

Les faits que nous venons de conter prouvent qu'il y avait à Chinon un mouvement profond et sérieux. Mais par qui la Réforme avait-elle été introduite dans cette ville ? Nous l'ignorons ; toutefois il n'est pas impossible que *Jean Godeau*, dont le nom est aussi inscrit sur la liste de nos martyrs, ait travaillé à détacher du catholicisme les habitants de Chinon où il était né. D'après l'auteur d'un manuscrit conservé à la bibliothèque de Tours, il aurait même été « le grand meneur » du parti². Ce fait est parfaitement admissible, car Godeau fit preuve à la fin de sa vie de cette audace vis-à-vis de ses adversaires et de ce mépris de la mort en face du bûcher qui ont été la caractéristique de tous les chefs du mouvement religieux au xvi^e siècle. On sait, en effet, qu'obligé de passer en Suisse pour dépister ses ennemis, il rentra en

1. N. Weiss, ouvrage cité, p. 252 et 253.

2. Bibliothèque de Tours, fonds Salmon, ms. n° 15.

France avec son ami Béraudin, de Loudun, et s'arrêta à Chambéry. Un prêtre « blasphéma » devant lui. Godeau, qui avait mille bonnes raisons de ne pas se découvrir, l'admonesta si bien qu'il fut reconnu pour un hérétique, jeté en prison et condamné à mort. Sans faiblir, il monta sur le bûcher, « confessa purement la doctrine de l'Évangile » et rendit son âme à Dieu au mois d'avril 1550¹.

L'Église de Chinon fut dressée en 1559, trois ans après celle de Tours². Elle ne tarda pas à être persécutée. Son pasteur, *François Paur*, fut incarcéré, est-il dit dans une lettre écrite « au nom de tous », le 13 mai 1561, par Guillaume le Boullangier, diacre de l'Église de Chinon, et « tout le troupeau se trouva pour quelque temps intimidé et perdu ; mais tost après se ressentant de la vérité et efficace de la parole de Dieu en laquelle il avoit esté instruit par ce bon personnage, il reprint vigueur » ; malheureusement un aventurier se faisant passer pour pasteur, prit la direction de l'Église, « abusant ce povere peuple mal advisé ». Il prêcha quelque temps et ne fut démasqué qu'aux États d'Orléans où il avait été délégué.

« Lors, nous fumes pleinement advertis de ses faulsetés et malversations [ce] qui nous troubla grandement veu nostre trop grande légiereté et imprudence. Touttefoys nous ne peumes faire aultre chose pour lors sinon gémir au Seigneur et implorer sa miséricorde. Ainsy, nous confermans les uns les aultres, feimes supplications à ce bon Dieu qu'il ne permist point que le troupeau qu'il s'estoit recueilly entre nous, fust dorénavant abusé et séduict, mais qu'il luy pleust nous adresser quelque bon et fidelle ministre de sa sainte parole, pour lequel recouvrer certes nous avons tenté tous les moiens qui se sont peu présenter en toute la France ; présentans requestes aux synodes qui se sont convoquez et aux plus célèbres Églises.

« Mais comme il ne se trouvoit aucun personnage suffisant qui ne fust employé et que l'extrême nécessité d'un tel aide nous commandast tant, nous n'avons peu nous retirer à meilleur refuge qu'au vos-

1. Crespin, *Histoire des Martyrs*, 1570, p. 401. Cf. *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme*, 1890, p. 465 et 466.

2. Triqueti, *Les Premiers Jours du Protestantisme*, p. 191.

tre, ce que nous n'eussions tant différé faire sans l'avertissement que nous avons chacun jour de plusieurs Églises, nos circonvoisines, qui ont envoyé vers vous, lesquelles nous ont fait entendre que ceste tant exubérante fontaine d'hommes capables et suffisans que Dieu a fait sourdre entre vous, est presque du tout espuiée...

« Touttefoys nous avons telle fiance en la bonté paternelle de nostre bon Dieu et au saint zèle qu'il vous a donné pour l'augmentation de sa gloire, advancement du règne de son bien aimé fils, nostre (Seigneur) Jésus Christ et édification de son Église, que nous osons bien nous promectre d'avoir par vostre moien si tost que faire se pourra, un bon fidèle ministre pour nous conduire et entretenir aux voyes du Seigneur... C'est la cause, très honorables frères et pères, pour laquelle nous avons prié le gentilhomme présent porteur, que cognoissez, à ce qu'il s'emploias pour nous en une si sainte affaire, à laquelle aussi nous espérons que vous ne voudrez défailir ¹. »

Cette lettre n'était pas la première que l'Église de Chinon adressait à celle de Genève, car le jour même où le personnage qui en était porteur, se mit en route pour la Suisse, arriva le pasteur désiré, « au quel, dit l'auteur d'une autre lettre, écrite le 15 mai 1561, recognoissons beaucoup de singulières grâces que Dieu a mises en luy ; [ce] qui nous donne occasion d'espérer grande édification et advancement à toute nostre assemblée, laquelle humblement vous remercye de luy avoir procuré un tel bien ². »

Ce pasteur s'appelait *Jehan de la Tour ou de Tournay* ³.

L'Église de Chinon ne devait pas le garder longtemps. La tempête de 1562 allait s'abattre sur le troupeau et emporter le ministre qu'il avait accueilli l'année précédente avec tant de joie et de reconnaissance. Rappelons les faits rapidement.

Le massacre de Vassy déclaina la guerre civile. Le 30 mars 1562 le prince de Condé entra en campagne et tandis qu'il se fortifiait à Orléans, les huguenots des bords de la Loire

1. *Lettre de l'Église de Chinon à l'Église de Genève* (Bibl. de Genève, *Recueil de lettres de diverses Églises*, 197^a, n° 95).

2. Lettre signée *De Caux* « pour la compagnie » (Genève, *Lettres de diverses Églises*, n° 101).

3. Th. de Bèze dit que Tournay arriva à Chinon en 1559. Nous n'hésitons pas à penser qu'il a commis une erreur de date : les deux lettres que nous venons d'analyser en contiennent la preuve.

coururent aux armes. A Tours ils surprirent, le jeudi 2 avril, les gardes du château et s'emparèrent de la citadelle. Le lendemain ils pénétrèrent dans la cathédrale, brisèrent les statues et déchirèrent les livres du chœur. L'archevêché fut pillé par une bande de fanatiques et le samedi les portes du cloître Saint-Martin furent enfoncées. Le peuple se rua dans l'abbaye. Là rien ne fut respecté, pas même les tombeaux. Celui de saint Martin fut ouvert et les restes de cet homme de bien brûlés et complètement anéantis. Toutes les églises de Tours et celles des environs subirent les insultes des vainqueurs.

Nous n'avons aucune envie d'excuser ces tristes violences; toutefois si l'on veut être juste, on ne doit pas oublier (nous insistons sur ce point) que, depuis plus de trente ans les huguenots étaient persécutés, qu'ils avaient vu leurs maisons pillées, leurs frères proscrits ou massacrés. La dévastation des édifices religieux fut leur vengeance. Dans leur fureur, ils frappèrent les statues des saints qui étaient pour eux des idoles et ils mirent en pièces tout ce qui leur rappelait le culte de leurs persécuteurs. Ce fut une faute, que leurs ennemis leur firent chèrement payer.

Tandis que Tours était occupé par les troupes protestantes, les catholiques préparaient leur vengeance. Le duc de Montpensier pénétra dans Chinon et fit mettre sous les verroux les principaux membres de l'Église réformée de cette ville. Voici ce qu'il écrivait le 26 juin 1562 au connétable de Montmorency : « J'ai trouvé, dit-il, que publiquement quatre fois la semaine il s'y est fait des assemblées et prédications par ministres et que dans les assemblées se sont célébrés mariages et baptêmes à la façon de Genève; » et il ajoute, après avoir lancé quelques accusations contre les huguenots : « J'ai amassé quelques troupes de gentilshommes de mes voisins avec lesquels je me suis mis ce matin en ceste ville et [me suis] saisi de tout plain de personnes qui estoient causes des follyes qui s'y commettoient, que j'ai faict constituer prisonniers au chasteau de ce lieu ¹. »

1. *Chinon et ses Monuments*, par de Cougny, p. 55 et 56.

Le duc de Montpensier écrivait cette lettre au mois de juin; mais en juillet, quand les catholiques eurent repris Tours, la peine de la prison ne parut plus suffisante pour les protestants vaincus. Nombre d'entre eux furent égorgés ou noyés. Parmi les victimes nous trouvons le pasteur de Chinon, *Jehan de Tournay*. Il avait alors 70 ans, peut-être 75¹. On le mena au camp du côté de Poitiers et on lui donna pour compagnon « un nommé Guillaume Petiteau, exécuteur de la haute justice ». Arrivé sur les bords du Clain, au milieu de la nuit, le vieux pasteur comprit qu'il allait mourir. Il loua Dieu, fit une très ardente prière, « ayda lui-même à se dépouiller, se laissa lier sans aucune résistance et fut ainsi jetté et noyé en la rivière ».

Il semble que l'Église de Chinon ne se soit jamais relevée du coup terrible qu'elle reçut alors. Les documents que nous avons consultés ne nous parlent plus d'elle et, à la fin du siècle, elle n'était qu'une annexe de l'Isle-Bouchard, comme en témoigne le passage suivant des *Mémoires de la Ligue* : « De Chinon, il faut aller prendre consolation à l'Isle-Bouchard », et après avoir rappelé qu'à Pâques de l'année précédente (1596), les protestants de Tours avaient failli être massacrés, l'auteur de cette *plainte des Églises* ajoute : « A Chinon aussi quelques jours auparavant, *le peu qu'il y en a*, revenant de l'Isle-Bouchard, se vit sans y penser assailli au faubourg Saint-Jacques à grands coup de pierres; et si leur modeste patience n'eût servi d'eau au feu d'une telle émeute, sans doute on eût bien passé plus outre². » On voit que les haines engendrées par les guerres de religion n'étaient pas encore mortes à cette époque : les plus forts écrasaient les plus faibles en Touraine, comme dans toute l'étendue du royaume.

II

Nous avons dit qu'à la fin du xvi^e siècle Chinon n'était plus qu'une annexe de l'ILE-BOUCHARD.

1. Th. de Bèze (II, 132) dit qu'il avait 70 ans et un peu plus loin il fait dire à Jehan de Tournay qu'il avait 75 ans.

2. *Mémoires de la Ligue*, t. VI, p. 435.

L'Église de cette dernière ville a été fondée vers 1559 par « un bon personnage nommé *Ferrand*, autrement le *seigneur Dusson* », qui s'y trouvait encore en 1562, « lequel, dit Crespin, s'estant quelques années auparavant retiré de Lauzanne à Loudun, avoit esté envoyé es quartiers de l'Islebouchard, pour là catéchiser et instruire grand nombre de simples gens; [ce] dont il s'acquitta très fidèlement¹ ». Il y avait donc un groupe protestant d'une certaine importance dans cette petite ville lorsque Condé entra en campagne. La prise de Tours dut les remplir de joie, mais, au mois de juillet 1562, ils subirent le sort des vaincus : une bande d'égorgeurs se rua sur eux et en tua un grand nombre. Ferrand, qui avait pris la fuite, fut arrêté à deux lieues de sa maison avec un gentilhomme du voisinage, le seigneur des Perrouses, et conduit à Champigny où demeurait ordinairement le seigneur de Montpensier. A l'appel du tocsin la populace accourut et après avoir massacré les deux prisonniers, elle jeta leurs cadavres dans une mare. « Les catholiques, animés par les bruits qu'on avait soin de répandre, dit l'historien de Thou, étaient passés de la haine à une espèce de fureur contre les protestants. » Les bandes qui jetèrent l'effroi dans le sud de la Touraine, et à l'Ile-Bouchard en particulier, étaient conduites d'ailleurs « par ceux qui avaient le plus d'avidité, d'effronterie, de férocité, de penchant pour le carnage... sous le spécieux prétexte de venger la profanation des temples, elles pillaient et ravageaient impunément sans que le gouverneur et les magistrats se missent en devoir de les protéger... et traitaient les vaincus comme des chiens enragés². » Ce récit de l'historien catholique prouve bien qu'il connaissait les lamentables détails des crimes commis en Touraine à cette triste époque de sanglante réaction.

L'Église de l'Ile-Bouchard se releva cependant, et lorsque Claude de la Trémoille, seigneur de cette petite ville, devint protestant en 1587, elle se sentit protégée et se reprit à vivre. Nous avons trouvé le nom de son pasteur dans les actes du

1. Crespin, *Histoire des Martyrs*. Toulouse, 1889, t. III, p. 314.

2. De Thou, *Histoire*, t. IV, p. 221 et 222, *passim*.

synode provincial qui se réunit à Saumur en 1594. Il s'appelait *Jean Fleury*. Depuis combien de temps était-il à l'Ile-Bouchard ? Nous ne pouvons le dire ; mais nous savons que le synode de Loudun, ayant égard « à son état de santé, l'adjudgea à l'Église de Beaugé et Pringé (Anjou) », en mars 1601¹ ; — tandis que *Daniel Couppé* que le synode de Saumur réunit au mois de juillet de la même année « jugea capable d'estre receu au ministère et admis à l'Église de Tours comme coadjuteur de M. des Aigues », fut donné en prêt à l'Église de l'Ile-Bouchard pour un an².

Fleury avait souffert dans cette ville. En 1594 il avait été jeté en prison et cette captivité lui avait fait plus de mal sans doute que « l'air » du pays ; mais la paix était revenue lorsqu'un synode provincial se réunit à l'Ile-Bouchard le 22 et le 23 septembre 1599.

Étaient présents, pour Loudun : *de Clerville* et *Bedé*, ministres, *Jehan Malvau*, ancien ; — pour Tours : *des Aigues*, pasteur, *de la Forest*, ancien ; — pour l'Ile-Bouchard : *Fleury*, ministre, *Duvau* et *Delaulnay*, anciens ; — pour Chateaudu-Loir : *du Fresne*, ministre, et *Letre*, ancien ; — pour Saumur : *de la Noue*, *La Plante* ; — pour Baugé : (pas de pasteur), *Meslet*, ancien ; — pour Angers : (pas de pasteur), *Durand*, ancien ; — pour Pringé : *Sérigny La Plante*, ministre, (pas d'ancien) ; — pour Saint-Aignan : *Le Bloy*, ministre, (pas d'ancien) ; — pour le Mans : (pas de pasteur), *Tripier s^r de Loyson-Bridé* ; — pour Lassay : (pas de pasteur), *Hayère*, ancien ; — pour Bélesme : (pas de pasteur), *Guerrier*, ancien.

Le synode, présidé par *de Clerville*, s'occupa des Églises vacantes de la province, rendit la liberté au pasteur *Le Bloy*, de Saint-Aignan, que son Église ne payait pas ; autorisa les protestants de Langers (Langeais) à se ranger à l'Église de Tours ; mais il traita surtout des questions de discipline. Il ordonna de réprimer même les jeux licites « à cause de la perte de temps et d'argent », — invita le pasteur des Aigues

1. *Actes du synode de Loudun*, art. 13 (ms. de la Bibl. de Blois, intitulé : *Actes des synodes de la province de Touraine, Anjou, Lodunois, etc.*).

2. Ms. cité, *Actes de Saumur*, juillet 1601, art. 7.

« à parler à un particulier de l'Église de Tours pour une promesse de mariage, faite, disait-on, à quelqu'un de l'Église de Pringé » ; défendit à l'Église de Château-du-Loir d'admettre à la Cène « un qui avoit le bruit de s'estre gouverné fort impudiquement » et enjoignit à du Fresne, pasteur de cette ville, « de suivre la discipline contre un autre fort debauché ». Enfin l'assemblée visant les saluts cérémonieux qu'échangeaient en entrant dans les temples seigneurs et grandes dames, exhorta « les troupeaux de s'abstenir des révérences qui pouvaient troubler l'assemblée et la distraire de l'ouye de la parole de Dieu ¹. » Le synode aurait dû ajouter à ses décisions un article sur la tenue des pasteurs en chaire, s'il est vrai, comme le raconte Florimond de Raemon, qu'en 1599 « le ministre de Contoudière ait prêché à l'Ile-Bouchard avec un habit couleur de zizolin, ayant l'épée et le poignard ² » ; mais nous sommes assez disposé à croire que l'auteur de l'*Histoire de l'hérésie* s'est moqué de ses lecteurs.

En 1605 nouvelle réunion d'une assemblée synodale à l'Ile-Bouchard, présidée par de Clerville, avec Bedé pour scribe. Le synode fut encore obligé de s'occuper de discipline. Il prit la décision suivante (art. XI) : « Veu la grande dissolution qu'on voit à notre grand regret se glisser dans l'Église, comme des jeux de carte, des danses, mommeries et semblables, la compagnie encharge à tous les consistoires d'y tenir la main et faire pratiquer la discipline exactement. » — L'académie de Saumur fit l'objet de plusieurs délibérations ; sur la demande de l'Église de cette ville, le synode décida 1° que le sieur Birgam ³ serait « employé à la profession de la langue hébraïque... par forme d'épreuve pour six mois et qu'il toucherait 150 livres (art. XII) ; 2° qu'il serait écrit à M. du Moulin, pasteur de Paris et au synode de l'Isle-de-France « aux fins d'obtenir le dict sieur du Moulin pour pro-

1. Voy. *Actes du synode provincial de l'Ile-Bouchard*, de 1594, *passim* (ms. de Blois).

2. Florimond de Raemon, *Hist. de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie en ce siècle*, liv. VIII, p. 254 et 255.

3. Birgam, sieur du Vignon. Voy. Bourchenin, *Académies protestantes*, liste des professeurs.

fesseur en théologie à Saumur, au moins pour quelque temps (art. III). Ensuite l'assemblée approuva les comptes du sieur Pinault, chargé de payer les gages des professeurs de l'académie, du principal et des régents et porta au budget pour l'entretien d'un professeur en théologie de plus, une somme de huit à neuf cens livres » (art. XXXVI¹).

Daniel Couppé, après un an de séjour à l'Ile-Bouchard, fut remplacé, en 1603, par le pasteur *Pierre Perillau*, qui passa une vingtaine d'années dans cette ville. *Vincent* lui succéda en 1622 ou 1623 et eut lui-même pour successeur *Etienne Le Vacher* dont nous avons constaté la présence dans le pays en 1631.

Pendant les premières années du XVII^e siècle l'Église de l'Ile-Bouchard et de Chinon vécut fort paisiblement²; mais à l'assemblée provinciale politique de Loudun (1619), ses délégués, le sieur de *Noyan* pour la noblesse, le pasteur *Périlleau* et le sieur de la *Mellaudière* pour le tiers, se plaignirent de l'inexécution de l'édit de Nantes et des jugements rendus par les commissaires du roi; déclarant que ces jugements restaient sans effet et que « partant demeuroient, ceux de la religion frustrés du fruit qu'on devoit attendre de l'envoy de ces commissaires³ ». Nous aimerions connaître les causes de ces plaintes; mais les *Actes* de l'assemblée n'en parlent pas. Il est évident cependant que les membres de l'Église de l'Ile-Bouchard avaient leurs raisons pour demander justice et que les vexations qu'on infligeait aux réformés au moment

1. *Actes du synode prov. de l'Ile-Bouchard*, 1605 (ms. de Blois).

2. Toutes nos recherches à la mairie de l'Ile-Bouchard et au greffe de Chinon pour retrouver les actes des baptêmes, mariages et décès de cette Église, ont été inutiles. Nous n'avons donc aucun moyen de nous rendre compte du chiffre de la population protestante de ces deux paroisses d'abord séparées, puis réunies. Ce chiffre ne devait pas être très élevé car, lorsqu'en 1594, le synode réuni à Saumur taxa les Églises pour payer les frais d'un voyage « vers sa Maesté », l'Ile-Bouchard ne paya que deux écus, tandis que d'autres en versèrent trois, quatre et même cinq. Mais rien ne nous prouve qu'en taxant les paroisses, le synode n'ait tenu compte que du nombre.

3. *Actes de l'assemblée des députés des Églises réformées de la province d'Anjou, Touraine, etc., en la ville de Loudun*, 1619 (copie en notre possession).

où la guerre civile allait éclater, n'avaient pas dû leur être épargnées.

Nous croyons cependant que cette petite Église eut moins à souffrir que celle de Tours aussi longtemps que la baronnie de l'Ile-Bouchard appartint à la famille de la Trémoille. Malheureusement pour elle le duc de Richelieu acheta ce domaine en 1629, et les réformés reçurent l'ordre de ne plus s'assembler au château et de se pourvoir d'un autre lieu pour leur exercice. Ils se réunirent au faubourg Saint-Maurice ; mais en 1633 leur temple fut fermé. Ils écrivirent à Richelieu une longue lettre que nous avons trouvée au ministère des affaires étrangères, dans laquelle ils se plaignent de la mesure prise contre eux, et qui se termine par ces mots : « Plaise à vostre Eminence faire cesser les troubles et empeschemens que les habitans de vostre ville de l'Isle-Bouchard nous donnent es fonctions de la Religion prétendue réformée ; nous rendre la paix et la consolation dont jouissent en ce royaume tous ceux qui en font profession et nous permettre de continuer nos exercices en ladite ville ou tel autre lieu commode qui vous plaira ¹. »

Richelieu fit la sourde oreille et, après sa mort, la duchesse d'Aiguillon, qui fut chargée d'administrer les biens légués par lui à Jean Duplessis, demanda la suppression du prêche. Le sénéchal de Richelieu et celui de l'Ile-Bouchard, par ordonnance du 16 et du 20 mars 1643, se hâtèrent de lui accorder ce qu'elle désirait.

Ce jugement fut frappé d'appel par *Etienne Le Vacher, sieur de Marigny*, pasteur de l'Église, par *Simon d'Andigny*, par le *sieur de la Touche* et par quelques autres membres de la paroisse, Ils s'appuyaient sur l'article IX de l'édit de Nantes ainsi conçu : « Nous permettons à ceux de la dite religion faire et continuer l'exercice d'icelle en toutes les villes et lieux de nostre obéissance, où il a esté faict publiquement par plusieurs et diverses fois en l'an 1596 et en l'année 1597. » Le Parlement fut saisi de cette affaire, mais

1. Archives du ministère des affaires étrangères, France, n° 1749, f° 37. Nous avons publié cette lettre dans *l'Histoire du Protestantisme en Touraine*, Fischbacher, 1885, appendice, n° 7.

au lieu d'appliquer la loi, après avoir entendu l'avocat de la duchesse d'Aiguillon, qui « n'estimoit point que l'establisement (le culte) eust esté faict *publiquement*, ayant esté faict par un seigneur dans son chasteau », mit les parties « hors de cours et de procès » par jugement du 1^{er} avril 1645, et invita les réformés « à se pourvoir par devers le Roy, pour leur estre pourveu d'un lieu pour l'exercice de leur religion¹ ».

Le temple resta fermé²; mais un peu plus tard les réformés de l'Île-Bouchard se réunirent à *Maune*, village des environs, comme le prouve l'acte suivant que nous avons découvert dans une minute de notaire :

« Extrait du registre des mariages de ceux de la religion de l'Islebouchard et ez environs. — Aujourd'huy dix huitième may jour de Dimanche, mil six cent cinquante neuf, messire *Louis de Gebert*, seigneur de la Bretaudière, chevalier, a épouzé demoiselle *Charlotte Maulvault*, veuve de deffunt noble homme *Jacques Huet*, vivant sénéchal du dit l'Islebouchard; et a été le mariage béni et célébré à *Maune* avant la prédication par messire Vacher, pasteur, le peuple étant assemblé au temple du dit lieu. — Signé Vacher, ministre³. »

L'Église de l'Île-Bouchard avait encore quelques années à vivre; mais le 14 août 1670, les commissaires la condamnèrent et le culte fut interdit⁴.

En 1685 il ne restait que bien peu de protestants dans le pays. Ils devaient disparaître. Treize ans plus tard, l'Intendant écrivait, en effet, dans son *Mémoire sur la généralité de Touraine* : « Il a y eu autrefois (à Chinon) 12 familles d'hugnots; il en reste encore 8. Les quatre autres sont sorties du royaume⁵ »; et rien de l'Île-Bouchard. C'était fini. L'Église était morte.

A. DUPIN DE SAINT-ANDRÉ.

Tours, 1893.

1. Registres du Parlement, *Plaidoiries* X^{1a}, 5691 (Archives nationales).

2. *Actes du syn. de Loudun*, 1647 (copie en notre possession).

3. *Minute de notaire* (en notre possession).

4. Élie Benoit, *Histoire de l'Édit de Nantes*, IV, p. 479.

5. Archives du ministère des affaires étrangères (*France*, n° 1749), *Mémoire* de 1698.

Documents

LE PREMIER MARTYR DE CHINON

ANTOINE GEORGES, CONTROLEUR DU GRENIER A SEL

1545

Voici l'arrêt dont la fatale conclusion a été résumée plus haut. Ni Crespin, ni Th. de Bèze ne citent cette mort, pas plus que celle d'Antoine Sébilleau en 1548. Cela semble indiquer que les mémoires particuliers sur lesquels ils travaillaient ou plutôt qu'ils inséraient en tout ou partie dans leurs récits, ou bien ne remontaient pas plus haut que la date de l'organisation de l'Église, ou bien ne voulaient pas considérer comme un martyr un homme qui — bien peu volontairement sans doute — avait fait amende honorable avant de monter sur le bûcher. — Notre point de vue est autre. Nous sommes tenté de considérer comme doublement martyrs ceux qui donnent leur vie après s'être laissé entraîner, de gré ou de force, à s'humilier publiquement d'avoir cru ce qui les faisait condamner. De toutes les façons de mourir, c'est incontestablement la plus triste, et ceux qui ordonnèrent le supplice comme couronnement de ces palinodies nous apparaissent comme les bourreaux à la fois de l'âme et du corps.

Cet arrêt est emprunté aux registres criminels du parlement de Paris (Arch. nat. X² 99). Je l'ai complété par une requête du geôlier, du 11 août 1545, réclamant ce qui lui restait dû pour la « pension » du condamné, parce que ce texte explique comment on procédait à la confiscation des biens des victimes.

N. W.

15 juillet 1545. — Veu par la Court le procès criminel faict, tant par M^e Jehan de la Barre, lieutenant du bailli de Touraine au siège

de Chinon, que par M^e Christoffle de Pincé, lieutenant criminel du seneschal d'Anjou, commissaire commis par lad. Court en cette partie, Alencontre de *Anthoine Georges*, conterrolleur du grenier à sel dudict Chinon, prisonnier ès prisons de la consiergerie du Palais à Paris, pour raison de quelques propos scandaleux et erronnez et blaphèmes par luy dictz et proferez contre l'honneur de Dieu, des saintz et saintes de Paradis, de la sainte foy et religion chrestienne, constitutions et traditions de nostre mère sainte Église, ainsi que plus à plain est contenu et déclaré oudict procès; — les conclusions du procureur général du Roy auquel le tout auroit esté communiqué; — certaine requeste présentée à ladict Court le vingtiesme febvrier cinq cens quarente quatre¹ et dernier passé par *Marguerite Tricot* et *Jehanne de Lespine*, mère et femme dudict Anthoine Georges, par laquelle et pour les causes y contenues ilz requéroient, avant que procedder au jugement dudict procès, estre ordonné qu'elles nommeront tesmoins audict procureur général pour prouver la débilité et legèreté d'espric (*sic*) d'icelluy prisonnier et que par intervalle de temps il estoit troublé de son entendement et avoit vescu en bonne réputation sans avoir mal senty de la foy, lesquels seront oyz *ex officio* sur lesdictz faictz et dépendances d'iceulx, pour servir audict prisonnier de justification ou modération de peine s'il y escheoit; — laquelle requeste auroit esté communiquée audict procureur général qui sur ce auroit prins ses conclusions et depuis, par ordonnance de ladict Court esté mise au sac dudict procès pour, en le jugeant, y avoir tel esgard que de raison; — et ouy et interrogé par ladict Court icelluy prisonnier sur les cas à luy imposez; — et tout considéré.

Il sera dict, sans avoir esgard à ladict requeste que ladict Court a condamné et condamne icelluy Anthoine Georges prisonnier, pour raison desdictz cas, à faire amende honorable teste et piedz nudz et en chemise, tenant en ses mains une torche de cire ardent du poix de deux livres et estre mené en l'estat depuis les prisons royaulx dudict Chinon jusques devant la principale porte de la principale église dudict Chinon et illec, estant à genoulx dire, et déclarer que scandaleusement, séditieusement, irrévérencieusement et indiscretement il a tenu, dict et proféré des propos et blasphèmes contre l'honneur de Dieu, des saintz et saintes de Paradis, de la sainte foy et religion chrestienne, constitutions et traditions de nostre mère sainte Église, ainsi que plus à plain est contenu et

1. Ancien style, c'est-à-dire 1545.

declairé oudict procès criminel contre luy faict, dont il se repent et en requiert mercy et pardon à Dieu, au Roy et à justice; — et, ce faict, sera mis dedans ung tumbereau ou charrette et mené à la place publique audict Chinon où l'on a accoustumé faire exécutions de justice, en lieu le plus commode et illec estre pendu à une potence au-dessoubz de laquelle sera faict ung feu, dedans lequel icelluy Georges sera bruslé, ars et consommé en cendres; — et a declairé et declaire tous et chacuns ses biens acquis et confisquez au Roy et pour faire mestre ce présent arrest à exécution icelle Court a renvoyé et renvoye ledict prissonnier en l'estat qu'il est par devant ledict bailliy de Chinon ou son lieutenant.

BERTRAND.

HURALT X écus.

Et est retenu *in mente curie* que ledict Georges sera estranglé secrectement avant que sentir le feu.

BERTRAND.

HURALT.

11 août 1545. — Veue par la Court, la requeste à elle présentée par *Denys Yvon* geollier et garde des prisons de la consiergerie du pallais à Paris, par laquelle et actendu que pour le reste de la despence de bouche de Anthoine Georges naguères controlleur du grenier à sel à Chinon et prisonnier ès prisons de ladicte consiergerie et de présent renvoyé audict Chinon suyvant l'arrest de ladicte Court contre luy donné, il estoit deu audit suppliant la somme de vingt neuf livres quatre solz six deniers parisis, ainsi qu'il disoit apparoir par la certification du clerc de la geolle atachée à ladicte requeste et qu'il ne scait où recouvrir ladicte somme, actendu que les biens dudict prisonnier sont declairez acquis et confisquez au Roy et que despence de bouche sont deniers previlgez, il requeroit exécutoire de ladicte Court luy estre délivré d'icelle somme sur les biens dudict Georges et icelluy suppliant estre préféré devant tous aultres, nonobstant oppositions et appellations quelzconques, — Veue ladicte certification; — oy sur ce le procureur général du Roy qui auroit ce consenty, et tout considéré.

Ladicte Court a ordonné et ordonne exécutoire d'icelle estre baillée et délivrée audict Yvon suppliant de ladicte somme de 29 l. 4 s. 6 d. p. pour les causes que dessus, qui sera mis à exécution sur les biens qui ont appartenu audict Georges qui seront venduz au plus offrant et dernier enchériseur en la manière acoustumée jusques à la concurrence de ladicte somme et les deniers provenans de ladicte vente d'iceulx estre baillez et délivrez réaulment

et de faict audiet, Yvon geollier ou au porteur dudict exécutoire pour luy et en son nom.... — et sera ledict Yvon premier payé que le Roy et tous aultres créanciers ou parties intéressées, etc.

MYNARD.

HURAUT.

LES

ANCIENS DES CONSISTOIRES D'ABLON ET CHARENTON

en 1607 et 1609

Parmi les études notariales de Paris, il en est deux qui possèdent, par succession, les vieilles minutes de tabellions des xvi^e et xvii^e siècles ayant eu pour clients le Consistoire de l'Église réformée d'Ablon et de Charenton et des huguenots nobles ou notables. M. le vicomte Samuel Menjot d'Elbenne, descendant du distingué médecin Antoine Menjot, puisa dans ces minutiers, il y a une quinzaine d'années, d'importants renseignements relatifs à ses ascendants, et c'est lui qui a bien voulu signaler à notre attention cette source précieuse. Malheureusement, malgré l'obligeance des titulaires actuels des deux charges, ces documents séculaires ne sont pas faciles à consulter ; ils ne sont pas sous la main, on gêne et on est quelque peu gêné en travaillant dans un coin de ces études affairées. En outre, le *grossoyage* des minutes mêmes est généralement très dur, sinon impossible, à déchiffrer. Ajoutons que, pour quelques épis glanés, il y a bien de la paille et de la poussière à avaler, bien des espoirs trompés ! Mais il y a tant de satisfaction dans quelques rencontres, çà et là, qu'il ne faudrait point se laisser décourager. C'est là, par exemple, que nous avons trouvé ce beau testament d'Alexandre de Mongues dont nous avons fait profiter le *Bulletin* et la *France protestante*, il y a deux ans (1891, p. 524).

Voici deux pièces (ou fragments de pièces) que nous avons transcrites d'après les vénérables registres de 1607 et 1609, avant qu'une longue maladie vint interrompre nos recherches.

C'est au point de vue surtout des signatures apposées au bas de ces pièces que nous en avons fait ces extraits.

La première nous fournit les noms des anciens du consistoire d'Ablon, personnel sur lequel on n'avait jusqu'ici aucune donnée un peu certaine et complète. Il s'agit, comme il est dit en marge, d'une « *Procuration de l'Église de Paris* », du 16 août 1607.

I

Furent présens en leurs personnes nobles hommes M^{rs} François de Loberan, Sieur de Montigny, et Samuel Durand, Ministres de la Parole de Dieu en l'Église Refformée de Paris; Christophle Bochart, Jehan Du Clos et Jacques Tardif, advocats en la Cour du Parlement; Gédéon Des Serres (*sic*), sieur du Pradel, advocat au Conseil Privé du Roy; M^{rs} Samuel du Fresnoy, procureur en ladite Cour de Parlement, Jehan Privier, secrétaire du Roy, honorable homme Jacques Deschamps, Nicolas Pinctorye, Eusèbe Marchant, Jehan Mollart, et Jehan Macharye; tous Bourgeois de Paris et Anciens de ladite Église, ayant son exercice à Charenton Saine Maurice, par la permission du Roy nostre dict Seigneur; tant en leurs noms que comme en se faisans et portans forts des autres bourgeois et habitans de la dicte Ville et faulxbourgs de Paris faisans profession de la dicte Relligion;

Lesquels ont faict et constitué leur procureur général et spécial honorable homme Benjamin Ogré, bourgeois de Paris, auquel ils ont donné pouvoir et puissance de retirer de M^e Thomas Le Serreur, Secrétaire du Roy en sa maison de Navarre, cy devant procureur de la dicte Église, tous et chacuns des contrats, ceddulles, obligations, tiltres, pappiers, et enregistremens, qui sont et peuvent estre entre ses mains, concernant l'acquisition des droits d'Ablon, mesmes ce qu'il peult avoir de pièces de procédure par devers luy, concernant les procez qu'il a conduitz et menez, tant sous le nom des pauvres François reffugiez ès ville de Basle et de Genève¹ que sous le nom de deffunct M. Charles de la Rogeraye, vivant sieur de la

1. Il y avait donc à Paris un procureur de la communauté protestante qui, au nom de cette dernière, prenait soin des biens de nos coreligionnaires réfugiés à Bâle et à Genève, sans doute pendant les troubles de la ligue (*Réd.*).

Troche, et généralement tous autres papiers appartenans à la dicte Église soit en baillies, acquits et descharge, générale ou particulière, telle que besoing sera.

 passé
 en la maison dudict Perille, seize, rue des Deux Portes. L'an mil six cens sept, le jeudy après midy, seiziesme jour d'aoust.

FRANÇOIS DE LOBERAN.

J. TARDIF.

DURANT.

DU FRESNOY,

aud. nom d'antien.

DU CLER.

MOLLART.

DU PRADEL,

DESCHAMPS,

*ancien.**aud. nom et d'ancien.*

EUSÈBE MARCHANT.

PRIVIER.

J. MACHARYE.

N. PINCTORVE.

C. BOCHART.

NOURRY,

FRANÇOIS,

notaire.

notaire.

II

L'autre minute (*gribouillée* de façon effroyable) est du 4 mars 1609, et, par conséquent, émane des représentants de l'Église de Charenton-Saint-Maurice, où l'exercice avait été transféré le 1^{er} août 1606.

CHARLES READ.

Dudict an mil six cens neuf, sont comparus nobles hommes messieurs Pierre Du Moulin et Samuel Durand, ... ministres de la parolle de Dieu en l'Église Refformée de Paris ayant son exercice à Charenton St Maurice par la permission du Roy nostre Sire; messire Christophle Bochart, Jean Dangerville, Jehan Delayre.
 (*ici 9 lignes presque indéchiffrables ou qui auraient exigé un temps fort long*).

Lesquelz, après lecture à eux faites de la quittance cy-devant escripte par l'un des notaires soubsignez nous présens, et qu'ilz ont

dict avoir le tout bien entendu, l'ont. et ratifié
 pour bien agréable, voullant exécuter et accorder qu'elle veuille et
 sortir son plain et entier effect, pour, de poinct en poinct,
 selon sa forme et teneur. (2 lignes).
 mil six cens neuf,
 le jeudy, cinquiesme jour de mars.

P. DU MOULIN.

C. BOCHART.

DURANT.

DANGERVILLE.

DESCHAMPS.

BIGOT.

J. POUPART.

DU CLOS.

DELAYRE.

DE HENTEREZ.

DUFRESNOY.

MOLLART.

N. PINCTORYE.

PRIEUR.

DUPRADEL.

MARCHAND.

FRANÇOIS [*le notaire*].

JULLIEN.

ROQUIN.

A LA SALPÊTRIÈRE (PARIS)

NOTES DE POLICE SUR QUELQUES DÉTENUES PROTESTANTES

AU COMMENCEMENT DU XVIII^e SIÈCLE

Après la Révocation la police du grand roi eut fort à faire pour surveiller, emprisonner et travailler à convertir les protestants qui n'avaient pas réussi à émigrer à temps, ou qui, comptant sur des jours meilleurs s'étaient cachés pendant la tourmente. A Paris il y avait des quartiers entiers à moitié huguenots, comme l'île du Palais (*Bull.* 1888, p. 30) et le faubourg Saint-Germain ou plus exactement la rue de Seine et les environs. En outre, des centaines de fugitifs y affluaient plus ou moins secrètement, dans l'espoir de rencontrer des moyens d'évasion ou du moins d'y passer plus facilement inaperçus que dans les petites villes ou campagnes où l'on pouvait surveiller sans peine leurs moindres mouvements. Notre collaborateur M. O. Douen fournira sur le rôle de la capitale pendant ces « jours mauvais », des détails aussi précis qu'intéressants et inédits.

En attendant que le nombre de souscripteurs strictement nécessaire pour la publication de ce monumental ouvrage se

réunisse¹, voici quelques notes contemporaines sur des huguenotes enfermées à l'hôpital de la Salpêtrière. Elles ont le mérite de nous révéler des noms inconnus et d'être « objectives », ayant été rédigées par un policier dressé à considérer le fait de persévérer dans le protestantisme comme l'une des formes les plus exécrables de la perversité humaine. Ce style de passeport donne un relief particulièrement saisissant à tel ou tel de ses signalements.

Marie Bourgeois « ne veut pas même se faire instruire et il lui prend quelquefois des accès d'imbécillité qui la rendent comme bête ». Comme la santé et la raison de cette courageuse femme plus que sexagénaire finissent par s'user au bout de cinq à six ans de cette résistance désespérée, le fonctionnaire conclut que son « fonds d'imbécillité apparemment ne finira qu'avec sa vie ». — Voici une jeune fille de 16 ans, *Marie Brunie*, déclarée « impie, indocile et fort insolente », rien que parce qu'elle a voulu « passer dans les pays étrangers »; — et une humble femme de tailleur, *Louise Mercier* qui va mourir à 85 ans dans cet hôpital transformé en maison de coercition religieuse, pour avoir mêlé quelques exhortations évangéliques aux leçons de lecture qu'elle donnait aux enfants : « Son grand âge et ses infirmités ne permettent pas d'espérer qu'elle soit jamais en état de sortir de l'hôpital où elle même compte de mourir », dit le policier...; « en mil sept cent sept elle est morte, ainsi il n'y a plus rien à dire à son sujet. » N'y a-t-il pas dans cette courte oraison funèbre une éloquence qui vaut bien celle de Bossuet?

J'ai trouvé ces notes dans les manuscrits Clairambault n° 984 à la Bibliothèque nationale. Ce volume, qui porte l'ancienne cote 522 est intitulé : *Extraits d'interrogatoires faits par la police de Paris, de gens vivans d'industrie*², dans le désordre et de mauvaises mœurs, et de gens de la Religion, des années 1678 à 1712. Je les ai classées par ordre alphabétique

1. La *Révocation à Paris* formera 3 volumes in-4° et est en souscription chez Fischbacher, 33 rue de Seine, au prix de 100 francs l'exemplaire.

2. C'est-à-dire d'expédients, ce qui semble avoir donné lieu à la locution « *chevalier d'industrie* ».

des noms de personnes, en renvoyant pour chacun de ces derniers, aux pages du manuscrit.

A ceux qui seraient curieux d'autres détails sur le rôle de la police parisienne dans la poursuite de l'hérésie sous Louis XIV, je suis heureux de pouvoir signaler, à ce propos, une publication récente où ils n'auraient peut-être pas l'idée de les chercher. Déjà, en 1866, MM. L. Larchey et E. Mabille avaient fait paraître une petite plaquette intitulée *Notes de René d'Argenson lieutenant général de police, intéressantes pour l'histoire des mœurs et de la police de Paris à la fin du règne de Louis XIV* (Libr. F. Henry et de l'Agence générale), qui renferme un assez grand nombre d'articles concernant les protestants. Ces notes viennent d'être abondamment complétées par M. Paul Cottin qui a publié dans la *Bibliothèque elzévirienne* (Paris, Plon, 1891) les *Rapports inédits du lieutenant de police René d'Argenson (1697-1715)*. C'est un volume de cxxxvi-418 pages compactes faciles à feuilleter grâce à un index et à une très ample *Introduction*.

Dans cette dernière l'auteur nous explique l'organisation de la police du grand siècle, et consacre un chapitre spécial, près de vingt pages, à la *police religieuse*, « la mission la plus pénible que d'Argenson eut à remplir et qui jette une grande ombre sur l'exercice de sa charge..... l'exécution de la révocation de l'édit de Nantes ». M. Cottin croit qu'à l'égard de ces criminels le lieutenant de police « ne sévit qu'en cas d'absolue nécessité ». Je ne demande pas mieux que de le croire aussi, mais il est bien certain que si cette secrète antipathie avait eu des résultats appréciables, René d'Argenson ne serait pas resté à son poste; on ne sait que trop que Louis XIV n'entendait pas qu'on ménageât les nouveaux convertis, et que le clergé, alors tout-puissant, n'aurait pas toléré à la longue un fonctionnaire peu zélé en cette matière. Nous ne connaissons, du reste, malgré la publication de ces *Notes* et de ces *Rapports*, qu'une minime partie des poursuites alors exercées à Paris, et c'est une raison de plus pour remercier ceux qui les ont publiés.

Thérèse Béthune, femme de *Jean Laurent*, mise à la Salpêtrière, le 25 septembre 1708.

Elle a esté arrestée en passant à Estampes avec son mary qui est aussi renfermé à Bicestre. Elle faisoit profession de la Religion prétendue reformée et elle a déclaré par ces interrogatoires que j'ay eu l'honneur d'envoyer à M. le comte de Pontchartrain, qu'elle n'avoit repassé de Hollande en France que pour s'y faire instruire dans la religion catholique. Cependant elle n'a point fait encore son abjuration, et son indifférence à cet égard donne lieu de craindre que son retour dans le Royaume n'ait eut quelque autre motif; ainsy je pense qu'il est à propos de différer sa sortie au moins jusqu'à la paix (p. 423).

Marie Bourgeois, dite *Gaujard*, mise à la Salpêtrière le 11 novembre mil sept cent deux, venue de la Bastille du 16 du même mois.

Elle est aagée de 61 ans originaire de Buttes près Houdan.

Elle est protestante, et lorsqu'elle fut arrestée elle estoit sur le point de passer en Hollande, où sa fille s'est réfugiée; elle est fort soumise aux ordres de la maison, mais elle a eu beaucoup de peine à se résoudre d'aller à la messe.

Elle ne veut pas mesme se faire instruire, et il luy prend quelques fois des accez d'imbécilitez qui la rendent comme beste, ainsy je ne crois pas devoir encore proposer sa sortie.

En 1705, les choses sont toujours dans le mesme estat, idem 1706, En 1707, il ny a aucun changement ny pour sa conversion ni pour le désordre de son esprit.

En 1708 elle a esté malade du scorbut depuis deux mois et il luy en reste un fonds d'imbécilité qui apparamment ne finira qu'avec sa vie (p. 185).

Catherine Bourneau, mise à la Salpêtrière le vingt neuf juillet mil sept cent cinq. Elle est aagée de quarente deux ans, originaire de Paris, entrée par lettre de cachet.

Nouvellement arrivée et dont je me réserve à rappeler les motifs de sa détention après ma première visite qui suivra celle-cy.

En 1706. Protestante qui fait gloire de son opiniâtreté et refuse toujours de se faire instruire. On a esté obligé de la tirer de la maison des nouvelles Catholiques, à cause de ses impiétez et de son indocilité scandaleuse. Mais depuis qu'elle est à l'hospital on ne peut luy reprocher que son entestement pour l'hérésie où elle est née.

En 1707. Il n'y a que cette raison qui puisse empêcher sa sortie, qui seroit neantmoins fort nécessaire pour le rétablissement de ses affaires domestiques, qui périssent de jour en jour; on pourroit seulement la mettre à la garde de quelque parente ancienne catholique, et l'obliger à déposer chez un notaire quelques contrats pour seureté de sa stabilité dans le Royaume.

Il est écrit à la marge : La mettre en liberté pour trois mois (p. 349).

Marie Brunie, mise à la Salpêtrière le 11 mars 1700.

Nouvelle catholique qui estoit sur le point de quitter et de passer dans les pays étrangers et a besoin d'une plus longue correction.

En 1702 elle est aagée de 16 ans.

Originaire de Paris, paroisse Saint-Eustache, elle est impie et indocile et fort insolente (p. 145).

Marie Delias, mise à la Salpêtrière, le treize avril mil sept cent sept.

Elle est aagée de 23 ans, originaire de Berne, entrée par lettre de cachet.

Protestante qu'on disoit estre en relation avec un Ministre qu'elle disoit estre à Paris, mais qu'elle n'a pas voulu nommer et qui apparamment ne fut jamais le pays de son origine, la met en droit de faire profession de la Religion prétendue réformée. Cependant elle fait quelques fois la catholique sans l'estre. J'apprends mesme que c'est une impie et une athée, s'il peut y en avoir, et les sœurs de la communauté de Saint-Roch qu'elle a trompée plusieurs fois assurent qu'elle est fille d'un phanatique. Ainsy je pense qu'on ne peut trop se deffier de cette dangereuse personne et qu'il est à propos de la laisser dans la maison de force jusqu'à la paix. *Idem* 1708.

1709. J'apprends qu'elle a fait depuis son abjuration et ensuite sa première communion. Cependant je pense qu'il est à propos de l'éprouver encore et que la paix doit précéder sa sortie.

1710. La réponse de Monsieur de Pontchartrain du 21 May mil sept cent dix fut qu'il falloit l'éprouver encore pendant six mois et ils sont plus que passez; mais les personnes de cette espèce sont toujours dangereuses dans le public. Cependant si le Roy juge qu'il soit à propos qu'elle sorte de l'hospital, il faut au moins que ce soit à condition qu'elle sortira du royaume.

Elle est sortie le 21 juillet mil sept cent onze, suivant l'ordre du Roy (p. 402).

Marie Dubuisson, mise à la Salpêtrière le 24 juin mil six cent quatre vingt dix-neuf.

Protestante, opiniastre et furieuse.

En 1702. Vieille protestante, originaire de Dieppe agée de 60 ans, qui avoit toujours esté fort opiniastre mais qui paroist beaucoup moins indocille depuis six mois ; elle demande à estre mise chez les nouvelles Catholiques pour achever de s'instruire et de se convertir. Il semble mesme qu'il n'y a pas moins de charité que de justice à luy accorder cette grâce.

Il paroît qu'elle a esté mise aux nouvelles Catholiques (p. 111).

Catherine Ficelcrin, ditte l'Esprit, mise à la Salpêtrière, le 11 novembre mil sept cent deux, venue de la Bastille le 16 du même mois.

Elle est aagée de 33 ans, originaire de Zurik en Suisse. Elle conduisoit dans les pais étrangers cinq Protestans fugitifs et elle en avoit fait passer auparavant un bien plus grand nombre. Elle paroist maintenant dans la disposition de se faire instruire de bonne foy, mais comme elle a fait une première abjuration dans la maison des nouvelles Catholiques de Paris, on peut appréhender avec raison que celle cy ne soit pas plus sincère, les ecclésiastiques de l'hospital ne l'ont pas encore jugée digne d'approcher des Sacremens, et l'on ne peut que louer leur prudence à cet égard ; ainsy rien ne peut déterminer à sa sortie que sa qualité d'étrangère et si cette considération doit prévaloir, je pense que l'ordre du Roy qui luy rendra sa liberté doit aussy luy enjoindre de sortir incessamment du Royaume.

Il est écrit à la marge, bon (p. 187).

Claudine Jullien, mise à la Salpêtrière, le 16 mars mil sept cent cinq.

Elle est aagée de 25 ans, originaire de Lyon, entrée par lettre de cachet. Elle a esté transférée de la Bastille où elle avoit esté conduite pour avoir eu des relations avec les phanatiques de Languedoc, et pour avoir tenu des discours abominables au sujet de la Religion ; on ne sait s'il y a en elle plus de folie que de malice, mais on convient qu'il n'y a point dans la maison de femme plus insolente, et plus incommode : Ainsy pour la seule considération du phanatisme je crois qu'il la faut laisser à l'hospital, du moins jusqu'à la paix. Idem en mil sept cent six, en mil sept cent sept, en mil sept cent huit, en 1709.

Elle est devenue plus raisonnable depuis quelques mois : ainsy l'on pourroit la mettre en liberté, sans aucun inconvenient immédiatement après la paix générale.

En 1710. Elle parut un peu moins violente pendant cette année, ce qui m'obligea de vous proposer de la rendre libre immédiatement après la paix générale, et la decizion que Monsieur de Pontchartrain me fit l'honneur de m'envoyer sur mon dernier estat estoit conforme à cet avis.

Mais j'apprends qu'elle est rentrée dans ses premières fureurs qui ont obligé de la renfermer plus étroitement.

Ainsy sa détention devient plus nécessaire que jamais;

En mil sept cent onze, on est sur le point maintenant de la mettre parmy les folles et je pense qu'elle y finira ses jours.

Ainsy il paroist qu'elle a esté mise aux folles (p. 321).

Judich Margueritte, mise à la Salpêtrière, le vingt-sept octobre mil sept cent.

Elle est aagée de 28 ans, originaire de Touraine, n'a esté que huit mois à Paris; elle alloit trouver son oncle protestant fugitif qui est en Angleterre. Id. en 1702. En 1704, elle paroist à présent bonne catholique, et on l'a jugée digne d'aprocher des sacremens; ses parens les plus proches sont d'une catholicité fort douteuse, mais on assure qu'ils ont quelques biens. On pourroit écrire à Monsieur Turgot pour luy choisir une maison d'anciens catholiques où son innocence et sa religion fussent en sûreté.

M. Turgot dont M. de Pontchartrain m'a fait l'honneur de me renvoyer la lettre a répondu par la sienne du 29 avril dernier qu'on ne luy trouve à Tours aucuns parens, et que le sieur Fleury qu'elle disoit estre son oncle ne la connoit pas : Ainsy l'on peut craindre avec beaucoup d'apparence que sa conversion ne soit aussy fausse que la généalogie qu'elle a voulu se donner.

En mil sept cent cinq. M. de Pontchartrain m'ordonne par son dernier apostil de faire observer sa conduite et de luy mander ensuite de ses nouvelles. On paroist contant d'elle dans la maison encore plus qu'on ne l'estoit l'année passée : ainsy je crois qu'on la pourroit faire sortir de cette maison en luy enjoignant par un ordre du Roy de retourner dans son pays, à peine de désobeissance. Il est écrit de la main de M. de Pontchartrain à la marge, bon, la renvoyer à son pays et l'y faire observer.

Il paroist qu'elle a esté mise en liberté (p. 123).

Louise Mercier, femme de *Louis Robert*, maitre tailleur, mise à la Salpêtrière, le dix-neuf avril 1704.

Elle est aagée de 83 ans, originaire de Chasteaudun.

Elle fut conduite à la Bastille et ensuite à l'hospital par ce quelle

tenoit une ecolle, et, sous pretexte d'apprendre à lire aux enfans, elle les instruisoit dans la religion protestante : Elle commence à s'accoutumer aux exercices de la catholique, mais son grand âge et ses infirmités ne permettent pas d'espérer quelle soit jamais en état de sortir de l'hospital où elle mesme compte de mourir. Idem en mil sept cent cinq, en mil sept cent six.

En mil sept cent sept elle est morte, ainsy il n'y a plus rien à dire à son sujet (p. 271).

Judich Meslin, mise à la Salpêtrière le 1 novembre mil sept cent deux.

Elle est aagée de 19 ans, originaire de Sedan, venue de la Bastille le 16 novembre de la même année.

Elle estoit protestante, et en mauvais commerce avec un tailleur de pierre. Elle paroist depuis quelques temps assés bien convertie et fort docille. Ses folies sont plus rares et moins dangereuses, elle aime toujours à se confesser, mais elle s'approche des sacremens avec plus de règle et de circonspection; le gout des penitences extraordinaires et des cachots luy a tout à fait passé. Dans ces circonstances on ne peut qu'éprouver encore sa conversion durant quelques mois. On la renvoya à Sedan après avoir pris des mesures pour empescher que le retour ne la rappelle à ses premières erreurs.

Il est écrit à la marge bon (p. 183).

Sibille Nuders, mise à la Salpêtrière, le 14 may 1703.

Elle est aagée de 28 ans, originaire de Hollande, depuis un an à Paris.

Elle n'a aucun biens, mais la dame Tribouleau qui est du mesme pays offrit l'année dernière d'en prendre soin lorsqu'elle seroit catholique; elle l'est devenue et l'on assure qu'elle fera bientost sa première communion, ainsy je crois devoir proposer sa liberté.

Il est écrit à la marge, bon (p. 192).

Louise Pochet, mise à la Salpêtrière le 8 aoust 1695.

Les administrateurs disent qu'elle est arrestée pour cause de religion et M. l'Evesque de Meaux paye sa pension à l'hospital général.

Il paroist juste qu'elle y soit encore gardée (p. 48).

Marguerite Quentin dite Beauval, mise à la Salpêtrière le 28 juillet 1697.

Elle faisoit gloire d'estre protestante et de pervertir les nouveaux catholiques, elle alloit pour cela les visiter de maison en maison et l'on assure qu'elle conserve toujours cette mesme opiniastreté.

Ainsy il y auroit beaucoup d'inconvénient à la laisser sortir (p. 76).

Thereze Salmon, mise à la Salpêtrière le 6 octobre 1699. Elle est âgée de 30 ans, originaire de Bourgogne.

Nouvelle convertie, qui s'estoit évadée de la maison des nouvelles catholiques ; d'un esprit léger, mais qu'on pourroit renvoyer à Dijon dont elle est originaire, si la famille le demandoit. Idem en 1702.

Il paroist qu'on l'a renvoyée à ses parens (p. 112).

Mélanges

LE DOCTEUR JEAN DE ROSTAGNY

RIMAILLEUR PLAISANTIN

DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

(Mars-Septembre 1685)¹

II. — Avec la rimaille de sa seconde lettre (à Mademoiselle de La Force), il s'introduit dans l'édifice :

Entrons pour entendre ce bruit.
 Mais, avant, découvrons l'augure
 De ces arbres sans aucun fruit,
 Puisqu'ici tout est en figure²...
 Si vous en avez fait le choix,
 Sur le texte de l'Évangile,
 Pesez le jugement du bois
 Qui pour le fruit est inutile.

Une note a beau avertir qu'il s'agit de « la porte du Temple », cet endroit manque de clarté. Le suivant, fait allusion aux « deux Anciens », qu'on rencontrait à cette porte. Il va presque admirer leur bonne tenue et s'étonne de les trouver là :

1. Voy. le n° du 15 février, p. 77.

2. Les arbres (des ormeaux sans doute) qui étaient plantés dans l'avenue conduisant au Temple et qui ne produisaient pas de fruits.

L'on reçoit donc ici les eaux,
 A votre Temple, d'autre sorte :
 Vos deux vénérables bedeaux
 Ont le bénitier hors la porte.
 Ho ! ho ! quels bedeaux sont ceux-ci ¹ ?
 La condition est de mise :
 Ils sont mieux ajustés ici
 Que dans notre meilleure église !
 En tête le petit castor,
 La panne au dos ², avec la suite,
 Mais un tel poste leur fait tort !
 Je doute par là du mérite.
 Outre que, dans tout ce tracas,
 Je n'ai pu voir encor personne
 Qui s'approche et fasse grand cas
 De l'Eau bénite qu'on vous donne.
 Hélas ! me voilà bien surpris.
 Passons, crainte qu'on ne m'arrête...
 Ces messieurs sont Suisses de prix,
 Qui gardent la Boîte à Perrette ³ !

« Le tronc », est-il dit en note. Puis, c'est « le lecteur »,
 qui lui fait l'effet d'un rabbin :

Ah Dieu ! qu'est-ce que tout cela ?
 N'est-ce point une Synagogue ?
 Je vois un Rabin ⁴ par delà,
 Qui tient le rang de pédagogue,
 Entendons un peu ce qu'il dit :
 Il parle d'une prophétie
 En laquelle Isaïe prédit
 Quelques merveilles du Messie.

1. En note : « Deux Anciens ». — Moquerie sur ce que, en guise d'eau bénite et de bénitiers, il ne voyait que deux Anciens pour tenir la bourse et collecter.

2. Donc, s'il faut en croire le moqueur, les Anciens avaient un petit chapeau et une panne (ou petit collet, mantelet), et « la suite ».

3. Ce qui revient à dire : « MM. les Huguenots, vous n'avez pas même de bénitiers, comme nous autres qui les faisons garder par des bedeaux ! Vous n'avez que des Anciens, ou des diacres, pour tenir la bourse à bras tendu, en vue de la Boîte à Perrette ! Quelle pitié ! »

4. En note : « Le Lecteur : »

Son chapitre est déjà fini
 Et, pour toute la conséquence,
 Il dit : « Le Seigneur soit béni ! (sic)
 « Voyons où notre chant commence.
 « Que chacun poursuive après moi
 « Du roi David le second Psaume,
 « Qui prédit assez bien la foi
 « Que Christ met en nous comme un baume¹... »
 Ah ! Dieu, quelle irreligion !
 Qui peut payer cette musique ?
 J'entends plus d'une légion
 Entonner un même cantique !
 Les femmes, les petits enfants,
 A qui mieux mieux chacun dégoise,
 Mais je n'entends rien à leurs chants !
 Sont-ce Hébreux en terre française ?
 L'aveugle perdant son bâton
 Représente la mélodie
 Que font ensemble, à Charenton,
 Mille rossignols d'Arcadie !

Ce chant, qui prêtait peut-être effectivement à quelque raillerie, s'arrête tout à coup. — C'est, dit la note, « l'entrée du Ministre » :

D'où vient qu'on cesse tout à coup ?
 Paroist-il quelque objet sinistre ?
 Les brebis, en voyant le loup,
 Font comme vous à ce Ministre.
 Hélas ! quel infâme chapeau² !
 Faut-il qu'une secte pareille

1. Cette rime nous remet en mémoire un vieux cantique du bon vieux temps, catholique, apostolique et romain, que nous avons jadis entendu psalmodier par une vieille dévote à voix chevrolante :

*N'y a qu', N'y a qu'le bon Jésus qu'embaume,
 Tout l'este pu comme d'la charogne !*

A force de sévérité et de foi, cette bonne vieille parvenait à faire croire à mon oreille que *charogne* (prononcez *rógne*) rimait avec *embaume* ! — L'air ne s'est jamais effacé de mon souvenir : c'est une rengaine monastique inoubliable !

2. Le fait est que cette coiffure était fort disgracieuse ! Cela est indéniable. Un tuyau de poêle conique, rappelant le chapeau des médecins de

N'ait, pour conduire son troupeau,
Que le vent de ce claqu'oreille !

Vous ne portez point de bonnet.
Redoutant la main de Saint-Pierre,
Qui fit sauter jadis tout net
L'oreille d'un ministre à terre.

Si Malchus de cette façon
Eût eu le chapeau sur la tête,
Peut-être que l'estramaçon ¹
N'eût pas fait de lui sa conquête.

Saint Pierre prévoyoit qu'un jour
Tous les ministres de furie
Suivroient celui-ci tour à tour
Pour attaquer sa seigneurie ².

Afin d'éteindre leur pouvoir,
Dès ce moment il fit merveille,
Lui portant le coup pour avoir
La tête plutôt que l'oreille.

Si par l'oreille vient la foi,
Laissant la gauche à ce ministre,
L'on peut juger que votre loi
N'a rien par là que de sinistre.

Le vôtre vient d'un grave pas;
Il monte en chaire, où il se campe.
A le voir, ne dirait-on pas
D'un vendeur de sablon d'Estampe ³ ?

Planté qu'il est comme un épieu,
Quelque bonne mine qu'il fasse,
Il n'honore point tant le lieu
Qu'il est honoré de la place.

Hors de là, cherchant parmi vous,
J'aurois peine à le reconnaître,
Car on ne sçait qui, de vous tous,
A l'habit, est valet ou maître.

On peut dire que ce Docteur
Renferme en soi beaucoup de charmes,

Molière. Nos aïeux avaient un drôle de goût. Mais... et nous donc, avec nos tuyaux à rebord, depuis près d'un siècle !

1. Épée à deux tranchants.

2. Son autorité, sa prépotence.

3. Sable fin d'Étampes. Pour les sabliers, sans doute.

Faisant voir avec son Lecteur,
En relief, de Bourges les armes¹.

L'un, haut, et l'autre, dans le bas²
Font une posture aussi solte
Que celle que faisoit Bias,
Portant sa femme dans sa hotte.

Pourquoi porter en Jodelet³,
Lorsqu'il représentoit Dom Sanche,
Cette robe à petit collet,
Avec une si longue manche ?...

Vous seriez un peu mieux paré,
Si l'on voyoit sur votre tête
Quelquefois un bonnet carré ;
Cela paroistroit plus honnête.

Mais en ces bonnets, direz-vous,
Le nom de cornes scandalise.
Quoi ! le scandale est-il plus doux,
En mariant vos gens d'Église ?

Ainsi, à propos de coiffure, le bon apôtre tombe sur le mariage des pasteurs, et, demandant à ceux-ci sur quel passage de l'Écriture on a appuyé la réforme du costume ecclésiastique, il met en note : « Au temps des Apôtres, il n'y avoit point de chapeau. » Si donc, vous me citez un texte, ajoutez-il, « je croirai *tout* de vous et suis prêt à vous donner quinze et bisque. » Au surplus, assez sur ce point,

L'habit n'étant pas un sujet
Qui fasse le moine en essence,
Écoutons un peu le projet
De ce Prêche que l'on commence.

« Frères en Christ, mes bien aimés,
Et membres de nostre Réforme,
Tenez-vous toujours animés
Pour garder cette sainte forme.
« Recevez en peu de discours

1. En note : « Les armes de Bourges : Proverbe ». — Ce blason proverbial, plus ou moins historique et ironique, est « un âne dans une chaire » (ASINUS IN CATHEDRA). — Le Roux de Lincy, *Le livre des proverbes français*, in-12, Paris, 1842, t. I, p. 215.

2. Le lecteur se trouvait donc directement au-dessous du prédicateur.

3. En note : « Comédien ».

Le sommaire de la doctrine
Que je vous prêche tous les jours,
Prise de l'école divine ;

« Fuyez l'église des Papaux,
Pleine d'abus et rêveries,
Leurs disciplines, leurs travaux,
Et toutes leurs bigoteries.....

« Que chacun de vous hardiment
Lise, selon sa fantaisie,
Dans l'un et l'autre Testament,
Sans crainte d'aucune hérésie.

« Car dedans nos cahiers nouveaux
Il est écrit en grosse note
Qu'à tous les Réformés cerveaux
Le Saint-Esprit sert de pilote.

« Croyez pour article de foi
Qu'entre vous la plus grosse bête
A tout plein, aussi bien que moi,
Le Saint Esprit dedans la tête...

Evidemment le sieur de Rostagny, le plaisantin, s'illusionnait, s'il croyait posséder le Saint-Esprit ; mais il ne se trompait guère en s'assimilant lui-même à « la plus grosse bête » de l'auditoire de Charenton. Il continue ainsi le sermon qu'il prête au prédicateur :

« Tenez bon, ne cédez jamais,
Quelque texte qu'on vous produise ;
Que le *c'est-à-dire* et le *mais*
Soient toujours prêts dans la surprise¹.

« Lorsque l'on vous veut mettre à sac,
Servez-vous de tous vos organes,
Répondez *ab hoc* et *ab hac*
Et faites mille coq-à-l'ânes.....

« Soyez en pleine liberté
Et que chacun vive à son aise,
C'est la foi que nous ont planté (*sic*)
Luther, Calvin, Marot et Bèze...

« Moquez-vous des Religieux,

1. Autrement dit, ayez toujours réponse à tout, par des *mais* et des *c'est-à-dire* ; ne vous laissez jamais prendre sans mot.

Des Abbés, des Moines, des Prêtres,
 Et dites qu'ils vivent chez eux
 Comme ont fait en France les Reîtres..... »

Et cætera..... Péroraison digne de l'exorde ! Et, en guise
 d'*Ite missa est*, cette glôse finale :

Voici le sermon fricassé :
 Tout le fond de cette doctrine
 Montre que ce maître passé
 L'a composé dans la cuisine.
 Ce Ministre a fait un rondeau,
 Il redit la même prière.
 Chacun, le nez dans son chapeau,
 Se couche en tournant le derrière.
 Quelle façon de prier Dieu !
 Sur un banc, faute de pupitre,
 Être tous, dans un même lieu,
 Le dos tourné vers son Ministre ¹ !
 N'ayant chez vous d'autre encensoir,
 Dans cette posture abattue
 Chacun peut, avant de s'asseoir,
 Parfumer la noire Statue ²...

Et c'est pourtant là-dessus que le maître sottisier osera
 écrire à Mademoiselle de La Force, comme on l'a vu plus
 haut : « Vous me rendrez cette justice de témoigner que,
 dans tout ce que je viens de vous avancer, il n'y a pas un
 coup à faux » !

III. — « A Madame la duchesse de La Force », ainsi qu'on l'a
 vu, est dédiée la troisième rimaille, qui n'est qu'une moquerie
 débridée de la célébration de la Cène — par ce même homme
 déclarant « savoir qu'on ne doit traiter qu'avec beaucoup de
 respect les matières de religion » !

« Or, sus, dit-il, frères chrétiens,
 Nous allons faire la lecture

1. Il faut croire que les fidèles de Charenton prenaient alors de ces
 attitudes que l'on voit encore en usage dans certaines églises et chapelles
 de Suisse, d'Angleterre et d'Amérique.

2. C'est le ministre, sans doute, que l'ordurier rimailleur désigne ainsi.

De cette Epître aux Corinthiens,
La plus belle de l'Ecriture.

« Chantez après, à pleine voix,
Ce que nous avons mis en ode :
Du Seigneur les divines lois,
Prises du vingtième en l'Exode! »

Aussitôt le voilà qui sort.
Etant descendu de la chaire,
Une table donne le port,
Afin qu'il ancre en bonne terre¹.

Je vois quatre grands brocs de vin,
Et, proche de lui, tête à tête,
Un autre officier de Calvin
Qui lui fait présent d'une apprête.

Quatre bassins d'argent, tout neufs,
Remplis de pain de même sorte.
(Certe, il leur faudroit bien des œufs
Pour l'employer comme on l'apporte!)

Il a déjà la coupe en main,
J'admire l'excès de sa tasse :
N'ayant pris qu'un petit de pain,
Il boit ce coup de toppe et masse.

Il la rend en roulant les yeux,
Comme pourroit faire une poule
Qui les tourne ainsi vers les cieux
Afin que son boire s'écoule.

Chacun s'avance pas à pas
Devers le parquet ordinaire,
Pour avoir part à ce repas,
Où je ne vois aucun mystère.

Voilà donc votre Sacrement,
Cette Cène si redoutable,
Qu'on fait à midi justement
En passant auprès d'une table²,
Pour y prendre un petit morceau
Rompu par le doigt du Ministre,

1. Autrement dit, la sainte table de la Cène, où s'arrête et prend place le pasteur, est assimilée à une table profane prête à le recevoir.

2. *Midi*, l'heure où l'on se mettait justement à table pour *diner*, en ce temps-là (d'où la locution : *Cherche-midi* et « Chercher midi à quatorze heures »).

En rendant la marque ou le sceau
De ceux qui sont sur le registre¹ ;

Pour boire un coup, en s'en allant
Sans aucune cérémonie,
Se couvrir et, tout en parlant,
Chercher aussitôt compagnie.

Un, vestu comme un perroquet,
Las de tempester une rosse,
Vient boire un coup dans le parquet
Et s'en retourne à son carosse².

A la porte un ancien reçoit,
Pour marreau³ des sectes nouvelles,
Un carton où l'on aperçoit
Un cœur soutenu de deux ailes⁴.....

Savez-vous pourquoi ce carton
Quatre fois l'an se distribue ?
Ce n'est, Messieurs de Charenton,
Qu'afin que chacun contribue.

Lorsque vous l'allez recevoir
Chez l'ancien, pour toute fleurette,
On vous le fait seulement voir
Derrière la Boîte à Perrette⁵.

Il faut là payer le tribut,
Car le reste s'en va sans dire,
On ne peut atteindre le but
Sans passer par la tirelire.....

Pour prendre du pain et du vin
L'hypocrite est exempt des gestes :
Il ne croit là rien de divin,
Puisqu'on donne aux poules les restes.

L'un le prend, les gants à la main,
L'autre, tout saoul, s'en va grand-erre.

1. En note : « Chez l'ancien de chaque quartier. »

2. En note : « Un cocher qui but tout. »

3. Pour *méreau*.

4. Voilà donc ce qu'était ce méreau de Charenton, dont on ne connaît pas un seul spécimen. Était-ce un jeton, non de métal, mais de *carton*, comme il est dit ici ? Était-ce une simple *carte* ? Cela expliquerait qu'on n'en ait pas conservé un seul exemplaire. Le méreau de l'Église de Nîmes avait un *cœur*, et c'est le seul.

5. L'ancien ne délivrait le méreau que lorsqu'on avait acquitté sa contribution pour l'entretien du culte.

S'il laisse tomber de ce pain,¹
 Aucun ne le ramasse en terre.
 On a vu, près de Saint-Quentin,
 Un Ministre, faute d'aveine¹,
 Donner les mets de ce festin
 A son cheval pour prendre haleine.
 Mais à peine eut-il fait un pas
 Que ce cheval, tout en furie,
 Renversa le Ministre à bas
 Et retourna vers l'écurie....

Joli raconter de sacristie ! Historiette de vieilles dévotes !
 et qui est ici bien à sa place.

Pour bien disposer le troupeau
 De participer à la table,
 On le revêt de cette peau
 Qui le rend esclave du Diable,
 Excommuniant le maltôtier,
 Les adultères, l'hérétique :
 C'est là Charenton tout entier
 Ou ses compagnons de boutique!...

Suit un défilé de vingt-sept quatrains où il est démontré
 par *a* plus *b* que la Messe romaine est seule authentique, que
 la Cène des Évangéliques est « fantastique », qu'il y a con-
 tradiction entre les Calvinistes et les Luthériens, etc., etc. Et
 pour conclure :

« Le nom du Seigneur soit béni!... » (*sic*)
 L'on achève les mômeries,
 Monsieur le Ministre a fini...
 Nous reviendrons aux galeries.

IV. — On a vu que la quatrième rimaille est adressée à
 Madame Lecoq. Elle n'a pas moins de 117 quatrains, ayant
 pour objet le Temple de Charenton. C'est ainsi que Rostagny
 « revient aux galeries ». Sachons-lui en quelque gré, car il va
 nous fournir ça et là certaines particularités à noter.

1. D'avoine.

Oh! quel superbe monument!
 Et surtout, ah! qu'il est conforme,
 Selon mon premier sentiment,
 A la Synagogue en sa forme!

En lettres d'or, sur le lambris,
 On voit la Loy, prise en l'Exode,
 Qui sert d'ornement au débris
 De cette nouvelle méthode.

Voir des Chrétiens judaïser,
 En leurs chants, leurs noms, leur lecture,
 C'est presque mahométiser,
 Sous le même chef d'imposture.

Escrivant : « *Ecoute, Israël* ».
 Vous renoncez à l'Evangile.
 Se nommer *Isaac*, *Ismaël*,
 Est quelque chose en même style...

Ce Temple a presque même port,
 En son fond et dans sa pratique,
 Que Babylone¹; ce grand fort,
 Emblème du Temple hérétique.

Mais Babylon monta bien haut,
 Et Charenton est rès de terre,
 Craignant peut-être un même saut
 Par quelque approche de tonnerre.

Satan, ajoute-il, dont Charenton personnifie et symbolise
 l'œuvre, lui doit sa protection, mais aussi vous courez, par
 là même, de bien grands risques!

Car, parmi cent de vos pasteurs,
 En divers endroits de la France,
 A peine avez-vous deux Docteurs
 Qui soient d'une même croyance.

On les voit toujours en discord,
 Comme des mâts qui se mordent,
 Estant en ce seul point d'accord,
 C'est que jamais ils ne s'accordent.

Dans Babel, en fort peu de jours,
 On vit septante-et-deux langages,
 Et près de cent chez vous ont cours

1. Babel.

Qui font sans cesse des partages
 Trembleurs, Puritains, Sociniens,
 Indépendans, Anabaptistes,
 Adamistes, Presbytériens,
 Protestans, Arminiens, Brenistes :
 Chacun d'eux s'assemble à l'écart
 Pour condamner toute autre Église,
 Et la moindre famille, à part,
 En fait une et vit à sa guise...
 Comme pourceaux, en un moment
 Si l'un grunit, le reste gronde,
 Sans sçavoir pourquoi ni comment;
 Leurs cris vont jusqu'au bout du monde.....
 Ce vase, au dessus du Lecteur¹,
 Contient quelque matière enclose.
 Il en faut être spectateur,
 Cela marque encor quelque chose.
 C'est du sable, qui montre bien
 Votre cabale infructueuse,
 Qui, loin de profiter en rien,
 Etouffe l'âme vertueuse.
 Car, ainsi que le bon froment,
 Tiré d'une terre fertile,
 Se meurt, faute d'aliment,
 Dans un sable sec et stérile,
 La vertu, de même, en un cœur
 Qui vient, de fidèle, hérétique,
 Cède au vice, comme au vainqueur
 Dont vous suivez la politique.
 De quatre mille hommes souvent
 Qui rempliront ces galeries,
 Plus de moitié n'ont que du vent
 Pour appuyer leurs resveries².
 Toute l'Escriture est pour eux,
 Si l'on veut croire leur registre,
 Mais, au fond, tous ces pauvres gueux

1. En note : « Un horloge de sable. » — Un sablier.

2. Ce chiffre de 4,000 assistants, auquel Rostagny évalue la capacité du Temple de Charenton, doit être exact et est bon à noter (Voy. *Bull.*, 1876, p. 381 : *Les 14,000 places du Temple de Charenton*. Note rectificative de M. Douen).

N'ont que la glose ¹ d'un Ministre.

Plusieurs grands piliers, tout autour,
Soutiennent cet amphithéâtre ²,
Rempli de bancs dans son contour,
Pour voir en bas comme au théâtre.

Trois portes, huit grands escaliers,
Pour monter aux deux galeries,
L'une sur l'autre, par piliers.
Mais passons aux hôtelleries.

Il faut entrer au prochain lieu,
Quoiqu'on n'y parle point de boire.
J'y vois un Ministre au milieu,
N'est-ce pas là le Consistoire ?

Un médecin passe assez haut
Devant la teste Ministrale
Et dit ³ : « C'est un faire le faut ⁴ !
Cette femme est une brutale !

« Passant dans la Place-Maubert,
En plein marché, dessus ma mule,
Elle me dit : « Tout beau, Robert !
Vous passerez sons ma fêrule ⁵ ! »

« En m'arrestant, tire un tricot ⁶
Qu'elle avoit caché sous sa jupe,
Elle frappe sans dire mot,
Et me traite comme une dupe.

« Là dessus je descends à bas
Pour tirer quelque raison d'elle.
A peine eus-je fait un seul pas
Qu'elle commence de plus belle.

« Sans craindre Dieu ni Charenton,
Elle jura par Sainte Barbe,
Estant pendue à mon menton,
Qu'elle m'alloit plumer la barbe.

1. Le sermon, la parole.

2. En note : « Les galeries du Temple de Charenton. »

3. En note : « Ce qui s'y passe » (au consistoire).

4. Locution impérative : Il le faut faire ! Voici le cas de sévir ! Cela demande un exemple ! Il faut faire justice de cette brutale paroissienne !
— Exorde *ex abrupto*.

5. En note : « Histoire véritable. »

6. Une trique.

« En même temps, dans le quartier,
La moindre petite harengère
Vint faire un tour de son métier
Pour aider à cette mégère.

« L'une un coupret, l'autre un baquet,
Une autre un morceau de morüe,
Me saluant de son caquet,
M'en bride le nez dans la rüe.

« Que si je ne m'en fusse allé
Me cacher en des écuries,
Mon trépas auroit signalé
Cette rencontre de furies.

« Ici Monsieur le Surveillant,
Qui s'est informé de l'affaire,
Peut dire si c'est en raillant
Et si l'on doit me satisfaire.

« Un homme de condition
S'en va passer pour un infâme,
Si je n'ai réparation
Présentement de cette femme. »

Le Ministre, par un OR, SUS,
Dit : « Madame, venant au Temple,
Satisfaction là-dessus.
Ne donnez plus mauvais exemple. »

Cette femme, tout de nouveau,
Commence à relever la creste,
Et dit « qu'elle espéroit sans eau
Lui relaver bientôt la teste ! »

— « Comment ! dit-elle, jour d'enhuy !
Tu retiens en prison mon homme !
Tu n'en seras quitte mez-huy,
Quand je devrois estre de Rome ! »

Tirant vers lui, comme en pitié,
Elle dit, en se jettant preste :
« J'ay donc fait ton poil à moitié?...
Je te veux arracher le reste ! »

Chacun rit de tout son pouvoir,
Mais rire du moins jusqu'aux larmes,
Sans qu'aucun se mit en devoir
De faire mettre bas les armes.

Après un si plaisant tocsia,

Pour satisfaire l'assemblée
 Le juge dit au médecin :
 « Cette bonne femme est troublée. »
 Quoi ! dans votre profession,
 Vos ordonnances ministérielles
 Font passer pour confession
 Ces momeries générales¹ ?
 Vos Surveillans dans les quartiers
 Sont les Évêques de l'Église
 Qui ne déclarent volontiers
 Que ceux qui ne sont pas de mise².
 Une femme de mauvais bruit,
 Ou bien l'usurier manifeste,
 Ne se verra jamais détruit,
 Pourvu qu'il paroisse un peu leste.
 Mais ceux de basse extraction
 Ne font jamais rien de notoire,
 Qu'aussitôt, pour cette action,
 Ils n'aillent dans le Consistoire...

Et, après avoir ainsi incriminé la discipline de ceux de la R. P. R., notre plaisantin reprend :

Un cardeur de laine dans Meaux³,
 Et plusieurs de même farine,
 Se sont faits Chefs de leurs Troupeaux
 Pour établir votre doctrine⁴.
 Dans Paris, un accouchement
 D'une ignare et simple matrone
 Vous donna le commencement
 Par Le Masson qui fit le prône⁵....
 Docteurs, allant dans les maisons
 Pour captiver les femmelettes

1. En note : « Voilà ce qu'ils nomment *Confession publique* ! »

2. En note : « Politique ». Reproche de partialité et de sélection.

3. Allusion à Jean Leclerc et autres. (Voir la *France Protestante*.)

4. En note : « Hist. des Martyrs, page 170. »

5. Allusion au baptême de l'enfant du gentilhomme manceau de la Ferrière, qui était venu se réfugier à Paris, rue des Marais-Saint-Germain, et dont la femme y était accouchée. Le baptême y fut célébré par le ministre Jean Le Maçon, sieur de la Rivière, dit de Launay, qui avait fondé à Paris la première Église évangélique française en 1555.

Par le débit de leurs raisons,
 Lorsqu'ils les rencontrent seulettes,
 Sont ceux-là qui courent les champs
 Et dont l'art servit à vous prendre,
 Comme Syrènes, par leurs chants
 Qu'aux Prés-aux-Clercs on vint entendre¹.
 Chacun y court de tous côtés,
 Et cette nouvelle merveille
 Fit que ces myclods² apostés
 Prirent les ânes par l'oreille.
 L'on sonna sur eux le tocsin,
 N'ayant point ici de caverne,
 Ils firent bastir au Vexin
 Leur premier prêche dans Averne³,
 Près Mante, un autre dans Ly Moy⁴.
 Ces deux mots sont très manifestes
 Pour abaisser le quant-à-moy
 De toutes ces damnables pestes.
 Averne vaut autant qu'*Enfer*,
*Lie-Moy*⁵, nom d'esclave ou de fange,
 Montre fort bien que Lucifer
 Est de ce troupeau le bon ange !
 Même, dans ce pays françois,
Enfer est le nom d'un village⁶
 Qui seul renferme, au coin d'un bois,
 Le reste de son héritage.
 Car ce village seulement
 Tient aujourd'huy dans leur croyance
 Deux familles, qui follement
 Gardent leur place par avance.
 La Noblesse a franchi le pas

1. Et pour ce passage incongru, croirait-on que l'auteur met en note : « 2^e ép. à Timothée. III, 6, et Hist. Ecclés. [de Bèze], page 970, sous Henri II en 1548. » — Notre plaisantin s'appuie, on le voit, sur des autorités ! Il cite des textes, le drôle !...

2. *Sic*.

3. En note : « Près Magny ». C'est *L'Enfer*, à 9 kil. de Magny en Vexin (Seine-et-Oise).

4. *Sic*. C'est Limay, près de Mantes (Seine-et-Oise).

5. En note : « *Loimos*, peste, et *Averne*, enfer. » On voit que le plaisantin fait de l'érudition... et des calembourgs.

6. En note : « Hameau d'entre Pontoise et Magny. »

Pour sortir de tant de misères
Où la Ligue jusqu'au trépas
Avoit engagé leurs grands pères¹.

Enfin, après une série d'invectives contre... Nemrod(!),
Luther, Calvin, contre le Diable et tout son train :

Sortons et changeons de discours,
J'entends votre premier qui sonne²,
Je vais faire deux ou trois tours
Là proche où je ne vois personne.

Il s'agit du Cimetière, qui était « proche du Temple » :

J'aperçois du grand Gassion
Un assez passable mausole.
Estant mort sans confession,
Ce poste pour luy me désole !
A peine un homme est trépassé
Et mis dedans vos cimetières,
Qu'un *requiescat in pace*
N'est pas dit pour toutes prières.
Sans pasteur, Dieu te garde mal :
Dans une fosse assez profonde
L'on plante, comme un animal,
Le plus honneste homme du monde.
Un épitaphe balaféré,
Que je vois dessus ces merveilles
Mérite d'estre déchiffré
Pour l'honneur de vos funérailles :
« Cy-gist un des grands Godenots³
« Qui fut mis là comme une rosse.
« Passans, fumez un peu sa fosse,
« Car c'est l'encens des Huguenots. »
L'on voit qu'à la fin de vos jours

1. En note : « Ils (les nobles) sont presque tous convertis. »

2. Sans doute un premier appel de la cloche.

3. On appelait de ce nom le poupard tuillé à coups de serpe qui servait au jeu de palet, et on appliquait ce nom, par mépris ou persiflage, à telle personne que l'on voulait outrager. Le maréchal de Gassion méritait cette indignité... de la part d'un Rostagny ! C'est un honneur pour l'illustre capitaine.

La pluspart crie à son Ministre :
 Un prestre, un prestre à mon secours !
 Ostez-moi cet objet sinistre.

Jamais Catholique, à la mort,

N'eut Ministre en sa fantaisie,

Et le Réformé, dans ce port,

Cherche à quitter son hérésie.

Vostre mal vient d'un certain mot

Qui dit : qu'en toute république

Il fait bon vivre Huguenot,

Pourvu qu'on meure Catholique¹.

Et le sieur de Rostagny, pour achever ces ignobles moqueries, se complait à railler les derniers moments de ceux de la Religion et à les peindre comme pleins de regrets et de désespérance.

Après, sans flute ni tambour,
 Pendant la nuit, ce corps en bière
 Est porté dans ce grand fauxbourg,
 Où se trouve leur cimetière.

Le Chevalier de Guet le suit,
 Si c'étoit quelque homme à carosse ;
 Son monde marche à petit bruit,
 Flambeaux en main, jusqu'à la fosse.

Vos chefs ont bâti finement
 Vos cimetières près des nôtres,
 Croyant, au jour du Jugement,
 De se mêler avec les autres ;

Mais le Diable éloigné de nous,
 Reconnoistra les siens au gîte,
 Ne rencontrant point avec vous
 Ni Croix, ni Saints, ni d'Eau bénite.

Toujours, on le voit, mêmes radotages sur les questions qui divisent les Catholiques romains et les Chrétiens Réformés !

1. En note : « Proverbe de Monsieur de Jules. » — Qui ? *Monsieur Jules* ? Peut-être est-ce un de ces propos qu'on prêtait à Mazarin (*Monsieur Jules*, ou de Jules), comme son célèbre mot sur « le petit troupeau broutant de mauvaises herbes ». Celui-ci est plus connu et plus authentique. Mais l'autre est digne de lui également ou de Richelieu. C'est bien un mot de cardinal-ministre.

Toujours mêmes niaiseries et mêmes bigoteries ! Voilà pourtant ce que notre plaisantin s'est permis d'appeler, à la fin de sa lettre à Madame Le Coq des... « *vérités bonnes à dire*, alors qu'il s'agit du salut et qu'on ne doit rien dissimuler » !

Nous en sommes presque à la moitié de ce beau chef-d'œuvre. Il faut en poursuivre l'examen jusqu'au bout, car c'est un curieux spécimen en son genre, et il valait la peine de l'étudier ainsi et de le mettre en lumière.

CHARLES READ.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

L'HISTOIRE DU COLLÈGE DE FRANCE¹

Il y a deux ans M. Henry Lemonnier publiait, en guise d'introduction à son cours, un article intitulé *Questions d'histoire à propos de François I^{er}* (*Revue internationale de l'enseignement*, 15 janvier 1891). Il y montrait que, tant au point de vue des sources historiques exploitées qu'à celui des jugements portés sur son caractère et sur les résultats de son règne, François I^{er} est aussi mal connu qu'il est célèbre. Cet article m'est revenu en mémoire lorsque j'ai lu l'*Histoire du Collège de France* que M. A. Lefranc vient de faire paraître après l'avoir annoncée par un travail étendu sur les *Origines* de cet établissement (même *Revue*, 15 mai 1890) et par une curieuse note sur *la Détention de Guillaume Postel au prieuré de Saint-Martin des Champs* (1562-1581²).

J'ai dû écrire quelque part que la fondation de ce Collège des langues était le meilleur titre de gloire de François I^{er}. Après les recherches de M. Lefranc il faut en rabattre. D'abord, ce n'est pas le roi qui a eu l'idée de cette institution, mais les savants qui l'entouraient, et, en première ligne, Guillaume Budé. Puis il s'écoula un intervalle de près de quinze ans entre les premiers projets et leur réalisation. Enfin cette dernière, résultat de la mise en demeure de la dédicace à François I^{er}, des *Commentaires sur la langue grecque* de

1. *Depuis ses origines jusqu'à la fin du premier empire*, par Abel Lefranc. — Paris, Hachette, xiv-432 pages in-8° (index), 1893.

2. Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, tome XXVIII, année 1891, 20 pages in-8°.

Budé, bien différente d'une fondation grandiose destinée à battre en brèche le scholasticisme routinier et réactionnaire de l'Université, eut au contraire un caractère aussi modeste que provisoire. En réalité le roi nomma deux professeurs de grec, Pierre Danès et Jacques Toussaint, deux d'hébreu, François Vatable et Agathius Guidacerius, puis un de mathématiques, Oronce Finé. En 1531, Paul Paradis fut adjoint aux deux professeurs d'hébreu et, en 1534, Barthélemy le Masson chargé d'enseigner le latin. Encore ces premières nominations ne furent-elles pas faites par un seul décret initial, et ces lecteurs royaux ne furent-ils nullement dotés d'un local destiné à leur enseignement puisque les leçons se donnèrent un peu partout, dans les collèges de Cambrai, des Lombards, de Forêt, du cardinal Lemoine, bref là où on voulait bien les recevoir. N'oublions pas aussi que, bien que les nominations fussent régulières, les traitements promis ne furent payés qu'après quatre ou même cinq années de réclamations, et par conséquent de misère noire pour ces premiers représentants de la science indépendante en France.

Mais peu importe ! le branle était donné. Les effets démoralisants de l'enseignement officiel, c'est-à-dire bâillonné, dans un pays qui ne devait connaître que beaucoup plus tard la liberté de penser, de croire et de chercher, purent être en quelque mesure neutralisés. Il faut donc savoir gré au « père des lettres » d'avoir jusqu'à un certain point cédé aux sollicitations de ceux qui, dès l'origine des luttes soulevées par la Renaissance et la Réforme, voyaient avec douleur la France s'engager dans les voies de la réaction.

Je ne suivrai pas M. Lefranc dans le développement de son sujet ou plutôt de son intéressant récit. Qu'il me permette seulement de transcrire ici une date qui n'est pas entièrement d'accord avec celle de mars 1530 qu'il assigne au début des premiers cours, en raison de ce que le premier ordonnancement de paiement est du 27 mars 1531. Un contemporain très digne de foi, puisqu'il fut le fils adoptif de François Vatable, l'ami intime et l'héritier de Jean Strazel, autre professeur du collège, M^e Mathieu Beroald écrit ceci dans son journal dont je possède une copie¹ : *Anno Domini 1530 MENSE SEPTEMBRI, linguarum professores, hebraicæ et græcæ, fuerunt instituti Franciscus Vatablus et Petrus Danesius, item Jacobus Tusanus*. A cette note précise sont ajoutés, entre parenthèses, ces mots (*in Chronico*) qui renvoient à un livre publié par lui en 1575 (*Genevæ apud Chupium*) et qu'il cite ainsi : *Matthæi Beroaldi Chronicum scripturæ sacræ*

1. D'après l'original conservé à la Bibl. nat. fonds Du Puy, 630.

auctoritate constitutum. — Cette note ne paraît pas absolument contredite par l'ordonnancement du 26 mars 1530 (1531 n. st.). Celui-ci, en effet, attribue à chacun des quatre premiers lecteurs 200 écus, sans spécifier que c'est là le traitement d'une année entière. Or il semble ressortir de l'ordonnancement suivant (9 nov. 1532) que ce dernier était en réalité de 420 livres ou 210 écus soleil « au feu de XL s. par pièce », comme on disait alors. De sorte que le 27 mars 1531 il ne semble pas qu'il y eût déjà une année entière de cours à rétribuer et que ceux-ci pourraient bien n'avoir commencé qu'en septembre 1530.

Quoi qu'il en soit de ce détail, remercions M. Lefranc de nous avoir montré comment le Collège de France contribua à délivrer la culture française de la tutelle ecclésiastique ou politico-universitaire. Si, grâce, entre autres, à ce concours, l'enseignement scientifique paraît aujourd'hui affranchi de cet esclavage, il ne l'est pas encore de l'influence souvent prépondérante des compétitions intéressées ou de l'esprit de coterie. Une institution née d'un besoin de vérité et d'indépendance n'honorerait-elle pas ses origines, en réalisant aujourd'hui une réforme aussi nécessaire que la première ?

N. WEISS.

P.-S. — Un mot encore pour signaler une brochure extraite du *Bulletin de Géographie* (tome V), qui se rattache directement au livre de M. Lefranc. M. L. Gallois a le premier jeté quelque lumière sur la vie du lecteur royal Oronce Finé (*De Orontio Finæo gallico geographo*, Paris, Leroux, 1890); dans cette seconde brochure, intitulée *les Origines de la Carte de France* (17 pages in-8°, Paris, Leroux, 1891), il démontre que nous devons à cet obscur savant dauphinois la première carte de France qui ait une valeur scientifique. Elle fut publiée chez Simon de Colines en 1525 et M. Gallois en donne une excellente reproduction d'après l'unique exemplaire qu'il a retrouvé à la bibliothèque de Bâle. Il convient donc de considérer Oronce Finé, non seulement comme un mathématicien, mais comme le premier géographe de mérite qui ait enseigné en France.

N. W.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Archives historiques de l'hôpital de Grenoble, 1892. — M. A. Prudhomme, archiviste de l'Isère, vient de publier, comme supplé-

ment à l'inventaire des archives départementales, l'inventaire sommaire des Archives historiques de l'Hôpital de Grenoble, qui présente le plus grand intérêt. On y remarque D 11 (1685-1686) l'inventaire des papiers du consistoire supprimé de Grenoble, remis au greffe du Parlement par Daniel Royer La Plaine, le 26 octobre 1685, ensuite du décret de la Cour du 23 du même mois. Y figurent : *des registres de baptêmes, mariages, décès de 1591 à 1685 — des délibérations du consistoire, 1595-1685 — des comptes des deniers des pauvres — des procès soutenus par le syndic de la R. p. R. — des rôles des impositions pour l'entretien des ministres (1603-1655)*; suit la quittance en date du 22 février 1686, signée C. Canel, *en qualité de scindic des pauvres de l'hôpital de Grenoble et en exécution de l'arrêt de la Cour du 18 janvier 1686.*

H 802. — Testament de noble André de Lange, avocat au Parlement, il lègue 600 livres au consistoire de Grenoble et exhorte ses enfants « *à être fermes dans la profession de la Religion en laquelle Dieu les a appelés* » et pour laquelle son aïeul et deux de ses oncles ont souffert le martyre avec tant de générosité et de courage dans la ville d'Orange (29 juillet 1643).

A 3. — Arrêt du conseil d'Etat qui attribue les biens du consistoire et ceux des pauvres de la R. p. R. de la province du Dauphiné, moitié à l'hôpital général de Grenoble, un quart à celui d'Embrun et le quart restant à celui de Gap (29 août 1693) et partage fait en conséquence par délibération du bureau de direction de l'hôpital de Grenoble (17 août 1694). — Vente par l'hôpital de Grenoble à noble Henri Louis de Petity, à Saint-Paul 3 châteaux, de 3 fonds de terre provenant des biens du consistoire, moyennant 100 livres (13 février 1728). — Extraits de plusieurs procès intentés ou soutenus par l'hôpital au sujet des consistoires (B 238).

D 8 (1737-1740). — Inventaire général (TVII Série YY) Titres relatifs aux biens provenant des consistoires.

E 7 (1686). — M. le conseiller Canel expose que le Roy a accordé mille livres sur les biens des Religionnaires fugitifs, aux pauvres de l'hôpital.

E 11 (1727-1737). — Jacques Corriol, chanoine de Saint-Laurent, écrit le 19 avril 1730 « Ma mission à l'Albenc va par merveille, *« surtout à l'égard des Religionnaires qui ne manquent point mes sermons, j'ay soin d'en retrancher les histoires, les miracles et les autres grossièretés de nos paysans. »*

E 14. — Jacques Boissieux, receveur de l'hôpital, est délégué pour recevoir les gratifications accordées par S. M. sur les biens des

Religionnaires fugitifs « pour être employées au paiement des pensions de nourritures des garçons et filles qui sont détenus dans le dit hôpital par ordre du Roy, pour y être élevés dans les sentiments de la Religion catholique apostolique et Romaine » (14 sept. 1739). Le sieur Girard, agent de l'hôpital, se rendra à Romans, Crest, Montélimar, Dieulefit, Nyons et le Buis pour faire rendre compte aux receveurs particuliers des biens confisqués sur les consistoires (8 août 1740). — M. de Canel recommande (E 41) de faire payer aux consuls les cloches des temples réformés, dont ils se sont emparés pour les placer dans leurs églises (6 déc. 1694).

E 48. — 1707. — Biens des consistoires 412 livres (recettes de l'hôpital). E 57. — 1716. — 1112 livres. E 59. — 1718. — 1625 livres. — E 60. — 1720. — 2666 livres. E 64. — 1723. — 3231 livres. E 2. — 1584. — Procès de l'hôpital contre Nicette Gaultier, veuve et héritière d'Antoine-Jacques Laurent, de Tencin, à raison d'un legs de 400 florins fait par ledit Laurent pour l'entretien des ministres de Tencin et de Theys. La Cour, par arrêt du 31 janvier 1675, avait attribué ce legs moitié aux pauvres de Grenoble et moitié à ceux de Tencin (11 juin). — H. 348. — Ministres contre lesquels y a prise de corps à Nyort, un presbtre qui presche et est marié (1483-1683). — Protestans pauvres H 614,1013 — legs aux pauvres de la Religion H 144. — Protestans reçus à l'hôpital (1593) E 3. — Cimetière des protestans H 144. — Protestans de Besse internés à l'hôpital après la révocation E 7. — Biens des Protestans E 7. — Protestans convertis H 30,462. — Protestans élargis des prisons de Porte Traène (1567-1568). H 348. — P. exécutés à Poitiers H 348. — P. expulsés du Royaume B. 79. — P. fugitifs E 14,162 — H 27. — Enfans des P. reçus à l'hôpital. — G 1. — Ordre pour empêcher les P. de passer dans la vallée de Lucerne H 719.

DE RICHMOND.

Notes sur le protestantisme à Metz. — M. Thorelle, curé de Lorry-Mardigny, qui avait analysé, dans le 1^{er} volume de l'*Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie lorraine* (1888), un *Extrait et Etat general des habitans de la ville de Metz qui font profession de la religion prétendue réformée*, s'est décidé à publier cet important document *in extenso* dans la 3^e année du même Recueil (1891, p. 347 à 386). Cette liste de 992 noms, comprenant un total de 4,381 personnes, indique la profession, la demeure par rues et par paroisses des Réformés, le nombre de leurs enfans et de leurs serviteurs. Faite en 1684, elle ressemble déjà à une liste de proscriptions.

1. Metz, Scriba éditeur, 1891, voir *Bull.* 1892, 168.

L'auteur de cette communication a voulu faciliter les recherches par une table alphabétique des noms, à laquelle il ne manquerait qu'un peu plus de correction pour être utile.

Dans le même volume, nous relevons (p. 17 à 32) quelques *Lettres de George-Jean, comte palatin de Veldenç et Lutzelstein*, par J.-A. Benoit. Il y a là quelques détails intéressants sur ce prince si sympathique aux réformés français et sur la fondation de la ville de Phalsbourg qui, nous dit M. Benoit, « devait servir de lieu de refuge pour les réformés allemands et français, chassés de leurs foyers, surtout du duché de Lorraine, où la nouvelle religion avait fait de grands progrès malgré le dire de quelques historiens ». Très touchante aussi est la lettre de remontrances adressée à Henri III par le comte palatin. M. Benoit doit certainement avoir entre les mains les éléments d'une monographie de Georges-Jean, que nous nous permettons d'attendre de son érudition. H. D.

Questions bibliographiques. — Les lecteurs du *Bulletin* rendraient un véritable service à la bibliographie biblique, s'ils pouvaient nous indiquer :

1° Où se trouve le Nouveau Testament de Lefèvre d'Étaples mentionné en ces termes par Brunet (5^e édit. V 747) : *Les choses contenues en ce present livre : Une epistre exhortatoire. La sainte Évangile selon S. Mathieu, S. Marc, S. Luc, S. Jehan. Imprimé à Paris par Simon de Colines, en lan Mil cinq cens vingt et quatre, in-16 ou très petit in-8°, 49 fr., mar. r. Veinant*;

2° Où se trouve un autre Nouveau Testament gothique de Lefèvre, in-16 presque carré, sans nom ni date, mais de 1524 ou 1525, et portant au dernier feuillet la marque F. C.;

3° A quel nom d'imprimeur peuvent répondre ces initiales ?

O. DOUEN.

SÉANCES DU COMITÉ

13 décembre 1892.

Assistent à la réunion, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler: MM. Bonet-Maury, Douen, Franklin, W. Martin, F. Puaux, G. Raynaud et Ch. Read. M. Réville se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président annonce au comité la mort récente et dou-

loureuse de M. Guillaume Guizot et exprime ses vifs regrets de ce que divers travaux pour lesquels il ne cessait, depuis 1864, de recueillir des notes, restent maintenant à l'état de promesse. Ces regrets, auxquels tous les membres présent s'associent, seront officiellement transmis à Madame Guizot.

Bulletin. — En lisant et expliquant le sommaire du numéro sous presse, M. Weiss donne quelques détails sur la *Table générale de l'année 1892*, qui formera au moins deux feuilles d'impression sur deux colonnes. Puis il dépose sur le bureau la réponse officielle du ministère du commerce qui, sur la proposition de M. Charmes, admet notre Société à l'Exposition de Chicago, sous le patronage du ministère de l'instruction publique. — Après un long entretien, il est décidé que, si l'on nous y autorise, nous exposerons la vue et le plan de la Bibliothèque, deux ou trois volumes du *Bulletin*, les nouvelles éditions de la *France protestante*, de l'*Histoire ecclésiastique*, des *Plaintes de Claude*, les *Grandes Scènes historiques du xvi^e siècle*, la *Chambre ardente*, l'*Histoire du Refuge en Angleterre* et la reproduction de l'*Édit de Révocation*. Enfin, M. Lods sera prié de faire quelques recherches sur le rôle de Lafayette en faveur de l'édit de tolérance.

Bibliothèque. — Elle a reçu de M. le pasteur Vier, de Florac, un exemplaire manuscrit de la lettre circulaire de Paul Rabaut sur la mort de Louis XV (14 janvier 1767); — de M. John Viénot, *Apologie de... où il explique les motifs qui l'ont obligé... de renoncer à... l'Eglise romaine*, Francfort, 1711; — de M. E. E. Stride: Etienne Cambolive, *Histoire de divers évènements*, Amsterdam, 1698. — Enfin M. Léon Boutin et Mme Goffart ont fait déposer un portrait du docteur *Charles-Louis Vanier* († 1815), qui fut membre du Consistoire de Paris lors du rétablissement du culte et bienfaiteur de la famille Calas.

10 janvier 1893.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Douen, Franklin, Lods, Martin, Puaux, Raynaud, Read et Reville. MM. Gaufres et Kuhn se font excuser.

Communications. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président rappelle le vote d'une carte indiquant les jours et heures de séance du comité, pour les membres honoraires. A ce propos on remet en discussion l'heure de ces séances, et l'on se décide, à une faible majorité, à essayer de nouveau de l'heure de 4 heures. Il demande ensuite s'il ne serait pas possible de fournir un texte probant pour répondre à la prétention qu'on élève depuis quelque temps d'obliger les protestants à

taxer soit les actes pastoraux, soit les bancs de leurs temples.

M. Weiss répond qu'il a soumis la question à M. P. de Félice qui vient précisément de dépouiller, en vue de son cours à la Faculté de théologie, tous les registres de consistoire d'autrefois qu'il a pu lui communiquer. Il résulte de la réponse de M. de Félice que, dans aucun de ces registres, qui parlent souvent de contestations au sujet des bancs ou sièges des temples, et aussi des actes pastoraux, il n'a découvert une seule ligne laissant supposer que, soit les bancs, soit les actes étaient payés par les fidèles. Les frais du culte n'étaient couverts que par des souscriptions, ou taxes volontaires, qui, une fois promises, étaient parfois exigibles par voie de justice.

A propos de la prochaine exposition de Chicago, M. F. Puaux dépose un spécimen du format et du texte du *Livre d'or du protestantisme français*, qui doit être composé, imprimé et traduit en vue de donner aux Américains une notion exacte de l'ensemble de nos sociétés et œuvres religieuses. Il demande qu'une notice d'une dizaine de pages de ce volume soit consacrée à la Société d'histoire. M. le président promet d'en conférer avec MM. Read et Weiss.

Bulletin. — M. Weiss résume le contenu de la livraison du 15 janvier qui est unanimement approuvée ainsi que la Table de l'année 1892 qui n'avait pu être achevée d'imprimer pour la dernière séance.

Bibliothèque. — Elle a reçu, entre autres, de M. le pasteur Th. Monod une série importante d'années du journal *The Christian*, ainsi qu'une collection de sermons et de traités du commencement du siècle, un manuscrit de 1828 (*Journal du voyage du pasteur A. B... dans le midi de la France*), et un volume, *Taxa cancellariæ apostolicæ* publié à Franecker en 1651; — de M. le pasteur Calas, un fragment important du *Registre du Consistoire de l'Église de Castelmoron*, 1597 à 1604, accompagné des *Comptes du trésorier* de 1588 à 1633; — de M. le président un manuscrit intitulé *Mémoires et avis pour les affaires d'Estat*, 1621-1624, et un volume rare d'Antoine Pignet, *Exposition sur l'Apocalypse*, Genève, Jehan Girard, 1543; — de M. F. Teissier un cahier contenant le décalque des signatures des pasteurs trouvées dans les registres de baptêmes, etc., de diverses Églises du Bas-Languedoc et des Cévennes conservés aux archives de la Cour d'appel de Nîmes; — de M. Delgobe, de Christiania, quelques médailles relatives à Luther, et jetons, dont un très remarquable méreau d'une Église réformée allemande au XVII^e ou XVIII^e siècle, — et de M. F. Puaux une gravure moderne d'après le portrait de Rohan conservé à la Bibliothèque publique de Genève.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

RABAUT-POMIER

PASTEUR, INVENTEUR DE LA VACCINE, CONVENTIONNEL
ET PROSCRIT (1744 — 1820)

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Rabaut-Pomier mérite une place d'honneur parmi les derniers pasteurs du Désert. Son nom brillerait d'un plus vif éclat s'il n'avait été éclipsé par celui de son illustre frère, Rabaut de Saint-Étienne.

I

Né à Nîmes le 24 octobre 1744, Jacques-Antoine Rabaut, dit Pomier, commença ses études à Lausanne sous la direction d'Antoine Court et de son fils Court de Gébelin et les termina à Genève¹. Nous savons par une lettre de son père qu'il prêcha pour la première fois à Nîmes le vendredi saint 20 avril 1764. Son succès fut très grand, « il fut même plus félicité que ne l'avait été Saint-Étienne quand il débuta² ».

Après sa consécration il fut, en mai 1770, placé à la tête de

1. Consultez : Charles Dardier, *Rabaut Saint-Etienne, sa première enfance et son éducation* (Revue chrétienne, 10 février 1886, pages 116 et suivantes); — E. Arnaud, *Jeunesse des trois fils de Paul Rabaut* (Bulletin, XXVIII (1879), p. 481-529 et suivantes). — Charles Dardier, *Paul Rabaut, Ses lettres à Antoine Court*.

2. Lettre de Paul Rabaut à Court de Gébelin, du 25 avril 1764. Consultez : Charles Dardier, *Paul Rabaut; Ses lettres à divers*, t. I, p. 387.

l'Eglise de Marseille dont Gal-Pomaret avait commencé la reconstitution dès 1767¹.

Rabaut-Pomier desservit pendant deux années cette paroisse naissante, et passa ensuite dans celle de Montpellier². Ses relations avec la famille de Necker lui permirent de fonder dans cette ville un hôpital important.

Pendant son ministère dans le Midi, il se livra à ses moments perdus à l'étude des sciences médicales et nous pouvons affirmer qu'il fut le véritable inventeur de la vaccine. Les documents que nous avons recueillis prouvent jusqu'à l'évidence que les Anglais se bornèrent à mettre en pratique les observations du pasteur de Montpellier³.

Les paysans du Languedoc avaient été frappés de l'analogie qui existe entre la petite vérole et la maladie éruptive dont sont atteints certains animaux domestiques. Dans ses tournées pastorales, Rabaut interrogea les habitants de la campagne. Il constata que cette éruption n'offrait aucun danger pour les vaches, et que les bergers qui les soignaient, échappaient complètement à la petite vérole, ou, s'ils en étaient atteints, n'avaient qu'une affection bénigne.

Il communiqua ses observations à des médecins français, leur suggérant l'idée de procéder à l'inoculation du virus qu'il était facile de recueillir sur le pis des vaches. Ces praticiens se gardèrent bien de tenter un essai. Pouvaient-ils tenir compte des observations d'un simple pasteur?

En 1784, plusieurs familles anglaises passèrent, comme de coutume, l'hiver à Montpellier. Rabaut se lia avec James Ireland, un des notables habitants de Bristol, et par lui fit la connaissance du médecin anglais, le docteur Pugh. Les conversations roulèrent tout naturellement sur la petite vérole, et Rabaut réussit à convaincre son interlocuteur. Celui-ci promit

1. Charles Dardier, *Paul Rabaut; Ses lettres à divers*, t. II, p. 87-124.

2. *Ibid.*, t. II, p. 260.

3. Dès 1827, dans sa thèse de doctorat, mon grand-père, M. Lubert, affirmait que « l'idée mère et première de la vaccine appartient à un Français et que la reconnaissance de l'univers doit bénir ensemble le nom de Rabaut Pomier, uni à celui de Jenner. » Voyez Paul-Auguste Lubert, *Considérations sur l'efficacité de la vaccine* (Strasbourg, 1827), p. 4. Comparez, *Annales de la médecine physiologique*, t. II, p. 103.

que, dès son retour à Londres, il ferait part à ses confrères de cette idée ingénieuse et tenterait des expériences.

Les graves événements qui transformèrent subitement la situation politique de la France ne permirent pas à Rabaut d'entretenir régulièrement une correspondance avec le docteur Pugh. Il avait perdu tout espoir de voir aboutir sa découverte quand, en 1798 — c'est-à-dire *quatorze ans* plus tard —, il eut connaissance du mémoire publié par Jenner sur la vaccine. L'illustre savant expliquait la mise en pratique des expériences déjà anciennes du pasteur de Montpellier, mais il se gardait bien de faire allusion à l'initiative du Français qui devrait partager avec lui l'honneur d'une des plus grandes et des plus efficaces découvertes des temps modernes. C'est grâce à l'initiative de Rabaut que l'humanité a été mise presque complètement à l'abri d'une maladie affreuse, qui marque de cicatrices indélébiles ceux qu'elle ne mène pas à la mort.

Mal secondé par le gouvernement, Rabaut tint cependant à démontrer qu'il avait eu le premier l'idée de pratiquer la vaccine et que, dès 1784, un médecin anglais avait connu ses expériences et ses observations. Il finit par écrire à James Ireland et, dans la lettre suivante, il obtint enfin la confirmation absolue de ces faits :

A Bristol, le 12 de février 1811.

Monsieur¹,

Les conversations que vous avez eu avec D^r Pugh le médecin je me rappelle — ce que vous avez affirmé dans cette conversation, par rapport, en enoculant aux hommes la petite vérole des vache qui l'ont le plus bénigne, d'adoucir la petite vérole chez les hommes étoit possible — et vous ditte que vous avez été conduit à cet apperçu par la pensée où l'on étoit en Languedoc que les vaches ont cette maladie comme les hommes et qu'on lui a donné dans le patois du pays pour les uns et pour les autres le nom de Picote. Je le confirme.

Ce que vous avez constaté à docteur Pugh (l'an 1784 à Montpel-

1. Collection Coquerel, *Documents sur Rabaut-Pomier*, t. XXX, 1^{re} pièce 44. Cette lettre autographe est confirmée par une seconde en date du 25 mai 1814 (*Ibid.*, pièce 46). Nous respectons le style et l'orthographe de M. Ireland.

lier) a été éprouvé ici avant l'an 1784 dont vous parlé. — Les filles qui ont soigné les vacheries ici pendant qu'elles ont eu leur vérole et que ces filles ont été infecté — avec le temps, on a apperçu que ces filles n'ont jamais eu la petite vérole.

Mais, Monsieur cela a été confirmé par l'indéfaticable recherche de monsieur Jenner à qui le government à lui déserna une gratification de £ 500.000. D^r Pugh est mort depuis six ans passés. Grâce à Dieu, mes deux filles se porte bien, mais leur chère mère cette aimable personne est mort. Je suis d'un attachement bien sincère, Votre très humble serviteur, JAMES IRELAND.

Le comité central de la vaccine ne tint pas un compte assez grand de l'initiative du pasteur; il se borna, dans son rapport de 1810, à insérer cette note :

« M. Rabaut-Pomier, pasteur du culte protestant, nous a communiqué des détails qui, quoique étrangers à l'année 1810, doivent cependant trouver place dans ce rapport. Les fonctions de son ministère l'ayant fixé en 1784 à Montpellier, il eut occasion de voir des vaches atteintes d'une éruption que les gens du pays appellent picotte et que M. Rabaut trouve analogue à la petite vérole. M. Rabaut communiqua à M. Pugh, médecin anglais qui était en 1784 à Montpellier, en présence de M. Ireland de Bristol, l'idée de la possibilité d'inoculer à l'homme la matière éruptive des vaches. Cette conversation n'eut alors aucune suite; mais de retour à Bristol, M. Ireland a mandé à M. Rabaut que ce qu'il avait imaginé en 1784 avait, avant cette époque, été observé dans les environs de Bristol et que les filles qui soignaient les vaches, et qui contractaient leur maladie éruptive, n'avaient pas la petite vérole¹.

Il est probable que si, au lieu d'appartenir au « culte protestant », Rabaut-Pomier avait été catholique, on aurait revendiqué plus énergiquement, en faveur de la France, l'*idée de l'inoculation*, qui appartient certainement au pasteur de Montpellier. Il y a toujours eu, d'ailleurs, et il y a encore, en France, une sorte de religion médicale officielle qui s'efforce d'exclure avec soin, de l'enseignement et de la pratique publique, des méthodes de guérir depuis longtemps admises, enseignées et pratiquées à l'étranger. Voici, à l'appui et à

1. Rapport du Comité central de vaccine sur les vaccinations pratiquées en France pendant l'année 1810.

titre de curiosité instructive, une lettre d'un médecin adressée à un ministre de Louis XIV en 1696, et dont certaines réflexions sont encore de saison en 1893 :

Monseigneur,

La faculté de médecine de Paris, jalouse de ce qu'il se trouve dans la ville plus de cent médecins qui ont des lumières plus pénétrantes et des remèdes plus efficaces pour les maux, qu'ils ont découverts par leur expérience, a fait des efforts pour obtenir de Sa Majesté un second édit pour obliger tous ces docteurs à se mettre sur les bancs durant deux ans comme des escoliers, quoy qu'il aye trente et quarante ans, qu'ils exercent leur profession avec succès, dont je suis du nombre. Ce dessein n'est autre que de pouvoir tirer cinq à dix mille livres de chacun, ce qui est contre la raison. Il s'agit dans cette affaire du salut de l'estat, et de ne pas priver le public d'un secours favorable dans les maladies. Il s'agit de tous les seigneurs et de la conservation de S. M. si nécessaire sur la terre pour le culte de la divinité, et pour le maintien de la religion ; car on sçait bien que depuis trois siècles nos roys et les princes du sang se sont servis de médecins des autres universités du royaume à cause de leur capacité, d'autant que la Faculté de Paris ne s'applique nullement à la connoissance des simples, des métaux ny minéraux dans lesquels on trouve les secrets de la nature, tant pour la conservation de la vie, que pour guérir les maux dont les hommes sont travaillés, ce que la Faculté de Paris n'a encore trouvé, ains au contraire se sert de remèdes dangereux qu'on ne doit pas mettre en usage.

Permettez, Monseigneur, de m'écouter et vous dire que je suis docteur en médecine dès l'année 1655, ayant fait mes études à Paris auparavant et obtenu de S. M. le brevet de son conseiller et médecin ordinaire en 1656, auquel temps je m'en allai à Amiens, lieu de ma naissance, où j'ay trouvé, en 1668 et 1669, le secret de guérir la peste par un sudorific, et un préservatif pour conserver ceux qui n'en estoient pas atlaqués.....

...J'espère Monseigneur que vous me ferez la grâce de m'entendre puisque mes secrets ne peuvent vous être que favorables en conservant votre illustre personne pour laquelle j'apporteroy tous mes soins sans interest et estant entièrement Monseigneur, Votre très humble, très obeissant et très affectionné serviteur : DE DOURLOUS.
A Paris ce 7 May 1696. Rue du Coq, quartier Saint-Honoré¹.

1. Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Fr. 4594, fol. 449. (Communication de M. N. Weiss.)

Malgré les réticences de James Ireland, qui ont été trop facilement accueillies par un comité de médecins français, Rabaut doit avoir une large part dans la gloire que cette grande et belle découverte a procurée au savant Anglais.

II

Rabaut-Pomier était encore pasteur à Montpellier quand éclata la Révolution¹; partisan convaincu des idées nouvelles il exerça une influence véritable au club de cette ville, où il prit souvent la parole.

Sa popularité était grande puisqu'en 1790 il fut élu membre de la municipalité.

Son frère Rabaut de Saint-Étienne, qui siégeait à l'Assemblée nationale, en le tenant au courant des événements, en lui dévoilant les intrigues qui se nouaient à Versailles et à Paris, lui inspira le goût de la politique.

Aux élections pour la Convention nationale, Pomier fut élu par le département du Gard, tandis que Saint-Étienne était choisi par les électeurs de l'Aube.

Le pasteur de Montpellier joua dans cette grande assemblée un rôle assez effacé, aborda très rarement la tribune et ne prit part à aucune des grandes discussions.

Dans le procès du roi, après avoir affirmé que la Convention n'était pas compétente pour prononcer un jugement, il déclara Louis XVI coupable du crime de lèse-nation et de conspiration contre la sûreté de l'État, tout en soutenant que l'arrêt une fois rendu devait être soumis à la ratification du peuple réuni dans ses assemblées primaires².

Se séparant de son frère, qui vota la détention, Rabaut-Pomier opina pour la mort, mais avec la condition expresse

1. Nous extrayons d'une lettre que Pomier écrivait le 18 janvier 1785 à son collègue le pasteur Gal-Pomaret, le passage suivant : « Vous avez « raison de me plaindre, si je vois les grands. Je les vois aussi peu que « je le puis, pour le besoin, non autrement. J'aime mieux les petits, d'ail-
« leurs notre état nous met à une distance énorme des premiers. Il n'est
« pas agréable de hanter qui peut vous faire pendre. » (Lettre inédite
communiquée à M. Charles Read par M. le pasteur Gal-Ladevèze.)

2. Voyez : Séance de la Convention du 15 janvier 1793.

qu'il serait sursis à l'exécution. Il s'exprima formellement en ce sens le 16 janvier : « Je déclare, dit-il, que je crois que Louis mérite la mort; mais que l'intérêt politique ne la demande pas. Si cependant vous la prononcez et quel que soit votre jugement, je crois que l'exécution doit en être renvoyée après que les décrets constitutionnels que vous avez déjà faits auront été présentés à la ratification des assemblées primaires, et *mon opinion est indivisible*¹. »

La Convention tint compte de ces réserves, puisqu'elle ne fit pas figurer Pomier parmi les régicides. Nous verrons que le gouvernement de Louis XVIII se montra moins scrupuleux en frappant arbitrairement cet ancien conventionnel et en lui faisant expier par l'exil une faute qu'il n'avait point commise.

Au 31 mai, la majorité de la Convention, par un véritable coup d'État, prononça l'exclusion du parti modéré et décréta l'arrestation des principaux membres de la Gironde. Rabaut-Pomier ne put tolérer un pareil abus de pouvoir; avec soixante-treize de ses collègues « il dénonça à la république tout entière les scènes odieuses dont ils avaient été les témoins et les victimes² ».

Cet acte d'indépendance et de courage ne pouvait convenir aux jacobins; sur leur demande, la Convention décrétait, le 3 octobre 1793, l'arrestation immédiate dans une maison d'arrêt, des signataires des protestations des 6 et 19 juin³.

Rabaut-Pomier parvint à se soustraire pendant quelque temps aux recherches de la police; avec son frère Saint-Etienne, qui depuis le 28 juillet était mis hors la loi, il fut accueilli par la famille Paisac⁴. Fabre d'Églantine dénonça leur cachette au comité de sûreté générale; ils furent arrêtés le 5 décembre et tandis que Rabaut Saint-Etienne était le

1. Voir *Réimpression de l'ancien Moniteur*, édition 1854, t. XV, p. 223. Comparez, Séance de la Convention du 19 janvier, *id.*, t. XV, p. 254.

2. Voir *Ibid.*, t. XXII, p. 385.

3. Acte d'accusation contre plusieurs membres de la Convention nationale, par André Amar, le 3 octobre 1793, p. 34.

4. Voyez : Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, tome IV, pages 321 et suivantes.

jour même envoyé à l'échafaud sur la simple constatation de son identité, Pomier était enfermé à la Conciergerie.

Oublié dans les prisons, il dut sa liberté à la réaction thermidorienne et reprit sa place à la Convention le 18 frimaire an III (8 décembre 1794).

Avant de se séparer, l'Assemblée le désigna pour faire partie du Conseil des Anciens; il en devint le secrétaire sous la présidence de Portalis.

Las d'assister à tant de crimes commis au nom de la liberté, Rabaut-Pomier fut partisan du 18 Brumaire. Bonaparte le récompensa de son zèle en le nommant, d'abord à Paris, chef de bureau à la trésorerie générale, puis en lui confiant peu de temps après la sous-préfecture du Vigan.

Il était encore dans l'administration quand l'arrêté du 12 frimaire an XI (3 décembre 1802) réorganisa l'Église réformée de Paris et lui accorda trois pasteurs. Après avoir choisi Marron pour la première place¹, le consistoire songea au fils du patriarche du Désert. Il ne fut pas difficile de convaincre Pomier. Les luttes auxquelles il avait été mêlé lui avaient montré de quelle hauteur le ministère pastoral dépasse les compromissions et les misères de la politique.

Le 24 février 1803, Rabaut-Pomier reprenait sa robe et inaugurait à Paris une nouvelle carrière pastorale. D'après M. Charles Coquerel, son biographe, la charité et la bienfaisance étaient les traits dominants de son caractère. « Il était toujours aux ordres des pauvres, accompagnant ses aumônes de ces douces paroles qui en doublent le prix². »

L'étude de l'histoire avait toujours eu pour lui beaucoup d'attrait. Il était parvenu à réunir de nombreux documents manuscrits et imprimés et se proposait de retracer l'état du protestantisme à la veille de la Révolution et d'étudier sa réorganisation par les articles organiques du Concordat.

Cet ouvrage eût été pour nous un monument précieux puisqu'il aurait eu pour auteur un témoin des événements. Si l'œuvre n'a point vu le jour, nous possédons du moins la

1. Consultez *Bulletin*, tome XXXVIII (1889), p. 472.

2. Notice biographique sur M. Rabaut-Pomier (*Nouvel Annuaire protestant pour 1821*, p. 299 et suivantes).

collection des matériaux qui auraient servi à l'édifier. Ils sont précieusement conservés dans notre bibliothèque de la rue des Saints-Pères.

Il est toujours pénible d'entendre un ministre de l'Évangile



RABAUT-POMIER, d'après une lithographie du temps.

24 octobre 1744 — 16 mars 1820.

aborder en chaire les sujets brûlants de la politique. Il suffit aujourd'hui de citer les titres des discours prononcés par le pasteur Marron pour démontrer les variations de ses idées. Rabaut-Pomier ne sut, ni échapper à cette fâcheuse tendance, ni éviter cet écueil. Tandis qu'au mois d'août 1810 il pronon-

cait un éloge dithyrambique de Napoléon¹, quelques années plus tard, le 22 mai 1814, il saluait le retour de Louis XVIII², ne reculant même pas devant une sorte d'apologie des *alliés* qui arrivaient à Paris « le front ceint du laurier de la victoire et de l'olive de la paix... pour procurer à la France, qu'ils savent distinguer de celui qui la domine, une liberté établie sur le respect de tous les droits, sur un gouvernement sagement balancé et qu'elle se donnera elle-même³ ».

Les faits se chargèrent, hélas ! de démentir ces prophéties et ces rêves. Le pieux pasteur allait devenir une des premières victimes de cette Restauration en faveur de laquelle il avait prononcé son *Sermon d'actions de grâces*.

1. *Napoléon libérateur. Discours religieux prononcé dans le temple de Saint-Louis, rue Saint-Thomas du Louvre, le 15 août 1810, jour de l'anniversaire de la naissance de S. M. l'empereur et roi*, Paris, 1810, in-8°. (Bibliothèque nationale, Lb⁴⁴, 527.)

2. *Sermon d'actions de grâces sur le retour de Louis XVIII dans la capitale de ses états. Prononcé à Paris dans le temple de l'Oratoire le 22 mai 1814*. Paris, 1814, in-8°, B. N., Lb⁴⁵, 613.

3. Il faut ajouter que ce service avait été ordonné par deux circulaires du ministre de l'intérieur aux préfets. L'une, de mai 1814, se terminait ainsi : « La liberté de conscience, ce domaine de Dieu, est respectée; les ministres « des cultes seront également protégés par leur père commun, leurs « demandes également pesées dans la balance de sa justice. Vous n'aurez « plus à prier Dieu d'apaiser sa colère; vos prières, vos chants ne seront « désormais que des hymnes de reconnaissance. En lui adressant des « actions de grâces pour l'heureux retour de Sa Majesté en France, pour « son heureux avènement au trône de ses pères, invitez les fidèles soumis « à votre direction à lui demander principalement de seconder, d'accomplir « l'unique désir du Roi, celui de rendre tous ses enfants, tous les Français « heureux. » Dans l'autre, du 15 juin 1814, le ministre annonçait la conclusion de la paix et ajoutait : « Des jours de calme, de sérénité, d'espérance « et de bonheur vont luire désormais sur la France et succéder à des jours « orageux : que grâces en soient rendues à l'Eternel et au digne instrument « de sa miséricorde. Empressez-vous, Monsieur le Président, d'annoncer « ce bienfait de la Providence aux fidèles de votre communion. Rassemblez-les dans vos temples pour y faire en commun et selon vos rites les « prières consacrées dans d'aussi douces et d'aussi heureuses circonstances. » — Plusieurs pasteurs firent imprimer les discours prononcés à cette occasion, signalons les suivants : *Service d'actions de grâces, célébré par le Consistoire de l'Église réformée de Paris au temple de la rue Saint-Honoré, le dimanche 21 avril 1814, pour le rétablissement du trône des Bourbons en France*. Discours de Marron. Paris, in-8°, 1814. — *Sermon d'actions de grâces pour la paix, et de commémoration de la mort de Louis XVI, prononcé à Paris dans le temple de l'Oratoire, le 26 juin 1814,*

III

En montant une seconde fois sur le trône, Louis XVIII, dans une déclaration datée de Cambrai, promettait pardon et oubli pour tous les faits politiques accomplis pendant les *Cent-Jours*. Seuls les auteurs et les instigateurs du retour de Napoléon seraient recherchés et punis.

Le roi était de bonne foi lorsqu'il signait cet engagement; il tentait ainsi de réconcilier entre eux tous les Français. Malheureusement, son entourage n'approuvait pas ces bienveillantes dispositions. Les partisans de l'ancien régime, aigris par de longues années d'exil, poursuivaient un double but : détruire tout entière l'œuvre de la Révolution, exercer de solennelles vengeances contre tous ceux qui avaient contribué au renversement de la royauté.

Louis XVIII eut la faiblesse de céder aux sollicitations de ce parti rétrograde. Dès le 24 juillet 1815 une ordonnance renvoyait devant les conseils de guerre dix-neuf généraux et soumettait trente-huit personnes à la surveillance de la haute police.

Cependant la *chambre introuvable* n'était point encore satisfaite de ces premières mesures; sur la demande de M. de Labourdonnaie elle prit en considération, le 11 novembre 1815, une proposition tendant à proscrire toute une catégorie de citoyens et au premier rang : « les régicides qui avaient accepté des places de l'usurpateur, siégé dans les deux Chambres ou signé l'Acte additionnel. »

Le ministère vit avec mécontentement cette agitation parlementaire et s'efforça de faire échouer une aussi maladroite campagne en déposant un projet de loi d'amnistie et en

par Jean Monod, l'un des pasteurs de l'Église Réformée de Paris. Paris, 1814, in-8°, 39 pages. — *Sermon d'actions de grâces sur le retour des Bourbons et sur la paix prononcée à Nismes*, par M. H. F. Juillerat-Chasseur, l'un des pasteurs de l'Église chrétienne Réformée de cette ville le 15 mai 1814. In-8°, 16 pages. — *Sermon sur la mort de Louis XVI prononcé dans l'Église Réformée de Lyon le 31 juillet 1814*, par M. Daniel-Auguste Emmanuel Touchon, ministre du Saint-Evangile et pasteur de cette Église, Lyon, in-8°, 32 pages. — B. P.

demandant le bannissement des membres de la famille Bonaparte.

La commission chargée de l'examen de ce projet y apporta de nombreux amendements; elle ne put se résoudre à innocenter les complices du retour de l'île d'Elbe et les régicides signataires de l'Acte additionnel.

La discussion s'ouvrit le deux janvier et se prolongea pendant plusieurs séances. Parlant au nom du roi, Richelieu, premier ministre, combattit la disposition qui visait les régicides. « Ce n'est pas sur la terre, disait-il, qu'il faut chercher les raisons qui décident le roi à refuser de les expulser à jamais du royaume, c'est dans la volonté du roi martyr, qui sera consolé dans sa tombe par le pardon que vous accorderez en son nom. Cette clémence est au-dessus de toutes les volontés humaines, elle est commandée par ce Dieu qui en a donné tant d'exemples. » Cet appel à la charité chrétienne ne toucha pas le cœur des partisans du trône et de l'autel, ils se montrèrent plus royalistes que le roi et votèrent la loi du 12 janvier 1816 avec cet article 7 frappant les régicides :

« Ceux des régicides qui, au mépris d'une clémence presque
« sans bornes, ont voté pour l'Acte additionnel ou accepté des fonctions ou emplois de l'usurpateur, et qui, par là, se sont déclarés
« ennemis irréconciliables de la France et du gouvernement légitime,
« sont exclus à perpétuité du royaume, et sont tenus d'en sortir dans
« le délai d'un mois, sous la peine portée par l'article 33 du code
« civil; ils ne pourront y jouir d'aucun droit civil, y posséder aucun
« bien, titre, ni pensions à eux concédés à titre gratuit. »

Cette loi fut aussitôt mise à exécution; elle satisfaisait trop les haines de certains royalistes pour qu'ils n'en surveillassent pas la stricte application.

Le ministère de l'intérieur donna l'ordre à chaque préfet de lui adresser une notice détaillée sur les conventionnels de son département. Ce fut une chasse organisée contre tous ceux qui étaient soupçonnés d'avoir voté la mort de Louis XVI.

Mais que devait-on entendre par cette expression *régicide*? La question n'était pas aussi simple qu'elle pouvait paraître tout d'abord, et pour la résoudre il était indispensable de recher-

cher de quelle manière avaient été comptées les voix pour le calcul de la majorité.

Voici, d'après le Bulletin officiel des séances de la Convention, le résumé de ce scrutin¹ :

L'Assemblée se composait de.....	749	membres.
Absents par commission.....	15	
Absents par maladie.....	7	} 28 —
Absent sans cause.....	1	
Non votants.....	5	
Total des votants.....	721	membres.

La majorité absolue étant de 361 voix, les votes se sont répartis de la manière suivante :

Pour la mort sans condition.....	361	voix.
Pour la mort, mais en demandant une discussion sur le point de savoir s'il ne conviendrait pas à l'intérêt public qu'elle fût ou non différée, <i>tout en déclarant que ce vote était indépendant de cette demande.....</i>	26	—
Total pour la mort.....	387	voix.

Pour les fers.....	2	voix.
Pour la détention, le bannissement à la paix, la réclusion, ou la mort conditionnelle si le territoire était envahi.....	286	—
Pour la mort avec sursis, soit après l'expulsion des Bourbons, soit à la paix, soit à la ratification de la Constitution.....	46	—
Total contre l'exécution.....	334	voix.

En jetant les yeux sur ce tableau il est facile de voir que les votes conditionnels ne furent point comptés pour déterminer la majorité favorable à la peine capitale. Il était donc juste de ne point ranger parmi les régicides ceux à qui la Convention elle-même n'avait pas décerné ce titre.

1. *Bulletin des séances de la Convention*, n° 1322. Consultez *Documents sur Rabaut-Pomier*. Collection Coquerel, t. XXX, pièces 50 et 51.

Boissy d'Anglas avait assisté à ces débats ; il se souvenait des particularités du scrutin, et dans le but de protéger ses anciens amis il adressa le 12 janvier, au duc de Richelieu, un mémoire dans lequel il démontra que les quarante-six conventionnels qui avaient ajouté à leur vote une condition ne pouvaient pas tomber sous le coup de la loi d'amnistie.

Les passions étaient trop vives pour que la voix de la saine raison eût chance d'être écoutée. Les bureaux du ministère décidèrent que tous ceux qui avaient prononcé le mot de *mort*, même si leur vote n'avait point été compté, seraient bannis à perpétuité du royaume.

Rabaut-Pomier figurait au nombre des quarante-six et comme pasteur de Paris il avait donné son adhésion à l'Acte additionnel des constitutions de l'Empire¹. Il fut donc mis au nombre des régicides, en vertu d'une jurisprudence qui, méconnaissant la réalité des faits, voulait satisfaire les sentiments de vengeance des fanatiques du droit divin.

Le vénérable pasteur sollicita une audience du comte Decazes, ministre de la police générale, et résuma sa véritable situation dans une lettre datée du 25 janvier 1816 :

A son excellence Monseigneur Decazes, ministre de la police générale.

Monseigneur²,

Je prends la liberté de demander à Votre Excellence un moment d'audience sur les votes que j'ai émis relativement au procès de Louis XVI. J'ai l'honneur de mettre provisoirement sous vos yeux quelques observations sur cet objet. Mais je désirerais obtenir de Votre Excellence un moment d'audience qui puisse éclairer sa jus-

1. Un décret des 22-24 avril 1815 appelait les Français à consigner leur vote sur des registres ouverts « aux secrétariats de toutes les administrations, de toutes les municipalités, aux greffes de tous les tribunaux, chez tous les juges de paix, chez tous les notaires ». Le recensement des votes eut lieu au Champ de Mai et d'après M. Henri Houssaye, dans son récent ouvrage sur 1815, l'Acte additionnel fut accepté par 4,532,527 votants et repoussé par 4,802 voix seulement. Cette faible minorité s'explique par le mode adopté pour cette consultation qui n'était point secrète.

2. Archives nationales, F⁷, 6715, Dossier Rabaut-Pomier. — Le comte Decazes fut ministre de la police générale du 24 septembre 1815 au 29 décembre 1818.

tice et fixer sur le prononcé à intervenir une incertitude que je ne puis cependant pas avoir, s'il est établi sur la teneur des procès-verbaux qui prouvent que j'ai voté pour *l'appel au peuple, que mon vote sur la peine a compté contre la mort, et que j'ai voté le sursis*. Ces trois votes avaient pour but l'appel au peuple, le seul moyen de sauver le roi de France qui fût au pouvoir de la minorité.

Je suis avec un profond respect, etc.

RABAUT POMIER,
16, rue de Grammont.

L'audience fut accordée, des démarches furent tentées et par le consistoire¹ et par les deux collègues de Rabaut, les pasteurs Marron et Jean Monod.

Le premier s'exprimait en ces termes :

Paris le 1^{er} février 1816.

*A Monseigneur le Comte Decazes*².

Je me suis itérativement présenté sans succès à votre audience les dernières fois, c'était surtout pour intéresser votre justice et votre humanité en faveur de M. Rabaut, mon collègue, qui ne devait pas s'attendre à pouvoir être compris dans la proscription des régicides. Je laisse sous ce pli, Monseigneur, une note de lui même et une de notre digne collègue, M. Monod, par lesquelles nous voudrions détourner, si possible, un coup fatal. Je les livre, Monseigneur, à la méditation de Votre Excellence, et je serais bien tranquille s'il n'y avait qu'elle pour juger le cas.

Du moins, Monseigneur, ne serait-il pas possible d'obtenir un sursis? M. Rabaut, à raison de son âge même et de l'extinction de ses moyens physiques, avait annoncé antérieurement à cette imprévoyable crise, sa démission volontaire à l'Église de Paris, auprès de laquelle il exerce son ministère.

Je suis avec respect, etc.

MARRON.

Le pasteur Jean Monod abordait surtout la question juridique et par un raisonnement très serré il démontrait qu'en frappant Rabaut le gouvernement violerait la loi que les Chambres venaient de voter. Voici sa note :

1. Voyez Registre du Consistoire, Archives de l'Oratoire.

2. Archives nationales, F⁷, 6715.

Monsieur Rabaut Pomier peut-il être compté parmi les régicides ¹ ?

Cette question est résolue pour tous ceux qui le connoissent, par la conviction morale qu'il ne peut jamais avoir rien eu de commun, ni dans les opinions, ni dans les sentiments, avec les auteurs du plus horrible des attentats. Mais il faut quelque chose de plus.

Les journaux du temps et le procès-verbal des séances de la Convention prouvent que M. Rabaut a mis en usage tous les moyens qu'il a pu croire propres à sauver Louis XVI. Après avoir soutenu avec force, mais sans succès, que la Convention ne pouvait pas le juger, il a voté l'appel au peuple parce que, comme De Sèze l'a rappelé dernièrement, le peuple français n'aurait pas permis ce crime.

Devenu juge malgré lui, il a voté la mort, mais avec renvoi de l'exécution jusqu'après la Constitution, parce qu'il crut avec plusieurs des conventionnels honnêtes que c'était le plus sûr moyen de sauver le roi. Ce moyen était prêt de réussir lorsque 26 de ceux qui avaient voté une semblable condition eurent la lâcheté de la retirer. Mais 46 persistèrent au milieu des menaces dont ils étaient accablés et leurs votes furent comptés dans les 334 qui s'étaient opposés à la mort.

Enfin ce moyen de salut étant perdu, M. Rabaut en chercha un troisième en votant pour le sursis de l'exécution. Il est donc évident que ceux qui voulaient la mort du roi sont ceux qui l'ont votée sans condition ; que ceux qui ont rétracté leur condition y ont coopéré trop efficacement ; mais que ceux que, ni les séductions, ni les menaces n'ont pu entraîner à cette lâcheté n'ont pu être conduits que par le désir et l'espérance d'empêcher le crime.

Ils ont été jugés ainsi par les régicides et dénoncés par Chabot au club des Jacobins.

Compterait-on à présent comme régicides des hommes que la Convention elle-même, intéressée à grossir la faible majorité qu'elle avait obtenue, n'a pas osé regarder comme tels ?

Les régicides sont ceux qui ont voulu la mort du roi et qui y ont concouru par leur vote ; M. Rabaut ne l'a été, ni de volonté, ni de fait.

Rappelons une circonstance qui n'est pas sans intérêt : lorsqu'il fut question d'appeler M. Rabaut à l'Église de Paris, on opposa dans le consistoire son vote pour la mort du roi. La question fut examinée, discutée, et l'on convint unanimement que ce vote ne pouvait

1. Archives nationales, F7, 6715.

laisser sur lui aucun blâme dans l'esprit de toute personne équitable.

Il a eu le malheur, disons-le franchement, le tort de signer l'Acte additionnel. Mais c'est qu'il a dû le faire comme électeur et qu'il a cru encore, par une de ces illusions des âmes honnêtes, qu'une assemblée bien choisie, si l'on s'était réuni partout pour la former ainsi, était le moyen le plus désirable et le plus sûr de sauver la France et de lui rendre promptement son roi légitime.

IV

Malgré ces démarches, en dépit du bon droit, le ministre répondit que l'ancien conventionnel tombait sous l'application de l'article 7 de la loi de janvier 1816.

Rabaut-Pomier dut prendre le chemin de l'exil ; il quitta Paris le 17 mars 1816, et, après avoir séjourné pendant quelques mois à Bruxelles, il se fixa à Clèves.

Quand la réaction blanche fut un peu apaisée, Boissy d'Anglas se remit en campagne. Nous avons eu la bonne fortune de retrouver la lettre éloquentة et digne qu'il adressa en 1818 au comte de Decazes en faveur de notre coreligionnaire :

Paris, le 16 janvier 1818.

Monsieur le comte¹,

L'accueil que Votre Excellence a bien voulu faire aux diverses réclamations que je lui ai adressées en dernier lieu m'engage à la supplier de vouloir bien honorer de son intérêt celle du même genre que je viens lui présenter aujourd'hui, au nom de M. Rabaut Pomier éloigné de sa patrie par une fausse application de la loi contre les régicides.

Ce vieillard plus que septuagénaire, pauvre et malade, s'était retiré d'abord dans les États du roi de Prusse les plus voisins de la France, il y avait été bien accueilli, mais on l'a forcé bientôt après de changer plusieurs fois d'asile et on l'a menacé en dernier lieu de l'envoyer dans la Prusse septentrionale, où la rigueur du climat serait bientôt mortelle pour son âge et dont le voyage exigerait des frais au dessus de ses faibles moyens ; il a obtenu toutefois un sursis à l'exécution de ces ordres, mais ce n'est que d'une manière provi-

1. Lettre au comte Decazes. Archives nationales, F7, 67 45.

soire qu'il est toléré dans les lieux où il se trouve et, l'incertitude de son sort pour l'avenir ajoute encore à tous les maux qui naissent de sa proscription, de sa vieillesse et de sa pauvreté.

Il était avant la Révolution et depuis ministre du culte protestant et il a constamment obtenu par la pureté de sa morale évangélique, ses vertus personnelles et ses lumières une grande considération parmi ceux qui professent la même religion que lui ; tous verraient son rappel en France avec autant de reconnaissance que de satisfaction, et Votre Excellence jugera bientôt que rien ne serait plus juste. Il est le fils de *Paul Rabaut*, dont la mémoire sera toujours vénérée par ceux même qui, sans professer les mêmes opinions religieuses, savent avec quelle patience, avec quelle fidélité au gouvernement royal, avec quelle soumission aux lois injustes d'alors, il a supporté les persécutions auxquelles il a été en butte pendant la plus grande partie des soixante années qu'ont duré ses fonctions ecclésiastiques. Enfin il était le frère du malheureux *Rabaut Saint-Étienne* qui a péri sur l'échafaud pendant la terreur de 1793, et à qui la Convention n'avait jamais pardonné de lui avoir dit, dans un discours contraire à la mort du roi, *qu'il était las de la portion de tyrannie qu'elle le forçait d'exercer*.

Rabaut Pomier, pour lequel j'ai l'honneur de vous écrire, fut lui-même emprisonné avec son frère et pendant que son père, malgré ses 86 ans, l'était à Nîmes, qu'un autre frère l'était à Villeneuve-de-Berg ; tous attendaient depuis quatorze mois le moment fatal où ils monteraient sur l'échafaud, où les avait précédé Rabaut Saint-Étienne, lorsque le neuf thermidor vint rendre à la France une portion de la liberté et lui faire espérer de meilleurs jours.

Depuis lors, monsieur le comte, M. Rabaut Pomier, soit dans la Convention où il rentra, soit dans les assemblées législatives qui lui succédèrent, soit comme pasteur de l'Église Réformée de Paris, soit comme particulier a fait honorer la modération de ses opinions, la sagesse de ses discours civils et religieux, la pureté de ses principes de morale et de politique, et a obtenu la considération et l'estime des hommes justes de tous les partis.

Cependant il est proscrit comme régicide ; permettez-moi de vous le dire, il n'a pas mérité cette condamnation et si le gouvernement n'eût pas été dans l'erreur à son égard il n'eût pas été frappé par elle.

Il a prononcé, je dois l'avouer, le mot affreux de mort ; et il a été inexcusable de s'être servi d'une expression aussi criminelle ; mais

Votre Excellence est trop juste pour ne pas reconnaître que ce n'est pas dans les termes dont on a pu se servir dans cette horrible affaire qu'est le crime qu'on doit expier, mais dans le résultat du vote. Elle voudra bien remarquer dans le cas particulier dont il s'agit ici : 1° Que Rabaut Pomier avait voté l'appel au peuple, seul moyen qu'il eût de sauver le roi, soit en renvoyant son jugement à des temps éloignés, soit en lui assurant des formes protectrices, soit en invoquant la majorité du peuple qui ne pouvait vouloir la condamnation, en même temps que cette disposition l'arrachait à la puissance de la commune de Paris et de ses sicares, pour le mettre sous la protection de la nation tout entière par l'appel porté devant elle.

2° Que lorsque la fatale condamnation eut été portée il vota pour le sursis indéfini, seule ressource qui restât encore, pour rendre cette condamnation sans effet.

3° Qu'il n'entendait point prononcer un jugement ni y participer, mais appliquer une mesure politique et de sûreté générale, et qu'il s'en fit donner acte par la Convention, ainsi que l'atteste son procès-verbal, Tome V, p. 287.

4° Enfin qu'il environna son vote de conditions rejetées, en déclarant qu'elles en *étaient inséparables*, ce qui forçait la Convention de compter ce vote *contre la mort*, à moins qu'elle n'adoptât ces conditions, ce qui par leur texture aurait établi l'appel au peuple, et conséquemment aurait fait prévaloir la disposition la plus favorable au roi. Mais la Convention repoussa elle-même Rabaut-Pomier de la classe des régicides en comptant son vote parmi ceux qui votèrent contre la mort : ainsi, quelles qu'eussent été ses expressions, elle le mit incontestablement hors de la catégorie de ceux condamnés depuis comme régicides.

Sans doute il ne fut point régicide dans la véritable et littérale acception de ce mot, il ne le fut point dans son intention ni dans ses actes. Sa voix compta comme vous l'avez vu parmi celles contraires à la mort, à laquelle il ne contribua point ; par ses intentions, non seulement il vota pour l'appel au peuple, non seulement il vota pour le sursis, non seulement il prononça sur la peine un vote dont le résultat ne pouvait qu'être favorable, mais encore il expliqua ses opinions dans une sorte de discours qu'il prononça en répondant à l'appel nominal et dont je joins ici une copie fidèlement extraite du *Moniteur*. Ce discours, M. le comte, ne laisse aucun doute sur l'intention de M. Rabaut, on y voit clairement qu'il ne tendait, en prononçant le mot de mort et en l'environnant de conditions insé-

parables, qu'à revenir sur le décret qui avait rejeté l'appel au peuple. Peut-être espérait-il en mettant à cette demande l'expression que nous ne pouvons approuver, flatter la majorité, supérieure de si peu de voix, de l'espoir que la mort prévaudrait enfin et lui enlever ainsi quelques suffrages ; je ne le sais pas, mais ce que je sais, c'est que quand même sans rien faire de contraire au salut du roi, il n'aurait fait que sacrifier à la peur, il mériterait qu'on l'excusât ; on n'ignore pas de quels affreux périls étaient environnés ceux qui ne votaient pas pour la mort d'une manière pure et simple, les contemporains peuvent l'attester et quoique l'histoire ne l'ait retracé que d'une manière imparfaite, elle en a dit assez pour ne laisser aucun doute sur ce point véritablement capital.

Enfin, monsieur le comte, j'ajouterai à tout ce que je viens de vous dire pour M. Rabaut une observation qui est applicable non seulement à lui, mais encore à tous ceux qui sont dans la même catégorie. Ce qui doit frapper Votre Excellence, c'est qu'il n'est jamais arrivé que des hommes bannis injustement de leur patrie se soient conduits avec autant de modération et de dignité que ceux-ci. Il n'y en a aucun parmi eux qui n'ait senti qu'il devait rester Français hors de France, même quand on lui enlevait le droit d'en faire partie. Ils ne se sont point soulevés contre l'autorité qui les proscrivait, ils n'ont point cherché à diriger l'opinion contre elle et à s'en faire un appui. Ils ont souffert en silence, et quand on les a persécutés ils se sont tus. M. Rabaut en particulier a paru n'oublier jamais la conduite de son vénérable père, qui lorsqu'on proscrivait sa tête s'écriait qu'il fallait bénir la main qui frappait et attendre avec soumission le jour inévitable de la justice.

C'est cette justice que je réclame pour lui ; elle est dans le cœur du roi, elle est dans le vôtre et il est impossible qu'elle soit vainement provoquée.

Agréez, M. le comte, l'expression de la très haute considération et de l'attachement dont je fais profession pour Votre Excellence,

Le C^{te} BOISSY D'ANGLAS.

P.-S. — Dans l'extrait du *Moniteur* que je joins ici, Votre Excellence remarquera peut-être des expressions et un style qui n'ont pas la décence convenable, mais elle voudra bien se reporter au temps où le Discours que je cite était prononcé ; il fallait pour être écouté emprunter un pareil langage, c'était à cette seule condition qu'il était permis d'espérer quelque succès pour les propositions justes au fond.

Cette fois, Boissy d'Anglas remporta la victoire; le comte Decazes lui annonça que le roi avait, dans son conseil du 11 février, accordé à Rabaut-Pomier l'autorisation de rentrer dans ses foyers « par sursis indéfini à l'exécution de l'article 7 de la loi de 1816 ». Il ajoutait :

Au nombre des considérations qui militaient en sa faveur, et au premier rang desquelles votre intervention a dû être placée, il en est une qui se rattache plus particulièrement à la position de M. Rabaut Pomier sous le rapport religieux, et qui sera sans doute appréciée par tous ceux des sujets de S. M. qui professent le même culte que lui : la noble conduite des divers consistoires dans de graves circonstances, garantit assez que le bienfait de S. M. sur un des membres de celui de Paris sera senti par tous les autres¹.

La monarchie cherchait à faire oublier aux protestants les tristes journées de la Terreur blanche, elle voulait effacer le souvenir des massacres de Nîmes et de la partialité de ses fonctionnaires qui, dans plusieurs villes du Midi, étaient, pour ainsi dire, devenus les complices de l'émeute.

Boissy d'Anglas accepta avec reconnaissance les engagements du roi en faveur des huguenots, il en prit acte et répondit au ministre en ces termes :

Paris, le 13 février 1818.

Monsieur le Comte²,

Les protestants de France méritent en général d'être placés parmi les plus fidèles sujets du roi. Leur histoire depuis plus d'un siècle en fournirait une preuve irrécusable. Ils aiment aujourd'hui à reconnaître et à révéler dans Louis XVIII, non seulement le successeur mais encor l'égal en bonté de cet Henri IV, pour lequel ils combattirent si longtemps et qu'ils contribuèrent si puissamment à placer sur le trône, maintenant l'heureux et éternel apanage de son auguste race. Mais, Monsieur le comte, ceux d'entre eux qui connaîtront tous les motifs qui ont déterminé Sa Majesté à rappeler en France l'un des ministres de leur culte qu'ils estimaient le plus, verront avec une bien vive reconnaissance cette attention personnelle

1. Lettre du comte Decazes, du 13 février 1818. Archives nationales, F⁷, 6175.

2. Archives nationales, F⁷, 6715.

du roi qui, lui, sait saisir avec tant de bienveillance les occasions de leur manifester son intérêt et sa bonté. Permettez-moi d'être à cet égard l'interprète de leur gratitude; je serais bien heureux si Son Excellence avait assez de confiance en moi pour regarder ce que j'ai l'honneur de lui attester à cet égard comme un témoignage de bons sentiments, et si elle daignait exprimer au roi leur respectueuse et profonde reconnaissance en me considérant comme leur organe, elle ajouterait infiniment à ce bonheur si elle voulait mettre en même temps à ses pieds l'humble expression de celle de M. Rabaut Pomier et de moi et de notre constante et inébranlable fidélité.

Daignez, etc.

Comte BOISSY D'ANGLAS.

En même temps il annonçait à Rabaut la bonne nouvelle et lui faisait connaître que le duc de Richelieu avait donné ordre au ministre de Berlin de lui délivrer un passe-port¹.

Rabaut se mit aussitôt en route et vint se fixer à Paris, son ancienne paroisse. Le Consistoire lui conféra le titre de pasteur émérite avec droit d'assister aux séances et vota en même temps des remerciements à Boissy d'Anglas pour sa bienfaisante intervention. L'Église réformée de Paris exprima, de son côté, à Louis XVIII, l'expression de la vive satisfaction qu'elle éprouvait du bienfait de Sa Majesté, ajoutant « que cette faveur rendait à sa patrie un bon citoyen, au roi, « un fidèle sujet, aux Églises de France, un ancien pasteur « digne par ses talents, ses services et ses vertus de l'affection « et de l'estime de tous les gens de bien² ».

Rabaut ne jouit pas longtemps du repos qu'il avait si bien mérité; sa santé avait été ébranlée par les rigueurs et les chagrins de l'exil. Dix-huit mois après son retour en France, le 16 mars 1820, il fut enlevé à l'affection de ses paroissiens.

Ses obsèques furent célébrées avec une grande solennité aux frais du consistoire et sa dépouille mortelle repose aujourd'hui au cimetière du Père-Lachaise. Sur sa tombe sont gravées ses dernières paroles : « *Je sais en qui j'ai cru.* »

1. Lettres de Boissy d'Anglas à Rabaut des 12 et 18 février 1818. — Collection Coquerel, t. XXX, pièces 54 et 57. B. P.

2. Consultez Registre des délibérations du Consistoire de Paris. Séance du 6 mars 1818. — Archives de l'Oratoire.

Il nous a semblé intéressant et utile de rappeler ces quelques traits de la vie de ce bon citoyen qui servit avec désintéressement et avec courage son pays et son Église.

Connaissant mieux Rabaut-Pomier, nous lui accorderons le rang auquel il a droit parmi les confesseurs de notre foi.

Après l'examen attentif des documents publiés ici pour la première fois, tous les hommes impartiaux tomberont d'accord pour flétrir des ministres qui ont consenti pendant un instant à dénaturer le sens et la portée d'un vote pour frapper injustement un pasteur protestant et donner satisfaction à des haines implacables qui n'ont point encore aujourd'hui complètement désarmé.

ARMAND LODS.

Documents

RUIGNY ET TURENNE

DOCUMENTS INÉDITS¹

Notre conscience d'historien nous oblige à relever d'abord deux inexactitudes qui se sont glissées dans notre article bibliographique sur Ruigny ; inexactitudes légères sans doute, mais dont la rectification fortifiera le jugement défavorable et motivé que nous avons porté sur ce personnage.

Dans sa tentative malheureuse de justifier la haute opinion qu'il a de Ruigny, M. de Galtier de Laroque avait écrit de confiance, sur la foi d'Agnew :

« Ruigny, malgré les missions prolongées qu'il remplit à l'étranger, ne perdit jamais de vue les intérêts supérieurs qu'il avait à défendre. Il venait d'Angleterre à Paris toutes les fois qu'il jugeait sa présence nécessaire pour conjurer quelque nouveau danger menaçant les réformés ou obtenir un adoucissement à leur dure situation². »

1. Voir le numéro du 15 janvier.

2. M. de Laroque, voyant cela dans le livre d'Agnew, a pensé que c'était arrivé. Mais en histoire il ne faut croire que sur preuves, même

A cette illusion d'un cœur généreux nous avons dû opposer un *jamais*, brutal comme un fait, implacable comme la vérité. Mais nous avons ajouté : « Du reste il ne fit qu'une ou deux visites en France et pour ses propres affaires. »

Or, il se trouve que nous avons écrit cette phrase sous l'impression de deux demandes de congé faites par Ruvigny dans l'intérêt « *de son petit bien qui dépérissait tous les jours par son absence* ». Mais ces deux demandes de congé n'eurent pas de suite et effectivement JAMAIS il ne vint en France pendant ses trois missions.

Du reste, si les Églises souffraient de son absence et soupiraient naïvement après son retour, lui n'était pas pressé de quitter l'Angleterre tant qu'il s'y portait bien. Après les quinze premiers mois de sa troisième mission, il écrivait au ministre, M. de Pomponne : « J'ai différé de conclure (une location de trois ans) jusqu'à ce que j'aye seu par vous le temps qu'il plaira au Roy de me laisser icy. Je ne m'ennuierai point et je m'y porterai bien, quoique les plaisirs et la santé ne soient plus pour moi, pourvu que S. M. soit satisfaite de mes petits services ».

Seconde rectification :

Nous avons écrit : « *Une autre fois* seulement les Églises réformées furent de la part de leur « zélé » député général l'objet d'un paragraphe ajouté négligemment à une dépêche. »

Or, pour être complet, il fallait dire : *Quatre autres fois* seulement, dans l'espace de près de quatre ans représentant l'absence du Député, motivée par ses missions en Angleterre.

Du moins ces autres fois qu'il écrivit, non pas au roi, mais à

quand l'auteur précise. Exemple : « Quoique Ruvigny, dit Agnew, eut son quartier général à Londres, il fit à l'occasion des visites à Paris quand les intérêts des huguenots le demandaient, par exemple dans l'hiver de 1667 alors que le roi méditait la suppression des Chambres mi-parties. »

Notez cette façon d'écrire l'histoire : 1° on n'a qu'un exemple à donner ; mais on parle comme s'il y en avait plusieurs ; 2° cet unique exemple lui-même n'a jamais existé que dans l'imagination de l'auteur. Ruvigny, comme ses lettres quasi-quotidiennes en témoignent, ne bougea pas de Londres du 14 septembre 1667, date de son arrivée, au 29 juin 1668, époque où finit sa mission et qu'il quitta Londres pour rentrer en France.

M. de Pomponne, le fit-il spontanément, volontiers, avec un zèle et un intérêt manifeste? Que le lecteur en soit juge :

.

Ayant été sollicité par plusieurs lettres de différents lieux d'écrire à S. M. sur deux arrêts de son Conseil, il me semble, Monsieur, que je dois vous en informer par l'occasion de l'expres qui porte mon paquet.

Le premier de ces arrêts est du 9 février 1674; mais l'on n'en a eu connaissance que depuis peu. Il porte que les ministres de l'académie de Saumur ni aucun ministre des seigneurs de fiefs ne pourront plus être admis aux synodes qui se tiendront dans les provinces.

Cette disposition parait contraire à la dernière Déclaration du Roy, de l'année 1669, qui a réglé une infinité de contestations en matière de religion.

L'autre arrêt n'y est pas moins contraire. Il est du 4 novembre dernier. Il deffend aux ministres de résider ailleurs qu'aux lieux où ils prêchent; ce qui relèguerait, comme vous voyez, Monsieur, un grand nombre de ministres dans des villages et des hameaux où il n'y a personne de leur profession, comme par exemple les ministres qui sont à Paris, à Rouen, à Lion et à Bordeaux, et les empêcherait de consoler les affligés et les mourans et d'exercer plusieurs fonctions de leurs charges et de la discipline.

Je suis persuadé, Monsieur, que S. M. a eu de bonnes raisons pour faire donner ces deux arrêts, mais il se peut faire aussi qu'elle en aura pour en surseoir l'exécution. Si vous agréez, Monsieur, de scavoir toutes les raisons de ces deux affaires, j'escris au consistoire de Charenton de vous envoyer un homme entendu.

Je serais bien fâché que les lettres qu'on m'écrivait de plusieurs endroits fussent vues en ce pais; je n'y fais pas de réponse, et cela donne sujet de me réitérer les mêmes prières. Je vous supplie très humblement, Monsieur, de me faire scavoir si c'est la volonté du Roy que je fasse d'icy quelques fonctions de Député général, si non envoyez moi, s'il vous plait, vos ordres comme quoy j'auray à me conduire sur les affaires de cette nature, lesquels seront bien suivis¹.

C'est tout : il ferme la parenthèse et revient aux nouvelles politiques.

1. *Archives des aff. étr.*, Angl., 21 janvier 1675.

Le ministre s'empresse de répondre : « Le roi approuve que bien qu'éloigné vous continuiez à faire les fonctions de Député général de votre religion, S. M. estant aussi persuadée qu'elles ne peuvent estre en de meilleures mains que satisfaite de votre conduite ¹. »

Il ajoute que la résidence ne concerne pas les grandes villes que Ruvigny a nommées.

Du reste, selon la coutume à peu près invariable, Ruvigny n'obtint rien, malgré sa prétendue « *habileté remarquable dans le maniement des affaires des Églises* », habileté de la même valeur que *son dévouement à la Religion*, et dont on ne saurait fournir des preuves.

Voici enfin le quatrième et dernier passage des volumineuses négociations de Ruvigny relatif aux Églises réformées :

« Je suis très pressé, Monsieur, par les députés des provinces qui sont à Paris, d'écrire au roi sur les affaires de ses sujets de ma religion. Il ne se passe point de semaine qu'on ne m'envoie beaucoup de lettres dont je serais bien fâché qu'on eust icy cognoissance. Je n'y fais pas de réponse ne sachant que mander, et c'est ce qui oblige les écrivains et les ministres de redoubler leurs sollicitations ou de m'accabler de leurs plaintes. J'en fais quelquefois sur ce sujet à M. le Marquis de Chateauneuf, mais cela ne les contente pas. Ils souhaitent passionnément que j'intercède pour eux auprès de S. M., nomément sur cinq Églises interdites en Bourgogne par provision, sur le cimetièrre de Grenoble qui a esté osté sans ouir les parties, sur quelques affaires de Montpellier et de Nismes et sur quelques autres qui sont de la cognoissance de M. de Chateauneuf. Je les ay toujours remis de tems en tems jusques à mon retour en France, mais présentement ils sont lassés de ces remises. Je ferai sçavoir aux députés et aux Consistoires ce qu'il plaira au Roy de me commander. Jusques là je garderai le silence². »

Donc, malgré leur *patience de huguenot*, les députés des Réformés, si longtemps déçus dans leur attente légitime, se fachaient enfin contre le courtisan indifférent au sort des Églises et des deux millions de protestants dont il était le pseudo-député général. Sur quel ton lui écrivaient-ils?... Lui

1. *Archives du ministère des aff. étr.*, Nèg. Angl., 30 janvier 1675.

2. *Ibidem*, 9 janvier 1676.

conseillèrent-ils de donner sa démission?... On ne le saura probablement jamais¹.

Mais voici le premier effet sensible de leur importunité, de leurs reproches et de leur conseil : le 10 février suivant, Ruvigny, encore à Londres, glisse ce paragraphe dans sa dépêche à M. de Pomponne :

« Je vous envoie, Monsieur, une lettre que j'ai reçue par cet ordinaire, de plusieurs personnes de ma religion qui sont à Paris députées par les provinces. J'en reçois souvent de semblables, et si vous prenez la peine de la lire et une autre que je reçus il y a 15 jours, vous verrez qu'il n'est pas bon pour le service de S. M. que les gens de ce païs prennent connaissance de telles plaintes.

« Je crois que le moyen le plus assuré pour les empêcher d'écrire en Angleterre serait celui de donner mon employ de député à mon fils. Je puis assurer S. M. qu'elle en sera bien servie et que ses actions étant conduites par un excès d'affection et de fidélité, il n'aura jamais pour but que le bien de son service. Je vous supplie très humblement, Monsieur, d'appuyer auprès du Roy l'extrême désir que j'ai qu'il plaise à S. M. de donner ce caractère à mon fils. Je tiendray cette grâce pour une récompense de mes petits services et elle me sera d'une très grande consolation dans la rigueur des indispositions dont je suis menacé². »

Ruvigny sentait bien la fausseté de sa situation, mais il était incapable d'en sortir. Créature de Louis XIV, après l'avoir été de Mazarin, lui devant tout et habitué à ne lui rien refuser, il ne pouvait être que l'instrument passif et muet de la ruine des Églises. Mais s'il obtenait que son fils fût député à sa place, il conserverait dans sa famille et l'honneur et le

1. Le Député général, à qui la gratitude royale permit d'emporter librement sa fortune lorsqu'il quitta définitivement la France et de s'assurer le revenu des domaines qu'il y possédait, s'avisa, pour complaire jusqu'au bout à Louis XIV, de laisser ses archives de Député général et 200,000 livres qui restaient du fonds de l'Agence des Églises réformées, entre les mains de son ami le procureur général M. de Harlai!

Cet argent, après la mort de Ruvigny et l'entrée de son fils au service de Guillaume III d'Orange, fut donné par le roi au depositaire.

On dit que les papiers furent restitués sous Louis XV à la famille Tallemant, alliée aux Ruvigny; mais qu'en restait-il alors, et que sont-ils devenus?

2. *Archives du ministère des aff. étr.*, Nég. Angl., 10 février 1676.

profit de la charge, sans en avoir les durs inconvénients.

Et c'était probablement pour s'entendre avec lui sur ce changement, que Ruvigny, sous prétexte de se faire aider dans une négociation diplomatique « pendant la tenue du *Parlement* », avait, quelque temps auparavant, demandé et obtenu du roi que son fils passât à Londres environ deux mois auprès de lui¹.

Mais le Maître n'était pas disposé à rompre la chaîne de son esclave. Malgré lui Ruvigny devait jusqu'au bout collaborer à l'œuvre inique et n'obtenir que cinq ans plus tard le triste avantage d'y associer son fils.

Cependant les mandataires des Églises ne cessant pas leurs importunités, le Député général dut encore écrire le 23 mars :

« Depuis les dernières lettres, Monsieur, que je vous ai envoyées des députés qui sont à Paris pour les affaires de ceux de ma religion, ils m'en ont encore écrit plusieurs autres dont je n'ay pas cru à propos vous devoir importuner. Mais je ne peux pas m'empêcher de vous entretenir sur la dernière que j'ai reçue qui me donne avis que le roi a eu la bonté de nommer des commissaires pour examiner leurs affaires au retour de la campagne. Ils me prient là dessus, comme vous verrez, Monsieur, par leur lettre, d'écrire à S. M. d'ordonner cependant une surséance à l'exécution de plusieurs arrêts dont ils se plaignent et qui doivent estre examinés par M^{rs} les commissaires. J'escris à ces députés que j'ai fait leur très humble prière au Roy² et que vous, Monsieur ou M. le marquis de Chateauneuf leur donnerez connaissance de ce qu'il aura plu à S. M. d'ordonner sur la demande de cette surcéance. »

Enfin le mois suivant Ruvigny écrit pour la dernière fois :

« Je vous envoie, Monsieur, une lettre qui m'a esté escrite par les députés huguenots des provinces, le Roy jugera, s'il luy plaist, s'il y a de la raison dans leur demande et s'il sera bon pour son service que S. M. leur refuse ou leur accorde la satisfaction qu'ils espèrent de sa grâce et de sa bonté. »

1. *Archives du ministère des aff. étr.*, dépêches du 9 septembre et du 9 décembre 1675.

2. C'est une façon de parler. Ruvigny écrivit fréquemment au roi touchant ses propres intérêts, mais *jamais* au sujet des Églises.

Nos rectifications sont finies. N'était le manque d'espace, nous pourrions les faire suivre de divers passages des lettres de Ruvigny qui le montrent travaillant, de concert avec les jésuites, à ruiner les intérêts du protestantisme en Angleterre, comme il les négligeait en France; osant affirmer que les griefs des Huguenots étaient exagérés ou faux et leurs plaintes injustes, alors qu'il savait mieux que personne que rien n'était ni plus vrai ni plus juste; pratiquant sans scrupule le mensonge, la tromperie, la corruption, n'hésitant devant aucun moyen déshonnête pour servir Louis XIV dont il avait toute la confiance et la faveur et qui ne lui refusait rien de ce qu'il demandait pour lui-même ou pour sa famille : dispenses de taxes, pensions, régiment, gratifications et domaines : tout, sauf la justice pour les protestants et la vie pour leurs Églises, choses que, d'ailleurs, Ruvigny ne demanda jamais formellement.

Et pourtant M. de Galtier de Laroque a cru pouvoir écrire : « Un des derniers grands services que Mazarin rendit aux protestants fut de leur donner le marquis de Ruvigny comme représentant officiel à la cour » ; et un peu plus loin : « *Grand huguenot parmi les plus remarquables des protestants de France* » !!!...

Nous croyons en avoir dit assez pour convaincre M. de Laroque lui-même de l'inanité de ce jugement. Si, au lieu de s'en tenir à l'opinion « des deux grands esprits Saint-Simon et Guizot », dont le premier savait moins et dont le second ne savait pas plus que lui sur Ruvigny, s'il eût, dis-je, remonté aux sources, les découvertes douloureuses qu'il eût faites lui eussent imposé un jugement semblable à celui que nous avons exprimé.

Découvertes ? — Oui, c'est bien le mot. Qui se doute, par exemple, que le Député général des Églises réformées consentit à prêter la main à l'abjuration de Turenne ? Nous en avons pourtant la preuve autographe sous forme de deux petits billets honteux qu'il pensait sans doute ne devoir pas être conservés.

Saint-Evremond a parlé de la fidèle amitié de Ruvigny pour Turenne et réciproquement ; l'influence de l'habile courtisan

sur le naïf guerrier n'est pas moins certaine. Mazarin et Louis XIV eurent recours à l'une et à l'autre : le premier en 1649 et en 1651 ; le second en 1666.

En 1666, Turenne venait de perdre sa femme, fille du duc de la Force, princesse huguenote d'un rare savoir et d'une piété presque sans exemple. Grace à elle, il était demeuré ferme dans la religion réformée. Mais à peine eut-elle rendu le dernier soupir que Louis XIV eut l'indélicatesse de donner immédiatement l'ordre d'assaillir la conscience du mari et l'impudeur d'employer à cette besogne le Député général ! Le grand ministre Colbert fut chargé de conduire les opérations et le roi lui-même ne dédaigna pas de donner de sa personne.

Le 14 avril, le jour même que les funérailles de la princesse eurent lieu à Charenton, Ruvigny, de sa grande écriture, écrivait à Colbert :

14 avril.

Monsieur,

Le billet que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ne me fust rendu qu'à 11 heures du soir. J'ay vu ce matin Monsieur de Turenne à qui j'ai fait vos complimens. Je lui mènerai M. l'abbé à cinq heures après midi et demain matin je vous rendrai la réponse. Si vous veniez icy aujourd'hui, faites moy l'honneur de m'en avertir afin que je ne vous manque pas.

Je suis, Monsieur, Votre très humble et très obéissant serviteur,

RUVIGNY.

Ce court et petit billet est sans adresse ni suscription ni millésime, seulement au dos, sur le pli et d'une autre écriture : « *M. de Ruvigny, 14 avril 1666.* »

Le second billet que voici, porte au dos la même date, mais aucune indication, pas même le quantième, de la main de Ruvigny : Il est évidemment postérieur à l'autre puisqu'il y est question de plusieurs conférences et quoique le classificateur de la correspondance ait mis au dos la même note qu'au précédent. Toutefois le millésime est exact pour ce billet comme pour l'autre, car en avril 1667 Turenne était en campagne, et en avril 1668 Ruvigny était en Angleterre :

Monsieur,

Si vous ne veniez pas demain ici j'aurais esté demain de bon matin vous rendre conte de toutes les conférences. Celle d'aujourd'hui n'a pas eu plus de force que les autres, quoi que¹ M. labbé aie entendu des bonnes raisons ; mais il est possédé des siennes qui seraient trop longues à mettre dans ce billet.

RUVIGNY².

Nous laissons aux panégyristes de Ruvigny le soin des commentaires.

Turenne abjura le 23 octobre 1668. Nous avons pensé que l'enlèvement de Marcilly avait été décidé et Turenne engagé dans l'affaire avant cette date, c'est pour cela que nous avons dit de lui : « déjà mûr pour l'abjuration ».

S'il n'y participa qu'après son abjuration, il donna, en se prêtant à cet acte de banditisme, une belle preuve de son zèle de néophyte et une illustration des deux maximes de sa nouvelle Église : *Compelle intrare, la fin justifie les moyens*.

Cependant la Cour exultait. M. de Lionne écrivait, de Saint-Germain, le 27 octobre, à l'ambassadeur français en Angleterre, M. Colbert de Croissy :

« Que direz vous, Monsieur, mais qu'en dira-t-on au pays où vous estes, de la grande nouvelle que j'ay à vous donner de la conversion à la foy catholique de M. de Turesne qui fit. il y a quelques jours, abjuration de l'hérésie entre les mains de M. l'archevêque de Paris³ ? »

Et que dira-t-on du rôle de Ruvigny dans cette affaire ? — Qu'il se prêtait à toutes les besognes pour faire plaisir à son maitre, et que les intérêts de sa religion étaient le moindre de ses soucis.

CÉSAR PASCAL.

1. Ruvigny avait d'abord écrit « *quoiqu'il* », et désignait évidemment Turenne. Prudent et rusé comme il l'était, aurait-il corrigé pour éviter d'être clair ?

2. *Manuscripts de la Biblioth. nat. fonds Colbert*, vol. 137.

3. *Archives du ministère des aff. étr.*, Angl. Nég., 1668.

SAINT-ANTONIN

CHRONIQUE CONTEMPORAINE INÉDITE

DES SUITES DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

(1683-1688)

La grande pensée du règne de Louis XIV semble bien avoir été l'anéantissement de la religion réformée; l'entreprise a été préparée de longue main, elle a eu ses hardiesses et ses actions d'éclat : la suppression des synodes, la révocation, l'exil des pasteurs, les dragonnades; elle abonde aussi en mesquines et incessantes vexations. La force et la ruse, les formes de la justice et les séductions, tous les moyens ont été employés avec une fermeté et un esprit de suite qu'on ne peut s'empêcher d'admirer.

Le forfait a été consommé avec une méthode sans défaillance, il demeure incompréhensible qu'en dépit de tout il y ait encore en France une Église réformée. C'est un miracle.

Pour constater le procédé d'anéantissement, il n'est pas besoin de refaire l'enquête magistrale d'Élie Benoit, il suffit de rapporter ce qui s'est passé dans une seule de nos pauvres Églises, de 1683 à 1688.

Saint-Antonin est une petite cité située sur la rive droite de l'Aveyron, au nord des rochers d'Anglars; chef-lieu de canton de l'arrondissement de Montauban, elle a moins de 5,000 âmes, mais elle est signalée comme commerçante et industrielle. On y voit filer la laine et tisser les serges, burats et cadis. Servance lui donne de la pierre lithographique, de la pierre de taille et des schistes pour toiture; on y travaille la phosphorite du pays, pour les usages agricoles, et le chemin de fer de Paris à Montauban lui permet d'écouler facilement ses produits.

Ce gros bourg a derrière lui un long passé. Il suffit du reste, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur le pont du *xiii^e* siècle dont il occupe la tête, sur ses rues dont l'étroitesse explique peut-être la saleté, sur quelques façades

du *xiv^e* et même du *xiii^e* siècle aux colonnettes et sculptures frangées de toiles d'araignée. Une de ces rues forme encore un arc de cercle parce qu'elle se moulait en quelque sorte sur le mur d'enceinte actuellement démoli.

L'hôtel de ville est peut-être le plus ancien de l'Europe, il date du *xii^e* siècle; le rez-de-chaussée se compose d'arcades en ogive supportant une galerie formée de colonnes aux chapiteaux variés, séparées par deux petits piliers sur lesquels s'appuient des figures en demi-relief. Le second étage est percé de deux fenêtres géminées. A gauche se dresse une tour de défense avec beffroi. Dans cette maison de ville qui a grand air se sont accomplis plusieurs actes de notre chronique.

Dans les environs, des grottes et des dolmens attestent que le pays a été habité de toute antiquité. On a retrouvé les restes d'une bourgade romaine, Pépin y a fondé le monastère de S^t Antonin de Pamiers; en 1140 la ville obtint de son vicomte une constitution municipale; au *xiii^e* siècle, elle eut son troubadour, le chevalier Raymond Jourdain.

L'Église réformée, selon Th. de Bèze, y fut plantée en 1561, environ la mi-janvier. De la Rive et Jean Chrestien dit de La Garande y firent quelques exhortations secrètes, et y obtinrent des conversions; le dernier de juin 1561, ceux de S^t Antonin furent bannis par la fureur du peuple (page 365); secourus par ceux de Montauban, ils n'en demeurèrent pas moins chassés jusqu'à la fin d'août, auquel temps ils furent rétablis par ordonnance du sénéchal et l'Église fut dressée par le ministre Vaysse. Mais nous n'avons pas à faire ici l'histoire religieuse de S^t Antonin, et nous en venons de suite à l'année 1683.

A cette époque le scribe du juge de S^t Antonin, fervent protestant mais réduit comme les autres à la douloureuse situation de nouveau converti, se mit à faire pour sa consolation des copies des écrits contemporains qui circulaient en cachette, lettres de Claude, de Jurieu, poèmes consolatoires, exhortations, récits d'histoire, controverses. Ça et là, il a noté les événements qui ont eu lieu dans sa résidence; il nous en est resté deux cahiers de 78 et 176 pages. Avant de don-

ner les extraits qui nous intéressent, nous en résumerons le contenu.

Le premier extrait nous montre qu'avant la Révocation, en 1683, on se préparait aux dernières rigueurs en inquiétant les protestants, les femmes, les gens de métier et marchands, mais aussi les notables, même un notaire et deux anciens consuls. Le pasteur de S^t Antonin, Pierre Bardon, et les anciens du Consistoire avaient reçu, le 12 septembre 1683, signification d'un acte réclamant comme catholiques des gens qui étaient et se disaient protestants. Cet acte, qui à cette heure est tristement significatif, émanait de M^e Jean Cassaing, procureur du Roi en la judicature de S^t Antonin.

La réponse à cette signification fut faite, non par le Consistoire, mais par les personnes visées dans l'acte et sous la forme légale. La signification du procureur portait que Jeanne (Françoise) Villeneuve, femme de Pierre Cassaing, marchand, avait abjuré la religion réformée lors de son mariage dans l'Eglise de Santou, que Antoinette Cavallié (dite Cavalhère) veuve de Jean Aliès Petitou, Florette Roux, femme de Henry Dardenne, demoiselle Isabeau de Bouniol, femme du s^r Abel Becay marchand, Pierre de Jean Cambounet tisserand, Françoise Faurio fille de feu Jean et femme de David Soloniac tailleur d'habits, Isaac Lafon gantier, Anne Delpech femme de Michel Aliès sarger, Florette Berry femme de M^e Jean Plagaven praticien, Jaques Jamme M^e chirurgien, Jean Roux marchand et David Aliès Bernade peigneur de laine sont originairement catholiques, comme nés de parents catholiques et baptisés à l'église, que Marc de Saint-Just bourgeois, David Ventolon brassier, Antoine Villeneuve tanneur et Jean Rieussec hôtelier ayant abjuré la religion réformée y sont retournés par la suite sans faire acte régulier d'abjuration de la religion catholique.

A ces allégations les intéressés répondaient que D. Ventolon et A. Villeneuve n'avaient jamais abjuré; que Françoise Villeneuve mariée à Cassaing en 1642 avait toujours fait profession de la Religion, ainsi qu'il appert d'un acte du 14 juillet 1643. — Le sieur Saint-Just a toujours fait profession de la religion réformée; en 1656 et 1655, il a été consul de la

Religion, pendant 40 ans notaire connu comme réformé, le ministre a béni son mariage et baptisé ses enfants. — Florette Roux, Florette Berry et Pierre de Jean ont été il est vrai baptisés dans l'Église romaine, mais depuis lors il est de notoriété publique et cela depuis plus de 40 ans, qu'ils ont fait profession de la religion réformée, ainsi que le constatent leur mariage et le baptême de leurs enfants. — Jean Roux a été consul et ancien du Consistoire. — Jean Lafon et David Aliès baptisés dans l'Église réformée, Aliès le 21 mars 1626 et Lafon le 21 novembre 1652, selon le livre des actes du Consistoire, ont toujours professé cette religion. — Cavalhé, Faurio, Delpech, de Bouniol, Rieussec et Jamme ont abjuré la religion C. A. R. savoir : Antoinette Cavalhé, mardi 28 février 1652; Françoise Faurio, vendredi 17 mai 1652; Isabeau de Bouniol, dimanche 16 novembre 1653; Anne Delpech, 16 août 1654; Jean Rieussec, dimanche 22 janvier 1662; Jaques Jamme, mercredi 19 juin 1663. Le dernier avait abjuré dans le temple de Puylaurens, les cinq premiers sont inscrits dans le livre du Consistoire de S^t Antonin.

Le 21 août 1685 quatre régiments d'infanterie et de cavalerie arrivèrent à Montauban et furent logés chez les réformés; leurs vexations amenèrent les protestants à s'assembler à l'hôtel de ville, le 24 août jour néfaste de la S^t Barthélemy ils se résolurent d'un commun consentement à donner satisfaction à sa majesté, c'est-à-dire à abjurer.

Dès le 22 août, quatre compagnies de cavalerie furent détachées à S^t Antonin et le mauvais exemple donné par Montauban fut suivi; le dimanche 26 août, une première réunion des réformés eut lieu à la maison de ville, où M. Canistrot raconta ce qui s'était passé, ensuite de quoi on décida d'envoyer M. Brugière pour savoir si on avait accordé à quelques protestants de communier sous les deux espèces.

Le lendemain dans une nouvelle assemblée, on apprit que les réformés de Montauban n'avaient obtenu aucune concession et que ceux qui n'avaient pas abjuré étaient tourmentés par les soldats; les abjurations commencent par les hommes, au nombre de 335, un M. Sahuc eut beaucoup à souffrir; les 24 et 25 septembre on usa des mêmes logements militaires

pour contraindre les femmes et les enfants, bref le nombre total des *nouveaux convertis* fut de 694 personnes, y compris les garçons de 14 ans et les filles de 12 ans.

Le 27, un nouveau converti, Abraam Bez, meurt, on l'enterre au cimetière des catholiques. — Le 6 octobre, on publie l'ordre d'aller à la messe le lendemain dimanche sous peine de 10 livres d'amende; — le 8, mademoiselle Desaintou, Jean Dufaure et d'autres sont condamnés à l'amende pour n'être pas allés à la messe.

Le 16 novembre, l'intendant M. Legoux de la Berchère envoie un hoqueton pour démolir le temple; le lendemain, on y met la main et la démolition est si vivement menée que le 22 elle est achevée et le hoqueton s'en fut démolir le temple de Cajarc (Lot), le dernier debout de la région. Le 7 décembre, l'intendant ordonne la remise des papiers du Consistoire avec déclaration des biens du Consistoire sous peine de 300 l. d'amende, ce qui fut fait; le procès-verbal final fut dressé le 22 janvier 1686.

Le 15 décembre 1685, une partie des matériaux du temple fut vendue à la criée et achetée par Alauset jeune au prix de 150 l. Les vitres et pierres furent à l'encan le 30 janvier 1686. — Le 27 décembre 1685, nouvelle menace de gens de guerre; — le 29, ordre de remettre tous les livres de la religion.

Deux compagnies d'infanterie arrivent le 14 janvier 1686; on les loge ainsi que des cavaliers en quartier d'hiver chez ceux qui n'allaient pas à la messe. Le 23, plusieurs cavaliers vont chercher M. de Brelhac et quelques dames au château de M. d'Apajon. M. de Brelhac saisi ainsi que sa femme, sont conduits tous deux à Montauban, puis à Montpellier, attachés à leur cheval comme des criminels, maltraités, enfin séparés et exilés dans des îles, leur château démoli et leurs biens ravagés.

L'intendant demande une nouvelle estimation plus précise des biens du Consistoire; le 4 février, on nomme des experts et le cimetière des protestants est estimé à 350 l., le bois du temple 250 l., les planchers et la chaire 50 l., la pierre 1,100 l., la tuile 50 l., dont procès-verbal le 12. — Les livres protestants étaient entassés à l'hôtel de ville

depuis le 29 décembre 1685; on les brûla le 1^{er} mars 1686.

Le 6 mars, ordre d'envoyer les enfants aux écoles et à la messe. — Le 15 février, saisie des biens des réfugiés; — 3 juin, ordre secret du roi de faire instruire les apprentis, valets et servantes sous peine d'amende.

La femme de Jaquot de Caussade ayant refusé l'extrême-onction, puis étant décédée, on l'enterre, puis son cadavre déterré est trainé sur la claie par le bourreau, assisté de 6 soldats et le mari emprisonné. — Le 16 juin 1687, ordre d'aller se faire confirmer par l'archevêque d'Alby, de passage à Penne. — Le 18 juillet 1688, la femme de David Combay ayant refusé les derniers sacrements de l'Eglise romaine est ensevelie dans un champ.

Au commencement du mois d'août, les cavaliers du baron de Fontene font la recherche des livres et les brûlent; — 6 septembre, confiscation des biens des réfugiés. — Le 17, nouvelle arrivée de soldats logés chez les nouveaux convertis; — relégation à Rodez de M. Sahuc, de la fille aînée de M. Lagarde et à Villefranche ou à Aubin, de Annette Granier, la fille de Maret et de celle de Becay. — Le 23, on relègue dans l'hôpital de Villefranche le s^r Jean Jaquot.

Un mois plus tard, le 23 octobre, le juge de Saint-Antonin veut saisir au corps Abel Amatis, chirurgien; celui-ci lui échappe, le juge appelle à son aide Jean Vieusseux qui s'y refuse et se retire malgré les menaces; ce petit épisode montre l'esprit de la population.

Le 17, encore une compagnie de cavalerie de Royal Piedmont pour les nouveaux convertis. — Le 7 novembre, il est défendu au régent d'enseigner les nouveaux convertis; il doit les amener aux Carmes. — Le 12, ordre aux gentilshommes nouveaux convertis de ne garder que deux fusils, une paire de pistolets et 6 l. de poudre, de remettre le surplus aux mains du magistrat sous peine des galères perpétuelles. — Le 17, la femme de David Combay et sa fille sont reléguées à l'hôpital de Villefranche. — Mais laissons aux lecteurs le soin de compléter cet aperçu très sommaire d'une douloureuse chronique bien captivante dans sa simplicité.

CH.-L. FROSSARD, pasteur.

[Septembre 1683].

A la réquisition d'Antoinette Cavallié veuve de Jean Aliès Petitou; François Faurio fille à feu Jean femme de David Solomiac tailleur d'habits; dem^{le} Isabeau de Bouniol femme du S^r Abel Bécay mar^d; Anne Delpech femme de Michel Aliès sarger; Jean Rieussec hoste; Jeanne Villeneuve femme de Pierre Cassaing mar^d; Jean Roux mar^d; Florette Berry femme de M^e Jean Plagaven praticien; Jaques Jamme M^e chirurgien; Florette Roux femme d'Henry Dardenne; Pierre de Jean Canbounet tiss^d; Isaac Lafon gantier; David Aliès Bernade peigneur de laine; s^r Marc de S^t Just bourgeois; David Ventolon brassier; Antoine Villeneuve taneur; — tous habitans de la présent ville S^t Antonin faisant profession de la religion P. R.; — soit signifié et fait à scavoir à M^e Jean Cassaing procureur du Roy en la Judicature Royale de lad. ville, — qu'estant advertis que ledit sieur Cassaing a fait signifier par acte du doutse du présent mois à Pierre Bardon ministre et aux anciens du Consistoire de ceux de ladite religion P. R. de ladite ville, que ladite de Villeneuve abjura ladite religion dans l'Eglise de Saintou pour faire profession de la religion catholique apostolique romaine lors de son mariage avec ledit Cassaing; que lesd^s Jeanne Cavalière, Roux, de Bouniol, de Jean, de Faurio, Lafon, Delpech et Aliès sont originairement catholiques pour être nés de parens catholiques et baptisés à l'Eglise; et que lesdits s^r de S^t Just, Ventolon, Villeneuve et Rieussec ont abjuré ladite religion P. R. pour embrasser la catholique et sont retournés à ladite religion sans avoir fait acte d'abjuration de ladite religion catholique.

Ils déclarent audit s^r Cassaing, scavoir ledit de S^t Just, Ventolon, Villeneuve n'ont jamais abjuré ladite religion P. R.; — que ladite François Villeneuve depuis son mariage avec ledit Cassaing contracté en l'année 1642, a toujours fait profession de ladite religion P. R. et qu'en l'année 1643, ayant eu procès contre ledit Cassaing en la cour et Chambre de l'édit de Languedoc, elle est qualifiée dans l'arrest qui feut rendu en cette instance, le 24 juillet 1643, femme dudit Cassaing faisant profession de la religion P. R.; — que ledit S^t Just Ventolon et Antoine Villeneuve n'ont jamais fait abjuration de ladite religion P. R.; que cette prétendue abjuration alléguée par ledit S^r Cassaing, n'estant justifiée d'aucun acte probant suivant que la déclaration de Sa Majesté du 9 octobre 1679 l'ordonne par exprès, ne peut leur estre opposée, outre que, à l'égard dudit de S. Just, il a toute sa vie fait profession de ladite

religion, qu'il a esté consul de ceux de ladite religion l'année 1656 et 1655, qu'il s'est marié trois fois et son mariage béni dans ladite religion et y a fait batiser tous ses enfans, a levé les provisions de l'office de notaire et l'a exercé environ quarante ans faisant toujours profession de ladite religion; — et pour lesdits Roux, Berry et de Jean que quand il seroit vray que le sacrement du baptême leur auroit esté administré à l'Église, que néanmoins estan d'une notoriété publique qu'ils ont actuellement depuis leur batême fait profession de ladite religion jusques à présent, s'estans mariés et leur mariage benit dans ladite religion, et y ayant aussy fait batiser leurs enfans, ledit Roux ayant esté consul de ceux de ladite religion et ancien dudit concistoire, cette profession actuellement faite pendant plus de quarente années les met à couvert de la prétention dudit s^r Cassaing; — et à l'égard desdits Lafon et Aliès, ils ont esté baptisés dans ladite religion, scavoir ledit Aliès le 21 mars 1626 et ledit Lafon le 29 9^{bre} 1652, comme résulte de leur batême incéré dans le livre dudit Concistoire et ont toute leur vie fait profession de ladite religion; — et pour les^d. Cavalher, Faurio, Delpech, de Bouniol, Rieussec et Jamme, ils ont abjuré ladite religion catholique apostolique romaine, scavoir ladite Cavalière le mardy 28 février 1652, ladite Faurio le vendredi 17 may 1652, ladite Bouniol le dimanche 16 9^{bre} 1653, ladite Delpech le dimanche 16 août 1654 et ledit Rieussec le 22 janvier 1662, comme il résulte des actes incérés dans le livre tenu par ledit Concistoire sur ledites abjurations, et ledit Jamme dans le temple de ceux de ladite religion de la ville de Puilaurans le mercredy 19 juin 1663.

Et, attendu qu'au moyen des susdits actes, lesdits de Villeneuve, Roux, Berry, Jamme, Cavallie, Bouniol, Faurio, de Jean, Lafon, Delpech, Aliès, de S^t Just, Ventolon, Villeneuve et Rieussec ne peuvent estre troublés en la profession qu'ils ont toujours faite qu'ils font présentement et veullent faire à l'avenir de ladite religion P. R.; — soit sommé et requis ledit s^r Cassaing de se departir dudit acte et en sus protestē[nt] contre luy de tous dépans dommages et interêts.

Dont acte fait à S^t Antonin, ce vingt quatre septembre mille six cens quatre vingt trois.

Fait et signifié, comme dessus, ledit jour, par moy habitant de S^t Antonin soussigné immatriculé au siège royal de ladite ville, en parlant audit M^e Cassaing trouvé en son dom^{lc} qu'a répondu, coppie que lui ay baillée, des suds abjurations, batêmes, actes, et pris exploit en foy de ce (p. 107-109).

[Août-Décembre 1685].

Le vingt deuxième dudit mois, seroit parties plusieurs compagnies de cavallerie et d'infanterie pour aller dans les lieux circonvoisins de Montauban où il y avoit des gens de ladite religion, et particulièrement arriva ledit jour, dans la ville de Saint Antonin, quatre compagnies de cavallerie qui furent logés sur ceux de ladite religion, lesquels après avoir sceu de la manière que Montauban s'estoit gouverné sur ce sujet, et voyant que ceux quy devoi[en]t nous soutenir avoi[en]t témoigné une grande lâcheté dans ce rencontre où toutes leurs forces se devoi[en]t deploier pour soutenir la cause de Dieu, et que les villes voisines avoi[en]t suivy ce malheureux exemple, ils feurent contraints de s'assembler dans la maison de ville où presque tous les hommes et enfans, chefs de famille feurent le dimanche vingt-sixième dudit mois.

Et après une petite conférence, Mons^r Canitrot auroit représenté à la compagnie ce quy c'estoit passé dans ledit Montauban, et enfin fut résolu qu'on enverroit audit Montauban pour scavoir sy on avoit accordé à quelques-uns des habitans de communier sous les deux espèces comme ils avoi[en]t demandé, sur quoi fut député le S^r Brugière fils, à quoy Mons^r de Thibault com^{te} des guerres qui estoit venu en cette ville avec led. cavaliers, auroit consenty.

Le lendemain, vingt sept, ledit S^r estant de retour, il auroit reporté à l'assemblée qui se fist pour la seconde fois dans ladite maison de ville, qu'on n'avoit point voulu écouter ces propositions, ce quy auroit obligé partie desdits habitans à se résoudre d'obéir au roy et se rengier à l'Eglise catholique et dressé une délibération quy a été signée de ceux quy scavent, et, cela fait, ils seroi[en]t allés se faire recevoir à la grande église en compagnie dudit S^r commissaire, estant en nombre de 335, y compris ceux qui s'en firent incontinant qu'ils eurent logement.

Et comme, dans ledit Montauban, il y restoit encore beaucoup de personnes quy n'avo[en]t point fait abjuration de la religion, on leur donnoit de forts logements et on commandoit aux soldats de ne leur laisser prendre aucun repos denuit ny de jour de telle manière que ceux qui estoi[en]t ainsi traités s'affoiblissoi[en]t de leur corps et de leur esprit, qu'ils n'estoi[en]t plus capables de connaître le mal ou le bien, et par ce moyen ils exigeoi[en]t d'eux la parolle de se convertir.

Dans ledit Saint Antonin n'y resta que fort peu de gens. M^r Sahuc

fut celluy quy a souffert le plus et après avoir abandonné tout et s'étant absenté de ladite ville, il fut en obligation de se retirer ches luy, (y ayant quelque déclaration ou arrêt quy l'enjoignoit sous de grandes peynes, tant contre les fugitifs que contre ceux qui les cacheroi[en]t) et enfin, arrivé dans ladite ville, après avoir resté quelque tems dans la maison de M^r Penavaire, il fut contraint de s'en aller dans sa maison par le capitaine et cavalliers qui avoi[en]t logé auparavant sur luy, quy faiso[en]t leur dépance dans led. logis. Et l'ayant amené dans sa maison, il fut ordonné aux cavalliers de le garder sûrement et ne le laisser en repos ; enfin, ayant echapé, il s'en seroit allé à Paris où on dit qu'il s'est converty, et sa femme ayant resté icy, elle l'auroit fait entre les mains de monsieur l'évêque de Rodés.

Et parce que les femmes ne s'estoient pas converties dans ledit Montauban, quelque tems après on leur auroit donné logement et aux enfans.

Dans ledit Saint Antonin, le 24 et 25 septembre, on auroit aussy donné logement pour les femmes et enfans et filles et enfin tous ont fait leur abjuration. — (p. 123-126).

Dans ledit Saint Antonin il n'est décédé aucun des nouveaux convertis que ce jourdui 27 septembre 1685, qu'Abraam Bez, quy a été enterré au cimetière des catholiques.

Le Semmedy sixième octobre audit an, sur le soir, on a fait crier à son de trompe par tous les coins et carrefours de la ville, d'aller à l'église le lendemain dimanche entendre messe, à peyne de dix livres d'amende portée par l'ordonnance de Philippe Dupin juge de cette ville.

Le huitième dudit mois Mad^{elle} Desaintou, Jean Dufaure mar^d et autres, ont esté exécutés pour les dix livres d'amande portée par ladite ord^e; laquelle, quoyque donnée par ledit juge, n'estoit signée que de Mazet greffier, prenant ledit s^r juge la qualité de subdélégué de M^r de Laberchère intendant et commissaire pour cet effect.

Le nombre de ceux qui ont fait abjuration de la religion est de 694 personnes, compris les femmes, hommes, enfans et filles depuis l'aage de 14 ans pour les enfans et 12 pour les filles.

Le seitsième novembre audit an 1685, jour de Vendredy, arriva en ville un hoqueton de M. l'intendant pour démolir le temple. Le lendemain on y auroit travaillé jusques au 22 qu'ils achevèrent de démolir, partie des materiaux ayant été mis dans la tour, l'autre partie auroit été pris par le s^r de Saint Michel, sestant saisy de plus de vingt quintals fer.

Ledit hoqueton ayant achevé de faire ladite démolition serait allé faire démolir celui de Cajarc qu'on dit être le seul qu'y reste; cette démolition a été faite en conséquence d'une déclaration qui abolit l'édit de Nantes.

Le septième décembre audit an M. Legoux de la Berchère intendant, donna une ordonnance portant que les détenteurs des papiers du Consistoire de ceux de la R. R. les remetroi[en]t à peyne de 300 l. d'amende et que ceux qui avoi[en]t eu le maniment des biens appartenant aud. Consistoire seroi[en]t tenus de rendre compte, avec injonction aux secrétaires trésoriers et syndics de ce faire et déclarer tout ce qui appartient aud. Consistoire, et ordonne que les notaires seront tenus de délivrer et remettre par certificat, entre les mains dudit s^r Dupin juge, les actes concernant ledit Consistoire, laquelle ord^{ce} fut envoyée audit s^r Dupin le 14^e, laquelle il fist signifier le 15 auxd. notaires qu'y ont remis ledits certificats entre les mains dudit sieur juge. Et lesdits syndics, trésoriers et secrétaires, tant les derniers que ceux qui estoi[en]t cy devant, ont déclaré audit s^r juge la consistance desdits biens et ont affirmé par serment n'en sçavoir d'autres.

Durand Mordagne dernier trésorier a rendu compte de l'administration qu'il avoit faite desdits biens et trouvé, par la clôture et audition des comptes faite par ledit s^r juge, que ledit Consistoire luy doit 181 l. 19 s. 6 d. Ledit s^r juge a dressé son verbal de tout ce dessus, le 22^e janvier 1686, que j'ai écrit sous luy.

Le 15^e x^bre aud. an 1685, partie des matériaux du temple ont été criés; le s^r Alauset june a surdit à la cloche à 150 l.

Le 27 dud. mois le s^r de Saint Michel et le père Pommereau sont allés à Montauban pour empêcher que M^r l'intendant ne nous envoiât les gens de guerre qu'on menacoit faute d'aller à l'église.

Le 29 lesdits Pommereau et S^t Michel sont arrivés en la pr^e ville et ont porté une ord^{ce} dud. s^r intendant qui porte qu'on remettra tous les livres de la religion réformée entre les mains des consuls, laquelle ord^{ce} on a faite publier et les habitans ont remis lesd. livres.

[Janvier-Avril 1686].

Le dimanche 14^e janvier 1686 est arrivé deux compagnies d'infanterie qu'on a logés sur ceux qui n'alloi[en]t pas à la messe; on a aussy logés les cavalliers qui sont en quartier d'hiver; le lendemain auroit envoyé David Villeneuve brassier porter un paquet à M^r l'intendant pour avoir le délogement. Ils seroi[en]t partis le

mardy pour aller à Bruniquel où ils auroi[en]t resté plus longtemps, à cause qu'il y en avoi[en]t qui ne s'estoi[en]t pas convertis et mêmes qu'ils n'ont pas été sy bien obéissans pour aller à la messe que nous.

Le 23^e dudit mois de janvier 1686 plusieurs cavalliers de ceux qui sont en quartier en cette ville, ont eu ordre d'aller au chasteau de Mr d'Arpajon pour prendre Mr de Brelhac et quelques dames et dem^{es} quy s'y estoient réfugiés croyant d'être à l'écart des persécutions. Mais comme l'inquisition y est plus forte qu'en aucun endroit du monde, on les chasse comme la perdrix aux champs et dans les cavernes; ils ont été enfin pris et conduits à Montauban où ils sont gardés par de[s] soldats.

Le 30^e on a crié à son de trompe de bailler mémoire des enfans quy sont en vie. — On a ledit jour crié les vitres et pierres du temple.

Le 1^x^e février on a fait proclamer que tous ceux qui sauroi[en]t quelqu'un de la religion réformée qu'il eut à le déclarer à peyne de cent livres d'amende.

Monsieur du Verdier, pour avoir receu dans son château Monsieur de Brelhac et la dame sa femme et souffrir qu'ils y ayent couché, ont eu logement des cavalliers. — Paul de Granier s^r de Vernoye a aussy quatre cavalliers logés sur luy, pour avoir aussy souffert quelques de la religion dans sa maison.

Ledit s^r de Brelhac quy avoit été mis en prison a été conduit de Montauban où il étoit, à Montpellier avec sa Dame, qu'on dit avoir été attachés à leur cheval comme des criminels et que mêmes ils ont été maltraités par les soldats, les ayant séparés l'un de l'autre et on dit que de là ils doivent être conduits sur une isle séparés l'un de l'autre, leur ayant démoly leur château et coupé les arbres fruitiers et ce qui estoit à leurs terres.

Ledit s^r intendant n'ayant pas été satisfait du verbal que le juge a dressé concernant les biens du Consistoire dont il a été parlé cy dessus; il le lui avoit renvoyé pour y ajouter l'extimation des biens dud. Con^{te}; en conséq^{ce} de quoy, le 4^e dud. mois de février, il auroit nommé pour experts aux fins de lad. extimation Bartélemy Granier et Abel Becay mar^{ds} quy avoi[en]t extimé le cimetière 350 l. — Pour extimer le bois du temple a nommé Antoine Fevrié et Jean Uergonhon menuisiers, quy ont extimé le gros bois 250 l. et les planches et la chaire avec l'escalé, 50 l., faisant 300 l.

Pour extimer les autres matériaux dud. temple, Jean Amiel et Antoine Amaux macons, et ont extimé la pierre 1100 l. et 50 l. la tuille canal. Lesd. Févrié, Uergonhon, Amiel et Amaux ont procédé

à lad. extimation le 7^e dud. mois que la montrée leur en a été faite par Bertrand Portal mar^d depo^{re} des clefs de la tour dudit temple où lesdits materiaux sont; le 12^e dud. mois lesd. extimations ont été insérées aud. verbal.

Ledit s^r Juge, pour l'adresse dudit verbal ou audition du compte dont est parlé ci-dessus, a fait un rolle de 50 l. que je luy ay escrit et l'a envoyé aud. s^r intendant et demandé aussi pour le greffier 25 l.

Depuis le 29 x^{b^{re}} 1685 que tous les habitans firent remise des livres de la religion, comme il est dit cy dessus, on les a laissés dans l'hostel de ville jusques au premier mars 1686 qu'on les a brullés dans lad. maison de ville. — [note marginale] Le aoust 1688 le baron de Fontene cap^{ne} d'une compagnie de cavalerie estant logé en quartier d'hiver et rafraichissant son frère cap^{ne} réformé du même régiment de Duga, fit recherche des livres et en trouva dans un boigne ap^{an} à Dalmon.

Le 6^e dudit mois de mars on a fait proclamer une ord^{ce} dud. s^r intendant quy ordonne aux chefs de famille quy ont des enfans de les envoyer aux escolles pour leur faire aprendre la religion catholique romaine et enjoint aux maitres des escolles de faire entendre tous les jours la messe auxdits enfans. — (p. 155-163).

Le 15^e fevrier aud. an 1686, ord^{ce} de M. l'intendant quy ordonne qu'en conséquence de l'édit et déclaration du roy des mois d'aoust et d'octobre derniers que, nonobstant les cedulles, obligations et autres contrats faits par les affidés des fugitifs de la religion, leurs biens seront saisis et décrétés à la requête de M^{rs} du domaine et deffend à tous juges d'en connaitre à peyne de nullité, cassation des procédures, dépens, damages et interêts.

Le troisième juin 1686 Legoux de la Berchère intendant donna ordonnance portant qu'en conséquence des ordres secrets du roy il est enjoint aux maitres quy ont des aprentifs et autres personnes dans leurs maisons, soit valets et servantes, de les faire aler à l'escolle et autres instructions, à peyne d'amande telle que sera arbitrée par ledit s^r intendant laquelle sera payée nonobstant apellation.

Quelques jours avant la dite ordonnance la femme du s^r Jaquot, de Caussade, s'estant alitée, à cause de sa maladie on luy auroit porté l'extrême onction, laquelle ayant refusé de recevoir et estant décédée de cette maladie, on l'avoit enterrée et quelques jours après faite desenterée et ensuite trener par la ville sur une claye par le bourreau et obligé ledit Jaquot de suivre le dit bourreau pendant qu'on trenoit le cadavre de sa femme; et ensuite on l'auroit

emprisonné avec quelques uns de ses parans et on auroit fait garder le cadavre de ladite Jaquot par six soldats. — (p. 167-168).

Au mois d'avril 1686 le roy pourveut le s^r de Villette du gouvernement de S^t Antonin; le sis dudit mois les s^{rs} de S^t Michel, Pomier, Gibier et Delpech auroi[en]t assemblé le con^el pour recevoir ledit s^r.

[Juin 1687].

Le 16 juin 1687 on fist proclamer à son de trompe par tous les coins et carrefours de la ville de se préparer pour aller à Pene confirmer dans la religion catholique où M^r l'archevêque d'Alby se devoit trouver.

Le lendemain 17, le S^r Pomier, Iacmé, Lafontaine consulz et autres habitans s'en allèrent à Milliares où led. seigneur se trouva pour le même sujet. — Le 19 dud. mois on fist encore proclamer de s'en aller le lendemain aud. Pene.

Le 18 juillet 1688 Carrière, femme de David Combay sarger de la présente ville Saint Antonin, estant décédée, sans avoir voulu confesser ny recevoir l'extrême onction, on n'auroit pas voulu souffrir qu'on l'ait ensevellie au cimetiere. Sur ce reffus led. Combay l'auroit, de nuit, fait porter à un chenevier joignant le pré commun app^{ant} à Azemar où on l'auroit ensevelie.

[Août-Novembre 1688].

Environ le commencement du mois d'aoust aud. an 1688, la compagnie de cavallerie de M^r le baron de Fontene, du régiment Duga, arriva en cette ville et parce que led. s^r de Fontene estoit absent, le chevalier de Fontene son frère, capitaine réformé, ayant resté en cette ville, il auroit pris le soin de lad. compagnie. A quelques jours après être arrivés, il auroit fait de grandes menaces aux nouveaux convertis. Le 11 dud. mois il auroit fait assembler toute la compagnie dans la place publique de cette ville et ensuite auroit donné ordre à plusieurs des cavalliers d'aller dans la maison de Daniel Mordagne mar^d pour chercher des livres et des bayonnettes. Quelques momens après on auroit destaché cinq ou six des cavalliers pour aller faire la même recherche dans la maison de M^r Sahuc et en suite dans celle qu'il a à Ponchet et le même jour on auroit encore envoyé quelques autres cavalliers dans la maison que led. Mordagne a à Fondepio, mais ils n'auroi[en]t rien trouvé en aucune desd. maisons. Lad. recherche auroit esté continuée pendant toute la

semaine, scavoir au pigeonnier du s^r Penavaire des Amatis, hoste, où les chanoines furent, sur le bruit que le s^r de Bourbon avoit des livres dans sa chambre, où on n'auroit rien trouvé et enfin, sur l'indication qu'on asseure avoir esté faite par Guillaume Laborde maréchal, partie desd. cavaliers seroit allé dans un boigne qui est vis à vis du dernier de sa maison, où ils auroit trouvé plusieurs Bibles et autres livres que le dit chevalier auroit luy même brullés, le 29 dud. mois, devant la maison de David Bouvon hoste ou dans icelle.

Le 6^e 7^{bre} aud. an 1688, on a fait publier une ord^{ce} de M. l'intendant donnée en conséquence de la déclaration du roy qui ordonne que tous les biens des nouveaux convertis qui ont déserté de France sont confisqués en faveur du domaine, par laquelle ord^{ce} il est enjoint à tous les créanciers et prétendants sur les biens desd. déserteurs, de produire leurs hipotèques dans un an, autrement qu'ils seront descheus des demandes et prétentions qu'ils pouvoit faire.

Le 16 7^{bre} aud. an M. Dauriac cap^{ne} du régiment de Lavalette auroit logé en cette ville en conséquence de l'ordre de M^r de St^t Rut sur les nouveaux convertis.

Quelques jours après seroit passé une autre compagnie du régiment Duga, qui auroit esté logée sur lesd. nouveaux convertis.

Le 17^e dud. mois M^r Sahuc relégué à Rodez, ensemble la fille aynée du s^r Lagarde fut reléguée aud. Rodez dans le couvent et led. s^r Sahuc en prison, comme aussi, le même jour, fut reléguée la fille de Granier nommée Annette, celle de Maret et de Becay à Villefranche ou à Aubin.

Le 23^e dud. mois le s^r Jean Jaquot mar^d fut relégué à Villefranche dans l'hospital, auquel jour on luy délogea deux cavaliers qu'on avoit logés sur luy et le lendemain il fut conduit par le nommé Metail.

Le 7 8^{bre} la compagnie de Lavalette seroit partie pour aller dans la Xaintonge.

Le 13 dud. mois M. le juge auroit saisi luy même au corps Abel Amatis chirurgien qu'il auroit trouvé devant la maison de Villeneuve, mais led. Amatis ayant fait effort pour se dégager, il auroit eschapé et à même tems. led. s^r juge ayant veu le s^r Jean Vieussieux mar^d, il luy auroit crié de venir au secours, lequel l'auroit refusé s'estant retiré, sur quoy led. juge l'auroit menassé.

Le 17 dud. mois d'octobre une compagnie de cavallerie du régiment de royal Piedmont seroit arrivée en cette ville, laquelle auroit esté logée, comme les autres, sur ceux de lad. religion.

Le 7 9^{bre} aud. an 1688, auroit esté proclamée une ord^{ce} de M. l'intendant portant deffance au nommé Bromes Roubiac régent de n'enseigner aucun nouveau converti mais de les amener aux carmes et enjoit aux parens de les y conduire à peine de 50 l. d'amande.

Le 12 dud. mois on a fait publier un arrêté du con^{sl} datté du 25^e dud. mois d'octobre, par lequel il est dit que le Roy ayant esté adverty que plusieurs gentilshommes nouveaux convertis, avoi[en]t fait amas d'armes et de poudre, il leur est ordonné de les remettre, dans quinzaine, entre les mains des magistrats, permettant ausd. gentilshommes d'avoir deux fusils et une paire pistolet et 6 l. poudre et en cas que ils se trouvero[en]t saisis de plus grand nombre, ils sont condamnés aux gallères perpétuelles, au pied duquel arrest M. de Roque gouverneur des troupes de Guienne auroit mis son ord^{ce} portant que tous les nouveaux convertis remettront leurs armes dans le même délai et sur les mêmes peines.

Le 17 dud. mois de novembre la femme de David Combay bourgeois et sa fille ont esté reléguées à l'hospital de Villefranche.

Le 23 dud. mois le s^r de Lostange consul seroit allé dans la boutique de Ramond Molis armurier, où il auroit trouvé plusieurs épées et sabres, lesquels il auroit cassés à la réserve de quelques unes qui appartenoit à des habitans, en ayant 22 de coupées en présence de Delpech, ce qu'il n'auroit point droit de faire, à cause que lad. quinzaine n'estoit point eschue. — (p. 171-176).

(Mss S^t Antonin, t. II. Bibl. Frossard).

SÉANCES DU COMITÉ

14 février 1893

M. le baron F. de Schickler étant retenu chez lui par ordonnance du médecin, la séance est présidée par M. Charles Read. MM. Douen, Franklin, F. Puaux, A. Réville y assistent. MM. Raynaud et Tanon se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Weiss lit le document suivant parce qu'il complète et appuie le résultat des recherches de M. P. de Felice au sujet de la prétendue taxation des bancs des temples ou des actes pastoraux

des protestants. M. Weiss a trouvé cette pièce aux Archives nationales, carton TT. 317^A, n° 41 :

« Pour obéir et satisfaire à l'ordre de Monseigneur Meliand in-
« tendant de cette généralité, du neufiesme décembre dernier,
« signifié par Jacques Sergant huissier, selon son exploit du
« saisième du mesme mois, nous, ministres, anciens et diacres
« faisons profession de la religion prétendue réformée et composans
« le consistoire de Caen, déclarons sincèrement et de bonne foy
« que nous n'avons jamais imposé aucuns deniers sur ceux de lad.
« religion, non seulement depuis l'année mil six cens soixante et
« dix, mais en aucun temps, devant ou après, et que tant les mi-
« nistres que les pauvres de lad. religion prétendue réformée ont
« tousjours esté entretenus parmy nous par des contributions volon-
« taires et par des aumosnes entièrement libres, sans aucune taxe
« ni cotization pour quelque autre affaire que ce soit, si bien que
« l'arrest du Conseil d'État donné le dix-huitiesme novembre mil six
« cens quatre vingt ne regarde point led. consistoire, puisque cet
« arrest n'est que pour ceux qui ont fait des impositions exécutoires
« en conséquence de l'article quarante quatrième des particu-
« liers de l'édit de Nantes, ce qui forme une espèce toute diffé-
« rente, à laquelle nous dits ministres et diacres n'avons point de
« part. C'est la déclaration véritable que nous faisons aujourd'huy
« huitiesme octobre mil six cens quatre vingt un.

« Signés Du Bosc, Morin, Guilbert, Jacques Legendre ancien,
« Carbonnel ancien, Huet diacre, et de la Mare diacre, avec pa-
« raphe. »

Au dos on lit : R. P. R. 1681, Caen Consistoire. Envoyé le 6 juillet par M^e Meliand.

Communications. — Il est donné lecture d'une lettre de M. F. de Schickler exprimant ses regrets de ne pouvoir assister à cette séance, et d'une requête de M. Blanchon, peintre, qu'il transmet au comité. Dans ces lignes, M. Blanchon demande l'autorisation d'exposer dans notre salle un grand tableau qu'il a peint et fait apporter sur la *Conférence de Fontainebleau*. Il désirerait faire voir cette peinture à un certain nombre de personnes et la mettre ensuite en loterie. Le comité décide, après un court entretien, d'accéder à cette requête, sans encourir aucune responsabilité quant au résultat de cette exposition restreinte. — M. Weiss dépose ensuite, de la part de M. de Schickler, la notice dans laquelle il a résumé l'histoire de la Société depuis son origine, pour le *livre d'or du protestantisme français*, et qui doit être complétée par une note étendue

sur la *France Protestante*. Les membres présents conviennent, pour les corrections de détail et le complément de cette notice, de s'en remettre aux soins de MM. Read, Puaux et Weiss. — Ce dernier raconte qu'au Ministère de l'instruction publique il a été convenu, contrairement aux prévisions autorisées par les circulaires antérieures, que les Sociétés savantes admises à exposer à Chicago ne pourraient présenter, à cet effet, que ce qu'elles ont publié en 1891; ceci réduirait notre participation à l'envoi du *Bulletin* de cette année. Mais il a déjà entrepris quelques démarches afin d'obtenir des conditions un peu moins étroites et qui fassent connaître moins imparfaitement notre œuvre. — Quelques remarques sont encore échangées au sujet de l'insertion du portrait de M. J. Bonnet, dans la notice de M. F. de Schickler, et la séance est levée après la lecture du sommaire du *Bulletin* qui vient de sortir de presse et le vote d'un exemplaire gratuit pour le cercle protestant des étudiants, 42, rue Saint-Jacques.

14 mars 1893.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Ch. Waddington, vice-président, MM. Bonet-Maury, Douen, Franklin, Frossard, Martin et Raynaud. M. Réville se fait excuser.

Communications. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Weiss lit les dernières lettres qu'il a reçues de M. de Schickler et desquelles il résulte que des négociations sont en bonne voie pour fixer à Royan et environs la réunion de la prochaine Assemblée générale de la société. Puis il rend compte de ce qui a été fait et obtenu, grâce à MM. Gréard et X. Charmes pour que notre participation à l'Exposition de Chicago ne fût pas limitée à un seul volume du *Bulletin*. Les 6 volumes que nous avons été autorisés à faire figurer (*France Prot.*, VI, *Bulletin* 1891, *les Eglises du refuge en Angleterre*, 3 vol., et la *Chambre ardente*) ont été reliés et enfermés dans une sorte de boîte ouverte au devant de laquelle un cartouche artistique reproduit une vue réduite mais très exacte de la Bibliothèque, la date de fondation et la devise de la Société. Enfin, après que cet ensemble a été approuvé à la Sorbonne et au Ministère, il a été emballé ici même, afin d'arriver à Chicago aussi intact que possible. — Le projet de carte pour les membres honoraires est soumis au Comité, et M. Bonet-Maury communique une lettre du président de la *Come-nius Gesellschaft*, qui demande une notice de notre Société pour

faire connaître cellé-ci aux lecteurs du Bulletin mensuel qu'il dirige. On attendra, pour la lui envoyer, que le tirage à part du travail rédigé par M. de Schickler pour le *Livre d'Or*, ait paru.

Bulletin. — M. Weiss présente le sommaire du numéro qui va paraître avec un retard causé par la disparition d'une épreuve, et M. Frossard offre quelques extraits intéressants d'un manuscrit qu'il possède, sur ce qui s'est passé à Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), avant et après la Révocation.

Bibliothèque. — Elle s'est accrue d'un lot considérable de thèses, de revues théologiques, et de brochures envoyées par Madame Recolin et qui compléteront très heureusement plusieurs de nos séries.

CORRESPONDANCE

Caen, Nouvelles Catholiques et Assemblées secrètes. — L'article que j'ai consacré il y a quelques semaines (voy. plus haut, p. 63) à *Caen, cinq ans après la Révocation*, m'a valu deux intéressantes communications. — Notre collègue, de la Société huguenote de Londres, M. Henry Wagner, exprime le désir d'être renseigné sur la famille de Varignon dont trois demoiselles figurent parmi les signataires de la lettre datée du grenier des Nouvelles Catholiques (8 avril 1690). Il se demande si elles ne furent pas filles de *Pierre de Varignon*, sieur de Languersy qui épousa à Rouen, en 1658, *Madeleine Lalouel* et eut au moins quatre fils, dont l'un, *William de Varignon* (*aliàs Vernon*), servit dans la marine britannique. En 1702 son frère *Francis*, marié à Copenhague et connu comme *M. d'Aprémont*, écrit dans une lettre que ce William « fut tué après avoir pris « le chemin couvert de la citadelle de Liège, et un drapeau qu'il « avait glorieusement pris. Il fut malheureusement tué du dernier « coup de fusil qui fut tiré à ce siège. » — M. Wagner ne connaît que ces deux fils et suppose que les deux autres, dont l'aîné se disait « *chevalier de Putot* », restèrent en France et abjurèrent. — J'ai soumis ces questions à M. S. Beaujour qui n'a pu y répondre n'ayant pas ses notes sous la main, et à M. A. Galland qui m'écrit que, d'après P. Carel (*Etude hist. sur le barreau de Caen*, Caen, 1889, in-12), il ne connaît que *Denis de Varignon*, écuyer, avocat au bailiage de Caen, 1614, épouse *Marguerite de Cingal*; un de leurs

enfants est nommé par *David Lalouel*, avocat au parlement de Rouen.

A cette réponse, M. Galland ajoute quelques remarques :

1° Caen n'est pas, à proprement parler, la capitale du pays de Caux, qui s'étend de cette ville vers le Havre, mais en réalité est situé dans le pays d'Auge.

2° Le couvent des Nouvelles Catholiques n'avait pas, en 1690, l'aspect qu'il a aujourd'hui après avoir été reconstruit à la suite de diverses acquisitions. — Je réponds que je n'ai pas voulu donner d'autre vue que celle du bâtiment actuellement connu sous ce nom et dont quelques parties sont certainement anciennes. Ainsi j'ai pu, tout récemment, prendre, sur le rebord extérieur de la troisième fenêtre à gauche du deuxième étage du pavillon central, un ca'que exact de l'inscription SAUVÉ que j'avais signalée ici même en 1897 (p. 26), d'après une communication digne de foi. Or, cette inscription, très bien conservée d'ailleurs, rappelle d'une manière trop significative certaines détentions et évasions, pour ne pas en être contemporaine.

3° Enfin M. Galland dit que les assemblées de 1689, chez Jacques Simon dit Triasnon, ne furent pas les premières de ce genre après la Révocation, puisque le même dossier (*Arch. nat.*, TT. 317^a) qui les signale, renferme un procès-verbal d'arrestation de neuf personnes surprises, *le dimanche 26 septembre 1688, chez Jacques Deliot*. — J'aurais dû effectivement mentionner cette assemblée. Mais je crois que ce ne fut pas un culte proprement dit et destiné à avoir lieu régulièrement comme les réunions de la fin de 1689. Le procès-verbal du 26 septembre 1688 ne mentionne, en effet, si je ne me trompe, ni prières, ni chant de psaumes, mais seulement une lecture. Il est probable que les quelques personnes qu'on surprit (Jacques Deliot et Anne Richard sa femme, Jean Le Noble et Madeleine Lilais sa femme, de la paroisse St-Sauveur, Jean James de la paroisse St-Nicolas, Guillaume Gaultier et Françoise Louvel sa mère de la même paroisse, Anne Azire de la paroisse Notre-Dame, et Marie Lefebvre, femme de Benjamin Le Cornu, boulanger de ladite paroisse) s'étaient donné rendez-vous uniquement pour entendre lire un livre qui venait de paraître à Rotterdam, chez Abraham Acher, sous le titre significatif de *La Récompense du fidèle et la condamnation des apostats, ou Sermon sur Mathieu, chap. X, v. 32-33, avec la dernière exhortation que M. Claude fit à Charenton* (voy. *Bull.* 1887, p. 147-160). Ce fut *Guillaume Gaultier* — peut-être un membre de la famille Gaultier dont le *Bull.* de 1891 a parlé (p. 533) — qui fit

cette lecture chez Deliot et prépara ainsi la réaction morale et religieuse dont le culte clandestin de 1689 fut la manifestation décisive ¹.

N. WEISS.

NÉCROLOGIE

Hippolyte Taine et le Protestantisme.

On a été fort surpris, dans certains milieux, par la nouvelle des obsèques religieuses de Taine; bien plus, par la nouvelle qu'elles avaient été présidées par un ministre du culte protestant. Quelques journalistes libres-penseurs se sont même indignés que la famille eût fait injure à ses idées, en laissant croire par là qu'il les avait reniées; tandis qu'en réalité il aurait professé jusqu'à la fin les doctrines positivistes. On aurait pu s'épargner cette surprise et cette indignation, en suivant plus attentivement l'évolution de ce grand esprit et de cette âme absolument sincère. En effet, depuis trente années, Taine avait singulièrement modifié sa conception du monde, et du christianisme en particulier. Quand il écrivait sa brillante histoire de la littérature anglaise, appliquant rigoureusement sa théorie de la race et du milieu, il définissait la Réforme : « Une Renaissance appropriée au génie des peuples germains », et ils s'efforçait d'expliquer le protestantisme par le climat du Nord et par le sentiment mélancolique, l'idée de résistance aux intempéries qu'il engendre. Néanmoins, il avait déjà entrevu le propre caractère de la révolution religieuse du xvi^e siècle : « Ce qui distingue le génie des autres, » disait-il, ce sont ses préoccupations morales. Tout ce monde visible « est vain; il n'y a de vrai que la vertu de l'homme, l'énergie courageuse par laquelle il prend le commandement de lui-même et l'énergie généreuse par laquelle il s'emploie au service d'autrui... » Ce qui les révolte contre la pompe et l'insolence ecclésiastiques, « ce n'est ni l'envie, ni la colère, ni le besoin révolutionnaire d'appliquer la vérité abstraite, mais la conscience ². » Et Taine con-

1. D'après les archives du bailliage de Caen, minutes des sentences 1686-1688 (Arch. du Calvados, note de M. Galland), la réunion du 26 septembre 1688 fit arrêter Jacques Deliot, Guillaume Gaultier, Françoise Louvel, Jean James, Magdelaine Lilais et Anne Azire.

2. *Histoire de la littérature anglaise*, I, p. 158; II, p. 288-289. — A rapprocher de cet extrait caractéristique des *Notes sur l'Angleterre*, concernant la supériorité de sa religion : « Elle subordonne les rites et les dogmes à la morale. Elle prêche le *selfgovernment*, l'autorité de la con-

cluait en disant qu'on ne fonde pas une société sur le culte du plaisir et de la force ; on ne fonde une société que sur le respect de la liberté et de la justice.

Il aurait pu prendre ces dernières paroles pour épigraphe de son dernier ouvrage sur les *Origines de la France contemporaine*. Car par une étude impartiale et minutieuse des hommes et des choses de la Révolution française, il est arrivé, en dernière analyse, aux mêmes conclusions qu'Edgar Quinet, à savoir que, ce qui avait manqué à la Révolution pour fonder un gouvernement stable, c'était le sentiment du juste et le respect de la conscience religieuse. C'est dans ses études, hélas ! interrompues, sur la reconstruction de l'Église en 1800¹, que l'on trouve son jugement définitif sur le protestantisme et la religion chrétienne. Du premier, il trace, en parallèle avec le catholicisme, une esquisse remarquable par sa précision et sa vérité : « Pour les protestants, écrivait-il, l'Écriture, qui est la parole de Dieu, est la seule autorité spirituelle ; toutes les autres : les docteurs, les Pères, la tradition, les papes et les conciles sont humaines et partant faillibles ; et, de fait, à plusieurs reprises elles ont gravement erré... Chez les protestants, les rites ont presque disparu ; pris en eux-mêmes, ils ne sont pas considérés comme méritoires, à peine les sacrements sont-ils obligatoires. En fait de prescription positive, il n'est resté que la lecture de la Bible ; et le devoir, allégé de la piété externe, s'est réduit à la piété intime, aux vertus morales, à la véracité, à la probité, à la tempérance, à la persévérance, à la volonté énergique d'observer la consigne que l'homme a reçue sous deux formes et qu'il peut lire en deux exemplaires concordants, dans l'Écriture interprétée par la science et dans sa conscience éclairée par l'Écriture. »

Et il termine, en donnant la caractéristique du pasteur protestant, par opposition au prêtre catholique.

science, la culture de la volonté. Elle laisse une place assez large à l'interprétation et au sentiment personnel. Elle n'est pas décidément hostile à l'esprit des sciences modernes ni aux tendances du monde moderne. Les prêtres sont mariés ; elle fonde des écoles, elle recommande l'action, elle ne conseille pas l'ascétisme. Ainsi rapprochée du laïque, elle a de l'autorité sur lui ; le jeune homme en entrant dans la vie, l'homme fait en fournissant sa carrière, se trouve jusqu'à un certain point contenu et guidé par un ensemble de croyances antiques, populaires, fortifiantes, qui lui fournissent une règle de conduite et une idée noble du monde. — Chez nous, à vingt ans, obligé de se faire de lui-même et par lui seul cette idée et cette règle, il n'y parvient que tard, parfois incomplètement, ou point du tout. » (Réd.)

1. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juin 1891.

Dans ce tableau, la balance est visiblement en faveur du protestantisme ; ce qui a attiré Taine vers nous, ce qui l'a déterminé à confier à l'un de nos pasteurs l'éducation de ses enfants et le soin de prononcer les adieux suprêmes, c'est qu'il a rencontré dans nos Églises une piété plus intime et plus sobre, la réduction de tout ce qui est extérieur et formel à sa plus simple expression et, surtout, l'accent mis sur les vertus morales.

Mais, ce rigoureux logicien n'a eu garde de négliger l'élément social et mystique du christianisme, et voici en quels termes il en faisait ressortir la valeur : « Quand on s'est donné ce spectacle
« (celui des États du monde païen), on peut évaluer l'apport
« du christianisme dans nos sociétés modernes ; ce qu'il y a introduit
« de pudeur, de douceur, d'humanité ; ce qu'il y maintient d'hon-
« nêteté, de bonne foi, de justice. Il n'y a que lui pour nous retenir
« sur notre pente natale, pour enrayer le glissement insensible par
« lequel incessamment et de tout son poids originel, notre race
« rétrograde vers ses bas-fonds. Et le vieil Évangile, quelle que soit
« son enveloppe, est encore aujourd'hui le meilleur auxiliaire de
« l'instinct social... C'est lui qui fournit encore aux 400 millions
« de créatures humaines, les ailes pour les conduire au delà des
« horizons bornés, pour les enlever par la pureté et la bonté, au delà
« du sacrifice. »

L'homme qui a écrit ces lignes n'était certes pas un matérialiste, ni même un positiviste, comme on l'a écrit. Il était bien près d'être un disciple du Christ, car, s'il ne pouvait souscrire à tel ou tel Credo théologique, du moins il mettait en pratique ce précepte du divin Maître, négligé par tant de chrétiens de nom : « *Demeurez dans ma parole et vous connaîtrez la vérité. La vérité vous rendra libres.* »

G. BONET-MAURY.

P.-S. — Si nous mentionnons ici la mort de M. Taine, ce n'est pas uniquement à cause de l'hommage significatif et raisonné rendu au protestantisme par cet observateur à la fois si pénétrant et si exactement informé. C'est aussi parce que, dans ces dernières années, il avait commencé à s'intéresser à l'histoire de la Réforme française. Il tenait de notre collaborateur, M. A. Lods, les chiffres qu'il a cités page 230 du t. I du *Régime moderne (Origines de la France contemporaine)*, et j'eus deux fois le privilège de le voir, à la suite de cette question qu'il lui adressa le 18 mars 1889 : « Avez-vous des chiffres positifs ou probables pour le nombre des protestants de France sous Henri IV, après l'édit de Nantes ? A cette époque les protestants ont dû faire une enquête là-dessus.

« Henri IV, plus tard Richelieu (après la prise de la Rochelle), « enfin les ministres de Louis XIV (avant la révocation de l'édit de « Nantes), ont dû avoir des aperçus sur le nombre ou du moins sur « la proportion des calvinistes en France. » — J'ai pu apporter à M. Taine quelques-uns des renseignements qu'il demandait, et m'assurer qu'avec son besoin habituel de précision il cherchait à se former une idée exacte de l'influence exercée par le protestantisme sur le développement social de la France. — Tous ceux qu'intéresse une question encore si rarement abordée avec impartialité, regretteront avec nous qu'elle n'ait pu être traitée, même incidemment par un esprit philosophique aussi libre de tout préjugé qu'il était passionné pour la vérité. N. W.

M. L. R. Pilatte.

(VENDÔME, 2 septembre 1822 — NICE, 31 mars 1893)

C'était aussi un prosélyte que M. Léon-R. Pilatte, dont nous avons eu la douleur d'apprendre la mort, survenue à Nice le Vendredi-Saint, 31 mars, à 71 ans. Mais sa conversion n'avait pas été le résultat tardif de l'étude et de la réflexion; dès l'âge de 16 ans, la lecture de l'Évangile avait fait de cet humble ouvrier tourangeau l'un des nôtres. Et, à partir de ce moment, il n'a pas cessé de servir la cause de cet Évangile, par la parole et par la plume, avec une ardeur, une indépendance et un talent auxquels tous ceux qui l'ont connu ont rendu le plus sincère hommage. — Dans la chaire dont il faisait volontiers une tribune, en évangélisant les paysans de l'ouest (1844-48), les ouvriers parisiens du faubourg Saint-Marceau (1848-50), ou les foules élégantes et cosmopolites de Nice (1855-75); — et dans la presse politique et religieuse, à partir de 1869 surtout dans l'ÉGLISE LIBRE, dont il fit le périodique protestant français le plus répandu, — partout Léon Pilatte combattit, avec une verve toujours renouvelée, le bon combat de la vérité contre le mensonge ou l'hypocrisie, de la liberté contre la servitude politique ou ecclésiastique, des protestations indignées contre la lâcheté et la honte. Nous n'avons pas à apprécier ici cette plus grande et plus utile partie de sa carrière. Mais nous ne devons pas oublier qu'après un écrit sur le *Synode réformé de 1848*, avant que M. Jules Bonnet publiât les *Lettres françaises* de Calvin, M. Pilatte s'imposa un labour aussi lourd que désintéressé, en rééditant (1855-1860) les *Commentaires sur le N.-T.* et les *Psaumes*, et l'*Institution chrétienne* du grand Réformateur (8 vol. in-8°). En 1885, il compila le *Recueil des*

Édits, Déclarations et Arrests contre la R. P. R. qui n'est pas complet, mais dont il réussit à faire un succès de librairie et qui pénétra ainsi dans plus d'une bibliothèque où notre histoire ne brille guère que par son absence. — Je garde le plus vif souvenir d'une semaine passée sous son toit hospitalier, dans ce vaste cabinet de travail où plus d'un vieux bouquin huguenot côtoie les livres modernes, et en me rappelant tel trait de ses causeries si spirituelles, si riches de souvenirs vécus, je me suis souvent dit que si jamais M. Pilatte rédigeait ses Mémoires, nous aurions là des éléments hors ligne pour une histoire vraie de notre protestantisme français contemporain. Mais ce qu'il a semé à pleines mains suffit à lui assurer, dans cette histoire, une place à part et bien en vue. Car nul n'a su montrer comme lui que nous avons autre chose à faire qu'à coucher sur nos positions et à enterrer solennellement nos morts. N. W.

M. Louis-Frédéric-Ernest Gaullieur

Une triste nouvelle nous arrive aussi de Bordeaux. Le 3 avril, M. L.-F.-Ernest Gaullieur y est mort à 68 ans, après avoir laborieusement reconstitué les archives de la ville, désorganisées par l'incendie de 1862. En me rendant à Pau, il y a deux ans, je m'étais arrêté pendant quelques heures pour lui serrer la main. Il était déjà brisé par la maladie qui l'a sans doute emporté, et c'est avec un profond découragement qu'en me faisant les honneurs de son dépôt, il m'entretenait de son *Histoire de la Réformation à Bordeaux*. Entrepris après sa savante *Histoire du Collège de Guyenne* (1874), cet ouvrage devait couronner sa carrière littéraire et historique. On peut relever, dans les 500 pages du tome I^{er} (1884), qui s'arrête à la paix d'Amboise, quelques erreurs et lacunes qu'expliquent le tempérament et l'éducation première d'un écrivain qui avait débuté par la carrière militaire. Mais, par contre, elles nous révèlent un grand nombre de faits inédits, empruntés à des sources de première main, et il est infiniment regrettable que cet utile et si honorable travail n'ait rapporté à l'auteur que des charges matérielles et des déboires. Le tome II, qui nous aurait renseigné sur la Saint-Barthélemy et la Ligue dans le ressort de ce dur parlement de Guyenne, et qui — si je ne me trompe, — est terminé, verra-t-il le jour? Espérons que la dette contractée envers l'historien d'une Église aussi considérable par ses souvenirs que par son importance actuelle, finira par être un jour acquittée. N. W.

Le Gérant : FISCHEBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

Lafayette,
Washington,

ET LES PROTESTANTS DE FRANCE ¹

(1785 — 1787)

« Nous sommes si loin de la liberté
religieuse, que, même en parlant de
tolérance, nous devons mesurer nos
expressions. »

(LAFAYETTE À JOHN JAY, 3 mai 1787.)

Parole remarquable! — Encore
vraie, hélas! pour la France, après
tout un siècle écoulé! C. R.

Le général Lafayette figure incontestablement parmi les *Hommes illustres* des dernières années du dernier siècle et du premier tiers du présent siècle touchant à sa fin.

Mais peut-être est-on autorisé à contester qu'il ait rang parmi ses *Grands hommes*.

Il joua un noble rôle en mettant, jeune officier, son épée française au service de la juste cause américaine. Il fut ensuite entraîné, avec ses contemporains, et plus avant que bien d'autres, à prendre une part active et hardie dans les événements qui ont inauguré les premières tentatives de *Réforme*,

1. Nous donnons ici la première partie d'une brochure qu'à l'occasion de la grande Exposition de Chicago, M. Ch. Read a bien voulu consacrer, au nom de notre Société, à Lafayette et Washington. Elle complète les renseignements publiés par lui, sur le même sujet, dans ce *Bulletin*, il y a près de quarante ans (1854, t. III). — (*Réd.*).

puis la *Révolution* même qu'on vit bientôt accomplir, selon le vœu unanime de la nation entière. Il y gagna surtout une immense popularité¹.

Cette popularité, il devait la retrouver vingt ans, quarante ans plus tard, dans les diverses phases de cette même Révolution triomphante, qui a poursuivi jusqu'au temps présent son cours irrésistible, — grâce à l'aveuglement, grâce aux maladresses successives et incessantes des classes dirigeantes, — conservatrices toujours à rebours!

Mais il ne faut pas oublier que

La Popularité, c'est la gloire en gros sous,

et que, Dieu merci, il est une autre gloire, moins fragile, de meilleur aloi, que les âmes d'élite savent placer au-dessus de cette vulgaire *popularité* courant les rues et les carrefours. Celle-là, elle peut, elle doit être conquise, même au prix de l'autre, de celle qui aboutit presque infailliblement tôt ou tard à des compromissions honteuses, à des désillusions, et surtout à l'abaissement des caractères, à la perte de toute dignité individuelle².

Néanmoins, si l'on a hésité à accorder à Lafayette le titre de « grand homme », dans la véritable acception du terme, il est certain qu'il y a eu chez lui de grands et généreux élans, de hautes pensées, une manifeste droiture et une constante pureté d'intentions, une sévère et glorieuse probité, un désintéressement des plus complets et des plus rares! — Vertus qui le mettent à part et au-dessus même de certains « grands hommes », chez qui l'éclat des talents et des services publics a été malheureusement voilé, terni par des ombres plus que fâcheuses.

Parmi les mérites tout personnels et *exceptionnels*, qui recommandent à la postérité la mémoire de l'illustre géné-

1. Sa jeune et fière devise fut alors : *Cur non?*... Il dut plus d'une fois, dans sa vie, y mettre une sourdine.

2. Déclarons ici hautement que Lafayette n'a pas été un coureur de cette basse et dangereuse popularité, mais que c'est bien la popularité estimable qu'il a toujours poursuivie. C'est aussi ce qui l'a rendu par moments si *impopulaire*. Il attrapa souvent la première sans le vouloir, quand il n'ambitionnait honnêtement que la seconde.

ral, il en est un, très peu connu aujourd'hui, par lequel il s'est créé un titre valable et éclatant à l'admiration des sages, par lequel il a mérité la gratitude particulière de tous les Protestants molestés du royaume de France, et de leurs coreligionnaires, condamnés de père en fils à l'exil (au *Refuge!*) pour la sauvegarde de leur foi chrétienne.

Il s'agit de la solennelle mesure réparatrice que l'on eut tant de peine à arracher, en 1787, au malheureux roi Louis XVI, — de l'Édit qui restitua un état civil aux Huguenots de France, encore *hypocritement* méconnus; *niés* officiellement *contre toute vérité*, affublés, par une fiction *impudente*, du titre *outrageant* de *Nouveaux-Convertis*, depuis cet abominable Édit de Louis XIV, qui avait osé proclamer — *mensongèrement* — le 22 octobre 1685 : « LA FRANCE TOUTE CATHOLIQUE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS LE GRAND¹. »

On a su, on a loué, en son temps, l'intervention active, l'initiative ferme et habile, du jeune général en faveur de cette grande question qu'avaient déjà prise en main, avant lui, d'éminents magistrats : le chancelier d'Aguesseau, les procureurs généraux Joly de Fleury et de Montclar, MM. Robert de Saint-Vincent et de Bretignères, conseillers au Parlement de Paris, ainsi que plusieurs autres, tous auteurs de *Mémoires* qui avaient frappé l'attention publique.

En dernier lieu, Malesherbes, à sa sortie du ministère, en 1776, s'était, lui aussi, préoccupé du sort des parias que la fatale obstination du clergé romain et la bigoterie de certaines consciences abusées mettaient au ban de la société française². Telle était alors l'hostilité du parti nombreux des prélats et des parlementaires, telle était leur propagande

1. C'est le titre significatif, éloquent, du livre de Pierre Bayle : *La France toute catholique sous le règne de Louis-le-Grand* (Saint-Omer, 1686) : — *Sic volo! sic jubeo! sit pro ratione voluntas!*

2. Voir les études et documents publiés dans le *Bulletin de la Soc. de l'Hist. du Protestantisme français* dans les trois derniers numéros de 1887 et en 1892, notamment pages 452, 464 et 612. On y verra la preuve que la maréchale de Noailles avait soudoyé un Père jésuite pour rédiger l'abominable pamphlet, intitulé : *Discours à lire au Conseil, en présence du Roi,*

délétère dans les milieux soumis à leur malsaine influence, que Malesherbes, ce grand homme de bien, se vit bientôt contraint de renoncer, momentanément et à son profond chagrin, à la tâche qu'il s'était imposée¹. Mais, neuf ans après, en 1785, il reprit son projet avec une énergie nouvelle et un meilleur espoir. Il sembla que l'opinion publique se faisait jour, qu'elle commençait à peser de quelque poids. Le ministère d'alors sentait le besoin de se rapprocher d'elle et d'en tenir plus de compte que naguère.

A cet instant (*psychologique*, comme on dirait aujourd'hui) survint le général Lafayette, — ce jeune échappé de la Cour de Versailles, — qui, après être allé chevaleresquement offrir aux planteurs de l'Amérique du Nord son épée et sa

PAR UN MINISTRE PATRIOTE, sur le *projet d'accorder l'état civil aux Protestants* (1787), et qu'elle en avait opéré elle-même la distribution. Bachaumont (t. 36, p. 321) n'a pas négligé de le rapporter, et il ajoute que Madame de Sillery (de Genlis) déploya le même zèle. On fit circuler ce quatrain :

Noaille et Sillery, ces mères de l'Eglise,
Voudraient gagner le Parlement.
Soit qu'on les voie ou qu'on les lise,
Par malheur on devient aussitôt protestant.

C'est le plus clair résultat qu'obtiennent d'ordinaire ces sortes de menées des dévots et des dévotes, vrais ou faux !

1. Puisque le nom vénérable de Malesherbes se trouve forcément ici mentionné, qu'il soit permis à celui qui a l'honneur de tracer ces lignes, de dire, en passant, que son grand-père maternel, Augustin-Jean Brulley de Marnay, avocat au Parlement, puis successivement substitut du procureur général à Saint-Domingue, sénéchal au Port-au-Prince (élu en 1791), enfin commissaire délégué de la Colonie près l'Assemblée Nationale et le Ministère de la Marine, fut le dernier de ses codétenus, à la prison républicaine du Petit-Luxembourg, qu'embrassa l'illustre victime, en partant pour l'échafaud révolutionnaire, le 17 avril 1794. Mon aïeul « le citoyen Brulley de Marnay », devait l'y suivre, et il ne fut sauvé que par la chute du tyran Robespierre au 9 Thermidor (27 juillet 1794). Il conserva, toute sa vie, de cette embrassade suprême un souvenir pénétré, douloureux, ineffaçable !

Mon grand-père, petit-fils d'un Écossais jacobite, réfugié à Saint-Germain-en-Laye avec son Roi Jacques II, se rappelait que, tout petit, on le faisait agenouiller devant l'image royale.

C. R.

fortune, en était revenu depuis deux ans, avec l'auréole d'un jeune héros valeureux et victorieux.

La situation se trouvait de plus en plus tendue. Comment ce marquis de race, cet allié des Noailles, ce catholique de tradition, s'élevait-il tout à coup au-dessus des vieux préjugés enracinés, des ardentes inimitiés, qui le circonvenaient de toutes parts? Comment parvint-il à surmonter le torrent des obstacles suscités par le fanatisme, et à conquérir à son tour l'indépendance personnelle de sentiments, pour se mettre à combattre un bon combat, que les mieux intentionnés jugeaient encore si inégal?...

Il faut bien admettre qu'il avait beaucoup observé là-bas, qu'il s'était instruit, qu'il avait été édifié, convaincu, par des constatations faites chez ses nouveaux amis de l'autre côté de l'Atlantique. Peut-être aussi avait-il été question de la « grande injustice française » dans les entretiens du jeune général français avec Washington, lors de la visite qu'il avait faite à Mount-Vernon, à la fin de 1784, visite qui laissa, dans le cœur de tous deux, une si profonde et si noble impression. Lafayette avait, par la force des choses, gagné, de jour en jour et pied à pied, une place considérable dans l'estime et dans l'affection du Cincinnatus américain. Il avait dû se sentir transformé par les frappants exemples héroïquement personnifiés dans ce sublime Grand-Chef de la Guerre et de la Paix des États Unis¹.

1. Eclairé par ce qu'il avait vu chez ses vaillants amis, les planteurs du nouveau monde, aussi bien que par sa jeune expérience, Lafayette ne se laissa point arrêter par son entourage ni par celui de sa belle grand-mère (la maréchale de Noailles) et de ses jésuites. Il eut bien vite pris son parti. « Sous prétexte de causer des affaires commerciales des États-Unis (est-il dit au tome II, p. 182, de ses *Mémoires*, publiés par la famille, mais avec bien des restrictions!), il se rendit de Chavaniac, son pays natal, à Nîmes (vers l'été de 1785). Il y vit le vieux Paul Rabaut, qui longtemps avait été victime des plus odieuses persécutions et qui, après l'avoir entendu, répéta le *Nunc dimittis* de Siméon. On convint que, lorsque Lafayette aurait préparé les voies à Paris et à Versailles, Rabaut Saint-Etienne, fils aîné de Paul Rabaut et ministre lui-même, se rendrait dans la capitale. Le duc de Larochefoucauld d'alors, le grand citoyen, assassiné à Gisors après le 10 août, et l'illustre Malesherbes, qui avait pour ces deux amis une grande affection, furent les premiers auxquels Lafayette en parla. On alla voir le baron de Breteuil, ministre de

Le 11 mai 1785, il lui écrit :

11 mai 1785.

« Les protestants, en France, sont soumis à un intolérable despotisme. Quoiqu'il n'y ait pas à présent de persécution ouverte, ils dépendent du caprice du roi, de la reine, du Parlement ou d'un ministre.

« Leurs mariages ne sont pas légaux ; leurs testaments n'ont aucune force devant la loi ; leurs enfants sont considérés comme bâtards, leurs personnes comme pendables. Je voudrais amener un changement dans leur situation. Pour cet objet, je vais, sous quelque prétexte, avec le consentement de Castries et un autre¹, visiter leurs principales résidences.

« Je tâcherai ensuite d'obtenir l'appui de M. de Vergennes et du Parlement avec celui du garde des sceaux qui fait les fonctions de chancelier. C'est une œuvre qui demande du temps et qui n'est pas sans quelque inconvénient pour moi, parce que personne ne voudrait me donner un mot écrit, ni me soutenir en quoi que ce soit. Je cours ma chance. M. de Castries ne peut que recevoir mon secret, cet objet n'étant pas de son département.

« Ne me répondez rien sur cela, sinon que vous avez ma lettre en chiffres portée par M. Adams. Mais, lorsque dans le courant de l'automne ou de l'hiver, vous apprendrez que quelque chose a été fait en cette matière, *je désire que vous sachiez que j'y ai contribué.* »

Dans l'été de cette même année (1785), il fit un voyage à

« l'Intérieur, qui adopta ces idées de simple tolérance. M. de Rulhière fut « chargé de publier un Mémoire. Enfin l'époque arriva où Rabaut-Saint-Etienne dut venir trouver Lafayette à Fontainebleau, pour aller ensemble « à Malesherbes. »

« Ces détails (ajoute le rédacteur des Mémoires posthumes du général) « servent d'antécédents à la part que prit Lafayette dans l'importante « démarche du Bureau des Notables, au mois de mai 1787, et ils peuvent « faire sentir que, pour établir en France une complète liberté religieuse, « il ne fallut rien moins qu'une Révolution complète. »

Ainsi, Fénelon l'avait, hélas ! dès 1710, compris et déclaré lui-même, en présence de l'aveuglement du vieux monarque. Ainsi Montesquiou, ainsi d'Argenson (pour ne citer que ces trois-là), avaient reconnu que la monarchie, que les grands seigneurs, les grands dignitaires de l'Etat, étaient incapables de jamais s'amender et rendaient une *Révolution* (le mot fut dès lors prononcé) absolument *inévitabile* dans un avenir plus ou moins rapproché.

1. Probablement M. de Malesherbes, dit en note l'éditeur des Mémoires.

Nîmes et y eut de nombreuses entrevues avec Paul Rabaut et avec son fils Saint-Etienne¹. Il fut convenu qu'au moment opportun ce dernier se rendrait à Paris². Il y arriva dans les premiers jours de 1786. A la date du 11 janvier, Paul Rabaut écrivait au général :

Nîmes, 11 janvier 1786.

Permettez, monsieur le marquis, que je prenne la liberté de vous exposer mes inquiétudes ; je ne doute point que vous n'ayez ensuite la bonté de les calmer.

La personne, monsieur le marquis, qui était si impatiente de vous aller joindre, doit être ou sera bientôt auprès de vous, étant partie de Lyon le 6 du courant. Son voyage a une publicité et fait une

1. « Un militaire distingué que je vous ai nommé dans le temps [Lafayette] vint en Languedoc, et (ce que je ne pus pas vous dire alors parce que je m'étais engagé à le taire) il y était venu *exprès*, d'accord avec la personne qui rédigeait la loi [M. de Malesherbes], pour engager mon père ou moi à faire le voyage de Paris. Il nous vit tous deux ; il jugea que, plus jeune et plus actif, c'était à moi qu'il devait s'adresser ; il me questionna sur nos affaires, et, mes réponses lui ayant montré que je les connaissais, il s'ouvrit à moi, m'engagea d'aller à Paris et me recommanda de garder, même vis-à-vis de mon père, le secret qu'il m'avait confié. (Lettre-Rapport de Rabaut-Saint-Etienne aux membres du comité de Bordeaux, du 11 février 1788. — Ch. Dardier, *Lettres de Paul Rabaut à divers*, t. II, p. 394.)

« Ce fut ainsi (dit Rabaut Saint-Etienne dans le même rapport) que je passai l'été de 1786, voyant, quand il venait à Paris, l'ancien ministre [Malesherbes] qui préparait un mémoire pour le Conseil et qui formait un projet de loi. Je lui envoyai des mémoires et des notes ; il me laissait la liberté de le combattre : liberté dont j'avais beaucoup à user, parce que nous avions des principes différents. *J'étais sur les miens* avec M. le marquis de La F. et nous nous y soutenions réciproquement. Ils se réduisent à ces idées simples : qu'il ne doit pas y avoir deux peuples dans un peuple, si l'on ne veut pas y avoir deux partis ; que les sujets dissidents doivent être assimilés aux autres sujets ; qu'il faut *abattre* le mur de séparation et non le *replâtrer et l'entretenir* ; que la religion de l'État est un *être de raison*, parce que l'État n'est pas une chose *religieuse*, mais *civile*, et que, pour être admis dans toute l'Europe, ce préjugé n'en est pas moins dangereux de penser « qu'un Empire a une religion. » (Dardier, *ibid.*, t. II, p. 396.)

« M. de Malesherbes, dont la terre est au delà et à quatre lieues de Fontainebleau, me manda de venir chez lui. M. de La Fayette m'y conduisit. Là se trouvèrent M. de Lacretelle, qui avait travaillé dans cette affaire, et M. de Breteuil, qui avait fait jadis une motion au Parlement en faveur de l'état civil et qui est mort en 1786. » (*Ibid.*, II, p. 389.)

2. Voir : *Les Partisans et les Adversaires de l'Édit de Tolérance*, par Arm. Lods. *Bull.* de 1887, p. 562.

sensation à quoi l'on ne devait pas s'attendre. Ce qui cause ma peine, c'est qu'attendu les idées que se font là-dessus certains fanatiques, j'ai lieu de présumer qu'ils auront écrit ou fait écrire, soit à M. l'archevêque, soit à d'autres colliers de l'Ordre, et, qu'envenimant les choses à leur ordinaire, on n'use d'artifice pour faire arrêter le voyageur.

Voilà, monsieur le marquis, quel est le mal que je crains. Quant au remède, le meilleur, à mon avis, serait que l'on pût mettre le



LAFAYETTE.

voyageur sous la protection de quelqu'un des ministres de Sa Majesté.

Je vous souhaite, monsieur le marquis, santé, prospérité, bonheur dans toutes vos entreprises. J'embrasse le voyageur, et sa mère en fait autant. Lorsque les mesures seront prises, et qu'il n'aura rien à craindre, il aura soin sans doute de me l'apprendre : c'est un baume dont ma plaie a besoin.

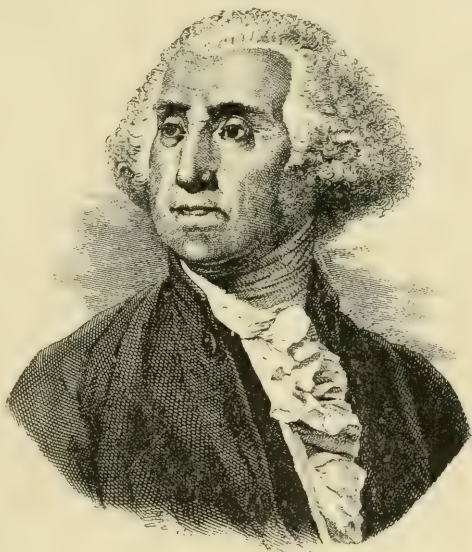
Je suis, avec des sentiments distingués d'estime et de vénération,
Monsieur le marquis, votre dévoué

PAUL RABAUT.

Lafayette avait répondu :

Paris, le 21 janvier 1786.

Si je n'avais reçu, monsieur, une visite de M. de Saint-Étienne, il m'eût été difficile de comprendre la cause de vos inquiétudes ; mais il m'a dit que son voyage, quoiqu'il n'ait d'autre but que de faire imprimer un livre et voir quelques savants, était différemment interprété à Nismes ; l'arrivée de M. de Périgord aura détruit cette idée, puisqu'il est l'organe naturel de vos intérêts, et que son caractère, encore plus que sa place, lui assure toute votre confiance. J'ai été



WASHINGTON.

très flatté, monsieur, de celle que vous me témoignez en son absence, en me communiquant vos craintes sur le sort de votre fils. Mais je suis bien tranquille à cet égard, et les bruits que vos ennemis répandent ne pourraient nuire qu'à votre cause, en réveillant les malintentionnés sans augmenter le zèle de vos amis. Permettez que je vous renouvelle ici, monsieur, l'assurance de tous les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et obéissant serviteur

LAFAYETTE.

A peine Lafayette était-il de retour à Paris, que Rabaut

Saint-Étienne lui avait adressé le savant M. de Poitevin, natif de Montpellier (1712), astronome très distingué¹.

Nîmes, 22 juin 1785.

Monsieur le marquis, je ne tarde guère à profiter des offres infiniment honnêtes que vous avez daigné me faire, relativement au procès que quelques-uns de mes amis ont en ce moment à Paris. Je prends la liberté, monsieur, de vous adresser M. de Poitevin, célèbre astronome de Montpellier, et membre de la Société royale des mines de la même ville. Ce savant s'intéresse lui-même au succès de ce procès; il est digne, monsieur, de toute votre confiance et cette lettre en est la preuve. Le mérite personnel de M. de Poitevin vous en convaincra encore mieux. Vous m'avez parlé, monsieur, d'un célèbre magistrat dont les lumières et le crédit pourraient être utiles à mes amis; vous mettriez le comble à vos bontés et à ma reconnaissance si vous daigniez introduire M. Poitevin chez le grand homme qui voudrait peut-être lui fournir les moyens et lui ouvrir les routes aux sollicitations nécessaires en pareil cas.

Le héros de l'Amérique est devenu le mien; qu'il me permette de porter à ses pieds mes hommages, et de lui offrir les témoignages de la vive gratitude et du profond respect que je conserverai pour lui durant le reste de mes jours. Ces sentiments feront la douceur de ma vie.

Je suis avec respect, monsieur le marquis, votre très humble et obéissant serviteur.

RABAUT DE SAINT-ÉTIENNE.

Lafayette met M. de Poitevin en rapport avec Malesherbes qui le reçut le 10 juillet.

M. de Poitevin ayant appris qu'on ne s'occupera des Protestants qu'à la fin d'octobre, était d'avis qu'il serait bon d'avoir alors quelqu'un à Paris pour suivre, ou même conduire, ce grand procès (*Lettre du 1^{er} août 1785*)². C'est ainsi que Rabaut Saint-Étienne avait été chargé de cette mission de *sollicitation*.

Aux premières communications de Lafayette touchant ses

1. Président de la Société des sciences et belles-lettres de Montpellier, collaborateur de l'*Encyclopédie*.

2. Voir l'article que nous avons publié dans le *Bulletin* de notre Société dès 1854 (t. III, p. 335).

vues et ses intentions en faveur des Protestants, Washington avait fait cette remarquable réponse, bien digne du *Fabius Cunctator* américain.

« Mes vœux les plus ardents accompagneront toujours vos entreprises. Mais souvenez-vous, mon cher ami, que c'est une partie de l'art militaire que de reconnaître le terrain avant de s'y engager trop avant. On a souvent plus fait par les approches en règle que par un assaut à force ouverte. Dans le premier cas, vous pouvez faire une bonne retraite ; dans le second, vous le pouvez rarement si vous êtes repoussé. » (*Lettre manuscrite du 1^{er} sept. 1785.*)

Et c'est à ces sages conseils de tactique que Lafayette avait fait allusion dans ce passage d'une de ses lettres : « Je vous remercie, mon cher général, des sages conseils que vous me donnez. J'en profiterai et je trouverai dans ma prudence une satisfaction : celle de songer qu'elle est *dictée par vous.* »

Déférence vraiment charmante, qui honore également le grand homme de la Guerre de l'Indépendance et le jeune marquis français, déjà illustre à 26 ans, par son éclatante bravoure et sa fidélité dans cette mémorable campagne du Droit contre la Force. « Sa conduite avait été, dit C. DE WITT, constamment *honorable*, souvent *héroïque*, parfois *très judicieuse.* » Et le biographe de Washington ajoute finement : « La défiance que son âge et sa race avaient tout d'abord inspirée disparut peu à peu et fit place à une confiance, à un attachement réels, de la part du Commandant en chef des troupes américaines, confiance et attachement dont Lafayette se montra toujours digne... Ce qu'il avait d'*intempestif* dans le caractère, et d'*un peu chimérique* dans l'esprit, fut tempéré alors par l'atmosphère de *bon sens* dans laquelle il vécut, par les conseils paternels et les *douces ironies* de Washington, par la crainte de l'affliger et le *désir de grandir dans son estime.* »

C'est ce qui eut lieu. Mais aussi à quelle école s'était trouvé le jeune et noble échappé de la cour de France ! Washington avait foi dans la Vérité ; elle était la règle de sa conduite. Tous ses actes avaient un caractère moral qui commandait le respect. De tous les grands hommes, a dit M. Guizot, Washington a été le plus vertueux et le plus

heureux. On fut toujours assuré de son entier désintéressement — force immense, qui attire les âmes et rassure en même temps les intérêts, *certaines de n'être pas livrés en sacrifice ou comme instruments à des vues personnelles ou ambitieuses*¹.

Mais revenons à l'affaire des Protestants. Rabaut Saint-Étienne, choisi comme député général (on ne pouvait faire évidemment un meilleur choix), avait quitté Nîmes en décembre 1785. Son départ, l'objet de son voyage, avaient été éventés : les fanatiques s'agitèrent. Il faut voir quelles alarmes en conçoit le pauvre vieux père Paul Rabaut (*Lettre à Lafayette*, 11 janvier 1786). Cancans et vaines manœuvres que tout cela ! répond Lafayette en la recevant (21 janvier)². Il n'en avait pas moins fallu recourir au mystère et donner le change, en avançant ostensiblement le prétexte, plausible d'ailleurs, de l'impression à Paris d'un savant ouvrage de Rabaut Saint-Étienne, ses *Leçons à Bailly sur l'histoire pri-*

1. En fait de générosité et de désintéressement le général Lafayette en a remontré de belle façon à tous les républicains de France et de Navarre de ce siècle mal né. Il était riche à plusieurs millions. Il touchait, en 1777, de son château de Chavaniac-Lafayette, un revenu de 145,000 livres. Il en dépensait 96,000, toutes charges payées, laissant libre une somme de 50,000 livres, « qui, de 1777 à 1783, donna 300,000 livres. Il fallut néanmoins vendre pour 741,000 livres de biens. Il avait donc dépensé pour l'Amérique 1,041,000 livres. Tenant compte de l'augmentation de ses dépenses, on peut évaluer à 700,000 livres ce qu'il déboursa réellement pour l'Indépendance des Etats-Unis. La vente de ses terres diminua ses revenus de 23,000 livres. En 1783, il n'avait plus que 118,000 livres de revenus (tout cela résulte d'une note rédigée par l'ancien chargé d'affaires du général, M. Morizot, publiée par M. Henry Mosnier). — En 1789, les revenus sont encore diminués de 10,000 livres par la vente de ses terres de Bretagne. Il fit deux voyages, en Amérique et en Allemagne, il s'occupa de l'affaire des Protestants. — Au 1^{er} juillet 1789, il avait 108,000 livres de rentes. Il vendit ses terres et contracta un emprunt de 750,000 livres. Ses revenus, au 10 août 1792, se trouvent diminués de 33,000 livres. Ils étaient tombés à 80,000 livres et encore avait-il à payer pour le service des intérêts de sa dette une somme de 13,200 francs (*l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, t. XX, 10 sept. 1887, p. 543). L'achat du navire *la Victoire*, à Bordeaux, lui coûta 350,000 livres. — Finalement, moderne Epaminondas, il est mort *pauvre*, et ses héritiers sont demeurés sans héritage.

2. Voir les lettres dans le *Bull.* de 1854, t. III, pp. 340, 341.

mitive de la Grèce, qui parurent, en effet, chez de Bure en 1787¹.

Quelques mois plus tard, Lafayette écrivait à Washington :

Paris, 26 octobre 1786.

Vous serez bien aise d'apprendre que j'ai de grandes espérances de voir la situation des Protestants de ce royaume fort améliorée. Non pas assurément autant qu'elle devrait l'être, mais les absurdes et cruelles lois de Louis XIV seront grandement amendées...

Trois mois après :

Paris, 7 février 1787.

Il n'est pas probable que l'affaire des Protestants soit soumise aux Notables; elle pourrait y échouer, par les réclamations du clergé et d'un parti bigot. Nous arriverons à notre but de manière ou d'autre, j'espère, avant peu. Rien n'empêche que le roi, s'il se met au-dessus des plaintes des opposants, qui ne peuvent qu'intriguer et crier, ne décide à lui seul cette importante question. Puisque nous avons les inconvénients du pouvoir, ayons-en cette fois les bénéfices. Ce serait d'autant plus aisé que le clergé, s'il n'était pas consulté, ne chercherait nullement à y mettre obstacle, et qu'un système plus libéral serait conforme au bien public...

« Le 22 février 1787, dit l'historien Henri Martin, lorsque Louis XVI, ouvrit à Versailles, dans l'hôtel des Menus, l'Assemblée des Notables, Calonne prononça un discours, où le règne de Louis XIV était appelé, « ce règne *éclatant*... où « l'Etat s'appauvissait par des *victoires*, tandis que le « royaume se dépeuplait par l'*intolérance*. »

« Ce désaveu *éclatant* de la révocation de l'édit de Nantes, cette condamnation du système catholique, attestait que le gouvernement était résolu à réparer, au moins en partie, la grande iniquité de 1685, et à remplacer *une tolérance* de fait par la *reconnaissance d'un droit*... Depuis plus de vingt ans, le Parlement avait établi en jurisprudence de déclarer non

1. M. Arm. Lods possède le traité passé, le 27 nov. 1786, entre Guill. de Bure et Rabaut, traité par lequel celui-ci cède la propriété de son ouvrage au prix de 600 livres.

recevable quiconque attaquait la légitimité des enfants nés des mariages protestants...

« Le Parlement avait pris les devants, dès la fin de 1778, et délibéré sur la présentation d'un vœu au roi, pour la constatation authentique des mariages, naissances et décès des non-catholiques. Louis XVI, sous l'influence du clergé, avait empêché la Compagnie de donner suite à cette délibération qu'il approuvait dans le fond; mais, depuis, l'opinion était devenue tellement impérieuse, qu'on n'osait plus reculer, et le Parlement venait d'émettre, le 2 février 1787, le vœu projeté en décembre 1786, afin d'enlever au ministre l'honneur de l'initiative. » (*Hist. de Fr.*, t. XIX, p. 480.)

Le 3 mai 1787, Lafayette écrivait à John Jay ¹ :

Paris, 3 mai 1787.

Le dernier jour de notre session, j'ai eu le bonheur de faire dans mon bureau deux motions presque unanimement accueillies : l'une en faveur des citoyens français protestants; l'autre, pour une révision des lois, particulièrement des lois criminelles. Je vous envoie la résolution prise par le bureau; elle a été présentée au roi par le comte d'Artois, notre président, et gracieusement reçue. Cela me fait d'autant plus de plaisir, qu'une tentative du même genre, concernant les Protestants, avait échoué devant le Parlement de Paris². *Nous sommes si loin de la liberté religieuse que, même en parlant de tolérance, nous devons mesurer nos expressions.* J'ai été libéralement secondé par un savant et vertueux prélat, l'évêque de Langres, qui a parlé admirablement, sur la motion religieuse que j'avais introduite. Vous verrez que le bureau l'a escortée de bien des compliments... pour la foi romaine...

1. Secrétaire des Affaires étrangères. Il était lui-même petit-fils de réfugiés huguenots de la Guienne. Il fut un des plus dignes présidents du Congrès de Philadelphie pendant la Guerre de l'Indépendance, en 1779. Il vint ensuite à Paris comme l'un des quatre commissaires des États-Unis qui signèrent, le 30 novembre 1782, les articles préliminaires du traité de Versailles. — Les trois autres étaient Benjamin Franklin, John Adams, et John Laurens, encore un autre fils de réfugiés de France. (Voir Ch. Weiss, I, 416, 428.)

2. Voy. *Bull.* 1887, p. 543-546, une étude sur le rôle du Parlement lors de la promulgation de l'édit de 1787.

Assemblée des Notables de 1787.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 23 mai.)

« M. de Lafayette a proposé de supplier Sa Majesté d'accorder l'état civil aux protestants et de donner la réforme des lois criminelles. Il a demandé la permission de lire un projet d'arrêté à ce sujet... »

*ARRÊTÉ pris le 24 mai 1787 rédigé par Lafayette et présenté
au roi.*

« Le bureau, pénétré d'une vive et respectueuse confiance dans l'équité et la bonté du roi, croit ne devoir pas se séparer sans solliciter son attention sur deux objets étrangers, il est vrai, au travail du bureau, mais si importants à l'humanité, à la justice, au bien de l'État et à la gloire de Sa Majesté, qu'elle ne peut pas désapprouver cette dernière demande dictée par le zèle le plus pur et conforme au vœu de la nation.

« Une partie de nos concitoyens, qui n'a pas le bonheur de professer la religion catholique, se trouve être frappée d'une sorte de mort civile.

« Le bureau connaît trop bien le cœur du roi pour n'être pas persuadé que Sa Majesté désire faire aimer la vraie religion à tous ses sujets, dont il est le père commun ; et sachant que la vérité se suffit à elle-même, et que l'erreur seule a besoin d'employer la contrainte, joint les dispositions d'une tolérance bienfaisante à toutes les vertus qui lui ont mérité l'amour de la nation.

Le clergé, pénétré des grands principes que les Pères de l'Église se sont honorés de professer, applaudira sans doute à cet acte de justice.

« Le bureau s'empresse de présenter à Sa Majesté ses sollicitations pour que cette portion de ses sujets cesse de gémir sous un régime de proscription également contraire à l'intérêt général de la population, à l'industrie nationale et à tous les principes de la morale et de la politique... »

« Cette motion aurait vraisemblablement échoué, dit le rédacteur des *Mémoires* (t. II, p. 179), si Lafayette n'avait pas été appuyé par l'évêque de Langres (M. de La Luzerne, plus tard cardinal) :

1. Arch. Nat. K, 677, n° 39. Sur la composition du deuxième bureau dans lequel siégeait Lafayette. Voir *Bull.* de 1887, t. XXXVI, p. 563.

« J'appuie, dit ce prélat, la demande de M de Lafayette par d'autres motifs que les siens. Il a parlé en philosophe, je parlerai en évêque ; et je dirai que j'aime mieux des *temples* que des *prêches*, et des *ministres* que des *prédicants*. »

Voici en quels termes l'intervention de Lafayette en faveur des Protestants, dans l'Assemblée des Notables, est rapportée par Boissy d'Anglas¹ :

« M. le marquis de Lafayette, dont la vie a été si glorieuse et le caractère si noble et si élevé, étant membre de la première Assemblée des Notables, attira le premier l'attention de son bureau, présidé par le comte d'Artois, sur l'état des Protestants de France. Je ne tairais point sans ingratitude que M. l'évêque de Langres, neveu de M. de Malesherbes (aujourd'hui le cardinal de La Luzerne), qui était membre du même bureau, développa, à cette occasion, les principes de tolérance et de charité qui furent ceux de l'immortel Fénelon, et qui doivent être avoués par tous les ministres de l'Évangile. »

On se rappela vraisemblablement que toutes les Assemblées du Clergé, lors même qu'elles étaient présidées par des prélats professant l'incrédulité, tels que les archevêques de Narbonne et de Toulouse, n'avaient cessé de demander l'exécution rigoureuse des atroces ordonnances portées contre les Protestants, sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV². Monseigneur (depuis le roi Charles X), président du bureau, après quelques timides observations tendant à une fin de non-recevoir, ayant demandé les avis, ils se trouvèrent *unanimes* pour adopter la motion du général Lafayette.

Dans l'ouvrage qu'il a récemment publié sur *la Jeunesse de Lafayette*, M. Bardoux apprécie en ces termes (p. 205) l'intervention du général en faveur des Protestants à l'Assemblée des Notables : « Les aspirations de la philosophie du XVIII^e siècle, dans ce qu'elles avaient d'humain, de généreux, de libéral, trouvaient dans Lafayette le premier interprète de leurs vœux dans un corps politique. Certes, c'était noble-

1. *Essai sur la vie, les écrits et les opinions de M. de Malesherbes*, t. I, p. 385.

2. Sur le rôle du Clergé, on trouvera plusieurs pièces inédites et curieuses dans le *Bulletin* de 1887, p. 531 à 539.

ment commencer la vie pour ce grand seigneur que de vouloir donner à son pays la justice et le respect de la conscience, après avoir, dans le Nouveau-Monde, tendu la main à ce peuple qui s'émancipait¹ ».

Déjà en 1839, c'est-à-dire cinquante ans avant M. Bardoux, le poète Antoni Deschamps, avait rapproché et exalté, à bon droit, magnifiquement, les nobles promoteurs de l'*Édit de Tolérance* : les *Lafayette*, les *Washington*, les *Malesherbes*, dans ces vers qui caractérisent dignement cet épisode de 1787 :

LAFAYETTE, *Franklin*, WASHINGTON, *Malesherbes*,
Combien vous surpassez les conquérants superbes !...

Apôtres du devoir et de l'humanité,
Vrais défenseurs du peuple et de la liberté !

On verra — nuit et jour, ainsi qu'une âme en peine —
Le Monde Occidental se tenir en haleine²,
Tant que la Noble Idée, enfant de votre cœur,
Ne l'aura pas soumis à son pouvoir vainqueur.

Vous avez pris parti, dans la grande querelle,
Pour la *Vertu divine*, et combattu pour Elle.
Et maintenant votre âme est, au plus haut des cieux,
Au sacré Diadème un rubis précieux !

Le premier de ces beaux vers, rapprochant ainsi les noms de LAFAYETTE et de WASHINGTON, avec ceux de Malesherbes et de Franklin, était fait pour nous frapper et nous émouvoir, au moment où nous allions écrire la présente étude...

CHARLES READ.

1. Nous avons osé dire que les descendants *actuels* du général Lafayette (au nombre de 54), seraient peu fiers de la gloire morale de leur aïeul et renieraient volontiers son passé libéral, sous le rapport politique et religieux, pour ne se prévaloir que de son prestige militaire. Cela est-il croyable ? — Triste chose que la politique, en tout temps, et particulièrement au nôtre !...

2. Prophétique et remarquable vision ! (*Réd.*)

Documents

UNE VICTIME DU « MIROIR DE L'AME PÉCHERESSE »

DE MARGUERITE D'ANGOULÊME, SŒUR DE FRANÇOIS 1^{er}

L'IMPRIMEUR ANTOINE AUGEREAU ET SA FAMILLE

(1534-1559)

Il y a près de trois ans que je possède une copie sur papier timbré ¹ de la sentence qu'on voudra bien lire plus loin, puisqu'elle condamne l'une des premières victimes de la Réforme, et qui plus est, un de ces hardis imprimeurs sur lesquels on possède si peu de renseignements précis. Elle ne se trouve pas dans les registres du Parlement de Paris qui la rendit et auxquels j'ai emprunté la plupart de celles que j'ai publiées jusqu'ici. J'ai déjà eu l'occasion de dire que ceux de ces registres qui contenaient les condamnations terribles provoquées par l'affaire des placards, ont disparu, intentionnellement cela va sans dire. Mais cet arrêt qui précéda de très peu de jours la condamnation à mort proprement dite, a été conservé parce que, suivant la note inscrite en tête, il était « de conséquence ». Cela signifie que le cas particulier d'Antoine Augereau avait soulevé une question de jurisprudence qui fut tranchée par le Parlement de Paris, et dont, pour cette raison, une copie fut transmise aux autres parlements. Celui de Toulouse, qui a conservé une grande partie de ses archives (jusqu'à des milliers de sacs de procès), l'a fait inscrire dans son quatrième registre d'*Edits* (fol. 30, Arch. de la Haute-Garonne, série B), où j'ai pu facilement le retrouver grâce à une note d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale (Fr. 4402, fol. 62 v°, n° 24, *relevé d'actes royaux, etc., au parlement de Toulouse*).

Avant d'insister sur le point de droit que souleva ce procès, rappelons ce qu'on sait d'A. Augereau. Il était de Fontenay-

1. Coût : Papier, 1 fr. 80; — 1 rôle, 2 fr. ; — timbre 0 fr. 15; total 3 fr. 95. C'est ainsi qu'en province les conseils généraux encourageaient les recherches historiques.

le-Comte¹; Lottin le cite comme ayant exercé de 1531 à 1535 et Panzer donne plusieurs de ses impressions. En voici quelques-unes dont je dois l'indication, en partie, à notre collaborateur M. Emile Picot :

1532. 16 mai. *Le Chasteau de Labour*, par Pierre Gringore, in-16 (pour Galliot du Pré).

1532. *Grynaei Novus Orbis regionum ac insularum veteribus incognitarum*. — In-fol. (pour Jehan Petit et Galliot du Pré).

1532. 30 octobre. *L'adolescence Clementine, autrement oeuvre de M. Clément Marot, de Cahours, valet de chambre du Roy*, in-8 de 6 et 126 ff.

1533. *Hesiodi Opera et Dies*, in-8, voy. Brunet, III, 143.

1533. *Divi Aurelii Augustini de Spiritu et Littera liber unus* (Cat. Claudin, janv. 1881, n° 26,050).

1533 (?) *Le miroir de lame pecheresse auquel elle recongnoist ses fautes et pechez, aussi les graces et benefices a elle faitz par Jesu-christ son espoux*, 36 ff. non paginés, a-i par 4. s. l. n. d. (Mazarine 21,712).

Le miroir de tres chrestienne princesse Marguerite de France, royne de Navarre, duchesse d'Alençon et de Berry, auquel elle voit et son neât et son tout, 36 feuillets foliotés, signés a-e par 4. s. l. n. d. (Mazarine, 21,660)².

1. Fils d'Ant. Augereau et de Françoise Goupil, celle-ci d'une famille de médecins, qui devint plus tard protestante. Voy. B. Fillon, *Recueil de notes sur les origines de l'Église réformée de Fontenay-le-Comte*, Niort, Clouzot, 1888, in-4°, p. 23 et ss.

2. Je ne connais que ces deux éditions du *Miroir* par Antoine Augereau, mais auxquelles il n'a mis ni son nom ni aucune date. La première est la reproduction de la deuxième partie du livret publié par Simon Dubois à Alençon en 1533. Elle paraît avoir été imprimée assez hâtivement, ainsi qu'en témoignent des fautes signalées sur l'avant-dernière page, et le fait qu'en marge des feuillets 3^{vo} et 9^{ro}, les citations de l'Écriture sainte très amples et nombreuses, sont composées en caractères gothiques, tandis que tout le reste du volume l'est en lettres romaines rondes. Les 26 premiers feuillets renferment le *Miroir*; — 27 à 29 le *Discord estant en l'homme par la contrariete de lesperit et de la chair, et paix, par vie spirituelle. Qui est annotation sur la fin du VII chap. et commencement du VIII de lespistre saint Pol aux Rom.*; — 30 à 35 *Oraison a nostre seigneur Jesuchrist, du pecheur contrict, et penitent. Impetratiue de grâce, et remission pour ses delictz*, prière rimée sans l'addition ci-dessus; feuillet 36 recto *Aux lecteurs* (Errata). — On aura déjà remarqué que l'autre édition sortie des mêmes presses — et, qui a certainement suivi celle dont je viens de parler, puisque les corrections mentionnées y ont été faites — en

1534. Février. *Libri de re rustica M. Catonis, M. Terentii Varronis, L. Junii Moderati Columellae, Paladii Rutilii* (pour Jean Petit et Galliot du Pré).

1534. *Eusebii Pamphili de preparatione evang.* in-4°.

1534. *L'oraison que feit Ciceron à Caesar pour le rappel de M. Marcellus, translatée... par l'esleu Antoine Mascault* (Bibl. nat. vélins).

Il suffit de jeter les yeux sur cette liste, sans doute incomplète, pour s'assurer qu'il n'y a guère qu'un seul de ces ouvrages qui a pu désigner A. Augereau à la haine des ennemis de la Réforme. C'est le *Miroir de lame pécheresse* qu'il imprima jusqu'à deux fois. — A première vue on s'étonne que le fait d'avoir réimprimé un livret de la sœur même du roi que maître Simon Dubois avait déjà fait paraître deux fois, en 1531 et 1533 (Voy. *Bull.* 1887, 670), ait paru assez grave pour motiver une arrestation, Elle s'explique, au contraire, facilement lorsqu'on se rappelle quelques-uns des événements qui venaient de se passer. En octobre 1533, à la suite d'une comédie jouée au collège de Navarre et où Marguerite était représentée comme une mégère, le *Miroir* de la même princesse avait été rangé parmi les livres suspects, parce qu'il avait paru sans l'autorisation de la Faculté de théologie. Ces attaques hardies contre la protection accordée à l'hérésie en haut lieu, n'avaient pu être réprimées que parce que Fran-

diffère, en ce que le nom de *Marguerite* se trouve sur le titre. Un avis au verso du titre dit qu'elle a été corrigée « sur l'original escript de la propre main de la Royne de Navarre ». En outre de ce que je viens d'énumérer, elle renferme (feuillet 2) un petit prologue versifié sous ce titre : MARGUERITE de France, sœur unique du Roy par la grâce de DIEU Royne de NAVARRE, au Lecteur; — à la fin (feuillets 35 et 36) l'*Oraison tresdevote a nostre Seigneur Jesus Christ, pour impetrer sa misericorde*, dont on trouvera la première partie plus loin; — et le *VI Pseaulme de David, translate en Francoys selon L'hebrieu, par Clement Marot, Valet de chambre du Roy*, c'est-à-dire le premier psaume que C. Marot traduisit et qui avait déjà paru séparément (cf. H. Harrisse, *La Colombine et Clément Marot*, 2^e éd. 1886). — En résumé, dans cette édition, le *Miroir* occupe les feuillets 3 à 26; le *Discord...* 27 à 29; l'*Oraison* rimée 29^{vo} à 35^{ro} (qui ne renferme que les trois derniers vers) — et les citations *en marge* se bornent à renvoyer aux chapitres de l'Écriture sainte qui les renferment, tandis que dans l'édition antérieure, l'imprimeur a généralement donné le commencement du passage allégué.

gois I^{er}, son confesseur et le recteur de l'Université avaient pris la défense de Marguerite contre le fanatisme ignorant des Sorbonistes¹. Mais l'émotion soulevée par les placards, un an plus tard, rangea ouvertement le roi du côté de la réaction à outrance.

Il donna, en effet, les ordres les plus sévères pour que les auteurs de ce scandale fussent recherchés et châtiés avec la dernière rigueur. Or, il paraît qu'A. Augereau était « alié desdits affixeurs », c'est-à-dire frayait avec ceux qui, le 18 octobre 1534, avaient affiché le violent pamphlet d'Antoine Marcourt contre la messe; d'ailleurs, en réimprimant le livret de la reine de Navarre, il avait provoqué à son tour ceux qu'il avait tout intérêt à ménager.

Sa deuxième édition renfermait, en effet, cette adaption du *Salve regina* à Jésus-Christ, bien faite pour exaspérer les cléricaux :

Je te salue Jesuchrist, roy de misericorde.

Je te salue nostre vie, nostre douceur et nostre esperance.

Nous (qui sommes les fils de Ève : bannis) crions à toy. Nous soupirons à toy, gemissantz et plourantz en ceste vallée de misère.

Avant doncques, nostre Mediateur, convertiz tes yeulx misericordieux à nous.

O benoist Jesus, monstre-nous la face de ton Père après cest exil.

O clement, O pitoyable, O doux Jesus Christ.

V. En toutes noz tribulations et angoisses. R. Secours-nous Jesus Christ nostre salut et gloire.

— sans compter le psaume VI « translaté selon l'hébreu » par Clément Marot déjà plus ou moins suspect. L'imprimeur qui avait ainsi bravé la sacrée Faculté fut donc arrêté et incarcéré à la Conciergerie.

Il essaya de se sauver, ou du moins de prolonger son procès en excipant de sa qualité de clerc. Il appartenait donc, ce qu'on ignorait jusqu'ici, au clergé séculier ou régulier et demandait à être renvoyé par devant son juge naturel, c'est-à-dire au tribunal ecclésiastique. Le 19 décembre, le Parlement délibéra si le prisonnier pourrait jouir de ce « privilège

1. Voy. le récit de ces faits par Calvin, *Opera* (éd. Reuss), V (11), 27 ss.

clérical » qu'il invoquait. Il se décida pour la négative et ce pour deux raisons : 1^o parce que l'imprimeur avait contrevenu aux défenses faites, proclamées et publiées par la « Cour », ce qui constituait un crime de lèse-majesté divine et humaine ; 2^o parce qu'en punissant ce crime la cour prenait la « défense de l'Eglise et de sa doctrine et foy catholique », c'est-à-dire du corps même auquel appartenait le criminel. Voici d'ailleurs, tout au long cet

Arrest de conséquence.

Extrait des registres du Parlement.

Cejourd'huy, en voyant par la Court le procès criminel fait par le prévost de Paris ou son lieutenant, à l'encontre d'un nommé Anthoine Augereau, prisonnier en la conciergerie du palays, chargé d'avoir dict et proféré plusieurs prépositions (*sic*) erronées, blasphèmes escandaleux, contre la sainte doctrine et foy catholique, et aussi d'avoir contrevenu aux inhibitions et défenses de la court, a esté mis en délibération s'il joiroit du privilège de cléricature par lui allégué.

Sur quoy a esté délibéré et conclud que le d. prisonnier ne joiroit du d. privilège clérical, ains la d. court l'en a débouté et déboute, et que l'on ne fera aucun renvoy pardevant le juge de l'Eglise, du d. prisonnier ; — soit pour raison de la qualité du crime, qui est vray crime de rébellion et désobéyssance, attendu la contravention aux défenses faictes, proclamées et publiées de par la court, perturbation de l'estat publicque et oculte conspiration contre le bien d'icellui, crime par ce moyen, non seulement de lèse-majesté divine, mais aussi contenant taisiblement en soy crime de lèse-majesté humaine ; — ne aussi pour raison de la d. qualité de clerc, du privilège de laquelle ès d. cas il ne devoit joyr, attendu mesmement que la cognoissance et punition que en prennent les juges séculiers est pour la défense de l'Eglise et de sa doctrine et foy catholique, et à ceste cause ceulx qui l'offendent ne doivent joyr du privilège ecclésiastique.

Et a esté délibéré que ce présent arrest sera gardé et observé en tous autres cas semblables esquelz l'on ne trouvera apparente raison de diversité.

Fait en parlement, le dixneufviesme jour de décembre l'an mil cinq cens trente-quatre.

Ainsi signé : HUBENDEL.

En conséquence, quatre jours plus tard, comme le raconte une petite chronique contemporaine (*Bull.* XI [1862], 256).

« La veille de Noël XXIII^e jour du mois de décembre audit an, Antoine Augereau, natif de Poictou, alié desdits affixeurs et pour avoir imprimé de faulx livres, feict amende honorable comme dessus (devant nostre Dame) et par mesme sentence fut pendu et estranglé en une potence, place Maubert, et illec bruslé. »

Il parait qu'Antoine Augereau dont la famille devint, d'ailleurs, protestante, ne fut pas seul persécuté pour sa foi. M. E. Picot nous apprend, en effet, qu'un *Guy Augereau*, peut-être le neveu d'Antoine, était, en 1559, prisonnier au Châtelet de Paris, probablement pour cause de religion.

Pierre Jouault, fondeur de lettres d'imprimerie, demeurant à Paris, rue des Carmes, à l'Homme sauvage, et diverses autres personnes, dont un couturier et un barbier; puis *Martin l'Homme*, maître imprimeur à Paris, rue du Meurier, en la maison appelée vulgairement la Grand'court, attestent, à la date du 18 janvier 1558 (1559, n. s.), qu'ils ont bonne connaissance de *Guy Ogereau (sic)*, graveur de lettres d'impression, fils de *Michel Ogereau*, libraire à Poitiers, et de *Jehanne Cossot*, sa femme, actuellement prisonnier au Châtelet¹. Ils savent que ledit Guy demeure à Paris, qu'il y tient chambre, ménage, feu et lieu; qu'il est homme de bien, de bonnes mœurs, de bonne vie et honnête conversation. Ils ajoutent que Guy occupe depuis deux ans une chambre dans la maison de l'Homme sauvage et qu'il demeurait auparavant place Maubert, à la Croix-de-Fer².

LA FONDATION DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE CELLE

(1686-1699)

D'une main grande, ferme, mâle, très claire, mais très peu belle, Eleonor (*sic*), duchesse de Brunswic Lunebourg, a

1. C'est sans doute pour essayer de sauver le prisonnier que ce témoignage fut rendu.

2. Ces renseignements sont extraits d'un acte notarié analysé par

apposé deux fois sa signature aux actes de son Église de Celle. Cette dernière et sa protectrice, dont descendent quatre dynasties royales régnantes en Europe, ont été récemment l'objet de trois doctes travaux. Dans un discours éloquent, tenu à la dernière assemblée générale du *Deutsche Hugenotten-Verein*, M. Sander a réuni tout ce que jusqu'ici on savait de la vie à la fois si romantique et si honorable de cette belle, séduisante et énergique duchesse. Le discours se lit dans le journal *Die französische Colonie*, du D^r Béringuier publié à Berlin (n^o 3 et 4 de cette année). Dans le même journal (1892, p. 199). M. Von Bloedeau nous a fourni des inscriptions de l'église et des cimetières et quelques lignes des actes de la communauté huguenote de Celle. Et tout dernièrement notre ami A. J. Enschédé a intéressé les lecteurs de ce *Bulletin* (1892, p. 644 sv.) par une histoire de la fondation de la duchesse de Brunswic-Lunebourg.

Ce qui, malgré ces savantes recherches, reste à prouver encore, c'est que toutes les familles de chevaliers, barons, comtes et marquis, dont la belle poitevine aimait à orner la cour de sa petite résidence, étaient des coreligionnaires d'Eléonore, des huguenots de profession et de cœur. J'en donnerai la preuve grâce aux documents de l'Église de Celle, qui sont devant moi. Ils montreront aussi que cette Église, bien loin de n'être qu'une simple annexe du château, a eu une existence individuelle très marquée. Ce sera, D. V., le sujet d'un des prochains cahiers du *Deutsche Hugenotten-Verein*.

Voici, en attendant, un document psychologiquement intéressant, et qui montre très exactement quelle position l'Église huguenote de Celle occupait vis-à-vis de sa fondatrice, en même temps qu'elle fixe la date (1686) de la première organisation de cette Église du Refuge (cf. *Bull.* 1892, 649-50).

La paix de Ryswic ayant dissipé les dernières espérances des réfugiés de retourner dans une France tolérante par le rétablissement de l'édit de Nantes, on pensa aussi à Celle à demander, pour les proscrits, un établissement définitif

garanti par une patente de S. A. S. Monseigneur le duc. Dans ce but, le 4 décembre 1698, le consistoire chargea le Pasteur *Delaforest* — il signe toujours ainsi — de dresser une requête pour Monseigneur, une pour Madame la duchesse et trois autres pour MM. de Bernstorff, premier ministre, de Bülow, maréchal, et de Bothmar. Les cinq requêtes furent insérées dans le livre du Consistoire « pour une marque des soins que le Consistoire a (pris) de procurer un tel avantage à l'Église de Zell ». Elles émanent toutes du pasteur Delaforest. Voici la première :

Madame,

Il faudrait que nous fussions les plus ingrates personnes du monde, si nous n'avions le cœur pénétré de reconnaissance pour les grâces que nous avons reçues, et que nous recevons tous les jours de V. A. S.

Dans notre triste dispersion, dont toute l'Europe sait la cause, Elle est entrée dans les sentimens d'une charité compatissante pour nos malheurs, et par un zèle incomparable, Elle a eu la bonté de procurer au petit troupeau qui s'est trouvé en cette ville, la permission de s'assembler pour l'exercice de notre Religion. Nous sentons, Madame, nous sommes redevables à V. A. S. de la précieuse liberté, dont nous jouissons. C'est Elle qui nous a donné *un lieu dans sa maison pour le service de notre grand Dieu* et, à l'exemple d'Obed Edom (II. Samuel 6, 11), Elle y a bien voulu loger son Arche. C'est là où elle entretient si libéralement cette lampe que le seigneur a voulu allumer en notre petit tabernacle, afin que ceux qui font ici profession de la Religion réformée se réjouissent à sa lumière.

Nous considérons donc V. A. S., Madame, comme la cause prochaine dont le Seigneur s'est servi pour notre Consolation et nous espérons qu'Elle continuera à nous faire sentir les douces influences de Sa faveur pour nous faire ouïr la prédication de la Parole de Dieu et vaquer aux actes de piété par le chant de ses louanges et par l'invocation de son grand nom.

Nous bénissons le souverain arbitre du monde de ce que dans l'élévation, où la Providence l'a mise comme une autre *Esther*, V. A. S. s'est si généreusement occupée à nous faire avoir la protection favorable de Monseigneur, Son Auguste Epoux; et nous ne pouvons que prier Dieu, avec toute l'ardeur dont nous sommes capables, qu'il Lui fasse longtemps jouir de cette gloire dont il Lui a fait part sur la terre, et de Ses biens dont Elle fait un si bon usage pour secou-

rir tant de personnes et pour soutenir le sanctuaire de l'Eternel, dont Elle a jetté les premiers fondemens en faveur des pauvres Réfugiés français.

Après tant de biens que V. A. S. nous a fait, que n'avons-nous pas à espérer d'une main qui nous a toujours été si bonne ?

Cela nous imprime une certaine confiance, Madame, que Vous ne désapprouverez pas la très humble Requête que nous osons Vous présenter, pour vous supplier, avec un très profond respect, de vouloir bien appuyer Celle que nous adressons à Monseigneur le Duc.

Quelque bien que nous soyons dans cette douce retraite que S. S. a eu la bonté de nous donner ; quelque tranquilles que nous soyons dans le culte que nous rendons au Seigneur selon les mouvemens de notre conscience ; quelque sujet que nous ayons de bénir Dieu de ce que la tempête qui nous a enlevés de notre patrie, nous a fait rencontrer un port assuré, où nous sommes à couvert de l'orage par la protection de Monseigneur et par la grâce de V. A. S. : Ce nous serait, Madame, une matière de grande satisfaction de voir de notre temps même, l'*affermissement de la liberté* que Sa Sérénité nous a concédée par tolérance, afin que ceux qui viendraient après nous, la possédassent en vertu de quelque *patente* de S. A. S. qui l'autorisait.

C'est, Madame, ce que nous demandons, à Monseigneur, avec la *permission d'avoir quelque lieu commode pour faire nos assemblées*, quand nous (ou nos successeurs) serions en état d'en acquérir

V. A. S. a pu remarquer que *celui que Sa Bonté nous a donné depuis plus de douze ans s'est souvent trouvé trop étroit* pour contenir ceux qui s'y rendent. Nous sommes fort heureux de l'avoir tel qu'il est, et nous conserverons toujours fidèlement la mémoire de V. A. S., notre bienfaitrice et la *fondatrice de notre Eglise*.

Comme nous avons appris que quelquefois Elle avait eu la pensée d'en faire chercher un autre plus étendu, nous nous en remettons à Elle. V. A. S. n'a pas besoin de sollicitation là-dessus. Nous pouvons dire seulement que, bien que ce fût un monument de sa grande et exemplaire charité et qui augmenterait Sa gloire parmi tous les Protestants Réformés, nous ne Lui demandons rien que ce que Sa prudence et Son zèle peuvent Lui faire juger à propos.

Le but de ce que nous proposons ici n'est que la prière que nous Lui faisons de contribuer par Son intercession à nous faire obtenir la grâce que nous demandons à S. A. S. Quelque succès que puissent avoir les mouvemens de notre zèle, nous ferons toujours avec ardeur des prières véhémentes pour la conservation de V. A. S.,

pour la prospérité et pour l'accomplissement de Ses souhaits, puisque nous sommes avec une profonde vénération, Madame, de Votre Altesse Sérénissime

Les très-humbles, très-obéissans, très-soumis et très-obligés
serviteurs,

les Français Réfugiés à Zell
et les autres Réformés,
et pour tous,

DELAFOREST, Pasteur
de ladite Église.

Les quatre autres requêtes du consistoire de Celle, c'est-à-dire du pasteur Delaforest, ne diffèrent de celle-ci que par quelques tournures particulières. Dans la lettre à Son Altesse Sérénissime Monseigneur le Duc, par exemple, se trouve ce passage :

« Les souverains font ce qui leur plait pour ceux qui sont dans leur dépendance... Nous avons à peu près dans la politique la même maxime à l'égard des Princes dont nous dépendons, que celle que nous soutenons en la Religion à l'égard de Dieu. Comme nous ne prétendons pas mériter envers le Roi des Rois les biens qu'il nous fait, aussi ne croyons-nous pas, que des sujets puissent demander à leurs souverains que comme des grâces ce qu'ils les supplient de leur octroyer. — Il est vrai, Monseigneur, que les supplians ne sont qu'une *poignée de peuple*. Mais, quand il s'agira d'employer notre vie même pour le bien de son Etat, nous nous y porterons avec tant de courage qu'on dira que nous sommes come un *fort grand peuple*... »

Toutes les cinq Requêtes furent très bien reçues; si bien qu'elles aboutirent à la *Patente du 12 août 1699*, qui accorda aux Réfugiés de Celle plusieurs privilèges très précieux, quoique restreints par l'autorité ecclésiastique luthérienne du duché.

HENRI TOLLIN.

Mélanges

LE DOCTEUR JEAN DE ROSTAGNY

RIMAILLEUR PLAISANTIN

DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

(Mars-Septembre 1685)¹

V. — On a vu que la 4^e épître et la 5^e rimaille du sieur de Rostagny sont adressées à Mademoiselle Théobon² : « Quittons le cimetière de Charenton, lui dit-il ;

Retournons avec les vivants,
Ne parlons plus des lieux funèbres.
Entrons, et joignons ces sçavants
Que j'aperçois dans les ténèbres.

Sur ce, il entre dans un « cabaret », où des Huguenots sont à table, prenant leur repas et causant.

J'écoutai, sans dire un seul mot.
Après le dernier coup de cloche,
Pour payer mon petit écot,
Je tirai dix sols de ma poche.
Je considérai, dans la cour³,
De leurs nouveaux Saints les images :
Gaches, Daillé, Derelincourt (*sic*),
Et d'autres pareils personnages⁴.

Outre les fruits et les pâtés,
On voit là six ou sept Libraires.
Je regardai de tous côtés
Et n'y trouvai aucuns bréviaires.
Ils n'ont que des livres *pour* eux
Et *contre* l'Église Romaine.
Mais entrons vite, car je veux

1. Voy. le n^o du 15 février, p. 143.

2. La dame d'honneur la plus intime de la princesse palatine, que Louis XIV finit par lui retirer, à cause de sa religion.

3. En note : « La Cour du Temple. »

4. En note : « Les Ministres en taille douce. »

Oùir cet aveugle qu'on mène.

Un Ministre aveugle¹... ô grand Dieu !
C'est pour accomplir l'Écriture
Qu'il vient enseigner en ce lieu,
Par un miracle de nature !

Donc vous prenez, en ces bas lieux,
Pauvre petit troupeau d'élite,
Pour aller plus droit dans les Cieux,
Un aveugle à vostre conduite!...

Il dit son *Pater* en françois
Et renverse à tâtons le sable².
Tous se relèvent à la fois
Pour entendre ce vénérable.

Un petit enfant assez beau
Dégoise là son Catéchisme,
Élevé sur un escabeau
Proche de ce fauteur du schisme.

J'entends que cé petit garçon
Répond au Père à courte manche :
« Nous avons pour nostre leçon
« Celle du dixième Dimanche³... »

Le prêche commence par la lecture d'un texte biblique.

Escoutons si ce grand docteur
Le prouvera par l'Écriture...
... Il commence à lever la teste
Pour prouver en coigne-festu⁴
Que son cheval n'est qu'une beste.

Jurieu, le Ministre de Mer,
Et Lenfant, celui de Bazoches,
Sur ce point ont voulu s'armer
Et s'entredonnent des taloches.

1. En note : « De Metz en Lorraine. »

2. Le sablier.

3. C'est le service de l'après-midi, c'est-à-dire ce qu'on appelait *le Catéchisme*. C'est pourquoi un enfant récite la X^e section, ou « dixième Dimanche ».

4. Un vrai coigne-fêtu, un homme qui sue sang et eau à ne rien faire. On dit : « Il ressemble à Coigne-fêtu, qui se tue et ne fait rien. » Bien des gens en sont là. (Dict. de l'Acad.)

De vive voix et par escrit,
 Le sieur Closet¹, controversiste,
 Leur a bouleversé l'esprit
 Jusqu'à quitter leur premier giste.

Nous faisons grâce ici à nos lecteurs d'un galimatias de controverse, mais n'omettons pas de leur faire savourer ces jeux d'esprit (ou calembredaines) bien caractéristiques :

Calvin, tiré de *calvere*
 (Comme chef de la fourberie)
 Veut dire autant que *fallere*,
 Son fait n'étant que tromperie.
 Chaque Ministre, au mot latin
 De MINISTER, en anagramme
 Fait MENTIRIS, par un destin
 Qui dit tout en cette épigramme.

Luther, Viret, Bèze et Calvin
 Ont renversé l'Écrit Divin.
 Bèze, Calvin, Luther, Viret,
 Croient autant que Mahomet.

Calvin, Luther, Viret et Bèze
 Ont mis tout le monde en malaise.
 Bèze, Viret, Calvin, Luther,
 Et les leurs, s'en vont en Enfer.

Qu'on se le dise ! Voilà qui a dû faire les délices des pres-tolets du temps et de leurs sociétés dévotes ! — Le Prédicant, ayant achevé son sermon, descend de la chaire « seul, à petits pas », pour procéder à une cérémonie baptismale.

Il s'en vient appliquer en bas
 L'eau du sacrement du Baptême.
 Il dit, en faisant les yeux doux :
 « Frères de la sainte famille,
 « Quel enfant nous apportez-vous ? »
 On dit : « Monsieur, c'est une fille. »
 — « Ne désirez-vous pas courir

1. En note : « En Beauce. » — Il y eut, en effet, une conférence à Mer, en 1659, entre Dan. Jurieu et un certain Closet qui y était venu prêcher le Carême. Voyez comme ce Rostagny était informé ! On dirait un faux frère !

(Parlant aux parrain et marraine)

« Dans ce chemin, pour y mourir

« Plutôt qu'en l'Église Romaine? »

— « Oui, Monsieur, tous jusqu'à la mort

« Nous suivrons toujours avec joie,

« Et de plus nous ferons effort

« Que cet enfant ait même voie. »

— « Le Seigneur soit donc avec nous! »

(Tendant la main sous une aiguière,

Il dit :) « Quel nom lui donnez-vous?

« Nommez, ça, et ne tardez guère. »

Après qu'on a déclaré donner à l'enfant le nom d'*Esther*,

Le Lecteur verse dans sa main
De l'eau, que, sans autre préface,
Suivant la forme du Romain,
Il lui renverse sur la face¹...

Ce que l'on dit en cet instant,
Le nom, les parrains et marraines,
Et l'eau qu'on verse sur l'enfant,
Tout est de l'Église Romaine.

Cette similitude a toujours eu le don de faire enrager les « Romains », qui voudraient avoir le monopole du baptême, tel qu'ils l'administrent.

Le nom d'*Esther*, choisi tout exprès ici par notre plaisantin, lui fournit un texte — ou prétexte — pour fulminer contre la Réforme, qui « a le Livre d'*Esther* pour apocryphe » et, partant, devrait proscrire également le prénom d'*Esther*, comme un nom apocryphe! Argument polémique de belle force et vraiment renversant!... Mais passons à une autre cérémonie.

Laissons-là ce pauvre innocent,
Qui peut un jour devenir sage,
Pour voir cet autre objet présent,
Que je crois être un Mariage.
Le Lecteur, en dernier ressort,

1. Ce « lecteur » qui verse l'eau dans la main du ministre, c'est l'Antoine de semaine ou de mois.

Lit les annonces de Promesse¹,
 Et l'époux (ah ! damnable sort !)
 Est un renégat de la Messe².

Esau, pire qu'un lutin,
 Tu vas, pour moins d'une lentille,
 Te perdre de si bon matin,
 En prenant une telle fille !

Ah ! tête de peu de cerveau !
 Tu quittes l'Église de Rome,
 Pour avoir la vache et le veau,
 Avec quelque petite somme !...

Laissons-là tous ces gros palots
 Avec leurs dondons de village,
 La moitié chaussés de sabots
 Pour danser après ce voyage...

Et de se lamenter sur ce qu'ainsi « la chair et l'argent,
 « cette double amorce du Démon, perdent les âmes et font,
 « en cet instant,

D'un fidèle un grand hérétique !
 Un moine³, tombant par malheur,
 Croit épouser une baronne,
 Et le terme de son bonheur
 Sont les débris de sa couronne.

Quelle abomination de voir Genève attirer ainsi « des doc-
 teurs, des prêtres, des moines, en grand nombre » !

Autant d'aspostats, déserteurs,
Pour un plaisir qui n'est qu'une ombre !

Bravo, Rostagny ! Que ce dernier petit vers te soit compté !

1. Promesse de mariage, les bans.

2. Qui sait si en réalité Rostagny, faisant le faux frère, n'est pas allé à Charenton un jour où il y eut un baptême d'une fille nommée *Esther* et un *mariage mixte*. Les registres consistoriaux brûlés au greffe du Palais de Justice, où nous les avons retrouvés en 1835 (voir *Bull.* t. IV, p. 625) ou bien ceux qui sont demeurés introuvables, contenaient peut-être la réponse à cette question désormais insoluble. — De même quant à ce pasteur aveugle, « de Metz en Lorraine ».

3. En note : « Apostasiant à Genève. »

Dirait-on pas que tu as connu cet autre versiculet, d'un poète badin du XVIII^e siècle :

Le pré valait-il la fauchure?...

Les deux font la paire.

VI. — Sixième rimaille. Elle est dédiée à Mademoiselle de La Périère. Rostagny, dont la première rimaille a, dit-il, reçu d'elle un bon accueil, « va » continuer son voyage, et montrer, par les faits qu'il a colligés, ce que c'est que la huguenoterie.

Sans exagérer d'un seul mot,
Prenez la peine de les lire,
Et vous verrez qu'un Huguenot
N'est qu'une chimère pour rire.

Et comment débute sa démonstration? Par l'histoire d'Écosse et une émeute que, dans Édimbourg la grande ville, des libertins, sans le savoir, firent un jour de la Saint-Gille. (On ne s'attendait guère à voir l'Écosse en cette affaire!) Puis, arrivant à Calvin et à Bèze, il faut voir comme il les arrange! quels ragots il accumule pour les noircir! Là, encore et toujours, appliquant la maxime qu'il faut chercher la femme, — la femme, qui perdit Adam, — qui « perdit Troie », — et qui perdit de même tous les prétendus Réformateurs et les prétendus Réformés. Partout il voit « un infâme

Qui renonce à tout et se vend
Aux Huguenots pour une femme! »...

Pour estre des Saints parmi vous,
Il ne faut qu'estre opiniâtre,
S'éloigner tant qu'on peut de nous
Et nommer le Pape *idolâtre*.

Deux Huguenotes, ce dit-on,
Sont en ces trois vertus si riches
Qu'un paroissien de Charenton
Dit un jour : « Leur faudrait deux niches! »

Il paraîtrait que le bruit s'était répandu que ceux de la R. P. R. allaient être de nouveau renvoyés, pour l'exercice de leur culte, de Charenton à Ablon, comme avant 1606, et que cet exercice subirait, du coup, certaines modifications :

L'on croit que ce Temple nouveau
Doit, en augmentant vostre peine,
Dans Ablon rechanger de peau
Pour prêcher et faire la Cène...

Afin que nous vivions en paix,
Messieurs, éloignez cet asile
Et ne vous ingérez jamais
D'estre voisins d'aucune ville...

Car je craindrois bien aussitôt
Que le Diable, en ceste machine¹,
Ne vous cachât quelque suppôt,
Comme aux Troyens pour leur ruine.

Ce faux Temple sera toujours
Du maudit grain la triste grange,
Ou plutôt un repaire d'ours
Conduits là par leur mauvais ange.

Tous nos Catholiques sans frain,
Que ce corps ne souffroit qu'à peine,
Font que Paris sur le Terrain²
Se purge en montant sur la Seine.

Enfin, comparaison tout à fait honnête et gracieuse :

Quoiqu'un cloaque soit impur,
Il en faut pour chaque édifice.
Un seul rend tout le reste pur :
Charenton rend le même office.

Allons-y pourtant, afin d'observer ces mécréants :

Mettons-nous dedans ce bateau
Pour nous en aller sur la Seine.

1. Le cheval de Troie.

2. Le *Terrain* était la pointe orientale de l'île de la Cité, en avant du chevet de Notre-Dame. Sorte de dune formée, pensait-on, par les gravats et détritits qui avaient été apportés et s'étaient amoncélés sur cette berge. On l'a aussi désigné sous le sobriquet populaire de la *Motte aux Papelards* (chanoines).

Il me souvient, voyant cette eau,
 De ces damnés que Caron mène!
 Faut-il qu'un *moulin* soit si près
 Et qu'un *Moulin*, par ressemblance,
 Semble avoir été fait exprès
 Pour laisser des baudets en France¹...
 Vous souvient-il pas qu'autrefois
 Ce *moulin* de mauvais augure
 Vit abimer tout à la fois
 Tant d'ânes de cette nature²?

Charitable allusion à « plusieurs Charentonais noyés au dessous *du moulin* », comme l'explique une note.

Si le *moulin* souffre périr
 Ses domestiques près la porte,
 Prenez garde à vous de mourir
 Où le cours *du moulin* vous porte!...
 Saint Pierre étoit le plus souvent
 Sur les eaux sans faire naufrage,
 Et votre nef, au moindre vent,
 Se perd dès le premier voyage.
 Saint Pierre a pêché du poisson
 Dedans sa nacelle en grand nombre,
 Et chez vous un petit *véron*
 Vous a fait trembler de son ombre.

Allusion calembouresque (ou calembourique) au célèbre jésuite et curé Véron, comme la note prend soin de l'indiquer³.

C'est donc bien la nef de Caron,
 Cette antiquaille recousue
 Qui vous apporta d'Achéron
 Votre Réforme prétendue...
 Entrons, mais je tremble de peur,
 Regardant le bord que je quitte,

1. Série de calembourgs sur le nom de Dumoulin et le moulin de la Rivière, à Charenton Saint-Maurice.

2. Allusion cynique au naufrage de la barque qui portait les fidèles à Saint-Maurice le 19 janvier 1654. Nous en avons parlé dans le *Bulletin*, t. XXXVIII, p. 479, et donné la liste des victimes.

3. En note : « Le Véron, célèbre controversiste. »

Je crains qu'il n'arrive malheur
A ce joli troupeau d'élite...

Entrons donc... Je suis embarqué...
Si j'abîmois, j'en aurois honte...
N'ayant donné qu'un sol (sou) marqué,
Je risque me perdre à bon compte...

La Marne, fleuve de renom,
Souvent des Huguenots se venge,
Aimant mieux se perdre et son nom,
Que porter au loin cette fange¹...

Si Dieu ne retenoit sa main,
Les éléments, sans plus attendre,
Réduiroient en un tournemain (*sic*)
Ces vingt bateaux couverts en cendre.

Bien que, pour vostre passe-temps,
Chacun à présent chante un Pseaume,
Vous iriez tous en même temps
Occuper le maudit royaume.

A quoi bon entonner ces airs
En des lieux où l'on galantise?
David vous a-t-il fait des vers
Pour mettre à couvert la sottise?

Une fillette à marier
Ou bien quelque femme coquette
Se met la première à crier
Ce pendant qu'une autre caquète...

C'est tout le fruit de votre chant,
Dont vous espérez le contraire.
Là ce badin, toujours méchant,
Fait le ravage qu'il peut faire...

Puis, à en croire ce bon apôtre de Rostagny, nos pèlerins, arrivés à l'hôtellerie de Charenton, y médisent de leurs Pasteurs, qui (selon les mauvaises langues) ont perdu « la Foy et la Charité ». Il ne reste donc plus que l'Espérance.

Car pour la Foy, nous voyons trop

1. Fi donc, monsieur de Rostagny! Si vous en valiez la peine, vous seriez rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, pour ces termes anti-parlementaires et pour d'autres honteuses impertinences. Mais vous n'en valez pas... le papier ni l'encre!

Que nos Pasteurs ont quelque souffle
Qui les conduit au grand galop
A faire baiser leur pantoufle¹.

Quoique tous Pasteurs soient égaux,
Ceux-ci veulent prendre la verge,
Traitant les autres de nigaux,
Témoin, à Senlis, Fauquenberge².

Ils³ vouloient, quittant son troupeau,
Que, dès le premier mot de lettre,
Il s'en vint, la main au chapeau,
A toutes leurs loix se soumettre.

Mais lui, par la même raison,
Leur fit voir qu'ils n'ont point d'empire
Et qu'ils savent bien sa maison
S'ils ont quelque chose à lui dire.

Se servant de l'article exprès⁴,
Enfin il leur a fait connoître,
Aussi bien de loin que de près,
Qu'étant Pasteur, il est *sans*⁵ maître...

Nos Pasteurs, avec nos Anciens,
Sont absolus comme le Pape.
Chacun prend pour donner aux siens,
Et c'est ainsi qu'on nous attrape...

« Qu'on nous attrape » ! Rostagny voit bien la paille, mais non la poutre. S'il jetait un regard sur le grand troupeau de ses bons Catholiques Romains, et s'il était sincère, qu'en penserait-il donc ?.... Mêmes faiblesses humaines des deux côtés !

« Vous me direz peut-estre que le style dont je me sers est un peu libre », écrit notre rimailleur, en terminant sa lettre à

1. La tendance de tous les pasteurs (qui sont hommes !) à pontifier (n'est-ce pas d'ailleurs leur métier ?) et à s'imposer autoritairement aux fidèles, à leurs ouailles, à leurs clients et *clientes*. L'humanité ne perd jamais ses droits.

2. En note : « Ministre qui fut cité à comparoître au Consistoire de Charenton en 1656. »

3. Ceux du Consistoire.

4. En note : « Confession de Foy, art. 30. »

5. Où « son maître », a-t-il peut-être voulu dire. Ce qui, d'ailleurs, revient au même. Ceux qui se proclament *sans Dieu ni maître*, ne sont-ils pas le plus souvent inféodés aux pires idolâtries et aux pires servitudes ?...

Mademoiselle de la Pèrière. » — « Oui, certes! (eût pu lui répondre à bon droit cette demoiselle), — et passablement grossier! » Il est tel de ses quatrains que nous avons cru devoir décemment omettre. Il a beau se prévaloir de l'exemple « du prophète Hélié et de saint Augustin », il a beau prétendre qu'il a voulu « divertir » une demoiselle qui « a renoncé à Calvin », notre plaisantin docteur de Rostagny mérite parfois d'être qualifié de... fieffé polisson.

VII. — A Mademoiselle Martel (qu'il salue comme étant de la lignée du fameux Charles Martel!!!), Rostagny adresse sa septième rimaille, « contenant aussi, entre autres choses, « les plaintes que font encore tous les jours les pèlerins du « petit troupeau au sujet de leurs Pasteurs ». Mais, ce programme, il ne le remplit guère. Il recommence ses lieux-communs et ses arguties de controverse, qu'il lui plait d'opposer à un antagoniste de sa façon.

Pour répondre de bout en bout

A votre Prêche huguenotique,

Je suis prêt à répondre à tout

Et vous le montrer hérétique...

Messieurs, par où prouvera-t-on?

Se voit-il quelque prophétie

Qui dise que c'est Charenton

Qui doit succéder au Messie?

Que les mérites de son sang

Ne devoient maintenir l'Eglise

Que quatre siècles dans son rang,

Afin qu'un autre évangélise?

Qu'il a, pendant mille ans, fallu

Qu'elle soit tombée en ruine

Et que Calvin seul soit élu

Pour rétablir la Foy divine?...

Et alors c'est un ressassage de toutes les niaiseries et de toutes les vilénies ayant cours, dans les sacristies, sur ce monstre abominable nommé Jean Calvin! Nous épargnons à

nos lecteurs quarante fastidieux quatrains, qui aboutissent à celui-ci :

Ergo, donc, et par conséquent,
Concluons en directe forme
Qu'il n'est rien là de subséquent
Pour maintenir cette Réforme...

Conclusion, pour le moins aussi rigoureuse que celle de cet autre illustre docteur de comédie : « Et voilà pourquoi votre fille est muette. » Il ajoute :

Je sais qu'un Ministre m'a dit,
N'ayant rien de meilleur à dire,
Que, s'estant accrus, il suffit
« Pour croire que Dieu les inspire ».

Je conclus, par comparaison,
Que le Diable et ceux qu'il infecte
Pourront, par la même raison,
Prouver la bonté de leur secte...

Si Luther s'accroît tous les jours,
Et Mahomet de même sorte,
Voyez un peu de ce discours
Où la conséquence vous porte!...

Voilà à quoi se réduit ladite rimaille, si peu conforme à ce qu'elle promettait d'être.

VIII. — La huitième est « à Mademoiselle de Roucy », sœur des comtes de Roye (La Rochefoucauld), et qui n'avait pas encore suivi leur exemple, n'avait point encore abjuré. Rostagny se propose de la décider par une démonstration historique en règle.

Les Luthériens, quoique ennemis,
Ne sont plus chez vous hérétiques.
Vous les recevez comme amis,
Sans rien changer de leurs pratiques ¹.

1. En note : « Synode national de Charenton tenu l'an 1631. »

Si ce motif de charité
 Vous joint à des partis contraires,
 D'où vient que son autorité
 Ne termine pas nos affaires ?
 Daillé, par un zèle benin,
 Donne pour moyens d'amnistie
 Que l'on peut croire sans venin (sans erreur)
 Jésus-Christ dans l'Eucharistie ¹.

Néanmoins, quittant les Papaux,
 Jean Calvin prouve sans feintise
 Que c'est un des points principaux
 Qui luy fait rebâtir l'Église.

Luther prononce assurément
 Que, sans changer aucune chose,
 Le Seigneur est au Sacrement
 Et que sans cesse il y repose.

Ne recherchant que cet objet,
 Nous y croyons aussi de même,
 Vous n'avez donc aucun sujet
 De nous menacer d'anathème...

Hé ! bien, Messieurs, que dites-vous ?
 Si vostre chef estoit des vôtres,
 Il parle bien plutôt pour nous
 Qu'il ne fait en faveur des autres.

Ce qui donnoit de la terreur
 Pour vous séparer de l'Église,
 Daillé n'en fait plus une erreur,
 Ce n'est plus qu'un peu de méprise.

Pour ce seul point-là toutefois
 On a donné tant de batailles.
 Où les deux partis à la fois
 Ont fait de doubles funérailles.

Tous les autres points de la Foy
 N'ont rien d'égal à ces mystères
 Qui font le centre de la Loy
 Que tenoient autrefois vos pères.

Mais quiconque voudra voir clair
 Dans le cours de vostre police
 Verra bien que ce pas de clerc

1. En note : « Daillé, *Apolog.*, c. 9, p. 43. »

Est un pur effet de malice.

Voyant que le grand Richelieu
Avoit subjugué La Rochelle,
Vous croyiez bien quitter ce lieu
Peut-estre par un tour d'échelle.

Pour ne pas avoir sur les doigts,
Ce n'estoit point agir en bestes
De vous joindre au Roi des Suédois
Pendant le cours de ses conquestes.

A peine futes-vous unis
Aux sujets de ce grand Monarque,
Qu'un juste Dieu vous a punis,
Le livrant aux mains de la Parque.

Si bien que, dans ce désarroi,
Sans la clémence de nos Princes,
L'on auroit pu, suivant la loi,
Vous éloigner de nos provinces.

Le Roy voit bien tous vos projets,
Après tant et tant de pratiques.
Il vous souffre comme sujets,
Quoique ennemi des Hérétiques...

Montigny, Durand, Du Moulin,
Et Mestrezat, dans une lettre¹,
Vostre affaire estant au déclin,
Ont esté prêts à se soumettre.

Le Père Arnould, devant le Roy²,
Fit voir que toute l'Écriture,
Mise en marge de votre Foy,
N'estoit que de la tablature...

Et ainsi de suite... pour établir que les Pères Jésuites sont
de bons bergers, et les Huguenots, des loups et des renards,
traqués par eux à bon droit !

Vostre parti n'est plus de jeu,
Ce règne éclairé vous menace
Que l'on verra finir dans peu
De Calvin la funeste race.

1. En note : « Au Roy, l'an 1617. » — Voir *Bulletin*, t. IV, p. 47.

2. En note : « A Fontainebleau. »

Oh ! oui, funestissime ! Car ces Huguenots, savez-vous bien ce qu'ils convoitent principalement ?

C'est de ravir à pleines mains
Les croix d'or et les reliquaires !

Et la preuve, c'est « qu'ils ont bien eu l'assurance (l'audace)

D'enlever le plomb des tombeaux
Aux morts de Saint-Denis en France ! »

Pour le coup, voilà un méfait dont nous ne savions pas que les Huguenots se fussent rendus coupables, trois siècles avant les pillards sans-culottes de 1793 ! C'est le cas de s'écrier : « Quoi ! déjà ?... ».

Et la France ne leur suffisant plus, ces « brigands » de Huguenots

Se veulent pousser au butin
Qui reste encor en Italie !...

Tel est le joli résumé d'histoire que Rostagny met sous les yeux de Mademoiselle de Roucy, « la croyant trop raisonnable pour demeurer opiniâtre et ne se point rendre à la raison », comme ses frères, Messieurs les Comtes de Roye, lesquels « ont surmonté toutes les difficultés » et lui ont montré la bonne voie.

IX. — La neuvième rimaille de notre rimailleur est dédiée

A MONSIEUR CLAUDE.

Premier Ministre des P. P. R. en France.

On a vu ci-dessus l'épître, avec force politesses, qui accompagne cette rimaille et qui est datée du 1^{er} septembre 1685. Rostagny y exalte les mérites qui ont porté le nom du pasteur Claude « dans les quatre coins de l'Europe » ; mais c'est pour mieux marquer son étonnement qu'un tel homme soit « l'avocat d'une si méchante cause », et c'est pour affirmer l'espoir de le voir « rentrer au giron de l'Église » et proclamer solennellement « la fausseté de la doctrine de

Charenton ». Oh ! voilà une conversion qui « feroit la joie du ciel et de la terre » ! On sait ce qu'il en a été de cette « attente raisonnable » du sieur de Rostagny, et comment Claude persista dans l'impénitence finale, qui était simplement fidélité à ses convictions de chrétien évangélique.

Voici la rimaille, dont le ton est assez différent de celui de l'épître. La rime grise le rimailleur !

Il était nécessaire enfin,
Pour combler toutes vos malices,
Que chez vous la Messe prit fin,
Puisque vous mangez... les calices !

Du Plessis-Mornay vous fait voir,
Et Dumoulin prouve sans peine,
Qu'on peut aisément concevoir
Un sacrifice dans la Cène.

Puisque vous donnez bien ce nom
Au Jeûne, à l'Aumône, aux Prières,
La Cène est de plus grand renom
Et doit l'obtenir des premières.

Ici bas vous ne croyez rien
Qui nous rende un Dieu plus propice.
La Cène donc mérite bien
Avoir le nom de Sacrifice ..

Examinez sans intérêt
L'histoire depuis les Apôtres :
Elle renferme vostre arrest,
Leurs liturgies sont les nostres.

Luther, devenu grand lutin
Pour le refus de la croisade,
Fit voir qu'il s'appeloit *Martin*
Et que son crâne estoit malade

Il dit, quittant le célibat,
Que, pour faire abolir la Messe,
Satan fit chez lui le Sabbat
Pour argumenter par finesse.

On voit, par cet échantillon, comment il argumente, lui, le rimailleur, digne tout particulièrement de s'appeler *Martin*. C'est toujours le même salmigondis de faits historiques incompris ou travestis. La Réformation, « c'est évident ! », n'a

eu qu'un seul et unique mobile, elle n'a été accomplie que

Pour piller nos saints Monastères...

Hélas ! que le Diable est malin !

Pour vous tenir en assurance

Un seul Bouclier du Moulin

Couvre tous les ânes de France.

Quoique le Moulin soit à bas,

Aujourd'hui Claude s'étudie

Pour conduire, après son trépas,

Ce petit troupeau d'Arcadie.

Que je vous plains, petit troupeau !...

Vous, Ministres de qualité,

Direz-vous toujours, quoi qu'on fasse,

Qu'il faut que la fatalité

Occupe la première place ?

Si vos femmes donc, un matin,

Vous font avoir martel en teste,

Elles diront : « C'est le destin

« Qui veut qu'Actéon soit de feste »...

A quoi bon craindre Lucifer ?

C'est dire par là : « Tout coup vaille !

(Ou que l'on ne croit point d'Enfer)

Le Diable est mort, faisons gogaille ! »

Enfin, tous nos discours vont là,

Vostre damnable politique

Nous découvre bien tout cela,

Lorsqu'on en vient à la pratique¹.

Le Diable fin en cramoisi²,

1. N'est-ce pas chose vraiment bien curieuse que tous ces mêmes arguments et discours saugrenus soient identiquement ceux que l'on entend encore produire aujourd'hui et à satiété, dans certains mondes, dans les meilleurs mondes ? A quoi sert l'expérience ! Que le progrès marche à pas lents, à pas de tortue, — sinon d'écrevisse ! Le *caput mortuum* des Églises, des sectes, des chapelles, est là pour le faire voir. On piétine sur place... jusqu'aux secousses et aux surprises, qui sont des *Réformes* en Angleterre, mais en France des *Révolutions*. Et puis, tout recommence régulièrement de plus belle jusqu'à... la prochaine. Et plus ça change, plus c'est la même chose. De changement au fond, de progrès réel, jamais ! — ...*E pur, si muove* ! Et pourtant la terre tourne !

2. « Le Diable fin en cramoisi »... Ceci fait un peu rêver. Est-ce le Diable, s'y connaissant, expert en fait de cramoisi, de rouge ? Ou bien est-ce le Diable, en fin velours cramoisi, comme Méphisto ? Quoi ! Déjà vêtu

Voyant la mèche découverte,
 A, dit-on, depuis peu choisi
 Des Novateurs pour vostre perte...
 Se servant de prétextes feints,
 Le peuple serait assez jobe (jobard)
 De prendre ces gens pour des Saints
 Et couper un coin de leur robe...

Puis revient cette éternelle rengaine, que le dogme papiste est la seule sauvegarde des pouvoirs temporels : voulez-vous reconnaître si ceux-ci sont en sécurité et si le peuple est bien dans leurs mains ?

Voyez s'il a de la terreur
 De nos Puissances transalpines¹.
 Sortant des règles du devoir,
 S'il en parle à sa fantaisie
 Et dit : « Le Pape est sans pouvoir »,
 Dites que c'est une hérésie...

C'est clair, et c'est franc... et naïf ! Et voilà pourquoi il faut exterminer l'Erreur,

Tous les soins de notre grand Roy
 Roulent sur ce parfait modèle :
 Un Prince, un Pasteur, une Loy,
 La seule marque du fidèle.
 Chantez, frères, du même ton,
 Ces Commandemens salutaires,
 Qui ne sont pas de Charenton,
 Mais qui regardent vos affaires...

Les huit derniers quatrains, « qui ne sont pas de Charen-

de la sorte ! Et cela pour changer sa « mèche » et recruter des novateurs rouges ? En vérité, c'est étonnant, et le Diable de Rostagny est bien astucieux ! Il est vrai, on va le voir, que son « peuple » est bien « jobard » !

1. En note : « En matière de religion, toute nouveauté n'en vaut rien. » Donc, il faut *conserver* précieusement tous les abus. Et de même, en matière de gouvernement et de politique. On a beau en avoir subi maintes fois les conséquences, tant pis, point de réformes ! Conservons, conservons, tendons la corde jusqu'à ce qu'elle casse, comme au 24 février 1848 !... Nous sommes toujours gouvernés et conduits par des aveugles ou par des forbans. Vive la politique ! Vivent les politiques et les politiciens ! Ils se valent tous.

ton », mais, en effet, de vrais vers de mirliton (tonton, tontaine, tonton) sont un grotesque hosannah à la gloire du Seigneur et Maître, ce Roi-Soleil, dont « le nom vénérable », etc., dont « les édits efficaces », etc., etc ! Il suffit de citer le dernier mot de cette invocation, qui est le comble des combles :

*Sans interposer ta puissance,
Pour nous remettre à la raison,
Tu tends les bras de ta clémence
Aux prodigues de ta Maison.*

Quel effronté coquin que ce Rostagny ! Tous les régimes ont leurs impudents menteurs ou leurs tartuffes... (cela n'est que trop certain), mais celui-ci, en fait de flagornerie et d'imposture monarchique, a mérité une palme !

X. — Sa dixième rimaille est à l'adresse de M. MONGINOT, *docteur en médecine*, et on a vu que l'épître qui la précède est du 2 septembre 1685. Rostagny s'y compare à un médecin voulant guérir un confrère éminent, « à quelque prix que ce soit, d'un mal un peu invétéré », et qui croit devoir se servir « d'un caustique un peu fort » ;

Revenons à nos godenots¹
Qui, pour l'intérêt de la vie,
Contre leur gré sont Huguenots
Et de changer n'ont nulle envie.

L'un, pour une succession,
Craindroit n'estre point au partage
S'il changeoit de profession
Avant que d'avoir l'héritage.

Un autre, à l'exemple d'Adam,
N'oseroit déplaire à sa femme,
Ce qu'un mauvais prêtre, à son dam,
A fait en prenant une infâme²...

1. Petit bonhomme d'ivoire ou de bois, assez informe, fait, comme on dit, à coup de serpe. Marionnette, homme de peu. — Godenot vous-même, Monsieur de Rostagny !...

2. En note : « De Billon La Mare, prêtre renégat, tenant pensionnaires, sur les Fossés de M. le Prince, l'an 1666. »

Ce maudit, quittant son clocher,
 Devint renégat misérable
 Et prit la veuve d'un cocher,
 Un spectre, une furie, un diable !
 Ce fut mon hoste de trois mois
 Et, dans nos discours ordinaires,
 De controverses quelquefois,
 Il me témoignoît ses misères.

Craignant le démon qui le suit,
 Près d'estre pris en ceste ville,
 Il disparut en une nuit
 Et fut contraint de faire Gille.

Après luy, dans ce mesme lieu
 J'eus pour hoste un très sçavant homme,
 Un vieillard vivant selon Dieu,
 Mort enfin dans la foy de Rome¹.

Selon toute l'antiquité,
 Dont il avoit fait la lecture,
 Il me disait : « Dans l'équité,
 « Rome seule en a la teinture ».

Zélé pour les traditions,
 Il dit qu'on pourroit sans contrainte,
 Malgré les inspirations,
 Rejeter l'Écriture Sainte...

Suit une longue tirade, mise dans la bouche de ce docte personnage, pour démontrer qu'il est facile de prétendre qu'on a le Saint-Esprit, mais qu'il s'agit de le prouver, ce qui est une tout autre affaire. D'où les radotages habituels, savoir, que les novateurs veulent que le Saint-Esprit

Soit fait le père du Mensonge...

et que

L'Esprit-Saint, estant sans défaut,
 N'est point chef des Sectes nouvelles...

Enfin, que ce qui attire ou retient les Protestants dans l'hérésie, c'est toujours, infailliblement, l'intérêt humain ou quelque vice inavouable sur lequel on donne le change.

1. En note : « M. Le Mercier, homme de lettres, ami de M. Grossius. »
 (Sic, Grotius?)

Au dire du sieur Derelincourt,
Qui nous peint à sa fantaisie¹,
Vous avez le chemin plus court
Et nous sommes dans l'hérésie.

Ceux qui, dans un esprit de paix,
Ont pris le soin de luy répondre
Vous feront juger désormais
Que tout ne sert qu'à le confondre.

De trente points controversés
La mauvaise foy du bonhomme
En voit plus de vingt renversés
De ce qu'il les impose à Rome.

Tout le reste est sans fondement,
Opposé même à l'Écriture...

A telles enseignes que Daillé lui-même, le Ministre Daillé, met bas les armes (au dire de Rostagny), et que

Un fils d'Hippocrate, Angevin,
Qui professe la Prétendue,
En soupirant, dit : « Jean Calvin,
« Voilà ta famille perdue !

« Ta fille court parmi les bois,
« Elle y chante, elle s'y lamente !
« Ces marques d'un cygne aux abois
« Sont l'effet d'une fièvre ardente.

« Je connois son tempérament :
« C'est un corps qui crève de bile...
« Pour sauver ce redoublement
« Je ne suis pas assez habile. »

Eh bien, en vérité, le sieur de Rostagny se vantait, en disant qu'il allait appliquer à son confrère « un caustique un peu fort ». Sa rimaille est tout au plus un cataplasme de graine de lin, et elle a dû être sur le bon M. Monginot d'un effet purement émollient. Loin de se sentir touché par le

1. En note : « En son *Abrégé des Controverses*, » — Si Drelincourt a peint les Catholiques Romains « à sa fantaisie », comme le dit Rostagny, celui-ci, à son tour, le lui a certes bien rendu ! — Notons que tout en écrivant *Derelincourt*, Rostagny devait prononcer *Drelincourt*. Autrement, son vers serait faux.

médecin de Madame de Guise, il n'aura fait que hausser les épaules et s'ébahir de l'ânerie de ce docte et prétentieux charlatan... qui, lui surtout, « crevait de bile ».

XI. — La onzième et dernière rimaille est dédiée à ladite patronne, à *S. A. Royale Madame de Guise*. Après avoir adressé celles qui précèdent « à des personnes qui ont quitté l'hérésie ou qui sont encore engagées dans ce malheureux parti », il a éprouvé le besoin de « finir par où il avait commencé ses petits vers » et de les placer « sous une protection royale ». Pouvait-il en avoir une meilleure que celle d'une princesse qui est « un modèle achevé de piété ? » etc. etc. Autrement dit, il éprouvait le besoin d'encenser et flagorner derechef, à la fin de son ouvrage, celle qu'il avait encensée et flagornée au début, et dont il était le très humble domestique, c'est-à-dire le serviteur et médecin en titre.

On pense bien que ses derniers quatrains sont toujours sur le même refrain. En voici pourtant quelques piécettes qu'il vaut la peine de mettre en relief. Rostagny y soutient que si les enfants sont huguenots c'est pour suivre l'exemple de leurs pères :

L'un dit : Puisque mon père est mort
 Dans ce parti jusqu'au martyre,
 Je veux suivre le même sort,
 Malgré tout ce qu'on pourra dire.
 Peut-être un maudit apostat,
 D'une humeur athée et mutine,
 Dit : « Je me plais en cet état !
 « Vive l'Erreur, mais que je dine !... »
 Cottiby¹, des moins querelleux
 Des Pasteurs en supercherie,
 A quitté son troupeau galeux
 Pour rentrer en la bergerie...

1. En note : « Ministre de Poitiers. » — Oui bien, mais ce qu'il y a de curieux, c'est que c'est le *berger* qui était le *galeux*. Voir l'article *Cottiby*, dans la *France Protestante* des frères Haag.

Le Pèlerinage est tant bien que mal achevé, on rentre à Paris :

Enfin nous voilà de retour.
Je vois le Pont de la Tournelle,
Où chacun vous fronde à son tour
En vous chantant la péronelle¹.

Les enfants, sortant du maillot,
Jettent ce qu'ils ont sur vos testes,
Criant : « Huguenot ! Parpaillot !
« A Charenton, mauvaises bêtes ! »

Un vieux crieur de Mort-aux-Rats²,
Qu'ils appellent vostre bannière,
Est tous les jours par ces haras
Traité de semblable manière.

Puisque le Terrain³ sert de port
Et vous délivre du naufrage,
Allons trouver dans ce transport
Celle qui détourne l'orage.

C'est Nostre-Dame. Suivez-moy.
C'est en ce lieu que sans contrainte
Dieu redressera vostre foy,
Si vous aimez la Vierge Sainte...

Pour pointe finale, notre rimailleur arrange la petite scène que voici :

Un certain hoste veut courir
Dans cette lice moins étroite,
A cause qu'on a fait mourir
Son père dans une brouette⁴.
Sur cette machine autrefois
L'on mit, dans Meaux, pendant la Ligue,
En criant *Verjus!* plusieurs fois,

1. Péronnelle ou Pernelle, femme sans valeur, bavarde, insipide. Chanson idem.

2. En note : « Homme de la Religion. »

3. Voir la note explicative sur le Terrain, page 257.

4. En note : « *Hist. des Martyrs*, parlant d'un nommé Amiral. » C'est, évidemment, une allusion à la scène d'horrible sauvagerie qui se passa dans les rues de Paris, lorsque les restes mutilés de Coligny y furent traînés sur la claie. Il n'y a pas d'autre « amiral » que celui-là dans le Livre des martyrs.

Le corps de ce bon vieux Rodrigue¹.
 Fêtant la Saint-Barthélemi,
 Il dit : « Cette mort inhumaine
 « Me rend pour jamais ennemi
 « De ceux de l'Église Romaine² ! »

Ces faits que nous nous étonnons de voir ainsi relater par Rostagny ne lui inspirent d'ailleurs aucun sentiment de commisération humaine. Tout au contraire, il fait cette froide remarque :

Lorsqu'un peuple vient à s'unir
 Contre le Sceptre et la Couronne,
 Un juste Roy doit le punir :
 La loy le veut et Dieu l'ordonne.

En sorte qu'il ne déplore qu'une chose, c'est que la Saint-Barthélemy et la Ligue n'aient pas atteint leur but (Combien de bons catholiques, et des meilleurs, en sont encore là!). Il n'éprouve, d'ailleurs (tant est grande sa délicatesse), nul scrupule à parler de corde dans la maison d'un pendu, c'est-à-dire à parler de la Saint-Barthélemy et de la Ligue en s'adressant à la femme d'un duc de Guise!

Si l'on eût dans ce même rang
 Fait périr votre Loy nouvelle,
 Nous n'aurions pas mis tant de sang
 Pour Montauban et La Rochelle...

Touchant raisonnement! Grande et humaine pensée —
 « venant du cœur »!

Nostre Prince, après tant de maux,
 Vous souffre avec douceur en France
 Et n'épargne pas ses travaux
 Pour vous tenir en assurance³...

1. Encore un acte de foi, resté inconnu, à ajouter au recueil de Crespin.

2. En note : « Amiral, son fils, surveillant de Charenton. » Le fils de cette victime inconnue de la Ligue, à Meaux, de ce « vieux Rodrigue », était donc « surveillant » à Charenton.

3. Qui l'eût cru? Vous pensiez, n'est-ce pas, que le Grand Roi ne souffrait pas « avec douceur » ses sujets huguenots, qu'il « épargnait singulièrement ses travaux en leur faveur », et que les « tenir en assurance »,

Le coquin ose écrire et imprimer ceci le 3 septembre 1685, six semaines avant la révocation finale de l'édit de Nantes ! Il poursuit encore ainsi :

Il est ce bon Père Vainqueur
Qui ne ferme jamais sa porte
Et veut amollir votre cœur
En vous traitant de cette sorte.

Regardez à ses volontés,
Ne méprisez pas son azile,
Il est tout rempli de bontés
Pour vous soumettre à l'Evangile.

Quoi ! Bonnes gens, vous damnez-vous
Pour faire bouillir la marmite
D'un Ministre qui, sans vous tous,
Seroit demain peut-être ermite !...

Comment n'avez-vous pas confiance en ce bon Prince et ne vous soumettez-vous pas à ses volontés *paternelles* ?

Puis, tout à coup :

D'où vient que vous courez si fort ?
Ah ! grand Dieu, j'entends la sonnette
Qui vous a causé ce transport :
« Aux Huguenots ! Arrête ! arrête !... »

La Salle du Palais vous suit
Pendant que la clochette sonne,
Chacun s'éclipse, chacun fuit,
Quoi que tout le monde vous donne².

Je demeure seul le dernier,
Chacun dans la cave s'enfonce

c'est-à-dire en confiance, en sûreté, était le cadet de ses soucis. Eh bien ! point du tout. Rostagny, né malin, vient vous affirmer que c'était tout le contraire. Le croira qui voudra !

1. La sonnette. En note : « Rencontre du Saint-Sacrement porté à un malade. » — Pourquoi cet étonnement, cette moquerie de notre rimailleur en cette circonstance ? Il ne pouvait ignorer que, depuis 1640, les pauvres huguenots étaient contraints, ou de saluer le Saint-Sacrement dans ses déambulations par les rues, ou de disparaître tout aussitôt, comme des criminels traqués par la police ! Quel bon temps ! On a encore un peu revu ces choses-là sous certain régime, même en ce siècle-ci, il y a soixante-quatre ans. Il nous souvient de 1829 et des Missions !

2. En note : « A la Messe dans la Grande Salle. »

Ou bien monte dans le grenier...
Adieu donc, jusqu'à la réponse.

Jusqu'à la réponse!... Ce dernier trait achève de peindre notre homme. *Jusqu'à LA RÉPONSE!* — qu'il sait devoir être le coup de tocsin du 22 octobre, le coup de grâce pour les malheureux qu'il vient de narguer dans ses cent cinquante pages— avec privilège royal! Pages parsemées (nous ne l'avons pas encore dit) de citations et renvois à la Bible, aux Évangiles, à l'Histoire des Martyrs et aux ouvrages de ceux qu'il crible à cœur-joie de ses flèches empoisonnées. Ce qui semblerait révéler, dans cet ennemi acharné, quelque ancien frère

Voulant anéantir le Dieu qu'il a quitté!

Mais nous n'avons à cet égard aucun autre indice, les archives de la Faculté de Médecine étant muettes sur son compte.

Ne fermons pas son bouquin sans remercier, après tout, ce triste sire du service bien involontaire qu'il a rendu aux arrière-neveux des persécutés et des proscrits, en consignait dans ce Factum tant de menus détails historiques qui ne se rencontrent pas ailleurs, et pour cause. Rendons même justice à ce qu'il y a de facilité littéraire dans ses fâcheuses rimailles. Elles valent bien, pour le moins, les gazettes rimées des Loret et consorts. Nous n'avons fait que les écrémer pour faire notre profit des particularités qu'elles renferment, et montrer la platitude de caractère de leur auteur. On pourra encore tirer de ce sac quelques moutures¹ : nous comptons que la chose sera faite et bien faite.

CHARLES READ.

1. Nous allons maintenant donner notre volume, *la Fille de Calvin démasquée*, à notre Bibliothèque de la rue des SS. PP. Nous avons tout lieu d'espérer qu'il profitera aux curieuses et instructives études de M. Paul de Félice et qu'il complètera ainsi nos petits commentaires à bâtons rompus. Nous l'en remercions d'avance.

SÉANCES DU COMITÉ

11 Avril 1893

M. le baron F. de Schickler reprend son fauteuil de président au milieu des félicitations de MM. Douen, J. Gaufres, F. Puaux, Ch. Read, A. Réville et Ch. Waddington qui assistent à la séance. M. Ch. Frossard se fait excuser.

Bulletin. — M. Weiss demande si, pour le numéro dont le bon à tirer devrait être donné sans tarder, il doit attendre l'achèvement d'une étude promise par M. Read, sur *La Fayette, Washington et les protestants français en 1787*, ou insérer un travail déjà composé, de M. Lods, sur *Rabaut-Pomier*. Bien que la publication de M. Read soit toute de circonstance, il est décidé, avec son assentiment, que, pour ne pas retarder outre mesure le numéro sous presse, elle sera remise au suivant.

Communications. — M. le président qui revient de Bordeaux, entretient le Comité de la mort subite, et si regrettable pour notre histoire dans cette région, de M. Ernest Gaullieur, auquel le *Bulletin* consacrera une notice. — Puis il rappelle comment, il y a longtemps déjà, la Société a été invitée à tenir son assemblée générale dans les consistoriales de Pons et de Royan. Dans les dernières lettres échangées, il a été question de fixer la réunion de Royan au 8 juin. Or, elle concorderait ainsi avec celles de l'*Association protestante pour l'étude des questions sociales* convoquées au Havre. On tâchera donc de la reculer ou de l'avancer d'une semaine. — Mais, quelle que soit la date définitivement adoptée, il faut, dès maintenant, se préoccuper du programme de cette ou de ces réunions, car il est aussi question de nous arrêter à Saintes. On nous offre quelques communications locales — notamment sur Meschers — que la Société sera heureuse d'avoir provoquées, mais qu'elle devra compléter. — A propos de Saintes, M. Ch. Read rappelle qu'il a été un des premiers, il y a plus de quarante ans, à appeler l'attention sur Bernard Palissy auquel tant de travaux et même de controverses, ont été consacrés depuis lors. Il pourrait aujourd'hui compléter ce travail resté inachevé, par quelques notes sur le rôle artistique de Palissy.

Après M. Read, M. Frank Puaux offre, plus spécialement en vue de Royan, deux communications, l'une sur un petit volume qui

était en quelque sorte le livre de bord du marin huguenot, l'autre sur les évasions dont ces côtes furent si souvent le théâtre.

L'heure étant avancée, M. le président demande une séance exceptionnelle dans quinze jours, pour continuer la préparation de cette assemblée annuelle.

Bibliothèque. — Elle a reçu de M^{me} la baronne de Neuflize un lot important de vieux livres : *Recueil des Opuscules... de M. Jean Calvin*, Genève, Pinereul, 1566, in-fol., avec un bel exemplaire du portrait de Woeiriot; — *De æterna dei predestinatione*, ibid., Crespin, 1552; — [Lefèvre d'Étaples]. *Bernonis abbatis libellus de officio Missae*, Paris, H. Estienne, 1518. — *P. Gallandii... contra novam academiam Petri Rami oratio*, 1551, in-4°; — *Discours sur les causes de l'exécution...* Paris, 1572. — *L'arc-en-ciel*, par David Constant, 1713; — *La Croix arborée dans le champ de l'Eglise...*, Genève, 1625, etc.

25 Avril 1893

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Bonet-Maury, F. Buisson, Douen, Ch. Frossard, J. Gaufrès, F. Kuhn, A. Lods, A. Réville, Ch. Read. MM. W. Martin et F. Puaux se font excuser.

Bulletin. — M. Ritter, doyen de la Faculté des lettres de Genève, a envoyé une fort curieuse étude sur *Didier Rousseau, le quatrièu de Jean-Jacques*, et M. Tollin un document sur la fondation de l'Église des réfugiés de Celle. Le travail de M. Read sur *Lafayette, Washington et les protestants français*, ayant pris des proportions relativement étendues, le *Bulletin* n'en insérera que ce qui, ayant trait à l'édit de Tolérance, complétera ce qui a déjà paru sur ce sujet.

Communications. — M. de Schickler expose qu'après avoir écrit à Royan, on y a adopté sa proposition de reporter notre assemblée générale aux 13 et 14 juin. Puis il lit une lettre de M. Moutarde expliquant qu'outre la séance consacrée à la lecture du rapport et à de brèves communications, on demande pour le soir une conférence populaire. M. de Schickler observe que ce sera la part dévolue, suivant son offre, à M. Frank Puaux. Puis M. le pasteur Roufineau de Saintes, qui est à la bibliothèque, est introduit et demande pour Saintes aussi deux séances, dont la seconde occupée par une conférence destinée au grand public. M. le président prie M. Weiss de s'en charger. Il y consent, un peu à regret, puisqu'il se trouve avoir, sur

Royan, un dossier qui l'aurait dispensé de chercher laborieusement à en constituer un sur Saintes. — Enfin lecture est donnée d'une lettre de M. de Richemond, priant la Société de ne pas aller dans l'Ouest sans s'arrêter aussi à la Rochelle. Le comité est d'avis, après une discussion approfondie, que cela chargerait actuellement trop notre programme, d'autant plus que la Rochelle et environs, notamment l'île de Ré, méritent à eux seuls un déplacement. Il sera donc répondu dans ce sens à l'invitation de la Rochelle, qui sera retenue pour une de nos prochaines assemblées générales.

Bibliothèque. — M. le Président dépose un exemplaire d'une édition assez peu commune de l'Institution : D. IOANNIS CALVINI, VIGILANTISSIMI PASTORIS ET FIDELISSIMI DOCTORIS Ecclesiae Genevensis, INSTITUTIO CHRISTIANAE RELIGIONIS... LAUSANNAE... Franciscus le Preux 1586, in-8°. — M. Garreta, de Rouen, a remis plusieurs volumes anciens, dont Io. SLEIDANI DE STATU RELIGIONIS... Conrad Badius 1559 in-8° (le titre, peint, de cet exemplaire, porte la signature *P. Briot*); — LA SAINTE BIBLE, A PARIS, Par Claude de Monstroeil et Jean Richer, 1598, in-8° (beaucoup de gravures dans le N. T.); — et AUGUSTINI MARLORATI.. THESAURUS SACRAE SCRIPTURAE PROPHETICAE ET APOSTOLICAE... Apud Petrum et Jacobum Chouet, 1624 in-fol. (avec le portrait de Marlorat sur le titre).

Une dernière séance sera convoquée dans quinze jours pour achever de prendre les dernières dispositions.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

DIDIER ROUSSEAU

LE QUARTAÏEUL DE JEAN-JACQUES

A l'époque de la naissance de Jean-Jacques, sa famille était établie à Genève depuis cinq générations. Elle était d'origine française. Didier Rousseau, fils d'Antoine Rousseau, de Paris, avait été reçu habitant de Genève le 24 juin 1550¹.

C'était sous le règne de Henri II, qui, dès son avènement, s'était montré hostile à l'hérésie. On lit, entre autres², dans l'*Histoire des Martyrs* de Crespin le récit de la mort de quelques malheureux qui furent brûlés en 1549, et notamment l'un d'eux sous les yeux du roi. Parmi les édits qui furent rendus à cette époque contre les nouvelles doctrines, il en faut remarquer un, du 11 décembre 1547.

« L'une des choses, dit le roi, que nous avons le plus à cœur, est de pourvoir à l'extirpation des erreurs et fausses doctrines qui ont pullulé et pullulent encore de présent en notre royaume, à notre grand regret et déplaisir. Et pource qu'il nous a semblé qu'entre les autres provisions, l'une des premières et principales est d'ôter d'entre nos sujets l'usage des livres réprouvés qui sont le fondement et occasion desdites erreurs, nous inhibons et défendons que par ci-après aucuns imprimeurs ni libraires n'aient, sous peine de confiscation de corps et de biens, à imprimer, vendre et publier

1. *Livre des habitants*. « Réception de Didier Rousseau, de Parys, vendeur de vin, faite 24 juin 1550. » — *Livre des particuliers*. « Mardi 24 juin 1550. Les sousnommés hont fait le serment de fidélité... Dydier Rousseaux, de Parys, vendeur de vin, a aussy donné supplication et a juré. »

2. Conf. N. Weiss, *La Chambre ardente*, Paris, Fischbacher, 1889.

aucuns livres concernant la sainte Ecriture, et même ceux qui sont apportés de Genève, Allemagne et autres lieux étrangers, que premièrement ils n'aient été vus, visités et examinés de la Faculté de théologie de Paris. »

Comme on voit, quelques années plus tard, Didier Rousseau désigné dans quelques actes comme étant libraire, on peut se demander s'il n'avait pas été libraire à Paris déjà, et si ce n'est pas quelque transgression de cet édit qui explique son départ de Paris et son arrivée à Genève. Le préambule d'un autre édit, du 15 novembre 1549, exprimait en termes très forts l'horreur qu'on éprouvait à la cour pour l'hérésie, et l'impatience des lenteurs que les juges apportaient à en arrêter la marche. Ce nouvel édit accélérât la procédure, et donnait des facilités pour la poursuite des suspects.

Sept mois après, Didier Rousseau avait trouvé à Genève un refuge. Il fallait vivre et se créer des ressources; il était homme d'affaires, et s'établit « vendeur de vin ». Dans une série d'actes notariés de date postérieure ¹, nous le voyons continuer ce commerce de vin. Mais nous ne savons rien des premières années de son séjour, non plus que des incidents qui avaient amené sa fuite. Une seule chose est certaine, c'est qu'il était à son aise. Nous en jugeons par ce fait qu'en 1555, lorsqu'il obtint le droit de bourgeoisie ², comme chaque nou-

1. Minutes du notaire Aimé Santeur, I, 172, 193 et 197. Actes datés des 8 et 28 juin et 3 juillet 1568, pour ventes de vin faites par Didier Rousseau. — Minutes du notaire Pierre De la Rue, IV, 281. Acte daté du 6 juin 1571. Achat de vin par le même. — En 1579, Didier Rousseau est condamné à une amende pour avoir violé quelque règlement en vendant du vin; il recourt au Conseil (14 juin) et son amende est réduite à cinq florins.

2. *Registre du Conseil*. « Vendredi 19 avril 1555, Dedier, fils de feu Anthoine Rosseaux, librayre, de Paris, lequel a requis de le recevoir au nombre des bourgeois, par le moyen des choses contenues en sa dicte requeste. Arresté que l'on se informe de son estat et bonne conversations, et aussi a esté donnée la charge au seigneur capitaine du lieu hout il demeure, de se informe de luy et du dit refferir (*et d'en faire un rapport*). — Lundi 22 avril 1555. Dedier, fils de feu Anthoine Rosseau, de Paris, librayre, lequel a requis le recevoir au nombre des bourgeois, au contenu de sa dicte requeste. Arresté qu'il soit receu par le moyens de vingt escus soleil, et le selliot (*un de ces seaux de cuir dont la ville avait une provision en vue du cas d'incendie; chaque nouveau bourgeois en fournissait un*)

veau bourgeois était appelé à payer une somme proportionnée à ses facultés, Didier Rousseau fut taxé à vingt écus. Sur 174 bourgeois reçus en 1554 et 1555, il n'y en eut que quinze qui eurent à payer des sommes plus fortes (25, 30, 40 ou 60 écus) et douze une somme égale. Il était donc en bon rang : sans doute il était venu de Paris avec une bourse bien garnie.

Bonivard, dans son livre de *l'Ancienne et Nouvelle Police de Genève*, et M. Amédée Roget, au tome IV de son *Histoire du peuple de Genève*, ont raconté les événements qui eurent lieu dans la ville au printemps de 1555. Calvin, qui venait de voir son parti l'emporter dans l'élection annuelle des syndics, et qui avait ainsi, au pouvoir, des amis dévoués, voulut renforcer la majorité précaire qu'il venait d'obtenir au Conseil général, en faisant admettre à la bourgeoisie un grand nombre de réfugiés français. En un mois, une soixantaine d'entre eux furent reçus bourgeois par le Conseil des XXV, ce que les adversaires virent de mauvais œil, en sorte que des troubles s'ensuivirent. Mais tous ceux qui furent de cette fournée étaient certainement, pour le parti de Calvin, des hommes sûrs. Didier Rousseau était au milieu du groupe.

Les nouveaux bourgeois prêtaient serment devant le Conseil, et juraient d'être bons et loyaux à la cité de Genève, d'y vivre selon la Sainte Réformation de l'Évangile, etc... et d'acheter des maisons, prés et vignes dans le territoire de la République, selon leurs facultés. Les magistrats voulaient que la fortune des nouveaux venus vint enrichir la ville, et que leurs intérêts comme leur devoir fussent engagés à sa prospérité. Didier Rousseau, en conséquence, fit l'acquisition d'un petit immeuble : quelques membres de maison à la rue du Boule¹, pour le prix de 36 1/2 écus d'or. Le locataire avec

lesquels il a promis payer ès mains du seigneur trésorier, et a fait le serment sur cerequis. »

Les écus soleil, pièces d'or battues à Genève depuis 1540, valaient quatre florins et huit sous ; pour la grandeur et le poids, ils correspondaient à peu près à nos pièces actuelles de dix francs. On n'en connaît que quatre exemplaires dans les collections numismatiques (Demole, *Histoire monétaire de Genève*, de 1535 à 1792, pages 121 et suivantes, 335 et suivantes).

1. Minutes de Michel Try, notaire, XI, 196. Le 22 août 1555, Jean Mar-

lequel il passa ensuite un bail, lui payait par année 4 1/2 écus d'or ¹. L'affaire paraissait bonne, elle ne l'était guère. Il fallut que le nouvel acquéreur acquittât un long arriéré d'impôts; et ce ne fut pas sans peine qu'il obtint, sept ans après ², d'être déchargé de l'obligation de payer plus de trente-cinq florins (21 p. 100 du prix d'achat) pour les taxes impayées des années 1536 à 1546. Aussi Didier Rousseau finit-il par vendre son immeuble ³, en y laissant quelques plumes.

On n'a pas conservé toutes les minutes des notaires de cette époque, en sorte que nous ne sommes pas en mesure de suivre Didier Rousseau pas à pas, dans tous ses achats et ventes. Nous savons par son testament qu'il possédait une maison dans le quartier de la Madeleine. Un acte de 1575 nous le montre acquéreur d'une petite propriété à la campagne ⁴. Le fait est qu'il avait de quoi : c'est ce qui ressort de tous les documents qui nous restent.

Le registre du Conseil, au moment où Didier Rousseau fut admis à la bourgeoisie, et quelques actes notariés de dates voisines, le désignent comme libraire. Cette profession ne fut pas longtemps la sienne; et bientôt laissant le commerce des livres, continuant celui du vin, il y joignit le métier d'aubergiste :

chant et sa femme vendent à maistre Dedier Rossiaud, libraire, bourgeois de Genève, une poylle sur le devant avecque une cusine sus le dernyer, etc., le tout assis en la maison du dit Jean Marchant, en la rue du Bouloz.

1. Minutes de Bernardin Neyrod, notaire, I, 94, le 20 avril 1556, sire Didier Ruisseau, libraire, bourgeois de Genève, loue les dits poêle et cuisine, etc. Cet acte notarié coûte un sou au locataire.

2. Registre du Conseil, 20 et 26 février et 19 mars 1562.

3. Minutes de Pierre Cusin, notaire, II, 21. Le 24 décembre 1563, honn^e Dedier Rousseau, bourgeois, hoste au logis où pend pour enseigner l'Espée couronnée, cède, quitte et remet à discret Jean Roch, citoyen, un poille sis sur le devant, une cuisine sur le dernier, etc., le tout estant en une maison assise en la rue du Boule, pour le prix de cent soixante florins (*soit dix florins environ de moins que le prix d'achat en 1555*). L'acte est passé en la maison d'habitation du dit Rosseau, sise en la rue de la Madeleine.

4. Minutes du notaire Jean-Louis Blécheret, VIII, 202. Le 7 février 1575, maitre Claude Greffier, pâtissier, cède à honorable Didier Rousseau tous droits qu'il peut avoir sur une pièce de terre, contenant environ une bonne pose (*une trentaine d'ares*) sise au territoire de Pralies, lieu dit en Longemale. Prix : 62 florins.

Registre du Conseil. Vendredi 3 juin 1558, Didier Rousseau, bourgeois. Sus ce qu'il a requis lui outtroyer l'enseigne de l'*Espée couronnée*, a esté arresté qu'on lui outtroie sa requeste, et qu'il doibge obéyr aux Ordonnances.

Ce n'est pas tout. L'État de Genève, comme c'était la coutume alors, affermais le produit des impôts. Le gouvernement s'adressait à des particuliers qui, à leurs risques, périls et bénéfices, prenaient à ferme la dime d'un village. Ce métier de publicain fut aussi celui de Didier Rousseau. On n'y faisait pas toujours ses orges. A sa mort, Didier Rousseau laissa à sa veuve, de ce chef, des affaires embarrassées. Mais il faut d'abord parler de son mariage.

Il était établi à Genève depuis une vingtaine d'années déjà, quand il épousa, le 13 novembre 1569, dans le temple de la Madeleine qui était celui de son quartier, la fille d'un paysan du Faucigny, Mie Miège. Elle avait perdu son père, et sa mère mourut un mois après le mariage. Son frère, un boulanger, était mort à vingt-trois ans, quelques années auparavant; un autre frère, Claude Miège, était cordonnier, et se fit recevoir bourgeois de Genève en payant quatre écus. C'était de la petite bourgeoisie; mais, autant qu'on en peut juger à trois cents ans de distance, ce Parisien qui offrit sa main à cette Savoyarde, ne fit point un mauvais choix.

Quelques mois après son mariage, Didier Rousseau tomba malade et fit son testament.

J'ai cherché à recueillir tous les documents qui font mention de ce premier ancêtre de Jean-Jacques. Le lecteur en a vu quelques-uns; je lui en ai épargné d'autres; mais le seul qui compte est ce testament: c'est là seulement qu'on voit une empreinte personnelle. Aussi je vais le citer en entier. Il donne une idée favorable du caractère et du jugement de Didier Rousseau. Nous connaissons trop peu telle et telle personne qu'il nomme, nous ne voyons pas les choses d'assez près et assez distinctement pour nous rendre compte de la portée de chaque article; mais tout ce qu'on y comprend bien paraît judicieusement réglé. Les legs pieux, à en juger par comparaison avec d'autres testaments, ne sont ni magnifiques, ni chiches; ils témoignent de l'attachement du réfugié

à la foi pour laquelle il avait quitté la France. Le mari vit en bonne intelligence avec sa femme et lui montre de la confiance et de la reconnaissance. Quelques détails font sourire, comme la somme allouée à la veuve pour acheter chaque année un cochon.

Hanc olim veteres vitam coluere Sabini

Nous ne savons trop qui est un certain Pierre Reclan, à qui Didier Rousseau lègue une maison : excusez du peu. Nous le voyons, quelques années plus tard, parrain d'un des enfants de Didier Rousseau. Quant à noble Jean de Budé, c'est le fils du célèbre helléniste.

Minutes du notaire Aimé Santeur, V., 32. Testamens.

Le iij d'avril 1570, present dit moy notaire cy estably Didier Rousseau, bourgeois de Genève, lequel, sain de sens, combien qu'il soit détenu de maladie corporele, a voulu faire son testamens nuncupatif que s'ensuit :

Premièrement, estant son ame esparée de son corps, veult son corps estre inhumé, attendant la glorieuse et bienheureuse résurrection ;

Item, quant à son bien, en donne et lègue à l'hospital de ceste ville cinq florins pour une fois, qu'il veut lui estre payés incontinent après son décès ; item, au collège de Genève, cinq florins pour la fois, payables comme dessus ;

Item, donne et lègue à Guill^e et Estienne, filles de Pierre Delaplanche dit Motta, à chacune d'elles dix florins, payables quand on les mariera ;

Item, donne et lègue à Estienne Baillard son filleul, cinq florins pour une fois, payables comme dessus ;

Item, donne à Mie Myge, sa femme, la somme de trois cens florins pour une fois, une coultre et un cuissin de plume, avec une couverte de Catalogne et les garnitures du lit, une gottière (*bande d'étoffe, au haut des rideaux*) ciel et pendans de sarge verte et rouge ; item une table de noïer, deux banz ; demy-douzaine de linceux bons et entiers, une douzaines de servietes, trois mantils (*nappes*) ; trois écuelles, deux plats, quatre trenchoirs, le tout d'estain ; tous les accoustremens à usage de femme qui se trouveront en la maison dudit testateur lors de son décès, deux coffres à bagues, ses aneaux et bagues d'or ; ung pot d'étain, et ung pot, et ung pot de demi-pot ; item l'entier usufruit d'une boutique, de laquelle le di t

testateur a acheté les prises de Claude Dauge, et ce pour tout le temps qu'il a acheté les dites prises : — lesquelles choses il veult que sa dite femme prenne et retire à soy, pour en jouir et en faire à son bon plaisir, nonobstant qu'il n'aye rien receu d'elle ny de ses parens ¹; et toutesfois lui donne les choses susdites, pour les agréables services qu'il a receus d'elle;

Item dit qu'il doit à M. d'Alinge ung écu pistolet, qu'il veult luy estre payé incontinent après son décès;

Item dit qu'il doit à maitre Dalphin, de Rolle, 33 sols, et veut qu'ils luy soient payés;

Item à Pernette, fille de Jaques Rebin, de Lully, dix florins pour la fois, payables quand on la mariera;

Item à Symon Caillard, six sestiers de bon vin blanc pour une fois, à les donner payables aux prochaines vendenges, pour les agréables services qu'il luy...

Et en tous et chacun ses autres biens, meubles et immeubles, droits, titres et actes quelconques, dont il n'a faict mention, il fait, ordonne et institue son héritier, ou héritière, ou héritiers, le postume ou postumes qui est de présent dans le ventre de la dite Mye sa femme, soit fils ou filles : si sont deux, chacun d'eux par égale part et portion.

Auquel postume ou postumes, mourans sans enfans ou sans tester, il substitue la dite Mye sa femme;

Auquel cas, il donne à la bourse des pauvres estrangers qui se retirent en ceste cité, la somme de cent florins, à les devoir prendre et retirer sur les deniers qui lui sont deus par femme de Egrège Jean Pochat, lesquels deniers sont hypothéqués sur une maison située à Lully; — item, au dit cas, donne par donation pure à Pierre Reclan, citoyen de Genève, sa maison présente où il demeure à présent, pour en faire et disposer à son vouloir, à la charge qu'il sera exécuteur avec Noble Jean Budé, de son présent testament : lesquels il prie de bon cœur vouloir accepter la présente charge;

Et en oultre, veult que pendant que sa dite femme se contiendra en viduité, qu'elle prenne six coppes de frogment chacun an, et ung chert (*char*) de vin rouge, chacun an, et xij florins d'argent pour acheter un porceau, chacun an; et si elle norrit l'enfant ou enfans

1. Il paraît que dans les années qui suivirent, Mie Miège fit quelque héritage; car un acte du 28 mai 1584 établit que dans son dernier testament, Didier Rousseau reconnu avoir reçu d'elle la somme de 300 florins.

qu'elle aye, tous les ans 20 florins, jusques à ce qu'elle soit remariée ; Révocat tous autres testamens, codiciles et donations.

Présents les tesmoins et moi notaire : Claude David, cordonnier ; Claude Ruptier, cordonnier, habitans ; Claude Fossel, Gabriel Lucian, cordonniers, citoyens ; Pierre Delorme, bourgeois, et Georges Montin, navatier (*conducteur de barque*) habitant, et Jean Ribet, habitant, témoins, et de moi notaire, SANTEUR.

Le 10 juillet 1581, dix ans après ce premier testament et sans doute en prévision de sa mort qui ne tarda guère, Didier Rousseau en faisait un autre, à la campagne, devant un notaire ducal, maître Giron ; mais cette pièce ne nous a pas été conservée.

Dans l'intervalle, sa femme lui avait donné cinq enfans, tous, sauf le premier, baptisés à la Madeleine :

Barnabas, baptisé le 28 novembre 1570. Parrain : Jean Mestraz.

Marie, baptisée le 16 décembre 1571. Parrain : Pierre Reclan.

Pierre, baptisé le 25 janvier 1573. Parrain : Pierre Chapuys.

Marie, baptisée le 20 novembre 1575. Parrain : Simon Caillat.

Jean, né le 18, baptisé le 24 avril 1580. Parrain : Pancré Chicquard.

L'aîné et les deux filles moururent en bas âge. Des deux garçons qui survécurent à leur père, le dernier né arriva seul à l'âge adulte.

Didier Rousseau avait affirmé, *amodié*, comme on disait alors à Genève, la dime du village de Lulliez ; il mourut sur ces entrefaites, dans les derniers mois de 1581, et sans doute à la campagne. Sa veuve se trouva obligée de prendre à contre-cœur la suite de cette affaire, qui ne promettait pas de bénéfices, puisqu'elle voulait s'en débarrasser.

Registre du Conseil, mardi 26 décembre 1581. Mya, vefve de Didier Rousseau, a présenté requeste tendante à estre déchargée de l'admodiation de Lulliez, pour les deux ans qui viennent, attendu le décès de son mary. A esté arresté qu'on luy en face refus.

Dans les mois qui suivirent, la brave mère de famille avait fort à faire à défendre les intérêts de l'hoirie de son mari contre les exigences du fisc genevois qui ne voulait pas assez tenir compte de leur situation de veuve et d'orphelins. Elle eut de la peine à obtenir quelque remise pour le paiement de la *taxe des gardes*.

Registre du Conseil, mercredi 14 février 1582. Mye, veuve de Didier Rousseau, a présenté requête tendante à estre exemptée de quart. A esté arrêté, d'autant qu'elle a bon moyen, qu'elle le face.

Registre du Conseil, vendredi 6 avril 1582. Mye, veuve de Didier Rousseau, a présenté requête tendante à estre exemptée et ses enfans, de quart, ayant esgard aux petis moyens de ses enfans, que n'ont plus de 70 florins de revenu. A esté arrêté qu'on l'exempte des gardes extraordinaires; et quant aux ordinaires, qu'elle face moitié quart.

Dans l'été de 1582, un désastre arriva.

Le duc de Savoie voulait s'emparer de Genève; une petite armée, sous les ordres du comte de Raconis, tournait autour de la ville, espérant s'y introduire par surprise; le coup manqua (17 juillet 1582). Mais dans les semaines qui suivirent, les bandes ennemies ravagèrent la campagne; le Registre du Conseil du 7 août énumère « le pillage des biens de ceulx de la ville, mesme rière la Souveraineté, la terre de Saint-Victor tote pillée, *les dimes saisis* ».

Les dimes saisies, c'était la ruine des décimateurs, des dimiers, — des *dimiers*, comme on disait à Genève : c'était la ruine de l'hoirie de Didier Rousseau, si le gouvernement n'écoutait pas la voix de l'équité. Pendant deux ans, la veuve, qui avait la tutelle de ses enfans, et son frère Claude Miège, qui lui succéda dans cet office quand elle se fut remariée, eurent à batailler avec le trésorier de la République qui ne demandait pas moins de soixante-seize écus — le quart de la fortune des deux orphelins — pour la dime des récoltes qui avaient été mises au pillage.

Registre du Conseil, lundi 10 septembre 1582. Mye, veuve de Didier Rousseau, a présenté requête tendante à estre déchargée de l'admodiation de Lullicz, qu'avoit pris son dit feu mary, attendu que

les soldatz du Duc ont pillé le disme du blé, et à ces fins prie de faire crier (*mettre aux enchères*) le disme du vin. A esté arresté qu'on la renvoie à la Chambre des comptes pour le regard du domage à elle fait.

Registre du Conseil, lundi 10 décembre 1582. Mye Miège, vefve de Didier Rousseau, a présenté requeste tendante à estre déchargée de la ferme de ceste année du revenu de Lulliez, que tenoit son feu mary, attendu que la pluspart a esté pillé par les soldatz. A esté arresté qu'on la renvoie à la Chambre des comptes, où aussi sera advisé sur ceux qui refusent de payer la disme.

Registre du Conseil, vendredi 7 juin 1583. Vefve de Didier Rousseau. A présenté aultre requeste, afin d'estre déchargée de l'admodiation de Lulliez, que tenoit son feu mary, et de la ferme d'icelle : pour les causes qu'elle a cy devant remonstrées. A esté arresté qu'on la renvoie encor à la Chambre des comptes, et que cependant mons^r le trésorier ne la moleste pas.

Registre du Conseil, vendredi 19 juin 1584. Claude Miège, tuteur des hoirs de Didier Rosseau. Sur la requeste du dit Miège, tendante à ce que, suyvnt les précédentes requestes de la vefve du dit Rosseau, les dits hoirs soyent exemptés de payer septante six escus à eux demandés par le seigneur trésorier, pour la ferme et revenu de Lulliez, de l'année 1582, eu esgard que tout le revenu de la dite année fut entièrement pillé et emporté par les soldatz du camp qui estoit à Saint-Jullien, outre la prise (*récolte*) et meubles des dist enfans, sans que la dite vefve en puisse sauver, sinon un quart de bled, et environ 22 septiers vin rouge, de disme, qui n'ont valu la montée (*le montant*) des frais et despens par elle supportés à recueillir tant le dit vin que disme du bled, montant plus de cent florins ;

Estant ouy le rapport des seigneurs de la Chambre, estant aussy chose notoire que le disme du bled de Lulliez fut prins par les soldatz ; et eu esgard aux fraix par elle supportés à la récolte d'iceluy et du disme du vin, et qu'elle a affermé n'en avoir peu retirer, de tout le dit revenu de la dite année, autre chose que ce qu'elle a cy dessus desclairé ;

Arresté que les dits enfans et héritiers du dit Rosseau soient tenus exempts et quites du paiement de la dite ferme pour la dite année 82, et qu'ils paient ce qu'ils se trouveront devoir pour reste des autres deux années.

Cette affaire épineuse était donc enfin heureusement terminée. A ce moment, après trente mois de veuvage, Mie

Miège venait de se remarier (24 mai 1584). C'est avec un nonagénaire qu'elle vint redemander à l'église la bénédiction nuptiale, non plus avec une couronne de fleurs comme les jeunes filles, mais avec un bouquet sur le sein, comme la coutume le voulait pour les veuves. Son nouveau mari avait été chapelier; c'était un citoyen considéré : il faisait partie du Conseil des CC depuis plus de trente ans. La veuve de Didier Rousseau, aussitôt après ces secondes noces, rendit bon compte de la tutelle des enfants de son premier mari¹.

En épousant Mie Miège, Girard Catry s'était procuré une garde-malade pour ses derniers jours. Il ne passa guère plus d'une année dans les nœuds de ce mariage, et mourut, âgé d'environ 90 ans, le 8 octobre 1585. Sa veuve n'attendit pas le printemps pour épouser un jeune homme.

Ce nouveau mariage s'était préparé en famille. Le marié prenait pour femme, non pas précisément sa belle-mère, mais la dernière femme de son dernier beau-père. Il faut un petit tableau généalogique pour montrer les rapports compliqués d'alliance qui avaient permis aux époux de faire connaissance.

Loys DUNANT	Jean CHENU	Girard CATRY	Girard CATRY
épousa	† 29 avril 1566,	ép. 2 août 1568	épousa
Pernette Tissot.	à 50 ans,	Pernette Tissot,	Mie MIÈGE.
	ép. 24 janvier 1558	† 14 septembre 1583,	⋮
	Pernette Tissot.	à 50 ans.	⋮
			⋮
Etienne (soit <i>Tyvan</i>) DUNANT, qui épousa, 13 mars 1586 :			Mie MIÈGE.

JEAN DUNANT,
né 15 décembre 1586,
frère utérin de Pierre et Jean ROUSSEAU.

1. Minutes de Jean Dupont, notaire, VI, 307. Le 28 mai 1584, Claude Miège, marchand, bourgeois, tuteur de Pierre et Jean, enfants de feu honorable Didier Rousseau, confesse avoir reçu de Mye Miège sa sœur, ci-devant tutrice des dits hoirs : c'est à savoir bon entier compte et reliqua de l'administration, régime et gouvernement qu'elle a eu et manié des personnes et biens des dits pupilles; et semblablement a la dite Mye Miège plaine et entière satisfaction des mises, livrées, peines et vacations par elle faites et prises pendant la dite administration : le tout à forme des comptes et closture d'iceux, signés tant par nous notaires soussignés et

Tyvan Dunant était un simple cordonnier. Il avait trente ans, puisqu'il avait été baptisé le 27 août 1555. Nous ne savons pas l'âge de sa femme : donnons-lui un peu moins de quarante ans, nous ne serons pas loin de la vérité. Il ne fut pas dressé de contrat de mariage; mais dans le courant de l'année suivante, Mie Miège assura ses intérêts et se faisait donner une reconnaissance de ses apports dotaux¹. Les libéralités de ses deux premiers maris lui avaient assuré une petite fortune.

Un enfant naquit de ce mariage; mais le père ne tarda pas à mourir (23 septembre 1590), et nous perdons dès lors la trace de Mie Miège.

En définitive, un négociant parisien, qui s'était réfugié à Genève, pour échapper à la persécution, et pratiquer librement le culte réformé auquel il était attaché, avait réussi à faire quelques affaires et à se maintenir dans une certaine aisance. Longtemps célibataire, il avait fini par se marier avec la fille d'un paysan de la contrée, et il était mort après douze ans de mariage. Un seul de ses fils, le dernier, a fait souche. — Tel fut le point de départ de la famille de Jean-Jacques Rousseau.

EUGÈNE RITTER.

noble Charles de Jonvilliers que par le dit Mige, qui auroit apposé sa marque au pied de la dite closture, pour ne savoir écrire. — Charles de Jonvilliers était le beau-frère de Jean de Budé, qui avait été l'exécuteur testamentaire de Didier Rousseau.

1. M nutes du notaire Du Roveray, II, 58. Quittance du 13 juin 1587, par honneste Thivan Dunant, qui a reçu pour le dot et mariage d'honneste Mye, fille de feu Laurens Miège, de Contamina, sa femme, en deniers, la somme de 900 florins; en meubles, vestemens, bagues et joyaux, la somme de 300 florins.

MOISANT DE BRIEUX

FONDATEUR DE L'ACADÉMIE DE CAEN

NOTICE BIOGRAPHIQUE

SON ACTE DE BAPTÊME, SON CONTRAT DE MARIAGE, SON TESTAMENT

Nous devons à l'obligeance de notre honorable et distingué confrère du comité de direction de la Société de l'Histoire de Normandie, M. Stephano de Merval, de Canteleu, près Rouen, l'autorisation de reproduire, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, la notice suivante qui a été publiée dans le *Bulletin* de ladite société, exercice 1879-80, pages 423 à 433, après lui avoir été communiquée dans son assemblée générale du 28 juillet 1880.

Les notes sont de M. de Merval; nous en avons ajouté séparément quelques-unes, puisées, la plupart, dans les registres de l'ancienne Église de Rouen, recueillie au Grand-Quevilly, et que l'on trouvera à la fin de l'article.

E. LESENS.

Il y a quelques années, l'Académie de Caen mettait au concours une Étude sur la vie et les œuvres de Jacques Moisant de Brieux, son fondateur. Depuis cette époque les lettrés de la basse Normandie se sont fort occupés de cet aimable écrivain, et comme pour réparer l'oubli dans lequel on semblait l'avoir laissé depuis longtemps, ils ont multiplié les publications et recherché les particularités de sa vie. Ce regain de ressouvenir a donné l'idée à M. le marquis de Touchet, dont l'arrière-grand'mère était la petite-fille de Moisant de Brieux, de fouiller la masse de papiers conservés dans son chartrier et lui venant de sa bisaïeule. Rentré dans son manoir héréditaire après une longue carrière militaire honorablement parcourue, il a employé les loisirs de sa retraite à inventorier, classer et analyser ces papiers, parmi lesquels se trouvent les documents les plus curieux et les plus intéressants, non seulement sur Moisant de Brieux, mais encore sur toutes les

familles bourgeoises de Rouen et de Caen, auxquelles il était allié, et dont les membres se sont élevés aux plus hautes positions, tels que les Groulard et les Barberye de Saint-Contest.

M. de Touchet a bien voulu me confier le fruit de ses recherches et m'autoriser à en publier ce que je croirais digne d'être mis au jour pour rectifier les erreurs dans lesquelles les biographes de Moisant de Brieux sont involontairement tombés, faute de renseignements précis.

Ainsi, copiant la date donnée par M. Weiss dans son article de la Biographie universelle, MM. Mancel, Hippeau, Delorme et de Beaurepaire ont avancé que Moisant de Brieux était né en 1614; une expédition authentique de son acte de baptême trouvée dans les archives du château de Baron prouve que la date de sa naissance doit être reportée à l'an 1611.

« Extrait des registres des baptêmes faits à la religion prétendue réformée à Caen, ce qui en suit :

« Le dimanche au matin, quinziesme jour de may mil six cent onze, le fils de Guillaume Moysant et de damoiselle Marthe Soyer, sa femme, du quartier de Saint-Pierre, a esté baptisé par moi, Pierre de Licques, escuyer, ministre de la parole de Dieu, présent, et nommé Jacques par noble homme Jacques Bourget, sieur de Chaulieu.

« Collation faite, etc., etc.

« Signé : Crestien, Mallet, Le Sueur. »

Le traité de mariage de Moisant de Brieux, signé des parties contractantes, et les lettres de bénéfice d'âge de sa femme font connaître exactement les noms et âge de celle-ci, et constatent que cette union fut célébrée avant qu'il fût rentré dans la vie privée, contrairement à ce qu'ont cru ses biographes¹. Voici l'analyse de ces deux pièces :

« Contrat de mariage sous seing privé, du 4 août 1634, reconnu le 11 octobre suivant devant Nicolas Moisson et Philippe Débonnaire, tabellions à Rouen, entre noble homme maître Jacques Moi-

1. Jacques Moisant de Brieux céda sa charge de conseiller au parlement de Metz, le 7 juin 1636, à Charles de Villiers, sieur d'Audincourt.

sant, sieur de Brieux, conseiller du Roy en son parlement de Metz, seul fils et héritier de feu noble homme Guillaume Moisant et de demoiselle Marthe Soyer, alors femme de noble homme Pierre Poullain, sieur de Calix, ses père et mère, d'une part, et damoiselle Catherine Van der Tombe, fille puinée et héritière pour moitié du feu sieur François Van der Tombe et seule fille et héritière de feu Catherine Schilemans, sa seconde femme, père et mère de ladite Catherine, en leur vivant, demeurans en la ville de Rouen, d'autre part, laquelle damoiselle future épouse apporte en dot la valeur de cent mille livres tournois. Présence de messire Raoul Bretel, conseiller du Roy en ses conseils d'État et privé, président en son parlement de Rouen, MM. maîtres Costé et Israël Peigné, conseillers de sa majesté audit parlement, M. maître Bretel, aussi conseiller de sadite majesté en son grand conseil, Adrien Soyer, escuyer, sieur d'Intraville, Nicolas de Roesse, aussi escuyer, sieur de Beuzevillette, noble homme David Le Moutonnier, sieur de Saint-Jullien, noble homme Claude Le Moutonnier, avocat audit parlement de Rouen, son fils, tous parents dudit sieur de Brieux; des sieurs Adam Raye et Nicolas de Ricq, amis de ladite damoiselle Van der Tombe, Adrian Ficq, son beau-frère, Vandalle, son parrain.

« Signé : Jacques Moisant, Catherine Van der Tombe, Adrian Ficq, Vandalle, Raoul Bretel, Costé, Le Peigné, Nicolas de Roesse, s' de Beuzevillette, Adam Raye, Soyer, Marthe Soyer, N. de Ricq, Le Moutonnier, etc. »

« Lettres de bénéfice d'age, accordées, le 21 may 1633, par le Roy, à demoiselle Van der Tombe, aagée d'environ 19 ans (née et baptisée à Rouen le 14 avril 1614), fille seconde et héritière de moitié dans la succession de feu François Van der Tombe¹, son père, décédé le 17 may 1633, vivant bourgeois et marchand à Rouen et de feu Catherine Schilemans, vivante seconde femme dudit défunt. »

Maintenant que nous avons rétabli par pièces les dates précises de la naissance, du mariage et de la cession de la charge

1. Un certificat des échevins de la ville de Hondschoote, près Gand, au comté de Flandre, daté du 3 décembre 1608, atteste que Georges Van der Tombe, possesseur du fief d'Aluïrgant, dans la paroisse de Blangenberg, était natif de cette ville, et qu'il avait eu de son légitime mariage avec Marguerite Aberla plusieurs enfants, dont l'aîné François habitait depuis plusieurs années la ville de Rouen, en France, et que ses armoiries étaient : *d'azur, à six tombes d'argent et trois croissants d'or.*

de conseiller de Jacques Moisant de Brieux nous allons faire connaître son testament et ses deux codicilles, documents restés inédits jusqu'à ce jour.

Expédition authentique du
Testament olographe de Jacques Moisant, sieur de Brieux,
de la Luzerne et de Martragny.

Je dois autant que personne au monde songer à la retraite, Dieu m'ayant à diverses fois visité de périlleuses maladies; dans l'incertitude donc du temps qu'enfin il luy plaira m'appeler au port et dans l'entière liberté d'esprit qu'il me donne par sa miséricorde, je fais et signe cet escrit contenant ma dernière volonté. Je souhaite estre inhumé auprès de ma femme, et je prie madame Huet¹ de m'en-sevelir.

Je donne à l'église réformée de Caen dix huit cents livres et aux pauvres de nostre religion vingt aulnes de froc par an.

A l'église de Bernières, en cas qu'il y ait un ministre particulier pour ce quartier là, deux cents livres, qui joints aux sept cents livres que ma femme m'avoit prié d'avoir agréable qu'elle donnast, feront ensemble neuf cents livres, pour estre constitués en cinquante livres de rente.

Aux pauvres de la paroisse de Bernières, tant de la religion que catholiques, dix aulnes de froc par chacun an, distribuables par mes enfans.

Au bureau des pauvres de Caen, vingt livres qui seront mis en deux termes entre les mains de monsieur le curé de Saint-Pierre, par ce, néanmoins, que si, pour la subsistance de ce bureau, on ne faisoit plus de collecte par les maisons, et que l'on mist, pour y subvenir, quelque impost sur les sidres ou autres denrées, et parce que, encore, que s'il falloit que l'exercice de nostre religion ne fust plus en ceste ville et qu'à cause de cela mes enfans fussent obligés de se retirer ailleurs, j'entends que la présente donation soit révoquée et demeure nulle.

Je donne au sieur Firmin, cent livres; à Marie Eudes, autant et à Durocher, autant; à Lespine, vingt livres; à la cuisinière, quinze; à Catherine, vingt; au cocher, cinq livres; à Céladon, autant; et pour Ladune, mon laquais, comme c'est un bon garçon, craignant

1. Marie Moisant, née à Dieppe le 6 juillet 1816, fille de François, fils Henry, fils Romain, frère de Nicolas, grand père du testateur, mariée le 16 novembre 1635 à Nicolas Huet, escuyer, sieur de la Maubruyère.

Dieu et qui m'a bien servy, je veux qu'on le mette en mestier comme on a fait pour Lagrève et Laverdure, ou s'il veut encore demeurer en service, je veux qu'on luy donne la somme de cent livres qu'il fera valloir par l'advis de Marie et de Durocher.

Je donne à madame Huet, ma cousine, cent cinquante livres que son frère me doit pour pareille somme qu'il a reçue de mon fermier du Goulet; plus je luy donne trois cens livres restant du prix de la rente que j'ay faicte à son fils de ma dicte terre du Goulet, et je désire qu'on rende à M. de Putot¹ une obligation de trois cens livres que j'ay de luy et dont je le tiens quitte.

Je donne en mariage à ma fille Catherine Moisant² soixante dix mille livres, payables dix huit mille livres en argent comptant, le reste en partyes de rente, dont mes fils demeureront guarants après simple dîxcution³; plus je luy donne ma chambre garnye et meublée comme elle estoit lorsque Monsieur le Duc de Montausier vint icy, sçavoir : de tapisseries, tapis de pied, lit à double pente, table, chaises, lustre et le cabinet de bijoux qui est dedans; ensemble les perles, bracelets, bagues, diamant, linge et généralement tout ce que ma femme avoit donné par son testament à ma dicte fille, que j'entends encore estre réservée à partage en cas que l'un de ses frères ne se mariast pas ou mourût sans enfant.

Et comme je suis seur que Madame de Marcellet⁴ voudra bien prendre dans sa maison ma fille et luy servir de mère suivant l'intention de feue ma femme et la mienne, pour la luy expliquer par cet escrit comme je luy ay fait plusieurs fois de bouche, je la supplie bien fort d'élever et de nourrir ma chère enfant dans la simplicité, la douceur et la modestie d'une véritable chrétienne, sans vanité, braverye, comédie, bal, romans, mouches ny gorge ouverte, et qu'après son aiguille et les honnestes exercices qu'on luy voudra faire aprendre, elle soit instruite dans le mesnage, et qu'elle n'aille nulle part qu'avec Marie, si ce n'est avec M^{me} de Tilly ou M^{lle} de

1. Jean de Vieux, sieur de Putot.

2. Catherine Moisant, seule fille de Moisant de Brieux, née et présentée au baptême à Caen, le 4 juillet 1655, mariée secrètement, le 15 décembre 1674, par le ministre de la R. P. R. de l'ambassadeur d'Angleterre, à Henry Daniel, escuyer, sieur de Grangues, lieutenant au régiment de cavalerie de Schomberg, dont le contrat fut dressé à Paris, le 5 mai 1676, lorsqu'elle eut accompli ses 21 ans, morte le 11 septembre 1677.

3. *Dîxcution, appréciation*, V. Littré *verbo* *dis* ou *dîxcution*.

4. Catherine Moisant, sœur de Moisant de Brieux, mariée par contrat du 26 août 1634, reconnu le 20 décembre suivant, à Robert de Héricy, chevalier, marquis d'Etrehan, seigneur de Marcellet, Therceceville, etc.

Saint-Contest¹, à la vertu et à l'amitié desquelles j'ay une entière confiance et pour lesquelles j'ordonne à ma fille d'avoir toute sa vie un parfait respect : elle est trop bien née pour manquer à un aussi juste devoir.

J'espère aussi qu'elle honorera comme elle doit Madame de Cagny, Mademoiselle de la Luzerne et Madame de Carbonnel².

J'entends que pour la nourriture de ma fille, de Marie, sa femme de chambre et de son petit laquais, on luy fournisse mille livres par an et autres mille livres pour son entretien, ses charités et ses menus plaisirs, laquelle somme lui sera payée de quartier en quartier et par avance jusqu'à ce qu'elle se marie.

Je souhaite qu'on fasse trois copies de mon portrait, une pour ma sœur, l'autre pour Madame de Tilly et la troisième pour Messieurs de nostre Académie, que je recommande à mes enfants d'honorer toujours et de continuer à recevoir dans ma maison, aussi long temps qu'il leur plaira de s'y assembler.

Je veux que mon fils aîné³ aille, le plus tost qu'il pourra après mon décès, saluer Monsieur le Duc de Montausier et luy demander très humblement la continuation de sa protection et de sa bienveillance pour ma famille et l'assurer que je suis mort et que j'ay vescu son très humble, très obéissant et très fidelle serviteur.

J'ordonne à mes enfans de chérir, protéger et secourir en leurs besoins tous mes domestiques, entr'autres Firmin, Marie et Durocher, et surtout ceste Marie, pour qui ma femme et moy avons toujours eu une affection particulière : c'est une fille qui n'a jamais eu

1. Madame Blondel de Tilly et Mademoiselle de Saint-Contest, filles de Thobye de Barbeyre, seigneur de Saint-Contest, trésorier extraordinaire des guerres à Caen et de Jeanne Le Révérend de Bougy, petites-filles de Marie Moisant, tante de Moisant de Brieux, mariée à Pierre Barbeyre.

2. Madame Mesnage de Cagny, sœur de Madame de Tilly et de Mademoiselle de Saint-Contest.

Mademoiselle de la Luzerne était fille de Louis Thiout, seigneur de Racqueville et de la Luzerne, de qui Moisant de Brieux avait acheté en 1637 la terre de la Luzerne.

Madame de Carbonnel, femme de Jean de Carbonnel, écuyer conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France et de ses finances, nommé secrétaire de l'Académie de Caen après la mort de Moisant de Brieux.

3. François Moisant, sieur de la Luzerne, de Brieux et d'Amayé, capitaine d'une compagnie au régiment d'infanterie de Crussol, né le 10 octobre 1634, mort le 22 mars 1709.

Des cinq garçons qu'avait eus Moisant de Brieux, deux étaient morts, l'un au service du Roi de Suède, l'autre assassiné à Caen.

Des deux autres, Arthur alla s'établir en Bretagne, et Robert, ministre de la religion réformée, s'expatria et mourut en Hollande.

d'autre inclination que ma famille, ny d'autre plaisir, pensée, ny divertissement que de se tenir renfermée dans ma maison pour prier Dieu, pour instruire et divertir ma fille, pour nous assister jour et nuit dans nos maladies, pour prendre tous les grands et tous les petits soins de mon mesnage et se réduire aux emplois du moindre de nos serviteurs, tout cela avec une douceur, un zèle, une promptitude et une fidellité qui a peu d'exemples. Je conjure derechef mes enfans, par tout le souvenir et le respect dus aux volontés et à la mémoire d'un père et d'une mère qui les ont tendrement aymés, de faire du bien à cette bonne fille, et après que ma chère enfant sera mariée, travailler à sy bien placer et establir ceste Marie, qu'elle éprouve que la fidellité envers un maitre et une maîtresse aussi bien que la fidellité envers Dieu, a les promesses de la vie présente et de celle qui est à venir.

Je donne ma bénédiction à mes enfans, à mes neveux et à mes serviteurs, priant Dieu de la vouloir accompagner de la sienne et de leur faire la grâce à tous de luy estre fidelles jusqu'à la mort.

Je prie Dieu particulièrement de vouloir faire la grâce à ma fille de ressembler à sa bonne mère en sagesse, piété, modestie, charité, douceur et en toutes sortes de vertus chrétiennes.

Monsieur de Carbonnel, secrétaire du Roy, sera, s'il luy plaist, exécuter de ceste dernière volonté que j'ay ainsy escrite et signée ce quinziesme jour de mars xvi cens soixante et traize.

Signé : de Briex Moisant avec un paraphe.

O Dieu, laisse maintenant aller ton serviteur en paix ! O Dieu, j'ay attendu ton salut ; viens, Seigneur Jésus, viens ; à toy, mon Dieu, mon créateur, à toy, mon Dieu, mon Rédempteur, à toy, mon Dieu, mon sanctificateur, père, fils et Saint-Esprit, un seul et mesme Dieu, éternellement béni, soit honneur, force, puissance et gloire dès maintenant et à jamais ! Amen.

Fait les subdicts an et jour.

Et en cas, ce qu'à Dieu ne plaise, qu'il prit mal à Madame de Marcelet ou que ma fille ne pust pas vivre à la campagne, je suplie très humblement Madame de Tilly et Mademoiselle de Saint-Contest de vouloir bien qu'elle demeure avec elles.

Fait les susdicts an et jour.

Signé : de Briex Moisant avec paraphe.

Collationné à l'original par moy, conseiller secrétaire du Roy, maison et couronne de France et de ses finances.

De Carbonnel.

Premier Codicille

Je soubsigné Jacques Moisant, sain d'esprit et malade de corps, veux et ordonne par ce présent escrit testamentaire que le testament précédent que j'ay cy-devant mis entre les mains de Monsieur Carbonnel et tous autres que je pourrais avoir cy devant faits, demeurent nuls en ce qui regarde la clause du mariage de ma fille que je veux et entends estre reçue à partager également avec ses frères toute ma succession, tant en fonds qu'en meubles, de quelque nature qu'ils puissent estre, suivant le mémoire de l'estat présent de mon bien, dont le sieur Firmin donnera un double à chacun de mes enfans.

Le reste de mon testament précédent demeurant en sa force et vertu.

Fait et signé ce septiesme janvier 1674.

Signé : Moisant de Brieux.

Collationné à l'original par moy, conseiller..., etc.

De Carbonnel.

Second Codicille.

Oultre ce dont j'ay cy devant prié Monsieur de Carbonnel par mes deux dernières vollontés, je le suplie encore par celle-cy de faire donner par mes héritiers à M. le Bourgeois une obligation de la somme dont il m'est redevable par les derniers comptes que nous avons faits ensemble. C'est un bonhomme qui depuis un an ou deux m'a rendus nuits et jours de fidelles assistances; c'est un bonhomme qui a grande charge d'enfant. Je luy donne de plus cinquante livres du fermage de la maison qu'il loue de moy.

Je veux qu'on luy fasse diminution tous les ans de la somme de trente livres sur son bail de ma dicte maison, que sa femme et ses enfans après sa mort occuperont tant qu'ils voudront sur le mesme prix, et qu'on luy donne pareille somme de dix escus pour les drogues qu'il m'a fournies; de plus qu'on luy donne la liberté de disposer de son grenier pourvu qu'il ne le charge de rien qui puisse estre préjudiciable.

Et pour ce qui est de MM. Viquemand¹ et Othon, mes enfans en useront selon que je suis demeuré d'accord avec eux.

1. M. Viquemand, docteur en médecine, l'un des membres fondateurs de l'Académie de Caen.

Fait ce vingt cinquième de février xvi cent soixante et quatorze.
Signé : Moisant, un paragraphe.

Collationné à l'original par moy, conseiller, etc., etc.

De Carbonnel.

Trois mois après la rédaction de ce codicille, le 24 mai 1674, Jacques Moisant de Briex rendait son âme à Dieu.

S. DE Merval.

Le nom de Moisant, au xvii^e siècle, a été écrit de plusieurs manières : *Moisant*, *Moysant*, *Moisans*, *Moysan*, et même *Moïzan*.

Pierre de Licques, pasteur à Caen, probablement fils d'Antoine de Licques, écuyer, sieur des Authieux, pasteur à Dieppe, était frère de David de Licques, gentilhomme de Duplessis-Mornay. On pense qu'il a contribué, pour une large part, à la rédaction de l'*Histoire de la vie* de ce dernier, de concert avec Charlotte Arbaleste, sa veuve, 1 vol. in-4, Leyde, Elzevier, 1647.

Jacques Bourget, s^r de Chaulieu, noble homme, conseiller du roi au Parlement de Normandie, reçu en 1602 (Steph. de Merval, *Catalogue et armorial des Présidents, Conseillers, gens du roi, etc., au Parlement de Normandie*, in-4°, Évreux, 1867, imp. Hérissé). Jacques Bourget avait épousé Suzanne de la Rivière; une fille, nommée Jeanne, est née, de ce mariage, à Rouen, le 22 juin 1606.

Israël Peigné, écuyer, sieur de Lardinière, reçu conseiller au Parlement de Normandie en 1620 (S. de Merval, *Armoiral, etc.*), marié à Madelaine Jourdain, de Dieppe, en 1634, père d'Ester Peigné, qui a épousé, à Londres, où elle s'était réfugiée, le 24 août 1681, le célèbre voyageur Jean Chardin, né à Paris en 1643, mort en 1712. Ester Peigné est décédée en 1691. Nous supposons qu'elle est née à Dieppe. — La mère de Jean Chardin, Jeanne Guiselin, était fille de Jean, marchand à Rouen, paroisse Saint-Martin-du-Pont, et de Marie Diessart. — Charlotte Chardin, sœur de Jean, a épousé, à Charenton, en 1671, Jean Pierre de Laët, avocat, sieur de Fre-

nay, fils de Pierre, ancien de l'église de Quevilly. Il se réfugia en Hollande à la Révocation de l'Édit de Nantes.

Adrien Soyer, écuyer, sieur d'Intraville, était parvenu au poste important de lieutenant général du bailli de Caux au siège d'Arques, par le crédit de son oncle, Claude Groulard, premier président du Parlement de Normandie. Lors de sa nomination, il abjura le Protestantisme et usa, à Dieppe, d'une grande sévérité à l'égard de ses anciens coreligionnaires; il était sans doute parent de la mère de Moisant de Brioux.

Nicolas de Roësse, sieur de Beuzevillette (près Bolbec), fils de feu Nicolas, et de Jeanne Miffant, marié à Anne Piteron, fille de Jacques, et de Madelaine de l'Ecluse.

Adam Raye, sieur du Mesnil au Doyen et du manoir Ségoin, originaire de la Hollande, marié à Catherine Van der Heyden.

Nicolas Dericq, né à la Brille (Hollande) en 1592, grand marchand (armateur) à Rouen, naturalisé en 1631, anobli par Louis XIV sous la régence d'Anne d'Autriche en 1646, ancien du consistoire de Rouen-Quevilly, a eu 12 enfants de Marguerite Lambert, sa première femme, et un fils de son second mariage avec Marie de Caen, de la famille des de Caen, marins renommés qui ont joué un grand rôle au Canada.

Adrien Ficq, marchand à Rouen, paroisse de Saint-Martin-du-Pont, né à Delft (Hollande), marié à Françoise Van der Tombe, sœur de la femme de Moisant de Brioux.

Vandalle, Jean, originaire de Hambourg, marchand à Rouen. Les familles de ce nom ont été nombreuses à Rouen au xvii^e siècle.

E. L.

Rouen, avril 1893.

Documents

DÉPOSITION DE JACQUES BOYER FILS

AU SUJET DE PRÉTENDUS DÉPÔTS D'ARMES DES PROTESTANTS
ET INDICATIONS SUR LEURS PRÉDICANTS, PROPOSANTS, ANCIENS, ETC.

1755

(Archives de l'Hérault. Archives civiles, C. 441. Fonds de l'intendance).

Jacques Boyer, fils d'autre Jacques Boyer, ministre du désert et d'Anne Fraissinette d'Anduze, s'était engagé dans le régiment de dragons de Thianges, et n'avait pas hésité à abjurer la religion réformée, qui aurait pu nuire à son avancement. Dans une conversation avec l'abbé de Montbrun, grand vicaire de l'évêque de Belley, il avait dit « que les religionnaires du Languedoc avaient des dépôts d'armes et de poudre sur une montagne près du Vigan, qu'on nomme la Luzette et dans les villages d'Arphy, de Molières et de Bréau » (canton du Vigan). Anne Fraissinette, que les documents officiels appellent « la veuve Bastide » du nom de son premier mari, étant passée en Angleterre, avec une fille qu'elle avait eue de son second mariage, Jacques Boyer fils s'empressa de demander la main-levée de ses biens, situés à Anduze et vacants par le départ de sa mère et de sa sœur, ce qui provoqua les pièces et dépositions que nous publions, et où l'on trouvera beaucoup de renseignements fort curieux et inédits.

On remarquera principalement ce qui est dit sur le fonds dont le revenu servait aux études de postulants ou proposants français pour le saint ministère. De Londres, ce fonds vint un peu plus tard à Genève et y est encore de nos jours, toujours affecté à la même destination.

Treize ans après, le même Jacques Boyer fils, qui avait quitté le harnais du dragon et abjuré la religion romaine, épousait le 11 mars 1768, mariage béni par Paul Marazel, pasteur à Aulas, demoiselle Louise Cairol, fille de feu sieur Jean Cairol et Marie Peirenc, du Vigan (*Reg. des Baptêmes et Mariages de l'Église d'Aulas*).

FERD. TEISSIER.

Lettre de Voyer-d'Argenson à l'intendant de Saint-Priest.

« M. Vernier ».

« A Versailles le 19 avril 1755.

« Rien à faire, ainsi convenu
avec M. d'Argenson »¹.

« J'ai, Monsieur, fait interroger le N^o Boyer, dragon du Rég^t de Thianges, fils d'un prédicant du Languedoc, au sujet des avis qu'il avoit donnés précédemment contre les Religionnaires. Vous verrez par le mémoire que M. le comte de Tavannes m'envoie à ce sujet que cet homme n'a pu donner de plus grands éclaircissements sur la situation des dépôts d'armes qu'il prétend que les Religionnaires ont sur la montagne de la Luzette. Cependant comme ses réponses peuvent vous être utile pour reconnoître les prédicants, les proposants, et les anciens qui y sont nommés, j'ai cru devoir vous en faire part, afin que vous en fissiez l'usage que vous jugerez convenable.

« Vous verrez aussi que M. de Tavannes me marque que ce dragon demande la main-levée de ses biens, qui sont situés à Anduze et vacans par le départ de la veuve Bastide, sa mère, laquelle est passée en Angleterre avec sa sœur. Je vous prie de vouloir bien, après avoir vérifié ce fait, me marquer, en me renvoyant la lettre de M. de Tavannes, ce que vous pensez que l'on puisse faire en faveur de ce dragon que l'on m'assure avoir abjuré le Calvinisme de bonne foi et avoir même intention d'entrer dans l'Etat ecclésiastique (!). Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« V. D'ARGENSON » (*signé*).

² « Si vous voulez bien, Monsieur, me faire souvenir, la première fois que j'aurai l'honneur de vous voir de vous parler au sujet de cette déclaration, je vous proposerai de faire venir ce dragon pendant votre séjour ici pour vous mettre en état d'en tirer des éclaircissements qu'il vous donnera peut-être mieux circonstanciés verbalement que par écrit. »

Lettre de M. de Tavannes.

« Monsieur,

« En exécution des ordres dont vous m'avez honoré par votre lettre du 25 Mars dernier³, j'ai prié M. le baron d'Espagnac d'entendre le N^o Jacques Boyer, de la Comp^e de Desrochettes, au rég^t

1. Annotation mise dans les bureaux de l'intendance.

2. Post-scriptum écrit en entier de la main de Voyer-d'Argenson.]

3. Cette lettre n'est pas dans le dossier.

de dragons de Thianges. J'ai l'honneur de vous adresser les réponses que ce dragon lui a faites. M. D'Espagnac me mande qu'il lui a trouvé tant de franchise qu'il peut assurer que s'il en avait su davantage il le lui auroit déclaré. Le dragon vous supplie, Monsieur, de lui faire accorder la main-levée de ses biens, qui sont actuellement vacants par le départ de sa mère et de sa sœur qui sont passées en Angleterre, à ce qu'on lui écrit; sa mère se nomme la veuve Bastide, et elle faisoit sa résidence à Anduze, proche le couvent du Verbe-Incarné¹. Par toute la bonne foi avec laquelle M. D'Espagnac, qui l'a renvoyé à son régiment, me mande qu'il lui a parlé, il paroît mériter cette grâce.

« J'ai l'honneur d'être, avec respect,

« Monsieur,

« Vostre très humble et très obéissant serviteur,

« SAULX-TAVANNES » (*signé*).

Interrogatoire et réponses de Jacques Boyer fils.

1^e demande. — Interrogé sur ce qu'il aurait dit à M. l'abbé de Monbrun, grand-vicaire de M. l'Évêque de Belley², que les Religionnaires de Languedoc avaient des dépôts d'armes et de poudre sur une montagne près du Vigan qu'on nomme la Luzette³, où il avait été creusé d'antrès qui ont été recouverts avec des gazons pour en masquer l'entrée, et dans des souterrains pareillement creusés dans les villages d'Arphy, de Molières, et de Bréau, situés au pied de cette même montagne⁴, mais, que comme la montagne de la Luzette est d'une grande étendue, il faudroit désigner dans quelles parties les cavernes en question sont situées, et près de quelles maisons des villages nommés on a pareillement enfoui des armes, si c'est dans des jardins, des prés, des terres ou autres héritages et à qui ils appartiennent; enfin qu'il est essentiel de donner toutes les indications qui peuvent servir à découvrir ces dépôts. Il lui a été représenté, en même temps, que ce n'est pas en donnant des avis vagues, et dont on ne puisse tirer aucune utilité, qu'il peut

1. On enfermait dans ce couvent les femmes et filles protestantes ou *nouvelles-converties*, signalées comme professant la R. P. R.

2. Gabriel Cortois de Quincey, évêque de Belley (Ain), 22 août 1721-1790 (L. Lalanne, *Dict. hist. de la France*).

3. La *Luzette*, quartier de la montagne de l'Espérou, au pied de laquelle est bâti le hameau ou village d'Arphy, chef-lieu de la commune de ce nom, contenant environ cinquante ménages (*Bull.* XXXV, 268, notes).

4. Bréau et Molières sont bâtis sur des mamelons, le long du versant de la montagne.

mériter les grâces du Roy et qu'il se mettrait au contraire dans le cas de mériter punition, s'il avait cherché à en imposer par de vaines promesses qu'il ne serait pas en état ou en volonté de remplir?

« R. — A répondu qu'il était trop jeune, quand il était dans les Cévennes avec sa famille, pour qu'on lui ait voulu faire part des caches où sont les armes des Religionnaires, et qu'il n'y a que les Anciens qui en soient instruits; — qu'un de ces anciens l'assura un jour, en lui montrant la montagne de la Luzette, que c'était dans cette montagne qu'étaient les dépôts des armes et des poudres; — qu'il s'était trouvé, il y a deux ans, dans une assemblée, qui se tint dans le champ du nommé Sanguinède, au-dessus du Vigan¹, et que les Religionnaires étaient au nombre de 60, tous bien armés et résolus d'attaquer les dragons de La Ferronnays, qui étaient pour lors au Vigan, s'ils s'étaient présentés; — que le nommé Cadet Julien, connu autrement sous le nom de *La Séranne*², ci-devant chasseur de feu M. de Rambion, gouverneur de St-Hippolyte [-du-Fort], était à la tête de l'assemblée; — qu'il fut témoin encore que, vers les huit heures du soir du jour qu'on arrêta le nommé Benezet, qui a été exécuté à Montpellier, il s'assembla de tous les côtés, sur la nouvelle de sa prise, sur la place [ou promenade] des châtagners, au Vigan, environ 400 Religionnaires, tous armés et qui avaient projeté d'aller arrêter dans son auberge le sieur de Polisbourg, capitaine au régiment de La Ferronnays, qui avait arrêté led. Benezet³, et de le menacer de le tuer s'il ne rendait led. Benezet; mais que cette assemblée se dissipa, sur les représentations que firent les bourgeois du Vigan que la ville serait ruinée si on en venait à cette violence et qu'il était préférable de tacher de l'enlever quand on le conduirait à Montpellier; et que réellement ils avaient pris toutes les mesures convenables pour cela, mais qu'elles furent infructueuses, a répondu led. Jacques Boyer, avec assez de sincérité; — qu'il est au désespoir de n'en pas savoir davantage à ce sujet; — qu'il sait bien d'ailleurs qu'il n'y a pas un particulier dans les Cévennes qui n'ait un fusil brisé qu'il porte quand il va dans les

1. *Lieux où se tiennent les assemblées*, au Vigan : au lieu appelé *le champ de Sanguinède*, au bout de la Coste de l'Espérou, au-delà les glaciers quatre portées de fusil, y prêchant tous les dimanches, où se rendent les habitants du Vigan, de Molières, de Bréau, d'Aulas, de Mandagout, de Mauries [Mars?], assemblées très nombreuses (*Arch. de l'Hérault*, c. 279. *Fonds de l'intendance*).

2. *La Séranne*, ferme de la commune de Gorniès (Hérault) (E. Thomas. *Diction. topograph. de l'Hérault*, 203. A).

3. V. sur l'arrestation de Benezet, *Bull.* XXXIII, 543 ss.

assemblées des Religionnaires, ce fusil se démontant et pouvant être porté en poche.

— « A été interrogé s'il ne pouvait pas nommer quelques Anciens, qui soient au fait de ces dépôts d'armes qu'il a dit être dans la montagne de la Luzette ?

— « A répondu qu'il connaissait : à *Arphy*, le nommé *Gaubert*, dont le frère était ministre ; — à *Pallièrols* [commune de la Paroisse-du-Vigan], un nommé *Maurin*, qui est collecteur du Vigan et a un bien à Pallièrols ; — au *Vigan*, le nommé *Mazel*, fabriquant en bas ; — au *Vigan*, le nommé *Lèques*, maréchal, restant proche le pont¹ ; — au *Vigan*, le nommé *Serres*, marchand et correspondant d'Angleterre pour les Religionnaires ; — à *Campis*, audessus du Vigan, un autre *Maurin*, boiteux et sergettier ; — à *Molières*, un nommé *Reboul* ; — à *Bréau*, un nommé *Guibal*, faiseur de bas² et un cordonnier, dont la fille a été enfermée à la Tour de Constance, à Aiguesmortes ; — à *Coularou*, à portée du Vigan, les nommés *Cadenat*, père et fils ; — que les particuliers qu'il vient de nous nommer étaient tous des Anciens, et, par conséquent, au fait de tout ce qui regardait les Religionnaires des Cévennes.

— « Interrogé s'il n'aurait rien de plus circonstancié à nous dire sur lesd. Religionnaires ? »³

Sur quoy il nous aurait écrit de sa propre main les détails suivants :

— « La province des Cévennes est divisée en deux provinces ecclésiastiques : celle des Hautes, et celle des Basses-Cévennes. — Les Basses-Cévennes contiennent les églises d'Anduze, Saint-Jean-de-Gardonnenque, La Sale, Saint-Hippolyte [-du-Fort], Sauve, Ganges, Valleraugue, Vigan, et de Rouergue³, qui est maintenant abandonné ; — les Hautes-Cévennes comprennent Alais, Saint-Jean-des-Anels [*aujourd'hui* : Saint-Jean-de-Maruéjols, canton de Barjac], Meyrueis, et autres, dont je ne sais l'ordre. Les protestants sont plus nombreux de la moitié presque dans les Basses que dans les Hautes [-Cévennes] ; il y avait de mon temps dans les Basses [-Cévennes] sept ministres, et huit proposants ou étudiants en théologie ; — ils sont aussi nombreux dans les Hautes ; — le doyen est M. Roux⁴,

1. La famille Lèques a exercé la profession de maréchal-ferrant jusqu'à nos jours dans la maison de la rue du Pont au Vigan, qui leur appartient.

2. Le représentant actuel de la famille Guibal, de Bréau, habite Nîmes, où il dirige une manufacture de bonneterie, qu'il a fondée.

3. L'ancienne province ecclésiastique du Rouergue est comprise dans la consistoriale de Saint-Affrique.

4. Jean Roux, né aux Crouzets, près de Barre-des-Cévennes, élève de Bétrine, commença de prêcher en 1732 ; étudia à Lausanne, 1737-1739, et

les messieurs Martin¹, Teissier, les frères Gabriad², et autres, sont ses collègues. — La province du Bas-Languedoc confine avec les deux [provinces] des Cévennes, la dernière église du Bas-Languedoc, du côté des Hautes [-Cévennes], est Ribaute³; du côté des Basses [-Cévennes], Lezan⁴ et Quissac. Le doyen est M^r Paul Rabaut, desservant ordinairement l'église de Nismes, la plus nombreuse en protestans de toute la France, ses collègues sont M^{rs} Desferre⁵, Clément⁶, Vezénobre⁷, La Coste⁸, et autres. Ils appellent

exerçait encore le ministère en 1763 (Charles Dardier, *Paul Rabaut*, I, 7; — Ed. Hugues. *Histoire de la Restauration du protestantisme*, II, 412-413).

1. Jean Martin, né à la Valette, paroisse de Valleraugue (Gard) en 1725, étudia à Lausanne, 1745-1750; fut pasteur dans les Hautes-Cévennes, notamment à Saint-André-de-Valborgne, Vèbron, etc., 1752-1758; — fut cédé à la Provence par le synode national de 1758 et y exerça le ministère jusqu'en 1769; ensuite à la Rochelle, 1769-1770; et enfin dans la Saintonge, 1775-1781, année de sa mort (Charles Dardier, *Paul Rabaut*, II (IV), 128-136; — *Registres des baptêmes et mariages de Saint-André-de-Valborgne et de Vèbron*, etc.).

2. Les frères Gabriad étaient: Jean-Pierre Gabriad, dit Gabriad l'aîné, mort pasteur dans les environs de Florac, où il était né; — Jacques Gabriad, dit Gabriad cadet; — et Louis-Victor Gabriad, dit Gabriad le jeune. La famille Gabriad a fourni quatorze pasteurs à l'Église réformée de France, depuis 1741 jusqu'à nos jours.

3. Ribaute, canton d'Anduze.

4. Lézan, canton de Lédignan.

5. Estienne Desferre, dit *Montagni*, et plus tard *le chevalier de Labriga*, né au Grand-Gallargues (Gard), élève de Bétrine, prêchait depuis 1736. Reçu proposant en 1749, il étudia à Lausanne, 1742-1743. A son retour en France, il servit dans le Bas-Languedoc, du côté d'Alais. Suspendu en 1760, il alla servir dans le Béarn (Ch. Dardier, *Paul Rabaut*, I, 71).

6. Simon Gibert, dit *Clément*, né à Lussan (Gard), élève de Bétrine, fut prédicateur avec P. Rabaut et Pradel-Vernezobre, 1735-1738; étudia à Lausanne, 1740-1741. Député du Bas-Languedoc au synode national de 1744, il fut désigné pour faire une tournée d'un an dans les Cévennes et servit ensuite dans le Bas-Languedoc. Il fut nommé en 1754, avec Rabaut et Pradel, pour former un comité qui devait aviser sur les cas qui surgiraient pendant qu'il serait difficile et dangereux de tenir les synodes. Pasteur à Congénies, 1762-1763, il mourut en mai 1767, au service des Églises d'Aiguesvives, Vergèze et Gallargues (Ch. Dardier, *Paul Rabaut*, I, 23).

7. Jean Pradel, dit *Vernezobre* (et non Vezénobre), né à Bédarieux (Hérault) le 26 janvier 1718, fut reçu prédicateur avec Rabaut et Simon Gibert en 1738. Marié le 27 avril 1739, avec Elisabeth Pongy, il fut étudiant à Lausanne, 1741-1742, consacré en mars 1742, il servit dans les Basses-Cévennes en 1743, en Vivarais en 1744, puis à Uzès, où il se remaria le 5 juillet 1761, avec Anne Bedos. Il était pasteur des Églises de Marsilhargues et Saint-Laurent-d'Aigouze en 1770, et y resta jusqu'en 1792, époque où il obtint son congé à raison de son âge et de ses infirmités.

9. Marc Portal, dit *la Coste*, né à Luziers, hameau de la paroisse de

à leur synode provincial (suivant un accord fait au synode national dernier tenu) un ministre envoyé depuis peu dans un petit canton de la Provence, qui ne pouvant convoquer un synode provincial étant tout seul, est obligé d'assister au synode du Bas-Languedoc, et au synode national représente ce dernier.

« Il y a en Suisse, et à Londres, deux représentants des Eglises réformées de France, le résidant en Suisse est ministre, et a professé en France il y a vingt et quelques années; il s'appelle Court, habitué à Lausanne, canton de Berne, natif, de même que l'autre de Londres, qui s'appelle Du Cayla, gentilhomme, de la ville de Ville-neuve-de-Berg, en Vivarais. Celui d'Angleterre a un fonds de un million entre les mains, dont les revenus servent à donner 27 *li* [vingt-sept livres] par mois, argent de France, à 10 ou 12 postulants ou candidats, que l'on envoie de différentes provinces de France, pour faire deux ou trois ans d'études, soit de latin, de logique, morale et théologie, chez des professeurs de l'Académie de Lausanne, qui veulent les enseigner, moyennant 300 *li* ou 400 *li* par an. Etant à Lausanne, ils sont soumis au représentant Court, et reçoivent leur pension d'un professeur en langue hébraïque nommé Polier¹, membre de l'Académie de Lausanne. En temps de persécution ou d'autre nécessité commune, les doyens des provinces ou ceux qui en sont chargés, en donnent avis aux deux représentants, qui leur envoient des avis donnés par les académies de Suisse ou d'Angleterre; le représentant d'Angleterre se fait assister par un certain nombre de théologiens, qui décident sur les cas de conscience qu'on leur propose de France.

« Les lettres parviennent en France par le moyen d'un correspondant qu'il y a à Genève, et celles d'Angleterre quelquefois par Paris, mais toujours sous des enveloppes, et en des temps critiques le dessus de l'incluse est en blanc. Les lettres de France pour l'Angleterre ou la Suisse s'adressent à M^r Ravier, marchand de soie, derrière le Rhône, à Genève²; à M. Benezet, négociant en toilerie,

Mialet (Gard), prit le Désert en 1738, et étudia à Lausanne en 1746. Consecré par *Paul Maraşel*, avec David Vesson, dit *Lavalette*, il servit dans les Cévennes jusqu'en 1766.

1. Georges-Pierre Polier de Bottens, orientaliste distingué, né à Lausanne, le 15 décembre 1675, d'une famille originaire des provinces méridionales de la France. Professeur de grec et de morale à l'Académie de Lausanne, en 1702, il échangea cette place, en 1705, contre celle d'hébreu et de catéchèse, et mourut à Lausanne, le 23 octobre 1759 (Ch. Dardier, *Paul Rabaut*, I, 18).

2. Anselme Ravier, jeune homme de Nîmes, prosélyte de religion et

à la Cité à Genève; — à M^r Loubachin, commis chez M^r Paulet, fabricant en bas, proche *les Balances*, à Genève. De Suisse et d'Angleterre : à M^r Métuel, marchand potier d'étain, à Nîmes, et sous l'enveloppe T à M^r de La Chaussée, à sa campagne; — à M^r Serres, marchand au Vigan, et sous l'enveloppe T Paul Marazel, Pechs¹.

« La Seranne et moi fûmes mandés par les M^{rs} [La] Coste, et Desferre, et Clément, pour nous aboucher dans un bois de châtaigniers entre Durfort et Lézan, proche d'Anduze, où ils nous dirent en peu de mots de nous joindre à eux et d'engager tous les protestans de notre province à se joindre à ceux de la Gardonnenque, pour faire main-basse sur tous les prêtres et curés des environs, ce à quoi nous ne pûmes consentir sans en avoir donné avis au représentant d'Angleterre, et en même temps nous partîmes pour exhorter tous les protestans de notre direction à ne recevoir aucune proposition de la part de M^{rs} du Bas-Languedoc, qu'auparavant on ne reçut la réponse desd. représentants et ce sous peine d'excommunication publique.

« L'entrevue fut le dix-huit juillet 1752, et la réponse arriva le 10 décembre, par laquelle on nous conseillait de demander aux M^{rs} du Bas-Languedoc l'assemblée de leur synode, et qu'ils ne différassent point de faire leur procès aux M^{rs} [La] Coste et Desferre, faute de quoi nous serons obligés de demander un synode national; mais ils s'étaient rendus à nos raisons et à mon départ ils travaillaient à leur jugement.

« Noms des sept ministres et huit proposants des Basses-Cévennes :

« Ministres :	« Proposants :
M ^{rs} Boyer [Jacques]; Lavernède [Henry Grail];	M ^{rs} Lapierre [Pierre Rampon]; Laseranne, autrement dit Cadet Julien;
Pomaret [Jean Gal aîné]; Paul Marazel;	François [Reynier];
Pechs ¹ [Jean Journet];	Perrier [Pierre?];
La Sagne [Paul Dalgue];	Randavel [François Noguier];
Lafage [Etienne Teissier] ».	Veirac;
	Lavalette [David Vesson];
	Ribe [Pierre] ».

réfugié à Genève, ne s'acquitta pas toujours fidèlement des commissions qu'on lui donnait (Ch. Dardier, *Paul Rabaut*, I, 152, et *Table des noms de personnes*).

1. Surnom de Jean Journet, qui signait ses lettres, dans les Cévennes, « Pechs » et non Puech, comme on l'a imprimé à tort.

UN CANDIDAT AU MINISTÈRE PASTORAL IL Y A CENT TRENTE ANS

Lorsqu'on évoque quelque trait saillant de l'histoire des protestants français pendant le siècle qui va de 1685 à 1789 qu'on a si justement appelé *le Désert*, on songe aussitôt à Brousson, Court, Rabaut ou à tel autre martyr dont les labeurs ou les souffrances ont souvent été mis en lumière. On est toujours tenté d'oublier que ces hommes, désormais immortels, ont été secondés dans leur œuvre de « relèvement des ruines de Sion », par des légions de collaborateurs beaucoup moins connus, quelques-uns même totalement inconnus, d'un dévouement et d'une valeur morale et intellectuelle qui ne le cédèrent en rien à ceux de leurs chefs. Le devoir de l'histoire est de les tirer de l'obscurité et de montrer ainsi que, lorsqu'on y regarde de très près, toute grande œuvre a été bien plutôt collective qu'individuelle.

Assurément quelques hommes se sont lancés en avant, ont conçu des projets, se sont efforcés de les réaliser, mais s'ils n'avaient été suivis, aidés, soutenus et parfois dépassés par d'autres, leur initiative, leur intelligence et leur courage auraient été dépensés en pure perte.

Parmi ces collaborateurs on savait qu'outre les pasteurs régulièrement consacrés et fort peu nombreux au début, il y eut bientôt des proposants, c'est-à-dire des étudiants en théologie qui s'instruisaient chez tel ou tel prédicant, et après ce stage terminé par un examen, allaient généralement achever leurs études au séminaire de Lausanne pour reprendre définitivement le Désert comme pasteurs réguliers.

Quelques lettres de Corteiz que le *Bulletin* a publiées dans le temps¹ ont donné de curieux détails sur ces séminaires ambulants et intérimaires, mais on ne savait guère *comment* ces étudiants y vivaient. On peut maintenant s'en rendre compte, grâce à une fort intéressante brochure de M. Charles Dardier presque entièrement composée de la correspondance

1. Voy. *Bull.* XXXVII (1888), p. 307, 387, etc.

d'un de ces proposants, Simon Lombard, pendant neuf années (1756 à 1765¹).

Ces pages originales, écrites au courant d'une plume bien française, naturelle, alerte, aussi exempte de pose que de préoccupations littéraires, constituent une véritable révélation historique. On y voit que s'il faut s'incliner devant l'abnégation des pasteurs du Désert, il convient de ne parler de ces proposants, — du moins de ceux qui ressemblaient à Simon Lombard, — qu'avec un respect mêlé d'admiration. Car s'ils partageaient les mêmes périls que les « titulaires », ils ne jouissaient ni de leur expérience, ni de l'autorité que conféraient l'âge ou les services rendus, ni des maigres émoluments qui permettaient à quelques-uns d'entre eux de ne pas mourir littéralement de faim.

Au rebours de ce qui se passe aujourd'hui, l'étudiant du Désert, non seulement ne jouissait d'aucune bourse et ne pouvait compter sur aucune bibliothèque, aucun cours régulier, mais était obligé de se défrayer complètement lui-même², et de s'instruire à peu près comme il pouvait. Il suffira de parcourir la publication de M. Dardier pour voir que ce n'était pas là une exception, mais une règle strictement observée et dont les intéressés, pourtant peu exigeants, ne se félicitaient guère.

Mais, comme on comprend qu'une fois ces dures conditions d'existence admises, on pouvait compter sur une consécration et sur des convictions réelles et efficaces. Et comme, en lisant ces lettres, on sent que c'est là ce qui a arraché au fer de la persécution ou aux cendres presque refroidies, les quelques tisons qui ont, après tout, et à travers bien des vicissitudes, reconstitué le protestantisme contemporain ! Honneur donc à ces obscurs jeunes gens qui n'ont pas reculé devant une si

1. *La Vie des étudiants au Désert, d'après la correspondance de l'un d'eux, Simon Lombard (1756-1775)*, 109 pages in-18, Genève, imprimerie Schira, 1893 (extrait des *Étrennes chrétiennes*).

2. On peut se représenter ce que coûtaient les livres, d'après cet extrait d'une des premières lettres : « J'ai acheté la petite Bible de Martin ; elle m'a coûté 14 livres ; elle me suivra dans toutes mes retraites et je vais la dévorer (p. 18). »

lourde tâche, — et merci à ceux qui nous ont conservé et fait connaître l'émouvant témoignage authentique de leur foi et de leur joyeux sacrifice!

Tout est à lire et à relire dans la correspondance de Simon Lombard, mais on nous saura gré d'en détacher au moins quelques pages particulièrement saillantes et instructives.

N. W.

A mon ami Perrier Canaules.

4 septembre 1760.

Puisque nous sommes en chemin, il faut que je te fasse part d'une autre démarche qui te fera frémir. Il y a environ un an qu'étant logé à Montpellier, assez près des casernes, je sortis sans rien dire pour voir arriver un régiment. J'étais seul. Un monsieur protestant qui me reconnut vint se mettre à mon côté, et en me touchant du coude sans me regarder, me dit tout bas : « Monsieur, que faites-vous ici ? retirez-vous : je suis un tel, vous connaissez mes parens de Cournonsec. » — « Eh bien ! lui dis-je, conduisez-moi dans un lieu où je puisse voir défiler le régiment qui va arriver. » — « Il est arrivé, monsieur, il est déjà dans les casernes. » — « Dans ce cas, ayez la bonté de me conduire à l'Esplanade, faites-moi ce plaisir. » Il se rend à ma prière. Arrivés à l'Esplanade, je désire de voir et je vois, en effet, la place où nos bienheureux confesseurs, MM. Désubas, Teissier-Lafage, Bénézet et autres ont été martyrisés¹. »

Ce n'est pas tout. Je désire de voir la prison où ils ont été détenus. Mon conducteur s'y refuse. Je le prie. Enfin, il se rend. En nous avançant vers la citadelle, il me décrit l'appareil dans lequel nos martyrs ont été conduits et suppliciés. Nous abordons la citadelle. La sentinelle nous laisse passer ; nous voilà dans la cour. Mon conducteur, en avançant et en me parlant d'autre chose, me donne de la tête le signal convenu ; je fixe mes regards sur un cachot qui pouvait un jour devenir aussi le mien. Après quoi, tranquillement, nous retournons à la ville où je vais me renfermer jusqu'au soir.

Je sens, mon ami, qu'en tout cela, j'ai manqué de prudence, comme lorsque je voulais aller visiter nos prisonniers de la Tour de Constance, à quoi mon père s'opposa. Je ne sais ce que le Seigneur fera de moi ; mais relativement aux dangers de notre état, je n'ai pas

1. Voyez sur ces martyrs, la *France prot.*, le *Bulletin*, et les lettres de Paul Rabaut, publiées par M. Ch. Dardier.

encore connu la crainte. Il est pourtant certain que tout disposés que nous sommes à donner notre vie, si le Seigneur nous y appelle, il ne faut pas nous exposer sans nécessité.

A mon bon ami Bousquet.

Les Crottes, 2 février 1762.

Il y a quelques jours que j'aurais eu grand besoin de vos soins et de ceux de votre chère épouse, ma bonne mère. Il est aux environs de Lagorce une bonne maison de campagne dont le fils aîné est ancien, mais où personne de mon état n'avait encore logé. J'entrepris d'y aller prendre asile. Seul, à minuit et par un mauvais tems, j'aborde cette maison dont je connaissais déjà les dehors. Je frappe doucement à une fenêtre. M. l'Ancien m'entend et vient me trouver. « Monsieur, me dit-il, avec la meilleure volonté du monde, je ne puis vous recevoir ; mon père est là, je ne puis rien sans son consentement ; et je sais que par crainte il n'a jamais voulu donner asile à aucun de nos Messieurs. » — « Il n'a rien à craindre, lui dis-je, puisque je suis seul. Faites-lui d'ailleurs considérer que je sue un peu, et que la pluie qui tombe gèle incontinent. » Il va et revient bientôt me dire qu'il n'y a pas moyen. — « Recevez-moi pour quelques heures dans votre grenier à foin. » — « Les domestiques y sont. » — « Enseignez-moi donc quelque capitelle¹. Que voulez-vous que je devienne à cette heure-ci ? » — « Je vais vous conduire au delà d'Ybic², chez un tel, dont j'ai vu la femme aujourd'hui, et à qui j'ai dit : Vous êtes placés plus convenablement pour donner retraite à notre Monsieur. Il faut commencer. — Eh bien ! » m'a-t-elle dit.

Nous partons. Arrivés à Ybic, voilà une file de pierres hautes qui se présente ; il faut passer dessus. M'y voilà. Mais le dessus des pierres est une glace ; et tout au milieu de la rivière, je m'y laisse tomber, donnant rudement de côté contre la pierre, et je demeure comme évanoui. Mon homme saute dans l'eau et m'en tire. Tout trempés jusqu'au-dessus du ventre et la pluie sur le dos, nous nous acheminons vers la retraite, que nous abordons après une bonne demi-heure de marche. Coups donnés à plusieurs reprises : mon

1. Espèce d'abri, de quelques pieds seulement en tous sens, grossièrement construit de pierres superposées, en plein champ, en particulier dans les vignes, et qui servait de refuge en cas d'orage. Cet abri, ouvert d'un côté seulement, a la forme d'un derrière de tête, d'où peut-être son nom patois de *capitelle*.

2. Ybic ou Ibic est une rivière qui se jette dans l'Ardèche et qui coule à quelque distance de Lagorce.

cousin ! ma cousine ! Tout devient inutile. On est sourd parce qu'on veut bien l'être, et nous sommes forcés à retourner sur nos pas. Cette fois mon guide me donne la main et je repasse la rivière sans me laisser tomber. Arrivés à sa maison, il va trouver son père et lui expose les choses, et le bon vieux pour le coup se laisse toucher. Il sort pour aller coucher dans un hameau voisin en cas d'événement ; et enfin je suis introduit. Mais où ? Dans une basse cave où l'on apporte à souper sur le fond d'une cornue. Après quoi, tout trempé, je vais me mettre au lit où j'ai pour compagnons un milliard de puces. Voyez si alors je n'aurais pas eu besoin d'être chez vous.

A M. Merle.

Vallon, 18 décembre 1762.

... Il faut vous dire aussi que je ne suis pas le mieux du monde. Je me suis trouvé tout récemment dans une situation dont je me ressentirai peut-être toute ma vie.

J'étais logé dans une maison isolée, enfermé dans une vaste pièce, rez-de-chaussée, aussi froide qu'une glacière, parce qu'elle est sur le terrain, d'ailleurs sans cheminée, et se trouvant de plus environnée de neige. Privé de feu et n'ayant pas même la liberté de promener pour m'échauffer, parce que j'aurais pu être entendu de la cuisine où étaient des personnes suspectes, il fallut, quoique transi de froid et grelottant, me résoudre à demeurer assis l'espace de quatre ou cinq heures. La femme de la maison avec d'autres femmes étaient à goûter dans quelque maison du village, et sans doute qu'alors elle ne pensait pas à moi. Lorsqu'elle revint, elle me trouva quasi-mourant, Elle apporta un bassin plein de braise, elle me déchaussa, y plaça mes pieds que je ne pouvais remuer, et jamais je ne pus sentir la chaleur. L'idée me vint de me faire mettre au lit, après qu'on l'aurait bassiné. Il fallut qu'on me portât, qu'on me déshabillât, qu'on me plaçât dans le lit. On chauffait des linges dont on enveloppait mes jambes. Et peu à peu la glace disparut et la chaleur revint...

Il faut convenir que dans notre état, nous sommes exposés à bien des choses. Que faire ? Nous sommes sous la croix ; il faut patiemment endurer nos épreuves. Ce n'est peut-être pas le cas de faire part de ceci au papa et à la maman, dont vous connaissez la sensibilité à mon égard.

Au papa Bousquet.

Saint-Martin, 15 janvier 1763.

Vous trouverez que j'ai du guignon chez la veuve C... Vous n'avez pas oublié mon aventure de froid. En voici une autre qui n'est guère moins sérieuse. Je venais de faire une lieue par un tems bien obscur et la neige sur le dos. Ce pouvait être environ onze heures lorsque j'abordai la maison de la veuve. La porte que je croyais fermée se trouvait à demi-ouverte. Vous savez que la cheminée est vis-à-vis. Là, j'aperçus deux ou trois personnes qui se chauffaient en me tournant le dos. L'une d'elles, à sa voix me parut étrangère. Suant, mais couvert de ma redingote, je franchis une muraille, et je fus me cacher dans un coin, au derrière de la maison. Une demi-heure après, imaginant qu'on serait couché et que je pourrais m'annoncer comme de coutume, je me présentai devant la porte, mais on n'eut pas bougé, et je retournai à mon gîte.

La neige qui tombait à gros flocons m'avait quasi-couvert et je sentais vivement le froid. N'y pouvant plus tenir, je retournai à la porte ; c'était environ minuit. Et cependant on était encore auprès du feu. Je pris le parti d'entrer ; je glissai comme un serpent, et je passai, sans être aperçu, à la ruelle du lit qui est là sur la droite. Malheureusement, le chien de la maison s'y trouva couché. Il me sauta dessus. La veuve dans ce moment était au magasin. Son domestique vint vers moi ; il me vit : je feignis d'être le fils de Pechier, camarade du fils aîné de la veuve, qui devait arriver d'une foire et qu'on attendait. Le domestique se retira et je crus qu'il allait se coucher. Point du tout. Il revint dans le moment, ferma la porte à clef, donna la lampe à Louiset, et se présenta à la ruelle ; je vis un grand mouvement de ses bras, et les miens partirent aussitôt, sans cela j'étais perdu ; j'arrêtai une fourche de fer à demi-pan de mon ventre. J'élevai la voix. La veuve accourt. « Qu'est-ce ? » dit-elle tout émue. Elle me voit là, elle voit son domestique une fourche à la main. « Monsieur, me dit alors le malotru, qui par parenthèse est de Valgorge, je vous prenais pour un voleur, et je voulais vous tuer ; mais à présent je comprends qui vous êtes ; ne craignez rien de moi : la maîtresse et beaucoup d'autres pourront vous dire que je suis un honnête garçon. » — « Eh bien ! lui dis-je, allons nous chauffer. » Et en prenant la précaution de me faire garder, je couchai là.

Le Seigneur m'a sauvé du danger, je l'en bénis, vous l'en bénirez avec moi, etc.

Mélanges

LES ARCHIVES DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

DÉPOSÉES A LA ROCHELLE

PHILIPPE VINCENT, PIERRE MERVAVLT, ABRAHAM TESSEREAU

A plusieurs reprises, le *Bulletin* attira l'attention sur ces Archives (VI, 419; VII, 93, 219, 361). Il en a réimprimé (VII, 361 ss) l'inventaire qui figure à la suite de l'*Histoire des Réformés de La Rochelle* attribuée (inexactement comme on va voir) à A. Tessereau. Les numéros 1 à 9, 13 et 15 de cet inventaire n'ont malheureusement pu être retrouvés. Mais il existe, en outre, une liste de documents provenant certainement des archives de l'ancien consistoire de La Rochelle, classées par Ph. Vincent et A. Tessereau, enlevées après la prise de la ville (1628), restituées sur la demande du député général, emportées par Bouhereau à la Révocation, et restituées de nouveau, en 1862, par la Bibliothèque Marsh de Dublin. Cette liste a été communiquée par un protestant, M. Bouguereau, au père Jaillot, de l'Oratoire, curé de Saint-Sauveur, qui a préparé les matériaux de l'histoire de La Rochelle du père Arcère, et elle est conforme à l'inventaire, en lambeaux, des pièces réintégrées le 21 nov. 1862, au conseil presbytéral actuel de La Rochelle, réserve faite des numéros ci-dessus signalés, et de l'original de la confession de foi, dont il va être question.

Le Recueil de diverses pièces imprimées et manuscrites par l'oratorien et érudit Claude-Hubert Jaillot (1690-1749) est bien connu de tous ceux qui ont étudié l'histoire de La Rochelle. Il a été analysé par M. Delayant dans sa *Bibliographie rochelaise* (pages 126 et 127, n^{os} 403 et 404) et par M. Georges Musset, dans le *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France*, VIII, *La Rochelle* (pages 45, 46, 47, n^{os} 114 (3145), 115 (3147).

Voici la liste qui, dans ce recueil (p. 281 ss), est intitulée

« Catalogue de pièces qui ont été envoyées à la Chambre des Comptes à Paris, ou mises au greffe de la Rochelle ».

Nous les transcrivons en rétablissant l'ordre chronologique.

Commission à M. de Jarnac, Gouverneur de La Rochelle pour souffrir l'exercice de la Religion Réformée, dans deux maisons de laditte ville, du 4 juillet 1563.

Articles de la Confession de foy des Églises Réformées de France, arrêtés au 1^{er} Synode tenu à Paris en 1559 et depuis présentés au Roy Charles IX à Poissy en 1561, relus au Synode National tenu à La Rochelle, en 1571, représentant toutes lesdittes Églises, lequel a ratifié et approuvé tous lesdits articles de laditte confession... signés par les ministres, les professeurs anciens et diacres de La Rochelle.

Benjamin Fillon a eu entre mains et cite (*Recueil de notes sur les origines de l'Eglise Réformée de Fontenay-le-Comte et sur ses pasteurs*, 1888, pages 64 et 65) une transcription originale sur parchemin de la confession de foi de La Rochelle qui diffère, en ce qui concerne deux ou trois noms, de celui conservé à Genève et dont la Bibliothèque de La Rochelle possède un fac-similé et les archives du Conseil presbytéral de La Rochelle, une excellente photographie.

Voici les signatures relevées par B. Fillon :

Jeanne. — Henry. — Henry de Bourbon. — Louis de Nassau. — Chastillon. — Théodore de Besze, esleu pour conduire l'action du Synode. — Nicolas des Gallards. — Chandieu, pour le Lyonnais et Bourgoigne. — Jehan Lyevin, pour l'Isle de France et Picardie. — Le Maçon, pour Touraine, Anjou, le Mayne et Vandomois. — Delescourre, pour la Normandie. — Payan, pour le baz Languedoc. — Cl du Moulin, pour Poictou. — J. Guillemot, pour baz-Poictou. — D. Oyseau, pour Bretagne. — Digne de Bergemont, pour Périgord et Lymousin. — Arnaud Blanc, dit La Source, pour le Quercy, Rouergue, etc. — Odet de Nort, député pour les esglizes de Xaintonge. — Desouches, député pour Orléans et Berry. — Desmaranges, pour Auvergne et Armaignac. — Dumont, pour Angoumois. — L^s Hesnard, pasteur du Vigeon (*manque à l'exemplaire de Genève*). — Raymonet, ancien. — Couffeau, diacre de Nyort. — La Borde, diacre. — Beraud, ancien, pour Quercy et Rouergue. — Pontenier, ancien et député d'Angoumois. — Perochon, ancien, pour Xaintonge. — De Lestang, secrétaire esleu. — De la Berge-rays, secrétaire esleu.

Manquent Haultain? ancien. — DHoien? ancien. — Guartin, diacre, qui ont signé l'exemplaire de Genève.

(L'encre a beaucoup pâli par suite de l'humidité.)

Original de la procuration passée par le Synode National convoqué à Sainte-Foy à MM. Anthoine Chandieu et Jean de Lastre, ministres à Paris, Pierre Merlin, ministre en Bretagne, et Anthoine Salmon, cy-devant ministre à Francfort, pour assister, au nom des Eglises Réformées de ce Royaume, à la conférence qui se doit faire audit lieu de Francfort, avec les ambassadeurs et députés des Roys, Princes et Républiques, faisant profession de laditte Religion Réformée, touchant quelques points et articles qui se trouvent en différent entre lesdittes Eglises Réformées de la chrétienté et dresser une même confession de foy, lad. procuration signée aud. S^{te} Foy le 11 février 1578 par M. de Turenne et les Députés au Synode. (C'est la même pièce que le *Bulletin* a reproduite en 1892 p. 354.)

Assemblée générale des Eglises de France, convoquée à Montauban le 3 juillet 1579 à laquelle ont assisté le Roy de Navarre, M. le Prince de Condé, MM. de Turenne et Chastillon avec les Députés de toutes les Eglises, par lequel acte il paroît que la contribution des Eglises pour la cause commune montoit à 224,656 écus 2/3. Le capitaine Louis Gargoulleau fut député par cette ville de La Rochelle pour remonter à l'assemblée qu'elle avoit esté obligée d'emprunter quatre cent mille écus pour soutenir ce mémorable siège et demander qu'il fut pourvu au remboursement. M. le Prince représente aussi qu'il avoit engagé pour la même cause ses joyaux et ses terres et que le Seigneur de Sainte Mesme et de Ciré avoit donné la vaisselle d'argent, montant à 123 marcs, distribuée, faute d'argent au colonel et capitaine des Reistres conduits par M. le Duc des Deux Ponts.

Règlement en forme d'intelligence entre le Roy de Navarre, M. le Prince de Condé et les Eglises Réformées de ce Royaume.

Extrait de l'arresté du Consistoire de La Rochelle du 25 janvier 1581 concernant la Députation faite par ordre du Roy de Navarre à l'assemblée générale des Eglises Réformées de ce Royaume à Châtillon pour travailler unanimement au moyen de réunir les affections et d'entretenir la paix accordée, pour laquelle Députation ont esté employés de la part de cette Eglise, MM. de Ferrières et Guillaume Bequel, anciens d'icelle.

Confirmation de l'acte d'union, entre le Roy de Navarre comme

protecteur des Eglises Réformées de ce Royaume et les Députés desdites Eglises assemblées à La Rochelle en décembre 1588 en la mairie de Louis Gargoulleau. — Remontrance et plainte faite au Roy Henry IV à son avènement à la Couronne dressé au Synode convoqué à Saint-Jean-d'Angély le 12 septembre 1589, au sujet d'une déclaration faite par Sa Majesté depuis son dit avènement qui est contre la liberté et préjudiciable aux Eglises Réformées non signée.

Articles de la confession de foy des Eglises Réformées de France soussignés par l'assemblée du Synode national des Pays-Bas, convoqué à Vitré, le 25 mai 1583.

Actes de l'assemblée en la ville de Montauban où assistait le Roy de Navarre, M. le Prince et autres seigneurs avec les Députés des Eglises Réformées de ce Royaume tenue depuis le 21 aoust jusqu'au 8 septembre 1584.

Copie d'une requête présentée au Roy par les Eglises Réformées de France pour se plaindre des injustices continuelles des Parlements et luy demander des chambres mi-parties.

Règlement particulier arrêté à l'assemblée de Sainte-Foy, pour la jonction des provinces de Saintonge, Aunis et Angoumois avec celles de Poitou, Anjou, Touraine et autres. — Règlement général pour toutes les Eglises et copie de l'acte d'union signé à Mantes le 9 décembre 1593.

Remontrance faite au Roy de Navarre par les Députés de l'assemblée générale des Eglises Réformées de ce Royaume convoquée à La Rochelle le 19 novembre 1616 à laquelle Sa Majesté a répondu avec beaucoup de témoignages de piété et signée Henry.

Sentiments de M. Du Plessis sur l'assemblée que le Roy désire convoquer à Mantes, des Pasteurs des Eglises Réformées de ce Royaume et Evêques de l'Eglise Romaine pour conférer ensemble, du 20 juillet 1593.

Original de l'acte par lequel les Députés des Eglises de ce Royaume assemblés à Mantes ont renouvelé le serment d'union, le 9 décembre 1593.

Extrait de la procédure faite par les Députés des Eglises Réformées de ce Royaume assemblés à Mantes, depuis le 8 novembre 1593 jusqu'au 23 janvier 1594.

Mémoires et instructions donnés par les Pasteurs, Anciens et

Diacres des Eglises Réformées du Synode provincial de Xaintonge, Aunis et Angoumois à MM. Rotan et Festineau, Députés, pour se trouver en l'assemblée générale politique qu'on doit tenir à S^{te} Foy la Grande, à commencer le 26 juillet 1594.

Mémoires et instructions donnés par les Pasteurs, anciens et diacres des Eglises du Colloque d'Aunis, au nom d'icelles à MM. Rotan et Chalmot, qui ont esté Députés pour aller trouver Sa Majesté, suivant aussi la charge qu'iceluy Rotan avoit cy-devant reçue du Synode provincial de Saintonge, à La Rochelle le 1^{er} septembre 1593.

Remontrance faite au roy Henry IV par MM. les Pasteurs de sa Maison au sujet de l'assemblée des Évêques qu'il avoit proposé d'assembler pour les éclaircir de ses doutes en la Religion.

Articles touchant le changement de Religion du Roy Henry IV à qui les Eglises Réformées avoient donné le titre de leur protecteur, lorsqu'il étoit Roy de Navarre. Les Compositeurs de ces articles requièrent toutes les Églises, si Dieu permet la séparation de ce Grand Prince d'avec lesdites Églises que pas un Prince chrestien, ne soit jamais plus honoré de ce glorieux titre, pour marque de la douleur qu'elles recevront de ce changement.

Défense du Cardinal de Plaisance, légat du Pape, à tous Papistes d'assister à l'assemblée convoquée par le roy Henry IV à Saint-Denis, le 23 juillet 1593 déclarant Sa Majesté hérétique, fauteur d'hérétiques et excommuniée par le Pape.

Mémoire et instruction touchant les affaires générales du party de la Religion sur la protection du Roy de Navarre.

Original du cahier dressé par les Députés des Églises Réformées de ce Royaume, assemblées à Mantes le 9 décembre 1593, qui a esté présenté au Roy par lesdits Députés.

Copie collationnée des remontrances faites au Roy par les Églises Réformées de ce Royaume en 1594 par MM. Rotan et Chalmot, Députés de l'assemblée de S^{te} Foy pour le général des Églises de France.

Cahier de plaintes à faire au Roy sur les vexations, injustices faites à ceux de la Religion Réformée.

Arrêté de l'assemblée de S^{te} Foy des Députés des Églises de ce Royaume qui concerne l'union desdites Églises du dernier janvier 1594, avec un acte concernant la jonction et règlement particulier des provinces de Saintonge, Aunis, Angoumois, Poitou, avec les Cha-

telleraudois, Touraine, Anjou, le Maine, Vandomois et le Perche, ledit acte du 2 juillet 1594.

Règlement particulier pour la jonction des provinces y dénommées arrêté en l'assemblée de S^e Foy, le 26 janvier 1594, auquel est joint un Règlement général pour toutes les Églises et une copie de l'acte d'union signé à Mantes, le 9 décembre 1593.

Actes d'assemblées non signés faites à Bourgneuf le 3 juin 1597, en laquelle fut résolu d'envoyer de la part de la noblesse, M. Vatable, Ministre de l'Église de Nieül pour assister à l'assemblée convoquée à Saumur et demander à ladite assemblée que toutes les Églises de La Rochelle et du gouvernement soient reçues en icelle pour province, et qu'en ladite qualité, elles aient séance pour délibérer, proposer et conclure.

Copie d'une lettre de l'assemblée de Châtellerault du 9 aoust 1597 louant le zèle de ceux de la ville de La Rochelle.

Cahier pour présenter au Roy, dressé et arrêté par les Députés des Églises Réformées de ce Royaume, assemblées à La Rochelle le 13 octobre 1597.

Édit de Nantes, 30 avril 1598.

Ordonnance de MM. de Parabère et Langlois, commissaires nommés par Sa Majesté pour l'exécution de l'Édit de Nantes du 9 aoust 1599, par laquelle ils ont établi Surgères et Bohet, premier et second bailliage d'Aunis. — Nota — Que l'Église de Surgères a un autre original en parchemin et de celui de leur prise de possession, en présence, et de l'ordonnance des subdélégués par lesdits commissaires.

Le 13 mars 1600, frère Toussaint Petitpas, Docteur en Théologie et prieur des couvents des Augustins de Chinon et de La Rochelle quitte et transporte par bail amphithéotique de 99 ans la salle de Saint Yon et ses appartenances et dépendances où estoit autrefois un ancien couvent d'Augustins à Guillaume Torterue, écuyer, seigneur de Massé et Guillaume Coulon, marchand et bourgeois de La Rochelle, moyennant une rente de 20 écus sol, qui commence à courir dès la Notre Dame de mars 1600, dans laquelle salle les Rochellois ont fait le presche, pendant 27 ans. La transaction est passée à Chinon par Jacques Bernard et Jean Redoy, notaires.

Règlement arrêté en l'assemblée des Églises Réformées de France tenue à S^e Foy le 15 octobre 1601 pour la charge des Dé-

putés en cour près Sa Majesté, ensemble les mémoires et instructions qui leur ont esté données par ladite assemblée.

Matricule de tous les Pasteurs de la France en l'an 1603, faite au Synode National assemblé à Gap, par lequel il fut arrêté que si les Églises qui sont dépourvues de Pasteurs, ne sont rétablies, la Province qui n'aura pas pourvu audit rétablissement dans le prochain Synode national restituera les deniers qui luy sont octroyés pour cela, comme aussy ladite assemblée a réglé le nombre des proposans, que chaque province est obligée d'entretenir qui est aussi employé à la présente matricule, après les colloques de chaque province, actes d'assemblées non signés faites à Bourgneuf le 3 juin 1597, en laquelle fut résolu d'envoyer de la part de la noblesse M. Vatable, Ministre de l'Église de Nieül, pour assister à l'assemblée convoquée à Saumur et demander à ladite assemblée que toutes les Églises de La Rochelle et du Gouvernement soient reçues en icelle pour Province et qu'en la dite qualité, elles ayent séance, pour délibérer, proposer et conclure.

Acte de ce qui s'est passé au synode national tenu à La Rochelle en avril 1607 sur le sujet d'un brevet du roy du 29 décembre 1606 portant pouvoir à ladite compagnie de nommer six députés pour en estre choisis deux par Sa Majesté, pour suivre la Cour et agir dans les affaires des Églises Réformées de ce Royaume, ladite Compagnie a envoyé des Députés au Roy pour prier Sa Majesté de résoudre quelques difficultés qui se rencontrent audit brevet.

Lettre du Roy du 25 mars 1607 répondant à la Députation qui luy a esté faite par le Synode national assemblé à La Rochelle au sujet des difficultés dudit Brevet.

Mémoires et instructions données aux Députés de la Province de Saintonge, Aunis et Angoumois, assemblés par l'autorité du Roy à S^t Jean d'Angély, le 3 de septembre 1608.

Acte d'assemblée générale des Églises Réformées de France convoquée en la ville de Gergeau par brevet du Roy au 1^{er} octobre 1608, par laquelle compagnie M. de Mirande fut mis au nombre de six présentés au roy pour en estre choisi deux pour demeurer auprès de luy en qualité de Députés généraux, le s^r de Mirande fut un de ceux que le Roy accepta, et fit la fonction avec M. de Villarnoul.

Mémoires dressés par l'assemblée générale politique de Gergeau en octobre 1608 pour servir d'instruction à MM. de Villarnoul et de Mirande, Députés généraux des Églises pour les affaires générales.

Instruction dressée par l'assemblée générale de Gergeau le 1^{er} octobre 1608 pour MM. de Villarnoul et de Mirande, Députés généraux pour les Églises, contenant des faits particuliers.

Cahier de plaintes dressées par l'assemblée convoquée à La Rochelle et répondue par le Roy le 19 novembre 1616.

Original de l'acte de serment presté et signé par tous les pasteurs et anciens, assemblés au Synode provincial de la part des Églises Réformées de Saintonge, Aunis et Angoumois, en la ville de Jarnac, par lequel ils ont tous unanimement juré et protesté devant Dieu qu'ils approuvent et embrassent toute la Doctrine enseignée et décidée au Synode de Dordrecht, comme entièrement conforme à la Parole de Dieu et à la Confession de foy des Églises Réformées de ce Royaume et qu'ils rejettent et condamnent la Doctrine des Arminiens, etc., du 26 aoust 1623.

Mémoires et articles concernant la confession de foy, avec plusieurs réflexions sur icelle et sur l'état des affaires de la Religion.

Copie du Mémoire des plaintes faites au sujet des contraventions à l'Édit, dressé par le Synode de Saintonge, Aunis et Angoumois assemblé à Jarnac et envoyé à MM. les Députés généraux pour estre présenté à Sa Majesté, et en poursuivre la réparation au mois d'avril 1623.

Copie du cahier général qui a esté présenté au Roy le 18 février 1658 et reçue de la propre main de Sa Majesté.

Factum pour les habitans de la Religion Réformée de La Rochelle contre le syndic du clergé d'Aunis demandeur sur le sujet du partage d'opinions concernant la qualité de l'exercice de ladite Religion que les défenseurs ont droit de faire en lad. ville.

Une grosse liasse contenant tous les actes de prises de possession de l'emplacement du Temple de la Ville Neuve, de la place du Cimetière et deux grandes places qui estoient au costé du Temple, avec l'acte de prise de possession du cimetière du Perrot.

Autre liasse contenant les pièces qui justifient le droit que les Réformés ont de faire l'exercice de leur Religion dans La Rochelle.

Trente-trois lettres de Philippe Vincent à Bouhereau, pasteur à Fontenay, 1635-1640.

Arrêts du Parlement et du Conseil d'Etat restreignant l'Edit de Nantes, 1658-1685, et préparant sa révocation, factums, placets et suppliques des Réformés de toutes les provinces.

Mémoire présenté au roi par MM. de Chatelaillon, Godefroy, etc., pour se plaindre des violences exercées par les cavaliers, dragons et archers, par l'ordre de l'intendant Lucas de Demuyn sur les Réformés de La Rochelle et de la province d'Aunis, 1681-1682.

Révocation de l'Édit de Nantes, 18 octobre 1685.

Principes de la foy chrestienne (sans signature, peut-être de Jean-Claude).

Mémoires des princes protestants en faveur des Réformés de France, à la suite du traité de Ryswick (1659-1697).

Déclaration de Christian V, roi de Danemark, assurant aux Réformés français un asile dans ses Etats et le libre exercice de leur culte, 23 juillet 1681.

Déclaration analogue des magistrats d'Amsterdam, 1^{er} octobre 1681.

Lettre du consistoire de La Rochelle à M. de Rozemont au sujet de la persécution contre les Réformés, 7 décembre 1681.

Remarques sur la physique de Rohaud (contre la présence réelle) par Daillon, pasteur à La Rochefoucauld.

Du baptême des petits enfants. — Caractère de la divinité des Saintes Ecritures.

Prédiction de Savonarole sur la Réforme de l'Eglise. — Dialogue entre Bouhereau, pasteur de Fontenay et Reveau (auteur des *Trois Sièges de la Rochelle*) sur le suicide.

Après avoir établi que le conseil presbytéral de l'Eglise Réformée de La Rochelle est rentré, depuis le 21 novembre 1862, en possession des archives jadis déposées dans la Tour de Moureilles, il me reste à recommander la récente publication faite et annotée par M. Georges Musset, du manuscrit original du récit sommaire du *Siège de la Rochelle*, de Pierre Mervault, découvert par M. Alfred Richard, et à revendiquer pour le pasteur Daniel-Henri de Laizement l'*Histoire des Réformés de La Rochelle*, communément attribuée à Abraham Tessereau.

*Copie de la Table d'un Manuscrit qui est en Angleterre
qui a été prêté au P. Jaillot par M. Bouguereau,*

« Table des *Recherches* de M.-Philippe Vincent, Pasteur de

l'Eglise Réformée de La Rochelle touchant *les Commencements et les premiers progrès de la Réformation en la même ville jusqu'à son entier établissement*, pages 1 à 38.

« Mémoires de M. de Couvrelles sur sa députation en Angleterre, etc., pages 39 à 145.

« Table du *Journal des choses les plus mémorables qui se sont passées au dernier siège de La Rochelle*, etc., pages 146 à 480.

« Particularités touchant M. Jean Guiton, dernier Maire de La Rochelle, ses actions et ses emplois avant et après le siège de cette ville, ses qualités personnelles, le lieu et le temps de sa mort. »

(Le pasteur François-César de Missy rechercha inutilement ce document pour le P. Arcère. Il a été depuis réclamé vainement par l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*).

« Table de l'*Histoire abrégée de ce qui est arrivé de plus remarquable aux Réformés de La Rochelle, depuis l'année 1660 jusques en l'année 1685 en laquelle l'Edit de Nantes a été révoqué*, pages 482 à 597. »

Ce document du XVII^e siècle ne mentionne pas Pierre Mervault comme auteur du *Journal des choses les plus mémorables qui se sont passées au dernier siège de La Rochelle*. Or il existe au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris, fonds français, n° 20,963, un manuscrit avec ce titre : « *Journal du siège de la ville de La Rochelle depuis le mois de juillet 1627 jusques au mois d'octobre 1627* » suivi de cette annotation qui a fixé l'attention de l'érudit suédois, M. M.-G. Schybergson : « Dressé par M^r Vincent, ministre de La Rochelle, qui a esté présent en la plus grande et principale partie de ce qui a esté fait aud. siège et négocié avec les Anglais. Ledit sieur Vincent a fait imprimer ce journal, sous le nom de Mayrvault (Mervault) marchant de La Rochelle, quoiqu'il soit constant que c'est lui qui l'a dressé. »

C'est mot à mot le journal de Mervault¹.

1. Pierre Mervault, *Saint Martin de Ré et La Rochelle (1627-1628)*, introduction et notes par M. Georges Musset. La Rochelle, Noël Texier, in-4°, 1893. M. Musset établit que Mervault, témoin oculaire, écrivit de l'intérieur de la place assiégée son *récit sommaire*, qu'il mit plus tard au point et que les éditions imprimées l'ont été à Rouen : 1^o en 1648 ; 2^o édition sans date avec errata et addition de Desrivières ; 3^o édition de 1671 avec le passage de Desrivières et de nombreuses additions. Le journal de la députation de Vincent a été largement mis à contribution entre le *récit sommaire* et les éditions de Rouen.

La lecture du texte publié par M. G. Musset réfute et explique en même temps cette assertion, en montrant que Vincent y a eu grande part, mais qu'il n'a pu tout l'écrire. Le pasteur Philippe Vincent a, en effet, communiqué le journal de sa députation à Mervault entre la rédaction du récit sommaire et l'impression en 1671, à Rouen, de ce *Journal des choses les plus mémorables qui se sont passées au dernier siège de La Rochelle*, etc., journal souvent réimprimé et traduit dans les langues du Nord, et qui a encore conservé toute son autorité et son palpitant intérêt.

Il nous faut maintenant enlever à Abraham Tessereau l'*Histoire abrégée de ce qui est arrivé de plus remarquable aux Réformés de La Rochelle depuis l'année 1660 jusques en l'année 1685, en laquelle l'Edit de Nantes a esté révoqué*, pour la rendre aux pasteurs de La Rochelle ou à l'un d'eux, de Laizement, l'éditeur des recherches de Philippe Vincent.

La table recopiée par le P. Jaillot relate, en effet, à la suite de « l'avertissement de l'auteur sur cette nouvelle édition :

« Lettre de M. Tessereau, conseiller et secrétaire du roy du 24 Decembre 1688 écrite à l'auteur sur les sujets de cet ouvrage, page 485.

« Lettre de M. Bouhereau, docteur en médecine, secrétaire de « l'Envoyé extraordinaire de Sa Majesté Britannique vers les cantons « évangéliques des Suisses du 14-24 juin 1690, sur le même sujet « ibid. et 486.

« Lettre de M. Hamelot, avocat au Parlement, etc., du 12-22 may « 1690, écrite au même auteur et sur le même sujet, page 487. »

L'ouvrage, du reste, justifie pleinement l'entière confiance que J. Michelet réclame pour les dépositions des Protestants sur les persécutions du règne de Louis XIV. L'histoire des Réformés de la Rochelle est confirmée par toutes les pièces officielles des Archives nationales, celles de la Charente-Inférieure et de la ville de La Rochelle.

L'énumération des « titres et pièces concernant le droit de l'exercice de la Religion Réformée à La Rochelle, pages 601 à 665 » termine le manuscrit transcrit par le P. Jaillot, et ces

pièces font également partie de la réintégration faite en 1862 au conseil presbytéral de la Rochelle.

MESCHINET DE RICHEMOND.

SÉANCES DU COMITÉ

9 mai 1893

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Bonet-Maury, Douen, Franklin, Frossard, Gaufres, F. Puaux et Read. — MM. A. Lods, W. Martin, et G. Raynaud se font excuser.

Assemblée générale. — Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le baron F. de Schickler rend compte des dernières dispositions prises en vue des réunions de Saintes et Royan. D'abord les dates sont définitivement fixées non aux 13 et 14, mais aux 14 et 15 juin. A Saintes, le 14, réunion officielle à 2 heures de l'après-midi; on y entendra, légèrement modifié, le rapport préparé pour le *Livre d'or*, et une série de communications de MM. Read, Garnault, Roufineau, de Richemond, etc. Le soir à 8 heures conférence historique de M. Weiss sur *Quelques Épisodes de la Réforme à Saintes et en Saintonge*. Le 15 juin, à Royan, programme analogue mais le rapport du président ne s'occupera que de l'exercice 1892-1893, les communications de MM. Blot, Gausorgues, Moutarde, Weiss, etc., seront différentes de celles de Saintes et la conférence du soir sera faite par M. F. Puaux sur *les Exilés volontaires pour la foi*. — Les billets de bains de mer délivrés par la ligne de l'Etat pour Royan, permettent de s'arrêter à Saintes, et des conditions spéciales (7 francs par jour tout compris) sont offertes à Royan à ceux qui s'y rendront pour ces séances. M. le président termine son exposé en exprimant l'espoir que les membres du Comité feront un effort pour l'accompagner à ces assemblées.

Bibliothèque. — M. Clément Ribard a envoyé un autographe de l'ancêtre des Guizot, daté de Nîmes 1711. — M. Read dépose la *Seconde Semaine de S. du Bartas*, Rouen, 1608. — M. Weiss a obtenu la planche du *Catalogue Spitzer* qui reproduit les émaux de Léonard Limosin, représentant le portrait de Calvin en 1535 et

celui d'un autre réformateur dont le nom est inconnu. — M. le président ajoute quelques mots pour signaler les deux nouvelles publications de la Société huguenote de Londres qui figureront sur la 3^e page de la couverture du prochain *Bulletin*, et dont la dernière, qui renferme les naturalisations de réfugiés en Angleterre, est particulièrement remarquable et utile.

BIBLIOGRAPHIE

HAUT-LANGUEDOC, BAS-QUERCY, COMTÉ DE FOIX, SAUJON, PONS, NANTES, STRASBOURG, DAUPHINÉ¹

L'Histoire du Protestantisme dans le Haut-Languedoc, le Bas-Quercy et le comté de Foix, de M. de Robert-Labarthe, n'est que la première partie, déjà considérable, d'un travail qui embrassera toute la période de la Révocation à la Révolution. Il renferme un grand nombre de renseignements, de listes et de documents de toute provenance et souvent fort intéressants. Mais il faut, pour les découvrir, tout lire, et parfois relire attentivement. Cela tient au classement légèrement arbitraire que l'auteur a adopté. Il a tenu à grouper les faits qu'il avait rassemblés, sous un certain nombre de rubriques. Après une introduction qui aurait pu être utilement abrégée, il nous parle de la Révocation, du Refuge, puis des Dragonnades, des Assemblées du Désert, du mouvement Camisard, des relégations pour cause d'obstination religieuse, des relaps et enfin des galériens. Or les vraies dragonnades ont généralement précédé et non suivi la Révocation; et il y a eu dès 1685 des évasions parfois arrêtées, des assemblées souvent surprises, des relégations de Huguenots obstinés, puis des procès faits aux cadavres des relaps, de nombreuses condamnations aux galères. Il n'y a donc pas d'ordre chronologique possible avec le classement par ordre de matières ainsi disposées, et il en résulte qu'à propos de chacun de ces groupements artificiels, on revient sur des faits déjà mentionnés ou traités à un autre point de vue, et qu'il y a dans tout le livre un perpétuel mélange de dates.

Or une *histoire* proprement dite ne se conçoit que lorsqu'on s'astreint à l'ordre chronologique, au moins d'une manière générale, et qu'à la lumière des faits groupés autour des dates successives, on peut suivre le développement, soit de la persécution, soit de la résistance à cette dernière, et enfin la réorganisation graduelle des Églises

1. Tome I^{er}, de 1685 à 1715, 436 pages in-8°, Paris, Grassart (1892).

anéanties, dispersées et pourtant peu à peu réveillées et reconstituées. Cette dernière méthode est d'une application plus malaisée que la première, puisqu'il s'agit de répartir les faits sans rompre l'ordre historique et sans trop morceler la trame du récit. Mais elle a le grand avantage de former peu à peu un tout organique où, comme dans la réalité, chaque détail, au lieu d'être sorti de son milieu, occupe sa véritable place, et acquiert ainsi sa vraie signification.

Nous n'en remercions pas moins l'auteur d'avoir rassemblé laborieusement de si abondantes informations. Puisqu'il préfère le système que nous nous permettons de critiquer, il pourra, à la fin de son second volume, obvier en quelque mesure à l'inconvénient qui en résulte. En dressant une table chronologique des faits disséminés dans tout l'ouvrage, et une table des noms de personnes et de lieux, il facilitera les recherches et augmentera la valeur d'un travail auquel nous souhaitons beaucoup de lecteurs, surtout dans la région dont il retrace le passé si peu connu de ceux qui en bénéficient aujourd'hui.

Comme pour M. de Robert, nous avons un peu tardé à souhaiter la bienvenue au deuxième opuscule ¹ de M. le pasteur Moutarde, que le *Bulletin* avait d'ailleurs annoncé et recommandé. C'est une monographie un peu sommaire, mais agréablement écrite, intelligemment illustrée, d'une de ces nombreuses Églises de la Saintonge qui attendent encore une histoire d'ensemble. Dès 1841, feu M. Crottet avait attiré l'attention sur ce groupe par sa très remarquable notice sur les *Églises de Pons, Gemozac* ² et *Mortagne*, et ce n'est que quarante ans plus tard, que feu E. Gaullieur préparait l'histoire de toute la région pour le xvi^e siècle. Saujon, qui est le centre du volume de M. Moutarde, se trouve entre Saintes et Royan, où notre Société va tenir dans quelques jours son assemblée générale de 1893.

Si l'auteur avait voulu étendre un peu ses recherches, de manière à laisser moins de lacunes dans la trame de son récit, il aurait aisément pu tripler ou quadrupler le nombre de ces pages, car il y a, par exemple aux Archives nationales, des dossiers qui auraient fourni d'autres matériaux et provoqué de nouvelles découvertes. Mais il faut convenir que les livres minces, par ce temps de journa-

1. Le premier était sa thèse : *Étude sur la Réforme à Lyon (1525-1563)*, Genève, 1881, et celui-ci a pour titre : *La Réforme en Saintonge. Les Églises réformées de Saujon et de la presqu'île d'Arvert, esquisse historique*, un vol. pet. in-8° de vii-215 pages, Paris, Fischbacher, 1892.

2. Voir aussi sur Gemozac : *Notice historique sur la commune de Gemozac*, par un indigène d'après les mémoires du curé Pouzeau et d'autres manuscrits. 142 pages in-8° chez Lemorié, éditeur à Saint-Jean-d'Angély, 1876.

lisme à outrance, se lisent plus aisément que les gros, et que l'essentiel, pour un auteur, est de se faire lire. D'ailleurs, maintenant qu'il a pris goût à l'exploration du passé de sa paroisse, il continuera tout naturellement à recueillir ce qu'il rencontrera, soit dans ses lectures, soit dans des papiers encore inexplorés, et groupera peu à peu, avec du temps et de la patience, les éléments d'une refonte plus systématique et plus complète de cette première ébauche.

Puisque nous venons de mentionner le livre devenu rare de feu M. Crottet, ajoutons que la plupart des sources manuscrites qu'il avait rassemblées et su, un des premiers, si intelligemment exploiter, ont été, sur la demande des descendants du pasteur Prioleau, déposées à la Bibliothèque de Charleston (Nouvelle-Caroline du Sud). — En outre, notre collaborateur, M. de Richemond, les a naguère complétées en publiant la liste (alphabétique) des pensionnaires des *Nouvelles Catholiques de Pons*, d'après le manuscrit inédit appartenant à la *Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*¹. Cette liste, qui ne se compose malheureusement que de noms et de dates, remplit plus de cinquantes pages et n'est certainement pas complète. Il suffit, en effet, de parcourir, aux Archives nationales, les registres du Secrétariat pour rencontrer des ordres d'enfermer à Pons des filles et des femmes dont les noms n'y figurent pas. Mais peut-être y avait-il d'autres maisons analogues ou annexes qui tenaient leurs registres particuliers. Quoi qu'il en soit, si la plupart de ces noms obscurs pouvaient raconter leur histoire, nous aurions là un livre des plus émouvants. En attendant, quelques-uns d'entre eux grossiront les listes déjà si encombrées de la *France protestante*; et l'enseignement de cet épisode, douloureux entre tous, de notre passé, n'est pas entièrement perdu, puisque, par un retour du destin, la chapelle où toutes ces jeunes filles étaient exhortées à abandonner la foi en l'Évangile pour se soumettre à celle de l'Église C., A. et R., est aujourd'hui le temple de l'Église protestante de Pons.

La Saintonge et l'Angoumois confinent au Poitou dont l'histoire religieuse a eu un caractère particulièrement tragique aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles. Nous en comptons publier quelques documents d'un très grand intérêt recueillis, soit par M. le pasteur Maillard, soit par nous-même.

1. Extrait des *Actes* de cette commission, 60 pages in-8°, Saintes, imprimerie A. Hus, 1891.

Après le Poitou, c'est la Bretagne. M. Léon Vignols y a fait revivre un nom huguenot fort peu connu, *Jean-Paul Vigneu, secrétaire de la représentation commerciale de Nantes (1680-1746)*¹. Grâce à une intelligence commerciale exceptionnelle, servie par des études et des recherches systématiques et, par-dessus tout, par une probité et un désintéressement rares, cet homme, qui paraît n'avoir pas abjuré le protestantisme parce qu'il n'avait que cinq ans à la Révocation, rendit au commerce nantais des services inappréciables. « Le commerce de cette ville (dit le registre des délibérations du 24 janv. 1746) vient de faire une perte immense par la mort de M. V. qui l'a servi pendant un très long temps, avec un zèle infatigable et un dévouement si entier qu'il a absolument négligé le soin de sa fortune. » N'est-ce pas là une oraison funèbre fort honorable pour le protestantisme auquel appartenait et qui avait formé cet obscur serviteur de sa ville natale, et ne faut-il pas remercier M. Vignols de l'avoir tiré de l'oubli ?

Si de l'Ouest nous passons à l'Est, nous trouvons deux nouvelles brochures intéressantes et utiles, comme tout ce qui sort de la plume si compétente de M. Rodolphe Reuss. La première est intitulée *l'Église luthérienne de Strasbourg au dix-huitième siècle* et se compose d'*extraits des procès-verbaux du convent ecclésiastique, traduits et annotés*². Ces extraits nous donnent une idée de l'influence étendue, parfois omnipotente et despotique exercée par ce *convent* sur le gouvernement, les mœurs et surtout l'état social et religieux des Strasbourgeois à cette époque, qui vit peu à peu et difficilement naître la liberté de conscience et l'égalité de tous devant la loi. Ils complètent et précisent aussi très utilement, pour ceux que ces textes gênent ou intéressent, ce que M. Reuss avait antérieurement publié sur l'intolérance catholique violant impudemment les garanties solennelles de Louis XIV³. — Dans sa deuxième brochure, M. R. R. a eu à cœur de préserver de l'oubli le fameux *Casino théologique et littéraire*⁴ qui, pendant soixante ans (1831-1892), servit de rendez-vous à tant de professeurs et d'étudiants dans la docte cité qu'aucun de nous n'a pu habiter sans en emporter le plus doux et le plus reconnaissant souvenir. Pourquoi faut-il ajouter qu'on n'en retrou-

1. Une brochure de 36 pages in-8°, typogr. Oberthur à Rennes, 1890.

2. Plaquette de 76 pages pet. in-8°, Paris, Fischbacher, 1892.

3. *Louis XIV et l'Égl. prot. de Strasb.*, Paris, 1887 et *Documents relatifs à la situation des prot. d'Alsace au XVIII^e siècle*. Paris, 1888 (Voy. Bull. 1887, 439).

4. *Notice historique* de 55 pages pet. in-8°, Imprimerie alsacienne, 1892.

vera désormais plus la trace que dans des imprimés, mélancoliquement intitulés : *Souvenir du vieux Strasbourg!*

Il me reste pour compléter un précédent article, à signaler à ceux qu'intéresse l'histoire du Dauphiné, quelques publications récentes : M. Brun Durand a consacré aux *Amis de Jean Dragon de Crest*¹, à propos de son *Album amicorum* conservé à la Bibliothèque nationale, un volume de notices rangées par ordre alphabétique, que les biographes et bibliographes consulteront avec profit, puisque personne ne connaît mieux que l'auteur cette région de la France, mais dont les appréciations sont décidément hostiles à la Réforme². Puis il a publié dans le *Bulletin du comité des travaux historiques* (1891) les *Règlements de l'Académie protestante de Dié* (1604-1663)³, que M. E. Arnaud avait déjà sommairement analysés dans sa notice sur cette académie. — Ce dernier vient de faire sortir de presse une *Histoire des Protestants de Crest*⁴, qui complète, sous forme de monographie locale, les renseignements épars sur cette ville dans sa grande *Histoire des Protestants du Dauphiné*. — Ajoutons qu'il travaille en ce moment même à nous en donner une nouvelle édition considérablement corrigée et augmentée. Il y citera certainement plus d'une fois l'utile recueil de *Documents sur la Réforme et les Guerres de Religion en Dauphiné*, que M. J. Roman a publiés en 1890, au nombre de 381 (1524 à 1599), dans le *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*⁵. — Le même auteur vient de faire paraître, à Gap (Richaud), une *Histoire de Gap*, dont je ne puis rien dire de plus précis, n'ayant pas eu l'occasion de la voir.

N. WEISS.

CORRESPONDANCE

Les de Varignon (Voy. plus haut, p. 218). — M. H. Wagner va être content. Voici sur la famille sur laquelle il désirait être ren-

1. *Étudiant à Genève, professeur à l'Académie de Dié, pasteur à Crest et à Saint-Paul-Trois-Châteaux* (1599-1615), Paris, Picard; Lyon, Brun, 168 pages in-8° (1892).

2. Il suffit, pour en avoir une idée, de lire l'article consacré à Th. de Bèze.

3. Tirage à part de 20 pages in-8°, Paris, Leroux, 1892.

4. *...en Dauphiné pendant les trois derniers siècles*, 102 pages in-8°, Paris, Fischbacher, 1893.

5. Troisième série tome XV (XXVI^e de la collection), Grenoble, typographie Breynat et C^{ie}, 1890.

seigné, de quoi le satisfaire. M. S. Beaujour nous envoie d'abord plusieurs extraits des registres d'état civil protestant conservés aux archives du Calvados et à la mairie de Caen :

212 Mars 1580. Baptême où comparait Christophe le Varignon, s^r de Putot en Bessin.

217 23 Avril 1551. Baptême d'un fils de Christophe le Varignon.

220 Juillet 1582. Baptême d'un fils de Christophe, s^r de Putot.

359 9 Septembre 1576. Bans du mariage de Christophe le Varignon, écuyer.

6 14 Décembre 1614. Baptême de la fille de Denis le Varignon s^r de Valdieu.

82 24 Juillet 1659. Baptême de David, fils de Pierre le Varignon. Parain : David Lalouel, écuyer, avocat au parlement de Rouen.

84 25 Octobre 1660. Baptême d'un enfant de Pierre de Varignon, écuyer, s^r de Languersy.

207 Septembre 1621. Pierre de Varignon décédé le 14 en sa maison d'Audrieu.

208 Octobre 1625. Marie Le Noble, veuve de Christophe Le Varignon, écuyer, s^r de Putot, décède à Audrieu le 8 et est inhumée à Putot le lendemain.

216 Mars 1644. Décès de Tanneguy de Varignon, s^r de Blainville, lieutenant au bailliage de Caen.

100 23 avril 1634. Mariage d'Antoine de Macaire avec Magdelaine de Varignon, fille de Christophe de Varignon, s^r de Putot, et de Marie Le Noble.

487 Janvier 1652. Décès, le 13, de Jacques le Varignon, écuyer, s^r d'Apremont, à Vaucelles.

86 26 Décembre 1661. Parrain : Gedeon de Varignon, s^r de Putot.

88 15 Avril 1663. Bapt. d'Anne Marie, fille d'Étienne le Varignon, écuyer, s^r d'Apremont. Parrain : Pierre le Varignon, s^r de Languersy.

142 8 Mai 1670. Parrain : Isaac le Varignon, s^r des Grès, demeurant à Putot.

146 22 Février 1671. Parrain : Pierre le Varignon, écuyer, sieur de Languersy.

512 22 Décembre 1672. Baptême du fils d'Isaac Varignon, s^r de Putot et de Grès.

512 10 août 1670. Baptême de Catherine, fille d'Etienne de Varignon, écuyer, s^r d'Apremont, demeurant à Audrieu.

520 5 Avril 1678. Baptême de la fille d'Isaac de Varignon, sieur des Grès.

179 22 Janvier 1679. Mariage de Jacques de Cussy, âgé de 36 ans, fils de feu Gédéon et de Jeanne le Varignon, avec Isabeau Busnel.

Témoins : Jacques le Varignon, écuyer, s^r de Languersy, et Arthur de Varignon, écuyer, cousins du futur au 2^e degré.

179 12 Février 1679. Bans du mariage de Guillaume Desobaux avec Elisabeth *de* Varignon, veuve d'Etienne de Varignon, écuyer, s^r d'Apremont.

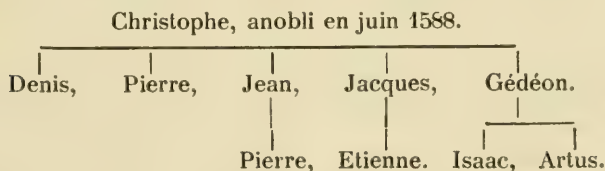
203 11 Juin 1685. Parrain : Pierre de Varignon, s^r de Languersy.

Nota. — Les chiffres en tête de chaque acte se rapportent à la pagination des notes de M. Beaujour et en facilitent la recherche.

Puis M. Osmont de Courtisigny nous transmet cette généalogie d'après la *Recherche de la Noblesse de la généralité de Caen*, par Guy de Chamillard :

VARIGNON (DE)

Anoblis en juin 1588; portent : d'argent au chevron d'azur, chargé de cinq croix d'argent, et accompagné de deux hermines de sable en chef et d'un gland avec deux feuilles de sinople en pointe.



Pierre de Varignon, écuyer, sieur de Languersy, 37 ans.

Etienne de Varignon, écuyer, sieur d'Aspremont, 30 ans.

Isaac de Varignon, écuyer, sieur de Putot, 28 ans.

Et Artus de Varignon, mineur, 17 ans, *R. P. R.* (Religion prétendue Réformée), demeurant tous à Putot, à la réserve du s^r d'Aspremont, demeurant en la paroisse d'Audrieu, sergenterie de Cheux, Election de Caen (Putot et Audrieu sont deux communes presque limitrophes, entre Caen et Bayeux).

Jean épousa d^{lle} Catherine de Lozières de Lancize en 1617.

Pierre son fils, d^{lle} Laillet (*alias* Lallouel) en 1658.

Jacques, d^{lle} Jeanne de Cussy en 1632.

Etienne fils de Jacques, d^{lle} Elisabeth de Varignon en 1660.

Gédéon, d^{lle} Marie de la Rue en 1634.

Isaac fils de Gédéon, d^{lle} Anne de Brunville en 1666.

Les demoiselles Marie, Françoise et Anne de Varignon qui ont apposé leur signature sur la lettre du 8 avril 1690, citée au *Bulletin* (page 65, année 1893), appartiennent sans conteste à la famille de Varignon dont la généalogie vient d'être rapportée. Elles sont les filles, soit de Pierre et de Madeleine Laillet, soit plus vraisemblablement celles d'Étienne et d'Élisabeth de Varignon.

Esther Osmont, qui a écrit de sa main la lettre du 8 avril 1690, était la fille de Augustin Osmont de Courtisigny, avocat au bailiage et siège présidial de Caen et de Jeanne le Hulle de la Mindelle. Ses parents payaient pour elle une pension de 150 livres au couvent des Nouvelles Catholiques.

Sara Morin ne serait-elle pas la fille d'Etienne Morin, né à Caen en 1625, qui fut pasteur à Saint-Pierre-sur-Dives, puis à Caen où il résida pendant plus de vingt ans, et qui, lors de la révocation de l'édit de Nantes, se réfugia en Hollande? On sait qu'il eut plusieurs enfants, et notamment un fils nommé Henri, né en 1655, qui resta à Caen après le départ de son père et se fit catholique.

Suzanne Paisant appartient vraisemblablement à la famille Paisant dont M. Sophronyme Beaujour a écrit la généalogie.

Les autres signataires de la lettre en question me sont actuellement inconnues. J'espère cependant arriver à les identifier.

Enfin M. Galland réclame encore une fois contre ma définition géographique de Caen. Voici sa rectification : 1° Le pays de *Caux* (capitale le Havre) ne dépasse pas la Seine, et, par suite, ne peut s'étendre jusqu'à Caen. Il fait partie de la *Haute Normandie*, ainsi que le pays d'*Auge* qui s'étend entre la Touques et la Dives. — 2° Caen est, en réalité, la capitale de la *Basse-Normandie*, qui ne commence qu'à la Dives.

Le ministre aveugle, « de Metz en Lorraine », qui prêchait à Charenton, d'après Jean de Rostagny (voy. plus haut, pages 253 et 256, note), ne peut être que *Jacques Couët*; voy. sur lui, *France protestante*, 2^e éd., IV, 772.

H. DANNREUTHER.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

QUARANTIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

tenue à Saintes et à Royan les 14 et 15 juin 1893

Conformément au programme sommaire adopté par le Comité dans sa séance du 9 mai dernier, les diverses réunions annoncées par les journaux de la Charente-Inférieure, à l'occasion de notre quarantième assemblée générale, ont débuté le 15 juin, par la ville de

Saintes

Ceux qui n'avaient encore eu le privilège de la contempler que sur un vieux plan du xvi^e siècle, en partie reproduit dans notre *Bulletin* (XII, 136), ont eu quelque peine à la reconnaître lorsqu'en descendant de la gare et suivant une longue avenue, ils cherchèrent du regard les murailles, les faubourgs, le vieux pont si pittoresque avec ses moulins et son arc de triomphe, qu'ils s'étaient gravés dans la mémoire. Partout, en effet, les remparts et les tours font défaut, les faubourgs, y compris les hauteurs de Saint-Eutrope, se sont incorporés à la ville moderne qui a vaillamment débordé son enceinte d'autrefois. Démoli aussi le vieux pont; c'est plus à droite, et dépourvu de moulins et d'arc de triomphe, que s'élève celui sur lequel on franchit aujourd'hui la Charente, de sorte qu'il faut chercher à sa gauche le café de la Couronne, bâti sur l'emplacement de la tour de maître Bernard, jadis située à droite de l'entrée de la cité. Seuls les clochers grandioses de Saint-Pierre et de Saint-Eutrope ressemblent encore à leur antique effigie et dominent toujours l'étendue ondulée des toits qui rayonnent capricieusement dans tous les sens.

Mais, si beaucoup de vestiges de ce qui, au temps des Romains déjà était une capitale, ont disparu, il faut ajouter qu'ils revivent avec persistance dans les préoccupations des descendants actuels

des *Santones*. Ils n'entretiennent pas moins de deux sociétés d'archéologie et d'histoire, dont les présidents, MM. L. Audiat et F. Xamheu, bien connus ailleurs aussi qu'à Saintes, rivalisent d'activité et de science pour ressusciter et faire connaître le passé monumental et les annales si riches de leur région.

Notre Société venait évoquer un côté de ce passé, souvent oublié ou méconnu, mais qui ne fut point sans gloire, témoin la statue élevée à l'humble potier huguenot à l'entrée de la ville le 2 août 1869, par d'autres surtout que par des hérétiques.

Elle venait aussi répondre à l'invitation d'une Église réformée à laquelle Dieu a permis, — ce qui a été refusé à beaucoup d'autres dans cette province autrefois si huguenote —, de durer jusqu'à ce jour où un ministère pastoral justement considéré n'a pas peu contribué à l'entourer de l'estime de tous. Si, dans cette minorité, très peu de noms seulement peuvent rattacher par leur histoire, le présent au passé, ils sont au nombre des plus honorables, et l'accueil si cordial, l'aimable hospitalité qui nous sont offerts, nous prouvent qu'à Saintes le culte des souvenirs huguenots est aussi vivace que celui des pierres ou des parchemins.

Le temple dans lequel, après un violent orage, on se réunit à deux heures, est une dépendance de l'ancienne chapelle du collège des jésuites, où plus d'un jeune religionnaire fut jadis exhorté par les bons pères, à maudire et à renier sa foi. On sait que l'architecture de cet ordre célèbre ne brille ni par l'élégance ni par l'originalité. Aussi nos amis de Saintes désirent-ils vivement échanger ce local, d'ailleurs insuffisant, contre un vrai temple que nous leur souhaitons de tout cœur de pouvoir édifier sans délai.

Tous les pasteurs de la région, sauf MM. Caris, de Saint-Jean-d'Angely, et Benezech, de la Tremblade, absents en congé, ayant assisté à ces réunions, soit à Saintes, soit à Royan, nous ne nommons que ceux qui étaient venus de plus loin, MM. Bost (Soudan), Calas (Castelmoron), Destrech (Rom), Fraissinet (Souvigné), Gervais (Tonneins), Maillard (Pamproux), Pasquet (Thorigné), Reyss (Libourne) Roller (Agen), et Tillet (La Mothe-Saint-Heray). D'autres étaient retenus le même jour par le synode officieux de Nantes, surtout les pasteurs de la Rochelle d'où étaient venus pourtant MM. Foucault et de Richemond. On remarque aussi dans l'assistance qui remplit le temple MM. Audiat, président de la *Société des Archives*, Bruneau, premier adjoint, Martineau, etc. — La Société elle-même est représentée par MM. le baron F. de Schickler, prési-

dent, Charles Read, président honoraire, Bonet-Maury, professeur à la Faculté de théologie protestante de Paris, Frank Puaux, directeur de la *Revue chrétienne*, et N. Weiss, secrétaire.

La séance est ouverte par une prière de M. le pasteur Calas auquel succède M. Cattelain, pasteur de Gemozac et président du Consistoire, qui, simplement, sans banalité et avec émotion, nous souhaite la bienvenue. Puis la parole est à M. le baron F. de Schickler.

Après avoir remercié M. le président du Consistoire de son cordial accueil, il indique en ces termes le sujet de son discours :

« Puisque nous avons aujourd'hui l'heureuse fortune de parler de notre œuvre dans une des régions de la France où, dès sa fondation, elle a rencontré des sympathies infiniment précieuses, mais où il ne nous avait pas encore été donné d'exposer publiquement le but et l'action, vous me permettrez de remonter vers nos origines. Je voudrais parcourir avec vous les étapes de la route où la Société que nous avons l'honneur de représenter ici s'est engagée, il y a maintenant plus de quarante années révolues¹. »

Montrant à quel point, il y a quarante ans, notre histoire était peu connue, même de nos coreligionnaires, le parti que nos adversaires tiraient de cette ignorance, dénaturant les hommes, leurs actes, leurs intentions et l'impossibilité qu'il y avait de réfuter ces accusations, vu le manque d'ouvrages puisés aux sources, il ajoute :

« L'unique exception est pour les Églises de Pons, Gemozac et Mortagne, dont M. le pasteur Crottet, un véritable précurseur, avait écrit la monographie dès 1841. La création de la Société, en avril 1852, répondait donc à un urgent besoin. Dans les premières adhésions figurait celle de votre concitoyen le comte de Clervaux, qui fut jusqu'à sa fin un de nos zélés collaborateurs, et celle aussi de M. le pasteur Roufineau père, ce chaleureux ami de l'œuvre naissante, devant lequel nous avons aujourd'hui la joie d'en constater le fécond épanouissement. »

Enumérant quelques-uns des principaux documents publiés par le

1. Le texte complet de ce rapport devant paraître incessamment dans le *Livre d'or du Protestantisme*, et être tiré à part, on ne donne ici que ce qui y a été ajouté pour la lecture à Saintes.

Bulletin pendant les directions de M. Ch. Read et de M. J. Bonnet, il cite pour la première période : la lettre de l'Église de Saintes à Calvin, 1561 ; les enlèvements d'enfants, séquestrations et violences commises à Pons par la comtesse de Marsan, 1684 ; les Lettres des ministres réfugiés en Hollande aux Réformés de Marennes et de la Tremblade composant leurs anciens troupeaux, 1688 ; les Projets d'émigration du pasteur Gibert, 1761 ; — et pour la seconde : les extraits du Journal d'un marin protestant, Taré Chaillaud d'Arvert, 1655-1715 ; l'interdiction du culte réformé à Bourg-Charente, 1681 ; la fuite du pasteur Fontaine, 1685 ; ainsi que l'étude sur Elie Neau par M. Read, la conférence de M. Frank Puaux sur la Révocation à Marennes, la communication de M. Delavaud de Saint-Savinien sur la Révocation et ses suites en Saintonge, d'après les Archives de la marine à Rochefort, et celles de M. Ernest Jourdan de la Rochelle sur les assemblées du Désert tenues en 1749 à Segonzac, Coulonges et Arthuant, et sur le manuscrit des tristes peines, interrogatoires et confession de foi de Jean Mesnard de Marennes, 1756.

Puis il jette un rapide coup d'œil sur les travaux et le développement de la Société, l'ouverture des concours, l'institution de la Fête annuelle de la Réformation, les Assemblées générales en diverses provinces, l'appui prêté au monument de Coligny, la réédition de la *France protestante* deux fois interrompue et reprise, le comité des Classiques du Protestantisme, le bicentenaire de la Révocation, la Bibliothèque et ses surprenants progrès. Ce résumé, forcément sommaire, permet cependant de constater l'essor qu'a pris, grâce à son initiative et à ses labeurs, notre science historique si négligée jadis.

« Tandis qu'autrefois une étude sur notre histoire était une exception, chaque troisième page de la couverture de nos *Bulletins* mensuels apporte à présent un relevé de publications nouvelles. Des Sociétés huguenotes se sont fondées à l'instar de la nôtre et entretiennent avec nous des relations fraternelles et suivies. Quand le Comité a désiré, l'an dernier, s'associer, comme membres honoraires, vingt historiens protestants, il a éprouvé un véritable embarras à limiter ainsi le nombre des élus. On se demandait autrefois où chercher les sources ? Aujourd'hui la bibliothèque de la rue des Saints-Pères met à la disposition des travailleurs, d'où qu'ils viennent, car elle est ouverte libéralement à tous, plus de trente mille volumes, plus de cinq cents manuscrits.

« Un dernier mot, Messieurs, et qui peut-être aurait dû précéder ce compte rendu. Notre Société inscrivait en 1852, en tête de chacune de ses publications, et a longtemps reproduit, une citation de Bernard Palissy : elle ouvrait son recueil par une étude sur l'humble potier de terre considéré comme évangéliste et comme écrivain, prélude des nombreuses pages qu'elle a consacrées depuis à l'homme de génie, artiste et initiateur, auquel ses concitoyens, sans distinction de communion, nous sommes heureux de le rappeler, ont érigé une statue, mais en qui le protestantisme a le droit et le devoir de saluer surtout l'un de ses confesseurs. Aussi a-t-elle saisi avec empressement l'occasion offerte par l'invitation du consistoire de Pons et de l'Église de Saintes, de tenir une de ses réunions dans cette région si riche en souvenirs d'un passé qui nous touche singulièrement. La Réforme, embrassée aux jours des Philibert Hamelin et des Palissy, n'a cessé en effet d'occuper en Saintonge une place dont l'importance s'accroît encore, s'il se peut, à mesure que l'histoire de cette province est étudiée de plus près. Je n'en veux d'autres preuves que le nombre de documents d'un intérêt protestant que nous ont fait connaître depuis 1874 les savants travaux de la *Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, dirigés avec tant de compétence par son président, M. l'archiviste Audiat, ou que les incessantes trouvailles de notre érudit ami M. Meschinet de Richemond qui réunit, depuis vingt ans, des matériaux sur ces provinces et qui reproduisait récemment la liste des pensionnaires des *Nouvelles catholiques de Pons*, dans les *Actes de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure*.

« Notre Société rend hommage à tout ce qui s'est fait déjà, et d'avance à tout ce qui se fera, nous en sommes persuadés, parmi vous ou à vos côtés, pour jeter sur notre histoire de multiples et toujours plus lumineux rayons. Mais c'est aux descendants des huguenots, sans distinction d'Églises ou de tendances, qu'il lui appartient de rappeler avec une insistance particulière, la responsabilité qui leur incombe : ne pas laisser s'oblitérer la mémoire de la constance de leurs ancêtres et de la miséricordieuse fidélité de leur Dieu !

Prononcée d'une voix claire, cette élégante et rapide revue, — où, comme on l'a si justement remarqué, personne n'a été oublié, sauf le généreux donateur de la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères, — a été écoutée avec la plus sympathique attention. L'assemblée entonne le premier verset du psaume XXV, et, de son fauteuil, malgré sa fatigue, M. Charles Read nous lit sa spirituelle

CAUSERIE SUR BERNARD PALISSY

« De toutes les belles et grandes figures de Chrétiens
« réformés que le xvi^e siècle présente à notre admiration, il
« n'en est certainement pas de plus grande, de plus belle,
« que celle du pauvre potier de terre, BERNARD PALISSY. »

Il y a précisément quarante et un ans que j'écrivais ces lignes, en préparant le premier *Bulletin* de notre *Société d'Histoire du Protestantisme Français*, — sœur cadette de la *Société d'Histoire de France*, que je venais de fonder (en avril 1852) avec quelques amis. — L'œuvre fut vite sur pied ; et elle a grandi tôt, par la valeur des services coopérativement rendus. Elle fut reconnue, par tous, d'UTILITÉ PUBLIQUE, bien avant qu'elle le fût par le gouvernement, dix-huit ans après.

J'ai eu ainsi le bonheur — et l'honneur (j'aime à le rappeler aujourd'hui en ce lieu) — d'attirer, un des premiers, l'attention de nos coreligionnaires sur cet homme insigne, — de grand labour et de vrai génie, — qui eut nom BERNARD PALISSY ; sur l'humble potier qui fut, en cette ville de Saintes, dès 1546, un fervent adepte de la Réforme évangélique, à son début. Je montrai en lui un historien véridique de cette belle Renaissance (denrée toujours rare) ; un grand *artisan*, doublé d'un *artiste* ; un esprit *génial* au premier chef, des plus étendus et des plus féconds ; un *inventeur*, un *devineur*, s'il en fut jamais ; n'ayant voulu avoir, n'ayant eu d'autre *enseigneur* que dame *Pratique*, l'Expérience, parce qu'il ne voulait devoir rien qu'à lui-même et à la Persévérance, — la Persévérance, dont on a dit que souvent le génie en est fait ; — enfin, brochant sur le tout, un écrivain vraiment

original, charmant de naïveté et de malice, vraiment gaulois de race.

J'avais exhumé alors de la Réserve des catacombes, encore presque inexplorées de notre vieille Bibliothèque Royale, aujourd'hui Nationale, de la rue de Richelieu, l'édition princeps (La Rochelle, 1563) du premier écrit de Palissy : *Recepte véritable, par laquelle tous les hommes de France pourront apprendre à multiplier et augmenter leurs thrésors, etc.* Une main contemporaine y avait apposé quelques notes et inscrit ces mots, impliquant un petit détail intéressant pour les curieux, et que j'ai eu, curieux moi-même, la satisfaction de leur révéler : *Le livre de M^e Bernard des Thuilleries.*

« Maistre Bernard » — *Maistre Bernard des Thuilleries* : c'est donc ainsi que l'on désignait communément alors l'habile potier-émailleur saintongeais, devenu parisien. On sait qu'il avait été recommandé par le connétable de Montmorency à la douairière Catherine de Médicis, et appelé par celle-ci à construire dans le jardin de son palais des Tuilleries, vers 1569, une *Grotte rustique*, dont le devis s'est conservé, et dont on a même retrouvé certains débris dans ce jardin et dans un des fours que recélait encore, en 1865, le sous-sol de la cour du Carrousel, près l'arc de triomphe¹.

Entre autres pages merveilleuses (et de celles que le classique académicien Villemain déclarait *écrites avec génie*)², avez-vous, comme nous, relu récemment la première Dédicace de cet ouvrier de terre, qui n'est (il se complait à le dire) « ne grec, ne hébrieu, ne rhétoricien, ains un simple artisan « bien pauvrement instruit aux lettres ». Elle s'adresse avec gratitude, mais aussi avec l'accent d'une âme ouverte et fière, au maréchal de Montmorency, fils du connétable Anne de Montmorency, lequel avait été pour lui un bienveillant patron et protecteur. Il considère que l'éloquence du « langage rustique » de « l'inventeur des rustiques figulines » en vaut bien une autre, vaut surtout mieux que « mensonge en

1. L'architecte, M. Lefuel, m'avait donné ces débris de moules et moulages pour le Musée municipal de l'Hôtel Carnavelet, où ils sont visibles aujourd'hui.

2. *Cours de littérature* au xvm^e siècle, t. H, p. 489.

un langage rhétorique ». Il confesse hautement, tout d'abord, qu'il n'a pas honte, lui, comme aucuns autres, des Écritures Saintes. C'est là qu'il a trouvé le commandement divin du *travail*, que proclamait tout dernièrement un romancier célèbre (lui aussi fils de ses œuvres), commandement auquel il s'est senti obligé de faire valoir « les talents qu'il a plu à Dieu lui distribuer », à cette fin qu'il en fit profiter un chacun, talents qu'il veut premièrement « exhiber à Sa Seigneurie le Mareschal ».

Or, ce qu'il dénomme ici ses *talents*, ce sont « plusieurs beaux *secrets de nature et agriculture* qu'il a mis en son livre ». *Il veut* qu'on cultive la terre; *il veut* que les ignorants s'instruisent et « cessent de la faire avorter ». *Il veut* qu'en l'écoutant, « on puisse cueillir plus de quatre millions « de boisseaux de grain par chacun an, en la France, plus « que de coutume ».

C'est donc un *agronome*, c'est un *économiste de l'avenir* qui se dévoile ici tout d'abord. Il a eu cure, il a eu souci, ce brave homme, de notre pain quotidien et de la terre qui le fait pousser; il prend l'initiative des progrès agricoles, les plus importants de tous, ceux qui priment tout ici-bas. Et, partant, quel honneur pour ce simple artisan, d'avoir — avant Sully — songé ainsi à la mamelle nourricière du genre humain, le *labourage*¹ !

Il remercie ensuite, comme c'est son devoir, la sorcière couronnée, sa « très chère et honorée dame, la Reine Mère », qui l'avait fait échapper à une mort certaine, mais grâce à l'intervention du Connétable. Au fond, c'est à lui qu'il adresse surtout ses remerciements et hommages, car c'est à lui qu'il doit d'avoir été tiré hors des mains de ses ennemis mortels et capitaux. Iceux ennemis, c'étaient les Doyen du Chapitre, auxquels étaient inféodés les Juges du Présidial, liés de parenté et d'intérêts avec lesdits Doyen et Chapitre. Ils l'avaient fait arrêter et jeter en prison; ils allaient le faire pendre, *sans autre forme de procès*, comme *novateur*... Soit,

1. On en est encore de nos jours, *aujourd'hui même*, à créer l'*enseignement agricole* ! (Voir le *Petit Parisien* du 12 juin 1893.)

mais en réalité, parce qu'il avait « remontré à ces haineux « certains passages des Saintes Écritures, où il est dit que « *celui-là est malheureux et maudit, qui boit le lait et vestit la laine de sa brebis, sans luy donner pasture* ». C'étaient bien là des propos de perturbateur évangélique, et l'on avait crié *haro* sur lui, comme jadis sur ce perturbateur socialiste, « nommé Jésus-Christ », qui avait osé chasser les vendeurs de la Synagogue et flageller les Doyen, et Chapitre, et Juges, de Jérusalem¹.

Ce n'est pas à vous, sans nul doute, à vous mes chers auditeurs saintongeais d'aujourd'hui, qu'il s'agirait d'apprendre combien est délicieux l'*Avis* de notre ami Maistre Bernard, « à cet *Ami lecteur*, qu'il supplie d'instruire les laboureurs à *s'estudier en la philosophie naturelle* », de leur « divulguer le secret et enseignement des fumiers, dont le « profit (si'on l'écoute) sera si grand en la France ! « Et combien piquant et charmant l'appel fait par lui (*le rustique et mal poli*) « à tous les plus gentils esprits de France, philosophes, gens de vertus et bonnes mœurs ; à la Noblesse « de France, à laquelle il ne désire que faire service », la priant seulement de « ne luy point rendre mal pour bien, « comme ont fait MM. les ecclésiastiques romains » de cette ville de Saintes.

Ce n'est pas à vous, à *fortiori*, qu'il faut demander si vous savourez cette idyllique, cette touchante, cette merveilleuse narration du potier, racontant que « peu après que les émo- « tions et guerres civiles furent apaisées, et qu'il plut à Dieu « envoyer sa paix aux fidèles, il était un jour se promenant « le long de la prairie de cette ville de Saintes, près du « fleuve de Charente, et songeait aux horribles dangers auxquels Dieu l'avait fait échapper devant les troubles, il ouït « la voix de certaines vierges qui étoient assises sous les « aubarées et chantoient le Psaume 104^e. Et leur voix était « douce et accordante, si bien que cela lui fit oublier ses « premières pensées, et qu'il s'écria : *O divine bonté de Dieu !* Puissions-nous, puissai-je moi-même, à la mienne

1. Voir, dans *les Châtiments* de V. Hugo, l'admirable pièce 13 du livre VII.

« volonté, avoir les œuvres de tes mains en telle révérence, « comme nous l'enseigne ici le Prophète ! » Et il a dès lors l'idée de « *figurer en quelque grand tableau* les beaux « paysages que le Prophète décrit au Psaume susdit ».

C'est une telle *délectation* (pour employer un mot propre à notre huguenot) d'entendre cette parole franche, limpide comme cristal de roche, que je m'y laisserais de tout mon cœur entraîner. Mais il se faut borner, et, aussi bien, en ai-je justement assez cité pour pouvoir aborder, sans autre préambule, le point spécial dont je voulais vous entretenir à cette heure.

Depuis que notre *Bulletin* de 1852 eut ramené l'attention sur cet étonnant personnage de Bernard Palissy, dont j'avais arboré une phrase topique, comme devise de notre Société naissante¹, combien de notices et de notules, d'études, de panégyriques, de polémiques, de controverses, ont pullulé en prose et en vers !... Combien en a emporté le vent ! Car, dans le nombre, il s'en est trouvé d'étranges et de bien légères... Mais, en revanche, il y en a eu de sérieuses, de lourdes même, ressemblant presque parfois à des bourdes, à des *happelourdes*, comme a pu les qualifier dans sa verveur caractéristique, notre brave potier, — s'il contemple aujourd'hui les choses de la terre du haut des cieux, sa demeure dernière. De tout quoi nous sommes bien et dûment convaincus, n'est-ce pas ?

Donc, songeant qu'il me fallait préparer à votre intention

1. « Je trouverois bon qu'en chascune ville, il y eust personnes députées pour escrire fidèlement les actes qui ont été faicts durant ces troubles. »

Outre Faujas de Saint-Fond, qui a eu le mérite de rééditer les œuvres de Palissy en 1777, trois auteurs l'ont mentionné élogieusement au XVIII^e siècle : Fontenelle, Diderot, Le Grand d'Aussy, ainsi qu'un député de la Convention, Eschassériaux, en 1794. Jusqu'à la réimpression des œuvres faites par P.-A. Cap en 1844, un certain nombre de mentions et d'essais biographiques, plus ou moins défectueux, d'appréciations plus ou moins erronées, avaient paru de loin en loin. Nommons Alex. Lenoir, Alex. Dusommerard, Schœlcher, Miel, Étienne Delécluze, surtout A. Pottier, Eug. Piot, Hofer, Brongniart, Alf. Dumesnil-Michel, et A. de Lamartine. Depuis lors, c'est une légion.

une causerie sur notre dit maître Bernard, j'ai eu l'idée (que vous aurez le droit de trouver singulière, mais qui ne l'est point tant par le temps qui court) d'avoir d'abord une *interview* avec lui. Si je dis que cette idée n'est pas tant singulière, c'est que déjà on a souvent fois causillé avec ce brave Palissy (j'ai été honoré de belles confidences à cet égard), du temps où les tables tournaient — *tournaient* bien des têtes surtout ! — et où certains corbillons et certains crayons complaisants daignèrent enregistrer des colloques avec l'esprit du maître potier, et des communications de lui, qui avaient le malheur de n'être guère savantes ni spirituelles, — ce qui, il faut bien l'avouer — ne m'inspirait qu'une bien médiocre confiance. Aussi m'y suis-je pris tout autrement pour évoquer la grande âme de notre Fabricius saintongeais. Je n'y ai pas mis de façons, de mystère, de mysticisme ; je n'ai pas eu recours aux herbes de la Saint-Jean. J'ai suivi le progrès, ce qui n'était pas pour lui déplaire. Je l'ai tout bonnement *téléphoné* et interrogé à la bonne franquette ; il m'a répondu de même, avec bonhomie, avec vraisemblance, non sans quelque sel gris et en rajeunissant seulement un peu sa langue gauloise du *xvi^e* siècle, — pour se mettre à ma portée sans doute, — attention dont je lui sais gré, mais dont pourtant, à la rigueur, il aurait pu se passer.

Voici mes questions et ses réponses.

— Vous n'ignorez pas, cher maître, que l'on s'est *beaucoup*, *beaucoup* occupé de vous, depuis une quarantaine d'années, dans votre ancienne patrie, dans ce beau royaume de France, le plus beau, ce dit-on, après celui que vous habitez aujourd'hui ; mais actuellement très changé, très révolutionné ; converti (c'est officiel) en république plus ou moins démocratique. On en est venu à vous y admirer beaucoup ; on a beaucoup disserté sur votre biographie, sur l'étendue de vos connaissances, sur la nature de votre œuvre de céramiste-émailleur, etc., etc. On vous a même, à plusieurs reprises, *statufié*. Il vous est nécessairement revenu quelque chose

de tout cela, là-haut... Quelle impression en avez-vous reçu? Quel jugement avez-vous porté sur tout cela?

— Vous êtes vraiment bien aimable, mon cher descendant, de vous enquérir, auprès d'un vieil ignorant comme moi, de ce qu'il a pu penser au sujet de tout ce que de savantissimes cervelles ont imaginé pour ou contre lui, et tout ce que quantité de plumes d'oie ou de fer ont débité le concernant. Pour peu donc que cela vous soit agréable, et il y paraît, je ne puis me refuser à vous satisfaire, autant qu'il peut être en moi.

Premièrement, pour ce qui est de l'histoire de ma vie, on l'a bien anatomisée, alambiquée et alchimistée, c'est vrai! Mais je n'ai pas vu que l'on ait ajouté grand' chose d'essentiel et de valable à ce que j'en ai narré moi-même dans mes deux ouvrages, imprimés en 1563 et en 1580. Cependant, étant demeuré vérace comme je le fus sur terre, je ne peux vous cacher que j'ai aperçu çà et là d'assez fortes hasardeuses téméraires et certaines billevesées. Par exemple, aucuns ont pris sous leur bonnet une drôlerie bien bizarre, en coiffant mon pauvre nom roturier de la particule gentil-hommière, et me qualifiant *Bernard DE Palissy*. Grand merci, messeigneurs! Ce caprice, cette franfreluche, niaise en la conjoncture, n'a pu manquer de hanter votre grand poète Alphonse de Lamartine, le plus fantaisiste et coloriste des biographes, et le moins exact et scrupuleux des historiens, m'a-t-on assuré. Aussi bien m'a-t-il fait beaucoup trop d'honneur et a-t-il risqué de me faire grand tort, en me surexhaussant comme sur des échasses, à un excès tout à fait exorbitant.

Un autre, et aussi des mieux intentionnés, ne s'est-il pas avisé de me constituer en dignité, me nommant « gouverneur de cette bonne ville de Saintes » (rien que cela!) « momentanément », il est vrai. Quelle dérision et folie!

Mais ce qui passe vraiment toute permission, et m'a très particulièrement blessé et affecté, c'est ce que voici. Un érudit (j'ai toujours eu en pensée, moi, qu'il vaut mieux ne l'être point trop, le trop étant ennemi du bien), un érudit ne s'est-il pas fourré en sa tête que, si j'avais été mis en cachots

de la Bastille, c'était par b n volence, pour mon bien et préservation durant le règne de la Sainte-Ligue, de bienheureuse mémoire ! Puis, par surcroît d'érudition, que certaine visite de Sa Majesté le roi Henri, III  du nom, aussi bien que certain propos d'icelui roi, parlant à ma personne, étaient choses controuv es. Et de ce fort content, ledit  rudit est monté au Capitole, comme ayant enfin, à ce qu'il croyait, pourfendu et redressé une grosse erreur d'histoire. Aucuns lui avaient dit *amen*, comme il arrive (gens paradoxaux trouvant toujours quelques gens de même acabit pour admirer et battre des mains, ce qui ne prouva jamais rien). Or, il m'appartient peut-être, à moi mis en cause de la sorte (et sachant, pour meilleure cause, ce qu'il en a été), de vous dire tout net que pareille boutade est du tout vaine, dénuée de fondement, que les faits niés sans raison sont indéniables, étant des faits et s'étant passés comme l'a rapporté le bon chroniqueur, dont la véracité (quoique Gascon) est chaque jour mieux reconnue parmi vous, le vaillant Agrippa d'Aubigné, lequel ne craint ni n'admet nul démenti. Oui, certes, on a beau contestailler — parce qu'un b t est blessant — le Roi notre Sire, m'étant venu voir en la prison, me dit qu'il voudrait bien encore avoir pitié de moi comme par le passé, mais qu'il ne pouvait plus, étant, à cette heure, *tellement pressé et contraint par ceux de Guise et par son peuple*. Et moi, indigné, n'ai pu m'empêcher de lui répondre simplement : « *Vous m'avez répété plusieurs fois, Sire, que vous aviez pitié de moi... Mais moi, j'ai pitié de vous, qui avez prononcé ces mots : J'Y SUIS CONTRAINT. Oh ! ce n'est point parole de Roi !* » Et, je vous le demande, n'ai-je pas eu raison, en cette conjoncture ? J'ajoutai que moi, simple potier de terre, et mes amis huguenots, savions mourir, et étions là pour lui monst r que nous m priserions, nous, la contrainte des Guisards¹. Je rends grâces à messire Agrippa d'Aubigné de m'avoir satiriquement et b nignement appelé, pour ce propos, un *impudent b liste*, « sachant mourir pour

1. Sur les circonstances concomitantes de l'incarcération et de la mort de Palissy, voir un article du *Bulletin* de 1886, p. 406.

sa foi », comme aussi de l'avoir affirmé derechef en son *Histoire universelle*, et encore au livre quatrième de ses *Tragiques* où gaillardement il conclut que mieux eût été pour la France

Que le potier fût roi, que le roi fût potier !

Ne sais si couronne eût été séante à mon chef branlant, mais sais effectivement que, tout Jacques Bonhomme que j'étais, n'eusse pas voulu être un *roi-quenouille*, comme ce pleutre, ce fesse-mathieu de Monseigneur d'Anjou, et n'eusse point souffert que manants attentassent à ma couronne de France et Navarre, et que finalement des *valets chassassent leur maître!*...

Excusez cette chaleur de mon sang, qui a bouillonné encore à tels souvenirs. Et, quant à vous, messire mon historien malgré moi, si vous avez cru de bonne foi que ce fait authentique ne l'était pas, venez donc à résipiscence, je vous prie, rayez votre paradoxe de vos papiers, et soyons néanmoins bons amis, car je suis votre témoin que vous avez beaucoup peiné à mon endroit, encore qu'un peu trop à votre plaisir et fantaisie.

Vous n'attendez pas de moi que je relève toutes les bévues commises par iceux qui ont fait de moi leur chose, leur proie, petite ou grande, et qui ont pu, par ainsi, me faire grief. La liste en serait longue ! Qu'importe, après tout ?...

Mais vous croirez aisément que j'aie été taquiné, agacé, et cela durant une série d'années, par l'officiel Catalogue de messire Dusommerard, qu'il fit imprimer en mil huit cent cinquante-huit, pour son musée de Cluny, et où il avançait tranquillement, imperturbablement, que j'étais mort, en 1590, *au milieu des honneurs* ! Texte sacramental, qui passa ainsi pour catholique auprès des milliers de badauds et étrangers visiteurs dudit musée de messire *Dusommerard*. Le pauvre homme ! J'aurais voulu l'y voir, cet homme rare !... Aussi l'ai-je assez mal reçu, quand il est arrivé naguère parmi nous. Je lui en voulais encore d'avoir entériné en son Musée, comme article de foi, une soi-disant portraiture de moi-

même, sur peau de veau, dans laquelle je vous jure ne point reconnaître mon effigie¹. Elle n'est venue aucunement, à coup sûr, des portefeuilles de M. Pierre de l'Estoile, ce fidèle mémorialiste, *qui m'aima, me soulagea comme il put dans ma nécessité*, et qui a notifié à mes arrière-neveux le traitement ignoble fait à mon cadavre, sur les fossés de la Bastille, par l'infâme ligueur et geôlier Bussy-Leclerc, déjà digne d'exécration pour les maux qu'il m'avait causés avant ma mort, survenue enfin, Dieu soit loué, en 1590.

Des gémonies de la roche Tarpéienne on m'a relevé et fait rebondir plus tard au Capitole, et, depuis quelques trente années on a, de divers côtés, ainsi que vous dites, *statufié*, en pierre, en marbre, en bronze, en terre cuite vernissée, à son grand ébahissement, le pauvre potier-émailleur. On l'a fait à Saintes, à Paris, à Villeneuve-sur-Lot, lès Agen. On l'avait déjà rangé, en pierre taillée par Triqueti, dès 1854, parmi les illustres qui gardent les pavillons du Louvre, au Carrousel. Qui le lui eût prédit autrefois ? Il a même son effigie à Boulogne-sur-Seine, je me demande pourquoi. Je me demande même pourquoi il n'en aurait pas une encore au Luxembourg, car vous savez mieux que personne (pour en avoir eu la preuve entre vos mains) que j'ai *habité rue de Vaugirard, proche l'hôtel du Petit Luxembourg*². Mais soyez tranquille, je ne réclame point ! Vous savez que je ne suis pas de ceux qui ne respirent jamais assez d'encens, ni d'assez capiteux.

En revanche, je souhaiterais de tout mon cœur que l'on eût été, depuis bon nombre d'années, plus sobre, plus sage, plus réservé, plus circonspect, plus logique, en ce qui touche l'attribution et l'appréciation des travaux qui se glo-

1. N° 1818 du « Catalogue du Musée de l'hôtel de Cluny, par E. Dusommerard » (1881). Un Palissy « en costume de cour, pourpoint brodé et relevé d'or, avec manches enrubannées, et brandebourgs sur la poitrine, et fraisée » !!! C'est le Palissy « mort au milieu des honneurs ».

2. J'ai eu effectivement entre les mains un exemplaire de la *Recepte véritable* (1563) sur lequel une main du temps avait écrit cette mention : *L'auteur de ce livre habite rue de Vaugirard, proche l'hostel du petit Luxembourg*. Cet exemplaire, qui avait été vendu par le libraire Baillieu, a péri dans l'incendie de l'Hôtel de ville de Paris, en mai 1871.

rifient sous mon nom. Je souhaiterais que mes laudateurs et enthousiastes apologistes eussent mieux considéré les natures et caractères des nombreuses faïences qui me sont données et qui ne se trouvent point toutes dans le cas de l'être. Les marchands de bibeloterie ont fait leur métier, qui n'est point métier de franchise, en baillant toute marchandise comme étant de moi. Mais que des amateurs, des connaisseurs, ou soi-disant tels, aient fait ce jeu des marchands, aient donné dans ces panneaux des brocanteurs, voilà ce qui me fâche. Avoir cru et fait croire que des pièces ayant dates et signes évidemment postérieurs aux manipulations de mon atelier personnel, telles qu'un plat représentant Sa Majesté le roi Henri le Grand et sa royale famille, ou des costumes de son règne et de celui de son dauphin, cela m'a maintes fois irrité et fait entrer en des colères bleu de ciel !

Il conviendrait donc d'opérer, avec quelque discernement une revision de tout ce dont on a indiscretement composé çà et là, à tort et à travers, mon œuvre, et qui a confondu jusques à présent pêle-mêle des productions de mes héritiers naturels, Pierre, Mathurin, Nicolas Palissy, ainsi que des imitateurs et continuateurs, tels que Chipault, Biot, Fonteny, Antoine Clérici, Guillaume Duprè, ou autres. D'autre part, il faudrait ne pas aller pourtant par trop loin, dans ladite revision, et ne me point trop dépouiller de ce qui m'appartient en propre, au point de me réduire indûment à portion incongrue.

On a terriblement batifolé en tout cela, et pas toujours sous influence bénigne. N'est croyable la quantité de fadèzes qui couvrent tant de papiers sur lesquels on a usé tant et tant de bouteilles d'encre de la petite vertu ou autre. Je voudrais que l'on n'oubliât pas, que l'on comprit bien, ce que j'ai moi-même écrit : savoir que je n'ai pas été le premier ouvrier venu ; que j'avais su peindre fort bien sur verre à vitraux, ne le faisant point en simple manœuvre ; que, par-tant, lorsque je me suis avisé, pour mes péchés, d'en apprendre plus long par la pratique et suis entré dans la voie obstinée et douloureuse de mes recherches d'émaux, principalement d'émail blanc (ce phénix !), j'ai dû nécessairement former en

moi, de plus en plus, le goût, et fabriquer petit à petit, de toutes pièces, mes *figulines* plus ou moins *rustiques*, rustiques de prime abord, puis, par la suite, de petite et grande maîtrise. Ce que j'ai fait, quand il m'a pris envie de ne me plus borner à surmoulages ou imitations (lesquels n'étaient point d'ailleurs tant faciles, imitations des petits bestions, plantes et feuillages). Je voudrais que tout cela fût soigneusement considéré et vérifié par bons connaisseurs experts, sans parti pris d'ores et déjà, et d'après les indications par moi fournies en mes livres, puisqu'aujourd'hui, pur esprit, il ne m'est pas donné d'assister en personne humaine à pareil arbitrage et ventilation, pour trancher pertinemment les questions pendantes.

Je m'assure que vous m'accordez, vous, cette mienne requête et envisagez que les considérations de justice et d'équité imposent tôt ou tard semblable cas.

Or, pour bien y besogner, il faut avoir présent que j'ai dû me mettre à modeler et sculpter mes sujets, non sans y être secouru par gens experts, comme Barthélemy Prieur, notre coreligionnaire; que j'ai dû prendre mon bien où je le trouvais, cherchant le meilleur, soit pour mes ornements et bordures, soit pour motifs de figurines et scènes. A ce m'ont servi notamment diverses pierres gravées de l'antique, qu'il a fallu seulement agrandir, divers dessins gravés d'un Allemand nommé Albert Dürer, ou des images italiennes, dont j'ai bien eu le droit de m'inspirer.

Telle, *la Création de la femme*, tirée par le Père Éternel d'une côte d'Adam, durant qu'il sommeillait sous un arbre : plat ovale, dont vous possédez un bon spécimen, où la robe flottante dudit Père Éternel est d'un bel émail gris-bleu, différant en ceci des exemplaires du Louvre et de Cluny, et mieux venu. Vous avez su y observer deux détails accessoires décoratifs, qui y sont ma marque, et n'avaient pas été aperçus et notés. C'est à savoir un petit singe, niché dans le feuillage de l'arbre, et un cerf à belle ramure apparaissant sur le coteau : tous deux, témoins de cette création et naissance exceptionnelles, et blasonnant la destinée de nos premiers parents et leur lignée, par malice féminine emblématisée. Vous m'avez

bien reconnu là, vous qui me connaissez et aimez depuis un fort long temps. De quoi, je vous fais merci. J'ai conscience, en cette pièce d'artiste, d'avoir assez heureusement exprimé la grande scène originelle à laquelle nous devons notre génération pécheresse (Dieu l'a ainsi décrété) et l'abandonnement de notre premier père dormant à poings fermés, de manière à ne point sentir l'extraordinaire opération sur lui faite.

Tel, également, ce drôlet et gentil Joueur de cornemuse, de la contrée de Saintonge, qui est en votre possession, différant aussi des autres connus, et peut-être unique exemplaire de cette petite et favorite mienne production, ayant survécu, et qui demeure entre vos mains, comme statuette à moule perdu. Je voudrais bien que travail de l'espèce fût bien définitivement adjugé et compté à mon avoir. Je le recommande à votre amitié, à titre de travail réussi, gentil, estimable, pour ne pas dire précieux.

Sans doute mes héritiers et continuateurs immédiats, usant de mes outils, moules, formes et procédés (mais moins dextrement peut-être que l'inventeur des rustiques figulines), ont donné tout aussitôt et ultérieurement des produits semblant sortir de mon atelier, et en ont, avec le temps, additionné de nouveaux ayant mode et marque nouvelles. Mais je dis que les miennes œuvres, *rustiques* et *autres* que rustiques, ont été un printemps fleuri à cet art qui m'a tant coûté et que je sentais exquis, et il ne faut pas que les fruits de l'automne fassent oublier, méconnaître, faner les fleurs de ce printemps, qui fut mien, et assez cher acheté !

Vous comprenez, mon cher descendant, ces sentiments paternels que j'épanche librement en votre sein, et vous y indulgez. Soyez-en remercié. Il convient d'y regarder à plus de deux fois avant d'ôter à César ce qui appartient à César. Que n'ai-je, pour défendre, au besoin, mes œuvres de terre sigillée émaillée, mon ami et témoin Pierre Sanxay, le poète qui chanta avec tant de chaleur mes rustiques figulines que *seul je façonnais* (comme le dit un de ses vers), qui a naïvement rendu les charmes et enchantements de tout ce monde étincelant que je venais de faire vivre et apparaître aux re-



BERNARD PALISSY

gards éblouis de mes concitoyens et contemporains, ces herbes plus vertes que celles des prés, ces feuillages plus frais que ceux des bois, ces poissons, ces lézards, ces coquillages, plus rians, plus brillants dans mes eaux argentines factices que ceux de la nature même. Il vous décrirait, lui, ces trésors, ces *riches* trésors, de la vaisselle de faïence émaillée, coloriée, vernissée, dont j'ai alors garni les dressoirs et crédences, ébahis de tant de luxe, de couleur et de joie ! Les voyez-vous, ces coups de filet sortant de mon atelier, ces habitans des ondes, ceux des airs, qui venaient se ranger sous ma loi dans mes vaisseaux de terre glaise sigillée ! Voyez-vous ces nœuds de serpents enroulés, ces écrevisses, ces poissons à sec sur les marges, enflant leurs ouïes, ces anguilles, ces orvets, ces grenouilles, ces salamandres, ces goujons, ces brochets, ces perches, ces tanches, ces rougels, ces raies, ces crabes, ces écrevisses, ces tortues ? Et encore, ces insectes, hannetons, papillons, hélices, etc., etc., légion incalculable des eaux, des roches, du sable, de la vase, de l'atmosphère ? Et, pour leur former des lits, des nids, des berceaux, des guirlandes, toute la flore : fougères, arbousiers, fraisiers, lierres, capillaires, pimprenelles !... Bref, *toute la lyre de la Nature*, répartie en petits tableaux éclatans, dépassant (c'est Pierre Sanxay qui l'affirme) ceux de Parrhasius, de Zeuxis et d'Apelle, par tous les attraits si puissans du dessin, de la forme, de la couleur !

Et quand j'eus fatigué de mes combinaisons de moulages et amalgames d'émaux, ces peuplades presque inépuisables des règnes végétal et animal, on voudrait que je n'eusse pas visé mieux et plus haut, en abordant l'homme, en modelant et sculptant notre espèce masculine et féminine ! On voudrait me cantonner, m'incarcérer en ma prime manière, comme jadis en ce maudit carcer de Bastille avec l'odieux, l'inférieur Bussy-Leclerc, mon bourreau ! On voudrait m'empêcher de m'élever vers l'Empyrée où me sont apparues, en leur grâce et splendeur, les mythologies païennes ; vers l'Eden et le Thabor, où m'appelaient les personnages et scènes mémorables de notre histoire sacrée, biblique et évangélique ! Est-ce que je ne pressentais et n'annonçais pas mes futures ambitions,

alors que je rêvais, ainsi que l'ai exprimé, de figurer tels et tels grands et beaux tableaux ? Or ça, me semble que mes œuvres, comme mes écrits, parlent et se défendent d'eux-mêmes assez bien ! Et l'on voudrait m'interdire toutes ces ravissantes allégories de la poésie, pour me restreindre à ma rusticité d'essais, ou, tout au plus, borner mon domaine à vases, bassins, salières, à quelques aiguères, porte-lumières, socles, surtout coupes, corbeilles et *plateaux*... Oh ! non, non, mes très chers arrière-petits-neveux ! Je vous conseille, moi, d'ouvrir les yeux pour mieux voir la vérité. Messire Jacquemart a eu bien raison de dire, de moi : « Palissy demande à reprendre sa véritable place ¹. » Oui, je le demande toujours, et de plus en plus. Je ne peux consentir à avoir été traité, par qui que ce soit, de *très médiocre artiste*, comme on l'a pourtant fait, il y a vingt-neuf ans ². J'espère que vous ratifierez la conclusion meilleure, formulée, il y a neuf ans, par un amateur éclairé et critique compétent : « Ce qui est beau, fin, sensible, parfait de goût français, il faut continuer à en dire que *ce sont des Palissy* ³. »

Quel'on persistait à me renvoyer à mes *plateaux* (puisque *plateaux* il y a), eh bien, je vous prierais de me permettre une citation, une citation latine, n'en soyez pas trop abasourdi... (j'ai appris forcément un peu de latin, là-haut, depuis trois cents ans !), et cette citation, la voici : *Amicus... Plateau, sed magis amica veritas !*

Un vif mouvement d'approbation salue la fin de cette lecture dont on s'est efforcé de ne rien perdre, et, après le chant d'une strophe du cantique 77 (*Ne te désole point, Sion*), le descendant d'un des premiers anciens de l'Église réformée de Saintes⁴, M. Meschinot de Richemond, se lève pour nous citer

1. *Les Merveilles de la Céramique*, t. II, p. 283 (Hachette, 1863, 3 vol. in-12).

2. Benj. Fillon, *l'Art de terre chez les Poitevins*, p. 122 (Clouzot, Niort, 1864).

3. Ph. Burty, *Bernard Palissy*, 1886, gr. in-8°.

4. Un Michel Meschinot était échevin et diacre de l'Église réformée, et un Samuel Meschinot, ancien de la même Église. Leurs noms se trouvent au bas d'une lettre de cette dernière, de 1583, qui est citée plus loin, p. 381.

QUELQUES

TÉMOIGNAGES DE LA PIÉTÉ DE NOS PÈRES

M. le pasteur Crottet, dont les recherches historiques sont des modèles d'érudition claire, simple et judicieuse, a publié quelques pièces composées par des membres des anciennes Églises réformées saintongeaises, qui soutenaient leur zèle pendant les persécutions ; à son exemple, nous avons recueilli quelques témoignages de la piété de nos pères. C'est la meilleure manière d'honorer leur mémoire.

Art merveilleux va dire à nostre race
Que j'ay suivy des craignant Dieu la trace

dictait Jeanne d'Albret aux compositeurs de l'imprimerie de Henri Estienne.

M. le duc de la Trémoille, prince de Tarente, a bien voulu me communiquer le cachet du père d'un avocat de Saintes¹, qui est une affirmation de sa foi religieuse.

On y lit, en effet, le monogramme de Notre-Seigneur Jésus-Christ, avec la devise : IN HOC SIGNO VINCES qui, avant de conduire les légions triomphales de Constantin et de briller sur le *labarum*, avait figuré dans les catacombes la victoire morale du chrétien, comme l'a établi M. Théophile Roller.

Les initiales même du possesseur sont disposées de manière à former aussi un sens religieux :

Mort (au péché). — Racheté — Adopté — Sauvé.

Sur les gardes du *Traité du Sacrement de l'Eucharistie*, par Pierre Martyr, Florentin, 1562, le Rochelais Berthet a écrit :

La foy est la substance des choses que nous espérons et l'évidence des choses que nous ne voyons point (Hébr. XI).

Nous sommes vrais chrestiens
Par Jésus-Christ nostre Seigneur.
Jésus est mon espérance
Et mon amour,

1. Samuel Meschinot, voy. la note 4 de la page précédente.

Je ne puis sans sa puissance

Vivre ung seul jour.

Seigneur Dieu quand veux entendre

Le mandement que tu fais,

Je le voudrois bien comprendre

Et le suivre de plus près.

Mais moy, pauvre misérable,

Je ne puis rien

Si ton aide secourable

Ne me soutien.

La grand douleur non pareille

Que tu as souffert pour moy

Il n'y en a point de telle,

Et le croys en ferme foy.

Preste moy donc l'oreille

O bon Seigneur !

Et de l'ennemy me veille

Garder de peur.

Quand je regarde en ta face,

Jésus-Christ au ciel monté

Je voys l'amour qui m'efface

La mort, aussy le péché.

Que veux-tu donc que je face,

Sinon, tous les jours,

Requérir ta bonne grâce

Et ton amour.

Souventes foyz je souppire

Et si lamente à part moy,

Quand je voys ainsi destruire

Les plus fermes en ta loy.

On les faict mourir martyre

Crians : hélas !

Et soudain tu les retires

Entre tes bras !

Fais donc, Seigneur, je te prie,

Qu'au lieu de nous tourmenter

Un chascun de nous attire

A tes louanges chanter,

T'assurant que j'ay envye

Totallement,

Te servir toute ma vye

Fidèlement.

Nous sommes vrais chrestiens

Par Jésus-Christ notre Seigneur.

La doctrine de saint Paul, du salut par la foi, est le point central, dominant, d'où découle tout le reste, on le voit bien dans les interrogatoires des martyrs. Avant qu'il y eût une confession de foi écrite, ils font la même profession en l'exprimant presque dans les mêmes termes, et la ressemblance de leurs doctrines n'est égalee que par celle de leur intrépidité dans la mort (G. de Felice).

La Bible qui abrite à la fois les espérances chrétiennes et les souvenirs des ancêtres, cette Bible qui soutient les martyrs, inspire aussi les inscriptions que nos pères se plaisent à placer sur leurs demeures. Nous avons relevé, avant qu'il fût détruit, ce texte inscrit sur la maîtresse poutre d'une maison de la rue du Minage, reproduite par le burin de M. de Rochebrune :

« Cupidité est racine de tous maux, laquelle ceulx qui l'ont apétée ont erré en la foy et se sont impugnez à beaucoup de douleurs : Par quoy toy, homme fuy la et ensuy plus tost justice, piété, foy, charité, pacience et mansuétude (Paul à Timothée VI-10). »

L'auteur du diaire Jean Bergier, écuyer, sieur de la Jarrie, gravait en 1565 sur son logis :

POST TENEBRAS LVX.

C'est à la lecture de l'Écriture que l'on devait cette vie du château, calme et recueillie, avec le culte de famille, tous les matins, dans la salle du manoir. C'était l'obéissance à l'ordre du Seigneur gravé souvent dans les temples (1597).

« Soyez tous jours apareillés à respondre à chascun qui vous demande raison de l'espérance qui est en vous. »

En tête du *Thrésor de l'âme chrétienne*, écrit à la Rochelle en 1588, et qui peut être rapproché des « flammes de Psyché » de 1628, on lit :

Ta mort, la mort de Christ, les fraudes de la terre,
 Les tourments infernaux et la gloire des cieux,
 Pendant que tu t'en vas de ce monde à grand erre,
 Si sage es, tu auras toujours devant les yeux.

Vis à Dieu, non à toy, car de vivre à ce monde
 C'est l'œuvre de la mort : Celuy-cy vit vraiment
 Lequel vit à son Dieu et par foi constamment
 Embrasse Jésus-Christ, en qui seul tout abonde.

Je vivray donc en luy et en luy seul mourray
 Car qu'y a-t-il ci-bas digne que je désire ?
 La gloire des humains n'est qu'un cruel martyre
 Qu'auray à contre cœur, tant que respireray.

Le docteur du Rieu a publié le *Liber amicorum* de Guillaume Rivet de Champvernon. Je ne le feuilleterai donc pas avec vous. M. Bujaud a imprimé les chants des martyrs et notamment celui de Marie Becandeu, brûlée vive à Fontenay, presque en même temps qu'un marchand drapier, Gérard de Lespée, et que l'imprimeur de Marguerite de Navarre, Antoine Augereau.

Après les livres de raison, les actes notariés. Les contrats de mariage de nos pères formulent en ces termes la clause religieuse :

« Les solennités de l'Eglise chrétienne, de l'Eglise de Dieu, premièrement gardées et observées (25 juillet 1593). »

Suprême expression des dernières volontés, les testaments affirment les convictions chrétiennes avec encore plus d'énergie :

Premièrement nous recommandons nos âmes à Dieu le Père Tout Puissant, le priant par les compassions de ses grandes miséricordes, au nom et par le mérite de la mort et passion de nostre Seigneur, Sauveur et Rédempteur Jésus-Christ, nous pardonner tous nos péchés et vouloir recevoir nos âmes en son paradis au rang des bien heureux, lorsqu'elles se sépareront de nos corps mortels, pour vestir immortalité et les faire jouissantes de la félicité éternelle qui nous a esté acquise par le sang précieux d'icelluy Jésus-Christ nostre Sauveur et Rédempteur. — Laissant le corps à la sépulture de la terre pour y estre inhumé et ensépulture selon l'ordre usité entre chrétiens (5 août 1651. — 25 octobre 1784).

En 1694, Claude Moré, sieur de Bordelande, grave au-dessus de la porte de son logis de Charpenaise, commune de Givrezac, les dix commandements en français.

Du Refuge, les consolations et les encouragements arrivent aux frères demeurés en France. Le premier feuillet de Grotius contient l'exhortation suivante :

Je prie le cher cousin... de lire et de relire attentivement et avec méditation ce Livre pour se bien convaincre que la Religion chrétienne et la sainte Bible sont véritables, divines et sont ainsi l'unique règle de notre foi et de notre conduite, en sorte que s'en écarter, c'est mépriser le salut que Dieu nous y offre et qu'il nous a procuré au prix du sang de son propre fils. L'étude raisonnée de la vérité de la religion chrétienne, mettra aussi le cher cousin en état de se préserver contre le poison de l'irreligion et du libertinage et d'en délivrer même, avec l'aide de Dieu, les âmes foibles qui pourroient en être déjà attaquées et avec lesquelles il pourroit converser.

Parmi les pièces saisies sur les marins et passagers de la *Ménagère*, arrêtés en juillet en 1700, au port des Barques, et condamnés aux galères pour « crime d'évasion du royaume et contravention aux édits du roi » (déclarations du roi des 13 septembre et 17 décembre 1699), figurent deux Nouveaux Testaments de la traduction de Charenton, avec des psaumes en rimes, les *Consolations de l'âme fidèle contre les frayeurs de la mort*, du sieur Drelincourt, des poésies religieuses, une lettre pastorale et deux prières sur l'affliction des fidèles dispersés.

Après des exhortations à l'Eglise de Dieu, qui est sous la croix, sur la nécessité des assemblées religieuses mutuelles et l'établissement des anciens, on lit l'invitation suivante :

Vous venez donc, mes chers frères, vous assembler comme les premiers chrestiens et comme nos pères, de nuit, dans les cavernes et dans les déserts, puisque vous ne le pouvez autrement, afin de vous consoler et fortifier les uns les autres et servir l'Eternel notre Dieu, méditer sa Parole et lui donner gloire dans l'assemblée des fidèles, l'invoquer unanimement, réclamer sa miséricorde, chanter ses louanges et être participants des grâces et des consolations de son Esprit ; par ce moyen, l'Eglise de Dieu sera édifiée et sera aussi par ce moyen et par l'amendement de votre vie que vous émouvrez

ces compassions de votre Dieu et que vous obtiendrez votre rétablissement de sa miséricorde, en un mot, vous devez obéir à l'Eternel votre Dieu qui vous ordonne de le servir dans vos mutuelles assemblées... Puisqu'il est nécessaire d'établir quelque ordre au milieu de vous pour vos communes édifications, vous devez vous assembler et principalement les chefs de famille, pour choisir celui d'entre vous qui sera jugé le plus propre pour veiller sur la conduite de vos frères, pour les instruire et pour les édifier et par leurs paroles et par leurs exemples, pour faire des remontrances et censures à ceux qui ne se comportent pas bien, pour consoler les affligés et fortifier les faibles et secourir les pauvres, ce qui est particulièrement le devoir des diacres, pour présider dans les saintes assemblées, pour y faire lire la parole de Dieu, pour y faire les prières publiques, pour y lire les commandements de Dieu et quelque chose du catéchisme... enfin pour faire les autres choses qui regardent l'édification publique. Par ce moyen tout le peuple vivra en la crainte du Seigneur..., l'Eglise de Dieu sera maintenue et édifiée, le Seigneur sera servi selon ses commandements et toute chose se fera par ordre en la maison de Dieu.

Les prières pour les familles des fidèles privés de l'exercice public de leur religion qui ont circulé manuscrites avant d'être recueillies et imprimées, ont une onction pénétrante. Ainsi dans ces fragments, des prières du dimanche, où après avoir rappelé que tout pasteur leur manque, les fidèles disent :

« Pour nous, il ne nous reste qu'un peu de manne dans notre désert, et nous ne pouvons que ramasser quelques miettes qui tombent encore de ta table ; mais, Seigneur, tu peux nous nourrir avec ce reste de manne et avec ces miettes, si tu veux par ta bénédiction les faire multiplier dans nos cœurs. »

Et ailleurs :

« Nous gémissons en secret d'être privés de nos exercices publics et de n'entendre point dans nos temples la voix de tes serviteurs ; mais bien loin de murmurer contre ta providence, nous reconnaissons que tu pouvais, avec justice, nous accabler par tes jugements les plus sévères. Ainsi nous admirons ta bonté au milieu de tes châtiments, mais nous te supplions d'avoir pitié de nous ; nous sommes sans temple, mais remplis cette maison de ta glorieuse présence ;

nous sommes sans pasteurs, mais sois toi-même notre pasteur et instruis-nous des vérités de ton Evangile. Nous allons lire et méditer ta parole, imprime-la dans nos cœurs : fais que nous y apprenions à bien connaître ce que tu es et ce que nous sommes, ce que tu as fait pour notre salut et ce que nous devons faire pour ton service. »

Ce sont là de nobles accents qu'il est impossible d'entendre sans émotion lorsqu'on songe aux circonstances dans lesquelles se célébrait le culte des proscrits.

Nos filles dans les monastères,
 Nos prisonniers dans les cachots,
 Nos martyrs dont le sang se répand à grands flots,
 Nos confesseurs sur les galères,
 Nos malades persécutez,
 Nos mourants exposez à plus d'une furie,
 Nos morts traînez à la voirie
 Te disent nos calamitez

 Malgré nos maux, malgré la mort,
 Nous bénirons les traits que ta main nous apreste,
 Ce sont les coups d'une tempeste,
 Mais ils ramènent dans le port. (1698.)

Cependant le méreau de communion de Sainte-Foy et de la Tremblade, employé à La Rochelle, met dans la bouche du bon Berger ce verset de saint Luc XII-32.

« Ne crains point, petit troupeau. »

Saluons avec les anciens et les proposants, ces pasteurs du Désert¹, qui pouvaient répondre en toute sincérité, au moment de leur consécration :

Etes-vous en état de souffrir les maux qui vous menacent, comme

1. Extrait des archives communales de Chaillevette :

Dates.	Baptêmes du désert.	Pasteurs sous la croix.	Textes.
5 juillet 1759	Jean Cantalon	Pierre Redonnel	Epître St-Jacques IV, 8, 9
10 juillet 1759	Jacques Jeaudier	Gibert	Ephésiens IV, 23
25 août, jour de communion	Antoine Luneau	Etienne Gibert	1 Corinthiens XI, 28
Même jour	Elisabeth Rousseleau	Dugas	— VI, 8

les roues, les gibets, les potences, les injures, les duretés, les souffrances, les calomnies? — Nous le sommes, avec la grâce de Dieu.

Dans tous les temps, Dieu a donné à sa vérité des confesseurs et des martyrs, et c'est par leurs souffrances et leur fidélité qu'il lui a plu de nous conserver l'héritage sans prix de sa Parole. Il permet maintenant à ses enfants de lui offrir librement un culte spirituel et de confesser devant les hommes leur foi et leur espérance.

Les vieux portraits pâlis, accrochés au mur de mon cabinet de travail, ont l'air d'écouter et de sourire en entendant évoquer ces souvenirs (Décidément, il est beaucoup plus agréable d'avoir fait partie des minorités persécutées que des majorités triomphantes et persécutrices. Les souvenirs sont infiniment plus doux). — Citons pour conclure saint Augustin qui disait :

« In necessariis unitas, in dubiis libertas, in cunctis caritas. »

et retenons ce dernier mot CARITAS.

M. le pasteur E. M. Roufineau (père), dont on a naguère célébré d'une manière touchante le cinquantenaire pastoral, succède à M. de Richemond. Il a préparé une brève, mais substantielle notice sur la

RÉORGANISATION DES CULTES

DANS LA CONSISTORIALE DE SAINTES ¹

Au moment de la réorganisation des cultes, en 1802 et 1803, il y avait à Saintes un protestant zélé et influent, M. G. Du-

16 septembre	Marie Suzanne Gautret Sollier	I Thessaloniens IV, 3
7 octobre	Marie Bernard —	I Jean II, 15
11 octobre	Jean Gripon —	II Corinthiens IV, 7
Même jour	Pierre Jousseau Dugas	I Pierre II, 20
22 novembre	Jean René Garnier Sollier	Colossiens III, 3
6 décembre	Jacques Tourtelot —	II Corinthiens VII, 8
19 décembre	— —	Malachie IV, 2
23 décembre	Elie Caizinié Dugas	Psaume CXXX, 3

1. Cette notice, qui ne fait pas double emploi avec celle qu'on trouvera plus loin sur Dubaptiste, a déjà paru, sauf la note de la fin, dans le *Bulletin évangélique de l'Ouest* des 17 juin et 1^{er} juillet 1893.

bois, originaire de Saujon. Sur les adresses des lettres qui lui furent envoyées, il est désigné tantôt comme conseiller général, tantôt comme conseiller de préfecture. C'est ce dernier titre qui doit avoir été le sien. Le fait qu'il était de Saujon et qu'il y retourna, après quelques années de séjour à Saintes, montre qu'il n'était pas seulement conseiller général, car les conseillers généraux ne sont pas obligés de résider au chef-lieu du département. M. Dubois donc entreprit de réorganiser l'Église réformée dans le département de la Charente-Inférieure, et il ne s'épargna, en vue de ce résultat, ni souci, ni travail. La loi du 18 germinal an X stipulait qu'il devait y avoir une Église consistoriale pour 6,000 protestants. M. Dubois calcula que le nombre des protestants du département devait s'élever à peu près à trois fois ce chiffre, et qu'il y avait lieu par conséquent d'établir trois consistoires. Nous avons eu sous les yeux un état dressé par lui, le 10 messidor an X, dans lequel la population protestante est indiquée, Église par Église, avec les noms de ceux qui avaient fourni les renseignements. Malheureusement beaucoup de nombres sont donnés en chiffres ronds et, par cette raison, sont peu exacts. Quelques-uns même sont exagérés au delà de toute raison : par exemple, quand on met pour l'arrondissement de Jonzac 2,500 protestants. On se demande ce que sont devenus ces protestants si nombreux quand, dans la même circonscription, il n'y en a peut-être pas aujourd'hui 500. D'autres chiffres qui, dans le temps, pouvaient être exacts sont aujourd'hui beaucoup trop faibles. Ainsi les deux paroisses de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély ne sont portées ensemble que pour 600 protestants (ce chiffre était encore à peu près exact en 1857); elles en renferment aujourd'hui environ 1,500. En somme, l'état de M. Dubois faisait monter la population protestante du département à 19,729 âmes qu'il partageait ainsi : 6,006 pour la consistoriale de La Rochelle (qui forme aujourd'hui les deux consistoriales de La Rochelle et de Marennes); 7,250 pour la consistoriale de Saintes (qui forme aujourd'hui les deux consistoriales de Pons et de Royan); et 6,478 pour la consistoriale de La Tremblade qui, à trois communes près, est restée telle quelle. Le travail de

M. Dubois fut approuvé par l'autorité supérieure et les Églises organisées absolument selon le tableau qu'il en avait dressé.

Mais il ne suffisait pas de faire « des plans fort beaux sur le papier », il fallait aussi trouver des pasteurs pour ces protestants si nombreux, et ils paraissent, à cette époque, avoir manqué presque complètement. M. Rang venait d'arriver à La Rochelle. Quant aux deux autres consistoriales, renfermant près de 14,000 protestants, il ne paraît y avoir eu, en activité de service, dans ce moment-là, que M. Mazauric, qui se fixa définitivement à La Tremblade, parce que les propriétés de sa femme étaient dans les environs, et aussi parce que c'était là que les protestants étaient les plus agglomérés et par conséquent le travail plus fructueux. Il fallait donc essayer de trouver au moins un pasteur pour la consistoriale de Saintes. Il se présenta d'assez nombreux candidats. Mais, en apprenant qu'il s'agissait, tout d'abord, de prêcher dans quatorze temples (il y en a maintenant quelques-uns de plus), disséminés sur une surface de 80 à 100 kilomètres de diamètre, la plupart reculaient et cherchaient un poste moins fatigant. Enfin, on réussit à s'assurer les services de M. Dubaptiste.

C'est une histoire assez romanesque que celle de ce pasteur. D'abord le nom de Dubaptiste, sous lequel presque tout le monde le connaissait et dont il a signé toutes les lettres de lui que j'ai vues, n'était pas le sien. Il s'appelait Jean-Pierre Rideau. Il était né à La Rochelle, vers 1742, avait été baptisé et élevé dans l'Eglise romaine et était devenu moine récollet. Nous ne savons presque rien des trente-six premières années de sa vie, sinon qu'il résidait à Cognac et qu'il s'était acquis la réputation d'un assez habile prédicateur. « Quand il prêchait dans sa ville natale, disait plus tard son frère, l'Eglise était toujours pleine et il faisait quadrupler le prix des chaises. » Vers 1778, il se convertit au protestantisme, et comme les Protestants n'étaient pas encore tolérés en France et qu'il n'y faisait pas bon surtout pour les moines défroqués, il passa en Hollande où il remplaça son nom par un nom de guerre, à l'imitation d'à peu près tous les pasteurs français du XVIII^e siècle. -

Il demeura dans le pays de son exil pendant environ vingt-cinq ans. Il y devint pasteur et s'y maria avec une demoiselle Renardet de la Valette, dont il ne paraît pas avoir eu d'enfants.

Lorsque les cultes furent rétablis en France, le désir le pria de rentrer dans sa patrie, quoiqu'il n'eût pas moins d'une soixantaine d'années. Il était alors pasteur à Heusden, dans la Flandre hollandaise. Il se proposa pour Saintes, dès le commencement de 1802. Il y fut appelé, mais quelques personnes qui connaissaient son histoire l'engagèrent à se fixer ailleurs qu'à Saintes, parce que cette ville est trop près de Cognac dont quelques habitants auraient pu le reconnaître, malgré son changement de nom, et lui susciter peut-être des désagréments. Il alla donc s'établir à Royan, à l'autre extrémité de la consistoriale, où d'ailleurs les protestants étaient en très grand nombre, tandis qu'ils étaient fort peu nombreux à Saintes. « Royan est ma place, écrivait-il dès le commencement de juin 1803 (le 17 prairial), on nous y comble de prévenances et de caresses. »

Les pasteurs étaient rares et quand on avait la chance d'en rencontrer un qui était tout à la fois homme d'esprit et de talent et d'une conduite irréprochable, on n'était pas disposé à le laisser s'échapper. Mais cette rareté des pasteurs avait le très grave inconvénient de surcharger de travail ceux qui étaient à l'œuvre. Les Églises elles-mêmes devaient en souffrir, puisque dans la consistoriale de Saintes, elles ne pouvaient avoir le pasteur que tous les trois mois à peu près.

D'ailleurs les Églises étaient dans le plus grand désordre : tout y était à rétablir. On pourra en juger par le fait suivant : en messidor an XI (été 1803), M. Dubaptiste prêcha pour la première fois à Mortagne et à Saint-Fort, deux Églises qui forment aujourd'hui une seule paroisse et non des plus populeuses. Le premier dimanche, il eut à faire, à Mortagne, 32 baptêmes, et 20 autres, le dimanche suivant, à Saint-Fort. Combien y avait-il donc d'années qu'aucun pasteur n'y avait mis le pied ? Cet état de choses qui fatiguait extrêmement le pasteur et faisait murmurer les Églises, dura cependant

jusqu'à 1806, car ce n'est qu'à cette époque qu'un second pasteur, M. Feyne père, vint partager la tâche avec M. Dubaptiste. Plus tard, il en vint un troisième, puis un quatrième, tellement qu'à ce jour il n'y a pas moins de 13 pasteurs officiels, sans compter 3 pasteurs libres et plusieurs évangélistes dans la circonscription où M. Dubaptiste travaillait tout seul.

M. Dubaptiste mourut à Royan, le 17 juin 1815, après y avoir exercé son ministère pendant douze ans. Son Église lui a érigé un modeste monument ⁴ où l'on rend hommage à sa piété, à son zèle, à sa science, d'un côté en latin, et de l'autre en français.

J'ai de ce pasteur deux discours imprimés. A en juger par ces deux spécimens, il ne devait pas endormir ses auditeurs. Cependant, quoiqu'il comptât déjà plus de vingt ans de pastorat dans l'Église réformée, on peut dire de ses sermons qu'ils sentent encore le moine ; ils sont un peu déclamatoires. Il est juste d'ajouter que les circonstances dans lesquelles ils furent prononcés se prêtaient à la déclamation ; ils furent prêchés, l'un à un service d'actions de grâces pour la victoire d'Austerlitz, et l'autre à l'occasion du couronnement de l'empereur Napoléon I^{er}.

4. Inscription sur la tombe de M. Dubaptiste :

HIC JACET D. D. PETRUS JOANNES RIDEAU AGN (agnitus, pierre brisée)
 DUBATISTE VIR PROBUS ECCLESIE REFORMATÆ
 ZELO PIETATE ET DOCTRINA PASTOR EGREGIUS (pierre brisée pour G R.).
 OBIT IN DOMINO DIE JUNII DECIM ET SEPTIM.
 ANNO 1815 ÆTATIS SEPTUAGESIMA TERTIA.

ICI REPOSE M. P. RIDEAU DUBATISTE PASTEUR
 DE L'ÉGLISE REFORMÉE DE ROYAN HOMME DE BIEN
 RECOMMANDABLE PAR SON ZELE PAR SA PIÉTÉ
 ET L'EXCELLENCE DE SA DOCTRINE DÉCÈDE
 LE 17 JUIN 1815 DANS LA 73 ANNÉE DE SON ÂGE.

Dans la copie qui m'a été communiquée par M. le Pasteur Rattier, de Royan, à la 4^e ligne de l'inscription latine, il y a *decem* au lieu de *decim*. C'est une faute. Au reste les deux noms de nombre sont intervertis ; il fallait septim. decim pour septimodecimo et aussi SEPTUAGESIMO TERTIO.

D'après l'acte de décès sur les registres de la mairie de Royan, il est dit fils de Pierre Rideau, md., décédé, et de Suzanne Nourrigeon.

L'assemblée entonne, avec entrain, le cantique de Luther, et, avant de prononcer la dernière prière, M. le pasteur A. Rouffineau (le fils), avec beaucoup de bonne grâce, s'excuse de n'avoir pu, comme jadis Marthe, recevoir la Société dans une maison mieux ornée ou plutôt moins délabrée. Il exprime l'espoir que l'Église de Saintes pourra, un jour, s'assembler dans un temple plus digne de son passé, et invite les assistants à se retrouver, le soir, dans la salle de l'ancien tribunal.

En sortant du temple tout le monde va visiter l'exposition des souvenirs huguenots qui, le matin, avait été rapidement et fort intelligemment organisée dans la sacristie : portraits et vues, entre autres, de Nérac, le long des murs ; — méreaux appartenant à M. le comte de Clervaux ; — deux beaux plats de Palissy, obligeamment prêtés par M. Cantaloube, capitaine de frégate en retraite ; — de superbes exemplaires des deux livres du potier, tirés du cabinet de M. Martineau, ainsi qu'un exemplaire, plus complet que ceux qu'on connaissait, de l'*Annageddon de la Babylone apocalyptique* par Jean Welsch (Jonzac, Hierosme Maran, 1682). — M. Darlan, député, maire de Nérac avait bien voulu confier à M. le professeur Poudensan, six registres manuscrits renfermant les rôles des cotisations de cette ville pour l'entretien de ses pasteurs (1599-1621). — M. de Richemond avait apporté, entre autres, une ancienne aquarelle représentant le temple de la Rochelle ; — M. le pasteur Momméjà, un rabat de pasteur du désert ; — M. le pasteur Moutarde, le manuscrit d'un sermon de Jarousseau ; — M. Rouffineau la *Réponse...* de Merlat, *La Malette de David*, recueil de prières ; — M. Crozes, notaire à Mortagne, une *Institution* trouvée dans un mur, à Barbezieux. — Notre bibliothèque avait exposé un manuscrit, *Mémoires touchant la vie de M. Merlat*, et un exemplaire des *Quatrains spirituels* par Yves Rouspeau (Paris, 1586) ; — M. P. de Félice, une *Institution* imprimée par Ph. Hamelin (Genève, 1554), etc., etc.

Le soir, après avoir fait connaissance avec les visiteurs des environs, on se retrouve, à 8 heures, sur la petite place devant l'ancien tribunal. Il ne pleut pas, mais lorsqu'on pénètre dans l'immense salle qui peut contenir un millier de personnes, on se demande si, malgré cette faveur, elle se remplira. Pendant qu'on devise et qu'on s'interroge, les groupes arrivent, d'abord lentement, puis de plus en plus compacts et pressés, et un peu après 8 heures et demie, les sept cents chaises sont toutes occupées. M. le baron F. de Schickler ouvre la séance en remerciant bien vivement tous ceux qui ont réservé à la

Société un si gracieux accueil. Œuvre nationale autant que confessionnelle, elle est particulièrement reconnaissante d'avoir pu, déjà au temple, admirer des pièces huguenotes appartenant à des collectionneurs comme MM. Cantaloube et Martineau, et de voir, ce soir, des représentants de toutes les opinions, attester par leur présence, qu'à Saintes, notre histoire est aussi celle de la patrie. — La parole est à M. Weiss, qui improvise, d'après ses notes, la conférence dont voici la rédaction :

QUELQUES ÉPISODES DE LA RÉFORME

A SAINTES ET EN SAINTONGE

I

La Réforme a été introduite dans cette province, non par des étrangers, mais par des Français, et qui plus est, par des religieux, par des moines. C'est Palissy lui-même qui nous l'apprend, et son témoignage est corroboré, entre autres, par la date — 1544 à 1546 — qu'il assigne à ce début¹.

Quel que soit, en effet, le pays d'où partit, plus de vingt ans auparavant, la première étincelle, bien avant que la voix de Luther eût sonné la charge, d'autres voix semblables s'étaient fait entendre en faveur d'une Réforme de l'Église, aussi bien en France qu'en Suisse, en Allemagne ou ailleurs. Les besoins que le retentissement des premiers actes publics du moine saxon commença à satisfaire, ces besoins d'affranchissement moral et spirituel étaient universels. En France ceux qui les premiers essayèrent le même remède, le retour à l'Évangile, soit en suivant l'impulsion de Wittemberg, soit en obéissant à leur inspiration personnelle, furent, non seulement des Français, mais encore des membres du clergé séculier ou régulier. Ce n'est un mystère pour personne qu'à Meaux, en 1521, ce fut un évêque français, Guillaume Briconnet, qui, suivant l'expression du célèbre arrêt contre les quatorze martyrs du 7 octobre 1546, « ensemença ladict

1. La date de 1546 étant celle de l'arrestation et du supplice de ces premiers missionnaires, je crois pouvoir reculer d'un an ou dix-huit mois leur arrivée et leurs premiers travaux dans la province.

ville et diocèse » ; et lorsque, effrayé par les sacrifices que réclamait son attitude, il brûla ce qu'il avait adoré, la semence avait commencé à germer. D'autres prêtres et surtout beaucoup de moines entrèrent successivement dans la moisson. — J'ai raconté ailleurs¹ quelques traits de cet élan des ordres religieux vers une piété plus directement inspirée par l'Évangile et j'ai pu montrer comment à partir de 1542, grâce surtout aux efforts de la Faculté de théologie de Paris, cette très sérieuse tentative fut malheureusement enrayée. Beaucoup de religieux succombèrent devant une répression savamment, efficacement organisée, soit en mourant bravement pour leurs convictions, soit en signant des formulaires de soumission plus ou moins sincères. D'autres s'enfuirent à l'étranger ou dans quelque province reculée, et c'est par quelques-uns de ces fugitifs que la Saintonge et surtout la presque île d'Arvert, furent évangélisées.

On connaît la tragique destinée de ces premiers apôtres : frère Hubert Robin prêcheur à Saint-Denis-d'Oleron, frère Nicole à Arvert et le maître d'école de Gemozac. Saisis par le procureur fiscal de Saintes, Collardeau, muni d'une commission qu'il avait sollicitée de l'évêque Tristan de Bizet, ces deux derniers périrent dans les flammes, bâillonnés d'un bâillon de fer, à Saintes et à Libourne. On sait aussi comment frère Robin réussit à limer ses fers, à sortir de la prison malgré l'écroulement de la pile de barriques sur laquelle il était tombé et malgré le chien du geôlier, comment enfin, dans cette odyssée — une des plus captivantes pages de Palissy, — il parvint à se cacher, peut-être dans l'atelier du potier, en attendant de gagner le large (août 1546).

Mais aucun de ces trois martyrs ne paraît avoir séjourné à Saintes². Cette ville fut surtout évangélisée par un quatrième prêtre français, un peu moins inconnu que les trois autres.

1. Voy., entre autres, mon étude sur *François Landry* (*Bull. de la Société d'hist. du prot. fr.*, 1888, 241), ma *Chambre ardente*, Paris, 1889, etc.

2. Ainsi H. Robin « n'avoit jamais esté en la ville », dit Palissy ; pourtant, comme l'un des deux autres fut brûlé à Saintes, il se peut que mon hypothèse soit trop absolue.

Né à Tours, il s'appelait Philbert Hamelin et s'était sans doute enfui de Chinon ¹ où précisément deux ans auparavant (1544) le lieutenant criminel du sénéchal d'Anjou, Christophe de Pincé, avait travaillé pendant soixante-dix-sept jours à poursuivre les « luthériens ». Moins courageux, ou peut-être moins convaincu que les autres victimes de Collardeau, il « dissimula en sa confession *faicte en ceste ville* », et put ainsi sortir de la même prison, sans passer par la muraille comme Robin ou par le bûcher, comme Nicole et l'instituteur de Gemozac. — Mais il lui arriva comme à beaucoup d'autres : sa conscience, plus intraitable que ses juges, ne lui laissa point de repos qu'il ne fût allé à Genève pratiquer librement ce qu'il avait dissimulé. La petite cité où Calvin préparait alors tant d'ouvriers pour sa patrie et où Hamelin fut reçu habitant le 19 juillet 1549 ², n'admettait pas les fainéants. L'ex-prêtre dut donc apprendre un métier. Il se fit imprimeur et libraire, dans le but bien arrêté de travailler, par ses livres, à « réparer sa faute », là même où il l'avait commise.

Après avoir, à diverses reprises, introduit en France, non sans passer parfois par la prison, surtout la *Bible* et l'*Institution chrétienne* de Calvin qu'il avait rééditées, — en septembre 1555 ³, il « se transporta derechef en ceste ville de Xaintes », muni d'une lettre de Calvin, qui le réhabilitait en ces termes : « Selon qu'il s'est montré icy homme craignant Dieu, et a « conversé avec nous saintement et sans répréhension et « aussy qu'il a toujours suivi bonne doctrine et saine, nous « ne doubtons pas qu'il ne se porte fidèlement par delà et ne « mette paine à vous édifier⁴. » — C'est Philbert Hamelin qui

1. J'emprunte ce détail à feu M. Crottet (*Hist. des Églis. de Pons, Gemozac et Mortagne*), qui eut à sa disposition d'autres sources que celles que nous pouvons consulter aujourd'hui; — cf. *Bull.* cité, 1893, p. 114, ss.

2. *Bull.*, t. XII, 469.

3. Crottet, *op. c.*

4. Voy. *Opera Calvini*, éd. Baum, Cunitz et Reuss, t. XIV, n. 1825 et la table, t. XXII. Dans le t. III, p. xxxvi, on trouvera une description de l'édition de l'*Institution* publiée par Hamelin, et la Société biblique de Paris possède une Bible in-4°, de lui, avec la date de 1556. Cette dernière date prouve que l'imprimerie d'Hamelin fonctionnait en son absence.

réunit, à Saintes, les sept ou huit premières personnes disposées à écouter l'Évangile et y organisa, ainsi que dans les environs, ces assemblées d'édification mutuelle qui, suivant le conseil du Réformateur, se constituèrent en corps d'Église lorsqu'il y eut assez de gens décidés à rompre avec les « idolâtries et toutes supersticions qui sont contraires au service de Dieu », pour appeler un pasteur à demeure.

Si jamais l'Église réformée de Saintes, dans son nouveau temple, dresse un monument commémoratif de ses origines, elle devra donc y inscrire, après le martyr de 1546¹, en première ligne, les noms de Philbert Hamelin² et de Bernard Palissy son catéchumène, car il ressort clairement du témoignage ému qu'au péril de sa vie, le potier rendit au ministre-libraire et colporteur — qu'en 1557 il disait connaître depuis onze ans —, que celui-ci fut l'instrument de sa conversion et le décida à continuer son œuvre.

Palissy nous a laissé, dans sa *Recepte véritable*, une description aussi naïve que fidèle de ce premier culte protestant qu'en l'année 1556 il présida devant « neuf ou dix personnes », le « dimanche au matin », dans la tour qui lui servait d'atelier. — C'est sans doute aussi à lui et à André Mazières dit de la Place qui fut, dès 1557, le premier pasteur régulier de Saintes, que Crespin dut les détails du procès intenté à Ph. Hamelin lorsqu'à cette époque celui-ci eût été pris dans le château du sieur de Périssac près de Gemozac³. Ce procès aboutit à une sentence de dégradation prononcée par les délégués de l'évêque de Saintes, exécutée à Bordeaux le jour des Rameaux, et complétée, le lendemain 12 avril, par le supplice du feu devant le palais de l'Ombrière, conformément à l'arrêt dont voici le texte inédit⁴ :

Entre le Procureur général du Roy, demandeur en crime d'héré-

1. On n'a pas encore retrouvé les arrêts des deux suppliciés de 1546, de sorte qu'on ne sait lequel des deux fut exécuté à Saintes.

2. C'est ainsi qu'il orthographe son prénom sur ses livres.

3. Encore un détail qui ne se trouve que dans Crottet.

4. Archives de la Gironde série B. Parlement, Arrêts. On remarquera que ce n'est pas le 18 comme l'imprime, même M. Gaullieur (*Hist. de la Réformation à Bordeaux*), mais le 12 avril que Hamelin fut exécuté.

sie, sédition et perturbation du repos et tranquillité publique, d'une part;

Et Philibert Hamelin, prisonnier, détenu en la conciergerie de la Cour, défendeur, d'autre;

Veu le procès criminel faict audict Hamelin, sa confession, sentence de dégradation donnée par les vicaires créés par l'évesque de Xaintes le — jour de — dernier passé, exécution de ladicte sentence faicte le jour de hier, renvoy faict en la Cour dudict Hamelin;

Il sera dict que, pour les cas résultans du procès, la Cour a condamné et condamne ledict Hamelin à estre trayné sur une claye par les quantons et carrefours acoustumez de la présent ville de Bourdeaulx, menné et conduit audevant l'église métropolitaine Saint André de Bourdeaulx et illec demander pardon à Dieu, au Roy et à Justice. Et, après, estre menné audevant le palais royal de l'Ombrière et illec, estre bruslé vif et son corps mis en cendres. Aussi le condamne en cinq cens livres tournois d'emende envers le Roy¹.

De Carle

non liber est

Massey

XII^o aprilis MV^o LVI^o

Ante Pascha

Messieurs les Présidens : de Carle et de Fauguerolle, d'Amelin, de Vergoing, de Pomiers, de Alis, d'Ozanneau, de Merinac, de Massey, rapporteur.

Et ledict jour ledict arrest a esté exécuté en la personne dudict Amelin.

II

On s'est beaucoup moqué de l'idylle dans laquelle B. Palissy décrit la transformation morale et pacifique opérée à Saintes par les premiers disciples de ce maître d'une si haute probité morale, — idylle qui se termine par ce passage tant de fois cité :

« Vous eussiez aussi veu les filles et vierges assises par troupes ès jardins et autres lieux, qui, en cas pareil, se délectoyent à chanter

1. Ce détail prouve, comme le dit d'ailleurs Palissy, que Hamelin n'était pas sans fortune. Ce n'est donc pas pour gagner sa vie, mais par vocation, qu'il se fit colporteur, et par « zèle que... assez mal portatif, il ne voulut jamais prendre de chevaux... »

toutes choses saintes; d'autre part, vous eussiez veu les pédagogues, qui avoyent si bien instruit la jeunesse que les enfants estoient tellement enseignez que mesme il n'y avoit plus de geste puérile, ains une constance virile. Ces choses avoyent si bien profité que les personnes avoyent changé leurs manières de faire, mesme jusques à leurs contenance. »

S'il est facile de railler l'attendrissement du néophyte évoquant des souvenirs personnels d'ailleurs récents, il l'est beaucoup moins de prouver que sa mémoire et sa plume furent infidèles. Car il n'est guère permis d'ignorer qu'à l'époque dont il nous entretient avec une enthousiaste candeur, une véritable ferveur religieuse animait, également pourrait-on dire, amis et ennemis de la Réforme, et qu'en particulier les uns et les autres rivalisaient d'entrain pour chanter les Psaumes. Le 26 août 1559, quelques semaines après la mort tragique de Henri II qui, à Saintes, empêcha la tenue des grands jours et l'extermination de l'Église naissante, projetée et même commencée par l'emprisonnement de la femme du pasteur ¹, — on écrivait, en effet, à Catherine de Médicis :

... Si personne les aimoit et ordinairement les chantoit (les Psaumes) et faisoit chanter, c'estoit le feu Roy Henri, de manière que les bons bénissoient Dieu, et ses mignons et sa méretrice les aimoyent ou faignoient ordinairement les aimer, tant qu'ils disoyent : « Monsieur, cestuy-cy ne sera-il pas mien ? vous me donnerez cestuy-là, s'il vous plaist » ; et ce bon Prince alors estoit à son gré empesché à leur en donner à sa fantaisie. Toutesfois il retint pour luy, dont il vous peult bien et doit souvenir, Madame, cestuy,

*Bien heureux est quiconque
Sert à Dieu volontiers, etc.*

Fit luy-mesme le chant à ce Psalme, lequel chant estoit fort bon et plaisant, et bien propre aux paroles. Le chantoit et faisoit chanter si souvent, qu'il monstroït évidemment qu'il estoit poinct et stimulé d'estre béni, ainsi que David le décrit audict Psalme, et de vous voir la vérité de la figure de la vigne. Cela fut au sortir de sa maladie à Angoulesme.

1. Ces faits se passèrent avant le synode du 15 mai 1559 auquel assista La Fontaine, voy. *Hist. ecclés. des Egl. réf.*, I, 208.

La Roine ma maîtresse, qui pour lors estoit avec le Roy François son frère, le priant d'embrasser en pitié et clémence les citadins de la Rochelle, en lieu de les massacrer, m'envoya vers vous pour savoir de sa maladie : laquelle trouvay jà tant diminuée, qu'il se mettoit à chanter lesdicts Psalmes, avec lucs, violes, espinetes, fleustes, la voix de ses chantres parmi, et y prenoit grande délectation, me commandoit approcher, parce qu'il cognoissoit que j'aimois la musique, et jouois un peu du luc et de la guiterne ; et me fit donner le chant, et les parties que je portay à la Roine ma maîtresse, avec la reconvalescence de vostre bonne santé. Je n'oublieray aussi le vostre que demandiez estre souvent chanté, c'estoit,

*Vers l'Éternel des oppressez le père
Je m'en iray, lui montrant l'impropère
Que l'on me fait, etc.*

Quand madicte Roine de Navarre vit ces deux Psalmes, et entendit comment ils estoient fréquemment chantez, mesmes de Monseigneur le Dauphin, elle demeura toute admirative, puis me dit : « Je ne sçay où Madame la Dauphine a pris ce Psalme, *Vers l'Éternel*, il n'est des traduits de Marot. Mais il n'est possible qu'elle en eust sceu trouver un autre où son affection soit mieux despeincte, et par lequel elle puisse plus clairement monstrier ce qu'elle sent, et demander à Dieu en estre allégée, comme vraiment elle sera t..... »

Ce feu roi Henry, ce grand admirateur, ce chanteur et metteur en musique des Psaumes, n'était-il pas celui qui avait institué la *Chambre ardente* et dont les édits impitoyables avaient allumé, entre tant d'autres, le bûcher de Ph. Hamelin, et faillirent perdre Palissy lui-même ?

Mais il y a d'autres faits qui prouvent que ce dernier a été, non seulement un observateur scrupuleux et un véridique historien, mais encore un véritable prophète. N'est-ce pas lui qui a écrit cette phrase à laquelle on n'a pas pris garde :

« L'Eglise profita si bien alors ² que les fruits d'icelle demeureront à jamais, et ceux qui ont espérance de voir l'Eglise abbatue

1. *Discours merveilleux de la vie... de Catherine de Médicis...* s. l. 1578, p. CV.

2. Sous le ministère d'André de Mazières, Charles de Clermont dit La Fontaine, puis, à partir de 1558, de Claude de la Boissière, Dauphinois, envoyé de Genève le 28 mai, La Fontaine passant à Marennes.

et anichilée seront confus; car puisque Dieu l'a garantie lorsqu'ils n'estoyent que trois ou quatre pauvres gens mesprizez, combien plus aujourd'huy aura-t-il soin d'un grand nombre ? »

La présence de la Société d'histoire du protestantisme français dans cette antique ville de Saintes, trois cent trente ans après que ces étonnantes paroles furent imprimées, n'est-elle pas la preuve de leur vérité ? Et peut-on citer un document contemporain qui contredise formellement cette autre assertion de Th. de Bèze :

« En Saintonge on vivoit en si bonne paix qu'en quelques lieux, en mesmes temples, à diverses heures, on y preschoit l'évangile et chantoit-on la messe, et quand les uns sortoient, les autres entroient, sans se faire, ni dire aucune chose les uns aux autres ¹. »

Oui, nous le savons tous, car on n'écrit pas une page sur le xvi^e siècle sans nous le jeter à la face, il y a eu, à partir du très catholique massacre de Vassy, les guerres civiles, et à Saintes, comme ailleurs, des actes de vandalisme archéologique, et même, s'il fallait en croire le chanoine François Tabourin, dont on cite des notes, malheureusement très incomplètes, il y aurait eu quatre prêtres noyés ou tués. Mais à quelle époque ? En 1568, c'est-à-dire longtemps après la première guerre de religion, à laquelle seule Palissy fait allusion. — Qu'on ne reproche donc pas à ce dernier de n'avoir pas cité des représailles de soldats postérieures de cinq années à la date de son livre (1563)². — Et quant à l'église

1. *Hist. ecclés.*, I, 813. — A Saint-Pierre de Saintes une estrade fut élevée à l'entrée du chœur en 1562, sans doute pour servir de chaire au pasteur. Palissy dit, d'ailleurs, que des prêtres fréquentaient les assemblées protestantes.

2. Dans la savante biographie de *Bernard Palissy*, publiée par M. L. Audiat chez Didier, en 1868, on trouve, à la page 193, quelques extraits de Tabourin destinés à « suppléer au mutisme » de maître Bernard, et qui paraissent se rapporter à l'année 1562. Or, d'après l'article que M. A. vient de consacrer à ma conférence (*Revue de Saint. et d'Aunis*, XIII, p. 228), ces massacres et démolitions d'églises auraient eu lieu « en l'an 1568 ... vers la feste Dieu ». On voit, non seulement qu'ils ne suppléent pas au mutisme de Palissy, mais qu'ils confirment absolument tout ce que j'ai affirmé, c'est que les huguenots ne furent pas les agresseurs, car il est trop évident que les misères narrées par Palissy, — sans compter celles faites aux protestants jusqu'en 1559 — et son propre emprisonnement, sont

Saint-Pierre qui, au dire fortement exagéré de Tabourin, aurait été « mise par terre » en cette année-là, — après en avoir sincèrement admiré les beaux restes, nous ferons amende honorable quand on nous en aura montré autant pour le temple huguenot, si bien « mis par terre » centquinze ans plus tard, en pleine paix, qu'on ne peut même plus en retrouver l'emplacement.

Ce qui est vrai, c'est qu'à Saintes, pas plus qu'ailleurs, les huguenots n'ont eu l'honneur *d'inaugurer* les actes de violence. Le 4 mai 1561, ils avaient transporté leur prêche sous la halle où en définitive et logiquement tous les Saintais avaient le droit de s'assembler, ce qui semble avoir été admis même par le maire et le grand vicaire, lorsqu'ils eurent entendu les explications du pasteur¹. — Ce qui est vrai encore, c'est que, malgré une opposition catégorique du clergé, ce culte a bien dû être toléré, puisqu'il s'y célébrait encore en 1570. — Ce qui est certain, dans tous les cas, c'est qu'il a rallié une forte proportion de la population puisqu'en 1572, presque tout le présidial, le maire et douze échevins étaient huguenots². Lorsqu'en raison de la Saint-Barthélemy, Jehan Roy, le maire, donna sa démission « parce que les catholiques le « pourroient tenir pour suspect..., après avoir entendu les « officiers du roy et plusieurs personnes notables de la dicte « ville, » ..., il fut unanimement déclaré et tenu « pour bon « subject du roy et bon patriote et citoyen ». Voilà un certificat qu'on n'aurait assurément pas délivré sans restriction à ce moment, si les protestants avaient eu une réputation de brigands et d'assassins.

bien antérieurs à 1568. — Enfin, la première fois que les huguenots s'emparèrent de Saintes, ce fut en juin 1562, c'est-à-dire *plus de trois mois après les massacres de Grenade, Cahors, Amiens, Vassy, Castelnau-dary-et Sens qui furent la déclaration de guerre du parti catholique*.

1. *Hist. eccl.*, I, 814. On peut ajouter que C. de la Boissière n'aurait pu se rendre au colloque de Poissy où il fut député, si la ville avait été à ce moment profondément troublée. La lettre qu'il fit remettre à Calvin par de jeunes saintongeais qui désiraient « se préparer au ministère », et qui est, sans doute, du 6 mars 1562 (et non 1561, *Bull. XIV*, 320), suppose aussi une situation paisible.

2. *Études, documents, etc., relatifs à ... Saintes*, Saintes, 1876, p. 194 à 196, et registres protestants (manuscrits) au greffe du tribunal.

Il y a, au greffe du tribunal de Saintes, deux registres de baptêmes protestants déjà signalés en 1862 (*Bull.* XI, 318) et que personne n'a encore sérieusement utilisés. J'ai pu les parcourir pendant quelques heures, et y relever un certain nombre de faits intéressants. Voici d'abord le premier acte, isolé, constatant que, le 3 août 1570 (le registre ne commence que le 8 octobre 1570), on se réunissait encore « en la halle », qui, d'après le plan de 1560, se composait alors de deux longs bâtiments couverts attenant au jardin des Jacobins et séparés, par un terrain vague, du château ¹ :

« Le troisieme jour du mois d'aust 1570, en la hale de la ville de
« Xaintes, à l'exauration de l'apresdinée fust baptisée par mon-
« sieur Coson ² ministre de la parolle de Dieu exortant à Xaintes,
« Rachel, fille de Guill. Audran estoiffier et de Marye Robin et fut
« perrin Leonnard Rouleaux et merrynne Michelle Robin, demourant
« les trois en la paroisse de Saint-Vivian les Xaintes. »

J'ai aussi eu la bonne fortune de rencontrer, dans ces registres, au moins une fois, le nom de Palissy :

« Le v de juillet 1574 a esté baptizée Marie fille de Guill. Esbaudy
« et Perette Roy, aagée de vi mois, présentée au baptesme par
« M^e Math. Pallisy ³ et demoysselle Marie Grelaud ⁴, ledit baptesme
« faict au chasteau de Nyeuil par M^e Michel Poyferré, ministre de
« S^t Servyn ⁵ yssue du presche y faict pour la célébration du mariage
« du s^r de S^t Gelays. » J. MAURAT ⁶.

Mais j'ai surtout cherché à me rendre compte de l'importance et de la durée du culte protestant saintais pendant ce dernier tiers du xvi^e siècle où les réformés eurent à subir la Saint-Barthélemy et les troubles meurtriers de la sainte Ligue catholique, apostolique et romaine. Il résulte des notes que j'ai prises que, de 1571 à 1585, c'est-à-dire durant la première moitié de cette période lamentable, le culte fut interrompu à

1. Derrière le théâtre actuel, par le haut de la rue du Hâ, d'après M. Audiat.

2. Cosson était en 1576 pasteur à Archiac.

3. Sans doute *Mathurin Palissy*, un des fils de Bernard.

4. Un Jehan Grelaud était conseiller au présidial.

5. Saint-Seurin.

6. Un Jehan Maurat était avocat au présidial.

diverses reprises pendant environ cinq années en tout. Il y eut néanmoins, outre les intérimaires nombreux qui exerçaient le ministère dans d'autres Églises de la Saintonge, cinq pasteurs spécialement attachés à celle de Saintes : *Pierre Sanxay* (1570-1576)¹, *Hippolyte Salomon* ou *Salmon* (1576-1577), *Pierre Chrestien* (1578-1581), *Baron* (1581-1582)² et *Bonnet* (1584-1585). — Le culte fut célébré successivement dans les châteaux de *Magezyr* (1570-1572 et 1583), *Nieul-les-Saintes* (1573-1574) et *Bussac* (1576-1582 et 1584-1585)³. — Pendant ces quinze années on inscrit au registre tout près de 1,000 baptêmes, ce qui constitue une moyenne d'au moins 65 naissances par an et correspond à une population protestante d'environ 3,000 âmes. Or je ne pense pas que, pour cette époque, on puisse citer beaucoup d'Églises protestantes en France relativement aussi prospères. Voici d'ailleurs un passage, caractéristique à cet égard, d'une lettre inédite adressée à l'Église de Genève par les diacres et anciens de celle de Saintes, pendant le long intérim qui suivit la mort du pasteur Pierre Chrestien (31 mai 1583) :

« ...N'ayans peu obtenir ce que nous désirions, ains seulement une
« pourvoyance pour certain temps, nous avons pensé de recourir à
« vous... espérans que vous interinerez nostre requeste, qui ne
« tend que à la conservation de ceste Église en sa splendeur et
« pureté, en laquelle, par la grâce de Dieu, elle a esté jusques à pré-
« sent conservée et croyons qu'elle prendra de jour à aultre nouveau
« accroissement, s'il vous plaist nous faire tant de bien et faveur
« que de nous pourveoir d'ung pasteur...⁴ »

Enfin, ce qui complète ma démonstration c'est qu'à partir de 1599 et 1600, c'est-à-dire après une nouvelle interruption, beaucoup plus préjudiciable puisqu'elle est de quinze années pendant lesquelles le culte a très probablement été entièrement suspendu, un deuxième registre nous permet de refaire le même calcul pour une période de plus de vingt-cinq an-

1. Le même qui écrivit les vers dédiés à Palissy et cités par M. Read (p. 354)?

2. Prêché à l'Église.

3. Le château de Bussac paraît seul avoir été conservé. Celui de Magezy n'est plus qu'une ferme.

4. Bibl. de Genève, mss. fr. 197²³, portef. 2.

nées¹. Eh bien, on retrouve la même Église diminuée d'environ un septième, c'est-à-dire comptant encore plus de 2,500 membres.

Lorsqu'en trente ans des secousses aussi multiples et prolongées n'enlèvent à un arbre que le septième de ses branches, on peut admettre qu'il a des racines profondes, ou, pour employer le langage de la parabole, lorsque des tempêtes aussi violentes n'ébranlent pas davantage une maison, on peut conclure qu'elle n'est pas fondée sur le sable mouvant des passions ou du caprice, mais sur le roc des convictions réelles et durables.

III

Si, du xvi^e, nous passons au xvii^e siècle, le premier fait à signaler, c'est la construction du temple protestant. Le 31 août 1600, les sieurs de la Force et de Refuge, commissaires députés pour l'exécution de l'édit de Nantes en Saintonge assignèrent, à cet effet, un emplacement au lieu *dit des quatre portes* (sur l'ancienne route de Saintes à Pons) et accordèrent aux réformés un cimetière². Le 22 février 1603 un arrêt du Conseil d'État ordonna d'appeler l'évêque, la dame abbesse de Saintes, le maire et les échevins pour marquer la place du temple, ce qui fut fait en présence de ces autorités le 13 juin suivant et constaté par un procès-verbal dressé devant le lieutenant général de Saintes. — Où était cette place? Pas au lieu aujourd'hui appelé des quatre portes, si l'on consulte le procès intenté aux réformés, cinquante ans plus tard, par le prieur de Saint-Vivien; il requiert, en effet, la démolition du temple sous prétexte qu'il est près de son église, trop petite pour contenir la procession qui s'y rend le jour des Rameaux, laquelle dès lors se mêle aux protestants. C'est donc tout

1. Exactement vingt-sept années (du 18 avril 1599 à la fin de 1626, en ne comptant pas l'année 1616 où il n'y eut que 4 baptêmes, c'est-à-dire interruption, d'ailleurs à peu près générale, vu les troubles); la moyenne est de 55 naissances par an.

2. Ce cimetière était hors de la *porte évêque*, d'après les Mémoires de Samuel Robert (aujourd'hui dans la Bertonnière, hors la porte Saint-Louis, selon M. Audiat).

près de l'église actuelle de Saint-Vivien, bâtie à peu près sur l'emplacement de l'ancienne qu'il faudrait chercher celui de l'ancien temple de Saintes¹. — Quoi qu'il en soit, aucune vue, aucune pierre, aucun souvenir de ce temple ne paraissent avoir été conservés.

La réaction qui ne désarma jamais, et que l'édit de Henri IV (avril 1598) avait plutôt exaspérée que calmée, s'attaqua, en 1617, au Béarn; elle profita de l'émotion considérable qui souleva et un moment solidarisa tous les protestants, pour atteindre ce premier résultat, celui de les diviser et de les dépouiller des garanties matérielles de l'édit de Nantes, c'est-à-dire des places de sûreté et par conséquent de la possibilité de réclamer, les armes à la main, le maintien de leurs droits. On sait que cette campagne, — religieuse au fond, politique dans la forme, — fut menée du côté huguenot, par le célèbre duc de Rohan, du côté catholique par le cardinal de Richelieu, et atteignit son maximum d'intensité dans le fameux siège de la Rochelle (1627-1628). — On nous enseigne encore aujourd'hui que Richelieu eut raison de poursuivre avec acharnement la suppression de ce qu'on appelle un état dans l'État, mais il est permis de se demander s'il a vraiment travaillé à la grandeur et à l'avenir de la France, en édifiant le pouvoir absolu et l'unité religieuse sur les ruines de toutes les libertés et de toutes les garanties de ces dernières. Lorsqu'on voit ce qu'on a fait des réformés une fois qu'on les eût mis hors d'état de s'entendre et de se défendre, on ne peut qu'admirer le coup d'œil prophétique, l'héroïque dévouement de Rohan; — et regretter du même coup que les quelques agonisants qui, derrière les remparts de la Rochelle, défendaient les droits acquis par nos pères au prix d'un siècle de souffrances et de luttes — ne soient pas morts plutôt que d'abaisser leur drapeau!

Saintes vit tomber ses remparts en même temps que la Rochelle, et c'est ce qui explique que les protestants y furent de bonne heure tracassés, comme d'ailleurs tous

1. Les renseignements qui précèdent sont tirés des pièces citées dans l'acte de partage de 1665 relatif au temple de Saintes (Arch. nat. TT 242). Lorsqu'il parle du temple, Samuel Robert dit *le temple Saint-Vivien*.

ceux de cette région. Je n'en citerai que quelques exemples.

Dès 1618 on y signale un conseil de cinq personnes dont le maire et le prévôt, un nommé Guyer, qui poursuivirent cette œuvre méritoire. Un jour ils ordonnèrent à tous les protestants « de chasser tous leurs clercs et serviteurs de ladite religion qui étaient au-dessus de l'âge de 15 ans ». Un autre jour le pasteur, qui s'en allait au synode à Pons, fut violemment poursuivi et emprisonné à Cognac par le susdit prévôt qui fut heureusement désavoué par le lieutenant du roi le sieur d'Ambleville. — En 1634 les protestants durent avoir recours au procureur du roi pour ne pas voir interrompre leur culte et « ruiner » leur temple¹.

En 1647 le pasteur Charles Druel fut si bien tourmenté pendant sa dernière maladie par de Lauzon, intendant de Guyenne, et Senné, théologal, qu'il dut faire venir le notaire Fleurisson et constater officiellement qu'il leur avait résisté jusqu'au dernier soupir. Il mourut le 21 mai « avec une telle constance que c'est une merveille de Dieu ». — Puis ce fut le tour d'un des plus honorables d'entre ses paroissiens, Samuel Robert, fils de Jehan, avocat, et d'Anne Duplessis. Nommé échevin à la place de Jehan Rousselet démissionnaire, le 21 novembre 1648, il ne put être installé qu'après une année de multiples démarches, à cause de l'opposition du syndic du clergé qui alla jusqu'à briser à la cathédrale le banc du maire et des échevins. Cette opposition se renouvela lorsque, l'année suivante 25 avril 1650, le même Samuel Robert devint conseiller du roi et lieutenant particulier en l'élection de Saintes ; il ne put être installé que le 8 mai 1651, grâce à des lettres de jussion et à un arrêt de la cour des aides annulant les procédures du clergé. — Mais celui-ci prit sa revanche en profitant habilement des difficultés domestiques qui existaient entre Samuel Robert et Madeleine Merlat, sa femme. Attirée par les jésuites, après une querelle un peu vive, dans le cloître Notre-Dame de Saint-Vivien, elle y abjura entre les mains de l'évêque de Saintes, le 13 novembre

1. Arch. nat. TT 242. Les *Arch. hist. de la Saintonge* ont publié (VIII, 435) et attribué à l'année 1621, la pièce qui porte la date de 1618.

1649, et y mourut après avoir suscité à son mari d'innombrables misères et lui avoir disputé l'ainée de ses filles alors qu'il avait déjà perdu trois de ses six enfants¹.

Mais, ce qu'on poursuivait par dessus tout, c'était la ruine du culte protestant. Il y avait alors dans le diocèse, suivant les uns 52², suivant les autres au moins 45 temples³. Sait-on combien le clergé, dans ses requêtes suivies d'interminables procès qui resteront la honte des tribunaux de Louis XIV, consentit à en respecter en 1665, vingt ans avant la Révocation? A peine *dix*. Celui de Saintes était beaucoup trop important pour ne pas figurer en tête de ceux qu'on menaçait. Il avait été sérieusement attaqué dès le 16 février 1661, par une sentence du sénéchal et juge du prieuré de Saint-Vivien, sous le prétexte cité plus haut. Mais il fut si vaillamment défendu qu'on n'en vint à bout que vingt-trois ans plus tard, et encore grâce à des manœuvres frauduleuses⁴, employées en dernier ressort contre tous les exercices qui, lors de leur établissement, avaient su prendre toutes les précautions légales pour faire constater leur droit.

On pense si une détermination aussi catégorique, de la part du clergé, de n'admettre à aucun prix la profession du protestantisme, contribuait au maintien de la paix et de la bonne harmonie entre les deux confessions! — Il y avait alors à Saintes un pasteur qui, au milieu de cette situation délicate, acquit une véritable célébrité. Fils de l'avocat É. Merlat et parent par alliance de Samuel Robert, élève brillant du collège des Jésuites qui, dès 1612, avait supplanté le collège laïque⁵, puis des Académies protestantes de Saumur, Montauban et Genève, Élie Merlat n'avait que vingt-trois ans

1. Voy. le *Journal de Samuel Robert* déjà signalé par M. de la Morinière (*Bull.* XI, 320) et depuis lors publié par M. G. Tortat (*Arch. hist. de Saintonge*, XI, 323). Je publierai prochainement le texte encore inédit de cet épisode, communiqué par M. de Richemond.

2. Ce chiffre est donné par Filleau (*Décisions catholiques*).

3. Ce dernier chiffre est relevé sur les demandes du syndic du clergé (*Arch. nat.* TT. 242).

4. Voy. plus loin ce qu'en dit le gentilhomme R. de Boisrond, bien que devenu catholique après la Révocation.

5. Consulter l'*Hist. du Collège de Saintes*, par F. Xambeau, Saintes, 1886.

lorsqu'en 1658, il fut admis au ministère dans sa ville natale. Le seul reproche qu'on lui faisait, c'est qu'en appliquant les règles austères de la discipline, il n'épargnait pas plus les membres de sa famille que les autres, et les grands que les petits. Mais on lui rendait cette justice qu'il s'acquittait exemplairement de ses fonctions, exerçait la charité avec une générosité peu commune¹ et défendait courageusement son Église. À l'évêché on ne lui pardonnait pas cette dernière qualité, et l'ancien grand vicaire de l'archevêque de Paris, Guillaume II de la Brunetière, nommé au siège de Saintes à partir de 1676, n'admettait pas que ce ministre refusât de l'appeler monseigneur, qualification que ces nobles successeurs des apôtres commençaient à exiger à cette époque². Merlat dut expier cette hardiesse. On l'accusa de deux crimes : 1° d'avoir irrévérencieusement parlé du roi dans ses sermons ; 2° de la religion du roi dans un livre de controverse, *Réponse générale au livre de M. Arnauld*. Averti que c'était bien un procès criminel qu'on lui intentait sous ces prétextes, le pasteur refusa de fuir. Pendant une année entière il languit dans les prisons de Saintes et de la Réole, subissant une série de procédures où la mauvaise foi le disputait au ridicule, et fut condamné, le 5 juillet 1680, au bannissement perpétuel, à une amende de 1,600 livres et surtout à une amende honorable³. Élie Merlat, les fers aux pieds, dut publiquement, à Saintes, au son de la trompette et au milieu d'une mise en scène calculée pour l'humilier et le flétrir, demander pardon d'un crime qu'il n'avait point commis⁴. — Tels sont, sauf quelques détails, les faits officiels et seuls connus jusqu'à ce jour⁵. En réalité, voici ce qui s'était passé :

1. Lorsqu'il donnait un repas de famille il en affectait le montant aux pauvres.

2. Dans beaucoup de lettres officielles ils sont simplement appelés monsieur.

3. Il abandonna, lorsqu'il dut partir, une maison à Saintes et une métairie « en l'origant, près Saint-Fort-de-Cosnac » (Arch. nat. TT. 242).

4. Et qu'il répudia, du reste, par ces paroles dites à haute voix, « *qu'il n'étoit aucunement convaincu d'avoir rien fait imprimer témérairement et malicieusement, mais que, pour obéir à la Cour comme simple lecteur de son billet, et non pas comme parlant de son chef, il aloit lire l'arrêt.* »

5. Voy. art. Merlat dans la *France prot.*, et le procès publié par M. de

« Mademoiselle de Boisrond... par légèreté ou autrement ayant
 « abjuré sa religion, se retira chez M. l'évêque de Saintes, lui
 « demandant sa protection... Un jour que M. Merlat étoit seul dans
 « sa maison avec sa famille, Mlle de B. alla lui rendre visite; ayant
 « été reçue fort honnêtement, elle proposa à M. Merlat de la
 « remettre bien avec M. son père de qui elle avoit encouru la
 « disgrâce. M. Merlat lui répondit que si elle vouloit reconnaître sa
 « faute et rentrer dans la religion qu'elle avoit abandonnée, il s'y
 « emploieroit de tout son cœur. Comme ce n'étoit pas là ce qu'elle
 « recherchoit, elle parla à M. Merlat d'un ton si pétulant qu'il fut
 « obligé de lui dire qu'elle sortit de sa maison, ou qu'il en sortiroit
 « luy-même. Elle se retira, mais fort en colère, menaçant M. Merlat
 « de l'en faire repentir... La demoiselle porta ses plaintes à
 « M. l'évêque, qui, embrassant les intérêts de sa bien-aimée, promit
 « qu'il la vengeroit... »

Et on a vu comment il tint parole. — Je n'aurais pas raconté ce fait s'il n'étoit établi par des témoins dignes de foi¹ — et surtout si, après plus de deux cents ans, il ne convenait de réhabiliter, là même où elle a été publiquement vilipendée, l'honorable mémoire d'un des nôtres, succombant à une misérable intrigue pour n'avoir fait que son devoir!

Richemond (*Revue de l'Aunis et de la Saintonge*, 1866, p. 662). Le reste est emprunté aux *Mémoires* (inédits) *touchant la vie de M. Merlat*, par Étienne Pallardy, à la Biblioth. de la Société d'Hist. du prot.

1. Le père de la coupable écrit dans ses *Mémoires* (*Recueil de la Commission des Arts... de la Charente-Inférieure*, t. IX et ss., 2^e partie, p. 34) : « J'eus, environ ce temps là (1679) un démêlé avec l'évêque de Saintes qui prétendoit m'obliger à donner une pension à ma seconde fille. On m'attaqua, je me fis laisser », et confirme ainsi ce qu'il avait écrit plus haut (p. 30) « l'année 1678 fut bien fatigante pour moi. Je n'en ferai point le détail qui ne ferait que réjouir le lecteur à mes dépens et ceux d'autrui. » — Vingt ans plus tard, le 14 août 1699, Du Sault, assesseur catholique au présidial se plaint au ministre « que M. l'évesque faisoit continuer une pension de quatre ou cinq cens livres sur le clergé à la demoiselle de Boisron qu'il luy fit donner il y a près de vingt ans, sous prétexte de luy payer sa pension au couvent, que son père luy refusoit, quoyque elle ait été, depuis, dotée par son père et mariée depuis longtemps avec un vieux gentilhomme fort riche. M. l'évesque a veu cette demoiselle pendant cinq ou six ans avec des sentiments si tendres et qui ont tellement scandalisé les gens de bien, qu'on dit publiquement que cette pension qu'il luy fit donner par la forte amitié qu'il avoit pour elle, se continue aujourd'huy par reconnoissance de celle qu'elle a eue pour luy. » (Arch. du minist. des aff. étr., France, 1478, f. 398).

IV

Je n'en finirais pas s'il fallait raconter, même sommairement, toute la série d'avanies que les protestants de Saintes durent subir à partir de ce moment, grâce à l'audace de Jean Duvigier, commissaire du parlement de Guyenne, que la passion du jeu et le besoin perpétuel d'argent avaient décidé à se convertir¹. — En 1681 (avril ?), saccagement du temple, en plein jour²; — en 1684, enlèvement d'enfants par ministère d'huissier, sous prétexte qu'on les empêchait de donner suite à leur désir de se convertir; — incarcération au château de Pons « d'un grand nombre de personnes de tout sexe et de tout âge à qui on fait souffrir des maux extraordinaires³ »; — poursuites contre les anciens de l'Eglise que l'on prétendait solidairement responsables de l'énorme somme de 147,287 livres qui, d'après les registres du Consistoire, avaient été collectées parmi les fidèles de 1648 à 1684, collectes « illicites et vicieuses », vu « que S. M. a toujours esté « très éloignée de donner ou de permettre le moindre moyen « de maintenir et de perpétuer dans son royaume une religion qu'elle n'a simplement que tolérée, et pour l'extinction de laquelle elle fait chaque jour des choses qu'on ne « peut voir qu'avec admiration »⁴! — Enfin, emprisonnement des deux jeunes pasteurs Ménard et Orillard qu'on regrettait

1. Voy. la *France prot.*, 2^e éd., art. *Du Vigier*.

2. D'après un arrêt (imprimé) du Conseil d'État, ordonnant d'informer, entre autres, sur ces excès, à la suite d'une requête du marquis de Ruigny qui avait aussi inutilement protesté contre l'emprisonnement de Merlat. L'affaire de Saintes y est mentionnée, entre deux autres, du 30 mars et 10 avril 1681.

3. Voy., entre autres, TT 242. Je publierai quelques pièces inédites sur ces persécutions.

4. TT 242. On donnait, d'après un volumineux rapport de Du Vigier, extrait des registres du Consistoire : (1) le quint aux Académies; (2) le double quint, aux Eglises faibles; (3) pour le rachat des captifs, à la Rochelle « où avoit accoustumé de passer le nommé Roy allant en Barbarie » (3177 l. de 1657 à 1681); (4) pour envoi de personnes en Cour, à cause des procès; (5) pour « un hôpital et une maison appelée la maison des pauvres » et où il y avait un hospitalier, un chirurgien, et un apothicaire; (6) en faveur des frères persécutés du Piémont et réparation de l'embrassement

de ne pouvoir traiter comme des criminels de haute trahison, parce qu'on les accusait d'avoir reçu au culte deux relaps¹, mais qu'on dut se borner à interdire, en ordonnant, le 24 février 1685, la démolition du temple de Saint-Vivien, sur l'emplacement duquel on planta une croix expiatoire!

Nous voici arrivés à la Révocation et à son cortège de misères qui devaient se prolonger encore pendant tout un siècle. En Saintonge, comme partout ailleurs, il y eut l'apostasie en masse produite par les dragons du régiment de Saint-Sylvestre commandés par Montifaut, ancien capitaine de cavalerie². — Le premier moment de stupeur passé, à part ceux chez lesquels l'intérêt ou le scepticisme étouffèrent la voix de la conscience, il y eut, chez les autres, une sorte de réveil progressif de cette dernière, dont le premier symptôme furent des évasions, d'abord isolées, puis, de plus en plus fréquentes, au point que, le 26 septembre 1686, l'intendant Bezons écrit de Saintes :

« Le commerce me paroist fort interrompu dans cette province... la principale chose à laquelle il faut présentement s'appliquer, est de tascher d'oster de l'esprit des nouveaux convertis l'envie de sortir du Royaume. Si on peut les porter à faire leur devoir, on les accoustumera insensiblement, et ils feront leur commerce comme auparavant, mais jusques à ce temps là, il sera interrompu. Il me paroist mesme, par les connoissances que j'ay prises, qu'il est sorty beaucoup de personnes le long de la coste; j'ay fait tout ce qui m'a esté possible en usant mesme de quelques menaces contre les N. C... afin de les obliger à envoyer leurs enfans aux instructions et qu'ils aillent eux mesmes voir des personnes pour s'esclairer³. »

du pont de Genève; (7) en faveur des Églises persécutées de Pamiers, du Vigeon, de Rochecouart; de Lunel (6876 l., de 1655 à 1679, peut être y compris le n° 6); (8) en faveur de pasteurs interdits ou de fidèles emprisonnés; (9) pour le culte et les écoles; (10) pour les pauvres généralement. Les biens du consistoire se montaient à 99,878 l. et ceux des pauvres à 47,409 l. On voit que l'Église réformée de Saintes était très généreuse.

1. « Tous les jours, les moines, d'intelligence avec les gens dont ils avaient secrètement reçu les abjurations, les faisoient retourner au prêche, y apportoit des témoins, en servoient eux-mêmes, et perdoient à coup sûr, tantôt un exercice, tantôt un autre. » (*Mémoires de Boisrond*, II, 44).

2. *Ibid.* p. 52.

3. Arch. nation., G⁷ 133.

On a prétendu, et on prétend encore qu'on a beaucoup exagéré la perte subie par la France de ce chef. La vérité, c'est que l'émigration ne s'est pas faite tout d'un coup, mais par poussées successives, jusqu'après 1760, et qu'en réalité il est sorti beaucoup plus de gens qu'on ne sait. Sur les registres d'une seule Église de réfugiés huguenots à Londres, — où il y en avait une trentaine — celle de la Savoie¹, j'ai relevé, pour les quinze dernières années du xvii^e siècle, 185 noms de Saintongeais qui vinrent faire « reconnaissance », c'est-à-dire se repentir publiquement d'avoir signé une formule d'abjuration ou été à la messe, et, parmi ces 185 noms, il y en a 35 de la ville de Saintes. On s'en allait par la Charente, la Seudre² ou le long de la côte, ce qui était d'autant plus facile que tous les pilotes et tous les marins faisant le commerce du sel³ étaient huguenots. Le 1^{er} mars 1687 l'intendant écrit que, depuis deux jours, il a appris qu'environ *six cents* personnes de Mornac, de Royan et des environs sont parties par la Seudre, ce qui a causé beaucoup de misère ... « ils avoient eu dix-huit mois de suite des troupes logées chez eux... on aura besoin de donner beaucoup de soulagement l'année prochaine sur les tailles⁴... »

Le deuxième symptôme de relèvement, ce furent, pour ceux qui ne pouvaient point partir, les assemblées secrètes et la résistance de plus en plus passive. En 1690, on se réunissait à Cozes, chez un paysan, tisserand en toiles nommé Galliot. Une douzaine de cavaliers et un officier de Saint-Sylvestre surprirent et blessèrent une quinzaine de ces malheureux, et le prédicant Galliot fut pendu à Saintes, après avoir dit qu'il « s'estimerait heureux de mourir pour cette cause et qu'ayant « eu la faiblesse d'abjurer une bonne religion, ce n'étoit point « trop de donner sa vie pour la réparation de sa faute⁵ ».

1. Une copie de ce registre de la Savoie se trouve à la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères.

2. J'ai sous les yeux le procès-verbal de la prise d'une barque sur trois qui emmenaient de nuit des fugitifs par la Seudre.

3. L'intendant déplore souvent ce fait, et, en 1681, on avait dû rapporter des mesures tendant à remplacer les pilotes protestants par des catholiques (Voy. *Bull. de la Commission de l'Hist. des Égl. wallonnes*, t. V, p. 158).

4. Arch. nat., G⁷ 433.

5. Ce fait dont on ne trouve point de traces dans la correspondance de

Le maire de Saintes ayant été accusé de ménager les nouveaux convertis, on crut nécessaire, en 1691, de faire séjourner sept compagnies de cavalerie dans les élections de Saintes et de Cognac¹. — Mais toutes ces mesures n'aboutissaient qu'à l'affermissement de ceux qui ne pouvaient prendre leur parti de la dissimulation ou de l'hypocrisie. En voici une dernière preuve :

En 1699, le maréchal d'Estrées eut l'idée, pour faire sa cour, d'extorquer, au moyen de logements militaires, une promesse écrite de se faire instruire. Ce procédé ayant réussi chez quelques gentilshommes du Poitou, il vint à Saintes au mois d'août de cette année. L'évêque lui remit une liste des plus mal convertis de la ville, — liste dont furent exclues quelques personnes, comme le sieur Guenon de l'Isleferme, qui lui faisaient « de gros présents », — et on leur envoya des soldats. Je ne sais pas combien de protestants signèrent cette promesse de se faire instruire, mais il résulte de plusieurs documents contemporains qu'au moins quatorze récalcitrants, emprisonnés les 24 août, 4 et 7 septembre, déclarèrent à plusieurs reprises « qu'ils « s'estoient confessés et mariés à l'église depuis leur abjuration et tous unanimement qu'ils ne vouloient point se faire « instruire et qu'ils vouloient vivre et mourir dans la religion « qu'ils avoient abjurée » ». — Le présidial de Saintes les condamna aux galères. Ils en appelèrent au Parlement, furent transportés à Bordeaux en 1700 et y persistèrent dans leur déclaration². C'est de là qu'ils adressèrent à leurs coreligionnaires de Saintes une admirable lettre dont voici quelques lignes :

«... Arrière de nous toute pensée mondaine qui nous pourrait dé-

l'intendant que je viens de citer, bien que ce soit lui qui jugea et condamna Galliot, ne m'est connu que par les *Mémoires de Boisrond*, 2^e partie, pp. 101 à 102. L'auteur de ces *Mémoires* raconte avoir empêché d'autres assemblées à Saint-Georges-de-Didonne.

1. Arch. nat. G⁷ 135.

2. Ce fait que j'ai eu beaucoup de peine à préciser m'a été révélé par quelques lettres du secrétaire d'État au maréchal d'Estrées (Arch. nat. O¹ 43), et de Du Sault, assesseur au présidial de Saintes (Arch. du Min.

« tourner du droit chemin que nous avons commencé à suivre; mais
 « pensons à la supernelle vocation. Les liens et les tribulations ne
 « nous font pas de peine, nous les supportons avec plaisir, et
 « quelque châtiment que Dieu nous envoie, nous l'adorerons toujours
 « et ne cesserons de l'invoquer : il nous fera la grâce de résister aux
 « mauvais jours et nous ne le quitterons point qu'il ne nous ait bénis...
 « S'il y a de la joie dans le ciel pour un pécheur qui vient à



HABAC. I.

Jusques à quand, Seigneur ?

A GENEVE,

*Par Philbert Hamelin.**M. D. L I I I I.*

« s'amender, combien [grande] a été la nôtre, nos très chers frères,
 « de voir qu'à l'ouïe d'une si cruelle sentence, vous vous soyez re-
 « levés, la plupart d'entre vous qui étiez tombés, et que les chance-
 « lants ont été affermis et que ceux qui étaient debout sont
 « demeurés fermes... ⁴ »

des Aff. étr. *France*, 1477 et 1478). Je compte les publier prochainement.
 Le 30 mars 1700, l'intendant écrit de Bordeaux (Arch. nat. G⁷ 139) que
 « 18 condamnés aux galères se sont évadés; on n'en a repris que 4 ».
 Les 14 de Saintes auraient-ils réussi à fuir ?

4. La lettre tout entière, restée jusqu'ici inexpliquée, a été publiée par
 M. de Richemond, à la fin de sa brochure, *les Nouvelles Catholiques de*
Pons, Saintes, 1891.

On le voit, le noble exemple donné cent cinquante ans auparavant par le réformateur Ph. Hamelin, ne fut point perdu. Comme lui, les victimes des dragons de Louis XIV s'étaient imaginées qu'il suffirait d'écrire leurs noms au bas d'une formule imposée pour échapper à l'affliction. Elles s'aperçurent bientôt que ce n'était là qu'un mensonge et une amère duperie. Et elles ne retrouvèrent la paix et la force que lorsqu'elles eurent accepté l'opprobre et en quelque sorte doublé le sacrifice qui les avaient d'abord fait reculer. — Cette vérité d'expérience, Hamelin l'avait trouvée résumée dans cette profonde parole du Christ : *Toute plante que le Père céleste n'a point plantée sera arrachée*. Sur les livres qu'il publiait et introduisait en France, pour « réparer sa faute », il l'avait symbolisée en cette vignette qui est sa marque d'imprimeur.

On y remarque deux ceps, l'un stérile et presque déraciné parce qu'il est tombé de l'échalas qui le soutenait, l'autre maintenu par le tuteur autour duquel il s'enroule, et chargé de fruits¹. — N'est-ce pas comme une exhortation du passé à regarder l'avenir, à nous demander quelles sont, au milieu de nous, les plantes que le Père céleste n'a point plantées — et qui doivent être arrachées?

Un peu après 10 heures, ce grand auditoire s'écoule après avoir prouvé par son silence et par ses applaudissements, qu'il sait écouter avec non moins d'indulgence que d'intelligence, et... la soirée s'achève dans les salons hospitaliers de M. le docteur et madame des Mesnards. Pendant qu'on cause, voire même qu'on discute lectures et discours, du haut de son vieux cadre, le beau portrait de l'ancêtre de céans, Philippe Mesnard, sieur d'Air, — celui-là même qui, en 1685, tint tête au parlement de Guyenne — semble sourire, non seulement à son voisin, le duc de Montausier, qui protégea ses descendants, mais encore à tous ces modernes rejetons de l'antique souche chrétienne et huguenote, qui n'admettent pas qu'elle reste stérile et impuissante. Est-il besoin d'ajouter que chacun emporte, de cette heure charmante, le meilleur souvenir ?

1. Ce cliché reproduit une partie du titre de l'*Institution chrétienne de Calvin* éditée par Ph. Hamelin. On y voit, entre autres, qu'il imprimait son prénom *Philbert*.

Le lendemain matin, M. le pasteur Moutarde, l'un des organisateurs de ces réunions, avait convoqué, à la gare, pour six heures, ceux qui voulaient aller, non seulement à Royan, mais encore à Saint-Georges-de-Didonne. L'infatigable président du Comité et M. Bonet-Maury ont, seuls parmi les membres de la Société, eu le courage de se trouver à ce rendez-vous matinal. Je cède donc, non sans confusion, la plume à M. Bonet-Maury.

N. W.

Saint-Georges-de-Didonne

La matinée du deuxième jour a été consacrée à la visite de la maison du pasteur Jarousseau, à Saint-Georges-de-Didonne, qui a été habitée par Eugène Pelletan et appartient encore à sa veuve. Une compagnie d'une trentaine de pasteurs, à laquelle s'étaient associées quelques dames, dirigée par M. le pasteur Torchut, président du consistoire de Royan, s'y rendit à 10 heures du matin par le chemin de fer Decauville, qui traverse un joli bois de pins. Arrivés à la station de Saint-Georges, nous fûmes accueillis par MM. Pelletan, maire de la commune, et Daude, neveu d'Eugène Pelletan, qui, en l'absence de M. G. Coulon, gendre du sénateur, nous guidèrent dans ce pieux pèlerinage. La maison de Jarousseau est modeste, à peine plus haute qu'une chaumière et presque entièrement cachée sous un manteau de verdure. C'est avec un sentiment de vénération pour la mémoire du « Pasteur du Désert » que nous franchîmes le seuil de cette maison, témoin de tant d'alarmes. Et nous évoquions déjà par la pensée le souvenir de la cachette où Jarousseau montait se coucher chaque nuit et celui du frugal repas offert par le pauvre pasteur au marquis de Mauroy, lorsqu'un coup d'œil sur la salle à manger nous montra que les temps étaient bien changés. Sur la table se dressait un *lunch* somptueux : c'était la veuve de Pelletan qui, bien qu'absente, avait chargé ses nièces, M^{mes} Pelletan et Daude, de faire les honneurs de sa maison aux délégués de la Société d'histoire.

M. F. de Schickler, président, se fit aussitôt l'interprète de tous en portant la santé de Mme Pelletan et de ses gracieuses nièces. M. Daude remercia en souhaitant la bienvenue au Comité historique et rappelant les luttes d'Eugène Pelletan en faveur de la liberté politique et religieuse.

M. Moutarde, pasteur à Saujon, lut alors un fragment du sermon de Jarousseau sur Rom. XIV, 19 : *Recherchez les choses qui pro-*

curent la paix ; que nous reproduisons *in extenso* parce qu'il nous a paru fort bien choisi et encore plein d'actualité.

« ...Nous devons distinguer les matières de foi de celles d'opinion, et à l'égard de ces dernières, permettre à chacun de juger librement. Les articles de foi sont en petit nombre et très clairs ; et d'ailleurs, ils se reconnaissent à l'influence qu'ils ont sur la vie des hommes à les rendre meilleurs. Mais ces matières sur lesquelles on dispute sont d'une tout autre nature ; elles sont moins clairement révélées, elles ne sont que des matières de spéculation.

« Nous devons avoir une grande simplicité et une intention bien pure dans la recherche de la vérité et n'introduire dans notre religion aucune passion, ni erreurs ni intérêts.

« La pratique de cette règle servira autant à découvrir la vérité qu'à avancer la paix. Car on sait que les controverses ne sont éternelles que parce que l'esprit de parti, la haine, le faux zèle y dominent ; on embrasse un parti ; il faut donc avancer tous ses intérêts, bons ou mauvais...

« Ne jamais disputer sur les mots. Les grandes querelles commencent souvent sur la différence des termes qu'on emploie pour exprimer les mêmes sentimens. C'est là le deffaut des disputes des Protestans sur la foi, la sanctification, les bonnes œuvres, le salut. Toute la différence qu'il y a sur ces matières, c'est que les uns parlent plus clairement, les autres plus obscurément ; les uns sans figure, les autres par métaphore.

« Ne jamais charger un homme des conséquences de son opinion quand il les désapprouve ou désavoue expressement, parce que la charité l'exige et qu'il se peut qu'il ne les a point remarquées.

« On doit écarter les personnes de leur opinion, et ne faire aucune réflexion sur l'auteur quand on examine les opinions, parce qu'en parlant d'une opinion il ne fait rien à la vérité qu'un tel ou un tel ait fait cela ; car cela est indigne du chrétien de diffamer l'auteur pour discréditer l'opinion ; cela prouve la faiblesse de la cause de celui qui les emploie. La personne des hommes doit être sacrée...¹ »

Puis, M. le professeur Bonet-Maury a improvisé une allocution sur les idées religieuses d'Eugène Pelletan. « Pelletan, dit-il, n'appartenait « pas à notre Église par sa naissance ; mais il portait des sentimens « protestants dans son sang, dans son cœur. Suivant l'heureuse

1. Le manuscrit original appartient à M. Drouin, de Royan, arrière-petit-fils de Jarousseau.

« expression de M. C. Roller, il était né pasteur, il avait dans son cœur
 « les sentiments évangéliques de sa mère et il a exercé, parmi les
 « siens, comme un sacerdoce moral. Ce sont les souvenirs de
 « Jarousseau, légués par sa mère, qui l'ont de plus en plus rap-
 « proché du Protestantisme. »

Ensuite passant en revue sa *Profession de foi au XIX^e siècle*, le *Monde marche*, et son dernier livre *Dieu est-il mort ?* M. Bonet s'efforce de dégager les idées génératrices de la foi religieuse de Pelletan. Cesont, dit-il, les deux idées du progrès et de la liberté de conscience. Tout change, tout naît et meurt ici-bas ; il y a autour de nous, comme un flux et reflux des choses. Or, avec cette sorte d'intuition prophétique qui caractérisait Pelletan, il a reconnu un mouvement qui, comme le flot, recule pour revenir toujours en avant, c'est-à-dire le progrès. Or, il n'y a pas d'effet sans cause ; quel est le moteur de ce progrès ? C'est le Dieu pensant et aimant, immuable et pourtant actif de toute éternité. Ainsi de cette notion du progrès, Pelletan dérivait une conception de Dieu, très voisine de celle exprimée par Jean V, 17.

Puis, par un retour, le penseur revient à l'humanité, douée d'une nature divine qui, elle aussi, aspire à la perfection ; elle ne peut y arriver d'un bond — mais par des efforts répétés, par une série d'avances et de reculs. — Cette loi du progrès gouverne la destinée des individus, comme l'histoire de l'humanité. Le mouvement est continu. Et cette loi du progrès subirait une violation dans l'individu ? Le développement de nos facultés morales serait brusquement interrompu ? La mort serait un gouffre, où sombreraient tous les progrès accomplis ? — Cet anéantissement paraissait absurde à Pelletan. Aussi croyait-il de toutes les forces de son âme à l'immortalité ; il l'expliquait même d'une façon ingénieuse, comment elle se forme en nous, dès cette vie (Comp. Jean V, 24) : « Atten-
 « dons-nous l'immortalité ? mais non, nous la réalisons chaque jour,
 « nous la tenons déjà. Nous avons une faculté intime, mystérieuse,
 « la mémoire, accumulation successive de tout ce que nous avons
 « vu, senti, aimé, connu. Il n'y a pas une action de nous, vertu,
 « faute, connaissance, pas une idée qui ne reste là, comme scellée
 « sous une lame d'argent. Or qu'est-ce que la mémoire reprend à
 « l'heure qui passe ? Elle accueille tout ordre de souvenir qui
 « touche à l'idée d'éternité. Cet être intérieur est donc, dès cette
 « vie, l'être immortel ou plutôt l'embryon destiné à l'immortalité,
 « que nous formons nous-même chaque jour, à chaque heure, de
 « nos études, de nos aspirations, de nos vertus. »

Or, ce n'est pas tout, la deuxième idée favorite de Pelletan, c'était la liberté de conscience. Il a lutté et souffert pour la liberté politique, il eût été tout aussi capable que Jarousseau, son aïeul, de lutter pour sa foi religieuse. Mais cette idée, il ne la séparait pas de celle d'association. Toutes les fois que nous avons quelque chose de bon à dire, nous avons besoin, disait-il, de mettre nos convictions en commun. De là, dérivait pour lui la notion de l'Église, ou *Société morale en participation*, ou *assurance mutuelle de vertu*. « Le culte ou le sentiment religieux en action, disait-il, devrait être un rendez-vous spirituel où la foule vient au temple, à certain jour, en tenue de fête, retirer son âme à la dispersion de la vie, du plaisir ou du travail, pour la recueillir devant Dieu, et prendre en sa présence, et en présence de tous, un nouvel engagement de respect pour la partie divine de notre existence. »

Pelletan rêvait d'une vaste communion des âmes saintes, des esprits libres, où la famille pût se retrouver tout entière aux heures solennelles. Et l'homme qui a écrit ces belles pages du *Pasteur du Désert*, l'homme qui a cru si profondément en Dieu, à la vie future, à la vertu de l'Église chrétienne; l'homme qui a été vraiment comme un pasteur dans sa famille, vous lui refuseriez le titre de chrétien, parce qu'il n'a pas souscrit à tel ou tel Credo! Vous n'en avez pas le droit, s'écrie M. Bonet Maury, car il a été disciple du Christ en esprit et en vérité. S'il ne peut rentrer dans le cadre de telle ou telle Église particulière, Pelletan a été citoyen de ce Royaume des cieux fondé par le Maître qui a dit : *Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, car ils seront rassasiés!*

Après cette allocution, M. le pasteur Maillard (de Pamproux, Deux-Sèvres) lut la pièce de vers suivante, composée en l'honneur des membres du Comité de la Société :

Guidés par la foi, la science,
 Vous parcourez, messieurs, la France,
 Redisant aux enfants la gloire des aïeux.
 Vous évoquez de grandes choses
 Et préparez l'apothéose
 De nos pères si grands, les Huguenots pieux!
 Honneur à vous! Ce que vous faites,
 En élevant à nos prophètes
 D'austères monuments, parés de belles fleurs,
 Nous le ferons nous, fils infimes,
 Descendants des Pères sublimes
 En conservant leur zèle et leur foi dans nos cœurs.

Car, c'est en vain que l'on honore
 Ceux que notre histoire décore
 Du titre de vaillants, de héros de la foi,
 Si l'on n'a pas en soi la vie,
 Qui ne leur fut jamais ravie
 Même par les gibets, les bûchers d'autrefois.
 D'ici je vois, comme en un rêve,
 Circuler une forte sève
 Dans notre Église, ainsi qu'au temps des Huguenots,
 Si sur vos pas, suivant leur trace,
 Malgré le temps qui tout efface,
 Nous savons profiter de vos nobles travaux !

Enfin, avant de quitter la maison de Pelletan, on visita le beau parc qui avoisine la mer. Là, M. le pasteur Roller, d'Agen, fit en quelques paroles émues l'éloge du pasteur Larroque, qui fut pendant quarante années, à Saint-Georges-de-Didonne le digne continuateur de Jarousseau. Par sa bonté, sa douceur et sa charité, il se fit aimer de tous et sut gagner l'amitié d'Eugène Pelletan. Cette oraison funèbre, improvisée par l'ancien pasteur de Royan, a vivement touché les assistants et dignement couronné la séance de cette matinée.

G. B.

Royan

En allant de Saintes à Royan, par la ligne de l'État, celui qui connaît un peu notre histoire a aussitôt le sentiment qu'il approche de la région la plus huguenote de la Saintonge. Il lui suffit, pour cela, d'écouter les noms des principales stations :

Pons, que domine encore la massive tour carrée du château où Palissy eut la première tentation de l'émail blanc et où, cent quarante ans plus tard, le récollet Augustin Moyac et sœur Lemaire, supérieure du couvent des Nouvelles Catholiques, tourmentèrent tant de protestants sous le haut patronage de Marie d'Albret, comtesse de Marsan¹. Il est vrai que, depuis le 2 floréal an XI, les descendants de ces mêmes religionnaires célèbrent leur culte dans la chapelle de ce couvent ; mais elle n'en a pas moins gardé je ne sais quel aspect triste et sombre.

1. *Mém. de Boisrond*, II, 45.

Gemozac, qu'a si agréablement décrit feu M. P. Jônain et où, de 1718 à 1729, malgré la déclaration de 1724 qui l'exposait aux galères, le curé Malthurin Hognan, au témoignage d'un de ses successeurs, mariait « les religionnaires pour une modique somme d'argent¹ ».

Cozes, un vrai nid de verdure, auquel pourtant s'arrachèrent, entre autres, une douzaine de femmes et de jeunes gens — dont « François Chaussat, âgé de 13 ans, que l'on a trainé par force au catéchisme, » — pour se présenter le 20 mars 1686/7, à Londres, à l'Église française de la Savoie et y « témoigner leur douleur et leur repentance des fautes où ils ont eu le malheur de tomber² ».

Saujon où, bien qu'il y eût encore 138 feux protestants sur 246 en 1682, année de l'interdiction de l'exercice prétendu réformé (15 juin), ce dernier n'avait pu avoir lieu, depuis le 18 novembre 1633, qu'à Chébouché³.

Enfin, — bien que la route ne soit pas longue, surtout en si bonne compagnie, — voici *Royan*, la plage célèbre, les maisons fraîchement blanchies en vue des baigneurs...! Mais ce n'est plus le bourg dont on écrivait à Richelieu, en lui en adressant le plan : « Vous « trouverez la place assez bonne et d'une situation assez advanta-
« geuse pour *ne rien espargner à la bien raser*... La ville, estant
« située sur l'éminence du rocher et renfermée de grands fossez
« taillez dans le roc... il sera très à propos de ruiner, non seulement
« le chasteau qui n'est qu'une mesure, mais aussy toutes les maisons
« de l'enclos de la ville qui sont abandonnées il y a plus de
« trente ans... Car tant qu'il restera quelque habitation au lieu où
« est la ville, cela donnera tousjours envie aux brouillons de s'y
« refortifier ou aux estrangers d'y descendre⁴. » — On pense si, depuis 1631, date de ce charitable conseil, il y a eu des bouleversements!

Mais, si l'on peut démolir des remparts taillés dans le roc et même faire sauter ce dernier, il est beaucoup plus difficile, voire impossible d'arracher du cœur des hommes ce que Dieu lui-même y a planté. Et voilà pourquoi, dans cette cité où il ne reste peut-être pas une maison d'autrefois, il y a encore un peuple protestant.

A Saintes, où depuis le xvi^e siècle tous les pouvoirs constitués se liguerent pour extirper la Réforme, on s'étonne qu'elle ait pu subsister. Sur cette côte, jadis entièrement gagnée à l'Évangile, entre

1. *Notice hist. sur Gemozac*, par un indigène (1876), p. 77 ss.

2. *Reg. des reconnoissances*, etc., de la Savoie.

3. *Arch. nat.*, TT 242.

4. *Arch. du min. des aff. étr. France*, 1475, f. 171.

ces deux asiles de la liberté, l'océan et les bois, on s'étonnerait de ne pas la retrouver. On s'en est bien aperçu lorsque, le matin, les deux premiers représentants de notre Société qui y débarquèrent furent solennellement reçus à la gare par « les autorités civiles et religieuses ». On s'en aperçoit encore bien mieux lorsqu'à deux heures on voit, devant un vaste temple tout neuf, de nombreux groupes en habits de fête, essayer vainement d'y pénétrer, parce qu'il n'y a plus une place.

Les membres de la Société et les pasteurs de la région en très grand nombre, sont obligés de se glisser un à un, par le petit escalier qui descend de la sacristie au temple, et de se loger comme ils peuvent, dans le parquet et jusque sur et sous la chaire. — Après le chant d'une strophe du psaume XXV, et la prière offerte par M. Roller, ancien pasteur de Royan, M. Torchut, président du Consistoire, comparant les membres de la Société d'histoire à des moissonneurs qui recueillent les actes de foi et de conscience de nos pères, leur adresse la salutation de Booz, « que l'Éternel soit avec vous », et souhaite une cordiale bienvenue à tous les amis, de droite et de gauche, qui ont désiré rendre hommage, par leur présence, à notre commun passé. — M. le baron F. de Schickler lit ensuite ce beau

RAPPORT SUR L'EXERCICE 1892-1893

Messieurs,

Depuis deux ans la Société de l'Histoire du Protestantisme français avait à cœur de répondre à votre appel. Une première fois il était venu nous trouver à la veille d'un déplacement déjà promis; nous étions attendus à Orthez et à Pau. L'an dernier notre quarantenaire nous retenait à Paris, l'anniversaire de la fondation de l'œuvre devant être célébré dans le centre même où elle avait pris naissance. Laissez-moi vous remercier d'avoir persévéré dans votre fraternel désir. Vous nous procurez ainsi une des plus vives jouissances pour quiconque s'occupe d'histoire : revivre cette histoire là où les événements se sont produits, où les hommes ont vécu et agi ; pouvoir attacher désormais une impression personnelle et précise à ces noms souvent relus sur de vieux

feuilletés jaunis; à travers les changements inévitables que l'ère moderne apporte à l'apparence extérieure d'un pays, et que nul n'a mieux décrit que votre éminent compatriote Eugène Pelletan dans la monographie de votre cité même, retrouver cependant les grandes lignes de la nature qui subsistent en dépit de la marche des années : en un mot, après les gorges des Cévennes ou les vallées du Béarn, visiter les plages de la Saintonge, et en mémoire des jours d'autrefois, y recevoir ou y contracter des liens de confraternité scientifique et protestante.

La Saintonge... « Entre toutes les contrées du royaume de France », disait d'elle le vieux Théodore de Bèze, « la Saintonge est la province la plus accommodée de tout ce qui peut être souhaité pour l'aise et commodité de la vie... Aussi était-ce un pays adonné entre tous autres à toutes manières de délices... Mais le Seigneur d'autre côté y a fait tant plus grand miséricorde, l'ayant benit grandement en la cognoissance de son Saint Évangile. » Ces paroles, toute votre histoire les a justifiées. Est-ce à nous à rappeler ces foyers allumés dès la toute première heure de la Réforme et qu'aucun vent de tourmente — et vous savez s'il en a soufflé sur vos rivages — n'est parvenu à éteindre entièrement ? Trop souvent, retournant pieusement vers le passé, nous remuons des cendres depuis longtemps refroidies, et nous sommes contraints de pousser l'exclamation douloureuse : où sont-elles ces Églises florissantes des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, dont les fidèles encombraient les parvis, dont les pasteurs consacraient leurs jours à la cure d'âmes et leurs veilles à l'étude des Livres Saints ? Nous retrouvons parfois les actes de leurs Assemblées, les fragments de registres de leurs Consistoires, ou quelques écrits de leurs conducteurs spirituels, car elles avaient entendu l'appel, elles avaient connu la parole de vie, elles avaient peut-être lutté pour la conserver... Hélas ! ont-elles tant souffert en vain ? elles ne figurent plus sur la carte de la France protestante d'aujourd'hui.

Ici, au contraire, ces Églises qui accueillaient les premiers missionnaires évangéliques, qui correspondaient avec Calvin, qui s'efforçaient d'établir une organisation régulière alors

que dans d'autres parties de la France la Réforme n'en était qu'à la période d'enfancement et d'éveil, Arvert que Théodore de Bèze cite dès 1534, Saintes une des onze communautés représentées au Synode de 1559, Royan, Marennès, Pons, Saujon et tant d'autres dont les noms sont sur vos lèvres, ce sont encore les Églises protestantes du xix^e siècle. Rendons-en grâces à Dieu; il a continué, vous le voyez, à bénir la Saintonge.

Et pourtant, il ne lui a pas ménagé les épreuves. Ainsi que l'écrivait déjà Bernard Palissy « les difficultés et dangers, « peines, travaux et afflictions ont esté grands en ce pays de « Saintonge ». Et depuis, à voir le nombre de vos compatriotes qui ont préféré abandonner, pour garder la foi, la terre dont le chroniqueur vantait les rares délices, et qui se sont aventurés loin de ce qu'ils avaient aimé, l'âme déchirée sans doute par la séparation, mais avec une entière confiance en celui qui veut qu'on renonce à tout pour le suivre, à voir ce nombre d'exilés volontaires partis de cette seule région, on s'étonne qu'il en soit resté assez pour entretenir la flamme sacrée, et se la passer de main en main jusqu'au jour de la délivrance et de la réparation. Avant de les retrouver sur le sol natal, et de convier leurs fils à honorer avec nous leur mémoire, nous avons rencontré les familles saintongeaises sous bien des cieux différents. Il n'est guère de liste de ces errants sur la terre étrangère, de ces colons industriels, de ces nouveaux convertis venant à leur arrivée en pays protestant pleurer leur faute et solliciter leur relèvement, qui n'en compte au moins plusieurs; il n'est guère de volume de notre *Bulletin* qui n'ait enregistré, à côté de ces départs aux dramatiques épisodes, les témoignages de fermeté de ceux qui restaient, et se demandaient pourtant s'il ne faudrait pas aller fonder, au delà de l'Océan, une nouvelle Saintonge, où il serait permis d'adorer Dieu et de chanter librement les vieux psaumes. En 1761 Gibert songeait à l'exode en masse, Gibert dont le frère âgé de 19 ans avait été condamné par le présidial de Saintes, heureusement par contumace, à 101 ans de galères et qui lui-même n'avait été sauvé que grâce au dévouement du chevalier de Belrieu lui donnant son cheval

et périssant à sa place (voir *Bull.*, III et VI)... Mais, messieurs, je n'aurai garde de citer toutes les pages que notre revue a consacrées à vos souvenirs locaux; je préfère vous engager à nous mettre à même de leur en consacrer beaucoup d'autres. Que les travailleurs enrichissent de découvertes nouvelles le recueil où, depuis quarante-deux ans, nous accumulons les matériaux de notre histoire.

Et puisque je dois surtout vous présenter ici un coup d'œil sur notre dernier exercice, je constate que ses livraisons ne le cèdent en rien aux précédentes. M. Emile Picot y reprend ses études sur les Moralités polémiques ou la Controverse religieuse dans l'ancien théâtre français; M. Garriçon raconte tantôt la vie du capitaine huguenot Paul de Viau, tantôt les préludes de la Révocation à Montauban. M. Bernus suit les destinées de Daniel Toussain échappé à la Saint-Barthélemy. M. Dupin de Saint-André ressuscite deux de ces Églises disparues dont nous parlions tout à l'heure, l'Isle Bouchard et Chinon, dont M. Weiss a retrouvé le premier martyr Anthoine Georges, non cité par Crespin et de Bèze; M. Paul Pelet analyse les registres de l'Église de Nieulle de 1772 à 1794.

A notre réunion générale de 1878 il fut donné lecture de quelques vers d'un de vos concitoyens, M. Jonain, qui avait chanté l'héroïque résistance des Camisards au despotisme de Louis XIV. Ce n'est pas sans émotion que l'assemblée écoutait le refrain du gentilhomme, forçat au bagne du roi, le baron de Salgas:

« Use-toi, mon corps, pèris à la rame...
Vers la liberté fais voguer mon âme. »

Or, dans une ferme du département des Deux-Sèvres, à Javarzay M. le pasteur Volfard a découvert récemment, sur un papier rongé de vers et d'humidité, soixante-quatre strophes, souvent naïves et incorrectes, reproduisant avec une vérité plus saisissante encore « les lamentations des pauvres confesseurs qui gémissent dans l'esclavage des galères ». M. le pasteur Maillard les a transcrites pour le *Bulletin*. Rien n'est dû ici à l'imagination du poète: c'est le tableau, qui n'a d'autre mérite que sa rigoureuse exactitude,

des tourments endurés depuis l'arrestation jusqu'au jour de la libération ou de la mort. L'auteur — sa foi se révèle par l'épigraphe de sa complainte « sur l'air du psaume IX, « Sans cesse je te béniray », — avait certainement le droit de faire monter pour lui-même l'invocation de son exorde :

« O Dieu, notre unique Sauveur,
Daigne écouter des confesseurs
Qui sont sous la croix de souffrance
Enchaînés au gibet de France... »

En vous parlant du *Bulletin* j'ai cité une trouvaille de M. Weiss : on en pourrait relever dans chacune de ces livraisons. Qu'il me permette d'ajouter que les perfectionnements qu'il y apporte, entre autres les trois tables alphabétiques du tome XLI (table des noms de lieux et des principales matières, table des collaborateurs, table chronologique des articles ou documents) ne semblent pas suffire à son activité débordante. Ne sachant pas se refuser aux appels qui lui sont adressés au nom de l'histoire protestante, il en a raconté des épisodes dans trois conférences à Montauban, dans une à Charenton, une à Nonancourt, une à Troyes, une à Saint-Cloud, une à Poissy, trois à Paris ; dans celle faite au cercle des étudiants il a évoqué avec un grand à-propos les souvenirs huguenots des abords de la Sorbonne. Il s'apprête maintenant à tenir sa promesse de 1885 et à donner, au nom de notre Société, l'édition définitive du *Journal de Jean Migault*, en vue de laquelle il a multiplié voyages et recherches.

Le Comité, messieurs, vient d'offrir à M. le pasteur Weiss le titre officiel de secrétaire de la Société de l'Histoire du Protestantisme français porté par M. Jules Bonnet de 1866 à 1892.

En renvoyant à ses analyses des publications qui touchent à l'histoire du protestantisme français, nous nous bornerons à rappeler les titres des principaux ouvrages parus depuis notre dernière Assemblée générale, et d'abord la monographie de *l'Église réformée de la vallée d'Aspe* par M. le pasteur Alfred Cadier, celle de *l'Église réformée de Saujon et de la presqu'île d'Arvert* par M. le pasteur Moutarde, et le

tome I^{er} de l'*Histoire du Protestantisme dans le Haut-Languedoc, le Bas-Quercy et le comté de Foix* de 1685 à 1789 par M. le pasteur Ulysse de Robert Labarthe. M. le professeur Hérelle a publié un second et très utile volume de *Documents sur la Réforme et la Ligue en Champagne*. M. Dufayard a consacré une thèse de doctorat à la biographie, fort détaillée, du *Connétable de Lesdiguières*; dans celle de *François de la Noue* M. le professeur Hauser a mis en relief le noble caractère de cet homme loyal entre tous, ce guerrier qui était au fond de l'âme un pacifique, aspirant à la paix par la liberté. Il est des pages d'un sérieux intérêt pour nous dans les *Annales des Professeurs des Académies et Universités alsaciennes* de 1523 à 1872 rédigées par M. Berger-Levrault, dans l'*Histoire du Collège de France* par M. Abel Lefranc, dans l'analyse de la littérature politique du xvi^e siècle embrassée par M. Weill sous le titre de *Théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*. M. le pasteur Daniel Benoit retrace la vie de *François Roux*, un des compagnons d'œuvre d'Antoine Court les moins connus jusqu'ici, tandis que toute une série de brochures sur les *Camisards*, indiquerait que cet épisode, si souvent étudié, promet d'être en partie renouvelé par les explorations récentes.

Dans le tome VII de son *Histoire de l'Église*, M. le professeur Schaff, de New-York, consacre 660 pages à *Calvin*, et au mouvement religieux dont il fut l'instigateur et le chef. C'est aussi de l'étranger que nous sont venues deux biographies, le *François Hotman* de M. Ehinger et le premier volume du *Gaspard de Coligny* de M. Erich Marcks dont nous aurons souvent l'occasion d'apprécier le mérite. Nous signalerons dans le *Bulletin de la Commission des Archives wallonnes* les curieux extraits de la *Correspondance des Ambassadeurs des Provinces-Unies à la Cour de France* de 1680 à 1725 recueillis par M. Buyskes. La *Société huguenote d'Allemagne* en est à son 12^e fascicule; elle a déjà donné les monographies de plusieurs des Églises du Refuge de langue française.

La *Société huguenote de Londres* continue à se faire honneur par ses savantes publications. Le VIII^e volume est le relevé, par ordre alphabétique, de toutes les *Naturalisations d'étran-*

gers en Angleterre de 1509 à 1603; pour la seule année 1544 on y compte 993 Normands et 169 Bretons. Le volume précédent reproduit les *Registres des Églises françaises conformistes de Dublin*. Dans ces actes des baptêmes, mariages et décès des Réfugiés, de 1694 à 1725, nous trouvons plus de trente familles saintongeaises dont les noms auront peut-être pour vous quelque intérêt. Ce sont les Jeantet, Moreau, Bordes, de Gémozac; les Nicolas, écuyer, et Tabois, de Jonzac; Gabart, Galard, Moulineau, Toren et Trébuchet, de Marennes; Eymé, de Matha; Brion, de Moëze; Chaucherie, Lagarde et Roger, de La Roche-Chalais; Guiton, de Royan; Pénigaud, de Saint-Aignan; Allenet, de la Mazière, Rouland et Peyan, de Saint-Jean-d'Angely; Adrien, Chaigneau, Guion et Roy, de Saint-Savinien; Beaume, Buet, Chardeau et Monnier, de Saintes; Tavan, de Soubize, et Boursiquot, de Taillebourg.

Aux ouvrages nouveaux adressés par leurs auteurs se sont joints les volumes anciens que la constante libéralité de nos amis place sur les rayons de la Bibliothèque¹. Parmi les

1. Donateurs de la Bibliothèque : Académie des sciences morales et politiques, Ministère de l'instruction publique, Bibliothèque universitaire de Montauban, Commission permanente du Synode officieux, Facultés de théologie de Montauban et de Paris, MM. le baron Bartholdi, Benet, Mme Jules Bonnet, MM. Léon Boutin, pasteur Braschoss, Bruston, Ferdinand Buisson. MM. les pasteurs Calas, O. Cuvier, H. Dannreuther, M. Delgobe, past. de Felice, Erichson, Mlle Fabre d'Olivet, MM. Fischbacher, libraire, Garreta, Adolphe Gautier, J. Gaufrès, M. et Mme de Geymuller, Mme Goffart, MM. Hachette, libraire, E. Hugues, Léonhardt, Armand Lods, Th. Mailard, Gustave Monod Junior, Th. Monod, Mouron, baronne de Neufelize, Frank Puaux, Ch. Read, Mme Recolin, MM. Rodolphe Reuss, Clément Ribard, Rigot, baron F. de Schickler, E. E. Stride, Ferdinand Teissier, pasteurs Vielles, Viénot, Vier, N. Weiss, Mlle Wild.

Comme auteurs :

MM. les pasteurs Marc Ami et E. Arnaud, Louis Arnould, Ed. Barde, E. Belleruche, D. Benoit, Alex. Bérard, Oscar Berger-Levrault, D. Bourchenin, Ch. Byse, pasteurs J. Cadène, Alfred Cadier, Ch. Dardier, E. Davaine, Mme Despierres, MM. J. J. Digges la Touche, L. Ehinger, H. l'Épée, A. Eschenauer, Edouard Favre, Raymond Février, Ed. Fick, Ch. Frossard, A. de Galtier de Laroque, Armand Gasté, A. Grotz, H. D. Guyot, E. Halphen, H. Hauser, G. Hérelle, Louis Jouve, comte L. de Laubespain, René de Lespinasse, Armand Lods, Erich Marcks, M. Marion, Alfred Martin, A. Matter, L. Maury, Jacques Mayor, E. Ménégos, H. J. Messines, William Minet, Albert de Montet, E. Moutarde, F. Naef, comte A. de Pourtalès, William Page, Frank Puaux, Alfred

dans les plus importants figurent, comme souvent déjà, ceux de la baronne de Neuflize, de M. le pasteur Othon Cuvier, de M. Garreta, de Rouen ; une collection d'écrits de et sur Castellion, présent de son biographe, M. Ferdinand Buisson ; des affiches de jugements contre les Protestants, don de M. le pasteur Vieilles ; un nombre considérable de thèses, de revues théologiques et de brochures qui combleront bien des lacunes ; elles nous ont été offertes par Mme Recolin en mémoire de feu M. le pasteur Numa Recolin, un de nos plus constants, plus vénérés amis ; et trois volumes, un de Calvin, un de Paleario, un d'Olympia Morata que la veuve de notre regretté collègue M. Jules Bonnet vient en son nom de nous adresser.

Notre Bibliothèque s'est donc encore augmentée et a mérité de recevoir les compliments très flatteurs que lui ont adressés les membres du Congrès des bibliothécaires anglais, venus lui rendre visite au nombre de plus d'une centaine dès le premier jour de leur session parisienne au mois de septembre 1892.

A la section que j'appellerais volontiers du Musée, Mme Goffart et M. le docteur Boutin ont envoyé un portrait aux trois crayons de Ch. Louis Varnier, un des Anciens de l'Église de Paris à sa reconstitution, et le bienfaiteur de la famille Calas ; M. Max Leenhardt le premier exemplaire de la gravure de son émouvant tableau, *les Prisonnières de la tour de Constance* ; M. Delgobe, de Christiania, des médailles et méreaux.

Nos archives ont reçu de M. le pasteur Calas le registre du consistoire de Castelmoron, de 1597 à 1604 ; de M. Teissier, de Nîmes, un acte de naissance du Désert, 1766 ; de M. le pasteur Ribard une lettre d'un Guizot, viguier de Saint-Geniès en 1711 ; de M. Cuvier plusieurs documents sur l'Église de Metz. Cette section des manuscrits a été singulièrement favorisée cette année. Pour chacun des trois siècles de notre histoire

Rebelliau, Rod. Reuss, de Richemond, Pierre Rigot, U. de Robert Labarthe, L. Ruffet, W. A. Shaw, Sociétés huguenotes d'Allemagne et de Londres, Société d'histoire vaudoise, MM. E. Stapfer, H. Stein, Henri Tollin, F. et L. Trial, P. Vesson, pasteur C. Viala, Léon Vignols, Georges Weill.

nous avons acquis des documents de valeur. Ainsi, pour le XVIII^e siècle, sept lettres du maréchal de Villars au gouverneur du Vigan, Nîmes 1704, onze de Lamoignon de Basville à l'évêque d'Alais, et la liste nominative des galériens retirés en Suisse après la libération de 1713 : le premier inscrit en tête de la liste est Simon Pinault de Cozes en Saintonge, âgé de 70 ans ; il avait été pris dans les assemblées et était resté aux galères vingt-cinq ans. — Pour le XVII^e siècle, une lettre de Brousson datée : Au Désert ; quarante signées de Louis XIV à M. de la Fresne, premier président au Parlement de Bordeaux, sur des affaires presque toutes protestantes ; trois pièces sur le Dauphiné, d'autres sur l'Orléanais et le Poitou, dont un fragment des registres du Consistoire de Melle, et enfin la touchante réponse de Duplessis-Mornay aux condoléances de Henri IV sur la mort de son fils, « dou-
« leur extrême à la vérité et non curable que de la main de
« celui qui l'a faite, mais qui ne fait rien que bien et pour notre
« bien... C'estoit notre unique... » — Pour le XVI^e siècle, avec l'acte original de l'Édit de pacification de Paris, 23 mars 1568, une vingtaine de missives d'une rare valeur, presque toutes inédites, écrites entre 1565 et 1572, trois par Charles IX, les autres par Catherine de Médicis, Montluc, Soubise, le vidame de Chartres, la Noue, Odet de Chatillon, le cardinal de Bourbon, les cardinaux de Guise, Charles et Louis de Lorraine. Ce dernier, écrivant de Rome en octobre 1572, fait allusion
« au beau sermon des mattines de la Saint-Barthélemy *que nous nous tenions asseurez qu'il réduirait tout le monde* ». Rapprochons de cette sanglante ironie du persécuteur, ces paroles de la victime, Coligny écrivant dix ans auparavant, dans une lettre du même dossier : « Quant à moy, affin que
« l'on ne pense pas qu'il y ait de mon particulier, je proteste
« devant Dieu et ses anges, que quand l'Évangile pourra être
« prêché publiquement en ce royaume, et que l'on ne recher-
« chera point les personnes pour les consciences, que lors je
« suis très content de m'absenter de ce royaume jusques à ce
« que le roi soit majeur, suivant ce que j'ai déjà dit à la reine...
« Si les hommes se veulent bander contre Dieu, il est assez
« fort pour leur résister. »

Vous le savez, auprès des documents originaux qu'on ne se procure qu'exceptionnellement, nous sommes très désireux de placer des copies. M. Bec de Montauban a transcrit pour nous les délibérations du consistoire de Meauzac de 1673 à 1683; M. Soulice, de Pau, des pièces qui figureront un jour, s'il plaît à Dieu, dans un recueil de documents inédits; M. Teissier continue ses inventaires des registres d'Églises du Languedoc et y a joint le décalque fort bien fait des signatures de leurs pasteurs. Insistons, messieurs, sur l'utilité de ces transcriptions, en vous redisant ce qu'écrivait en 1854 un de nos premiers correspondants saintongeais, M. Labbé, alors qu'il nous envoyait les extraits du Journal du marin Chaillaud d'Arvert : « Que de papiers importants on pourrait trouver
« en cherchant bien. Pour moi, c'est un plaisir et un devoir
« de rechercher ces vieux documents, souvenirs de nos pères
« qui ont tout quitté pour se charger de la croix de Christ. »

Bien chercher, tout est là; et quand on a trouvé, si on ne peut obtenir pour la Bibliothèque le don du document lui-même, en prendre copie, afin que les éléments de l'histoire se groupent, se complètent et restent à la disposition des travailleurs. Qui sait ce qu'il adviendra des originaux? Si l'on avait copié autrefois les registres du consistoire de Pons, nous serions moins aux regrets de leur transport en Amérique. Et que d'autres dangers! « Il y a des registres très importants », nous écrivait hier M. J. W. Lelièvre, « qui risquent de disparaître avant d'être dépouillés. La moisissure et l'incurie sont à l'œuvre dans bien des villages. Le feu vient de temps à autre seconder les assauts de la pluie. Je ne parle ici que des incendies, et je néglige les fourneaux d'école allumés avec ces vieilles paperasses, *espérant que cela ne se produit plus, mais n'en étant pas bien sûr.* »

M. Lelièvre prêche d'exemple : il s'est mis courageusement au travail des fiches annoncé dans notre rapport de l'an dernier. Il s'agit de relever sur les vieux actes de baptême, de mariage et de décès, les noms de familles, de les centraliser à la Bibliothèque et de les y fusionner au fur et à mesure; nous fournissons les fiches de même modèle et sommes prêts à donner toutes les indications aux collaborateurs dont

nous sollicitons le concours pour cette reconstitution des familles protestantes du passé. C'est dans le Gard que s'est ouvert le premier chantier par le dépouillement des registres de Congénies, Junas, Boissière, Vergèze, Calvisson, Sommières, Sauve et Quissac.

Une autre œuvre se poursuit, et s'il n'est pas encore possible à M. Bernus de livrer à l'impression un fascicule du tome VII^e de la *France protestante*, il y aurait ingratitude à passer sous silence son labeur persévérant, compliqué par l'accumulation toujours plus grande des matériaux que lui et nous faisons relever dans tant d'archives différentes : si elles retardent la publication elles en augmenteront singulièrement la valeur.

Rien ne se fait sans peine. N'est-ce pas aux sociétés aussi bien qu'aux hommes que s'appliquerait la devise inscrite au frontispice d'un des livres de Palissy et qu'on lui a longtemps attribuée, tant elle racontait ses propres débuts : « Pauvreté empêche les bons esprits de parvenir. » Nous vous avons parlé de nos progrès et de nos joies, mais n'avons-nous pas aussi nos tristesses, je dirais presque nos découragements quand nous voyons s'accroître si lentement le nombre des Églises qui, en célébrant la Fête de la Réformation, se sont souvenues de la Société qui l'a instituée? Elles ont été cette année environ 80 pour toute la France¹. Et pensez-vous que nous n'éprouvions pas un véritable serrement de cœur à ne pouvoir faciliter la publication d'ouvrages qui apporteraient des lumières nouvelles, mais faute de souscriptions suffisantes, attendent vainement d'être mis sous presse? Il en est un, en ce moment même, que nous recommandons à nos coreligionnaires, la

1. Dons des Églises à l'occasion de la *Fête de la Réformation 1892-1893* : Anduze, 13,30; Aiguesvives, 45; Annonay, 23,50; Arvieux en Queyras, 3; Aubais, 12; Aulas, 23; Aumessas, 5; Bagard, 20; Bâle, 41; Barbézieux, 9,15; Bayonne, 17,40; Beaucourt, 28,45; Belfort, 12; Bergerac, 73; Bolbec, 65,20; Bordeaux, 200; Boulogne-sur-Mer, 22; Brest, 35; Caen, 32,20; Cannes, église évangélique, 20; Castelmoron, 15; Castres, 41,30; Castres, église ind., 20; Clermont-Ferrand, 31,20; Dijon, 24,50; Epinal, 15; Florac, 13; Foëcy, 15; Gatuzières, 6,50; Izieux, 5; Jailleu, 5,30; Laparade, 10; La-caune, 10; Asile Lambrecht, 30; La Salle, 30,55; Le Pouzin, 15; Le Vigan, 20; Lille, 20; Luneray, 46,65; Lunéville, 10; Lyon, 200; église évangélique,

reproduction, projetée par MM. les pasteurs Trocmé, André, Daullé, Ollier et Poulain, des registres des Églises wallonnes de la Barrière, Namur, Tournai, Armentières, Menin et Ypres, où les familles protestantes françaises des provinces limitrophes se faisaient inscrire par centaines, venant demander la sanction divine de leurs unions et le baptême de leurs enfants.

Que parlai-je d'ouvrages qui attendent des sympathies effectives ? Il y a quelques mois, en préparant nos réunions de Saintes et de Royan, nous comptions à l'avance sur la coopération de M. Gaullieur, l'auteur de la remarquable monographie du *Collège de Guyenne*, et de l'*Histoire de la Réformation dans le ressort du Parlement de Bordeaux jusqu'à la paix d'Amboise*. Nous attendions de lui, qui avait tant recueilli et étudié de documents sur la Saintonge, la communication d'un chapitre du second volume qui s'étend jusqu'à la Révocation, volume qui est prêt... depuis des années déjà... hélas ! messieurs, volume que l'auteur n'aura jamais eu la légitime satisfaction de voir publié. Et quand nous apprîmes que Dieu l'avait rappelé subitement le 1^{er} avril dernier, nous nous souvinmes, avec une peine indicible, de ses plaintes discrètes sur l'indifférence que rencontrent trop souvent ici-bas les labeurs les plus consciencieusement poursuivis.

La mort de M. l'archiviste Gaullieur est une perte pour la science historique française; celle de M. Guillaume Guizot en est une intime pour notre Comité dont il faisait partie depuis 1864. Il y représentait un nom illustre; il y apportait, quand ses devoirs de professeur ne le retenaient pas forcément loin de nos séances, avec une parole d'un charme captivant, un sens historique d'une extrême justesse, une connaissance

36,60; Marsillargues, 20; Millau, 24,60; Montbéliard, par. Saint-Georges, 10; Montmeyran, 11; Montpellier, 39,25; Moulins, 8; Moussac, 43; Nancy, 40; Nantes, 50,30; Nanteuil-les-Meaux, 12; Nîmes, 230; Nonancourt, 29,80; Orthez, 8,95; Paris : Oratoire, 96; Saint-Esprit, 197,40; Chap. Milton, 82,60; Boulevard Saint-Germain, 118; Pignan, 20; Poissy, 10; Pons (Gard), 10; Réalmont, 40; Reims, 100; Rouen, 122; Saint-Ambroix, 20; Saint-Cloud, 21,45; Saint-Etienne, 34; Saint-Georges-de-Didonne, 23; Saint-Jean-du-Gard, 22,50; Saint-Péray, 5; Saint-Voy, 22; Salies de Béarn, 20; Sedan, 100; Uchaud, 11,75; Versailles, 109; Vire, 6.

approfondie du ^{xvi}^e siècle, qu'il étudiait de près dans deux de ses plus intéressantes figures, Montaigne et d'Aubigné. Que de fois il nous avait promis les prémisses de ses travaux sur l'ami du Béarnais, ou sur les relations de Montaigne avec la Réforme; mais dans son souci de la scrupuleuse exactitude du fond, de l'exquise pureté de la forme, il remettait toujours à nouveau son ouvrage sur le métier. Et le temps marchait pour lui avec une rapidité qu'il ne prévoyait pas. Il avait enfin accepté de retracer, à notre Assemblée générale de 1892, d'après des papiers de famille, la vie accidentée de son aïeul, Jean Guizot, le pasteur du Désert. Au jour convenu, il lui fut impossible de se trouver au rendez-vous. La maladie s'était emparée de lui : elle l'a étreint pendant huit longs mois de cruelles souffrances, et nous l'a repris le 23 novembre.

Oui, messieurs, elle est éternellement vraie la parole des Livres-Saints, les jours de l'homme sont courts. Vos pères auraient ajouté avec Jacob, de par leur expérience, courts et mauvais. Mais ces voyageurs et ces étrangers sur la terre, comme ils aimaient à s'appeler, ne sont pas sans avoir laissé leurs fortes empreintes sur les sentiers où Dieu leur ordonnait de marcher. A nous d'empêcher qu'elles ne s'effacent, à nous de les remettre en pleine lumière.

Ce ne sera pas, redisons-le une fois de plus, faire œuvre de secte ou de parti : le Protestant, heureux des conquêtes modernes, doit, plus que tout autre sans doute, respecter les convictions d'autrui. Mais ce sera, dans mainte occasion, rétablir les droits imprescriptibles de la vérité; ce sera transmettre aux générations futures un peu du saint enthousiasme des confesseurs d'autrefois; ce sera, par la concentration des efforts individuels, tendant vers un but commun, cimenter l'union fraternelle et féconde des héritiers de tant de souvenirs : à travers les imperfections et les faiblesses humaines, ce sera surtout, messieurs, rendre témoignage à celui qui dirige les destinées des peuples comme celles des Églises. Quand nous étudions le passé, nous voyons que les vents se sont déchaînés avec furie contre notre navire. « Toutes tes vagues et tes flots ont passé sur moi, » aurait pu s'écrier le peuple huguenot qui le montait. — Et pourtant, aux jours les plus

sombres, la complainte de ceux qui s'assuraient en l'Éternel
avait raison de redire encore et quand même

Ce sont les coups d'une tempête...
Mais ils ramènent dans le port.

Le parquet n'est pas assez élevé pour que la voix des orateurs
pénètre aisément jusqu'au fond du temple. De tous ceux qui ont
parlé, le président est, toutefois, celui qu'on a le mieux entendu.
Lorsqu'il termine en citant, si à propos, les deux derniers vers de
la *Complainte de l'Église affligée*, du haut de la tribune du fond, un
chœur, sous l'habile direction de M. le pasteur Gaussorgues, fait
entendre, sur l'air du psaume LXVII, le cantique du forçat sainton-
geais *Élie Neau*, qui commence par ce cri :

Seigneur qui vois comme on m'afflige,
A cause de ta vérité,
Contemple tout ce qu'on m'inflige
Pour éteindre ma charité.....

Et se termine par cette prière :

Remplis-moi de force invincible
Pour défendre ta sainte loi,
Et que mon cœur soit inflexible
Dans tous les combats de ma foi.

Fais que l'efficace	Afin qu'à la suite
De ta sainte grâce	Tu sois, sans limite,
Me rende vainqueur,	Maître de mon cœur.

M. Moutarde, pasteur à Saujon, nous communique maintenant le
résultat de ses recherches sur

LES ABJURATIONS EN SAINTONGE

APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

(1685 — 1749)

Le *Bulletin* a publié, en 1872, sous la signature de M. Jules
Chavannes, une étude générale, très documentée, sur les

Abjurations parmi les Réformés de France, pendant le règne de Louis XIV.

Après avoir exposé les différents moyens mis en œuvre pour opérer les conversions, — la *contrainte* par torture ou par enlèvement d'enfants, la captivité dans les prisons ou dans les couvents, les condamnations à ramer sur les galères, les déportations aux colonies d'Amérique, — puis encore, les *faveurs*, les récompenses, les achats des conversions, — enfin les confiscations de biens, les interdictions de toutes carrières libérales, politiques ou administratives, l'auteur de ce savant mémoire étudie dans la seconde partie de son travail, la nature et les caractères généraux des conversions ainsi obtenues.

Sans nous astreindre à suivre rigoureusement M. Chavannes dans la minutieuse classification qu'il a adoptée et que nos simples notes sur les abjurations dans la province de Saintonge ne sauraient comporter, nous devons toutefois établir une distinction bien tranchée entre ceux qui n'étaient devenus catholiques qu'en apparence et par contrainte et ceux qui avaient réellement et définitivement abjuré.

I

Bien intéressantes et bien sympathiques sont les figures de ces « Nouveaux Convertis », de l'île d'Arvert, qui, apposant leur signature sur le registre d'abjurations, la faisaient suivre de ces mots significatifs : « *Pour obéir à l'ordre du Roy...* » Qui donc se sentirait le courage de les blâmer ou de les condamner, ces parents qui, au moment où leurs enfants allaient leur être arrachés et conduits dans les couvents ou dans les Hôpitaux généraux, selon les termes de l'ordonnance du 12 janvier 1686, cédaient à la menace des persécuteurs et avaient la faiblesse de s'inscrire sur les listes des missionnaires ? Qui donc les condamnerait, ces vieillards, ces malheureuses femmes que les brutalités des dragons avaient réduits à un tel état d'accablement physique et moral, qu'ils laissaient échapper une adhésion inconsciente parfois aussi-

tôt rétractée ? Que pouvaient-ils faire contre trois, le roi, le moine et le dragon ?

Au reste, de quels remords ces défaillances de la foi n'étaient-elles pas suivies ? A La Rochelle, on vit les prétendus Nouveaux Convertis se précipiter en foule au devant des forçats pour cause de religion, les accompagner de leurs bénédictions et solliciter leurs prières pour obtenir de Dieu le pardon du scandale qu'eux-mêmes avaient donné par leur apostasie ! D'autres encore, abandonnant leurs biens et leur patrie, s'en allaient à l'étranger faire amende honorable du crime qu'ils avaient commis, et rétractaient publiquement l'abjuration qu'ils avaient prononcée. Témoins ces trois frères Pierre, Jean et Abraham Rolland, de la Tremblade, qui, se présentant, le 9 mai 1698, devant une Église française de Londres, déclarent qu'« étant tombez fort jeunes entre les mains des papistes, ils ont eu le malheur d'être menez fort souvent à la messe, mais qu'ils souhaitent de rentrer dans l'Eglise » (Baird, *The Hug. Emigr. to America*, vol. II, p. 32).

La plupart, enfin, nourrissaient secrètement l'espoir qu'un régime plus tolérant ne tarderait pas à suivre la soumission apparente des Réformés, et que, dans l'intérêt même de la cause, il valait mieux ployer momentanément sous la violence de l'orage.

Une catégorie non moins intéressante de Nouveaux Convertis sont les jeunes couples qui, pour consacrer leur union et légitimer les enfants qui en devaient naître, s'en allaient demander la bénédiction nuptiale du curé de la paroisse. Les actes de ce genre sont très nombreux sur les registres catholiques de Royan, Saint-Georges, Meschers, Saujon, Cozes, etc. — Presque toujours, la formule en est identique :

Ayant fait au prône deux ou trois publications, « je leur ai « imparti la bénédiction nuptiale, après que les dites parties « se sont confessées, et fait déclaration de vouloir vivre et « mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine... »

Parfois, les conjoints ont été préalablement préparés par un catéchuménat d'une durée variant de trois semaines à plusieurs mois ; — parfois, ils ont été « disposés à recevoir la

« bénédiction nuptiale par les sacrements de pénitence et « d'eucharistie » (*Cozes*); d'autres fois encore, ils sont « dif-
« férés pour la communion jusqu'à ce qu'ils soient mieux
« instruits des principaux mystères de la foi... » (*Saujon*).

Au nombre de ces actes, je signale le suivant relevé sur les registres de Royan : il s'agit, comme on verra, d'un brave soldat, resté fidèle jusqu'alors à la foi protestante, et qui consent enfin à demander la bénédiction catholique de son mariage pour légitimer ses deux enfants, et peut-être aussi pour céder aux instances réitérées de ses chefs et se concilier leur bienveillance :

« Led. jour 7 janvier 1738, j'ay donné la bénédiction nuptiale par permission expresse de Monseigneur l'Evesque à Pierre du Ban, soldat de la marine, corporal de la compagnie de M^r de Silly, *qui a consenti à son mariage*, fils légitime de Jean du Ban et d'Esthel Guillot, paroisse de *Saint Romain*, d'une part ; et Isabelle Ferran, de cette paroisse, fille légitime de M^r Jean Ferran et de Marguerite Crespain, laquelle a embrassé la religion catholique et a satisfait en son devoir par la confession et par la communion, les trois publications faites dans mon Eglise sans empêchement et vu le certificat de publication à S^t Romain par lequel il nous a paru que led. du Ban a pareillement satisfait à son devoir ; et ont lesd. Pierre du Ban et Isabelle Ferran déclaré qu'il étoit provenu plusieurs enfans auparavant la bénédiction nuptiale, dont deux sont encore vivants, scavoir Eustelle du Ban, aagée de six ans et demi, ou environ, et Marie du Ban, aagée de six mois ou environ, lesquelles d. filles lesd. du Ban et Ferran reconnoissent pour estre leurs filles et veulent être légitimés comme ceux ou celles qui pourroit naître après led. mariage. Lad. declaration faite en ma présence et de Jean Lavigne, Jean Domain, Michel Garnier, François Giraud, Jean Vignaud, François Moine, tous de cette paroisse, lesquels ont assisté aud. mariage. »

(Signatures).

II

Autant étaient dignes de sympathie et de pitié, même après leur chute, les malheureux protestants que la force brutale ou des considérations de famille particulièrement délicates

avaient contraints à abjurer, autant nous paraissent coupables et peu dignes d'intérêt ceux dont nous avons à nous occuper maintenant.

A l'exception d'un nombre fort restreint qui furent sincères dans leur retour au catholicisme, la plupart des « Nouveaux Convertis » qui se firent remarquer par leur excès de zèle, agirent par lâcheté et pour d'inavouables considérations d'intérêts matériels.

Tel ce Jean Thomas, de La Tremblade, au sujet duquel l'intendant Arnou écrit en marge d'une lettre datée du 2 septembre 1685, du subdélégué Chastellars :

« Je luy ai fait donner une bonne somme; il faudra le faire « pilote lamaneur... » (*Archives hist. de la Saintonge*, XIII, p. 250).

Tel encore ce pasteur Papin, de La Tremblade, qui abjurant sa foi entre les mains de l'abbé Fénelon, fut, en manière de récompense, nommé *docteur en théologie* (*Id. ib.*, 215), et se fit convertisseur de ses anciens paroissiens, qui lui criaient avec un juste mépris : « Vous nous abusiez donc au temps « que vous nous preschiez ? »

Tel enfin, ce Pierre Fontaine, ancien ministre à Saint-Seurin, qui céda aux sollicitations de sa femme, et abjura pour sauver sa fortune, une vingtaine de mille francs ! Sans rappeler la page sévère que son frère Jacques, le célèbre auteur des *Mémoires*, a écrit à son sujet, voici une lettre inédite de l'évêque de Saintes, de la Frézelière, qui va achever de nous faire connaître le personnage :

Monsieur,

« Je me donne l'honneur de vous escrire pour vous demander très humblement vostre protection en faveur de M^{rs} *Auvray*, nouveau converty, prêtre et vicaire de la paroisse de S^t Jean en cette ville, et *Fontaine*, cy-devant ministre de la R. P. R., qui est si bien converty que je m'en sers très-utilement pour la conversion de nos mal réunis : ils sont, Monsieur, les plus proches parents de la femme du nommé Laizement, ministre de la R. P. R. qui ont partis l'un et l'autre dans les pais étrangers. Et ainsy les biens de laditte femme, nommée Claude Brunet, semblent appartenir auxdits sieurs *Auvray* et *Fontaine*. Cependant, Monsieur, ils supplient très

« On me mène à l'Eglise, où le vicaire, M. Gaderat, me fit mettre
« seulement la main sur le saint Évangile selon S^t Jean, chapitre IX,
« et mit mon nom ainsy : Taré Chaillaud, pilote, et rien autre chose,
« et voilà toutes les cérémonies qu'on fit. » (*Bulletin*, 1866, p. 322.)

Mais à mesure que les ordonnances royales contre les réformés se multiplient et deviennent plus sévères, et surtout, lorsque, le premier enthousiasme tombé, on s'aperçoit que les convertis de la première heure n'ont plus reparu à l'église; lorsqu'on constate que bon nombre de Réformés n'ont abjuré que pour ne pas être inquiétés dans leur fuite à l'étranger, ou dans l'espoir que, par cette simple formalité ecclésiastique ils échapperaient aux rigueurs des Edits, le clergé se montre plus exigeant dans son attitude à l'égard de ses nouvelles recrues. On ne se contente plus d'abjurations collectives ou d'engagements pris en vue d'obtenir la bénédiction nuptiale : c'est par un acte formel et individuel que l'on consacre l'abjuration : elle a lieu publiquement à l'église, en présence de témoins choisis d'avance, qui signent avec le converti, et celui-ci est tenu de préciser les erreurs auxquelles il renonce, et les vérités nouvelles auxquelles il donne son adhésion.

Voici deux actes qui nous ont paru significatifs à cet égard ; tous deux sont relevés sur les registres de Saint-Georges de Didonne :

Le 29 may 1707 a receu l'absolution d'hérésie dans l'église de S^t Georges Didonne, en présence des fidelles assemblés pour la messe paroissiale, et nomément les sieurs François Lucat, Alexandre Toulouze, François Maillet, Vincent Maimbrat, François Fleuret, le nommé Jean Fournier, marinier, venu des pais étrangers depuis un an ou environ, et receu les sacremens de pœnitence et eucaristie en présence des mesmes témoing soussignés par moy curé soussigné (lesdits Fleuret, Maimbrat et Fournier ont déclaré ne scavoir signé).

Augier, curé de S^t Georges.

Le second, postérieur de quelques années est déjà d'une teneur plus précise, plus rigoureuse, et laisse moins de place aux réserves et restrictions mentales qu'aurait pu faire, dans son for intérieur, le malheureux apostat :

Je Jacques de Latour de la présente paroisse, crois de ferme foy tout ce que l'église catholique, apostolique et romaine croit et professe; je condamne et regrette très sincèrement toutes les hérésies et opinions erronées que la même église a condamné e regettés. Ainsi Dieu soit à mon aide, ses saints évangiles sur lesquels je jure de vivre et mourir dans la profession de cette même foy et promets qu'en cas de mariage, d'élever mes enfans en la même croyance. Fait à S^t Georges, le 21 d'octobre 1713, devant l'autel de mon église des témoins soussignés

Jacques de la Tour

Fr. Seraphin... recollé, présent

Pain prêtre

Delom, curé de S^t Georges Didonne,
recevant.

Mais le plus caractéristique de tous ces actes d'abjuration comme aussi le plus rigoureusement formulé est extrait des registres paroissiaux de Cozes et porte la date de 1728, c'est-à-dire quatre ans environ après l'Edit du 14 mai 1724, le plus sévère qui ait été promulgué contre les Réformés.

Abjuration : Le vingt quatrième octobre mil sept cent vingt huit, je Isaac Fourestier reconnois et confesse d'un cœur humble et repentant devant la trais sainte trinité et toute la Cour céleste et vous qui estes icy présens témoingts, que j'ay grièvement péché. Maintenant par la grâce de Dieu estant remis au bon chemin, je déteste toutes sorte d'hérésies notamment celle de Calvin et de Luther, croyant à la sainte Église catholique apostolique et romaine hors laquelle il n'y a point de salut, et faisant profession de tout ce quelle croit et professe et particulièrement j'adore la très sainte Eucharistie et le très saint sacrement de l'autel auquel est contenu le vray corps et sang de Jésus-Christ avec son âme et divinnité sous les espèces du pain et du vin. De plus j'invoque tous les saints du paradis pour estre à mon secours par leurs prières, surtout la beniste vierge Marie mère de Dieu. J'avoue quil y a sept sacremens par lesquels la grâce nous est communiquée. Il y a un purgatoire où les âmes sont purgées après cette vie. Je reconnois notre saint père le pape pour souverain pasteur de l'Eglise universelle, sucesseur de Saint Pierre, vicaire de Jésus-Christ. Je promet de garder inviolablement désormais la foy qu'celle Eglise catholique apostolique et romaine, colonne et appuy de vérité, tient et presche.

Ainsy je le jure devant Dieu sur les saints Evangiles que je touche.
Fait dans l'Eglise de Cozes et an que dessus, le 24 octobre 1728.

Fourestier

Mouillé, présent,

Bargignac,

sous vicaire de Cozes présent.

Ternaut, présent

A. Grand, présent.

P. Pineau, présent

Cazaux, prieur de Cozes.

L'acte est écrit de la main du prieur sur le registre des baptêmes et mariages.

Par quelle aberration de la conscience, par quelle déchéance physique ou morale, après quelle pression exercée ou pour quelles faveurs promises, un protestant, parent peut-être de ce courageux pasteur Fourestier dont nous parle J. Fontaine, a-t-il pu en arriver à mettre son nom au bas d'un tel document? Nous l'ignorons et ne voulons même pas le savoir... Détournons-nous de ces lâchetés et de ces coupables défaillances, bien rares, en somme, puisqu'il en est jusqu'à trois en un demi-siècle sur les registres consultés de Royan, Saujon, Saint-Georges, Meschers, Cozes et paroisses avoisinantes¹!

Reportons plutôt nos regards sur la vaillante phalange de ceux qui ont traversé sans faillir ces jours terribles de notre histoire religieuse : à côté de ces rares et honteuses trahisons, ces mêmes registres catholiques nous offrent la preuve manifeste de la constance et de l'inébranlable fidélité de nos pères.

C'est à Saint-Georges, au lendemain même de l'édit de

1. Nous avons dit plus haut que les abjurations obtenues à l'occasion de mariages et pour légitimer des enfants ne pouvaient moralement être mises sur le même rang que les honteuses apostasies de Latour ou de Fourestier. Nous devons ajouter à cette liste deux autres actes spéciaux d'abjurations individuelles, relevés sur les registres paroissiaux de Sablonceaux et de Vaux-sur-Mer; mais dans l'un et l'autre cas, il s'agit de deux illettrés, le nommé *Charles Saurain*, tonnelier de Jemoussacq, âgé de 24 ans (Sablonceaux, 7 avril 1744), et la fille *Marie Batar*, de Vaux-sur-Mer (9 novembre 1749); tous deux ont déclaré « ne scavoit signer ». Leur ignorance peut jusqu'à un certain point leur tenir lieu d'excuse.

Révocation, que le curé commence une feuille de son registre par cet acte, si éloquent dans sa brièveté :

« Nouveaux Convertis :

« Aujourd'hui 11^e novembre 1689 est décédée Jeanne Jean, femme de Jean Trouvé, âgée d'environ 60 ans, sans avoir voulu avoir recours aux sacrements. On l'a enterrée où on a voulu¹. »

C'est à Meschers que le curé transcrit, du 23 février 1720 au 14 février 1724, plus de vingt actes de décès, en marge desquels il place cette annotation : *Huguenot*.

Sur le même registre, du 13 septembre 1740 au 11 mars 1743, encore sous la rubrique : *Sépultures de Huguenots*, nous relevons quinze actes conçus dans les termes de celui-ci :

« Le treizième du mois de septembre mil sept cent quarante est décédé dans la religion prétendue réformée et inhumé dans son jardin Pierre Jouffeu, tisseran, âgé d'environ quarante années,

1. Cet acte est suivi de plusieurs autres, conçus à peu près dans les mêmes termes; deux ou trois portent cette mention caractéristique : *sans avoir jamais donné aucune marque de catholicité*.

Détail curieux à signaler : au recto de la page qui contient la plupart de ces actes, le curé Justeau, prêtre à Saint-Georges-de-Didonne, a transcrit de sa plus belle plume les vers suivants :

Prière pour le Roy, 1689.

« O Dieu qui vois ce prince à tes ordres fidèle
« Travailler à détruire une secte rebelle,
« Conduis le dans le cours de ses projets chrétiens;
« Et puisque ta bonté seconda sa vaillance
« Quand de ses ennemis il dompta l'insolence,
« Ne l'abandonne pas quand il combat les tiens. »

Le P. Lafargue, qui accompagnait Fénelon dans sa mission à La Tremblade était, au dire du futur archevêque de Cambrai, un *homme de mérite* : qu'on en juge par le quatrain suivant, que le curé de Cozes éprouva le besoin de transcrire sur son registre :

Au mois d'oust 1690.

« Fiers ennemis, commensés à vous rendre;
« Et la terre et le ciel se déclare pour nous;
« Sur quel autre élément pourés-vous vous deffendre,
« Dieu qui soutient Louis est le metre de tous.

« fait par le P. Lafargue ».

« de son vivant époux de Elizabeth Desine, aussi de la religion, et
« enregistré en cas de besoin par moy. »

« Latornerie, curé de Meschers. »

Laissez-moi, messieurs, vous signaler encore cet acte de baptême d'une saveur si piquante et d'un embarras si suggestif, transcrit par le prieur Laporte sur le registre paroissial de Royan :

« Le 24 X^{bre} 1735 a été baptisée Jeanne fille de Pierre Guérin, du village du Chatlard, et de Jeanne Brotrau, sa fiancée; marreine Anne Goulvan, catholique. A l'égard du parrein, le père Cassien, recolet, qui a administré le baptême, a été surpris par la sage-femme, qui a attesté sa catholicité quoyqu'elle me paroisse très suspecte. Ce parrein s'appelle Pierre Brotrau qui m'a promis d'élever catholique. Fait led. baptême par le R^e Père Cassien qui m'a renvoyé l'enregistrement, s'estant aperçu trop tard de la surprise qu'y luy a été faite au sujet de la catholicité du parrein. Enregistré par moy le jour et an que dessus.

Laporte, prieur de Royan.

Ces aveux des prêtres paroissiaux sont intéressants à recueillir : ils sont l'indiscutable témoignage des résistances journalières auxquelles se heurtaient leurs efforts missionnaires, et ils suffisent pour attester combien vivantes encore étaient les espérances que les Réformés entretenaient dans le secret de leur cœur, en dépit de leur apparente soumission.

Au reste, une entreprise aussi immorale que celle de ces achats de conscience et de ces conversions forcées, une entreprise qui recourait à la violence pour cultiver la dissimulation et l'hypocrisie en matière de foi religieuse, une telle œuvre ne pouvait réussir. On peut assurément bâillonner les témoins fidèles d'une vérité, on peut les enfermer dans les prisons ou les conduire à l'échafaud, ou peut même obtenir la feinte abjuration de ceux qui sont moins aptes à la résistance physique; mais l'idée ne meurt pas pour cela, car *il n'y a point de force contre la vérité.*

La restauration du protestantisme dans notre province et dans la France entière, dès le milieu du XVIII^e siècle, a été la preuve évidente, manifeste de cette fière affirmation de l'Apôtre.

Monsieur le pasteur Gaussorgues (Royan) a quitté la tribune des chanteurs et s'est à grand peine frayé un chemin jusqu'au parquet, pour nous entretenir d'

UNE MANŒUVRE

En 1605, à l'assemblée de Chatellerault, le roi avait fait comprendre par Sully qu'il ne voyait pas avec plaisir les réunions triennales des protestants, sans doute parce qu'elles lui causaient de l'ennui du côté des catholiques (Elie Benoît).

« Si Henri IV, lui répondirent les délégués, était immortel, contents de sa parole en tout ce qui nous a pour objets, nous renoncions de ce moment à prendre aucune précaution ; nous abandonnerions nos places de sûreté ; nous regarderions comme inutiles tous règlements particuliers pour la conservation de notre société. Mais la crainte de trouver dans quelqu'un de ses successeurs des sentiments bien différents, nous force à conserver les mesures qu'on a bien voulu que nous prissions pour notre sûreté. »

Les événements ne tardèrent pas à vérifier la justesse de ces paroles et à souligner les craintes légitimes des réformés.

Aussitôt après la mort du roi, en 1610, l'orientation politique fut absolument changée. La maison d'Autriche, dont Henri IV avait poursuivi l'abaissement à l'exemple de François I^{er}, fut au contraire l'objet des caresses de la régente Marie de Médicis, et le double mariage de Louis XIII avec l'Infante d'Espagne et de la sœur du roi avec le prince des Asturies vint cimenter une alliance qu'aucun intérêt ne commandait et que tout déconseillait dans la situation de la France.

Les Réformés, en effet, en prirent ombrage. Connaissant de longue date la haine dont ils étaient l'objet de la part de l'Espagnol, ils redoutaient, non sans raison, l'influence que celui-ci ne manquerait pas d'exercer à la cour de France.

Cette raison et beaucoup d'autres les amenèrent à prendre toutes les précautions dont ils pouvaient s'entourer, et les assemblées se multiplièrent, et les synodes se réunirent fréquemment pour veiller au salut commun contre les entreprises

de la cour et prévenir les défections qui n'étaient que trop à craindre dans une lutte où se jouaient tant d'intérêts divers.

Parmi toutes ces assemblées, il en est une qui doit nous arrêter particulièrement, puisqu'elle est visée par un écrit que nous avons sous la main et que nous voudrions caractériser en quelques mots :

Il a pour titre : « *La résolution des gouverneurs et capitaines des villes de la religion prétendue réformée contre la ligue de la Rochelle.* »

Un mot d'abord au sujet de cette ligue. Malgré les avis des grands seigneurs du parti et même de quelques pasteurs, parmi lesquels Pierre Dumoulin, qui conseillaient de rester en repos, vu la disproportion des forces dont chaque parti disposait, une assemblée se réunit, le 10 décembre 1620, dans la capitale de l'Aunis. Le roi ayant appris ce qui se passait envoya un huissier pour défendre aux députés des Églises de se réunir et aux habitants de la Rochelle de les recevoir. Lorsque l'huissier se fut acquitté de sa mission, les magistrats de la ville lui répondirent : « Puisque vous avez fait votre charge, vous vous en irez quand vous voudrez » (de Felice).

Il fait bon voir à l'œuvre ces vaillants de notre pays. Si, du moins, leur souvenir pouvait secouer quelque peu l'indifférence de notre époque !

Un mot de Duplessis-Mornay caractérise on ne peut mieux, cette assemblée qui refusait de se séparer avant d'avoir obtenu le redressement de ses griefs et de solides garanties pour le libre exercice de leur religion : « Le roi, dit-il, ordonne « de se séparer et promet de faire ; nous le supplions de faire, « prêts alors à nous séparer. »

La situation était sans issue ; il n'y avait que deux partis à prendre : la soumission ou la résistance ; c'est à ce dernier parti que les députés s'arrêtèrent, et, après avoir jeté les bases d'une organisation dont on aurait pu attendre quelques bons résultats si elle avait été résolument et généralement appliquée, firent un appel à tous les protestants qui, fatigués de la lutte, ne répondirent que dans une faible mesure. Tout l'effort se concentra dans le Quercy, la Guyenne, les deux provinces du Languedoc et la Saintonge.

C'est, sans contredit, pour vaincre les résistances, et, dans tous les cas, pour isoler ces intrépides défenseurs de la foi réformée, que parut le libelle dont plus haut j'ai donné le titre. — C'est une manœuvre, tout le dit, la forme, le fond aussi bien que l'anonymat dont il se couvre.

La seule main d'un adversaire a pu rassembler cette gerbe de seize redditions de villes avec une préface, ou plutôt une entrée en matière, dont les termes sont assez transparents pour qu'on puisse voir à travers, l'origine de cette publication où les louanges pour les uns alternent avec les menaces pour les autres. Lisez plutôt (j'orthographe à la moderne) :

« Les plus avisés seigneurs et capitaines, et les peuples les plus
« pacifiques d'entr'eux ont bien su connaître le malheur que traîne
« après soi une ligue formée d'une populace rebelle contre le
« désaveu de son prince. Il en prit mal à ceux qui s'obligeant aux
« passions de Pompée attirèrent sur eux les foudres de César :
« ainsi fut fatalement châtiée l'irraisonnable révolte des Samnites
« ligués contre la grandeur impériale de Rome, etc., etc. »

Il est certain que pas une plume protestante, alors même qu'on aurait encore plus incliné du côté de la paix, n'aurait écrit de telles choses, dans un style si malveillant et si comminatoire.

Prenons maintenant la pièce en elle-même; elle se compose, comme je l'ai déjà dit, de seize récits visant :

- Le 1^{er}, la ville de Saumur et Duplessis-Mornay;
- Le 2^e, Loudun et M. de Chouppes;
- Le 3^e, Thouars avec MM. de Montalto et de la Trémoille;
- Le 4^e, Fontenay-le-Comte et M. de la Boulaye;
- Le 5^e, Niort et M. de Parabère;
- Le 6^e, Chatellerault et M. de la Roche-Gavernet;
- Le 7^e, Saint-Maixent et M. le duc de Sully;
- Le 8^e, Marans et M. Constans;
- Le 9^e, Talmont et M. de Ressay;
- Le 10^e, Pons;
- Le 11^e, Royan et un M. Candelay;
- Le 12^e, Argenton en Berry et M. de Saint-Germain Beaupré
- Le 13^e, Lectoure et M. de Blainville;
- Le 14^e, Montpellier et M. de Chatillon;

Le 15^e, Ambrun et Vienne (Dauphiné) avec MM. de Bonne et du Passage;

Enfin le 16^e, Gergeau et M. le comte de Saint-Paul.

Quand j'ai dit récits, j'ai employé un mot non absolument juste, car pour plusieurs nous n'avons qu'une affirmation sans détails, sans doute parce qu'il eût été difficile d'en donner.

Puis le libelle se termine par ces mots :

« Et ainsi presque toutes les places que tiennent ceux de la religion prétendue réformée, renonçant aux entreprises des Rochelais, et d'autres particulières places rebelles : Et le pays de Béarn étant tout réduit au devoir naturel, par les armes de M. d'Épernon, je ne vois pas que les rebelles puissent faire beaucoup de progrès en leurs desseins, n'y ayant une place en France, tant opiniâtre soit-elle, qui ne puisse être facilement réduite par les armes de Sa Majesté.

Une fin bien digne du commencement ; la péroraison vaut l'exorde.

Je ne voudrais pas accuser de mauvaise foi celui qui « ne voit pas que les rebelles puissent faire beaucoup de progrès » et qui a oublié de signer ces lignes. Je ne voudrais pas, par une trop grande sévérité, me faire renvoyer une accusation qui n'a rien de bien séduisant pour personne. Toutefois, je ne puis me défendre de certaine inquiétude à ce sujet, et cette inquiétude sera certainement partagée par plusieurs lorsqu'ils auront comparé un seul de ces récits avec la relation du même fait racontée d'après des pièces authentiques par des historiens qui ont droit à notre confiance.

L'armée royale approchait de Saumur dont Duplessis-Mornay était gouverneur, et le roi lui avait fait demander de recevoir une garnison dans la ville. — On délibéra ; les avis furent partagés et tandis que les uns jugeaient bon de fermer les portes, les autres inclinaient du côté de la soumission.

Voici à ce sujet les paroles de Duplessis d'après ses mémoires :

« Mieux vaut se confier à la foi du roi que résister, dit-il ; en abusant de ma franchise après mes longs services, il se nuirait plus qu'il ne me nuirait ; je sais que la soumission a des inconvénients

« parce qu'elle peut servir de prétexte à des calomnies contre moi,
« mais en dehors de ma manière d'agir, je vois la ruine de l'Église,
« l'affaiblissement du trône et la guerre entre nous. Je me confie à
« Dieu et au roi. »

En conséquence il fut décidé qu'on recevrait, pour trois mois, une garnison, mais qu'il ne serait en rien touché aux immunités de la ville, que sa garnison, à elle, continuerait à « faire ses factions et fonctions ordinaires ».

Duplessis était confiant, le connétable de Luynes et Lesdiguières ayant donné leur parole; le roi lui-même ayant assuré qu'il ne serait rien innové à Saumur, qu'il n'y serait pas plus touché qu'à la prune de son œil.

Mais, à peine entrée, la garnison royale se rendit maîtresse du château, en chassa Duplessis auquel on fit la grossière insulte d'offrir de l'argent et le bâton de maréchal pour donner la physionomie d'un arrangement à cet acte de félonie. — « Je ne puis, en conscience, répondit-il dans l'amertume de son cœur, vendre la liberté et la sécurité des autres. »

Ecoutez maintenant notre auteur, en sa relation du même fait; ce rapprochement parlera de lui-même :

« Monsieur Duplessis-Mornay ne fut pas plus tôt averti de l'heureux avènement du roy en sa ville de Saumur qu'il obéit à ses commandements, rend les clefs du chateau aux capitaines de ses gardes, déloge la garnison pour rendre la place nette aux soldats de Sa Majesté, la salue arrivant, remet humblement la ville en sa disposition, fait protester le peuple de son obéissance, et se trouve assez heureux d'avoir la conscience libre et nette d'aucun *desservice* qu'il ait jamais pu rendre, protestant que les trois cent cinquante hommes de garnison qui étaient à Saumur n'étaient que pour affermir le peuple en son devoir et y maintenir son service. »

On conviendra que cela s'éloigne passablement du récit que nous avons donné d'après les paroles mêmes de celui qui y joua le principal rôle, paroles qui n'ont pas été démenties par ses adversaires. — Sans doute c'est habile, mais d'une habileté qui donne le frisson. *Ab uno disce omnes.*

Mais si je m'en tenais là, on pourrait m'accuser de manquer de rigueur dans ma méthode; c'est comme si on voulait

juger un livre après en avoir parcouru légèrement quelques pages et le danger est d'autant plus grand lorsque le jugement est empreint de quelque sévérité.

Au surplus nous sommes à Royan, et comme notre auteur lui a consacré quelques lignes on ne nous pardonnerait pas de les passer sous silence. Deux comparaisons feront mieux qu'une — et puis, si nous nous faisions quand nous sommes en cause on pourrait croire que les faits se sont passés tels qu'ils sont racontés et que nous reculons devant une enquête qui pourrait n'être pas en notre faveur.

Il est vrai, le passage n'a rien de très significatif en lui-même, pas plus qu'il ne présente dans sa forme le caractère que nous avons constaté dans le récit précédent; il ne nous en coûte pas de le reconnaître, mais je ne sais pas si réellement il est bien mis à sa place et s'il n'y aurait pas ici une erreur ou une interpolation.

N'oublions pas que le libelle a été imprimé en 1621 et qu'il vise tout spécialement la ligue de la Rochelle (10 mai). En supposant qu'il ait paru dans les derniers mois de l'année, il faut de toute nécessité que le fait qu'il rapporte se soit passé entre mai et décembre ou tout au moins dans le courant de ladite année 1621.

Or, dans ces limites, nous ne trouvons aucune trace de soumission, au contraire.

Voici en effet comment s'exprime à ce sujet M.¹Marchegay¹.

« Sans doute le parti réformé répondit aux demandes faites par « la lettre suivante, car la place, après avoir résisté à plusieurs « entreprises ou les avoir déjouées, ne succomba qu'en 1622, assiégée par Louis XIII en personne. »

Je dois faire remarquer que cette lettre (une demande de secours pour les réparations et la garde de Royan) fut adressée à M. de Villarnoul, député général des Églises de France vers Sa Majesté à Paris, le 21 avril 1610, et signée Candeley. D'où nous concluons que, de 1610 à 1622, il n'est pas facile de placer la capitulation dénoncée.

1. *Documents originaux et inédits sur l'Aunis et la Saintonge, publiés avec des notices.* Saint-Jean-d'Angély, Lemarié, éditeur, 1877.

D'un autre côté, un habile chercheur, notre compatriote et notre ami M. Victor Billaud, nous apprend dans son *Guide de Royan* que le duc de Rohan et le prince de Soubise, commandant les protestants en Saintonge, s'emparèrent de plusieurs places fortes; que Royan, livré à Soubise par ses coreligionnaires, fut occupé par une garnison calviniste avec Saint-Seurin pour gouverneur.

« Cette reddition, ajoute-t-il, d'après les mémoires de Richelieu, « affligea beaucoup Louis XIII, car la citadelle de Royan était, par « sa position, une des plus importantes de la Saintonge du sud, et « la saison était trop avancée pour la reprendre. Mais le roi ne la « perdit pas de vue et, en avril 1622, étant aux environs, il envoya le « duc d'Épernon en commencer le siège. »

Toujours la date 1622 et rien pour 1621.

De son côté *Moreri*, à l'article Schomberg, nous dit que celui-ci exerça par commission la charge de grand maître de l'artillerie de France, depuis la prise de Clairac jusqu'à celle de Montpellier et assista à la prise de Royan. Or Clairac succomba dans la seconde moitié de 1621 et l'armée arriva devant Montpellier le 30 août 1622 (de Felice, pages 310 et 312). — La prise de Royan ne pouvant être placée qu'entre ces deux dates correspond bien à celle opérée par Louis XIII en personne avec le maréchal de Schomberg et le sieur du Hallier. Encore rien pour 1621.

Du reste l'action fut assez vive puisqu'il y eut du côté de l'armée royale un assez grand nombre de tués et de blessés.

Or lisez notre récit, si c'en est un :

« Royan commandé par M. de Candeley et cinquante hommes de « garnison, ne peut être desbauché par le bruit qui court et a presté « serment de son obéissance. »

C'est un peu bref pour un fait d'armes qui certainement fut sérieux et cette considération pourrait nous dérouter si nous n'y voyions pas figurer un commandant qui, à coup sûr, n'était pas dans la place en 1620 et 1621, puisqu'elle était entre les mains de Saint-Seurin à qui elle avait été confiée par Rohan et Soubise. D'ailleurs son nom nous est inconnu.

S'agirait-il du sieur Candeley dont M. Marchegay a conservé une lettre et de quelqu'une des entreprises auxquelles il est fait allusion ? Mais dans ce cas, outre que ces entreprises furent repoussées ou déjouées, nous serions ramenés aux environs de 1610 et alors, au lieu d'être au delà de la date d'impression, comme la vraie prise de Royan, le fait rapporté aurait sa place bien en deçà de la ligue de la Rochelle avec laquelle les protestants de 1610 n'avaient absolument rien à faire, puisqu'elle n'existait pas.

Nous sommes donc en présence, ou d'une pure invention, ou tout au moins d'une interpolation, l'une et l'autre ayant pu d'autant plus passer inaperçues à cette époque troublée, que le temps manquait et la volonté peut-être aussi pour vérifier l'exactitude des faits dénoncés.

Ainsi, la capitulation de Royan aussi bien que celle de Saumur examinées d'un peu près justifient pleinement, croyons-nous, le mot *manœuvre* que nous avons écrit en tête de ces lignes.

Encore un chant, celui de la première strophe du Psaume LXVI, et M. Georges Blot, pasteur à Meschers, un jeune, nous esquisse, d'après des papiers de famille, l'intéressante physionomie de

PIERRE-JEAN DUBAPTISTE

PREMIER PASTEUR

PRÉSIDENT ET ORGANISATEUR DU CONSISTOIRE GÉNÉRAL DE SAINTES

(1745? à 1815)

Les années qui suivirent la Révolution ne paraissent pas avoir été des plus heureuses au point de vue religieux pour les Églises de ce coin de Saintonge.

Les grotesques cérémonies des fêtes de l'Être Suprême où plus d'un pasteur s'érigea en prédicateur de morale civique, avaient probablement ébranlé, ou tout au moins désorienté, la foi des simples. Beaucoup avaient oublié le chemin des temples d'ailleurs fermés par la Terreur ; d'autres,

occupés à présent par les questions politiques qui commençaient à captiver les esprits, n'avaient plus le souci des choses d'Église. Enfin le mal sortait du bien lui-même car plus l'édit de Tolérance devenait un fait, plus l'âme huguenote, créée pour la lutte et la résistance, semblait perdre de son ressort sous ce régime nouveau de liberté.

A ces causes générales, il faut en ajouter une plus particulière : les ministres de l'Évangile étaient devenus rares. C'est même une question très embarrassante de savoir comment les Églises du quartier de Royan furent desservies de 1792 à 1802 environ. Il y a là une période de dix années sur laquelle il est très difficile de projeter quelque lumière.

Jusqu'en 1792, les actes du registre de Meschers, par exemple, sont signés du fameux pasteur Jarousseau; puis tout document fait défaut.

Le groupe, pourtant très important, des 14 Églises de la région semble avoir été dépourvu de conducteurs attitrés et, par suite, de tout service régulier. Il est probable qu'on faisait appel à la bonne volonté des pasteurs d'alentour, surtout de Mazauric à la Tremblade.

Et cependant, en 1792, un jeune homme, que l'Église des Maries semble avoir eu à l'essai durant quelque temps, avait reçu vocation de ladite paroisse. L'engagement qui liait le proposant à son futur troupeau est assez curieux pour que nous le reproduisions ici : il donnera une idée des conditions qu'on signait de part et d'autre.

Au nom de Dieu, Amen¹ !

L'an mille-sept-cent quatre-vingt-douze, le 17^e décembre, 1^{re} année de la République, nous soussigné, citoyen pasteur de l'Église réformée des Marys, désirant vivement et ardemment comme jusqu'à aujourd'hui de contribuer à l'utilité et à l'édification de chacun des honorables membres qui la composent, avons jugé nécessaire et convenable de prendre les engagements suivants; en conséquence nous promettons ce qui suit :

1^o De donner à la dite Église des Marys et aussi longtemps que

1. Pièce découverte par M. le pasteur Trocquemé, de Saint-Sulpice.

faire se pourra, une prédication tous les mois, comme cela s'est pratiqué jusqu'à aujourd'hui.

2° De ne faire aucune répétition quelconque des précédents discours qu'au bout de deux années et demi, à compter du présent jour, à moins que des circonstances imprévues ne s'y opposent.

3° Enfin nous promettons et nous nous engageons de remplir, aussitôt après la consécration faite, toutes les fonctions publiques et particulières qui sont du ressort du Saint Ministère et cela avec toute l'exactitude dont nous serons capable; à l'exception néanmoins des lectures publiques du dimanche au soir

En foi de quoi j'ai signé : P. Gély.

Les anciens, eux, prenaient les engagements suivants :

En conséquence de ce que ci-dessus, nous, les soussignés, anciens de l'Eglise réformée des Marys, après y avoir mûrement délibéré, trouvant les conditions ci-dessus justes et raisonnables et y adhérant formellement, d'après la connaissance que nous avons maintenant du dit citoyen Pierre Gély, avons arrêté et lui promettons ce qui suit :

1° De lui payer aussi longtemps qu'il se vouera à la desserte de notre dite Eglise et en juste dédommagement de ses peines et travaux, la somme annuelle de deux cent quinze livres.

2° Que pour notre commodité et pour la sienne le tiers de la dite somme lui sera régulièrement compté et payé de quatre mois en quatre mois à compter du commencement du présent mois.

3° Que, vu la distance des lieux, nous l'enverrons chercher par un cheval toutes les fois qu'il sera appelé à exercer quelque fonction dans notre Eglise.

4° Enfin nous lui promettons, au cas que dans le courant de chaque année il ait besoin d'un congé de quatre ou cinq semaines au plus, le dit congé lui sera accordé sur sa réquisition à l'un de nous; ce n'aura pas lieu néanmoins dans les temps de communion, à moins d'une extrême nécessité.

Ainsi fait et arrêté par nous, les citoyens et autres membres de l'Eglise des Marys le 17^e décembre 1792.

Aux Marys ce 17^e décembre 1792.

Gravaud aîné, ancien.	Bourdonneau, ancien.
Gravaud, ancien.	Reversé.
Jean Bourdonneau.	Élie Lis, ancien.
Faure.	François Péron.
Blandin, ancien.	Jean Villeur.

Ce traité fut-il longtemps observé? C'est douteux. De ce seul pasteur qui apparaît dans la période vide dont nous parlons, la trace se perd immédiatement. Il dut, comme tant d'autres, au milieu des troubles de l'époque, abandonner, du moins momentanément, le ministère.

C'est au milieu de ce désarroi complet des Églises et de l'indifférence à peu près générale qu'arrive dans la contrée le pasteur Pierre-Jean Rideau, *dit* Dubaptiste. Nous voudrions essayer de retracer brièvement sa vie et son œuvre au sein de cette consistoriale¹.

Le 8 ventôse an XI, les députés des 14 Églises de la circonscription se réunirent à Saintes en vertu de l'article 2 de l'arrêté du 15 thermidor an X les autorisant à adresser vocation « à ceux qu'ils jugeraient le plus dignes de leur confiance ». La consistoriale de Saintes ayant droit, pour le moment, à deux pasteurs, le choix des délégués se porta sur MM. *Pierre-Jean Dubaptiste*, résidant à Amsterdam, et *Lanthois*, ministre à Castres.

Le premier de ces deux pasteurs qui arriva à son poste fut Dubaptiste. C'était un homme déjà d'un certain âge : il pouvait avoir 55 ans environ. Bien qu'il vint de Hollande, la Saintonge lui était très connue : c'était un ancien moine récollet de La Rochelle qui, vers 1775, s'était même fait une certaine réputation d'éloquence dans les chaires catholiques de Saintes et Cognac. Ce moine-prêcher avait eu la bonne fortune de rencontrer un certain Gauthier qui l'avait initié et converti aux idées de la Réforme. Dès lors, Dubaptiste, jetant le froc aux orties, était parti en Hollande étudier la théologie protestante. Là, après quelques années d'études, il s'était présenté dans l'Église wallonne de Heusden qui l'appela en remplacement du pasteur Barnabé Labat. Le texte de cette vocation qui est écrite dans les deux langues, française et hollandaise, porte, parmi les signatures d'anciens, celle d'un pasteur Gallé, professeur à Bois-le-Duc (peut-être professeur du proposant), qui a mis de sa main : « J'ai assisté à cette vocation. »

1. Nous devons à l'obligeance de la famille Massy, de Meschers, la plupart des documents que nous employons dans cette notice.

De 1789 à 1801, Dubaptiste était resté à Heusden, se faisant estimer, se créant beaucoup de relations avec les collègues d'alentour et avec les laïques. Il s'était marié à Amsterdam avec une Hollandaise de bonne famille.

Mais il est probable que, malgré tous ces liens d'amitié et de parenté, le pays natal lui manquait. A plusieurs reprises, il avait posé sa candidature dans la région. Près de vingt ans après avoir quitté la Saintonge, il y revint donc. Il y revenait plein d'ardeur, de courage, résolu à remettre de l'ordre dans toutes ces malheureuses Églises et à se consacrer entièrement au service de l'Évangile. Il avait oublié en Hollande la première partie de sa vie, mais il s'aperçut bien vite qu'en rentrant en Saintonge, l'ombre du récollet se mettait à le suivre : c'est qu'on ne rompt jamais avec son passé. Il hésitait entre la résidence de Royan et celle de Saintes; on lui fit dire que, dans cette dernière ville, le parti catholique monterait contre lui une cabale. Il vint donc s'établir à Royan.

Il y était à peine installé qu'un infâme pamphlet se colporta bientôt contre lui. C'était un magistrat de Saintes, le juge Hardy, qui attaquait ainsi le nouveau pasteur. Voici cette pièce de vers; elle vaut la peine d'être citée, non pas à cause de sa facture, mais parce qu'elle contient bien des détails sur la vie de Dubaptiste que, sans elle, nous n'aurions pas connus.

D'un célèbre orateur, imitant les accents,
Nicolas, à Cognac ministre catholique,
Reçut des connaisseurs, le plus flateur encens;
Mais séduit par Gauthier, protestant fanatique,
Le vœu du célibat lui parut criminel;
Et suivant de son cœur le penchant naturel,
A peine eut-il fini de prêcher le carême,
Qu'au mépris des serments faits à l'Etre-Suprême,
Il abdiqua le froc qui décorait son chef
Pour prêcher les erreurs du sectaire Wiclef.
De nos lois, cependant, redoutant la sagesse,
Il passa promptement de Cognac en la Hesse,
Où, lié par l'himen, il eût fini ses jours
S'il eût été contraint d'y séjourner toujours.

Mais un règne nouveau lui donnant l'assurance
De pouvoir librement passer et vivre en France,
Il se fit proposer pour ministre à Jarnac
Et, d'après un refus, au prêche de Cognac
Qui, non moins scrupuleux dans le choix d'un ministre,
Lui fit faire un accueil d'augure assésinistre
Pour devoir l'engager à ne tenter jamais
De revoir le pais témoin de ses beaux faits.
Mais comme avec le temps tout s'efface et s'oublie
Et que dans ses erreurs le cœur se fortifie,
Notre nouveau Luther, malgré ce double échec,
Vient de faire gémir Saintes à son aspect;
Saintes, cette cité si célèbre en l'histoire,
De la Religion et l'honneur et la gloire,
Où le culte divin eut jadis tant d'éclat,
Deviendra le séjour d'un insigne apostat !
Non. — Si vous conservez quelque délicatesse,
Vous, nourris dans l'erreur dont je plains la faiblesse,
Vous ne souffrirez pas qu'un pareil orateur
Conserve parmi vous le titre de pasteur.
Et vous qui, sans Gauthier, feriez peut être encore
Retentir nos autels de votre voix sonore,
Vous qui ne pouvez pas vous soustraire aux remords
Que vous dûtes sentir en laissant votre corps,
Puissè-je par ces vers, dictés par l'amour même,
Vous porter au plutôt à rentrer en vous-même.
Rompez sans hésiter le funeste lien
Qui vous tient éloigné de la route du bien;
Prévenez du Très-Haut la terrible justice,
Il en est encor temps; il vous sera propice
Dès que, le cœur contrit, les yeux noyés de pleurs,
Vous irez à ses pieds abjurer vos erreurs.

Cette vilénie poétique alla au cœur de Dubaptiste qui n'était guère homme à se défendre contre de semblables attaques. Heureusement il avait pour ami et protecteur un certain Dubois père, de Saujon, dont la plume valait certes la lyre du juge Hardy. Dubois entreprit de couvrir à son tour de ridicule l'agresseur, et de le réduire au silence. Il répliqua par la lettre que voici, qui, elle, est vraiment un petit modèle de fine ironie.

*Un protestant**A Monsieur Hardy, juge à Saintes. Messidor an XI.*

On m'a donné, Monsieur, des vers qu'à la richesse de la rime, la profondeur des pensées et l'élégance du stile, j'ai de suite reconnus être de votre façon. Et, en effet, quel autre que vous aurait pu faire des vers aussi beaux que ceux-ci :

De nos loix cependant redoutant la sagesse
Il passe promptement de Cognac en la Hesse,
Où, lié par l'himen, il eût fini ses jours,
S'il eût été contraint d'y séjourner toujours.

Quelle justesse d'expression ! comme cela est beau, pompeux ! Je suis pourtant un peu fâché que vous ayez parodié M. de la Palisse qui, s'il ne fût pas mort, serait encore en vie. Quant aux imputations que vous faites à Nicolas qui, dites-vous :

Reçut des connaisseurs le plus flateur encens,

il m'était bien parvenu quelques bruits sourds sur sa moralité. J'avais cru bonnement qu'il ne s'agissait que de quelques vols, rapt ou assassinat ; et comme nous autres, huguenots, traitons de pareils faits de gentillesses et de petites pécadilles, je n'y avais pas fait grande attention et avais trouvé très bon qu'on eût apelé, pour nous prêcher la vertu, un ministre à qui on ne reprochait que de pareilles babioles. Mais diable, Monsieur, vous m'apprenez que c'est un insigne apostat, cela change bien de thèse et j'opine de bon cœur avec vous pour qu'il soit pendu, roué, écorché, brûlé et puis après..... renvoyé ; car en vérité le scandale serait trop grand qu'il fût conservé et gardé parmi nous.

J'en écrirai, Monsieur, aux conducteurs de nos Églises ; je leur ferai sentir combien il serait indécent de retenir plus longtemps un prêtre qui, après avoir prêté serment au Saint Père, l'a prêté ensuite à Calvin. C'est vraiment une chose honteuse et je suis bien sûr que si un de nos ministres non marié voullait se faire prêtre de votre communion, vous rejeteriez bien loin un si infâme renégat ; soyez bien sûr que nous ferons comme vous feriez.

Recevez, Monsieur, l'assurance de mon admiration pour vos talents et vos productions poétiques toutes marquées au coin du plus beau génie qui fut jamais ; surtout lorsque l'amour de la paix, de l'union, de la concorde et du prochain vous anime, comme dans la circons-

tance qui m'a mis dans le cas de vous présenter les accents de ma haute considération et de ma juste et respectueuse reconnaissance pour vos vûes bienfaisantes envers mes pauvres frères égarés comme moi.

Une telle pasquinade, comme l'appelle lui-même son auteur, dut faire rentrer, assez confus, le juge Hardy derrière ses dossiers; et Dubaptiste put, sans opposition, s'installer à Royan. S'installer ! n'est peut-être pas le mot à employer; car le pauvre ménage pastoral manquait de bien des choses. Une partie du mobilier, le linge, la bibliothèque étaient restés en Hollande et devaient suivre, à bref délai, les voyageurs. Mais la guerre venait d'éclater; les navires anglais et français se pourchassaient sur toutes les mers; il fallut attendre près de trois ans avant de trouver un bâtiment neutre qui voulût bien charger, pour La Tremblade, les caisses laissées à Amsterdam.

La grande œuvre qu'eut à poursuivre Dubaptiste dès son arrivée fut l'organisation de la consistoriale. Son collègue Lanthois ne s'était pas rendu à l'appel qu'on lui avait adressé. Dubaptiste se trouva seul pour desservir ces quatorze Églises qui comptaient plus de 7,000 protestants. Représentez-vous ce que devait être la vie de ce pasteur : il avait à parcourir, à cheval, le plus souvent par des chemins à peine tracés, en hiver comme en été, une paroisse qui s'étendait de Royan à Saint-Jean-d'Angély, et de Saint-Jean-d'Angély à Jonzac.

Les Églises du département avaient été divisées en trois consistoriales : La Rochelle, La Tremblade et Saintes.

Il fallut s'occuper de répartir en arrondissements cette dernière circonscription. Dubaptiste se multiplia pour amener une prompt solution. Il est vrai qu'il fut bien secondé par deux laïques : Dubois père, dont nous avons déjà parlé, et Pierre Goguet des Gorces, de Cozes. On fit trois arrondissements du consistoire : arrondissements de Saintes, Pons, Royan.

Autour de ces trois villes, on groupa les autres Églises en succursales. Saintes eut 4 succursales : Saint-Jean-d'Angély, Saint-Savinien, Cozes et Gémozac; Pons eut 3 succursales :

Jonzac, Mortagne, Saint-Fort; Royan eut 4 succursales : Maine-Geoffroy, les Maries, Saint-Georges, Meschers.

Mais ce rattachement à tel ou tel arrondissement ne plaisait pas à toutes les Églises. Il y avait des mécontents qui voulaient faire schisme. Au nombre des mauvais vouloirs étaient Jonzac et Saint-Fort. Jonzac cherchait le moyen d'entrer dans un autre groupe et d'avoir un autre pasteur. Enfin Saint-Fort ne voulait pas entendre parler de la nouvelle organisation; et vers messidor an XI le bruit courut même que les membres de cette Église avaient mis leur temple en vente pour en finir une bonne fois avec tout culte et tout pasteur.

Dubaptiste, à force de douceur, de visites, d'exhortations, ramena dans la bonne voie ces égarés.

Puis il s'occupa de dresser un état de la population protestante qu'il desservait. Ce tableau, qui semble assez exact pour bien des paroisses, donne le nombre des Réformés de la consistoriale de Saintes à la date de 1802. On peut le rapprocher d'un autre recensement, malheureusement plus incomplet, fait en 1814.

Je ne sais si cette statistique se retrouve encore dans les archives de quelque Église, en tout cas la voici (Voy. p. 440).

Il fallait enfin rétablir les budgets de toutes ces Églises qui, depuis dix ans, étaient sans pasteurs et sans ressources. Ici encore la réorganisation n'alla pas sans tiraillements.

La loi de Germinal avait fixé le traitement des pasteurs à 1,500 livres. A la rigueur cette somme pouvait suffire. Mais les Églises avaient toujours eu coutume de subvenir aux frais de leur culte et à l'entretien de leurs conducteurs : il ne fallait pas laisser se perdre l'habitude de ces contributions. Jarousseau, en 1775, touchait, par exemple, 1,400 livres; Julien 900 livres. Ces traitements leur étaient fournis par les Églises de Cozes qui donnaient 300 livres; Royan 300; Didonne 93; Meschers 93; Pons 230; Gémozac 230; Mortagne 150; Saint-Fort 90, etc. En 1802, on ne voulut pas rester en arrière et, même, on voulut faire mieux que par le passé. On décida d'augmenter la cote de chaque paroisse de façon à atteindre le chiffre de

	1802	1814	
SAINTES.....	—	—	
Cozes compris Epargnes, Arces, Barzan.....	100		
Gémozac compris Saint-Germain-du-Seudre et Cravan.....	700		
Saint-Savinien compris Taillebourg, Port-d'Envaux, Tonnai-Charente.....	427		
Saint-Jean-d'Angély.....	425		
	100		
Total pour l'arrondissement de Saintes... 1752			
ROYAN et Maine-Geoffroy.....	1156	1225	Royan en 1814 : 534. — Maine-Geoffroy : 691.
Les Maries avec Médis, Saujon, l'Eguille.....	506	728	Eglises formant ce total en 1814 : Médis, 80; — Saujon, 40; — L'Eguille, 56; — Saint-Sulpice, 220; — Les Maries, 42; — Fonbedeau, 90; — La Crèche, 50; — La Métairie, 100; — Champagnole, 50.
Saint-Georges-de-Didonne.....	294	277	
Meschers et Semussac.....	357	316	
Total pour l'arrondissement de Royan.... 2313			
PONS avec Mosnac et Berneuil.....	500	250	
Jonzac avec Saint-Genis, Montendre, Montlieu, Mont-Guyon.....	2000		
Saint-Fort avec Cosnac.....	287		
Mortagne avec Saint-Seurin et Boulénac.....	398	308	
Total pour l'arrondissement de Pons... 3185			
Total général pour la consistoriale en 1802.....	7250	réformés.	

4,000 livres. C'était là un élan de générosité irréfléchie qui, plus tard, fut la cause de mille ennuis, tant pour les pasteurs qui ne touchaient jamais le supplément promis, que pour les troupeaux qui ne parvenaient pas à s'acquitter de leurs engagements et entassaient arriéré sur arriéré.

Une circulaire avait été lancée le 11 brumaire an XIII par Dubois et Dubaptiste : elle faisait appel à toutes les Églises. Cozes s'inscrivit pour 500 livres; Royan pour 400; Gémozac pour 350; Pons pour 350; Saint-Georges pour 200; Meschers pour 200; Mortagne pour 250; Saintes pour 200; Maine-Geofroy pour 300; Les Maries pour 300; Saint-Savinien pour 250; Saint-Jean-d'Angély pour 120.

Comme lorsqu'il s'était agi de la division en arrondissements, Saint-Fort et Jonzac soulevèrent des difficultés et marchandèrent. Saint-Fort, qu'on avait taxé à 200 livres, ne voulait rien donner du tout; puis il se décida à donner 180 livres. Jonzac, taxé à 400 livres, en offrait 350; enfin il finit par payer.

Donc, à la fin de 1803, Dubaptiste avait mené à bien, sans schisme, sans trop d'oppositions, cette rude besogne de l'organisation de la consistoriale dont il était à la fois le président et le seul pasteur. Il avait un traitement de 3,500 livres environ (dans les années où les fonds rentraient bien) et pouvait parfois, après ses longues tournées, se reposer tranquillement à Royan, n'ayant plus d'ennemis, n'ayant que des amis, au contraire.

Il y avait, en effet, à Royan, au commencement du siècle, un petit cercle très agréable à fréquenter. Madame Dubaptiste regrettait bien la société d'Amsterdam que les Royannaises ne lui remplaçaient pas complètement; mais Monsieur s'était lié avec le maire qui, paraît-il, à cette époque, était déjà excellent. Dubaptiste en avait parlé en termes si élogieux à des amis de Hollande désireux de venir s'établir à Royan, que ceux-ci lui écrivaient : « Vous nous dites tant de bien de votre « respectable maire, qu'il nous tarde de vivre sous ses auspices « et d'être du nombre des heureux qui sont sous son gouvernement ». Il y avait aussi le percepteur Bednarski, personnage jovial et disciple d'Épicure, grand amateur de volaille et

de pâtisserie, qui écrivait, en invitant le pasteur à venir manger une dinde farcie et des beignets : « Amicissime, il est possible que la maladie vienne, prévenons-la... »

Dubaptiste se rendait volontiers à ces petites fêtes et quelquefois même, lorsqu'il s'agissait d'une réjouissance de famille, d'un anniversaire, il y apportait des quatrains de sa façon. Voici un échantillon de ces vers : il s'agit de l'anniversaire d'un Bednarski né probablement à une saison où il est difficile de trouver des fleurs.

Aujourd'hui, grande fête de famille
 Et des amis de la maison.
 Que le plaisir éclate et le bon vin pétile ;
 Que tous les cœurs chantent à l'unisson.
 Vive l'époux chéri, l'honnête et digne fils,
 Le frère bien-aimé, le meilleur des amis !
 Pour ses talents, ses vertus, son mérite,
 Qu'est-ce que quatre vers que l'amitié nous dicte ?
 Il nous faudrait des fleurs, des lauriers à foison,
 Oh ! dieux, que n'est-il né dans une autre saison !

Il occupait encore ses loisirs à donner des leçons, à élaborer des projets de temple monumental pour Royan. Un de ces projets, dessiné de sa main et que nous avons exposé, rappelle même, en petit, avec ses deux ailes semi-circulaires, le palais du Trocadéro !

A mesure que le temps passait, la tâche allait se simplifiant pour Dubaptiste, car, en 1805, un second pasteur était arrivé : c'était *Feyne*, de Livron (Drôme). Trois ans plus tard, en 1808, un troisième pasteur, *Buisson*, du Mas-d'Azil, venait à son tour les seconder.

Il est vrai que ces deux nouveaux collègues n'étaient guère faits pour s'entendre et que Dubaptiste dut intervenir bien des fois pour rétablir la paix. Mais ces ennuis étaient compensés par la diminution de travail et de fatigue. N'ayant plus à desservir que Royan et ses quatre succursales, il pouvait se consacrer d'une façon plus spéciale à chacune de ces Églises.

Les occupations étaient encore nombreuses, cependant ; à

chaque instant des affaires surgissaient dans cette vaste consistoriale et le président était le seul à pouvoir les régler. Il se tirait d'ailleurs presque toujours de ces difficultés avec esprit et douceur. En voici des exemples :

Au commencement de 1808, Royan dut augmenter un peu sa contribution à cause du troisième pasteur. Les anciens faisaient une opposition acharnée. « Mais vous aurez, par an, « trois sermons de plus, leur disait Dubaptiste. — Pour trois « sermons, s'écria un ancien, je ne donnerai pas 24 sous de « plus! » — Et Dubaptiste de répliquer : « Ils ne seraient « pourtant pas chers à 8 sous la pièce; autrefois, quand j'étais « seul, vous payiez les miens 50 livres. »

Vers le même temps, Royan prétendait être trop imposé; les mécontents criaient bien fort. Dubaptiste gagna encore sa cause en consistoire par un bon mot. Il parla, à Pons, de l'amointrissement du zèle et de l'accroissement du luxe chez les Royannais et termina son allocution en rappelant une parole de Joseph II aux habitants d'une petite ville du Milanais qui, un peu trop amis du bien-être et de la bonne chère, le suppliaient de diminuer leurs impositions : « Mes amis, « répondit le monarque, vivez sobrement comme votre pape « et habillez-vous simplement comme votre empereur : vous « aurez de quoi payer. »

A côté de ces questions d'intérêt général pour les Eglises, il y avait les affaires particulières des fidèles qui absorbaient le pasteur. Tantôt c'était un mariage qu'on lui demandait de faciliter, tantôt c'était un scandale qu'il fallait reprendre.

Voici des extraits d'une lettre d'un jeune homme qui lui confie ses peines de cœur.

« ...Le respect que l'on vous doit et la confiance que vous inspirez m'oblige à vous faire part de l'état de mon âme... Puissé-je, part ma franchise et ma sincérité, mériter votre estime! Et si j'ai le bonheur de vous intéresser, soyez bien convaincu, que toujours vous vous applaudirez d'avoir fait un heureux qui désire du plus profond de son cœur contribuer à celui de la Beauté qui l'aime! Que ce mot est trivial pour exprimer tout ce que je sent pour cette aimable personne! Mais tous les mots les plus doux ne sont-ils pas encore bien au dessous de ce qu'on éprouve quand on aime? Les écrits de Tibulle,

de Catulle (malgré leur perfection) pouvaient-ils dépeindre tout ce que leur âme sensible éprouvait?... Je vous serais donc redevable de la vie; oui c'est en vos bras que repose ma confiance et mon espoir. Que je bénisse le ciel qu'une personne aussi respectable que vous ait daigné s'intéresser à mon sort! »

Une autre fois, c'est un lecteur, un chantre de Saint-Sulpice qu'on a trouvé en état d'ivresse manifeste. Dubaptiste, indigné, a dit que cet homme était « un paveur de grands chemins ». Et le délinquant lui répond par cette lettre :

« Vous avez prêché ces jours derniers sur la parabole que le pasteur lésait les quatre vingt dix neuf juste pour chercher celle qui était perdue. Vous, pasteur qui me croyez égaré vous aites venu à ma porte et, au contraire de me rappeler, vous avez dit au voisin que vous ne vouliez ni me voir ni m'entendre... C'est un bruit qui est répandue parmi beaucoup et qui ne me fait pas honneur. Mais je prends toute l'Eglise à témoin que si on m'a vu quelque fois dans cet état, j'y suis presque la moitié du temps seul pour lire et chanter... C'est vrai, par occasion cela peut arriver, mais je ne suis pas le premier; Noé qui a été l'auteur de la vigne s'est bien enivré lui-même.... Je suis votre serviteur. »

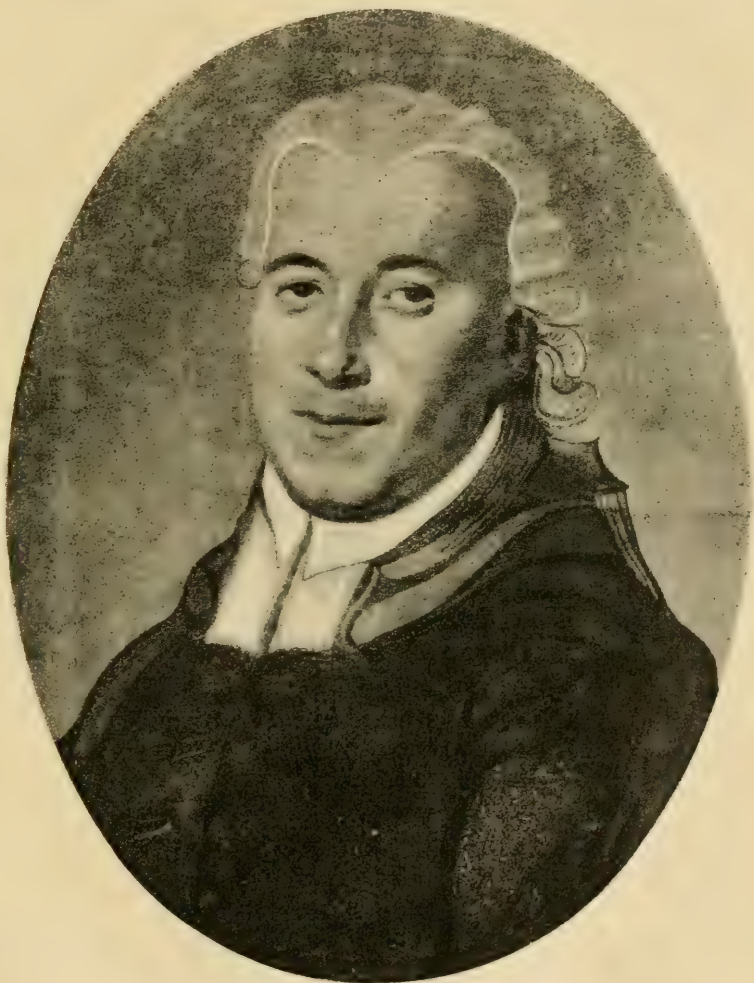
Mais les années de vieillesse et de souffrance étaient arrivées. Déjà, à plusieurs reprises, Dubaptiste, qui touchait alors à ses 70 ans, avait ressenti des attaques de goutte. Il mourut en 1815 après un ministère de treize ans dans cette Église de Royan qui, grâce à ses efforts, était complètement réorganisée.

Il faudrait, pour donner un dernier relief à cette physiologie, vous parler du prédicateur. Avec le nombre considérable de vieux sermons, tant du moine que du pasteur, qui sont en ma possession, il m'eût été facile d'ajouter un chapitre à cette notice déjà trop longue. Qu'il me suffise de dire que, sans être un orateur de marque, Dubaptiste avait pourtant une certaine originalité et une certaine finesse d'observation psychologique. Au milieu du style pompeux et redondant de l'époque, on tombe parfois sur quelques lignes justes et d'un tour vraiment moderne.

Un passage tiré d'un sermon du récollet et un passage tiré

d'un sermon du pasteur vous donneront une idée de sa bonne manière. Il s'agit du confesseur ; ces lignes sont empruntées à une homélie sur la *Confession* :

« Quoi ! vous rougissez, mon cher auditeur ! Mais le prêtre qui



PIERRE-JEAN DUBAPTISTE

vous écoute rougit peut-être plus que vous, lui-même, de voir que vos faiblesses seraient pour lui des vertus et vos plus grands défauts ses

moindres vices. Supposons qu'il soit plus exact, plus saint, plus chrétien que vous ; peut-il oublier cet oracle sacré de l'Écriture : que celui qui est juste prenne garde qu'il ne tombe : *qui stat videat ne cadat*. Sa fragilité réveille sans cesse cette crainte dans son âme ; et, tremblant pour lui qui est encore debout, il pleure sur vous qui êtes déjà tombé. »

Voici maintenant un paragraphe choisi dans un discours de *consécration* :

« On voit tous les jours des pasteurs qui se plaignent de l'indocilité de leurs troupeaux. Vaines clameurs. Ils en parlent trop aux hommes et peut-être pas assez à Dieu. Nous refuse-t-il un succès visible dans notre ministère ? Eh bien, entrons dans les dispositions où étaient les apôtres sur la mer. — « Maître ! disait à J.-C. l'un d'eux, nous avons travaillé toute la nuit et nous n'avons rien pris ; toutefois, à ta parole, je lâcherai encore les filets. » Voilà le langage d'un esprit toujours patient, le langage d'un ministre de l'Évangile. « Jusqu'ici, doit-il dire à Dieu, tous mes soins envers le peuple que tu as daigné me confier n'ont rien opéré ; je ne cesse de jeter mes filets et ils reviennent toujours à vide ; cependant tu m'ordonnes, Seigneur, de travailler et de ne pas me lasser. »

Tels sont le caractère, l'histoire et l'œuvre de cet ancien pasteur de Royan. J'ai pensé qu'on ne pouvait pas choisir un meilleur jour que celui-ci pour faire revivre ce personnage devant vous. Vous verrez tout à l'heure son portrait exposé ; vous pourrez maintenant le saluer d'un air de connaissance ; saluez-le aussi d'un regard de reconnaissance. D'ailleurs il vous répondra par un sourire bien doux, bien indulgent, de dessous sa vieille perruque à marteaux.

Il est déjà 4 heures et demie, et la chaleur commence à se faire sentir ; mais nous ne voulons pas, pour autant, nous priver des réflexions inspirées à M. P. Trocquemé, pasteur à Saint-Sulpice-les-Royan, par

UN REGISTRE PAROISSIAL CATHOLIQUE

PENDANT LA RÉVOCATION

La mairie de Saint-Sulpice possède un registre des baptêmes, mariages et inhumations, tenu par les curés et remontant à l'année 1646. Pour mieux dire, ce n'est qu'un recueil de cahiers, de format inégal et, par parenthèse, bien mal ordonnés.

Le premier de ces cahiers serait déjà intéressant. Les baptêmes — nous ne nous occuperons guère que de ces derniers dans notre notice — y figurent pour un chiffre insignifiant : un, deux, trois au plus par année. Mais nous ne tirons encore aucune preuve de ce fait.

Dès 1669, les cahiers qui suivent par ordre de date, sont cotés et parafés par le magistrat du siège présidial : ils sont authentiques. Or, le chiffre des baptêmes s'y relève sans doute un peu, mais bien peu. Pourtant cette fois il doit être exact. Les curés ont pour devoir et pour intérêt de tenir les cahiers à jour, pour devoir, puisqu'ils sont soumis à contrôle, pour intérêt, parce qu'ils sont en présence de la concurrence protestante. Que signifie cette pénurie de baptêmes ? Evidemment il naissait plus de six et même neuf enfants par année dans l'endroit. C'est que les autres étaient baptisés par les pasteurs et que les catholiques étaient en infime minorité.

Mais voilà qu'en 1686, le nombre saute brusquement d'une dizaine à 25, 30, 35, même 40, exactement 39. D'où vient cela ? Ils le savent, ceux qui sont au courant de notre histoire religieuse. La population catholique n'a pas doublé, triplé, dans l'espace d'une année, même de deux. L'explication n'est point là, d'autant moins que les noms des baptisés sont surtout protestants. L'explication, un des feuillets nous la donne, précise et navrante. L'acte révoquant l'édit de Nantes vient d'être publié et ce feuillet nous montre que l'acte a produit ses effets. Comme lorsque le vent, précurseur de l'ouragan, souffle déjà en tempête, les protestants se sont courbés sous l'orage. Ils n'ont pas attendu le dernier coup de

tonnerre. Il est vrai que la Révocation était déjà faite en détail : les temples étaient fermés ou démolis, les ministres chassés de leurs paroisses et toutes les autres mesures préparatoires prises depuis plusieurs années. L'acte final ne faisait donc que consacrer explicitement toutes les mesures antérieures.

Quoi qu'il en soit, en septembre 1685, dans l'endroit dont nous parlons, du 14 au 26, en douze jours donc, plus de 400 pauvres huguenots viennent faire leur abjuration. J'ai eu le courage de les compter, avec quelle douloureuse émotion, vous pouvez le penser ! Quelques-uns ont donné l'exemple les premiers jours, et les autres ont suivi. Certains d'entre eux se rendent isolément, comme plus tard il y eut des réfractaires qui finirent pourtant par se résigner à faire leur soumission.

Mais pendant deux ou trois jours, au plus fort des abjurations, ce fut un Sedan religieux. Comme naguère nos régiments, les protestants se présentent par groupes de 30, 50, 70. Aussi le curé les enregistre à la hâte et sommairement. Rien que les noms et la filiation ou la situation dans la maison, et c'est tout. Il y a aussi des détails pris sur le vif et on ne peut plus parlants. Ainsi : « Sont venus tels et tels sur l'heure de midi » ; plus loin, c'est « sur les trois heures », plus loin encore « au soleil couché ». Ou bien on lit, à côté de la signature du curé : « Sont survenus du depuis tels et tels », alors que les autres étaient déjà à l'église. D'autres fois on n'attend pas qu'ils viennent et d'ailleurs ils ne le pourraient pas. On les relance chez eux : « Un tel a été reçu dans son lit à cause de son incommodité ».

J'avoue que je me suis demandé, n'en pouvant croire mes yeux, si je n'étais pas en présence d'une rédaction faite après coup et sujette à caution. Mais il y a les signatures, non pas des abjurants : il s'en trouve très peu (on ne les leur demandait pas, sans doute, et ils n'auraient pu ou n'auraient voulu les donner), mais des témoins, très probablement des rabat-teurs de convertis, des préposés aux abjurations. Je trouve notamment un certain capitaine Jonnin, commis pour les fermes du roi, et sa femme, damoiselle Marie Barbot, dont

les noms figurent déjà dans des actes de 1669 et années suivantes. Tantôt il s'agit de leur mariage, tantôt du baptême de l'un de leurs enfants, ou de celui d'un enfant de leurs connaissances, ou enfin d'un enfant appartenant à quelqu'un de leurs subordonnés. C'étaient des convertisseurs. Il n'y a, en fin de compte, aucun doute à concevoir sur la véracité de ces abjurations. Nous savons que les mêmes choses se sont passées ailleurs, où les conversions ont eu lieu également en masse.

On pense bien que de pareilles abjurations, par fournées, n'étaient point réelles et ne pouvaient être prises au sérieux. Pour les prendre ainsi, il eût fallu être bien naïf, comme pour s'en contenter il fallait n'être guère difficile. Il est vrai que les convertisseurs n'étaient pas très exigeants sur les formalités : ils n'y regardaient pas de très près. On relève des déclarations comme celle-ci : « J'ai reçu aussi un billet par lequel j'ai été assuré de la conversion d'un tel. » D'un autre côté ceux qui se rendaient ainsi en masse n'obéissaient-ils pas peut-être à une sorte de tactique inconsciente ? N'était-ce point affirmer par là qu'ils n'étaient pas convaincus et qu'ils ne cédaient qu'à la force ? Si même les circonstances n'avaient pas été aussi douloureuses, on croirait que les abjurants y mettaient un peu de cette malice qui se retrouve toujours chez le Français et... chez le Saintongeais.

Mais sur qui en retombe l'odieux, en définitive, et même le ridicule ? Pour parler plus gravement, ce qu'il y a là de plus triste, c'est le mépris de la conscience, non pas tant chez ceux qui font l'abjuration de leurs prétendues erreurs que chez ceux qui les y obligent. C'est Edgar Quinet qui l'a dit, je crois, « L'éternel opprobre des fauteurs de la Révocation, c'est d'avoir tué cette conscience autant qu'il était en eux. »

A partir de 1686 donc, en ce qui regarde les baptêmes, notre registre change d'aspect. Les baptêmes s'y alignent en grand nombre, et bientôt sur de grands et beaux feuillets qui semblent triomphants. Mettons qu'il y a un peu d'imagination de notre part. En tout cas les baptêmes sont là, se suivant presque d'un jour à l'autre, quelquefois deux ou trois dans le même. Le changement est complet. Le libellé en est bref,

simple, on pourrait dire : calme, bien que l'on voie poindre par place un fait nouveau et qui deviendra plus marqué tout à l'heure. On y sent comme la tranquillité de la victoire et de la prise de possession.

Encore une imagination, dira-t-on. Ne serait-ce pas tout bonnement que les prêtres qui les ont enregistrés n'étaient point des fanatiques ? Cela est possible. On sait, en effet, qu'il y en eut dont le zèle avait besoin d'être stimulé, qu'il fallut rappeler à leur devoir et qui ne cédaient qu'à la pression de leurs supérieurs. L'un de nos curés pourrait bien être de ceux-là, à moins qu'il n'ait été simplement indifférent et qu'il ne se soit acquitté de son emploi que comme d'une corvée dont il se débarrassait au plus vite. Ceci, on le dirait à voir la façon hâtive dont il enregistre les baptêmes. L'écriture est négligée et presque illisible. Ou bien, dira-t-on encore, si le curé se contente d'inscrire les baptêmes en énonçant presque toujours simplement les noms des parents ainsi que ceux des parrains et marraines, sans indiquer la situation légale des enfants et des parents, ne serait-ce point qu'il n'y avait pas lieu de le faire d'une autre manière, ces derniers jouissant d'un état civil régulier, puisqu'ils avaient été mariés par les pasteurs au bénéfice de la loi antérieure à la Révocation ?

Nous y sommes. Précisément cette manière va changer. Les vainqueurs ne tiennent pas autant les vaincus qu'ils paraissent se le figurer ou que nous supposons qu'ils paraissent se le figurer. Les parents laissent bien baptiser leurs enfants, puisqu'ils y sont contraints. Plus tard même on ne leur donnera que vingt-quatre heures et certains actes de notre registre spécifient, en effet, que l'enfant est né le jour même. Seulement, comme on a oublié — je m'en étonne — de les obliger en même temps à se marier devant le prêtre, ils ne demanderont pas la bénédiction nuptiale catholique. Aussi, sur notre registre, au moment où les baptisés de tout à l'heure sont devenus pères et mères de famille, se présente le fait que nous faisons pressentir. Ce fait, c'est le nombre excessif d'enfants illégitimes, du moins portés comme tels : la moitié, les deux tiers, une année 24 sur 29, presque la totalité. Quelle affreuse immoralité, si nous ne savions à

quoi nous en tenir ! Ce n'est point cela. Les parents, nous l'avons dit, ne se sont pas mariés devant le prêtre. Ont-ils été mariés en cachette par un pasteur ou ne l'ont-ils pas été ? L'un et l'autre cas sont possibles. Mais, de toute manière, leur situation légale est la même. Toujours est-il, disons-le à la louange de ces pères et mères, qu'il fallait du courage pour affronter l'ignominie, en ne demandant pas une bénédiction qui ne leur était sans doute pas imposée, mais dont l'absence les laissait dans une situation irrégulière et honteuse devant le monde. Ils ne sont donc pas mariés et leurs enfants sont illégitimes.

Le libellé des baptêmes est alors de plus en plus significatif. En suivant notre registre, on voit parfaitement la progression. De 1689 jusque vers 1700, aucune désignation : nous l'avons constaté il y a un instant. Puis le curé commence à qualifier certains enfants de « naturels ». Son successeur, en 1719, emploie simplement encore le mot d'illégitime. Il ne se sert d'un terme plus cru et plus grossier qu'une seule fois, en 1723. Il s'agit de l'enfant d'un « sieur Robin ». Veut-on humilier celui-ci en qualité de gentilhomme¹ ? C'est probable. Enfin en 1728, arrive un nouveau curé, en même temps chanoine : un zélé celui-là. La formule s'accroît et devient outrageante au possible : « Un tel, fils bâtard d'une telle, en concubinage avec un tel, lequel a déclaré en être le père. » Voilà la teneur de l'acte. Cette dernière formule a l'air d'être comme la consécration de la bâtardise, étant celle qu'on emploie quand le père d'un enfant réputé illégitime consent à se faire connaître. Mais dans le fond, il s'y trouve comme l'aveu que ce père et cette mère sont bien des parents pour de bon, si l'on peut ainsi dire, et cette formule équivaut à une sorte de légitimation. C'est fictivement qu'ils ne sont point mariés. Mais le curé ne se contente pas encore de cela : il y ajoute une expression locale, celle d'*adoués*, dont on n'a pu me donner la signification exacte, mais qui emporte un sens de mépris et de flétrissure. Décidément ici s'exhale le dépit de voir échap-

1. En 1727, une fille est dite « incestueuse », parce que le père et la mère étaient cousins-germains.

per ces huguenots qu'on croyait bien avoir domptés et rattachés définitivement à la religion dont ils avaient fait la profession extérieure. On ne peut plus dire que nous interprétions : la preuve est là, évidente et complète. Cette maladie, la fièvre rageuse, est arrivée à sa dernière période ¹.

Il y a autre chose. Ce dépit même nous fait sentir qu'un changement s'est produit dans la situation des protestants, comme dans l'opinion. Indirectement, il y a là un point d'histoire. Le style, c'est l'homme, mais c'est aussi le temps. En dépit du rappel à l'exécution de certaines ordonnances, et bien que le monarque régnant alors renchérisse parfois sur les rigueurs de son prédécesseur, par exemple lorsqu'il ordonne que les enfants des protestants soient baptisés dans les vingt-quatre heures après leur naissance, à d'autres égards les circonstances sont devenues plus favorables pour nos pères. Une accalmie s'est produite. Il y a une sorte de tolérance tacite plus forte que les ordonnances. Les pasteurs qui rentrent en France ou qui y viennent sont moins traqués et ont pu reprendre avec impunité certaines fonctions de leur ministère, ce qui nous fait présumer que les jeunes gens, arrivés à l'âge de se marier, ont bien pu recevoir la bénédiction nuptiale des ministres. C'est ce dont le curé d'alors ne peut prendre son parti. S'il outre les termes des actes de baptême, c'est que les temps sont meilleurs pour ses paroissiens forcés, lesquels ne lui laissent à faire que des baptêmes et des enterrements. Quant à des mariages, il n'en fait guère : deux ou trois, quatre au plus dans une année, et sans doute des mariages catholiques. C'est peu, comparativement au nombre des baptêmes.

Il en est ainsi jusqu'à l'année 1755 où apparaît, parallèlement au registre tenu par les prêtres, un registre tenu par les pasteurs et dont les feuillets portent le timbre de la généralité de la Rochelle. Autorisés ou non, ces pasteurs baptisent et marient. Sur ces feuillets, avec des actes se rappor-

1. Un acte porte cette mention assez originale : *Fils naturel, utrum sit legitimus, non est locus credendi, cum ipsius pater sit calvinisto pertinacissimus.*

tant à d'autres Églises que le même pasteur desservait en même temps, s'en présentent un grand nombre qui concernent des protestants de Saint-Sulpice. C'est une satisfaction d'y voir inscrits en bonne place, de cette grande et belle écriture des hommes de ce temps-là, les baptêmes d'enfants appartenant à ces familles dont nous avons trouvé les noms tout à l'heure sur les actes d'abjuration. Les protestants se sont ressaisis, ils sont revenus à la religion de leur cœur et qu'ils n'avaient quittée qu'en apparence. Ils sont heureux de présenter leurs nouveau-nés aux pasteurs et ceux-ci alors qualifient fièrement ces enfants de légitimes. Ne le sont-ils pas, en quelque sorte, doublement : devant la loi qui, encore en septembre 1685, permettait aux ministres de célébrer les mariages, il est vrai devant l'officier de justice commis à cet effet, et ne fut abrogée qu'arbitrairement quelques semaines après ; devant Dieu que les époux et les ministres avaient préféré servir, les premiers au détriment de leur honneur aux yeux du monde, les seconds au péril de leur liberté, et même de leur vie ?

Messieurs, les faits que j'ai rappelés dans cette notice, du moins les semblables, sont connus de quelques-uns d'entre vous. Pour ceux-là je n'ai donc rien dit de nouveau. Mais je ne crois point faire injure à mes auditeurs en supposant que la plupart d'entre eux les ignorent. Peut-être n'auront-ils intéressé que les descendants de ceux que ces faits concernent et qui se trouvent ici. Cependant il m'a semblé qu'il y avait quelque chose de vivant dans ces pages usées, effritées, par place effacées, mais qui parlent à l'esprit. En les parcourant, je voyais défiler devant moi tous ces braves gens d'il y a deux cents ans, les Bourdonneau, les Villeur, les Morisseau, les Péron, les Richaud, les Fournier, les de la Roche, et d'autres encore, dont les arrière-petits-enfants sont là, dans ce pays, et quelques-uns dans ce temple. Pour qui sait lire entre les lignes, que de luttres, d'angoisses, de hontes se cachent dans ces vieux feuillets ! Pensez-vous qu'ils y allassent allègrement, ces pauvres huguenots qui attendaient l'heure du soir pour se rendre à l'église par troupes comme si, parce qu'ils étaient en nombre, il y eût pour chacun une

excuse, l'humiliation et l'infidélité apparente étant partagées ? Avant de s'y décider, n'ont-ils pas pesé le pour et le contre, se demandant ce qu'il fallait faire et s'il était bien de paraître renier ce qu'ils avaient professé jusqu'à présent et qu'ils croyaient encore, et de se conformer extérieurement à des pratiques auxquelles leur conscience répugnait ? Et quand surtout, présentant un enfant au baptême, bien que certains pussent sourire en dedans d'une qualification qu'ils savaient n'avoir ni encourue ni méritée, ils entendaient dire que cet enfant était bâtard ; quel opprobre et quelle révolte !

Sans les approuver, outre qu'ils ne pouvaient se soustraire à cette formalité et qu'on l'eût accomplie sans eux et malgré eux, réfléchissons que, dans leur pensée, en abjurant de bouche et en gardant ainsi leurs enfants, c'était, à vrai dire, le seul moyen pour eux de corriger à la maison l'instruction religieuse que ces enfants recevraient à l'école et à l'église et de les réserver pour des temps meilleurs où ceux-ci du moins pourraient croire et pratiquer selon leur conscience. Et de fait, les enfants de ceux qui ont fui sans pouvoir les emmener, et qui sont restés sans abjurer ont été perdus pour nous. Ces temps meilleurs, ils les attendaient prochainement, espérant contre espérance. Vous le savez, de même que ceux qui étaient à l'étranger, se tinrent longtemps aux abords de la frontière, guettant le moment de rentrer, une fois la bourrasque finie, ceux qui restaient à l'intérieur comptaient bien aussi que ce n'était qu'un court et mauvais moment à passer.

Je termine par un souhait, banal si l'on veut, mais toujours et plus que jamais en situation. C'est que les descendants de ceux qui ont enduré de pareilles épreuves redoublent d'attachement pour la foi à cause de laquelle leurs pères ont tant souffert.

M. le professeur Bonet-Maury termine par la prière cette séance à laquelle n'ont manqué, comme on voit, ni le nombre ni la variété des communications, mais qui aurait paru moins longue, si la difficulté de bien les entendre n'avaient quelque peu nui à l'intérêt et à l'entrain des auditeurs.

Il est près de 5 heures lorsqu'on sort du temple, heureux de trouver plus de fraîcheur et un peu plus d'espace. Tout en serrant, de ci, de là, des mains amies, on va voir l'exposition huguenote rétrospective installée avec beaucoup de goût, à côté du temple, dans le préau de l'école Gambetta, par MM. Moutarde, Meunier et Guichard : collections numismatiques, très complètes, de MM. V. Bordes et Th. Maillard; — vues anciennes de Royan, prêtées par l'auteur du *Guide*, M. V. Billaud; — naïf pastel de Dubaptiste, dont on a vu plus haut une reproduction; — projet bizarre d'un temple pour Royan, dessiné par ce pasteur; — beaucoup d'arrêts imprimés et quelques vieux livres; — parmi les manuscrits, le certificat de consécration du pasteur Liard, de la main d'Antoine Court, prêté par Mme Boutin; — le registre d'abjurations du prieur de Sablonceaux (1681-1686), etc. — M. Moutarde est un exposant, non seulement fort entendu, mais encore fort généreux, car il cède aussitôt à notre Bibliothèque celles de ces pièces lui appartenant, qui peuvent l'intéresser.

On s'arrêterait plus longtemps s'il ne fallait se rendre plus près de la plage que va bientôt dorer le soleil couchant, à l'hôtel d'Orléans où nos coreligionnaires royannais ont tenu à nous offrir un banquet. Une centaine de convives s'installent autour d'une longue table où l'on n'entend bientôt plus que le bourdonnement des conversations entrecroisées. Au dessert, série de toasts : M. Torchut qui préside, remercie la Société pour le bien qu'elle vient de faire et pour celui qu'elle va encore faire ce soir. — Des deux adjoints protestants, MM. Rodanet et Barthe, qui ont bien voulu, en l'absence du maire, nous honorer de leur présence, ce dernier, fils de pasteur, invite les hôtes temporaires de Royan à y revenir, non plus en historiens, mais en touristes, pour se reposer de leurs recherches et de leurs discours. — M. de Schickler ne demande pas mieux que d'accéder à ce vœu et regrette que tous les membres de la Société ne puissent jouir de l'accueil qui l'a si profondément touché. Au nombre des absents, il mentionne un de nos membres honoraires, M. le pasteur Ch. Dardier, qui relève en ce moment même d'une si grave maladie et dont l'Église de Nîmes vient de célébrer avec émotion les *cinquante ans de ministère*¹. — Enfin, M. le pasteur Trocquemé nous donne en vers l'épilogue de sa lecture au temple, sous le titre de

1. *Cinquante Ans de ministère*, Charles Dardier, 1843-1893, brochure de 12 pages, in-8, Nîmes, Clavel et Chastanier, 1893, se vend au profit du *Sanatorium ou crèche des Cévennes*, 0 fr. 25.

UN BAPTÊME EN 1724

Les deux époux sont là, dans la chambre bien close
 Par crainte des voisins. N'est-ce pas une chose
 Terrible, dites-moi, qu'il faille se cacher
 Quand vous vient un enfant; serait-ce donc pécher
 Que de le mettre au monde? Et pourquoi son entrée
 En cette humble maison, si longtemps désirée,
 Au lieu de l'allégresse y met-elle le deuil,
 Tout comme si la mort avait touché le seuil?

« Ordre du Roi. Ce jour de mai le quatorzième,
 Par la grâce de Dieu, Nous, Louis le quinzième,
 Roi de France et Navarre, à tous faisons savoir
 Qu'il est enjoint à ceux dits réformés d'avoir,
 Et dès le susdit jour de la présente année,
 A porter leurs enfants dans la même journée
 Qui suivra la naissance, à l'église du lieu,
 Pour recevoir l'eau sainte en présence de Dieu,
 Et pour être, selon la règle apostolique,
 Elevés dans la foi romaine et catholique.
 Tel est notre plaisir. »

A tous les coins du bourg
 L'Édit est publié par la voix du tambour.

Les deux pauvres époux sont là, depuis la veille,
 Tristes et combattus. Toujours à leur oreille
 Retentit comme un glas funèbre : « Ordre du Roi. »
 Pour leur cœur angoissé que de honte et d'effroi !
 Il faudra donc la voir, cette mignonne fille,
 — C'est leur premier enfant, l'aube de la famille, —
 Il faudra donc la voir, la loi le veut ainsi,
 Le couple le sait trop et le comprend enfin,
 Il faudra donc la voir offerte et consacrée,
 Au mépris de leur foi, dans l'église exécrée !
 Que faire ? Est-il possible encore d'échapper
 A l'affreuse ordonnance et comment la tromper ?

Ils espèrent toujours. Quelle est leur espérance ?
 On leur dit qu'un ministre est de retour en France,
 Qu'il a tenu tout près, dans les îles d'Arvert,
 Un prêche clandestin, qu'il n'est point découvert
 Et qu'on l'aura peut-être ici ; que la nouvelle
 En est venue hier par un homme fidèle.

Si cela n'est point faux pourtant, on le prierait
 De baptiser l'enfant. Alors, quand on devrait
 La porter à l'église, elle aurait le baptême
 Du ministre, et pour eux, que ferait l'anathème
 Du prêtre fanatique, et le nom d'adoués
 Donné sur le registre à ses parents voués
 A l'opprobre, et le nom pour elle de bâtarde ?
 Sont-ils pas mariés ?

Et le couple retarde

Le moment du départ pour l'église. « Aujourd'hui
 N'est point passé. Ce soir, quand la lune aura lui
 Sur le toit de la grange, eh bien, a dit la femme,
 Nous nous résignerons à cette chose infâme.
 Alors, puisqu'il le faut, on l'ira baptiser.
 Jusque-là laissez-moi, laissez-moi la baiser. »

Mais c'est trop. Sous l'effort du chagrin, défaillante,
 Elle cède un moment, cette mère vaillante,
 Et, vaincue à la fin, tombe sur l'oreiller,
 Étouffant ses sanglots pour ne point réveiller
 Son enfant.

Lors l'aïeul, de la chambre prochaine
 Est sorti. C'est un vieux, robuste comme un chêne,
 Ridé mais droit encore. Il a beaucoup pâti
 Pour la religion, et s'il en est sorti
 Sain et sauf, c'est miracle. Il a risqué sa tête
 En logeant un ministre, et puis, dans la tempête,
 Il l'a sauvé de mort. Il a fait la prison
 Pour avoir lu la Bible un soir dans sa maison.
 C'est un bon. Et pourtant jadis il crut comprendre,
 Peut-être a-t-il eu tort, qu'un homme doit se rendre
 A la plus dure loi.

« Mes enfants, leur dit-il,
 Il n'est, pour échapper, aucun moyen subtil.
 Vous vous refuseriez à l'offrir au baptême,
 Que le prêtre, bien sûr, le ferait tout de même.
 Au couvent voulez-vous la laisser élever ?
 Prenez le seul moyen de vous la conserver.
 Portez-la. Dans la nuit du vingt-trois de septembre
 Mil sept cent deux, mon fils, dans cette même chambre,
 — Les temps étaient encore plus tristes, — j'ai cédé,
 Après quelle bataille en moi ! j'ai décidé
 De faire acte. C'est dur, enfin, qu'on abandonne
 Et son champ et son fils. Que Dieu me le pardonne !
 Mais il sait, il sait bien pourquoi je n'ai point fui :
 En abjurant pour toi, je te gardais pour lui. »

La sage-femme attend.

La mère se redresse :

Elle veut habiller sa fille. Une caresse,
Une épingle, un sourire... elle « change l'enfant ».
« Sans doute il ne faut rien qui soit trop triomphant :
Je n'en ai pas le cœur pour elle, la pauvrette !
Seulement, n'est-ce pas ? qu'on la trouve proprette.
Attendez... au bonnet je mets un ruban noir :
Les voisins n'y verront pas grand'chose le soir ;
C'est mon deuil. A présent allez au presbytère
Du curé recevoir l'acte du baptistère.
Mais, Jacques, tu le sais, mon homme, au demeurant,
Dit-elle, à son mari qui l'écoute en pleurant,
Notre fille sera protestante. »

On l'emporte.

A l'église du bourg. Depuis longtemps la porte
S'ouvre matin et soir : les curés de l'endroit
Déjà ne chômaient guère, et leur registre étroit
Ne leur suffisait point. Après l'Édit, le prêtre
S'attend encore plus à voir enfin paraître
Cet enfant nouveau-né. L'ancien ne faisait pas
Six baptêmes dans l'an, il en rageait tout bas.
Lui, n'en aura que trop.

La voilà baptisée.

Mais n'est-ce point misère et n'est-ce point risée,
— Ainsi que moi vous tous en êtes ébahis, —
Qu'au pays du bon sens nous fussions tant haïs
Qu'on nous ait fait un jour subir des lois pareilles ?
On n'en peut croire encor ses yeux ni ses oreilles.

Du moins ces choses-là ne sont plus de saison :
La France a retrouvé maintenant sa raison.

La nuit venue, retour au temple. A 8 heures et demie l'assemblée est, si possible, encore plus compacte qu'à 2 heures. MM. Gaus-sorgues et Torchut reprennent leurs postes respectifs, le premier à la tribune où nous ne tardons pas à apprécier sa direction, le second, derrière la table de communion, d'où il annonce brièvement les orateurs et les sujets de leurs allocutions ; pour éviter les mé-comptes acoustiques de l'après-midi, ils parleront du haut de la

chaire. La séance s'ouvre par le choral de Luther, et M. F. Puaux ayant désiré parler le dernier, M. N. Weiss résume, à peu près en ces termes, quelques

NOTES

SUR LES HUGUENOTS DE ROYAN ET DE LA CÔTE

I

La Réforme fut sans doute apportée ici par les mêmes moines, fugitifs pour cause d'hérésie, qui évangélisèrent l'île d'Oleron et ce qu'on appelait alors l'île d'Arvert. On peut également présumer que vers la même époque où s'éleva le premier temple d'Arvert, c'est-à-dire en 1566¹, il y en eut un aussi, à Royan. Dans tous les cas une Église régulièrement organisée y existait dès l'année 1560, puisqu'un document postérieur cite un registre de baptêmes protestants, administrés à Royan et remontant à cette date².

Ce premier culte réformé dura, avec des interruptions plus ou moins longues — plutôt longues que courtes — environ quatre-vingts ans. Un arrêt du Conseil d'État, du 14 avril 1644, en interdit, en effet, l'exercice *dans l'intérieur* de la ville, sous peine d'une amende de 10,000 livres. Cet arrêt avait été sollicité par le marquis de Royan, bon catholique, qui ne voulait pas — ce qui donne une idée instructive de son intelligence ou de sa mauvaise foi — que « Dieu soit déshonoré³ » dans son marquisat.

C'est sans doute à cette époque, quarante ans avant la révocation de l'édit de Nantes qui interdit tout culte protestant, que les Royannais durent aller, pour s'édifier en commun, jusqu'au bourg de Vaux, où il y a encore aujourd'hui un temple et un pasteur. Nous les y retrouvons, en 1679, dans une cir-

1. Voy. Letelié, *Ronce-les-Bains*.

2. Arch. nat., TT 261.

3. Filleau, *Décisions cathol.*, cf. E. Benoit, *Hist. de l'Éd. de Nantes*, III, 16.

constance qui vaut une mention. Un arrêt du Conseil, du 2 janvier de cette année, ordonnait la démolition de tout ce qui, dans les temples, marquait une différence entre les bancs des Anciens, ou ce que nous appelons encore le parquet, et ceux des autres fidèles. On voit que dans ce grand règne rien n'était trop petit pour légiférer lorsqu'il s'agissait des prétendus réformés.

Le 11 mars 1679, cet arrêt fut signifié aux Anciens de Mornac, d'Arvert, de la Tremblade et de Vaux « le tout en l'isle d'Arvert et baronnie de Mornaq ». Le 22 mars, Jarrossay de Villeneuve, lieutenant de la maréchaussée des îles de la Saintonge, accompagné de deux archers, vint à Vaux et se fit ouvrir le temple « par le sieur Morin, notaire royal, Ancien dudit consistoire », et, remarquant « que les ditz Antiens, pour se distinguer, auroient faict renfermer leurs banqs de quelques « planches en forme de balustre », les fit aussitôt enlever en sa présence.

Le 15 juillet, nouvelle visite, cette fois de Pierre Chesnier, huissier à Rochefort, qui vient réclamer les frais de la première, soit 23 livres. Daniel Morin répond qu'il ne payera pas, le consistoire, — nous dirions aujourd'hui le conseil presbytéral — n'ayant nullement consenti à cette dépense. Là dessus, Chesnier appelle deux voisins qui s'empressent de « s'absenter », et se met en devoir de saisir « un lit avec son « traversier de plume, le coity demi neuf, une couverte grize « et finalement huict platz et dix assiettes, le tout d'estain ». — Résistance énergique de Morin, de sa femme et de sa fille, assistés de Gouy son gendre, Pierre Bonfilz, marchand, Pierre Masson, marinier, Jean Chaillou, maitre chirurgien, etc. Pourtant Etienne Frétard, prévôt de la terre de Royan, avait réussi à mettre les plats et assiettes dans un sac. Morin et Gouy le saisissent, l'un aux cheveux, l'autre à la barbe et lui disent : « C'est toy coquin, qui as amené ces gens icy, il « faut que je te frotte — ce que voyant, aurois faict en sorte, » dit Chesnier, « avec autres mes assistans, d'oster led. Fré- « tard de leurs mains, sans quoy ils l'auroient beaucoup in- « commodé. »

Je n'ai pu trouver la suite de l'affaire, mais soyez sûrs que

le procès-verbal de cette « révolte », dressé le 17 juillet¹, coûta cher à Daniel Morin et à ses amis. Aussi bien n'est-ce pas pour cela que je l'ai cité, mais pour donner une idée de l'énergie des protestants de la côte à cette époque. J'aisouvent pensé et je pense encore que si, au lieu de baisser la tête et d'accepter toutes les iniquités, nos pères avaient su s'entendre pour résister sérieusement, dans les limites de leurs droits, Louis XIV y aurait peut-être regardé à deux fois avant de trahir brutalement et lâchement sa propre parole.

II

Quoi qu'il en soit, déjà le 26 janvier 1682, plus de trois ans avant la Révocation, un nouvel arrêt du Conseil d'État interdit le culte réformé au bourg de Vaux, ordonna la démolition du temple et envoya le pasteur Pierre Fontaine en prison au château d'Oleron². Il faut remarquer qu'à cette époque et en dépit de vexations et de tentatives de conversion qui duraient depuis plus de trente ans, les protestants formaient encore la grande majorité des habitants de cette région. Voici une statistique du 28 mai 1682, certainement exacte puisqu'elle est signée d'un enragé convertisseur, l'intendant de Demuin. Pour l'île d'Arvert, Chaillevette et les Mathes, avec la Tremblade, il indique 2021 feux, dont 1817 protestants. A Royan, sur 459 *feux* ou ménages, 395 le sont aussi ; à Vaux 91 sur 108 ; à Saint-Palais 214 sur 229 ; à Mornac 325 sur 346 ; à Saint-Sulpice 154 sur 178³ ; etc.

Que firent ces deux à trois mille protestants de Royan et de Vaux ? Quelques-uns, sans doute, se soumirent en apparence. Mais d'autres se dirent : « On démolit notre temple ; allons où nous trouverons la nourriture spirituelle. » Or, le frère du pasteur prisonnier, Jacques Fontaine, jeune propo-

1. J'ai cité des extraits de l'original que j'ai copié et qui se trouve aux Arch. nat., TT 289^b.

2. Arch. nat., TT. 261.

3. *Ibidem*, TT. 259.

sant ou candidat en théologie de 25 ans, habitait alors la maison paternelle à Jenouillé, dans le village de Châtelars. Il reçut chez lui tous ceux qui désiraient s'édifier, et, pendant tout l'hiver de 1683 à 1684, leur fit le culte tous les jours, tantôt pour les uns, tantôt pour les autres, à tour de rôle. Comme il passait la semaine sainte à Cozes, ceux auprès desquels il avait aussi bravement que secrètement remplacé le temple et le pasteur, se réunirent d'eux-mêmes jusqu'au nombre d'un millier, derrière cette maison de Jenouillé, dans les bois de Châtelars. Un maçon leur lut les prières, un sermon et ils chantèrent quelques psaumes, le jour des Rameaux et le jour de Pâques 1684.

L'évêque de Saintes, le fameux Guillaume II de la Brunière, avisa sans tarder le lieutenant général J. Pichon et le pria de se transporter à Royan pour exercer des poursuites. Tous s'étant cachés dans les bois, on ne saisit d'abord que le pauvre maçon qui, terrorisé et ayant eu la faiblesse d'abjurer, fut relâché, mais pour aller s'humilier et se repentir chez Jacques Fontaine. Alors ce dernier prit la résolution de s'offrir lui-même pour ses brebis. Ce courageux exemple fut si contagieux que lorsque le prévôt se représenta, cent cinquante paroissiens demandèrent aussitôt à partager le sort de leur pasteur. Les prisons de Saintes étant déjà pleines, on ne choisit que dix-huit hommes qui y arrivèrent comme en triomphe. L'extraordinaire hardiesse et intelligence de Jacques Fontaine, qui leur faisait tous les soirs la prière dans la salle commune, les confirma si bien que pas un seul ne faiblit. Condamnés (avril 1684), Fontaine à 100 l. et à l'interdiction du ministère, et tous solidairement à l'amende honorable et à plus de 3000 francs d'amende, ils en appelèrent, et furent transférés dans les prisons de la Réole où se trouvaient, depuis cinq ou six mois déjà, les pasteurs de Saintes, de Marennes et de Cozes.

Le 10 octobre 1684, ils se décidèrent à envoyer au secrétaire d'État, Châteauneuf, ce placet :

« Ce n'est qu'après avoir fait une grande violence, reconnoissans notre petitesse, que nous prenons la liberté de nous adresser à

votre Grandeur. Le pitoyable dans lequel nous nous trouvons, nous a obligé à vous faire icy une petite peinture de nos misères, étans détenu dans une étroite prison. Le sujet de notre emprisonnement est pour avoir été accusez d'avoir fait assemblée, affin de rendre à Dieu le culte religieux qui luy est deu. Bien est vrai, Monseigneur, que, voyant l'état triste de nos demeures, par la démolition de notre temple et n'avoir aucun lieu pour faire nos dévotions qu'à quinze ou seize lieues de nos demeures, la pauvreté règne parmi nous avec tant de force qu'il auroit falu estre exposez à la mendicité par le chemin. Et notre conscience ne nous permettant pas de demeurer sans dévotion, nous résolûmes, pour n'estre pas en scandale à messieurs de l'Eglise romaine, de nous retirer en un bois distant d'un quart de lieue de nos demeures, où nous fûmes vus par un homme qui en avertit M. le procureur du Roy à Xaintes, qui informa contre nous et obtint décret. Et monsieur le Visenechal arriva là avec douze archers qui prirent dix-huit personnes d'entre nous. Et nous ayant liez comme brebis qu'on mène à la tuerie, ils nous menèrent devant monseigneur de Carnavalet, gouverneur pour le Roy en Brouage; et puis après à Xaintes où on nous garda deux mois en prison sans nous rien dire que seulement nous interroger, si nous n'avions pas porté d'armes avec nous. A quoi nous répondîmes que les armes que nous avions portées, c'estoit la parole de Dieu.

« Pour fin, on nous dit, Monseigneur, que nous étions contrevenans à l'ordonnance de S. M. qui nous défend de faire d'assemblée. Mais il est certain, Monseigneur, que nous n'avons jamais sçu qu'il y eût des déclarations du Roy qui nous défendissent de nous assembler, et même n'en savons encore rien, sinon que par des ouy dire. Finalement, après les deux mois expirez, pendant lesquels nous fîmes trois sommations consécutives de nous juger, on nous condamna, savoir deux bannis hors du Royaume pour cinq années, huit hors de la province pour deux années et les huit autres aussi hors de la province pour un an, avec amande solidaire de mille écus. Duquel jugement nous appellâmes à la Reolle où on nous a conduits près de deux mois après notre appel. Auquel lieu nous sommes encore ensérez depuis un long temps, sans voir aucune espérance d'être élargis, ce qui nous cause de considérables pertes dans la récolte de cette année, nos familles étant exposez à la mendicité; ce qui nous oblige d'avoir recours à votre bonté, Monseigneur, pour qu'elle nous tire de la misère dans laquelle nous sommes, par les voyes qu'elle jugera raisonnables.

« Espérant ces grâces, nous présentons des prières à Dieu pour

votre prospérité, et vous prions de permettre que nous nous disions,
avec respect, Monseigneur, de votre Grandeur,

Les plus humbles et plus soumis serviteurs,

A la Réole,	HORIAU,	DANIEL BARRAUD,
le 10 octobre 1684.	P. RENOULEAU,	DANIEL COTTEREAU,
	pour tous les prisonniers ¹ . »	

N'êtes-vous pas frappés du style ferme, très simple et très noble de ces braves Saintongeais, et y a-t-il ici quelqu'un qui oserait rougir de descendre des signataires de cette lettre? — Dieu eut égard à leur droiture et à leur sacrifice; il seconda si bien les énergiques efforts de leur jeune berger, que leur peine fut considérablement diminuée, qu'ils purent aller célébrer les fêtes de Noël en famille, et que, — grâce à la charité de tous ceux que leur exemple avait émus, — les appréhensions qu'ils exprimaient dans leur requête furent dissipées.

Mais beaucoup, — ils eurent cent fois raison, — n'attendirent pas les dragons ou n'écoutèrent pas les assurances pacifiques de M. de Certani, curé ou prieur de Royan, et s'embarquèrent en masse pour l'étranger. Le proposant Jacques Fontaine abandonna pour 1,300 livres de biens. On pourrait citer les noms de plus de cinquante autres, les Vedart, Guillot, Gorry, Pariolleau, Taillevert, Denis, Boisseau, Nermon, Guittaudet, Fleurisson, Gombaud, de Blois, etc. Tous abandonnèrent, qui des terres, qui des maisons ou des marais salants, et comme tout cela fut mis en régie, leurs noms nous ont été conservés².

III

Suivons, en terminant, la destinée de quelques-uns de ces fugitifs. — Le 12 mars 1689 une ordonnance de Louis XIV

1. TT. 261. Les documents officiels confirment absolument le récit détaillé, et si captivant, que Jacques Fontaine nous a laissé dans ses Mémoires, publiés en 1887 par la Société de Toulouse sous le titre de *Mémoires d'une famille huguenote, victime de la Révocation de l'édit de Nantes*. — Un exemplaire de ce volume devrait se trouver dans chaque famille de Royan et des environs.

2. On les trouvera dans deux cartons des Arch. nat., TT 242 et 259.

permit à ceux d'entre eux qui se retireraient en Danemark ou à Hambourg, alors alliés à la France, de jouir de la moitié de leurs biens abandonnés¹. *Élie Bédard*, de Royan, était ainsi devenu sujet danois et trafiquait en 1693 sous ce pavillon, avec son compatriote *Daniel Gouin*, son lieutenant de bord *Pierre Péraud*, de Saint-Georges de Didonne, son pilote *Jacques Rulland*, de la Tremblade, et une quinzaine d'autres. Leur navire *la Montagne* fut pris par un corsaire, conduit à Toulon, et eux-mêmes mis à la prison de l'arsenal où M. Robert, l'intendant, leur signifia un ordre du ministre, M. de Pontchartrain, « de se faire instruire dans la religion « romaine, faute de quoi on fera leur procès ». — Ils invoquèrent le bénéfice de l'ordonnance de 1689 et déclarèrent « qu'il n'y a que Dieu qui pourrait les faire changer de religion ».

Pour ne pas avoir l'air de se moquer absolument de cette ordonnance, on finit par en relâcher dix, mais dix autres, dont ceux que j'ai cités, furent déclarés coupables d'avoir contrevenu aux ordres de S. M. au sujet de la R. P. R., et condamnés aux galères. Ils en appelèrent au Parlement, furent transférés à Aix, et pendant plus de huit mois exposés, sans défaillance, à toutes sortes de tentatives de conversion, « préférans l'opprobre de Christ aux trésors de l'Égypte ». Le 12 juin 1694, bien que les conseillers du parlement eussent confessé « qu'ils condamnoient des innocens, et que sans « cette lettre (du ministre) on les mettoit hors de cours et de « procès », la sentence de Toulon fut confirmée.

«... Le greffier nous dit qu'après que nous fûmes sortis de la Chambre, ils dirent tous : « Ces pauvres gens vont aux galères en « riant. » Trois jours après, qui étoit le 15 juin 1694, on vint, de la part de l'intendant, nous demander si nous voulions dire seulement ouy, on nous assuroit de notre liberté. Il y eut un de nos matelots qui eut la faiblesse de succomber, et fut mis en liberté quelques jours après. Et quant à nous, on nous mit les fers aux pieds et aux mains, comme aux derniers des scélérats, et on nous fit conduire par huit archers sur les galères²...»

1. Voy. L. Pilatte, *Édits*, etc., p. 327.

2. Ces citations sont extraites d'une lettre de Pierre Péraud, au pasteur

Ainsi la religion seule fut cause que le gouvernement, violant sa propre parole, riva ces infortunés au banc des forçats. Leur liberté avait tenu à un seul mot qu'ils avaient refusé de prononcer. — Elie Bédard fut enchaîné sur *la Superbe*, la galère dont l'aumônier Jean Bion fut converti par l'héroïsme huguenot qu'il eut sous les yeux. Il y souffrit « en honorant » sa profession de confesseur de Jésus d'une piété sincère et « d'une véritable affection pour ses pauvres frères en Christ ». Toutes les tentatives faites pour obtenir sa grâce échouèrent, et il mourut forçat en janvier 1697. L'année suivante, 1698, son compatriote Daniel Gouin, forçat de *la Fidèle*, le rejoignit dans la tombe. Sept ans plus tard, le 20 septembre 1705, Jean Billaud, de la Tremblade, mourut aussi, ferme dans la foi, sur *la Grande Reale*.

Les autres furent tardivement libérés ; *Pierre Allard*, de la Tremblade, vers 1698 ; *Pierre Péraud*, après 1708 ; *Jean-Pierre Gondouin*, de La Rochelle, seulement après dix-neuf ans de travaux forcés, en 1713, ainsi que deux autres, dont le pilote de ce malheureux vaisseau *la Montagne*, Jacques Rulland. — Mais celui-ci mérite une mention spéciale.

Il était forçat sur *la Belle*, quand en 1700, on eut l'idée d'obliger les galériens à lever le bonnet devant l'hostie et de les y contraindre par la bastonnade. Le forçat *Cazalet* — un Béarnais — après avoir reçu environ 80 coups d'une corde goudronnée trempée dans l'eau de mer pour la raidir, eut la force de dire tout haut : « Seigneur, pardonne-leur, car ils ne « savent ce qu'ils font. »

« A l'exemple de notre divin Maître, ces paroles lui attirèrent une autre vingtaine de coups. M. Ruland, voyant ce qu'on venait de faire à M. Cazalet, commença à se déshabiller, avant que l'officier fût à son banc ; cet officier fut surpris de son courage, et, le voyant en état de souffrir, lui dit : — « Tu en es donc aussy ; mets toi là, et « je vas te faire donner une salade qui en vaudra la peine. » — Le brave soldat souffrit la bastonnade avec la même douceur et humi-

La Placette, 21 novembre 1698, conservée parmi les papiers Court (n° 41, f° 199) à la Bibliothèque de Genève. J'en dois la communication, ainsi que des notes qui suivent, à M. le pasteur Fonbrune-Berbinau, qui s'est constitué, parmi nous, le forçat des galériens pour la foi.

lité que M. Cazalet. — *Espaze* — un Cévenol condamné en 1692 pour crime d'assemblée au désert — estoit vis-à-vis de lui, et parce qu'il appréhendoit que ledit Espaze ne souffrit pas constant et qu'il ne fléchit comme avoient fait quelques autres sur cette galère, ledit M. Ruland se hâta de passer avant luy par ce feu, afin de l'animer et encourager; il fut si maltraité qu'il fallut le relever du coursier. Espaze fut un de ceux qui luy aida, et après il se coucha sur la même place, pour recevoir le même traitement, et resta vainqueur comme luy, grâce à Dieu ... 4. »

N'est-ce pas un grand honneur, pour notre pauvre nature, de pouvoir être ainsi rendue triomphante par la puissance de Dieu? — Il m'a permis, dans ma courte existence, d'être témoin de bien des scènes saisissantes. J'ai traversé à Paris le Siège et la Commune; j'y ai vu des choses qui ont fait tressaillir les fibres les plus profondes de mon cœur. Deux fois j'ai traversé l'océan qui baigne ce rivage; j'y ai contemplé, entre la mer et le ciel, les spectacles les plus grandioses que l'on puisse rêver — et, dans deux naufrages où périrent la plupart de mes compagnons de route, — ce que la vie, aux prises avec la mort, révèle de plus tragique et de plus palpitant. — Mais jamais je n'ai éprouvé l'étrange frémissement qui m'a empoigné lorsque je me suis représenté, sur cet obscur banc d'infamie, loin de toute galerie et de toute préoccupation de gloire, ces derniers des sujets du grand roi, offrir silencieusement leur chair sanglante pour garder leur foi et rester fidèles à leur Dieu! — Protestants de Royan, je ne sais ce que vous êtes aujourd'hui, mais je sais que dans ce passé il vous a été beaucoup donné, et qu'il vous sera beaucoup redemandé!

L'auditoire ne marchande pas ses applaudissements à l'héroïsme huguenot des galériens saintongeais, et, après avoir prêté l'oreille au beau chœur composé par M. D. Bouny, pasteur à Arvert, applaudit avec non moins d'entrain, la conférence de M. Frank Puaux sur

1. Extrait d'une lettre adressée à Mlle de Farcy, fixée à Berne, et bienfaitrice des galériens. Elle a été reproduite dans notre *Bulletin* en 1855 t. IV, 378.

2. On peut voir un fac-similé très exact de la main signature de J. Ruland, dans le *Bulletin* de 1889 (t. XXXVIII, p. 145).

LES EXILÉS VOLONTAIRES POUR LA FOI

A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

M. F. Puaux a utilisé, pour ce récit, la correspondance d'un misérable espion, au service du comte d'Avaux qui pénétra les secrets du Refuge et les livra à l'ambassade de France. Ces tristes mais précieux documents permettent de reconstituer, jusque dans leurs détails, les entreprises des Réformés pour échapper par la fuite aux terribles persécutions du clergé de France. Nous ne pouvons, malheureusement, reproduire, de cette conférence, que quelques traits relatifs à la Saintonge et plus particulièrement à Royan.

« Tillières de Bassompierre — tel était le nom de ce misérable — se trouvait en relations à Amsterdam avec des Saintongeais qui le tenaient inconsciemment au courant de toutes les tentatives des habitants résolus à s'exiler. « Je puis vous assurer, écrivait-il, que tout ce qu'il y a de ces gens-là dans la Saintonge *sortiront ou périront* ; ils aiment mieux mourir que de rester en France, ils chercheront les occasions de se sauver ou le trépas. »

Pour les protestants de Saintonge la mer était la grande libératrice de la persécution. Ils étaient marins de race et leur réputation s'étendait au loin. C'était pour eux que le pieux pasteur Gaultier, de La Rochelle, avait composé : *La Seureté du Navigage ou Manuel de prières pour ceux qui vont sur la mer*¹.

Autrefois comme aujourd'hui les matelots avaient à lutter contre le langage de bord et Gaultier leur apprenait à demander pardon à Dieu « des impétuosités étranges qui les portaient aux exécutions et aux blasphèmes » ; mais ces natures violentes avaient en même temps une générosité ardente et gardaient une austère fidélité à leurs croyances. Quelle force d'âme dans la prière du capitaine huguenot :

1. Un petit volume d'une extrême rareté, in-16, de 192 p., dédié à Monsieur Des Rabaisnières, — célèbre armateur de la Rochelle, — à Quevilly par Pierre Cailloué, 1665.

« Ne souffre pas que je face rien de lasche, qui me déshonore et qui puisse aussi tourner à préjudice à ceux qui sont sous ma charge, et à ceux d'ailleurs avec lesquels je dois m'employer pour le bien commun de cette maison flottante. Et qu'avec un vray courage et avec une diligence bien soigneuse, je fasse toujours ce que doit faire tout homme qui a du commandement, me donnant en bon exemple à ceux qui sont sous ma charge, dans l'adversité comme en la prospérité. Et qu'au lieu d'abuser jamais de mon pouvoir, il me souvienne toujours qu'ils sont hommes comme moi et qu'estans d'une commune nature nous travaillions à l'envy, moy à les conduire comme il faut, eux à obéir de bonne sorte¹. »

De tels hommes ne devaient pas se courber devant les prêtres et reconnaître la religion du Roi. L'émigration fut considérable, car l'exercice de la R. P. R. fut interdit même sur les vaisseaux marchands, à peine des galères contre les capitaines (Ordonnance du 25 octobre 1685); les navires étrangers se prêtaient aux évasions, et les pilotes lamaneurs ne cessaient, sur les côtes de Saintonge, d'amener à bord de ces bateaux les fugitifs. C'était, au dire même de l'ordonnance du 20 novembre 1685, « ce qui avait contribué le plus à l'évasion de ceux de la R. P. R. », aussi les pilotes reçurent-ils « très expresse défenses de porter aucune personne de quelque qualité, condition et religion qu'elle soit, à bord des vaisseaux étrangers qui viennent dans les rades du Royaume, sans en avoir auparavant donné avis aux officiers de l'Amirauté et en avoir reçu d'eux la permission par écrit, à peine de cinq cents livres d'amende ».

Vains obstacles, rien ne devait arrêter le mouvement d'émigration qui entraînait les Réformés à quitter la France. L'entrée de la Gironde et ses passes difficiles étaient sans cesse fréquentées par les hardis marins de Saintonge qui allaient commercer en Hollande, aussi prirent-ils leurs dispositions pour échapper aux persécuteurs.

L'espion nous fait connaître que l'homme qui fut l'âme de cette noble résistance était le capitaine J. Thomas, de Royan. Il tenait une auberge où venaient se concerter les fugitifs, afin

de prendre les dispositions nécessaires. C'était un hardi marin, homme de tête et de résolution, qui se déclarait prêt à vendre chèrement sa vie. Aussi inspirait-il une confiance sans réserve et de tous côtés s'adressait-on à lui pour obtenir passage à bord de son navire. Il ne cessait d'aller et de venir entre la rivière de Gironde et l'Angleterre et la Hollande, emmenant toujours des émigrants et réussissait si bien à forcer la croisière, que de Tillières s'en désolait en signalant dans de nombreuses lettres ce qu'il appelait, « la voye de Thomas », tant la réputation du capitaine Thomas était grande parmi les réfugiés.

Dans son infâme correspondance, Tillières nous a laissé le récit des préparatifs d'une de ces expéditions que conduisait Thomas ; il en avait surpris le secret et le livrait au gouvernement de Louis XIV.

Voici ce qu'il écrivait le 22 janvier 1686 :

« J'ay receu ce matin une lettre qui m'assure que la résolution est prise pour l'enlèvement des gens que je vous ay mandé. Il y en a qui doivent partir de Jarnac en Angoumois et des environs pour se trouver à un lieu qu'on nomme Causes¹ en Saintonge, à deux ou trois lieues de Royan. De ce Causes ils doivent se trouver dans une nuit à un bourg qui se nomme Saint-Georges² à une lieue de Royan. Vis-à-vis ce Saint-Georges le vaisseau s'y trouvera par un signal par celui qui aura averti ces gens cinq ou six jours auparavant. A ce Saint-Georges il n'y a point de havre ; on voit bien peu de vaisseaux s'arrêter devant ce bourg. Avec ces gens qui sortiront du costé de Jarnac, ceux de Causes s'y joindront. »

Le bateau devait armer en Hollande, et de Tillières connaîtira jusqu'aux moindres détails de cette expédition, car c'est dans sa demeure même que les réfugiés se concertent pour arracher leurs parents à la persécution. Nul ne fut plus traître que ce traître, c'est le dernier des Judas. Il n'en est pas de preuve plus saisissante que sa lettre à l'ambassadeur de France que nous reproduisons.

1. Cozes.

2. Saint-Georges-de-Didonne.

De Harlem ce 3 février 1686.

Comme nous avons esté quatre jours à conclurre le départ du vaisseau de S^t Georges, cela fait que je n'ay pu, Monsieur, vous mander plustost ce qui a esté accordé, qui ne fut qu'hier à Amsterdam a prez de huit heures. Je ne doute pas que vous n'ayez eu bien de l'impatience et moy beaucoup de peine et de frais puisque j'ay tout défrayé, s'estant fait dans mon logis. Je commenceray à dire que j'ay bien receu vostre dernière lettre.

C'est un vaisseau de deux cens tonneaux qui a ordre d'aller fretter à Bordeaux par bonne commission de marchands français qui sont icy et à Amsterdam, voicy comment : Ce vaisseau enverra un homme à terre qui parle françois et flamand ; l'homme débarquera à un lieu qui se nomme Meechez¹, à une lieue de S^t Georges, avec une lettre pour le frère de ce du Lys² qui demeure a Dort que je vous ay nommé ; ce frère demeure a Meechez. Cette lettre n'est que pour asseurer ce frère, du porteur, qui luy dira de bouche toutes choses et restera là quelques jours pendant que le vaisseau suivra sa route à Bordeaux. Ces deux hommes cy parleront aux principaux refformés et aux nouveaux catoliques tant à Meechez qu'à S^t Georges. Ces principaux avertiront le reste secrètement et enverront du costé de Jarnac, ayant pendant six ou sept jours fait reveüe de leurs gens. Ils s'en iront ensuite à Bordeaux faire rapport de la quantité de gens qui souhaitent de s'embarquer. Selon le nombre, il ne chargera que cinquante tonneaux, ou soixante ou cent et fera voir une commission, s'entend le maistre du vaisseau. Comme il a ordre de parachever sa charge à Mesché, sy luy mettra un homme sur son vaisseau pour le guider de Bordeaux à Mesché, comme c'est l'ordre ; ce capitaine ne s'en met point en peine disant qu'il luy donnera une poire d'angoisse.

Il y a, entre Mesché et S^t Georges sur le bord de l'eau, un bois fort épais ; c'est là où les gens iront. Le vaisseau arrivera de jour à Mesché ; s'il apprend que ces gens seront là, la nuit il fera charger quelques tonneaux de vin dans le lieu de Meschez. On fera répandre le bruit d'en faire chercher cent tonneaux avec deux chaloupes qu'il aura. Il enverra quérir ces gens en diligence. Les chaloupes porteront aprochant de trente personnes chacune ; ainsy en cinq ou six voyages, on peut transporter bien du monde. Ils sont d'accord à deux pistoles par chaque personne ; les deux qui seront au

1. Meschers (Charente-Inférieure).

2. Réfugié qui s'occupait activement de favoriser l'émigration.

dessous de douze ans ne payeront que pour un. Il y aura quatre pièces de canon sur le vaisseau, vingt paires de pistolets et vingt fusils. Ils sont partis hier pour aller chercher celui qui s'est offert à cautionner le vaisseau et qui a été accepté. Ils seront, dans trois ou quatre jours icy où la caution s'oblige...

« C'est un coup que nous ne devons pas manquer, » écrivait-il encore quelques jours plus tard. Il manqua cependant, les fugitifs furent prévenus au moment où ils approchaient de Saint-Georges et purent regagner leur demeure sans être inquiétés.

Quelques mois plus tard il avertissait que le capitaine Thomas se préparait à emmener de nombreux réformés, mais le commerce de Bordeaux murmurait, car ces entraves mises à la liberté des mers, menaçaient sa prospérité et son port pouvait devenir désert. Il y eut dans nombre de cas un parti pris de fermer les yeux. Le misérable espion ne s'en consolait pas, Thomas venait d'arriver en Angleterre (27 juin 1686) avec 112 personnes. « Je suis au désespoir que ce vaisseau soit parti, écrivait-il, malgré vingt avis. »

C'est ainsi que la France perdit tant de bons citoyens qui allèrent porter aux nations voisines le secret de ses industries et leur donner mieux encore, une élite d'hommes de foi, n'ayant au cœur d'autre crainte que celle de Dieu.

L'exécution, vraiment remarquable, du Psaume CXVIII, musique de J. Bost, termine dignement, à 10 heures et demie, cette deuxième séance, et, après la prière de clôture de M. le pasteur Torchut, l'assemblée se retire, sous une impression aussi édifiante que profonde.

Nous devrions pouvoir terminer ici ce compte rendu déjà fort long, bien que très sommaire en plus d'un endroit. — Mais nous manquerions aux devoirs de la plus élémentaire reconnaissance, si nous ne disions, au moins quelques mots, de l'excursion si agréable, si réussie à tous les points de vue, qu'on nous avait préparée pour le lendemain à

La Grande Côte

Le matin du 16 juin, par un soleil radieux dont jouissent çà et là quelques baigneurs qui n'ont pas attendu l'époque réglementaire pour s'installer à Royan, environ vingt à vingt-cinq « congressistes » se groupent autour de deux vieilles diligences, heureusement munies de banquettes aériennes. Quelques-uns, fatigués des exercices de la veille et de l'avant-veille, viennent à peine de se lever et de faire connaissance avec des hôtes dont ils ont entrevu plutôt que savouré l'aimable empressement. D'autres, plus matineux ou plus élastiques, ont déjà exploré la grève et les divers points de vue de la plage ; d'aucuns ont même troublé le silence de quelque maison à peine ouverte, pour se faire montrer un vieil in-folio relié en peau de truie. Mais tous, ou à peu près, se demandent : Qu'est-ce que la grande côte, pourquoi ne pas nous laisser nous reposer, ou voir les grottes « historiques » de Meschers, ou le bois de Châtelars, ou quelque autre coin huguenot de cette côte huguenote ?

Les questionneurs en sont généralement pour leurs frais, ou ne reçoivent que cette réponse péremptoire et que tout va victorieusement justifier : « On va vous faire faire une vraie excursion ».

On se hisse sur les véhicules, le plus haut possible, et, fouette, cocher ! Ils sortent de Royan, en suivant de belles avenues ombragées, bordées çà et là de villas encore endormies sous la fraîche caresse du soleil tout pénétré de brises marines, et, subitement, au haut de la colline, on se trouve en pleine campagne. De vastes champs d'épis fléchissant sous leur fardeau doré témoignent de la richesse de ce sol fécondé par les effluves de la mer qui scintille sur notre gauche.

Courte halte au bourg de Vaux, à moitié caché au milieu d'anciennes dunes qui, peu à peu l'éloignent du rivage primitif. Puis l'horizon s'élargit et l'on descend grand train vers la mer, ou plutôt vers un bois de pins derrière lequel se cache une des nombreuses criques sablées et ombrées de Saint-Palais. Presque tous quittent la diligence pour rencontrer des amis qui jouissent paisiblement de cette heure matinale, si délicieusement réconfortante loin des tracasseries de la tâche quotidienne.

Le sentier que l'on suit maintenant, tantôt grimpe au sommet des falaises en contournant les racines des arbres, tantôt dévale autour des anfractuosités de la plage. Quelques minutes plus loin, on est

au milieu d'un cirque de rochers aux formes bizarres, corrodés, troués, dévorés par le flux, et chacun de s'écrier, en aspirant à pleins poumons l'air pur, embaumé de fortifiantes senteurs : « Comme cela vous change des chemins de fer, des salles combles, des discours, et du reste ! »

De plus en plus la limite extrême de l'horizon liquide s'éloigne, se confond avec la ligne idéale du ciel bleu, et la brise fraîchit, comme accrue, fortifiée par la longue distance qu'elle a franchie. Les groupes, un instant rassemblés sur les rochers, se dispersent de nouveau, suivant leur fantaisie, et bientôt se retrouvent, qui en voiture, qui à pied, au sommet d'une sorte de promontoire de sable, çà et là égayé de quelques touffes de genêts ou de christe-marines, en avant d'un élégant chalet en bois et de quelques kiosques en planches. C'est la *Grande Côte*, la vraie côte, telle que la mer l'a faite, défaite, refaite cent fois ; la vraie, la grande mer, sans limites que l'immensité du ciel où le regard plonge dans l'infini.

Où certes, cela vaut mieux, même que les souvenirs historiques, et l'on a bien fait de nous ménager cette détente en pleine nature du bon Dieu ! — Chacun le pense tout bas ou le dit tout haut, lorsqu'après avoir été dûment épousseté par le vent du large, et même instantanément photographié et rephotographié, il prend place autour de la table hospitalière, dressée dans le chalet, en face de l'immensité toute étincelante de la gloire du soleil de midi.

Que dire de la suite?... Pendant que nous rompons le pain, les cœurs aussi s'ouvrent, laissant un libre cours aux impressions, aux sentiments, aux vœux, non pas officiels, conventionnels ou même confessionnels, — mais simples, sincères, émouvants lorsqu'ils sortent de la réalité factice qui les étreint ! La plupart de ceux qui sont là ne se connaissent que de la veille, n'ont échangé que les paroles banales de toute rencontre fortuite, ne se jugent guère que d'après les étiquettes dont notre petit monde protestant est si prodigue. Mais, dans le passé qui a été évoqué, dans le présent qui souvent attriste, dans l'avenir surtout qui nous gagne, ils sentent qu'il y a autre chose que des étiquettes même scientifiquement définies et classifiées... Et lorsqu'un ou deux, parmi le grand nombre de ceux qui lèvent leur verre, MM. Berton et Fraissinet, boivent à la paix dans la liberté, à l'union dans l'activité féconde, les mains battent vraiment à l'unisson des cœurs !

N'est-ce pas un rêve?... Non, car si, sur toute rive rongée par les flots, il y a des épaves que l'on peut, que l'on doit pieusement recueillir, il en est aussi qui doivent disparaître ou du moins ne

subsister qu'à l'état de mélancoliques souvenirs, — comme M. Blot, notre jeune poète, nous le dit, dans ces beaux vers que chacun voudra lire et relire :

ÉPAVES

A M. F. de Schickler, en souvenir
de la Grande Côte.

C'est parfois un bout de mâture,
Une ancre au fer tout incrusté,
Un tronçon d'informe armature,
Rouillé, pourri de vétusté.

Oh ! ces restes d'anciens naufrages !
Ces ossements de vieux vaisseaux
Que le caprice des orages
Retire ainsi du fond des eaux !

Le passant distrait qui les trouve
Les tourne d'un pied curieux ;
Moi, sous l'angoisse que j'éprouve,
Des pleurs jaillissent dans mes yeux.

Oui, quand après quelque tempête,
Le long des flots je vais errer,
A chaque épave je m'arrête,
Et je sens mon cœur se serrer.

J'ai la pitié des choses mortes ;
Elles parlent ; je les comprends ;
Et ces débris de toutes sortes
Ont des accents pour moi navrants.

Sous leur hideur méconnaissable,
Je les revois tels que jadis ;
J'écarte leur linceul de sable,
J'évoque leur passé, je dis :

« Barques, qui déployiez vos ailes
Aux rougeurs du disque couchant,
Vous qui glissiez donnant, nacelles,
A l'eau bleue un frisson d'argent,

« Caravelle à voilures blanches,
Grands bricks de guerre aux lourds agrès,
Vous ne laissez que quelques planches
Qu'on retrouve vingt ans après.

« Vous semblez, épaves des grèves,
A ces souvenirs de nos cœurs
Qui sont faits de débris de rêves,
D'espoirs fanés, de vieux bonheurs.

« Longtemps ils dorment dans notre être,
L'oubli les couvre de ses flots;
Mais un jour on les voit paraître,
Et soudain on fond en sanglots¹. »

Hélas ! comme on l'inscrit en tête du registre que nous signons pour notre coreligionnaire, l'excellent hôte de céans, « il n'y a si beau spectacle dont il ne faille se séparer ; il n'est si douce compagnie qui ne se disperse ; il n'est heure si pleine qui ne soit fugitive... » Les cochers attendent ; les photographes font de nouveaux efforts pour nous immobiliser.,, et c'est au galop qu'on s'enfuit, pour ne pas manquer le train ! — Dans les rues de Royan que va bientôt remplir le bruit de la « saison », et où l'on s'arrête pour ramasser les bagages, à la gare à peine achevée, au milieu de la cohue des arrivants et partants, — à celles de Saujon, Cozes, Gémozac, Pons, Saintes..., croyez-bien, chers amis Saintongeais, que si nous n'avons pu convenablement vous dire adieu, c'est de tout cœur que nous vous disons : merci² !

1. Extrait d'un volume qui va paraître chez Lemerre.

2. L'espace nous fait malheureusement défaut pour signaler, comme il faudrait, l'appui qu'avant et après ces réunions nous a si libéralement prêté la presse locale. Indépendamment des articles de MM. Moutarde, A. Roufineau, D. Bouny et L. de Richemond, dans la *Gazette des bains de mer de Royan* (2 avril et 25 juin), le *Bulletin évangélique de l'Ouest* (17 juin, 1^{er} et 15 juillet), la *Fraternité* (17 juin et 2 juillet), et la *Charente-Inférieure* (1^{er} juillet), — nous avons été vraiment gâtés par le sympathique accueil de l'*Indépendant de la Charente-Inférieure* (13, 17 et 20 juin), du *Rappel Charentais* (23 juin), voire même du *Moniteur de la Saintonge* (22 et 25 juin). — La *Croix de Saintonge et d'Aunis* (1^{er}, 18, 25 juin, 2 et 9 juillet) nous a fait une réclame gratuite par une série de calomnies invraisemblables sur les *Commencements du Protestantisme* et les *Protestants en Saintonge* ; et la *Revue de Saintonge et d'Aunis* nous a critiqués comme il fallait s'y attendre..., en attendant que nous lui répondions par le témoignage indiscutable des faits historiques.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

ÉGLISES RÉFORMÉES DISPARUES EN TOURAINE

CHATILLON-SUR-INDRE, LOCHES ET BUZANÇAIS

Cette Église, dont on ignore l'origine, a survécu aux guerres de religion ¹. Châtillon avait un pasteur en 1561. Il s'appelait *Jean Chastinier*. Buzançais ne semble avoir été conquis que plus tard et nous savons que la population de Loches était restée attachée au catholicisme. Il y avait cependant des huguenots dans cette dernière ville. En 1567 le maire penchait vers le protestantisme, le greffier du corps de ville était suspect et les réformés avaient trouvé un chef en *Jehan Baret*, docteur en droit, conseiller du roi, lieutenant général du bailli de Touraine ². On ignore absolument ce qu'ils devinrent pendant les premières guerres de religion. Nous avons tout lieu de croire toutefois qu'ils durent bénéficier du voisinage des troupes protestantes qui tenaient garnison à Preuilly (1562-1569). On respecte ordinairement les gens qui ont des amis puissants, capables au besoin d'exercer de terribles représailles.

C'est à Loches que fut signé le traité de paix qui termina la

1. Châtillon-sur-Indre faisait partie de l'ancienne Touraine. Voir en particulier la *carte de Touraine* qui accompagne la savante brochure de M. Auguste Chauvigné intitulée : *Recherches sur les voies de communication de l'ancienne province de Touraine*.

2. Voir Gautier, *Histoire du donjon de Loches*, pp. 136 et 139.

1893. — N° 9, 15 septembre.

cinquième guerre civile, en 1576, et la garde du château de cette ville fut confiée par le duc d'Alençon au frère de Duplessis-Mornay, le seigneur de Buhi qui était protestant. Les réformés de la région avaient un protecteur ; toutefois, en dépit de ces circonstances favorables, l'Église de Châtillon, de Loches et de Buzançais était désorganisée à la fin du xvi^e siècle. En 1598 elle n'avait pas de pasteur ¹. Depuis plusieurs années, c'était le ministre de Preuilly, *Royer*, qui allait faire les baptêmes à Loches quand la « seureté et la commodité le lui permettoient ² » ; mais au commencement du xvii^e siècle, elle était desservie par *Grenon*. Le synode de 1601 s'occupa d'elle. Il fut décidé à Loudun que la Sainte Cène serait célébrée à Châtillon « aux quatre saisons annuelles et qu'elle pourrait l'être à CHANCEAUX (pour Loches) et à Buzançais ³. » L'état de cette Église morcelée rendait-il nécessaire cette organisation des services de communion ? Nous ne le savons pas ; mais nous sommes disposé à croire que le synode, en tranchant la question des cultes de Sainte Cène à célébrer à Châtillon d'abord, puis à Chanceaux et à Buzançais, voulait mettre fin à des discussions que cette question avait provoquées entre les protestants de ces trois localités. Les annexes jalousaient le chef-lieu de la paroisse : elles se disputaient le pasteur, et en 1603, le colloque de Touraine fut invité « à juger des *difficultés* entre ceux de Loches et de Châtillon et de la *demeure du ministre*, M. Grenon ⁴ ».

Ces discussions rendaient l'Église « ingrate », elle ne payait pas son pasteur ; aussi le synode la menace-t-il de « le lui enlever ⁵ ». En 1609 il enjoignit au consistoire de cette Église de payer « le louage de la maison de son ministre et de le « rendre satisfait de la pension à lui accordée dans la fin de « ceste année. Faulte de quoy le dict s^r Grenon demouroit

1. *Actes du synode de l'Île Bouchard*, 1599. Faits part., art. 5 (mss Blois).

2. *Actes du synode de Saumur*, 1597. Faits part., art., 7 (mss Blois).

3. — *de Loudun*, 1601, art. 5 (*Ibid.*).

4. — *de Baugé*, 1603, art. 3 (mss Blois).

5. — *de Saumur*, 1607, art. 21, 22 (*Ibid.*).

« libre de la dicte Eglise pour estre pourveu d'une aultre ». Cette menace n'ayant produit aucun effet, l'assemblée provinciale de 1610 prit la décision suivante : « L'Eglise de « Loches-Châtillon sera privée pour trois mois du ministère « de M. Grenon, après lequel terme il sera du tout libéré, en « cas qu'alors ils ne l'aient satisfait en ses justes demandes « et pendant ces trois mois il servira l'Eglise de Bourgueil¹. » Ses successeurs, *François de la Galère* (1616), *Pierre de Couldre* (1623), ne furent pas plus heureux, et l'Eglise, mécontente, ne se fit pas toujours représenter au synode de la province. Elle fut bien heureuse cependant d'avoir recours à lui, quand l'épreuve fondit sur elle en 1647.

Voici ce que nous lisons dans les actes de l'assemblée de Loudun.

« L'Eglise de Chastillon aiant fait en ceste compagnie une ample et véritable desduction des outrages et persécutions qu'elle a souffertes depuis l'année dernière tant en la personne du sieur de Couldre, son pasteur, et de la Brosse antien, qu'autres particulliers de la dicte Eglise, *par rupture et brullement de leur temple* et de tout ce qui estoit dedans; la compagnie a loué les dicts s^{rs} de Couldre et de la Brosse de la constance et courage qu'ils ont témoigné en ceste occurence, les a consollés et exhortés à la persévérance et arresté qu'il sera escript en son nom à Monsieur le Député général pour luy recommander avec grande instance de les assister de ses soins en instance qu'ils ont au Conseil du Roy; — et oultre a très puissamment exhorté toutes les Eglises de la province d'user de leur grattuités et charittés envers la dicte Eglize, affin de luy aider à soustenir les grandes despences qu'il leur a fallu et auront à faire cy-apprès; — et ce qui sera ainsy recueilly et amassé sera adressé à l'Eglize de Tours, pour le faire tenir au plus tôt à la dicte Eglize². »

On voit que le petit troupeau de Châtillon fut soumis à une rude épreuve en 1647; — mais, soit que le temple ait été reconstruit, soit que les services religieux aient été célébrés dans un local quelconque, le culte ne fut pas supprimé. L'Eglise garda son pasteur, Pierre de Couldre, qui la dirigeait encore

1. *Actes du synode de Loudun, 1610* (copie en notre possession).

2. — *de Loudun, 1647* (copie en notre possession).

en 1660 et qui eut pour successeurs *Jacques Cartier* et *Benjamin de Brissac* sieur du Vigneau (1673).

A cette époque nous ne trouvons plus trace d'un culte à Buzançais; mais nous savons qu'un service religieux était célébré aux environs de Loches, à CHANCEAUX par *David Gilly*, qui avait été accordé à la dame de Chouppes par le synode réuni à Bellesme en 1673 ¹.

Timothée Royère, le successeur de *Benjamin de Brissac*, desservait l'Eglise de Châtillon en 1679, comme l'établit un certificat d'inhumation du 3 octobre, conservé aux archives de l'état civil de Tours, dans lequel nous avons trouvé son nom ². En 1683 un synode se réunit à Sorges. Il s'occupa des Eglises vacantes, et le sieur *Isaac de Beausobre*, l'un des proposants, ayant satisfait à toutes les épreuves, fut envoyé à celle de Châtillon ³. Ce jeune pasteur était un homme fort distingué: il eut plus tard des succès oratoires, et les nombreux ouvrages qu'il écrivit (*Défense de la doctrine des Réformés*, *Histoire critique du Manichéisme*; *Remarques historiques et critiques sur le Nouveau Testament*; *Histoire de la Réformation*, etc.) le firent considérer comme « un littérateur possédant tous les talents d'un critique éclairé », comme « un savant de premier ordre ». Mais il ne devait pas rester longtemps à Châtillon: Six mois après son arrivée, le culte fut interdit et Isaac de Beausobre s'enfuit à Rotterdam, puis se rendit en Allemagne où il mourut en 1738.

C'est donc à la fin de 1683, au moment où les dragons

1. *Actes du synode de Bellesme* (Arch. nat., TT 330).

2. État civil de Tours, *Registre des baptêmes, des mariages et des décès des réformés de Tours* (acte du 3 oct. 1679).

Un synode se réunit à Bellesme cette année-là et l'Eglise de Châtillon y fut représentée par le pasteur *Philippe le Roy* (Arch. nat., TT 330).

3. *La France protestante* (t. II, col. 127, 2^e édition, Beausobre), dit qu'Isaac de Beausobre reçut l'imposition des mains au dernier synode de Loudun, juin 1683. Le synode de la province de Touraine, Anjou, etc., se réunit bien en juin 1683, mais pas à Loudun. Les séances de cette assemblée eurent lieu à *Sorges*, bourg situé près des Ponts-de-Cé, en Anjou. Ce bourg possédait un temple qui fut démoli en 1685 seulement. Voir *Actes du synode tenu à Sorges, le 10 juin 1683* (Arch. nat., TT 284) et le *Dictionnaire géogr., hist. et biograph. de Maine-et-Loire*, par C. Port, au mot *Sorges*.

allaient faire leur apparition en Touraine¹, qu'a disparu l'Église de Châtillon, de Loches et de Buzançais. Mais la Révocation devait ramener des huguenots dans le pays. Nous les trouvons dans le donjon de Loches, ces vaillants, restés debout, fidèles à leur foi. Les cachots dans lesquels ils ont souffert, prié, pleuré, sont des « temples » où résonnent encore des chants lointains de psaumes, d'ardentes oraisons montant vers le Dieu des affligés, d'angéliques exhortations à la patience, de nobles serments de fidélité à l'Évangile, et nous sommes fiers de ces prisonniers, hommes d'honneur, femmes dignes de tous les respects, dont les noms ont été inscrits sur un registre d'écrou à côté de celui d'un malandrin, d'un faussaire ou d'un meurtrier. — Ouvrons ce registre :

En 1686, de l'*Isle du Gast*, *Anne Martroy*, femme *Fontaine*, furent enfermés dans les prisons du château; en 1687, *Berighen*, *Cahanel*, *Hammonet*, Mme de *Marconnay*, d'une grande famille du Poitou, *Mesnager de Cagny*, de *Saint-Jean et de Vri-gny*; en 1690, Mme *Paul*. Cette dernière, femme d'un membre du parlement de Toulouse, avait refusé d'abjurer en 1685, on la mit d'abord dans la maison des nouvelles catholiques de Paris, d'où elle réussit à s'enfuir; mais elle fut arrêtée à Loudun le 8 mai 1690 et emprisonnée à Loches. Elle fit preuve d'une constance remarquable. Seignelay qui tenait à ce qu'elle devint catholique, avait adressé la lettre suivante au gouverneur du château :

« Le Roy envoie la femme d'un conseiller du parlement de Toulouse, laquelle est très opiniastre dans la Religion prétendue réformée. Vous pouvez la faire voir par des ecclésiastiques pour tascher de la convertir, et au surplus la garder soigneusement et empescher qu'elle n'escrive, ni reçoive aucune lettre qu'elle ne passe par vos mains; sa nourriture sera payée 20 sols par jour en cas que son mari n'y pourvoie pas².

Pendant trois ans Mme Paul résista à toutes les obsessions et l'on ne réussit à lui faire renier ses principes que

1. Les dragons, d'après Claude, furent envoyés en Touraine à la fin de 1684. Voir *Plaintes des protestants de France*, Cologne 1686, p. 68.

2. Gautier, *Histoire du donjon de Loches*, p. 147.

lorsque la souffrance et l'isolement eurent brisé sa volonté.

En 1691, on emprisonna de *Puichenin* et des *Misnières*; en 1692, *Cibot*, des *Loges*, *Hudel*, *Ingrand de la Dornatière*, et la *Gaillarderie*; en 1693, le docteur *Chaillé*, qui fut transféré en 1695 au château Trompette, à Bordeaux, l'une des prisons les plus redoutées de France; en 1699, Mme *Devorie*; en 1701, Mlle *Desmoulins*, de Blois¹. Quelques-uns de ces malheureux recouvrèrent la liberté : quand on désespérait de les convertir, on les exilait. C'est ainsi, par exemple, que Cahanel dont nous avons cité le nom plus haut, fut envoyé à l'étranger. Arrêté en 1686, il avait été enfermé à la Bastille, puis transféré à Loches, parce qu'il refusait d'abjurer, mais il se montra si « opiniâtre », c'est-à-dire si ferme, que, ne pouvant le faire plier, on le chassa de France en même temps que quelques-uns de ses codétenus.

On se figure difficilement ce qu'il a fallu de courage à ces braves gens, châtelains et grandes dames, riches bourgeois et jeunes filles de bonne maison, habitués aux délicatesses d'une existence large et confortable, pour supporter le régime des prisons de cette époque. Les malheureux qui ont connu les cachots infects dans lesquels on les enfermait pour les livrer sans défense aux obsessions d'un aumônier chargé de les convertir ou de leur arracher une abjuration simulée, en ont parlé comme d'un enfer. Valence avait sa prison où les condamnés n'attendaient pas longtemps la mort. « Aigues-mortes était célèbre par ses fièvres et ses tours sans toit. Bordeaux avait à faire valoir son château Trompette, loges de pierre en forme de cornue où l'on était debout ou roulé sur soi-même². » Dans un certain nombre de ces geôles, « on ne respirait, dit Michelet, que par d'étroites fentes ouvertes sur des fossés fiévreux. Les rats, les serpents même, des insectes hideux y pullulaient dans les ténèbres. Telles prisons de nos côtes, telles du côté des Alpes sous les neiges, étaient si mouillées, si moisies, si froides qu'on y perdait les dents et

1. Voir dans la *France protestante* (1^{re} édition, pièces justificatives) la liste des protestants enfermés dans les prisons de l'État.

2. Michelet.

les cheveux. Plusieurs cachots étaient des puits où l'eau montait en certains temps ; d'autres le passage des latrines d'un couvent, d'une ville, ou enfin une voirie où pleuvaient les charognes, où des corruptions de toutes sortes, des entrailles de bêtes pourrissaient sous l'homme vivant ¹ ».

Les cachots de Loches, pour être moins puants que d'autres, n'étaient pas un lieu de plaisance. Il en reste encore quelques-uns : souterrains où la lumière pénètre à peine, geôles étroites, salles basses, sombres, grillées, affreuses ; c'est là qu'ont vécu, « seuls avec Dieu », pendant des années, les martyrs dont nous avons cité les noms et d'autres sans doute qui nous sont inconnus. On devine ce qu'ils y ont souffert. Le souvenir des tortures physiques et morales qu'ils y ont endurées serre le cœur ; mais le roi les leur infligeait joyeusement, et tandis que ces huguenots, assez audacieux pour défendre leur conscience contre les empiètements du pouvoir, subissaient la plus atroce des détentions, le clergé triomphant bénissait « le nouveau Constantin, le défenseur de la foi, l'exterminateur de l'hérésie ». Triste aberration de conscience qui est une preuve éclatante de la faiblesse morale de notre pauvre humanité !

On voit encore sur les murs de la vieille forteresse quelques inscriptions que les prisonniers ont tracées. En voici une :

« NOUS SOMMES PRESSÉS DE TOUTES LES MANIÈRES, MAIS NOUS
« NE SOMMES PAS RÉDUITS A L'EXTRÉMITÉ ; NOUS SOMMES INQUIETS,
« MAIS NOUS NE SOMMES PAS DÉSESPÉRÉS ; NOUS SOMMES PERSÉ-
« CUTÉS, MAIS NOUS NE SOMMES PAS ABANDONNÉS ; NOUS SOMMES
« ABATTUS, MAIS NOUS NE SOMMES PAS PERDUS². »

Ces mots sonnent comme un défi à la force brutale. Dans sa souffrance le prisonnier se redresse et fait face à ses persécuteurs. Il n'est pas abattu : sa foi le soutient ; il n'est pas abandonné : Dieu est avec lui. Mais quelle signature mettre

1. Michelet, *Louis XIV et la Révocation de l'édit de Nantes*, p. 318.

2. Seconde épître de saint Paul aux Corinthiens, IV, 8 et 9. L'inscription est en latin. Voir Gautier, *Histoire du donjon de Loches*, p. 96.

au bas de cette inscription ? A-t-elle été tracée par l'un des nôtres, prêt à toutes les résistances comme Marie Durand, l'héroïque prisonnière de la tour de Constance ? Nous n'en savons rien ; nous pouvons affirmer, cependant que c'est ainsi que pensaient et que parlaient les Cahanel, les Hammonet, les de Vrigny, Mme Devorie, Mlle Desmoulins, Mme Paul elle-même et tous leurs compagnons de captivité. Défendant leur âme et leur foi contre les intolérables prétentions d'un pouvoir despotique, ils opposaient leur invincible *opiniastreté* aux obsessions dont ils étaient l'objet et répétaient ces admirables paroles de saint Paul : « Nous sommes persécutés, mais nous ne sommes pas réduits au désespoir. »

Ces prisonniers ont été les derniers représentants du protestantisme dans la vallée de l'Indre ; l'Église de Châtillon, de Loches et de Buzançais, ne s'est pas relevée ; les persécuteurs ont atteint leur but. Là, comme ailleurs, la force a primé le droit ; mais la conscience moderne, affranchie des préjugés d'autrefois, juge les vainqueurs et les vaincus. Elle flétrit les premiers et réserve pour les seconds son admiration et sa pitié. C'est une revanche qui en vaut bien une autre.

A. DUPIN DE SAINT-ANDRÉ.

Documents

Dans l'étude sur *Quelques épisodes de la Réforme à Saintes et en Saintonge*¹, j'ai dit que je publierais quelques-unes des pièces que j'avais recueillies au cours de mes recherches et qui n'avaient pu prendre place dans le cours du récit. Les voici, dans l'ordre chronologique. Débutons par le registre conservé au greffe du tribunal et intitulé :

PAPIER BAPTISTAIRE DE L'ÉGLISE DE SAINTES

COMMENÇANT LE VIII OCTOBRE 1570

Voici le premier acte qui y est inscrit après celui du 3 août 1570 que j'ai déjà cité :

Led. jour 8 oct. 1570 (blanc), filz de M^e *Samuel Gallet* enquesteur pour le Roy à Xaintes et de *Anne Jolly* sa femme, a esté baptisé en l'Église de Dieu par M^e *Michel Huchet*, ministre de *Rioux* exortant à *Masgeay* près Xaintes, présenté au baptesme par Baptiste Jolly demourant à Saint-Seurin et par Anne Gallet damoiselle, femme de M^e *Joseph Girard* docteur en médecine.

GAVEREAU.

En outre des pasteurs de Saintes dont j'ai donné la liste pour le xvi^e siècle, on rencontre, dans ce premier registre (1570-1585), les suivants qui ont officié dans la même Église, aux dates marquées entre parenthèses. Je les place dans l'ordre alphabétique :

ALLEYS (ou ALLES) ministre à *Gemozac* (1576-1583).

ALLIGOT (20 et 23 janvier 1583).

BONNET, ministre à *Brisambourg* (1583).

BOYSSEUL, ministre à *Marennes* (1583).

CHASTAIGNIER, ministre à *Saint-Seurin* (1576-1583).

COSSON, ministre à *Archiac* (1570-1583).

M. DE LA JAILHE (1583).

DEMOUSTIER, ministre à *Saint-Jehan* (1584).

1. Voy. plus haut, p. 371 à 393 et pages 35 à 57, du tirage à part intitulé *En Saintonge*.

DUPORT, ministre à *Verteuilh* (1584).

PARNASSE, ministre à *Saint-Savinien* (1583).

PAULEAN, ministre à *Saint-Jean-d'Angle* (1583).

ROUSSEAU, ministre à *Thors* (1583).

ROUSPEAU, ministre à *Pons* (1576-1584).

ANDRÉ TAVERS, ministre au *château de Berneul* (Verneuil), près *Pons* (1572-1584).

TRIAL, ministre à *Cyré-en-Aulnys* (1584).

Voici, enfin, l'avant-dernier acte de ce registre, qui donne les noms des propriétaires des châteaux de *Bussac* et de *Magezy* à cette époque :

Du Dimanche ... juillet 1585.

A esté baptizé au lieu de *Bussac*, par Mons^r Bonnet, nostre pasteur, François filz de *Louys de Beauchamps*, escuyer, sieur dudict lieu de *Bussac*, Saint-Georges et aultres, et de demoiselle *Françoise Vigier*, et ont esté perrin *Nicollas Augeac*, escuyer sieur dudict lieu, merrine damoiselle *Jacquette Chevalier* dame de *Magezie* et *Archezac* près *Xainctes*.

LETTRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE SAINTES

A CELLE DE GENÈVE (31 mai 1583)

Je n'ai pu citer qu'une phrase de cette lettre dont le texte intégral mérite d'être conservé. Les notes sont de M. L. de Richemond,

(*Suscription* :) *A Messieurs Messieurs les ministres, docteurs et antiens de l'Eglise de Genefve.*

Messieurs, Nous avons recherché tous les moyens qu'il a esté possible, tant au sⁿode de ceste province qu'au national derrièrem^{en}t convoqué, affin que l'Eglise assemblée en ceste ville de *Xainctes*, capitale de tout le pays, fust pourveue d'ung pasteur, qui en a esté destitué par le décès de feu Monsieur Chrestien. Mais n'ayans peu obtenir ce que nous désirions, ains seulement une pourvoyance pour certain temps, nous avons pensé de recourir à vous qui aves tousjours tesmoigné, par bons effectz, du singulier zelle que vous aves aux Eglises de France, espérans que vous interneres nostre requeste, qui ne tend que à la conservation de ceste

Eglise en sa splendeur et pureté, en laquelle, par la grâce de Dieu, elle a esté jusques à présent conservée, et croyons qu'elle prandra de jour à aultre nouveau accroissement, s'il vous plaist nous faire tant de bien et faveur que de nous pourveoir d'ung pasteur de l'ung de Messieurs les ministres qui sont parmy vous et que votre discrétion eslira, auquel ce porteur, pour la charge qu'il a de nous, accordera de toutes conventions, tant pour l'entretien ordinaire que aultres desquelles celluy qui nous sera par vous destiné voudra pactiser, lesquelles conventions nous promectons garder inviolablement, quelques nuages et troubles qui se puissent présenter, lesquelz, quand Dieu permectroit qu'ilz fussent rallumez, ne doibvent apporter aucun empeschement. Car, oultre les aultres moyens que Dieu a promptz et en main, nous sommes voisins de trois bonnes et fortes villes èsquelles on peult librement et sans péril faire retraicte.

L'assurance que nous avons de vostre dilection et charité nous faict finir la présente et prier Dieu, Messieurs, qu'il vous continue et accroisse ses grâces et faveurs et vous conserve avecques tous les siens.

De Xainctes, ce dernier jour de May 1583.

Voz très humbles et très obeissans serviteurs les diacres et antiens de l'Eglise de Xainctes :

MAURAT, diacre. MESCHINET. A. BLANC, conseiller. F. QUEUX, con^r.

GUY CAPPEL. BOYBELLAUD. N. BOUCHET, conseiller.

A., ensien. DE RA (BAR?).

BAUDOUYN. NIEAUX, ancien. MESCHINET, antien.

JEHAN DE LEUR. ROQUEMADOUR, LHEROULD, ensien.

antien et scribe de la dicte Eglise¹.

TEMPLE DE SAINTES

1603-1664

Voici, en entier, le texte de l'extrait de l'acte de partage énumérant, en 1664, les pièces relatives à la construction du temple des Réformés (Arch. nat. TT. 242).

1. Bibl. de Genève, mss fr. 197^{as}, portef. 2. — Original. — La lecture de quelques-unes des signatures n'est pas certaine. *Jehan Maurat* et *Michel Meschinet*, avocats étaient échevins en 1572 ; *Cappel* dut vider la ville comme huguenot suspect le 2 octobre 1575 ; *François Queu s^t de Mérignac*

« Procès-verbal fait devant les sieurs de la Force et de Refuge, commissaires députés pour l'exécution de l'édit du mois d'avril 1598, fait à Nantes, par lequel il apert qu'ils donnent à Xaintes le premier lieu de bailliage, et droit de bastir un temple au lieu appellé *les quatre portes*, et qu'il leur sera baillé gratuitement un cimetière, datté du dernier d'aoust 1600.

Signé : Caumont et Refuge, produit sous cotte C.

« Arrêt du Conseil d'Estat, dans lequel mons. l'Evesque, la dame abesse, les maire et eschevins dud. Xaintes sont appellés, par lequel il est ordonné qu'il sera marqué un lieu à ceux de la religion, pour y construire un temple, daté du vingt-deuxième de février 1603.

Signé : Huislier, produit sous cotte D.

« Procès-verbal fait devant le sieur lieutenant général de Xaintes, en présence du sieur procureur du Roy, dud. seigneur Evesque de Xaintes, de la dame abesse, et les maire et eschevins de la ville, en exécution du susd. arrest du Conseil, par lequel le lieu où est à present basti le temple de ceux de lad. religion est marqué, lequel ils ont ensuite basti, datté du treziesme de juin 1603.

Signé : Guitard, Jeanne et Duval, produit sous cotte E.

« Autre procès-verbal, aussi fait devant le sieur lieutenant général dud. Xaintes, en présence dud. procureur du roy, sur la plainte et réquisition des habitans de lad. R. P. R. dud. Xaintes, par lequel inhibitions et defences sont faites, de les troubler en l'exercice de leur religion et de ruynier led. temple, daté du dix-sept de may 1634.

Signé : Vigier et collationné Dutreuil greffier, produit sous cotte F. »

Malgré ces pièces, suffisamment nombreuses et explicites, semble-t-il, le commissaire catholique, Colbert du Terron réclama la démolition du temple, « attendu... qu'il est situé « dans le fief du prieur de Saint-Vivien et mouvant de sa « censive au devoir de six sols et trois deniers de rente « noble et seigneurialle. »

et *Arnauld Blanc* figurent sur l'arrêt du Parlement de Bordeaux du 6 avril 1569, contre les huguenots. *Samuel Meschinet sieur de Richemond* et *Jehan* ou *Michel Meschinet sieur du Bouquet* signent à cette époque les registres de l'Eglise Réformée de Saintes comme anciens et comme parrains, ainsi que *Rocquemadour*, allié à leur famille et à celles des *Bour-sicot* et des *Le Gendre*.

A cet argument, de Loire, commissaire protestant, répondait : On ne peut interdire un temple parce qu'il est situé sur une terre ecclésiastique, que lorsqu'il s'agit d'un *deuxième* lieu de bailliage, Or Saintes est *premier* lieu de bailliage en Saintonge. Donc l'argument du commissaire catholique est sans force.

Le syndic du Clergé de Saintes réplique alors : En effet, les commissaires pour l'exécution de l'édit de 1577 assignèrent aux réformés de Saintes, comme premier lieu de bailliage, *Magezy*. Or les pièces produites contre le temple de *Saint-Jean-d'Angély* prouvent que, déjà en 1563, cette dernière ville avait été déclarée premier lieu de bailliage pour la sénéchaussée de Saintes, comme Jarnac pour celle d'Angoulême. Donc on a eu tort d'assigner, en 1577, un (autre) premier lieu de bailliage près de Saintes. Donc le titre des protestants de cette ville est faux. Et, s'il ne l'était pas, dans tous les cas, le temple de Saint-Vivien devrait être démoli et rebâti à Magezy.

On voit le raisonnement : Demander la démolition du temple de Saint-Jean-d'Angély à cause de celui de Saintes, celui de Saintes, à cause du prieuré de Saint-Vivien, et celui de Magezy, à cause de celui de Saint-Jean-d'Angély!

SAMUEL ROBERT

LIEUTENANT PARTICULIER EN L'ÉLECTION DE SAINTES, ET XANTIPPE

(1639 à 1656)

La partie du *Journal* de Samuel Robert conservée aux archives de la Charente-Inférieure (E. 113) et publiée avec quelques lacunes par M. G. Tortat (*Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, XI), est intitulée :

Au nom de Dieu soyt

Ce second papier et journal contient toutes les affaires tant générales que particulières qui concernent nostre maison et qui sont mentionnées dans mon premier commencé le 1^{er} de novembre 1639, ayant par celuy-cy un mesme zelle et invoqué le saint Esprit pour

la conduite d'icelles, que je prie Dieu qu'elles finissent avec son assistance; auquelz papiers je désire et entandz qu'il soyt adjousté foy en tout et partout comme estant le contenu en iceux véritable; pour d'autant plus l'asseurer, ainsy à ceux qui y auront interest, je l'ay derechef escript et signé de ma main par justes considérations qui m'y ont meu, ce premier jour d'octobre mil six centz quarante-sept.

ROBERT.

Voici le récit encore inédit et évidemment sincère, des tribulations que Samuel Robert eut avec sa femme Madeleine Merlat et avec le clergé qui l'avait circonvenue :

« Le 17^e jeuillet 1639, je ledit Samuel Robert, fils de M^e Jehan Robert, advocat et d'Anne Duplessis, ay fiancé Mag^{ne} Merlat, fille de honorable homme M^e Hélié Merlat, advocat en la Cour et de dam^{lle} Catherine Sarrazin, par contract reçu par Melon no^{re} royal de ceste ville de Xainctes, par lequel mes d. père et mère me constituent en dot la somme de 20,000 livres et les d. s^r et dam^{lle} Merlat à leur fille la somme de 6,000 livres, le tout en attendant leur future succession; et le 15^e aoust ensuyvant, jour de la feste Nostre Dame que expirayt l'aage de seze ans de ma maistresse, avons esté espousés par M. Baduel, ministre de la parolle de Dieu en l'Eglise de Mirambeau, au chasteau dud. lieu où le temple est et l'exercice de la Religion ¹... »

« Le lundy 13 7^{bre} aud. an 1649, entre une heure et deux après midy, Mag^{ne} Merlat mon espouse me renouvelant les grands subjects d'outrages que j'ay reçus d'elle depuis 4 ans et que l'honneur m'oblige de taire et qui néanmoins m'obligèrent de luy donner trois ou quatre souffletz, en suite de quoy et demye heure après,

1. Duquel mariage sont issus les enfans dont le nom suyt : *Jehan* né le 8 sept. 1640, bapt. par Druel, au temple de S^t Vivien; *Hélye* né le 30 may 1642, bapt. par Druel, *décédé* le 21 desd. mois et an; *Jehanne* née le 19 juillet 1643, bapt. par Druel, *décédée* le 3 juillet 1650; *Magdelayne* née le 1 sept. 1644, bapt. par Th. Rossel; *Pierre* né le 10 août 1646, bapt. par Druel, *décédé* le 21 février 1649; *Daniel* né le 1 mai 1648, bapt. par Th. Rossel, *décédé* le 18 desd. mois et an et inhumé au cimetière S^t Vivien.

Jean Robert père mourut le 30 déc. 1640 à 67 ans, inhumé au *cimetière de ceux de notre religion près la porte Evêque*. Sa veuve, Anne Duplessis, mourut le 1^{er} août 1641, âgée de 68 ans, inhumée auprès de son mari. Ils léguaient une somme de 60 livres au consistoire de Taillebourg, qui fut payée le 20 juillet 1641 et 60 livres à M. *Théophile Rossel*, l'un des ministres de Saintes, payée en même temps, plus 900 livres au consistoire de Saintes.

elle seroyt sortie de la maison et allée chez M. Rossel ministre où elle auroyt couché avecq Sarra sa servante, auquel lieu je l'auray esté cherchée et ramenée en ceste maison où l'ayant laissée à faire son mesnage et m'en estant allé en ville, lad. Merlat seroyt encore sortie de cachete de lad. maison par la porte de derrière, le landemain 14^e sur les six heures du matin, à mon déceu, de sa servante et de ses enfans, sans scavoir la maison où elle seroyt allée se cacher, sinon que le jeudy après, 16^e sur le midy, M. le présidant, son cousin germain et parrin envoya le cousin Dubois céans et chez M^r Merlat nous dire que deux Jésuites luy avoyent dit qu'elle estoit dans le *cloistre des filles Nostre Dame de St Vivien*, auquel lieu je me seroys aussytost transporté avecq les d. s^{rs} présidant et Dubois et deux Pères Jésuites dont l'un s'appelloit Thomas, où estant, on m'auroyt faict voir à une grille lad. Merlat à laquelle j'auray pris la main et luy aurois dit de me suivre, luy asseurant pardon et oubly des grandes offances qu'elle m'a faict, que la blancheur de ce papier ne scauroyt souffrir, ce qu'elle m'auroit refusé et dict *qu'elle vouloyt changer de religion et mourir dans ledit cloistre*. A quoy je luy répondis qu'elle ne le pouvoit, ny mesme y demeurer sans violer les loix divines et humaines et qu'il ne leur estoit permis de la retirer et qu'elle estoit grandement séduite. Enfin elle dict que lorsqu'elle auroyt fait sa révolte entre les mains de M^r l'Evesque de Xaintes, qu'on attendoit dans peu de jours retourner de Paris, elle retourneroit en sa mayson.

« Le temps des vaquations et la force qu'ils ont en main m'ont empesché d'entreprendre d'autres voyes, les jugeant aussy inutiles contre leur dessein et de ceste meschante et malheureuse. De plus je fis offre aud. s^r Thomas jésuite et autres docteurs de l'Eglise romaine, de l'ouverture libre de ma maison, pour faire l'instruction que lad. M. feignoit de vouloir recevoir et consentant mesme, pour hoster tout prétexte d'empeschement qu'elle feust mesme dans la maison dud. s^r présidant ou qu'elle y feust à toutes les heures que bon luy sembleroyt. Il m'a esté asseuré du despuis qu'elle estoit allée chez le petit Coudreau, nostre voisin où elle auroyt couché, à la femme duquel je l'avois cependant à mesme momant de son absence demandée, qui m'auroyt asseuré qu'elle ne l'avoit veue, trahison grande après les grands services qu'ils ont reçeus de moy, lesquels l'auroyent conduite le lendemain aud. couvant entre onze heures et minuit, led. s^r présidant leur ayant fait trouver la porte ouverte du petit port Mouclier.

« Le 23^e ou 24^e 7^{bre} aud. an, contre les deffences que j'ay faictes

aud. Jacques Coudreau, il a fourny à la M. une habilleure de ratine rouge et 8 aunes de tafetas noir quoy qu'il n'en fallust que 7, pour fere une robe et qui couste aud. Coudreau, du s' de la Houssay marchant de Tours 77, l. 6 d. l'aune, à ce que m'a dit M. Veyrel qui luy a aporté led. taffetas s'en retournant de la foyre de Niort, et l'a baillé/ au tailleur, en absence dud. Coudreau ; led. Veyrel luy a aussy donné 24 aunes de dantelle noire de nege pour mettre dessus que led. Veyrel a vendu aud. Coudreau 9^{6d}.

« Le sabmedy 13 no^{bre} à dix heures du matin *elle a fait sa révolte aud. couvant, les portes fermées, entre les mains dud. s' Evesque de Xaintes.*

« Le 7^e décembre 1649, lad. mal. m'a fait signifier, par Baudet huis-sier, ung acte qu'elle a faict, à la grille dud. couvant des filles Nostre Dame à S^r Vivien, par devant Limousin, Notaire Royal, le 3^e du mesme mois, par lequel elle m'interpelle de luy rendre ses vestements, son linge et *ses deux filles* et leur accorder une pension pour elles et leur servante, et payer ce qu'elle a prins et emprunté chez les marchants. A quoy j'ay respondu que led. acte est une suite des desrèglements de lad. M., ausquelz elle s'est scandaleuse-ment portée sous le prétexte supozé de sévices imaginaires, pour abandoner furtivement sa maison. de laquelle elle a destourné pour plus de 1,000 l. de meubles et plusieurs sommes d'argent, comme de tout justifieray en justice, où rendrai compte de mes actions et des siennes ; et d'ailleurs je ne suis tenu de payer aucune chose, attendu que ceux qui lui ont baillé ou presté, l'ont fait à mon déceu, quoyque je n'aye party de ceste ville despuis ce temps là, ayant par ce moyen fomenté et fomentent encores la rébellion et extravagance de lad. M. De plus, je l'ay d'abondant interpellée de retourner en sa maison qui lui est, comme elle a tousjours esté, ouverte, pour y prendre ses habitz et linge et en laquelle elle trou-vera ce qui luy est nécessaire, comme il est par led. acte responce plus particulièrement speciffiée, dont led. Baudet m'a délivré une copie de luy signée.

« Le 24^e décembre aud. an, elle a présenté requeste faite et donnée aux mesmes fins de séparation d'avoir ses filles, une servante et pantion, sur laquelle requeste elle m'a fait donner assignation par led. Baudet, huissier, par devant Mess. les Présidiaux (par led. Baudet huissier), le 7^e de janvier 1650, à comparoir au lundy en suivant 10. Le 22 janvier 1650, j'ay envoyé copie de mes pièces à M. Pelletreau, procureur en la chambre avecq deux esculz d'or pour consulter mon affaire et tascher d'avoir un arrest sur requeste

d'évocation, ou bien des lettres de la chancellerie. Le dernier de janvier 1650 j'ay envoyé à M. Pelletreau demie pistolle d'Espagne vall. 5 l. pour obtenir un relief d'appel. Le 10^e mars aud. an j'ay encore envoyé aud. Pelletreau par M. Pichon le berron de Selle, une pistolle et demie, val. 15 l., faisant en tout que je luy ay envoyé pour lad. affaire jusques à présent, 30 l. 8 s.

« Le 5 febvrier 1656 j'ay passé transaction avecq Xantipe par devant notaire royal, par laquelle je luy accorde la séparation de corps et de biens et de plus luy ay délaissé son dot qui consiste en un quart du moulin de Marplaine, en une obligation de 1,800 l. contre M. de Conteneuil et en deux autres obligations montant 2,200 l. contre feu M. Morisson, greffier de l'Election et M. de la Gorse son gendre, pour en percevoir le revenu seulement, sans les pouvoir aliéner, avecq 300 l. de meubles, et outre ay payé aux religieuses Nostre Dame 1,200 l. pour toutes ses pensions jusques à aujourd'huy, et de plus la somme de 1,000 l., tant pour payer les marchans, médecins, chirurgiens, apoticaire, que autres choses qu'elle pouvoit prétendre. Et ce, moyennant qu'elle demeurera dans ledit couvant des filles Nostre Dame ou tel autre qu'il luy plaira, sans qu'elle en puisse sortir sans mon consentement et volonté, tant que je vivray. Et doit lad. transaction estre homologuée en la Cour et chambre de l'Edict à Paris et moyennant ce, nous sommes demeurés hors de cour et de procès, qui me couste d'ailleurs plus de 6,000 l. »

POURSUITES DU PRÉSIDIAL DE SAINTES

ENFANTS SAISIS — APOTHICAIRES ET ORFÈVRES — BAPTÈMES, ETC.

(1684)

Le peu qui subsiste des minutes du présidial de Saintes qui se distingua par son extrême animosité contre les P. R., est conservé aux archives de la Charente-Inférieure. J'en ai extrait, ainsi que des papiers conservés aux Archives nationales (TT 242) quelques notes et textes qui compléteront, dans une certaine mesure, le résumé très sommaire de mon étude.

Le 14 février 1684, les anciens de Mornac, *Daniel Arnaud*, *sieur des Essarts*, *Elie Japie* et *Pierre Giraud* sont condamnés à remettre à Du Vigier les registres du Consistoire de leur

Église. — Le 24 février, à la requête du procureur du roi, le sieur Pichon, conseiller du roi, président du présidial civil et criminel et lieutenant général de la sénéchaussée de Saintes, fait saisir tous les legs et donations, « ensemble tous les effets des consistoires de ce ressort » et cependant interdit aux P. R. de toucher lesd. effets et aux débiteurs de les payer, leur ordonne d'apporter leurs livres, états, titres et papiers, et que les consistoires seront solidairement responsables. — Le 25 avril, *Jean Messier*, ancien de Jonzac, est condamné à laisser à l'hôpital de la Charité de Saintes un pré et une terre, et de lui en restituer les fruits depuis le 15 janvier 1683. — En mai, enlèvement d'enfants, d'après les deux textes qui suivent et qu'on ne lira pas sans un douloureux intérêt.

6 may 1684. — Sur la requeste faicte par le procureur du Roi disant qu'il est averty que plusieurs personnes de la R. P. R. de tous sexes et qui ont l'âge requis par la déclaration du Roy¹, voullant ce convertir, en sont empeschés par leurs parans, et autres de la dite religion, et comme il est important de pourvoir à cet abus, ledit procureur du Roy requiert les dictes personnes qui ont tesmoigné ce voulloir convertir, seront traduis par le premier huissier par devant nous², pour prendre leurs desclarations et ce, nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, avecq deffances à leurs parans ou autres d'empescher ladicte traduction, à peyne de 500 livres et ferés bien. DEBEAUNE.

Soit faict comme il est requis. — 6 mai 1684.

J. PICHON.

14 may 1684. — L'an 1684 et le 14 may, environ midy, à la requête du procureur..., je huissier certiffie..., m'estre exprès transporté en la maison et demeure de sieur *Jean Mauré* marchand, demeurant audit Xaintes, sur l'avis qu'a heu led. procureur du roy, que deux enfans appartenant au sieur *Chabiron* de la ville de Pons, qui sont dans le dessain de se convertir estoient en lad. maison, où estant entré et passé dans la boutique et d'illecq dans la chambre de derrière de lad. maison, aurois aperceu lesd. Chabirons frères. Et, à l'instant, aurois faict très expresse sommation et commandement de

1. Cet âge était celui de 7 ans.

2. C'est-à-dire devant le Présidial.

par S. M., tant aud. s^r Moré que la dame sa femme, de tout présentement me les remettre, pour estre par moy traduits en la maison de M. le président et lieutenant général, afin de faire leur déclaration, suivant et au désir de la requête et ordonnance cy-dessus et de lad. part.

Dequoy, la dame Mauré, à elle parlant, auroit esté refusant, qui m'auroit dit, d'ailleurs led. s^r son mari estre absent et qu'elle ne pouvoit ni ne devoit remettre lesd. Chabirons sans l'exprès consentement de leur père, et au mesme instant qu'elle me parloit, les auroit faict esquiver par une des portes de lad. chambre, ce qui ne peut passer que pour un pur mespris, refus et désobéissance à justice.

Quoi veu, le seigneur de Marignac et autres présans, je, led. huisier, ay, par ces mesmes présentes donné, tant aud. Moré, veu son absence esquipollant à refus, qu'à lad. dame sa femme, assignation, ou intimation, à estre et comparoir demain heure de sept du matin, quinziesme du courant par devant monsieur le présidant et lieutenant général dud. Xainctes en la salle du pallais roial dud^e lieu, pour se voir solidairement condamnés aux paynes de cinq cens livres portées par ladicte requeste et ordonnance, pour les avoir encourues au moyen de leur refus et désobéissance, et aux damages et interêts dud. s^r procureur du Roy, aux despans de l'instance et autres plus grandes paynes, le cas y eschayant, et qu'il leur sera enjoint d'obéyr, à quatriples et par corps, et, en outre, procéder comme de raison...⁴

Le 12 mai 1684 le parlement de Guyenne enjoignit par arrêt aux maitres apothicaires de la R. P. R., notamment à ceux de Tonnay-Charente, de rapporter leurs lettres de maîtrise, et, en attendant, leur interdit d'exercer leur art. Le 24 juillet, Du Vigier fit aussitôt appliquer cet arrêt aux chirurgiens, apothicaires et orfèvres de Saintes, sous peine de 500 livres d'amende, bien que jusque-là et aux termes de divers arrêts antérieurs, ces derniers eussent toujours été admis à la maîtrise, non par lettres, mais *par chef-d'œuvre*, ce qui était l'usage. Voici le raisonnement de Du Vigier :

« Outre que j'ay cru qu'il y avoit la mesme raison que pour les maitres apothicaires et que monsieur nostre evesque que je consulte toujours pour les affaires de la religion, a esté de cet advis,

4. Minutes du Présidial.

j'ay eu ce motif particulier qu'il y a en ceste ville (de Saintes) qui est très petite, douze maistres orphèvres, qui sont tous de la R. P. R., à la réserve du sieur Herbert qui s'est nouvellement converti; messieurs de la monnoye de Bordeaux les reçoivent et leur donnent des lettres sans exprimer s'ils sont catholiques ou de la R. P. R. J'ay cru qu'il estoit important, pour refformer cet abus, de rendre mon ordonnance contreux... »

Ces inqualifiables entorses au droit et à la coutume don-
nèrent lieu à autant de procès qu'il y avait d'apothicaires, de
chirurgiens et d'orfèvres, et on voit, dans les minutes du pré-
sidial que le 1^{er} novembre le procureur du roi requiert et
obtient permission d'informer contre les chirurgiens et apo-
thicaires de la campagne qui ouvraient leurs boutiques et exer-
çaient leurs fonctions au mépris des arrêts.

Enfin, en juin 1684, le lieutenant général J. Pichon, qui
était en même temps syndic du clergé du diocèse, repré-
sente à du Vigier que, par suite de l'interdiction des exercices
des P. R., beaucoup de leurs enfants meurent sans baptême
et que les anciens et les ministres qui y sont encore ont refusé
de demander certains lieux pour pouvoir y faire ces baptêmes
parce que c'est contraire à leur discipline et qu'ils espèrent
peut-être, par cette punissable opiniâtreté, faire rétablir leurs
exercices. En conséquence il demande que ces enfants soient
*baptisés par les curés et vicaires, à la diligence du suppliant
dans les maisons des père ou mère desdits enfans, en présence
du juge des lieux ou premier postulant, à peyne de quatre cens
livres contre chacun des contrevenans* (TT 242).

Ne voilà-t-il pas de beaux et instructifs exemples, de la
liberté des pères de famille, suivant les principes de la reli-
gion catholique, apostolique et romaine ?

LETTRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

TOUCHANT LA DÉMOLITION DU TEMPLE DE SAINTES

(14 février 1685)

Monsieur,

Le procès concernant le temple de Xaintes fut rapporté dès ven-
dredy dernier, et comme on avoit relevé quelques nullités dans la

procédure qui pouvoient nous faire craindre qu'on ne la cassât si nous nous opiniâtrions à demander que les ministres qui dans le fonds se trouvoient coupables d'avoir reçu deux relaps dans leurs exercices, fussent condamnés à subir les peines portées par la déclaration de 1683, M. le premier Président et moy avons estimé à propos de nous contenter de la démolition du temple et de l'interdiction pour tousjours des fonctions de leur ministère dans tout le royaume auxd. ministres. Ce qui a esté ordonné ce matin par arrest donné au rapport de M. le Doyen. En quoy certes, Monsieur, le Parlement a tesmoigné son zèle pour la religion et pour le service du Roy.

Et afin que vous soyez pleinement instruit des justes motifs que l'on a eus de modérer la peine qu'il semble que les ministres avoient encourue¹, voicy les nullités qu'on a relevées : 1^o Plusieurs ratures non approuvées; il est vray que ces ratures n'estoient pas importantes. 2^o Plusieurs interlignes. 3^o M. Duvigier s'estoit servi de deux greffiers, et il ne paroissoit pas qu'il eût fait prêter le serment qu'à un. Outre cela, en plusieurs endroits, ce qui avoit esté escrit par un greffier avoit esté signé par l'autre. Ces nullités, Monsieur, ont fait que messieurs les juges n'ont pas creu pouvoir en conscience condamner les ministres à une plus grande peine. Et M. le premier Président et moy y avons d'autant plus volontiers donné les mains, que sy ceste procédure avoit esté cassée comme elle l'auroit esté sans doute si l'on l'avoit jugée à la rigueur, c'auroit esté d'une pernicieuse conséquence pour toutes les autres instruites par M. Duvigier, dans lesquelles ces mesmes nullités se trouvent aussy bien. Par la condampnation du temple nous avons le principal, et par ce préjugé nous sommes asseurés que tous les temples qui restent à juger seront pareillement condamnés. J'ay prié M. Duvigier de vouloir bien prendre garde à l'advenir de ne pas tomber dans ces inconveniens, afin que nous eussions le moyen de faire un exemple sur les ministres qui contreviennent avec tant de hardiesse aux dé-

1. On voit combien Elie Benoit (*Hist. de l'éd. de Nantes*, V, 743) étoit bien informé. — Il semble que Philippe Ménars, sieur d'Aîr, l'un de ces deux ministres, ne put emmener son fils qui n'avoit alors que 12 ans et fut converti de force, ainsi qu'en témoigne cet acte relevé sur les registres de l'Eglise de la Savoie à Londres : « *Philippe Mesnard*, de Saintes, âgé de 15 ans, qui a signé et est allé à la messe; s'étant présenté au Consistoire et y ayant témoigné la repentance de sa faute, en a fait ce jourd'huy sa reconnaissance et réparation publiques, et a esté reçu à la paix de l'Eglise sur la promesse d'être désormais fidelle jusques à la mort et de se conformer à la discipline de cette Eglise. En foy de quoy il a signé le présent acte, au Consistoire de la Savoye, le 14 octobre 1688. »

clarations de S. M. Au 1^{er} ordinaire j'auray l'honneur de vous envoyer autant de l'arrest qui a esté donné ce matin...

DENIS, procureur général du Roy.

A la Réolle, 14 février 1685.

Je crois, Monsieur, que comme les temples de *Pons* et de *Jonsac* sont présentement les plus considérables de la Saintonge, il seroit bon de commencer par un de ces deux, sur quoy j'attendray vos ordres (Arch. nat., TT 242).

LE MARÉCHAL D'ESTRÉES A SAINTES

(août 1699)

La lettre suivante, de du Sault, assesseur (catholique) au présidial de Saintes, donne à M. de Torcy quelques détails sur cette expédition qui tourna à la confusion de ceux qui l'organisèrent; elle réhabilite du même coup Élie Merlat, par les révélations qui confirment l'extrait, déjà publié, de sa biographie inédite (Arch. des aff. étr. *France*, 1478, fol. 397-98).

Quand je devrois passer pour un importun dans l'esprit de votre Grandeur, par les fréquents mémoires que je prends la liberté de luy adresser, je ne scaurois luy taire un fait qui peut porter un préjudice notable à la religion. Je vous ay déjà marqué, Monseigneur, que les s^{rs} de Lisle-ferme Guenon, sa femme, ses enfans et quelques autres avoient été soustraits de la liste qu'on donna à monsieur le mareschal Destrées, des nouveaux convertis de cette ville, par la protection que leur donnent M^r levesque et le lieutenant général. Votre Grandeur va voir une nouvelle preuve bien seure de cette mesme protection.

Les curés de la ville et des faux bourgs et les religieux de chaque ordre préposés pour l'instruction de ceux qui ont signé le nouveau formule d'abjuration s'étant assemblés en présence de M^r l'evesque, du lieutenant général, et du sieur Lebbé conseiller, tous deux choisis pour veiller à la conduite des nouveaux convertis, le curé de St Pierre homme de probité qui remarqua que ledit s^r Guenon n'avoit point signé comme les autres, et que cependant il n'avoit point de garnison, on advertit M^r l'evesque en pleine assemblée, qui ne fit pas semblant de l'entendre. Il fit la mesme remontrance auxdits s^{rs} lieutenant général et Lebbé qui tournèrent la teste et ne répondirent rien.

Le supérieur du séminaire prenant la parole se plaignit à M^r l'evêque que la femme de ce Guenon et ses enfans qui s'étoient trouvés a Baigne dans le temps qu'il y faisoit une mission n'y avoient jamais paru, et avoient mesme empêché plusieurs nouveaux convertis de s'y trouver.

Cette remontrance ne fut point écoutée et ce Guenon qui a une charge d'eschevin qui est à la taille en ville et y a une maison considérable où il reste toute l'année, y paroist, depuis le départ de Monsieur le mareschal, plus obstiné que jamais, sans qu'on luy dise rien non plus qu'à sa femme qu'il a toujours tenue à la campagne, sans jamais avoir fait d'abjuration ou du moins sans jamais avoir entré dans l'église. Voylà ce que produit la protection de M^r l'evêque et du lieut. général, auxquels ce Guenon fait toutes les années de gros présents. Je me soubmets à telle peine que Sa Majesté jugera à propos, si tout ce que je marque n'est pas véritable.

Le mesme curé de S^t Pierre me dit hyer au soir que M^r l'evêque faisoit continuer une pension de quatre ou cinq cens livres sur le Clergé à la demoiselle de Boisron, qu'il luy fit donner il y a près de vingt ans, sous prétexte de luy payer sa pension au couvent, que son père luy reffusoit, quoyque elle ait été depuis dottée par son père et mariée depuis longtemps avec un vieux gentilhomme fort riche. M^r l'evêque a veu cette demoiselle pendant cinq ou six ans avec des sentiments si tendres et qui ont tellement scandalisé les gens de bien, qu'on dit publiquement que cette pension qu'il luy fit donner par la forte amitié qu'il avoit pour elle, se continue aujourd'huy par reconnaissance de celle qu'elle a eue pour luy.

Il m'a adjouté que M^r l'evêque fait continuer une pension de cinq cens escus sur le mesme Clergé au séminaire de cette ville qui a quinze mille livres de ranthes quoyqu'elle ne luy eust été accordée que jusques à ce qu'il eust mille escus de revenu, et qu'il n'a cette complaisance pour ces missionnaires que pour empêcher qu'ils ne luy fassent payer vingt cinq mille livres qu'il leur doit de la vente qu'ils luy ont faite de tous les meubles et effets de feu M^r de Basompierre qu'ils ont eus par son testament.

Il se commet icy des malversations si criantes dans les baux des biens des fugitifs dont les parents n'ont pas fait leur devoir, que j'ay creu ne devoir pas garder le silence sur cet article qui intéresse le bien de Sa Majesté. Le greffier et le procureur choisis par M^r de Begon pour la poursuite de ces baux, aydés par le lieutenant général exigent sous main, pour empêcher qu'on ne fasse des enchères sur ceux à qui on les a livrés.

Je supplie très humblement votre Grandeur de trouver bon que je m'adresse toujours à elle pour tout ce qui peut intéresser le bien du service et de la religion, d'avoir quelque esgard à la prière que je luy ay faite de nous procurer un commissaire pour examiner tous les faits que j'ay avancés et y mettre ordre¹. Mais surtout d'être persuadée du profond respect avec lequel je suis, Monseigneur, de votre Grandeur,

Le très humble et très obéissant serviteur.

DU SAULT, assesseur au présidial.

A Saintes, le 14 d'aoust 1699.

Quelques mois plus tard, le même Du Sault envoya au ministre un long MÉMOIRE sur le procès qu'il intenta aux quatorze nouveaux convertis de Saintes qui n'avaient pas voulu signer la promesse de se faire instruire, que les soldats du maréchal devaient leur extorquer. Ce mémoire, non daté, mais évidemment postérieur au 26 mars 1700, se trouve aussi aux archives du ministère des affaires étrangères (*France*, 1477, fol. 367-368). En voici les passages essentiels :

Mémoire d'une procédure faite par du Sault assesseur au présidial de Saintes contre quatorze nouveaux convertis relaps.

M^{rs} les mareschal Destrées et conte de Gassé ayant fait arrêter quelques nouveaux convertis des plus rebelles aux volontés du roy, le prevost et le viceneschal les mirent par leur ordre dans les prisons de Saintes où ils furent escroués, les 24 d'aoust, 4 et 7 de septembre 1699...

Je me transportay aux prisons le 7 de décembre, j'y fis une information composée de trois tesmoins assignés par un huissier... Ces tesmoins ont déposé qu'avant l'interrogatoire des accusés la plus part ont déclaré qu'ils s'étoient confessés et mariés à l'église depuis leur abjuration et tous unanimement qu'ils ne vouloient point se faire instruire et qu'ils vouloient vivre et mourir dans la religion qu'ils avoient abjurée... Je pris leurs auditions le mesme jour où ils ont tous fait la mesme déclaration qu'ils ont signée. J'ay en

1. Un homme qui se soumet à n'importe quelle peine si ses assertions ne sont pas trouvées exactes, et qui termine pas demander une enquête, n'est pas un dénonciateur ordinaire.

suite donné une sentence de règlement extraordinaire sur le réquisitoire du procureur du roy le 15 du mesme mois.

Les tesmoins m'ayant été envoyés aux prisons par le procureur du roy, je les recolé et confronté à 13 accusés, les 16 et 18 de novembre¹ dernier et au 14^e qui avoit été malade. Le 20 de mars ils ont tous persisté dans leur première déclaration et dans leurs auditions... Les tesmoins ayant été recolés et confrontés, j'ay pris l'audition des accusés sur la scellette, en présence des juges qui ont assisté à la sentence, parce que le procureur du roy avoit conclu aux galères et j'ay donné la sentence le mesme jour, 26 de mars dernier, par laquelle je les ay condamnés aux peines portées par la déclaration de 1686.

...Les accusés ont été interrogés trois fois, ils ont toujours déclaré qu'ils vouloint mourir dans la religion qu'ils avoient abjurée, ils persistent encor au Parlement dans leur déclaration...

Comme on a encor traduit deux autres relaps des prisons de S^t Jean en celles de Saintes, plus obstinés que les autres, à qui on veut que je fasse le procès, je supplie [M^r de Torcy] de me faire cognoistre l'ordre qu'il faut garder dans ces procédures extraordinaires².

DU SAULT.

Dans le carton de la série TT 242, aux Archives nationales, que j'ai déjà souvent cité, il y a un placet anonyme et sans date mais qui se rapporte évidemment à cette même affaire. On y lit :

«... Une sentence qu'ont randu depuis quelque temps les officiers de Saintes, contre plusieurs nouveaux converty, quy les condamne aux gallères, a fait une si forte et sy vive impression sur les esprits des gens de caractère, qu'il n'y en a guère et peut estre point quy ne pensent aux moyens de sortir du royaume... Dans la ville de Saintes où il y en a fort peu et où depuis plus de quinze ans on n'avoit pas pansé à s'en aller³, on a donné depuis quelques jours garnison à deux familles qui en ont esté soubçonnée. On ran aussy une injustice criante en la personne d'un pauvre homme nommé *Chavin*, que l'on retient prisonnier despuis huit mois sous prétexte

1. *Lapsus* pour *décembre*.

2. On voit qu'il y avait en réalité plus de quatorze « obstinés », très obstinés, en effet, puisqu'ils persistèrent, sans variation, dans leur déclaration de fidélité au protestantisme.

3. Cette affirmation, trop absolue, est contredite par la lettre de l'intendant Bezons, que j'ai citée, p. 389.

de Religion, et sans qu'il y ait aucun indice contre luy que celuy là... Gallères pour gallères, diront-ils, il faut toujours tenter d'aller chercher un azille. »

Le gouvernement avait donc lieu d'être peu satisfait du résultat des procédés militaires du maréchal d'Estrées. Aussi, dès le 21 septembre 1699 le ministre lui avait conseillé de :

« Suspendre la signature des promesses que vous faisiez faire aux N. C. de s'instruire; je crois qu'il faut observer la mesme chose en Poitou. Lorsque vous commençâtes à escrire à M. le chancelier sur ces promesses, vous ne parliez que de quelques gentilshommes les plus opiniastres, mais comme il paroist par vos dernières lettres que vous aviez dessein d'en faire une affaire générale, je m'estois proposé d'en parler au Roy au Conseil qu'il tient de temps en temps sur cette matière; je ne manqueray pas de le faire et de vous mander aussy tost ce que Sa M. aura résolu. » (Arch. nat., O⁴43, n° 1273.)

Le conseil de conscience ne tarda pas à délibérer sur ce retour aux dragonnades; on voit, dans une nouvelle lettre adressée au maréchal le 20 octobre (*ibid.*, n° 1408), qu'on comprit qu'en exigeant de nouvelles promesses de se faire instruire, il admettait implicitement — ce qui était la négation même de la fiction créée par la Révocation — que les nouveaux convertis ne l'étaient pas du tout. On lui interdit en conséquence de continuer, et on désavoua ainsi tout ce qui avait été fait par lui, à Saintes et auparavant en Poitou.

Terminons par un ou deux autres extraits des registres du secrétariat d'État, relatifs à quelques protestants saintais, en cette année 1700, à laquelle j'ai limité mes recherches. Au commencement d'avril, on avait arrêté à Paris un jeune homme qui voulait sortir du royaume et qui se faisait appeler « *Saint-Hilaire*, fils du porte-arquebusier du roi d'Angleterre », et on avait demandé le 14, à Begon, de se renseigner sur sa famille (Arch. nat., O⁴44, n° 547). Celui-ci crut avoir découvert que le vrai nom du prisonnier était *Chaigneau*. Mais on lui écrivit, de Paris, le 26 juin, ce qui suit (*ibid.*, 928) :

« Le jeune homme nommé St-Hilaire, fils du porte-arquebusier du roi d'Angleterre, sur la famille duquel je vous ai demandé quelques éclaircissemens ne se nomme point Chaigneau, mais *Guenon*.

Son père étoit marchand de la ville de Saintes, en société avec le nommé Chaigneau, ils firent banqueroute en 1686 et se rendirent à Londres. *Estienne Guenon*, ayeul de ce jeune homme nommé St-Hilaire est encore vivant, il ne se mesle d'aucun commerce; il passe ordinairement l'hiver à Saintes et l'été au village de Menars, à une lieue et demie de la mesme ville. J'attendray donc que vous me fassiez scavoir le véritable nom de cette famille, par rapport à la Religion. »

Une autre lettre, également adressée à Begon, le 6 octobre (*ibid.*, n° 1576), prouve, du reste, qu'il fallait redoubler de précautions à Saintes, pour empêcher, non seulement les évasions mais même les enlèvements :

« ... L'année passée il fut fait une tentative à Saintes, pour enlever du collège des Jésuites deux enfants de *Guenaut de Maubuisson*, protestans français et officiers de la vénerie du roy d'Angleterre. On arresta le valet qui s'estoit chargé de cette entreprise et il ne fut relasché que sur la prière du roi d'Angleterre qui fit dire qu'il n'estoit venu que pour achepter des chiens pour son service. Un homme de qui on a sceu cette intrigue assure que cette première entreprise doit être suivie de quelques autres... »

Enfin, je relève dans le même registre, sous la date du 13 septembre 1700, un ordre pour faire retourner en Poitou le *sieur de Boisron*, gentilhomme âgé de 80 ans, qui est à Paris sous prétexte de suivre un procès, mais qu'on soupçonne de chercher à passer la frontière, et qu'on fait, en conséquence, étroitement surveiller. — Serait-ce l'auteur des *Mémoires* que j'ai plusieurs fois cités, bien qu'il eût alors dix ans de moins? — Dans tous les cas c'est d'un de ses parents qu'on écrit le 20 octobre à l'évêque de Saintes : « On fera recevoir avec plaisir dans les gardes-marines le chevalier d'Orignac, mais il faut savoir son âge... »

N. WEISS.

CORRESPONDANCE

La Réforme à Saintes et la Revue de Saintonge et d'Aunis. — Dans son numéro du 1^{er} juillet 1893, p. 228, cette *Revue* a ainsi rendu compte de ma conférence :

...A 8 h. 1/2 du soir, la conférence a été faite par M. Weiss, secrétaire archiviste de la Société, sur la *Réforme en Saintonge*. L'auteur sait beaucoup et il s'exprime simplement et clairement. Mais il n'a présenté qu'un côté du sujet, les malheurs, les vexations qu'ont endurés les protestants; un catholique, parlant dans une assemblée catholique, aurait aussi bien pu faire un tableau lamentable de tout ce qu'avaient souffert les catholiques, pillage et destruction des églises, ruines, menaces (Voir plus haut, par exemple, ce que dit la *Croix de Saintonge*, du 18 juin). Un contemporain, François Tabourin, s'exprime ainsi : « En l'année 1568, fallut tous quitter et abandonner l'église et la ville à cause des guerres civiles, qui feut l'année où ceux de la religion tuoient tous les prestres qui tomboient entre leurs mains, et mettoient les églizes par terre; et ce feut vers la feste Dieu qu'il fallut s'en fuir, et la première église qui feut mise par terre en ceste année là, ce feut celle de Saint-Pierre. » Et ailleurs : « Ils firent des meurtres cy estranges et cruels qu'il n'est pas possible de plus grands; car, après avoir prins deux prestres vicaires de la ditte église Saint-Pierre prisonniers, l'ung desquels avoit plus de quatre-vingts ans, que l'on appeloit messire Michel Magneron, après l'avoir bien promené par toute la ville et faict crier avec une trompette à tant le prestre, à cry public, estant sur les ponts, rencontrèrent les soldats qui le fesoient aussy crier au plus offrant et dernier enchérisseur, ung habitant du faubourg des Dames, huguenot, qui s'apeloit Boudault, lequel, voyant que iceux soldats ne trouvoient rien dudit prestre Magneron, dit aux soldats : « Donnés-moy le dit prestre et je vous en donneroy un teston, » qui ne valoit en ce temps là que douze sols six deniers, si j'ai bonne souvenance; et voyant iceux soldats que personne ne vouloit acheter ledit prestre, le mirent et le livrèrent entre les mains dudit Boudault, lequel l'ayant le dagua et puis le getta dans la rivière, à droite du lieu que l'on appelle la Forme, là où il rendit son âme à Dieu; et voyoit-on icelui prestre Magneron bien à clair dans l'eau.

« Quant à l'autre prestre qu'ils avoient prins prisonnier, il estoit vicaire aussy de Saint-Pierre et curé de Montpellier, qui nous monstroit estant enfant de chœur à la grand messe, qui feust gesté à l'eau avec une corde, à l'arceau le plus près de la ville, sur main gauche en allant de la ville au bourg des Dames. »

Deux chanoines furent aussi massacrés sous le clocher. C'est pour cela qu'au retour de la procession de la fête Dieu, on chantait là un *Libera* (*Epigraphie santone*, p. 261). Je ne parle que de Saintes, et ce n'est pas tout.

Le conférencier, pour montrer la rigidité de mœurs des protestants d'alors a cité les admonestations du Consistoire de Pons, présidé par le pasteur-poète Yves Rouspeau, à Marie de la Porte, femme de Jacques de Pons, « tant de la teste decouverte que de sa

robe faite à ouverture du seing et du vertugadyn. » Quel dommage qu'il n'ait pas raconté cette jolie histoire, comme l'a si gentiment narrée M. Léon de la Morinerie, *Le corsage et le vertugadin de madame de Mirebeau!* (Voir le *Bulletin*, III, 276.) Il aurait pu aussi trouver l'histoire peu édifiante d'un pasteur censuré par ses confrères; cela ferait pendant à l'aventure galante prêtée à l'évêque de Saintes, Guillaume de la Brunetière, qui, grand convertisseur des protestants, encourut leur haine, — c'est lui qui fit venir Fénélon en Saintonge, — et « mourut en odeur de sainteté ».

J'ai adressé à M. L. Audiat les lignes suivantes que je reproduis ici, dans le but de compléter la courte note de ma conférence sur Saintes pendant les premières guerres de religion :

Veuillez me permettre de répondre aussi brièvement que possible à quelques-unes des critiques de ma conférence du 14 juin, que renferme votre *Revue* du 1^{er} juillet (p. 228). Elle me reproche de n'avoir « présenté qu'un côté du sujet, les malheurs, les vexations qu'ont « endurés les protestants; un catholique, parlant dans une assemblée « catholique, aurait aussi bien pu faire un tableau lamentable de « tout ce qu'avaient souffert les catholiques, pillages et destructions « d'églises, ruines, menaces ». Après quoi elle m'oppose, d'après la *Croix de Saintonge*¹, l'occupation de Saintes par les huguenots en 1562 (p. 235), et celle de 1568, où, d'après François Tabourin, l'église Saint-Pierre de Saintes « feut mise par terre », deux prêtres, Michel Magneron et un autre, noyés, et deux chanoines « massacrés sous le clocher » par des soldats.

En exposant quelques épisodes de la Réforme à Saintes, je me suis borné, pour le xvi^e siècle, à parler de la période de fondation et des supplices qui la précédèrent (1546-1561), puis des renseignements sur l'importance de l'Église réformée de Saintes, que fournit son registre de baptêmes de 1570 à 1585. Je n'ai mentionné les guerres de religion qui eurent lieu entre ces deux périodes que pour établir ce seul point, qu'à Saintes, pas plus qu'ailleurs, les protestants ne furent les agresseurs. Or en supposant dignes de foi vos textes — qu'aucun autre témoignage contemporain ne confirme en ce qui concerne les excès que les huguenots auraient commis en juin 1562 et 1568, — ils ne détruisent nullement mon affirmation.

C'est un point d'histoire absolument acquis, que la guerre avait été déclarée en avril 1562, après qu'une série de massacres des Protestants, de Vassy, Carcassonne et Castelnau-dary (pour ne parler que de ceux du 1^{er} au 22 mars 1562), eurent prouvé que le parti catholique était résolu à tout plutôt qu'à admettre même la liberté

1. Laquelle a terminé la série de ses venimeux articles par cette injure, « le sodomiste Calvin ». La *Croix* considère-t-elle que cette infâme vilénie déjà méprisée par les contemporains catholiques de Calvin, cadre avec l'effigie du crucifié qui figure en tête de sa première page?

du culte très limitée que l'édit du 17 janvier 1562 avait accordée aux huguenots. Pourtant ceux de Saintonge ne bougèrent pas. Mais de nouvelles tueries, particulièrement horribles, à *Sens* et à *Gaillac* (avril-mai), ayant montré comment ils seraient traités là où ils ne sauraient se défendre, ils s'emparèrent de *Saintes* en *juin*. Ainsi bien loin d'*inaugurer l'ère des violences*, ils attendirent plus longtemps qu'en beaucoup d'autres villes. Et au lieu de rendre œil pour œil et dent pour dent en s'attaquant aux biens et aux vies des catholiques, ils brisèrent des images et brûlèrent des parchemins, c'est-à-dire les objets matériels du culte qui ne se bornait plus, comme de 1524 à 1559, à les faire martyriser et brûler suivant les formes de la loi, mais les faisait exterminer par la populace comme des bêtes féroces.

Or beaucoup de protestants, et surtout Calvin, avaient sévèrement blâmé le bris des images et même la résistance par les armes (Voy. sa lettre à l'Eglise de Lyon, du 13 mai 1562). Aussi la Popelinière (livre VIII), de Thou (livre XXX) et d'Aubigné (éd. de Ruble, II, 45), racontent que « La Rochefoucauld... assembla... un synode à « *Xaintes*, des ministres de tout le pays jusques au nombre de « soixante, auquel, *pour user de leurs propres termes*, toutes objections et doutes bien debatues par tout droit divin et humain; il fut « résolu que la défense entreprinse par le Prince (de Condé), par « lettres expresses de la Royne contre les manifestes violateurs, « tant de la personne du Roy que de son Edit très-solennel et très « authentique, et coupables d'infinies cruautés et plus qu'exécrables « actes, estoit non seulement légitime, mais aussi très nécessaire... »

Cette déclaration fut faite en *septembre* 1562.— Après la défaite de Duras à Vergn (9 octobre), les huguenots quittèrent *Saintes*, et c'est alors qu'elle fut occupée par Jean de Nogaret sortant de Taillebourg, « avec telle licence sur les biens et sur la vie des Réformez « qu'on fit aussi peu d'estat de l'un que de l'autre, veu mesme l'arrest du parlement de Bourdeaux par lequel la puissance de juger « sans appel fut donnée à un seul juge. Ce qui fut cause de la mort « de plusieurs, ne s'espargnant, entre autres, le lieutenant particulier « Blanchard comme l'un des plus affectionnez catholiques » (La Popelinière). On voit combien Palissy, témoin oculaire, parlant de ces mêmes « diabletons du chasteau de Taillebourg », confirme et précise ce récit, puisqu'il ne parle que d'un seul meurtre, et nous montre les soldats accompagnés de prêtres qui, après le pillage, raillaient les quelques réformés restés à *Saintes* et qu'on avait jetés en prison¹. Si l'on ajoute que pendant la deuxième guerre de religion la ville resta au pouvoir des catholiques animés de ces dispositions charitables, on s'explique qu'*au début de la troisième guerre*, en juin 1568, les 800 arquebusiers de Jacques de Pons qui s'empa-

1. C'est sans doute à ce moment, vers nov. ou déc. 1562, que Palissy fut lui-même emprisonné.

rèrent de Saintes sous la conduite de d'Asnière et Soubran, se soient livrés à des représailles. — Pas plus que Calvin ou Théodore de Bèze, nous n'excusons ces représailles, mais nous avons le droit et le devoir de dire qu'en Saintonge les huguenots n'ont pas *commencé* par tirer l'épée des assassins.

Un mot encore au sujet du vertugadin de Mme de Mirambeau dont je n'ai pas conté « la jolie histoire » aussi « gentiment » que M. L. de la Morinerie, l'a fait dans votre *Bulletin*, III, 276. — Que voulez-vous? il n'est pas donné à tout le monde d'avoir autant d'esprit que votre distingué collaborateur. Mais peut-être me saura-t-on gré de dissiper le côté mystérieux de cette « histoire », dont il a su tirer un parti si agréable pour vos lecteurs : Le consistoire de Pons reprochait à Marie de la Porte, non seulement sa toitette peu décente, mais encore certaines « autres choses... » formule vague », dit M. de la Morinerie, « qui laisse prise à quelque interprétation légèrement scabreuse »... — Or voici l'extrait du registre original du consistoire de Pons, du 25 juin 1592, qui termina le différend : « Madame de Mirambeau est venue en consistoire, requérant estre « receue au Saint Sacrement de la Cène. Et après l'avoir ouye et « qu'elle a recogneu avoir faict tort au marchant qui cy-devant fut « despouillé au logis de Monsieur de Myrambeau et l'a recogneu « homme de bien, disant estre bien navrée dud. outrage qui luy fut « feict, et qu'elle a esté de ce censurée, ensemble de son vertugadyn « et de sa rébellion, a esté receue à la Cène » (Arch. nat. TT 285).

Quel dommage, qu'après avoir cité *textuellement* la première ligne de ce procès-verbal, votre collaborateur n'ait pas lu le reste, car, s'il l'avait lu, pourquoi ne l'aurait-il pas cité?

J'avoue, par exemple, que j'ignore absolument « l'histoire peu édifiante d'un pasteur censuré par des confrères ». — Mais je suis bien sûr, par contre, que « cela », ne ferait pas « pendant à l'aventure galante prêtée à l'évêque de Saintes, Guillaume de la Brunetière », entre autres par Du Sault, assesseur au présidial de Saintes, et bon catholique (Voy. *Bull. de la Société d'Hist. du Prot. français*, page 387). En effet votre *Revue* ajoute que ce prélat « mourut en odeur de sainteté »; — et je suis très certain qu'avec nous, elle épargnera cette touchante oraison funèbre à ce malheureux pasteur « censuré par ses confrères ».

Veuillez agréer, Monsieur et honoré confrère, l'assurance de mes sentiments distingués.

N. WEISS.

Moisant de Brieux et sa charge au Parlement de Metz. — Voy. plus haut, page 294. — C'est à Charles de Villers d'Adaincourt que Jacques Moisant a cédé sa charge au parlement de Metz, et non à Charles de Villiers sieur d'Andincourt.

O. CUVIER.

NÉCROLOGIE¹

Le pasteur Charles Roy.

Un des hommes qui s'est occupé avec le plus de persévérance de l'histoire du protestantisme, M. Roy, pasteur de Bussurel, vient d'être enlevé à l'affection de ses nombreux amis, le 14 juin dernier.

M. Charles Roy, né à Montbéliard le 23 février 1817, suivit les cours de la Faculté de théologie de Strasbourg, et, entraîné par son goût pour les études historiques, soutint, en décembre 1838, une thèse sur *l'Histoire des Samaritains et de leurs principales croyances religieuses*.

Après un séjour de trois années en Alsace où il se consacra à l'enseignement, il fut, en 1842, nommé pasteur de Longeville (Doubs). Il quitta cette paroisse en 1861 et fut appelé à desservir les communes de Bussurel et de Vyans (Haute-Saône).

Son ministère s'est tout entier écoulé au milieu des humbles et des faibles; pendant un demi-siècle il a annoncé la parole de Dieu au peuple de la campagne, consacrant les instants de loisir que lui laissaient ses fonctions pastorales à fouiller les archives locales, à *interviewer* les rares survivants du siècle dernier et à écrire l'histoire si originale de l'ancienne principauté de Montbéliard.

Plusieurs de ses études ont été publiées par la *Société d'Émulation de Montbéliard* et par ce *Bulletin*².

Il envoyait en même temps des articles sur l'histoire locale au *Témoignage*, à la *Vie Nouvelle*, aux *Annales Franc-comtoises*, à l'*Indépendant de Montbéliard*. Chacune de ces *Chroniques* renferme un trait original, un renseignement précis, un fait à noter et il sera impossible d'étudier à l'avenir les mœurs des habitants de cette partie de la Franche-Comté sans recourir aux travaux du pasteur Roy.

Il a laissé des notes très complètes sur l'introduction et les progrès de la Réforme dans l'ancienne principauté de la maison de Wurtemberg et dans les quatre terres de Blamont, Clémont, Héricourt et Châtelot qui en formaient des dépendances.

Nous espérons que plusieurs des études que M. Roy gardait dans ses cartons seront publiées et que ses papiers pieusement conservés, seront réunis aux manuscrits du pasteur Beurlin. Déposés à la bibliothèque de Montbéliard, ils seront consultés avec fruit par les érudits et les chercheurs.

C'est avec un profond sentiment de tristesse que j'adresse un dernier adieu à ce chrétien convaincu, à cet historien consciencieux et modeste, qui avait bien voulu m'honorer de son amitié.

ARMAND LODS.

1. Cet article a dû, à notre grand regret, être retardé par suite de l'encombrement causé par les assemblées de Saintes et de Royan (*Réd.*).

2. *Notice historique sur le pays de Montbéliard à l'époque de la Révolution française* (1880), *Us et Coutumes de l'ancien pays de Montbéliard* (1886), et en 1887 une esquisse sur l'*Attitude politique des pasteurs du pays de Montbéliard à l'époque de la Révolution*; puis *l'Ecole française de Montbéliard depuis l'époque de la Réforme* (*Bull.*, 1883, 415 et 514) et les *Ecoles des campagnes de l'ancien pays de Montbéliard* (1884, p. 166 et 322).

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

A MM. les pasteurs des Églises protestantes de France.

En rédigeant, en vue de la prochaine fête de la Réformation, les dernières pages de ce *Bulletin*, j'apprends la mort d'un des membres honoraires de notre Société... Charles Dardier a succombé, le 17 septembre, à Genève, aux suites d'une longue attaque d'influenza. Il était de ceux qui suivaient avec le plus de compétence nos travaux et qui connaissaient le mieux notre histoire. Il n'y a pas longtemps, il m'envoyait la liste des articles qu'il inséra dans le *Lien*, de 1866 à 1870, sur la *Correspondance des Réformateurs*, et où se révèle la critique exacte et pénétrante qui distingue ses études ultérieures sur Calvin, Jean de Serres, Servet, etc.¹. — Mais, si le *xvi*^e siècle lui était familier, c'est surtout le *xviii*^e qui avait livré tous ses secrets à ses patientes et fécondes investigations. Il vivait vraiment dans l'intimité et, on peut ajouter, sous la douce influence de son noble prédécesseur, Paul Rabaut. Aussi, sa plus grande joie fut-elle d'avoir « attiré l'attention de l'Institut et, par suite, du grand public lettré, « sur ces modestes pasteurs du Désert dont la foi héroïque, la dignité de vie, la fermeté de caractère et l'indépendance d'esprit « peuvent être encore aujourd'hui offertes comme exemple à tant « de nos concitoyens² ».

Il a vu partir avant lui ses amis nîmois qui furent aussi ceux de notre œuvre, Charles Sagnier, Ariste Viguié, Jules Bonnet, et Dieu lui a permis de n'entrer dans son repos, à 73 ans, qu'après avoir dressé son monument et achevé ses cinquante ans de ministère.

Ainsi se resserre peu à peu le cercle de ceux qui cheminaient sur la même route, ainsi se réitère l'exhortation que fait entendre, avec tant de force, la vie de nos pères : Travaillons, « tandis qu'il est jour ; la nuit vient que nul ne peut ouvrir. »

N. W.

1. Une liste complète de ses écrits se trouve à la fin de la brochure, *Cinquante Ans de ministère*, citée plus haut, p. 455.

2. Lettre à M. Armand Lods, du 23 mai 1893.

Études historiques

RABAUT DE SAINT-ETIENNE¹

SA MISE HORS LA LOI — SON ARRESTATION — SA MORT

(14 novembre 1743 — 5 décembre 1793)

Rabaut de Saint-Étienne est une des grandes figures protestantes de la fin du XVIII^e siècle. Il combattit les fanatiques qui réclamaient l'anéantissement des *huguenots* et devint ensuite l'adversaire courageux et résolu des sectaires qui, pendant de longs mois, imposèrent à la France la plus terrible des tyrannies et réussirent à ternir par leurs excès l'éclat de la révolution faite en 1789 au nom de l'égalité.

Il resta fidèle à ses principes et paya de sa vie son amour passionné pour la liberté. Après avoir échappé aux persécutions royales, il devint une des victimes du jacobinisme triomphant.

Ce crime politique fut commis il y a un siècle et nous ne pouvons laisser passer cet anniversaire sans flétrir les bourreaux et sans honorer la mémoire de Rabaut de Saint-Étienne.

Il suffira de résumer cette belle vie et de raconter avec détail les faits qui ont précédé et accompagné l'exécution de l'ancien pasteur de Nîmes pour lui assurer l'admiration et la reconnaissance de tous les descendants des persécutés.

1. Sur Rabaut de Saint-Étienne consultez : *Réflexions philosophiques et politiques sur la tolérance religieuse*, par J. Pons, de Nîmes. Bibliothèque Nationale Ld⁴ 5762. — *Notice sur Rabaut Saint-Étienne* par Boissy-d'Anglas, en tête des *Discours et Opinions de Rabaut Saint-Étienne suivis de ses deux derniers écrits et précédés d'une notice sur sa vie*. B. N. Le²⁷ 38. — Notice par Collin de Plancy, en tête des *Œuvres de Rabaut*, Paris, 1826, 2 volumes. — *Biographie de Paul Rabaut et de ses trois fils*, par A. Borrel. B. N. Ln²⁷ 46855. — *Rabaut Saint-Étienne. Sa vie et ses œuvres*, par Louis Bresson. B. N. D² 42502 et Bibliothèque du Protestantisme, 4781.

I

Jean-Paul Rabaut est né à Nîmes, le 14 novembre 1743 ¹. Ses premières années s'écoulèrent au milieu des périls ; sa mère fut obligée de se cacher pour ne point être emprisonnée à la tour de Constance. Il racontait plus tard à son ami le comte Boissy d'Anglas « qu'il ne savait jamais durant le jour où on le mènerait coucher le soir ² ».

Absorbé par les devoirs et les périls de son ministère, Paul Rabaut, son père, ne put s'occuper de l'instruction de ses trois fils, il en confia le soin à Antoine Court. Jean-Paul arriva à Lausanne au commencement de janvier 1750 et fut rejoint par ses frères deux ans plus tard, en avril 1752.

La correspondance d'Antoine Court et de Paul Rabaut a été conservée, elle a été publiée par M. Charles Dardier qui a raconté avec grand détail tous les petits faits qui se rapportent à l'éducation des jeunes Rabaut ; nous ne reviendrons donc pas sur ce sujet ³.

Ne trouvant pas les progrès de ses fils assez rapides, Paul Rabaut les envoya en 1755 à Genève où ils travaillèrent sous la direction d'Étienne Chiron ; celui-ci, afin d'éviter les recherches des agents du gouvernement français, changea le nom de ses élèves. L'ainé, Jean-Paul, annonce en ces termes cette décision à son père : « M. Chiron a trouvé à propos de changer nos noms, je m'appelle *Saint-Étienne*, Antoine,

1. M. Ch. Dardier, dans son *Paul Rabaut, Lettres à Antoine Court* (t. II, p. 418), a publié l'acte de naissance de Rabaut Saint-Étienne ; nous le reproduisons :

« Le vingt-unième novembre mille sept cent quarante-trois, j'ai baptisé au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, Jean-Paul Rabaut, mon fils, que j'ai eu de mon épouse Magdeleine Gaidan. Est né le 14^{me} du susdit mois, et a été présenté par sieur Jean Béchard et Gabrielle Rouvairol, femme de Pierre Paulhan de la ville de Nîmes.

« Paul RABAUT, pasteur. »

2. *Notice de Boissy d'Anglas*, p. vj.

3. Consultez : *Rabaut Saint-Étienne, sa première enfance et son éducation*, par Charles Dardier (*Revue chrétienne*, — 10 février 1886, p. 116 et suiv.). — *Jeunesse des trois fils de Paul Rabaut*, par E. Arnaud (*Bulletin XXVIII* (1879), p. 481 et 529).

Pomier, et *Pierrot*, *Dupuy*, et nous nous nommons cousins¹. »

Les progrès de Saint-Étienne furent très rapides; ayant commencé sa théologie en 1761, il revint pendant quelques mois à Nîmes pour aider son père, et monta pour la première fois en chaire le 1^{er} janvier 1763. A cette occasion, il écrivait à son maître, Chiron, cette lettre touchante : « Me voilà engagé dans une carrière tout à la fois noble et périlleuse. Priez le Seigneur, comme je le fais de mon côté, qu'il m'accorde les grâces dont j'ai besoin pour m'en acquitter dignement². »

Revenu à Lausanne en septembre 1763, il se fit inscrire à l'académie de cette ville, y subit avec distinction les examens qui devaient lui ouvrir les portes de la carrière pastorale et fut consacré au saint ministère le 11 novembre 1764.

Il rentra à Nîmes, où il devint aussitôt le collègue de son père. Heureux d'avoir un aide aussi précieux, Paul Rabaut annonça cette bonne nouvelle à Antoine Court en ajoutant qu'il allait présenter Saint-Étienne à l'Église en s'inspirant dans son discours de ces paroles prophétiques : « *Et ceux qui en auront amené plusieurs à la justice, leuront comme des étoiles à toujours et à perpétuité*³. »

Cette cérémonie touchante eut lieu, en effet, au mois de juillet 1765; tous les assistants furent émus jusqu'aux larmes, en voyant le patriarche du Désert offrir ainsi son fils premier-né au service de l'Église proscrite.

A partir de ce moment, Saint-Étienne se donna tout entier à son ministère pastoral, et se mit en relation avec les autres consistoires, projetant déjà des démarches pour modifier le sort de ses coreligionnaires.

Il épousa, le 31 octobre 1768, Mlle Boissière de Durfort⁴. La nouvelle famille jouit pendant quelques années d'un calme relatif : le gouverneur de la province tolérait les réu-

1. Papiers Antoine Court, n° 1, t. XXVIII, p. 319 (Bibliothèque de Genève).

2. Lettre d'Etienne Chiron du 5 janvier 1763 (Archives Sérusclat).

3. Lettre de Paul Rabaut à Chiron du 13 mai 1765. *Paul Rabaut, Ses lettres à divers*, par Charles Dardier, t. II, p. 22.

4. Lettre de Paul Rabaut à Court de Gébélín du 4 novembre 1768. *Ibid.*, t. II, p. 97.

nions du culte qui se tenaient chaque dimanche aux environs de Nîmes. On s'y rendait en foule, et le jeune pasteur conquît tout de suite une grande réputation d'orateur ¹.

Le synode des Hautes Cévennes, dans sa session de mai 1770, décida que les Églises célébreraient par un *Te Deum* d'actions de grâces le mariage de Mgr le Dauphin avec Marie-Antoinette et désigna Saint-Étienne pour prendre la parole à Nîmes. Il prononça un grand discours dans lequel, oubliant les supplices infligés à nos ancêtres, il faisait un éloge pompeux de la maison de Bourbon et terminait par un appel pressant à la tolérance et à la justice ². Rabaut inaugurait ainsi ses revendications en faveur de la liberté, bien résolu à continuer la lutte jusqu'au moment où la victoire viendrait couronner ses efforts.

Son deuxième plaidoyer est écrit sous la forme d'un roman, il passe en revue tous les édits rendus contre les huguenots et met son héros, Ambroise Borely, aux prises avec toutes les difficultés accumulées par cette législation barbare. La première édition parut en 1779, elle était suivie d'un opuscule de Condorcet, *la Tolérance aux pieds du trône* ³. Le succès fut si grand que Rabaut publia bientôt après (1784) une seconde édition dans laquelle il substitua à l'œuvre de Condorcet un mémoire dont il était lui-même l'auteur et dans lequel il prouvait que *le roi devait modifier les lois portées contre les Protestants et faisait la démonstration des avantages que la France tirerait de cette modification*.

Absorbé par la rédaction de ces mémoires, le pasteur de Nîmes ne négligeait cependant pas les devoirs de son minis-

1. Voyez : *Bulletin* XI (1862), p. 404.

2. *Discours prononcé en province, le 12 juin 1770, à l'occasion du mariage de Monseigneur le Dauphin*. Paris, 1770, in-8°, 40 pages.

3. La première édition a pour titre : *Triomphe de l'intolérance, ou Anecdotes de la vie d'Ambroise Borely, mort à Londres âgé de cent trois ans, recueillies par W. Jesterman, ouvrage traduit de l'anglais et trouvé parmi les papiers de M. de Voltaire, suivi de la Tolérance au pied du trône*. Londres, 1779, in-8°. — Consultez sur le *Vieux Cévenol*, la préface de M. Charles Dardier en tête de l'édition publiée par la Société des livres religieux de Toulouse, 1890, in-12 et *Bulletin*, XXXVI (1887) p. 556, p. 617. Comparez : Charles Coquerel, *Histoire des Églises du Désert*, t. I, p. 39 et p. 493.

tère, ainsi qu'en témoigne le *Manuel des Malades*¹, recueil édifiant publié en 1783 et destiné à tous les affligés qui cherchent dans la religion les consolations que seule elle peut procurer.

Il donna aussi un grand exemple de largeur et de charité chrétiennes en consacrant une notice élogieuse à la mémoire de Mgr de Beccdelièvre, évêque de Nîmes², qui avait fait preuve d'une tolérance relative vis-à-vis de nos coreligionnaires en ne sollicitant pas du gouvernement de la province l'application stricte d'édits toujours en vigueur.

En 1785, Saint-Étienne était nommé pasteur titulaire de l'Église de Nîmes en remplacement de son père à qui le consistoire accordait « sa *vétérance* pour le mettre en état de soigner sa santé que ses travaux avaient altérée ».

Paul Rabaut ne devait pas jouir longtemps de ce repos, son fils ayant été choisi pour se rendre à Paris et solliciter du gouvernement une amélioration à la situation toujours si précaire des protestants.

A partir de 1775, Court de Gébelin avait été le représentant des consistoires, et avait établi dans la capitale une sorte de ministère des affaires réformées. Depuis sa mort survenue en 1784³, le poste de *solliciteur* était vacant. Dans une lettre à M. de Végobre, de Genève, Saint-Étienne déplore cette situation :

« Nous n'avons personne qui sonde le terrain, qui profite des circonstances, et certainement, c'est en partie à la nullité de notre politique que nous devons ces absurdes délais. On oublie volontiers, dans le pays des sollicitations, les gens qui ne demandent rien, on

1. Lausanne, 1773, in-8°. Une nouvelle édition de cet ouvrage parut à Valence chez Marc Aurel en 1821.

2. *Hommage à la mémoire de Mgr de Beccdelièvre, évêque de Nîmes*, 1784, in-12.

3. Rabaut publia au lendemain de la mort de Court de Gébelin une brochure sous le titre de : *Lettres sur la vie et les écrits de M. Court de Gébelin, adressée au Musée de Paris*, 1784, in-4°. Voyez *Lettre de Rabaut à Gal-Pomaret*. *Bulletin* XIII (1864), p. 69. Comparez : *Journal de Paris*, n. 187 du 5 juillet 1784. B. N. Lc² 80 et *Court de Gébelin, notice sur sa vie et ses écrits*, par Charles Dardier.

les croit heureux parce qu'ils sont tranquilles; s'ils parlent, on dit qu'ils sont remuants. Un agent remédierait à ces inconvénients ¹. »

Le moment était, en effet, bien choisi pour obtenir l'abrogation des anciens édits, l'esprit philosophique avait fait de grands progrès, de nombreuses brochures avaient été publiées en faveur de la tolérance, et le roi Louis XVI se montrait disposé à accueillir favorablement les demandes formulées par des hommes éminents en faveur des persécutés.

Dans une étude récente, M. Charles Read a retracé avec émotion le rôle important joué par Lafayette ² lors de la préparation de l'édit de Tolérance; il a raconté la visite faite à Paul Rabaut, ses relations avec M. de Poitevin; nous n'avons donc pas à insister sur cet épisode, il nous suffira de rappeler que les consistoires de Montpellier, de Marseille, de Bordeaux et de Nîmes votèrent les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses de Rabaut Saint-Étienne et l'envoyèrent à Paris en décembre 1785 avec le mandat spécial de « veiller aux intérêts de la cause commune des protestants du royaume ».

Ne voulant pas éveiller les susceptibilités gouvernementales, Saint-Étienne répandit le bruit qu'il voulait s'occuper de littérature et de sciences. Il profita, en effet, de son séjour à Paris pour publier ses *Lettres sur l'histoire primitive de la Grèce* qu'il dédia à Bailly ³.

On sait avec quel succès Rabaut s'acquitta de sa mission difficile et délicate, on connaît sa correspondance avec Rulhières ⁴ auquel il fournissait des notes pour ses *Éclaircissements historiques sur l'état en France des Protestants*, avec Malesherbes qui l'invitait familièrement à sa table ⁵. Il ne négligeait pas non plus les relations mondaines, fréquentait

1. Lettre du 25 juillet 1785, communiquée par M. Bouvier.

2. *Lafayette, Washington et les Protestants de France (1785-1787)*, par Charles Read. Paris, 1893. Comparez, *Bulletin*, t. III (1854), p. 330-344; t. XLI (1893), p. 225 et suivantes.

3. La IX^e lettre, encore inédite se trouve en manuscrit dans les papiers Rabaut, collection Coquerel, t. XXIX, p. 158.

4. Voyez : Étude de M. Charles Read. *Bulletin* XXXIV (1885), p. 214.

5. Collection Coquerel (Autographes), t. XLII, p. 128.

les salons¹, se liait avec Target, avec Florian² et assurait ainsi de nombreuses sympathies à la cause qu'il défendait avec ardeur. Il faisait appel à l'opinion publique dans ses *Réflexions impartiales d'un philanthrope sur la situation présente des protestants et sur les moyens de la changer*³ ne se bornant pas à réclamer l'état civil, mais prouvant qu'on ne pouvait sans injustice refuser la liberté des cultes.

S'il ne triomphait pas immédiatement sur ce dernier point, il obtenait au mois de novembre 1787 l'édit de Tolérance : désormais les enfants des protestants pouvaient naître sans être considérés comme des bâtards, ils avaient la faculté de se marier sans voir leur union assimilée à un déshonorant concubinage. C'était un premier succès, présage de victoires nouvelles, puisque déjà la cour reconnaissait une situation officielle à un ministre protestant : Rabaut était, en sa qualité de pasteur, invité à un dîner d'apparat offert par le ministre de l'intérieur le jour de la procession des Cerdons Bleus⁴.

Avant de quitter Paris, il éprouva une grande douleur : sa mère mourut le 9 novembre 1787 sans qu'il eût la consolation de lui adresser un dernier adieu⁵. Il ne pouvait abandonner son poste, car il recommençait des démarches en vue d'obtenir l'abrogation des lois pénales qui restaient encore en vigueur. « Ces lois, disait-il, sont tombées en désué-

1. Voyez : *Trois Lettres inédites de Rabaut Saint-Étienne*, publiées par Charles Liotard, Nîmes, 1844, et *Grandes Dames et Pêcheresses*, par Honoré Bonhomme, p. 304-307.

2. *Œuvres complètes de Florian*. Correspondance.

3. 1787, in-8°, 58 pages.

4. Rabaut le jeune. *Annuaire ou Répertoire ecclésiastique à l'usage des Églises réformées de l'Empire français* (1807). Introduction. — Voyez aussi *Bulletin XXXVI* (1887), p. 548. Comparez *Bulletin XIII* (1864), p. 342, XXXIII (1884), p. 360. Les mémoires rédigés par Rabaut avant la promulgation de l'édit de Tolérance sont très nombreux, M. le pasteur Fabre, aumônier du lycée de Nîmes en a découvert trois qu'il a analysés dans une conférence faite à Paris au mois de septembre 1889 et M. Frank Puaux en possède un très remarquable qu'il se propose de publier cette année même. Voyez : *Un Mémoire inédit de Rabaut Saint-Étienne*. *Bulletin XXXI* (1882), p. 241-289; t. XXXVII (1888), p. 478, et collection Coquerel, t. XXIX, Divers mémoires, pp. 75, 80, 94, 106. Comparez : *Papiers Rulhières*. B. N. Manuscrits français, 7047, IV, folio 656.

5. Lettre de Rabaut aux membres du consistoire de Nîmes du 24 novembre 1787 (Archives du Consistoire L1-44).

tude, mais elles peuvent être invoquées tous les jours par des subalternes et il peut survenir dans le gouvernement quelqu'un de ces moments de vertige ou de faiblesse où les passions de quelques-uns les porteraient à réveiller des édits endormis ¹. »

Au mois de mars 1788, Saint-Étienne, rentré à Nîmes, rendait aussitôt compte de l'emploi de son temps à Paris, dans un remarquable rapport ² et célébrait les bienfaits de l'édit de Tolérance dans un sermon sur ce texte *Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* ³, où il affirmait aux nombreux auditeurs qui se pressaient au pied de sa chaire que, bientôt, ils auraient le droit de célébrer publiquement leur culte.

Obtenir cette liberté du culte, la première de toutes, puisqu'elle est la conséquence logique de la liberté de conscience, tel est le but que poursuivra désormais le vaillant pasteur de Nîmes. Il fut un moment question de le déléguer de nouveau à Paris, et ce projet allait être approuvé par les principaux consistoires, quand on apprit la prochaine convocation des États Généraux ⁴.

II

Se faire élire député du tiers état, n'était-ce pas la meilleure manière de servir utilement la cause protestante ? Rabaut Saint-Étienne le pensa et s'occupa dès lors avec une grande activité des choses de la politique.

Les grandes questions qui passionnaient l'opinion publique furent examinées et traitées par lui dans une série de brochures qui eurent un réel succès.

1. Papiers Rabaut de Saint-Étienne. Collection Coquerel (B P), t. XXIX, p. 92.

2. *Lettre-Rapport de Rabaut Saint-Étienne* du 12 février 1788. — Charles Dardier, *Paul Rabaut, ses lettres à divers*, t. II, p. 494.

3. Louis Bridel, *Trois Séances sur Paul Rabaut et les Protestants français au XVIII^e siècle*, p. 123.

4. Mémoire de l'Eglise de Nîmes (Archives du consistoire de Nîmes, B 32), et Charles Dardier, *ibid.*, t. II, p. 272. *Bulletin* XL (1891), p. 487.

A ses *Considérations sur les intérêts du tiers état, adressées au peuple de province*, succèdent sans interruption, son *Avis important sur le ministère et sur l'assemblée prochaine des États Généraux*, son appel *A la nation française sur les vices de son gouvernement, sur la nécessité d'établir une constitution et sur la composition des États Généraux*. Il soutenait que pour respecter les droits des députés du tiers état qui, en réalité, étaient les véritables représentants de la nation, les voix devaient, aux États Généraux, être comptées, non par ordre, mais par tête ¹.

Il fut appelé à rédiger le cahier des doléances du tiers état de Nîmes ², et, à la veille du scrutin, il lança un dernier avis à toutes les assemblées d'élection, les prévenant contre les surprises et les fraudes ³.

Malgré l'opposition du clergé ⁴, qui, dans ses cahiers, demandait que la religion catholique fût déclarée, par un décret solennel, religion de l'État et jouit seule des honneurs du culte public, Saint-Étienne fut, le premier des huit représentants du Gard, élu député du tiers, par la sénéchaussée de Nîmes et de Beaucaire.

Il arriva à Versailles avec une grande réputation de savoir et d'éloquence; ses admirateurs le plaçaient même au-dessus de Mirabeau et, jouant sur les mots affirmaient que le député de Provence n'était qu'un MI-RABAUT ⁵.

1. *Question de droit public : Doit-on recueillir les voix dans les États Généraux, par ordre ou par têtes de délibérants*, 1789, in-8°.

2. *Papiers Rabaut*, t. XXIX, p. 133.

3. *Prenez-y garde ou Avis à toutes les Assemblées d'élection qui seront convoquées pour nommer les représentants des trois ordres aux États Généraux*, 1789, in-8°.

4. Voyez : Lettre de Paul Rabaut à Charles de Vegobre du 14 avril 1789. — *Paul Rabaut. Lettres à divers*, t. II, p. 377.

5. « Un jour le comte de Mirabeau parlait avec beaucoup de véhémence, de présomption et d'enthousiasme... l'Assemblée interrompit cet orateur rapide en lui disant : « Ne faites pas tant de bruit, écoutez-vous mieux, vous vous croyez un homme unique et vous n'êtes qu'un demi-Rabaut. » Lettre de M. Sabatier, résident au Puy, à M. Privat, ministre du Saint Évangile à Vallon du 14 juillet 1789 (*le Huguenot* du 1^{er} novembre 1889). Dans *la Galerie des États Généraux*, Mirabeau trace un portrait de Rabaut : « Il se distingue, dit-il, des gens de son métier en ce qu'il est aussi tolérant que d'autres sont entiers... il n'a pas comme ses superbes rivaux (les

La première question qui se posa lors de la réunion des États Généraux fut celle de la vérification des pouvoirs. Devait-elle avoir lieu par ordre ou devait-on y procéder en commun ? La noblesse et le clergé, jaloux de leurs antiques privilèges, se prononcèrent pour la vérification séparée ; le tiers état s'opposa à l'adoption d'un pareil système, mais, sur la demande de Rabaut, il décida qu'on emploierait tous les moyens de conciliation et que des commissaires seraient nommés afin de décider les ordres privilégiés à se réunir aux communes. Cette motion fut adoptée et, à la séance du 19 mai 1789, Saint-Étienne fut, par 458 voix, élu commissaire conciliateur¹. Ces tentatives de rapprochement échouèrent devant le mauvais vouloir de la noblesse. Le tiers procéda à la vérification de ses membres et, le 17 juin, se constitua en Assemblée nationale. Rabaut avait demandé qu'elle prit le titre d'*Assemblée des représentants du Peuple français*, manifestant ainsi son respect pour la souveraineté populaire².

La cour essaya de résister, elle fit fermer la salle des États, mais les députés du tiers, indignés d'un semblable procédé, se rendirent à la salle du Jeu de paume et jurèrent de ne se séparer qu'après avoir donné une constitution à la France. Le peintre David retraça cette scène émouvante, et pour symboliser la réconciliation de religions autrefois ennemies, il plaça au premier plan, se serrant les mains, les députés Rabaut de Saint-Étienne, Grégoire et le chartreux dom Gerle³.

Le gouvernement dut céder, les trois ordres se réunirent et changèrent l'ancien ordre de choses. Dès le 7 juillet, un comité de trente membres fut nommé, avec mission de préparer un projet de constitution. Saint-Étienne, choisi par le

« prêtres) les pieds dans l'or et la tête dans les cieux... Si nous n'avions « pas dit que nous ne parlions jamais de *probité*, parce que nous la supposons dans tous les représentants, ce serait, dans ce moment, le cas de « rendre hommage à *Stéphano* [Rabaut]. » Tome I, p. 150-153.

1. Voyez : Séances des 13, 15, 19, 29 mai, 1^{er} juin 1789.

2. Voyez : Séance du 15 juin 1789.

3. Un tableau de Couder, placé au Musée de Versailles, reproduit aussi le *Serment du Jeu de paume*. Rabaut est placé à côté de Mirabeau.

septième bureau, soumit à l'examen du comité trois mémoires¹ très complets dans lesquels il insistait sur la nécessité d'une déclaration des droits de l'homme. « Ces grandes vérités, disait-il, inculquées dès l'enfance, et enseignées dans les écoles, formeront une race vigoureuse d'hommes libres, toujours prêts à soutenir leurs droits, parce qu'ils leur seront connus. »

On tint grand compte des travaux du député du Gard, on reconnut la justesse de ses idées; aussi, quand elle procéda, le 15 septembre, à la nomination du nouveau comité de Constitution, l'Assemblée nationale le désigna pour en faire partie². Il prit une part prépondérante à la discussion et prononça d'importants discours sur la sanction royale qui, d'après lui, devait être suspensive. S'il demandait avec insistance le maintien de ce *veto*, c'est parce qu'il redoutait le despotisme des assemblées qui est aussi dangereux et plus aveugle encore que la tyrannie d'un seul³.

Saint-Étienne pensa avec juste raison que la déclaration des droits ne serait ni complète ni digne des représentants de la nation française, si elle n'affirmait pas d'une manière absolue la liberté de conscience et avec elle la liberté du culte. C'est pour atteindre ce but qu'il avait consenti à abandonner sa paroisse et à se lancer dans les orages et les périls de la politique. Soutenu par le comte de Castellane, il s'efforça de faire proclamer par l'Assemblée que nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses ni troublé dans l'exercice de son culte.

M. N. Weiss a rappelé ici même avec quelle colère les ordres privilégiés accueillirent cette noble et belle proposition.

1. *Idées sur les bases de toute constitution. — Principes de toute constitution. — Projet préliminaire de la Constitution.*

2. Le comité se composait de Thouret, l'abbé Sieyès, Target, Talleyrand-Périgord, Dèmeunier, Rabaut de Saint-Étienne, Tronchet et Chapelier.

3. *Opinion de M. Rabaut de Saint-Étienne sur la motion suivante de M. le vicomte de Noailles : Examiner ensemble ces questions : Qu'est-ce que la sanction royale? Cette sanction est-elle nécessaire pour tous les actes législatifs? Dans quel cas la sanction doit-elle être employée et de quelle manière?* (4 septembre 1789). *Opinion de M. Rabaut de Saint-Étienne sur quelques points de la Constitution* (3 septembre 1789).

Il a tracé un tableau exact et saisissant des mémorables séances des 22 et 23 août 1789 et démontré que, malgré les efforts du vaillant pasteur de Nîmes, « cette lutte parlementaire aboutit à l'affirmation de la liberté de conscience, mais, du même coup, à la négation implicite de son corollaire logique, la liberté du culte ¹ ».

Quelques mois plus tard (14 mars 1790) Rabaut était nommé président de l'Assemblée nationale. Cette élection eut un grand retentissement, le parti catholique avait fait de grands efforts pour qu'un tel honneur ne fût pas décerné à un ministre protestant, à un proscrit de la veille. La cabale ne réussit pas et Saint-Étienne écrivait à son père au lendemain de son élection : « Mon père, le président de l'Assemblée nationale est à vos pieds. »

Un tel triomphe irrita les adversaires de la Révolution. Dans sa *Lanterne magique nationale* ² le vicomte de Mirabeau se moqua sans esprit de Rabaut « annonçant qu'il a écrit un petit billet à M. le garde des sceaux et après une épreuve douteuse, disant qu'il va recommencer l'opération ». A Nîmes, les fanatiques placardèrent dans toutes les rues une affiche injurieuse : « L'infâme assemblée, y est-il dit, vient de mettre le comble à ses forfaits en nommant un PROTESTANT pour la présider ³ », et le peuple égaré exerça le lendemain sa vengeance contre quatre protestants qu'il assassina. Le conseil général de la commune se réunit et déclara qu'il « n'existait aucun citoyen qui ne fût pénétré de respect pour l'Assemblée nationale et qu'on rendait à Rabaut la justice qu'il méritait ⁴ ».

Cette agitation n'était-elle pas le prélude des troubles qui devaient éclater dans le midi et, l'année suivante, ensanglanter

1. Bulletin XXXVIII (1889), p. 561 et suiv. — Consultez : *Opinion de M. Rabaut de Saint-Étienne sur la motion suivante de M. le comte de Castellane : Nul homme ne peut être inquiété pour ses opinions, ni troublé dans l'exercice de sa religion.*

2. *La Lanterne magique nationale* (dix-septième changement) ; Comparez : second changement.

3. *Les Révolutions de Paris*, n° 48, p. 408. *Annales patriotiques* (13 avril 1790). Buchez, t. V, 361. Comparez, *Journal des États Généraux*, t. IX, page 305.

4. *Nouveau Complot découvert. Assemblée des aristocrates aux Capucins*, [par Millin de Grand-Maison] B. N. 1.b³⁹ 3325.

la ville de Nîmes ? Sous prétexte de religion, les partisans de l'ancien régime excitèrent les catholiques contre les protestants, prétendant que ceux-ci voulaient tout dominer. Rabaut explique à l'Assemblée les véritables motifs de cette bagarre : « Les deux partis de Nîmes, loin d'être celui des protestants et celui des catholiques, n'étaient, d'un côté, que celui de tous les amis de la liberté et de la Constitution, tant protestants que catholiques, et, de l'autre, celui de tout ce que la Révolution avait excité de mécontents aussi des deux sectes ¹. » Les conclusions du député du Gard furent adoptées, l'Assemblée cassa la municipalité favorable au parti catholique et ordonna une instruction judiciaire. En annonçant cette décision à la *Société des amis de la Constitution de Nîmes*, Rabaut conseilla l'oubli des injures : « Tout ressentiment doit finir, leur écrit-il le 28 février 1791, quand la justice est obtenue... La régénération de l'empire serait vaine si nos mœurs n'étaient régénérées... La loyauté dans les procédés est le caractère d'un peuple libre... La raison fait lentement ses progrès dans les brouillards des préjugés ; mais, du moins, on peut assurer ses premiers pas ². »

Une telle impartialité ne désarmait pas les ennemis de Rabaut, ils continuaient à répandre contre lui les plus infâmes pamphlets. Au moment de la discussion sur l'organisation des gardes nationales à laquelle il avait pris une grande part ³, ils colportèrent dans le Languedoc la copie d'une prétendue lettre d'un ministre calviniste des Cévennes félicitant son collègue d'avoir obtenu la création d'une force publique qui sera à la discrétion des protestants et leur servira à exercer de solennelles vengeance contre les catholiques ⁴.

1. Séance du 24 février 1791, et collection Coquérel. Papiers Rabaut, t. XXIV, p. 203.

2. *Lettre de M. J.-P. Rabaut, député de l'Assemblée nationale, à la Société des Amis de la Constitution, établie à Nîmes, relative au décret portant destitution de la municipalité de cette ville* (Collection Rouvière) et ajoutez : *Avertissement*, signé par Rabaut. B. N. Lb³⁹ 3371.

3. *Rapport sur l'organisation de la force publique, fait au nom du comité de constitution et du comité militaire, le 21 novembre 1790*, par Rabaut. Voyez : Séance du 6 décembre 1790 ; 20-27 avril 1791 ; 29 septembre 1791.

4. Copie d'une lettre de M. ***, ministre calviniste des Cévennes à

De son côté d'Antraigues, qui abandonnait la cause libérale dès son entrée aux États Généraux, représentait Rabaut comme « un hypocrite, un intrigant, un vil flatteur affamé de sang, ayant l'habitude de ces caresses de tigre qui semble vous sourire au moment qu'il veut vous déchirer¹. » N'était-ce point un honneur pour le fils du grand pasteur du Désert que d'être ainsi insulté par ce gentilhomme dévoré d'ambition, capable de toutes les infamies, de toutes les trahisons et qui devait mourir à la solde de l'étranger².

Rabaut repoussait du reste ces attaques³ avec un superbe dédain, prouvant son attachement aux principes libéraux et modérés, en quittant la Société des Amis de la Constitution au moment où celle-ci fut ouverte aux étrangers qui « sous prétexte de liberté des opinions portaient à la tribune les propositions les plus exagérées et les plus fausses⁴ ». Il s'occupait avec activité de la réorganisation des finances⁵, de la division de la France en départements⁶ et ne négligeait pas les affaires protestantes.

M. R A. de S.-Ét., député à l'Assemblée nationale sur le décret de l'organisation de la garde nationale de France.

1. *Dénonciation aux Français catholiques*, par Henri-Alexandre Audainel [d'Antraigues], p. 90.

2. *Un Agent secret sous la Révolution et l'Empire. Le comte d'Antraigues*, par Léonce Pingaud, p. 90.

3. Ajoutez : *Le Secret échappé, ou Dialogue entre M. Rabaut de Saint-Étienne, ministre protestant, député à l'Assemblée nationale et deux demoiselles anglaises* (Archives nationales A D^{xviii} 48) et *Histoire des caricatures de la Révolte des Français*, par M. Boyer, de Nîmes. B. N. La³³ 29 qui reproduit trois caricatures contre Rabaut Saint-Étienne.

4. *Lettre de MM. Vouland, Rabaut, Soustelle, Meynier, Laroquette et Chambon, députés du département du Gard à l'Assemblée nationale, à la Société des Amis de la Constitution établie à Nîmes* (17 juillet 1791) (Collection Rouvière). — Comparez : *Quatre Lettres inédites de J.-P. Rabaut*, par Rouvière. *Bulletin*, XXXIV (1885), p. 214 et suiv.

5. *Motion de M. Rabaut de Saint-Étienne au sujet du mémoire du premier ministre des finances, et de l'adresse de la Commune de Paris* (7 mars 1790). A propos de ce discours, Servan attaqua Rabaut dans trois brochures parues sous le titre de *Lettres à M. Rabaut de Saint-Étienne*, par un aristocrate sans le savoir. B. P., 7841. — *Motion de M. Rabaut concernant une formation de petits assignats* (16 avril 1790).

6. *Réflexions sur la division nouvelle du royaume et sur les privilèges et les assemblées des provinces d'État*. — *Nouvelles Réflexions sur la nouvelle division du royaume*.

Il était en relations suivies avec Marron pour l'ouverture d'un lieu de culte à Paris ¹, il faisait de pressantes démarches pour obtenir la restitution des biens des religionnaires ², en un mot il était prêt à s'entremettre pour aplanir toutes les difficultés qui pouvaient naître au moment où les protestants tentaient de rétablir leur organisation ecclésiastique et s'efforçaient de fonder de nouveaux temples.

Avant de se séparer, les constituants décidèrent qu'aucun d'eux ne pourrait faire partie de l'assemblée nouvelle. Privé de son mandat législatif, mais élu administrateur du département du Gard, Rabaut ne retourna pas à Nîmes, il resta à Paris où il suivit les débats de la Législative pour en rendre compte dans le *Moniteur universel* ³. Il travaillait en même temps à un *Précis de l'histoire de la Révolution française* qui parut en 1792 et dans lequel il juge avec une grande hauteur de vues les actes principaux de l'Assemblée nationale. Les nombreuses éditions de cet ouvrage prouvent qu'on sut l'apprécier à sa juste valeur. C'est en vain que la Restauration essaya d'en empêcher la vente en obtenant du tribunal de la Seine une condamnation à six mois de prison et 500 francs d'amende contre l'éditeur Kleffer qui avait commis, prétendait-on, le délit de rééditer une œuvre historique de Rabaut « contenant des offenses contre le roi ⁴ ».

N'est-ce point une ironie de l'histoire de voir ainsi poursuivre comme outrageante pour la royauté l'œuvre d'un homme qui chercha, au contraire, à sauver Louis XVI et qui devint suspect aux révolutionnaires parce qu'il avait énergiquement protesté à la tribune de la Convention nationale contre la condamnation du roi à la peine capitale ?

1. Voyez : *Bulletin*, t. XXXVIII (1889), p. 310.

2. Collection Labouchère. Autographes. Lettre du 18 août 1790. B. P.

3. Rabaut fut toujours attiré vers le journalisme, avant la Révolution, il collaborait au *Polytype* (voir : Papiers Rabaut, collection Coquerel, tome XXIX, p. 155). En septembre 1790, il fondait avec Cerutti, Grouvelle et Ginguené, la *Feuille villageoise* ; plus tard à partir de décembre 1792, il devint un des principaux rédacteurs de la *Chronique de Paris*. D'après Camille Desmoulins il envoyait aussi des articles au *Mercur*.

4. Jugement du tribunal correctionnel de la Seine (6^e chambre) du 28 août 1827, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 13 mai 1828.

Rabaut de Saint-Étienne avait, en effet, été élu à la Convention par le département de l'Aube ¹. Il apporta à cette assemblée les mêmes sentiments de modération et de justice qui l'avaient fait remarquer à ses débuts dans la vie publique.

Aimant l'ordre et la tenue, il était scandalisé par l'attitude de certains députés qui, sans souci des affaires de l'État, abusaient de l'immunité parlementaire pour lancer contre leurs collègues les accusations les plus atroces. Rabaut supplie les membres de la Convention « d'oublier pour toujours tout intérêt personnel... de mettre un tempérament à ce caractère d'impétuosité qui, s'il donne la victoire aux soldats, apporte une langueur mortelle dans le sanctuaire des lois ² ».

Dans la rue, le spectacle est plus affligeant encore, la populace est affamée de nouvelles, le journal a pris sur elle une influence prépondérante, et elle achète de préférence les pamphlets les plus violents. On les vend jusqu'aux portes de l'Assemblée, et, chaque fois qu'ils entrent en séance, les élus de la nation sont accueillis par les cris des colporteurs qui hurlent à leurs oreilles les titres insolents des articles d'Hébert ou de Marat. Manuel réclame des mesures d'ordre, Rabaut s'associe à cette motion et trace un tableau alarmant de la situation : « Il est, dit-il, des lieux dans Paris où l'on entend dire qu'il n'y a pas eu assez de sang versé et que la faulx de l'égalité doit se promener sur toutes les têtes » ; « la vie d'une nation est compromise, ajoute-t-il, lorsque de pareilles doctrines peuvent impunément être soutenues et défendues ». Ayant, un des premiers, à l'Assemblée nationale ³,

1. D'après Camille Desmoulins, *Histoire des Brissotins ou Fragment de l'Histoire secrète de la Révolution*, Ed. Claretie, t. 1^{er}, p. 342, le ministre Roland avait ménagé à Rabaut cette candidature dans l'Aube. Il fut élu le 2 septembre 1792 par 264 voix sur 392 votants, Archives de l'Aube, L 1595. Voyez : *Histoire de Troyes pendant la Révolution*, par Albert Babeau, t. I, p. 519.

2. Séance du 5 novembre 1792.

3. Séance de l'Assemblée nationale du 24 août 1789 : « Ce serait manquer à nos mandats que de ne pas assurer la liberté de la presse... il faut le dire, elle n'est pas sans inconvénients, mais faut-il, pour cette raison, rétrécir une liberté que l'homme ne tient que de lui-même !... »

réclamé la liberté de la presse, il ne peut être suspect de partialité, mais il désire réprimer les abus et fait remarquer avec raison que « la presse n'est autre chose que la parole écrite sur le papier, et qu'il n'est pas plus permis d'insulter par des écrits que par des paroles ¹ ».

Pour réformer de telles mœurs la loi pénale est impuissante, il faut refaire l'esprit public, c'est-à-dire donner aux jeunes citoyens une éducation forte et saine. Aussi Rabaut désire-t-il mettre l'instruction à la portée de tous, comme étant le seul moyen de maintenir l'égalité entre les hommes. Il propose de donner aux enfants « des impressions communes et uniformes. L'Église catholique étant parvenue à ce résultat par des cérémonies, des processions et des pèlerinages, pourquoi l'État ne donnerait-il pas, lui aussi, des fêtes solennelles » ? Il demande que, dans chaque canton, on élève un édifice où les jeunes gens se livreront à des exercices du corps et à des jeux publics. Devançant nos contemporains, il veut que l'instruction soit *obligatoire* : tout enfant de dix ans sera tenu de savoir par cœur la déclaration des droits de l'homme ².

Ces projets de réforme furent interrompus et ajournés par le procès de l'infortuné Louis XVI. Rabaut, qui pourtant avait été une des victimes de l'ancien régime, s'élança à la tribune pour démontrer que la Convention n'avait pas le droit de se transformer en tribunal :

« Si les juges sont en même temps législateurs... s'il décident la loi, les formes, le temps, s'ils accusent et s'ils condamnent, s'ils ont toute la puissance législative, exécutive et judiciaire, ce n'est pas en France, c'est à Constantinople, c'est à Lisbonne, c'est à Goa qu'il faut aller chercher la liberté ³ ! »

L'Assemblée ne se rendant pas à ces arguments, l'ancien pasteur de Nîmes resta inébranlable, conservant dans tous

1. Séance de la Convention du 2 décembre 1792.

2. *Projet d'éducation nationale* par J.-P. Rabaut (Séance du 21 décembre 1792).

3. *Opinion de J.-P. Rabaut, député de l'Aube, concernant le procès de Louis XVI* (Séance du 28 décembre 1792).

ses votes l'attitude la plus correcte, se prononçant pour l'appel au peuple, pour la détention et le bannissement à la paix, et, la peine capitale une fois décrétée, il tenta encore un suprême effort en réclamant un sursis à l'exécution ¹.

Le parti girondin n'avait pu diriger l'assemblée pendant le procès de Louis XVI, il se sentait menacé et voulut prouver sa force en portant Rabaut au fauteuil de la présidence. La Montagne lui opposa Danton, adversaire redoutable dont il triompha². Le journal de Marat annonça en ces termes la victoire des modérés :

« Grâce au défaut de zèle des patriotes trop sujets à s'oublier à table, au lieu d'être à leur poste, les suppôts de la faction royaliste, ou des hommes d'État, ont porté au fauteuil un de leurs acolytes contre-révolutionnaires, Rabaut de Saint-Étienne, qui a été élu à une majorité absolue de 176 voix contre 142. On voit par là que l'assemblée était déserte³. »

Paris se laissait dominer par les violents, les clubs imposaient leur volonté à l'assemblée ; Rabaut dénonça ce péril dans plusieurs discours⁴ et réclama en faveur des départements dont on méconnaissait l'opinion et les volontés. C'en fut assez pour le rendre suspect et pour déchaîner contre lui l'accusation de *fédéralisme*.

III

La Montagne profita de la défection de Dumouriez pour compromettre le parti de la Gironde en le représentant comme étant complice du général. Les pétitionnaires se succédaient à la tribune demandant l'exclusion des vingt-deux principaux *hommes d'État* coupables de félonie envers le peuple souverain. Le 15 avril 1793 la Convention rejetait la demande des sections de Paris et la déclarait calomnieuse.

1. Voyez : Séances des 15-16 et 19 janvier 1793.

2. Séance du 23 janvier 1793.

3. *Journal de la République française*, par Marat, l'ami du peuple, n° 109 du 28 janvier 1793.

4. Voyez : Séances des 5-11 janvier, 11 mars, 14 mai 1793.

Ce vote ne fit point cesser les attaques des journaux et ne désarma pas la haine des faubourgs. Les habitués des clubs envahissaient les tribunes et, par leurs interruptions, empêchaient les députés de la droite de prendre la parole. Il était temps d'agir; Guadet proposa une mesure énergique, en demandant la suspension des autorités de Paris, le remplacement dans les vingt-quatre heures de la municipalité par les présidents de section et la réunion à Bourges, dans le plus court délai, des suppléants de la Convention. Il espérait ainsi déconcerter les meneurs et assurer, peut-être, le succès de la Gironde.

La majorité allait accueillir favorablement cette motion quand Barrère intervint dans le débat et proposa une demi-mesure : la création d'une commission de douze membres chargée d'examiner les arrêtés pris depuis un mois par la Commune de Paris. La Plaine, effrayée de l'audace de Guadet, se rallia à la motion de Barrère qui fut adoptée. Le 18 mai on procéda à la nomination des douze commissaires. Tous furent choisis parmi les députés du côté droit et Rabaut de Saint-Étienne fut un des premiers élus ¹.

La commission avait pour mandat de recueillir les preuves légales de la conspiration tramée contre la représentation nationale. Elle se réunit pour la première fois le 21 mai, choisit comme président Mollevaut et comme secrétaires Larivière et Rabaut ², entend de nombreux témoins, mande le maire de Paris et se fait envoyer les registres des sections. Ces pièces rapprochées des dépositions recueillies constituent des preuves suffisantes contre le parti extrême qui avait conçu le projet d'attenter à l'intégrité de la Convention.

Des mandats d'arrêt sont lancés contre Marino et Brichet, administrateurs de la police, contre Varlet, employé de la poste, et contre Hébert, substitut du procureur de la Commune.

Ces arrestations produisirent dans Paris une impression

1. La commission se composait de Boyer-Fonfrède, Rabaut de Saint-Étienne, Kervelegan, Saint-Martin, Viger, Gomaire, Bergœing, Boileau, Mollevaut, Henri Larivière, Gardien, Bertrand.

2. Archives nationales C^{II} 171, dossier 1866.

profonde, les sections et la Commune profitèrent de cette émotion pour se rendre à l'Assemblée et demander la mise en liberté immédiate des citoyens incarcérés et la cassation de la commission des XII. Les pétitionnaires se mêlant aux députés allèrent s'asseoir sur leurs sièges et, grâce à cette manœuvre, obtinrent la majorité.

Une décision rendue dans de semblables circonstances n'avait aucune valeur, c'est ce que démontra dès le lendemain (28 mai) Lanjuinais. Il fit, par 279 voix contre 238, voter le rapport du décret qui avait suspendu la commission.

Rétablis dans leur charge, les *douze* tiennent à rendre immédiatement compte de leurs actes et à expliquer les motifs qui les ont déterminés à signer un mandat d'arrêt contre Hébert.

Rabaut demande la parole et monte à la tribune pour donner lecture du rapport dont il avait été chargé. Aussitôt la gauche se met à murmurer, les habitués des tribunes sifflent, l'orateur ne peut prononcer un mot et le tumulte devient si grand que le président est obligé de se couvrir. Découragé, écœuré, Rabaut offre sa démission de membre de la commission et celle de ses onze collègues. La Convention ne statue pas sur cette motion, elle se borne à maintenir l'élargissement provisoire des détenus et à voter l'impression du rapport que l'assemblée n'a pas voulu écouter¹.

Prévoyant de graves événements et décidée à la résistance, la commission donne, dans la matinée du 30 mai, l'ordre au commandant du poste de la Convention de lui envoyer une garde pour protéger l'hôtel de Breteuil où elle tenait ses séances². Bourdon de l'Oise, averti de cette démarche, la dénonce à l'assemblée et sous le prétexte que les douze ont eux-mêmes résigné leur mandat, il demande l'arrestation immédiate des députés qui ont signé cette réquisition à l'autorité militaire; mais Fonfrède répond que les douze ont conservé tous leurs pouvoirs puisque leur démission, que Rabaut avait offerte en leur nom, n'a pas été acceptée.

1. Ce rapport n'a point été imprimé, mais il existe en manuscrit aux Archives nationales C^{II} 179, pièce 1867.

2. Archives nationales C^{II} 171, pièce 1866.

La situation devenait de plus en plus critique. Les députés de la droite, sachant que leur personne n'était plus en sûreté et que les partisans d'Hébert et de Marat ne reculeraient devant aucun attentat, ne rentrèrent pas chez eux, en sortant de la séance du 30; Rabaut se rendit avec les chefs de la Gironde dans une maison d'un quartier excentrique. Louvet a raconté les incidents de cette nuit dans ses mémoires :

« Dans la nuit du 30 au 31 mai, l'orage s'annonçait si violent que la nécessité de découcher pour la cinquantième fois peut-être s'était fait sentir. Une chambre écartée, où se trouvaient trois mauvais lits, mais de bonnes dispositions pour la défense, nous reçut, Buzot, Barbaroux, Guadet, Bergoeing, Rabaut Saint-Étienne et moi.

A trois heures du matin le bruit du tocsin nous réveilla. A six heures nous descendîmes bien armés. Loin du lieu des séances, nous prîmes cependant le parti de nous y rendre. Près des Tuileries nous traversâmes quelques groupes de coquins qui, nous ayant reconnus, firent mine de nous attaquer. Ils n'y auraient pas manqué, s'ils n'avaient vu nos armes. Je me souviens que l'un d'entre nous, Rabaut Saint-Étienne, était si inquiet qu'il n'aurait pas fait grande résistance. Pendant toute la route, il s'écriait : « *Illa suprema dies.* » Hélas ! je ne devais pas le revoir !

Quand nous entrâmes dans la salle, trois montagnards s'y trouvaient déjà. En montrant l'un d'eux, je dis à Guadet : « Vois quel horrible espoir brille sur cette figure hideuse ! — Sans doute, s'écria Guadet, c'est aujourd'hui que Clodius exile Cicéron. » Le montagnard ne nous répondit que par son affreux sourire ¹.

De son côté Lamartine a, dans son *Histoire des Girondins*, dramatisé cette scène. Si l'on compare le récit de Louvet à celui du grand poète, on voit que chez ce dernier l'amour de la forme l'emporte toujours sur le respect de la vérité historique ².

1. *Mémoires de Louvet*, édition Poulet-Malassis, p. 55.

2 Il est curieux, croyons-nous, de rapprocher les pages de Lamartine (*Histoire des Girondins*, t. VI, p. 403, édit. Furne) de celles de Louvet : « Dans la nuit du 30 au 31 mai les députés menacés n'avaient point couché dans leur demeure. Vergniaud, seul, n'avait pris aucune mesure pour se garantir. « Que m'importe ma vie, avait-il répondu la veille à Valazé, mon sang serait peut-être plus éloquent que mes paroles pour réveiller et pour sauver ma patrie ; qu'ils le versent, il doit retomber sur eux. » Buzot, Barbaroux, Louvet, Bergoeing, Rabaut Saint-Étienne et Guadet s'étaient

Dès six heures du matin les députés sont assez nombreux dans la salle pour que la délibération commence. A l'ouverture de la séance Danton attaque avec violence la commission des XII. Avec un grand sang-froid et un mâle courage, Rabaut lui succède à la tribune, décidé à tenter un suprême effort et à justifier les mesures prises par ses collègues.

« La question que vous examinez est celle de savoir si, en politique, il ne convient pas que la commission des douze soit supprimée. Je crois qu'il faut écarter toutes les mesures qui pourraient exciter les haines... »

Le tapage commence et, s'adressant au côté gauche, Rabaut riposte :

« Ces interruptions me font croire que vous avez peur de m'entendre ! Oui, je veux éviter ce qui est le vœu, le travail et le but de toutes les dépenses des Pitt et des Autrichiens, les divisions, les haines dans l'Assemblée. Que pourrait-on penser d'une séance où une commission, chargée de découvrir les complots formés contre la République, contre l'intégrité de la représentation nationale, ne pourrait être entendue, lors même qu'on demande qu'elle soit cassée. »

Les murmures augmentent, les interruptions redoublent, Bazire insulte et crie : « Rabaut est un menteur ! » Marat insiste pour qu'on retire la parole au rapporteur. « Il est

réunis dans une seule chambre au fond d'un quartier reculé. Trois lits, quelques chaises, des amis sûrs, des portes barricadées, la résolution de ne pas mourir sans vengeance leur avaient permis de goûter quelques instants de sommeil. A 3 heures du matin, le canon d'alarme et le bruit du tocsin les réveillèrent. — *Illa suprema dies !* s'écria Rabaut Saint-Étienne prêtant l'oreille à ces bruits, Homme pieux, Rabaut s'agenouilla au pied du lit où il venait de dormir, libre pour la dernière fois ; et il invoqua tout haut la miséricorde divine sur lui-même. Le sceptique Louvet et le jeune Barbaroux racontèrent depuis, que cette prière de Rabaut, autrefois ministre de l'Évangile, avait profondément remué leurs cœurs, Il y a des moments où la pensée de Dieu force les âmes des hommes et y entre violemment avec le sentiment de leur propre impuissance ; mais ce n'est jamais pour les affaiblir. Rabaut se leva tranquille et raffermi.

« A 6 heures avec des pistolets et des poignards cachés sous leur habit, ils se rendaient à la Convention. »

bien étrange, ajoute-t-il, que seuls les conspirateurs soient entendus. »

Le tumulte est à son comble et Rabaut voulant conserver, pour la honte des liberticides, le souvenir de ce honteux spectacle, s'écrie : « Faites constater au procès-verbal que j'ai été interrompu quand j'ai voulu dire la vérité... La commission veut se justifier et vous refusez de l'entendre !... On l'accuse, parce qu'on sait qu'elle doit accuser », et il quitte la tribune en demandant lui-même que tous les pouvoirs des douze soient confiés au comité de salut public qui resterait seul chargé de toutes les recherches ¹.

La Convention décrète aussitôt la suppression définitive de la commission des XII et ordonne la remise de ses registres et de ses papiers au comité de salut public.

Rabaut n'avait pas attendu la fin de la séance, pour quitter la salle et se rendre chez Mme Hélène Williams. Il arriva chez elle, « pâle, défait, navré de désespoir beaucoup moins pour la perte de sa vie qu'il regardait dès ce moment comme inévitable, que pour celle de la liberté de son pays abattu sous le glaive du plus vil despotisme ». Il la supplie de lui donner asile jusqu'à minuit. « A cette heure, ajoute Hélène Williams dans ses *Mémoires*², il me dit : « Adieu ; » hélas ! c'était pour toujours. »

Les sections de Paris ne se contentèrent pas de la suppression de la commission, il leur fallait une plus complète revanche ; n'ayant pu obtenir, à la séance du 31 mai, la mise en accusation des douze, elles employèrent la journée du lendemain à organiser l'insurrection.

Le 2 juin les insurgés, sous la conduite d'Hébert, investirent le palais des Tuileries et envoyèrent à la Convention des pétitionnaires demandant l'arrestation des Girondins. Barrère proposa à ses collègues de la droite de donner eux-mêmes leur démission. Quelques-uns y consentirent, d'autres et parmi eux Lanjuinais, Barbaroux refusèrent : « J'ai juré, dit

1. Voyez : Séance du 31 mai 1793.

2. Hélène Maria Williams, *Souvenirs de la Révolution*, p. 56, et *Lettres écrites de France sur les événements qui se sont passés en France depuis le 31 mai 1793*, p. 168.

ce dernier, de mourir à mon poste, je tiendrai mon serment. »

A ce moment Lacroix annonce que toutes les issues de l'assemblée sont fermées, que les délibérations ne sont plus libres. Après s'être présentés au peuple, les membres de la Convention rentrent dans la salle des séances et, se faisant les humbles serviteurs des émeutiers, ils votent la mise en état d'arrestation chez eux des principaux girondins et des membres de la commission des douze, à l'exception de Boyer-Fonfrède et de Saint-Martin.

Rabaut était au premier rang des proscrits, les jacobins ne lui pardonnaient ni son vote dans le procès du roi, ni le rôle prépondérant qu'il avait joué comme rapporteur de la commission. Tandis que Brissot se réfugiait à Moulins, Buzot, Salles Bergoeing à Évreux, Gorsas, Larivière, Barbaroux à Caen, Rabaut se cachait aux environs de Versailles ¹, d'où il entretenait une correspondance suivie avec ses compatriotes du Gard, envoyant à l'assemblée représentative des communes de ce département un *Précis* des travaux de la commission des douze ². D'après M. Wallon ³, Rabaut aurait même assisté à cette assemblée. C'est une inexactitude, le procès-verbal de la séance du 12 juillet ne mentionne pas la présence du conventionnel de l'Aube, il se borne à rappeler « qu'on donna lecture d'un écrit de Rabaut Saint-Étienne en date du 6 mai sur l'état de Paris et de la Convention à cette époque ». Le brouillon de cette importante pièce se trouve dans les papiers Coquerel et donne un tableau saisissant de l'état de la Convention à la veille du 31 mai ⁴.

1. *Bulletin* XI (1862), p. 249.

2. *Précis tracé à la hâte par le citoyen Rabaut Saint-Etienne, chargé du Rapport au nom de la commission des douze dont il était membre*, in-8°, B. N. LB³3041.

3. *La Révolution du 31 mai*, t. II, p. 483. Comparez François Rouvière : *Histoire de la Révolution française dans le département du Gard*, t. III, p. 365.

4. Collection Coquerel (Autographes), t. XLII, p. 197.

Plaintes au sujet de la Convention en général.

Dès le commencement, projet de lapidation, conspirations pour dissoudre la Convention. Rivalité de la Commune. Soixante corps délibérants dans

La lecture de ce document produisit un grand effet sur l'assemblée, la résistance fut décidée et les forces départementales mises sur pied.

Les électeurs de l'Aube se montraient moins bien disposés pour leur député que ses compatriotes du Gard. La Société d'Arcis-sur-Aube adressait à la Convention une pétition contre « le tartufe Rabaut » et le directoire du département sollicitait sa prompte mise en jugement.

Un grand nombre de députés s'étant soustraits au décret d'arrestation, une décision du 23 juin mit ceux qui étaient encore à Paris sous la garde de deux gendarmes. Cette mesure ne semblant pas suffisante, la Convention décida le lendemain leur transfert dans des maisons nationales désignées par le ministre de l'intérieur.

Saint-Just, chargé du rapport sur la conduite des girondins, en donna lecture à la séance du 8 juillet, il ne demandait aucune poursuite contre Rabaut. Quelques jours plus tard, après l'assassinat de Marat, Barrère réclama la punition de tous les conspirateurs. Le 28 juillet le nom de Rabaut fut ajouté à la liste. Il était déclaré traître à la patrie. Soixante-treize députés, et parmi eux Rabaut Pomier, avaient protesté contre le coup d'État du 31 mai, un décret d'arrestation fut lancé contre eux. Les deux frères Rabaut quittèrent leur retraite des environs de Versailles au commencement d'octobre¹, revinrent à Paris et furent tous deux recueillis par la

Paris. Les jacobins par-dessus tout, renforcés par les cordeliers. Conspiration du 10 mars impunie. Insurrection du faubourg Saint-Antoine.

Contre les députés en particulier.

Conduite des tribunes. Décrets forcés, menaces d'assassinat, injures journalières, vociférations aux portes, pamphlets journaliers et lettres de proscription. Conditions : — que les tribunes soient calmes. Règlement que tout député qui voudra dénoncer un de ses collègues signe sa dénonciation et donne les preuves; que celui qui aura injurié son collègue ou ses collègues soit puni par trois jours de prison; qu'il sera fait un règlement sévère pour réprimer le désordre des délibérations; que la loi sur la calomnie soit présentée sous trois jours par le comité de législation, sous peine d'être renouvelé, et la loi discutée sans lui à cette époque; qu'il soit informé par une commission nommée à cet effet contre tous les actes arbitraires ou de législation faits par la Commune de Paris.

1. Archives nationales. F74633.

famille Payssac qui habitait rue du Faubourg-Poissonnière, numéro 35.

Cette famille catholique, originaire de Nîmes, en recueillant les proscrits, témoignait sa reconnaissance à Saint-Étienne qui lui avait rendu de nombreux services alors qu'il siégeait à l'Assemblée nationale. Une pièce de l'appartement fut divisée en deux par une cloison et l'entrée de ce réduit fut masquée par des rayons de bibliothèque, que posa un menuisier du nom de Barthe ¹. Une couturière, Mlle Lebau apportait régulièrement à Rabaut les lettres de sa femme ² et lui procurait les journaux; il était ainsi au courant de tous les événements et dans des notes rapides il résumait ses impressions, projetant, sans doute, s'il échappait à la mort, de donner une suite à son *Histoire de la Révolution*.

Voici ce qu'il écrivait le 3 décembre, deux jours avant son arrestation :

1793, tridi frimaire (3 décembre 1793).

« Mauduit, restaurateur sur le Boulevard, a eu la tête tranchée. Voici le motif de sa mort : Des hommes qui étaient chez lui virent son fusil et lui dirent pourquoi il ne l'avait pas donné, il répondit que tant que les sans-culottes seraient armés il le garderait. Tu es donc un gueux, lui répartit un de ces hommes : cet homme s'emporta à cette injure, et les propos s'étant échauffés, ces hommes le saisirent et le menèrent au tribunal qui le condamna sur leur accusation.

« Barnave est mort avec le plus grand courage; il a traité avec le plus grand mépris le tribunal de la canaille. Les détails de son interrogatoire et de ses discours auront sûrement été recueillis par quelque curieux ³. »

1. Maria Hélène Williams *Lettres sur les événements*, etc., p. 168.

2. Archives nationales, W 396 et W 300.

3. Collection Coquerel, Papiers Rabaut, t. XXIX, p. 179. — Mauduit fut guillotiné le 1^{er} décembre 1793. — Wallon, *Histoire du Tribunal révolutionnaire*, t. II, p. 203. En 1790 l'*Almanach des députés à l'Assemblée nationale* (p. 132) rapprochait déjà les noms de Rabaut et de Barnave dans cette courte notice : « Rabaut de Saint-Étienne, bourgeois, est un des hommes de mérite dont s'honore l'Assemblée nationale elle-même et de qui la nation attend son bien-être. Rabaut de Saint-Étienne, Chapelier, Mirabeau, Barnave, soyez gravés dans tous les cœurs, comme sur tous les monuments destinés à attester votre gloire aux races futures. Pour-

Barnave avait été guillotiné le 28 novembre. Rabaut devait bientôt avoir le même sort et montrer le même courage.

Fabre d'Églantine fut averti que les deux frères Rabaut étaient cachés à Paris. D'après certains historiens, la dénonciation émane du menuisier Barthe; d'après Louvet¹, au contraire, « ils furent vendus par l'infâme cupidité d'une fille de confiance qui les servait depuis longtemps ». Aucun document probant ne donne créance absolue à l'une ou à l'autre version. En tout cas, Fabre d'Églantine adressa une plainte au comité de sûreté générale, et le 5 décembre à 4 heures du matin, il accompagna les membres de ce comité au domicile de Payssac².

Rabaut-Pomier fut conduit à la prison de la Conciergerie³, tandis que Saint-Étienne était immédiatement envoyé devant le tribunal révolutionnaire. La procédure fut expéditive, la mise hors la loi dispensant de tout interrogatoire, de tout débat.

Rabaut est introduit dans la salle de la Liberté, Fouquier-Tinville lui demande ses nom, prénom, âge et qualité, et sans qu'il soit permis à cet homme de bien, à ce grand citoyen, de se justifier, le tribunal révolutionnaire ordonne « qu'il sera mis à mort dans les vingt-quatre heures sur la place de la Révolution et que ses biens seront acquis à la République⁴ ».

En entrant dans la pièce où il attendait le bourreau, Rabaut s'écria :

« Le voilà donc, ce tribunal de sang, les voilà ces juges impies, ces bourreaux qui vont ensanglanter la République; on ne se donnera bientôt plus la peine d'entendre les accusés, nous sommes entre les mains des assassins !

« — Tais-toi, lui disent ses gardiens, et lui désignant Leborgne qui était détenu à la Conciergerie, fais comme ce jeune homme, qui lui aussi est condamné, mais qui se soumet. »

suivez, hommes étonnants et laborieux vos travaux immortels comme l'empire que vous régénérerez, et méritez de plus en plus son éternelle reconnaissance. »

1. Louvet, *Mémoires*, p. 171.

2. Arch. nat., W 396, W 300.

3. *Bulletin* XLII (1893), p. 175.

4. Arch. nat., W 300.

C'était par erreur que Leborgne, arrêté le 3 frimaire, avait été mêlé aux condamnés et conduit au Dépôt, antichambre de l'échafaud. Ne pensant qu'à ce déni de justice qui va se commettre, ne se souvenant plus de l'arrêt qui vient de le frapper, Rabaut prend la défense de son compagnon d'infortune, et affirme que celui-ci n'avait pas encore comparu devant ses juges. On fit venir le guichetier qui confirma le fait; Leborgne, rapportant cet épisode, ajoute :

« Je vois encore les yeux de Rabaut étinceler d'horreur pour ce crime d'un nouveau genre, oubliant celui que l'on commettait à son égard. O vertu ! que tu es grande dans ces derniers moments ¹. »

Tandis que se passait cet incident, Fouquier-Tinville signait un ordre d'exécution conçu en ces termes :

Exécuteur des jugements criminels.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

L'exécuteur des jugements criminels ne fera faute de se rendre aujourd'hui à la maison de justice de la Conciergerie pour y mettre à exécution le jugement qui condamne Rosset et *Rabaut* à la peine de mort.

L'exécution aura lieu à 2 heures du matin (rayé) du soir sur la place de la Révolution de cette ville.

L'Accusateur public,
FOQUIER.

Fait au tribunal le 15 frimaire an II de la République française ².

Le même jour la même charrette conduisait à l'échafaud le médecin Dufresne, accusé, lui aussi, d'avoir conspiré contre l'unité de la République; un jeune homme de vingt et un ans, Étienne Gorneau, commis auxiliaire au ministère de l'intérieur « auteur d'écrits tendant à l'avilissement de la Convention nationale »; un noble, Aubert de Rassy, et Kersaint, député à la Convention ³.

1. *L'Ombre de la Gironde à la Convention nationale*, par un détenu à la Conciergerie, an III, p. 49, BN, LK¹², 496. — Comparez : *Histoire générale des crimes et des fautes commises pendant la Révolution*, par Prudhomme, t. V, p. 336.

2. Collection révolutionnaire de M. Étienne Charavay.

3. *Liste des personnes qui ont péri par jugement du tribunal révolutionnaire depuis le 26 août 1792*, BN, Lb⁴¹-7.

Quand il s'avança au pied de l'échafaud, Rabaut « était méconnaissable à ceux qui avaient eu l'habitude de le voir. Il avait laissé croître ses moustaches, sans doute pour se déguiser et elles y réussissaient à merveille ¹ ». Il n'eut point un instant de défaillance ; fort de son innocence, soutenu par sa foi, il mourut comme il avait vécu, avec fierté et courage ².

Sa dépouille mortelle fut enterrée dans le cimetière de la Madeleine, à côté de celle de son roi pour lequel il s'était compromis et qu'il avait vainement cherché à sauver.

Au moment où la tête de Rabaut Saint-Étienne tombait sous le fatal couperet, Amar rendait compte à la Convention des arrestations opérées par le comité de sûreté générale :

« Citoyens³, Après une dénonciation qui nous a été faite, nous nous sommes transportés dans le faubourg Poissonnière où nous avons trouvé deux conspirateurs, Rabaut Saint-Étienne et Rabaut-Pomier. Nous avons fait saisir leurs personnes, leurs effets et leurs papiers ; leur argent n'est rien pour la République, à quelque somme qu'il se monte, mais leurs papiers sont tout, ce sont eux qui contiennent leurs pensées, et nous vous prions d'observer que Rabaut influençait le plus directement l'opinion publique. Nous les avons fait transférer à la Conciergerie pour que le tribunal constate leur présence et les juge aux termes de la loi. Nous avons cru devoir faire arrêter les deux particuliers qui leur ont donné asile. Rabaut et son frère n'étaient point, comme l'ont dit des journaux sans doute stipendiés, à Lyon, à Bordeaux, dans le département du Gard. Ils n'ont point quitté Paris et nous acquérons la preuve que c'était d'ici qu'ils écrivaient et qu'on faisait imprimer leurs écrits dans les départements pour y corrompre l'esprit public ⁴. »

Quelques instants après, Robespierre montait à la tribune, il savourait sa vengeance, car il n'avait jamais pardonné à Rabaut le portrait peu flatteur que celui-ci avait tracé de lui

1. *Le Glaive vengeur de la République française par un ami de la Révolution*, p. 147.

2. Dulaure, *Mémoires*, édition Poulet-Malassis, p. 325.

3. Séance du 15 frimaire an II (5 décembre 1793).

4. Comparez, *Révolutions de Paris*, n° 218, p. 341. — Dauban, *Paris en 1793*, p. 559.

dans la *Chronique de Paris*¹ et, cherchant à ternir une aussi belle vie, il représentait Saint-Étienne comme le complice des puissances étrangères ennemies de la France. Il est bon de reproduire intégralement ici le passage de ce discours, il prouve la duplicité du fondateur du culte de l'Être suprême et montre de quelle haine il poursuivait les ministres de la religion protestante :

Voici comment ont raisonné les puissances étrangères : elles ont dit à leurs émissaires : Vous pouvez tout avec le peuple français, il ne faut que vous en emparer ; il est sensible, il aime la liberté ; sous cet appât cachez nos projets, vous les exécuterez. Savez-vous ce qui me confirme l'existence de cette conspiration ? C'est la découverte du traître que vous aviez mis hors la loi. Vous auriez cru ce monstre traînant loin de vous sa honte et ses crimes ; eh bien ! ce Rabaut, ce ministre protestant était à Paris, bravant la puissance nationale sous les yeux mêmes des représentants du peuple et d'ici secouant les brandons de la guerre civile et attisant le fanatisme dans les départements. Le croyez-vous étranger aux menées que je vous dénonce ? Il avait dit : Attaquons le culte catholique dans les pays surtout où ses impressions sont restées profondes, nous soulèverons le midi ; nous recruterons avec nous la Vendée, nous réveillerons partout le fanatisme et par une guerre de religion nous détournerons de lui l'enthousiasme et la liberté².

Dès qu'elle eut appris la mise hors la loi de son mari, Mme Rabaut Saint-Étienne fut en proie à de violents accès de mélancolie et, ne pouvant maîtriser son chagrin, elle se

1. Ce portrait est inséré dans la *Chronique* n° 320 du 9 novembre 1792 et se termine ainsi : « Robespierre a tous les caractères, non d'un chef de religion, mais d'un chef de secte ; il s'est fait une réputation d'austérité qui vise à la sainteté, il monte sur les bancs, il parle de Dieu et de la Providence, il se dit l'ami des pauvres et des faibles d'esprit, il se fait suivre par les femmes et les faibles d'esprit, il reçoit gravement leur adoration et leurs hommages, il disparaît avant le danger et l'on ne voit que lui quand le danger est passé. Robespierre est un prêtre et il ne sera jamais que cela. — Le reproche de la dictature était une gaucherie et la proposition d'ostracisme une absurdité : c'était lever la massue d'Hercule pour écraser un pou qui disparaîtra dans l'hiver. » Voyez : Vilate, *les Mystères de la mère Dieu dévoilés* (an III), p. 54. Comparez : Aulard, *les Orateurs de la Législative et de la Convention*, tome II, p. 364.

2. Séance de la Convention du 15 frimaire (5 décembre 1793).

précipita dans un puits le dimanche 13 octobre¹. Elle ne devait pas être la seule victime de l'abominable persécution qui poursuivit les parents et les amis du pasteur de Nîmes. Payssac et sa femme payèrent de leur tête leur acte d'humanité. Ils comparurent devant le tribunal révolutionnaire le 7 messidor (25 juin 1794) et furent envoyés à l'échafaud pour avoir « trahi la République en donnant asile, en cachant aussi longtemps qu'ils l'ont pu, le traître Rabaut Saint-Étienne conspirateur acharné à la perte de la République qu'il a voulu, avec ses infâmes complices, livrer à tous les fléaux et à la plus horrible guerre civile² ».

Pendant ce temps-là, Rabaut Dupuis était écroué à Ville-neuve-de-Berg, tandis que le grand pasteur du Désert, Paul Rabaut, resté debout au milieu de toutes ces épreuves, était arrêté le 7 thermidor (25 juillet 1794). Ecroué à la citadelle de Nîmes, il fut remis en liberté après la chute de Robespierre, le 12 septembre 1794 et expira treize jours plus tard; cette belle âme retournait à son Dieu.

Bientôt la Convention nationale, regrettant ses erreurs et ses crimes, rendit un hommage éclatant à Saint-Étienne en décrétant qu'il « était mort victime de la faction conspiratrice³ » et en décidant que ses écrits seraient imprimés et distribués à tous les membres de la représentation nationale, aux frais de la République. — De leur côté les représentants du parti catholique s'inclinèrent devant la grandeur d'une telle mémoire; un émigré, un ancien officier de l'armée des princes, le maréchal de camp Dampmartin, s'exprimait en ces termes :

« Compatriote de Rabaut Saint-Étienne il m'est doux de lui rendre un faible hommage... ses liaisons avec les coryphées du philosophisme lui précipitaient au milieu des chefs de la faction, mais comme une source pure qui traverse des marais infects et corrompus sans être dépouillée de toute sa limpidité, cet homme serviable et vertueux garde plusieurs signes de son excellent caractère. Sou-

1. Voyez Charles Dardier : *Paul Rabaut. — Lettres à divers*, t. II, p. 389.

2. Archives nationales, W, 396.

3. Convention nationale. Séance du 16 vendémiaire an IV (8 octobre 1795).

vent on a répété en parlant de lui : « L'orateur que nous venons d'entendre, qui rassemble tant d'esprit, tant de goût avec des connaissances si nombreuses, est le véritable ami de l'humanité¹. »

Au point de vue politique Rabaut de Saint-Étienne travailla sincèrement à transformer la monarchie absolue en une monarchie constitutionnelle. A l'Assemblée nationale, il repoussait l'idée de fonder la République : « Personne n'ignore, disait-il, que le gouvernement républicain est à peine convenable à un petit État, et l'expérience nous a appris que toute république finit par être soumise à l'aristocratie ou au despotisme². » Éclairé par les événements, il se rallia pourtant de bonne foi à la République, mais fut toujours suspect aux jacobins, parce qu'il voulait sincèrement le règne et le triomphe de la liberté. Selon la juste expression de M. Aulard, il représentait en pleine terreur l'esprit de 89³.

Au point de vue protestant, c'est grâce à ses persévérantes démarches que nos ancêtres ont, dès 1787, obtenu l'édit de Tolérance, c'est grâce à sa généreuse intervention que deux ans plus tard le beau et grand principe de la liberté de conscience était inscrit dans la Constitution.

Tandis que tant de personnages insignifiants ont leur statue, il est injuste de n'avoir point encore songé à élever un monument au constituant du Gard. Qu'un comité se forme, il recueillera, nous en avons la certitude, l'adhésion de tous ceux qui, en France, ont le culte de la vraie liberté.

ARMAND LODS.

1. *Mémoires sur divers événements de la Révolution et de l'émigration*, par A.-H. Dampmartin, t. I^{er}, p. 169.

2. Opinion de Rabaut Saint-Étienne sur la motion de M. le vicomte de Noailles, p. 7.

3. Consultez Aulard : *les Orateurs de la Législative et de la Convention*, II, p. 143. Comparez du même auteur : *les Orateurs de l'Assemblée constituante*.

Documents

A PROPOS DE CALVIN

VESTIGES FIGURÉS, NOTES ET TEXTES INÉDITS

Tout ce qui, de près ou de loin, touche à Calvin, vaut la peine d'être recueilli et mis en lumière, non pour satisfaire la curiosité qui s'attache naturellement à cette grande figure, mais pour nous permettre de nous la représenter de plus en plus exactement. De même qu'un portrait se compose d'une multitude de petits traits, de même l'histoire, c'est-à-dire la tentative de reconstituer devant notre imagination une époque ou un personnage disparus, se compose de beaucoup de détails consciencieusement vérifiés, patiemment réunis, classés et coordonnés. Il est certain que s'il nous était possible de nous représenter le Réformateur comme le virent et le connurent ses contemporains et ses intimes, non seulement nous éviterions des erreurs matérielles toujours préjudiciables, mais encore et surtout des jugements dont le caractère absolu rachète mal l'impuissance documentaire. Enfin, alors même que tel ou tel vestige encore inédit n'ajouterait rien à ce qu'on sait, il est bon d'en conserver la trace, car une découverte ultérieure pourrait l'éclairer et la préciser. C'est à cette pensée que j'obéis en résumant ici quelques glanures que d'autres utiliseront peut-être.

LE PLUS ANCIEN PORTRAIT DE CALVIN

On sait que la fameuse collection de feu M. Spitzer, qui a été vendue aux enchères à Paris au commencement de cette année, renfermait deux portraits inédits de Calvin qui ont d'ailleurs été signalés par un de nos collaborateurs, M. Jacques Pannier, dans le *Christianisme au XIX^e siècle* du 4 mai.

J'ai obtenu la permission de faire reproduire pour nos lec-

teurs la plus importante, sans contredit, de ces œuvres d'art, c'est-à-dire l'émail de Léonard Limousin portant la date de 1535. Cette date et les initiales du célèbre artiste, inscrites sur le cadre, sont contemporaines de l'émail lui-même. Quant au nom de Calvin il n'y figure nulle part, mais l'attribution est ancienne car on savait qu'il existait un émail de Léonard Limousin représentant le Réformateur. Il était depuis environ dix-huit ans dans la collection Spitzer, mais il ne m'a pas été possible de savoir où il avait été trouvé. Bien qu'il ne faille pas demander aux émaux de cette époque qui brillent surtout par la fraîcheur, l'éclat, l'harmonie et le fondu des couleurs, les qualités de trait et de précision des portraits dessinés ou gravés, celui-ci a été considéré comme très remarquable puisque, sur une demande de 1,500 francs, il n'a été adjugé qu'au prix de 14,500 francs, non, comme on l'a cru, pour le musée de Cluny, mais, si nous ne nous trompons, pour l'étranger. Raison de plus, n'est-il pas vrai, pour conserver ici au moins la trace de cette effigie.

Si, en effet, ce portrait est authentique — et l'on ne voit pas, *à priori*, pourquoi il ne le serait pas, — il est le seul connu qui représente Calvin jeune et au début de sa carrière. L'émail étant signé et daté de l'année 1535, l'esquisse qui lui a servi de modèle est sans doute antérieure. Or on sait que, précisément au commencement de 1534, Calvin a séjourné dans l'ouest, en Saintonge, à Nérac et à Poitiers, et s'il n'a pas été en contact direct avec l'artiste, il est très possible, vu la notoriété déjà très grande du jeune homme, que son portrait ait été commandé par un de ses amis ou admirateurs. Calvin avait alors 25 ans et venait de prendre définitivement parti pour la Réforme. Tout ce qu'on sait de lui à cette époque, révèle une maturité d'esprit, une autorité de caractère, une gravité réfléchie tout à fait exceptionnelles à cet âge. Il suffit, à cet égard, de rappeler que la première édition de l'*Institution* est de 1535. — Or, c'est bien ainsi, si on la contemple attentivement, que nous le révèle cette image : très simple, sans élégance, méditatif et presque timide, en même temps que d'une énergie calme et concentrée. Les traits, encore pleins mais déjà fatigués par les veilles, la

barbe très fournie, d'un brun roux, les épaules ramassées et légèrement portées en avant, sont d'un homme mûri avant l'âge, beaucoup plus que d'un adolescent.

Rien ne fait mieux ressortir ce contraste entre l'âge et la figure que la comparaison de ce portrait avec celui de Théodore de Bèze à 29 ans, tel qu'on le voit en tête de la première édition de ses *Poemata* (1548), ou mieux encore, à 24 ans,



dans l'admirable peinture qu'il donna à son filleul et que conserve aujourd'hui la famille Tronchin¹. Autant cette fine et spirituelle tête de gentilhomme élégant rappelle les grâces souriantes et le raffinement mondain de la Renaissance, autant le masque viril et pâli de Calvin semble présager

1. La collection Labouchère, à la Bibliothèque de notre Société, renferme une bonne aquarelle de cette peinture.

l'austère révolution de la Réforme. Si, enfin, on rapproche ce portrait de ceux qui furent exécutés plus de trente ans plus tard, soit par Woeiriot pour les belles éditions de l'*Institution*



et des *Opuscles* (Perrin et Pinereul, 1566), soit sous la direction de Th. de Bèze, pour ses *Icones* (1580), on retrouvera sans peine dans ces derniers les traits du premier, mais émaciés, ravagés par le labeur et la souffrance. Et une fois de plus on admirera le prodigieux ressort d'une volonté

qui, sans relâche et jusqu'en 1564, sut tirer de la charpente déjà ébranlée en 1534, l'immense effort qu'évoque le nom de Calvin.

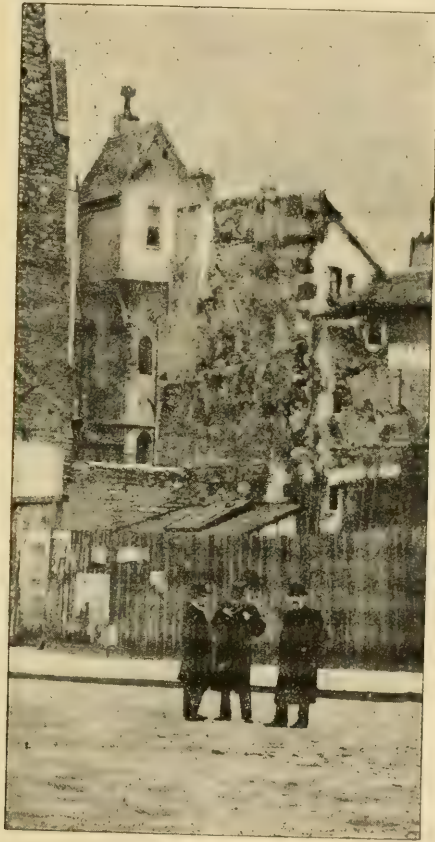
LE DERNIER VESTIGE DU SÉJOUR DE CALVIN A PARIS

Calvin quitta la capitale pour n'y plus revenir que furtivement, en novembre 1533, après l'émotion soulevée par le discours de rentrée prononcée aux Mathurins, derrière le théâtre actuel de Cluny, par le fils du médecin bâlois Guillaume Cop, Nicolas, nouvellement élu recteur de l'Université. Ce discours, sur la *philosophie chrétienne* opposée aux absurdes discussions de la scolastique et glorifiant ceux qui consentaient à souffrir pour la cause de l'Évangile, avait été rédigé par Calvin, dont le manuscrit autographe existe encore en partie¹. En attendant que je puisse publier sur les conséquences de cette proclamation des principes mêmes de la Réforme en pleine Sorbonne, quelques pièces inédites, on trouvera ici une vue des derniers restes du collège Fortet où Calvin demeurait alors et où sans doute fut rédigée sa première harangue protestante.

Ces restes, véritable monument de la Réforme à Paris, occupent en partie le coin de la rue Vallette (autrefois des Sept-Voies) et de la place du Panthéon. La cage de l'escalier en colimaçon donnant sur la cour de l'immeuble et dont on aperçoit, de la place, le sommet surplombant la base, ainsi que le petit bâtiment à droite qui la cache en partie, sont certainement antérieurs au xvi^e siècle et ont été parcourus par le jeune homme dont on vient de contempler le portrait. Lorsqu'on pénètre par un escalier intérieur, également « à vis », dans ce petit bâtiment qui fait face à la tourelle, on y trouve, au premier, une série de petites chambres ouvrant sur le même corridor, qui furent sans doute autrefois des

1. Voy. sur cet épisode Herminjard, *Correspond. des Réform.*, III, 117 ss. et A. Lefranc, *la Jeunesse de Calvin*, 112 ss.

cellules d'étudiants. On sait que la demeure de Calvin fut fouillée et que c'est à cette « descente de police » que nous devons la perte de presque toute sa correspondance de cette époque. La façade qui donne sur la rue Vallette paraît avoir été modifiée; mais on trouve au-dessous d'une maison voi-



sine une sorte de crypte voûtée très profonde qui, à elle seule, atteste l'ancienneté de ces bâtisses, les seules de toutes celles où Calvin séjourna qui n'aient pas été entièrement reconstruites. De tout ce que l'ami de Nicolas Cop a pu contempler des fenêtres de ce collège, il ne subsiste plus guère, dans ce quartier si riche en souvenirs, que la gracieuse église

de Saint-Étienne-du-Mont¹, et, vu l'état de délabrement actuel de ces pauvres mesures, il est peu probable qu'elles soient conservées encore longtemps.

LE LIBRAIRE QUI INTRODUISIT EN FRANCE LA TRADUCTION FRANÇAISE DE L' « INSTITUTION »

J'ai publié ici même, en 1884 (p. 15) le texte de l'arrêt du Parlement de Paris qui, le 1^{er} juillet 1542, condamna au feu l'original latin de l'*Institution* de 1539 et la traduction qu'en fit Calvin lui-même, et édicta du même coup un ensemble de mesures draconiennes destinées à empêcher l'impression et le commerce de livres suspects². Dans le registre criminel d'où j'ai extrait cette longue et minutieuse ordonnance, elle est suivie d'un autre arrêt non moins intéressant puisqu'il nous révèle le nom et la destinée du libraire colporteur assez courageux pour introduire en France et vendre jusqu'à Paris ces deux éditions de l'*Institution*. Il s'appelait *Antoine Lenoir* et, au lieu de venir directement de Genève, avait passé par Anvers d'où il se disait originaire. Il n'échappa que tout juste au feu qui consuma solennellement sa marchandise au parvis Notre-Dame, sans doute parce qu'il ne pouvait tomber sous le coup de l'ordonnance qui venait seulement d'être promulguée.

Enfin on trouvera, à la suite de cet arrêt exécuté en grande pompe à Paris et à *Saint-Quentin* « plus prochaine ville royale de l'ysseue de ce royaume du costé d'Anvers », la note des frais relativement élevés, payés par le Parlement aux

1. On peut y voir près du tombeau de sainte Geneviève, un vitrail qui représente l'ancienne église Sainte-Geneviève et ses alentours, à peu près tels que Calvin les a connus.

2. La traduction de 1541, la seule que Calvin écrivit lui-même (Voy. *Opera*, éd. Baum, Cunitz et Reuss, III, *Introduction*) fut faite sur le remaniement latin de 1539, dont il y eut deux titres, l'un, destiné à la France et où les mots *authore Joanne Calvino* étaient remplacés par *authore Alcuino*. M. Herminjard possède un exemplaire avec ce dernier titre qui a été, d'ailleurs, visé dans l'arrêt du 1^{er} juillet 1542, où, croyant à une erreur du greffier, j'avais remplacé *Alcuino* par *Calvino*.

six trompettes qui avaient aidé ses greffiers et huissiers à « crier » par tous les carrefours, cette réponse péremptoire à la noble prière de Calvin : « Combien (O roy très magni-
« fique...., que ton cœur) soit à présent destourné et aliéné
« de nous, j'adjouste mesme enflambé, toutesfois j'espère que
« nous pourrons regagner sa grâce, s'il te plaist, une fois
« hors d'indignation et courroux, lire ceste nostre confession,
« laquelle nous voulons estre pour défense envers ta Ma-
« jesté... »

ARRÊT DU PARLEMENT DE PARIS CONTRE ANTOINE LENOIR

1^{er} juillet 1542

Veu par la Court le procès criminel faict par le prevost de Paris ou son lieutenant criminel, alencontre de Anthoine le Noir libraire soy disant natif d'Envers et demourant audit lieu, prisonnier à la prison de la consiergerie du Palais à Paris, pour raison de ce qu'il auroit apporté ou faict apporter plusieurs livres contenans doctrines improuvées erronées et blaphèmes hereticques, contre l'honneur de Dieu et de ses saintz, et de la sainte foy et religion crestienne et tradicions de nostre mère sainte Eglise, et iceulx vendre et exposer en vente en ceste ville de Paris, contre les inhibitions et défenses par cy devant faictes en tel cas, par ordonnance de ladicte Court, ainsi que plus à plain est contenu et déclairé oudict procès, — les conclusions du procureur général du Roy, auquel le tout auroit esté communiqué, — et oy et interrogé par la dicte Court icelluy prisonnier, sur les crimes et délictz à luy imposez. — Veues aussi les dénégations par lui faictes en la torture et question extraordinaire en laquelle il a esté mis par ordonnance de ladicte Court. — Et oy de rechef et interrogé par ladicte Court icelluy prisonnier, sur lesdicts crimes et cas mentionnez oudict procès, — et tout considéré.

Il sera dict que ladicte Court a condamné et condamne ledict Lenoir prisonnier, pour raison desdicts cas à faire amende honorable, et pour ce faire estre mené dedans ung tombereau teste et piedz nudz et en chemise, ayant la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardent du pois de deux livres, depuys les prisons de la consiergerie du pallais jusques devant la principale porte de l'église Nostre-Dame de Paris et illec, estant à genoulx, dire et déclairer que témérairement et indiscrettement il a apporté ou

faict apporter et amener en ceste ville de Paris plusieurs livres contenant doctrines erronnées blaphèmes hereticques, lutheriennes, et aultres doctrines nouvelles imprimées *et iceulx exposé et faict exposer en vente en ceste dicte ville de Paris, contre les inhibicions et défenses faictes par cy devant par ordonnance de ladict Court contre les libraires et vendeurs de livres, dont il se repent, et en requiert mercy et pardon à Dieu, au Roy et à Justice; — et seront tous lesdicts livres, et mesmement ung intitulé *Institutio Religionis crestiane authore Alcuino* et, en langage vulgaire, *Institution de la religion crestienne composée par M^e Jehan Calvin*, ars et bruslez et consommez en cendres en la présence dudict Lenoir, au parvis de Nostre-Dame.

Et à faire pareille amende que dessus en la ville de Saint Quentin en Vermandoy, plus prochaine ville royale, de l'ysue de ce Royaulme du costé d'Anvers, et estre mené dedans ung tombeau teste et pieds nudz et en chemyse, ayant la corde au col comme dessus, tenant en ses mains une torche de cire ardent du poix de deux livres, depuys les prisons royales dudict Saint Quentin jusques devant la principale porte de la principale eglise dudict Saint Quentin, et illec, estant à genoux, faire les déclarations cy dessus mentionnées.

Et, ce faict, l'a banny et bannist à tousjours de ce royaulme sur peine de la hard, Et a déclaré et déclare tous et chascuns ses biens estans en pays où confiscation a lieu, confisque à qui il appartiendra.

Et faict la dicte Court inhibicions et deffenses à tousles libraires vendeurs de livres, et autres de quelque estat ou condicion qu'ilz soient, de imprimer, vendre et exposer en vente aulcuns livres contenant doctrines erronnées, blaphèmes hereticques, lutheriennes et aultres nouvelles doctrines imprimées contre la sainte foy et religion crestienne et tradicions de nostre mère sainte Eglise, sur peine de la hard, quant aux gens laiz, et quant aux gens d'Eglise, de bannissement de ce royaulme et confiscation de leurs biens immeubles patrimoniaulx, et telles aultres peines que ladict Court verra estre à faire par raison.

Et, pour faire mettre ce présent arrest à exécution audict lieu de Saint Quentin, icelle Court a renvoyé et renvoye ledict prisonnier en l'estat qu'il est par devant le bailly de Vermandoy ou son lieutenant audict Saint Quentin, que ladict Court a commis et comect quant à ce.

F. DE SAINT ANDRÉ

TIRAQUEAU R(apporteur). 1 écu.

Prononcé audiet prisonnier, pour ce actainct au guichet desdictes prisons, et à luy faict les défenses cy dessus mentionnées, et exécuté le premier jour de juillet MV^e et XLII.

La Court a ordonné et ordonne à Nicolas Hardy recepveur des exploictz et amendes d'icelle, bailler et payer à Michel Gauthier trompette juré du Roy, Pierre Gibouyn, Jehan Chotart, Bertrand Braconnier, Jacques Massue et Guillaume Lebeau, autres trompettes demeurant à Paris, la somme de soixante-douze sols parisis, pour avoir par eulx assisté avec les greffiers et huissiers de ladicte Court, à la publication faicte par les carrefours de ceste ville de Paris et aultres lieux de l'Université, de l'ordonnance faicte par icelle Court, touchant les défenses faictes à tous imprimeurs de non imprimer aucuns livres concernans la doctrine chrestienne, s'ilz ne sont veuz et visitez par les députés de ladicte Court, et ce, sur les peines contenues en ladicte ordonnance — *prima Julii*.

LE DESPOTISME DE CALVIN

Il est difficile de rencontrer un ouvrage parlant incidemment de Calvin, où l'on ne relève pas son prétendu autoritarisme despotique, dont le bûcher de Servet marque le fatal couronnement. La réalité est autre et apparaîtra de plus en plus telle, à mesure qu'on connaîtra mieux le détail des événements, des négociations, des soucis et des travaux innombrables qui assiégèrent tous les moments de la vie du Réformateur. Je me permets de recommander, à cet égard, la lecture de deux ou trois publications récentes et très diverses, mais qui établiront à nouveau à peu près ceci : Bien loin d'imposer sa volonté ou ses opinions personnelles, Calvin a toujours commencé d'abord par s'effacer, puis, lorsqu'il était contraint de prendre parti, par chercher un terrain de conciliation. A Genève il n'agissait qu'en commun avec ses collègues, et quelque excessives que fussent souvent les règles édictées par l'autorité, il donna toujours, en ce qui le concernait personnellement, l'exemple de la soumission. Enfin il ne

devenait violent et absolu que lorsqu'à ses concessions et à ses efforts on ne répondait que par le mépris ou l'intransigeance, en un mot lorsqu'il était poussé à bout.

Un journal, *Evangelisch-reformierte Blaetter*, qui paraît dans la Silésie autrichienne (réd. Szalatnay à Kuttelberg), vient de publier une relation extrêmement intéressante des rapports de l'Unité des frères de Bohême avec les autres Églises protestantes en Europe au xvi^e siècle (numéros de *février à mai* 1893). Qu'on y lise ce que les délégués de cette *Unité* qui virent Calvin à Strasbourg en 1540 et à Genève en 1560, racontent de son accueil et qu'on le compare à celui de Luther, et l'on verra aisément de quel côté était le plus grand amour de la paix, de l'union et le plus sincère effort d'éviter les disputes théologiques stériles.

Qu'on ouvre ensuite le nouveau volume (t. VIII, 1542-1543) de la *Correspondance des Réformateurs*¹ où la science si modeste et si sûre de M. A.-L. Herminjard a accumulé tant de documents et de notes d'une érudition aussi instructive que précise. Qu'on y lise, entre autres, car je ne puis ici me livrer à une énumération, la lettre (n° 1119) dans laquelle Calvin croit devoir mettre les évangeliques de Lyon en garde contre un certain carme qui y avait prêché le carême de 1542; on verra que s'il avait cru pouvoir se dispenser de mettre la main à la plume, il l'aurait fait de grand cœur.

Qu'on parcoure enfin les *Arrêts du Conseil de Genève sur le fait de l'Imprimerie et de la Librairie*, de 1541 à 1550, que M. A. Cartier vient de faire paraître². Plus d'une fois on y verra que, dans ces matières particulièrement délicates pour son amour-propre, Calvin fut « gouverné » comme tous les autres citoyens genevois, et ne songeait même pas à se prévaloir de sa situation exceptionnelle pour être traité autrement que le premier ou le dernier venu de tous les autres ministres, justifiant ainsi ces vers de Th. de Bèze :

1. Un volume de 544 pages in-8°, avec *Additions* et *Index alphabétique*, Paris, Fischbacher, 1898.

2. Un volume de 200 pages in-8°, avec index et planches, Genève, Georg, 1893.

Pour compagne ordinaire il eut la modestie
Elle enterra Calvin de ses deux propres mains¹...

La légende a la vie dure, mais la vérité finira pourtant un jour par en triompher, partout, du moins, où l'on a cure de la réalité plutôt que des apparences.

DÉDICACE A MELCHIOR VOLMAR

Une dernière notule pour finir en montrant qu'au milieu de ses plus graves préoccupations, Calvin n'oubliait pas ses anciens amis : Dans une des vitrines du *British Museum*, un exemplaire de *In Evangelium secundum Johannem, Commentarius Johannis Calvini, Oliva Roberti Stephani*, M.D.LIII, — porte au bas du titre cet autographe : *Ornatiss. viro, D. Meliori Volmario, amico singulari Ioānes Caluinus*.

N. W.

DEUX CRIS DU CŒUR

1642-1715

Le premier a dû sortir de la bouche d'un huguenot, sous forme d'épithaphe sur le cardinal de Richelieu. Je l'ai trouvé à la Bibl. nat. dans les manuscrits du fonds français 24447, fol. 24.

C'en est fait, il est au néant.
Remercions le Tout puissant
Et le prions que Mazarin
Ne nous soit pas tant inhumain.

On a semé dans cette terre
Les os du père de la guerre.
Si le fonds en est bon, de fasson
Que pour un grain cent il rapporte,
O Dieu, gresles en la moisson,
Et nous prive de la récolte!

1. Dans les *Vrais pourtraits*, traduction des *Icones*, Genève, 1571, à l'article de Calvin.

Ces vers ne sont pas trop mal tournés et montrent bien ce qu'on pensait de la grandeur de son Éminence. L'autre cri, catholique celui-là et tiré du même manuscrit (fol. 212), est moins compréhensible, car il semble qu'à la mort de Louis XIV, le clergé devait être satisfait de ce qu'il avait obtenu. Qu'on en juge par cet

Extrait d'un sermon prononcé à Rouen dans l'Église Nostre dame par le père de la Motte jésuite, 1715.

Hélas, Mrs, ce pieux monarque est mort dans un tems où nous avions plus besoin de Luy pour la destruction de l'Érésie. Il n'a pas esté plus tôt mort, quinze jours après, on a vu avec surprise des gens que la sagesse du Roy avoit fait mettre dans les fers et les cachots pour porter la peine due à leur rébellion, en sortir avec éclat, et n'auroit pas seulement osez regarder les titres (?). N'est-il pas surprenant que ceux qui sont à la teste des affaires renverse aujourd'hui ce que la sagesse du Roy avoit établie... N'est-il pas surprenant de voir ce petit homme tout bouffie d'orgueil sans science et sans mérite gouverner l'État et la Religion !...

L'hérésie n'était donc pas morte ? !

N. W.

LA CONVERSION PAR LA PRISON

Philippe Routier de Bernapré à Doullens, 1687

Nous aimons à relever avec soin les noms et tout ce qu'on peut savoir en outre, des huguenots, plus nombreux qu'on ne pense, qui résistèrent aux souffrances comme aux sollicitations, et dans la fermeté desquels le Dieu de la conscience s'est glorifié. Nous avons raison de le faire. Mais il ne faut pas pour cela oublier ceux, plus nombreux encore, qui cédèrent, ou essayèrent de se persuader qu'ils pouvaient faire certaines concessions. D'abord les moyens employés pour les obtenir sont instructifs; puis il y a comme une apologie indirecte, mais singulièrement puissante, de la fidélité à la conscience, dans leur conduite. Tandis que les lettres des vrais confes-

seurs, et ce *Bulletin* en a publié beaucoup, élèvent et étonnent par le ton de sérénité, de courage, parfois même de joie qu'elles expriment, les supplications et les circonlocutions des autres dissimulent mal ce qui n'en subsiste pas moins au fond du cœur. Et ainsi elles apportent, elles aussi, leur témoignage à cette profonde parole : Nous ne pouvons rien contre la vérité.

Voici une de ces dernières lettres :

De la citadelle de Douvens le 27 avril 1867.

Monseigneur,

Parce que je ne sçavois pas les responses que mes filles rebelles avoient faites à toutes les lettres que je leur avois écrites et fait écrire, j'espérois que, conférant avec mon fils, nous pourrions trouver quelque ouverture pour essayer encore une fois à les faire revenir. Mais, comme il m'apprend par ce qu'elles ont écrit, leur résolution obstinée, et qu'elles sont avec des gens qui (quand elles auroient aussy bonne volonté de revenir comme elles l'ont meschante) les en empescheroient, je perds toute espérance, et, dans l'extrême malheur où je suis plongé, je ne peux avoir aucun recours qu'à la bonté et la clémence du Roy pour le supplier très humblement d'avoir pitié d'un pauvre gentilhomme ruiné de santé et de biens, estant rudement attaqué à l'âge de près de soixante ans par des vapeurs qui me traittent très mal, et qui me pourront faire un mauvais tour sy je suis plus longtemps enfermé. Il y a huit mois que je le suis, Monseigneur, et d'une manière sy reserrée que, depuis ce temps-là, je n'ay veu personne, je n'ay parlé à personne, l'on me retient toutes mes lettres, je n'ay commerce avec qui que ce soit, et mesme l'on use de telle précaution envers moy que, Monsieur le commandant m'ayant fait dire qu'il vouloit bien que j'allasse à la messe le jour de Pasques, comme je m'i'estois préparé, il me fit dire ensuite que cela ne se pouvoit pas sans un ordre exprès de la Cour.

Sy vous aviez la bonté, Monseigneur, de vouloir bien donner cet ordre et celui de me donner un peu plus de liberté, vous m'obligeriez infiniment. Je suis sy accablé de procès ausquels je ne peux pas donner ordre, entre lesquels il y en a un qui me mettroit à la mendicité sy j'y succombois, que cela me ruine, et l'on m'en fait encore tous les jours de nouveaux par ce que l'on sçait bien que mon fils (qui n'a jamais rien fait que servir dans la maison du Roy) n'entend

rien aux procez. Il ne sçait plus où donner de la tête et ma femme ne peut plus subvenir à la dépense que je fais icy.

Quand mon fils m'a quitté je luy ay enjoint de ne se point lasser d'écrire en Holande, plustost pour les accabler de reproche, que par espérance qu'elles reviennent. Pour moy je suis à bout, mais sy l'on me vouloit donner quelque expédient et quelque moien, qu'on me die ce que l'on veut que je fasse et je mettray tout en pratique. Et, en attendant, avec beaucoup de soumission ce qu'il plaira à Sa Majesté ordonner de moy, je prieray Dieu pour sa santé et prospérité, je prieray aussy pour celle de vostre grandeur, en qualité de,

Monseigneur, vostre très humble et très obéissant serviteur,

DE BERNAPRE.

Comme je suis obligé d'écrire en la présence de Monsieur le commandant, et surie champ, pardonnez, Monseigneur, à mon galimatias.

Cette lettre, d'un gentilhomme de 60 ans, enfermé dans la citadelle de Doullens qui sert encore aujourd'hui de prison d'État, — depuis huit mois, réduit au secret et qui, de guerre lasse, consent à tout ce qu'on voudra, n'est-elle pas navrante? Que lui reprochait-on? Évidemment il s'était « réuni » avec sa femme et son fils à la Révocation, autrement il n'aurait pu rester dans le royaume. Mais leurs deux filles, plus entreprenantes et courageuses que les parents, avaient réussi à gagner la Hollande. Le gouvernement qui ne se faisait pas d'illusions sur la sincérité des nouveaux convertis, savait, par une expérience quotidienne, que, lorsque certains membres d'une famille étaient à l'étranger, ils finissaient tôt au tard par y entraîner ceux qui étaient restés en France à cause de leurs intérêts, — qui tiennent une si large place dans la lettre de M. de Bernapré. Puis ce dernier était évidemment un catholique fort tiède. Il est vrai qu'il se plaint de n'avoir pu aller à la messe le jour de Pâques. Mais qu'on lise le billet qui suit et l'on verra ce qu'il faut penser de cette plainte.

Monseigneur,

Je prens la liberté de vous envoyer une lettre du sieur de Bernapré; il met dedans qu'il a demandé à entendre la messe et que l'on luy a refusé. Il n'a esté pas vray dans cet article, car je me suis

informé du maior qui commandoit issy pendant trois mois que j'ay esté absant, s'il luy avoit demandé d'entendre la messe; il me dit que non. Pour moy, monseigneur, je puis vous respondre que voicy la première fois que j'en ay ouy parler. Vous aurais la bonté de me faire savoir sy vous désirais que l'on la luy face entendre, Permettez moy de me dire, avec tout le respect possible,

Monseigneur, Vostre très humble et très obeissant serviteur.

(C.) LAYRAUD.

A Doullens, ce 26 avril 1687.

Ainsi, voilà qui est clair; le désir d'aller à la messe n'est là que pour appuyer et faire agréer la requête. Le ministre ne néglige pas de profiter de ces bonnes dispositions; mais il ne relâche pas pour autant le sieur de Bernapré.

De la cidatelle de Doullens le 6 juin 1687.

Monseigneur,

Je remercie très humblement vostre grandeur de la liberté que le Roy me donne d'aller à la messe les festes et dimanches. Et, pour ce qui regarde mes malheureux et rebelles enfans, je vous jure et proteste, Monseigneur, et Dieu m'en est témoin, que j'y ay fait tous mes efforts, et tout ce que j'ay peu humainement faire, pour seconder les intentions de sa Majesté, sans avoir pu vaincre leur damnable obstination; sy je l'avois pu, Monseigneur, je n'aurois pas enduré une sy longue et sy dure prison que celle en laquelle je suis, où j'ay gagné un mal qui me durera le reste de mes jours, et consommé mon bien et mes affaires, ce qui me fait reitérer mes très humbles supplications vers sa Majesté, d'avoir compassion du pitoyable et misérable état où je suis et d'avoir la bonté de me redonner ma liberté, afin que je puisse (sy cela se peut) donner quelque remède à mes affaires.

Et je continueray incessamment mes ardentés prières pour la santé et prospérité de sa Majesté et pour la vostre, Monseigneur, estant avec un très profond respect,

Monseigneur, Vostre très humble et très obéissant serviteur.

DE BERNAPRÉ.

N'êtes-vous pas touché du sentiment qui se dégage de cette deuxième lettre? Je ferai tout ce qu'on demandera. Mais comme cela est dit, avec quelle joie? quelle assurance?

Et comme on comprend, n'est-ce pas, le sentiment de répulsion qu'il a dû y avoir au fond de tant de cœurs pour une liberté obtenue à ce prix !

Quand M. de Bernapré l'obtint-il ? Et comment, par un ordre de sortie ou par la mort ? Nous ne le savons. Tout ce que j'ai trouvé c'est qu'il s'appelait *Philippe Routier*, et avait été de 1652 à 1679 ancien de l'Église d'Oisemont, dont le prêche, en 1604, avait été établi par le seigneur de Nan, sur une pièce de terre de *Cannessières* érigée en fief à cette fin et appartenant en partie à ce seigneur et aux Routier. Après la destruction du temple d'Oisemont en 1665, le culte fut de nouveau célébré dans une chambre du château de Cannessières qui appartenait à Philippe Routier, dont on trouvera la généalogie dans le Nobiliaire de Ponthieu et de Vimeu par le marquis de Belleval¹.

N. W.

UNE OBSTINÉE

LETTRE DE MARGUERITE LE GIVRE

ABBESSE DE SAINTE-CLAIRE DE SAINTES, 1732

Voici maintenant une autre lettre, très différente des précédentes. Elle est si intéressante que nous l'avons fait autographier. En 1886, faisant des recherches sur le prédicant Jean Chapel, qui passa par les galères, j'ai cité ici (p. 440) deux filles d'un marchand tanneur de *Pons*, nommé *Faure*, qui avaient, le

1. Voy. *Procès-verbal de M. Courtin... et de M. de Miennay... commissaires... en la généralité... d'Amiens... touchant les entreprises et contraventions faites à l'édit de Nantes par ceux de la R. P. R.* Paris, 1665 in-4°, et A. de Visme, *Registres de l'Église protestante d'Oisemont en Picardie*. Paris, 1888. — Les lettres ci-dessus sont empruntées aux manuscrits *Clairambault* 873 à la Bibl. nat. — On voit, dans les *Arrêts du Conseil d'État*, publiés par M. Noël Valois (Impr. nat.), que le 24 janvier 1602, ce Conseil renvoya à la chambre de l'Édit à Paris, une requête du commandeur d'Oisemont demandant l'interdiction du culte protestant dans ce lieu. Le 10 octobre, ordre de lui communiquer une requête des protestants demandant à exercer leur culte dans le fief de *Bernapré*, ce qui leur fut accordé par arrêt du Conseil du 12 août 1604, nonobstant l'opposition d'Antoine de Piennes, commandeur d'Oisemont.

23 février 1729, été enfermées au couvent des nouvelles catholiques de cette ville. Le 28 juillet, M. de Maurepas informait l'intendant, M. Bignon, qu'elles « ont forcé, par leur mé-
« pris pour les bonnes instructions qu'on voulait leur donner
« et par leur esprit de révolte, la supérieure de ce couvent
« de leur oster toute communication avec les religieuses et
« pensionnaires », et lui envoyait les ordres du roi « pour les faire
« transférer au couvent de Sainte-Claire de Saintes où elles
« seront plus observées ». — Le 11 novembre nous apprenons, grâce au grand vicaire de Saintes, M. de la Corée, que « ces
« demoiselles ne profiteront pas des instructions tant qu'elles
« seront ensemble ». La cadette est donc expédiée aux Ursulines de Saint-Jean-d'Angély.

La lettre qu'on va lire, écrite trois ans plus tard, le 18 octobre 1732, anniversaire de l'édit de Révocation, par sœur « Marguerite Le Givre, abbesse de Sainte-Claire de Saintes », nous montre que depuis le 9 août 1729, date de cette séparation de la cadette avec l'ainée des demoiselles Faure, on n'avait rien gagné sur cette dernière. Si peu que l'abbesse supplie le ministre de la débarrasser de cette jeune fille, « d'une opiniâtreté invincible dans son erreur ». Cette petite phrase, et le conseil de transférer l'obstinée dans « quelque hôpital ou manufacture », c'est-à-dire dans une prison où « son père pourra payer sa pension », ne sont-elles pas l'aveu d'une défaite bien plus réelle que celle du sieur de Bernapré, prisonnier à Doullens ? Et ne voit-on pas ici qu'à cette époque aussi, les derniers furent souvent les premiers, et d'humbles filles de tanneur montraient la voie à de nobles gentilshommes ? — Que devinrent les demoiselles Faure ? Ne désespérons pas de le savoir un jour, puisque cet autographe généreusement déposé à la Bibliothèque par M. H. Foucault de la Rochelle, nous en a déjà appris un peu plus que les dépêches du roi.

N. W.

Monseigneur

Il y a quel que tems, que m^r l'abbé de la Cor^e vicaire general du diocèse de xainte, nous avoit promis, de prier v^{re} grandeur de faire sortir dicy la fauve religieuse, que nous avons par ordre du Roy depuis le 7 aouts 1729, elle nous à toujours paru, une opiniâtreté invincible dans son erreur; Comme nous n'avons aucune commodité pour la separer des autres pensionnaires, nous avons lieu de craindre, qu'elle ne gâte l'esprit des jeunes filles, avec qui elle est nuit & jour.

Monseigneur l'Evêque ainsi que son grand vicaire Conviennent à la nécessité — qu'il y a de la sortir d'icy: pour la mettre dans quelque hôpital ou manufacture, — Son pere pourra payer la pension. Comme je crains que les grandes affaires de ses 2 m^{rs} ne leur aient fait oublier celle-la: je prend la liberté Monseigneur de — supplier voire Grandeur de vouloir bien avoir la bonté, d'employer voire Credit afin de — comme hier, pour la Religion Catholique.

vous accorder
un supplément de 100 francs par an.

Je prend. encore la liberté de suppl. votre grandeur, de nous accorder
la permission de faire prendre dans le jardin du Roy, six douzaines de plan
de noyayer, j'us l'honneur de vous les demander l'année dernière, un peu trop tard
vous me fites Espérer pour cette année; nous vous serons très reconnoissante & vous
le reconnoistrans. offrant nos vœux & nos priers au Seigneur pour la Conservation
& prospérité de votre grandeur, singulièrement celle qui a l'honneur de dire avec
un profond Respect

M^{on}seigneur.

otre très humble & très
obéissante servante, Marquise
Le givre abbess de St Clair de Ste

Sainte le 18
Fbre 1732

Mélanges

LE REFUGE AU LOCLE

La paroisse du Locle, dans le Jura neuchatelois, possède dans ses archives deux volumes jusqu'ici peu connus et qui me semblent offrir un certain intérêt pour l'histoire du Refuge français dans ces contrées : ce sont « les comptes de la Bourse des Pauvres » et « le livre de l'Eglise du Locle » ; et comme ces deux documents, qui commencent en 1685, se terminent, l'un en 1716, l'autre en 1726, il est facile de comprendre quelle place les Réfugiés de la Révocation devaient y tenir, le Locle étant la première localité qui s'offrait aux Huguenots tentant de s'échapper par la vallée du Doubs. A cette époque ce n'était qu'une localité de 2,000 âmes ; les communications étaient alors bien difficiles avec les autres parties du pays, le climat y était rude, l'industrie encore peu développée. Malgré tout cela ces pauvres montagnards montrèrent envers leurs coreligionnaires une sympathie, une charité dont les chiffres que nous donnerons plus loin pourront, mieux que toutes autres considérations, faire ressortir l'extrême importance. Passons donc rapidement en revue ces documents qui étaient heureusement tenus avec l'ordre le plus parfait et qui démontrent qu'à cette époque, relativement reculée, l'administration de la charité publique y était organisée de la manière la mieux entendue et la plus judicieuse.

Ce fut donc en l'an 1685, ainsi que cela est déclaré à la première page d'un des volumes, qu'il « a esté estably et ordonné de présenter des sachets tous les dimanches matins en sortant des Prédications, aux portes de toutes les Eglises des contes de Neufchatel et Vallengin pour recueillir la charité des membres qui les composent, en faveur des pauvres tant de ces lieux qu'autres, et notamment pour les pauvres Refugiez et Persecutez pour la Religion Réformée en France ».

C'est ainsi que pour l'exercice allant du 7 avril 1686 au 1^{er} juin 1688 les Registres nous donnent les noms (ainsi que les origines fort intéressantes) d'environ 347 réfugiés français dont le Languedoc, les vallées vaudoises et surtout le Dauphiné fournissaient le plus fort contingent.

Pendant l'exercice 1688-1690 les noms des réfugiés ne sont

pas indiqués, non plus que leur nombre qui, cependant, est-il dit, est de beaucoup supérieur à celui des autres assistés, lesquels ne recevaient que 94 livres tandis que les réfugiés en recevaient 200, sans compter 105 livres destinées à « la « collecte des ministres réfugiés délivrée à MM. de la classe « de Neufchastel pour le leur distribuer ». Pendant les années suivantes et jusqu'en 1702, nous regrettons de même l'absence des noms des assistés. Ainsi pendant l'année 1690-1691 on se borne à indiquer le chiffre de 700 pauvres réfugiés (c'est le chiffre le plus fort que nous trouvions pour une seule année), tandis que les pauvres de la localité n'étaient qu'au nombre de 33. Notons en passant de forts secours envoyés cette même année aux sieurs d'*Apilly* et *Gresse*, ministres réfugiés.

L'année suivante le nombre des réfugiés assistés est de 557 (30 de la localité); en 1692-1693 il est de 391 sur un total de 433; en 1693-1694 il est de 400 sur 480; en 1694-1695, de 230 sur 290; en 1695-1696, il descend à 128; en 1696-1697, il est de 142; en 1697-1698, de 152; en 1698-1699, de 132; en 1699-1700, leur nombre est tombé à 47. L'on y mentionne en outre « un escu blanc à Mons^r Chevalier ministre etranger qui « questoit pour des Eglises ruinées qu'on veut faire rebastir « rière Barbelerot, dans le Duché des Deux-Ponts ». — En 1700-1701, on mentionne 36 réfugiés; l'année suivante, 43. Enfin en 1702-1703, ils sont de nouveau désignés nominativement et nous en comptons environ 31. En 1703-1704, les Registres indiquent 80 « réfugiés passants ». En 1704-1705, ils sont environ 56; en 1705-1706, 111; en 1706-1707, 72; en 1707-1708, 80. Leur nombre s'accroît notablement, car en 1708-1709, on en compte environ 138; en 1709-1710, 172; en 1710-1711, 180. — Depuis lors il n'existe pas de données sur leur nombre, mais on mentionne pourtant encore qu'une partie des secours étaient attribués à des réfugiés. Comme résultat général, on peut dire que, pendant ces vingt-quatre années, le nombre des réfugiés qui ont passé ou séjourné au Locle doit être de 4 ou 5,000, chiffre tout à fait minimum, car dans ce calcul il n'a été tenu compte que de ceux à qui il était attribué des secours. La plus grande partie de ces exilés ne firent que traverser ces localités si hospitalières par le cœur, si peu clémentes par le climat et les ressources qu'elles pouvaient offrir à ces populations venues surtout du midi de la France. Le nombre de ceux qui se fixèrent, soit au Locle,

soit dans le pays avoisinant, est relativement infime quoique l'on puisse y retrouver actuellement bien des noms qui sont issus de l'une quelconque des périodes du Refuge, tels que les Girardet, les Chastenay, les Faure, les Gallot, les Du Bois, etc. L'assimilation dut se faire promptement entre ces nouveaux réfugiés de la Révocation qui avaient puisé dans près d'un siècle et demi de ce régime parlementaire des synodes nationaux, provinciaux, etc., un peu de cet esprit républicain dont les Suisses se font gloire, et parmi les Suisses nous pouvons certes déjà compter le pays de Neuchâtel qui, quoique soumis à l'autorité d'un prince étranger, n'en avait pas moins conservé une forte autonomie civile et administrative. Les réfugiés qui se fixèrent dans les montagnes sont donc en moins grand nombre que ceux que tentèrent le climat plus riant et les facilités de tout genre que leur offrait l'autre versant du Jura; l'on voit en effet, dans les travaux de MM. Godet et Guillebert que, dans la ville de Neuchâtel et dans le courant d'une seule année, 210 familles réfugiées obtinrent la naturalisation.

En voyant donc le rôle que jouèrent, au moment de la Révocation, les hautes vallées neuchateloises, on comprendra aisément pourquoi au commencement du XVIII^e siècle et à l'époque de dévolution de la Principauté de Neuchâtel, les « Etats » de ce pays préférèrent se mettre sous la puissance d'un monarque éloigné qui devait respecter leur autonomie religieuse et civile, plutôt que de tomber sous la dépendance, directe ou indirecte, d'un grand Roi, de même langue, de même civilisation qu'eux-mêmes, mais de l'odieux despotisme duquel ils venaient de subir si durement le contre-coup. Pour les montagnards du Locle, en particulier, qui venaient de donner tant de preuves de leur immense charité envers leurs coreligionnaires échappés aux galères du grand Roi, c'eût été se mettre volontairement dans la gueule du loup (qu'on nous passe cette expression), eux et ces milliers de familles qui étaient venues trouver un abri dans leurs foyers; c'eût été donner un démenti à ces vingt-cinq ans de dévouement et de charité inépuisables dont cette petite et pauvre localité sut faire preuve et dont le souvenir mérite d'être conservé.

A. COVELLE.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

INSCRIPTIONS HUGUENOTES

(POITOU, AUNIS, SAINTONGE, ETC.)

Les inscriptions huguenotes sont de deux sortes.

Les unes présentent un caractère purement commémoratif ou historique. Elles ne sont qu'une application de l'épigraphie usuelle aux événements et aux personnages de la Réformation.

Les autres, qu'on pourrait qualifier d'*inscriptions religieuses*, offrent un aspect très particulier et distinctif. Tantôt elles consistent en réflexions, sentences, devises, où domine l'inspiration biblique; tantôt elles reproduisent ou paraphrasent un passage des Livres Saints.

L'inscription de forme axiomatique ou sentencieuse, si répandue au *xvi^e* siècle, a certainement des racines dans le passé. Les Grecs gravèrent des devises sur leurs boucliers. La chevalerie du moyen âge en mit autour de ses blasons. Ce furent des cris de guerre, des jeux de mots sur les noms de famille, ou, plus souvent, des aphorismes empruntés au fonds général des idées ambiantes.

Mais il appartient aux circonstances mêmes et au mouvement d'esprit d'où sortit la Réforme d'imprégner devises et sentences d'un parfum biblique très prononcé.

De telle sorte que, en l'absence de données historiques certaines, la caractéristique la plus générale et la plus sûre de l'inscription huguenote, c'est l'inspiration morale, c'est la citation biblique; et cela indépendamment de la langue dans laquelle l'inscription a été rédigée.

Il n'est pas étonnant, en effet, que les protagonistes de la Réforme et ses premiers adeptes, érudits, lettrés polyglottes, à qui le latin, le grec, et même l'hébreu furent souvent familiers, aient usé de ces langues pour les inscriptions pieuses dont quelques-uns se plurent à orner leurs demeures. Ce fut surtout par le besoin de devenir accessible aux masses populaires que la Religion réformée rejeta du culte l'emploi du latin et résolut de « ne prier Dieu qu'en beau langage français ». Mais en dehors de l'enseignement, de la prédication, du chant et de la prière, toujours faits en langue vulgaire, écrivains religieux et pasteurs ne se privèrent jamais, dans leurs écrits, dans leurs devises personnelles, dans les inscriptions qu'ils dictèrent, de mettre largement à contribution les langues anciennes. Aussi un grand nombre d'inscriptions, d'origine incontestablement huguenote, comme celle de l'ancien temple de Civray (*Domus mea domus orationis vocabitur*) sont-elles rédigées en latin; d'autres sont en grec; enfin quelques-unes, en petit nombre, sont en langue hébraïque.

I. — Devises des marques d'imprimeurs.

C'est sur les marques typographiques — mieux encore que dans les écussons d'armoiries — que les formules morales et religieuses, les réminiscences bibliques apparaissent et suivent un développement progressif, avant et après l'apparition de la Réforme.

Ces devises d'imprimeurs offrent d'ailleurs l'avantage de porter avec elles une date, celle du volume dont elles occupent le frontispice. Plusieurs, répandues par le livre, se retrouveront ensuite un peu partout dans les inscriptions lapidaires.

En voici quelques-unes, classées autant que possible dans l'ordre chronologique :

1489. — Du libraire Durand Gerlier : *Deum time, pauperes sustine, memento finis* (Crains Dieu, soutiens les pauvres, songe à la mort).
— Se retrouve en 1515 sur la marque de Martin Boillon, de Lyon.

1487-1506. — De Guy Marchand, à Paris : *Sola fides sufficit* (La foi seule suffit). — La même devise accompagne, en 1505, la marque de l'imprimeur Pierre Jacob, de Toul.

1493. — De Jean Maurand : *Dieu soit en mon commencement et à ma fin.*

1501. — De Claude Nourry, à Lyon : *Cor contritum et humiliatum, Deus, non despicias.* Ps. LI, 19 (O Dieu, tu ne méprises point le cœur contrit et brisé).

1532. — De Simon Dubois, à Alençon, sur *Le Livre des Psalmes* : *Miséricorde environne celluy qui espère au Seigneur Dieu.* Ps. XXXII.

1539. — De Etienne Dolet : *Préserve-moi, ô Seigneur, des calomnies des hommes.*

1540. — De Michel le Noir :

*C'est mon désir | De Dieu servir |
Pour acquérir | Son doux plaisir.*

1553. — De Jean Girard, sur l'*Institution chrétienne* de J. Calvin : *Non veni ut mitterem pacem in terram, sed gladium.* Math., X (Je ne suis pas venu apporter la paix sur la terre, mais le glaive). — Ce texte se retrouve dans la marque du libraire Pierre Sorel sur une Bible de 1555.

1554. — De Jean Crespin (*Le Livre des martyrs*). Ps. XLIII : *C'est pour toy, Seigneur, que nous sommes tous les iours occis et sommes estimez comme brebis d'occision.* — Math., XXIII : *Qui lit, si entende.*

1554. — De Philbert Hamelin, sur l'*Institution chrétienne* (Genève) : *Toute plante que le Père Céleste n'a point plantée sera arrachée.* Math., XV.

Jusques à quand, Seigneur ? Habacuc, I.

1561. — De Conrad Badius, sur les *Commentaires*, de J. Calvin :

*Des creux manoirs et pleins d'obscurité,
Dieu, par le temps, retire vérité.*

1562. — De l'imprimeur François Jacquy (pour Antoine Vincent), sur les *Pseaumes* de Marot et de Bèze : *Soyez sobres, vêtus du halbecret de foy et charité : et pour le haume, l'espérance de salut.* I Thessaloniens, 5².

1. Voy. *Bulletin*, 1893, p. 98 et ss.

2. Ce texte est reproduit dans une inscription lapidaire à Cognac (Charente).

1566. — De François Perrin, à Genève, sur l'*Institution chrétienne* : *Entrez par la porte estroite, car c'est la porte large et le chemin spacieux q mène à perdition*. Math., 71.

Je suis la porte; si aucun entre par moy, il sera sauvé. Jean, X.

1568. — De Benoist Rigaud, à Lyon : *Toutes les choses que les hommes vous facent, faictes leur aussi semblablement*. Math., VIII.

Au cours du XVII^e siècle la devise qui accompagne l'orme et le solitaire des Elzeviers (*Vide benignitatem ac severitatem Dei*²) est adoptée par un grand nombre d'éditeurs d'ouvrages protestants³. — Mais nous n'avons pas l'intention de poursuivre ici l'étude de ces devises du livre⁴; nous voulons seulement indiquer le caractère qu'elles prirent vite sous l'influence des idées de réforme religieuse.

II. — Devises héraldiques et autres.

Quant aux devises lapidaires accompagnant les armoiries, qui sembleraient devoir conduire plus directement vers nos

1. Cette devise, adoptée également par Nicolas Portau, de Saumur (1600-1623), se trouve en diverses inscriptions lapidaires : au Clou-Bouchet, de Niort (1564); à Briançon, à Saint-Pompain, etc.

2. Partie du v. 22, chap. XI, de l'Épître aux Romains : « Considère donc la bonté et la sévérité de Dieu (la sévérité à l'égard de ceux qui sont tombés, sa bonté envers toi). »

3. La devise : *Povreté empesche les bons espritx de parvenir*, attribuée à Palissy, appartient en réalité à son éditeur, le libraire Berton, de la Rochelle, qui imprima en 1563 le premier ouvrage du célèbre potier huguenot. Elle se trouve également sur les premiers volumes de l'*Histoire universelle* de d'Aubigné, imprimés à Maille (Vendée) en 1620, par Jean Moussat; sur des livres édités par Jehan Brethommé, de la Rochelle, en 1516, etc.

4. Les devises personnelles des premiers pasteurs de l'Eglise réformée ont un air de parenté visible avec celles que nous venons de relever. En voici quelques-unes (communic. de M. O. Cuvier) :

De Jean Taffin, de Metz (1561-1569) :

En Dieu ta vie, en Dieu ta fin. De mieux en mieux.

De François Buffet, de Metz (1580-1610) :

*Je prends de bon cœur
Ce que le Seigneur
Me veut concéder
Car de posséder*

*Un peu me contente.
Beaucoup me tourmente.
Christ ou rien.*

inscriptions huguenotes, elles revêtent souvent une physionomie très vague, qui les rend assez malaisément attribuables aux partisans ou aux précurseurs d'une communion religieuse déterminée. Il n'y a, en effet, aucune raison pour que SPES MEA DEUS¹ (Mon espoir est en Dieu), IN DOMINO CONFIDO² (Je me confie en Dieu), MISERERE MEI DOMINE (Aie pitié de moi, Seigneur), et autres devises analogues, reproduites à l'infini près des pièces héraldiques, aient été exclusivement adoptées par des familles huguenotes ou disposées à le devenir, d'autant qu'on peut les lire fréquemment sur des édifices dont l'origine catholique n'est pas douteuse.

A la Rochelle, sur la façade de la maison Ledoux (rue Général-Admirault, 22), autour de figures héraldiques très frustes qu'elle entoure d'un encadrement ovale, se trouve la légende suivante :

TVNG SATIABOR CVM APPARVERIT GLORIA TVA. PS. 16.
AB 1516 CB.

(*Je serai rassasié quand ta gloire apparaîtra. Ps. XVI, v. 11).*

1. Au château de la Fouquetière, commune de Scillé (Deux-Sèvres), on lit l'inscription :

SPES MEA DEVS. 1609
O IESV. MISERERE. MEI
S.A P.A I.A

Sur le bois de la porte d'entrée d'une tour octogone du château de Perrenon, commune d'Avy (Charente-Inférieure), château qui aurait, d'après la tradition, servi de rendez-vous de chasse aux ducs d'Epéron. M. le pasteur Th. Maillard a lu, gravés au couteau, les mots suivants :

SPES MEA DEVS. 1549.

La croix de cimetière de Menigoute (Deux-Sèvres), porte l'inscription :

I DIE APRIL. 1592
SPES MEA DEVS.

Sur le bas-côté nord de l'église de Villesalem, près la Trémouille (Vienne), on lit :

IHS — MA. L'AN 1617 | SPES | MEA | DEVS | .

2. C'est la devise de l'imprimeur Jacques de Junte, Lyon, 1540. On la retrouve, sous forme d'inscription, sur une cheminée d'une maison de la rue Victor-Hugo, à Niort. — A Poitiers, une maison de la rue du Marché porte, au-dessus des fenêtres du deuxième étage, deux cartouches, datés de 1557, et où on lit :

HOC. EST. REFVGIVM. MEVM et IN DNO CONFIDO
(*Ce lieu est mon refuge*).

C'est, à notre connaissance, la première en date des inscriptions lapidaires qui reproduisent un texte biblique. Comme il arrive trop fréquemment, la pierre qui la porte n'occupe plus sa place primitive.

Les armoiries du sire de Bosredon étaient également accompagnées d'une devise pieuse :

PORTIO MEA TECVM DOMINE.
(*Mon lot est d'être à toi, ô Dieu*).

La devise armoriale de la maison de Béthune était :

SPES IN DEO NON VANA.
(*L'espoir en Dieu n'est pas vain*).

Nos ancêtres du xvi^e et du xvii^e siècle étaient gens très sentencieux. Ils aimaient à résumer en un précepte concis quelque idée dominante ou une notion pratique à laquelle ils attachaient un grand prix, et ils en ornaient volontiers leurs demeures.

C'est à coup sûr un raisonneur qui inscrivit, sur la saillie des créneaux de l'ancienne maison Dansais de la Villatte, à Poitiers, des lettres qui, rassemblées, forment la légende :

TOVT PAR RAISON. RAISON PARTOVT. — 1581¹.

Sans doute est-ce à une réminiscence cartésienne que nous devons l'inscription de la maison Cruchaudeau, à Bouin (Deux-Sèvres) :

MIHI ESSE | SVFFICIT ◇ EGO | SVM ◇ ATQVE FVI ◇ ET | SEMPER ERO | 1679.
(*Il me suffit d'être : je suis, et j'ai été, et je serai toujours*).

Les deux phrases suivantes, gravées séparément sur des linteaux de fenêtre provenant de la gentilhommière de Sainte-Rue, commune de Saint-Médard (Deux-Sèvres), actuellement plaqués dans le mur d'une ferme, expriment la pensée hésitante d'un sceptique, tour à tour pusillanime ou résigné :

MOVRIR IE GRAINS ET VIVRE MEŃVIES
IATENT LEVHRE. — 1562.
(*J'attends l'heure*).

1. De Longuemar, *Epigraphie*, in Mémoires de la Société des antiquaires de l'ouest, 1863, p. 300.

Mais le plus souvent les maximes visent à l'expression d'une forte pensée morale.

Telles :

L'inscription en lettres grecques, aujourd'hui disparue, que M. Th. Maillard se rappelle avoir lue, dans sa jeunesse, à La Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres) :

ΕΥΣΕΒΕΙΑ ΚΑΙ ΤΙΜΗ.

(Piété et honneur).

Celle du château de la Cressonnière, commune de Cezais (Vendée) :

VERTV · ESTAINCT

LE · VICE. 1566¹.

Celle de la Grange-Fougère, commune de la Chapelle-Bâton (Deux-Sèvres).

VIRTUTE ET LABORE. 1598. — FM.—CT.

(*Par la vertu et le travail*) (François Marchand. Catherine Texier).

Celle de la maison Gauthier, rue Dorée, 10, à Nîmes.

VIRTVS TRAHIT HONO[RES]².

(*La vertu attire les honneurs*).

Celle de la Morlière de Fonvérines, commune de Breloux (Deux-Sèvres) :

LE · CONTANT · EST · RICHE³.

Parfois l'inscription prend des allures de réflexion personnelle et d'ordre plus intime :

A Loudun, sur une maison de la rue des Navaux :

EN DEPIT DES|ENVIEUX|

IELEVE MON CŒVR|IVSQUES AVX CIEVX⁴.

A La Rochelle, maison Cartier, rue de la Cloche, n° 10

1. B. Fillon, *Poitou et Vendée*, art. sur La Chataigneraie, p. 4.

2. Communication de M. Dardier.

3. Lecture A. Bouneault. — C'est, sous une forme plus lapidaire, le vers de Voltaire :

Qui borna ses désirs fut toujours assez riche.

4. De Longueмар, *loco cit.*, p. 353.

(l'inscription occupe un double encadrement ovale autour d'armoiries mutilées) :

DIEV · MA · EXAVCE · EN · MON · HVMLITE · ET · CONSERVE · MON.
INNOCENCE. — GVILLAYME · TEXIER · ESCVIER · S' · DE · POLIAS.

(Ce Guillaume Texier, s^r de Poulias et des Fragnées, était maire de la Rochelle en 1576.)

A Escurat, près de Saintes, sur la clé du portail crénelé de la maison Guilloteau (ancienne demeure des Meschinot de Richemond, qui appartenrent, dès l'origine, à la Réforme) :

1601

DE · LIEV · DESERT · EN · CVLTVRE
IAY · ESTE · MIS · PAR · LA · CVRE
DE · MESCHINET · ET · PROVIS
DE · TRES · AGREABLES · FRVITS
PAR · SIT · FORTVNA · LABORI.

Peut-être serait-on autorisé à trouver dans les inscriptions suivantes une allusion au triomphe de la Réforme :

Au château de La Gord, commune de Xaintray (Deux-Sèvres), actuellement maison Richard :

POS TENEBRAS SPERO LVCEM¹.
(Après les ténèbres j'attends la lumière).

Sur le linteau d'une fenêtre du rez-de-chaussée de l'ancienne maison Bergier², à La Jarrie (Charente-Inférieure) :

POST TENEBRAS LVX. — 1565.

Au village de Vaux, près de Metz :

VOVS COVTVME | ET ANTIQVITE
FAITES PLACE | A LA VERITE. — 1582³.

D'autres fois, l'inscription joue sur les mots.

Dans le même village de Vaux, avec la même date de 1582, on lit l'inscription suivante, allusive au nom d'une famille réformée, les Bonhomme :

AVEC ESPERANCE LE BONHOMME LABOVRE³.

1. Lecture A. Bouneault.

2. Jean Bergier, écuyer, sieur de la Jarrie, membre du corps de ville de La Rochelle, est l'auteur d'un journal historique ou *Diaire* allant de 1592 à 1597. — Communication de M. de Richemond.

3. Communication de M. le pasteur O. Cuvier, de Metz.

Au château de Disconches, près de Saintes¹, la famille Mage, qui appartenait également à la Réforme, fit graver, à gauche de ses armoiries² :

ASTRA | DVXERVNT | MAGEOS AD | CHRISTVM.
(*Les astres ont conduit les Mages vers le Christ*).

et à droite :

CHRISTI | CRUX DVCET | MAGOS AD | ASTRA.
(*La croix du Christ conduira les Mages vers les astres*).

Il ne peut nous venir à la pensée d'affirmer que les devises relevées ici, et autres inscriptions analogues, aient exclusivement été tracées par des mains huguenotes. Plusieurs précèdent, par leur date, la constitution officielle du culte Réformé. Mais n'est-on pas fondé à prétendre qu'elles furent l'œuvre d'esprits éclairés et libéraux, entraînés par ce désir de renaissance et de nouveauté qui, dans le domaine religieux — comme aussi dans la littérature et les arts, — recherchait si ardemment les bonnes traditions primitives, et que l'on pourrait dénommer *la Réforme avant la lettre*?

III. — Habitations pourvues d'inscriptions multiples

Dans cette période de transition, qui élabore les doctrines et prépare les formules du dogme rénové, nous trouvons fréquemment, sur le même édifice, des inscriptions multiples, qui mêlent le profane au sacré, et font se coudoyer Homère et Sophocle avec les Prophètes, Virgile et Horace avec les Évangélistes.

C'est ainsi qu'au château de Dampierre-sur-Boutonne (Charente-Inférieure), bâti aux environs de 1535 on ne sait trop par qui, peut-être par Claude de Clermont³, gentilhomme de la Chambré du roi, de nombreux cartouches ornent le pla-

1. Où les protestants de cette ville s'assemblaient pour célébrer leur culte, en février 1583 (d'après les registres de baptême *Réd.*).

2. Louis Audiat, *Epigraphie santone*, p. 285.

3. Voy. *Epigraphie santone*, p. 225 et suiv.

fond d'une galerie, et leurs illustrations sont commentées par des citations, la plupart en langue latine, empruntées aux textes les plus divers.

La Bible y fournit son contingent :

NŪC SCIO VERE.

(Maintenant je sais vraiment. — Actes, XII, 2).

MODICE FIDEI QVARE DVBI STATI.

(Homme de peu de foi, pourquoi as-tu douté? — Math., XIV, 31).

SIG LVCEAT LVX VESTRA.

(Qu'ainsi votre lumière luise devant les hommes. — Math., V, 16).

LVX IN TENEBRAS LVCET.

(Et la lumière luit dans les ténèbres. — Saint Jean, I, 5).

PERCVTIAM ET SANABO.

(Je frapperai et je guérirai. — Deutér., XXXII, 39).

Sur une planche, on lit :

FACTORVM CLARITAS FORTIS ANIMVS SECVNDVS FAMÆ SINE
VILLA FINE CVRSVS MODICÆ OPES BENE PARTÆ
INNOCENTER AMPLIFICATE SEMPER HABITÆ MVNERA DEI SVNT
EXTRA INIVRIAS POSITA ÆTERNVM ORNAMVNTO ET EXEMPLO
APVD SVOS FVTVRA.

(D'illustres actions, la grandeur d'âme, une heureuse renommée qui ne finit pas, une modeste aisance bien acquise, honnêtement accrue et toujours regardée comme un présent de Dieu, voilà ce que ne peuvent atteindre les injustices, et qui est éternellement, pour la famille, une gloire et un exemple).

Le château d'Usson¹ était particulièrement bavard. C'est presque par centaines que se chiffrent ses inscriptions. Récemment démoli, il a été, en quelque sorte transporté et réédifié, par les soins de M. Aigreteaux, à cinq ou six kilomètres de distance, sur la colline qui domine la gare de Pons (Charente-Inférieure). Il avait été bâti, vers 1540, par la famille Rabaine d'Usson, qui embrassa la Réforme aux environs de 1560².

Voici d'abord des textes latins de l'Écriture :

INITIVM PECCATI SVPERBIA. ECCE 10^{ME}.

(Le principe du péché, c'est l'orgueil. — Ecclésiastique, X, 15).

1. *Epigraphie santone*, pp. 237-249.

2. Voy. Crottet, *Histoire des Églises réformées de Pons*, Gemozac..., p. 85.

FESTINA TEMPVS ET MEMENTO FINIS. ECCE 36^{ME}.

(Hâtez le temps, et souvenez-vous de la fin. — Ecclésiastique, XXXVI, 40).

SPES · IMPII · TANQVAM · LANVGO · EST · QVE · A · VENTO · TOLLITVR. — SAP · S.

(L'espoir de l'impie est comme un flocon de laine que le vent emporte.)

(Livre de la Sagesse, V, 15. — Prov., XI, 7; Ps., I, 4).

COGITATIO STVLTI PECCATVM. PRO.

(La pensée de l'insensé est le péché. — Prov., XXIV, 9).

ADEAMVS C | VM FIDV CIA | AD THRONVM | GRATIE EIV | S

VT MĪAM C | ŌSEQVAMVR E | T GRAZ INVENI | AM · IN

AVXI | LIO OPPORT | VNO HEBR. 4.

(Allons nous présenter avec confiance devant le trône de la grâce, afin d'y recevoir miséricorde et d'y trouver le secours de sa grâce dans nos besoins. — Hebr., IV, 16).

INTRA · IN · GAVDIVM · DMINI.

(Entre dans la joie de ton Seigneur. — Math., XV).

ANTE QVAM LOQVARIS DISCE.

(Avant de parler, apprends. — Eccl., XVIII, 19).

PROVERBIVM 13 | QVI CVSTODIT O | S SVVM

CVSTOD | IT ANIMAM SVAM.

(Qui garde sa bouche garde son âme. — Prov., XIII, 3).

Puis vient une série d'apophtegmes :

LOQVACI NE CREDAS.

(N'ajoute pas foi aux paroles du bavard).

CITO NE CREDAS.

(Ne crois pas trop vite).

LINGVAM CŌHIBE.

(Retiens ta langue).

AVDI MVLTVM. LOQVERE PAVCA.

(Écoute beaucoup, parle peu).

PRIYS QVAM LOQVARIS DISCE.

(Apprends avant de parler).

ODIO NE INDVLGEAS.

(Ne t'abandonne pas à la haine).

NE MALE DICAS.

(Ne médise jamais).

RESPICE FINEM (au-dessus d'ossements figurés).

(Songe à ta fin).

DEVN TIME ET | MANDATA EIVS | OBSERVA.
(Crains Dieu et observe ses commandements).

Trois inscriptions seulement sont en français :

TREMBLE PECHEVR, DIEV TE REGARDE

MIEVLX | VAVLT | SERVIR | DIEV | QVE | LE MÔD | E
 CAR DE D | IEV TOVT BIEN | HABONDE
 M | YEVLX VAVLT | FAIRE PENI | TENCE
 QVATEN | DRE DE D | IEV LA SE | NTENCE.

BIEN DVNG CHESCVN EN TO | VS LIEVX ON DOIBT DIRE
 SA | NS MAL DAVLTRVY IMPRVDE | MMENT PARLER
 CAR QVI VOV | LDRA DE SON PROCHEN MES | DIRE
 LON MESDIRA DE | LVY AV LONG ALLER.

Une maison de la rue du Moulin-à-Vent (n° 17), à Poitiers, où l'on accède par un couloir, et qui porte la date de 1587, possède sur sa façade principale les inscriptions suivantes, gravées au-dessus des portes et fenêtres des divers étages :

PAIX · SOIT · CEAN ·
 NE · IVRE · | · POINT ·
 RIEN · SANS · PEINE ·
 PORTE · HONNEVR · AV · PRINCE ·
 SVR · TOVTES · CHOSES · | HONORE · DIEV ·
 PREN · EN · GRE · CE · QVE · TV · AS ·
 NAPPETE · POINT · CE · QVI · NE · | SE · PEVT · FAIRE ·
 PORTE · REVERENCE · A · VNG · HOMME · | ANCIEN ·
 PENSE · A · LA · FIN · DE · LA · VIE ·
 V · H. M · P.
 1587

La façade de la maison n° 1 de la rue Venette, à La Rochelle, est ornée de six personnages revêtus du costume traditionnel des médecins. Ce sont : Avicenne, Hippocrate, Galien, Messué, Gordon et Fernel. Entre les statues, de grandeur naturelle, des cartouches contiennent des textes bibliques en latin. L'édifice, dont M. de Richemond¹ fait remonter la construction « à l'époque de Henri IV ou du commencement de Louis XIII », fut habité par le médecin auteur Nicolas Venette (1633-1698), et plus tard par le conventionnel Billaud-Varenne. Il est actuellement occupé par la Loge maçonnique. — Nous y avons relevé, en suivant l'ordre des cartouches, les inscriptions suivantes, dont quelques-unes empruntées à l'*Ecclésiastique*, exaltent surtout le médecin et sa science :

1. *La Rochelle et ses environs*, p. 38.

SI · TERRESTRIS · DOMVS · NRA · HVIVS · | HABITATIONIS ·
 DIS | SOLVATVR · EX · DEO · HABEMVS · | DOMV · NON · MANVFACIAM ·
 SED · ÆTERNĀ · IN · CÆLIS · II CORIN · V · I.

(Nous savons que si notre demeure terrestre est détruite nous recevrons de Dieu, dans le ciel, une demeure éternelle non faite de main d'homme).

NON · CORRVTIBILIBVS · AVRO · VEL · ARGENTO · | REDEMPTI · SVMVS · DE ·
 VANA · NOSTRA · CONVER | SATIONE · PATERNÆ · TRADITIONIS · SED · |
 PRETIOSO · SANGVINE · CHRISTI AGNI · IM | MACVLATI · ET · INCONTAMINATI ·
 I · PETRI 18-19.

(Sachant que vous n'avez pas été rachetés de la vie frivole de vos pères par l'or ou l'argent, mais par le précieux sang du Christ, l'agneau sans défaut et sans tache).

DA · LOCŪ · MEDICO · ET EV · HONO | RA · NĀ · PROPTER · NECESSITATĒ · |
 ILLŪ · DN̄S · CREAVIT · ET · NON · | DISCEDAT · A · TE · QVIA · OPERA · |
 EIVS · SVNT · NECESSARIA · | ECCL. 38.

(Reçois et honore le médecin dont tu as besoin, Dieu l'a créé, et qu'il ne s'éloigne pas de toi, car son art t'est nécessaire. — Ecclésiastique, 38, v. 12).

NON · EST · CENSVS · SVPER | CENSVM · SALVTIS · CORPORIS · |
 ET · NON · EST · OBLECTAMENTŪ · | SVPER · CORDIS · GAVDIVM · |
 ECCLĒS. 30.

(Il n'y a point de richesses au-dessus de la santé du corps, et de plaisir plus grand que la joie du cœur. — Ecclésiastique, XXX, 16).

TENE · DISCIPLINAM · | NE · DIMITTAS · EAM · | CVSTODI · ILLAM |
 QVIA · IPSA · EST · VITA · TVA · | PROV. IV. 13.

(Adopte la règle, ne l'abandonne point, garde-la, car c'est ta vie).

EST · EN·M · TEMPVS | QVANDO · IN · MANVS · | MEDICORVM ·
 INCVRRAS. | ECCL. 38.

(Il est temps que tu te confies aux mains des médecins).

FILI · IN · TVA · INFIRMITATE | NE · DESPicias · MEDICVM · |
 ET · IPSE · CURABIT · TE | ECCL. 38.

(Mon fils, dans ton infirmité, ne dédaigne pas le médecin, et il te guérira)¹.

On voit au Musée archéologique de La Rochelle (n° 263 du Catalogue) le plafond d'un porche enlevé, lors d'une reconstruction, à la maison Chartron, située au n° 6 de la rue du

1. Des inscriptions qui paraissent être la réminiscence de celles-là ont été gravées, vers 1873, sur une maison du Busseau (Deux-Sèvres), — aujourd'hui maison Béchaud — par les soins du médecin Prével, qui avait,

Minage. Ce plafond est formé de 12 caissons ornés dans le goût de la Renaissance et portant chacun une maxime. Le trait des lettres était rehaussé par une incrustation bitumineuse d'un noir luisant, dont il subsiste quelques rares fragments. Plusieurs des inscriptions sont très frustes; celles des cartouches n^{os} 3, 5, 7 sont devenues absolument indéchiffrables. Voici les autres, en suivant l'ordre de succession des caissons, lesquels sont disposés sur trois rangées de quatre chacune :

A LINDIGENT | SOIT ◇ TA ◇ MAISŌ
LE ◇ REFVGE ◇ EN | TOVTE ◇ SAISŌ.

ENDVRER ET NE SO | ZER ◇ PLAINDRE
EST ◇ SERVITVDE | BIEN ◇ A CRAINDRE.

A PARLER | TARDIF ◇
A OVIR | HATIF ◇.

MIEVLX ◇ VAVLT | AVOIR ◇ SAGESSE
QVE POSSEDER | RICHESSE ◇.

OSTEZ ◇ LA | MANGEAILLE
A QVI NE | TRAVAILLE.

LE SAGE ◇ EST CÔ | TRAINCT ◇ DENDVRER
LA ◇ CHOSE ◇ QVIL NE | PEVLT ◇ CHANGER.

VAINCRE LE MAL | EN BIEN FAISANT ◇
EST A NOSTRE DIEV | FORT ◇ PLAISANT.

VERITE ◇ DE TOY | YSSE
FAISANT ◇ A | TOVS ◇ IVSTICE.

TEMPERANCE | EN IEVNESSE
IOYE EN | VIEILLESSE.

Dans l'intérieur de cette même maison, gravée et peinte en rouge sur une poutre, se trouvait la superbe inscription

avant de s'établir dans cette localité, longtemps séjourné à La Rochelle. Voici les textes que nous avons lus au Busseau :

DA LOCVM MEDICO ILLVM DEVS CREAV |
IT ET NON DISCEDAT.

ATE QVIA OPERA | EIVS SVNT NECESSARIA. ECC. — C. 38, v. 12.

(Voir la troisième inscription de la maison de Venette).

DISCIPLINA MEDICI EXALTABIT CAPVT ILLIVS |
ET IN CONSPECTU MAGNATORVM COLLAVDA | BITVR. ECC. 38, v. 3.

(La science du médecin lui fait lever la tête et le fait admirer parmi les princes).

suivante, écrite dans une langue d'une sobriété singulièrement énergique¹ :

CVPIDITE · EST · RACINE · DE · TOVX · MAVLX · LAQVELLE · CEVLX ·
QVI · LONT · APETEE · ONT · ERRE · EN · LA · FOY · ET · SE · SONT · IMPVGNEZ ·
A · BEAVGVP · DE · DOVLEVR ·

PAR · QVOY · TOY · HOMME · FVY · LA · ET · ENSVY · PLVSTOST ·
IVSTICE · PIETE · FOY · CHARITE · PACIENCE · ET · MENSVETVDE ·
THIMOTEE · VI · 10-11.

Deux maisons du bourg de Marsilly (Charente-Inférieure), sont ornées d'inscriptions dont le caractère huguenot nous semble hors de doute. L'une d'elles, qui appartient à la famille Cherbonneau, montre, dans des cartouches placés au-dessus de fenêtres, les textes que voici :

ESTO · FIDELIS · VSQVE · | AD · MORTEM · ET · DABO ·

TI | BI · CORONAM · VITÆ · APOC.

(*Sois fidèle jusqu'à la mort, et je te donnerai la couronne de vie.*

Apocal., II, 10).

GRATIA · ENIM · SALVATI · ESTIS · | P · FIDEM · ET ·

HOC · NON · EX · | VOBIS · DEI · ENIM · DONVM · | EST · NON ·

EX · OPERIBVS · VT · | NE · QVIS · GLORIETVR · EPH.

(*C'est par la grâce de Dieu que vous êtes sauvés, par la foi, et cela ne vient pas de vous; c'est un don de Dieu... — Eph., II, 8 et 9).*

Dans la cuisine de la même maison, on lisait autrefois² :

LOQVIMINI · | VERITATEM · | VNVS · CVISQVE · | CŪ · P̄XIMO · SVO.

(*Que chacun parle à son prochain selon la vérité. — Zacharie, VIII, 16).*

Enfin, sur la façade du jardin, sont gravés ces mots :

ATAN · TOI · | A · | LETERNEL.

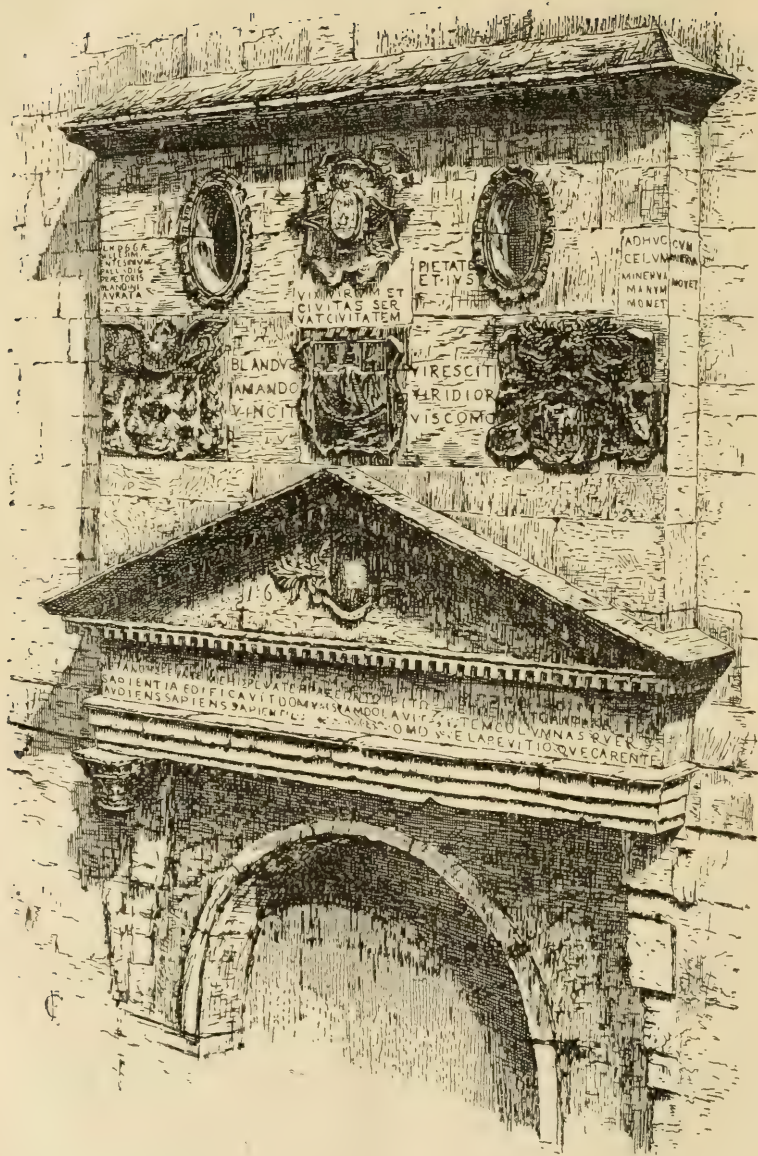
Le musée de La Rochelle conserve (?) la porte de l'ancien collège, reconstruit en 1566 par le maire Blandin, et dont le caractère demeura nettement huguenot³ jusqu'à la prise de possession qu'en firent les jésuites après le siège de 1628.

Nous donnons la reproduction d'une eau-forte de M. Cou-

1. Cette inscription est aujourd'hui disparue. Nous en devons le texte à l'obligeance de M. de Richemond, archiviste de la Charente-Inférieure, qui eut l'heureuse idée d'en prendre copie au moment de la démolition.

2. Communication de M. de Richemond.

3. Voy. *Bulletin*, année 1890, p. 17 et suivantes : « ...Les professeurs de grec et d'hébreu furent appelés dès 1564 par le consistoire... On y recevait des élèves pour le saint ministère. » Jeanne d'Albret, Condé, Coligny y fondèrent des chaires (M. de Richemond).



neau, adjoint au maire de La Rochelle, qui représente cette porte dans son état actuel ¹.

En haut et à droite se trouve une inscription relatant la reconstruction faite par Blandin :

ANNO DOMINI 66Æ | SVPRÆ MILLESIMVM QVINGENTESIMVM | CLARA PALLADIS |
ÆDES PRÆTORIS | IVSSV BLANDINI | INSTAVRATA.

(L'an du Seigneur 1566 le bel édifice de Minerve fut reconstruit
par les ordres du maire Blandin).

A la suite, et au-dessus du fronton triangulaire, viennent deux inscriptions qui jouent sur les noms du maire et du gouverneur de la ville, Guy de Chabot (*Blandus amando vincit. Virescit viridior viscomæ*), puis la devise du roi Charles IX (*Pietate et justitia*) et une allusion à Minerve, patronne de l'ancien édifice; enfin vers le milieu, au-dessous des armes de France et au-dessus de celles de la ville, cette devise très fière :

VIR VIRVM ET | CIVITAS SER | VAT CIVITATEM.

(C'est l'homme qui sauve l'homme, et la cité qui sauve la cité).

Au milieu du fronton un écusson mutilé est accompagné de la date 1630, époque de la substitution des jésuites au personnel calviniste de l'établissement.

Plus bas, sur quatre lignes, se lisent les textes suivants (la première ligne, en caractères hébraïques, est lisible seulement dans sa partie à droite) :

צִדְקָה אֵם דִּנְתָּה וְחַיָּה

(Le Juste vivra par la foi. — Habacuc, II, 4).

METANOΗΣΑΤΕ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΡΕΨΑΤΕ ΠΡΑΞΕΩΝ ΤΩ ΤΡΙΤΩ ΕΓΩ ΕΙΜΙ

(Repentez-vous et vous convertissez. — Actes, III, 19).

Τὸ ΑΛΦΑ ΚΑΙ ΤΟ Ω.

(Je suis l'alpha et l'oméga. — Apoc., I, 8).

SAPIENTIA ÆDIFICAVIT DOMVM SVAM DOLAVIT SEPTEM COLVMNAS PVER Θ.

(La sagesse s'est construite une demeure,
elle a élevé sept colonnes. — Prov., IX, 1).

1. La partie de l'ancien collège où se trouvait cette porte, démolie en 1866, a été reproduite dans une autre eau-forte de M. Couneau.

AVDIENS SAPIENS SAPIENTIOR IN DOMO SINE LABE VITIO QVE CARENTE.
*(Le Sage deviendra plus sage en écoutant dans une maison sans tache
 et exempte de vices).*

IV. — Inscription apocalyptique de J. Monoyer

La Réforme peut sans doute revendiquer ce J. Monoyer qui rédigea, en 1551, la curieuse inscription ¹ dont voici une lecture :

*S(uivent) les XV S(ignes) moult
 merveilleux qui précéderont
 le jugement de Dieu de(s)
 quels e(st) escript en Apoc(alypse) ou dic(t) (?)*
La mer s'ellevra, sur tous les mo(nt)s se tiendra
La mer dedens la terre entrera, qu'à peine veoir on la pourra
Balaines et poissons ap (?) cris, horribles sons.
La mer et toute eaue ardra, mettra tous poissons à mor(t)
Arbres et herbes sueront, gouetens comme sang seront
Arbres, chastealx, maisons, eglises, tous trébucheront
N'y aura pierre dessoubz le firmament q(ui) ne ce fendra
Si tant fort l'aire tramblera que tout homme et bête se mussera
Les vens en si grant q(uan)tité s'esleveront que les mons tomberont
Les gens qui sessont mussés en terre sero(nt) sous pier(re)
Les os des gens seront tous sus les monuments J. Monoyer
Les estoilles planètes chierront enflammées 1551
Tous (ceux qui) ce jo(ur seront) vivans mourront, hommes, femmes et enfans
Le Ciel et l'aire ardra feu et flames, tout élément consumera
Terre et Ciel renovelleront, tous umains ressusciteront
Venite benedicti patris
Mei possidete paratum et
discedite maledicti in
ignem eternum

(Venez les bénitz de mon Père, Possédez en héritage le royaume qui vous a esté appresté dès la fondation du monde... Départez-vous de moi, mauditz, au feu éternel. — Saint Mathieu, XXV, 34 et 41.)

1. Cette inscription, que nous devons à l'inépuisable obligeance de M. de Richemond, se trouve à l'état de copie très soignée dans les manuscrits de la Bibliothèque de La Rochelle (vol. 670 de la *collection manuscrite*, sous la cote 66). Elle a été donnée à la Bibliothèque, sans indication d'origine, par l'archiviste-paléographe Adolphe Bouyer. Elle figure au catalogue sous ce titre : *Fac-similé d'une inscription datée de 1551.*

V. — A Dieu seul.

L'affirmation du respect divin, sous tous ses aspects, crainte, obéissance, amour, espoir, confiance, éclate dans une multitude d'inscriptions qui, sans revêtir précisément une apparence de controverse agressive, n'ont pas moins l'air d'ériger parfois leur monothéisme exclusif en critique des multiples objets d'adoration des « papistes ».

VN SEVL DIEV TV ADORERAS

dit l'inscription de l'ancien temple de Pierre-Segade (Tarn).

Le sens de l'inscription de Marsilly (Charente-Inférieure):

SOLI DEO. 1566¹.

est complété et précisé par les deux suivantes :

Celle de la maison Boileau, à la Roche-de-Coivert (Charente-Inférieure).

ΤΩ ΘΕΩ ΜΟΝΩ ΔΟΞΑ¹.

(A Dieu seul la gloire. — Tim., I, 17).

et celle du portail de la cour du Petit-Logis de Mosnac (Charente-Inférieure).

M • I • R • 1650 | SOLI DEO | HONOR ET GLORIA¹.

Au-dessus de la porte d'entrée de cette même habitation, on lit la parole de Siméon :

NUNC DIMITIS SERVVM | TVVM DOMINE | SECVNDVM TVVM IN PACE |

(Maintenant, Seigneur, selon ta promesse, tu laisses ton serviteur aller en paix. — Luc, II, 29).

VI. — La crainte de Dieu.

La crainte de Dieu est maintes fois exprimée et glorifiée : A Taillebourg (Charente-Inférieure), sur une maison où le badigeon cache d'autres inscriptions :

LA SAGESSE DE CE MONDE EST DE GOVNGNAISTRE | DIEV².

1. *Epigraphie santone*, p. 192.

2. *Id.*, p. 191.

A Chef-Boutonne, sur la façade de la maison Prieur, dite la Grand'Maison :

INITIVM · SAPIENTIE · TIMOR · DOMINI. — 1567.

Sur une vaste cheminée de la maison Gijounet (Tarn).

LA CRINTE · DV · SE | GNEVR · EST · LE · COM | MENCEMENT · DE · ES | CIENCE
PROVERBS | DE · SALOMON · CH | APITRE · 4; VERSET 7 | 1579¹.

La même pensée est exprimée sur la marque de l'imprimeur Guillaume Huyon, Lyon, 1520. Nous la retrouvons également en tête du *Journal de Paul de Vendée*², où elle est précédée de l'invocation huguenote : *Notre aide soit au nom de Dieu, qui a fait le ciel et la terre. Amen.*

VII. — Amour de Dieu.

L'expression de l'amour du prochain accompagne celle de l'amour de Dieu dans les inscriptions que voici :

AIMONS DIEV SVR | TOVS ET NOVSTRE PROCH | AIN
COMME NOVS.

et

IL AYME DIEV DE TOVT SON CŒVR ET SON PROCHAIN
COMME LUY-MESME.

qui ont été relevées, la première par le docteur de la Tourrette et M. de Louguemar³ sur une ancienne maison de Templiers à Lavausseau (Vienne); la seconde, par le docteur Léo Desavire sur une cheminée de l'auberge de la Croix, à Champdeniers (Deux-Sèvres).

Ajoutons le texte suivant, relevé à Caen par M.J. Pannier :

TV AIMERAS LE SEIGNEUR TON DIEV.

1. Communication de M. Ch. Pradel, de Puylaurens.

2. Ce journal historique, commencé en 1644, et qui mentionne un grand nombre de faits relatifs à la Réforme — à laquelle l'auteur appartenait — a été publié dans les *Mémoires de la Société de statistique des Deux-Sèvres*, année 1879.

3. Mémoires des antiquaires de l'ouest, année 1863, p. 352.

En face du port de La Rochelle, chevauchant au-dessus du porche sur les façades des maisons n^{os} 38 et 40 du Cours des Dames, on trouve l'inscription suivante :

S · P · E PITRE AVX · COHINT¹¹
 IENS · CHAPITRE · 2^e · NVL · OEILE ·
 NAVEV · OREILLE · NA · OVX · ET · NEST
 MONTE · EN · COEVR · DHOMME ·
 CE · QVE · DIEV · HA · PREPARE · A
 CEVLX · QVI · LAIME · ANO 1733.

VIII. — Confiance en la protection de Dieu.

La confiance en Dieu est la force de ceux qui luttent pour leur vie, leurs biens et leur foi.

SI DEVS EST PRO NOBIS QVIS CONTRA NOS,

telle est, en 1566, la devise de l'imprimeur Michel Sonnius. Elle est reproduite sur une pierre placée aujourd'hui¹ au-dessus du portail d'entrée de la maison Robert, à Breuil-Coiffault, commune de Hanc (Deux-Sèvres). La parole de l'apôtre Paul (*Romains*, VIII, 31) se retrouve aussi, sous la forme suivante, à La Pommeraie de Clussais (Deux-Sèvres), maison Bonnel :

I · M · 1662. — SI DIEV | EST | POVR | NOVS Q | VI SERA | CONTRE [NOVS].

Elle se lit également, près de La Rochelle, à Lafond², et à Laleu (maison Béraud), et aussi, libellée de la manière suivante :

DIE EST AVEC NOVS
 QVI SERA CONTRE NOVS.

au-dessus de la porte d'entrée du château de la Bonnelière (Vendée)³.

1. Cette pierre provient — ainsi que plusieurs autres pourvues d'inscriptions et que l'on trouve, soit dans d'autres habitations de Breuil-Coiffault, soit à Bouin (maison Cruchadeau) — de la Grand'Maison de Breuil-Coiffault, qui était habitée au xvn^e siècle par une famille Magot, dont quelques membres au moins appartinrent à la Réforme.

2. Communication de M. de Richemond.

3. *Bullet. prot.*, t. IX, p. 220, d'après Léon Audé (*Annuaire de la Société d'émulation de la Vendée*, 1858).

On lisait autrefois, sur une maison de la rue Martinelle¹, à Rouen, ces deux lignes :

POVR TOVT ESPOIR |
DIEV A MON AYDE.

Sur la tour Boulaye, à Fontenay-le-Comte, se trouvait, avant la Révolution², une inscription faisant connaître que « Ch. Eschallard, sgr de la Boulaye, lieutenant pour le Roy, « en cette ville de Fontenay et Bas-Poitou » l'avait fait reconstruire en 1592. L'inscription se terminait par ces mots :

DIEV · ME · SAVRA · DEFFENDRE.

Celui qui éleva la tour de la Borde, commune de Néré (Charente-Inférieure), y fit graver un cartouche exprimant à la fois sa confiance en Dieu et en sa bonne forteresse :

DIEV EST MA GARDE + | ET MA HAVLTE
TOVR | EST LOBIET SVR LEQVEL | IE MASSEVRE³.

IX. — Louange à Dieu.

La louange de Dieu est fréquemment répétée :

LOVE DIEV⁴.

dit une maison de Saint-Savinien (Charente-Inférieure).

LOVEZ DIEV⁵.

dit une autre, de Saintes (Grand'Rue).

A Bel-Air, de Saint-Maixent (Deux-Sèvres), sur une pierre brisée, reléguée aujourd'hui dans le mur d'une cave de la maison Corbin :

GLOIRE · SO[IT A DIEV]
[PAIX] AVX HOMME[S]⁵.

1. Communication de M. Garreta.

2. *Poitou et Vendée*, par B. Fillon, p. 60.

3. Communication de M. Favreau, ancien inspecteur primaire, à Ruffec.

4. *Epigraphie santone*, p. 527.

5. Luc, II, 14.

Une inscription placée à Melle (Deux-Sèvres), sur une maison bordant la route nationale, fournirait au besoin une preuve du dévouement des Réformés à leur roi :

1650. | DIEV | SOIT LOVE. — VIVE | LE ROY¹.

A la Papoterie de la Roussille, près Niort, se lit une très curieuse inscription, sur une pierre provenant d'une construction antérieure, et encastrée dans la façade actuelle :

LOVE SOIT · DIEV · NOSTRE | PERE ET · C · IESVS CHRIST
NOS | TRE SAVVEVR ET M. LE SAINCT ES | PRICT NOSTRE
CONSOLLATEVR ET R | A LA FAVEVR DE TOVS MAIS BON | AMIS
ET ANDESPIT MAIS ELMIS IE | DEMOVRAI ISI. PP. AS.
ON FAICT | METRE LE SCIZEAV. 1657.

La phrase si bizarrement orthographiée : « A la faveur de tous mes bons amis et en dépit de mes ennemis, je demeurerai ici », a des allures de : « J'y suis, j'y reste », qui attestent les sentiments de puissante solidarité et d'énergique résistance des Réformés devant les procédés tracassiers, prélude des dragonnades.

Au Bouchet de Pranle (Ardèche), dans une maison qui appartient au père de Marie Durand, la plus éprouvée des prisonnières de la tour de Constance, on lit, au-dessus de la porte cochère :

MISERERE MEI | DOMINE DEVS | 26 MAY 1694.

Et, sur le manteau de la cheminée de la cuisine :

LOVE SOYT DIEV | 1696 | E. D².

1. Cet attachement au prince, constaté ici par une inscription, attesté d'ailleurs par de nombreux documents historiques, l'est encore par les « prières au Roy » conservées dans les formulaires imprimés de toutes les époques. Le culte le plus intime, le culte domestique, ne l'exclut même pas aux époques de luttes ou de persécution. Dans le *Journal de la famille Desayvre* (1550-1662), document inédit qui appartient à la Bibliothèque de la Société des antiquaires de l'ouest, de Poitiers, nous trouvons une prière faite par un Desayvre pour l'usage quotidien de la famille et où il est dit : « Bénys le roy que tu as estably sur nous, sa postérité royale et son conseil ». — La famille Desayvre, originaire de Breuil-Barret (Vendée), appartient longtemps — du moins par quelques-unes de ses branches — au protestantisme.

2. Voy. *Biographie de Marie Durand*, par D. Benoit, pp. 41-42.

X. — Espoir en Dieu.

L'espoir en Dieu inspira souvent le ciseau des graveurs huguenots.

La maison Verger, située proche du magnifique château de Coulonges (Deux-Sèvres), conserve sur sa façade un cartouche orné sur lequel on lit :

QVICONQVE · ESPERE · AV | DIEV VIVANT IAMAIS NE PE | RIRA
PS. XXX4¹.

Au château de Bloué, commune d'Ardin (Deux-Sèvres), actuellement transformé en ferme, on lit, au-dessus d'un portail orné d'un fronton triangulaire :

QVICONQVE A EN DIEV ESPERANSSE IAMAIS NE PERIR
CHARLE DESPREZ ANNE DABILLON ONT FAIT FAIRE CE PORTAL. — 1641.

A Saint-Pompain (Deux-Sèvres), sur le linteau de la porte du vieux moulin à vent des Moulières, propriété de la famille de Brach, on voit une suite d'inscriptions :

QVICONQVE A EN DIEV ES
PERANSE : IAMAIS : NE PERIRA :
DIEV TE † REGARDE
PECH I H S EVR
MICHEL CAR · C BOVTIN 1683
PASE MAL | FESANT.
(*Passe malfaisant*).

La dernière partie de ces inscriptions a été gravée au couteau et paraît de date plus récente que le commencement. Il existe d'ailleurs autour de l'édifice à demi-ruiné de nombreux graffites tendant à reproduire l'inscription principale et donnant des noms et des dates du XVII^e et du XVIII^e siècle.

(*A suivre*).

H. GELIN.

1. Cette inscription a déjà été publiée par le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme* (t. X, p. 4). Feu Prével, qui la lui avait communiquée, avait cru voir le millésime 1554, là où se trouve réellement la mention :

PS. XXX4.

2. Jean, III, 15.

Documents

UNE LETTRE DE RULHIÈRE

A MONSIEUR ***

SUR LA QUESTION DES MARIAGES AU DÉSERT

EN 1698

ET LE PROJET DE TOLÉRER LES RELIGIONNAIRES

DANS LA SEULE VILLE DE PARIS

en 1708

La lettre ci-après, quatre pages d'une très fine écriture, faisait partie, il y a trente-cinq ans, de la magnifique collection d'autographes de notre coreligionnaire nantais M. de La Jarriette, qui a été, après sa mort, dispersée au feu des enchères. Elle est relative aux informations que Rulhière cherchait à se procurer pour rédiger ses *Eclaircissements historiques sur la révocation de l'Edit de Nantes*. On ne sait à qui elle était adressée ni même si elle est entière. Mais elle n'en a pas moins un grand intérêt¹.

CHARLES READ.

J'ai trouvé une grande partie des Mémoires sur la révolution de 1698. L'un porte en tête : *Mémoire de M. de Pontchartrain*. Il y a en marge des notes, que je soupçonne du Procureur général du Parlement de Paris. Deux autres Mémoires (côtés A et B) ont en tête ces mots d'une écriture différente : *Mémoires qui m'ont été donnés par M^r l'Archevêque de Paris, suivant l'ordre du Roi, le 29 août 1698, pour en conférer avec ledit sieur archevêque d'Aguesseau, et depuis M. de Harlay de Bonneuil, et dresser ensuite un projet d'Edit et le faire voir à M. le Chancelier*.

Il est constant, par la lecture de ces trois Mémoires, qu'il y avait alors un très grand nombre de mariages faits au Désert. Le dernier Mémoire (côté B), remis par l'Archevêque de Paris, porte ces propres expressions : « Ainsi il s'agit de savoir si le Roi peut, par « son autorité, établir un moyen qui tire les réunis opiniâtres du danger où ils sont de tomber dans le concubinage, sans autoriser des

1. La copie nous en avait été adressée par feu M. le pasteur Vaurigaud, qui l'avait transcrite sur l'original.

« mariages défectueux et contraires à toutes les lois ecclésiastiques
 « et civiles. Quelques prélats proposent de souffrir que ces relli-
 « gionnaires endurcis aillent, lorsqu'ils voudront se marier, déclarer,
 « devant le juge royal et des témoins, qu'ils se prennent pour mari
 « et pour femme, et que le juge leur en donne un acte où il expri-
 « mera ce qui est nécessaire. D'autres aimeraient mieux que cette
 « déclaration se fit devant l'Eglise, c'est-à-dire devant les curés, et
 « d'autres craignent que cela ne tire à conséquence en faveur de
 « ces mariages, qu'on appelle à la *gaumine*, qui sont défendus par
 « plusieurs arrêts, par des édits et par plusieurs rituels; mais comme
 « cela regarde l'Etat plus que l'Eglise c'est au roi à décider et à
 « ordonner ce qui conviendra mieux au bien de son service et à
 « celui de ses sujets. »

Quant au Mémoire de M. de Pontchartrain, il élude la difficulté, en disant cependant que c'est là le point difficile. Il demande que le Roi consulte sur ce point quelques évêques choisis et quelques magistrats, mais très secrettement; et la note (que je crois du Procureur général du Parlement de Paris) est ainsi conçue : « Si le Roi
 « trouve à propos d'entendre les sentiments de quelques prélats sur
 « cette matière et d'y joindre, comme on le propose, quelques offi-
 « ciers de Sa Majesté, il est bien à souhaiter qu'on y apporte un
 « esprit de condescendance, tel qu'il est nécessaire de l'avoir dans
 « des choses qui regardent, aussi essentiellement que les mariages,
 « la conservation de l'Etat, et plus encore quand cette tolérance ne
 « doit durer que pendant un certain temps, qu'ayant lieu d'espérer
 « que l'on n'en aura pas le même besoin pour les enfants qui nai-
 « tront des mariages que l'on doit célébrer présentement. Mais
 « comme l'on ne peut pas répondre du succès de cette proposition
 « et que les autres prélats défèrent aux sentiments de ceux qu'il
 « plaira au roi de consulter, il paraît important que ce qui se fera
 « soit tenu dans un grand secret et que, dans cette vue, peu de per-
 « sonnes soient honorées sur cela de la confiance du Roi. »

Il y a ensuite le projet d'Edit, avec des observations en marge, et puis avec des observations séparées.

Vous noterez d'abord, Monsieur, que dans les projets il s'agit toujours d'un *Édit*, mais qu'il ne fut en effet publié que sous le titre de *Déclaration*. Je vous serai infiniment obligé de vouloir bien m'instruire de l'intention de ce changement.

Par tout ce que j'ai sous les yeux, il est évident qu'on se fit alors le plan d'une conduite secrète, qu'on sentit la nécessité de se relâcher, mais qu'on mit en principe cette maxime : « S'ils sentent que

« l'autorité se relâche un peu, ils deviendront intraitables, et ils « s'imagineront voir arriver le temps de leur délivrance. » On continua d'essayer, mais avec la résolution d'une tolérance tacite.

La réclamation la plus générale, et que j'ai trouvée dans tous les Mémoires était contre la Déclaration sur les mourants. Il fut décidé qu'elle demeurerait sans exécution, mais *sans annoncer* cette non-exécution. Tous les Mémoires proposent de ne plus employer les Intendants et de reprendre le cours de la justice ordinaire, ce qui fut fait par une instruction secrète. Quant à l'article des mariages, on s'en tint à dessein aux expressions louches de la Déclaration, et voici ce que je trouve dans un Mémoire composé quinze ans après : « La matière des mariages fut regardée comme une des principales, « et fut agitée lorsqu'on travaillait à la Déclaration du 13 décembre « 1698; mais elle parut si difficile qu'on se contenta de dresser l'art. 7 « de cette Déclaration en la forme qu'il est conçu. » Cette note est de M. d'Aguesseau (le père).

On s'exprima donc exprès d'une manière équivoque, dans l'espérance que ce qui restait encore de Protestans se convertirait bientôt, et l'intention secrète fut de donner, s'ils ne se convertissaient pas, un effet civil à leurs mariages. Voilà ce qui résulte de ces Mémoires, composés par les hommes les plus graves de ces tems-là.

C'est ici qu'il faut rapporter la lettre de Louis XIV aux évêques, que j'ai trouvée à la Bibliothèque du Roi, et dont j'ai déjà eu l'honneur, Monsieur, de vous envoyer la note. Tout y est analogue à ce plan.

J'ai trouvé ensuite l'instruction adressée aux intendants, mais elle est dressée comme une pièce qui est destinée à devenir publique en peu de tems. On y suppose exprès que tous les sujets du Roi sont réunis à l'Eglise. C'étoit une espèce d'artifice convenu. On retire de la main des Intendants la grande autorité qu'ils avoient eue.

Les principes de cette conduite mystérieuse sont développés dans un petit Mémoire que j'ai trouvé joint à cette instruction et qui commence ainsi : « Il y a des choses qui n'ont pu être mises ni dans « l'Edit, ni dans l'instruction, parce qu'elles doivent être encore plus « secrètes que ne le sera même cette instruction, ou parce qu'il est « bon de les remettre à un autre tems. »

Je passe, Monsieur, plusieurs autres découvertes que j'ai faites, telles qu'un projet concerté entre M. d'Aguesseau et M. d'Argenson en 1708, pour faire de la seule ville de Paris une ville de tolérance où les religionnaires (dit la lettre de M. d'Argenson) puissent vivre

et mourir sans être recherchés, et je viens à ce qui nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui.

Aussitôt que le cardinal de Noailles fut tombé dans la disgrâce, on vit les intolérans s'agiter et présenter des projets de persécution.

UN SYNODE DU DÉSERT

EN POITOU

1744

Au tome I^{er} de son magistral ouvrage *les Synodes du désert*, M. Ed. Hugues, insérant les actes de la première de ces assemblées de notre province qu'il ait pu rencontrer, dit : « C'est le premier synode du Poitou que l'on connaisse. « Mais est-ce le premier en date, et peut-on admettre que « les Chapel, les Loire, les Pradon, qui avaient réorganisé « les Églises de cette province, et s'étaient maintenus en « communications constantes avec les Églises du Bas-Lan- « guedoc, se soient si tardivement mis en mesure d'appliquer « le régime synodal au milieu des Protestants du Poitou? « C'est peu probable¹. »

A nous-même, il écrivait au cours de ses recherches : « Je « suis chagrin d'avoir si peu de Synodes du Poitou, étant « convaincu qu'ils existent quelque part. » — En vain, à ce moment et depuis, avons-nous cherché et fouillé; nous n'avions rien trouvé, dans les collections publiques ou privées, ni dans les archives des familles que nous supposions devoir posséder quelques papiers de cette époque. — Tout espoir était abandonné, quand une circonstance fortuite et bien inattendue, fit tomber en nos mains un petit cahier manuscrit fort bien conservé, d'une écriture admirable dans sa fermeté, renfermant la copie de cinq synodes poitevins « certifiée conforme aux originaux », par « Lussaud, ancien de Niort ».

Ce cahier mesure 19 centimètres de haut et 11 centimètres

1. I, p. 301, note.

de large : il compte 16 feuillets et est recouvert d'une épaisse basane qui l'a garanti des injures du temps. Des cinq synodes qu'il contient, quatre sont connus¹, le premier seul est inédit, et vient combler en partie la lacune constatée avec tant de regrets par M. Hugues. Son pressentiment ne l'avait pas trompé : ce qu'il considérait comme une probabilité est devenu une certitude. Il existe au moins un synode antérieur à 1749, le nôtre, celui de 1744.

En attendant que M. Hugues publie une nouvelle édition, ou tout au moins un appendice, la primeur de cet acte revient de droit, nous semble-t-il, au *Bulletin*.

Mais avant de le transcrire ici, quelques questions se posent, auxquelles il nous paraît nécessaire de répondre dans la limite du possible. — A quel moment de l'année ce Synode fut-il assemblé? En quel endroit? Quels pasteurs et laïques prirent part à ses délibérations? Quel rang doit-il occuper dans l'ordre des assemblées synodales de la Province?

I. — Nous sommes en 1744. Mais à quel moment de l'année? Selon toute probabilité, au printemps. Voici les raisons sur lesquelles nous nous basons : d'abord ce fut avant le mois d'août. Le jeûne solennel mentionné à l'article II et qui devra être célébré en octobre suivant, « vu la désolation des Églises », précède celui préconisé par le Synode national réuni en août, puisqu'il est dit dans ce même article « sauf au Synode national à en disposer autrement ». — Puis, Loire, dont l'acte de réception figure à l'article III, et par lequel il est agrégé dans le corps pastoral de la Province, fut député à ce Synode national et ne revint plus ensuite. Reculant encore, ce fut avant le mois de juin, car c'est à ce moment que Gounon dit Pradon arrive en Poitou², et son acte de réception ne figure pas au nombre des articles; or cette pièce n'aurait pas manqué d'être mentionnée si Gounon avait été présent. Nous pouvons donc fixer la date au printemps de 1744.

1. Ceux de 1766, 1771, 1773, 1775.

2. Lièvre, *Histoire des Prot. du Poitou*, II, 302.

II. — Par mesure de précaution, les Synodes du Désert n'indiquèrent que bien rarement, jamais même dès le début, le lieu de leurs réunions. Le nôtre fait exception : il indique *Prailles*, chef-lieu d'une commune populeuse, et encore aujourd'hui presque uniquement protestante, de l'arrondissement de Niort, comme lieu de rendez-vous de notre Synode. — Mais est-ce bien dans le bourg de *Prailles*? La chose est plus que douteuse. Bien que, par suite des événements extérieurs, — guerre de la succession d'Autriche, — l'époque fût relativement calme à l'intérieur, et que les Protestants fussent rarement inquiétés, les Assemblées synodales prenaient encore des précautions. Ce n'étaient plus les « assemblées sur le gazon » du début, comme celles du Languedoc ou des Cévennes, mais elles ne se tenaient pas encore dans les bourgs. Les pasteurs et les laïques qui les composaient devaient, à n'en pas douter, choisir quelque demeure de confiance, à l'écart, loin des yeux soupçonneux, celle de quelque frère en la foi, en mesure de les héberger et de les protéger au besoin.

Si la paroisse de *Prailles* était presque uniquement protestante, sa population n'était, et n'est encore aujourd'hui, guère composée que d'agriculteurs. Dans toute l'étendue de son territoire, nous ne connaissons qu'un seul *logis* remplissant les conditions requises de confiance et de sécurité, le logis de Lussaudière, habité alors par Marie de la Vierre, veuve de Josué Pandin sieur de Lussaudière, et par ses deux fils, Abraham-Gaspard et Josué-Pierre; Josué Pandin de Lussaudière, réfugié en Hollande, avait épousé à Maëstricht, en 1722, Marie de la Vierre. Après vingt et un ans d'exil, pour rentrer en possession de ses biens et revenir dans sa patrie, il avait fait acte d'abjuration. Mais, *nouveau converti*, il gardait en son cœur la foi au pur Évangile et élevait ses enfants dans la Religion Réformée. L'une de ses filles, Marie-Suzanne, demoiselle de la Cibaudière, épousa Pierre Solier, pasteur du Désert en Poitou et Saintonge¹.

1. La famille Pandin a laissé un nom dans l'histoire du Protestantisme poitevin. « Le fait est, dit M. Lièvre, dans son *Histoire des Protestants*

M. Charles-Théodore Pandin de Lussaudière, mon beau-père, décédé octogénaire en mai 1886, aimait à raconter le fait suivant transmis par tradition dans la famille¹. Vers 1745, Mme de Lussaudière avait réuni chez elle un certain nombre d'amis protestants de la région. Cette réunion fut dénoncée à l'intendant de la Province, *comme ayant un but religieux*. On alla jusqu'à dire qu'on y avait formé une conjuration pour soulever le pays contre les édits du roi. Une telle accusation était de la plus haute gravité. Il y allait pour Mme de Lussaudière, nouvelle convertie, de l'emprisonnement et de la confiscation de ses biens. L'affaire fut déférée au Parlement de Paris. En femme énergique habituée aux épreuves, — elle était veuve depuis quatorze ans et pouvait en avoir alors 52, — Mme de Lussaudière résolut de faire le voyage de Paris pour aller se justifier elle-même. Elle fut accompagnée d'un vieux serviteur âgé de plus de quatre-vingts ans. Ayant obtenu audience devant le Parlement, elle comparut en personne avec son témoin dont la déclaration suivante, reconnue suffisante, permit à Mme de Lussaudière de retourner chez elle sans être davantage inquiétée : « Sur le bord de ma fosse, prêt à comparaître devant Dieu et à rendre compte de ma conduite, je jure qu'il n'y a pas eu conjuration, et la preuve, c'est qu'un curé assistait à la réunion. »

N'y aurait-il pas quelque corrélation étroite entre cette réunion et notre Synode? La date, l'objet (réunion ayant un but religieux), concordent. La présence seule d'un prêtre pourrait embarrasser. Mais serait-ce la première fois qu'il y aurait eu des prêtres favorables en secret aux Protestants persécutés? Nous connaissons des exemples authentiques de prêtres qui, à cette époque, avaient des relations avec les pasteurs poitevins, entre autres la correspondance d'un re-

du Poitou (III, 482) que les Pandin furent une des très rares familles nobles qui osèrent faire bénir leurs mariages et baptiser leurs enfants par les pasteurs sous la Croix. » Restée fidèle à la foi de ses ancêtres, elle honore encore aujourd'hui le Protestantisme de l'Ouest, et c'est pour nous un honneur d'avoir été admis à prendre alliance dans son sein.

1. Il tenait ce récit de son père qui l'avait lui-même recueilli de la bouche du sien, âgé de 18 ans à l'époque des événements.

ligieux de l'abbaye de Saint-Maixent avec les pasteurs Gamain et Pournard. Nous sommes donc en droit de supposer que notre Synode du printemps 1744 fut assemblé à Lussaudière de Prailles. C'est sans doute une présomption, mais basée sur de fortes probabilités.

III. — Les actes du Synode ne donnent malheureusement pas, conformément aux traditions, les noms des assistants. Il faut donc chercher à les découvrir.

a) *Les pasteurs.* — Là n'est pas la plus grande difficulté ; jusqu'à cette heure, le Poitou n'avait été évangélisé que par les prédicants, ou quelques rares pasteurs de passage. Mais Chapel, le premier, arrêté à Saintes, condamné aux galères et libéré, s'est réfugié à La Haye. Viala qui a séjourné deux ans dans la province, de 1738 à 1740, est passé en Normandie ; Gounon n'est pas encore arrivé, ainsi que nous l'avons vu plus haut. Entre eux, se place le court passage de deux ministres : André Migault, dit Préneuf, de Beaussais, et Jean-Baptiste Loire, dit Olivier. Leurs actes de réception au saint ministère émanant de l'académie de Lausanne, figurent aux articles III et IV de notre synode. Ce furent donc eux qui le convoquèrent et seuls y assistèrent à titre de ministres. Loire qui avait eu des rapports avec les provinces où le régime synodal fonctionnait, eut certainement l'idée de l'organiser en Poitou dès son arrivée. Ce fut lui assurément qui convoqua ce Synode et le présida, car Migault, ayant à répondre de certaines accusations, n'aurait pu accepter cette charge.

b) *Les laïques.* — Si nous établissons facilement le nom des pasteurs présents, il n'en va pas de même pour les laïques. Il faut renoncer à en fixer et le nombre et les noms. Cependant, si nous admettons, comme nous croyons l'avoir démontré, que notre synode fut assemblé à Lussaudière, ne pouvons-nous pas admettre du même coup la présence de quelque membre de la famille Pandin. Les fils de Marie de la Vierre sont trop jeunes, l'un est âgé de 20 ans, l'autre de 18. Mais, non loin de Lussaudière, sur les limites des deux paroisses de Vitré et de Prailles, se trouve le « logis » de Châteauneuf, alors habité par Pierre Pandin, sieur du

Peux et de Châteauneuf. Voici ce que dit de lui M. Lièvre :
 « Pierre Pandin fut, dans sa jeunesse, confié aux Jésuites de
 « Poitiers qui ne réussirent pas à le faire catholique. Lorsque
 « Pradon vint relever le culte en Poitou, Châteauneuf était
 « dénoncé non seulement comme donnant asile aux ministres,
 « mais comme recevant les religionnaires qui venaient aux
 « prêches dans les environs de Vitré, et signant les actes des
 « mariages faits au Désert ¹. »

La présence de Pierre Pandin nous paraît naturelle et suffisamment expliquée par son dévouement à la cause, son zèle pour la religion, et le lieu où se tient l'assemblée.

IV. *Quelle place occupe notre synode dans l'ordre des assemblées de la province ?* — Il doit être le premier. Jusquelà, il n'y a eu en Poitou, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que des prédicants, volontaires de la parole et du péril, auxquels nous devons, en passant, rendre hommage ; car ce sont eux qui ont entretenu la foi, et empêché les Poitevins de tomber dans l'abjuration ou l'apostasie ; mais ils n'étaient pas qualifiés pour l'œuvre de reconstitution des Églises par les Synodes. Les rares pasteurs de passage n'ont pas séjourné assez pour songer à grouper des Églises qui n'existaient d'ailleurs pas encore, et qu'il fallait d'abord fonder, et à organiser des Synodes : ils ont eu assez à faire de réveiller le zèle dans cette vaste province qui comprend trois de nos départements actuels, avec la Saintonge, l'Aunis, l'Angoumois et le Périgord pour annexes.

Mais en 1744 les circonstances deviennent plus favorables ; il y a accalmie dans la persécution ; la France est engagée dans une guerre lointaine qui réclame toutes ses troupes ; le nombre des pasteurs est augmenté : ils sont maintenant deux en Poitou, alors qu'antérieurement il n'y en a jamais eu qu'un seul à la fois, et encore pas à demeure.

L'Église Réformée de France, profitant de ce calme relatif, convoqua en un Synode général toutes les Églises reconstituées : il faut que chaque province y envoie ses représentants. Elles n'y manquent pas : répondant à cet appel, les

1. Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, III, 182.

Églises du Poitou s'assemblent et choisissent leurs délégués ; elles envoient Jean-Baptiste Loire accompagné de deux anciens. Ce Synode du bas Languedoc est le premier des Synodes du Désert qui mérite véritablement le titre de national. Notre acte poitevin de 1744, par son contenu même, semble confirmer cette supposition de priorité. Il n'y est question que d'organisation et de discipline. Si le régime eût déjà fonctionné antérieurement, nous n'y trouverions certainement pas tous ces rappels aux articles de l'antique discipline adressés aux Églises, aux fidèles, aux anciens, aux pasteurs. Chacun est ainsi rappelé au devoir, à l'observance de ce vénérable code que notre Église Réformée s'était donné.

Tout cela réuni nous paraît constituer la preuve que nous sommes en présence du premier synode provincial poitevin au Désert ¹.

TH. MAILLARD.

LES ARTICLES DU SYNODE
DES
ÉGLISES PROTESTANTES DU HAUT ET BAS POITOU
ASSEMBLÉ A PRAILLES EN L'ANNÉE 1744

Au nom de Dieu soit fait : Amen.

ARTICLE PREMIER.

Les pasteurs et les anciens des Églises du Haut et Bas-Poitou en Synode, ont arrêté ce qui suit :

II

Vu la désolation de nos Églises, l'on s'humiliera extraordinairement devant Dieu par un jour de jeûne solennel qui sera célébré le onze octobre. Ce jour de jeûne sera perpétuel au milieu de nous

1. Il est probable qu'il n'y en a pas eu d'autre entre 1744 et 1749. L'art. 1^{er} de cette dernière assemblée semble le démontrer (Voir Ed. Hugues, *les Synodes du Désert*, I, 301).

et se célébrera à l'avenir le plus prochain dimanche du jour auquel fut révoqué l'Édit de Nantes : sauf au Synode national à en disposer autrement¹.

III

Jean-Baptiste Loire² ayant été reçu au Saint Ministère et nous ayant été envoyé pour exercer sa charge au milieu de nous, et nous ayant produit son acte de réception, nous en avons pris copie ci-dessous afin que sa vocation soit pleinement reconnue de nos Églises.

« Nous soussignés certifions que M. Jean-Baptiste Loire, originaire de la ville de Saint-Omer-en-Artois, étant arrivé dans cette ville au mois de mai de la présente année, muni de bons témoignages et recommandé des Églises qu'il a édifiées tant par sa doctrine que par ses mœurs, et ayant obtenu de nos supérieurs à la faveur de ces témoignages, la permission d'être examiné et reçu au Saint-Ministère, nous avons en conséquence et en suite de la commission qui nous en a été donnée, en divers entretiens assez longs avec lui sur les vérités les plus importantes de la religion chrétienne, et les principales controverses qui nous séparent de l'Église romaine, et nous lui avons présenté quelques textes pour composer sur iceux un discours ou sermon qu'il a rendu dans un espace de temps assez court. Par où nous avons reconnu qu'il avait des talents pour le Saint-Ministère, et qu'il était en état, avec le secours de Dieu, de l'exercer avec fruit ; ce qui, joint à la conduite édifiante qu'il a tenue depuis qu'il est parmi nous, et au zèle qu'il nous a fait paraître pour prêcher l'Évangile partout où il pourra être appelé, nous a déterminés à seconder les désirs des Églises qui l'appellent à exercer les fonctions pastorales au milieu d'elles, en le consacrant, pour cet effet, par l'imposition des mains, qu'il a reçue de nous le 17 octobre 1742, avec le pouvoir de prêcher la parole de Dieu, administrer les Sacraments institués par Jésus-Christ, et exercer la discipline ecclésiastique partout où il sera légitimement appelé à s'acquitter de ces fonctions suivant le précepte de Notre Seigneur Jésus-Christ. De quoi nous lui avons expédié le présent certificat pour s'en servir où il lui conviendra : et nous prions le Seigneur qu'il

1. Ed. Hugues, *les Synodes du Désert*, I, 165, art. 4.

2. Ed. Hugues, *Ant. Court*, II, 76 ss, 84. — P. Dardier, P. Rabaut. *Ses Lettres à Ant. Court*, I, 56 et *passim*.

« veuille répandre sur sa personne et sur ses pieux travaux, ses plus précieuses bénédictions.

« Donné à Lausanne, le 21 octobre 1742.

« Signé :

« Polier ministre du Saint Évangile, professeur et recteur, et

« Ruchat, professeur en Théologie.

IV

André Migault¹ ayant aussi été reçu au Saint-Ministère, nous avons jugé à propos, son acte de réception nous ayant été produit, d'en prendre copie pour l'édification de nos Églises :

« Nous soussignés, ayant vu les témoignages produits par
« M. André Migault de Préneuf, du Poitou, signés et accompagnés
« de lettres just^s... d'un grand nombre des anciens et fidèles des
« Églises Réformées de la Haute Normandie, en date du 3 mars
« 1740, approuvées, certifiées et signées par Viala, pasteur des
« Églises du Haut Languedoc et Haute Guienne, qui déclare que
« les dites lettres ont été apposées en sa présence au pied du dit
« acte, et qu'il confirme les mêmes témoignages par le sien propre
« en date du .. octobre 1742, par lequel il const^e que les Églises
« ci-dessus, fondées sur une parfaite connaissance qu'elles ont du
« dit Migault qui les a édifiées tant par son exemple que par ses

1. Né à Beaussais (Deux-Sèvres) en 1710, ainsi qu'il résulte de son acte de baptême relevé aux archives communales de son lieu de naissance :
« L'an mil sept cent dix et le vingt-six du mois de may, baptisé André, né
« d'hier, du légitime mariage de André Migault et de Judith Aymé. Son
« parrain a été Abraham Migault, et sa marraine Dame Gabrielle Palatre
« soussignés. »

GABRIELLE PALATRE

ABRAHAM MIGAULT

J. DEVALLEE, prêtre de Baussay.

Il était donc fils de ces *nouveaux convertis* qui acceptaient par nécessité le baptême des curés, mais n'en élevaient pas moins leurs enfants dans la foi protestante. A 18 ans il prit le Désert comme prédicant, en 1728, et évangélisa tour à tour le Poitou et la Normandie jusqu'en 1740. A ce moment il rencontre Michel Viala dit *Germain*, qui le fait admettre au nombre des proposants par un Synode du haut Languedoc réuni le 26 octobre 1740. Migault reste en Poitou, et Viala prend sa place en Normandie. C'est probablement dans cette période que Préneuf délivra les *certificats scandaleux* mentionnés à l'art. 5 de notre Synode.

Voir P. Rabaut, *Ses Lettres à Ant. Court*, I, 120; Ed. Hugues, *Ant. Court*, II, 77-81ss; F. Waddington, *Histoire du Prot. en Normandie*, *passim*.

« discours chrétiens, désirent qu'il soit muni du pouvoir de prêcher
 « la parole de Dieu et administrer les sacrements parmi eux : pour
 « cet effet, ensuite du consentement de nos supérieurs et de la
 « Commission qui nous en a été donnée, nous avons examiné à
 « diverses fois le dit Migault, tant de vive voix que par écrit sur les
 « principales vérités de la religion chrétienne, aussi bien que sur la
 « composition et la récitation d'un sermon, et sur les autres devoirs
 « du Ministère sacré, à quoy ayant satisfait de manière à nous faire
 « espérer que son ministère serait édifiant et utile aux Églises qui
 « l'ont appelé, et sa conduite parmi nous pendant le séjour qu'il y
 « a fait étant sans reproche, autant que nous en avons connaissance,
 « nous l'avons revêtu du caractère de Ministre de Jésus-Christ et
 « de son Saint Évangile, par l'imposition des mains, qu'il a reçue
 « le 20 juillet 1743, avec le pouvoir de prêcher la parole de Dieu,
 « d'administrer les sacrements et d'exercer toutes les fonctions pas-
 « torales quand il y sera légitimement appelé. En foy de quoy nous
 « avons expédié les présentes, le recommandant à la bienveillance
 « de tous nos frères, en Jésus-Christ à qui il pourra s'adresser.
 « Nous prions Dieu qu'il l'accompagne toujours de sa grâce et de
 « son divin secours.

« A Lausanne le 23 Juillet 1743.

« Signé :

« Polier, ministre du Saint Évangile, professeur. »

V

Et comme le dit Migault, avant sa réception au Saint Ministère, a donné dans les Églises du Poitou des certificats de mariage scandaleux, desquels il ne connaissait pas alors toutes les funestes suites, pour réparation de sa faute, il a écrit de sa propre main l'acte qui sera attaché en original à la présente feuille, et dont voici la copie :

« Celui qui cache ses transgressions ne prospérera point : mais
 « celui qui les confesse et les délaisse obtiendra miséricorde (S^{te} de
 « Salomon). Persuadé de ces vérités, je condamne hautement les
 « certificats scandaleux que j'ai donnés dans un temps où je n'en
 « connaissais pas toutes les funestes suites, dans lesquels certificats
 « je prenais le nom et la qualité de prêtre de l'Église Romaine. Je
 « confesse devant Dieu et son Église que j'ai, par de tels actes,
 « trahi les intérêts de la religion et scandalisé les faibles : de quoi

« je demande pardon à Dieu, promettant, moyennant son secours, « de n'y plus retomber, et au surplus de ne rien négliger pour « effacer les traces de mon péché, et pour édifier l'Église par une « conduite convenable à un ministre de l'Évangile. Ce 30^e de septembre mil sept cent quarante-trois. L'original est signé :

« MIGAULT¹. »

VI

M. Blachon, ministre du Saint Évangile, à présent à Zurich, étant disposé à venir dans cette province pour y exercer son ministère, demande que l'on l'informe incessamment de l'état de nos Églises. Le sieur Loire se charge de l'en instruire, et de lui adresser une vocation de la part de nos Églises, afin qu'il nous soigne au plus tôt².

VII

Le Synode accepte pour prédicateurs et aspirants au Saint Ministère, les sieurs Lapra³, Gamain⁴ et Coyault⁵.

VIII

Chaque Consistoire se pourvoira au plus tôt, et sans délai, d'un exemplaire de la discipline ecclésiastique.

IX

Les Églises pourvoient à l'entretien des Ministres et des prédicateurs, selon leur pouvoir, et conformément à l'article 26 du chapitre I^{er} de la discipline.

1. Migault ne fut pas le seul qui employa ce subterfuge : Jean Renaud de Prailles, Jean Arnoux de Mouchamps en usèrent aussi (Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, II, 291. — *Bulletin*, XXXII, 330).

2. P. Rabaut, *Ses Lettres à Ant. Court*, I, 140, note. — Ed. Hugues, *les Synodes du Désert*, I, 126.

3. Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, II, 302. — P. Rabaut, *Ses Lettres à Ant. Court*, I, 322. — Ed. Hugues, *les Synodes du Désert*, I, 97, *passim*.

4. Lièvre, *Hist. des Prot. du Poitou*, II, 311ss. — P. Rabaut, *Ses Lettres à Ant. Court*, II, 79, 304. — Ed. Hugues, *les Synodes du Désert*, I, II, III, *passim*.

5. F. de Schickler, *Hist. du Refuge en Angleterre*, II, 527.

X

Les pasteurs et prédicateurs serviront les Églises également autant que faire se pourra.

XI

Les anciens ne donneront les mains à ce qu'il ne soit prêché par des gens sans vocation, et qui s'ingèrent eux-mêmes aux fonctions du ministère de l'Évangile, conformément à l'article 7 du chapitre... de la discipline ecclésiastique.

XII

Les fidèles sont exhortés d'écouter avec respect la parole de Dieu, de se découvrir pendant que l'on en fera la lecture, conformément à l'article 1^{er} du chapitre X de la discipline¹.

XII

Dans les assemblées où l'on n'administrera point la Sainte Cène, celui qui fera la prédication observera de demander le catéchisme à la jeunesse et même à ceux qu'il sera nécessaire, autant que le temps le permettra, et les anciens se chargeront d'en porter un exemplaire avec eux, conformément à l'article 13 du chapitre 1^{er} de la discipline.

XIV

Les anciens prendront garde que les pécheurs scandaleux ne s'approchent point de la table du Seigneur².

XV

Les pécheurs scandaleux seront appelés en Consistoire pour être censurés, selon l'exigence des cas, et les anciens seront tenus de déclarer ceux qui seront dans leur Église au premier pasteur ou prédicateur.

1. Cette habitude s'est longtemps maintenue, même après la construction des temples; elle a aujourd'hui à peu près disparu.

2. C'est par la distribution du méreau de communion que les anciens s'assuraient de ceux qui étaient dignes de s'approcher de la table sacrée. Le plus ancien connu des méreaux du Désert en Poitou porte le millésime de 1745.

XVI

Ceux qui se marieront dans l'Église Romaine, de même que ceux qui feront baptiser leurs enfants, les tuteurs ou curateurs qui marieront leurs mineurs, et ceux qui accompagneront l'époux à l'Église Romaine, comme aussi ceux qui y seront parrains ou marraines, seront suspendus de la Sainte Cène pour un temps court; ceux qui *prient*¹ aux noces ou banquets desdits mariages, comme aussi ceux qui signeront les contrats; et on agira à l'égard des derniers selon l'exigence des cas, conformément à l'article 16 du chapitre IV de la discipline.

XVII

Les pères et les mères, tuteurs et curateurs qui enverront leurs enfants à l'Église et à l'école, et que les régents les mèneront à la messe et leur feront apprendre le catéchisme et les prières ou commandements de l'Église Romaine, lesdits pères et mères, tuteurs et curateurs, seront exhortés de les en retirer au plus tôt; à faute de quoy ils seront suspendus de la Sainte Cène jusqu'à ce qu'ils aient fait une pénitence proportionnée à leur péché, et donné les marques d'un sincère repentir conformément à l'article...² du chapitre XIV de la discipline.

XVIII

Les fidèles seront avertis, lorsque Dieu leur donnera des enfants, de ne point les baptiser eux-mêmes et les envoyer ensuite à l'Église Romaine, d'autant que le baptême administré par celui qui n'a aucune vocation, est de nulle valeur, conformément à l'article 1^{er} du chapitre XI de la discipline.

XIX

Les anciens prendront garde que les fidèles ne reçoivent point chez eux, sous titre de persécutés, des coureurs et gens sans aveu qui, sous des paroles de mensonge, extorquent la charité, qui ne doit être donnée qu'aux vrais pauvres.

1. Invitent. — Prieur de noces est encore aujourd'hui une fonction dans certaines régions. C'est celui que l'on charge d'inviter ses amis.

2. Les blancs se trouvent dans l'original.

XX

Il se rendra un ancien de bonne heure dans le lieu où doit se tenir l'assemblée afin que tout soit prêt et se fasse par ordre et surtout que la parole de Dieu ne soit point lue par des pécheurs scandaleux.

XXI

L'article 27 du chapitre XIV de la discipline sera exactement observé; il est conçu en ces mots : « Les danses seront réprimées, « et ceux qui font état de danser ou assistent aux danses, après « avoir été admonestés plusieurs fois, seront excommuniés, quand « il y aura pertinacité et rébellion. »

Sont chargés les Consistoires de bien pratiquer cet article, d'en faire lecture au nom de Dieu en l'autorité des Synodes; et, [dans] les colloques qui ne feront point leur devoir à cet égard, les pasteurs et les anciens prendront garde que ces articles soient exactement observés, et ceux qui les violeront seront réprimés selon l'exigence des cas.

Mélanges

SÉPULTURES PROTESTANTES A LECTOURE EN 1562

CONSÉQUENCES DE L'ÉDIT DE JANVIER

M. Soulice, bibliothécaire archiviste de la ville de Pau, veut bien nous communiquer cet intéressant extrait de la *Revue de Gascogne* de 1893 (p. 186-189) qui a sa place marquée dans notre recueil, car il confirme, ce qui a déjà souvent été rappelé, notamment à propos d'Ambroise Paré, qu'au xvi^e siècle, le fait qu'un huguenot était enterré dans une église catholique, ne prouve nullement qu'il avait cessé d'être huguenot :

M. Tierny¹ rappelle que l'édit de janvier 1562, œuvre de pacification du chancelier l'Hôpital, permettait l'exercice de la religion réformée hors de l'enceinte des villes. C'est à cause de cela que le Parlement

1. Archiviste du dép. du Gers.

de Toulouse refusa d'abord de l'enregistrer et qu'il ne s'y décida que le 6 février. Il y voyait une reconnaissance officielle du culte nouveau, ce qui n'était pas fait pour lui plaire.

L'Église réformée de Lectoure qui comptait déjà de nombreux adhérents ne perdit pas de temps, elle se hâta de profiter des concessions faites par l'édit. Le 20 février, nous voyons M^e Cortade, licencié, se présenter devant les magistrats du Sénéchal, au nom de « ceux de l'esglise refformée de Lectore » et il demande qu'il leur soit baillé un lieu pour ensevelir leurs morts. Après délibération on désigne pour cet usage le cimetière du Saint-Esprit situé derrière l'église de ce nom¹.

M. Tierny a cru devoir relever cet acte en faisant l'inventaire sommaire du fonds du Sénéchal d'Armagnac, parce qu'il le considère comme très important. C'est, en effet, la première fois que l'on voit l'Église réformée de Lectoure affirmer son existence par un document officiel et devant un tribunal.

Il ajoute, à propos de cette question des sépultures, que l'acte ici mentionné n'est pas le seul. Quelques jours plus tard, à propos d'un autre protestant décédé, nommé Labarthe, un sien cousin demande qu'il lui soit permis de le faire ensevelir « au temple du couvent des Prescheurs, hors la présente ville », où les ancêtres dudit Labarthe ont de tout temps été ensevelis. Et ce qui nous surprend davantage, c'est qu'il ajoute qu'il en a déjà parlé aux religieux du couvent et qu'ils y consentent. Dans ces conditions, l'autorisation demandée lui est accordée².

On avouera que les religieux de Saint-Dominique firent, en cette occasion, preuve d'une grande tolérance.

L'édit de janvier fut d'ailleurs interprété de la façon la plus libérale par les magistrats du Sénéchal; nous les voyons, en effet, envoyer une délégation au prêche du ministre et une autre à la messe paroissiale. La délibération suivante en fait foi :

« Pars Mons. Foissin, juge-maige, assistants Mons. Vacquier, « lieutenant, du Verdier, Roux, Aulino, Lucas, Garros et Cane, « Conseillers, a esté ordonné et arresté que demain dimanche vingt- « deuxiesme febvrier mil V^e soixante ung (1562)³ de matin, yront à « la presche qui se fera par le ministre, sçavoir : les dictz s^r juge- « maige, du Verdier, advocat en la Sénéchauscée, Garros et Cane « conseilliers; et à la presche que se fera à Saint-Gervais, les

1. Arch. départ., B, 41, f^o 219.

2. Arch. départ., B, 41, f^o 228.

3. L'année commençait le 25 mars.

« dictz, sr Vacquier, lieutenant, Roux, procureur en Sénéchaussée
 « Aulino et Lucas conseillers. Et ceulx que yront le matin à la
 « presche du ministre yront l'après-disnée à la prêche que se fera à
 « Saint-Gervais, et ceulx qui auront esté le matin à Saint-Gervais
 « yront à l'après disnée à la prêche que se fera par le ministre, le
 « tout suyvant l'édict du Roy et arrest de Messieurs de parlement et
 « pour esviter esmotion et trouble et tenir le peuple en paix et
 « bonne unyon. Et aussi M^e Jehan-Tartanac Consul yra à lad.
 « presche que se fera par le mynistre, jusque aultrement soict
 « ordonné ¹. »

On ne pouvait faire preuve de plus d'éclectisme : ceux qui allaient au prêche le matin se rendaient aux vêpres l'après midi ; et ceux qui avaient assisté à la messe le matin achevaient de sanctifier leur dimanche en allant au prêche. Peut-être aussi était-ce un moyen de ne pas compromettre tel ou tel des conseillers, suspect d'être favorable aux idées nouvelles. D'ailleurs l'Edit avait défendu à tous les « prêcheurs » d'user dans leurs sermons d'injures ou d'invectives et, en se rendant aux offices, les conseillers ne faisaient qu'exercer leur droit de surveillance.

Il faut bien reconnaître que les dispositions et l'application libérale de l'édit de janvier ne préservèrent pas Lectoure des troubles religieux. En vain, quelques jours plus tard, le 25 février, rappellent-on aux Consuls les mesures de police prises par M. de Burie, gouverneur de Guyenne² : à la fin de cette même année, Lectoure, comme beaucoup de villes du midi, tombait au pouvoir des protestants, et l'année suivante elle était reprise par Monluc.

M. de Carsalade fait observer qu'on a de nombreux exemples au xvi^e siècle de protestants enterrés dans les églises. Il cite notamment le cas de Jeanne de Biran, dame de Lamothe-Gohas, qui, dans son testament du 5 décembre 1592, demande à être ensevelie dans la chapelle de Notre-Dame de La Romiouac, près la Sauvetat, au tombeau de ses prédécesseurs, « en la manière qui est observée entre ceux de la religion reformée. » Elle renouvelle cette prescription dans un second testament du 5 février 1600.

M. Tierny ajoute que ces exemples de très large tolérance doivent être signalés ; ils sont peut-être spéciaux à nos contrées. Dans le diocèse d'Orléans (au xvii^e siècle, il est vrai) des poursuites furent intentées contre la demoiselle de Lorge, qui avait fait inhumer dans

1. Arch. départ. B, 41, f^o 222.

2. Arch. départ. B, 41, f^o 233. V. également le règlement de police du 17 décembre 1561 (B, 41, f^o 166) publié dans l'annuaire du Gers, année 1893.

une chapelle de l'église paroissiale le corps de Montgomery son père.

Le Montgomery dont il est question ici est le fils du fameux capitaine protestant si célèbre dans nos guerres de religion.

C'est à l'occasion de cette sépulture qu'Henri IV écrivit la lettre suivante que M. Jules Doinel, archiviste du Loiret, a publiée dans son rapport au Préfet de l'année 1892.

Lettre missive de Henri IV à l'évêque d'Orléans.

« De par le Roy, notre amé et féal, ayans esté advertiz de l'enterrement du feu comte de Montgomery, en une chapelle qui estait de sa seigneurie de Lorge, laquelle chapelle est tellement abandonnée qu'il n'en peult arriver aucun préjudice à la dignité ny aux privilèges de l'Esglise. Pour plusieurs bonnes considérations importantes à nostre service, nous vous mandons et ordonnons que vous ayez à laisser le corps dudit comte, en ladite chapelle où il est enterré, sans y apporter aucune nouveauté, sur peine de nous desplaire et de nous respondre de ce qui en pourrait arriver. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le 22^e jour de juillet 1609.

Signé : HENRY

et plus bas : BRULART.

On voit qu'à Orléans l'enterrement d'un seigneur protestant dans une église catholique était considéré¹ comme pouvant porter atteinte à la dignité de la religion et que l'intervention du Roi fut nécessaire pour qu'on passât sur ce fait accompli.

ENCORE UN CURÉ TOLÉRANT, TRADITIONS ET SOUVENIRS

BERCHÈRES (EURE-ET-LOIR), 1773

On nous rendra cette justice que si le besoin d'expliquer les faits ou de rétablir la vérité, nous oblige souvent à insister sur le rôle peu charitable que le clergé catholique a joué dans notre histoire, nous signalons aussi les exceptions à cette règle, toutes les fois que nous avons le plaisir d'en rencontrer. En voici une de plus que j'ai prié M. J. Bianquis, pasteur à

1. Au XVII^e siècle, où les protestants avaient presque partout leurs cimetières (*Réd.*).

Marsauceux (Eure-et-Loir), de recueillir de la bouche même d'une vieille femme paralytique, petite-fille et petite-nièce des héros de cette touchante histoire. — Je lui laisse la parole :

« La famille Denard habitait Berchères-sur-Vesgre et se composait de la mère, veuve, et de cinq enfants, deux garçons et trois filles. C'étaient des protestants. Deux des filles étaient placées à Vaux, commune d'Auberjanville, chez des protestants. Il restait donc à Berchères, avec la mère, les deux fils et une fille. A la mort de la mère, une des deux filles de Vaux revint tenir le ménage. Un mal de gorge emporta sa plus jeune sœur qui était restée à Berchères et elle-même succomba peu de jours après au même mal. C'était en 1773. Des deux garçons restés seuls, l'ainé (le grand-père de la narratrice) avait 18 ans, et le cadet 15. On bâtissait à ce moment le château de Berchères. On enterre la seconde sœur la nuit, dans une grange isolée. Comment le sut-on? Toujours est-il que lorsque le cortège passa sous les murs du château, on fit pleuvoir des pierres, mais, autant qu'on se souvient, heureusement sans atteindre personne.

Les deux garçons orphelins ne savaient comment se tirer d'affaire. On voulait vendre leur petit héritage. Alors le curé de Berchères nommé *Houx* (?) fit un soir appeler l'ainé au presbytère. Il promet que rien ne sera vendu, assure qu'il s'intéresse aux jeunes gens et qu'il veut les sauver. Il demande s'ils ont fait leur première communion. L'ainé l'avait faite. Le curé lui dit qu'il la fera faire à son frère, mais avec un catéchisme protestant. Ainsi personne ne pourra rien dire; qu'ils viennent seulement le soir à la cure et non au catéchisme de l'Eglise. Or il fallait se procurer un catéchisme. Le curé prête dix écus à l'ainé et l'envoie à Paris, avec une lettre pour... je n'ai pu savoir à qui cette lettre était adressée. Le garçon part de grand matin et revient le soir du même jour, cachant sous son manteau un catéchisme et une grosse Bible grand in-8°, celle-là même que j'ai vue.

Le curé Houx fut très bon pour les deux frères, il empêcha la vente de leur bien et les protégea en toute circonstance. Un jour grand-père Denard lui demandait : « Pourquoi ne dites-vous pas en chaire ce que vous nous dites à nous? » — Il répondit : « Non, on me lapiderait, car je tiens plus de Calvin que du pape. » Lorsque l'instruction religieuse fut terminée, le curé renvoya les deux frères à Paris. Le plus jeune fut admis à la sainte Cène, et tous deux furent placés par les soins d'un pasteur sur la prière ou à la recommandation du curé.

Revenu à Berchères, en 1793, le grand-père Denard y vécut longtemps, et y mourut, à l'âge de 90 ans, le 7 janvier 1845. »

JOSEPH BIANQUIS.

Cette histoire, certainement vraie, car on n'invente pas ces choses, n'est-elle pas touchante, et ne méritait-elle pas d'être recueillie et conservée? Que ceux qui la liront et qu'elle édifiera comme elle nous a édifié, suivent l'exemple de M. J. Bianquis, recueillent autour d'eux les traditions qui ne sont pas encore effacées, et nous transmettent comme lui le résultat de leurs recherches.

N. W.

SÉANCES DU COMITÉ

11 Juillet 1893

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler : MM. Bonet Maury, Douen, Piaux et Read. — MM. Kuhn, Lods, Martin et Tanon se font excuser.

M. le président est heureux de constater le grand succès de notre assemblée annuelle à Saintes et à Royan, et de rendre publiquement hommage à l'hospitalité si empressée de nos coreligionnaires, qui ont répondu en foule à nos convocations, ainsi qu'à l'aimable courtoisie de beaucoup de ceux qui n'étaient pas « de la religion ». Tous les journaux de la région ont consacré à nos réunions de très sympathiques articles; il n'y a eu à cette règle qu'une ou deux exceptions, auxquelles il fallait s'attendre, et qui ne resteront d'ailleurs pas sans rectification. C'est la cinquième fois que la Société s'est transportée en province pour y tenir des assises; elle ne peut que s'en féliciter à tous les points de vue, et persévérer dans cette voie.

Bulletin. — Le secrétaire explique qu'en raison des communications historiques si nombreuses et parfois si étendues faites à ces deux ou plutôt trois réunions (puisque, outre Saintes et Royan on s'est aussi arrêté à Saint-Georges de Didonne), il faudra plus d'un double numéro de notre recueil pour en rendre compte. Il propose, en raison même de ce succès exceptionnel, que le fascicule exclusivement consacré à en fixer le souvenir soit tiré à part pour pouvoir être cédé, à prix coûtant, à ceux qui désireraient le conserver. On décide que ce tirage à part sera limité à une centaine d'exemplaires.

Bibliothèque. — Elle a aussi bénéficié des réunions de Saintonge, M. le pasteur Moutarde lui ayant donné quelques-unes des pièces qu'il avait exposées à Royan. — En outre M. le baron F. Bartholdi a fait envoyer une plaquette rare : *Jugement... contre 6 ministres et 25 anciens à faire amende honorable...* Bordeaux, 1672. — M. le pasteur O. Cuvier a envoyé deux caisses de papiers très intéressants pour l'histoire de la Réforme en Lorraine; — Mme Jules Bonnet, trois volumes anciens, en souvenir de notre regretté secrétaire; — M. Garreta, un médaillon de François Guizot; — M. de Schickler, offre les poésies d'Yves Rouspeau et, de la part de M. de Geymuller une photogravure du plan du temple de Charenton par Salomon de Brosse, *paraphé le 16 juin 1623 par Marbault, Hureau et Noretz, entrepreneurs.* — A cette occasion le secrétaire tient à signaler avant la dispersion au moins trois des ouvrages récemment parus et déposés à la Bibliothèque : le tome VIII de la *Correspondance des Réformateurs*, par M. A.-L. Herminjard; — l'*Histoire des Tribunaux de l'Inquisition en France*, par notre collègue M. L. Tanon; et un bel ouvrage allemand sur l'*Architecture ecclésiastique protestante*.

CORRESPONDANCE

Familles Gaultier, Gaugain et de Richelieu. — Permettez-moi d'ajouter quelques renseignements sur plusieurs familles dont le *Bulletin* a naguère parlé. Vous avez signalé, à diverses reprises ¹, la fermeté des *Gautier* ou *Gaultier* de Caen après la Révocation ² : *Jean*, menuisier, *Nicolas*, bourgeois, de la paroisse Notre-Dame, *Guillaume*, de la paroisse Saint-Nicolas, *Jacob*, de Saint-Contest au nord-ouest de Caen, et leurs enfants. On a pu voir le portrait d'*Anne*, fille de *Nicolas*, et le couvent des Nouvelles Catholiques d'où elle s'est évadée en 1700, à 20 ans. Elle rejoignit probablement en Angleterre son frère aîné *Henry*, dont je viens de retrouver la trace, à Douvres, dès 1688 ³. Il reconnaît solennellement devant

1. *Bulletin*, XL [1891], p. 534; XLI [1892], p. 26; XLII [1893], p. 70 et 249.

2. Dès 1571 un *Gilles Gautier*, sieur de la Beuserie, reçoit l'imposition des mains à Venoix; en 1572, il y préside le service du soir le dimanche qui suit la Saint-Barthélemy. Il fut ministre à Caen jusqu'en 1608 au moins (Beaujour, *Hist. de l'Église de Caen*, p. 111, 136, 140, 185).

3. W. Minet, *The fourth foreign church at Dover*, app. III, p. 114. Il indique *Henry* comme fils de *Nicholas* et *Judith de Bonnefoy*.

l'Église française, le 19 février, la faiblesse qu'il a eue d'abjurer en France le protestantisme (il avait 15 ans ¹), et obtient sa réintégration.

M. William Minet, dans la savante étude qu'il vient de publier, suppose que la plupart des réfugiés dont il relève les « reconnaissances » ont gagné Canterbury presque immédiatement. Henry Gaultier semble être arrivé seul, ou plutôt avec des personnes qui n'avaient pas abjuré ².

Judith Gautier, sœur cadette d'Anne, était, en 1700, indiquée comme entrée aux Nouvelles Catholiques à la charge de ses parents; plusieurs jeunes filles du nom de Gautier sont, de 1743 à 1748, à la pension du roi : en dernier lieu une autre *Anne*, âgée de 18 ans ³. Ce nom est encore porté par une famille de l'Église de Caen.

II

Le même jour que *Judith Gautier* était entrée aux Nouvelles Catholiques « *Marguerite Gauguin*, âgée de 16 ans, fille de *Pierre Gauguin* et de *Marguerite Poulain* » (le 27 mai 1700) ⁴. Je crois que le vrai nom de cette famille est *Gaugain*. En 1808 on retrouve à Londres *Jean-Thomas* et *Pierre-Jean Gauguin*, dont le père *Jean-Philippe*, « calviniste d'opinion et de famille, mais se disant nouveau converti ⁵ », était né à Caen. En 1751 il avait obtenu la permission de vendre ses biens, partit pour Londres, s'y maria avec une personne également « née en France de parents français ⁶ », et y mourut en 1796, ayant toujours continué à s'appeler « bourgeois de Caen ». En 1808 les frères Gauguin réclament, d'après la loi de 1790, l'héritage d'un parent au septième degré, *Charles-*

1. Ayant été baptisé par *Du Bosc* en 1673 (*Bulletin*, XL, p. 534).

2. Il n'y a d'ailleurs, sur la liste de 277 noms, d'autres Normands que deux Dieppois, *Jean Gouverne*, matelot (21 août 1687), et *David le Griel* (26 juin 1692).

3. Beaujour, *ouvrage cité*, p. 372 et 376.

4. *Bulletin*, XL, p. 536 et 537 note. — En 1638 *Pierre Poulain*, sieur de Calix, lègue une rente de 100 livres pour l'entretien d'un ministre à Bernières-sur-Mer, ou à Basly, si cette église y est transférée; si elle est supprimée, celle de Caen entretiendra un jeune homme se destinant au ministère pastoral. En 1683, *Marguerite Poulain*, de Caen, épouse au Mesnil-en-Joué-du-Plain son parent *Bouley*, sieur de Vaux (Beaujour, *op. cit.*, p. 309 et 312).

5. Arrêt déclarant que les s^{rs} Gauguin sont Français. Tribunal civil de Caen, 11 avril 1809 (Sirey, *Recueil gén.*, 1811, I, 298).

6. Cassation, 13 juin 1811 (Sirey, *loc. cit.*, 299, col. 2).

François Fumée, également d'origine protestante, décédé à Caen ¹, contre les prétentions d'une dame *Fumée*, femme *Bénard* ².

III

M. Read a découvert en 1891 ³ un pasteur contemporain et homonyme du cardinal *de Richelieu*. D'autre part les journaux quotidiens ont rapporté dernièrement que le commodore de la flotte siamoise s'appelle *Armand du Plessis de Richelieu* et prétend descendre en ligne directe, par les hommes, d'une branche cadette, protestante, de la famille du cardinal, qui aurait émigré au Cap de Bonne-Espérance après la Révocation et y serait encore représentée. Il y avait aussi, en 1887, à la République Argentine, un *Armand du Plessis de Richelieu*, cabaretier, qui devint officier instructeur dans l'armée paraguayenne.

Or le pasteur de Saint-Malo, Plouër-le-Comte et autres lieux ⁴, en 1659, s'appelait *Simon Pallory*, sieur de Richelieu; mais les Richelieu émigrés dans le district de Drachenstein, à la Vallée des Français, près du Cap, vers 1684, s'appelaient bien probablement *Duplessis*, et ce nom a subsisté dans la colonie ⁵.

JACQUES PANNIER.

Paris. Réorganisation de l'Église réformée, 1802-1803. —

M. Edmond Pictet vient de publier dans les *Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* (Nouv. série, t. V,

1. *Bulletin*, XL, p. 334 : la loi du 15 décembre 1790 sur la restitution des biens des religieux fugitifs.

2. Le 26 juillet 1747 *Catherine Bénard* était enlevée et conduite aux Nouvelles Catholiques. Son père, fermier à Cintheaux, avait 70 ans. Il était marié et chargé de cinq enfants. L'intendant n'en reçut pas moins ordre d'exiger une pension de 150 livres pour l'entretien de *Catherine* (Beaujour, *op. cit.*, p. 429).

3. *Bulletin*, XL, p. 553.

4. Dinan, Cancale, le Leix (la ferme du Leix et le hameau dit la Barre du Leix se trouvent au croisement des grandes routes de Dinan à Antrain et de Saint-Malo à Rennes), le val du Guildo, etc. (le Guildo est l'endroit où la route de Dinard — en face Saint-Malo — à Saint-Brieuc, par le long de la côte, franchit l'Arguenon. Au pied de Notre-Dame du Guildo est un lieu dit le Val).

5. Liste dressée par M. Delettre, consul de France au Cap, citée dans une lettre du missionnaire Bisseux, 24 déc. 1829 (*Journal des Missions évangéliques*, 5^e année, p. 132-135; et Ch. Weiss, *Histoire des Réfugiés*, II, p. 154 et 449).

livr. 1, p. 98 ss.) le *Journal de Marc Auguste Pictet*, membre du Tribunal à partir de mars 1802, en remplacement de Benjamin Constant. Ce curieux journal renferme quelques notes intéressantes sur la réorganisation de l'Eglise réformée de Paris, à laquelle M. A. Pictet prit une part active ainsi que d'autres protestants notables. Il ne semble pas qu'à cette époque décisive, comme en d'autres moments non moins graves, les protestants aient été réunis, consultés, invités à manifester leurs désirs et à en charger des délégués plus ou moins régulièrement élus. Trois ou quatre personnes marquantes, MM. Delessert, Mallet, Bidermann et Pictet, paraissent avoir pris l'initiative de se réunir et de prendre en commun les mesures qui leur paraissaient les meilleures, d'après ces quelques extraits, que nous voudrions plus nombreux et plus explicites :

1802, 9 décembre. — « Passé une heure en conférence avec MM. Delessert, Mallet et Bidermann, au sujet de la réorganisation de l'Eglise réformée de Paris. Nous avons résolu de commencer par constituer un Consistoire et de demander au préfet un local d'assemblée. Nous inviterons, pour former le noyau de ce Consistoire, un certain nombre de personnes marquantes, soit dans la magistrature, soit dans le militaire. Ce corps une fois constitué, on pourra agir efficacement pour les intérêts du culte » (p. 107). »

1803, 30 janvier. — « Été à l'audience du P (premier) C (consul) aux Tuileries... Et vous venez d'élire votre consistoire à Paris. Vous l'avez fort bien composé, — des Sénateurs, des Conseillers d'Etat, des Tribuns. — Oui, citoyen consul, nous avons cherché à entourer de considération personnelle une institution sur laquelle repose notre constitution ecclésiastique; nous y avons aussi mis des négociants de premier mérite. — Oh! oui, vous l'avez fort bien composé, en effet (p. 114). »

1803, 27 février. — « Été à l'audience du P. C. Le consistoire lui a été présenté. Il s'est entretenu avec tous ses membres, tour à tour. Il a parlé de Genève comme de la métropole du protestantisme, et a ajouté :

« Je ne décide point entre Genève et Rome (p. 116). »

1804, 18 janvier. — « Nos trois pasteurs ont été rendre visite à l'archevêque de Paris, qui les a fort bien reçus. Bidermann avait arrangé l'entrevue par l'intermédiaire de l'abbé Rousseau, évêque de Coutances. Il a été convenu qu'on tirerait ensemble à la même corde auprès du gouvernement (p. 124). »

La Réforme à Saintes et la Revue de Saintonge et d'Aunis. —

Avant d'insérer dans notre numéro du 15 septembre (voy. plus haut, p. 503 à 507) les critiques de cette *Revue* sur ma conférence de Saintes, et ma réponse à ces critiques, j'ai transmis cette dernière à M. L. Audiat. Il m'a écrit le 15 septembre qu'il ne pourrait la publier ni dans sa *Revue* de ce mois, ni dans celle de novembre, ces numéros étant déjà « archicomplets », en ajoutant « *il vaut mieux, d'ailleurs, que chacun se serve de son Bulletin* ».

Ce procédé de discussion étant spécial à la *Revue de Saintonge*, je comptais me borner à le signaler à nos lecteurs, lorsqu'au moment de donner le bon à tirer du présent fascicule, j'ai reçu la livraison de novembre de la susdite *Revue*. En l'ouvrant, j'y trouve, sous le titre *Qui a commencé?*, six pages compactes à mon adresse. Vous pensez peut-être que M. A... en a consacré trois à l'insertion de ma réplique et trois autres à la réfuter? Vous oubliez que lorsqu'on est « archicomplet », on ne peut, avec la meilleure volonté du monde, faire si bonne mesure. Aussi M. A... garde-t-il pour lui tout seul ces six pages, et, passant sous silence ce qui concerne le cas « légèrement scabreux » de Mme de Mirambeau, se borne-t-il à citer, en note, quelques-unes de mes lignes¹ auxquelles, avec force points d'interrogation, d'exclamation, etc., il répond en somme ceci :

1° Les protestants ont été les provocateurs aux violences dont ils ont souffert, car, en attaquant le culte de la Vierge et des saints, ils ont nécessairement exaspéré les catholiques, comme on exaspère les protestants en répétant contre Calvin des accusations infamantes. — Ainsi, voilà qui est entendu : Dire avec la Bible, *Tu adoreras Dieu seul*, et, *il n'y a pas d'autre médiateur entre Dieu et les hommes que Jésus-Christ*, c'est comme si on lançait contre la Vierge et les saints une de ces vilénies que la *Croix de Saintonge*, complaisamment citée par la *Revue*, emprunte aux catéchismes de persévérance pour essayer de salir la mémoire de Calvin. En d'autres termes, combattre un culte au nom de l'enseignement évangélique et apostolique, équivaut à calomnier l'objet de ce culte. — Cette logique n'est heureusement pas celle de tout le monde; mais, au profit de ceux qui s'en contentent, M. A... pourrait-il citer un seul catholique maltraité pour avoir ainsi vilipendé Calvin, comme des millions de protestants le furent pour avoir, en ce qui concerne la Vierge et les saints, mieux aimé croire le Nouveau Testament que l'Église romaine?

1. J'avais pourtant cité intégralement son article.

2° La deuxième objection de M. A... paraît plus grave. Lisez plutôt : En 1546 les protestants menacèrent un catholique d'Arvert au point qu'il s'enfuit ; — en 1548 ils saccagèrent les églises de l'île d'Oleron ; — en 1557 ils vendirent la cloche de Saint-Pierre de la Rochelle ; — et en 1561 ils massacrèrent le prieur de Saint-Trojan, les religieux de Saint-James, de Saint-Nicolas, et au Château, le curé et les cordeliers. Or tous ces faits sont antérieurs à 1562. Donc, les protestants ont été, non seulement les provocateurs, mais encore les premiers auteurs des violences meurtrières.

Voyons maintenant, d'après quels textes probants M. A... allègue cette écrasante série de méfaits huguenots antérieurs à 1562. — Pour le premier et le moins important puisqu'il ne consiste qu'en *menaces* adressées à François Moysant d'Arvert en février 1546 (lisez 1547), il nous renvoie à un arrêt du parlement de Bordeaux. Comme il a négligé de nous en communiquer le texte, je le prie de bien vouloir me dire où je pourrai le consulter.

Quant au reste, nous sommes invités à en croire un *Abrégé historique de l'établissement du calvinisme en l'île d'Oleron* publié cent quarante ans après ces événements, sans doute pour justifier les effets désastreux de la Révocation dans cette île. — Qu'un pareil témoignage suffise à M. A..., cela va de soi, mais les allégations des écrivains catholiques de cette époque, les Maimbourg, les Soulier, etc., sont tellement fantaisistes que nous avons le droit de réclamer d'autres preuves que leur seule parole. M. A... est-il bien sûr que M. A. Le Berton de Bonnemie, auteur de cet intéressant *Abrégé*, n'ait pas complaisamment attribué aux luthériens quelques-unes des ruines causées par l'émeute de la gabelle en 1548 ? Puis, en 1561, c'est-à-dire à la veille de l'édit de Janvier, où l'on ne demandait qu'une bonne raison pour le refuser à pur et à plat, les protestants auraient massacré un prieur, des religieux, un curé, des cordeliers, bref une douzaine d'ecclésiastiques pour le moins, — et ces assassins seraient restés ignorés, impunis, et n'auraient été révélés qu'en 1690 ? Cela est, en vérité, si peu croyable que j'engage très vivement M. A... à poursuivre ses recherches pour qu'avec lui nous puissions clouer ces coupables au pilori de l'histoire... Et il n'aura plus besoin, pour anéantir ma modeste réplique, de « compter comme une agression un signe de moquerie d'un particulier, ou un acte de violence isolé ».

N. WEISS.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Études historiques

UN ÉPISODE DE LA GUERRE DES CAMISARDS

L'ASSEMBLÉE DU MOULIN DE L'AGAU A NIMES¹

(1^{er} avril 1703).

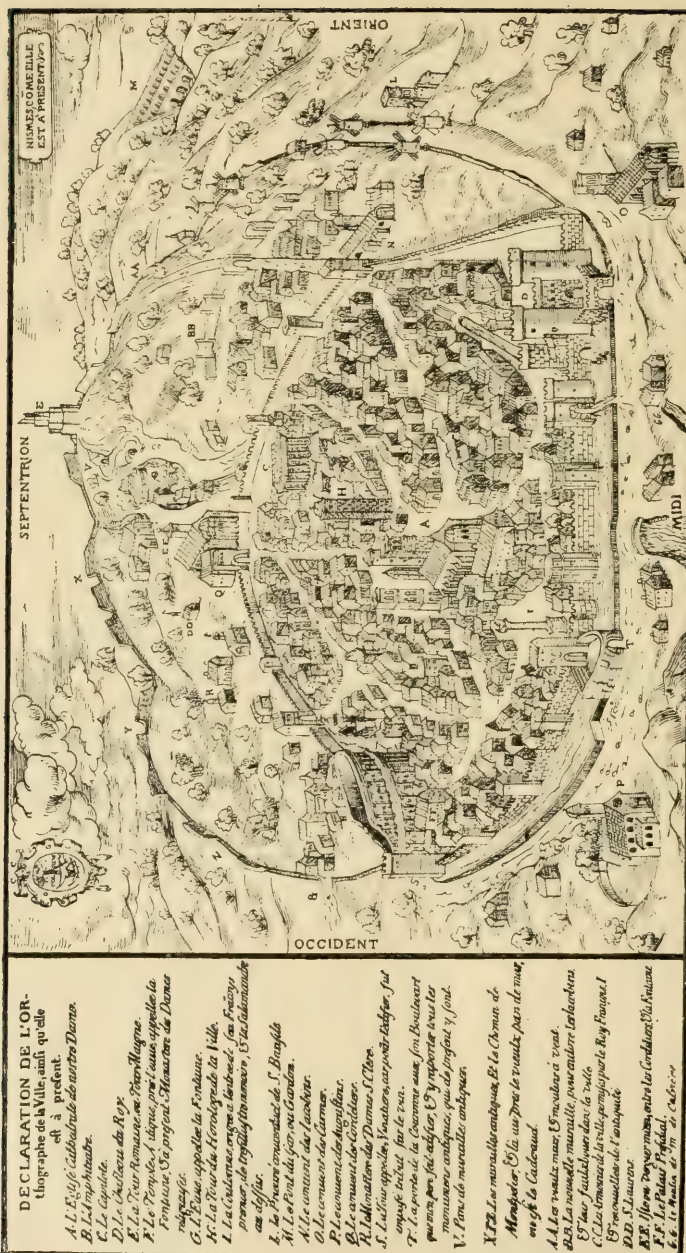
M. Charles Sagnier a publié, en 1878², le jugement du procès fait à la mémoire des malheureux Religionnaires brûlés ou tués, le 1^{er} avril 1703, par ordre du maréchal de Montrevel, dans un moulin de M. de Calvière³ sis à Nîmes, sur le canal de l'Agau, où ils assistaient à un prêche.

1. Pour faciliter l'intelligence du récit, nous avons cru devoir reproduire en *fac simile* le plan *cavalier* ou topographique de la ville de Nîmes, publié, en 1560, en tête du *Discours historial* de Poldo d'Albenas. Ce plan, tout imparfait qu'il est au point de vue de la perspective, est le seul connu qui indique l'emplacement et donne la figuration du moulin de Calvière ou, du moins, qui permette d'avoir une idée sur ce que pouvait être ce moulin à l'époque des événements que nous racontons.

Le moulin de Calvière y est indiqué par les lettres GG que nous ajoutons à la « déclaration » ou notice de Poldo d'Albenas.

2. *Quelques condamnations de relaps à Nîmes* (*Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, 27^e année, 1878, p. 542).

3. Calvière (Charles-Claude de), baron de Confolens, de Larras, de Valbonne, de Saint-Césaire et autres places, fils d'Antoine, colonel d'un régiment d'infanterie, et de Marthe de la Roche, avait épousé, à Lyon, le 22 janvier 1701, Antoinette, fille de Gaspard d'Albon, marquis de Saint-Fargeux, baron d'Anauge, et de Françoise de Thiange, veuve de Léon de Valbert, marquis de Montfuron, comte de Ribécéré (*Registre des insinuations au Sénéchal*, cité par M. le docteur Puech dans *les Nîmois dans la seconde moitié du xvii^e siècle*, Nîmes, Grimaud et Gervais-Bedot, 1888, p. 289).



VUE DE LA VILLE DE NIMES EN 1530
D'APRÈS POLDO D'ALIENAS

DECLARATION DE L'OR-

thographe de la Ville, ainsi qu'elle
est à présent.

A. L'Eglise cathédrale de notre Dame.

B. L'Amphithéâtre.

C. Le Capitole.

D. Les vestiges de la Ville.

E. La Tour Romane ou Tour Nîmoise.

F. Le Temple d'Auguste, qui a été appelé la

Fontaine. On y voit l'Autel de la Déesse

Minerve.

G. Le Palais de la Fontaine.

H. La Tour de la Fontaine de la Ville.

I. La Tour de la Fontaine de la Ville.

J. La Tour de la Fontaine de la Ville.

K. La Tour de la Fontaine de la Ville.

L. La Tour de la Fontaine de la Ville.

M. La Tour de la Fontaine de la Ville.

N. La Tour de la Fontaine de la Ville.

O. La Tour de la Fontaine de la Ville.

P. La Tour de la Fontaine de la Ville.

Q. La Tour de la Fontaine de la Ville.

R. La Tour de la Fontaine de la Ville.

S. La Tour de la Fontaine de la Ville.

T. La Tour de la Fontaine de la Ville.

U. La Tour de la Fontaine de la Ville.

V. La Tour de la Fontaine de la Ville.

W. La Tour de la Fontaine de la Ville.

X. La Tour de la Fontaine de la Ville.

Y. La Tour de la Fontaine de la Ville.

Z. La Tour de la Fontaine de la Ville.

AA. La Tour de la Fontaine de la Ville.

BB. La Tour de la Fontaine de la Ville.

CC. La Tour de la Fontaine de la Ville.

DD. La Tour de la Fontaine de la Ville.

EE. La Tour de la Fontaine de la Ville.

FF. La Tour de la Fontaine de la Ville.

GG. La Tour de la Fontaine de la Ville.

HH. La Tour de la Fontaine de la Ville.

II. La Tour de la Fontaine de la Ville.

JJ. La Tour de la Fontaine de la Ville.

KK. La Tour de la Fontaine de la Ville.

LL. La Tour de la Fontaine de la Ville.

MM. La Tour de la Fontaine de la Ville.

NN. La Tour de la Fontaine de la Ville.

OO. La Tour de la Fontaine de la Ville.

PP. La Tour de la Fontaine de la Ville.

QQ. La Tour de la Fontaine de la Ville.

RR. La Tour de la Fontaine de la Ville.

SS. La Tour de la Fontaine de la Ville.

TT. La Tour de la Fontaine de la Ville.

UU. La Tour de la Fontaine de la Ville.

VV. La Tour de la Fontaine de la Ville.

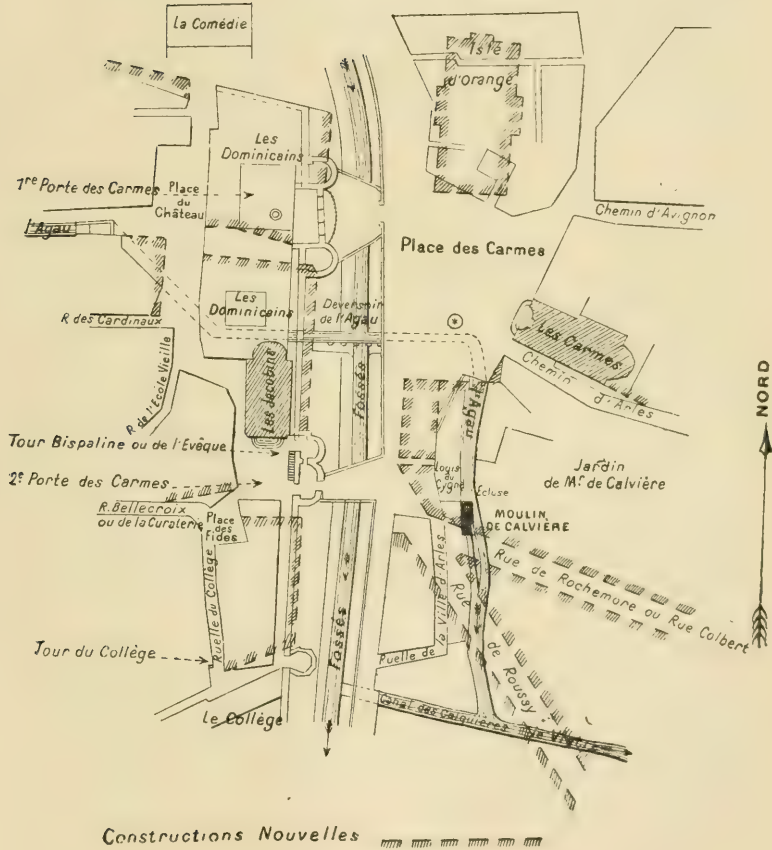
WW. La Tour de la Fontaine de la Ville.

XX. La Tour de la Fontaine de la Ville.

YY. La Tour de la Fontaine de la Ville.

ZZ. La Tour de la Fontaine de la Ville.

(Les Cazernes)



PLAN DE LA VILLE DE NIMES

dressé par M. ESTÈVE,

pour l'intelligence de l'étude sur l'Assemblée du Moulin de l'Agau.

C'est là un document important dont notre regretté compatriote n'a pu apprécier toute la valeur historique parce qu'il lui a manqué les pièces mêmes du procès. Si ces pièces, récemment découvertes, — dans une cave humide du palais de justice de Nîmes, au milieu d'un tas de papiers à moitié pourris et considérés comme sans valeur, — par un chercheur infatigable, M. Ferdinand Teissier, archiviste des hospices¹, eussent été connues de M. Sagnier, celui-ci se serait bien gardé d'éditer, sans le rectifier, le récit fait par l'abbé Valette, prieur de Bernis, de cet acte d'effroyable sauvagerie, et de donner à son tour des appréciations hasardées.

I

Les historiens contemporains qui ont parlé de l'assemblée du moulin de l'Agau et de la terrible répression dont elle fut suivie, donnent à l'une et à l'autre une importance qu'elles n'ont pas eue. Ceux qui les ont suivis, brochant sur le tout, ont imaginé des incidents que rien n'est venu encore confirmer et qui ont pris vraisemblablement naissance dans l'inspiration qu'ils ont reçue des faits, plutôt que des faits eux-mêmes.

Il suffira de rappeler leurs récits pour en faire ressortir l'exagération et pour établir les contradictions qui existent entre eux.

Donnons d'abord la relation inédite de l'événement telle qu'elle a été consignée par les Consuls de Nîmes sur leur registre de « Cérémonial² » ; c'est celle qu'adoptera, cinquante-deux ans plus tard, avec quelques modifications, l'historien de Nîmes Léon Ménard :

« Dud. jour (1^{er} avril 1703), M. le Mareal de Montrevel estant en cette ville fut averty a une heure apres midy, par un officier qui estoit logé au *Cygne*, hors la porte des Carmes, que dans un moulin

1. Nous félicitons, avec le plus vif plaisir, M. Teissier de son importante découverte et nous le remercions d'avoir bien voulu nous permettre de publier ces pièces.

2. *Arch. mun. de Nîmes*, LL, 54, f^o 17, verso.

pres de la appartenant à Mad^e de Calviere, il y avait beaucoup de gens, hommes et femmes, assemblés furtivement; ce qui l'obligea d'y aller dans le meme temps; ayant fait venir toutes les troupes qui estoient aux Cazernes, il ordonna aussitôt au sr de Prefosse Major général de reconnoitre le moulin avec les Dragons, on trouva effectivement que c'estoit une assemblée, et qu'il y avoit parmy eux un prédicant, M^r le Mareal fut si irrité qu'ils eussent eu l'audace de s'assembler à la porte de la ville, et à deux pas de celle de son logis¹, apres l'ordonnance du Roy qui avoit deffendù depuis peu ces assemblées sous des peines tres rigoureuses, qu'il ordonna de faire main basse sur tous ceux qui estoient dans led. moulin, ce qui fut exécuté avec une severité extraordinaire, Il y eut plus de soixante personnes, hommes et femmes qui furent tuées. Le Prédicant qui voulut se sauver par une porte de derriere, fut aussy tué, avec sept ou huit hommes qui s'estoient cachés dans un jardin. — La Maison, après avoir esté pillée, fut brulée et abbatue dans le meme temps. Un valet de pié de M. le Mareal, s'estant avisé de vouloir garantir une de ces femmes qui luy avoit donné une bague, fut arrêté par ordre de M. le Mareal qui le condamna sur le champ a estre pendù; on fit mettre une potence au même endroit et il alloit estre executé, si M. le Gouverneur², M^r le Président de Montclus, et d'autres personnes qui estoient présentes, n'avoient obtenu sa grace. — Led. Seigneur Mareal estant si fort aigry du manque de respect qu'on avoit eu pour luy, qu'il fut sur le point de faire tirer le canon sur la ville. Tous les biens des coupables furent ensuite confisqués par jugement du Présidial, conformem^t a l'ordonnance du Roy contre les Assemblées³. »

Le notaire Étienne Borrelly est plus sobre de détails. « Le Maréchal, dit-il, ayant été informé que 200 fanatiques se trouvaient dans le moulin à eau de M. de Calvière, hors et proche la porte des Carmes, le fit investir par les dragons et les soldats de la garnison. Quarante hommes ou femmes furent tués et le feu fut mis au moulin. Cette nouvelle, qui

1. Il était logé dans une maison de la Grand'rue, ainsi qu'on le verra plus loin.

2. François de Saint-Simon, marquis de Sandricourt, nommé gouverneur du Fort et de la Ville en remplacement de d'Alauzier, arrivé à Nîmes le 16 juin 1690, mort le 4 octobre 1717, à l'âge de 78 ans, enterré aux Capucins (*les Nimois...*, op. cit.)

3. Ce dernier détail prouve que le récit est postérieur au 16 juin 1703.

vint jusques à la Cathédrale pendant les vêpres, causa un désordre épouvantable¹. »

D'après le témoin oculaire dont M. de Lamothe a publié le manuscrit, « il y périt soixante-quatre ou soixante-cinq personnes ; les dragons furent jusques dans le jardin de M^r de Lédignant, quy est tout joignant celuy de Madame de Calvière, y tuèrent le jardinier nommé Boutexat avec quatre autres personnes, quoy qu'ils n'eussent point esté dans cette assemblée². »

L'anonyme « qui a pris part à la répression », — mais qui ne se trouvait pas vraisemblablement à Nîmes, — dont M. Marius Talon s'est fait l'éditeur, dit que le Maréchal étant averti de la tenue de l'assemblée, « y envoya des dragons du piquet, lesquels ayant demandé ce que c'était, deux effrontés sortirent, leur répondirent qu'ils étaient là pour prier Dieu. M. le Maréchal ordonna alors de tirer dessus ; il en resta plus de deux cents sur le carreau et tous ceux qui furent dans le jardin. Tous les prisonniers furent pendus le même jour. Le canon de la Citadelle était prêt à tirer et la ville alarmée se croyait perdue sans miséricorde³. »

Esprit Fléchier, qui était évêque de Nîmes depuis seize ans et qu'un de ses biographes nous représente comme « un bon pasteur », écrivit, vingt-cinq jours après l'événement : « ... Ils osèrent même le dimanche des Rameaux tenir une assemblée dans un moulin sans aucune précaution à la porte de la ville, et, dans le temps que nous chantions vêpres, chanter leurs psaumes et faire leur prêche. M. le maréchal sortit de sa maison, assembla quelques troupes, fit passer au fil de l'épée hommes et femmes qui composaient cette assemblée au nombre de plus de cinquante personnes, et réduire en cendres la maison où elle se tenait⁴. »

Louvreuil, curé de Saint-Germain-de-Calberte à l'époque de ces événements, élève à 150 le nombre des morts et

1. Livre de raison de 1654 à 1717, publié par M. le docteur Puech dans les *Nimois...*, op. cit., p. 289.

2. *Exécutions de Camisards faites à Nîmes*, Nîmes, Catélan, 1874.

3. *Fragment de la guerre des Camisards*, Privas, 1887, p. 38.

4. *Lettres choisies*, Lyon, Bruyset, 1735, I, 222, lettre du 25 avril 1703.

ajoute : « ... Sept personnes s'étaient sauvées dans un jardin voisin, mais on les découvrit et on les fit passer par le fil de l'épée. Le comte de Montrevel n'épargna pas même une fille qui avait aussi échappé, et il aurait fait pendre celui qu'elle avait réclamée pour être garantie, sans l'entremise des dames de Miséricorde qui intercédèrent pour ce jeune homme, qu'il chassa néanmoins de sa maison et de la ville ¹. »

Suivant Brueys, l'assemblée, réunie à deux heures de l'après-midi, comprenait « plus de trois cents personnes de la populace » ; Montrevel « fit faire main basse sur cette canaille dont il y en eut environ cinquante de tués sur la place ; le reste fut dissipé, et il fit sur le champ mettre le feu au moulin et démolit complètement ce que les flammes n'avoient pas consumé. Ce n'estoit pas, fait-il observer, un attroupe-ment de gens armés et qui eussent dessein d'entreprendre quelque expédition militaire, c'estoit seulement une de ces assemblées illicites qu'un zèle aveugle de religion fait convoquer contre les ordres du Roy, pour prêcher malgré ses deffenses. Mais le jour, le lieu, l'heure, et la présence de M^r le Maréchal, qui estoit alors à Nîmes, rendoient cette assemblée d'autant plus criminelle qu'on ne pouvoit pas douter que c'estoit principalement pour lui faire voir le peu de cas qu'on faisoit de son autorité et des ordres de la Cour, puisqu'on avoit l'audace de les violer en sa présence ²... »

Un membre de l'Académie de Nîmes, Charles-Joseph de La Baume, prétend que l'assemblée était composée de 150 personnes environ dont 80 furent tuées ; son récit, malgré les inexactitudes qu'il contient, doit être cité en entier :

« Le dimanche des Rameaux, qui était le premier jour du mois d'avril, quelques nouveaux convertis de Nîmes, au nombre d'environ cent cinquante, parmi lesquels il y avait plusieurs femmes, se rendirent les uns après les autres dans un moulin à eau de M. le marquis de Calvière, qui était tenu en arrentement par un nommé Mercier, nouveau converti des plus mal intentionnés. Il est situé sur le canal

¹ 1. *Le Fanatisme renouvelé*, impr. à Avignon en 1704 (3^e édition, Avignon, Seguin aîné, 1868, I, 108.)

² 2. *Histoire du fanatisme de nostre temps* (Montpellier, Jean Martel, 1713, III, 135).

de l'Agau, petit ruisseau qui traverse la ville. Ce moulin n'est qu'à vingt pas d'une des portes qu'on appelle des Carmes¹. La maison où logeait M. le maréchal est tout prêt de cet endroit. Sur les onze heures du matin, ce ramas de nouveaux convertis, qui avaient avec eux un ministre ou un prédicant, commença de faire à haute voix les exercices de la religion prétendue réformée. Plusieurs personnes ayant entendu ce bruit qui durait depuis plus de trois heures, s'avancèrent doucement pour s'en éclaircir; ils virent une grande assemblée dans une chambre haute², au milieu de laquelle un homme vêtu de noir prêchait. Les autres chambres, dont les portes étaient ouvertes, étaient aussi pleines de gens. On courut en donner avis à M. le maréchal, qui y fut sur le champ avec sa garde. D'abord il fit investir le moulin. Au bruit de son arrivée, le prédicant sauta par la fenêtre dans le canal avec plusieurs autres qui fuirent, comme lui, à travers les jardins. Quelques dragons les poursuivirent et en tuèrent cinq ou six à coups de fusils, avec le prédicant. M. le maréchal fut un quart d'heure à se déterminer sur le parti qu'il devait prendre... Il fit mettre le feu au moulin et donna les ordres nécessaires pour empêcher qu'il ne se répandit aux environs. Tout ce qui s'y trouva périt ou par les flammes ou par la main des dragons; il en coûta la vie à quatre-vingts personnes, toutes de la lie du peuple. Le lendemain, le moulin fut démoli jusqu'aux fondements³. »

L'abbé Valette développe, à sa façon, la version de La Baume; comme lui, il fixe à 150 le nombre des personnes composant l'assemblée où présidait « un ministre revêtu des habits qu'exigeaient de lui ses plus augustes fonctions. Soixante dix d'entre eux, dit-il, fuient avec le ministre à travers les jardins, 5 ou 6 sont tués à coups de fusil, le ministre est du nombre... La peine du feu fut ordonnée, le moulin est en proie aux flammes, 80 personnes y étaient encore renfermées... Je frémis lorsque je me représente ces pauvres infortunés courant de chambre en chambre, trouvant le feu partout, naissant sous leurs pieds, les menaçant sur leur tête, demandant aux dragons, comme un bien, une mort

1. La distance est à peu près exacte.

2. Comment auraient-ils pu voir une assemblée tenue dans une chambre haute, c'est-à-dire située à un étage supérieur ?

3. *Relation historique de la révolte des fanatiques...* (2^e édition, Nîmes, Louis Bedot, 1874, p. 164).

prompte qu'ils leur refusent... Une femme par ses larmes, par sa beauté et plus encore par ses présents, intéresse à son salut un des domestiques du Maréchal; quelques dragons, à qui la livrée en impose, se prêtent à ce qu'il désire d'eux; d'autres lui résistent; le maréchal est instruit de son entreprise, le moulin devient la demeure de la femme et un gibet doit être le partage du domestique... »

Sur les autres détails de cet incident, le prieur de Bernis cesse d'être d'accord avec son collègue de Saint-Germain-de-Calberte: le domestique est sauvé, non pas par des sœurs ou des « dames de la Miséricorde », mais par une belle dame à la taille déliée, aux traits réguliers, aux yeux pleins d'âme, à l'air fin, ayant la fraîcheur et l'éclat de l'innocente jeunesse, un esprit naturel et délicat quoique fin et orné, des sentiments unis et modestes quoique nobles et élevés, des manières aisées et affables quoique décentes et imposantes; c'était, dit-il, « la vertu dans le plus grand monde, la sagesse dans l'âge des passions, la piété dans le sein des grâces »; c'est « cette personne peu faite pour essuyer des refus » qui implore et obtient la clémence du maréchal¹. Un amoureux bien épris ne parlerait pas en termes plus enthousiastes, plus romanesques, de celle qu'il aime.

Léon Ménard prétend qu'au moulin, « situé à vingt pas de la porte des Carmes », s'étaient réunis 150 religionnaires « la plupart ramassés dans une chambre haute, au milieu de laquelle était le prédicant; les chambres voisines étaient aussi remplies de monde, et les portes en étaient ouvertes, de façon que le prédicant se faisait entendre de tous »; on s'aperçut, « sur les deux heures après-midi », de cette assemblée; le maréchal voulut donner « un exemple de sévérité » parce qu'il « s'était déjà tenu dix à douze assemblées dans ce même moulin »; il périt dans cette affaire « quatre-vingts personnes », parmi lesquelles le prédicant et les « quelques autres » qui avaient sauté « de la fenêtre dans le canal » et fuyaient « au travers les jardins ». L'historien de Nîmes raconte enfin l'incident du valet du maréchal d'après le récit des Consuls².

1. *Histoire des troubles des Cévennes*, manuscrit de la Bibliothèque mun. de Nîmes, n° 43,848.

2. *Histoire de la ville de Nîmes*, 1755, VI, 387.

Les historiens protestants n'ont pas plus échappé à l'exagération que les écrivains catholiques.

Nous mentionnons, simplement pour mémoire, le récit de l'auteur anonyme de l'*Histoire des Camisards* qui estime à 2 ou 300 (l'écart est considérable) le nombre des religieux réunis au moulin de l'Agau; d'après lui, Montrevel « fit massacrer tous ceux qui cherchaient à se sauver et, voyant que quelques-uns s'échappaient, il fit mettre le feu au moulin¹ ».

Et nous arrivons à la version de Court qui n'est que la paraphrase du récit de Louvreuil, mais qui fait autorité dans le monde protestant et à laquelle nous ne voulons rien retrancher :

« Le dimanche des Rameaux, premier jour d'avril, cent cinquante réformés de Nismes dont la plus grande partie étaient des vieillards², des femmes et des enfants, s'assemblèrent à deux heures après-midi, dans un moulin du faubourg de la porte des Carmes pour vaquer à quelques exercices de piété... Dès que le maréchal fut informé de cet attentat, il se leva de table, arma ses dragons, courut en personne faire investir le moulin. Lorsque tout fut prêt pour l'attaque, il donna le signal : aussitôt les dragons enfoncèrent les portes et massacrèrent tout ce qui se trouva sur leurs coups. Personne ne résiste; les victimes se présentent comme d'elles-mêmes sous le glaive meurtrier; quelques-uns seulement veulent profiter d'une fenêtre pour se sauver, mais le maréchal y avait mis ordre : une sentinelle, placée au-dessous, repoussait dans le moulin tout ce qui osait en tenter la sortie. Cette manœuvre parut encore trop lente, et trop longue au gré de Montrevel; il fallait trop de temps pour égorger tant de victimes; une voie plus courte s'offrit à son esprit. Qu'importe qu'elle eût quelque chose de plus affreux et de plus inhumain ? Ce fut de faire périr tous ces gens-là dans les flammes. Il fit mettre le feu au moulin; et, dans un instant, tout l'édifice n'est plus qu'un bûcher. Quels cris confus ! Quel spectacle ! Quels affreux spectres s'offrent à la vue ! Des gens couverts de blessures, noircis de fumée et à demi brûlés par les flammes, qui tachent d'échapper à la fournaise qui les consume; mais ils n'ont pas plutôt paru qu'un dragon impitoyable, qui fait dans cette occa-

1. Londres, Moïse Chastel, 1749, II, 196.

2. Il n'y avait pas de *vieillards*, ainsi qu'on le verra plus loin.

sion, par ordre et sous les yeux d'un maréchal de France, l'office de bourreau, les repousse avec le fer dont il est armé.

« Une seule fille, âgée de dix-sept ans, échappa à la fureur des flammes par le ministère du valet de chambre du maréchal, qui se trouva à la porte du moulin avec ceux qui en défendaient la sortie; mais son maître ne fut pas plutôt informé de cet acte d'humanité, qu'il ordonna sur-le-champ et la mort de la fille et celle de son domestique. La fille fut exécutée à l'instant même, et déjà tout s'apprêtait pour le supplice de son libérateur. La potence était dressée, la victime liée, on la conduisait au lieu de l'exécution lorsque des dames de miséricorde, touchées du triste sort de ce malheureux, se jetèrent aux pieds du maréchal pour solliciter sa grâce. Elles furent longtemps dans cette posture avant que de pouvoir l'obtenir; mais Montrevel ne l'eût pas accordée que, se reprochant déjà sa faiblesse, il chassa non-seulement de sa maison, mais même de la ville, ce domestique qui, pour s'être laissé toucher de compassion, lui était devenu insupportable.

« Quelques catholiques qui, malheureusement pour eux, se divertissaient ce jour-là dans un jardin peu éloigné du moulin, devinrent aussi les victimes de l'inflexible sévérité du maréchal; ils furent passés au fil de l'épée, réclamant en vain leur innocence et leur catholicité : on crut toujours qu'ils étaient des huguenots échappés du moulin. Peu s'en fallut encore que la ville entière de Nîmes ne fut enveloppée dans le châtimement. On assure que le maréchal avait déjà mis la main à la garde de son épée pour la tirer contre cette ville, lorsque de Sandrin court, qui en était gouverneur, le retint par ses représentations¹. »

Les auteurs du *xix^e siècle* ont accepté ce thème sur lequel ils ont greffé des incidents ou des faits à l'appui desquels aucun document n'est cité ou invoqué.

Peyrat donne au tableau de Court des couleurs plus prononcées² et évalue à « 200 ou 300 femmes³, enfants et vieillards » le nombre de ceux qui étaient en prière chez le meunier Mercier.

Borrel s'était d'abord arrêté au chiffre de 150 victimes⁴.

1. *Histoire des troubles des Cévennes*, par M. Court (sur l'édition de Villefranche, 1760, Alais, J. Martin, imp. 1819), I, 237.

2. *Histoire des pasteurs du désert* (Paris, Marc Aurel frères, 1842), I, 426.

3. Comme dans l'*Histoire des Camisards*, op. cit.

4. *Notice historique sur l'Eglise réformée de Nîmes* (Nîmes, impr. Triquet, 1837), p. 27.

Sept ans après, il en comptait 300 et faisait un récit semblable à celui de Court, à cela près qu'il parle d'une mère cherchant à fuir pour sauver l'enfant qu'elle pressait sur son sein; il indique aussi que le moulin était « bâti en bois », — circonstance qui expliquerait la rapidité de l'incendie, — et que les protestants assemblés chantaient « en chœur l'un de ces cantiques que le pasteur Bénédict Pictet a composés pour les fêtes solennelles¹ ».

G. de Félice fait, en l'écoutant, le même récit que Peyrat; il dit cependant que l'assemblée était d'« environ 300 personnes » et que la jeune fille sauvée « fut pendue le lendemain² ».

Eugène Bonnemère imite aussi Peyrat, sauf en ce qui touche le nombre des victimes qu'il évalue à 150³.

Enfin, pour terminer (car nous en passons plusieurs), M. de Verneuil, dans un opuscule récent qui vise à l'érudition, s'exprime ainsi : « Le dimanche des Rameaux, 1^{er} avril 1703, au mépris des plus formelles défenses, les huguenots se réunissent au moulin de M. de Calvière, sur le ruisseau de l'Agau, pour entendre un prédicant du nom de Coste⁴. La porte des Carmes est à vingt pas de là et l'hôtel du maréchal lui est contigu⁵. C'était, il faut en convenir, le braver en face avec une rare impudence. Montrevel n'était pas d'humeur endurente. Les dragons de Fimarcon cernent le moulin, le maréchal y fait mettre le feu. Tous les huguenots périssent par la flamme ou de la main des dragons, sauf une jeune fille⁶ ».

1. *Histoire de l'Eglise chrétienne réformée de Nîmes* (Nîmes, Bianqui-Gignoux, 1844), p. 99. — Dans la seconde édition de cet ouvrage, Borrel a substitué « un psaume » au cantique de Pictet (Toulouse, Société des livres religieux, 1856, p. 335).

2. *Histoire des protestants de France* (Toulouse, Société des livres religieux, 1874), p. 466.

3. *Histoire des Camisards* (Paris, Dentu, 1877), p. 226.

4. On verra plus loin que M. de Verneuil s'est trompé : le prédicant se nommait Frèze.

5. Nouvelle erreur; le maréchal était logé à la Grand'rue, éloignée d'environ 300 mètres de la porte des Carmes.

6. *Précis historique de la guerre des Camisards* (Nîmes, Gervais-Bedot, 1892), p. 107.

II

Il est bien difficile d'être exactement renseigné après ce qu'on vient de lire.

L'assemblée du moulin de l'Agau comprenait « plus de cinquante personnes » d'après Fléchier, « environ 150 » d'après La Baume, Valette, Ménard et Court, 200 d'après Borrelly, 2 ou 300 d'après Peyrat, 300 environ d'après de Félice, plus de 300 d'après Brueys, quelques centaines d'après Borrel; les Consuls se bornent à dire qu'il y avait « beaucoup de gens »; le « témoin » dont M. de Lamothe s'est fait l'éditeur et M. de Verneuil ne se prononcent pas.

Pour le nombre des victimes, même discordance : Borrelly l'estime à 40, Brueys à 50, Fléchier à « plus de 50 », les Consuls à 60, le « témoin » de M. de Lamothe à 64 ou 65, La Baume, Valette et Ménard à 80, Louvreuil, Court et Bonnemère à 150, Borrel à 150 d'abord, puis à 300, Peyrat à 2 ou 300, de Félice à environ 300.

Suivant les Consuls, « le prédicant voulait se sauver par une porte de derrière »; La Baume et Ménard prétendent, au contraire, qu'il « sauta par la fenêtre dans le canal », tandis que Borrelly et les deux autres « témoins » cités par MM. de Lamothe et Talon gardent le silence. Si l'on en croyait Valette, « dont le récit, d'après M. le docteur Puech, sent trop le roman pour être accepté sans réserve », ce prédicant, que M. de Verneuil baptise du nom de Coste et qui s'appelait Frèze, aurait été tué dans un jardin voisin du moulin avec 5 ou 6 autres des 70 religionnaires qui étaient parvenus à fuir; mais Court déclare que quelques-uns ayant manifesté l'intention de « profiter d'une fenêtre pour se sauver, une sentinelle, placée au-dessous, repoussait dans le moulin tout ce qui osait en tenter la sortie », et que, quant aux autres qui cherchaient à échapper à la fournaise, « ils n'avaient pas plutôt paru qu'un dragon impitoyable les repoussait avec le fer dont il était armé »; d'après lui, les quelques hommes tués dans le jardin étaient des « catholiques qui se divertissaient » là et qui devinrent les victimes de l'inflexible sévérité du maréchal bien qu'ils aient invoqué « leur innocence et leur catholicité ».

L'incident dont un valet de Montrevel aurait été le héros n'est pas moins controversé. Fléchier, Borrelly et les « témoins » de MM. de Lamothe et Talon n'en parlent pas plus que La Baume. Ce valet, séduit par les présents, par les larmes ou par la beauté d'une femme, suivant qu'on s'en rapporte au récit des Consuls ou à celui de Valette, aurait été sauvé grâce à l'intervention « du gouverneur, du président de Montclus et d'autres personnes » d'après les premiers, grâce à une « dame du monde » d'après le prieur de Bernis, grâce à des « dames de la Miséricorde »¹ d'après Louvreleuil et Court, grâce à « de compatissantes religieuses » d'après Borrel. Cette femme, qui était « une fille », suivant Louvreleuil, « de 17 ans » à ce qu'ajoute Court, fut pendue le lendemain d'après Borrel et de Félice, ne « fut pas épargnée » dit Louvreleuil, fut « exécutée à l'instant » déclare Court, « le moulin redevint sa demeure », affirme Valette... ce qui paraît bien singulier devant le mutisme observé sur ce point par les Consuls qui ont, les premiers, relaté l'acte de dévouement ou d'intérêt du valet du maréchal.

Enfin, le « témoin » de M. Talon est le seul à parler de « prisonniers » faits dans cette affaire et « pendus le même jour », et Borrel, plus heureux dans ses inspirations, signale, malgré le silence de ses devanciers, le cas d'une mère pressant son enfant contre son sein, cherchant à le sauver en se dérobant elle-même au supplice, saisie et rejetée sans compassion dans la fournaise.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur ces invraisemblances et sur ces contradictions, auxquelles nous opposons d'ailleurs, pour rétablir dans sa vérité historique l'un des épisodes les plus douloureux de la répression des Camisards, le récit détaillé fait non pas par des Consuls qui ne connurent l'affaire qu'après coup, par un évêque qui chantait vêpres pendant le massacre, par un notaire laconique ou disert à ses jours, par de prétendus « témoins oculaires » bataillant dans les Cévennes, par des curés éloignés de Nîmes ou par des historiens mal informés, mais le récit qui résulte des dépositions des témoins entendus dans l'information ordonnée par l'intendant de Lamoignon de Basville, au lendemain de

1. Les *dames de Miséricorde* formaient une association de charité, créée en 1670, qui se recrutait dans les rangs des classes aisées de la ville. Goiffon, *les Hôpitaux et les œuvres charitables à Nîmes*, p. 89.

l'événement, pour « éteindre et supprimer à perpétuité » la mémoire des malheureux religionnaires tués dans le moulin de l'Agau le 1^{er} avril 1703.

Le voici :

Quelques protestants appartenant, non pas à « la lie du peuple », mais à la classe laborieuse, industriels, marchands, artisans, unis par les liens du sang ou de l'amitié, avaient coutume de s'assembler, le dimanche, dans un moulin construit sur le ruisseau de l'Agau, tenu en arrentement par Gabriel Mercier ¹, et d'y célébrer leur culte sous la direction de

1. Ce moulin est ainsi désigné dans le « Dérivair » de 1608 (*Arch. mun. de Nîmes*, QQ, 21, f° 17) : « Molin de monsieur de Calvière seigneur de Saint-Cizary avec une roüe et un arquier, estimé dix-huit livres ».

Dans l'« Etat des fontaines, jardins et moulins », du 15 janvier 1695 (*id.* GG, 7), on lit : « Le jardin de madame de Calvière est scitué contre la porte des Carmes, prend son eau qui passe au travers de la ville et le fossé par dessous du chemin, contient un arpent 36 perches. Lesd. eaux pour que (*sic*) traversent le fossé de la ville, sont soutenues par une chaussée qui traverse led. fossé pour le conduire par dessous terrain au travers du chemin pour les faire aller au moulin qui appartient à ladite dame de Calvière scitué dans son jardin contre la porte des Carmes. Ce moulin a une roüe qui prend 360 pouces d'eau et deux aurellies (?) dont chacun prend 38 pouces d'eau et demi ».

Après la répression des Camisards, le moulin incendié fut réédifié sur les mêmes bases de maçonnerie. Nous le voyons figurer sur le plan de Saint-Priest avec une superficie bâtie d'environ 25 mètres carrés.

Ce moulin était à 20 ou 25 pas et en face de l'entrée de la porte des Carmes située devant la rue actuelle de la Curaterie et formant saillie sur l'alignement du boulevard existant aujourd'hui. Il avait une issue sur la ruelle de la ville d'Arles (aujourd'hui ruelle des Calquières) qui partait d'un point situé en face de la tour du Collège et venait, par un angle légèrement obtus, aboutir en face la porte des Carmes. Son emplacement est occupé aujourd'hui par la maison n° 1 de la rue Colbert, prolongée en 1836 jusqu'au boulevard des Calquières à travers le jardin de Trinquelague (ancien jardin de Calvière); le moulin avait été démoli l'année précédente, en 1835, d'après M. Albin Michel (*Nîmes et ses rues*, I, 172).

Le plan que nous reproduisons, dressé par M. Estève, membre de l'Académie de Nîmes, indique d'ailleurs, mieux que nous ne saurions le faire par une description, la situation exacte du moulin. Nous devons adresser à l'auteur de ce plan nos plus cordiaux remerciements pour l'empressement désintéressé avec lequel il s'est mis à notre disposition; son plan est un véritable monument d'érudition.

Le plan de Poldo d'Albenas, que nous donnons également, complètera, autant que possible, l'idée qu'on peut avoir aujourd'hui de la modeste maison où se passèrent des événements si tragiques et si retentissants.

l'un d'eux, Jean Frèze, savetier, remplissant l'office de prédicant.

Le dimanche des Rameaux, 1^{er} avril 1703, vers une heure de l'après-midi, plusieurs individus, entre autres Jean-Antoine Dupré, huissier audiencier en la Cour présidial de Nîmes, Barthélemy et Jean Coulomb, père et fils, exempts en la Prévôté de la maréchaussée, se promenaient devant le logis de l'*Orange*¹ lorsqu'ils furent rejoints par Jean Loubachin, hôte du logis du *Cygne*², par Simon Vialla, maître teinturier, et par François Rouvière, maître chirurgien.

En passant, Loubachin, qui allait au sermon à la grande église³, avait entendu, dans le moulin de M. de Calvière qui joignait son hôtellerie⁴, « une personne qui faisait comme une espèce de tremblement et de hurlement, et qui, après cela, parlait fort haut, comme si elle prêchait ».

Il pensa qu'il se tenait là une assemblée. Il fit part de ses soupçons à Coulomb père et fils, — lesquels, en allant de la porte des Carmes au logis du *Cygne*, avaient remarqué qu'il sortait du moulin « un grand nombre de gens⁵ », ce qui

1. Le logis de l'*Orange* avait donné son nom à une île de maisons démolies en vertu d'une délibération du conseil municipal de Nîmes du 7 février 1861, pour la construction de la nouvelle église Saint-Baudile.

2. Jean Loubachin avait tenu d'abord le logis de l'*Orange* (*Arch. mun. de Nîmes*, QQ, 45). Le 17 mars 1696, il obtint pour enseigne le *Cygne*, « dans un autre local » (*id.* FF, 20). Ce local n'était autre que celui sur l'emplacement duquel s'élève aujourd'hui l'hôtel du *Petit-Saint-Jean*. — Pour éviter toute confusion aux chercheurs, disons que l'enseigne du *Cygne* appartenait antérieurement à un nommé Jean Michelin, qui figure comme « hôte du Cygne » dans le compoix de 1609 (*id.*, QQ, 24).

3. L'église cathédrale Saint-Castor. Pour s'y rendre, Loubachin, dont le logis avait une issue sur la place des Carmes, en face le logis de l'*Orange*, devait traverser le chemin qui desservait son logis, le fossé de la ville ensuite, gravir les degrés de la porte des Carmes qui ne furent démolis qu'en 1708 (*Arch. mun. de Nîmes*, LL, 31), suivre la rue de la Curaterie et la place Belle-Croix.

4. Cette déclaration confirme ce que nous avons dit sur l'emplacement réel du logis du *Cygne*.

5. L'issue du moulin sur la ruelle de la ville d'Arles se trouvait même en face la porte des Carmes. Barthélemy Coulomb habitait une maison qui lui appartenait au « plan du marché des fèdes » (*Arch. mun. de Nîmes*, QQ, 26, II^eV), aujourd'hui plan de la Curaterie.

avait fait naître en eux la même pensée, — et emmena Dupré dans le jardin de M. de Calvière, touchant au moulin, pour qu'il se rendit compte de la chose par lui-même. Coulomb père et fils, Viala et Rouvière les suivirent.

Ils se postèrent derrière le moulin. Dupré prêta l'oreille, entendit une voix féminine qu'il prit pour celle d'une « prophétesse » faisant « comme des hurlements et une espèce de tremblement, à diverses reprises », ce qui l'amena à déclarer à ses camarades que « c'était bien une véritable assemblée ».

Sur ce, Coulomb père et fils allèrent prévenir le major général des troupes de la garnison¹ lequel, accompagné d'eux, en informa le maréchal de Montrevel²; celui-ci donna ordre immédiatement de prendre des dragons de sa garde pour investir le moulin et arrêter ceux qui s'y trouvaient; d'autres soldats de la garnison vinrent ensuite leur prêter main forte.

Les deux Coulomb, Viala, Dupré et Loubachin entrèrent dans le moulin avec les soldats et y virent : Jean et Barthélemy Coulomb, « quantités de gens à genoux »; Viala, « environ 12 ou 13 personnes qui étaient sorties de la chambre d'en haut »; Dupré, « environ 25 femmes ou filles et 3 ou 4 hommes sur la galerie », qui, d'après Loubachin, « sortaient des chambres et des greniers pour tâcher de se sauver, ce qu'elles (*sic*) ne purent faire, les soldats s'étant rendus maîtres de la maison ».

1. Le major général était un sieur de Préfosse (*Règl. du cérémonial des Consuls*, op. cit.)

2. Montrevel (Nicolas-Auguste de La Baume de), maréchal de France, commandant en Languedoc, était arrivé à Nîmes le 14 févr. 1703 (*Arch. mun. de Nîmes*, LL, 54). Il était logé chez le président de Montclus (Jacques de Vivet, marquis de Montclus, premier maire perpétuel de Nîmes et lieutenant de police, installé le 14 janvier 1693, qui vendit plus tard sa charge à la ville, pour la réunir au Consulat, le 3 février 1706, mourut en 1738 et fut enterré aux frais de la ville), dont la maison, sise Grand'rue (Livre de raison du notaire Borrelly publié par M. le docteur Puech dans *les Nîmois*, op. cit., p. 228), et voisine de celle du procureur Dupré, fut réparée pour le recevoir (*Arch. mun. de Nîmes*, RR, 21). La maison Vivet de Montcalm faisait « coin à la grand'rue du Collège et à celle de Campneuf sive de l'Evêché » (*id.*, QQ, 29, IIII^eXXVII).

Claude Maillard, tapissier, y pénétra aussi avec eux et y vit environ 25 personnes, parmi lesquelles « un homme bossu, Frèze, qui était le prédicant ¹ ».

Une enfant de 6 ans, Catherine Ardouin, dont la mère périt dans cette malheureuse affaire et qui fut sauvée elle-même par une circonstance inexplicquée, y avait vu « des filles et femmes assises les unes sur un monceau de blé, les autres à terre », et « deux ou trois jeunes hommes » parmi lesquels « un homme habillé de noir qui parlait à haute voix et que tout le monde écoutait attentivement ».

Montrevel arriva « presque en même temps » et ordonna de tuer les religionnaires assemblés, « tous sans exception, de raser et de brûler le moulin ».

On assista alors à une horrible scène de carnage. Jeanne Passet, femme de Jean Bouvier, qui avait été blessée, suppliait les dragons de l'achever. Tous les assistants au prêche furent passés au fil de l'épée et brûlés ensuite; quoi qu'en dise le procureur Vincent, dans sa requête en défense ², — présentée pour les besoins de la cause et non justifiée, — si la plupart cherchèrent à fuir par l'étage supérieur ou par la galerie du rez-de-chaussée, personne ne se sauva, ainsi que le fit remarquer d'ailleurs Loubachin. Un enfant de 14 ans, Jacques-Rostang Dumas, catholique avéré ³, mandé par sa

1. Loubachin et Jean Coulomb disent aussi que Frèze prêchait.

2. « ... Dans le temps que lesd. troupes y vinrent et qu'ils (*sic*) investissent led. moulin, les coupables qui y estoient dedans se sauvèrent... » (Première requête du 2 juin 1703.)

3. « Le vint cinquième Mars mil six cent quatre vingt neuf a été batisé Jaques Rostan fils de Pierre Dumas et de Jaquette Couderte né le dix-septième. Le parrein Rostan Vernet, la marreine Marguerite Arnaude illettrée. Le parrein signé avec moy. Vernet, Delacoudre, curé. Extrait du registre des bätêmes de l'Eglise parroissiale de cette ville de Nismes, par moy soub., curé perpétuel de lad. ville. A Nismes le dixieme May mil sept cent trois. *Novy*, curé ppt^e. »

« Je certifie que Jacques Rostan Dumas fils de la veuve n'a jamais donné aucune marque d'estre mal intentionné envers la Religion catholique pendant le temps qu'il a esté dans les Escolles, lesquelles il avoit quitté depuis les festes de Noël de l'année 1702. Fait à Nismes, ce 6^e juin 1703. *Trinché*, prêtre. »

mère au moulin pour s'assurer si on avait fait moudre deux sacs de blé envoyés par elle la veille¹, ne trouva pas grâce devant les soldats de Montrevel. Il avait cependant dans la poche un livre d'*Heures* et « un petit livre intitulé *le juste sacrement de Dieu envers les enfans qui sont désobeissans à leurs pères et mères* » renfermés « dans une enveloppe au-dessus de laquelle il avoit mis son nom » et rendus « après, par un soldat, à Dumasse, sa mère² ».

Seul, un enfant de quelques mois que sa mère, Françoise Mercier, femme Gueidan, allaitait, et que Viala lui enleva de vive force avec l'aide de Dupré, fut sauvé malgré l'opposition des « soldats et des dragons ».

Loubachin voulut jouir de son triomphe : il entra dans le moulin pendant l'incendie et eut la satisfaction d'y voir « un monceau de morts ».

Ces morts, ainsi que le déclarent les témoins et les deux huissiers chargés ensuite de la saisie des biens des victimes, étaient au nombre de 21, savoir :

Jean Frèze, savetier, *prédicant*, beau-frère de Mercier le meunier³; Isabeau Bouguèse, femme de Jean Frèze⁴; Rostang..., valet du meunier Mercier; Jacques-Rostang Dumas, fils de Dumasse, revendeuse⁵; la femme du meunier Mercier, née Frèze⁶; la fille de la précédente, femme de Jean

Le prêtre Étienne Trinché avait été nommé par l'évêque de Nîmes, en 1695, pour prendre soin de toutes les écoles de la ville (*Arch. mun.*, KK, 26).

1. « Bureau de la subvention de la Farine de Nîmes. Je soussigné Commis au Poids du Bled et de la Farine du Bureau de la Porte des Carmes, certifie que Dumasse a fait porter aud. Bureau par la conduite de , valet Meunier du Moulin de Mercier la quantité de 2 sacs de Bled qui ont pezé 357 livres ce 31^e jour du mois de Mars 1703. *Chalias.* »

2. Seconde requête de Vincent, procureur.

3. Jean Frèze, maître cordonnier, fils d'Étienne, maître meunier, baptisé à Nîmes le 30 mai 1667, s'était marié, le 1^{er} sept. 1691, avec Isabeau Bougèze, fille de Jacques Bougèze et d'Isabeau Rouquette; c'était le beau-frère de Gabriel Mercier, meunier du moulin de Calvière.

4. Voir la note précédente.

5. Catholique, né à Nîmes le 17 mars 1689, baptisé le 25 en l'église Sainte-Eugénie, fils de Pierre Dumas et de Jaquette Couderte.

6. Marguerite, sœur du *prédicant* Jean Frèze, baptisée à Nîmes, le

Janet, meunier¹; la servante du meunier Mercier; Suzanne Estienne, femme de Pierre Brunel, boulanger²; Catherine Daudette, belle-sœur d'Estor, fournisseur³; Françoise Mercier, femme Gueidan⁴; Isabelle Chapelle, femme de Mathieu Ardouin, maçon⁵; Marguerite Conorte, filiastré de Nicolas Daudet, tisserand de toile⁶; la sœur aînée de la veuve de Daudet, broquier; la fille aînée de Jérôme Fournier, ménager; Catherine Deleuze, femme de Pierre Cabiach, ménager; Suzanne Rouveirol, fille de feu Médard Rouveirol; Jeanne Passette, femme de Jean Bouvier, travailleur de terre⁷; la fille aînée de Granet, travailleur de terre; la femme de Mercier, rentier de la métairie du Luc appartenant à M. de Fabrique; Louise Arnaude, veuve de Jacques Massip, facturier⁸; la fille aînée de Cabanis, maçon, « la mère de laquelle se nomme Creissante⁹ ».

12 avril 1649, avait épousé, le 12 déc. 1672, Gabriel Mercier, meunier, natif de Gajan.

1. Jeanne Mercier, baptisée le 12 novembre 1673.

2. Suzanne Etienne, fille de David, maître cardeur, et de Marie Dufès, baptisée le 8 nov. 1650, avait épousé, le 29 nov. 1674, maître Jean Gasquet; devenue veuve, elle se remaria, le 15 déc. 1680, avec Pierre Brunel, de Milhaud.

3. Catherine Daudet, fille d'Antoine, maître broquier, et de Marie Thomas, baptisée le 16 février 1680. Sa sœur, Marie, baptisée le 18 janvier 1663, s'était mariée, le 21 juillet 1687, avec Alexandre Estor, maître boulanger.

4. Françoise Mercier, fille de Jacques et de Marguerite Gabrière, s'était mariée, le 13 février 1694, avec Pierre Gueydan, fils de Jean et de Marie Roque.

5. Isabeau Chapelle avait épousé Mathieu Ardouin le 23 juillet 1682.

6. Marguerite Connor, fille de Jacques, maître passementier, et de Jeanne Félix, baptisée le 3 juillet 1684. Elle n'avait que 4 ans lorsque, le 1^{er} mars 1688, sa mère se remaria avec Nicolas Daudet, maître tisserand de toile.

7. Jeanne Passette avait épousé à Nîmes, le 17 déc. 1676, Jean Bouvier, de La Calmette.

8. Louise Arnaud, fille de Jean, maître facturier, et d'Alix Giron, baptisée le 7 mai 1674, avait épousé, le 12 mai 1698, Jacques Massip, ouvrier en bas.

9. Marie Cabanis, fille d'Antoine, maçon, et de Jeanne Cressen, baptisée le 17 avril 1684.

III

Voilà la vérité, telle qu'elle résulte de la procédure dont nous avons parlé et dont on trouvera ci-après les pièces principales.

Cette procédure avait pour but « d'éteindre et supprimer à perpétuité » la mémoire des victimes, et aussi de confisquer leurs biens au profit du roi. Il n'est pas douteux que les ordonnances royales, pour l'exécution desquelles le procès fut fait, n'aient été appliquées dans toute leur rigueur. On a aboli, — ou du moins on a voulu abolir, — la mémoire de tous ceux, possesseurs ou non d'une propriété quelconque, sans distinction, qui assistaient à l'assemblée du moulin de l'Agau, et on a « confisqué les biens des coupables », suivant l'expression des Consuls de Nîmes. Il est certain qu'on n'a pas voulu faire d'exception et que, si ces « coupables » avaient été plus nombreux, rien n'aurait été épargné pour les découvrir, en raison de l'intérêt moral et matériel qui s'attachait à ce qu'ils ne fussent pas oubliés.

L'enquête établit qu'aucun n'a pu s'échapper du moulin. Si donc sept ou huit hommes ont été tués dans le jardin voisin comme ayant pris part à l'assemblée, — ainsi que le prétendent certains historiens, — c'est par méprise. Mais cet incident nous paraît de pure invention; si ces hommes avaient été tués comme soupçonnés, à tort ou à raison, de s'être enfuis du lieu où se faisait le prêche, ils n'auraient pas été omis dans le procès où nous voyons figurer le nom d'un enfant de 14 ans reconnu, après coup, « catholique avéré », qui se trouva accidentellement au moulin de Calvière; les juges de Louis XIV étaient sans scrupules et n'auraient pas voulu donner un démenti aux soldats du tout-puissant Montrevel.

N'est-il pas aussi évident que si une jeune fille de 17 ans avait été sauvée par un domestique du maréchal et pendue ensuite, le fait eût été relaté par les témoins? Ils signalent tous les incidents; ils citent le cas de Jeanne Passet suppliant les dragons de l'achever et celui de Jacques-Rostang Dumas; Vialla et Dupré se flattent d'avoir accompli un acte d'humanité, en sauvant un enfant que sa mère allaitait. Est-il admissible qu'on ait volontairement, unanimement, gardé le silence

sur un fait capital ? Quel intérêt pouvait-on avoir à cela ?

Au surplus, et sans nous attarder à ces incidents que le défaut d'entente entre les divers chroniqueurs rend suffisamment suspects, il est certain que le moulin de M. de Calvière ne pouvait contenir le nombre de personnes indiqué par les écrivains les moins exagérés dans leurs affirmations. Ce moulin n'avait pas une superficie de plus de 25 mètres carrés dont une partie était occupée par les meules, par le surplus du matériel, et aussi par les grains envoyés pour la mouture. Un témoin n'a-t-il pas dit que certains assistants étaient assis sur des sacs de blé, d'autres à terre ? Combien de personnes pouvaient tenir dans un espace si restreint et si encombré ?

Si le moulin avait un étage supérieur, — ce qui semble établi, — si des religionnaires ont été vus sortant de la chambre ou « des chambres hautes », n'est-il pas vraisemblable qu'ils n'auraient pu, de là, assister au prêche et aux exercices religieux qui se faisaient au rez-de-chaussée ? Et ne doit-on pas conclure qu'ils ont dû, dans le premier moment de frayeur, alors que le moulin était investi, mus par un sentiment bien naturel de conservation, chercher un refuge dans les pièces supérieures, d'où ils sont descendus bientôt, courant, effarés, sur « la galerie » d'en bas¹, tentant de s'échapper et trouvant, en définitive, la mort ?

Sans doute, l'assemblée comprenait, à l'origine, plus de 21 personnes puisque les véritables témoins déclarent en avoir vu sortir « un grand nombre » du moulin avant l'avertissement qu'ils donnèrent à Montrevel. Mais ce moulin était situé hors la ville, presque en rase campagne, et l'imagination des dénonciateurs a pu être frappée par ce fait seul qu'à la même heure, un jour de dimanche religieusement observé par le meunier Mercier, ils ont aperçu une dizaine d'hommes, de femmes ou d'enfants qui en venaient.

Quoi qu'il en soit, cet événement historique se trouve dégagé de toute légende par les documents que nous sommes heureux de publier.

F. ROUVIÈRE,
Officier de l'Instruction publique.

1. Par « galerie », les témoins ont sans doute voulu désigner « l'aire où on nettoye les grains qui est sur une voute qui traverse l'escluse », ainsi indiquée dans le compoix de 1711, *Arch. mun.*, QQ, 40, f° 9, verso.

Documents

PIÈCES DE LA PROCÉDURE

3^e AVRIL 1703. — Nicolas de Lamoignon, chevalier, comte de Lau-nay, Courson, seigneur de Bris, Vaugrigneuse, Chavagne, Lamote, Chandenier, Beuxe et autres lieux, Con^{er} d'Etat ord^{re}, Intendant de Languedoc,

Estant necessaire de decouvrir s'Il est possible les mal intention-nés qui ont fait former l'assemblée illicite trouvée dans les moulins de Calviere et a cet effet d'en informer pour faire le proces aux coupables suivant la rigueur des ordonnances du Roy,

Nous ordonnons que de lad. assemblée, circonstances et depen-dances, Il sera informé par le S^r Novy, lieutenant principal du Pres-idial de Nismes, que nous commettons a cet effet, par lui le procès fait aux coupables et a leur memoire jusqu'a jugement definitif exclusivement pour le tout a nous raporté estre ord^{né} ce q^l appar-tiendra. Fait a Montp^{er} le 3^e Mars¹ 1703.

Delamoignon

Par Monseigneur
Demontigny.

3^e AVRIL 1703. — « Requête pour informer contre la mémoire des phanatiques assemblés et tués dans le moulin du S^r de Calvière », adressée par Chazel, procureur du roi², à Novy, lieutenant princi-pal³, — suivie de deux significations.

4^e AVRIL 1703. — Information contre la mémoire des fanatiques qui furent tués dans le moulin du S^r de Calviere, de l'ordre de M. le Maréchal.

Du mardy troisieme jour du mois d'avril mil sept cent trois.

1. Il y a ici erreur. C'est 3^e *avril* qu'il faut lire, ainsi que l'indiquent les *conclusions* du 15 juin ci-après transcrites et le jugement publié par M. Charles Sagnier; l'assemblée n'avait été tenue d'ailleurs que le 1^{er} avril.

2. Pierre Chazel ou de Chazel (*Arch. comm. de Nimes*, QQ, 46), con-seiller et procureur du roi en la sénéchaussée et siège présidial de Nimes.

3. Novy Raymond avait reçu de l'évêque Cohon, en 1669, l'autorisation d'épouser Antoinette de Villars après qu'elle eut fait abjuration du pro-tes-tantisme (*id.*, UU, 5).

Catherine Ardouine, filhe à Mathieu Ardouin masson de cette ville, âgée de huit ans ou environ, temoing assignée par exploit de Poudevigne, huissier, à la requette du procureur du Roy de ce jourd'huy, après avoir prêté serment a promis dire vérité.

Sur les généraux interrogatoires enquis sy elle est parente, alliée, amie ou ennemy d'aucunes des parties, a répondu et les a nyés.

Et du contenu de la requeste du procureur du Roy dépose que dimanche des Rameaux dernier sa mère alla bon matin au moulin de M^r de Calviere où elle resta assez long tems, et ensuite revint à sa maison où elle avoit laissé la déposante, et quelque tems [après] elle retourna audit moulin où elle mena la depposante et luy dit qu'il ne falloit rien dire, où estant arrivée et entrée dans led^t moulin elle vit quantité du monde assemblés dans la chambre dud. moulin, et surtout de filhes et femmes, estant assises, les unes sur un monceau de bled, les autres a terre, parmy lesquelles la déposante reconnut les nommées Bouvière et Cabiague quy y ont esté tuées, ayant ouy que ladite Bouvière qui avoit été blessée desja disoit aux dragons de l'achever de tuer, Vit dans lad. assemblée un homme habillé de noir qui parloit à haute voix n'ayant sceu comprendre ce qu'il disoit, mais que tout le monde l'escoutoit attentivement, qu'elle ne pût pas nous dire précisément le nombre des gens qu'il y avoit dans led. moulin, mais qu'il y en avoit une grosse quantité; que parmy ce grand monde elle y a veu deux ou trois jeunes hommes qu'elle n'a pas connus. Dépose de plus qu'elle avoit été plusieurs autres fois aud. moulin le dimanche où elle auroit toujours veu beaucoup de monde et le même homme quy preschoit. Et plus n'a dit sçavoir mais ce dessus contenir vérité recolée et n'a sçeu signer.

Novy l^r.

Jean Colomb, exempt de la mareschaussée et prevosté de Nimes, âgé de trente un an, temoing assigné, etc...

... Dépose que le dimanche des Rameaux premier jour de ce mois estant sorty seul de sa maison hors la porte des Carmes environ une heure après midy il vit sortir d'un moulin appartenant au S^r de Calviere, duquel le nommé Mercier est rentier, un grand nombre de gens ce qui luy fit croire qu'il y avoit une assemblée dans led. moulin, et l'oblige à s'en aller advertir sur le champ le sieur Major général des troupes qui l'amena avec luy pour donner cet advis à Monseigneur le Maréchal de Montrevel, sur quoy led. seigneur ayant donné ordre de prendre des soldats de sa garde

pour aller investir led. moulin et pour arrester tous ceux quy s'y trouveroient dedans, ce qui feut exécuté, et le déposant estant entré dans la chambre dudit Mercier, meunier, il y auroit veu quantité d'hommes, femmes et enfans qui estoient à genoux dans lad. chambre, parmy lesquelles il reconnût le nommé Fraiso, savetier, qui estoit le prédicant, beau-frère dud. Mercier, la femme dud. Fraiso, le nommé Rostang, valet dud. meunier, le fils de la veuve de Dumasse, revendeuse, la femme et la fille dud. Mercier et sa servante, la femme du nommé Brunel, bolanger, la vefve de Massip, la sœur de la femme d'Estor fournier, la femme du nommé Gueidan et un grand nombre d'autres personnes qu'il ne connoissoit que de veue et dont il ne sçait pas le nom. Ayant ouy dire depuis que la nommée Chapelle femme de Mathieu Ardouin masson, la fille de la femme du nommé Daudet, tisserant de toile, la sœur de la veuve de Daudet broquier, la fille de Hyerome Fournier, menager, la femme du nommé Cabiach, menager, la fille de Rouveirolle, la femme du nommé Cressen, travailleur de terre, la femme du nommé Bouvier, aussy travailleur de terre, la fille de Granet, aussy travailleur de terre, la femme et la fille de Mercier rentier du Luc, estoient tous dans lad. assemblée, qu'ils y furent tous tués par ordre dud. seigneur le Maréchal, lequel fit aussi bruler et raser led. moulin...

Coulomb.

Novy.

Claude Maillard, mar^t tapissier de cette ville, âgé de quarante cinq ans ou environ...

... Dépose que le dimanche des rameaux premier de ce mois estant sorty de cette ville par la porte des Carmes pour s'aller promener, il vit quantité de soldats de la Marine qui entroient dans le moulin du S^r de Calvière tenu en arrentem^t par le nommé Mercier dans lequel l'on faisoit une assemblée des phanatiques, ce qui oblige le déposant d'entrer dans led. moulin où il vit environ vingt cinq personnes tant hommes que femmes parmy lesquelles il reconut la femme dud. Mercier munier, le nommé Rostang son valet, et un homme bossu qu'on luy dit estre le prédicant et qu'il estoit frere de la muniere, ayant ouy dire despuis que cet homme sappelloit Fraise, et comme lad. assemblée estoit tres seditieuse M. le marechal de Montrevel y estant survenu fit tuer tous ceux qui la composoient brusler et raser led. moulin, Ayant ouy dire despuis que ceux qui furent tués dans cette expedition estoient la femme et la filhe dud. Mercier munier, son valet et sa servante, la filhe de la veuve de Massip, la femme de Brunel bolanger, la sœur de la femme d'Estor

fournier, la femme du nommé Gueidan, celle de Mathieu Ardouin masson, la filhe de la femme de Daudet tisserant de toile, la filhe de la nommée Rouveirolle, la femme du nommé Cressen travailleur de terre, la femme du nommé Bouvier aussi travailleur de terre, la femme et la filhe de Mercier rentier du Luc, la sœur de la veuve de Daudet broquier, la filhe de Hierome Fournier menager, et la femme du nommé Cabiach aussi menager.

C. Maillard

Novy.

Claude Auzéby, premier huissier de la Cour, âgé de trente quatre ans...

... Dépose quaiant esté employé par ordre de M. le Marechal de Montrevel pour saisir les biens meubles et immeubles de tous ceux qui furent tués par son dit ordre dans lassemblée séditieuse laquelle fut tenue dans le moulin du s^r de Calviere hors la porte des Carmes le dimanche des Rameaux premier de ce mois, et sistant informé aussi exatement quil luy a esté possible qui estoient ceux qui composoient lad. assemblée, sur ce quil a appris de leurs parens et voisins et de la notoriété publique quelle estoit composée de la femme et de la filhe du nommé Mercier munier rentier dudit moulin, du nommé Rostang son valet et de sa servante, du nommé Fraise savetier et de sa femme, de la nommée Chapelle femme d'Ardouin masson, de la femme de Brunel bolanger, de la filhastre du nommé Daudet tisserant de toile, de celle du nommé Gueidan fouleur de bas, de la sœur de la veuve de Daudet broquier, de la fille de Hierome Fournier menager, du fils de Dumasse revendeuse, de la sœur de la femme d'Alexandre Estor fournier, de la femme du nommé Cabiach menager, de la fille de Rouveirolle, de la femme du nommé Creissen travailleur de terre, de celle de Bouvier aussi travailleur de terre, de la fille de Granet aussi travailleur de terre, de la nommée Arnaude veuve de Massip facturier, et de la femme et filhe de Mercier rentier à Luc qui furent tous tués dans lad. assemblée, il a saisy tous les biens leur appartenant quil a pû découvrir pour obéir aux ordres dudit seigneur Marechal, sans quaucun des parens des saisis luy ayent dit que les sus nommés ne fussent pas du nombre de ceux qui furent tués dans lad. assemblée ny quil se soient plaints desd. saisies, s'estant contentés de mestre à couvert tout ce quil ont pû de leurs biens meubles et effects...

Auzéby

Novy

Jean Loubachin, hôte du logis ou pend pour enseigne le Cigne, âgé de cinquante ans...

... Dépose que le dimanche des Rameaux premier jour de ce mois estant sorty de chez luy dans le dessain daller ouir le sermon a la grande Eglise environ une heure apres midy il entendit dans le moulin du s^r de Calviere qui joint son hôtellerie une personne qui faisoit comme une spespe de tremblemen et hurlemen et qui apres cela parloit fort haut comme si elle prechoit ce qui lui fit croire quil y avoit dans led. moulin des phanatiques qui faisoient une assemblée et lobligea de le dire au s^r Colomb fils exemp de la marechaussée de cette ville a qui il fit observer la meme chose afin quel fut eu donner advis aux personnes qui pourroient remedier a ce desordre, ce que led. Colomb aiant fait, il vit venir peu de tems après un détachement des soldats quy investirent led. moulin et presque en meme tems M. le Marechal de Montrevel estant arrivé il donna ordre auxdits soldats de faire main basse sur tous ceux qui composoient lad. assemblée de les tuer tous sans exception et de bruler et raser led. moulin afin daprendre aux Phanatiques par cet exemple de justice quilz ne sassembleroient pas impunement.

Na sceu signer.

Novy.

Simon Viala, mar^t tainturier de cette ville, agé de cinquante ans..

... Dépose que le dimanche des Rameaux premier de ce mois estant sorty de la ville environ une heure apres midy du costé de la porte des Carmes pour se promener il y vit Jean Loubachin hote du Cigne et le s^r Rouvière M^e chirurgien qui le menèrent avec eux derriere le moulin du s^r de Calviere ou lon faisoit une assemblée de Phanatiques pour entendre ce q^{ls} disoient et verifiser sy la chose estoit véritable a quoy le deposant sestant accordé ii alla derriere led. moulin avec lesd. Loubachin et Rouviere lesquels aiant presté l'oreille attentivement luy dirent quilz entendoient la voix dune personne quil faisoit une spespe durlement et tremblement et de suite preschoit ce quil ne pût pas entendre sy bien qu'eux parce quil est dur doreille, et de suite estant rendu avec les sus nommés audevant du susd. moulin il n'y furent pas plutot arrivés quilz virent venir un détachement des soldats qui investirent led. moulin et y estant entré avec eux, il y vit environ douze ou treize personnes qui estoient sorti de la chambre den haut parmy lesquelles estoit la femme du nommé Gueydan qui tenoit dans ses bras un enfant de lait de quatre a cinq mois, qⁱ prit entre ses mains croyant bien qⁱ arriveroit quelque malheur aux personnes assemblées, et en effet M. le Marechal estant survenu dans cet instant devant led. moulin fit tuer par des soldats tous ceux qui y estoient dedans bruler et raser led. moulin, naiant reconnu parmy les personnes qⁱ vit dans

principal ordonne ensuite que « les poursuites seront faites avec led. Vincent curateur, auquel effect il sera procede à son interrogatoire dans un cayer separé ».

4^e MAI 1703 (vendredi). Interrogatoire de Vincent.

5^e MAI 1703. Ordonnance du lieutenant principal portant que les temoins entendus seront « recollés en leurs dépositions et confrontés aud. Vincent ».

12^e MAI 1703. Second interrogatoire de Vincent.

12^e MAI 1703. « Cahier des recolemens des temoins. »

Jean Loubachin ajoute « que lorsque les soldats furent arrivés pour investir led. moulin il vit paroître sur la galerie une grande quantité de filhes et de femmes qui sortoint des chambres et du grenier dud. moulin pour tacher de se sauver ce quelles ne purent faire a cause que les soldats se rendirent les M^{es} de lad. maison, dit aussy quil entra dans led. moulin tandis quil bruloit et vit quantité de corps mort et un monceau que les soldats avoint tués par ordre de M. le Maréchal, Dit aussy que la muniere sa filhe sa servante et son valet y ont esté tués et a ouy dire que celuy qui prechoit estoit le nommé Frese qui fut aussy tué avec sa femme. »

Catherine Ardouine ajoute « que son père luy a dit quelle navoit que six ans ».

Le même cahier contient, à la date du 15 juin 1703, le « recollement » des témoignages de Jean-Antoine Dupré et de Barthelemy Coulomb, dont il sera fait mention à cette date.

12^e MAI 1703 (samedy). Confrontation des temoins avec le procureur Vincent.

15^e MAI 1703. Appointement portant que les parties bailleront leurs requêtes.

2^e JUIN 1703. Premiere requête de Louis Vincent, procureur, en faveur de tous les prévenus.

2^e JUIN 1703. — Seconde requête de Louis Vincent, spécialement en faveur de Jacques-Rostang Dumas.

15^e JUIN 1703. — Continuation dinformation.

Jean Antoine Dupré, huissier audiencier en la Cour presidial, agé de quarante ans ou environ...

Dépose que le dimanche des Rameaux premier jour du mois d'avril dernier estant sorty a la porte des Carmes environ une heure apres midy et se promenant sur la place qui est au devant du logis de Lorange en attendant l'heure de Vespres ou il avoit fait dessain daller les S^{rs} Colomb pere et fils sy promenant aussy vindrent li joindre, et dans le tems quils parloint tous trois ensemble, il y arriva Jean Loubachin hôte du logis du Cigne, et dit au deposant de le suivre quil vouloit lui faire voir quelque chose, et non pas audy Colomb pere et fil qui estoient suspects, et le deposant luy aiant demandé ce que cestoit, led. Loubachin ne voulut pas le luy dire mais le pria fortement encore une fois de le suivre, ce que le deposant fit, et led. Loubachin laiant mené dans le jardin a roüe de M. de Calviere, led. Colomb fils les y suivit avec le S^r Viala tain-turier qui demouroit autres fois à Bagnol et le S^r Rouviere chirurgien¹ de cette ville, et lors quils furent deriere le moulin dud. s^r de Calviere, led. Loubachin plaça le deposant avec les susnommés dans un petit recoin dud. moulin et positivement sous une fenestre dicelluy qui tombe dans led. jardin ou apres avoir demeré un moment, le deposant entendit une voix quil croit estre dune femme ou dune filhe qui faisoit comme des hurlemens et une spece de tremblement, et cela a diverses reprises, ce qui fit juger au deposant que cestoit la une veritable assemblée et que cette voix ne pouvoit estre que la voix de la Prophetesse, et le deposant ayant dit ausd. Colomb Viala et Rouviere que cestoit bien une veritable assemblée, led. Colomb se separa amena lun deux et sen alla dans la ville, et le deposant sen retourna à promener a lad. place du logis de Lorange, ou aiant trouvé encore led. s^r Colomb pere, le deposant luy dit quil y avoit assurément une assemblée dans led. moulin et qu'il y avoit entendu la Prophetesse, et aiant dessuite] passé du costé des Cazernes et estant revenu un moment apres a lad. place il vit que led. moulin estoit investy des soldats et dragons ce qui lobligea daller du costé dud. moulin ou estant entré il vit sur la galerie qui tombe sur la basse cour environ vingt-cinq femmes ou filhes et trois ou quatre hommes parmy lesquels il reconût la nommée Freze femme de Mercier munier rentier dudit moulin, le nommé Rostang son valet, François Mercière femme du nommé Gueidan, Isabeau Chapelle femme de Mathieu Ardouin masson, la filhe de la susdite Freze femme du nommé Jean Janet munier de cette ville, un homme quil ouit nommer Jean Freze cordonnier, la

1. Rouvière François, chirurgien (*Arch. mun. de Nîmes*, PP, 3).

servante dud. Mercier munier dont il ne sçait pas le nom, sur toutes lesquelles personnes tant hommes filhes que femmes M. le Marechal de Montrevel ordonna de faire main basse, et dans le tems que les soldats et dragons executoint ses ordres led. Viala tainturier, aiant pris un petit enfant agé denviron sept ou huit mois dentre les mains de lad. Françoise Mercier sa mere pour le sauver, et les dragons et soldats voulant sy opposer, le deposant embrassa led. Viala et sortirent tous deux ensemble dud. moulin avec led. enfant, et le deposant aiant resté devant led. moulin ou M. le Marechal de Montrevel estoit, il vit mettre le feu aud. moulin et ensuite que toutes les personnes qu'il avoit veües sur la galerie dans led. moulin y avoient esté tuées et brulées, apres quoy il se retira, aiant ouy dire despuis que la nommée Catherine Daudesse belle sœur d'Estor fournier, Louise Arnaude veuve de Jacques Massip, Suzanne Rouveirolle filhe a feu Medard, Catherine Deleuze femme de Pierre Cabiach, la fille ainée de Cabanis masson la mere de laq^{lle} se nomme Creissante, Marg^{te} Cornorte filhastre de Nicolas Daudet tisserant de toille, Suzanne Estienne femme de Pierre Brunel bolanger, Isabeau Bougese femme dudit Jean Frese, Jacques Roustang Dumas fils de Dumasse revendeuse et la femme du nommé Mercier rentier de la metterie du Luc appartenant a M. de Fabrique estoient tous de ce nombre et avoient esté tués et brulés aud. moulin...

Dupré

Novy.

Barthélemy Colomb, exempt en la Prevosté de la marechaussée de cette ville, agé de soixante quatorze ans ou environ...

... Dépose que le dimanche des Rameaux premier jour du mois d'avril dernier estant sorty par la porte des Carmes environ une heure après midy il alla joindre son fils qui se promenoit au devant de logis du Cigne, et un moment apres il virent sortir dun moulin appartenant à M^r de Calviere duquel le nommé Mercier estoit rentier un grand nombre de gens ce qui luy fit croire q^l y avoit une assemblée dans led. moulin et obligea le deposant avec son fils den aller advertir le sieur Major general des troupes qui les mena avec luy pour donner cet advis a M le marechal de Montrevel, sur quoy led. seigneur ayant donné ordre de prendre des soldats de sa garde pour aller investir led. moulin et pour arrester tous ceux qui se trouveroient dedans ce qui fut exécuté, et le deposant estant entré avec son fils il y auroit veu quantité dhommes femmes et enfans parmy lesquel il reconut le nommé Jean Frese savetier beau frere dud. Mercier munier et Ysabeau Bougese femme dud. Frese, le nommé Rostang valet dud. munier, le nommé Jaques Rostang

Dumas fils de la veuve de Dumas revendeuse, la nommée Freze femme dud. Mercier, la filhe dud. Mercier, et sa servante, Susanne Pierre Brunel bolanger, Louise Arnaude veuve de Jaques Massip, Estienne femme de Catherine Daudette sœur de la femme d'Estor fournier, Françoise Merciere femme de Gueidan, et un grand nombre d'autres personnes qⁱ ne conoissoit que de veue, et dont il ne sçait pas le nom, aiant ouy dire depuis que la nommée Ysabeau Chapelle femme de Mathieu Ardouin masson, Marg^{ie} Conorte filhastre du nommé Daudet tisserant de toile, la sœur ainée de la veuve de Daudet broquier, la filhe ainée de Gerome Fournier menager, Catherine Deleuse femme de Pierre Cabiach menager, Susanne Rouveirole filhe a feu Medard, la fille ainée de Cabanis masson dont sa mere sapelle Creissante, Jeanne Passete femme de Jean Bouvier travailleur de terre, la filhe ainée de Granet aussy travailleur de terre et la femme de Mercier rentier du mas du Luc estoit tous dans l'assemblée dud. moulin quilz y furent tous tués et brulés par ordre de Monseigneur le Marâl, ce quil fit aussi bruler et raser led. moulin...

Coulomb

Novy.

15^e JUIN 1703. — Conclusions.

Le procureur du Roy prenant ses conclusions au procès qu'il a pendant en la Cour comme demandeur en et excéz reparation des crimes de relaps ou d'assemblée illicite et seditieuse d'une part,

Et Louis Vincent procureur en la Cour curateur nommé pour deffendre la memoire des phanatiques seditieux qui furent surpris assemblés et attroupés dans le moulin du sieur de Calvière le dimanche des Rameaux premier jour du mois d'avril passé et tués dans lad. assemblée de lordre du seigneur Marechal de Montrevel general des armées du Roy commandant en cette province assigné et deffendant d'autre.

Veu la Req^{te} pour informer contre la memoire desd. phanatiques rebelles qui ont esté tués dans led. moulin de l'ordre dud. seign^r Marechal de Montrevel du 3^e avril dernier avec l'exploit d'assignaôn au dos donnée aux temoins pour déposer du mesme jour 3^e avril, l'information faicte en consequence contenant les depositions de temoins du lendemain 4^e dud. mois d'avril, l'ord^{ce} portant que le proces sera fait à la mémoire de etc... tous trouvés et tués dans lad. assemblée, lad. ord^{ce} dud. jour 4^e avril portant nomination de curateur de la personne dud. Vincent pour deffendre leur memoire avec l'exploit d'assignaôn à luy donnée pour venir prester serment

du 3^e may dernier, le procez verbal de la prestation de serment dud. Vincent du 4^e dud. mois de May, l'interrogatoire dud. Vincent curateur contenant ses reponses confessions et denegations dud. jour 4^e may, les conclusions preparatoires du 5^e dud. mois de May, l'ord^{ce} de Recolement et confrontation des temoins contre led. Vincent curateur du mesme jour 5^e May à lui signifiée le 12^e dud. mois avec l'exploit d'assignaôn aux temoins pour estre recolés et confrontés dud. jour 12^e May dernier, le cahier des recolements desd. temoins dud. jour 12^e May et de cejourd'hui 15^e de ce mois, le cahier des confrontations des temoins desd. jours 12^e May et 15^e Juin, continuaôn dinformation de deux temoins aussi de ce jourd'huy 15^e Juin, app^t portant que les parties bailheront leurs req^{tes} du 13^e ¹ dud. mois de May, ensemble les req^{tes} données par led. Vincent curateur le tout veu et considéré.

Conclud que pour les preuves rezultant du procez la nommée Frezol femme de Mercier meusnier du moulin dud. sieur de Calviere, le nommé Rostang son valet et sa servante, François Mercière femme du nommé Gueydan fouleur de bas, Isabeau Chapelle femme de Mathieu Ardouin masson, la filhe de la susd. Frezol femme du nommé Jean Jeanet meusnier de cette ville, Jean Frezol cordounier et sa femme nommée Isabeau Bougese, Catherine Daudette belle sœur d'Estor fournisseur, Louise Arnaude veuve de Jacques Massip, Suzanne Rouveirole filhe à feu Medard, Catherine Deleuze femme de Pierre Cabiach, la fille aisnée de Cabanis masson, Jeanne Bassete femme de Jean Bouvier, Marguerite Conorte filhastre de Nicolas Daudet tisserand de toiles, Suzanne Estienne femme de Pierre Brunel boulanger, Jacques Rostan Dumas fils de Dumasse revendeuse et la femme du nommé Mercier rentier de la metairie de Luc, soyent declarés deubeüment atteints et convaincus d'estre tombés dans le crime de relaps pour avoir assisté à lad. assemblée illicite et seditieuse faite par les phanatiques qui furent tués aud. moulin de l'ordre dud. seigneur Marechal pour reparation de quoy il soit ordonné que leur memoire demeurera esteinte condamnée et supprimée à perpetuité et que leurs biens seront acquis et confisqués au profit du Roy, distrait sur iceux les frais et depens du proces.

Ce 15^e juin 1703. *Chazet* p^r du Roy.

16 JUIN 1703. Jugement de la Cour présidial, publié par M. Charles Sagnier (*Bulletin*..... 1878, p. 542.)

1. C'est le 15.

UNE RÉPONSE D'ANTOINE COURT

AUX OBJECTIONS SOULEVÉES PAR LES ASSEMBLÉES DU DÉSERT

(25 mars 1724).

Le 16 mai dernier, feu M. le professeur A. Bouvier, dont nous déplorons plus loin la mort, m'écrivait : « Il se trouve « à ma disposition la copie authentique d'une belle lettre « d'Antoine Court, du 25 mars 1724, pour la défense des « assemblées du Désert. Elle est signée de lui et me paraît « mériter à tous égards d'être lue... » Cette longue lettre, encore inédite — elle ne compte pas moins de 27 pages in-4° — forme, en effet, une partie importante d'une polémique qui dura plus d'un quart de siècle et divisa les protestants et plus particulièrement les pasteurs du Refuge. — Ouverte déjà à la fin du xvii^e siècle par les critiques peu charitables dont il fallut justifier la vie et la mort de Claude Brousson, cette polémique devint très vive aux approches du terrible édit de 1724, grâce à l'*Instruction pastorale aux réformés de France sur la persévérance dans la foy et la fidélité pour le souverain* qui blâmait les assemblées du Désert, et était sortie, le 20 avril 1719, de la plume d'un des pasteurs du Refuge les plus justement considérés, Jacques Basnage. Elle ne s'assoupit guère que vers 1750, après la publication du livre d'un de ses collègues, Armand de la Chapelle, sur *la Nécessité du Culte public*.

Le *Bulletin* a reproduit en 1856 (V, p. 54) la réponse d'Antoine Court à l'*Instruction* de Basnage¹, puis il a raconté, avec pièces à l'appui (*Ibid.*, p. 192-210), comment, en 1746, cette

1. Voici les curieuses remarques que Rabaut Saint-Étienne a écrites à propos de cette *Instruction*, sur un exemplaire (de la réimpression de 1746) qui lui a appartenu : « Ce fut sous la Régence du duc d'Orléans et « à la sollicitation de Morville ambassadeur en Hollande que Basnage « écrivit cette lettre pastorale. Le fameux cardinal Albéroni tentait de « soulever les Protestants alors fort malheureux ; il est digne de remarque « que l'Espagne liguée autrefois contre les Protestants, voulut alors se « liguier avec eux ; il est singulier encore que la lettre de Basnage fut im- « primée à Paris, par ordre de la Cour, quoi qu'il y ait des choses très « fortes contre la Religion romaine. Le régent envoya même des person- « sonnes de confiance en Languedoc et en Poitou, pour s'assurer de la

dernière fut réimprimée et distribuée parmi les nouveaux convertis, par les soins et aux frais du gouvernement français lui-même. On peut se faire une idée du raisonnement de l'ancien professeur et pasteur de Rouen, et de ceux qui partagèrent son opinion, en parcourant un extrait de son traité transcrit ici même pour expliquer une fort intéressante lettre de Pierre Claris, ex-abbé de Florian, datée de Londres, 3 août 1719 (XXXIV [1885], p. 72); — puis une autre lettre adressée par Pictet à Corteiz, sur le même sujet, en janvier 1720 (Hugues, *A. Court*, I, 375); — enfin divers documents cités à propos du projet de célébrer en France, par un jeûne solennel, le 20 mars ou 22 octobre 1735, le jubilé de la Révocation (Voy. mon étude sur *Jean Chapel*; XXXV [1886], p. 444 ss.).

Basnage semble s'être laissé convaincre, ainsi que le prouve une lettre d'Antoine Court, de 1722 (XXXVI [1887], p. 427), mais d'autres pasteurs du Refuge répétèrent longtemps encore les arguments qu'il avait préconisés. Parmi eux figuraient, d'après une note du défenseur des assemblées du Désert, *MM. Lenfant*, etc. Cette note A. C. l'avait mise en marge d'une lettre datée de Berlin le 28 février 1724, laquelle résumait sans doute leurs objections, et se trouve, en ces termes, en tête de la copie transmise par feu M. A. Bouvier :

« On vous exhorte fortement à ne point vous endormir et à vous mettre incessamment dans le chemin du salut. Il arrive souvent une soudaine destruction lorsqu'il y a le plus d'apparence de tranquillité. Le monde, et surtout celui que vous habitez, est une mer orageuse où il ne faut pas s'embarquer témérairement, beaucoup moins y entreprendre des voyages de longue haleine. Quelquefois on s'attire la tempête par sa propre faute et sans nulle nécessité. Il faut toujours se souvenir de ce que nous enseigne l'Écriture Sainte, *qu'il faut obéir aux puissances souveraines*, et qui y résiste, résiste à

« fidélité des protestants; il eut lieu d'être satisfait des protestations que
 « ceux-ci donnèrent, non seulement de leur soumission, mais du zèle
 « qu'ils auraient, à donner en cas de sédition, des preuves de leur dévouement et de leur courage. Basnage, en se rendant aux sollicitations de
 « la Cour, parut suspecter quelque peu la patience des Protestants, mais
 « il ne faut rejeter ses soupçons que sur les insinuations et les craintes
 « de la Cour de France. On paya le zèle et la soumission des Réformés
 « par la déclaration de 1724, plus cruelle que toutes les précédentes ».

l'ordre de Dieu. Cette maxime *qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes*, est constante; mais *elle ne regarde que la conscience* et les actions que Dieu a défendues ou commandées dans sa Loi, ou bien des ordres extraordinaires tels qu'en auraient reçu saint Pierre et saint Jean, et les autres apôtres, d'annoncer l'Évangile. A l'égard de quelques démarches extérieures et publiques qui ne touchent pas l'essentiel de la Religion et que les souverains ont l'autorité de défendre ou de permettre, il faut céder à la vérité et ne point se flatter d'obtenir la couronne du martyr par cette sorte de désobéissance. En s'attroupant tumultueusement, on fait moins des martyrs que des victimes d'un zèle mal conduit, et en prenant une liberté qui nous est ôtée, on hasarde le peu qui nous en reste. »

Je ne puis reproduire en entier la réponse d'Antoine Court justifiant ses collègues par la parole et par l'exemple des apôtres, et des huguenots, etc. Mais il faut en citer quelques passages caractéristiques, entre autres celui-ci qui prouve que, grâce à la soumission passive, il y eut, en France, des régions où la persécution réussit à faire disparaître tout vestige des Églises protestantes qui y existaient avant la Révocation :

« ... Où en serions-nous, si, depuis quarante années que nos Églises sont captives, nous avions demeuré sans exercices, sans sacrements et sans prédications ! La Religion ne serait plus connue parmi nous. Que de provinces de ce royaume qui ont été autrefois le théâtre où la vérité a fait briller ses plus éclatantes scènes, mais dont les fidèles n'ont pas eu le même courage ni le même zèle que ceux de la nôtre, servent de monuments de cette triste vérité ! Enfants trop infortunés, nés depuis le malheur des temps, élevés sans guides et sans conducteurs, venez nous apprendre quelle est votre religion. Hélas ! votre indolence pour la piété, votre attachement pour le monde, le peu de peine que vous vous faites d'assister au culte d'une communion idolâtre et votre abandon absolu au vice et à la corruption, ne nous prouvent que trop que vous n'en avez point du tout. Il n'en est pas de même de ceux qui ont le bonheur d'être instruits dès leur tendre enfance et d'avoir fréquenté des lieux où on leur indique la route du salut. Grâce au ciel, une heureuse expérience nous en sert de garant !... »

La soumission n'a d'ailleurs jamais désarmé les persécu-

teurs, et le conseil de sortir de France est impraticable pour beaucoup de nouveaux convertis :

« ... Mais, nous dira-t-on, ne vaudrait-il pas mieux fuir loin de la tentation, chercher un asile dans les pays libres, se mettre à couvert de l'orage ? A la vérité, ce parti-là m'a toujours paru le meilleur, et, quoi que je vienne de dire que nous conserverons toujours nos exercices, je voudrais, et, plutôt à Dieu que la chose s'exécutât aussi promptement que je le désire avec ardeur, que tous les protestants qui sont encore en France, *se sauvassent du milieu de cette méchante race* (Act. II, 40) et allassent dans un autre bord publier la gloire de leur bienfaiteur. Mais parce qu'ils ne l'ont pas encore fait, et que la plus grande partie ont mieux aimé y demeurer en conservant leurs exercices, doit-on les abandonner ou condamner leur zèle et leur piété ? Ne peut-on même pas dire que la défense qui leur a été faite d'aller dans des pays étrangers et la garde exacte et vigilante qu'on a faite sur les frontières du Royaume pour arrêter les personnes qui seraient assez hardies que de hazarder la sortie, est un puissant préjugé que Dieu n'a pas voulu entièrement éteindre le flambeau de sa vérité en France, qu'il veut y faire encore des miracles de sa grâce, s'y conserver un peuple qui l'adore en esprit et en vérité, et rendre par là éternellement confus ces faibles mortels qui ont osé se féliciter d'avoir éteint la Réformation et d'avoir vu toute la France catholique sous le règne de Louis le Grand ?

« Ne peut-on pas dire en second lieu que quand bien même un grand nombre formerait la noble résolution d'abandonner un pays où il ne leur est pas permis de servir Dieu selon la volonté et les lumières d'une conscience conduite par la grâce, que tous ne pourraient point prendre ce parti ; qu'il y a des vieillards, des jeunes gens et bon nombre d'endormis qui sont hors d'état, ou d'en concevoir le dessein, ou de l'exécuter après l'avoir conçu. Abandonnera-t-on ceux qui se trouvent dans cette fâcheuse classe ? Les laissera-t-on sans secours, sans exercices ? Prendra-t-on plaisir à les voir dormir à leur aise d'un sommeil profane ou léthargique ?

« On leur criera de loin, me dira-t-on, réveille-toi ! Mais leur sommeil est si profond qu'il faille plus que des cris pour les éveiller, qu'il les faille pousser avec la main, exciter, agiter, les réveiller à force de bras. De quoi leur servira-t-il, ce réveille-toi ? D'ailleurs, ignore-t-on qu'il n'y en ait d'égarés et d'autres qui sont déjà dans les pattes du loup, pressés de telle sorte qu'à moins d'un prompt secours, il n'est pas possible qu'ils en échappent.

« Je demande, que doit-on faire à leur égard ? Laissera-t-on errer

les uns dans les routes qui conduisent à la mort, et laissera-t-on déchirer et dévorer les autres par les bêtes féroces et carnassières? N'aura-t-on rien à craindre de la part de celui qui nous fait dire par un prophète : *Fils de l'homme, je t'ai établi pour guet sur la maison d'Israël* (Ézéchiél, XXXIII, 7), et qui nous dira un jour lui-même : *Rends compte de ton administration* (Luc, XVI, 2). En sera-t-on quitte pour dire avec Caïn : *Suis-je la garde de mon frère?* Ne peut-on pas dire enfin que si les chrétiens sont obligés de porter le flambeau de l'Évangile dans les régions les plus éloignées, chez le Scythe et le Barbare, chez le peuple qui n'a jamais connu Jésus-Christ; qu'ils le sont doublement de porter et d'entretenir ce flambeau où il a brillé avec éclat, et où il y a une grande porte d'effluence ouverte, une abondante moisson à faire? Ah! où est le zèle des premiers chrétiens?... »

Enfin, à propos de ceux « qui ne blâment pas tout à fait « nos assemblées de piété, mais qui voudraient qu'elles « fussent si petites qu'elles n'excédassent pas le nombre de « dix ou douze personnes », A. Court est amené à démontrer d'abord que cela est impossible, puis à nous donner une fort intéressante description du *culte du Désert*, en ajoutant quelques mots, d'ailleurs très justes, sur le mal que font ces critiques trop faciles :

« ...Supposons pour un moment que huit ou neuf bergers eussent quarante mille brebis dispersées dans une vaste campagne, séparées par des cloisons différentes. Je demande, comment voudrait-on que ces bergers fournissent à leurs brebis les choses nécessaires pour la vie, s'ils n'en formaient des troupeaux qui fussent un peu nombreux? Qu'on applique cette supposition à notre sujet et on verra si le sentiment que nous combattons est juste et bien fondé. Et il ne faut pas dire que, dans ma supposition, j'excède la juste proportion des choses, car si on prend la peine de l'examiner, on verra qu'elle pèche plutôt pour ne renfermer pas assez que pour renfermer trop. C'est une chose connue dans tout le monde réformé, qu'il y a dans la seule province du Languedoc plus de quarante mille fidèles prêts à recevoir l'Évangile, ou assistant actuellement aux assemblées de piété, et que le nombre des prédicateurs destinés à leur service ne monte point au delà du nombre de huit à neuf bergers que j'ai supposé. Comment veut-on donc que ces prédicateurs se conduisent pour entretenir la dévotion de ce

peuple, s'ils ne convoquent des assemblées un peu nombreuses ?

« Mais quelque nombreuses qu'elles puissent être, qu'on ne les accuse point d'être tumultueuses; raisonner de cette manière ce serait bien mal les connaître; ce serait les traiter avec la dernière injustice. Les chefs qui les conduisent savent, par la grâce du Seigneur, que *Dieu est un Dieu de paix et non point un Dieu de confusion; que toutes choses doivent se faire honnêtement et par ordre* (I. Cor, XIV, 33, 40). C'est ce qu'ils pratiquent, à la grande édification de l'Église. On observe parmi nous une exacte discipline. Outre celle des Églises réformées de France, nous avons des règlements particuliers qui ont en vue le temps et les circonstances où nous nous rencontrons. Nos synodes et nos colloques, outre le soin ordinaire des Églises, s'assemblent pour prendre les mesures les plus propres pour la propagation de la foi, pour l'extirpation des vices, enfin pour que toutes choses soient faites avec prudence et avec sagesse. Les personnes proposées pour avertir ceux qui doivent assister à nos assemblées de piété, le font sans bruit et sans éclat; on les conduit de même par des routes détournées dans le lieu qui est marqué pour l'assemblée; c'est quelquefois une vaste campagne, quelquefois une caverne, quelquefois une bergerie. Quand on est arrivé en place, les hommes et les femmes séparément, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, le lecteur fait la lecture de quelque chapitre de l'Écriture sainte, et cette lecture est entremêlée du chant de quelque psaume. Le pasteur qui préside l'assemblée, après avoir lu la confession des péchés et fait une prière à Dieu pour lui demander l'intelligence de sa parole et que la grâce victorieuse et triomphante de son divin Esprit ouvre, touche et pénètre le cœur de ses auditeurs, il leur adresse, à ces auditeurs, un discours qui a pour fondement un texte de l'Écriture Sainte et il ne les exhorte pas moins à l'obéissance aux puissances souveraines dans les choses qui ne sont point contraires à la Religion et au dictame de la conscience qu'il ne leur recommande de persévérer dans la foi et d'être fidèles à Dieu. Ce discours achevé, l'assemblée chante pour l'ordinaire quelques couplets d'un psaume, le plus convenable à l'état où l'on se trouve; après quoi le même pasteur interroge indifféremment sur le catéchisme, les grands, les petits, les hommes et les femmes. Cela fait, il donne la bénédiction et renvoie le peuple; les diacres demandent pour les pauvres, chacun se retire chez soi le plus prudemment et le plus doucement qu'il est possible, sans bruit et sans éclat.

« C'est ainsi que les assemblées de l'Église sous la croix en

France se convoquent. Si on appelle cette manière de les faire, tumultueuse, il en faut convenir, les termes n'ont plus leur ancienne signification et les hommes d'aujourd'hui n'attachent plus les mêmes idées aux choses, qu'on y attachait autrefois. J'aurais cru, si je n'avais entendu des théologiens qui semblent insinuer le contraire, que cette manière de s'assembler était prudente et conduite avec ordre. J'omettais de remarquer que, depuis le moment où l'assemblée se convoque jusqu'à celui qu'elle se disperse, nous avons, en différents postes, des guets actifs et vigilants qui veillent pour sa sûreté !

« Que si, après toutes ces précautions et ces mesures, si, pour les nobles motifs, tels que sont la gloire de Dieu, l'honneur de notre sainte religion, le salut de nos âmes, qui, en effet, sont les grandes raisons qui, contre les édits du Prince sous l'empire duquel nous vivons, nous font conserver nos exercices publics de religion et de piété, nous venons à tomber entre les mains de nos ennemis, nous flatterons-nous trop, si nous nous persuadons que le Seigneur nous soutiendra dans nos épreuves et qu'il nous fera la grâce de remporter la couronne de la gloire avec celle du martyre ?

« ... Après tout, si la religion et la conscience de quelques théologiens leur permettent de faire quelque ouvrage qui prouve, quoique très faiblement, qu'on peut, en France, se dispenser sans scrupule de conscience, du service public de la religion, c'est-à-dire de la prédication et de la participation aux sacrements, je leur déclare qu'ils feront un plaisir sensible à bon nombre de gens commodes, qui, par une triste expérience, font voir à nos yeux la vérité de cette maxime évangélique, *qu'il est difficile qu'un riche entre dans le royaume des cieux* (Luc, XVIII, 24). La quantité de gentilshommes, de bourgeois et de marchands qui n'assistent point à nos assemblées, pour la crainte qu'ils ont de perdre leurs biens, qui n'ont, de leur vie, entendu aucune prédication, ni participé, je ne dis pas une fois l'année, mais depuis qu'ils sont au monde, au sacrement de la Sainte Cène, et qui tâchent d'accorder la religion avec le monde, leurs devoirs avec leurs intérêts, leur conscience avec le penchant de leur cœur ; mais qui, malgré les efforts qu'ils font sur eux-mêmes pour trouver dans ces dispositions le repos de leur âme, se sentent déchirer par des remords et des scrupules de conscience, — on les verra alors heureux et triomphants. Vous nous accablez, nous diront-ils tous, de reproches et de plaintes ; vous ne discontinuez jamais de crier au timide et au lâche ; vous voulez, quoi qu'il en soit, que nous renoncions aux douceurs et aux avantages

dont nous jouissons, pour assister à vos assemblées religieuses; vous le voulez, du moins, à ce prix, si nous ne le pouvons faire à meilleur compte; vous rétrécissez, par une doctrine si austère et si peu conforme aux inclinations de notre cœur, le chemin du ciel. Mais, grâce à Dieu, voyez des directeurs plus commodes et qui, sans vous fâcher, ont des lumières d'une plus vaste étendue que les vôtres. Ce que vous appelez timidité, lâcheté, amour du monde, eux l'appellent prudence, sagesse, bonne politique. Nous pourrons, selon eux, sans courir aucun danger ni aucun péril, être bons chrétiens et bons fidèles; leur théologie nous décharge du pesant joug de confesser Jésus-Christ dans la cour de Caïphe, au milieu d'un peuple mutiné, d'une nation persécutrice. Tranquilles chez nous, sans exercices et sans religion, nous pouvons, aussi bien que vous qui courez les déserts et les bois pour entendre une prédication, nous sauver et être heureux.

« Parlons en d'autres termes et disons de la manière la plus sérieuse, que tous les écrits qu'on mande du pays étranger et qui blâment les assemblées de religion qu'on fait en France, font des mau xinfinis. L'ennemi en devient plus fier et plus mordant; il court et s'acharne avec fureur sur des assemblées que ceux mêmes du parti condamnent. Le chrétien de terre et de boue, uniquement attentif à conserver ses héritages et son repos, se félicite d'avoir trouvé des hommes savants, célèbres dans l'Eglise et dans la république des lettres qui soient les défenseurs et les apologistes de sa conduite. Le timide et le lâche se fortifient dans la résolution de n'avance pas plus loin, et tel qui était résolu tout de bon à faire pour son salut le noble sacrifice de ses avantages temporels et d'emporter le royaume de Dieu par violence, retourne en arrière et se précipite de nouveau dans l'abîme du vice et de l'erreur.

« Car, qu'on ne s'y trompe point : Dès qu'on cesse de fréquenter les exercices de la religion, dès qu'on cesse d'entendre la prédication de l'Évangile, dès qu'on cesse d'être exhorté à la persévérance, à la pratique du bien, dès qu'on cesse d'être censuré dans ce qu'il y a de défectueux ou de criminel dans sa conduite, dès qu'on cesse enfin d'être soutenu et encouragé par les bons exemples, l'exemple de la piété et du zèle de nos frères, — le vice s'est bientôt réarmé de nos cœurs. Satan, le monde et nos passions fières et tumultueuses ont bientôt fait des progrès sur nous; on va bientôt devenir les funestes victimes de l'injustice et de la fureur de ces ennemis du salut.

« Voilà pourtant, voilà les fruits que produisent pour l'ordinaire les écrits dont je parle. Les auteurs n'en seront-ils pas touchés?... »

A. Court est plus prolixe que ses adversaires, son raisonnement est moins serré que le leur, mais on sent que sur bien des points il est dans le vrai, et, comme la question qu'il traitait peut encore aujourd'hui être discutée, on saura gré, avec nous, à feu M. le professeur Bouvier de nous avoir adressé cette éloquente apologie du *Culte du Désert*. On sait d'ailleurs, qu'A. Court développa plus tard toutes ses idées dans une *Apologie des Protestants du royaume de France sur leurs assemblées religieuses*, qui fut imprimée *Au Desert* 1745 (46 p. in-8°) et donna lieu à une curieuse polémique à propos de ce qu'il y disait de Camisards (*Bull.* XXXVIII [1889] 658). — Voici la réflexion mélancolique par laquelle Rabaut Saint-Étienne termina la note qu'il avait écrite sur son exemplaire : « Cet ouvrage fut à peu près inutile, comme tous les autres. *On ne lit point nos apologies, et quand on les lit, nous n'y gagnerions rien que d'être punis d'avoir raison* ». — Et pourtant lui aussi multiplia plus tard, apologies et mémoires... et obtint finalement l'état civil et la liberté de conscience.

N. W.

Mélanges

INSCRIPTIONS HUGUENOTES

(POITOU, AUNIS, SAINTONGE, ETC.)

X. — Espoir en Dieu.

(SUITE¹).

Sur une maison, à Saint-Mihiel (Meuse)², on lit :

HEVREUX QVI MET EN DIEV SON ESPERANCE
ET QVI LINVOQVE EN SA PROSPERITE
AVTTAN OV PLUS QVEN SON ADVERSITE
ET NE SE FIE EN HVMAINE ASSVRANCE.

1606.

1. Voy. le n° du 15 novembre, p. 567 à 587.

2. Communication de M. le pasteur Dannreuther, de Bar-le-Duc. — « Il y eut un mouvement protestant très important à Saint-Mihiel et plusieurs familles étaient encore Réformées en 1606. »

Sur une pierre de provenance inconnue, déposée dans l'hôtel de ville de Cognac (Charente-Inférieure)¹:

AYES · POVR · HAL · ECRET · LA · FOY · ET · CHARITE · ESAYE · 59 · C · ET
POVR · HEAVME · LE · ESPERANCE · DE · SA · LVT · EPIHESE · C · G.

Sur une gourde de faïence d'Antoine Sigalon², potier de terre huguenot, mort à Nîmes vers 1589;

SEIGNEVR IL ESPERE EN TOY.

Uné assiette du même artiste porte la variante:

SEIGNEVR NOVS AVONS ESPERE EN TOY.

On a récemment placé au-dessus de l'entrée du musée de Saintes, une inscription que M. le pasteur Roufineau vit en place, il y a près de quarante ans, sur la porte d'un jardin longeant le chemin devenu depuis rue de la Boule. On y lisait alors facilement le texte du premier verset du psaume XLII:

SICVT DESIDERAT CERVVS AD FONTES AQVORVM:
ITA DESIDERAT ANIMA MEA AD TE DEVS. — 1676.

(Comme le cerf brame après des eaux courantes, ainsi mon âme soupire après toi, ô Dieu.)

Cette inscription, aujourd'hui très fruste, est accompagnée d'une fontaine ayant, à droite, un cerf qui boit, à gauche, un autre cerf accourant se désaltérer. — Sur la même pierre ornée se trouvent également un cœur et le monogramme IHS³.

1. *Epigraphie santone*, p. 197. A rapprocher de la marque de l'imprimeur Jaquy (1562), citée plus haut.

2. Sigalon est mentionné en qualité de « dizenier » en 1560 dans les registres du consistoire de Nîmes; en janvier 1584 il est « surveillant de quartier ». L'assiette citée plus bas atteignit, dans une vente publique faite en 1889, le prix de 3,500 francs. (Communication de M. le pasteur Dardier.)

3. Ces deux emblèmes étant devenus la propriété exclusive du culte catholique, nous avons, tout d'abord, cru devoir écarter les inscriptions accompagnées du monogramme IHS et du cœur, surmontés ou non d'une croix. Mais des documents nombreux sont venus nous montrer que, au moins jusqu'à la Révocation, ces signes sont demeurés communs aux deux cultes rivaux.

Dans le protestantisme actuel les figurations symboliques sont réduites à bien peu de chose. Mais à l'origine il fut loin d'en aller ainsi. Th. de Bèze, en 1580, publiait à Genève les *Icones* ou *Vrais pourtraits* accompagnés

Nous reproduisons ici, quoique ce ne soit pas sa vraie place, l'inscription suivante, qui nous est parvenue tardivement :

O QVE BIEN | HEVREYX SONT | CEVX QVI
GARDE | CE QVI EST DROT | ET FONT CE QVI |
EST IVSTE EN TOVT | TEMPS. — PSEAV 106
LA GENERATION DES HOMMES | DROIS
SERA BENITE. — PS. 118.

Elle a été relevée par M. N. Weiss, à Sancerre, sur une maison au fond de la cour du n° 11 de la rue Fangeuse.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DES TRIBUNAUX DE L'INQUISITION EN FRANCE¹

En apparence le vi^e et dernier chapitre de cet ouvrage intéresse seul nos études. Il renferme, en effet, outre la conclusion, quelques pages sur le rôle de plus en plus effacé de l'inquisition dans la répression de l'hérésie au xvi^e siècle, laquelle devient dès lors l'affaire, à la fois des Parlements, de l'Université et des évêques. Celui qui s'occupe de notre histoire se tromperait pourtant si, en parcourant la table des matières, il s'imaginait ne pouvoir retirer profit que de ce qui s'y rapporte directement.

d'une série considérable d'*Emblèmes*. La *croix* surmonta un grand nombre des anciens temples réformés. Le *méreau au berger*, dont le type initial remonte certainement au xvi^e ou au xvii^e siècle, porte une *croix* à laquelle pend une bannière. Sur la marque typographique des Haultin, si souvent utilisée par les Réformés, la *croix* occupe une place importante.

Quant au sigle IHS, il se trouve, en compagnie de la légende : *Dieu nous soit en ayde*, sur un méreau recueilli à Genève et attribué au culte réformé. Le cachet d'un Meschinot de Richemond, qui était, en 1583, ancien de l'Eglise de Saintes, porte le monogramme IHS[†], commenté par ces mots :

IN HOC SIGNO VINCES

Nous trouvons enfin le *cœur*, nimbé de rayons, et comprimé entre deux croix, sur un méreau de Nîmes; et le méreau du temple de Charenton (1685) dont parle le poète satirique Jean de Rostagny, en sa « 3^e rimaille », aurait porté « un *cœur* soutenu de deux ailes ».

1. Par L. Tanon, président de la Cour de cassation. Un vol. in-8° de vi-567 pages, Paris, Larose et Forcel, 1893.

La Réforme remonte plus haut que le xvi^e siècle, et on la comprendrait mal si l'on ignorait le mouvement de protestation religieuse contre la papauté qui, sous le nom de Cathares, Vaudois, etc., traversa tout le Moyen âge, et laissa des traces non équivoques dans tant de contrées de l'ancienne France. Ce n'est pas par hasard que le protestantisme jeta, dès l'origine, de profondes racines dans certaines régions du Languedoc, des Alpes, de la Champagne et de la Lorraine, sans parler des Flandres et du Piémont qui confinent à la France. Il y a donc un très grand intérêt à suivre, avec un guide bien informé, les efforts tentés par l'Eglise catholique pour extirper ces foyers d'indépendance.

Jusqu'ici nous n'avions guère, à part certaines monographies de valeur, comme celle si remarquable de M. Ch. Schmidt sur *les Cathares* et celle de M. Ch. Molinier sur *l'Inquisition dans le midi de la France aux XIII^e et XIV^e siècles*, qu'un seul ouvrage d'ensemble, très considérable, mais écrit en anglais. M. Ch. Lea avait, en effet, publié en 1888 une histoire générale de l'inquisition au Moyen âge¹, que nous avons annoncée dans le temps, et qui témoigne d'un labeur d'autant plus méritoire qu'il a été entrepris et mené à bonne fin loin de nos bibliothèques, aux Etats-Unis².

M. Tanon comble donc une lacune en nous donnant, en français, d'abord, une histoire générale et impartiale, de la répression de l'hérésie dans notre patrie depuis le haut Moyen âge jusqu'à la Réforme³. Mais cet historien est, en outre, doublé d'un jurisconsulte. Et c'est en homme rompu aux secrets du métier, au courant de l'histoire du droit et des termes juridiques souvent obscurs pour

1. *A history of the Inquisition of the Middle ages*. Trois volumes in-8° de xiv-583, x-587 et ix-736 pages, munis d'un index alphabétique.

2. On peut se faire une idée de ce qu'il faudrait de recherches pour embrasser l'ensemble des sources manuscrites, par cet extrait des *Archives des missions scientifiques* (3^e série, XV, 49) sur les seules archives d'*Alcala* en Espagne : 1,482 liasses de documents composant le fonds de papiers de l'inquisition, proviennent des deux tribunaux de *Tolède* et de *Valence*. Les procès, pour le premier, sont au nombre de 4,000, les informations généalogiques au nombre de 5,000. Ces papiers vont de la fin du xv^e au commencement du xix^e siècle et forment 498 liasses entièrement classées auxquelles correspondent 12,000 fiches d'un index alphabétique et méthodique. Ceux du tribunal de *Valence* sont encore plus nombreux; ils forment 684 liasses. Il faut joindre à ces papiers 300 liasses de documents relatifs à *l'Inquisition des Indes*.

3. Cette première partie se divise en trois chapitres : — jusqu'à Innocent III ; — jusqu'à l'établissement de l'Inquisition monastique ; — jusqu'à la Réforme.

ceux qui ne sont pas « de la partie », qu'il nous parle, dans la seconde moitié de son livre, de l'organisation et de la procédure des tribunaux de l'inquisition¹. C'est dire qu'on trouvera ici, de première main, toutes les informations désirables sur le fonctionnement d'une institution qui a retardé l'affranchissement et le développement de l'esprit humain, mais qui, à tout prendre, a peut-être autant affaibli en réalité que consolidé en apparence l'Église qu'elle prétendait servir. Sans être médiéviste on peut se demander, en effet, si l'un des résultats de cette oppression, dont la durée séculaire n'est égalée que par la cruauté, n'a pas été précisément la révolution religieuse d'où est sortie l'histoire moderne. Et l'on ne peut qu'accueillir avec faveur un ouvrage qui, textes en mains, et sans passion, nous éclaire abondamment sur une question encore si controversée.

N. W.

SÉANCES DU COMITÉ

14 novembre 1893

Assistent à la séance, sous la présidence de M. le baron F. de Schickler, MM. Bonet-Maury, Douen, Franklin, Gaufrès, A. Lods, W. Martin, F. Puaux, G. Raynaud, Ch. Read, A. Réville et N. Weiss. — MM. Buisson et Kuhn se font excuser.

M. le président ouvre la séance en plaçant le nouvel exercice sous la protection de Dieu, et rappelant trois deuils survenus depuis la dernière réunion : M. le pasteur Charles Dardier a succombé à Genève au moment où, à peu près remis de sa longue maladie, il songeait à venir à Paris recevoir le prix Bordin que l'Académie française a décerné à sa Correspondance de Paul Rabaut. Le comité s'associe à l'hommage rendu à notre membre honoraire et décide qu'une lettre sera adressée en son nom à la fille de M. Dardier. — M. le baron F. Bartholdi et M. le professeur A. Bouvier s'intéressaient aussi à notre œuvre, le premier ayant fait, il y a quelques années, un don important à notre Bibliothèque, et le second ayant envoyé, il y a peu de temps, une contribution à notre *Bulletin*². — Leurs noms seront donc rappelés avec reconnaissance dans notre recueil, ainsi que celui de M. F. Cuvier qui nous avait aussi envoyé des papiers intéressants pour notre histoire au XIX^e siècle.

1. Cette deuxième partie se divise en six chapitres : 1° Sources ; 2° Organisation ; 3° Compétence ; 4° Procédure ; 5° Pénalité ; 6° Conclusion.

2. Voy. plus haut, p. 650 à 658.

Le secrétaire lit le procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté et soumet au comité le sommaire du *Bulletin* du 15 nov., — puis dépose un dossier d'environ soixante-quinze pièces manuscrites, toutes relatives à l'Église de Sancerre aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles. Ces papiers sont d'autant plus intéressants qu'en dehors du siège raconté par Jean de Léry, l'histoire de cette importante Église est à peu près inconnue. Ils paraissent avoir été remis, il y a une cinquantaine d'années, par le curé de Sancerre au pasteur Jalaguier pour lequel il avait beaucoup d'affection, et depuis lors ils se sont plus ou moins bien conservés entre les mains des divers successeurs de ce dernier. M. le pasteur Gambier et son Conseil presbytéral ont décidé de ne garder que les papiers de ce siècle, et de déposer le reste dans notre Bibliothèque. Le comité reçoit avec reconnaissance ce dépôt et exprime le vœu que d'autres Églises suivent l'exemple de celle de Sancerre. — M. Weiss signale au greffe du tribunal de cette ville un registre de baptêmes et mariages célébrés en 1568, qui renferme, pour cette seule année, plus de 250 actes, et les signatures d'une dizaine de pasteurs. Il se propose d'en demander communication au procureur de la République, afin d'en comparer les données avec celles d'autres registres de la même Église, du *xvii^e* siècle, qu'il a pu faire copier il y a quelques années.

La Bibliothèque a encore reçu des livres anciens, des fils de feu M. Léon Pilatte (Ph. a Limborch, *Historia Inquisitionis*, 1692); — de M. le past. Th. Maillard (*Catalogus testium veritatis*, Lugd. 1597, 4^o); — de M. le professeur A.-L. Herminjard (un recueil de 9 pièces du *xviii^e* siècle, ayant appartenu à Rabaut Saint-Étienne et rempli d'annotations de sa main¹); — de M. Durel, libraire (*Warhafft Bildniss etlicher hochlöblichen Fürsten und Herren...* Wittenberg, 1562, 4^o); — enfin de M. le baron F. de Schickler (B. O. Amyraut, *Introduction à l'exposition de l'Apocalypse*, La Haye, 1658, 4^e, — *Stephani Doletis Dialogus de imitatione ciceroniana*, Gryph., 1535, — N. Papin, *Raisonnemens philosophiques touchant la salure...* Blois, 1647; — Simon de Goyon... *Sermons*, Saumur, 1654, etc.).

La séance s'achève sur une proposition de M. F. Puaux, de commémorer, le 5 décembre prochain, l'anniversaire séculaire de la mort de Rabaut Saint-Étienne par une séance solennelle à l'Oratoire. Après avoir consulté les membres présents, M. le président le prie de s'entendre avec MM. Read et Lods pour l'organisation de cette séance dont il propose d'offrir la présidence à M. Léon Say, de l'Académie française.

1. Voy. plus haut, p. 650 et 658, les titres de deux de ces pièces.

CORRESPONDANCE

Encore le pasteur de Richelieu. — M. Read a exhumé ici même en 1891, p. 553, ses *Saintes Paracèses ou Consolations pour fortifier les malades... et pour préparer les fidèles au départ de la vie*, — et tout récemment M. J. Pannier a attiré l'attention sur une branche protestante de la famille du Plessis de Richelieu¹ (Voy. plus haut p. 613). — Je ne puis fournir aucun renseignement nouveau sur cette dernière, mais faire connaître au moins l'origine du pasteur de Saint-Malo qui s'appelait *Simon Pallory sieur de Richelieu*. — J'ai, en effet, sous les yeux, une brochure anglaise traduite et compilée de plusieurs plaquettes françaises contemporaines, intitulée *Ten learned Personages lately converted (in the realme of France) from Papistrie, to the church reformed...*, London, 1601 (in-4° de 40 feuillets non foliotés). Or le premier de ces *Dix personnages instruits, récemment convertis au protestantisme, en France*, est précisément *Simon Palory de Richelieu, prieur et provincial de l'ordre de la Sainte-Croix*, dont la brochure susdite traduit la *Déclaration faite dans l'Église réformée de Caen le 11 mars 1601*. — Malheureusement cette déclaration presque entièrement consacrée à une sorte de profession de foi évangélique protestante, est fort avare de détails biographiques. Elle nous apprend pourtant qu'au moment où il la fit, c'est-à-dire en 1601, Simon Pallory disait qu'il faisait déjà partie de l'ordre de la Sainte-Croix depuis 18 ou 20 ans, qu'il y jouissait d'une excellente réputation, qu'il avait contribué par ses soins à relever deux couvents ruinés de son ordre, l'un à *Troyes en Champagne*, l'autre dans le *Maine* — et qu'il fut amené à s'occuper de la foi des protestants lorsque leur constance dans les souffrances imposées à leurs martyrs, lui fit soupçonner qu'elle était l'effet d'une assistance de l'esprit même de Dieu. Il étudia donc leur doctrine, lut la Bible, la compara aux enseignements de l'Église catholique, et se décida enfin à se séparer de cette dernière. — Simon Pallory est donc un ancien moine devenu protestant et plus tard pasteur, après avoir publiquement abjuré ses erreurs à Caen. — En 1659, date de l'impression, à *Niort par François Mathé*, de ses *Saintes Paracèses*, il était ou très âgé, ou peut-être mort, car ce petit volume rédigé à la requête des disséminés de sa pa-

1. Il y a lieu de croire que l'aventurier signalé en 1887 à la République argentine ne forme qu'un seul et même personnage avec le commodore de Siam, J. P.

roisse, fut mis au jour, ainsi que le constate la préface reproduite par M. Read, par un de ses anciens de l'Église de Plouer le Comte qui signe I. F.

N. W.

A propos de la mort d'Agrippa d'Aubigné (1^{er} mai 1630). — Il est rare que le *Bulletin*, recueil grave — trop grave, diront volontiers quelques-uns — ait la bonne fortune d'insérer des vers, à moins que ce ne soit pour signaler des productions poétiques de nos ancêtres. Cette année pourtant fait exception à la règle, et nous nous en félicitons pour ceux qui aiment à voir ces lignes courtes et claires de la poésie, trancher sur le ton un peu gris et lourd de l'étude ou du document historique. On a vu, en effet, dans notre compte rendu des fêtes de Saintes et Royan qu'en ce qui concerne la veine poétique — comme en d'autres choses — les fils ne sont pas indignes des pères. En voici une autre preuve que nous nous reprocherions de ne pas conserver, ne serait-ce qu'à titre de document à l'appui de cette assertion :

On se rappelle le récit de la mort d'Agrippa d'Aubigné, écrit par sa veuve, que le *Bulletin* a publié le 15 janvier dernier, p. 32. — Ceux qui l'ont lu — pourquoi ne pas reconnaître, à la fin de l'année, qu'on ne lit pas toujours ce qu'on reçoit, même lorsque cela est intéressant ; — ceux, dis-je, qui ont lu ce récit, n'en auront pas oublié les touchants détails, et notamment ce passage : ...« Deux jours devant sa fin, il me dit, d'une face joyeuse et d'un esprit paisible et content,

La voici l'heureuse journée
Que Dieu a faite a plein désir
Par nous soit joye démenée
Et prenons en elle plaisir. »

Cette strophe du Psaume CXVIII de Clément Marot, Agrippa d'Aubigné l'avait entonnée quarante-cinq ans auparavant, avant la célèbre bataille de Coutras, où, après la prière de Gabriel d'Amours, elle conduisit à la victoire l'armée du Béarnais. Peut-être y songeait-il, au moment de livrer le combat suprême.

Un de nos bons, de nos meilleurs poètes huguenots contemporains, ému par le récit de cette mort, en a mis en relief les traits les plus caractéristiques dans des vers qui appartiennent de droit à notre recueil. Le rythme de ces strophes, popularisé par les *Orien-*

tales de Victor Hugo, fut employé pour la première fois par Clément Marot, dans sa traduction du Psaume XXXVIII (V. Douen, I, 484).

N. W.

Oh ! la bonne vieille note
Huguenote !
La réconfortante voix !
La piété bien française,
Sans fadaise,
Virile et douce à la fois !

Croyant, soldat et poète,
L'âme en fête,
Consumé d'un saint désir,
Il dit : « Voici la journée
Fortunée !
Prenons en elle plaisir. »

« Ne me retiens plus, ma mie,
Je te prie
Loin du royaume éternel ;
Il est temps que je vous quitte :
Dieu m'invite
A manger le pain du ciel. »

Comme un enfant il sommeille,
Il s'éveille,
Tend les bras, lève les yeux ;
Ensuite, avec un sourire,
Il expire,
Paisible autant que joyeux.

Qu'on découvre, qu'on invente,
Qu'on se vante,
Qu'on soit moderne et moqueur...
C'est encor la vieille note
Huguenote
Qui vous fait vibrer le cœur.

A M. le pasteur A. Gout, son affectionné collègue.

TH. MONOD.

Octobre 1893.

Jeanne d'Albret, femme, reine, chrétienne, tel est le sujet d'une éloquente conférence que M. Granier, pasteur à Bagard, a répétée dans plusieurs Églises du midi, entre autres à Saint-Hippolyte-du-Fort, le 5 novembre, à l'occasion de la fête de la Réformation, devant un très nombreux auditoire. On en trouvera un résumé dans *le Christianisme au XIX^e siècle* du 8 décembre. Espérons qu'elle aura contribué à rectifier des erreurs, qui ont trop longtemps duré, et citons ici, puisque l'occasion s'en présente, un fervent ligueur, fort oublié, qui parle de Jeanne tout autrement que beaucoup de nos contemporains. Notre bibliothèque doit à Mme la baronne de Neuflize un bel exemplaire de *l'Historial des rois non catholiques... et de la résistance continuelle des catholiques contre leur règne. Contre l'importance des faux politiques, disant que la religion est, et a toujours été séparée de l'État*, par Alain de Laval, sieur de Vaudoré (Lyon, 1592).

— Voici l'article CLXXV de cet *Historial* :

« Jeanne, royne de Navarre, vefve du roy Antoine, s'estant déclarée hérétique manifeste, environ l'an mil cinq cens soixante-huict, ses sujets catholiques de tous estats, tant de païs de Navarre que de Bearn, *sans aucune oppression receüe, mais seulement pour cause de la religion, et à fin de n'auctorizer ny tollerer une royauté ou principauté hérétique*, recourent au secours et à la protection de nostre roy Charles, qui y envoya une armée sous la conduite du sieur de Terride, par le moyen de laquelle ils s'emparent de tout le païs hormis Navarreins, et ne tint à eux qu'ils ne se retirassent entièrement, et pour un jamais, de l'obéissance de ladite royne. *De quoy la mémoire est si fresche*, que nous n'en dirons autre chose, si ce n'est qu'il ne se trouva pour lors un seul catholique qui ne louât grandement ceste action... »

On voit, par les passages soulignés, qu'au xvi^e siècle personne n'aurait eu l'idée d'inventer la légende, beaucoup plus récente, qui a si longtemps obscurci la vérité.

N. W.

EXÉCUTEUR
DES JUGEMENS
Criminels.

TRIBUNAL

RÉVOLUTIONNAIRE.

L'EXÉCUTEUR des Jugemens Criminels ne
fera faute de se rendre *aujourd'hui*

à la maison de Justice de la Conciergerie, pour

à la peine de mort. L'exécution aura lieu

de l'après-midi de ce jour
sur la place de la révolutions
de cette ville.

L'ACCUSATEUR PUBLIC.

A. G. Verguier
Fait au Tribunal, le 15 *juin*.
l'an second de la République Française.

CHRONIQUE

L'anniversaire séculaire de la mort de Rabaut Saint-Etienne

Il y a eu hier, 5 décembre, cent ans jour pour jour qu'au nom du Tribunal révolutionnaire, l'accusateur public, Fouquier-Tinville, écrivit et signa l'arrêt dont on vient de voir un fac-similé très exact¹. Vers les deux heures de ce 15 frimaire de l'an second de la République française, l'exécuteur des jugements criminels de ce Tribunal se rendit à la Conciergerie pour établir l'identité des condamnés à mort, et les conduire à la place de la Révolution. On a vu plus haut, p. 536, comment, avant de partir pour le lieu du supplice, l'une de ces victimes, Rabaut Saint-Étienne réussit encore à sauver un de ses co-détenus, condamné par erreur. — Tout le monde connaît la place de la Concorde. C'est elle qu'il y a cent ans, on appelait la place de la Révolution ou place Louis XV, parce que la statue équestre de ce roi en occupait alors le centre où s'élève aujourd'hui l'obélisque. C'est là que se dressait en permanence l'échafaud révolutionnaire, sanglante réalisation de l'insouciance et prophétique boutade de ce roi : « après moi le déluge ». Le déluge de haines, de misères accumulées par des iniquités séculaires, avait, en effet, rompu les digues construites par le despotisme ou le bon plaisir brutal ou frivole, et menaçait de tout submerger. Après avoir emporté le souverain qui paya de sa tête les crimes de sa race, le flot vengeur entraînait ceux-là mêmes qui l'avaient déchainé, mais qui s'efforçaient vainement de le contenir. Et c'est ainsi que, pour avoir tenté de sauver le roi qui avait persécuté ses frères dans la foi, pour avoir, au nom de la justice et de la liberté, courageusement résisté à la tyrannie collective, à la dictature sauvage de l'émeute, Rabaut Saint-Étienne avait dû périr sur le même échafaud où, quelques jours auparavant (10 novembre), Madame Roland s'était écriée : « O liberté, comme on t'a jouée ! »

Une foule presque aussi grande que celle qui contemplait il y a cent ans ces martyrs, remplissait hier soir l'Oratoire. Mais elle n'était pas venue, comme l'autre, pour applaudir les bourreaux et flétrir les victimes. Si des paroles pouvaient, au contraire, effacer des crimes, le guillotiné du 5 décembre 1793 serait, à l'heure qu'il est, amplement vengé de ses souffrances et de son infortune. La séance avait été organisée par MM. A. Lods, F. Puaux et Ch. Read, et ces deux derniers, assistés de MM. Léon Say, président, Traux, sénateur, et Hyacinthe Loyson, se sont efforcés de mettre en

1. L'original de cette reproduction appartient à M. Charavay, qui a bien voulu nous le prêter avec une complaisance dont nos lecteurs le remercieront avec nous.

plein relief le noble caractère et l'œuvre si considérable de ce grand protestant.

Après tout ce qu'il a, encore tout récemment, publié sur ce sujet, le *Bulletin* peut se dispenser d'analyser ces discours qu'il avait, en partie, inspirés, et qui ont été d'ailleurs, reproduits ou résumés dans les *Débats*, l'*Eclair* et le *Temps* des 6 et 7 décembre. — Sans parler de l'étude biographique de M. Read, et des souffrances de nos pères évoquées par M. Puaux, on a remarqué l'exposé lucide de l'époque où grandit Rabaut Saint-Étienne, tracé par M. Léon Say d'après la correspondance de Paul Rabaut si savamment éditée par feu Charles Dardier. — M. Trarieux a, entre autres, attiré l'attention sur la devise caractéristique que Rabaut Saint-Étienne aurait voulu substituer à celle qui orne nos murs : Liberté, Égalité, *Propriété*, — protestation contre l'iniquité des spoliations dont avait souffert surtout le peuple huguenot, encore plus que contre le socialisme communiste qui part d'ailleurs de la même fausse conception des droits de la souveraineté. — Enfin, dans un magnifique langage, M. Hyacinthe Loyson a montré comment la Constituante était, au fond, solidaire des fautes de la Convention. Il a surtout rappelé combien, en n'admettant à grand'peine, que la liberté de conscience, et en subordonnant celle des cultes à la fameuse restriction, *pourvu qu'ils ne troublent pas l'ordre public*, — elle avait trahi la cause de la vraie liberté que défendait Rabaut Saint-Étienne et qui n'a été inscrite, à ce jour, que dans cet article de la Constitution des États-Unis : *Le Congrès ne pourra faire aucune loi relative à l'établissement d'une religion ou pour en prohiber le libre exercice*.

Si cette pathétique revendication de la plus sainte des libertés pouvait contribuer à en hâter l'avènement dans nos mœurs et dans nos lois, la séance du 5 décembre 1893 ne serait pas perdue. Elle aura du moins appris ou rappelé, à ceux qui y ont pris part, un nom et des services que nous n'avons pas le droit d'ignorer ni d'oublier.

N. W.

Paris, 6 décembre 1893.

NÉCROLOGIE

En terminant cette année où plus d'un deuil a frappé notre Société, je me sens pressé de rendre en son nom un dernier hommage à quatre de nos coreligionnaires qui lui avaient donné, à plusieurs reprises, des preuves de profonde sympathie.

M. le **Baron F. Bartholdi**, conseiller-maitre à la Cour des

Comptes, président de la Commission exécutive du Synode de la Confession d'Augsbourg, décédé le 23 septembre, a été l'un des bienfaiteurs les plus éclairés et les plus généreux de la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères.

A cette Bibliothèque, M. **Frédéric Cuvier**, ancien chef des Cultes non catholiques, que Dieu a rappelé à lui le 10 octobre, à l'âge avancé de 95 ans, apportait, il y a dix-huit mois environ, de nombreux dossiers imprimés et manuscrits qui rendront plus tard de vrais services à ceux qui voudront étudier notre protestantisme du XIX^e siècle.

Le théologien éminent, honneur et lumière de la Faculté de Genève, qu'elle a perdu le 2 novembre, et dont la mémoire restera vivante dans les cœurs de ces étudiants français auprès desquels il avait remplacé avec tant de sollicitude le regretté M. Munier, le professeur **Auguste Bouvier**, trouvait aussi le temps d'encourager nos travaux. Il y a même contribué, ainsi qu'en témoigne le document adressé par lui au *Bulletin* et analysé dans la livraison de ce mois.

M. le D^r **Philip Schaff**, né à Coire le 1^{er} janvier 1819, mort à New-York le 20 octobre 1893, après une carrière toute vouée à l'histoire et à l'union ecclésiastiques, avait visité notre Bibliothèque lors de son dernier voyage en Europe et n'a cessé depuis d'entretenir avec nous des relations qui nous étaient infiniment précieuses. Il a été l'un des promoteurs de la *Huguenot Society* d'Amérique, le fondateur, en 1888, et le président de l'*American Society of Church History*. Dans son œuvre capitale, l'*Histoire de l'Église chrétienne*, dont la 5^e édition, considérablement agrandie, est en cours de publication, le VII^e volume (900 pages in-8) le second de l'*Histoire de la Réformation*, est presque entièrement consacré à Calvin. Tout récemment encore le D^r Schaff nous demandait si cette vaste étude « sur les labeurs de Calvin et l'influence exercée par lui sur les Églises de l'Europe et de l'Amérique » ne trouverait pas un jour un traducteur français?

F. DE SCHICKLER.

Errata. — Page 200, ligne 26, au lieu de Servance, lisez *Servanac*; — p. 211, l. 37 et 41, a. l. de Uergonhon, l. *Tergonhon*; — p. 365, l. 18, l. F. M. Roufineau; — p. 448, avant-dernière ligne, l. *Jouvin*; — p. 466, l. 13 du texte, mettez *Jean Billaud* en italique; — p. 473, ligne 23, remplacez pénétré par *baigné*; — p. 476, à la fin, avant les notes, mettez N. W.; — p. 574, l. 29, au lieu de Aigreteau, l. *Auge-reau*.

Le Gérant : FISCHBACHER.

TABLES

I. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES,
DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XLII (ANNÉE 1893)

Aberla (Marguerite), 295 n.
Abjurations, 21, 88, 167, 203 ss,
384 ss, 413 ss, 448, 455, 500 ss, 611.
— d'Henri IV, 320 ss.
Ablon, 132 ss, 258.
Académies prot. — *Die*, 333. —
Lausanne, 309, 311 ss. — *Mon-*
tauban, 6 ss. — *Puylaurens*, 15,
23. — *Saumur*, 125, 193. — *Alsa-*
ciennes (1523-1872), 405.
Acher (Abraham), 219.
Adaincourt (D'), — Voy. de Villers.
Adam (veuve), 93.
Adams (John), 230, 238 n.
« **Adolescence Clementine**(L')... »
[Cl. Marot], 243.
Adrien, 406.
Agau (L'assemblée du moulin
de l'), 617.
Agen, 351.
Agnew, 52 ss, 191 ss.
Aguesseau (D'), chancel., 227. —
(archevêq.), 589.
Aiguesvives (Gard), 308 n.
Aiguillon (Duchesse d'), 127.
Air (D'). — Voy. Mesnard.
Aix (B.-du-R.), 465.
Alais, 307, 408.
Alauset jeune, 204, 210.
Alauzier (D'), 621 n.
Albenas (D'). — Voy. Poldo.
Albenc (L') (Isère), 164.
Albérone, card., 650 n.
Albon (Antoinette et Gasp. d'), 617 n.
Albouy, past., 22.
Albret (Marie d'), comtesse de Mar-
san, 340, 398.
« **Album amicorum** » de J. Dra-
gon, 333.
Alcala (Archives d'), 661 n.
« **Alcuino** », 548 n.
Alençon, 79, 99, 104, 243 n, 567.
— (Duc d'), 478.

Aliès (David, Jean et Michel), 202 ss.
Alinge (D'), 287.
Alis (De), 375.
Allard (P.), gal., 466.
Allemagne, 39, 371, 405, 480.
Allenet, 406.
Alleys ou **Alles**, past., 485.
Alligot, past., 485.
Alsace, 40, 405.
Aluirgant (Flandre), 295 n.
Amar (André), 175 n, 538.
Amatis (Abel), 205, 214.
Amaux (Ant.), 211.
Amayé (D'). — Voy. de Moisant.
Ambleville (D'), 384.
Amboise, 224.
Amelin (D'), 375.
Amiel (Jean), 211.
Amiens, 173, 379 n.
Amiral, 274 ss.
Amis (Société des), 44.
Amours (Gabriel d'), 665.
Amsterdam, 325, 434, 468.
Amyraut, 663.
Anauge (D'). — Voy. d'Albon.
Ancellet Jacquier, 106.
Anciens. — *Ablon* et *Charenton*
(1607), 132. — *Cévennes* (1755),
305 ss.
Andelot (D'), 115.
Andigny (Simon d'), 127.
Andrieu dit **Farine**, 22.
Anduze, 303 ss.
Angers, 114 ss, 124.
Angleterre, 39, 44 ss, 50 ss, 86, 141,
197, 220, 307, 470.
Angot (Pierre), 74 ss.
Angoulême, 376, 489.
Angoumois, 320 ss, 597.
Anjou, 320.
« **Armageddon** (L') de la *Babylone*
apocalyptique », 370.
Antraigues (D'), 523.

- Antrain* (Ille-et-Vilaine), 613 n.
Anvers, 27, 56, 99, 548 ss.
Apajon (D'), 204, 241.
Apilly (D'), past., 563.
Apothicaire prot., 495.
Apremont (D'). — Voy. de Varignon.
Arbaleste (Charlotte), 301.
« Arc-en-Ciel » (L'), par Dav. Constant, 279.
Arcère (Le P.), 317, 326.
Arces (Charente-Inférieure), 440.
Archezac (Id.), 486.
Archiac (Id.), 380 n., 485.
Archives des Egl. de France, 317 ss.
Ardis-sur-Aube, 534.
Ardin (Deux-Sèvres), 588.
Ardouin (Cath. et Math.), 634, 636, 640 ss, 645.
Argenson (D'), lieutenant de pol., 437, 591.
Argenson (D'), 230 n.
Argenton (Indre), 426.
Armagnac, 606.
Armentières (Nord), 411.
Armes (Prétendus dépôts d') en Languedoc, 303 ss.
Arnaud (D.), s' des Essarts, 493. — (Eug.), past., 169 n, 333, 511 n. — (Jean, Louise et Marg.), 634, 636, 640 ss.
Arnauld, 386.
Arnou, intend., 417.
Arnould (Le P.), 265.
Arnoux (Jean), 602 n.
Arphy (Gard), 303 ss.
Arques (Seine-Inf.), 302.
Arrêts du Conseil de Genève sur... l'Imprimerie et la Librairie, 552.
Arros (D'), 110.
Arthuant (Saintonge), 340.
Artois (Comte d'), 238.
Arvert (Charente-Inf.), 330, 340, 372, 402, 409, 414, 418, 456 ss, 616.
Arzilliers, 53.
Asnière (D'), 507.
Assemblées clandestines, 650. — *Caen*, 66 ss. — *Cévennes*, 305 ss. — *La Roche-Chalais*, 35 ss. — *Nîmes*, 617. — *Saintonge*, 340, 390, 462.
Assemblée générale de la Société, 217, 328, 337 ss.
Assery, consul, 12.
Assier (D'), consul, 14.
Association prot. pour l'étude des questions sociales, 278.
Astorg de Montbartier (H. d'), s' de La Perrière, 84 n.
Auberjanville (Eure-et-Loire), 609.
Aubert de Rassay, 537.
Aubigné (Agrippa d'), 32 ss, 411 ss, 349, 412, 506, 568 n, 665.
Aubin (Aveyron), 205, 214.
Audainel (H.-Alex.), 523 n.
Audé (Léon), 585 n.
Audiat (L.), 338, 341, 378 n, 382 n, 505, 573 n, 615.
Audincourt (D'), 294 n.
Audran (Guil. et Rachel), 380.
Audrieu (Calvados), 334.
Auge (Pays d'), 219, 336.
Augeac (Nicolas), 486.
Augereau (Ant.), impr., 242 ss, 361. — (Guy et Michel), 247. — 574.
Augier, curé, 419.
Aulard, 539, 541.
Aulas (Gard), 303.
Aulino, 606.
Aunis, 320 ss, 565, 597, 658.
Auvray, 417.
Auvillars (Tarn-et-Gar.), 25.
Auzeby (Claude), huissier, 642 ss.
Avaux (Comte d'), 468 ss.
Averne (S.-et-O.), 158.
Avicenne, 576.
Avignon, 42, 623 n.
Avy (Charente-Inf.), 569 n.
Ay (Marne), 106.
Aymé (Judith), 600 n.
Azemar, 213.
Azire (Anne), 219.
Babeau (Albert), 525 n.
Babylone, 153, 370.
Bachaumont, 228 n.
Bacon. — Voy. Précourt.
Bade, 39.
Badenhop. — Voy. Paisant.
Badius (C.), 280, 567.
Baduel, past., 490.
Baignes (Charente), 499.
Baillard (Estienne), 286.
Baillieu, libraire, 351 n.
Bailly, 236, 545.
Baird (A.-M.), 56, 445.
Bâle, 133, 163.
Baptême (Un) en 1724, 456 ss.
Bar-sur-Seine (Aube), 105.
Bar de Mauzac (De), 48.
Barbarie, 388 n.
Barbaroux, 530 ss.
Barbelerot (duché des Deux-Ponts), 563.
Barberye de Saint-Contest (Thoby et Pierre de), 294, 298 n. — (Mlle de), 298 n.

- Barbezieux* (Charente), 370.
 Barbin (Claude), 78, 93.
 Barbot (Marie), 448.
 Bardeau, past., 22.
 Bardon, 18. — (P.), past., 202, 206.
 Bardoux, 240.
 Baret (Jehan), 477.
 Bargignac, sous-vicaire, 421.
Barjac (Gard), 307.
 Barnave, 535.
 Baron, past., 381.
Baron (Calvados), 294.
 Barrau, 15.
 Barraud (Daniel), 464.
Barre-des-Cévennes (Lozère), 307.
 Barrère, 528 ss.
 Barrillon, 49.
 Barthe, 455, 535 ss.
 Bartholdi (F.), 611, 662, 671.
Barzan (Charente-Inf.), 440.
Basly (Calvados), 612 n.
 Basnage (Jacq.), past., 650.
 Bassompierre (De), 499. — Voy. aussi Tillières.
 Bastide (Veuve), 303 ss. — (fils), past., 22.
 Batar (Marie), 421 n.
 Baudet, huissier, 492.
 Baudouyn, 487.
Baugé (Maine-et-Loire), 124, 478 n.
 Baum, 373 n.
Bayeux, 335.
 Bayle (Pierre), 227 n.
 Bazire, 531.
Bazoches, 253.
Béarn, 108 ss, 308 n, 383, 427, 667.
Beaucaire (Gard), 518.
Beauce (La), 254 n.
 Beauchamps (Louis de), 486.
 Beauieu (Chr. de), s^r de Jaulge, 56.
 Beaujour (S.), 63, 218, 334, 611 n.
 Beaume, 406.
 Beaune (De) fils, past., 106.
 Beaupré. Voy. de Saint-Germain.
 Beaurepaire (De), 294.
 Beausobre (Is. de), past., 480.
Beaussais (Deux-Sèvres), 596, 600.
 Beauval. Voy. Quentin.
 Bec, 409.
 Becandeu (Marie), 361.
 Becay, 202 ss, 211, 214.
 Becdelièvre (De), évêque, 514.
 Béchard (Jean), 511 n.
 Béchaud, 577 n.
 Bédard (Elie), gal., 465 ss.
Bédarieux (Hérault), 308 n.
 Bedé, past., 124 ss.
 Bednarski, 441 ss.
 Bedos (Anne), 308 n.
 Begon, intend^t, 499, 502.
Belesme, 124, 480.
Belgique, 39.
 Belleval (Marquis de), 558.
Belley (Ain), 303.
 Belricu (de), 402.
 Belvèze, past., 22.
 Bénard (Catherine), 613.
 Benech, past., 22.
 Benet, 56.
 Benezet (Fr.), past., 306 n, 313; — nég^t, 309.
 Benoit (Dan.), past., 405, 587; — (Elie), past., 13 ss, 48 ss, 128, 200, 424, 459 n, 497 n; — (J.-A.), 166.
 Bequel (Guill.), 319.
 Beraud, 318, 585.
 Béraudin, 119.
 Bérauld (Pierre), past., 10.
Berchères (Eure-et-Loir), 608 ss.
 Bergemont (Digne de), 318.
 Berger-Levrault, 405.
 Bergier (J.), s^r de la Jarrie, 360, 572 n.
 Bergis, 21.
 Bergœing, 528 n, 530, 533.
 Béringhen (Jean, Théod. et Suz. de), 81, 149, 481.
 Béringuier (Dr), 248.
Berlin, 58 n, 248, 651.
 Bernade, 202.
 Bernapré (De). Voy. Routier.
 Bernard (Jacques), 322; — (Léonard), proc^t, 105. — (Marie), 365 n.
Berne, 139, 467 n.
 Bernesent (Anne), 64 ss.
Berneuil [*Verneuil*] (Char. - Inf.), 440, 486.
Bernières (Calvados), 296, 612 n.
Bernis (Gard), 620.
 Bernous, past., 22.
 Bernstorff (De), 249.
 Bernus (A.), 27, 403, 410.
 Beroald (Matthieu), 162.
 Berry (Florete), 202, 206.
 Bertelié, past., 22.
 Berthet, 358.
 Bertier (Pierre de), évêq., 9 ss.
 Berton (past.), 474. — (libr.), 568 n.
 Bertrand, 131, 528 n.
Béru (?), 106.
Besse (Isère), 165.
 Béthune (Thérèse), 138.
 Béthune (de), 570.
 Bétrine, 307 n.
 Beurlio, past., 508.

- Beuzeville* (Seine-Inf.), 302. —
 Voy. de Roesse.
Bez (Abraham), 204, 209.
Bèze (Théod. de), 57 ss, 78, 92, 105,
 109, 120 n, 122 n, 129, 148, 201,
 254, 257, 318, 333 n, 378, 401, 507,
 544, 552, 567, 659 n.
Bezons (De), intend^t, 389, 501 n.
Bianquis (Jos.), past., 608.
Bible (La) d'Anvers de 1530, 99 ss.
 — lacérée et brûlée par le marquis
 de Villars (1621), 21.
Bibliographie. 46, 98, 105, 137,
 161, 163, 166, 329, 660.
Bibliothèque de la Société, 56,
 167, 168, 218, 279, 406 ss, 611, 663.
Bicêtre, 138.
Bidermann, 614.
Bignon, intend^t, 559.
Bigot, 135.
Billaud (J.), gal., 466. — (Victor),
 430, 455.
Billaud-Varenne, 576.
Billon la Mare (de), prêtre, 270 n.
Bion (J.), aumônier des gal., 466.
Biot, 352.
Biran (Jeanne de), dame de La-
 mothe-Gohas, 607.
Birgam, s^r du Vignon, 125.
Bisseux, miss^e, 613 n.
Bizet (T. de), évêq., 372.
Blachon, past., 602.
Blacy (Conférence de), 107.
Blainville (De). Voy. de Varignon
 et 426.
Blanc (A.), 487. — (Arnaud) dit la
 Source, 318.
Blanchard, 506.
Blanchon, peintre, 216.
Blandin, 433, 579.
Blangenberg (Flandre), 295 n.
Blécheret (J.-L.), notaire, 284 n.
Blois (De) 464.
Blois, 478 n, 482.
Blondel de Tilly (Mme), 297, 298 n.
Blot (G.), past., 328, 434, 475.
Bloué (Deux-Sèvres), 588.
Bochart (Chr.), avocat. 133 ss.
Bocourt [Raucourt] (Ardennes), 106.
Boehmer, 27.
Bohème (Frères de), 552.
Bohet (Aunis), 322.
Boileau 528 n, 583.
Boillon (Martin), impr^e, 566.
Bois-le-Duc, 434.
Boisrond (De), 385 n, 387, 389 n,
 499, 503.
Boisseau, 464.
Boissière de Durfort (Mlle), 512.
Boissières (Gard), 410.
Boissieux (Jacques), 164.
Boissy d'Anglas, 39, 182, 185 ss,
 240, 510 ss.
Boîte (La) à Perrette, 93, 144, 151.
Bolbec, 302.
Bonet-Maury, prof., 55, 166, 217,
 223, 279, 328, 339, 394 ss, 454, 640,
 662.
Bonfilz (Pierre), 460.
Bonhomme, 516 n, 572.
Bonivard, 283.
Bonne (De), 427.
Bonnefoy (Judith de), 611 n.
Bonnel, 585.
Bonnemère (Eug.), 628.
Bonnet de Moreau, 105.
Bonnet, past., 381, 485. — (Jules)
 217, 223, 340, 404, 407, 509, 611.
Bordeaux de Rochefort (Ch.), mar-
 quis de Théobon, 83 n.
Bordeaux (Anne de), 85 n.
Bordeaux, 20, 24, 193, 224, 278, 374,
 391, 408, 471 ss, 482, 496, 506, 515,
 538, 611, 616.
Bordelande (De). Voy. Moré.
Bordenave, 110 n.
Bordes, 406, 455.
Bordier (Henri), 112.
Borely (A.) [*le Vieux Cévenol*], 513.
Borrel (A.), 510, 627 ss.
Borrelly (El.), not^e, 621, 629 ss.
Bosredon (De), 570.
Bossuet, év., 136, 142.
Bost (J.), 472.
Bothmar (De), 249.
Bottens (De). Voy. Polier.
Bouchet (N.), 487.
Bouchet. Voy. *Clou-Bouchet*.
Bouchet-de-Pranles [Le], 587.
Bouck (Olivier), prof., 56.
Boudault, 504.
Bougès (Isab. et Jacq.), 635, 641 ss.
Bouguereau, 317, 325.
Bougy (De). Voy. Le Révérend.
Bouhereau, past., 317, 324, 325.
Bouin (Deux-Sèvres), 570, 585 n.
Bouley, s^r de Vaux, 612 n.
Boullin (Françoise), 71 ss.
Boulogne-sur-Seine, 351.
Bouneault (A.), 571 n.
Bouniol (Isabeau de), 202, 206.
Bouny (D.), past., 476 n.
Bourbon (De), 214.
Bourbon (Cardinal de), 408.

- Bourchenin (D.), past., 425.
 Bourdon de l'Oise, 529.
 Bourdonneau, 433, 453.
Bourg-Charente (Charente), 340.
 Bourgeois (Marie) dite Gaujard, 136 ss.
Bourges, 147, 528.
 Bourget (Jacques), s^r de Chaulieu, 294, 301. — (Jeanne), 301. — (Anne), 70 ss.
Bourgneuf, 322 ss.
Bourgogne, 50 ss, 143, 194.
Bourgueil (Indre-et-L.), 479.
 Bourneau (Catherine), 138.
 Boursiquot, 406, 488 n.
 Bousquet, 314 ss.
Boutenac (Char.-Inf.), 440.
 Boutezat, jardinier, 622.
 Boutin (D^r), 467, 407. — (Mme), 455. — (Michel), 588.
 Bouvier, 515 n, 634, 636.
 — (A.), prof., 650, 662, 672.
 Bouvon (David), 214.
 Bouyer (Ad.), 582 n.
 Boybellaud, 487.
 Boyer, 523 n. — (Jacques) fils, 303 ss.
 Boyer-Fonfrède, 528 n, 533.
 Boyle, 77 n.
 Boyssoul, past., 485.
 Brach (De), 588.
 Braconnier (Bertrand), 551.
 Brandouy, 21.
 Bréal (Michel), 59 n.
Bréau (Gard), 303 ss.
 Bréguet, past., 88.
 Brelhac (De), 204, 211.
Breloux (Deux-Sèvres), 571.
 Brès (Guy de), 56.
 Bresson (Louis), 510 n.
Bretagne, 332.
 Bretel (Raoul), 295.
 Breteuil (Baron de), 229 n.
 Brethommé (Jehan), impr^r, 568 n.
 Bretignères (De), 227, 231 n.
Breuil-Barret (Vendée), 587 n.
Breuil-Coiffault (Deux-Sèvres), 585.
Briançon, 568 n.
 Brichet, 528.
 Briçonnet (G.), évêq., 371.
 Bridé. — Voy. Tripiér.
 Bridel (Louis), 517 n.
Brie, 106.
 Brieux (De). Voy de Moisant.
 Brion, 406.
 Briot (P.), 260.
 Briquemault (M.-A. de), 80 n., 81.
Brisambourg (Char.-Inf.), 485.
 Brisebar, past., 106.
 Brissac (Benj. de), s^r du Vigneau, past., 480.
 Brissot, 533.
Bristol, 170.
 Bromes-Roubiac, 215.
 Brosse (Salom. de), 611.
 Brosset-S-Melaine. Voy. de Pincé.
 Brotrau (Jeanne et Pierre), 423.
Brouage, 463.
 Brousson (Cl.), past., 311, 408, 650.
 Brueys, historien, 623, 629.
 Brugiére, 203, 208.
 Brulart, 608.
 Brulley de Marnay (A.-J.), 228 n.
 Brun Durand, 333.
 Brunel (Pierre), 636.
 Brunet (Claude), 417.
 Brunetière (F.), 5.
 Brunie (Marie), pris^e, 136, 139.
Bruniquel (Tarn-et-G.), 211.
Brunswick, 247.
 Brunville (Anne de), 335.
 Bruston, prof., 102.
Bruxelles, 185.
 Budé (Guil.), 161 ss. — (J. de), 286 ss.
 Buet, 406.
 Buffet (François), past., 568 n.
 Buhi (De), 478.
 Buisson, past., 442.
 — (F.), 56, 279, 407, 662.
 Bujaud, 361.
 Bülow (De), 249.
 Bure (Guill. de), 237.
 Burie (De), gouv^r, 607.
 Burlamachi (Renée), 32 ss, 111 ss.
 Burnet, évêque, 53.
 Burty (Ph.), 357.
 Busnel (Isabeau), 335.
Bussac (Char.-Inf.), 381, 486.
 Bussy-Leclerc, 351.
Buttes (S.-et-O.), 138.
 Buyskes, 405.
Buzançais (Indre), 477 ss.
 Buzot, 530, 533.
 Cabanis (Ant. et Marie), 636, 647.
 Cabiac (Pierre), 636.
 Cabrière (Marguerite), 636 n.
Cachet (Un) protestant, 358.
 Cadenat, 307.
 Cadet (Julien), propos^t, 306, 310.
 Cadier (Alf.), past., 404. — (L.), 410.
 Caen (Marie de), 302.
Caen, 63 ss, 216, 218, 293, 296, 334, 336, 533, 584, 611, 612 n, 664.
 Cagny (De). Voy. Mesnage.

- Cahanel, 481.
 Cahen, 102.
Cahors, 8, 22, 243, 379 n.
 Cahu (Chr. et Nic.), 30 ss.
 Cahusac (De), consul, 14.
 Caignard (J.), 69 ss.
 Caillard (Sim.), 287.
 Caillat (Sim.), 288.
 Cailloué (Pierre), 468.
 Cairol (Jean et Louise), 303.
 Cairon (De). Voy. Lesage.
Cajarc (Lot), 204, 210.
 Calas (Famille), 167, 407.
 — (J.), past., 168, 338, 407.
 Calix (De). Voy. Poullain.
 Calonne (De), 237.
 Calvière (Ch.-Cl. de), baron de
 Confolens, etc., 617 ss. — (Mme de)
 621 ss. — (Antoine de), 617 n.
 Calvin (Jean), 79 ss, 96, 104, 148 ss,
 159, 223, 245 n, 254, 257, 262, 264,
 272, 279 ss, 328, 340, 373, 379 n,
 401, 405 ss, 505 n, 506 ss, 542 ss,
 551, 567, 609, 615, 672.
Calvisson (Gard), 410.
 Cambolive (Et.), 167.
 Cambounet (Jean), 202, 206.
 Cambourg, 21.
Cambrai, 179, 422 n.
 Cambray (Gasp.), mart., 117 ss.
 Cameron, 10, 16.
 Caminel, proc^r, 15.
Camisards, 405, 408, 617, 658.
Campis (Gard), 307.
Canada, 302.
 Canaules. Voy. Perrier.
Cancale (Ille-et-Vilaine), 613 n.
 Candelay, 426 ss.
 Cane, 606.
 Canel, 164.
 Canelle, past., 106.
 Canistrot, 203, 208.
Cannessières (Somme), 558.
 Cantalon (Jean), 364 n.
 Cantaloube, 370 ss.
 Canteleu, 293.
Canterbury, 612.
 Cap (P.-A.), 346 n.
Cap (Colonie du), 613.
 Cappel (Guy), 487.
 Cappelle, 21.
 Carbonnel (De), 298 ss.
Carcassonne, 505.
 Cardailhac, 21.
 Carel (P.), 218.
 Carle (De), 375.
 Carnavalet (De), 463.
 Caroli (Pierre), 104.
 Carré, past., 106.
 Carrière, 213.
 Carsalade (De), 607.
 Cartier (A.), 552. — (J.), past., 480.
Casino (Le) *théolog. et litt. de*
Strasbourg, 332.
 Cassaing (J. et P.), 202, 206.
 Cassander (G.), 27, 29.
 Cassien (le P.), 423.
 Castellane (De), 520 ss.
 Castellion (Séb.), 407.
Castelmoron (L.-et-G.), 168, 407.
Castelnaudary (Aude), 379 n., 505.
Castres, 15, 110, 434.
 Castries (De), 230.
Catéchisme (Le) *à Charenton*, 253.
 Catherine de Médicis, 343, 376, 408.
Catholicisme (Le) *en Béarn*, 108 ss;
 — *dans les États prot.*, 39 ss.
 Catry (Girard), 291.
 Cattelain, past., 339.
 Caumont (Jacques-Nompar de), duc
 de La Force, 382, 488. — (Du-
 chesse de). Voy. Suz. de Be-
 ringhen. — (Mlle de), 80, 143, 149.
 — (Marie de), 83 n.
Caussade (Tarn-et-G.), 205, 212.
Caux (Pays de), 219, 302.
Caux (De), 120 n.
 Cavalhère, 202.
 Cavallié (Antoinette), 202, 206.
Caylus (Tarn-et-G.), 8.
 Cazalet, gal., 466.
 Cazaux, prieur, 421.
 Céladon, 296.
Celle, 247 ss, 279.
 Certani (De) curé, 464.
 Certe (Jean), 78 n.
 Cerutti, 524 n.
Cezais (Vendée), 571.
 Chabiron (Enfants), 494.
 Chabot (Guy de), gouv^r, 581.
 Chaigneau, 406, 502.
 Chaillaud (Taré), 340, 409, 418.
 Chaillé, 482.
Chaillevette (Char.-Inf.), 364 n, 461.
 Chaillou (Jean), 460.
Chaire (Une) *du Désert*, 37.
 Chalias, 635 n.
 Chalmot, 321.
Châlons-sur-Marne, 105 ss.
Chambéry, 119.
 Chambon, 523 n.
 Chamier (Daniel), past., 10, 16.
Champagne, 105, 405.
Champagnole (Char.-Inf.), 440.

- Champdeniers* (Deux-Sèvres), 584.
Champigny, 123.
Champion, 105 n.
Champvernon (De). — Voy. Rivet.
Chanceaux (Indre-et-L.), 478.
Chandieu (Ant. de), past., 318 ss.
Chandomer, past., 106.
Chanteclerc, 32.
Chapel (Jean), gal., 558, 592, 596, 651.
Chapelier, 520 n., 535 n.
Chapelle (Isabeau), 636, 641 ss.
Chapuys (Pierre), 288.
Charavay (Et.), 537 n., 670 n.
Chardeau, 406.
Chardin (Jean et Charlotte), 301.
Charenton, 78 ss, 95 ss, 132 ss, 143 ss, 193, 198, 219, 252, 301, 336, 404, 611, 660 n.
Charles VII, 114.
Charles IX, 108 ss, 318, 408, 581, 667.
Charles X, 240.
Charles II, d'Angleterre, 55.
Charles, past., 22.
Charleston (Nouv.-Caroline du Sud), 331.
Charmes (X.), 167, 217.
Charpenaize (Char.-Inf.), 362.
Chartres, 408.
Chastaignier, past., 485.
« Chateau de Labour » (Le), 243.
Chastel (Moïse), 626 n.
Chastellars, subdél., 417.
Chastenay, 564.
Chastillon (De), 319.
Chastinier (Jean), past., 477.
Château-du-Loir (Sarthe), 124 ss.
Châteaudun (Eure-et-L.), 141.
Châteauneuf (De), 50, 194 ss, 462.
 — Voy. Pandin.
Châteauneuf (Poitou), 596.
Chatelaillon (De), 325.
Châtellars (Charente), 462, 473.
Châtellerault, 322, 424 ss.
Châtillon-sur-Indre (Indre), 477 ss.
Châtillon, 319.
Châtillon (De), 426.
 — (Gaspard de Coligny, s^r de), amiral, 274 n, 405, 579 n.
 — (Odet de Coligny, card de), 408.
Chatlard (Charente-Inf.), 423.
Chaucherie, 37, 406.
Chaulieu (De). — Voy. Bourget.
Chaussat (François), 399.
Chauvigné (Aug.), 477 n.
Chavaniac, 229 n.
Chavannes (Jules), 413.
Chavin, prison^r, 501.
Chazel (Pierre), proc^r, 639, 649.
Chébouché (Char.-Inf.), 399.
Chef-Boutonne (Deux-Sèvres), 584.
Chenu (Jean), 291.
Cherbonneau, 579.
Chesnier (Pierre), 460.
Cheux (Calvados), 335.
Chevalier, past., 563. — (Jacquette), 486.
Chevilette, past., 106.
Chicago (Exposition de), 56, 167, 217, 225 n.
Chicquard (Pancré), 288.
Chinon, 113 ss, 129 ss, 322, 373, 403.
Chipault, 352.
Chiron (Et.) père, past., 511 ss.
Chocquet, past., 106.
Chotart (Jehan), 551.
Chouet (J. et P.), 280.
Chouppes (De), 426, 480.
Chrestien (Pierre), past., 381, 486.
 — (Jean), dit de la Garande, 201.
Christian V, roi de Danemark, 325.
Christiania, 407.
Christofle (Pierre), greffier, 116.
Cibot, 482.
Cimetières prot., 606 ss.
Cingal (Marguerite de), 218.
Cintheaux (Calvados), 613 n.
Ciré (De), 319.
Claie (Prot. trainés sur la), 205, 212.
Clairac (Lot-et-Gar.), 430.
Clairambault, 136, 558 n.
Claris (P.), [abbé de Florian], 651.
Claude (Jean), past., 9, 22, 87, 92, 201, 219, 266 ss., 325, 481.
Claudin, 243.
Clément. — Voy. Gibet.
Clérici (Antoine), 352.
Clermont (Ch.), dit La Fontaine, 376 n., 377 n. — (Claude de), 573.
Clervaux (Comte de), 339, 370.
Clerville (De), past., 125.
Clèves, 185.
Closet, 254.
Clou-Bouchet, 568 n.
Cognac, 85 n., 367, 384, 391, 416, 567 n., 659.
Cohon, évêque, 639 n.
Coire, 672.
Colbert, 49, 196.
Colbert de Croissy, 199.
Colbert de Terron, 488.
Colin (Germain), poète, 115.
Colines (S. de), impr., 163, 166.
Collège de Cambrai (Paris), 104, 162. — du Card. Lemoine (*id.*),

162. — de Fortet (*id.*), 162, 546 ss.
 — des Lombards (*id.*), 162. —
 de France, 161 ss., 405. — de
 Guyenne, 224. — de Montauban,
 8, 10, 12, 17, 19, 25. — de la Ro-
 chelle, 579.
- Collin de Planey, 510 n.
- Collardeau, *proc.*, 372 ss.
- Colmar, 42.
- Combay (David), 205, 213, 215.
- « Comenius Gesellschaft » (La),
 217.
- Communay, 410.
- Condé (Prince de), 420, 423, 319, 506,
 579 n.
- Condorcet, 513.
- Confess. de foi de La Rochelle**, 318.
- Confolens (De). — Voy. de Calvière.
- Congénies (Gard), 308 n., 410.
- Congrès des bibliothécaires anglais**,
 56.
- Connor (Marg. et Jacq.), 636, 641 ss.
- Conseil de conscience**, 502.
- Consistoires** (Biens des), 164 ss.,
 204, 210, 389 n., 494.
- Constans, 426.
- Constant (D.), 279. — (Benj.), 614.
- Constantin, *prof.*, 10.
- Constantinople*, 526.
- Contamina, 292 n.
- Conteneuil (De), 493.
- Contoudière, 125.
- Convention** (La), 41, 174 n., 524. ss.
 671.
- Cop (Nicolas), 546 ss.
- Copenhague*, 218.
- Coquerel (Ch.), 171 n., 176, 513 n.
- Corbiac, *gal.*, 20.
- Corbin, 586.
- Cornouailles, *past.*, 106.
- Correspondance**, 107, 218, 333,
 503, 611, 664.
- Corriol (Jacques), 164.
- Cortade, 606.
- Corteiz (Pierre), *past.*, 311, 651.
- Cortois de Quincey (G.), év., 305 n.
- Cosnac* (Char.-Inf.), 440.
- Cosson, *past.*, 380, 485.
- Cossot (Jeanne), 247.
- Coste, *prédicant*, 628.
- Costé, 295.
- Cottureau (Daniel), 464.
- Cottiby, *past.*, 273.
- Cottin (Paul), 137.
- Coudert, 519, 634 ss.
- Coudreau (Jacques), 491 ss.
- Couët (Jacques), *past.*, 336.
- Couffeau, 318.
- Cougny (De), 121 n.
- Coularou* (Gard), 307.
- Couldre (Pierre de), *past.*, 479.
- Coulomb (Barthél. et Jean), *exempts*,
 632 ss., 640 ss.
- Coulon (G.), 394. — (Guill.), 322. —
- Coulonges* (Char.-Inf.), 340. — (Deux-
 Sèvres), 588.
- Couneau, 581.
- Couppé (Daniel), *past.*, 124, 126.
- Cournonsec* (Hérault), 313.
- Court (Antoine), 169, 309, 311, 405,
 455, 511 ss., 626 ss., 650 ss.
- Court de Gébelin, 169, 512 n., 514 n.
- Courtin, 558 n.
- Courtomer. — Voy. Saint-Simon.
- Cousin, *past.*, 106.
- Coutances*, 614.
- Coutras* (Gironde), 35, 665.
- Couvrelles (De), 326.
- Covelle (A.), 564.
- Coyault, 602.
- Cozes* (Char.-Inf.), 390, 399, 408, 415,
 420, 438, 462, 470.
- Cravans* (Char.-Inf.), 440.
- Crespain (Marguerite), 416.
- Crespin, 27, 30, 117 n., 119 n., 123,
 129, 279, 281, 374, 403, 567.
- Cressen (Jeanne), 636 n., 641 ss.
- Crest*, 165, 333.
- Crestien, 294.
- Gris** (Deux) du cœur (Richelieu,
 etc.), 553.
- Groix** (La) et la Réforme, 659, 7 n.
- « **Groix** (La) arborée dans le
 champ de l'Eglise... », 279.
- Crottet, *past.*, 330, 339, 358, 373 n,
 574 n.
- Crozes, notaire, 370.
- Cruchadeau, 570, 585 n.
- Crussol (De), 298 n.
- Cuizinié (Elie), 365 n.
- Gulte** (Le) du Désert, 655.
- Cunitz, 373 n.
- Guré** (Un) **tolérant**, 608 ss.
- Cusin (Pierre), *not.*, 284 n.
- Cussy (Géd., Jacq. et Jeanne de), 335.
- Cuvier (O.), *past.*, 407, 507, 568 n,
 572, 611. — (F.), 662, 672.
- Cyré-en-Aubrys*, 486.
- Dabillon (Anne), 588.
- Dailé (Jean), *past.*, 47, 54, 82,
 88, 92, 252, 264, 272. — (J.) fils,
 53 n., 54.
- Dailon, *past.*, 325.

- Dalgue (Paul), past., 310.
 Daliès, 18.
 Dalmon, 212.
 Dalphin, 287.
 Dalton, 56.
Dampierre-sur-Boutonne (Char.-Inf.), 573.
 Dampmartin (A.-H.), 540.
Danemark, 49, 86 n., 325, 465.
 Danès (Pierre), 162.
 Dangerville (Jean), 134 ss.
 Danicourt, 102.
 Daniel (H.), s. de Grangues, 297.
 Dannreuther (H.), past., 107, 336, 658 n.
 Dansais de la Villatte, 570.
 Dantin, 112.
 Danton, 527, 531.
 Darassus (Elie), consul, 17, 18, 22.
 Dardenne (Henry), 202, 206.
 Dardier (Ch.), past., 169 ss., 231 n., 311, 455, 509, 571 n., 600 n., 659 n., 662, 671.
 Darian, 370.
 Dauban, 538.
 Daude, 394.
 Daudet (Ant., Cath., Marie et Nicolas), 636, 641 ss.
 Daufin, médecin, 34, 112.
 Dauge (Claude), 287.
 Daullé, 411.
Dauphiné, 333, 408.
 Dauriac, 214.
 David, peintre, 519.
 David (Claude), 288.
 Debeaune, 494.
 Débonnaire (Ph.), notaire, 294.
 Decazes (Duc), 38, 182 ss.
Décret du 17 mars 1808 (Université), 42.
 Delacoudre, curé, 634 n.
 Delaforest, past., 249, 251.
 Delaplanche dit Motta, 286.
 Delaulnay, 124.
 Delavaud, 340.
 Delayant, 317.
 Delayre (Jean), 134 ss.
 Delescourre, 318.
 Delessert (Benj., Franç. et Gabr.), 38 ss, 614.
 Delettire, consul, 613 n.
 Deleuze (Catherine), 636, 640 ss.
Delft, 302.
 Delgobe, 168, 407.
 Delias (Marie), pris^e, 139.
 Deliot (Jacques), 219 ss.
 Delmas, 20.
 Delom, curé, 420.
 Delorme (Pierre), 288.
 Delpech, 213, 215. — (Anne), 202, 206.
 Delsous, 21.
 Dèmeunier, 520 n.
 Demontigny, 639.
 Demoustier, past., 485.
 Demuin, intend^t, 461.
 Denard, 609.
 Denis, 464. — (proc^r g^{al}), 498.
Députés généraux des Églises, 46, 191, 323.
 Dericq (Nicolas), 302.
 Des Aigues, past., 124.
 Desaintou (Mlle), 204, 209.
 Desairve, 584, 587 n.
 Des Authieux. — Voy. de Licques.
 Descaussat (Fr.), impr., 9.
 Deschamps (Antony) poète, 241.
 — (Jacques), 133 ss.
 Des Essarts. — Voy. Arnaud.
 Desferre (Et.), past., 308.
 Des Fragnées. — Voy. Texier.
 Des Gallards (Nic.), 318.
 Des Gorges. — Voy. Goguet.
 Des Grès. — Voy. de Varignon.
 Desine (Elisabeth), 423.
 Des Loges, 482.
 Desmaranges, 318.
 Des Mesnards, 393.
 Des Misnières, 482.
 Desmoulins (Cam.), 524 n. — (Mlle), 482.
 Desobaux (Guill.), 335.
 Desouches, 318.
 Des Perrousses, 123.
 Desportes, gal., 21.
 Desprez (Ch.), 588.
 Desquines, 21.
 Des Rabaisnières, 468 n.
 Desrivières, 326 n.
 Des Serres (Géd.), s^r du Pradel, 133 ss.
 Désubas, past., 313.
Deux-Ponts (Duché des), 319, 563.
 Devallée (J.), prêtre, 600 n.
 Devorie (Mme), 482.
 Dhoien (?), 319.
Dialectes français, 60 ss.
 Diderot, 346 n.
Die (Drôme), 333.
Dieppe, 140, 301.
 Diessart (Marie), 301.
Dieulefit (Drôme), 165.
 Dièz, 58.
Dijon, 143.
Dinan, 613 n.

Discipline eccl., 124 ss, 157, 507, 601 ss, 615, 655.

Disconches (Char.-Inf.), 573.

« **Divi Aurelii Augustini de Spiritu et Littera liber unus** », 243.

Doinel (Jules), 608.

Dolet (Etienne), 56, 567, 663.

Domain (Jean), 416.

Donateurs de la Bibliothèque, 56, 167 ss, 218, 279, 280, 328, 406.

Dordrecht (Synode de), 324.

Douen (O.), past., 47, 55, 104, 135, 166, 215, 217, 278, 328, 610, 662.

Doullens, 554.

Doumerc, 21.

Dourlous (De), médecin, 173.

Douvres, 611.

Drachenstein, 613.

Dragon (Jean), 333.

Dragonnades, 203, 208, 391, 498.

Dreincourt (Ch.), past., 252, 272, 362.

Drouin, 395 n.

Druel (Ch.), past., 384, 490 n.

Dryander. — Voy. Enzinas.

Du Ban (Eustelle, Jean, Marie et Pierre), 416.

Dubaptiste, past., 365 n., 367 ss, 431 ss.

Du Bartas (S.), 328.

Dublin, 317, 406.

Dubois, 491. — (père), 436, 438, 441. — (G.), 366 ss. — (Simon), impr., 99, 243 n, 244, 567.

Du Bois, 564. — Voy. de Pincé. — (Anne), 69 ss.

Du Bosc (Pierre), past., 216, 612 n.

Du Bouquet. — Voy. Meschinot.

Dubreil, consul, 12.

Dubuisson (Marie), pris^e, 139.

Du Cayla, 309.

Du Cler, 134.

Du Clos (Jehan), 133, 135.

Du Coudray. — Voy. Bernesent.

Dufaure (Jean), 204, 209.

Dufayard, 405.

Dufès (Marie), 636 n.

Du Fresne, past., 124 ss.

Dufresne, médecin, 537.

Du Fresnoy (Sam.), proc^r, 133 ss.

Dugas, past., 364 n.

Du Hallier, 430.

Dulaure, 538 n.

Du Lys, 471.

Dumas, proc^r, 15, 18. — (Jacq.-Ros-tang), 634 ss, 641 ss. — (P.), 634 n.

Dumont, 318.

Du Moulin (Cl.), 318. — (Pierre), past., 91 n, 92, 125, 134 ss, 259, 265, 267, 268, 425.

Dumouriez, 527.

Dunant (El. ou Tyvan), 291, 292. — (Loys), 291. — (Jean), 291.

Duncan, prof., 10.

Du Passage, 427.

Du Peux. — Voy. Pandin.

Dupin (Ph.), juge, 209 ss.

Dupin de Saint-André, past., 128, 403, 484.

Duplessis (Anne), 384, 490. — (Jean), 127. — 613, 664.

Duplessis-Mornay, 267, 301, 320, 408, 425 ss.

Dupont (Jean), notaire, 291 n.

Duport, past., 486.

Du Pradel. — Voy. des Serres.

Duprè, consul, 22. — Proc^r, 633 n. — (Guill.), 352. — (J.-A.), huissier, 632 ss, 645 ss.

Du Pré. — Voy. Galliot.

Dupuy, notaire, 15.

Durand, ancien, 124. — (Marie), 484, 587. — (Sam.), past., 133 ss, 265.

Durand-Mordagne, 210.

Durant (Henri), martyr, 29 ss.

Durban, 18.

Durel, libr., 663.

Dürer (Albert), 353.

Durfort (Gard), 310.

Du Rieu (D^r), 361.

Durocher, 296.

Du Roveray, not., 292.

Duruel. — Voy. Du Vivier.

Du Sault, 387 n, 391 n, 498 ss, 507.

Dusommerard (*Catalogue de*), 350.

Dusson, 123.

Du Terron. — Voy. Colbert.

Duthil, 36.

Dutreuil, 488.

Duval, 488.

Du Val, past., 106.

Duvau, 124.

Du Verdier, 211, 606.

Du Vigier (Jean), apostat, 388, 493 ss.

Du Vigneau. — Voy. de Brissac.

Du Vignon. — Voy. Birgam.

Du Vivier (Suzanne), 64 ss.

Ebrossard (Jehan), 30 ss.

Ecluse (Madeleine de l'), 302.

Ecosse, 257.

Edimbourg, 257.

Edit de Janvier 1562, 605, 616.

Edit de Nantes, 26, 41, 106, 126 ss,

- 216, 322, 324, 382, 488, 558 n.
Edit de pacification de Paris
 (23 mars 1568), 408.
Edit de Tolérance (1787), 41, 225 ss,
 279, 514 ss.
Eglise de la Confession d'Augs-
 bourg, 40 ss.
Eglises disparues (*Touraine*),
 113 ss, 477 ss.
Eglises donatrices, 410.
Eglises catholiques (Prot. en-
 terrés dans les), 606 ss.
 Ehinger, 405.
 Elbenne (D'). — Voy. Menjot.
 Eléonore d'Olbreuse, duch. de
 Brunswick, 247 ss.
 Elzeviers, 568.
Embèmes, 659 n.
Embrun (H.-Alpes), 164, 427.
Enfants enlevés, 494.
 Enschédé (A.-J.), 248.
 Enzinas ou Dryander (Jayme), 27.
Epargnes (Char.-Inf.), 440.
Epaves, poésie, 475.
 Epernon (D'), 427, 430, 569 n.
Epernay (Marne), 106.
Errata, 672 et année 1894, 56.
 Esbaudy (Guill. et Marie), 380.
 Eschallard (C.), s^r de la Boulaye, 586.
 Eschassériaux, 346 n.
Escurat (Char.-Inf.), 572.
 Espagnac (D'), 304 ss.
Espagne, 650 n, 661 n.
Espance, 106.
 Espaze, gal., 467.
Espion (*Un*) du comte d'Avaux,
 468 ss.
 Estève, 631 n.
 Estienne (Henri), 58, 61, 279, 358. —
 (Robert), 553. — (David), 636 n.
 — (Suzanne), 636, 641 ss.
 Estor (Alexandre), 636.
 Estrées (Lemaréchal d'), 391, 498 ss.
Etampes, 138, 146.
 Etrehan (D'). Voy. de Héricy.
Eucharistie (Présence réelle dans
 l'), 80 ss.
 Eudes (Marie), 296.
Evêques (Assemblée des pasteurs
 et des) à Mantes, 320 ss.
Évreux, 81 n, 533.
Exilés (Les) volontaires pour la
 foi, 468 ss.
Exposition de souvenirs huguenots.
Saintes, 370. — *Royan*, 455.
 Eymé, 406.
Fabre, past., 516 n.
 Fabre d'Eglantine, 175, 536.
 Fabri (Christophe), past., 56. —
 (Pierre), 62.
 Fabrique (De), 636, 647.
Faculté de médecine de Paris
 (La), 173.
Fanatiques (Les) du Languedoc,
 138 ss.
 Farcy (Mlle de), 467 n.
 Farine. — Voy. Andrieu.
 Farjat, 56.
Faucigny (Le), 285.
 Fauguerolle (De), 375.
 Faujas de Saint-Fond, 346 n.
 Fauquenberge, past., 261.
 Faure, 433, 564. — (Miles), 558 ss.
 Faurio (François et Jean), 202, 206.
 Fauris (De), proc^t, 16.
 Favreau, 586 n.
 Favyn, 110.
 Félice (G. de), 47, 360, 628 ss. —
 (P. de), past., 468, 215, 277 n, 370.
 Félix (Jeanne), 636 n.
 Fénélon, 230 n, 240, 417, 422 n, 505.
 Fernel, 576.
 Ferran (Jean et Isabelle), 416.
 Ferrand, 123.
 Ferrières (De), 319.
 Festineau, 321.
Feuillevert (Dordogne), 37.
 Fevrié (Ant.), 211.
 Feyne, past., 369, 442.
 Ficelcrin (Cath.) dite l'Esprit, 140.
 Ficq (Adrien), 295, 302.
**« Fille (La) de Calvin démas-
 quée... »**, 91 ss.
 Filleau, 385 n, 459 n.
 Fillon (B.), 243 n, 318, 357, 571 n, 586.
 Finé (Oronce), 162 ss.
Finlande, 39.
 Firmin, 296.
 Fléchier (E.), évêque, 622, 629 ss.
 Fleuret (François), 419.
 Fleurisson, 384, 464.
 Fleury, 141. — (past.), 124.
 Florian, 516. — (Abbé de), 651.
 Florimond de Raemond, 125.
 Foissin, juge, 606.
Foix (Comté de), 329 ss.
 Fonbrune-Berbinau (P.), past., 466 n.
Fondebeau, 440.
Fondepio, 213.
Fonds protest. pour étudiants,
 303 ss.
 Fontaine (Pierre et Jacq.), 340, 417,
 461 ss. — Voy. Martroy.

- Fontaine-Martel, 85 n.
Fontainebleau, 216, 230 n, 265.
Fontenay-le-Comte (Vendée), 243, 318, 325, 361, 426, 586.
 Fontene (De), 205, 212 ss.
 Fontenelle, 346 n.
 Fonteny, 352.
Fonvérines (De). — Voy. *La Morlière*.
 Forbin (Maison de), 78.
 Fossel (Claude), 288.
 Foucault, intend', 24, 65, 68, 76. — (H.), 559.
 Fouquier-Tinville, 536 ss, 668, 670.
 Fourestier (Isaac), 420 ss.
 Fournier, 21, 453. — (Jean), 419. — (Jérôme), 636, 641 ss.
 Fraissinet, past., 474.
 Fraissinette (Anne), 303.
 France (H. de), 18.
 France-Lagravière, 15.
France protestante (La), 410.
Francfort (Conférence de), 319.
Franchéval (Ardennes), 106.
 François 1^{er}, 28, 57, 161, 242 ss.
 François, 310. — (notaire), 134 ss.
Franecker, 168.
 Franklin (Alfr.), 55, 166, 215, 217, 328, 662. — (Benj.), 238 n, 241.
 Frayssinous (L'abbé de), 43.
 Frenay (De). — Voy. de Laët.
 Frétard (Et.), prévôt, 460.
 Frèze (Jean), prédic', 628 n, 632 ss, 641 ss. — (Et.), 635 ss. — (Marg.), 635 n, 641, 649.
 Froment (Madel.), 84 n. — (Dlles), 85.
Fronde (La), 16.
 Frossard (Ch.), 205, 215 ss, 278 ss.
Fugitifs pour la foi, 164, 212, 389, 464, 468 ss. 653.
 Fumée (Ch.-Franc.), 613.
- G**abart. 406.
Gabelle (Émeute de la) (1548), 616.
 Gabriac (Frères), 308.
 Gaches, 252.
 Gâchet, apothic., 418 n.
 Gaderat, vicaire, 419.
 Gaidan (Magdeleine), 511 n.
 Gaiffe (Ad.), 98.
Gaillac, 506.
 Gaillard, past., 11, 12, 15.
Gajan (Gard), 636 n.
 Gal-Pomaret, past., 170 ss, 310.
 Galard, 406.
Galériens, 20, 21, 362, 391, 399, 402, 403, 408, 413, 415, 465, 501, 558.
- Galien, 576.
 Galland (A.), 63, 218, 219, 336. — (P.), 279.
Grand Gallargues (Gard), 308 n.
 Gallé, past., 434.
 Gallet (Anne et Samuel), 485.
 Galliot du Prê, 243 ss.
 Galliot, prédicant, 390 ss.
 Gallois (L.), 163.
 Gallot, 564.
 Galtier de Laroque (A. de), 46 n, 47, 50 ss, 191, 197.
 Gamain, past., 596, 602.
 Gambier, past., 663.
Gand, 295 n.
Ganges (Hérault), 307,
 Gantois, past., 106.
Gap, 164, 323, 333.
Gardes nationales (Calomnies cathol. à l'occasion de leur organisation), 522.
 Gardien, 528 n.
 Gargoulleau (Louis), 319 ss.
 Garnault, 328.
 Garnier (Jean-René), 365 n. — (Michel), 416.
 Garreta, 280, 407, 586, 611.
 Garrissolle, 10, 16.
 Garrisson, 18, 403.
 Garros, 606.
 Gasques, 20.
 Gasquet (Jean), 636 n.
 Gassé (De), 500.
 Gassion (Le maréchal de), 159.
 Gastines, past., 106.
 Gaubert, 307.
 Gaufres (J.), 55, 168, 278, ss. 328, 662.
 Gaugain (Jean-Philippe, Jean-Thomas, Pierre, Pierre-Jean et Marguerite), 611, 612.
 Gaujard. — Voy. Bourgeois (Marie).
 Gaulleux (Ern.), 224, 278, 330, 374 n, 411.
 Gauthier (Michel), 551.
 Gaultier, past., 468. — (Guill.), 219, 611. — (Nicette), 165.
 Gausorgues, past., 328, 413, 424, 458.
 Gauthier, 434 ss, 571.
 Gautier (Jacob et Jean), 70 ss. — (Anne, Gilles, Guill., Henry, Jacq., Jean, Judith et Nicolas), 611, 612.
 Gautret (Marie-Suz.), 365 n.
 Gavereau, 485.
 Gavernet. — Voy. de la Roche.
 Gebert (Louis de), s^r de la Bretau-dière, 128.

- Gelin (H.), 588.
 Gellius, proposant, 13 ss.
 Gély (P.), 433.
 Gemozac (Char.-Inf.), 330, 339, 372 ss, 399, 406, 438, 485.
 Genève, 27 n, 39, 57 ss, 112, 120 ss, 133, 168 ss, 256 n, 279 ss, 303, 318, 370, 373, 381, 385, 389 n, 486, 509, 511, 548, 551, 568, 613, 659 n, 672.
 Genlis (Mme de), 228 n.
 Georges-Jean, comte palatin de Veldenz et Lutzelstein, 166.
 Georges (Ant.). martyr, 116 ss, 129 ss, 403.
 Gergeau, 323 ss, 427.
 Gerle (Dom), chartreux, 519.
 Gerlier (D.), impr., 566.
 Geymuller (De), 611.
 Gibert, past., 340, 364 n, 402. — (Etienne), past., 364 n. — (Simon) dit Clément, past., 308.
 Gibier, 213.
 Gibouyn (Pierre), 551.
 Gijounet (Tarn), 584.
 Gilly (David), past., 480.
 Ginguéné, 524 n.
 Girard (Jehan), 168, 567. — (Joseph), d', 485. — 165.
 Girardet, 564.
 Giraud (Franc.), 416. — (Pierre), 493.
 Giron, notaire, 288. — (Alix), 636 n.
 Gisors, 229.
 Givrezac (Char.-Inf.), 362.
 Goa, 526.
 Godeau (Jean), 118 ss.
 Godefroy, 325.
 « **Godenot** » (Le sens du mot), 159 n, 270 n.
 Godet, 564.
 Goffart (Mme), 167, 407.
 Goguet des Gorces (P.), 438.
 Gohas. — Voy. de Biran.
 Gomaire, 528 n.
 Gombaud, 464.
 Gondouin (J.-P.), gal., 466.
 Gordon, 576.
 Gorneau (Etienne), 537.
 Gorsas, 533.
 Gouin (Daniel), gal., 465 ss.
 Goujon (Jean), 27 ss.
 Goulvan (Anne), 423.
 Gounon, dit Pradon, 592 ss.
 Goupil (Françoise), 243 n.
 Gourgues (De), intend', 64 ss.
 Gout (A.) past., 666.
 Gouverne (Jean), 612 n.
 Gouy, 460.
 Goyon (Simon de), 663.
 Grail (Henry), past., 310.
Grammaires françaises, 57.
 Gramond, présid', 92 n.
 Grand (A.), 421.
 Grand-Maison (de). — Voy. Millin.
 Grande-Côte (La) (Char.-Inf.), 473.
 Granet, 636 n, 641 ss, 647.
 Grangues (De). — V. Daniel.
 Granier (P. de), s^r de Vernoye, 211. — (Barthélemy), 211. — (Annette), 205, 214. — (G.), past., 667.
 Gravaud, 433.
 Gravelle, past., 105.
Gravures, 168.
 Gréard, 217.
 Greffier (Cl.), 284 n.
 Grégoire (L'abbé), 519.
 Grelaud (Jehan et Marie), 380.
 Grenade (H.-Garonne), 379 n.
 Grenoble, 163, 194.
 Grenon, past., 478.
 Grès (De). — Voy. de Varignon.
 Gresse, past., 563.
 Gringore (Pierre), 243.
 Gripon (Jean), 365 n.
 Grotius, 271 n., 362.
 Groulard (Claude), 302.
 Grouvelle, 524 n.
 Gryneus, 243.
 Guadet, 528, 530.
 Guartin, diacre, 319.
 Guenaut de Maubuisson, 503.
 Guenon de L'Isleferme, 391, 498 ss. — (Estienne), 503.
 Guérin (Jeanne et Pierre), 423.
 Guerre, 20.
Guerre des Albigeois, 20.
Guerres de religion, 109, 378 ss, 405, 505.
 Guerrier, ancien, 124.
 Gueydan (Pierre et Jean), 636, 641 ss.
 Guibal, 307.
 Guichard, 455.
 Guidacerius (Agathius), 162.
 Guilbert, 216.
 Guillaume III, roi d'Angl., 195 n.
 Guillebert, 564.
 Guillemot (J.), 318.
 Guillot, 464. — (Esthel), 416.
 Guilloteau, 572.
 Guion, 406.
 Guise (les), 107, 408. — (Isabelle d'Orléans, duchesse de), 77 ss, 89 ss, 273.
 Guiselin (Jean et Jeanne), 301.
 Guitard, 488.

Guiton (Jean), maire, 326. — 406.
Guitres (Gironde), 35.
 Guillaudet, 464.
 Guizot, viguier, 407. — (Fr.), 48 ss,
 55, 197, 235, 328, 611. — (Guill.),
 167, 411. — (Jean), past., 412.
Guyenne, 25, 215, 384, 393, 425.
 Guyer, 384.

Haag (MM.), 48, 51 ss, 83 n, 84 n,
 273 n.
Hambourg, 465.
 Hamelin (Philbert), 341, 370, 373 ss,
 392 ss, 567.
 Hamelot, avocat, 327.
 Hamonnet, 481.
Hanc (Deux-Sèvres), 585.
Hanovre, 39.
 Harcourt (D'), 25.
 Hardy, juge, 435 ss. — (Nicolas), 551.
 Harrisse (H.), 244 n.
 Harlay (De), proc^r g^{al}, 195 n, 589.
Harlem, 471.
 Haultain (?), ancien, 319 — (impr^r),
 660 n.
 Hauser, 405.
 Hayère, ancien, 124.
 Hébert, 525, 528 ss, 532.
Heidelberg, 56.
Heiltz-le-Maurupt (Marne), 106.
 Hélié (le prophète), 84, 262.
 Henry (F.), 137.
 Henri II, 158 n, 281, 376.
 Henri III, 25, 166, 349.
 Henri IV, 10, 20, 25, 35, 41, 111, 189,
 222, 318 ss, 352, 383, 408, 424, 608.
 Henterez (De), 135.
 Herbert, orfèvre, 496.
 Hérèlle (G.), 105 ss, 405.
 Héricy (Robert d') marquis d'Etre-
 han, s^r de Marcelet, 297 n.
 Hérisséey, 301.
 Herminjard, 546 n, 552, 611, 663.
Hermopolis, 43 n.
 Hésiode, 243.
 Hesnard (L.), 318.
Hesse, 39.
 Heltier, 73 ss.
Heusden, 368, 434.
 Hippeau, 294.
 Hippocrate, 89, 576.
 Hognan (Mathurin), curé, 399.
Hollande, 39, 138, 142, 340, 367, 556.
 Homère, 573.
Hondschoote (Nord), 295 n.
 Horace, 573.
 Horiau, 464.

Hotman, intend^t, 17, 26. — (Fran-
 çois), 405.
Houdan (S.-et-O.), 138.
 Houry (Jean D'), 93.
 Houssaye (H.), 180 n.
 Houx (?), curé, 609.
 Hubendel, 246.
 Huchet (Michel), past., 485.
 Hudel, 482.
 Huet, diacre, 216. — (Jacques), sé-
 néchal, 128. — (Marie), 296. —
 (Nic.), s^r de la Maubruyère, 296 n.
 Hugo (Victor), 345 n, 666.
 Hugues (Edm.), 592 ss, 599 n, 651.
 Huillard, 63.
 Huislier, 488.
 Hurault, 131 ss.
 Hureau, 611.
 Huyon (Guill.), impr., 584.

Iacmé, 213.

IHS (Monogramme du Christ),
 659 n.

Illustrations. — L'ancienne Aca-
 démie de Montauban, 6; — de
 Puylaurens, 23. — La maison des
 nouvelles catholiques de Caen, 65.
 — Fac-similé des signatures d'une
 lettre écrite dans cette maison en
 1690, 67. — L'emblème de la Re-
 ligion, 91. — Vue de l'Hôtel de
 Pincé, à Angers, 115. — Portraits
 de Rabaut-Pomier, 177; — de La-
 fayette, 232; — de Washington,
 233. — Une figurine de B. Pa-
 lissy, 355. — La marque d'impr-
 meur de Ph. Hamelin, 392. —
 Portraits du pasteur P.-J. Du-
 baptiste, 445; — de Calvin, d'après
 Léonard Limousin (1535), 544; —
 de Th. de Bèze à 29 ans, 545. —
 Les restes du collège Fortet à
 Paris, 547. — Fac-similé d'une
 lettre de Marguerite Le Givre,
 abbesse de Sainte-Claire de
 Saintes (1732), 560. — La porte
 de l'ancien collège de La Ro-
 chelle, 580. — Vue de la ville de
 Nîmes en 1560, 618. — Plan de la
 ville de Nîmes, 619. — Fac-similé
 de l'arrêt condamnant Rabaut-
 Saint-Étienne à mort, 667.

Imprimeurs, 552, 566 ss.

Ingrand de la Dornatière, 482.

Inquisition (L'), 660, 663.

Inscriptions huguenotes, 360 ss.,
 565 ss, 658 ss.

- Institution chrétienne** (L') de J. Calvin, 280, 370, 373, 393, 543, 548, 567.
- « **Instruction pastorale aux réformés de France...** » (J. Basnage, 1719), 650.
- Intraville (D'). — Voy. Soyer.
- Ireland (James), 170 ss.
- Irlande*, 39 ss, 46.
- Italie*, 30, 266.
- Jacob** (Pierre), impr., 567.
- Jacquemart, 357.
- Jacques II, roi d'Angleterre, 228 n.
- Jacquier. — Voy. Ancellet.
- Jacquy (François), 567, 659 n.
- Jaillot (Le P.), 317, 325 ss.
- Jalaguier, past., 663.
- James (Jean), 219.
- Jamet* (Meuse), 107.
- Jamme (Jacques), 202, 206.
- Janet (Jean), 636, 647.
- Jaquot, 205, 212, 214.
- Jarousseau, past., 394 ss, 432, 439.
- Jarrossay de Villeneuve, 460.
- Japie (Élie), 493.
- Jarnac*, 324, 436, 470, 489.
- Jarnac (De), gouverneur, 318.
- Jarnicot* (Dordogne), 36.
- Jaulge (De). — Voy. de Beauieu.
- Javarzay* (Deux-Sèvres), 403.
- Jay (John), 225, 238.
- Jean (Jeanne), 422.
- Jeanne, 488.
- Jeanne d'Albret, 107 ss, 318, 358, 579 n, 666.
- Jeanne d'Arc, 114.
- Jeantet, 406.
- Jeaudier (Jacques), 364 n.
- Jemoussacq*, 421 n.
- Jenner, 170 n, 171.
- Jenouillé*, 462.
- Jesterman (W.), 513 n.
- Jésuites** (Les), 40, 43, 46, 197, 229 n, 265, 384, 491, 554; — à Caen, 63; — à Montauban, 8 ss, 338; — à Paris, 86 n; — à Poitiers, 597; — à Saintes, 503; — à La Rochelle, 579.
- Jetons** (ou Méreaux?), 168, 455.
- Jeux** (Répression des), 124.
- Jodelet, 147.
- Joinville* (H.-Marne), 107.
- Jolly (Anne et Baptiste), 485.
- Joly de Fleury, 227.
- Jônain (P.), 399, 403.
- Jonvilliers (Ch. de), 292 n.
- Jonzac* (Charente-Inf.), 366, 370, 406, 439 ss, 494, 498.
- Joseph II, 443.
- Jouault (Pierre), 247.
- Jouffeu (Pierre), 422.
- Jourdain (Raymond), 201. — (Madelaine), 301.
- Jourdan (Ernest), 340.
- Journal** (Le) de *Samuel Robert*, lieut., 489 ss.
- Journet (Jean), past., 310.
- Jousseau (Pierre), 365 n.
- Jouvin, capit., 448.
- « **Jugement... contre 6 ministres...** » (Bordeaux, 1672), 611.
- Juillerat-Chasseur, past., 179 n.
- Julien, past., 439.
- Jullien, 135. — (Claudine), pris., 140.
- « *Julles* » (« Monsieur de »), 160 n.
- Junas* (Gard), 410.
- Junte (Jacq. de), impr., 569 n.
- Jurieu (Dan.), past., 253, 254 n. — (P.), past., 201.
- Justeau, curé, 422 n.
- Justiniani, 100, 103.
- Kersaint**, 537.
- Kervelegan, 528 n.
- Kleffer, 524.
- Knobelsdorf (Eustache de), 27 ss.
- Kuhn, past., 167, 610, 662.
- Labadie** (Jean de), 9.
- La Barre (Jehan de), 129.
- La Barrière* (Egl. wallonnes de), 411.
- Labarthe, 606.
- Labat (Barnabé), past., 434.
- La Baume (Ch.-J. de), historien des Camisards, 623, 629.
- Labbé, 409.
- La Beaumelle, 32, 53, 111 ss.
- La Berchère (De). — Voy. Legoux.
- La Bergerays (De), 318.
- La Beuserie (De). — Voy. Gautier (Gilles).
- La Boissière (Claude de), 377 n, 379 n.
- La Bonnelière* (Vendée), 585.
- Laborde (Guil.), 214.
- La Borde, diacre, 318.
- La Borde* (Charente-Inf.), 586.
- Labouchère, 544.
- La Boulaye (De), 426, 586.
- Labourdonnaie (De), 179.
- La Bretauière (De). — Voy. de Gebert.
- Labriga (De). — Voy. Desferre.

- La Brille*, 302.
La Brosse (De), 479.
La Brunetière (Guill. II de) év., 386, 462, 505, 507.
Labrunie, not., 15.
La Calmette (Gard), 636 n.
La Chapelle (Arm. de), 650.
La Chapelle-Bâton (D.-Sèvres), 571.
La Châtaigneraie, 571 n.
La Chaussée (De), 310.
La Cibauidière (De). — Voy. Pandin.
La Corée (De), g^a vicaire, 559.
La Coste. — Voy. Portal.
La Côte, 459 ss.
La Crèche, 440.
La Cressonnière (Vendée), 571.
Lacretelle (De), 231 n.
Lacroix, 533.
La Dornatière (De). Voy. Ingrand.
Ladune, 296.
Laët (J.-P. de), s^r de Frenay, 301. — (Pierre de), 302.
Lafage. — Voy. Teissier.
Lafargue (Le P.), 422 n.
La Fayette, 225 ss, 278, 515.
La Ferrière (De), 157 n.
Lafite, 21.
Lafon (Isaac), 202, 206. — (Jean), 203.
Lafond (Charente-Inf.), 585.
Lafontaine, consul, 213.
Lafontaine, past., 22.
La Fontaine. — Voy. de Clermont.
La Force (De). — Voy. de Caumont.
La Forest (De), 124.
La Fosse (De), médecin, 34.
La Fouquetière (Deux-Sèvres), 569 n.
La Fresne (De), prem. présid^t., 408.
La Frézelière (De), évêque, 417.
La Gaillarderie, 482.
La Galère (Fr. de), past., 479.
La Garande. — Voy. Chrestien.
Lagarde, 406. — (Mlle), 205, 214.
Lagorce (Ardèche), 314.
La Gord (Ceux-Sèvres), 572.
La Gorse (De), 493.
La Grange-Fougère (Deux-Sèvres), 571.
Lagravière. — Voy. France.
Lagrève, 297.
La Haye, 596.
La Houssay (De), 492.
Laillet (Madeleine), 335 ss.
Laizement (D.-H. de), past., 325 ss, 417.
La Jailhe (De), past., 485.
La Jarrie (De). — Voy. Bergier.
La Jarrié (Charente-Inf.), 572.
La Jarriette (De), 589.
La Jugie, 102.
Lalanne (Lud.), 32, 112, 305 n.
Laleu (Charente-Inf.), 585.
Lalouel (David), 219, 334, 335. — (Madeleine), 218.
La Luzerne (De), évêque, 238 ss.
La Luzerne (De). — Voy. Thiout et Moisant.
La Mare. — Voy. Billon.
La Mare (De), diacre, 216.
Lamartine (A. de), 348, 530.
La Mazière (De), 406.
Lambert (Marguerite), 302.
La Maubruyère (De), 296 n.
La Mellaudière (De), 126.
La Métairie, 440.
La Mindelle (De). — Voy. Le Hulle.
Lamoignon de Basville, intend^t., 408, 630, 639.
La Morinerie (De), 385 n, 504, 507.
La Morlière de Fonvèrines (Deux-Sèvres), 571.
Lamothe (De), 622, 629 ss.
Lamothe-Gohas (De). Voy. de Biran.
La Mothe-Saint-Héraye, 571.
La Motte (Le P.), 554.
Lancize (De). — Voy. de Lozières.
Landry (François), 372 n.
Lange (André de), 164.
Langers [Langeais], (Ind.-et-L.), 124.
Langlade, 18, 21.
Langlois, 322.
Langres (H.-Marne), 238 ss.
Languedoc (Prot. du), 303 ss, 329 ss, 425, 592, 650 n, 661.
Languersy (De). Voy. de Varignon.
Lanjuinais, 529, 532.
La Noue (Fr. de), 124, 405, 408.
Lantheois, past., 434, 438.
Laon, 86 n.
La Papoterie de la Roussille (Deux-Sèvres), 587.
La Pèrière (Mlle de), 84, 257, 262.
Lapierre. — Voy. Rampon.
La Place (De). — Voy. Mazières.
La Placette, past., 466.
La Plaine. — Voy. Royer.
La Plante, 124. — Voy. Sérigny.
Laplume, 21.
La Pommeraie-de-Clussais (Deux-Sèvres), 585.
La Popelinière, 506.
Laporte, prieur, 423.
La Porte (Marie de), 504, 507.
Lapra, 602.
Laprée. — Voy. Chaucherie.

- Larchey (L.), 137.
 Lardinière (De). — Voy. Peigné.
La Réole (Gironde), 386, 462, 498.
 La Rive (De), 201.
 La Rivière (De). — Voy. Le Maçon.
 — (Suzanne de), 301.
 Larivière (Henri), 528 n, 533.
 La Roche (De), 453, 617 n.
La Roche-Chalais (Dordogne), 35 ss, 406.
La Roche-de-Coivert (Ch.-Inf.), 583.
La Rochefoucauld (Charente), 325.
 La Rochefoucauld, 506. — (Duc de),
 229 n. — (Fréd.-Ch. de), comte de
 Roucy et de Roze, 86 n, 263. —
 (Isabelle, Marie et Éléonore), 86 n.
 La Roche-Gavernet (De), 426.
La Rochelle, 46, 223, 265, 275, 280,
 308 n, 317 ss, 364 ss, 377, 383, 415,
 418, 425, 568 n, 569, 571, 576, 579,
 585, 616.
 La Rogeraye (Ch. de), s^r de la
 Troche, 133.
 Laroque (De). — Voy. Galtier.
 Laroquette, 523 n.
 Larousse, 48.
La Roussille. — Voy. La Papoterie.
 Larras (De). — Voy. de Calvière.
 Larrey, 47.
 Larroque, past., 398.
 La Rue (Pierre de), not., 282 n. —
 (Marie de), 335.
 La Sagne. — Voy. Dalgue (P.).
La Salle (Gard), 307.
La Sauvetat (Gers), 607.
La Séranne (Hérault), 306.
 La Séranne, propos^t, 310.
 Lasource, 5.
 La Source. — Voy. Blanc (Arnaud).
Lassay, 424.
 Lastre (Jean de), past., 319.
 Latornerie, curé, 423.
 La Touche (De), 127.
 La Tour (Jacques de), 420.
 — ou Tournay (Jean de), past., 120,
 422.
 La Tourette (De), 584.
La Tremblade (Char.-Inf.), 340, 364,
 366, 415, 417, 432, 438, 460 ss.
 La Trémouille (De), 127, 426. —
 (Claude de), 123. — (Duc de),
 prince de Tarente, 358.
La Trémouille (Vienne), 569 n.
 La Troche (De). — Voy. de la Ro-
 geraye.
 Launay (De). Voy. Le Maçon.
 Laurens (John), 238 n.
 Laurent (Jean), 138. — (Ant.-Jacq.),
 165.
Lausanne, 123, 169, 280, 307 n, 311,
 511 ss, 596, 600.
 Lauzon (De), intend^t, 384.
 Laval (Alain de), s^r de Vaudoré, 667.
 Lavalette, 214. — Voy. Vesson.
 — (De). — Voy. Renardet.
La Valette (Gard), 308.
 Lavallée (Th.), 53, 111 ss.
Lavausseau (Vienne), 584.
 Laverdure, 297.
 Lavergne, 15.
 Lavernède. — Voy. Grail.
 Lavernhe, 18.
 La Vierre (Marie de), 594.
 Lavigne (Jean), 416.
 La Villatte (De). — Voy. Dansais.
 Layraud (C.), 557.
 Lea (Ch.), 661.
 Leur (Jehan de), 487.
 Le Bastard, 70 ss.
 Lebau (Mlle), 535.
 Lebbé, cons., 498.
 Lebeau (Guill.), 551.
 Le Berton de Bonnemie (A.), 616.
 Le Blanc (Geoffroy), martyr, 29 ss.
 Le Bloy, past., 124.
 Leborgne, 536 ss.
 Le Boullangier (Guill.), 119.
 Le Bourgeois, 300.
 Lebre, prévôt, 15.
 — (chanoine), 8 ss, 19.
Le Buis (Drôme), 165.
Le Busseau (Deux-Sèvres), 577 n.
 Le Cairu (Rob.-Est.), 69 ss.
 Le Cavelier (Pierre), 66 ss. — (Ma-
 deleine), 68 ss.
 Leclerc, 9, 18. — (Jean), 157 n.
 Le Coq (Mme), 81 n, 82, 152, 161.
 Le Cornu (Benj.), 219.
Lectoure, 426, 606 ss.
Lédignan (Gard), 308 n.
 Lédignan (De), 622.
 Ledoux, 569.
 Leenhardt (Max.), 407.
 Lefebvre (Marie), 219.
 Lefèvre d'Étaples, 56, 103 ss, 166, 279.
 Le Fèvre d'Ormesson, 54.
 Lefranc (Abel), 161, 162, 405, 546 n.
 Lefuel, architecte, 343 n.
 Legendre (Jacques), 216.
 Le Gendre, 488 n.
 Le Givre (Marg.), abbesse, 558 ss.
Le Goulet, 297.
 Legoux de la Berchère, intend^t,
 204, 209 ss.

- Le Grand d'Aussy, 346 n.
 Le Griel (David), 612 n.
 Le Guildo, 613 n.
 L'Eguille (Char.-Inf.), 440.
 Le Havre, 219, 278, 336.
 Le Hulle de la Mindelle (Jeanne), 336.
 Le Leix, 613 n.
 Lelièvre (J.-W.), past., 409.
 Le Maçon (J.), s^r de la Rivière, dit de Launay, 457 n.
 Le Maçon, 318.
 Lemaire (Sœur), 398.
 Le Mans, 124.
 Le Masson (Barthélemy), 162.
 Le Mercier, 271 n.
 Le Mesnil-en-Joué-du-Plain, 612 n.
 Le Mesnil. — Voy. Raye.
 Lemoine, consul, 22.
 Lemonnier (H.), 161.
 Le Moutonnier (Claude), 295. — (David), s^r de St-Julien, 295.
 Lenfant, past., 253, 651.
 L'Enfer (S.-et-O.), 158.
 Le Noble (J.), 219. — (Marie), 334.
 Lenoir (A.), 548. — (Mich.), imp^r, 567.
 Lepeintre (Claude), martyr, 27 ss.
 Le Preux (François), 280.
 Lèques, 307.
 Le Révérend de Bougy (Jeanne de), 298 n.
 Le Roux de Lincy, 447 n.
 Le Roy (Philip.), past., 480 n.
 Léry (Jean de), 663.
 Lesage (Anne), 64 ss, 76.
 Les Crottes, 314.
 Lescure, 21.
 Lesdiguères (connét. de), 405, 428.
 Lesens (E.), 293, 302.
 Le Serreur (Thomas), 133.
 Les Maries, 432, 439, 440.
 Les Mathes, 461.
 Les Moulières (Deux-Sèvres), 588.
 Lespée (Gérard de), 361.
 Lespine (Jean de), 115. — (Jehanne de), 116 ss, 130.
 Lespine, 296.
 L'Esprit. — Voy. Ficelcrin.
 Les Sablons, 70.
 Lestang (De), 318.
 L'Estoile (Pierre de), 351.
 Le Sueur, 294.
 Letelié, 459.
 Le Tellier, chancelier, 51.
 Letre, ancien, 124.
Lettres. — De l'évêque de Montauban... à Mazarin (5 et 8 juillet 1659), 11.
- De M. de Faurs, proc^r, à Mazarin (8 oct. 1659), 16.
 — Des huguenots de Montauban au Roy (1668), 24.
 — De Ruigny, 49 ss, 192 ss.
 — De prisonnières enfermées aux nouv. catholiques de Caen (1690), 64.
 — De l'intend^t Foucault (27 fév. 1690), 76.
 — De G. Le Boullangier, diacre de Chinon (13 mai 1561), 119.
 — Du duc de Montpensier au connét. de Montmorency (26 juin 1562), 121.
 — Des protestants de l'Ile-Bouchard au duc de Richelieu (1633), 127.
 — De James Ireland à Rabaut-Pomier (*vaccine*) (1811), 171.
 — Du médecin de Dourlous à un ministre de Louis XIV (1696), 173.
 — De Rabaut-Pomier, 182.
 — De Boissy d'Anglas, 185 ss.
 — De Jean Monod, past., 183.
 — De Marron, past., 183.
 — De Lafayette et de Paul Rabaut, 230 ss.
 — Du past. Delaforest à la duchesse de Celle (1698), 249.
 — De Voyer d'Argenson à de St-Priest (19 avril 1755), 304.
 — De M. de Tavannes (1755), 304.
 — De Sim. Lombard, prop., 313 ss.
 — De l'intend^t Bezons (26 sept. 1686), 389.
 — De galériens pour la foi aux protestants de Saintes (1700), 391.
 — De l'év. La Frézelière (1699), 417.
 — Du propos^t J. Fontaine et de ses compagnons de captivité à M. de Châteauneuf (1684), 462.
 — De Tillières, espion, 470 ss.
 — De l'Eglise de Saintes à l'Eglise de Genève (31 mai 1583), 486.
 — Du proc^r général, touchant la démolition du temple de Saintes (14 fév. 1685), 496.
 — De Du Sault, assesseur (cath.) au présid. de Saintes (1699), 498 ss.
 — De Rabaut-Saint-Étienne, 535.
 — De Routier de Bernapré, prisonnier, 555 ss.
 — De Marg. Le Givre, abbesse de S^{te}-Claire de Saintes (1732), 560.
 — De Rulhière à M. *** sur la question des mariages au désert, 589.

- D'Henri IV à l'évêque d'Orléans (1609), 608.
 — D'Ant. Court, au sujet des assemblées du Desert (1724), 650.
 Le Vacher (Et.), s^r de Marigny, past., 426 ss.
Le Vigan (Gard), 176, 303 ss, 408.
Lézan (id.), 308, 310.
 Lhérould, 487.
 L'Homme (Martin), 247.
 Lhonorey (Isaac), 70.
 L'Hôpital (Le chancel^r de), 605.
 Liard, past., 455.
Liberté (La) relig. en 1825, 37 ss.
Libourne, 35, 372.
Libraires, 552.
 Licques (Pierre de), past., 294, 301.
 — (Ant. et David), 301.
Liège, 218.
 Lièvre (A.), 593 n, 597.
Ligue (La), 105, 133, 224, 274, 349.
Ligue de La Rochelle (1620), 425.
 Lilais (Madeleine), 219.
L'Île-Bouchard (Indre-et-Loire), 113 ss, 123 ss, 403, 478 n.
Limay (S.-et-O.), 158.
 Limborch (Ph. a), 663.
 Limousin, notaire, 492.
 — (Léonard), émailleur, 328, 543.
 Lincy (De). — Voy. Le Roux.
 Lionne (De), 50, 54, 199.
 Liotard (Ch.), 516 n.
 Lis (Élie), 433.
Lisbonne, 526.
 L'Isle-du-Gast (De), 481.
 L'Isleferme (De). — Voy. Guenon.
Lisy, 106 n.
 Livet (Ch.), 58.
Livre d'ord^r prot. français, 168, 216, 218, 328, 339.
Livres brûlés, 21, 205, 212 ss, 548 ss.
Livres récents déposés à la bibliothèque de la Société. — Voy. la 3^e page des couvertures.
Livron (Drôme), 442.
 Lizet (Pierre), 116.
 Loberan (Fr. de), s^r de Montigny, 133 ss.
Loches (Indre-et-Loire), 477 ss.
Locle (Le), 562 ss.
 Lods (A.), 55, 167, 191, 222, 231 n, 278, 328, 508 ss, 541, 610, 662, 670.
Loi de Germinal, 42, 366.
 Loire (De), 489.
 Loire (J.-B.), past., 592, 596 ss, 602.
 Lombard (Simon), propos^t, 312 ss.
Londres, 44, 49, 53, 112, 171, 192 n, 195, 303, 309, 390, 399, 405, 497 n, 503, 513 n, 612, 626 n, 651.
Longemale, 281 n.
 Longuemar (De), 570 n, 571 n, 584.
 Loret, 277.
 Lorge (Mlle de), 607.
Lorraine, 166, 611.
Lorry-Mardigny, 165.
 Lostange (De), consul, 215.
 Lottin, 243.
 Loubachin, 310. — (Jean), hôte, 632 ss, 642 ss, 645 ss.
Loudun (Vienne), 119, 123 ss, 426, 478 ss, 571.
 Louis XIII, 7 ss, 16, 20, 25, 41, 424, 429.
 Louis XIV, 7, 40, 46 ss, 55, 108, 137, 173, 195 n, 197 ss, 223, 227, 237 ss, 252 n, 332, 393, 408, 461, 591, 653.
 Louis XV, 167, 195 n, 240, 670.
 Louis XVI, 41, 174, 227, 237 ss, 513, 524, 526, 670.
 Louis XVIII, 43 n, 175, 178 ss.
 Louiset, 316.
 Louvel (Françoise), 219.
 Louvet, 530, 536.
 Louvreuil (L'abbé de), 622 ss.
 Loyson (Hyacinthe), 670.
 Loyson-Bridé (De), 124.
 Lozières de Lancy (Cath. de), 335.
 Lubert (Dr), 170 n.
 Luc (De), 78 ss, 90, 93, 94.
 Lucas, 606.
 Lucat (Français), 419.
 Lucian (Gabriel), 288.
Lully, 287.
Lulliez, 288.
 Luneau (Antoine), 364 n.
Lunebourg, 247.
Lunel (Hérault), 339 n.
 Lussan (Gard), 308.
 Lussaud, ancien, 592.
Lussaudière, 594, 596. — Voy. Pandin.
 Luther, 29, 86, 89, 92, 98, 148, 159, 168, 254, 263, 267, 391, 552.
Lutzelstein, 166.
 Luynes (Le connétable de), 428.
Luzerne (Vallée de), 165.
Lužette (La), 304, 305 n.
Lužiers (Gard), 308 n.
 Lyevin (Jehan), 318.
Lyon, 56, 78 n, 140, 179 n, 193, 231, 330, 506, 538, 552, 566, 568.
 Mabile (E.), 137.
 Macaire (Ant. de), 334.
 Macharye (Jean), 133 ss.

- Maëstricht*, 594.
 Mage, 573.
Magetz (Char.-Inf.), 381, 485, 489.
 Magneron (Michel), prêtre, 504.
Magny-en-Vexin (S.-et-O.), 158 n.
 Magot, 585 n.
 Mahomet, 254, 263.
 Maillard (Claude), 634, 641 ss. — (Th.), past., 331, 397, 403, 455, 569 n, 571, 598, 663.
Maillé (Vendée), 568 n.
 Maillet (François), 419.
 Maimbourg (Le P.), 616.
 Maimbrat (Vincent), 419.
Maine, 322.
Maine-Geoffroy, 440.
Maineu (Dordogne), 36.
 Maintenon (Mme de), 53, 411.
 Malesherbes, 227 ss, 515.
 « **Malette (La) de David** », 370.
 Maleville (Léon de), 6.
 Mallet, 294, 614.
 Malvau (Jean), ancien, 124.
 Mancel, 294.
Mandagout (Gard), 306 n.
Mantes (S.-et-O.), 158, 320, 322.
 Manuel, 525.
 Maran (Hierosme), 370.
Marans, 426.
 Marat, 525, 527, 530, 534.
 Marazel (P.), past., 303, 309 n, 310.
 Marbault, 611.
 Marcelet (Mme de), 297. — Voy. d'Héricy.
 Marchand (Fr.), 571. — (Guy), imp^r, 567.
 Marchant (Eus.), 133 ss. — (J.), 283 n.
 Marchegay, 429.
 Marcillac, 84 n.
 Marcilly (De). — Voy. Roux.
 Marcks (Erich), 405.
 Marconnay (Mme de), 481.
 Marcourt (Antoine), 245.
Marennnes, 340, 366 ss, 377 n, 402, 406, 462, 485.
 Maret (Dlle), 205, 214.
 Margerie. — Voy. Saint-Léger.
 Marguerite de Navarre, 99, 104, 242 ss, 377.
 Margueritte (Judith), pris^r, 141.
Mariages des protestants, 399, 415, 589, 597, 601 ss.
 Marie-Antoinette (La reine), 513.
 Marie de Médicis, 424.
 Marie-Thérèse (La reine), 90.
 Marignac (De), 495.
 Marigny (De). — Voy. Le Vacher.
 Marino, 528.
 Marlet (L.), 110.
 Marlorat (Aug.), 280.
 Marnay (De). — Voy. Brulley.
 Marot (Clément), 148, 243, 245, 377, 567, 665.
Marplaine, 493.
 Marron, past., 177 ss, 524.
 Marsan (De). — Voy. d'Albret.
Marsauceux (Eure-et-Loir), 609.
Marseille, 79, 170, 515.
 Marsh (Bibliothèque), 317.
Marsillargues (Hérault), 308 n.
Marsilly (Char.-Inf.), 579, 583.
 Martel (Mlle et Charles), 85. — 10, 16.
 Martin (Daniel), consul, 17, 22. — (Henri), 237. — (Jean), prop., 308. — (Will.), 166, 217, 279, 328, 610, 662.
 Martineau, 370.
 Martragny (De). — Voy. Moisant.
 Martroy (Anne), 481.
 Martyr (Pierre), 358.
Martyrs, 27, 107, 116 ss, 122, 242 ss, 247, 281, 313, 360, 371, 372 ss, 617 ss, 664.
 Mascault (Antoine), 244.
Mas d'Azil (Le), 442.
 Massé (De). — Voy. Torterue.
 Massey (De), 375.
 Massip (Jacques), 636 n.
 Masson (Pierre), 460.
 Massue (Jacques), 551.
 Massy, 434 n.
Matha (Char.-Inf.), 406.
 Mathè (François), impr^r, 664.
 Maton, 21.
Matricule des pasteurs de France (1603), 323.
 Maubuisson (De). — Voy. Guenaut.
 Mauduit, 535.
 Mauvault (Charlotte), 128.
Maune (Indre-et-L.), 128.
 Maurand (Jean), impr^r, 567.
 Maurat (Jehan), 380, 487.
 Mauré (Jean), 494 ss.
 Maurepas (De), 559.
Mauries, 306.
 Maurin, 307.
 Mauroy (Marquis de), 394.
 Maxime, 80, 85.
 Mayenne (Duc de), 21.
 Mazauric, past., 367, 432.
 Mazarin (Le card.), 7, 10, 16, 47, 160 n, 195, 197, 553.
 Mazel, 307.
 Mazet, greffier, 209.
 Mazières (A.), dit de la Place, 374.

- Meaux**, 30, 106, 157, 274, 371.
Meauzac (T.-et-G.), 409.
Meauzac (De). — Voy. de Bar.
Médailles, 168, 407.
Médis (Char.-Inf.), 440.
Meigret, 57.
Melet (François), s^r de Pincé, 117 n.
Meliand, intend^t, 216.
Melle, 408, 587.
Melon, notaire, 490.
Membres honoraires de la société, 167, 217.
Mémoire pour MM. les notables prot..., (1825), 38 ss.
Ménard (past.), 388. — (historien), 620, 625, 629.
Ménars (Philippe), s^r d'Air, past., 393, 497 n.
Menars, 503.
Ménigoute (Deux-Sèvres), 569 n.
Menin, 411.
Menjot (Antoine), 132. — d'Elbenne (Sam.), 132.
Mer (Loir-et-Cher), 253.
Mercier (Louise), pris^e, 136, 141. — (Gabriel), meunier, 623, 627, 631, 635 ss, 641 ss. — (Françoise), 635 ss, 641 ss. — (Jacques et Jeanne), 636.
Méreaux, 151, 168, 364, 370, 407, 455, 603, 660 n.
Mérignac (De). — Voy. Queux.
Mérinac (De), 375.
Merlat (Elie), past., 370, 385 ss, 498. — (E.), avocat, 385. — (Hélie), 490. — (Madeleine), 384, 490 ss.
Merle, 315.
Merlette, past., 106.
Merlin (Pierre), past., 319.
Merval (Stéphane de), 293, 301.
Mervault (Pierre), 317, 325 ss.
Meschers (Char.-Inf.), 278, 415, 423, 432, 439, 440, 471, 473.
Meschinet (Michel), s^r du Bouquet, 357 n, 487, 488 n., 660 n. — (Samuel), s^r de Richemond, 357 n, 487, 488 n. — (Jehan), 488 n. — de Richemont (L.), 165, 280, 328 ss, 341, 357, 392 n, 476 n, 486, 572, 579 n.
Meslet, ancien, 124.
Meslin (Judich), pris^e, 142.
Mesnage de Cagny, 298, 481.
Mesnard (Jean), 340.
Messe (La), 279.
Messier (Jean), 494.
Messué, 576.
Mestraz (Jean), 288.
Mestrezat, past., 265.
Metail, 211.
Métuel, 310.
Metz, 165, 291 n., 336, 407, 507, 568 n.
Meunier, 455.
Meyer (P.), 59.
Meynier, 523 n. — (le P.), 22 n.
Meyrueis (Lozère), 307.
Mialet (Gard), 309 n.
Michel (Albin), 631 n.
Michelet (J.), 327, 482.
Michelin (Jean), 632.
Miège (Claude), 285, 289 ss. — (Laurens), 292 n. — (Mie), 285 ss.
Miennay (De), 558 n.
Miffant (Jeanne), 302.
Migault (Abraham), 600 n. — (André), past., 596, 600 ss. — (*Journal* de Jean), 404.
Mila, proc^r, 15, 20.
Milhaud (Gard), 636 n.
Milliares, 213.
Millin de Grand-Maison, 521.
Minet (W.), 611 n.
Ministre (Un) aveugle à Charenton, 253, 336.
Ministres (Languedoc, 1755), 307 ss.
Mirabeau, 518, 535 n.
Miradoux (Gers), 25.
Mirambeau (Char.-Inf.), 490.
Mirambeau (Mme de), 504, 507, 615.
Mirande (De), 323 ss.
« Miroir (Le) de l'âme pécheresse », 242 ss.
Missy (F.-C. de), past., 326.
Moeze (Char.-Inf.), 406.
Moine (François), 416.
Moisant de Brieux (Arthur), 298 n. — (Catherine), 297. — (Franc.), 298. — (Guillaume), 294, 295. — (Henry), 296 n. — (Jacq.), 293 ss., 507. — (Marie), 296 n., 298 n. — (Nicolas), 296 n. — (Robert), 298 n. — (Romain), 296 n.
Moissac (Tarn-et-G.), 25.
Moisson (Nic.), notaire, 294.
Molis (Ramond), 215.
Molières (Gard), 303 ss.
Molinier (Ch.), 661.
Mollart (Jehan), 133 ss.
Mollevant, 528 n.
Momméja, past., 370.
Moncarret (Dordogne), 37.
Monginot (D^r), 88, 270.
Mongues (Alex. de), 132.
Monnaies de Genève, 282 n.
Monnier, 406.

Monod (H.), 112. — (Jean), past., 179 n., 181. — (Th.), past., 112, 168, 666.
 Monoyer (J.), 582.
 « Monsieur de Jules », 160 n.
 Monstroeil (Claude de), 280.
 Montagne, 20.
 Montagni. — Voy. Desferre.
 Montaiglon (A. de), 30 n.
 Montaigne, 412.
 Montalto (De), 426.
 Montamat, 110.
Montauban, 7 ss, 16 ss, 25, 201 ss, 208 ss, 275, 319 ss, 385, 404.
 Montausier (Duc de), 297, 393.
 Montbartier (De). — Voy. d'Astorg.
Montbéliard, 40, 508.
 Montbrun (Abbé de), 303 ss.
 Montclar (De), 227.
 Montclus (De). — Voy. de Vivet.
Montech (Tarn-et-G.), 8.
Montélimar, 165.
Montendre (Char.-Inf.), 440.
 Montesquiou, 230 n.
 Montfuron (De). — Voy. de Valbert.
 Montgomery, 108 ss. — (fils), 608.
Mont-Guyon, 440.
 Montifaut, 389.
 Montigny (de). — Voy. de Loberan.
 Montigny, 265.
 Montin (G.), 288.
Montlieu (Char.-Inf.), 440.
 Montluc, 8, 16, 110 n., 408, 607.
 Montmorency (connétable de), 30, 121, 343. — (maréchal de), 343.
Montpellier, 170 ss, 194, 204, 234, 306, 313, 426, 430, 515.
 Montpensier (Duc de), 121 ss.
 Montrevel (Mar^{al} de), 620 ss, 633 ss.
 Morata (Olympia), 407.
Moravie, 58.
 Mordagne (Daniel), 213. — Voy. Durand.
 Moré (Cl.), s^r de Bordelande, 362.
 Moreau, 406.
 Moreau (De). — V. Bonnet.
 — (Macé), martyr, 107.
 Moréri, 430.
 Morin, 216. — (Daniel), notaire, 460.
 — (Etienne), 336. — (Henri), 336.
 — (Sara), 64 ss, 76, 336.
 Morisseau, 453.
 Morisson, 493.
 Morizot, 236 n.
 Morland, 49.
Mornac, 390, 460 ss, 493 ss.
Mortagne, 330, 339, 368, 370, 439 ss.

Morville, ambass., 650 n.
Mosnac (Char.-Inf.), 440, 583.
 Mosnier (H.), 236 n.
 Motta. — Voy. Delaplanche.
Mouchamps, 602 n.
 Moulineau, 406.
Moulins, 533.
Mount-Vernon, 229.
 Moussat (Jean), impr^r, 568 n.
 Moutarde, past., 279, 328, 330, 370, 394, 404, 413, 455, 476 n., 611.
 Moyac (Augustin), récollet, 398.
 Moysant (François), 616.
 Muguet, 88.
Mulhouse, 42.
 Munier, 672.
Mursay (Deux-Sèvres), 112.
 Musset (Georges), 317, 325.
 Mynard, 132.
N
Namur, 411.
 an (De), 558.
Nantes, 329 ss.
 Napoléon I^{er}, 39, 42, 176 ss, 369, 614.
 Nassau (Louis de), 318.
Navarre, 108, 133, 667.
Navarrenx, 110, 667.
 Neau (Elie), gal., 340, 413.
 Necker, 170.
Nécrologie. M. L.-F.-E. Gaullieur, 224, 278. — M. L.-R. Pilatte, 223.
 — M. Hip. Taine, 220. — M. Ch. Roy, 508. — M. le Baron F. Bartholdi, 671. — M. Fréd. Cuvier, 672. — M. le prof^r Aug. Bouvier, 672. — M. le Dr Philip Schaff, 672.
 Nemrod, 159.
Nérac, 370, 543.
Néré (Char.-Inf.), 586.
 Nermon, 464.
Nettancourt (Meuse), 106.
Neuchâtel, 562.
 Neufelize (Baronne de), 279, 407, 667.
New-York, 672.
 Neyrod (Bernardin), 284 n.
Nice, 223.
 Nicole (Frère), 372 ss.
 « Nicolas » [Dubaptiste, p^r], 435, 437.
 Nicolas, 406. — (Michel), 10 n.
Nieulle (Char.-Inf.), 322 ss, 380, 403.
Nîmes, 42, 169, 186, 189, 194, 229 n., 455, 511, 515, 518, 521, 571, 617, 659, 660 n.
Niort, 84 n., 112, 165, 426, 492, 568 n., 569 n., 587, 592, 594, 664.
 Noaillan, 15.
 Noailles (De), 111, 112. — (maréchal

de), 227 n., 229 n. — (vicomte de), 520 n. — (Card. de), 592.
 Nogaret (Jean de), 506.
 Noguier (François), 310.
 Nonancourt (Eure), 404.
 Noretz, 611.
 Normandie, 85 n., 293, 596, 600 n.
 Nort (Odet de), 318.
 Nourrigeon (Suzanne), 369 n.
 Nourry, notaire, 134.
 — (Claude), impr., 567.
Nouveaux et Nouvelles Catholiques. — *Caen*, 63, 218 ss, 336, 611; — *Paris*, 83 n, 481; — *Pons*, 331, 398; — *Saintes*, 500 ss, 558; — *St-Jean-d'Angély*, 559. — *Soissons*, 86 n.
Nouveau Testament (Le) de Le-fèvre d'Étaples. — 166.
 Novy, curé, 634 n.
 Novy-Raymond, lieut^e pp^{al} 639. ss.
 Noyan (De), 126.
 Nuders (Sybille), pris^e, 142.
 Nyons, 165.
 O bré (Benj.), 133.
 Oisemont (Somme), 558.
 Oléron (Ile d'), 459 ss, 616.
 Olive (D'), 8.
 Olivier (Marguerite), 71.
 Olivier, 18. — Voy. Loire.
 Ollier (D.), past., 411.
 Orange, 164.
Orfèvres prot., 495.
 Orignac (D'), 503.
 Orillard, past., 388.
 Orléanais, 408.
 Orléans, 119, 120, 607.
 Orléans (Isabelle d'). — Voy. Guise.
 Ormesson (D'). — Voy. Le Fèvre.
 Orthez, 407 ss, 400.
 Osches (Moulin d'), 107.
 Osmont de Courtisigny (Augustin), 64 ss, 76, 336. — (Esther), 336.
 Othon, 309.
 Oyseau (D.), 318.
 Ozanneau (D'), 375.
 Paisac, 175.
 Paisant (Suzanne), 64 ss, 336.
 Palatine (La princesse), 252 n.
 Palatre (Gabrielle), 600 n.
 Paleario (A.), 407.
 Palissy (Bernard), 278, 337 ss, 341 ss, 371 ss, 402, 506, 568 n. — (Mathurin, Nicolas et Pierre), 352, 380.
 Pallardy (Etienne), 387 n.

Pallièrols (Gard), 307.
 Pallory (Simon), s^r de Richelieu, past., 613, 664.
Pamiers, 389 n.
Pamproux (Deux-Sèvres), 397.
 Pandin (Abraham-Gasp.), 594. — (Charles-Théod.), 595. — (Josué, s^r de Lussaudière, 591. — (Josué-Pierre), 594. — (Marie-Suzanne), d^{lle} de la Gibaudière, 591. — (Pierre) s^r du Peux et de Châteauneuf, 597.
 Pannier (Jacq.), 542, 584, 613, 664.
 Panzer, 243.
Papelards (La motte aux), 258 n.
« Papier baptistaire de l'Eglise de Saintes », 485 ss.
 Papin, 417, 663.
 Parabère (De), 322, 426.
 Paradis (Paul), 162.
Parcoult (Dordogne), 36.
 Pardaillan (Marquise de), 418 n.
 Paré (Ambroise), 605.
 Pariolleau, 464.
Paris, 27 n, 50, 77 ss, 99, 106, 139, 141, 157 n, 176, 193, 195, 219, 281, 297, 351, 408, 481, 524, 567, 589, 609, 650 n. — (Bastille), 138 ss, 349, 351, 482. — (Châtelet), 247. — (Cherche-Midi), 83 n. — (Cimetière des S^{ts}-Pères), 84 n. — (Collèges). Voy. plus haut à l'art. **Collège.** — (Conciergerie), 29 ss, 130 ss, 245, 536, 670. — (Eglise protestante), 133, 613. — (Eglise St-Etienne-du-Mont), 518 n. — (Faculté de Médecine), 173. — (Hôtel Carnavalet), 343 n. — (Jésuites), 86 n. — (le Mail ou Palmail), 94. — (la Motte aux Papelards), 258 n. — (Notre-Dame), 28 ss, 247, 549. — (Nouvelles-Catholiques), 83 n, 138 ss, 481. — (Parlement), 28, 56, 57, 114 ss, 127, 129, 228 n, 230, 242, 245, 595. — (Place Maubert), 28 n, 29 ss. — (St-Martin-des-Champs), 161. — (Salpêtrière), 135 ss. — (Sorbonne), 244 ss, 372, 404. — (Tuileries), 343. — (Temple de Charenton), 78 ss, 132 ss, 143 ss. — (Le Terrain), 258.
 Parnasse, past., 486.
 Pascal (C.), past., 55, 199.
 Passet (Jeanne), 634 ss, 641 ss.
Pasteurs (Résidence des), 193. — (de Saintonge), 364. — (Matricule de 1603), 323.

Pau, 107, 224, 400, 409, 605.
Paul (Mme), 481.
Paulean, past., 486.
Paulhan (Pierre), 511 n.
Paulet, 310.
Paur (François), past., 119.
Payan, 318.
Payssac, 535 ss.
Péchels de la Boissonnade, 18 ss.
Pechier, 316.
Pechs. — Voy. *Journet* (Jean).
Peigné (Israël), s^r de *Lardinière*, 295, 301. — (*Esther*), 301.
Peirenc (Marie), 303.
« Pélerinage (Le) du Petit Trou-peau de Paris à Charenton », 78 ss.
Pelet (Paul), 403.
Pelletan (Eug.), 394, 401.
Pelletreau, proc^r, 492 ss.
Penavaire, 209, 214.
Pénigaud, 406.
Penne (Tarn-et-G.), 205, 213.
Pépin, 201.
Péraud (Pierre), 465 ss.
Perche (Le), 322.
Périgord (De), 233, 597.
Périgueux, 37.
Périllau (Pierre), past., 126.
Pérille, 134.
Périssac (De), 374.
Perochon, ancien, 318.
Péron (François), 433, 453.
Perrenon (Char.-Inf.), 569 n.
Perret-Gentil, 102.
***Perrette* (La boîte à)**, 93, 144, 151.
Perrier, 310.
Perrier-Canaules, 313.
Perrin, 10, 545, 568.
Perthois (Le), 105.
Petit (Jehan), 243 ss.
Petiteau (Guill.), 122.
Petitou. — Voy. *Aliès*.
Petitpas (frère *Toussaint*), 322.
Petity (H.-L. de), 164.
Peyan, 406.
Peyrat (Nap.), 627, 629.
Phalsbourg, 166.
Philippe (Jehanne), 107.
Picard, 21.
Pichon (le Baron), 248 n. — (J.), conseiller, 494 ss. — (J.), lieut^t g^{al}, 462. — 493.
Picot (Emile), 243, 403.
Pictet (Edm. et Marc-Aug.), 613, 614. — (*Bénédict*), 628, 651.
Piémont, 388 n, 661.

Piennes (Ant. de), 558 n.
Pierre-Ségade (Tarn), 583.
Piété (Témoignages de la) *de nos pères*, 358 ss.
Pilatte (L.-R.), 223, 663.
Pinault, 126. — (*Simon*), gal., 408.
Pincé (De). — Voy. *Melet*.
Pincé (Christophe de), s^r du Bois et des *Brosses* S^t-Melaïne, Sénéchal, 114 ss, 130, 373.
Pinereul, 279, 545.
Pinctorye (Nicolas), 133 ss.
Pineau (P.), 421.
Pingaud (Léonce), 523 n.
Pithou (N.), 105.
Pitt, 531.
Pitterson (Anne et Jacques), 302.
Placards (Affaires des), 245.
Plagaven (Jean), 202, 206.
Plainte des huguenots de Montauban au Roy (1668), 24.
Plaisance (Card. de), 321.
Plancy (De). — Voy. *Collin*.
Planté (A.), 107 ss.
Ploüer-le-Comte, 613, 665.
Pochat (E.-J.), 287.
Pochet (Louise), pris^e, 142.
Poésies. — A. Deschamps, 241. — Th. Maillard, 397. — P. Trocquemé, 465. — G. Blot, 475. — Th. Monod, 666.
Poeydavant, 110.
Poissy, 318, 379 n, 404.
Poitevin (De), 234, 515.
Poitiers, 122, 165, 273 n, 543, 569 n, 570, 576.
Poitou, 320, 391, 408, 502, 565, 592 ss, 650 n, 658.
Poldo d'Albenas, 617 n, 631 n.
Polier de Bottens (G.-P.), 309, 600 ss.
Polisbourg (De), 306.
Pomier, 213.
Pomiers (De), 375.
Pommereau (le P.), 210.
Pomponne (De), 50, 192 ss.
Ponchet, 213.
Pongy (Elisabeth), 308 n.
Pons (Char.-Inf.), 278, 329 ss, 339 ss, 366, 384, 388, 392 n, 398, 402, 409, 426, 440, 486, 494, 498, 504, 510 n, 558, 574.
Pons (Jacques de), 504, 506.
Pontchartrain (De), 138 ss, 465, 589 ss.
Pontenier, 318.
Ponthieu, 558.
Pontoise, 158 n.
Ponts-de-Cé, 480 n.

- Portal (Bertrand), 212. — (Marc), dit La Coste, past., 308.
- Portalis, 176.
- Port au Prince, 228 n.
- Port d'Envaux, 440.
- Port-des-Barques, 362.
- Porteau (Nicolas), impr^r, 568 n.
- Portrait (Le) de la vraie Religion**, 78 n, 91.
- Postel (Guill.), 161.
- Poudensan, prof., 370.
- Poudevigne, huissier, 640.
- Pougnard, past., 596.
- Poulain, past., 411.
- Poulet-Ma'assis, 530 n.
- Poulias (De). — Voy. Texier.
- Poulain (Pierre), s^r de Calix, 295, 612. — (Marguerite), 612.
- Poupart (J.), 135.
- Pouzeau, curé, 330 n.
- Poyferré (Michel), past., 380.
- Pradel (Jean), dit Vernezobre, past., 308. — (Ch.), 584 n.
- Pradon. — Voy. Gounon.
- Praillies, 594, 596, 598.
- Praillies, 284 n.
- Précourt Bacon, 75.
- Préfosse (De) major g^a, 621, 633 n.
- Préludes (Les) de la Révocation à Montauban**, 7 ss.
- Prêneuf. — Voy. Migault (André).
- Présence réelle (La) dans l'Eucharistie**, 80 ss.
- Prêtres tolérants**, 595.
- Preuilly (Indre-et-Loire), 413, 477.
- Prével, médecin, 577 n, 588 n.
- Prières pour le roi**, 587 n.
- Prieur (Barthélemy), 435, 353, 584.
- Primerose, 78 n.
- Pringé (Anjou), 124.
- Prioleau, past., 331.
- Prisonniers pour la foi**. — 63, 165, 204, 391, 461. — *Angers*, 88 n. — *Bastille*, 88 n, 138, 349, 351, 482. — *Doullens*, 554. — *Grenoble*, 465. — *Loches*, 481 ss. — *Pons*, 331. — *Rodez*, 214. — *Saintes*, 500. — *Salpêtrière*, 435 ss. — *Tour de Constance*, 307, 313, 407.
- Privat, past., 518 n.
- Privier (Jehan), 433 ss.
- Prix (Le) des livres au siècle dernier**, 312 n.
- Prononciation française**, 57.
- Proposants**, 307 ss, 311, 361.
- Protestantisme français (Le) sous la Révolution**, 41, 174 ss, 510 ss.
- sous la Restauration, 38 ss, 42 ss, 178 ss.
- Protestants français**. — Leur nombre sous Henri IV, 222; en 1825, 40; en *Saintonge* en 1802, 366, 439. — (enterrés dans les églises cath.), 606 ss.
- Provence*, 79, 308 n.
- Prudhomme (A.), 463.
- Prunet, 21.
- Prusse*, 39.
- « **Psalmes (Le livre des)** » (1532), 98 ss.
- Psaumes (Chant des)**, 376.
- Psautiers**, 91 n, 98.
- Puau (Fr.), past., 166, 468, 215, 278, 328, 339, 459, 468, 516 n, 610, 662, 663, 670.
- Puech, 310 n. — (Dr), 617 n, 622 n, 629, 633 n.
- Pugh, médecin, 170 ss.
- Puichenin (De), 482.
- Putot (De). — Voy. de Vieux et de Varignon.
- Puy-laurens*, 15, 23, 25, 203, 207.
- Quakers**, 44.
- Quentin, dite Beauval (Marguerite), pris^e, 142.
- Quercy, 329 ss, 425.
- Quesnel (Renée et Suzanne), 68 ss.
- « **Quatrains spirituels** » (Les), 370.
- Queux (F.), s^r de Mérignac, 487.
- Quincey (De). — Voy. Cortois.
- Quinet (Edg.), 221, 449.
- Quissac (Gard), 308, 410.
- Rabaine, 574.
- Rabaut (Paul), past., 5, 167, 186, 229 ss, 308, 311, 509 ss, 540, 671.
- Rabaut-Dupuy (Pierre), 512, 540.
- Rabaut-Pomier (J.-A.), 469 ss, 278, 511, 534 ss.
- Rabaut-Saint-Étienne (J.-Paul), 5, 469 ss, 229 ss, 510 ss, 650 n, 658, 663, 668, 670. — (Mme), 539.
- Rabec (Jean), cordelier, 415.
- Rabelais, 114.
- Raconis (De), 289.
- Racqueville (De). — Voy. Thiout.
- Rambion (De), 306.
- Ramondou, past., 15.
- Rampon (Pierre), 310.
- Ramus (P.), 279.
- Randavel. — Voy. Noguier.
- Rang, past., 367.
- Rassay (De). — Voy. Aubert.

- Rattier, past., 369 n.
Raucourt (Ardennes), 106 n.
 Ravier (Anselme), 309.
 Raye (Ad.), s^r du Mesnil, 295, 302.
 Raymonet, ancien, 318.
 Raynaud (G.), 55, 62, 166, 215, 217, 328, 662.
Ré (Ile de), 280.
 Read (Ch.), 55, 98, 134, 161, 166, 215, 217, 226 n, 241, 277 ss, 328, 339 ss, 515, 589, 610, 662, 664, 670.
 Rebin (Jacques et Pernelle), 287.
 Reboul, 307.
 Reclan (Pierre), 286 ss.
 Recolin (N.), past., 218, 407.
 Recordon, past., 105.
 Redonnel (Pierre), past., 364 n.
 Redoy (Jean), 322.
 Refuge (De), 382, 488.
Refuge (en *Allemagne*), 166, 247, 405, 480; — (en *Angleterre*), 217, 304, 399, 406, 415, 612; — (en *Danemark*), 325; — (en *Hollande*), 325, 480; — (en *Suisse*), 133, 562.
Registre (Un) paroissial catholique, 447.
Registres protestants, 126 n, 164, 168, 370, 380, 399, 407 ss, 432, 452, 493, 558 n, 562, 663.
Relaps, 500.
 Renardet de la Valette (Mlle), 368.
 Renaud (Jean), 602 n.
 Renay (De), 87.
Rennes, 42.
 Renouveau (P.), 464.
 Ressay (De), 426.
Réunions triennales des prot., 424.
 Reuss (Ed.), 102, 373 n. — (Rod.), 332.
 Reveau, 325.
 Reversé, 433.
 Réville (A.), 166, 215, 217, 278, 279, 662.
Révocation de l'Édit de Nantes, 77 ss, 137, 143 ss, 223, 317, 325, 449, 598. — (Préludes de la) à *Montauban*, 7 ss; — (à *Saint-Antonin*), 200; — (en *Saintonge*), 310, 413 ss.
Révolution (Le protest. sous la), 41, 228 n.
 Reynier, 310.
 Ribard (Cl.), past., 328, 407.
Ribaute (Gard), 308.
 Ribe (Pierre), 310.
 Ribécéré (De). — Voy. de Valbert.
 Ribet (Jean), 288.
 Richard (Alfr.), 325. — (Anne), 219.
 Richaud, 453.
 Richelieu (Le card. de), 7, 160 n, 223, 265, 383, 399, 430, 553. — (Duc de), 127, 180 ss; — (past.), 611, 613, 664. — Voy. Pallory.
 Richer (Jean), 280.
 Ricq (Nicolas de), 295.
 Rideau (J.-P.) [Dubaptiste], 367 ss.
 Rieussec (Jean), 202, 206.
 Rigaud (notaire), 15; — (impr^{r.}), 568.
Rioux (Charente-Inf.), 485.
 Ritter (Eug.), 279, 292.
 Rivayrol, 21.
 Rivet de Champvernon (Guill.), 361.
 Robert (Sam.), lieut^r part^r, 382 ss, 489 ss. — (Dan., Hèlie, Jehan, Jehanne, Magdeleine et Pierre), 384, 490. — (intend^r), 465. — (Louis). Voy. Mercier (Louise).
 Robert-Labarthe (U. de), p., 329, 405.
 Robert de Saint-Vincent, 227.
 Robespierre, 538 ss.
 Robin (Frère Hubert), 372. — (Marie et Michelle), 380. — 451.
 Roch (Jean), 284 n.
 Rochebrune (De), 360.
 Rochechouart, 389 n.
 Rochefort (De). — Voy. Bordeaux.
 Rochefort, 340, 460.
 Rodanet, 455.
 Rodèz, 42, 205, 209, 214.
 Rodrigue, 275.
 Roësse (Nicolas de), s^r de Beuzeville, 295, 302.
 Roger, 406.
 Roget (Amédée), 283.
 Rohan (Duc de), 8, 168, 383, 430.
 Rohaud, 325.
 Roland, 525 n. — (Mme), 670.
 Rolland (Abr., Jean et Pierre), 415.
 Rolle, 287.
 Roller (Th.), past., 358, 400.
 — (C.), past., 396.
 Roman (J.), 333.
 Romanus, 80.
Romans (Drôme), 165.
Rome, 408, 614.
Ronce-les-Bains, 459 n.
 Roque (Marie), 636 n.
 Roque (De), gouv^r, 215.
 Roquemadour, 487, 488 n.
 Roques, 18.
 Roquin, 135.
 Rossel (Th.), past., 490 n.
 Rosset, 537, 668.
 Rostagny (Jean de), 77 ss, 143 ss, 252 ss, 336, 660 n.
 Rotan, 321.

- Rotterdam*, 219, 480.
 Roubiac. — Voy. Bromes.
 Roucy (Mlle de), 86, 263. — *Voy.*
 La Rochefoucauld.
Rouen, 193, 218, 280, 293, 326 n,
 554, 586.
Rouergue, 307.
 Roufineau père, past., 339, 365, 659.
 — (A.), past., 279, 370, 476 n.
 Rouland, 406.
 Rouleaux (Léonard), 380.
 Rouquette (Isabeau), 635 n.
 Rouspeau (Yves), past., 370, 486,
 504, 611.
 Rousseau (Antoine), 281. — (Bar-
 nabas), 288. — (Didier), libraire,
 279, 281 ss. — (Jean), 288, 291. —
 (Jean-Jacques), 279, 281 ss, 292.
 — (Marie), 288. — (Pierre), 288,
 291; — (past.), 486. — (év.), 614.
 Roussel (Gérard), 104.
 Rousseleau (Élisabeth), 364 n.
 Rousselet (Jehan), 384.
 Routier de Bernapré (Ph.), 554 ss.
 Rouvairol (Gabrielle), 511 n.
 Rouveiol (Médard et Suzanne),
 636, 641 ss.
 Rouvière, 523 n. — (François), 533,
 638; — (chirurgien), 632 ss, 643 ss.
 Roux de Marcilly, 47 n, 49, 53, 54,
 199. — (François), past., 405. —
 (Jean), 202, 206, 307 ss. — (Flo-
 rette), 202, 206. — 606.
 Roy (Ch.), past., 508. — (Jehan),
 379. — (Perette), 380. — 388 n, 406.
 Royan (De), 459.
Royan, 217, 278 ss, 328, 337 ss,
 366 ss, 390, 394, 398 ss, 415, 426,
 429, 459 ss, 468 ss, 610.
 Roye (De). *Voy.* La Rochefoucauld.
 Royer la Plaine (D.), 164.
 Royer, past., 478.
 Royère (Tim.), past., 480.
 Rozemont (De), 325.
 Ruchat, prof., 600.
 Ruelle (Jean), consul, 17, 22.
 Rulhière, 230 n, 515, 589.
 Rulland (Jacques), gal., 465 ss.
 Ruptier (Claude), 288.
 Ruscanière, 20.
 Ruigny (Marquis de), 46 ss, 191 ss,
 388; — (fils), 52.
Ryswick (Paix de), 248, 325.

 Sabastian, gal., 21.
 Sabatier, 518 n.
Sablonceaux (Char.-Inf.), 421 n, 455.
 Sagnier (Ch.), 509, 617, 639 n, 649.
 Sahuc, 203, 205, 208 ss, 213.
Saint-Affrique (Aveyron), 307.
Saint-Aignan, 124, 406.
 Saint-André (F. de), 32, 550.
Saint-André-de-Valborgne, 308.
 Saint-Antoine, 79.
Saint-Antonin (T.-et-G.), 200 ss,
 206 ss, 218.
 Saint-Augustin, 80, 81, 84, 262.
Saint-Barthélemy (La), 35, 141,
 224, 275, 279, 379, 408.
 Saint-Césaire (De). — *Voy.* de Cal-
 vière.
Saint-Cloud, 404.
 Saint-Contest (De). *Voy.* Barbery.
Saint-Contest (Calvados), 70, 611.
Saint-Denis, 266, 321.
Saint-Denis-d'Oléron, 372.
Saint-Dizier (H.-Marne), 105.
Saint-Domingue, 228 n.
 Saint-Evremond, 197.
 Saint-Fargeux (De). *Voy.* d'Albon.
 Saint-Fond. — *Voy.* Faujas.
Saint-Fort (Char.-Inf.), 368, 439, 440.
Saint-Fort-de-Cosnac, 386 n.
Sainte-Foy-la-g^{de}, 319 ss, 364.
 Sainte-Foy, 21.
 Saint-Gelays (De), 380.
Saint-Geniès (Gard), 407.
Saint-Genis (Charente-Inf.), 440.
 Saint-Géran (Mme de), 53.
Saint-Georges-de-Didonne (Cha-
 rente-Inf.), 391 n, 394 ss, 415, 419,
 439 ss, 465, 470 ss, 610.
Saint-Germain-de-Calberte, 622.
Saint-Germain-en-Laye, 199, 228 n.
 Saint-Germain-Beaupré (De), 425.
Saint-Germain-du-Seudre, 440.
 Saint-Hilaire, 502.
Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard),
 306 ss, 666.
 Saint-Jean (De), 481.
Saint-Jean-des-Anels, 307.
Saint-Jean-d'Angély, 320, 323, 366,
 406, 440, 489, 559.
Saint-Jean-de-Gardonnenque, 307.
Saint-Jean-de-Maruéjols, 307.
 Saint-Julien (De). — *Voy.* Le Mou-
 tonnier.
Saint-Jullien, 290.
 Saint-Just, 534. — (Marc de), 202, 206.
Saint-Laurent d'Agouze, 308 n.
Saint-Léger-sous-Margerie, 106.
 Saint-Liens (Claude de), 58.
 Saint-Luc (De), 20, 22, 25.
Saint-Maixent, 426, 586.

- Saint-Malo*, 613, 664.
Saint-Mard, 106.
Saint-Martin, 528 n, 533.
Saint-Martin de Tours, 121.
Saint-Martin, 316.
Saint-Médard (Deux-Sèvres), 570.
Saint-Melaine. — Voy. de Pincé.
Sainte-Mènehould, 107.
Saint-Mesme (De), 319.
Saint-Michel (De), 209, 210, 213.
Saint-Mihiel (Meuse), 658.
Saint-Omer, 599.
Saint-Palais, 461, 473.
Saint-Paul-Trois-Châteaux, 164, 333 n.
Saint-Paul (De), 427.
Saint-Paulin, 80.
Saint-Pierre-sur-Dives, 336.
Saint-Pompain (D-Sèvres), 568 n, 588.
Saint-Priest (De), intend^t, 304, 631 n.
Saint-Quentin, 152, 548, 550.
Saint-Romain (Saintonge), 416.
Sainte-Rue (Deux-Sèvres), 570.
Saint-Rut (De), 214.
Saint-Savinien (Char.-Inf.), 406, 438, 486, 586.
Saint-Seurin (Char.-Inf.), 380, 417, 440, 485.
Saint-Seurin, gouv^r, 430.
Saint-Simon, 47, 48, 197. — (Francois de), marquis de Sandricourt, gouv^r, 621, 627.
Saint-Simon-Courtomer (Marie), duch. de La Force, 80 n.
 — (Suzanne), 80 n.
Saint-Sulpice (Char.-Inf.), 440, 444, 447 ss, 461.
Saint-Surin (De), 418 n.
Saintes, 278, 280, 328, 337 ss, 342, 365 ss, 371 ss, 399, 402, 406, 431 ss, 436, 462 ss, 485 ss, 496 ss, 503, 558, 572, 586, 610, 615, 659.
Saintonge, 214, 320, 340, 425, 468 ss, 565, 597, 615, 658.
Salgas (De), gal., 403.
Salisbury, 53.
Salles, 533.
Salmon (Ant.), past., 319.
 — (Thérèse), pris^e, 143.
Salmon ou Salomon (Hip.), past., 381.
Sancerre, 46, 660, 663.
Sander, 248.
Sandonnini (Tommaseo), 30.
Sandricourt (De). V. de Saint-Simon.
Sanguinède, 306.
Santeur (Aimé), not., 282 n, 286, 288.
Santou, 202, 206.
Sanxay (Pierre), past., 354 ss, 381.
Saponnay, 106.
Sarrazin (Catherine), 490.
Satur, 18.
Saujon, 329 ss, 366, 399, 402, 415, 418 n, 436, 440.
Saulx-Tavannes, 305.
Saumur, 124 ss, 193, 322 ss, 385, 426 ss, 478 n, 568 n, 663.
Saurain (Claude), 421 n.
Sauve, 307, 410.
 « **Sauvé** », mot inscrit sur une fenêtre de couvent, 219. (Cf. *Bull.* XLI, 26.)
Sauveterre (B.-Pyr.), 109.
Savoie, 39. — (le Duc de), 289.
Savonarole, 325.
Say (Léon), 663, 670.
Schaff (D^r Philip), prof., 405, 672.
Schickler (F. de), 55 ss, 112, 166, 215 ss, 278, 328, 338 ss, 370, 394, 400, 455, 602 n, 610, 662, 672.
Schilemans (Cath.), 295.
Schmidt (Ch.), 661.
Schomberg, 297, 430.
Schybergson (M.-G.), 326.
Scillé (Deux-Sèvres), 569 n.
Séances du Comité, 18 octob. 1892, 55. — 13 déc. 1892, 166. — 10 janv. 1893, 167. — 14 févr. 1893, 215. — 14 mars 1893, 217. — 11 avril 1893, 278. — 25 avril 1893, 279. — 9 mai 1893, 328. — 11 juillet 1893, 610. — 14 novemb. 1893, 662.
Sébilleau (Ant.), martyr, 118, 129.
Sedan, 142.
Ségoïn (Manoir), 302.
Segond, 102, 103.
Segonzac, 340.
Segui, 20.
Seignelay (De). — Voy. Colbert.
Semussac (Char.-Inf.), 440.
Senil, past., 15, 22.
Senlis, 30, 261.
Senné, théologal, 384.
Sens, 379 n, 506.
Sépultures prot., 605 ss.
Séraphin (Frère), récollet, 420.
Sergant (Jacq.), huissier, 216.
Serigny la Plante, past., 124.
Sermons à la gloire de Napoléon I^{er}, 178 n, 369. — Sur le retour des Bourbons, 178 n. — Pour le mariage de Louis XVI, 513 n. — Sur la mort de Louis XVI, 178 n. — de Jarousseau, 395. — du P. de la Motte, jésuite, 554.

- Serres (Jean de), 509.
 Serres, 307, 310.
 Sérusclat, 512 n.
 Servan, 523 n.
Servanac (Tarn-et-G.), 200.
 Servet, 509, 551.
« Seureté (La) du Navigage... », 468.
 Sèze (De), 184.
 Sieyès (L'abbé), 520 n.
 Sigalon (Ant.), potier, 659.
 Sillery (Mme de), 228 n.
 Silly (De), 416.
 Simon dit Triasnon (Jacq.), 66 ss, 219.
 Simon. — Voy. Le Cavelier.
 Sirey, 612 n.
 Sleidan (J.), 28, 280.
Société biblique, 44, 45.
Société de l'histoire du protestantisme français (Historique de la), 339 ss.
Société protestante (1825), 45.
« Society for better protecting Protestant Dissenters », 44.
Soissons, 86 n.
 Solignac, past., 22.
 Sollier, past., 365 n, 594.
 Soloniac (David), 202, 206.
Sommières, 410.
 Sonnius (Michel), imp^r, 585.
 Sophocle, 573.
 Sorel (Pierre), impr^r, 567.
Sorges, 480.
 Soubise (De), 408, 430.
Soubise (Char.-Inf.), 406.
 Soubran, 507.
 Souffrain, 35 n.
 Soulice, 409, 605.
 Soulier, 616.
 Soustelle, 523 n.
 Soyer (Adrien), s^r d'Intraville, 295, 302. — (Marthe), 294, 295.
 Spitzer (Collection), 328, 542.
 Stapfer (P.-A.), 37.
Statistique protestante, 222; en *Saintonge* (1802 et 1814), 440.
« Stephano » [Rabaut-Saint-Étienne], 519 n.
Strasbourg, 42, 170 n, 329 ss, 552.
 Strazel (Jean), 162.
 Stride (E.-E.), 167.
Suède, 39, 265. — (Amb. à Paris), 56.
Suisse, 118, 371, 408.
 Sully, 344, 424, 426.
Surères (Char.-Inf.), 322.
Synodes, 44, 89, 124 ss, 223, 309, 318 ss, 376 n, 384, 424, 478 ss, 486, 506, 513, 592, 598, 655.
 Tabois, 406.
 Tabourin (François), 378, 594 ss.
 Taffin (Jean), past., 568 n.
Taillebourg, 406, 440, 490, 506, 583.
 Taillevet, 464.
 Taine (Hip.), 220.
 Tallemant des Réaux, 94, 96 n.
 Tallon (Marius), 622, 629, 630.
Talmont, 426.
 Talleyrand-Périgord, 520 n.
 Tanon, 55, 215, 217, 610, 611, 660.
 Tardif (J.), 434.
 Tarente (De). Voy. de la Trémoille.
 Target, 516, 520 n.
 Tartanac (J.), consul, 607.
 Tavan, 406.
 Tavannes (De), 304 ss.
 Tavers (André), past., 686.
« Taxa cancellariæ apostolicæ » (1651), 168.
Taxes des bancs des temples et des actes pastoraux, 168, 215.
 Teissier, prop^r, 308. — (Et.), past., 310. — (F.), 168, 303, 407, 620 ss.
 Teissier-Lafage, past., 313.
Temples protestants, 77, 81, 360, 378, 385, 660 n. — *Alençon*, 79. — *Arvert*, 459. — *Caen*, 63. — *Cajarc*, 204. — *Charenton*, 79 ss, 96 ss, 143 ss, 611. — *Châtillon-sur-Indre*, 479. — *Civray*, 566. — *Jonzac*, 498. — *La Rochelle*, 322, 324, 370. — *Le Luc*, 79. — *L'Ile-Bouchard*, 127. — *Mirambeau*, 490. — *Montauban*, 22. — *Oisemont*, 558. — *Paris*, 524. — *Pierre-Ségade*, 583. — *Pons*, 331, 398, 498. — *Royan*, 402, 440, 459. — *Saint-Antonin*, 204, 209. — *Saintes*, 338, 379, 382, 385, 388, 487, 496. — *Saint-Fort*, 439. — *Saint-Jean-d'Angely*, 489. — *Vaux*, 459.
 Tencin (Isère), 165.
 Tergonhon (Jean), 211.
 Ternaut, 421.
 Terride, 108 ss, 667.
 Tessereau (Abraham), 317, 325, 327.
Testament de Didier Rousseau, 286. — De Jacques Moisant de Brieux, 296.
 Texier (Guil.), s^r de Poulias et des Fragnées, 572. — (Cath.), 571.
 Théobon (Mlle de), 83, 252. — Voy. Bordeaux de Rochefort.

Therceceville (De). Voy. d'Héricy.
 Thévenin (J.), past., 106.
They's (Isère), 165.
 Thiange (Françoise de), 617 n.
 Thibault (De), 208.
 Thiout (L.), s^r de Racqueville et de la Luzerne, 298 n. — (Mlle), 298.
 Thomas (Jean), 417. — (J.), capitaine, 469 ss. — (Marie), 636 n. — (le P.), jésuite, 491.
 Thorelle, curé, 165.
Thors (Char.-Inf.), 486.
 Thou (De), 123, 506.
Thouars, 426.
 Thouret, 520 n.
 Thurot, 58 n.
 Tierny, 605 ss.
 Tillières de Bassompierre, 468 ss.
 Tilly (De). — Voy. Blondel.
 Tiraqueau, 550.
 Tissot (Pernette), 291.
 Tobler, 58.
Tolède, 661 n.
Tolérance (La) d'un curé, 608 ss.
 Tollin (H.), 251, 279.
 Tombelle, consul, 8.
Tonnay-Charente, 440, 495.
 Torchut, past., 394, 400, 455, 458, 472.
 Torcy (De), 498.
 Toren, 406.
 Tortat (G.), 385 n, 489.
 Torteire (Guil.), s^r de Massé, 322.
 Touchet (De), 293.
 Touchon (D.-A.-E.), past., 179 n.
Touquin, 106.
Toul, 567.
Toulon, 465.
Toulouse, 14 ss, 19 ss, 242, 481, 606.
Toulouse (Alex.), 419.
Touques (La), 336.
Tour de Constance, 307, 313, 407, 587.
Touraine, 113, 129, 141, 320.
Tournai, 411.
 Tournay (De). — Voy. de la Tour.
Tours, 116, 118, 121, 123, 124, 141, 373, 479.
 Tourtelot (Jacques), 365 n.
 Toussaint (Daniel), 403. — (Jacq.), 162.
Traitement (Le) des past., 439.
Transfert à Puylaurens de l'Acad. de Montauban, 15 ss.
 Trarieux, sénateur, 670.
 Trébuchet, 406.
 Trial, past., 486.
 Triasnon. — Voy. Jacq. Simon.
 Tribouleau (Mme), 142.

Tricot (Marguerite), 116, 130.
 Trigant-Geneste (E.), 37.
 Trinché (Et.), prêtre, 634 n, 635 n.
 Tripiér, s^r de Loyson-Bridé, 124.
 Triqueti, 119 n., 351.
 Trocmé (A.), past., 411.
 Trocquemé (P.), past., 432 n, 446, 455.
 Tronchet, 520 n.
 Tronchin, 544.
 Trouvé (Jean), 422.
Troyes, 105, 107, 404, 525 n, 664.
 Try (Michel), notaire, 283.
Tumulte des écoliers de Montauban (juil. 1659), 10 ss.
 Turenne (De), 19, 54, 191 ss, 197 ss., 319.
 Turgot, 141.

Université impériale (Décret d'organisation du 17 mars 1808), 42. — de Paris, 162.

Usson, 574.

Uzès, 308 n.

Vaccine (L'inventeur de la), 169 ss.
 Vacquier, lieut., 606.

Valazé, 530 n.

Valbert (Léon de), marquis de Montfuron, 617 n.

Valbonne (De). — Voy. de Calvière.

Valdieu (De). — Voy. de Varignon.

Valence (Espagne), 661 n.

Vallette, 18. — (l'Abbé), 620, 624, 629 ss.

Valgorge (Ardèche), 316.

Vallengin, 562.

Valleraugue, 308.

Vallon, 315, 518 n.

Valois (Noël), 558 n.

Vandalle (Jean), 295, 302.

Van der Heyden (Catherine), 302.

Van der Tombe (François), 295. — (Françoise), 302. — (Catherine), 295. — (Georges), 295 n.

Vanier (Ch.-L.), d^r, 167.

Varignon (Anne de), 64, 66, 67, 336.

— (Anne-Marie), 334. — (Arthur),

335. — (Catherine), 334. — (Christophe), s^r de Putot, 334, 335. —

(David), 334. — (Denis), s^r de Val-

dieu, 218, 334, 335. — (Elisabeth),

335, 336. — (Etienne), s^r d'Apremont,

334, 335, 336. — (Francis),

218. — (Françoise), 64, 66, 67,

336. — (Gédéon), s^r de Putot, 334,

335. — (Isaac), s^r des Grès, 334,

335. — (Jacques), s^r d'Apremont,

334. — (Jacques), s^r de Languersy.
 335. — (Jacques), 335. — (Jean),
 335. — (Jeanne), 335. — (Magde-
 laine), 334. — (Marie), 64, 66, 67,
 336. — (Pierre), s^r de Languersy,
 218, 334, 335, 336. — (Tanneguy),
 s^r de Blainville, 334. — (Will.), 218.
 Varlet, 528.
 Varnier (Ch.-L.), 407.
 Vassan (Alain de), 107.
 Vassy, 105 ss, 120, 378, 379 n, 505.
 Vatable, 103, 322 ss. — (Franc.), 162.
 Vaucelles (Calvados), 334.
 Vaudoré (De). — Voy. de Laval.
 Vaurigaud, past., 589.
 Vaux (Char.-Inf.), 421 n, 459 ss,
 473. — (Eure-et-Loir), 609. — (pres
 Metz), 572.
 Vaux (De). — Voy. Bouley.
 Vaysse, past., 201.
 Vébron, 308.
 Védart, 464.
 Végobre (De), 514, 518.
 Veirac, 310.
 Veldenç, 166.
 Vendée (Paul de), 584.
 Vendômois, 322.
 Venette (Nic.), médecin, 576.
 Venoix, 611 n.
 Ventolon (David), 202, 206.
 Ventujol (P.), huissier, 644.
 Verdier, prof., 10, 12, 15, 26.
 Vergennes (De), 230.
 Verger, 588.
 Vergèze, 308 n, 410.
 Vergniaud, 530 n.
 Vergoing (De), 375.
 Verlhaguet (Tarn.-et-G.), 17.
 Vernet (Rostan), 634.
 Verneuil, 486. — (De), 628 ss.
 Vernezobre. — Voy. Pradel.
 Vernier, 304.
 Vernon, 218.
 Vernoye (de). — Voy. de Granier.
 Véron, controversiste, 259.
 Versailles, 55, 174, 228, 237, 518, 533,
 Verteuilh, 486.
 Vervins (Traité de), 107.
 Vesson (D.), dit Lavalette, 309 n, 310.
 Veyrel, 492.
 Viala (Mich.), dit Germain, past.,
 596, 600 n.
 Viallette, 18.
 Vialla (Simon), 632 ss, 643 ss.
 Viau (Paul de), 403.
 Viçose (De), 49.
 Vicquemand, médecin, 300.

Vieillard brûlé à Paris (1542),
 28 ss.
 Vielles, past., 407.
 Vienne (Isère), 427.
 Viénot (John), past., 167.
 Vier, past., 167.
 Vieusseux (Jean), 205, 214.
 Vieux (Jean de), s^r de Putol, 297.
 Viger, 528 n.
 Vigier, 488. — (Francoise), 486.
 Vignaud (Jean), 416.
 Vigneu (Jean-Paul), 332.
 Vignols (Léon), 332.
 Vignon, 58 n.
 Vigué (A.), prof., 509.
 Vilate, 539 n.
 Villarnoul (De), 323 ss, 429.
 Villars (maréchal de), 408. — (marquis
 de), 21. — (Antoinette de), 639 n.
 Villefranche (Aveyron), 205, 214.
 Villemain, 313.
 Villeneuve (Ant.), 202, 206. — (Da-
 vid), 210. — (Jeanne), 202, 206.
 Villeneuve-sur-Lot, 351.
 Villeneuve-de-Berg, 186, 309, 540.
 Villeneuve (De). — Voir Jarrossay.
 Villers d'Adaincourt (Ch. de), 507.
 Villesalem (Vienne), 569 n.
 Villette (De), 112, 213.
 Villeur, 453. — (Jean), 433.
 Villiers (Charles de), s^r d'Audin-
 court, 294 n.
 Vimeu, 558.
 Vincent (Antoine), impr^r, 567. —
 (Esther), 64 ss. — (Louis), proc^r,
 634 ss, 644 ss. — (Philip.), past.,
 317, 324 ss. — (past.), 126.
 Viret, 254.
 Virgile, 573.
 Visme (A. de), 558 n. — (De), prof., 10.
 Vitré, 320, 596.
 Vitry-le-François, 105 ss.
 Vivet (Jacq. de), marquis de Mont-
 clus, présid^t, 621, 630, 633 n.
 Volfard, past., 403.
 Volmar (Melchior), 553.
 Voltaire, 59, 513 n, 571 n.
 Von Blordeau, 248.
 Voulard, 523 n.
 Voyer d'Argenson (De), 304.
 Vigny (De), 481.
 Vuiriot, past., 106.
 Vuon, 106.
 Waddington (Ch.), 217, 278.
 (F.), 63, 600 n.
 Wagner (H.), 218, 334.

Wallon, 175, 533.
 Washington, 225 ss, 278.
 Weill, 405.
 Weiss (Ch.), 613 n.
 Weiss (N.), 5, 56, 98, 107 n, 111 ss,
 129, 137, 163, 168, 173 n, 215 ss,
 224, 313, 328, 339, 370, 394, 404,
 459, 476, 503, 507, 520, 553, 610,
 616, 658, 660, 662, 665, 667, 671.
 Weiss, biblioth^e de Besançon, 294.
 Welsch (Jean), 370.
Westphalie (Traité de), 40.
 Wicléf, 435.
 Williams (Hélène-Maria), 532.

Witt (C. de), 235.
 Woeiriot, 279, 545.
Wurtemberg, 39 ss.

Xaintray (Deux-Sèvres), 572.
 Xambeu (F.), 338, 385 n.

Ybic, 314.
 Yolland, past., 106.
 York (Duc d'), 53.
Ypres, 411.
 Yvon (Denis), géolier, 131.

Zérotin (De), 58.
Zurich, 140, 602.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE DES COLLABORATEURS AU TOME XLII

S. Beaujour, 333.
 Joseph Bianquis, 608.
 G. Blot, 431, 475.
 G. Bonet-Maury, 221, 394.
 A. Bouvier, 650.
 A. Covelle, 562.
 O. Cuvier, 507.
 H. Dannreuther, 105, 165.
 Ch. Dardier, 311.
 O. Douen, 98.
 A. Dupin de Saint-André, 113, 477.
 P. Fonbrune-Berbinau. — La Table.
 Ch. Frossard, 200.
 Ch. Garriison, 7, 24.
 A. Gaussorgues, 424.
 H. Gélén, 565, 658.
 E. Lesens, 293.
 A. Lods, 169, 508, 510.
 Th. Maillard, 397, 592.
 S. de Merval, 293.
 H. Monod, 111.
 Th. Monod, 665.

E. Moutarde, 413.
 Osmont de Courtisigny, 333.
 J. Pannier, 611.
 C. Pascal, 46, 191.
 Edm. Pictet, 613.
 F. Puaux, 468.
 G. Raynaud, 57.
 Ch. Read, 77, 132, 225, 252, 342, 589.
 De Richemond, 317, 358.
 Eug. Ritter, 281.
 E.-M. Roufineau, 365.
 F. Rouvière, 617, 639.
 F. de Schickler, 339, 400, 671.
 F. Teissier, 303, 639.
 Tierny, 605.
 H. Tollin, 247.
 E. Trigant-Geneste, 35.
 P. Trocquemé, 456.
 N. Weiss, 5, 27, 32, 38, 63, 107,
 129, 135, 161, 242, 337, 371, 459,
 485, 503, 509, 542, 553, 615, 660,
 664, 667, 670.

3. TABLE

GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE¹

1893

Préface de la quarante-deuxième année.....	5
A MM. les pasteurs des Églises protestantes de France, 15 oct. 1893.	509
Quarantième assemblée générale.....	337 à 476
F. DE SCHICKLER. — Discours sur l'œuvre de la Société depuis quarante ans.....	339
— Rapport sur l'exercice 1892-1893.....	400

ÉTUDES HISTORIQUES

CH. GARRISSON. — Les préludes de la Révocation à Montauban (1659-1661).....	7
GASTON RAYNAUD. — Théodore de Bèze, grammairien.....	57
A. DUPIN DE SAINT-ANDRÉ. — Églises réformées disparues en Touraine (Chinon, l'Île-Bouchard, etc.).....	413, 477
ARMAND LODS. — Rabaut-Pomier, pasteur, inventeur de la vaccine, conventionnel et proscrit (1744-1820).....	169
— Rabaut de Saint-Etienne, sa mise hors la loi, son arrestation, sa mort.....	510
CH. READ. — Lafayette, Washington et les protestants de France (1785-1787).....	225
EUGÈNE RITTER. — Didier Rousseau, le quartaieul de Jean-Jacques (1550-1580).....	281
S. DE Merval et E. LESENS. — Moisant de Brieux, fondateur de l'Académie de Caen (1611-1674).....	293
H. GÉLIN. — Inscriptions huguenotes (Poitou, Aunis, Saintonge). 565,	658
F. ROUVIÈRE. — L'assemblée du moulin de l'Agau à Nîmes (1 ^{er} avril 1703).....	617

DOCUMENTS CLASSÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

(Voir aussi la Correspondance).

XVI^e SIÈCLE

N. WEISS. — Une victime du « Miroir de l'âme pécheresse » : l'imprimeur Antoine Augereau et sa famille (1534-1559).....	242
— L'hérésie de Jean Goujon, à propos d'un martyr inconnu (Paris, 17 mai 1542).....	27

1. Plusieurs personnes ayant réclamé le rétablissement de cette table, autrefois la seule dont chaque volume fut pourvue, on accède à ce désir, mais en supprimant la *Table chronologique* qui, l'année dernière, portait le n° 3.

— Le premier martyr de Chinon : Antoine Georges, contrôleur du grenier à sel (1545).....	129
— Quelques épisodes de la Réforme à Saintes et en Saintonge.....	371
— Notes sur les huguenots de Royan et de la Côte.....	459
— A propos de Calvin. — Son plus ancien portrait. — Le dernier vestige du séjour de Calvin à Paris. — Le libraire qui introduisit en France la traduction française de l' <i>Institution</i> . — Arrêt du Parlement de Paris contre Antoine Lenoir, 1 ^{er} juillet 1542. — Le despotisme de Calvin. — Dédicace à Melchior Wolmar (1551).....	542
— Papier baptistaire de l'Eglise de Saintes, commençant le 8 octobre 1570.....	485
— Lettre de l'Eglise réformée de Saintes à celle de Genève (31 mai 1583).....	486

XVII^e SIÈCLE

N. WEISS. — Temple de Saintes (1603-1664).....	487
CH. READ. — Les anciens des Consistoires d'Ablon et Charenton (1607 et 1609).....	132
N. WEISS. — Agrippa d'Aubigné, récit autographe de sa dernière maladie et de sa mort par sa veuve Renée Burlamachi (19 avril-9 mai 1630).....	32
DE RICHEMOND. — Samuel Robert, lieutenant particulier en l'élection de Saintes, et Xantippe (1639-1656).....	489
N. W. — Deux cris du cœur. Epitaphe de Richelieu (1642), etc.....	553
C. PASCAL. — Ruvigny et Turenne (1666-1668).....	191
CH. GARRISON. — Plainte des huguenots de Montauban au Roy (1668). ..	24
N. WEISS. — Poursuites du présidial de Saintes (Enfants saisis, apothicaires et orfèvres, baptêmes, etc., 1684).....	493
— Lettre du procureur général, touchant la démolition du temple de Saintes (14 février 1685).....	496
E. MOUTARDE. — Les abjurations en Saintonge après la Révocation (1685-1749).....	413
F. PUAUX. — Les exilés volontaires pour la foi à l'époque de la Révocation.....	468
CH. FROSSARD. — Saint-Antonin, chronique contemporaine inédite des suites de la Révocation (1683-1688).....	200
P. TROCQUEMÉ. — Un registre paroissial catholique pendant la Révocation (Saint-Sulpice, 1646-1755).....	447
H. TOLLIN. — La fondation de l'Eglise réformée de Cette (1686-1699). ..	247
N. WEISS. — La conversion par la prison. — Lettre de Th. Routier de Bernapré (Doullens, 1687).....	554
— A Caen, cinq ans après la Révocation. — Lettres et interrogatoires de prisonniers.....	63
CH. READ. — Une lettre de Rulhière sur la question des mariages au Désert en 1698.....	589
N. WEISS. — Le maréchal d'Estrées à Saintes (août 1699).....	498

XVIII^e SIÈCLE

N. WEISS. — A la Salpêtrière (Paris). Notes de police sur quelques détenues protestantes.....	135
F. ROUVIÈRE ET F. TESSIER. — Pièces du procès intenté aux victimes de l'assemblée du moulin de l'Agau (1703).....	639
N. WEISS. — Fragment d'un sermon du père La Motte, jésuite (1715).	554
A. BOUVIER. — Une réponse d'Ant. Court aux objections soulevées par les assemblées du Désert (25 mars 1724).....	650
H. FOUCAULT. — Une obstinée. Lettre de Marguerite Le Givre, abbesse de Sainte-Claire de Saintes (1732).....	558
TH. MAILLARD. — Un Synode du Désert en Poitou (1744).....	592
F. TEISSIER. — Déposition de Jacques Boyer fils, au sujet de prétendus dépôts d'armes des protestants (1755).....	303
CH. DARDIER. — Un candidat au ministère pastoral il y a cent trente ans (S. Lombard).....	311
JAROUSSEAU. — Fragment de sermon sur Rom. XIV, 19.....	395

XIX^e SIÈCLE

***. — La situation du Protestantisme français en 1825.....	37
---	----

MÉLANGES

E. TRIGANT-GENESTE. — Le temple du Désert à La Roche-Chalais...	35
CH. READ. — Le docteur Jean de Rostagny, rimailleur plaisantin.....	77, 143, 252
O. DOUEN. — Un psautier protestant inconnu (1532).....	98
M. DE RICHEMOND. — Les archives des Églises réformées de France déposées à La Rochelle.....	317
CH. READ. — Causerie sur Bernard Palissy.....	342
L. DE RICHEMOND. — Quelques témoignages de la piété de nos pères.	358
F.-M. ROUFFINEAU. — Réorganisation des cultes dans la Consistoriale de Saintes (1802).....	365
G. BONET-MAURY. — Saint-Georges-de-Didonne.....	394
A. GAUSSORGUES. — Une manœuvre (1621?).....	424
G. BLOT. — P.-J. Dubaptiste, pasteur (1745? à 1815).....	431
A. COVELLE. — Le Refuge au Locle.....	562
TIERNY. — Sépultures protestantes à Lectoure en 1562.....	605
JOSEPH BIANQUIS. — Encore un curé tolérant (1773).....	608

BIBLIOGRAPHIE

H. DANNREUTHER. — La Réforme et la Ligue en Champagne (Documents II), par G. Hérelle.....	105
— Notes sur le Protestantisme à Metz.....	165
O. DOUEN. — Questions bibliographiques.....	166
C. PASCAL. — Le marquis de Ruigny, député général des Églises réformées, par A. de Galtier de Laroque.....	46
DE RICHEMOND. — Archives historiques de l'hôpital de Grenoble....	163

N. WEISS. — Histoire du Collège de France, par Abel Lefranc.....	161
— Rapports inédits du lieutenant de police René d'Argenson (1697-1715), par P. Cottin.....	137
— Histoire du Protestantisme dans le Haut-Languedoc, le Bas-Quercy et le comté de Foix, par de Robert-Labarthe.....	329
— La Réforme en Saintonge. Les Églises réformées de Saujon et de la presqu'île d'Arvert, par E. Moutarde.....	330
— Les nouvelles catholiques de Pons, par M. de Richemond.....	331
— Jean-Paul Vigneu, secrétaire de la représentation commerciale de Nantes (1680-1746), par Léon Vignols.....	332
— L'Église luthérienne de Strasbourg au XVIII ^e siècle, et le Casino théologique et littéraire, par Rod. Reuss.....	332
— Les amis de Jean Dragon de Crest, par Brun Durand.....	333
— Les règlements de l'Académie protestante de Die (1604-1663) par le même.....	333
— Histoire des protestants de Crest et Histoire de Gap, par Eug. Arnaud.....	333
— Histoire des tribunaux de l'Inquisition en France, par L. Tanon.....	660

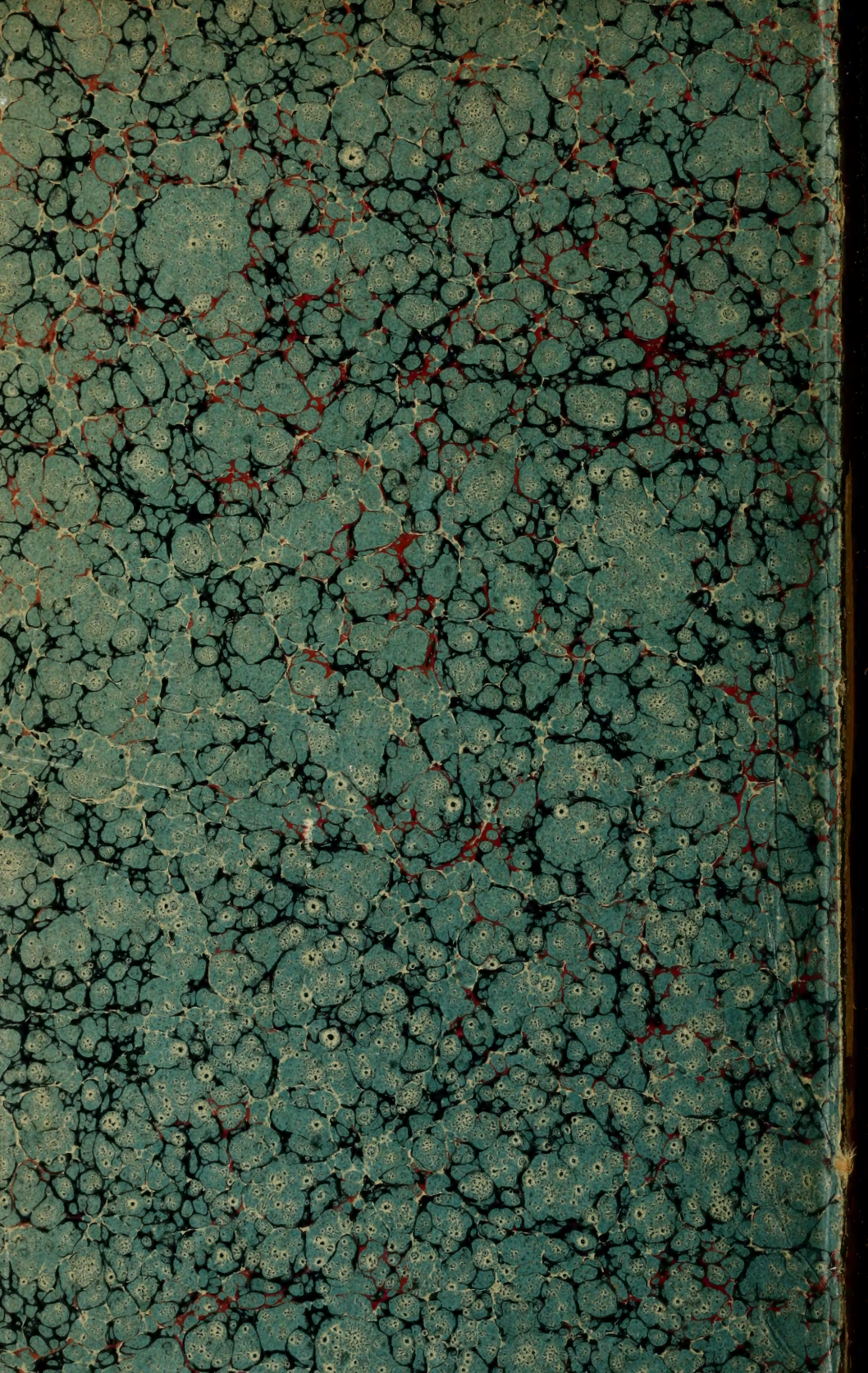
CORRESPONDANCE

N. WEISS. — Jeanne d'Albret et M. A. Planté.....	107
— Jeanne d'Albret, conférence de M. Granier et texte d'A. de Laval, sr de Vaudoré.....	667
H. ET TH. MONOD ET N. WEISS. — Récit de la dernière maladie et de la mort d'Agrippa d'Aubigné.....	111, 665
H. WAGNER ET A. GALLAND. — Caen, Nouvelles catholiques et assemblées secrètes.....	218
S. BEAUJOUR ET OSMONT DE COURTISIGNY. — Les de Varignon.....	333
H. DANNREUTHER. — Le ministre aveugle de Metz.....	336
N. WEISS. — La Réforme à Saintes et la Revue de Saintonge et d'Aunis.....	503, 615
O. CUVIER. — Moisant de Brioux et sa charge au Parlement de Metz.....	507
J. PANNIER ET N. WEISS. — Familles Gaultier, Gaugain et de Richelieu.....	611, 664
E. PICTET. — Paris. Réorganisation de l'Église réformée (1802-1803). ..	613

CHRONIQUE

N. WEISS. — L'anniversaire séculaire de la mort de Rabaut Saint-Etienne.....	670
TABLE ALPHABÉTIQUE des noms de personnes et des principales matières.....	673
TABLE ALPHABÉTIQUE des collaborateurs au tome XLII.....	704
TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE.....	705





BX
9450
S64,
année 42

Société de l'histoire du
protestantisme français,
Paris
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

